Conseil Municipal du 14 décembre 2023 - Liste des rapports

Appel nominal,
Désignation d'un secrétaire de séance,
Approbation du procès-verbal du 23 novembre 2023.

2023-111 - Démocratie locale : Référendum kremlinois annuel 2023 : arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30
Rapporteur : M. Jean-François DELAGE

2023-112 Démocratie locale : Nomination d'un déontologue des élus
Rapporteur : M. Jean-François DELAGE

2023-113 Démocratie locale : Etat des présences des membres du conseil municipal
Rapporteur : M. Jean-François DELAGE

2023-114 Démocratie locale : Etat sur les indemnités 2023 des membres du conseil municipal
Rapporteur : M. Jean-François DELAGE

2023-115 Finances : Clôture des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP)
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-116 Finances : Création d'autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) pour les opérations suivantes : gymnases, vidéo-protection (audit sécurité) et espaces verts
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-117 Finances : Vote du budget primitif 2024 de la ville
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-118 Finances : Budget ville – Adoption des taux de taxes directes locales pour 2024
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-119 Apurement du compte 1069 présentant un solde débiteur
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-120 Finances : Budget principal de la ville, Fongibilité des crédits
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-121 Finances : Vote du Budget Primitif 2024 – Budget annexe « marché forain »
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-122 Fongibilité des crédits pour le budget annexe du « marché forain »
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-123 Fixations des taxes et tarifs pour l'année 2024
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-124 Stationnement : Choix du mode de gestion pour le service public du stationnement payant sur voirie
Rapporteur : M. Sidi CHIAKH

2023-125 Stationnement : Conventionnement avec l'agence nationale du traitement automatisé des infractions (ANTAI) pour la mise en œuvre du forfait post stationnement
Rapporteur : M. Sidi CHIAKH

2023-126 Finances : Attribution de subventions à diverses associations, établissements publics communaux et au budget annexe « marché forain » – Année 2024
Rapporteur : M. Jean-Philippe EDET

2023-127 Culture : Attribution de subvention à l'Association de développement des activités socio-éducatives (ADASE) – Exercice 2024
Rapporteur : Mme Anissa AZZOUG

2023-128 Sports : Attribution de subventions aux associations sportives locales – Exercice 2024
Rapporteur : M. Sidi CHIAKH

2023-129 Vie Associative : Attributions de subventions aux diverses associations – Exercice 2024
Rapporteur : Mme Elsa BADOC

2023-130 Logement : Instauration de la procédure d'enregistrement pour la location des meublés de tourisme
Rapporteur : Mme Christine MUSEUX

2023-131 Logement : Modification du régime d'autorisation et création d'un régime de compensation pour les meublés de tourisme et autres changements d'usage des locaux d'habitat
Rapporteur : Mme Christine MUSEUX

2023-132 Logement : Avenant n°1 Convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre
Rapporteur : Mme Christine MUSEUX

2023-133 Finances : Octroi d'une garantie d'emprunt par la ville pour le rachat du patrimoine détenu par Valdevy au Kremlin-Bicêtre par Kremlin-Bicêtre habitat, coopérative HLM
Rapporteur : Jean-Philippe EDET

2023-134 Services publics : Adoption de la Convention Territoriale Globale avec la CAF du Val de Marne
Rapporteur : M. Jean-François DELAGE

2023-135 Petite Enfance : Approbation de la convention entre la ville et l'association Les Petits cailloux
Rapporteur : Mme Catherine FOURCADE

2023-136 Ecologie Populaire : Convention relative à la mise en œuvre d'actions et d'installation de production et de distribution d'énergie géothermique entre le SIPPEREC et la commune du Kremlin-Bicêtre
Rapporteur : Mme Geneviève ETIENNE

2023-137 Ecologie Populaire : Attribution d'une subvention aux Kremlinois pour l'acquisition d'un vélo classique ou à assistance électrique d'occasion ou d'une trottinette électrique d'occasion
Rapporteur : Mme Geneviève ETIENNE

2023-138 Projet urbain : Approbation d'une convention d'usage pour le passage entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo
Rapporteur : M. Sidi CHIAKH

2023-139 Projet urbain : Autorisation de cession d'un terrain en vente notariale interactive sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy
Rapporteur : M. Frédéric RAYMOND

2023-140 Projet urbain : Acceptation de toutes les copropriétés dans le protocole d'accord
Rapporteur : M. Frédéric RAYMOND

2023-141 Jeunesse : Accueil des jeunes collégiens dans le cadre du dispositif « d'exclusion temporaire » - Convention avec les collèges Jean Perrin et Albert Cron
Rapporteur : M. Ibrahima TRAORE

2023-142 Ressources Humaines : Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat
Rapporteur : M. Jean-Luc LAURENT

2023-143 Ressources Humaines : Astreintes dans la filière police municipale
Rapporteur : M. Jean-Luc LAURENT

2023-144 Ressources Humaines : Dispositif expérimental de rupture conventionnelle
Rapporteur : M. Jean-Luc LAURENT

2023-145 Communication du Rapport annuel d'activité 2022 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP)
Rapporteur : M. Jacques HASSIN

2023-146 Communication du rapport d'activité du délégataire chargé des marchés forains, la société SOMAREP – Rapport annuel 2022 (janvier/février)
Rapporteur : Mme Corinne BOCABEILLE

2023-147 Communication du rapport annuel d'activité 2022 du Syndicat Intercommunal du Gaz et de l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF)
Rapporteur : Mme Catherine FOURCADE

2023-148 Communication du rapport annuel d'activité 2022 du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communications (SIPPEREC)
Rapporteur : Mme Geneviève ETIENNE

2023-149 Communication du Rapport d'activité 2022 de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France sur le territoire communal (EPFIF)
Rapporteur : M. Frédéric RAYMOND

2023-150 Communication du Rapport annuel 2022 sur la délégation de service public du stationnement payant sur voirie (QPARK)
Rapporteur : M. Sidi CHIAKH

Compte-rendu des décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-111

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

REFERENDUM KREMLINOIS ANNUEL : arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-111-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au Conseil :

Chaque année depuis 2021, la Ville organise un référendum d'initiative locale pour consulter les citoyens de la commune sur une question d'intérêt général.

Conformément à la délibération du Conseil municipal n°2023-064, un référendum d'initiative locale s'est tenu le dimanche 26 novembre 2023 sur la question de l'arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30 au Kremlin-Bicêtre, issue de la consultation des Kremlinois lors d'un appel à idée de questions et d'une concertation avec les bureaux et conseils de quartier.

Le scrutin s'est déroulé dans les conditions fixées par le cadre législatif en vigueur.

Le projet de délibération a recueilli 11,2% de « oui », soit 163 voix en faveur de l'extinction, et 88,8% de « non », soit 1292 voix en défaveur de l'extinction. Au total, 1455 citoyens se sont déplacés, soit 11% du corps électoral.

La participation ayant été inférieure à 50% des inscrits, il est nécessaire que le Conseil municipal se prononce.

Je vous rappelle que la municipalité s'est engagée à respecter la décision des Kremlinois.

Eu égard à la victoire du « non » lors du référendum kremlinois annuel du 26 novembre 2023, il est proposé de valider le vote des électeurs de la commune et, par conséquent, de rejeter la délibération décidant de l'arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30 sur le territoire communal.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE ;
Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment les articles L.O.1112-1 et suivants ;
Vu la question posée par la délibération n°2023-64 du Conseil municipal du 14 septembre 2023 et son annexe relative à l'arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30 ;
Vu les résultats du référendum du 26 novembre 2023 qui rejettent à 88%, soit 1292 voix, l'arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

Après en avoir délibéré par 21 voix contre (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
De mettre en œuvre l'arrêt de l'éclairage public entre 0h30 et 5h30 sur le territoire communal.

Article 2
D'autoriser le maire à accomplir toutes les formalités et décisions nécessaires à l'entrée en vigueur et à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-111-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-112

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE DES ELUS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-112-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil :

Depuis la promulgation de la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales définit un ensemble de principes déontologiques auxquels les élus sont tenus de se soumettre dans l'exercice des fonctions liées à leur mandat. Ces principes sont inscrits dans la charte de l'élu local dont il est donné lecture à chaque renouvellement de l'organe délibérant de la collectivité.

La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale a introduit la possibilité pour les élus locaux, de consulter un référent déontologue afin de garantir le plein respect des obligations qui leur incombent au vu de la charte de l'élu local. Le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local dispose que les collectivités territoriales doivent désigner leur référent déontologue au 1er juin 2023.

Pour mémoire, la charte de l'élu local dispose que celui-ci exerce ses fonctions *« avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité »* et qu'il est de son devoir de poursuivre *« le seul intérêt général »*. La charte précise également qu'il lui revient de *« prévenir ou faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts »*.
Dès son arrivée, l'équipe municipale a souhaité enrichir la Charte de l'élu local d'une charte éthique propre au Kremlin-Bicêtre qui précise et enrichit la charte de l'élu local telle que fixée par la loi. La charte éthique précise notamment les dispositions relatives à la prévention du conflit d'intérêts. Elle interdit en outre aux élus de recevoir des cadeaux ou libéralités ou d'accepter des invitations de la part d'intérêts privés afin de garantir leur impartialité et leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour assurer le respect de cette charte éthique, l'équipe municipale a, dès le mois de novembre 2020, doté la collectivité d'un comité éthique et nommée une Présidente, magistrate honoraire. Suite à sa démission, annoncée en juillet 2022 et compte tenu de l'obligation faite aux collectivités de désigner un déontologue des élus en 2023, celle-ci n'a pas été remplacée. Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner un référent déontologue afin de se mettre en conformité avec la loi. Il est, par conséquent, proposé au Conseil municipal de dissoudre le comité éthique en ce qu'il sera, dorénavant, privé d'objet. Toutefois, la charte éthique de la ville du Kremlin-Bicêtre restera en vigueur de telle sorte que le référent déontologue pourra être saisi pour des sujets relatifs au respect de ses dispositions.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE,
Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L.1111-1-1,
Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,
Vu la délibération n°2020-125 du 26 novembre 2020 relative à l'adoption de la charte éthique et à la création d'un Comité éthique,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 De nommer M. Nicolas DESFORGES référent déontologue des élus locaux de la ville du Kremlin-Bicêtre.

Article 2 D'abroger l'article 2 de la délibération n°2020-125 du 26 novembre 2020 et de dissoudre le comité éthique mis en place en application de l'article 2.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-112-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-113

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

DEMOCRATIE LOCALE – PRESENCE DES ELUS AUX CONSEILS MUNICIPAUX DE 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-113-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil :

Le code général des collectivités territoriales en son article L.1111-1-1 introduit une charte de l'élu local qui indique un certain nombre d'obligations auxquelles les élus locaux doivent se soumettre dans l'exercice de leur fonction. Parmi ces obligations figure la suivante :

> ***« 6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné. »***

Dès sa prise de fonction en 2020, la municipalité a souhaité doter la ville d'une charte éthique qui complète, enrichit et précise les dispositions de la charte de l'élu local. Cette charte éthique a été adoptée le 26 novembre 2020 par le Conseil municipal.

Parmi les clauses de cette charte éthique, figure notamment :

> ***« Article 4 – Exemplarité***
>
> ***Les élus du conseil municipal du Kremlin-Bicêtre s'engagent à :***
> ***1. Être assidus aux réunions des instances municipales, aux réunions des organismes, institutions et associations dans lesquels ils sont désignés par le conseil municipal »***

Ainsi, dès son arrivée, la municipalité a fait de l'assiduité des élus du Kremlin-Bicêtre aux instances municipales un enjeu primordial.

L'élu municipal, parce qu'il s'est vu confier un mandat par ses concitoyens, est tenu à l'exemplarité vis-à-vis de ceux qui ont placé leur confiance en eux. La présence au Conseil municipal constitue à ce titre la première des obligations déontologiques qui s'applique aux élus municipaux.
Dans un souci de transparence à l'égard des citoyens, les chiffres des présences de chaque élu aux Conseils municipaux de la dernière année pleine écoulée (2022) sont communiqués au Conseil municipal et rendus publics. Pour rappel et afin d'avoir un point de comparaison, les chiffres de l'année n-2 (2021) sont également rappelés.

Présence des élus en Conseil Municipal

Nom	Prénom	Présences 2022	Pourcentage 2022	Rappel présences 2021	Pourcentage 2021
LAURENT	Jean-Luc	7	100%	8	100%
DELAGE	Jean-François	7	100%	8	100%
FOURCADE	Catherine	7	100%	7	88%
GESTIN	Véronique	7	100%	7	88%
EDET	Jean-Philippe	7	100%	7	88%
RAYMOND	Frédéric	7	100%	6	75%
MUSEUX	Christine	7	100%	5	63%
THIAM	Fatoumata	7	100%	3	38%
BOCABEILLE	Corinne	6	86%	8	100%
ZINCIROGLU	Lionel	6	86%	8	100%
COUTO	Laurence	6	86%	8	100%
RUGGIERI	Jean-Pierre	6	86%	8	100%
CHIAKH	Sidi	6	86%	4	50%
HARTMANN	Maeva	6	86%	3	38%
BOUFRAINE	Kamel	6	86%	2	25%
BRICOUT	Brigitte	6	86%	2	25%
HASSIN	Jacques	5	71%	7	88%
AZZOUG	Anissa	5	71%	6	75%
ETIENNE	Geneviève	5	71%	5	63%
CHIBOUB	Nadia	5	71%	5	63%
TRAORE	Ibrahima	5	71%	3	38%
HEMERY	Jonathan	5	71%	3	38%
BANBUCK	Jean-François	5	71%	3	38%
EL KRETE	Latifa	4	57%	4	50%

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-113-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

BASSEZ	Ghislaine	4	57%	3	38%
KHIAR	Toufik	4	57%	1	13%
BADOC	Elsa	3	43%	3	38%
BELAINOUSSI	Oïdi	3	43%	2	25%
DEFRANCE	Julie	3	43%	1	13%
COURDY	Corinne	5	71%	2	25%
GIBLIN	Jérôme	2	29%	6	75%
TAPA	Vry-Narcisse	2	29%	2	25%
CHAPELLIER	Bernard	2	29%	0	0%
NICOLLE	Jean-Marc	2	29%	0	0%
MANAUT	Laurence	0	0%	2	25%
DELANNOY	Enguerrand	0	0%	1	13%
ALESSANDRINI	Rose	0	0%	1	13%
MEGHERBI	Fouad	0	0%	0	0%

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE;
Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment la charte de l'élu local établie par l'article L.1111-1-1 ;
Vu l'article 4 de la charte éthique des élus du Kremlin-Bicêtre approuvée par le Conseil municipal du 26 novembre 2020 ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

DÉCIDE

Article unique

De prendre acte du tableau ci-dessous récapitulant les présences des élus du Kremlin-Bicêtre aux Conseil municipaux pour l'année 2022.

Présence des élus en Conseil Municipal					
Nom	Prénom	Nombre de présence 2022	Pourcentage 2022	Rappel nombre de présence 2021	Pourcentage 2021
LAURENT	Jean-Luc	7	100%	8	100%
DELAGE	Jean-François	7	100%	8	100%
FOURCADE	Catherine	7	100%	7	88%
GESTIN	Véronique	7	100%	7	88%
EDET	Jean-Philippe	7	100%	7	88%
RAYMOND	Frédéric	7	100%	6	75%
MUSEUX	Christine	7	100%	5	63%
THIAM	Fatoumata	7	100%	3	38%
BOCABEILLE	Corinne	6	86%	8	100%
ZINCIROGLU	Lionel	6	86%	8	100%
COUTO	Laurence	6	86%	8	100%
RUGGIERI	Jean-Pierre	6	86%	8	100%
CHIAKH	Sidi	6	86%	4	50%
HARTMANN	Maeva	6	86%	3	38%
BOUFRAINE	Kamel	6	86%	2	25%
BRICOUT	Brigitte	6	86%	2	25%
HASSIN	Jacques	5	71%	7	88%

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-113-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

AZZOUG	Anissa	5	71%	6	75%
ETIENNE	Geneviève	5	71%	5	63%
CHIBOUB	Nadia	5	71%	5	63%
TRAORE	Ibrahima	5	71%	3	38%
HEMERY	Jonathan	5	71%	3	38%
BANBUCK	Jean-François	5	71%	3	38%
EL KRETE	Latifa	4	57%	4	50%
BASSEZ	Ghislaine	4	57%	3	38%
KHIAR	Toufik	4	57%	1	13%
BADOC	Elsa	3	43%	3	38%
BELAINOUSSI	Oïdi	3	43%	2	25%
DEFRANCE	Julie	3	43%	1	13%
COURDY	Corinne	5	71%	2	25%
GIBLIN	Jérôme	2	29%	6	75%
TAPA	Vry-Narcisse	2	29%	2	25%
CHAPELLIER	Bernard	2	29%	0	0%
NICOLLE	Jean-Marc	2	29%	0	0%
MANAUT	Laurence	0	0%	2	25%
DELANNOY	Enguerrand	0	0%	1	13%
ALESSANDRINI	Rose	0	0%	1	13%
MEGHERBI	Fouad	0	0%	0	0%

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-113-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-114

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

DEMOCRATIE LOCALE – ETAT SUR LES INDEMNITES 2023 DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil :

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a créé dans le code général des collectivités territoriales un article L.2123-24-1-1 qui dispose :

« Chaque année, les communes établissent un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune. »

Cette obligation de publicité des indemnités perçues par les élus locaux permet ainsi de renforcer la transparence au sein des Conseil municipaux et donc de renforcer le lien de confiance entre les élus et les citoyens.

Les indemnités perçues par les élus permettent ainsi de garantir leur impartialité et leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions vis-à-vis des intérêts privés.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE;
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2123-24-1-1 ;

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

DÉCIDE

Article unique
De prendre acte du tableau ci-annexé récapitulant les indemnités perçues au titre de l'année 2023 par les élus du Kremlin-Bicêtre au sens de l'article L.2123-24-1-1 du code général des collectivités territoriales.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

TABLEAU DES INDEMNITES DES ELUS - ANNEE 2023

NOM-PRENOM	FONCTIONS	Indemnités brutes mensuelles Le Kremlin-Bicêtre	Indemnités brutes mensuelles EPT GOSB	Indemnités brutes mensuelles Département Val-de-Marne	Indemnités brutes année 2023
LAURENT JEAN-LUC	Maire et Vice-Président de l'EPT GOSB	1 539,32 €	1 348,35 €	0,00 €	34 652,04 €
DELAGE Jean-François	1er maire-adjoint et conseiller territorial EPT GOSB	1 038,90 €	245,15 €	0,00 €	15 408,60 €
FOURCADE Catherine	2ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
CHIAKH Sidi	3ème maire-adjoint	1 193,49 €	0,00 €	0,00 €	14 321,88 €
GESTIN Véronique	4ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
HEMERY Jonathan	5ème maire-adjoint	1 193,49 €	0,00 €	0,00 €	14 321,88 €
MUSEUX Christine	6ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
AZZOUG Anissa	7ème maire-adjointeet conseillère territorial EPT GOSB	1 038,90 €	245,15 €	0,00 €	15 408,60 €
HASSIN Jacques	8ème maire-adjoint	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
EL MALKI GENEVIEVE	9ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
AMOND Frédéric	10ème maire-adjoint	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
ABEILLE CORINNE	11ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
T Jean-Philippe	12ème maire-adjoint	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
OC ELSA	13ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

BASSEZ GHISLAINE	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
BRICOUT Brigitte	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
COURDY Corinne	Conseiller municipal délégué	456,80 €	0,00 €	0,00 €	5 481,60 €
DEFRANCE Julie	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
TAPA Vry-Narcisse	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
THIAM FATOUMATA	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
TRAORE IBRAHIMA	Conseiller municipal délégué, conseiller territorial EPT GOSB et conseiller départemental	456,80 €	245,15 €	2 994,84 €	44 361,48 €
ALESSANDRINI ROSE	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
BANBUCK JEAN FRANCOIS	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
BELAINOUSSI Oidi	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
BOUFRAINE KAMAL	Conseiller municipal	205,33 €	0,00 €	0,00 €	2 463,96 €
CHAPPELLIER BERNARD	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
CHIBOUB NADIA	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
COUTO LAURENCE	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
LIN JEROME	Conseiller municipal	205,33 €	0,00 €	0,00 €	2 463,96 €
RTMANN MAEVA	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
AR Toufik	Conseiller municipal	205,33 €	0,00 €	0,00 €	2 463,96 €
HE Latifa	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400139-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

NICOLLE JEAN-MARC	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
RUGGIERI Jean-Pierre	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
ZINCIROGLU Lionel	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
TOTAL ANNEE 2023		**257 693,28 €**	**25 005,60 €**	**35 938,08 €**	**318 636,96 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

TABLEAU DES INDEMNITES DES ELUS - ANNEE 2023

NOM-PRENOM	FONCTIONS	Indemnités brutes mensuelles Le Kremlin-Bicêtre	Indemnités brutes mensuelles EPT GOSB	Indemnités brutes mensuelles Département Val-de-Marne	Indemnités brutes année 2023
LAURENT JEAN-LUC	Maire et Vice-Président de l'EPT GOSB	1 539,32 €	1 348,35 €	0,00 €	34 652,04 €
DELAGE Jean-François	1er maire-adjoint et conseiller territorial EPT GOSB	1 038,90 €	245,15 €	0,00 €	15 408,60 €
FOURCADE Catherine	2ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
CHIAKH Sidi	3ème maire-adjoint	1 193,49 €	0,00 €	0,00 €	14 321,88 €
GESTIN Véronique	4ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
HEMERY Jonathan	5ème maire-adjoint	1 193,49 €	0,00 €	0,00 €	14 321,88 €
MUSEUX Christine	6ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
AZZOUG Anissa	7ème maire-adjointeet conseillère territorial EPT GOSB	1 038,90 €	245,15 €	0,00 €	15 408,60 €
HASSIN Jacques	8ème maire-adjoint	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
EL MALKI GENEVIEVE	9ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
RAYMOND Frédéric	10ème maire-adjoint	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
BOCABEILLE CORINNE	11ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
EDET Jean-Philippe	12ème maire-adjoint	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €
BADOC ELSA	13ème maire-adjointe	1 038,90 €	0,00 €	0,00 €	12 466,80 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

BASSEZ GHISLAINE	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
BRICOUT Brigitte	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
COURDY Corinne	Conseiller municipal délégué	456,80 €	0,00 €	0,00 €	5 481,60 €
DEFRANCE Julie	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
TAPA Vry-Narcisse	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
THIAM FATOUMATA	Conseiller municipal délégué	525,32 €	0,00 €	0,00 €	6 303,84 €
TRAORE IBRAHIMA	Conseiller municipal délégué, conseiller territorial EPT GOSB et conseiller départemental	456,80 €	245,15 €	2 994,84 €	44 361,48 €
ALESSANDRINI ROSE	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
BANBUCK JEAN FRANCOIS	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
BELAINOUSSI Oidi	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
BOUFRAINE KAMAL	Conseiller municipal	205,33 €	0,00 €	0,00 €	2 463,96 €
CHAPPELLIER BERNARD	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
CHIBOUB NADIA	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
COUTO LAURENCE	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
GIBLIN JEROME	Conseiller municipal	205,33 €	0,00 €	0,00 €	2 463,96 €
HARTMANN MAEVA	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
KHIAR Toufik	Conseiller municipal	205,33 €	0,00 €	0,00 €	2 463,96 €
LAÏCHE Latifa	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

NICOLLE JEAN-MARC	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
RUGGIERI Jean-Pierre	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
ZINCIROGLU Lionel	Conseiller municipal	178,55 €	0,00 €	0,00 €	2 142,60 €
TOTAL ANNEE 2023		**257 693,28 €**	**25 005,60 €**	**35 938,08 €**	**318 636,96 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-114-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-115

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – CLOTURE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-115-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Certains projets pluriannuels d'investissement de la commune étaient gérés via des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP).
Ces projets étant terminés, il y a lieu de clôturer les AP/CP correspondantes.

Les projets sont les suivants :

La mise en place du dispositif de vidéo protection :

Ce programme correspondait au déploiement de la vidéo-protection sur la ville.
Maintenant que le déploiement est terminé, il convient de clôturer cette AP/CP existante, relative à la mise en place du dispositif de vidéo protection (AP 2015011).

AP 2015011	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2015-2022)	Crédits de paiement 2023
Mise en place dispositif de vidéo protection	2 735 608,07	2 522 007,33	213 600,74

Ruban vert - Projet du parc urbain

Le projet de création d'un Parc urbain en centre-ville dans le programme ruban vert est terminé. Cette réalisation, située dans une zone centrale de la ville (devant l'hôpital de Bicêtre) a permis de créer des espaces paysagers et récréatifs nouveaux.
Il convient donc de clôturer l'AP/CP relative à la création d'un parc urbain (AP 2018012).

AP 2018012	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2018-2022)	Crédits de paiement 2023
Ruban vert - Projet parc urbain	3 708 276,00	3 666 361,41	41 914,59

L'aménagement des locaux du 29 avenue Charles Gide

Le projet d'aménagement du centre social Germaine Tillon a permis de réparer les réseaux d'assainissement et d'entreprendre des travaux d'intérieurs afin de répondre au projet de service de l'équipe d'animation du centre social. Ce projet étant finalisé, il convient donc de clôturer l'AP/CP relative à l'aménagement des locaux du 29 avenue Charles Gide (Germaine Tillion) (AP 3).

AP 3	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2018-2022)	Crédits de paiement 2023
Aménagement locaux 29 avenue Charles Gide	693 328,47	669 434,42	23 894,05

Aménagement nouvel espace jeunesse

Les travaux de construction d'un nouvel espace jeunesse sont terminés. Ce nouvel espace permet d'accueillir les jeunes de 11 à 14 ans pour les activités d'animation.
Il convient donc de clôturer l'AP/CP relative à la création d'un nouvel espace jeunesse (AP 2019015).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-115-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

AP 2019015	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2019-2022)	Crédits de paiement 2023
Aménagement nouvelle espace jeunesse	1 045 345,43	956 748,55	88 596,88

Il est proposé au conseil municipal de clôturer l'ensemble des AP/CP en cours, les projets étant terminés.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales sur les autorisations de programme et les crédits de paiement,
Vu la nomenclature budgétaire et comptable M 14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu les délibérations n° 2015-038; n° 2015-104; n° 2016-072; n° 2017-049; n° 2017-091; n° 2018-079; n° 2018-108; n° 2018-135; n° 2019-044; n° 2019-075; n° 2019-105 concernant les créations et modifications des AP-CP relatives à la mise en place du dispositif de vidéo protection; au Ruban vert - projet du parc urbain; à l'aménagement des locaux du 29 avenue Charles Gide; à l'aménagement du nouvel espace jeunesse,
Vu la délibération n° 2023-117 du 14 décembre 2023 relative au vote du budget primitif 2024,
Considérant qu'il y a lieu de clôturer les AP/CP des projets terminés,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT)

Après en avoir délibéré par 25 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN) et 8 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

D'actualiser l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant la mise en place du dispositif de vidéo-protection, de fixer le montant de l'AP/CP à 2 735 608,07 € réparti comme indiqué ci-après et décide de la clôturer, au 31 décembre 2023 :

AP 2015011	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2015-2022)	Crédits de paiement 2023
Mise en place dispositif de vidéo protection	2 735 608,07	2 522 007,33	213 600,74

Article 2

D'actualiser l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant le ruban vert – projet de parc urbain, de fixer le montant de l'AP/CP à 3 708 276,00 € réparti comme indiqué ci-après et décide de la clôturer, au 31 décembre 2023 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-115-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

AP 2018012	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2018-2022)	Crédits de paiement 2023
Ruban vert - Projet parc urbain	3 708 276,00	3 666 361,41	41 914,59

Article 3

D'actualiser l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant l'aménagement des locaux du 29 avenue Charles Gide, de fixer le montant de l'AP/CP à 693 328,47 € réparti comme indiqué ci-après et décide de la clôturer, au 31 décembre 2023 :

AP 3	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2018-2022)	Crédits de paiement 2023
Aménagement locaux 29 avenue Charles Gide	693 328,47	669 434,42	23 894,05

Article 4

D'actualiser l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant l'aménagement du nouvel espace jeunesse, de fixer le montant de l'AP/CP à 1 045 345,43 € réparti comme indiqué ci-après et décide de la clôturer, au 31 décembre 2023 :

AP 2019015	Montant de l'Autorisation de Programme	Crédits de paiement antérieurs (2019-2022)	Crédits de paiement 2023
Aménagement nouvelle espace jeunesse	1 045 345,43	956 748,55	88 596,88

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-115-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-116

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES - CREATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP) POUR LES OPERATIONS SUIVANTES : gymnases, vidéoprotection et espaces verts

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-116-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

La procédure des autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) favorise une gestion pluriannuelle des investissements en rendant plus aisé le suivi de la réalisation des investissements structurants pour les collectivités. Elle permet un échelonnement des dépenses afférentes à une opération sur plusieurs exercices, afin de ne pas les faire supporter sur un seul exercice.

L'autorisation de programme (AP) constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement de ces investissements.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement (CP) correspondant à une opération. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir des engagements financiers contractés dans le cadre des AP afférentes.

Afin de tenir compte des projets du plan pluriannuel d'investissement de la ville, prévus dans le cadre du budget primitif de l'exercice 2024, il est proposé de procéder à la création des AP/CP suivantes :

- Gymnases,
- Vidéoprotection
- Espaces verts.

1. L'AP/CP « Gymnases »

Depuis plusieurs années, la politique sportive du Kremlin-Bicêtre se décline principalement en faveur du développement de la pratique du « Sport pour Tous », tant en direction des publics scolaires et des associations sportives de loisirs, qu'en accompagnement des clubs inscrits en compétition.

Le gymnase Jacques Ducasse et le COSEC Vincent et Elisabeth Purkart sont beaucoup sollicités pour l'éducation physique et sportive pour les établissements scolaires et les clubs de la ville.
L'ancienneté de la construction de ces deux gymnases dans les années 60 et 70 et leur conception font apparaître des carences techniques.
Cela conduit aujourd'hui la ville à engager un projet de réhabilitation global concernant les deux gymnases, et en y intégrant l'aménagement d'espaces supplémentaires.
Ce projet porte sur la rénovation technique, énergétique et fonctionnelle des bâtiments.
Il consiste ainsi à créer une qualité architecturale moderne, plus fonctionnelle et à redonner un rayonnement important et une dimension qualitative avérée aux équipements concernés, à la fois au niveau local mais aussi au niveau départemental. Il répondra à l'ensemble des demandes des associations sportives, aux publics scolaires et aux besoins des sportifs.

Ce programme « gymnase » prévoit deux opérations :
- L'extension du COSEC Vincent et Elisabeth Purkart : salle d'escrime, dojo, vestiaires, local matériel.
- L'aménagement du gymnase Jacques Ducasse : couverture du terrain de tennis, création d'un club house et aménagement des espaces extérieurs.

Ainsi le montant prévisionnel de ce programme est de 11 120 000 € et les crédits de paiement prévus en 2024 s'élèvent à 1 100 000€. La répartition pluriannuelle est la suivante :

Autorisation de programme : Gymnases

	Répartition prévisionnelle des crédits de paiement				
	2024	**2025**	**2026**	**2027**	**Total AP-CP**
Total Dépense / exercice	1 100 000 €	1 780 000 €	2 750 000 €	5 490 000 €	**11 120 000 €**
Total recette (hors emprunt et FCTVA) / exercice	0 €	150 000 €	0 €	200 000 €	**350 000 €**

Il est proposé de suivre les recettes hors autorisation de programme.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-116-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

2. L'AP/CP « Vidéoprotection»

La mise en œuvre du réseau de caméras de vidéo-protection sur la ville nécessite une poursuite du déploiement sur des secteurs non couverts mais également le remplacement de certaines caméras existantes.
La vidéo protection, en plus d'être un outil indispensable à la réalisation des missions de la Police municipale de proximité, facilite le travail d'enquête de la police nationale et dissuade le passage à l'acte d'éventuels délinquants.
Ce programme d'investissement permettra de renforcer la sécurité et le sentiment de sécurité sur la ville.
Ainsi le montant prévisionnel de ce programme est de 975 000€ et les crédits de paiement prévus en 2024 s'élèvent à 75 000 €. La répartition pluriannuelle est la suivante :

Autorisation de programme : Vidéoprotection

	Répartition prévisionnelle des crédits de paiement				
	2024	2025	2026	2027	**Total AP-CP**
Total Dépense / exercice	75 000 €	352 000 €	260 000 €	260 000 €	**947 000 €**
Total recette (hors emprunt et FCTVA) / exercice	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**

Il est proposé de suivre les recettes hors autorisation de programme.

3. L'AP/CP « Espaces verts »

La ville développe un programme ambitieux de réaménagement des espaces verts. L'objectif est d'offrir aux Kremlinois des espaces de qualité où se retrouver et où se rassembler, que ce soit pour les événements de la ville ou au quotidien.

En 2024, les opérations suivantes sont prévues :

- Travaux d'aménagement du square Jules Guesde,
- Travaux d'aménagement du square Simone Weil (anciennement square Sembat),
- Travaux d'aménagement de l'escale végétale place Victor Hugo,
- La première phase d'aménagement d'un espace vert situé devant les écoles Charles Péguy et Robert Desnos : études préalables et travaux de démolition. Cela permettra de créer un parc supplémentaire (futur parc Lazare Ponticelli).

Ainsi le montant prévisionnel de ce programme est de 8 826 920€ et les crédits de paiement prévus en 2024 s'élèvent à 2 596 920€. La répartition pluriannuelle est la suivante :

Autorisation de programme : Espaces verts

	Répartition prévisionnelle des crédits de paiement				
	2024	2025	2026	2027	**Total AP-CP**
Total Dépense / exercice	2 596 920 €	3 400 000 €	2 030 000 €	800 000 €	**8 826 920 €**
Total recette (hors emprunt et FCTVA) / exercice	1 099 878 €	0 €	0 €	0 €	**1 099 878 €**

Il est proposé de suivre les recettes hors autorisation de programme.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code générale des collectivités territoriales,
Vu l'article L2311-3 du Code Général des Collectivités sur les autorisations de programme et les crédits de paiement,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-116-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vu le débat d'orientations budgétaires qui s'est déroulé lors de la séance du conseil municipal du 23 novembre 2023,
Vu le budget primitif de l'exercice 2024,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 9 contre (M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 3 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR),

DÉCIDE

Article 1 D'autoriser au BP 2024 la création de l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant l'opération « Gymnases ». De fixer le montant de l'AP/CP à 11 120 000 €, réparti comme suit :

	Répartition prévisionnelle des crédits de paiement				
	2024	**2025**	**2026**	**2027**	**Total AP**
Total Dépenses / exercice	1 100 000 €	1 780 000 €	2 750 000 €	5 490 000 €	**11 120 000 €**

Article 2 D'autoriser au BP 2024 la création de l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant l'opération « Vidéoprotection ». De fixer le montant de l'AP/CP à 975 000 €, réparti comme suit :

	Répartition prévisionnelle des crédits de paiement				
	2024	2025	2026	2027	**Total AP-CP**
Total Dépense / exercice	75 000 €	260 000 €	260 000 €	260 000 €	**947 000 €**

Article 3 D'autoriser au BP 2024 la création de l'autorisation de programme et crédits de paiement concernant l'opération « Espaces verts ». De fixer le montant de l'AP/CP à 8 826 920 €, réparti comme suit :

	Répartition prévisionnelle des crédits de paiement				
	2024	2025	2026	2027	**Total AP-CP**
Total Dépense / exercice	2 596 920 €	3 400 000 €	2 030 000 €	800 000 €	**8 826 920 €**

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-116-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-117

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Vote du Budget Primitif 2024 de la ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le rapport d'orientations budgétaires a été présenté au conseil municipal lors de la séance du 23 novembre dernier. Celui-ci a permis d'exposer le contexte national et local dans lequel le budget 2024 de la ville a été élaboré, et de débattre des orientations budgétaires envisagées par la municipalité.

Le budget 2024 et son élaboration sont marqués par les éléments suivants :

1. Le contexte économique est marqué par une inflation qui reste élevée. De même, les dépenses de personnel continuent d'augmenter, du fait de la hausse du point d'indice, du SMIC et d'autres mesures catégorielles prises par l'État visant à revaloriser la rémunération des agents publics.
   Dans ce cadre, les mesures prises par la municipalité et le déploiement du plan de sobriété ont permis de contenir les dépenses réelles de fonctionnement.

2. Les recettes de fonctionnement de la commune sont quant à elles stables. Une part importante des recettes de la ville ne progresse pas, ou peu : l'attribution de compensation, les participations de la Caisse d'allocations familiales et bien sûr la Dotation globale de fonctionnement versée par l'État qui n'est plus indexée sur l'inflation depuis plusieurs année, ce qui constitue une perte pour les collectivités en euros constants évaluée par l'Association des Maires de France.
   A noter qu'en 2024, les aides exceptionnelles de l'État, dites « filet de sécurité » relatives à l'inflation et à la hausse des dépenses de personnel ne seront pas reconduites, alors que l'augmentation des dépenses s'inscrit, elle, durablement dans le budget des collectivités territoriales. Cette augmentation est dite structurelle.

3. Comme la municipalité s'y est engagée, les taux des taxes locales seront stables en 2024.

4. Dans le cadre de ce budget prévisionnel, la municipalité poursuit ses actions visant à protéger, émanciper et rassembler. Elle poursuit également la réalisation de son programme d'investissement ambitieux, afin de répondre au mieux aux besoins des Kremlinois et pour préparer le Kremlin-Bicêtre aux enjeux de demain.

Il convient par ailleurs de préciser que le Budget Primitif 2024 est le premier budget voté dans le cadre de la nouvelle nomenclature budgétaire et comptable M 57. Pour faciliter la lecture du présent rapport, les données de 2023 ont été transposées en M 57 dans la présentation faite ci-dessous.

Il faut indiquer, enfin, que dans les rapports de présentation des budgets primitifs précédents, le comparatif était réalisé entre le budget primitif N et le budget primitif N-1. Le choix a été fait, pour 2024, de comparer le budget primitif 2024 (BP 2024 ci-après) avec le budgété 2023. Les montants du budgété 2023 reprennent le BP, mais aussi le budget supplémentaire, les décisions modificatives, les virements de crédits et les reports. Cela correspond donc au prévisionnel global de l'exercice. Cela permet un comparatif en lien avec les évolutions de gestion dues aux impératifs d'activités ou législatifs constatés en cours d'exercice et l'intégration des éléments de clôture de l'année précédente. Ce comparatif semble donc plus pertinent, car il retrace la vie de la collectivité au cours de l'exercice écoulé.

Il est important de noter que dans le montant budgété 2023, apparaissent les éléments suivants :
- Le résultat de fonctionnement reporté (002),
- Le résultat d'investissement reporté (001),
- L'excédent de fonctionnement capitalisé (1069).

Ces éléments sont intégrés au budget dans le cadre du budget supplémentaire, lors de la reprise du résultat de l'exercice N-1, ils n'apparaissent donc pas dans le BP 2024.
De même, certains éléments exceptionnels, inscrits en 2023 n'ont plus lieu d'être en 2024 :
- La reprise de provisions (aux chapitres 042 et 040),
- Des régularisations comptables (pour un montant de 4,7 M€) inscrites au chapitre 13, en dépenses et en recettes d'investissement.

Il est intéressant de souligner le progrès pour les élus que cette nouvelle présentation des crédits pour l'exercice budgétaire projeté est effectué en comparaison avec l'exercice antérieur. Ce progrès est également une transparence renforcée pour les élus et les citoyens.

Le budget primitif 2024 s'établit à 60 537 245,89 €.

Sa structure est la suivante :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Dépenses de fonctionnement : 48 964 767,89 €	
Charges à caractère général	7 875 101,89 €
Charges de personnel	28 030 000,00 €
Charges financières	662 003,00 €
Autres dépenses réelles de fonctionnement	10 890 068,00 €
Virement à la section d'investissement	47 595,00 €
Amortissements	1 460 000,00 €

Recettes de fonctionnement : 48 964 767,89 €	
Produits des services	2 537 212,00 €
Produit de la fiscalité	41 189 651,00 €
Dotations	4 745 331,89 €
Autres recettes réelles de fonctionnement	372 573,00 €
Ecritures d'ordre	120 000,00 €

Dépenses d'investissement : 11 572 478 €	
Ecritures d'ordre	125 000,00 €
Remboursement du capital de la dette	2 940 645,00 €
Dépenses d'équipement	8 067 283,00 €
Autres dépenses réelles d'investissement	439 550,00 €

Recettes d'investissement : 11 572 478 €	
Ecritures d'ordre	5 000,00 €
Virement de la section d'investissement	47 595,00 €
Amortissements	1 460 000,00 €
Produits des cessions	3 366 700,00 €
Dotations et fonds	459 600,00 €
Subventions d'investissement perçues	1 330 583,00 €
Emprunt	4 500 000,00 €
Autres recettes réelles d'investissement	403 000,00 €

La section de fonctionnement

1.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, d'un montant total de 48 964 767,89 € sont ventilées ainsi :

Dépenses de fonctionnement		Budgété 2023	BP 2024	Evolution (%)
Opérations réelles				
011	Charges à caractère général	8 599 069 €	7 875 102 €	*-8,42%*
012	Charges de personnel	26 590 359 €	28 030 000 €	*5,41%*
014	Atténuation de produits (FPIC et prélèvement amendes de police)	556 227 €	525 000 €	*-5,61%*
022	Dépenses imprévues	447 051 €	0 €	*-100,00%*
65	Autres charges de gestion courante	10 096 938 €	10 333 188 €	*2,34%*
66	Charges financières	613 320 €	662 003 €	*7,94%*
67	Charges exceptionnelles	37 180 €	11 880 €	*-68,05%*
68	Provisions	65 000 €	20 000 €	*-69,23%*
Opérations d'ordre				
023	Virement à la section d'investissement	2 736 265 €	47 595 €	*-98,26%*
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 444 941 €	1 460 000 €	*1,04%*
Total		**51 186 350 €**	**48 964 768 €**	***-4,34%***

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

1.1.1. Charges à caractère général (chapitre 011)

Malgré l'inflation qui reste élevée, les prévisions budgétaires de ce chapitre sont en baisse, de – 8,42 %, par rapport aux prévisions 2023.

Les facteurs qui expliquent cette baisse sont les suivants :
- Pour la préparation du budget primitif 2024, un travail important a été réalisé par les services et les élus de secteur pour contenir les dépenses (avec par exemple une diminution du recours aux locations, aux prestations graphiques, etc...). C'est ce qui explique la baisse d'un nombre important de postes de dépenses sur ce chapitre.
- De plus, au budget 2023, des crédits relatifs à la gestion du marché forain étaient inscrits au chapitre 011 « charges à caractère général ». En 2024, ces dépenses n'ont plus lieu d'être avec la création du budget annexe « marché forain ». Seule la subvention versée au budget annexe apparaît (au chapitre 65 « autres charges de gestion courante »).
- Enfin, on voit en 2024 l'impact des nombreuses mesures prises par la municipalité pour réaliser des économies d'eau et d'énergie, conduisant à une baisse significative des dépenses de fluide.

Chapitre 011 - Charges à caractère général	Budgété 2023	BP 2024	Evolution (%)
Achats de prestations de services	176 398 €	197 400 €	*11,91%*
Eau, Electricité, Chauffage	1 754 161 €	1 500 000 €	*-14,49%*
Combustibles et Carburants	143 720 €	143 700 €	*-0,01%*
Alimentation	936 486 €	884 815 €	*-5,52%*
Fournitures d'entretien, de voirie, de petit équipement	375 337 €	311 614 €	*-16,98%*
Vêtements de travail	81 499 €	85 384 €	*4,77%*
Autres fournitures	275 629 €	226 486 €	*-17,83%*
60 - Achats	**3 743 230 €**	**3 349 398 €**	***-10,52%***
Contrats de prestations de services	724 419 €	720 500 €	*-0,54%*
Locations immobilières et mobilières, charges locatives	994 286 €	902 222 €	*-9,26%*
Entretien terrains, bâtiments, voirie, réseaux, véhicules, matériels	378 384 €	413 743 €	*9,34%*
Maintenance	621 434 €	594 120 €	*-4,40%*
Primes d'assurance	126 193 €	123 050 €	*-2,49%*
Formation	103 645 €	125 000 €	*20,60%*
Autres charges diverses	202 421 €	163 643,50	*-19,16%*
61 - Services extérieurs	**3 150 783 €**	**3 042 279 €**	***-3,44%***
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	360 237 €	253 113,00	*-29,74%*
Annonces et insertions	38 441 €	46 000 €	*19,66%*
Fêtes et cérémonies / Réceptions	255 899 €	261 740 €	*2,28%*
Catalogues et imprimés / publications / distributions	181 960 €	194 765 €	*7,04%*
Transports et déplacements	42 592 €	59 334,00	*39,31%*
Frais postaux et de télécommunications	220 936 €	152 960 €	*-30,77%*
Cotisations	39 956 €	49 315 €	*23,42%*
Frais de nettoyage des locaux	24 163 €	30 000 €	*24,16%*
Remboursements de frais	209 125 €	116 900,00	*-44,10%*
Autres charges diverses	294 314 €	270 072,46	*-8,24%*
62 - Autres services extérieurs	**1 667 623 €**	**1 434 199 €**	***-14,00%***
Taxes foncières	7 070 €	15 750,00	*122,77%*
Autres impôts et taxes	30 364 €	33 476 €	*10,25%*
63 – Impôts, taxes et versements assimilés	**37 434 €**	**49 226 €**	***31,50%***
Total Chapitre 011	**8 599 069 €**	**7 875 102 €**	***-8,42%***

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Le poste « Achats »

Fluides et carburants :

La ville a mis en place une politique volontariste de réduction de la consommation de fluides. Ainsi, une chargée de mission « énergie » a été recrutée en mai 2021, des audits énergétiques ont été réalisés sur les bâtiments communaux, et des actions ont été menées dans plusieurs bâtiments (changement des éclairages en LED avec détecteur de présence, rénovation complète des chaufferies de l'école BUISSON et de l'école KERGOMARD en cours, installation de radiateurs électriques SMART avec pilotage intelligent (détection automatique d'occupation et d'ouverture des fenêtres), installation de robinets de lavabo temporisés et sans contact dans les écoles…).
Le budget 2024 voit les conséquences de ces nombreuses mesures prises par la commune pour assurer sa transition écologique. Ainsi, les dépenses de fluide sont en baisse (- 254 161 €), malgré l'augmentation constante du coût des fluides.

De même, la commune mène une politique de renouvellement progressif de sa flotte automobile en véhicules propres (véhicules électriques, au gaz naturel ou au bioéthanol). En plus de s'inscrire dans un objectif de développement durable, et d'amélioration de la qualité de l'air, cela permet à la commune de prévoir une stabilité des dépenses de carburants en 2024, malgré la hausse des prix.

Alimentation :

Au budget primitif 2023, 810 670 € de crédits étaient inscrits pour l'achat de denrées alimentaires. Ce budget a été revu à la hausse en cours d'année, suite à la forte hausse des prix.
La commune est actuellement en train de renouveler les marchés publics relatifs aux denrées alimentaires. L'objectif est de garantir une bonne qualité des repas servis, d'élargir l'achat de produits issus de l'agriculture biologique et de circuits courts, en maîtrisant au plus près les dépenses. La gestion anti gaspi est poursuivie et amplifiée avec la mise en place des inscriptions préalables pour le Club Lacroix pour les séniors et les personnels communaux. Cela permettra de prévoir au plus juste les approvisionnements pour ce service public local de restauration et contribuera à la poursuite de l'optimisation des approvisionnements.

Achats de prestations de services :

Cette nature comptable correspond aux séjours organisés par la ville (à destination des enfants, des jeunes, et des retraités). Cette dépense est en hausse, du fait notamment de la volonté de la municipalité d'élargir les séjours jeunesse pour en proposer, non plus seulement lors des vacances d'été, mais aussi lors des autres périodes de vacances scolaires au cours de l'année (+ 10 000 €).
Chaque année, la Ville offre la possibilité aux enseignants des classes de CM2 d'organiser une classe de découverte avec leurs élèves. Cette année, le budget alloué à ces classes découvertes est en hausse.

Autres achats (fournitures d'entretien, de voirie, de petit équipement, vêtements de travail, et autres fournitures) :

En ce qui concerne ces achats, deux dépenses sont en hausse :
- Les vêtements de travail (cette dépense correspond aux équipements de protection individuels obligatoires),
- Les acquisitions pour la Médiathèque (c'est un poste de dépenses important qui fait l'attractivité et la fréquentation de la Médiathèque, puisqu'il permet l'actualisation et le développement des collections).

Les dépenses relatives aux fournitures de voirie sont stables.

En revanche, l'ensemble des autres dépenses sont en baisse.
Cela s'explique notamment par les éléments suivants :
- Une diminution de l'enveloppe prévue au budget 2023 pour l'achat de fournitures rendues nécessaires par la crise sanitaire (masques, gel…), au regard de la situation actuelle et des stocks de la ville.
- Les enveloppes pour les fournitures de bureau et pour l'outillage de la régie bâtiment ont été revues au plus juste.
- L'enveloppe pour les fournitures des écoles a été diminuée, car en 2024,les kits gratuits de fournitures scolaires pour la rentrée seront commandés sur le budget de la Caisse des Ecoles et non sur celui de la ville.

Le poste « Services extérieurs »

Contrats de prestations de services :
Les crédits inscrits à cette nature sont stables. Ils correspondent aux dépenses suivantes :
- Les dépenses versées au délégataire Q-Park dans le cadre de la délégation de service public du stationnement (555 000 €),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

- La prestation d'installation des illuminations de fin d'année (90 000 €). Pour mémoire cette dépense est stable après une réduction des coûts supports en 2020 et des coûts pour l'administration communale.
- La prestation de dératisation et de désinsectisation des bâtiments communaux (60 000 €). Cette dépense est en hausse car la municipalité souhaite élargir les prestations en étendant les cibles (rongeurs, mais aussi insectes comme les fourmis, les blattes, les frelons asiatiques, les punaises de lit) et en augmentant le nombre d'interventions prévues. Un marché relatif à ces prestations est actuellement en cours de passation.

Locations immobilières et mobilières, charges locatives :

D'une part, en ce qui concerne les bâtiments loués par la ville :
Les crédits prévus pour le paiement des loyers et des charges locatives ont été revus à la baisse (- 90 451 € au total). C'est la conséquence de la volonté municipale d'optimiser l'occupation de l'espace. Ainsi la location du bâtiment administratif situé au 12 place Jean Jaurès prendra fin au 30 juin 2024.

D'autre part, concernant la location des locaux commerciaux :
Pour mémoire, des locaux commerciaux ont été acquis par la ville, dans le cadre de préemptions, dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'offre commerciale de proximité.
En 2024, la municipalité prévoit une stabilité des dépenses liées aux loyers et aux charges locatives des locaux commerciaux.

Les locations mobilières :
L'ensemble des postes est en diminution, du fait de la volonté de la municipalité de diminuer le recours aux locations et de privilégier les acquisitions durables. A noter qu'au dernier trimestre 2024, le COSEC devrait être fermé du fait du commencement des travaux de réhabilitation. Une enveloppe est prévue pour la location éventuelle s'il était nécessaire de locaux afin de pallier cette fermeture. Au global, le montant total de cette nature est stable.

Entretien (bâtiments et espaces publics) :

Les crédits inscrits pour l'entretien des espaces verts sont stables.
Tandis que les crédits alloués à l'entretien des bâtiments communaux est en légère augmentation (+ 56 501 €).

Maintenance :

Cette enveloppe est en baisse, au global. Cela s'explique par la diminution des frais de maintenance informatique. En effet, une partie de ces dépenses est désormais imputée au chapitre 65 pour permettre la récupération du FCTVA comme la loi nous y autorise. Les coûts de maintenance des copieurs de la ville sont eux aussi en baisse, suite au plan de sobriété travaillé par la municipalité et les services.
A noter une légère hausse des crédits relatifs à la maintenance des fontaines, pour permettre la mise en route des trois fontaines de la ville.

Formation :

Les frais de formation sont en hausse au BP 2024. En effet, la municipalité souhaite renforcer la formation des agents communaux dans une perspective notamment de gestion prévisionnelle de l'emploi des effectifs et des compétences (GPEEC) ; mais aussi afin de mieux répondre aux besoins des agents.

Autres frais divers :

Ces dépenses sont en baisse.
Cela est dû à la diminution de crédits inscrits pour les abonnements et diverses études.
De plus, certains frais de la direction des systèmes d'information sont désormais imputés au chapitre 65.

Le poste « Autres services extérieurs »

Rémunération d'intermédiaires et honoraires :

Ce poste de dépenses est en forte baisse (- 107 124 €), pour deux raisons principales :
- Jusqu'en 2023, la ville faisait appel à des prestations graphiques pour le magasine municipal et pour d'autres supports de communication. A compter de 2024, ces prestations seront réalisées en interne, par du personnel municipal. Cela permet de réduire les frais d'honoraire de - 48 274 €.
- En 2023, une dépense ponctuelle a été inscrite sur le budget de la police municipale de proximité. (59 500 €), pour une mission d'accompagnement, pour la passation de la nouvelle délégation de service public « stationnement ». Cette dépense n'a plus lieu d'être sur 2024.

Fêtes et cérémonies, Réceptions :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

En 2024, les crédits inscrits sur ces natures comptables sont stables.
Cette enveloppe comprend notamment l'organisation du forum des associations, des vœux, des Estivales, de la fête de la ville, ou encore d'animations lors des fêtes de fin d'année. Elle comprend également l'organisation du festival de l'écologie populaire qui sera reconduit avec une nouvelle édition en 2024. Cet évènement a pour objectif de continuer à sensibiliser les Kremlinois aux gestes écologiques dans un esprit éducatif et festif.

Catalogues et imprimés, publication, distribution :

Après une baisse de ces dépenses en 2023, celles-ci sont stables en 2024, et témoigne de la maîtrise des frais de communication.

Transports et déplacements :
La légère augmentation de ce poste de dépenses s'explique par deux raisons principales :

- De manière prudentielle, l'enveloppe relative à la prise en charge des frais de déplacement dans le cadre des congés bonifiés est en hausse, suite à l'augmentation des coûts du transport aérien.
- Les crédits alloués aux locations de cars sont en augmentation. (En vue de l'organisation de mini camps supplémentaires par exemple pour la jeunesse, les centres de loisirs etc.).

Frais postaux et de télécommunications :

On constate une forte diminution de ces frais.
Cela s'explique par le renouvellement du marché relatif aux abonnements et consommations des télécommunications qui présente des coûts plus bas. La municipalité a fait le choix de déployer également en interne une nouvelle solution de téléphonie open source.

Remboursements de frais :

Ce poste de dépenses comprend les remboursements de frais à divers organismes, tels que la contribution de la ville au syndicat « vélib' », ou le remboursement des frais de scolarité des enfants kremlinois, aux villes au sein desquelles ils sont scolarisés.

En 2023, le montant budgété s'explique par les flux financiers avec le budget annexe « marché forain ».
En effet, au début de l'année 2023, certaines recettes ont été encaissées sur le budget de la ville, en attendant le vote du premier Budget Primitif annexe « marché forain ». Aussi, la ville a reversé ces recettes perçues sur le budget annexe, via une dépense à la nature 62872 (pour un montant de 108 495 €). Cette dépense n'a plus lieu d'être en 2024. C'est la principale raison qui explique la baisse de ce poste de dépenses.

Il convient de préciser qu'en 2024, des crédits sont prévus pour une participation de la ville aux études menées par le SIPPEREC dans le cadre de la mise en place d'une usine de géothermie. Il s'agit d'une source d'énergie renouvelable et propre, garantissant un prix de l'énergie plus bas et une énergie bas carbone.

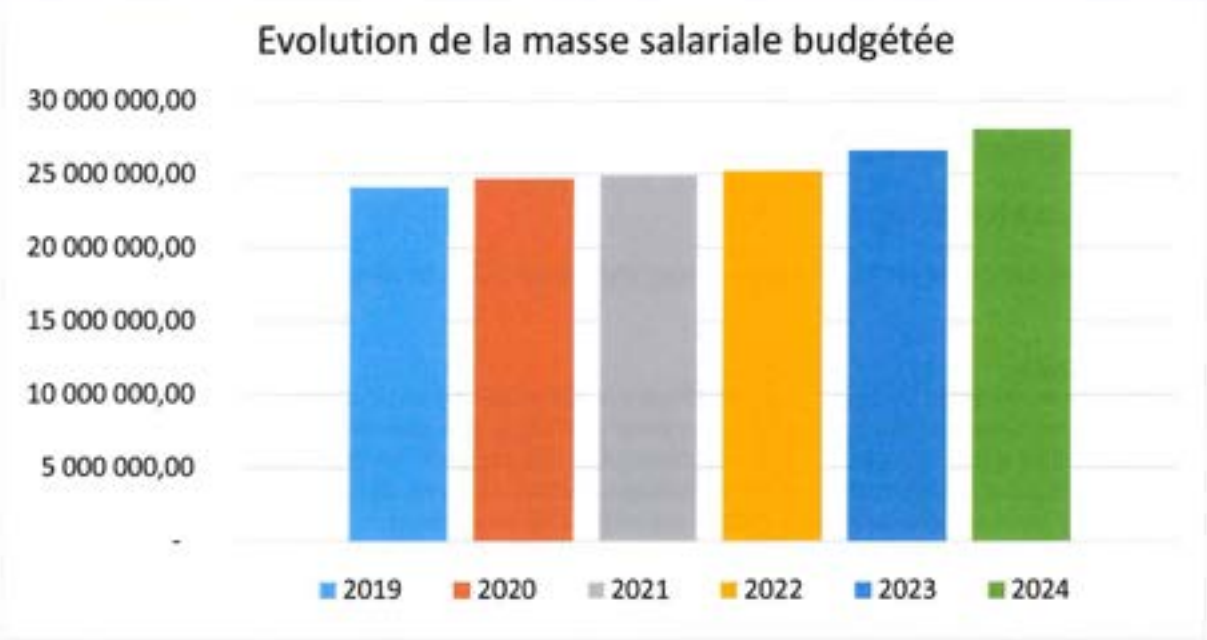
Taxes foncières :

Les crédits alloués aux taxes foncières est en hausse au BP 2024, au regard du réalisé des années précédentes et des prévisions de revalorisation des bases par l'état.

1.1.2. Charges de personnel (chapitre 012)

Les prévisions budgétaires de ce chapitre sont en hausse de + 5,41 % par rapport au budgété 2023, pour un montant total de 28 030 000 M€.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023



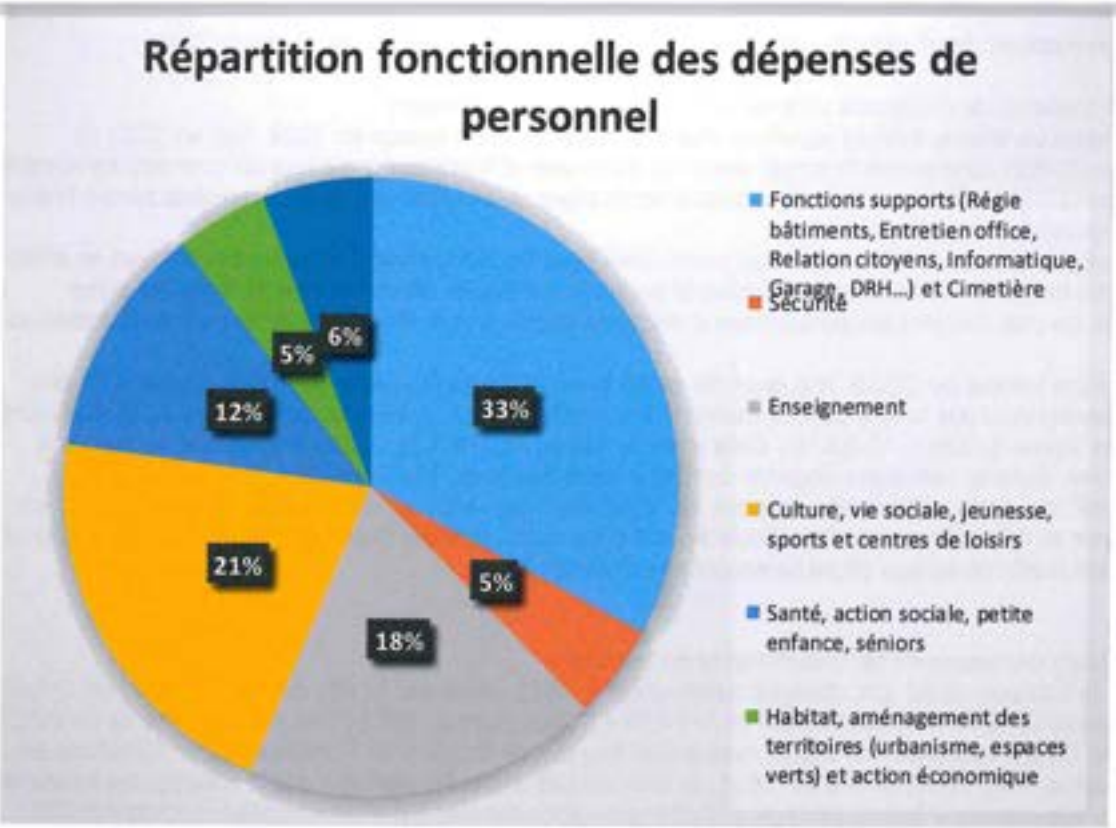
Ce graphique met clairement en lumière l'impact des hausses successives de la masse salariale, en particulier depuis 2022. On ne peut que se féliciter des diverses revalorisations de rémunération des agents publics intervenues ces dernières années, mais on constate qu'elles pèsent lourdement sur le budget des collectivités territoriales.

En 2024, la hausse du chapitre 012 prend en compte les éléments suivants :

- Les incidences liées au Glissement vieillesse technicité (GVT) issu du déroulement de carrière des agents (avancements d'échelons notamment).
- La hausse générale du point d'indice des agents publics de + 1,5 %, appliquée à compter du 1er juillet 2023. Cette mesure aura un impact en année pleine en 2024.
- Les augmentations successives du SMIC, en année pleine plus celle prévisibles pour 2024.
- D'autres mesures étatiques visant à revaloriser les carrières des fonctionnaires et la rémunération des agents publics (relèvements du minimum de traitement indiciaire par exemple), qui perdureront.
- La mesure prise par le conseil municipal en juin dernier, permettant aux agents de la commune de bénéficier de l'indemnisation de leurs jours de congés, au-delà du 15ème jour, épargnés sur le Compte Épargne Temps (CET).

Au BP 2024, les dépenses de personnel représentent 59,1 % des dépenses réelles de fonctionnement de la commune.
Cela relève d'un choix de gestion fait par la ville qui privilégie la gestion des services publics par des agents publics, directement recrutés par la commune, plutôt que d'externaliser ses missions. C'est le cas, par exemple, de la petite enfance, la propreté urbaine, le marché forain, et l'entretien des sépultures du cimetière depuis 2023. Ce sera aussi le cas depuis cette année des prestations graphiques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023



1.1.3. Atténuation de produits (chapitre 014)

Auparavant ce chapitre comprenait exclusivement les dépenses liées au fonds de péréquation créé en 2012 : le Fonds national de Péréquation horizontale des ressources Intercommunales et Communales (FPIC). Le montant de la contribution de la commune au FPIC a baissé, ces dernières années, pour atteindre le montant de 123 988 € en 2023. C'est pourquoi la somme de 125 000 € a été inscrite au BP 2024.

Désormais, ce chapitre comprend également le prélèvement relatif aux amendes de police. En effet, depuis 2021, la commune fait l'objet d'un prélèvement, au profit d'Ile de France Mobilités et de la Région Ile-de-France. En 2023, le prélèvement était d'un montant de 396 227 €. C'est pourquoi la municipalité a jugé prudent d'inscrire 400 000 € au BP 2024.

1.1.4. Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

	Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante	Budgété 2023	BP 2024	Evolution (%)
65131	Bourses de l'émancipation	15 000 €	15 000 €	0,00%
65132	Prix	3 000 €	2 025 €	-32,50%
65138	Versement de l'ACAM	8 200 €	8 000 €	-2,44%
65311	Indemnités des élus	252 920 €	254 000 €	0,43%
65313	Cotisations de retraite des élus	26 000 €	26 000 €	0,00%
65315	Formation des élus	6 080 €	15 000 €	146,71%
654	Créances admises en non valeur et créances éteintes	39 000 €	39 000 €	0,00%
6553	Participation obligatoire au service d'incendie	620 573 €	651 000 €	4,90%
65561	Contribution au fonds de compensation des charges territoriales	7 226 049 €	7 402 533 €	2,44%
65568	Autres contributions (contribution au syndicat intercommunal du lycée Darius Milhaud et au SIFUREP)	40 060 €	40 060 €	0,00%
6558	Autres contributions obligatoires (Contribution versée à l'école Jeanne d'Arc)	179 165 €	179 250 €	0,05%
657361	Subventions de fonctionnement à la Caisse des écoles	30 000 €	30 000 €	0,00%
657362	Subventions de fonctionnement au CCAS	600 000 €	590 000 €	-1,67%
657363	Subventions de fonctionnement au Budget annexe "marché forain"	354 850 €	281 408 €	-20,70%
6573644	Subventions de fonctionnement aux établissements à caractère industriel et commercial (Subvention dans le cadre de DEMOS)	0 €	6 000 €	100,00%
65741	Subventions aux ménages	20 000 €	4 000 €	-80,00%
65748	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	672 991 €	699 112 €	3,88%
65811	Droits d'utilisation – informatique en nuage	0 €	89 800 €	100,00%
65888	Autres charges diverses de gestion courante	550 €	1 000 €	81,82%
	Total Chapitre 65	**10 094 438 €**	**10 333 188 €**	**2,37%**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

On constate que le montant de ce chapitre est en hausse de + 2,34 % par rapport au budgété 2023.

D'une part, certains postes de dépenses sont en baisse, au sein de ce chapitre :

- La subvention versée au budget annexe « marché forain » est en baisse en 2024. Car en 2023, la subvention de fonctionnement finançait aussi les dépenses d'investissement (via un virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement), alors qu'en 2024 les investissements seront financés par une subvention d'investissement.
- Le montant des subventions versées aux particuliers pour l'achat de vélos et de trottinettes est en diminution en 2024, du fait de la modification du dispositif pour une meilleure complémentarité avec les aides existantes. La ville soutient les acquisitions d'occasion tandis que la Région finance l'achat de matériels neufs.
- La subvention versée au CCAS, a augmenté de 38 % en 2023 du fait entre autre du reversement des recettes encaissées par la ville pour le maintien à domicile en raison de la mise en place du guichet unique, est en très légère baisse (- 10 000 €). Cela vient du fait qu'en 2023, le CCAS a dû verser un montant exceptionnel, dans le cadre des accords du Ségur de la Santé du 30 juillet 2020.
  Le montant de cette subvention permet de maintenir les actions du CCAS, et notamment les aides alimentaires et financières aux Kremlinois en difficulté, ainsi que les prestations de maintien à domicile. La municipalité réaffirme ici son choix de soutenir les habitants.

D'autre part, plusieurs dépenses de ce chapitre sont en hausse :

- Le fonds de compensation des charges territoriales (FCCT), versé par la ville au Territoire Grand Orly-Seine Bièvre, connaît une forte augmentation (+ 176 484 €). Cela vient du fait qu'une part importante du FCCT (4,7 M€ sur les 7,2 M€ mandatés en 2023) évolue à la hausse en fonction de la revalorisation forfaitaire des bases fiscales. Pour construire le BP 2024, la municipalité a pris l'hypothèse d'une hausse des bases de + 4 %. (Puisque le dernier « indice des prix à la consommation harmonisé » connu (celui d'octobre 2023) correspond à une hausse des bases de + 4,1 %). Dans cette hypothèse, la principale composante du FCCT (4,7 M€) augmente de + 4 %. Ainsi, il convient d'inscrire 7,4 M€ pour le FCCT 2024.
- En ce qui concerne la participation de la commune au financement de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, la municipalité prévoit une hausse, suite à l'augmentation des frais de personnel.
- Les dépenses liées à l'utilisation de logiciels informatiques en nuage, sont désormais imputées à la nature 65811 (auparavant, elles étaient mandatées sur le chapitre 011 « charges à caractère général »). Cela permettra notamment à la commune de bénéficier d'un reversement de FCTVA, puisque cette nature fait partie des dépenses éligibles.
- En 2024, le montant des subventions versées aux associations sera en augmentation. Cela s'explique notamment par le fait que le CSAKB percevra un montant supplémentaire suite à la montée en National 2 de l'équipe 1 féminine de handball et l'USKB qui bénéficie d'une suspension majorée au regard des résultats de son équipe féminine. Cela s'explique aussi par la hausse de la subvention versée au Comité des Œuvres Sociales (COS) de la commune, puisqu'elle est liée au montant de la masse salariale N-2.
  Les crédits alloués aux autres subventions sont maintenus (clubs sportifs, crèche des petits cailloux, ADASE, etc.). Les crédits en fonctionnement et aux projets pour les associations de la ville seront augmentées à 33 000€ en 2024 au lieu de 30 000€ en 2023. La municipalité renouvelle un soutien fait au tissu associatif.
- En 2024, la ville réinscrit une subvention dans le cadre le dispositif DEMOS. L'orchestre DEMOS (Dispositif d'Education Musicale à Orientation Sociale) permet aux enfants éloignés de la pratique musicale d'apprendre la musique au contact d'artistes de la Philharmonie et de créer un orchestre, pendant 3 ans. Ce dispositif a été suspendu durant deux années scolaires, à la demande de la Philharmonie de Paris. Il reprendra en septembre 2024, et nécessite donc l'inscription de 6 000 € de participation.
- L'enveloppe dédiée aux formations des élus est augmentée afin de pouvoir répondre aux besoins de l'ensemble des conseillers municipaux de la ville.

L'ensemble des autres postes de dépenses de ce chapitre demeure stable par rapport à 2023.

- C'est le cas de la contribution de la ville à l'école Jeanne d'Arc (qui dépend du nombre d'élèves Kremlinois inscrits),
- C'est le cas également de la subvention versée au budget de la caisse des écoles, qui permettra de réaliser différents projets (remise des gourdes, parades du carnaval des enfants, kits de rentrée scolaire).

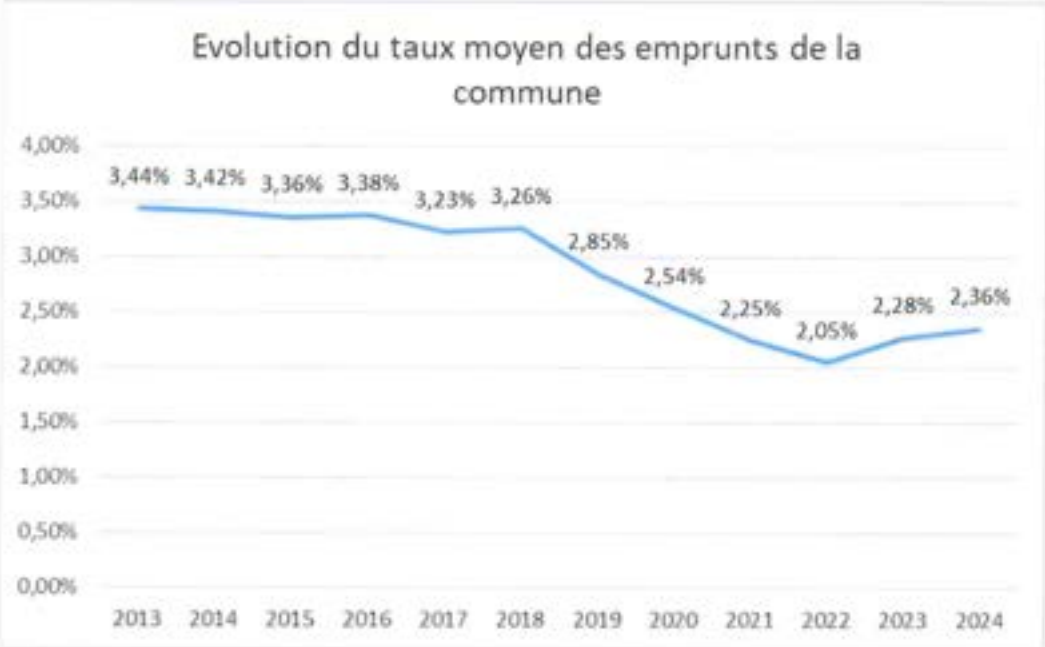
1.1.5. Charges financières (chapitre 66)

Les frais financiers ont connu une baisse constante ces dernières années. En 2023, la ville a vu ses frais financiers augmenter. Et en 2024, les charges financières seront de nouveau en hausse.
Cela s'explique par la hausse des taux d'intérêt. En effet, après plusieurs années où les conditions de taux avaient atteints des niveaux historiquement bas, les taux remontent en raison de l'augmentation des taux directeurs de la BCE. Les taux courts et longs devraient continuer à augmenter en 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Cette hausse des taux d'intérêt a deux impacts sur les frais financiers de la commune :

- ➔ Les emprunts contractés à compter de 2022 ont des taux d'intérêt plus élevés que ceux souscrits ces dernières années (notamment ceux souscrits sur la période 2017-2021).
- ➔ Les emprunts en cours conclus par la ville à taux variable voient leurs frais financiers augmenter mécaniquement. Cela est aussi valable pour les emprunts indexés sur le taux du livret A.



1.1.6. Charges exceptionnelles (chapitre 67)

Ce chapitre est composé principalement des régularisations et des titres annulés sur exercices antérieurs. Il est par nature fluctuant.
Il est en légère baisse au BP 2024 par rapport au budgété 2023, car ce chapitre avait été augmenté lors de la décision modificative n°1.

1.1.7. Provisions (chapitre 68)

Il est imposé à toutes les collectivités territoriales, d'effectuer une provision relative aux restes à recouvrer. Cette provision tient compte du risque qu'une partie des créances attendues ne soit jamais honorée.
Dans un souci de bonne gestion financière, la commune a constitué une provision d'un montant de 60 000 € en 2023. Ce montant de provisions pour créances douteuses a été estimé par la commune en lien avec la comptable publique. C'est l'ancienneté de la créance qui est prise en compte comme indice des difficultés pouvant affecter le recouvrement des créances. Ainsi un taux forfaitaire de dépréciation de 15% est appliqué pour les créances prises en charge depuis plus de deux ans et non encore recouvrées.

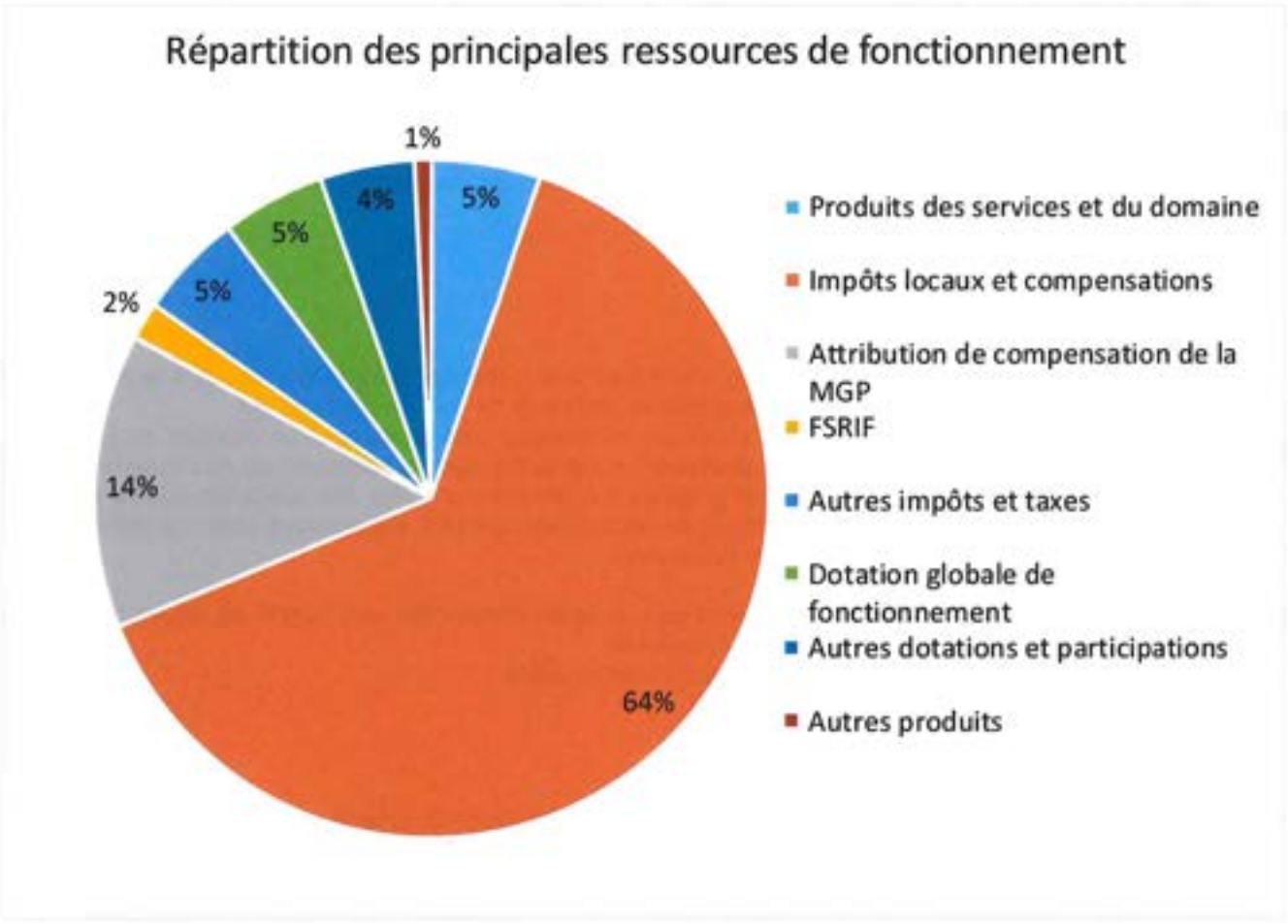
Désormais, chaque année, le montant des provisions pour créances douteuses sera ajusté, au regard des éléments transmis par le service de gestion comptable d'Ivry-sur-Seine.
Aussi la somme prévisionnelle de 20 000 € a été inscrite à ce chapitre.

1.2. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement, d'un montant de 48 964 767,89 € sont ventilées ainsi :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Recettes de fonctionnement		Budgété 2023	BP 2024	Evolution (%)
Opérations réelles				
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 627 815 €	0 €	-100,00%
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	230 000 €	235 000 €	2,17%
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 589 777 €	2 537 212 €	-2,03%
73	IMPOTS ET TAXES	39 330 491 €	40 139 651 €	2,06%
	Dont Produit des taxes locales	30 083 283 €	30 989 500 €	3,01%
	Dont taxe additionnelle aux droits de mutation	1 000 000 €	1 000 000 €	0,00%
	Dont autres taxes (taxe de séjour, TLPE)	360 000 €	410 000 €	13,89%
	Dont attribution de compensation de la MGP	6 867 569 €	6 867 569 €	0,00%
	Dont la dotation de solidarité communautaire versée par la MGP	147 057 €	0 €	-100,00%
	Dont FSRIF	872 582 €	872 582 €	0,00%
731	FISCALITE LOCALE	980 000 €	1 050 000 €	7,14%
	Dont taxes sur électricité	380 000 €	350 000 €	-7,89%
	Dont Stationnement payant	600 000 €	700 000 €	16,67%
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 762 359 €	4 745 332 €	-17,65%
	Dont dotation forfaitaire	1 833 760 €	1 833 760 €	0,00%
	Dont DSU	555 884 €	585 000 €	5,24%
	Dont Participations de l'Etat, de la Région et du Département	1 462 285 €	276 018 €	-81,12%
	Dont participation C.A.F.	1 789 762 €	1 928 054 €	7,73%
	Dont compensations de l'Etat des taxes locales	88 482 €	90 000 €	1,72%
	Dont divers	32 186 €	32 500 €	0,98%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	141 124 €	137 271 €	-2,73%
76	PRODUITS FINANCIERS	2 €	2 €	0,00%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	300 €	300 €	0,00%
Opérations d'ordre				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	524 482 €	120 000 €	-77,12%
	Total	51 186 350 €	48 964 768 €	-4,34%



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

1.2.1 Attenuations de charges (chapitre 013)

Ce chapitre, dont le montant est stable entre 2023 et 2024, comprend deux éléments :

- ➔ Les recettes liées à des remboursements de salaires (trop perçu, assurance maladie...) ou de cotisations (caisses de retraite).
- ➔ Le remboursement, par le budget annexe « marché forain » des frais de personnel payés par la ville.

1.2.2 Produits des services et du domaine (chapitre 70)

Ce chapitre, d'un montant de 2,5 M€, comprend principalement les prestations et services facturés par la Ville, ainsi que le forfait post stationnement.

Les principales variations au sein de ce chapitre sont les suivantes :

- La quasi-totalité des recettes de ce chapitre sont en augmentation. C'est le cas par exemple des concessions du cimetière, des redevances de loisirs, de restauration et de périscolaire, mais aussi des droits de terrasse, au regard du réalisé des exercices 2022 et 2023.
- Il faut souligner deux recettes qui étaient inscrites au budget 2023, mais qui n'ont plus lieu d'être en 2024 :
  - Les recettes relatives aux droits de place du marché forain. Puisqu'elles sont désormais encaissées sur le budget annexe « marché forain » (108 495 €).
  - Le remboursement par le budget annexe « marché forain » des dépenses réalisées sur le budget ville, avant qu'il ne soit créé (38 390 €).
- Les autres recettes de ce chapitre (accueil des jeunes enfants au sein des structures de la petite enfance, forfait post stationnement, etc.) sont stables.

Au total, le montant du chapitre est en légère baisse.

En matière de politique tarifaire, la municipalité a fait les choix suivants :

- Stabilité des tarifs à la population afin de protéger les Kremlinois et leur qualité de vie dans le prolongement du bouclier social mis en place durant la pandémie : restauration, portage de repas, accueils de loisirs et périscolaire, séjours, droits de place sur le marché forain.
- Application d'une hausse de + 3% sur les tarifs d'occupation du domaine public. Ce taux d'augmentation est en deçà de l'inflation (estimée à environ 5 % en 2023), dans un souci d'effort partagé entre le budget de la ville et l'usager des services publics locaux.

1.2.3 Impôts, taxes et fiscalité reversée (chapitres 73 et 731)

Produit des taxes locales :

La taxe foncière sur le bâti (TFB ci-après) et sur le non bâti (TFNB ci-après) :
En 2023, la municipalité a été contrainte de revoir à la hausse les taux de taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties.
Cette décision s'explique par la faible progression des recettes et la hausse constante des dépenses (suite notamment à l'inflation élevée).
Cette décision a permis à la commune d'améliorer ses ratios de gestion et de maintenir le périmètre et la qualité des services publics locaux.

La taxe d'habitation (TH ci-après) :
Pour mémoire, depuis 2021, suite à une réforme fiscale majeure, la commune ne perçoit plus que la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.
Le taux de cette taxe d'habitation n'avait, lui, pas été augmenté. La Ville perçoit une compensation à périmètre et euros constants depuis 2021 et ne bénéfice plus du dynamisme de l'évolution des bases avec la construction de nouveaux logements alors que les villes ont à faire face à des besoins nouveaux en services publics pour les nouveau habitants.

Comme la municipalité s'y était engagée lors du débat d'orientations budgétaires, les taux d'imposition de la ville seront maintenus au même niveau qu'en 2023 et ce, malgré l'inflation qui persiste.

Les variations du produit fiscal attendu, entre le budgété 2023 et le BP 2024, relèvent des facteurs suivants :

- L'évolution des recettes fiscales dépendra, d'une part, de l'évolution physique des bases. Celle-ci est évaluée à 0,4 % pour la TFB, au regard des années antérieures. Elle est évaluée à 0 % pour la TFNB et la TH.
- Elle dépend d'autre part de la hausse du coefficient d'actualisation des valeurs locatives, qui suit l'inflation. Pour mémoire, conformément aux principes adoptés en loi de finances 2017, depuis 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives correspond à l'évolution entre l'année N-2 et l'année N-1 de l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) constaté au mois de novembre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

À ce jour, au regard du dernier indice connu (IPCH d'octobre 2023), la révision forfaitaire devrait être d'environ 4 %. C'est sur cette hypothèse qu'a été bâti le budget primitif 2024.

- Enfin, conformément à ce qui a été décidé par le conseil municipal du 14 avril 2022, depuis le 1er janvier 2023, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires a été majorée de 30 %. La municipalité a fait le choix de maintenir à l'identique le taux de majoration pour 2024.
  La recette liée à cette majoration est stable entre 2023 et 2024 (environ 200 000 €).

Taxe additionnelle aux droits de mutation :

Le produit de cette taxe est volatile et liée à l'état du marché de l'immobilier, puisqu'il est issu des transactions immobilières (locaux neufs ou anciens, logements ou locaux professionnels).
La municipalité a choisi d'inscrire en 2024 une recette identique au budgété 2023 soit 1 000 000 €.

Autres taxes (taxe de séjour et taxe locale sur la publicité extérieure) :

Le produit attendu pour la TLPE (la taxe locale sur la publicité extérieure) est stable entre 2023 et 2024 (60 000 €).
En revanche, le produit inscrit pour la taxe de séjour est en augmentation. On constate une hausse de cette recette, suite à la reprise de l'activité hôtelière après la crise sanitaire appuyée par la mise en place de contrôles renforcés de la part des services municipaux (+ 50 000 €).

Attribution de compensation de la Métropole du Grand Paris :

Depuis la création de la Métropole du Grand Paris en 2016, le montant de cette recette est stable (6 867 569 €).

Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de France (FSRIF) :

Il s'agit du Fonds qui assure une péréquation entre les communes de la région Ile-de-France en fonction de leur richesse. Le montant perçu par la ville à ce titre est également stable (872 582 €).

Taxe sur électricité :

En 2024, la municipalité prévoit une légère diminution de cette recette (- 30 000 €), car cette taxe est liée à la consommation d'électricité qui est en baisse.

Stationnement payant :

Sur l'exercice 2023, les recettes réalisées sont plus importantes que ce qui était inscrit au budget. Cela s'explique notamment par la mise en place du stationnement payant l'été, pour les non-résidents et pour les motos.
C'est pourquoi ce poste de recettes est en hausse de + 100 000 €.

1.2.4 Dotations, subventions et participations (chapitre 74)

La Dotation Globale de Fonctionnement :

Pour mémoire, la dotation globale de fonctionnement (DGF ci-après), comprend deux parts :

- la dotation forfaitaire, qui dépend principalement de la variation de la population,
- et la part péréquation (avec la dotation de solidarité urbaine (DSU), et la dotation nationale de péréquation (DNP)), qui a tendance à augmenter très légèrement chaque année.

Sur la période de 2014 à 2023, la DGF a fortement diminué, avec l'instauration de la contribution au redressement des comptes publics et le mécanisme de l'écrêtement. Le manque a gagné pour la commune est évalué en cumulé de 2014 à 2023 à 14,1 M€ pour la commune auxquels s'ajoute la fin de l'indexation de la DGF sur l'inflation depuis 2018 soit un impact estimé de 1,5M€ en cumulé soit une perte de recette estimée d'environ 16 millions d'euros. Pour 2024, la Ville aurait dû percevoir 106 000€ de plus que l'an dernier si l'indexation sur l'inflation avait été appliquée.

Depuis lors, un écrêtement de la dotation forfaitaire est appliqué à certaines communes, en fonction du potentiel fiscal par habitant. Cet écrêtement servait à financer les évolutions de la DGF : les hausses des dotations de péréquation, et les augmentations de dotations forfaitaires du fait de la croissance démographique. Ce mécanisme était appliqué à la commune du Kremlin-Bicêtre.
En 2023, l'écrêtement n'a pas été appliqué. C'est donc l'Etat, et non les collectivités, qui a financé les évolutions de la DGF. Ce dispositif devrait être reconduit en 2024. La Dotation Forfaitaire 2024 de la commune du Kremlin-Bicêtre n'évoluerait donc qu'au regard de la variation de population.

Ainsi, la commune prévoit une légère augmentation de la DSU et une stabilité de la dotation forfaitaire pour 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Participations :

Les participations de l'Etat sont en forte baisse. Cela s'explique par le fait qu'en 2023, l'Etat a versé à la commune le « filet de sécurité », pour un montant de presque 1,2 M€. Pour mémoire, il s'agit de l'aide visant à compenser à hauteur de 50 % la hausse des dépenses de personnel (liée au relèvement du point indiciaire), et à 70 % les hausses des coûts des fluides et des denrées alimentaires subies par la ville.
Il faut noter que cette aide de l'Etat était exceptionnelle, alors que les hausses de dépenses sont, elles, structurelles dans le budget de la commune.

Les recettes prévisionnelles versées par le Département du Val de Marne sont stables au BP 2024.
En revanche, il est prévu une hausse de + 138 292 € pour les subventions versées par la Caisse d'Allocations Familiales, consécutive notamment à une hausse des effectifs.

Compensations de l'Etat des taxes locales :

Sont budgétées ici les compensations de l'Etat relatives à la taxe foncière. Le montant inscrit au BP 2024 est basé sur le montant réellement notifié en 2023 (90 000 €).

1.2.5 Autres produits de gestion courante (chapitre 75)

Ce chapitre comprend principalement : les loyers perçus par la ville, et les redevances pour occupation du domaine public payées par les entreprises de réseaux de gaz et d'électricité.

Les montants sont stables entre 2023 et 2024.

2. La section d'investissement

2.1 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement, d'un montant total de 11 572 478,00 €, sont ventilées ainsi :

	Dépenses d'investissement	Budgété 2023	BP 2024	Evolution (%)
Opérations réelles				
13	Subventions d'investissement (régularisations comptables)	4 726 786 €	0 €	*-100,00%*
16	Emprunts	2 680 708 €	2 943 645 €	*9,81%*
20	Immobilisations incorporelles	703 060 €	450 072 €	*-35,98%*
204	Subventions d'équipement versées	30 000 €	40 000 €	*33,33%*
21	Immobilisations corporelles	4 519 994 €	6 477 211 €	*43,30%*
23	Immobilisations en cours	944 098 €	1 300 000 €	*37,70%*
26	Participations	155 000 €	0 €	*-100,00%*
27	Autres immobilisations financières	236 550 €	136 550 €	*-42,27%*
4541	Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	100 000 €	100 000 €	*0,00%*
Opérations d'ordre				
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	524 482 €	120 000 €	*-77,12%*
041	Opérations patrimoniales	315 €	5 000 €	*1487,30%*
	Total	**14 620 993 €**	**11 572 478 €**	***-20,85%***

Les dépenses d'investissement 2023 incluent une écriture de régularisation pour préparer le passage en M57 au 1er janvier 2024. Cette dépense est exceptionnelle et non récurrente. À périmètre constant, les dépenses d'investissement 2024 sont en augmentation de 14,3% hors remboursement capital des emprunts.

2.1.1. Emprunts (chapitre 16)

Ce chapitre comprend principalement le remboursement en capital de la dette (pour un montant de 2 940 645 €).

Le montant du remboursement en capital était en baisse en 2023. (Cela s'explique par l'extinction en 2022 de l'emprunt structuré n° 114 (mobilisé en 2002) et par le fait que l'emprunt de 3 M€ souscrit en 2022 auprès de l'Agence France Local prévoyait que le remboursement en capital ne commencerait qu'en 2024).
Aussi, après cette baisse constatée en 2023, le montant du capital à rembourser retrouvera son niveau moyen de 2,9 M €, en 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

2.1.2. Les immobilisations incorporelles (chapitre 20)

Ce chapitre comprend :

- *L'achat de licences informatiques* pour un montant de 30 000 €.

- *Des crédits pour la réalisation d'études* (371 072 €). Ces études portent entre autre sur l'aménagement du square Gisèle Halimi, sur la réalisation d'audits énergétiques de bâtiments communaux, sur la circulation et les aménagements autour de la future gare de métro (ligne 14), sur l'installation d'un tiers-lieu, ou encore sur la création d'un accès PMR à l'école Benoit Malon.

- *Une enveloppe pour une participation à l'acquisition d'un fonds de commerce* (36 000 €), dans le cadre d'un projet porté par le Syndicat d'Action Foncière du Val de Marne (SAF 94). Le souhait de la municipalité est d'utiliser la préemption, afin de développer un commerce local plus diversifié et de meilleure qualité. L'objectif est notamment de réaliser des acquisitions au sein de la galerie commerçante Grand Sud, dans la perspective de sa restructuration en concertation avec la copropriété.

2.1.3. Les subventions d'équipement versées (chapitre 204)

Ce chapitre comprend la subvention d'investissement versée au budget annexe « marché forain », pour financer l'installation de bornes électriques.

2.1.4. Les immobilisations corporelles (chapitre 21)

Au sein de ce chapitre, les dépenses d'investissement s'inscrivent dans le cadre des grands axes et objectifs présentés dans le rapport d'orientations budgétaires. Les principaux investissements inscrits au BP 2024 sont les suivants, par domaine ou type d'opération :

Education :

C'est l'axe prioritaire de la municipalité. Ainsi, de nombreux investissements sont prévus dans ce domaine pour un montant d'un million d'euros. On peut citer :

- Travaux et entretien des bâtiments scolaire (395 000 €) : dont par exemple la troisième tranche de changement des stores à l'école élémentaire Charles Péguy, la réfection complète des sanitaires de l'école maternelle Mohamed Megrez, et la deuxième phase des travaux de réhabilitation des toilettes de la cour de l'école Benoit Malon.
- Achat de mobiliers et de matériels pour les écoles, les centres de loisirs ainsi que les unités de préparation culinaire (143 585 €).
- Des améliorations pour le cadre de vie des élèves avec la poursuite de changement des éclairages en LED (éclairages basse consommation, des réfections de salles de classes, des travaux de chaufferie.

Sport et jeunesse :

- Achat de matériels pour le sport et la jeunesse (63 240 €), dont l'acquisition de vélos pour la réalisation d'un projet en lien avec le dispositif « savoir rouler », qui consiste à proposer aux jeunes un séjour à vélo.

Petite enfance :

- Achat de matériels pour les établissements petite enfance, et travaux dans les bâtiments (31 410 €), dont l'installation d'un système de gestion technique du bâtiment (GTB) pour le chauffage et l'éclairage du Multi-Accueil Dolto.

Culture, solidarité, et santé :

- Matériels pour le centre social Germaine-Tillion, la Médiathèque, et le service de la culture (30 500 €).
- Acquisition d'œuvres d'art et d'art urbain (25 000 €), et aménagement d'une micro folie (45 600 €).
- Travaux de rénovation au sein de la Médiathèque l'Echo (150 000 €).
- Travaux de rénovation des anciens locaux du Conservatoire, situés au sein de l'Etablissement Culturel André Malraux (100 000 €). Ces travaux permettront l'installation de services municipaux ce qui réduira en conséquence les locations de locaux.
- Restauration de documents patrimoniaux et d'archives (3 500 €).
- Acquisition de mobilier pour le restaurant du club Lacroix (30 000 €).
- Installation de distributeurs de protections périodiques (6 000 €).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Espaces verts :

Le budget 2024 est marqué par un programme ambitieux pour les espaces verts. Il a pour objectif d'améliorer le cadre de vie des kremlinois :

- Avec des aménagements de parcs et de squares (3 136 920 €).
  Cette enveloppe comprend le programme de réaménagement des espaces verts, qui est géré en autorisation de programme / crédit de paiement (AP/CP ci-après), et qui comprend les opérations suivantes en 2024 :
  - Aménagement paysager de l'escale végétale, place Victor Hugo,
  - Travaux d'aménagement des squares Jules Guesde et Simone Weil (ex-square Marcel Sembat), à l'issue des travaux de prolongement de la ligne 14 du métro, et après une phase de concertation.
  - Première phase de l'aménagement de l'îlot Verdun / Ponticelli, avec la démolition des bâtiments. L'objectif est de réaliser un espace vert supplémentaire.
  - Cette enveloppe comprend aussi les travaux de réfection de la fontaine située place Jean-Baptiste Clément et le réaménagement de l'aire de jeux du parc Pinel et la transformation d'une cour à l'école Mohamed Megrez en îlot de fraicheur.
- La plantation d'arbres et arbustes (50 000 €), dans le cadre d'un programme pluriannuel établi fin 2022, et mis en œuvre selon le calendrier des périodes propices à la plantation.
- Achat de matériels et équipements pour le service des espaces verts (10 729 €), et installation d'armoires électriques au parc Pinel (70 000 €).

Voirie, propreté et cimetière :

- Travaux et achat de matériels pour la voirie et la propreté urbaine (72 125 €) : dont l'achat de corbeilles de villes, le remplacement des bancs en bois qui ne sont plus réparables, ou l'entretien des fosses d'arbres.
  Le budget 2024 comprend également des crédits qui permettront de mener des actions concrètes, suite au rapport final de l'audit propreté.
  Travaux et acquisitions au sein du cimetière (110 720 €) : avec notamment des travaux d'entretien et la première phase de travaux d'agrandissement du columbarium.

Garage :

- Un plan de renouvellement des véhicules a été mis en place, afin d'acquérir des véhicules moins polluants. Cette année, il est prévu le remplacement du car (qui est classé Crit'Air 3) et d'un véhicule utilitaire pour le portage de repas dans le cadre du maintien à domicile.

Sécurité :

- Création d'un programme en AP/CP pour le renouvellement de la vidéo-protection, suite à l'audit de sécurité. Dans ce cadre, 70 000 € sont prévus au BP 2024. La vidéo-protection, en plus d'être un outil indispensable à la réalisation des missions de la Police municipale de proximité, facilite le travail d'enquête de la police nationale et dissuade le passage à l'acte d'éventuels délinquants.

Commerce :

- Acquisition de l'actuel local de la police municipale, dans le cadre du projet de restructuration de la galerie commerçante Grand Sud.
- Une enveloppe est prévue pour la réalisation de travaux au sein des locaux commerciaux dont la ville a acquis le fonds de commerce.

Budget participatif et démocratie locale :

Le budget participatif est reconduit en 2024, avec un budget de 50 000 € alloué à chaque conseil de quartier, soit un budget total de 150 000 €.

Bâtiments communaux (hôtel de ville, centre technique municipal…) :

- Achats et travaux d'entretien pour divers bâtiments communaux (422 800 €) : dont l'achat de mobilier administratif, la création d'une extraction d'air au sein du centre technique municipal Géry, le réaménagement des locaux et la réparation du système de chauffage au 4ème étage de l'hôtel de ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Informatique et téléphonie :

- Achat et renouvellement de matériels informatiques et de téléphonie (100 000 €),
- Déploiement des actions suite au rapport d'audit sur la sécurité informatique (65 000 €),
- Installation d'une nouvelle solution informatique, pour le suivi des présences et des absences des agents municipaux (100 000 €).

Il faut noter que 283 800 € des dépenses présentées ci-dessus s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments communaux, ce qui a un effet sur la diminution de la consommation des fluides et donc sur les dépenses de fonctionnement.

2.1.5. Les immobilisations en cours (chapitre 23)

Au BP 2024, ce chapitre comprend deux éléments :

- Le versement des avances dans le cadre de marchés de travaux (200 000 €). Ces dépenses s'équilibrent en recettes au même chapitre.
- Les crédits relatifs au projet de réhabilitation du gymnase Jacques-Ducasse et du COSEC Elisabeth-et-Vincent-Purkart, pour un montant de 1,1 M€. Ils s'inscrivent dans une opération pluriannuelle au chapitre 23. Ils sont gérés dans le cadre d'une AP/CP (autorisation de programme / crédit de paiement) qui est créée lors de l'étape BP 2024.
  En 2024, après la finalisation des études, la phase de travaux devrait débuter à l'automne par la rénovation du COSEC Elisabeth et Vincent Purkart.

2.1.6. Autres immobilisations financières (chapitre 27)

Au sein de ce chapitre sont inscrites les dépenses relatives aux dépôts de garantie, lors de locations de bâtiments ou de locaux commerciaux (36 550 €).

La ville souhaite réaliser de nouvelles acquisitions de fonds de commerce par préemption.
Les crédits sont inscrits au chapitre 20. C'est pour cette raison qu'il est proposé d'inscrire également la somme de 100 000 € au chapitre 27, dans le cas où la ville serait contrainte de verser le montant de l'acquisition via une consignation.
Cette dépense au chapitre 27 s'équilibre en recette au même chapitre.

2.1.7. Travaux effectués d'office pour le compte de tiers (chapitre 454)

La ville a inscrit 100 000 € dans le cas où elle aurait des travaux d'office à réaliser, suite à un péril constaté sur un immeuble ou un pavillon.
Dans le cadre de cette procédure, il est prévu que la somme soit remboursée par le propriétaire. Aussi, les recettes d'investissement d'un montant équivalent sont également prévues au BP 2024.

2.2 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement, d'un montant total de 11 572 478,00 €, sont ventilées ainsi :

Recettes d'investissement		Budgété 2023	BP 2024	Evolution (%)
Opérations réelles				
001	Résultat d'investissement reporté	909 781 €	0 €	*-100,00%*
024	Produit des cessions	662 000 €	3 366 700 €	*408,56%*
10	Dotations, fonds divers et réserves	820 668 €	459 600 €	*-44,00%*
13	Subventions d'investissement reçues	562 237 €	1 330 583 €	*136,66%*
13	Subventions d'investissement (régularisations comptables)	4 726 786 €	0 €	*-100,00%*
16	Emprunts et dettes assimilées	2 258 000 €	4 503 000 €	*99,42%*
23	Immobilisations en cours	200 000 €	200 000 €	*0,00%*
27	Autres immobilisations financières	200 000 €	100 000 €	*-50,00%*
454	Travaux effectués d'office pour le compte de tiers	100 000 €	100 000 €	*0,00%*
Opérations d'ordre				
021	Virement de la section de fonctionnement	2 736 265 €	47 595 €	*100,00%*
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections (Amortissements)	1 444 941 €	1 460 000 €	*1,04%*
041	Opérations patrimoniales	315 €	5 000 €	*1487,30%*
Total		**14 620 993 €**	**11 572 478 €**	***-20,85%***

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

2.2.1 Produit des cessions (chapitre 024)

Sept cessions sont prévues en 2024, pour un montant estimatif total de 3 366 700 € :

- le bâtiment situé 4 place Jean Jaurès (dossier en cours et reporté de 2023 à 2024 au regard des délais de procédure),
- le terrain situé 19 rue Curie,
- le lot B du terrain situé 16 rue Sémard,
- les appartements situés 12 rue Anatole France et 52 rue Elisée Reclus,
- le fonds de commerce du restaurant « la Place Rouge », qui a été acquis par la ville en 2023. Celui-ci sera cédé à un preneur que la commune choisira dans le cadre d'un appel à projet qui a été voté en conseil municipal du 23 novembre 2023.

2.2.2 Les dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10)

Cette recette est constituée de deux éléments :

➔ *Le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).* Il s'agit d'une dotation versée par l'Etat aux collectivités territoriales, qui compense forfaitairement la TVA qu'elles acquittent sur leurs dépenses. Le taux de compensation forfaitaire fixé par l'article L.1615-6 du Code général des collectivités territoriales est de 16,404 % depuis le 1er janvier 2015. Les dépenses éligibles sont les dépenses d'investissement et les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie réalisées l'année précédente.
En 2022, l'État a restreint l'assiette des dépenses éligibles et certaines dépenses d'investissement ont été rendues inéligibles au FCTVA. Cela est donc venu minorer les recettes du Kremlin-Bicêtre. Comme le demandaient les associations d'élus, mais aussi la commune du Kremlin-Bicêtre dans une délibération du 24 novembre 2022 « motion d'alerte relative à la situation financière des collectivités locales », la loi de finances pour 2024 réintègre une partie de ces dépenses (celles relatives aux aménagements de terrain) dans le périmètre du FCTVA.
Le montant attendu en 2024 reste stable par rapport à 2023.

➔ *La taxe d'aménagement perçue par la commune.* Cette taxe s'applique à toutes les opérations soumises à autorisation d'urbanisme (construction, reconstruction, agrandissement de bâtiments). Pour cette recette, qui dépend des projets d'aménagement réalisés sur la ville, la municipalité prévoit un montant estimatif de 100 000 €, comme en 2023.

Il convient de préciser qu'en 2023, le montant du chapitre 10 « dotations » est élevé, car il intègre l' « excédent de fonctionnement capitalisé » (de 340 668 €). Cette recette est inscrite au budget supplémentaire lors de la reprise du résultat.

2.2.3 Subventions d'investissement reçues (chapitre 13)

Ce chapitre comprend les subventions d'investissement perçues par la ville.
Au BP 2024, il s'agit des subventions suivantes :

- la subvention de la Métropole du Grand Paris pour la réalisation de l'escale végétale place Victor Hugo (333 598 €),
- les subventions de la RATP pour le réaménagement du square Jules Guesde (616 220 €) et du square Simone Weil (ex-square Marcel Sembat) (150 060 €),
- une subvention de la Région Ile de France pour l'achat de corbeilles de rue (5 705 €),
- une subvention de la Métropole du Grand Paris dans le cadre du Fonds d'Investissement Métropolitain (FIM) pour l'achat du car (125 000 €),
- une subvention versée par la Métropole du Grand Paris, dans le cadre du programme « centres villes vivants », pour soutenir les actions de la ville tendant à redynamiser l'offre commerciale. La ville a déjà perçu un premier acompte de 200 000 € en 2023. En 2024, la ville percevra 100 000 €.

L'objectif de la municipalité est de rechercher le taux de subvention des projets d'investissement le plus élevé possible. Un certain nombre de dossiers de demande de subvention ont d'ores et déjà été déposés. Toutefois, dans un souci de bonne gestion, la ville souhaite attendre les notifications des organismes financeurs pour inscrire de nouvelles subventions au budget.

Par ailleurs, les années précédentes, ce chapitre comprenait également le produit des amendes de police. Or, depuis 2021 les amendes de police ne représentent plus une recette d'investissement pour la ville, mais un prélèvement à la section de fonctionnement. C'est ce qui explique la non-inscription de cette recette au BP 2024.

2.2.4 Emprunts et dettes assimilées (chapitre 16)

En 2023, l'emprunt souscrit par la ville était en baisse (avec un montant de 2 M€).
En 2024, la commune s'efforcera, comme les années précédentes, de renforcer son autofinancement et de maintenir un niveau d'endettement soutenable.
Aussi, au BP 2024, au regard de la politique volontariste d'investissement pour le bien-être des Kremlinois, il est prévu de souscrire un emprunt d'un montant de 4 500 000 €.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Il convient de préciser que les ressources propres permettront de couvrir la totalité du remboursement en capital de la dette, respectant ainsi les exigences du principe d'équilibre budgétaire.

2.2.5 Immobilisations en cours (chapitre 23), Autres immobilisations financières (chapitre 27), Travaux effectués d'office pour compte de tiers (chapitre 454)

Les inscriptions budgétaires de ces chapitres viennent équilibrer des inscriptions en dépenses d'investissement :

- Le remboursement des avances dans le cadre des marchés de travaux (200 000 € au chapitre 23),
- Le remboursement des montants consignés dans le cadre des contentieux relatifs aux préemptions (100 000 € au chapitre 27),
- Le remboursement, par le propriétaire, des frais engagés dans le cadre de travaux d'office (100 000 € au chapitre 454).

En conclusion, il est proposé au Conseil municipal d'adopter le Budget Primitif 2024, qui s'équilibre en dépenses et en recettes, aux sommes suivantes :

- Section de fonctionnement : 48 964 767,89 €
- Section d'investissement : 11 572 478,00 €

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.1612-4 et suivants, L.2312-1 et suivants et L. 5217.10-4,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu le débat d'orientations budgétaires qui s'est déroulé lors de la séance du conseil municipal du 23 novembre 2023
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 contre (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

De voter le budget primitif 2024 ci-annexé, qui s'équilibre en dépenses et en recettes aux montants suivants :

- Section de fonctionnement : 48 964 767,89 €
- Section d'investissement : 11 572 478,00 €

Article 2

De voter le budget conformément à l'état annexé.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-117-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940043900010

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : VILLE DU KREMLIN BICETRE (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 32
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 33
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 35
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 38
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 46
A1.01 - Opérations non ventilables 49
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 50
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 53
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 54
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 55
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 58
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 61
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 64
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 65
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 68
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 70
A1.908 - Fonction 8 - Transports 73
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 77
A2.01 - Opérations non ventilables 79
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 80
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 86
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 87
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 88
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 91
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 95
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 98
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 99
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 100
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 103
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 105
A2.938 - Fonction 8 - Transports 108

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 112
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 118
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 119

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	120
B3.1 - Etat des provisions constituées	121
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	123
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	132
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	133
B7.8 - Autres engagements donnés	136
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	139
B9 - Etat du personnel	140
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	144
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	148
B11.2 - Liste des établissements publics créés	149
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	150
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	151
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	152
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	154
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	155

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	24642

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1304.881106

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1925.87
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1982.18
3	Dépenses d’équipement brut / population	335.50
4	Encours de dette / population (2) (3)	1027.82
5	DGF / population	74.42
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	59.06%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	1.03%
8	Dépenses d’équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	16.93%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	51.85%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	2.84%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l’exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s’appuyant sur l’encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L’encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	11 572 478,00	11 572 478,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	11 572 478,00	11 572 478,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	48 964 767,89	48 964 767,89
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	48 964 767,89	48 964 767,89

TOTAL DU BUDGET (4)	60 537 245,89	60 537 245,89

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
APEV2024	ESPACES VERTS	21	2 596 920,00
APGYM2024	GYMNASES	23	1 100 000,00
APSECU2024	SECURITE	21	75 000,00
TOTAL			**3 771 920,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**3 771 920,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	703 059,42	0,00	420 072,00	420 072,00	420 072,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	30 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	4 519 993,94	0,00	6 507 211,00	6 507 211,00	6 507 211,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	944 098,32	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 300 000,00
Total des dépenses d'équipement		**6 197 151,68**	**0,00**	**8 267 283,00**	**8 267 283,00**	**8 267 283,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	4 726 785,87	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 680 708,00	0,00	2 943 645,00	2 943 645,00	2 943 645,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	236 550,00	0,00	136 550,00	136 550,00	136 550,00
Total des dépenses financières		**7 799 043,87**	**0,00**	**3 080 195,00**	**3 080 195,00**	**3 080 195,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 096 195,55**	**0,00**	**11 447 478,00**	**11 447 478,00**	**11 447 478,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*524 482,48*		*120 000,00*	*120 000,00*	*120 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*315,00*		*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***524 797,48***		***125 000,00***	***125 000,00***	***125 000,00***
TOTAL		**14 620 993,03**	**0,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 572 478,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	5 289 022,87	0,00	1 330 583,00	1 330 583,00	1 330 583,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	2 255 000,00	0,00	4 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**7 744 022,87**	**0,00**	**6 030 583,00**	**6 030 583,00**	**6 030 583,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	480 000,00	0,00	459 600,00	459 600,00	459 600,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	340 667,84	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	200 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	662 000,00	0,00	3 366 700,00	3 366 700,00	3 366 700,00
Total des recettes financières		**1 685 667,84**	**0,00**	**3 929 300,00**	**3 929 300,00**	**3 929 300,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**9 529 690,71**	**0,00**	**10 059 883,00**	**10 059 883,00**	**10 059 883,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*2 736 264,71*		*47 595,00*	*47 595,00*	*47 595,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 444 941,48*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*315,00*		*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***4 181 521,19***		***1 512 595,00***	***1 512 595,00***	***1 512 595,00***
TOTAL		**13 711 211,90**	**0,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**
						+
					R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 572 478,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 387 595,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l’opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l’opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d’équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	8 599 068,83	0,00	7 875 101,89	7 875 101,89	7 875 101,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	26 590 359,00	0,00	28 030 000,00	28 030 000,00	28 030 000,00
014	Atténuations de produits	556 227,00	0,00	525 000,00	525 000,00	525 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	10 097 438,00	0,00	10 333 188,00	10 333 188,00	10 333 188,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**45 843 092,83**	**0,00**	**46 763 289,89**	**46 763 289,89**	**46 763 289,89**
66	Charges financières	613 320,00	0,00	662 003,00	662 003,00	662 003,00
67	Charges spécifiques (3)	36 680,00	0,00	11 880,00	11 880,00	11 880,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	65 000,00		20 000,00	20 000,00	20 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**46 558 092,83**	**0,00**	**47 457 172,89**	**47 457 172,89**	**47 457 172,89**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*2 736 264,71*		*47 595,00*	*47 595,00*	*47 595,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*1 444 941,48*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***4 181 206,19***		***1 507 595,00***	***1 507 595,00***	***1 507 595,00***
TOTAL		**50 739 299,02**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**48 964 767,89**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	230 000,00	0,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 589 776,90	0,00	2 537 212,00	2 537 212,00	2 537 212,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	7 887 208,00	0,00	7 740 151,00	7 740 151,00	7 740 151,00
731	Fiscalité locale	32 423 283,17	0,00	33 449 500,00	33 449 500,00	33 449 500,00
74	Dotations et participations (3)	5 762 359,00	0,00	4 745 331,89	4 745 331,89	4 745 331,89
75	Autres produits de gestion courante (3)	141 424,00	0,00	137 271,00	137 271,00	137 271,00
Total des recettes de gestion courante		**49 034 051,07**	**0,00**	**48 844 465,89**	**48 844 465,89**	**48 844 465,89**
76	Produits financiers	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	300,00	300,00	300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**49 034 053,07**	**0,00**	**48 844 767,89**	**48 844 767,89**	**48 844 767,89**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*524 482,48*		*120 000,00*	*120 000,00*	*120 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***524 482,48***		***120 000,00***	***120 000,00***	***120 000,00***
TOTAL		**49 558 535,55**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**48 964 767,89**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 387 595,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*70 000,00*	70 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		2 943 645,00	*0,00*	2 943 645,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		2 596 920,00		2 596 920,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		420 072,00	*0,00*	420 072,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		40 000,00	*0,00*	*40 000,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		3 910 291,00	*55 000,00*	3 965 291,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		1 300 000,00	*0,00*	*1 300 000,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		136 550,00	*0,00*	136 550,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		100 000,00	*0,00*	100 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**11 447 478,00**	***125 000,00***	**11 572 478,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 572 478,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	7 875 101,89		7 875 101,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	28 030 000,00		28 030 000,00
014	Atténuations de produits	525 000,00		525 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	10 333 188,00	*0,00*	10 333 188,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	662 003,00	*0,00*	662 003,00
67	Charges spécifiques (9)	11 880,00	*0,00*	11 880,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	20 000,00	*1 460 000,00*	1 480 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*47 595,00*	47 595,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**47 457 172,89**	***1 507 595,00***	**48 964 767,89**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**48 964 767,89**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d’un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d’équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		459 600,00	*0,00*	459 600,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		1 330 583,00	*0,00*	1 330 583,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		4 503 000,00	*0,00*	4 503 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*5 000,00*	5 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		200 000,00	*0,00*	*200 000,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		100 000,00	*0,00*	100 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*1 460 000,00*	1 460 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		100 000,00	*0,00*	100 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*47 595,00*	47 595,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		3 366 700,00		3 366 700,00
	Recettes d'investissement – Total		**10 059 883,00**	***1 512 595,00***	**11 572 478,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**11 572 478,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	235 000,00		235 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 537 212,00		2 537 212,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*50 000,00*	50 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 740 151,00		7 740 151,00
731	Fiscalité locale	33 449 500,00		33 449 500,00
74	Dotations et participations (8)	4 745 331,89		4 745 331,89
75	Autres produits de gestion courante (8)	137 271,00	*0,00*	137 271,00
76	Produits financiers	2,00	*0,00*	2,00
77	Produits spécifiques (8)	300,00	*70 000,00*	70 300,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**48 844 767,89**	***120 000,00***	**48 964 767,89**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**48 964 767,89**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**14 620 993,03**	**0,00**	**0,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**	**3 771 920,00**	**7 800 558,00**	**11 572 478,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	703 059,42	0,00	0,00	420 072,00	420 072,00	0,00	420 072,00	420 072,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	30 000,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
21	Immobilisations corporelles	4 519 353,14	0,00	0,00	3 910 291,00	3 910 291,00	75 000,00	3 835 291,00	3 910 291,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	944 098,32	0,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 100 000,00	200 000,00	1 300 000,00
	Total des opérations d'équipement (3)	640,80	0,00	0,00	2 596 920,00	2 596 920,00	2 596 920,00	0,00	2 596 920,00
Total des dépenses d'équipement		**6 197 151,68**	**0,00**	**0,00**	**8 267 283,00**	**8 267 283,00**	**3 771 920,00**	**4 495 363,00**	**8 267 283,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 726 785,87	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 680 708,00	0,00		2 943 645,00	2 943 645,00		2 943 645,00	2 943 645,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	236 550,00	0,00	0,00	136 550,00	136 550,00	0,00	136 550,00	136 550,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**7 799 043,87**	**0,00**	**0,00**	**3 080 195,00**	**3 080 195,00**	**0,00**	**3 080 195,00**	**3 080 195,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
Total des dépenses réelles		**14 096 195,55**	**0,00**	**0,00**	**11 447 478,00**	**11 447 478,00**	**3 771 920,00**	**7 675 558,00**	**11 447 478,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*524 482,48*			*120 000,00*	*120 000,00*		*120 000,00*	*120 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*315,00*			*5 000,00*	*5 000,00*		*5 000,00*	*5 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**524 797,48**			**125 000,00**	**125 000,00**		**125 000,00**	**125 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**11 572 478,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 370 544,06**	**0,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 289 022,87	0,00	1 330 583,00	1 330 583,00	1 330 583,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	2 255 000,00	0,00	4 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**7 744 022,87**	**0,00**	**6 030 583,00**	**6 030 583,00**	**6 030 583,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	480 000,00	0,00	459 600,00	459 600,00	459 600,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	662 000,00	0,00	3 366 700,00	3 366 700,00	3 366 700,00
Total des recettes financières		**1 345 000,00**	**0,00**	**3 929 300,00**	**3 929 300,00**	**3 929 300,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes réelles		**9 189 022,87**	**0,00**	**10 059 883,00**	**10 059 883,00**	**10 059 883,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 736 264,71*		*47 595,00*	*47 595,00*	*47 595,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*1 444 941,48*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*315,00*		*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
Total des recettes d'ordre		***4 181 521,19***		***1 512 595,00***	***1 512 595,00***	***1 512 595,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**11 572 478,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**14 620 993,03**	**0,00**	**0,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**	**3 771 920,00**	**7 800 558,00**	**11 572 478,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	703 059,42	0,00	0,00	420 072,00	420 072,00	0,00	420 072,00	420 072,00
2031	Frais d'études	188 314,12	0,00		341 072,00	341 072,00	0,00	341 072,00	341 072,00
2033	Frais d'insertion	17 400,00	0,00		13 000,00	13 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00
2051	Concessions, droits similaires	88 745,30	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	408 600,00	0,00		36 000,00	36 000,00	0,00	36 000,00	36 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	30 000,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 519 353,14	0,00	0,00	3 910 291,00	3 910 291,00	75 000,00	3 835 291,00	3 910 291,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	1 034 478,19	0,00		610 000,00	610 000,00	0,00	610 000,00	610 000,00
2116	Cimetières	0,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	100 246,56	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	168 802,72	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
21312	Bâtiments scolaires	16 358,16	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	30 924,76	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	7 365,14	0,00		153 689,16	153 689,16	0,00	153 689,16	153 689,16
21321	Immeubles de rapport	2 306,19	0,00		2 306,19	2 306,19	0,00	2 306,19	2 306,19
21351	Bâtiments publics	1 435 465,42	0,00		979 000,00	979 000,00	0,00	979 000,00	979 000,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
2138	Autres constructions	268 440,00	0,00		374 000,00	374 000,00	0,00	374 000,00	374 000,00
2152	Installations de voirie	45 571,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	22 463,57	0,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
21534	Réseaux d'électrification	2 300,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	20 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
215731	Matériel roulant	26 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	72 988,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
21578	Autre matériel technique	103,39	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	120 612,38	0,00		73 453,80	73 453,80	0,00	73 453,80	73 453,80

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21621	Biens sous-jacents	20 380,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	2 500,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
2181	Install. générales, agencements	25 169,79	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	302 165,16	0,00		397 820,00	397 820,00	0,00	397 820,00	397 820,00
21831	Matériel informatique scolaire	572,19	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	74 458,00	0,00		285 000,00	285 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	8 350,78	0,00		33 000,00	33 000,00	0,00	33 000,00	33 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	56 235,49	0,00		113 480,00	113 480,00	0,00	113 480,00	113 480,00
2188	Autres immobilisations corporelles	654 696,25	0,00		405 041,85	405 041,85	5 000,00	400 041,85	405 041,85
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	944 098,32	0,00	0,00	1 300 000,00	1 300 000,00	1 100 000,00	200 000,00	1 300 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	14 098,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	730 000,00	0,00		1 100 000,00	1 100 000,00	1 100 000,00	0,00	1 100 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	640,80	0,00	0,00	2 596 920,00	2 596 920,00	2 596 920,00	0,00	2 596 920,00
Total des dépenses d'équipement		**6 197 151,68**	**0,00**	**0,00**	**8 267 283,00**	**8 267 283,00**	**3 771 920,00**	**4 495 363,00**	**8 267 283,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 726 785,87	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	1 332 001,41	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13158	Subv. transf. Autres groupements	99 091,86	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1335	Amendes radars automatiques et de police	3 295 692,60	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	2 680 708,00	0,00		2 943 645,00	2 943 645,00		2 943 645,00	2 943 645,00
1641	Emprunts en euros	2 677 708,00	0,00		2 940 645,00	2 940 645,00		2 940 645,00	2 940 645,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
266	Autres formes de participation	155 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	236 550,00	0,00	0,00	136 550,00	136 550,00	0,00	136 550,00	136 550,00
275	Dépôts et cautionnements versés	236 550,00	0,00		136 550,00	136 550,00	0,00	136 550,00	136 550,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**7 799 043,87**	**0,00**	**0,00**	**3 080 195,00**	**3 080 195,00**	**0,00**	**3 080 195,00**	**3 080 195,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
454110	TRAVAUX EXECUTES D'OFFICE DEPENSES	**100 000,00**	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
Total des dépenses réelles		**14 096 195,55**	**0,00**	**0,00**	**11 447 478,00**	**11 447 478,00**	**3 771 920,00**	**7 675 558,00**	**11 447 478,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*524 482,48*			*120 000,00*	*120 000,00*		*120 000,00*	*120 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*474 482,48*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*70 331,00*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*980,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
15112	*Provisions pour litiges et contentieux*	*21 291,19*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
15722	*Prov.gros entretien ou grandes révisions*	*326 520,35*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*40 459,08*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*12 944,08*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*1 913,82*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*42,96*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*50 000,00*			*50 000,00*	*50 000,00*		*50 000,00*	*50 000,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*			*50 000,00*	*50 000,00*		*50 000,00*	*50 000,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*50 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*315,00*			*5 000,00*	*5 000,00*		*5 000,00*	*5 000,00*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*216,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*99,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*			*5 000,00*	*5 000,00*		*5 000,00*	*5 000,00*
Total des dépenses d'ordre		**524 797,48**			**125 000,00**	**125 000,00**		**125 000,00**	**125 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d’équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d’opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d’ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l’article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d’immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d’ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d’équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
0 2018013	ESPACES VERTS AMENAGEMENT LOCAUX 29 AV C.GIDE	APEV2024 3	0,00 0,00	0,00 0,00	2 596 920,00 0,00	2 596 920,00 0,00	2 596 920,00 0,00	0,00 0,00
TOTAL			**0,00**	**0,00**	**2 596 920,00**	**2 596 920,00**	**2 596 920,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 0
LIBELLE : ESPACES VERTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : APEV2024

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		2 596 920,00	0,00	a 0,00	2 596 920,00	b 2 596 920,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 596 920,00	0,00	0,00	2 596 920,00	2 596 920,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	2 596 920,00	0,00	0,00	2 596 920,00	2 596 920,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-2 596 920,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2018013
LIBELLE : AMENAGEMENT LOCAUX 29 AV C.GIDE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 3

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**13 370 544,06**	**0,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**	**11 572 478,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 289 022,87	0,00	1 330 583,00	1 330 583,00	1 330 583,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	5 705,00	5 705,00	5 705,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	125 000,00	125 000,00	125 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 332 001,41	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	99 091,86	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	562 237,00	0,00	1 199 878,00	1 199 878,00	1 199 878,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	3 295 692,60	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	2 255 000,00	0,00	4 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00
1641	Emprunts en euros	2 255 000,00	0,00	4 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Total des recettes d'équipement		**7 744 022,87**	**0,00**	**6 030 583,00**	**6 030 583,00**	**6 030 583,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	480 000,00	0,00	459 600,00	459 600,00	459 600,00
10222	FCTVA	380 000,00	0,00	359 600,00	359 600,00	359 600,00
10226	Taxe d'aménagement	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	200 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	662 000,00	0,00	3 366 700,00	3 366 700,00	3 366 700,00
Total des recettes financières		**1 345 000,00**	**0,00**	**3 929 300,00**	**3 929 300,00**	**3 929 300,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes réelles		**9 189 022,87**	**0,00**	**10 059 883,00**	**10 059 883,00**	**10 059 883,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*2 736 264,71*		*47 595,00*	*47 595,00*	*47 595,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 444 941,48*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 444 941,48*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*315,00*		*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2033	*Frais d'insertion*	*315,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***4 181 521,19***		***1 512 595,00***	***1 512 595,00***	***1 512 595,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**50 739 299,02**	**0,00**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**
011	Charges à caractère général (3)	8 599 068,83	0,00	0,00	7 875 101,89	7 875 101,89	0,00	7 875 101,89	7 875 101,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	26 590 359,00	0,00		28 030 000,00	28 030 000,00		28 030 000,00	28 030 000,00
014	Atténuations de produits	556 227,00	0,00		525 000,00	525 000,00		525 000,00	525 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	10 097 438,00	0,00	0,00	10 333 188,00	10 333 188,00	0,00	10 333 188,00	10 333 188,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**45 843 092,83**	**0,00**	**0,00**	**46 763 289,89**	**46 763 289,89**	**0,00**	**46 763 289,89**	**46 763 289,89**
66	Charges financières	613 320,00	0,00		662 003,00	662 003,00		662 003,00	662 003,00
67	Charges spécifiques (3)	36 680,00	0,00		11 880,00	11 880,00		11 880,00	11 880,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	65 000,00			20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**715 000,00**	**0,00**	**0,00**	**693 883,00**	**693 883,00**		**693 883,00**	**693 883,00**
Total des dépenses réelles		**46 558 092,83**	**0,00**	**0,00**	**47 457 172,89**	**47 457 172,89**	**0,00**	**47 457 172,89**	**47 457 172,89**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 736 264,71*			*47 595,00*	*47 595,00*		*47 595,00*	*47 595,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 444 941,48*			*1 460 000,00*	*1 460 000,00*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 181 206,19**			**1 507 595,00**	**1 507 595,00**		**1 507 595,00**	**1 507 595,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**48 964 767,89**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l’exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 558 535,55**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**
013	Atténuations de charges (2)	230 000,00	0,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 589 776,90	0,00	2 537 212,00	2 537 212,00	2 537 212,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 887 208,00	0,00	7 740 151,00	7 740 151,00	7 740 151,00
731	Fiscalité locale	32 423 283,17	0,00	33 449 500,00	33 449 500,00	33 449 500,00
74	Dotations et participations (2)	5 762 359,00	0,00	4 745 331,89	4 745 331,89	4 745 331,89
75	Autres produits de gestion courante (2)	141 424,00	0,00	137 271,00	137 271,00	137 271,00
Total des recettes de gestion des services		**49 034 051,07**	**0,00**	**48 844 465,89**	**48 844 465,89**	**48 844 465,89**
76	Produits financiers	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	300,00	300,00	300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**2,00**	**0,00**	**302,00**	**302,00**	**302,00**
Total des recettes réelles		**49 034 053,07**	**0,00**	**48 844 767,89**	**48 844 767,89**	**48 844 767,89**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*524 482,48*		*120 000,00*	*120 000,00*	*120 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**524 482,48**		**120 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**48 964 767,89**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**50 739 299,02**	**0,00**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**
011	Charges à caractère général (4)	8 599 068,83	0,00	0,00	7 875 101,89	7 875 101,89	0,00	7 875 101,89	7 875 101,89
6042	Achats de prestations de services	176 397,84	0,00		197 400,00	197 400,00	0,00	197 400,00	197 400,00
60611	Eau et assainissement	188 343,84	0,00		157 873,37	157 873,37	0,00	157 873,37	157 873,37
60612	Energie - Electricité	821 744,74	0,00		953 417,20	953 417,20	0,00	953 417,20	953 417,20
60613	Chauffage urbain	744 072,00	0,00		388 709,43	388 709,43	0,00	388 709,43	388 709,43
60621	Combustibles	8 720,00	0,00		8 700,00	8 700,00	0,00	8 700,00	8 700,00
60622	Carburants	135 000,00	0,00		135 000,00	135 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00
60623	Alimentation	929 576,39	0,00		884 815,00	884 815,00	0,00	884 815,00	884 815,00
60628	Autres fournitures non stockées	73 996,48	0,00		61 741,50	61 741,50	0,00	61 741,50	61 741,50
60631	Fournitures d'entretien	89 602,57	0,00		75 200,00	75 200,00	0,00	75 200,00	75 200,00
60632	Fournitures de petit équipement	258 939,24	0,00		200 413,65	200 413,65	0,00	200 413,65	200 413,65
60633	Fournitures de voirie	33 858,22	0,00		36 000,00	36 000,00	0,00	36 000,00	36 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	83 292,03	0,00		85 384,00	85 384,00	0,00	85 384,00	85 384,00
6064	Fournitures administratives	30 919,43	0,00		26 250,00	26 250,00	0,00	26 250,00	26 250,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	29 173,40	0,00		37 603,00	37 603,00	0,00	37 603,00	37 603,00
6067	Fournitures scolaires	51 105,20	0,00		23 060,00	23 060,00	0,00	23 060,00	23 060,00
6068	Autres matières et fournitures	90 297,75	0,00		77 831,00	77 831,00	0,00	77 831,00	77 831,00
611	Contrats de prestations de services	724 419,39	0,00		720 500,00	720 500,00	0,00	720 500,00	720 500,00
6132	Locations immobilières	662 357,00	0,00		633 482,00	633 482,00	0,00	633 482,00	633 482,00
61351	Matériel roulant	144 700,00	0,00		136 200,00	136 200,00	0,00	136 200,00	136 200,00
61358	Autres	109 443,05	0,00		61 020,00	61 020,00	0,00	61 020,00	61 020,00
614	Charges locatives et de copropriété	83 096,00	0,00		71 520,00	71 520,00	0,00	71 520,00	71 520,00
61521	Entretien terrains	158 354,43	0,00		149 990,88	149 990,88	0,00	149 990,88	149 990,88
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	87 871,68	0,00		151 257,00	151 257,00	0,00	151 257,00	151 257,00
615232	Entretien, réparations réseaux	18 100,00	0,00		19 000,00	19 000,00	0,00	19 000,00	19 000,00
61551	Entretien matériel roulant	41 900,00	0,00		41 900,00	41 900,00	0,00	41 900,00	41 900,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	72 158,18	0,00		51 595,50	51 595,50	0,00	51 595,50	51 595,50
6156	Maintenance	621 434,12	0,00		594 119,90	594 119,90	0,00	594 119,90	594 119,90
6161	Multirisques	126 193,00	0,00		123 050,00	123 050,00	0,00	123 050,00	123 050,00
617	Etudes et recherches	17 560,00	0,00		2 600,00	2 600,00	0,00	2 600,00	2 600,00
6182	Documentation générale et technique	49 973,22	0,00		36 263,00	36 263,00	0,00	36 263,00	36 263,00
6184	Versements à des organismes de formation	103 645,00	0,00		125 000,00	125 000,00	0,00	125 000,00	125 000,00
6188	Autres frais divers	133 954,90	0,00		124 780,50	124 780,50	0,00	124 780,50	124 780,50

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 236,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
62268	Autres honoraires, conseils	136 857,00	0,00		106 900,00	106 900,00	0,00	106 900,00	106 900,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	48 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
6228	Divers	172 709,19	0,00		103 713,00	103 713,00	0,00	103 713,00	103 713,00
6231	Annonces et insertions	38 441,00	0,00		46 000,00	46 000,00	0,00	46 000,00	46 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	252 697,06	0,00		258 640,00	258 640,00	0,00	258 640,00	258 640,00
6234	Réceptions	3 202,10	0,00		3 100,00	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00
6236	Catalogues et imprimés	127 423,04	0,00		139 031,50	139 031,50	0,00	139 031,50	139 031,50
6238	Divers	53 536,65	0,00		55 733,00	55 733,00	0,00	55 733,00	55 733,00
6241	Transports de biens	768,00	0,00		334,00	334,00	0,00	334,00	334,00
6247	Transports collectifs	18 144,20	0,00		28 350,00	28 350,00	0,00	28 350,00	28 350,00
6248	Divers	2 100,00	0,00		2 200,00	2 200,00	0,00	2 200,00	2 200,00
6251	Voyages, déplacements et missions	21 138,00	0,00		28 450,00	28 450,00	0,00	28 450,00	28 450,00
6261	Frais d'affranchissement	72 681,57	0,00		66 060,00	66 060,00	0,00	66 060,00	66 060,00
6262	Frais de télécommunications	142 944,08	0,00		86 900,00	86 900,00	0,00	86 900,00	86 900,00
627	Services bancaires et assimilés	7 010,00	0,00		6 985,00	6 985,00	0,00	6 985,00	6 985,00
6281	Concours divers (cotisations)	39 956,00	0,00		49 315,00	49 315,00	0,00	49 315,00	49 315,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	24 163,30	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
62872	Remb. frais budgets annexes et régies	108 494,91	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	3 200,00	0,00		3 200,00	3 200,00	0,00	3 200,00	3 200,00
62878	Remb. frais à des tiers	97 429,65	0,00		113 700,00	113 700,00	0,00	113 700,00	113 700,00
6288	Autres services extérieurs	287 304,09	0,00		263 087,46	263 087,46	0,00	263 087,46	263 087,46
63512	Taxes foncières	7 070,00	0,00		15 750,00	15 750,00	0,00	15 750,00	15 750,00
63513	Autres impôts locaux	2 605,00	0,00		7 870,00	7 870,00	0,00	7 870,00	7 870,00
6358	Autres droits	19 940,00	0,00		19 895,00	19 895,00	0,00	19 895,00	19 895,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	7 818,89	0,00		5 711,00	5 711,00	0,00	5 711,00	5 711,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	26 590 359,00	0,00		28 030 000,00	28 030 000,00		28 030 000,00	28 030 000,00
6218	Autre personnel extérieur	81 795,71	0,00		113 854,52	113 854,52		113 854,52	113 854,52
6331	Versement mobilité	387 665,00	0,00		487 090,23	487 090,23		487 090,23	487 090,23
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	65 863,00	0,00		82 936,10	82 936,10		82 936,10	82 936,10
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	197 106,55	0,00		254 976,84	254 976,84		254 976,84	254 976,84
64111	Rémunération principale titulaires	10 088 716,55	0,00		9 942 544,53	9 942 544,53		9 942 544,53	9 942 544,53
64112	SFT, indemnité de résidence	441 999,34	0,00		598 238,26	598 238,26		598 238,26	598 238,26
64118	Autres indemnités	2 646 121,03	0,00		2 074 874,04	2 074 874,04		2 074 874,04	2 074 874,04
64131	Rémunérations	6 123 288,91	0,00		6 992 701,33	6 992 701,33		6 992 701,33	6 992 701,33
6417	Rémunérations des apprentis	97 721,18	0,00		179 462,20	179 462,20		179 462,20	179 462,20

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 069 997,73	0,00		3 504 403,00	3 504 403,00		3 504 403,00	3 504 403,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 000 993,72	0,00		3 393 567,22	3 393 567,22		3 393 567,22	3 393 567,22
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	211 447,00	0,00		278 318,84	278 318,84		278 318,84	278 318,84
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 742,75	0,00		3 155,10	3 155,10		3 155,10	3 155,10
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	4 941,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	36 382,92	0,00		43 116,59	43 116,59		43 116,59	43 116,59
6475	Médecine du travail, pharmacie	130 359,00	0,00		80 000,00	80 000,00		80 000,00	80 000,00
6488	Autres	3 217,61	0,00		761,20	761,20		761,20	761,20
014	Atténuations de produits	556 227,00	0,00		525 000,00	525 000,00		525 000,00	525 000,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	396 227,00	0,00		400 000,00	400 000,00		400 000,00	400 000,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	160 000,00	0,00		125 000,00	125 000,00		125 000,00	125 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	10 097 438,00	0,00	0,00	10 333 188,00	10 333 188,00	0,00	10 333 188,00	10 333 188,00
65131	Bourses	15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65132	Prix	3 000,00	0,00		2 025,00	2 025,00	0,00	2 025,00	2 025,00
65138	Autres secours	8 200,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
65311	Indemnités de fonction	252 920,00	0,00		254 000,00	254 000,00	0,00	254 000,00	254 000,00
65313	Cotisations de retraite	26 000,00	0,00		26 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00
65315	Formation	6 080,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	39 000,00	0,00		27 000,00	27 000,00	0,00	27 000,00	27 000,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00		12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
6553	Service d'incendie	620 573,00	0,00		651 000,00	651 000,00	0,00	651 000,00	651 000,00
65561	Contrib fonds compens. ch. territoriales	7 226 049,00	0,00		7 402 533,00	7 402 533,00	0,00	7 402 533,00	7 402 533,00
65568	Autres contributions	40 060,00	0,00		40 060,00	40 060,00	0,00	40 060,00	40 060,00
6558	Autres contributions obligatoires	179 165,00	0,00		179 250,00	179 250,00	0,00	179 250,00	179 250,00
657361	Subv. fonct. caisse des écoles	30 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	600 000,00	0,00		590 000,00	590 000,00	0,00	590 000,00	590 000,00
657363	Subv. fonct. étab. à caract. adm.	354 850,00	0,00		281 408,00	281 408,00	0,00	281 408,00	281 408,00
6573644	Subv. fonct. syndicat exploitant un SPIC	0,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	20 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	675 991,00	0,00		699 112,00	699 112,00	0,00	699 112,00	699 112,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		89 800,00	89 800,00	0,00	89 800,00	89 800,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65888	Autres	550,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**45 843 092,83**	**0,00**	**0,00**	**46 763 289,89**	**46 763 289,89**	**0,00**	**46 763 289,89**	**46 763 289,89**
66	Charges financières	613 320,00	0,00		662 003,00	662 003,00		662 003,00	662 003,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	603 320,00	0,00		652 003,00	652 003,00		652 003,00	652 003,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
67	Charges spécifiques (4)	36 680,00	0,00		11 880,00	11 880,00		11 880,00	11 880,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	36 680,00	0,00		11 880,00	11 880,00		11 880,00	11 880,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	65 000,00			20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	65 000,00			20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**715 000,00**	**0,00**	**0,00**	**693 883,00**	**693 883,00**		**693 883,00**	**693 883,00**
Total des dépenses réelles		**46 558 092,83**	**0,00**	**0,00**	**47 457 172,89**	**47 457 172,89**	**0,00**	**47 457 172,89**	**47 457 172,89**
023	*Virement à la section d'investissement*	*2 736 264,71*			*47 595,00*	*47 595,00*		*47 595,00*	*47 595,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*1 444 941,48*			*1 460 000,00*	*1 460 000,00*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 444 941,48*			*1 460 000,00*	*1 460 000,00*		*1 460 000,00*	*1 460 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**4 181 206,19**			**1 507 595,00**	**1 507 595,00**		**1 507 595,00**	**1 507 595,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	138 200,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	138 200,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	10 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**49 558 535,55**	**0,00**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**	**48 964 767,89**
013	Atténuations de charges (3)	230 000,00	0,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	195 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 589 776,90	0,00	2 537 212,00	2 537 212,00	2 537 212,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	120 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
70321	Stationnement et location voie publique	67 000,00	0,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00
70323	Red. occupation dom. public	108 495,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	70 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
70384	Forfait de post-stationnement	450 000,00	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	624,00	0,00	2 700,00	2 700,00	2 700,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
70632	Redevances services à caractère loisir	406 062,00	0,00	427 675,00	427 675,00	427 675,00
7066	Redevances services à caractère social	44 000,00	0,00	55 127,00	55 127,00	55 127,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	960 000,00	0,00	985 000,00	985 000,00	985 000,00
706888	Autres	246 737,00	0,00	257 678,00	257 678,00	257 678,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	100,00	0,00	100,00	100,00	100,00
70872	Remb.frais par budgets annexes et régies	38 389,90	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	20 001,00	0,00	40 300,00	40 300,00	40 300,00
70878	Remb. frais par des tiers	34 868,00	0,00	30 132,00	30 132,00	30 132,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 887 208,00	0,00	7 740 151,00	7 740 151,00	7 740 151,00
73211	Attribution de compensation	6 867 569,00	0,00	6 867 569,00	6 867 569,00	6 867 569,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	147 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73331	Communes (FSRIF)	872 582,00	0,00	872 582,00	872 582,00	872 582,00
731	Fiscalité locale	32 423 283,17	0,00	33 449 500,00	33 449 500,00	33 449 500,00
73111	Impôts directs locaux	29 933 283,17	0,00	30 959 500,00	30 959 500,00	30 959 500,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	380 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
731721	Taxe de séjour	300 000,00	0,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
7318	Autres	750 000,00	0,00	730 000,00	730 000,00	730 000,00
74	Dotations et participations (3)	5 762 359,00	0,00	4 745 331,89	4 745 331,89	4 745 331,89
74111	Dotation forfaitaire des communes	1 833 760,00	0,00	1 833 760,00	1 833 760,00	1 833 760,00
741123	DSU des communes	555 884,00	0,00	585 000,00	585 000,00	585 000,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
744	FCTVA	11 476,00	0,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00
74718	Autres participations Etat	1 244 081,00	0,00	59 000,00	59 000,00	59 000,00
7472	Participation régions	600,00	0,00	914,00	914,00	914,00
7473	Participation départements	217 604,00	0,00	216 104,00	216 104,00	216 104,00
747888	Autres	1 789 762,00	0,00	1 928 053,89	1 928 053,89	1 928 053,89
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	88 482,00	0,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 710,00	0,00	21 500,00	21 500,00	21 500,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	141 424,00	0,00	137 271,00	137 271,00	137 271,00
752	Revenus des immeubles	74 874,00	0,00	60 274,00	60 274,00	60 274,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	300,00	0,00	300,00	300,00	300,00
75886	Gains de change créances det. non fin	0,00	0,00	9 287,00	9 287,00	9 287,00
75888	Autres	6 250,00	0,00	7 410,00	7 410,00	7 410,00
Total des recettes de gestion des services		**49 034 051,07**	**0,00**	**48 844 465,89**	**48 844 465,89**	**48 844 465,89**
76	Produits financiers	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00
761	Produits de participations	2,00	0,00	2,00	2,00	2,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	300,00	300,00	300,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	300,00	300,00	300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**49 034 053,07**	**0,00**	**48 844 767,89**	**48 844 767,89**	**48 844 767,89**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*524 482,48*		*120 000,00*	*120 000,00*	*120 000,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*50 000,00*		*50 000,00*	*50 000,00*	*50 000,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*71 311,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*55 359,94*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7817	*Rep. prov. dépréc. actifs circulants*	*347 811,54*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**524 482,48**		**120 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**2 940 645,00**	**1 880 461,24**	**0,00**	**75 000,00**	**570 690,00**	**1 542 235,00**	**43 409,16**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 940 645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	88 000,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 492 461,24	0,00	75 000,00	545 690,00	439 235,00	43 409,16	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 959 600,00**	**445 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	459 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**3 566 852,60**	**710 060,00**	**0,00**	**118 125,00**		**11 447 478,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 943 645,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	251 072,00	56 000,00	0,00	0,00		420 072,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	40 000,00	0,00	0,00		40 000,00
21	Immobilisations corporelles	3 309 230,60	484 060,00	0,00	118 125,00		6 507 211,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		1 300 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	6 550,00	130 000,00	0,00	0,00		136 550,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00
RECETTES		**4 446 578,00**	**200 000,00**	**0,00**	**5 705,00**		**10 059 883,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 346 700,00	0,00	0,00	0,00		3 366 700,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		459 600,00
13	Subventions d'investissement	1 099 878,00	100 000,00	0,00	5 705,00		1 330 583,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		4 503 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	100 000,00	0,00	0,00		100 000,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		100 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**2 940 645,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	2 940 645,00
RECETTES		**4 959 600,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	459 600,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	4 500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**1 704 741,24**	**0,00**	**31 000,00**	**30 000,00**	**19 000,00**	**95 720,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	38 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	460 364,39	0,00	1 000,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	849 876,85	0,00	30 000,00	30 000,00	12 000,00	5 120,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**445 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 880 461,24**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	468 364,39
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 600,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	926 996,85
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**445 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 000,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**116 590,00**	**386 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	65 000,00	330 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	51 590,00	31 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**67 000,00**	**0,00**	**0,00**	**400,00**	**0,00**	**0,00**	**570 690,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	67 000,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	150 690,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**76 100,00**	**0,00**	**178 000,00**	**0,00**	**2 000,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	173 000,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	48 100,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**1 145 000,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	25 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**22 895,00**	**0,00**	**13 240,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 542 235,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	22 895,00	0,00	13 240,00	0,00	0,00	0,00	119 235,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**6 000,00**	**0,00**	**472,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	472,50	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 409,16**
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 989,16
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 420,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**116 072,00**	**3 432 648,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	116 072,00	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	3 126 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	80 728,80	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 099 878,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 346 700,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 346 700,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	1 099 878,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 131,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	1 581,80	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	6 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 566 852,60**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 072,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 126 920,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 581,80
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 728,80
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 550,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 446 578,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 346 700,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099 878,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**410 000,00**	**0,00**	**0,00**	**280 060,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	374 000,00	0,00	0,00	100 060,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**710 060,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	474 060,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 000,00**	**0,00**	**62 125,00**	**0,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 125,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 705,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	5 705,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**118 125,00**
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 125,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 705,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 705,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**8 619 536,00**	**12 534 872,30**	**0,00**	**2 439 235,33**	**7 270 230,47**	**7 346 849,30**	**4 549 546,94**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	2 804 560,16	0,00	355 517,82	1 807 066,20	1 041 332,71	463 958,54	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	9 175 100,14	0,00	1 399 017,51	5 209 729,27	5 838 036,59	3 407 588,40	0,00
014	Atténuations de produits	525 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 402 533,00	555 012,00	0,00	684 700,00	253 335,00	467 400,00	678 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	662 003,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	10 000,00	200,00	0,00	0,00	100,00	80,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**42 270 913,00**	**375 562,00**	**0,00**	**0,00**	**988 000,00**	**1 200 368,00**	**1 718 083,89**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	228 252,00	0,00	0,00	985 000,00	383 000,00	363 680,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 740 151,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	31 989 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 541 260,00	59 000,00	0,00	0,00	0,00	790 668,00	1 354 403,89	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	18 010,00	0,00	0,00	3 000,00	26 700,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**1 507 768,89**	**783 726,03**	**1 555 419,18**	**849 988,45**		**47 457 172,89**
011	Charges à caractère général	0,00	420 199,70	226 152,76	36 500,00	719 814,00		7 875 101,89
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 083 769,19	273 165,27	1 518 919,18	124 674,45		28 030 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		525 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 800,00	284 408,00	0,00	4 000,00		10 333 188,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		662 003,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00		11 880,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
RECETTES		**0,00**	**489 841,00**	**527 000,00**	**0,00**	**1 275 000,00**		**48 844 767,89**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00		235 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	2 280,00	0,00	0,00	575 000,00		2 537 212,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 740 151,00
731	Fiscalité locale	0,00	410 000,00	350 000,00	0,00	700 000,00		33 449 500,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4 745 331,89
75	Autres produits de gestion courante	0,00	77 561,00	12 000,00	0,00	0,00		137 271,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		300,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**8 619 536,00**
655	Contributions obligatoires	7 402 533,00
661	Charges d'intérêts	662 003,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	20 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	525 000,00
RECETTES		**42 270 913,00**
731	Fiscalité locale	31 989 500,00
732	Fiscalité reversée	6 867 569,00
733	Fisc. spécif. des coll. d'Ile-de-France	872 582,00
741	D.G.F.	2 418 760,00
744	FCTVA	11 000,00
748	Autres attributions et participations	111 500,00
761	Produits de participations	2,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**9 645 882,77**	**0,00**	**591 434,12**	**644 003,84**	**454 197,35**	**347 325,43**	**564 116,40**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	802 485,92	0,00	0,00	17 000,00	12 161,83	12 844,05	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	42 500,00	0,00	0,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	362 902,00	0,00	0,00	15 000,00	8 700,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	23 710,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	247 131,55	0,00	1 400,00	0,00	2 786,14	36 985,67	14 160,00	0,00
616	Primes d'assurances	123 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	168 024,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	89 095,00	0,00	18 000,00	7 750,00	7 500,00	0,00	100,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	39 500,00	0,00	180 132,00	177 937,00	0,00	0,00	500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	16 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	28 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	149 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
628	Divers	83 015,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	219 064,00	0,00	10 088,17	9 742,44	11 283,31	9 434,78	15 652,39	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	5 725,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	165,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 113 902,16	0,00	288 719,12	235 128,62	261 290,75	195 108,81	385 141,91	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 793 326,24	0,00	85 094,83	85 445,78	101 875,32	91 052,12	145 562,10	0,00
647	Autres charges sociales	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	274,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	39 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	121 112,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	51 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**172 962,00**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**40 300,00**	**140 000,00**	**2 300,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
708	Autres produits	27 852,00	0,00	20 000,00	0,00	40 300,00	0,00	100,00	0,00
747	Participations	56 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00	0,00
752	Revenus des immeubles	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**287 912,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	693,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	7 218,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 534 872,30**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	844 491,80
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	386 602,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 310,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 463,36
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 050,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 024,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 445,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 069,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 200,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 400,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 900,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 015,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 959,07
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 725,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 479 291,37
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 309 574,80
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274,90
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 112,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 400,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375 562,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 252,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**1 399 017,51**	**732 681,00**	**0,00**	**307 536,82**	**2 439 235,33**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	485,50	0,00	38 734,68	39 220,18
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	42 200,00	42 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	80 195,50	0,00	66 802,14	146 997,64
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	25 500,00	25 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	400,00
628	Divers	0,00	0,00	1 000,00	0,00	95 000,00	96 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	38 923,91	0,00	0,00	0,00	38 923,91
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 015 742,37	0,00	0,00	0,00	1 015 742,37
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	344 351,23	0,00	0,00	0,00	344 351,23
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	651 000,00	0,00	0,00	651 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	33 700,00	33 700,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		**0,00**	**2 222 853,46**	**1 762 798,75**	**667 393,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	332 147,93	233 228,59	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	2 200,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	67 523,84	71 751,45	7 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	300,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	1 428,53	82 425,99	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	2 500,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	53 199,80	37 086,93	20 387,46	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 231 268,37	866 909,02	430 137,32	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	476 009,99	332 696,77	169 868,56	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	2 025,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	54 250,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**2 422 716,57**	**38 560,00**	**1 176,00**	**154 732,35**	**0,00**	**0,00**	**7 270 230,47**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	122 500,00	0,00	0,00	122 500,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	867 104,04	0,00	1 176,00	16 822,35	0,00	0,00	1 450 478,91
611	Contrats de prestations de services	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 400,00
615	Entretien et réparations	40 802,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 077,29
618	Divers	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	0,00	940,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 854,52
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	10 050,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	7 700,00	0,00	0,00	7 700,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	60,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	7 360,00	0,00	0,00	17 360,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	44 776,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 450,40
641	Rémunérations du personnel	1 061 756,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 590 071,20
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	401 777,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 380 353,15
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 025,00
655	Contributions obligatoires	0,00	38 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 810,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
RECETTES		**820 559,00**	**0,00**	**0,00**	**164 441,00**	**0,00**	**0,00**	**988 000,00**
706	Prestations de services	820 559,00	0,00	0,00	164 441,00	0,00	0,00	985 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**775 421,27**	**415 404,61**	**0,00**	**1 139 631,02**	**0,00**	**73 331,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 960,00	91 392,43	0,00	134 365,40	0,00	4 100,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	43 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	2 600,00	25 634,56	0,00	33 296,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	7 000,00	0,00	0,00	15 779,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	5 211,00	0,00	4 493,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	2 000,00	40 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	150,00	0,00	334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	11 100,00	14 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 142,55	5 617,09	0,00	26 915,57	0,00	2 061,06	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	2 200,00	0,00	2 946,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	248 674,79	125 946,10	0,00	669 409,45	0,00	48 175,86	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	88 113,93	51 783,43	0,00	250 412,12	0,00	18 994,15	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	396 750,00	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	80,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 500,00**	**95 326,00**	**0,00**	**15 314,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	3 500,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 000,00	75 826,00	0,00	914,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	12 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		**546 641,99**	**398 328,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	108 644,22	63 219,89	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	35 942,72	6 964,15	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	10 173,47	9 776,28	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	190,00	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	246 955,39	227 475,64	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	94 736,19	90 243,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**3 347 158,42**	**0,00**	**650 931,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 346 849,30**
604	Achats d'études, prestations de services	2 600,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	42 600,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	80 965,52	0,00	31 567,79	0,00	0,00	0,00	520 215,25
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
613	Locations	300,00	0,00	30 200,00	0,00	0,00	0,00	123 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00
615	Entretien et réparations	7 586,86	0,00	20 384,69	0,00	0,00	0,00	132 409,46
618	Divers	8 850,00	0,00	11 055,00	0,00	0,00	0,00	42 684,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 704,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	48 740,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 984,00
627	Services bancaires et assimilés	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 510,00
628	Divers	66 100,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	96 920,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	97 666,47	0,00	12 813,67	0,00	0,00	0,00	175 166,16
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 146,00
641	Rémunérations du personnel	2 234 356,22	0,00	306 711,37	0,00	0,00	0,00	4 107 704,82
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	844 233,35	0,00	116 649,44	0,00	0,00	0,00	1 555 165,61
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	61 250,00	0,00	0,00	0,00	465 200,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80,00
RECETTES		**941 597,00**	**0,00**	**143 631,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200 368,00**
706	Prestations de services	357 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	383 000,00
747	Participations	584 297,00	0,00	128 631,00	0,00	0,00	0,00	790 668,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
758	Produits divers de gestion courante	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 700,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**51 387,26**	**0,00**	**314 628,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	9 849,16	0,00	0,00	0,00
613	Locations	38 700,00	0,00	9 200,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 700,00	0,00	4 850,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 182,14	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	418,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	180,50	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	395,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	120,80	0,00	8 450,03	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 520,77	0,00	204 432,55	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	950,69	0,00	75 602,13	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	464,15	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**206 104,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	206 104,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 135 094,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	10 213,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 296,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	15 313,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	368 303,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	140 966,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	590 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**65 358,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	65 358,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 382,50**	**0,00**	**15 000,00**	**4 549 546,94**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	8 109,50	0,00	0,00	172 871,59
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 900,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 480,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	2 273,00	0,00	0,00	35 659,45
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 080,50
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 414,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 895,50
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 452,50
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 722,82
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 432 720,60
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	874 658,68
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	486,30
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	23 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	655 000,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 718 083,89**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 680,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 354 403,89

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**251 251,63**	**389 610,37**	**828 816,89**	**70,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 380,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	50 985,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	182 334,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	12 000,00	2 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	41 500,00	19 174,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 120,90	7 225,56	16 277,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	70,00	0,00	0,00	0,00	22 380,00
641	Rémunérations du personnel	180 502,05	187 043,06	403 006,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	63 628,68	66 441,75	152 523,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**60 000,00**	**0,00**	**410 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 287,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	60 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	9 287,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 840,00**	**3 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	11 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 554,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	2 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	8 274,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 507 768,89**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 985,66
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 334,08
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 115,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 674,96
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 623,80
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 290,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770 551,55
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	282 593,84
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 800,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**489 841,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 280,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 274,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 287,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**44 028,76**	**195 449,23**	**0,00**	**0,00**	**524 248,04**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	3 606,76	0,00	0,00	0,00	7 864,00	0,00
613	Locations	0,00	34 000,00	0,00	0,00	0,00	112 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	11 930,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 922,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	4 120,09	0,00	0,00	2 977,74	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	121 737,21	0,00	0,00	78 155,46	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	39 591,93	0,00	0,00	26 582,84	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 408,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 000,00**	**350 000,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**783 726,03**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 470,76
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 430,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 922,00
618	Divers	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 097,83
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 892,67
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 174,77
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 408,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**527 000,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 536 419,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	39 554,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 099 926,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	379 438,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 555 419,18**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 554,18
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099 926,94
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379 438,06
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**849 988,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	62 264,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	555 000,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	98 550,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	2 505,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	91 918,84	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	30 250,61	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 275 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	575 000,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**849 988,45**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 264,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 550,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 505,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 918,84
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 250,61
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 275 000,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	575 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**51 912 759,92**									
1641 Emprunts en euros (total)					51 912 759,92									
00001006930	Crdit Agricole	14/03/2017	15/05/2017	15/08/2017	2 500 000,00	F	Taux Fixe	1,430	20,400	EUR	T	P	O	A-1
10278 00596 00020005	Crdit Mutuel	19/06/2018	29/06/2018	31/08/2018	2 500 000,00	F	Taux Fixe	1,460	1,470	EUR	T	P	O	A-1
1356-1358	Agence France Locale	17/02/2020	31/12/2020	20/03/2021	1 390 000,00	F	Taux Fixe	0,980	1,000	EUR	T	C	O	A-1
1357-1360	Agence France Locale	17/02/2020	30/06/2021	20/09/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
16402	Socit Gnrale	14/04/2006	19/04/2006	19/07/2006	5 000 000,00	F	Taux Fixe	3,820	3,930	EUR	T	P	O	A-1
2242-2244	Agence France Locale	20/07/2022	14/10/2022	20/03/2024	3 000 000,00	F	Taux Fixe	2,780	2,840	EUR	T	C	O	A-1
2825-2846	Agence France Locale	27/07/2023	20/12/2023	20/03/2024	2 000 000,00	F	Taux Fixe	3,610	3,710	EUR	T	C	O	A-1
5354304	Banque des Territoires	21/02/2020	21/11/2020	01/03/2021	760 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	X	O	A-1
5354305	Banque des Territoires	21/02/2020	21/11/2020	01/03/2021	140 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	X	O	A-1
60193097167	Crdit Agricole	21/12/2007	08/01/2008	27/03/2008	1 500 000,00	V	Euribor 3 mois	4,830	1,090	EUR	T	P	O	A-1
60200209665	Crdit Agricole	21/12/2007	30/04/2008	15/10/2008	1 500 000,00	V	TAG 6 mois	4,250	0,670	EUR	S	C	O	A-1
60260623546	Crdit Agricole	20/07/2009	20/09/2009	28/01/2010	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,090	4,150	EUR	T	P	O	A-1
60266034039	Crdit Agricole	20/07/2009	29/12/2009	24/03/2010	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	1,450	1,390	EUR	T	P	O	A-1
60268792313	Crdit Agricole	20/07/2009	29/01/2010	29/04/2010	1 800 000,00	V	Euribor 3 mois	1,460	1,400	EUR	T	P	O	A-1
60282902948	Crdit Agricole	18/11/2010	28/02/2011	28/05/2011	3 000 000,00	F	Taux Fixe	3,010	3,010	EUR	T	C	O	A-1
60282903446	Crdit Agricole	18/11/2010	18/04/2011	18/07/2011	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	1,930	0,920	EUR	T	C	O	A-1
60301631497	Crdit Agricole	22/10/2011	28/11/2011	28/02/2012	1 500 000,00	F	Taux Fixe	4,230	4,230	EUR	T	P	O	A-1
989-994	Agence France Locale	06/06/2019	20/12/2019	20/03/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,100	1,100	EUR	T	P	O	A-1
990-995	Agence France Locale	06/06/2019	20/03/2020	20/06/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,170	1,170	EUR	T	P	O	A-1
991	Agence France Locale	06/06/2019	20/06/2019	20/09/2019	1 500 000,00	F	Taux Fixe	1,050	1,060	EUR	T	P	O	A-1
A75120A7	Caisse d'Epargne	08/03/2012	15/03/2012	15/03/2013	1 222 759,92	F	Taux Fixe	4,370	4,430	EUR	A	X	O	A-1
A75150AK	Caisse d'Epargne	23/03/2015	10/02/2016	10/05/2016	1 200 000,00	V	Euribor 3 mois	1,050	2,090	EUR	T	C	O	A-1
MIN260415EUR/0276355	Dexia Crdit Local	10/07/2008	30/07/2008	01/09/2009	4 000 000,00	F	Taux Fixe	4,870	5,040	EUR	T	P	O	A-1
MIN281064EUR	CAFFIL/LBP	04/12/2013	03/11/2014	01/04/2015	2 400 000,00	F	Taux Fixe	3,750	3,800	EUR	T	C	O	A-1
MON233493/02422	Dexia Crdit Local	13/09/2005	15/09/2005	01/01/2006	2 500 000,00	F	Taux Fixe	3,400	3,500	EUR	T	C	O	A-1
MON244846EUR/0256433	Dexia Crdit Local	21/12/2006	27/12/2006	01/05/2007	2 500 000,00	F	Taux Fixe	3,860	3,980	EUR	T	C	O	A-1
MON536872EUR	CAFFIL/LBP	01/12/2020	27/01/2021	01/05/2021	1 700 000,00	F	Taux Fixe	0,510	0,510	EUR	T	C	O	A-1
MON541239EUR	CAFFIL/LBP	15/10/2021	01/12/2021	01/03/2022	1 300 000,00	F	Taux Fixe	0,780	0,780	EUR	T	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**51 912 759,92**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**25 327 539,64**					**2 833 769,50**	**628 421,74**	**0,00**	**59 019,30**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		25 327 539,64					2 833 769,50	628 421,74	0,00	59 019,30
00001006930	N	0,00	A-1	1 764 369,44	13,37	F	Taux Fixe	1,430	119 355,34	24 592,34	0,00	2 940,46
10278 00596 00020005	N	0,00	A-1	1 941 566,84	14,92	F	Taux Fixe	1,460	116 653,15	27 710,13	0,00	2 294,32
1356-1358	N	0,00	A-1	1 223 200,00	21,97	F	Taux Fixe	0,980	55 600,00	11 979,41	0,00	349,63
1357-1360	N	0,00	A-1	900 000,00	22,47	F	Taux Fixe	1,040	40 000,00	9 357,39	0,00	273,29
16402	N	0,00	A-1	854 869,77	2,30	F	Taux Fixe	3,820	332 049,04	28 403,44	0,00	4 049,83
2242-2244	N	0,00	A-1	3 000 000,00	23,72	F	Taux Fixe	2,775	126 315,80	83 301,12	0,00	2 436,64
2825-2846	N	0,00	A-1	2 000 000,00	19,97	F	Taux Fixe	3,610	100 000,00	72 027,02	0,00	2 095,81
5354304	N	0,00	A-1	676 400,41	21,92	F	Taux Fixe	0,780	28 302,37	5 178,15	0,00	420,04
5354305	N	0,00	A-1	124 600,01	21,92	F	Taux Fixe	0,780	5 213,61	953,87	0,00	77,38
60193097167	N	0,00	A-1	426 684,76	3,99	V	Euribor 3 mois + 0.06	5,185	98 964,26	20 449,86	0,00	202,46
60200209665	N	0,00	A-1	337 500,00	4,29	V	Euribor 6 mois + 0.06	4,870	75 000,00	15 652,03	0,00	3 121,71
60260623546	N	0,00	A-1	778 066,23	5,83	F	Taux Fixe	4,090	116 851,91	30 045,89	0,00	4 703,25
60266034039	N	0,00	A-1	321 660,56	5,98	V	Euribor 3 mois + 0.75	5,875	49 659,87	18 054,26	0,00	330,56
60268792313	N	0,00	A-1	618 797,14	6,08	V	Euribor 3 mois + 0.75	5,738	95 305,47	33 855,14	0,00	5 725,69
60282902948	N	0,00	A-1	450 000,00	2,16	F	Taux Fixe	3,010	200 000,00	11 287,50	0,00	674,80
60282903446	N	0,00	A-1	166 666,50	2,30	V	Euribor 3 mois + 0.60	5,594	66 666,68	7 946,56	0,00	1 253,89
60301631497	N	0,00	A-1	380 075,66	2,91	F	Taux Fixe	4,230	121 399,78	14 168,38	0,00	981,21
989-994	N	0,00	A-1	817 178,81	15,97	F	Taux Fixe	1,100	46 974,32	8 795,64	0,00	258,87
990-995	N	0,00	A-1	829 853,32	16,22	F	Taux Fixe	1,170	46 645,56	9 505,12	0,00	280,00
991	N	0,00	A-1	1 189 383,92	15,47	F	Taux Fixe	1,050	71 039,01	12 209,43	0,00	358,80
A75120A7	N	0,00	A-1	146 666,67	3,20	F	Taux Fixe	4,370	36 666,67	6 516,16	0,00	3 885,66

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
A75150AK	N	0,00	A-1	580 000,00	7,11	V	Euribor 3 mois + 1.05	6,043	80 000,00	33 658,42	0,00	4 639,58
MIN260415EUR/0276355	N	0,00	A-1	1 507 499,60	5,42	F	Taux Fixe	4,870	245 106,66	70 133,94	0,00	5 123,21
MIN281064EUR	N	0,00	A-1	1 000 000,00	6,00	F	Taux Fixe	3,750	160 000,00	35 250,00	0,00	7 789,40
MON233493/02422	N	0,00	A-1	250 000,00	1,75	F	Taux Fixe	3,400	125 000,00	7 021,35	0,00	1 074,30
MON244846EUR/0256433	N	0,00	A-1	406 250,00	3,09	F	Taux Fixe	3,865	125 000,00	14 117,99	0,00	1 811,72
MON536872EUR	N	0,00	A-1	1 466 250,00	17,09	F	Taux Fixe	0,510	85 000,00	7 315,32	0,00	1 148,54
MON541239EUR	N	0,00	A-1	1 170 000,00	17,92	F	Taux Fixe	0,780	65 000,00	8 935,88	0,00	718,25
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**25 327 539,64**					**2 833 769,50**	**628 421,74**	**0,00**	**59 019,30**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	28	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	25 327 539,64	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500 €		19/10/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Biens inférieurs à 500 euros TTC	1	19/10/2023
L	13 - Subventions d'équipement finançant un bien amortissable	0	19/10/2023
L	202 - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme	10	19/10/2023
L	2031 - Frais d'études (non suivis de réalisation)	5	19/10/2023
L	2032 - Frais de recherche et de développement	5	19/10/2023
L	2033 - Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5	19/10/2023
L	205x - Concessions et droits similaires	2	19/10/2023
L	208x - Autres immobilisations incorporelles	5	19/10/2023
L	204xxx - Subventions d'équipement versées	5	19/10/2023
L	2121, 21721 - Plantations d'arbres et d'arbustes	20	19/10/2023
L	2128, 21728 - Autres agencements et aménagements	20	19/10/2023
L	2132x, 21732x - Constructions - Bâtiments privés	30	19/10/2023
L	2135x, 21735 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	30	19/10/2023
L	2152, 21752 - Installations de voirie	30	19/10/2023
L	2153x - réseaux divers	30	19/10/2023
L	21568, 217568 - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	19/10/2023
L	2157x, 21757x - Matériel et outillage technique	10	19/10/2023
L	2158, 21758 - Autres installations, matériel et outillage technique	10	19/10/2023
L	2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers	15	19/10/2023
L	21828, 217828 - Véhicules légers et autocars	8	19/10/2023
L	21828, 217828 - Camions et véhicules industriels	5	19/10/2023
L	2183x - Matériel informatique	5	19/10/2023
L	2184x - Matérile de bureau et mobilier	15	19/10/2023
L	2185 - Matériel de téléphonie	5	19/10/2023
L	2186 - Cheptel	8	19/10/2023
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	10	19/10/2023

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**590 896,00**		**0,00**	**590 896,00**	**0,00**	**590 896,00**
Provisions pour litiges	**590 896,00**		**0,00**	**590 896,00**	**0,00**	**590 896,00**
Montant de la dotation globale de fonctionnement de 2000 à 2005	590 896,00	30/04/2009	0,00	590 896,00	0,00	590 896,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**590 896,00**		**0,00**	**590 896,00**	**0,00**	**590 896,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions budgétaires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
TOTAL PROVISIONS	**590 896,00**		**0,00**	**590 896,00**	**0,00**	**590 896,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**148 247 570,00**	**78 380 390,73**											**2 818 662,55**	**4 504 613,86**
1001 VIES HABITAT	2007	X	3-3 Bis Rue A.France A	Banque des Territoires	671 057,82	48 631,76	0,25	A	R	Livret A	1,270	R	Livret A	3,520	A-1		1 711,84	48 631,76
1001 VIES HABITAT	2007	X	3-3 Bis Rue A.France B	Banque des Territoires	674 076,37	48 443,43	0,84	A	R	Livret A	1,270	R	Livret A	3,520	A-1		1 705,21	48 443,43
3F RESIDENCES	2017	X	150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	4 398 759,95	4 009 531,00	34,75	A	R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		144 343,12	3 368,12
3F RESIDENCES	2017	X	150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 974 338,28	1 882 706,41	54,75	A	R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		67 785,59	0,00
3F RESIDENCES	2017	X	150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	Banque des Territoires	614 073,81	589 843,28	54,75	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,110	A-1		24 287,43	0,00
3F RESIDENCES	2017	X	150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	Banque des Territoires	895 628,53	824 730,27	34,75	A	R	Livret A	1,860	R	Livret A	4,110	A-1		33 896,41	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ANTIN RESIDENCES	2000	X	FINANCEMENT DE 148 LOGEMENTS AU KREMLIN BICETRE	Crdit Foncier de France	5 226 263,61	1 230 078,18	3,16	T	F	Taux Fixe	5,820	F	Taux Fixe	5,700	A-1		62 738,52	350 224,16
ANTIN RESIDENCES	2017	X	CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 359 060,00	1 251 168,27	34,00	A	R	Livret A	1,860	R	Livret A	3,110	A-1		38 911,33	6 986,63
ANTIN RESIDENCES	2017	X	CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	1 273 000,00	1 225 937,40	54,00	A	R	Livret A	1,860	R	Livret A	3,110	A-1		38 126,65	0,00
APOGEI 94	2009	X	RECONSTRUCTION IMPRO SEGUIN	Banque des Territoires	1 129 250,00	648 417,67	25,00	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		16 858,86	25 578,24
CDC HABITAT	1987	X	Quartier du Fort E	Banque des Territoires	1 385 593,87	67 503,18	0,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,520	A-1		2 376,11	67 503,18
CDC HABITAT	1987	X	Quartier du Fort C	Banque des Territoires	1 293 209,77	63 002,41	0,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,520	A-1		2 217,68	63 002,41
CDC HABITAT	1987	X	Quartier du Fort B	Banque des Territoires	4 847 878,75	236 178,28	0,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,520	A-1		8 313,48	236 178,28
CDC HABITAT	1990	X	QUARTIER DU FORT F	Banque des Territoires	6 054 743,04	575 699,96	1,75	A	R	Livret A	2,300	R	Livret A	3,950	A-1		22 740,15	283 484,71
CDC HABITAT	1993	X	ZAC G.PERI	Banque des Territoires	3 931 411,10	853 182,14	4,25	A	R	Livret A	2,300	R	Livret A	3,950	A-1		33 700,69	160 664,92
CDC HABITAT	1988	X	QUARTIER DU FORT A	Banque des Territoires	3 028 841,85	293 469,53	1,09	A	R	Livret A	1,520	R	Livret A	3,520	A-1		10 330,13	144 222,97
CDC HABITAT SOCIAL	2011	X	1BIS - 11 RUE BABEUF	Banque des Territoires	2 641 559,19	799 173,25	4,42	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		33 565,28	146 053,49
CDC HABITAT SOCIAL	2011	X	1 BIS - 11 RUE BABEUF	Banque des Territoires	1 128 087,78	341 289,92	4,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		14 334,18	62 372,69
CDC HABITAT SOCIAL	1998	X	ZAC Salengro / 66 PLA	Banque des Territoires	3 226 969,92	902 506,91	6,42	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		37 905,29	112 392,12
CDC HABITAT SOCIAL	1997	X	1bis-11 rue Babeuf / 94 PLAA	Banque des Territoires	91 469,40	22 709,17	5,17	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		953,79	3 377,93
CDC HABITAT SOCIAL	1998	X	1bis-11 rue Babeuf/94 PLA	Banque des Territoires	1 127 512,93	315 338,59	6,42	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		13 244,22	39 270,14
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	287 074,00	277 631,31	54,50	A	R	Livret A	1,200	R	Livret A	3,460	A-1		9 606,04	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	1 700 912,00	1 644 964,07	54,50	A	R	Livret A	1,200	R	Livret A	3,460	A-1		56 915,76	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	1 555 461,00	1 457 806,59	34,50	A	R	Livret A	1,320	R	Livret A	3,600	A-1		52 481,04	21 436,65

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	501 227,00	501 227,00	9,50	A	R	Livret A	1,300	R	Livret A	3,600	A-1		18 044,17	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	185 519,00	172 027,76	34,50	A	R	Livret A	0,540	R	Livret A	2,800	A-1		4 816,78	2 957,24
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	656 922,00	635 313,93	54,50	A	R	Livret A	1,200	R	Livret A	3,460	A-1		21 981,86	0,00
CDC HABITAT SOCIAL	2000	X	1BIS-11 RUE BABEUF/94 PLA	Banque des Territoires	557 963,40	181 066,03	8,84	A	R	Livret A	2,200	R	Livret A	4,000	A-1		7 242,64	18 184,83
CDC HABITAT SOCIAL	2004	X	CONSTRUCTION DE 42 LOGTS 7 RUE CHARLES RICHET	Banque des Territoires	1 531 440,00	862 680,41	15,58	A	R	Livret A	2,200	R	Livret A	4,000	A-1		34 507,22	39 264,55
CDC HABITAT SOCIAL	2004	X	ACQUISITION TERRAIN 7 RUE CHARLES RICHET	Banque des Territoires	1 527 996,00	1 145 118,32	30,58	A	R	Livret A	2,200	R	Livret A	4,050	A-1		46 377,29	18 341,96
CDC HABITAT SOCIAL	2018	X	CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	Banque des Territoires	294 970,00	279 064,90	34,50	A	R	Livret A	1,820	R	Livret A	4,050	A-1		11 302,13	3 751,08
COOPERATIF FONCIERE FRANCILIENNE	2019	X	PORTAGE LONG FINANCIER 8 RUE DELECLUZE	Banque des Territoires	851 062,06	814 798,54	55,67	A	R	Livret A	1,580	R	Livret A	3,600	A-1		29 332,75	4 695,64
EMMAUS HABITAT	2018	X	1344672	Banque des Territoires	447 598,40	349 734,75	18,50	T	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,800	A-1		12 936,59	12 079,96
EMMAUS HABITAT	2018	X	1344673	Banque des Territoires	2 201 527,03	1 737 702,21	18,50	T	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		72 654,30	56 799,43
ETAI	2003	C	Rnovation du foyer jour 16, rue A.France	Banque des Territoires	262 485,00	52 497,00	4,92	A	R	Livret A	1,950	R	Livret A	4,200	A-1		2 204,88	10 499,40
ETAI	2003	C	ACQUISITION ET AMELIORATION DE LA RESIDENCE COMMUNAUTAIRE	Crdit Mutuel	247 213,50	93 770,50	11,00	M	R	Livret A	3,170	R	Livret A	2,310	A-1		2 075,85	8 524,56
ETAI	2004	C	CONSTRUCTION FOYER DE VIE ET HEBERGEMENT 16 RUE ANATOLE FRANCE	Crdit Mutuel	2 679 682,50	1 016 431,28	11,00	M	V	Livret A	3,030	V	Livret A	3,210	A-1		31 251,04	92 402,88
HABITAT & HUMANISME	2006	X	ACQUISITION D'UN LOGT. 36 DANTON	Banque des Territoires	10 000,00	6 077,14	17,09	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,500	A-1		212,70	214,83
HABITAT & HUMANISME	2008	X	acquisitø1 logt 47 bis rue G.Pri	Banque des Territoires	30 000,00	16 735,06	19,16	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		468,58	635,58
IMMOBILIERE 3F	2007	X	3-15 Rue J.F. Kennedy A	Banque des Territoires	3 736 370,89	1 292 248,20	6,00	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,200	A-1		41 351,94	170 405,36
IMMOBILIERE 3F	2007	X	3-15 Rue J.F. Kennedy B	Banque des Territoires	523 575,19	176 855,08	6,33	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		7 427,91	21 833,69

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
IMMOBILIERE 3F	2006	X	30-32 Av.Fontainebleau	Banque des Territoires	3 135 039,40	664 591,58	4,59	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		27 912,85	126 348,02
IMMOBILIERE 3F	2006	X	55 Log. PLA ZAC G.PERI	Banque des Territoires	3 169 999,73	1 202 028,19	6,17	X	R	Inflation FR Hors Tabac	3,450	R	Inflation FR Hors Tabac	8,050	A-1		92 530,77	124 103,82
IMMOBILIERE 3F	1998	X	6 Log. PLATS ZAC G.PERI	Banque des Territoires	237 443,70	55 718,73	6,17	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,800	A-1		2 117,31	7 224,16
KREMLIN BICETRE HABITAT	2015	X	FINANCER REMPLACEMENT DE CHAUDIERES ET INSTALLATIONS DE POMPE A CHALEUR	La Banque Postale	1 700 000,00	403 322,40	2,04	T	F	Taux Fixe	1,390	F	Taux Fixe	1,390	A-1		4 682,60	177 700,76
KREMLIN BICETRE HABITAT	1996	X	CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS PLA ZAC LACROIX GAMBETTA	CIL	190 561,27	34 911,87	3,00	A	F	Taux Fixe	2,500	F	Taux Fixe	2,500	A-1		872,80	11 351,16
KREMLIN BICETRE HABITAT	2017	P	ACQUISITION ANCIEN LOCAL CPAM 28/34 RUE BENOIT MALON	Crdit Agricole	1 100 000,00	781 624,71	13,42	T	F	Taux Fixe	1,670	F	Taux Fixe	1,660	A-1		12 651,79	52 095,49
KREMLIN BICETRE HABITAT	2018	X	ACQUISITION DU PAVILLON AU 37 AVENUE CHARLES GIDE	La Banque Postale	400 000,00	277 094,84	9,96	T	F	Taux Fixe	1,600	F	Taux Fixe	1,590	A-1		4 252,64	25 773,04
LA SABLIERE	1999	X	Construction de 2 log.PLATS	Banque des Territoires	54 660,15	16 785,08	7,00	A	R	Livret A	1,550	R	Livret A	2,800	A-1		469,98	1 937,26
LA SABLIERE	2021	X	1365524	Banque des Territoires	686 445,36	543 056,49	7,00	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,900	A-1		15 748,64	63 457,01
LOGIREP	2020	C	ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	72 000,00	72 000,00	36,84	A	R	Taux Fixe	0,000	R	Taux Fixe	0,000	A-1		0,00	0,00
LOGIREP	2020	X	ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	315 644,00	299 694,97	36,84	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,050	A-1		12 137,65	3 628,94
LOGIREP	2020	X	ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	Banque des Territoires	599 645,00	589 996,25	76,84	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,050	A-1		23 894,85	1 179,19
PARIS HABITAT	2015	X	Construction 17 logts 7 bld C.Gry	Banque des Territoires	950 054,35	779 757,24	31,58	A	R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,940	A-1		30 722,44	6 021,12
PARIS HABITAT	2015	X	Construction 17 logts 7 bld C.Gry	Banque des Territoires	310 566,18	255 452,31	31,58	A	R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,940	A-1		10 064,82	1 863,11
PARIS HABITAT	2016	X	Rhabilitation 58 logts 7 bld C.Gry	Banque des Territoires	1 556 054,29	1 212 699,89	18,00	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		31 530,20	43 727,39
PARIS HABITAT	2016	X	Construction 10 logts 7 bld C.Gry	Banque des Territoires	901 852,00	784 616,86	33,00	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		20 400,04	9 996,13

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019	X	ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	60 216,56	57 744,56	37,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 616,85	871,21
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019	X	ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	80 288,75	77 782,60	47,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		2 177,91	787,91
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019	X	ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	202 648,97	197 525,84	47,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		7 110,93	1 594,04
RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	2019	X	ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	Banque des Territoires	202 648,97	195 588,50	37,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		7 041,19	2 484,39
SEQENS	2010	X	21 logements PLA LM ZAC Salengro modifi	Banque des Territoires	1 109 780,97	572 964,39	9,17	T	F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	3,610	A-1		19 703,35	53 276,01
SEQENS	1999	X	Rengociation Prt N.42/0882263	Banque des Territoires	414 583,60	72 278,99	2,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		3 085,09	22 860,01
SEQENS	1999	X	Rengociation du Prt N.68/08826	Banque des Territoires	973 185,42	169 666,30	2,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		7 241,87	53 661,15
SEQENS	1999	X	Rengociation du Prt N.67/0882265	Banque des Territoires	223 124,20	38 899,74	2,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		1 660,36	12 303,00
SEQENS	1999	X	Rengociation Prt N.43/0882266	Banque des Territoires	177 701,82	30 980,75	2,67	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,300	A-1		1 322,35	9 798,43
SEQENS	2018	X	1346065	Banque des Territoires	1 378 070,77	1 045 800,92	17,17	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		43 923,64	41 543,35
SEQENS	2020	X	ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	420 575,37	415 019,72	58,17	A	R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,690	A-1		15 314,23	0,00
SEQENS	2020	X	ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	23 083,79	22 526,68	38,17	A	R	Livret A	0,800	R	Livret A	2,800	A-1		630,75	121,92
SEQENS	2020	X	ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	158 553,66	156 459,23	58,17	A	R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,690	A-1		5 773,35	0,00
SEQENS	2020	X	ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	70 506,16	69 134,99	38,17	A	R	Livret A	2,110	R	Livret A	4,110	A-1		2 841,45	58,44
SEQENS	2020	X	ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	Banque des Territoires	409 519,34	404 109,74	58,17	A	R	Livret A	1,690	R	Livret A	3,690	A-1		14 911,65	0,00
SEQENS	2020	X	AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	Banque des Territoires	2 527 334,50	2 411 479,02	13,59	A	R	Livret A	3,920	R	Livret A	4,050	A-1		97 664,90	100 024,14

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SEQENS	2020	X	AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	Banque des Territoires	1 018 485,86	971 797,48	13,59	A	R	Livret A	3,920	R	Livret A	4,050	A-1		39 357,80	40 308,54
SEQENS	2022	C	ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	Banque des Territoires	108 000,00	108 000,00	38,25	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	0,00
VALDEVY	2007	X	REHAB.50 LOGT 135 G.PERI	Banque des Territoires	404 853,00	70 434,56	3,75	A	R	Livret A	1,380	R	Livret A	3,600	A-1		2 535,64	16 492,56
VALDEVY	2006	X	RENEGOCIATION CONTRAT Nø134 ET 151	Banque des Territoires	1 658 667,48	111 244,22	1,67	A	R	Livret A	1,550	R	Livret A	3,600	A-1		4 004,79	54 638,62
VALDEVY	2006	X	RENEGOCIATION CONTRAT Nø140/145/146/147/148/149	Banque des Territoires	2 026 335,14	538 713,38	5,18	A	R	Livret A	2,640	R	Livret A	4,300	A-1		23 164,68	80 015,96
VALDEVY	2006	X	RENEGOCIATION DES CONTRATS Nø49 ET 81	Banque des Territoires	6 049 490,56	3 027 129,37	13,07	A	R	Livret A	2,000	R	Livret A	3,300	A-1		99 895,27	173 595,18
VALDEVY	2006	X	RENEGOCIATION CONTR. Nø150-154-157-163-164-168-175	Banque des Territoires	6 357 610,28	1 959 857,58	7,07	A	R	Livret A	1,850	R	Livret A	3,210	A-1		62 911,43	218 761,48
VALDEVY	2009	X	Amliorатø261 logts 19 rue Mars 1962	Banque des Territoires	2 020 000,00	727 656,29	5,33	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,250	A-1		23 648,83	110 212,05
VALDEVY	2010	X	CONST.5 LOGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	236 268,00	172 177,39	21,00	A	R	Livret A	1,860	R	Livret A	3,130	A-1		5 389,15	4 348,53
VALDEVY	2010	X	CONST.5LOGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	261 226,00	228 000,18	36,00	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,130	A-1		7 136,41	1 563,84
VALDEVY	2010	X	ACQ/AMEL.2LGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	190 481,00	150 075,33	26,00	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,600	A-1		3 901,96	2 844,63
VALDEVY	2010	X	CONSTR.1LGT 47 B.MALON	Banque des Territoires	38 186,00	28 927,39	26,00	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,800	A-1		520,69	649,12
VALDEVY	2010	X	AMELI.616 LOGT RUES SEVERINE/GIDE	Banque des Territoires	1 270 180,00	439 782,61	6,00	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		11 434,35	56 623,57
VALDEVY	2010	X	Rhabilitatøascenseurs Martinets	Banque des Territoires	1 711 728,00	828 722,68	11,25	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-1		29 834,02	47 078,93
VALDEVY	2013	X	RUE 19 MARS 1962	Banque des Territoires	786 731,00	631 215,79	29,09	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		22 723,77	7 195,30
VALDEVY	2013	X	CONSTR.10 LOGEMENTS	Banque des Territoires	87 415,00	67 758,51	29,09	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 897,24	979,18
VALDEVY	2011	X	52/52bis RUE DE LA CONVENTION	Banque des Territoires	419 644,00	235 072,11	12,42	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-1		8 462,60	13 289,47
VALDEVY	2013	X	CONSTR.1 LOGT RUE DU 9 MARS 1962	Banque des Territoires	49 394,00	38 287,08	29,42	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 072,04	607,16
VALDEVY	2015	X	REHAB 120 LOGT 50 R M SEMBAT	Banque des Territoires	847 795,00	524 346,81	11,25	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,550	A-1		13 370,84	31 561,65
VALDEVY	2016	X	CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	7 430 504,86	6 548 848,11	34,67	A	R	Livret A	1,370	R	Livret A	3,600	A-1		235 758,53	45 133,70

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALDEVY	2016	X	CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	2 258 686,59	2 043 096,74	44,67	A	R	Livret A	1,410	R	Livret A	3,600	A-1		73 551,48	1 716,60
VALDEVY	2016	X	CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	1 390 611,45	1 207 346,56	34,67	A	R	Livret A	0,580	R	Livret A	2,800	A-1		33 805,70	11 810,76
VALDEVY	2016	X	CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	Banque des Territoires	441 217,87	393 628,35	44,67	A	R	Livret A	0,570	R	Livret A	2,800	A-1		11 021,59	1 380,50
VALDEVY	2015	X	REHAB 88 PARKINGS RUE 19 MARS 1962	Banque des Territoires	1 877 677,00	1 354 888,82	12,50	T	R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-2		47 115,35	77 117,46
VALDEVY	2016	X	ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	53 557,00	47 604,35	32,59	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		1 332,92	283,84
VALDEVY	2016	X	ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	25 326,00	23 219,60	42,58	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		650,15	0,00
VALDEVY	2016	X	ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	304 445,00	283 967,74	42,58	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		10 222,84	0,00
VALDEVY	2016	X	ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	Banque des Territoires	750 756,00	679 266,47	32,59	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		24 453,59	1 760,30
VALDEVY	2016	X	REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	Banque des Territoires	522 000,00	416 622,82	17,59	A	F	Taux Fixe	0,000	F	Taux Fixe	2,750	A-1		11 457,13	13 346,69
VALDEVY	2015	X	REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	Banque des Territoires	648 538,00	551 069,50	22,58	T	R	Livret A	1,350	R	Livret A	3,600	A-2		19 457,78	9 084,18
VALDEVY	2018	X	REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	Banque des Territoires	400 000,00	352 986,56	19,84	A	F	Taux Fixe	0,500	F	Taux Fixe	2,750	A-1		9 707,13	9 299,63
VALDEVY	2018	X	REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	Banque des Territoires	1 064 507,00	950 485,61	19,84	A	R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		34 217,48	21 540,04
VALDEVY	2018	X	REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	Banque des Territoires	753 130,00	672 460,80	19,84	A	R	Livret A	1,340	R	Livret A	3,600	A-1		24 208,59	15 239,40
VALDEVY	2018	X	REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	Banque des Territoires	661 500,00	583 751,54	19,84	A	F	Taux Fixe	0,500	F	Taux Fixe	2,750	A-1		16 053,17	15 379,25
VALOPHIS HABITAT	2010	X	CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	424 486,00	321 355,32	30,25	A	R	Livret A	1,350	R	Livret A	2,600	A-1		8 355,24	4 557,20
VALOPHIS HABITAT	2010	X	CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	829 200,00	574 288,31	24,25	A	R	Livret A	1,750	R	Livret A	4,000	A-1		22 971,53	6 219,08
VALOPHIS HABITAT	2010	X	CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	Banque des Territoires	591 000,00	492 861,66	36,25	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,130	A-1		20 355,19	5 866,05
VALOPHIS HABITAT	2010	X	ACQUISITION 9 LOGTS 11/13 RUE 14 JUILLET	Banque des Territoires	832 304,16	646 116,03	31,75	A	R	Livret A	1,390	R	Livret A	2,600	A-1		16 799,02	8 508,66
VALOPHIS HABITAT	2010	X	ACQUISITION 9 LOGTS RUE 14 JUILLET FONCIER	Banque des Territoires	273 000,00	222 731,34	36,75	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		8 018,33	2 968,73

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALOPHIS HABITAT	2010	X	114 CONST 114 LOGTS PLATS ZAC LACROIX GAMBETTA 41 RUE G.PERI	Banque des Territoires	2 719 266,14	1 410 473,15	16,33	A	R	Livret A	1,750	R	Livret A	4,000	A-1		56 418,93	42 358,38
VALOPHIS HABITAT	2009	X	1186594	Banque des Territoires	583 220,22	392 420,86	27,92	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,200	A-1		16 481,68	6 999,85
VALOPHIS HABITAT	2009	P	1201036	Banque des Territoires	279 923,97	105 041,93	5,92	T	R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	3,370	A-2		3 345,45	16 225,40
VALOPHIS HABITAT	2009	P	1201103	Banque des Territoires	1 338 953,53	680 854,15	9,67	T	R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	3,370	A-2		22 239,83	61 057,86
VALOPHIS HABITAT	1998	X	CONSTRUCTION DE 13 LOGS PLATS 32 A 48 RUE E.RECLUS	Banque des Territoires	445 252,52	175 085,00	16,33	A	R	Livret A	1,550	R	Livret A	3,800	A-1		6 653,23	5 402,81
VALOPHIS HABITAT	2015	X	CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	1 102 503,00	978 835,71	41,84	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		35 238,09	0,00
VALOPHIS HABITAT	2015	X	CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	1 033 577,00	347 189,50	31,84	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		12 498,82	2 223,28
VALOPHIS HABITAT	2015	X	CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	126 691,00	109 472,88	41,84	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		3 065,24	227,59
VALOPHIS HABITAT	2015	X	CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	Banque des Territoires	118 771,00	97 764,67	31,84	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		2 737,41	938,12
VALOPHIS HABITAT	1998	X	6 LOGTS PLATS 11 BIS RUE E.RECLUS ET GABRIEL PERI	Banque des Territoires	307 358,27	116 433,91	16,17	A	R	Livret A	1,550	R	Livret A	3,800	A-1		4 424,49	3 592,94
VALOPHIS HABITAT	2001	X	Constr logts PLA ZAC Lacroix-Gambetta	Banque des Territoires	927 433,99	452 367,06	16,17	A	R	Livret A	1,740	R	Livret A	3,800	A-1		17 189,95	9 875,23
VALOPHIS HABITAT	2001	X	Acquisition terrain ZAC Lacroix-Gambetta	Banque des Territoires	367 963,37	242 276,91	27,92	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,800	A-1		9 206,52	3 878,80
VALOPHIS HABITAT	2018	X	CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	40 646,16	39 295,93	56,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,550	A-1		1 395,01	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018	X	CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	289 012,65	274 087,13	36,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	4,110	A-1		11 264,98	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018	X	CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	115 816,95	107 998,60	36,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,800	A-1		3 023,96	282,34
VALOPHIS HABITAT	2018	X	CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	62 860,80	60 772,63	56,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,550	A-1		2 157,43	0,00
VALOPHIS HABITAT	2018	X	CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	508 402,55	491 513,93	56,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,550	A-1		17 448,74	0,00

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
VALOPHIS HABITAT	2018	X	CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	Banque des Territoires	231 406,41	218 107,32	36,50	A	R	Livret A	0,000	R	Livret A	3,600	A-1		7 851,86	0,00
TOTAL GENERAL					**148 247 570,00**	**78 380 390,73**											**2 818 662,55**	**4 504 613,86**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	3 462 191,24
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**3 462 191,24**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**48 844 467,80**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**7,09**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
taxe de séjour	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00
taxe de séjour	0,00	0,00	111 200,00	-111 200,00
taxe de séjour	0,00	0,00	42 750,00	-42 750,00
taxe de séjour	0,00	0,00	21 650,00	-21 650,00
taxe de séjour	0,00	0,00	155 900,00	-155 900,00
taxe de séjour	0,00	0,00	6 190,00	-6 190,00
taxe de séjour	0,00	0,00	12 310,00	-12 310,00
Total	**0,00**	**350 000,00**	**350 000,00**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	350 000,00
	Total	**350 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
	Total	**0,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**350 000,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
	Total	**0,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
611	Contrats de prestations de services	111 200,00
	Total	**111 200,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-111 200,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**0,00**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
	Total	**0,00**

Dépenses

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
Article	**Libellé article**	**Montant**
61358	Locations mobilières - Autres	42 750,00
	Total	**42 750,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-42 750,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers	21 650,00
	Total	**21 650,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-21 650,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6232	Fêtes et cérémonies	155 900,00
	Total	**155 900,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-155 900,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6236	Catalogues et imprimés et publications	6 190,00
	Total	**6 190,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-6 190,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
	Total	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : taxe de séjour		
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
6238	Publicité, publications, relations publiques - Divers	12 310,00
	Total	**12 310,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-12 310,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					**27 243 269,09**	**27 243 269,09**	**0,00**
8017 Subventions à verser en annuités					**27 243 269,09**	**27 243 269,09**	**0,00**
2009	Acquisition 18/20 rue de la Réunion	E.P.F.I.F	6	X	160 843,77	160 843,77	0,00
2009	Acquisition 173 rue Gabriel Péri	E.P.F.I.F	6	X	216 228,36	216 228,36	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots2/5)	E.P.F.I.F	6	X	178 911,29	178 911,29	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots1/6/7 et 8)	E.P.F.I.F	6	X	133 253,95	133 253,95	0,00
2009	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots 3/4)	E.P.F.I.F	6	X	163 090,00	163 090,00	0,00
2009	Acquisition 128 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	6	X	251 042,18	251 042,18	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lots 19/20/21/22/23/28)	E.P.F.I.F	6	X	309 661,02	309 661,02	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lot N.48)	E.P.F.I.F	6	X	92 494,00	92 494,00	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lot N.16)	E.P.F.I.F	6	X	91 434,52	91 434,52	0,00
2009	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lot N.31/32/33/34 et 35)	E.P.F.I.F	6	X	206 000,00	206 000,00	0,00
2009	Acquisition 62/66 rue du Général Leclerc (lots 28/34)	E.P.F.I.F	6	X	177 910,00	177 910,00	0,00
2010	Acquisition 5 rue Professeur Bergonié	E.P.F.I.F	5	X	220 000,00	220 000,00	0,00
2010	Acquisition 119 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	5	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2010	Acquisition 131 avenue Charles Gide	E.P.F.I.F	0	X	200 000,00	200 000,00	0,00
2010	Acquistion 169 rue G.Péri - 24 rue de la Réunion - 124 Av. Ch. Gide - 126 av. Ch.Gide	E.P.F.I.F	5	X	700 000,00	700 000,00	0,00
2010	Acquisition 62/66 rue du Général Leclerc (lot 35)	E.P.F.I.F	5	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2010	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lots 39/46)	E.P.F.I.F	5	X	80 000,00	80 000,00	0,00
2010	Acquisition 68 rue du Général Leclerc (lot 9	E.P.F.I.F	5	X	65 000,00	65 000,00	0,00
2010	Acquisition 68/72 rue du Général Leclerc (lots 24/25/26/27/29/30/54)	E.P.F.I.F	5	X	230 000,00	230 000,00	0,00
2011	Acquisition 3 rue Professeur Bergonié (lots 9/10 et 11)	E.P.F.I.F	4	X	45 000,00	45 000,00	0,00
2011	Acquisition 11 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2011	Acquisition 4 rue de la Réunion	E.P.F.I.F	4	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2011	Acquisition 4 rue Rossel	E.P.F.I.F	4	X	410 000,00	410 000,00	0,00
2011	Acquisition 13 rue Babeuf	E.P.F.I.F	4	X	290 000,00	290 000,00	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
2012	Acquisition 5/7 rue de l'avenir et 2/4 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	3	X	1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
2012	Acquisition 11 rue Professeur Bergonié	E.P.F.I.F	3	X	235 000,00	235 000,00	0,00
2012	Acquisition 68 rue du Général Leclerc (lot 12)	E.P.F.I.F	3	X	65 000,00	65 000,00	0,00
2012	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lot 6)	E.P.F.I.F	3	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2012	Acquisition 68 rue du Général Leclerc (lots 6+7)	E.P.F.I.F	3	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2013	Acquisition 12 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	2	X	400 000,00	400 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (boulangerie/local commercial lots12/1/4/7)	E.P.F.I.F	2	X	470 000,00	470 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lot 3/11)	E.P.F.I.F	2	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2013	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lots 2/8/9)	E.P.F.I.F	2	X	160 000,00	160 000,00	0,00
2014	Acquisition 66 rue du général Leclerc (lot 5)	E.P.F.I.F	2	X	140 000,00	140 000,00	0,00
2014	Acquisition 6 rue de la réunion	E.P.F.I.F	1	X	350 000,00	350 000,00	0,00
2015	Acquisition 12 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	5	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 23 b rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	410 000,00	410 000,00	0,00
2016	Acquisition 13 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	4	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 8 rue de l avenir	E.P.F.I.F	4	X	600 000,00	600 000,00	0,00
2016	Acquisition 19 rue de la réunion	E.P.F.I.F	4	X	320 000,00	320 000,00	0,00
2016	Acquistion 62 rue du général Leclerc (lots 31/32/33/18/10)	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2016	Acquisition 10 rue de lavenir	E.P.F.I.F	4	X	380 000,00	380 000,00	0,00
2016	Acquisition 20 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2017	Acquisition 5 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	315 000,00	315 000,00	0,00
2017	Acquisition 19 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	342 000,00	342 000,00	0,00
2017	Acquisition 20 rue R Schuman	E.P.F.I.F	3	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2017	Acquisition 15 rue de la Réunion	E.P.F.I.F	3	X	540 000,00	540 000,00	0,00
2017	Acquisition 10 bis rue Rossel	E.P.F.I.F	3	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2017	Acquisition 11 rue de la réunion	E.P.F.I.F	1	X	198 000,00	198 000,00	0,00
2018	Acquisition 72 rue du Général Leclerc lots 40 et 41	E.P.F.I.F	2	X	125 000,00	125 000,00	0,00
2018	Acquisition 72 rue du Général Leclerc lot 47	E.P.F.I.F	2	X	60 000,00	60 000,00	0,00
2018	Acquisition 74 rue du Général Leclerc lots 106/115/117/119/122	E.P.F.I.F	2	X	240 000,00	240 000,00	0,00
2018	Acquisition 12 rue Rossel (2 appartements)	E.P.F.I.F	2	X	540 000,00	540 000,00	0,00
2018	Acquisition 2-2b rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	2	X	245 000,00	245 000,00	0,00
2018	Participation capital	Agence France Locale	3	A	182 400,00	182 400,00	0,00

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
2019	Acquisition 68 avenue du Général Leclerc	E.P.F.I.F	1	X	70 000,00	70 000,00	0,00
2019	Acquisition 72 avenue du Général Leclerc (lots 37/38 et 51)	E.P.F.I.F	1	X	120 000,00	120 000,00	0,00
2019	Acquisition 12 rue de l'avenir	E.P.F.I.F	1	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2019	Acquisition 7 rue de la réunion	E.P.F.I.F	1	X	425 000,00	425 000,00	0,00
2019	Acquisition 9 rue du Professeur Bergonié	E.P.F.I.F	1	X	270 000,00	270 000,00	0,00
2019	Acquisition 135 avenue de Fontainebleau (loft à usage mixte)	E.P.F.I.F	1	X	675 000,00	675 000,00	0,00
2019	Acquisition 66 rue du Général Leclerc (lot 17)	E.P.F.I.F	1	X	10 000,00	10 000,00	0,00
2019	Acquisition 23 rue R Schuman	E.P.F.I.F	1	X	495 000,00	495 000,00	0,00
2020	Acquisition 15 rue Babeuf	E.P.F.I.F	1	X	430 000,00	430 000,00	0,00
2020	Acquisition 195 rue G Péri	E.P.F.I.F	1	X	450 000,00	450 000,00	0,00
2020	Acquisition 14 rue de l avenir	E.P.F.I.F	1	X	282 000,00	282 000,00	0,00
2020	Acquisition 76 rue du général Leclerc	E.P.F.I.F	1	X	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00
2020	Acquisition 12 rue Rossel	E.P.F.I.F	1	X	1 060 000,00	1 060 000,00	0,00
2020	Acquisition 197 rue Gabriel Péri	E.P.F.I.F	1	X	280 000,00	280 000,00	0,00
2021	Acquisition 125 avenue de Fontainebleau	E.P.F.I.F	1	X	3 600 000,00	3 600 000,00	0,00
2021	Acquisition 21 rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	1	X	230 000,00	230 000,00	0,00
2022	Acquisition 62-66 rue du Général leclerc	E.P.F.I.F	4	X	823 000,00	823 000,00	0,00
2022	Acquisition 3, rue Professeur Bergognié	E.P.F.I.F	4	X	190 000,00	190 000,00	0,00
2022	Acquisition 16, rue de la Réunion	E.P.F.I.F	4	X	90 000,00	90 000,00	0,00
2022	Acquistion 21, rue Robert Schuman	E.P.F.I.F	4	X	690 000,00	690 000,00	0,00
2023	Acquisition 13, rue de la Réunion	E.P.F.I.F	4	X	215 000,00	215 000,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes publics					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Au profit d'organismes privés (1)					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des délégations de service public					**0,00**	**0,00**	**0,00**
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES — B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
		INVESTISSEMENT (total)			**0,00**
		FONCTIONNEMENT (total)			**1 608 020,00**
657361	Caisses Des Ecoles	Fonctionnement de la caisse des écoles	C.D.E	Etablissement de droit public	30 000,00
657362	Centre Communal d'Action Sociale	Soutien actions sociales	C.C.A.S.	Etablissement de droit public	570 000,00
657362	Centre Communal d'Action Sociale	Produit des concessions cimetière	C.C.A.S.	Etablissement de droit public	20 000,00
657363	"Budget annexe ""marché forain"""	Gestion du marché forain	"Budget annexe ""marché forain"""	Etablissement de droit public	281 408,00
65748	Comité de Gestion des uvres Sociales	Soutien activités sociales, culturelles et de loisirs des salariés	C.O.S	Association	121 112,00
65748	Centre d'Information Droit des Femmes	Accès au droit des femmes	CIDFF/CIDJ	Association	14 000,00
65748	Les Petits Cailloux	Gestion crèche parentale	Les petits cailloux	Association	65 000,00
65748	Association pour le Droit et l'Information au Logement	Accès au droit du logement	ADIL	Association	3 800,00
65748	Club Sportif et Athlétique du Kremlin-Bicêtre	Soutien association sportive	C.S.A.K.B.	Association	267 500,00
65748	Union Sportif du Kremlin-Bicêtre	Soutien association sportive	U.S.K.B.	Association	56 000,00
65748	Office Municipal des Sports	Soutien association sportive	O.M.S.	Association	2 000,00
65748	Kremlin-Bicêtre futsal	Soutien association sportive	Kremlin-Bicêtre Futsal	Association	61 750,00
65748	Citoyenneté active	Soutien activités socioculturelles	Citoyenneté active	Association	7 000,00
65748	Association pour le développemen des Activités Socio-éducatives	Soutien activités socioculturelles	ADASE	Association	61 250,00
65748	Rédige Assistance	Permanence Ecrivain Public Centre Social	Rédige Assistance	Association	1 200,00
65748	Subventions diverses associations	Soutien activités socioculturelles	Diverses associations	Association	33 000,00
65748	Secours populaire français	Soutien épicerie sociale et solidaire	Secours populaire français	Association	3 000,00
65748	Dispositif DEMOS	Soutien à la pratique musicale	Philharmonie de Paris	Association	6 000,00
65748	Subventions vélos et trotinettes	Facilite les mobilités alternatives à la voiture et les circulations douces	Personnes physiques	Personne physique	4 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**131,00**	**13,00**	**144,00**	**90,00**	**41,00**	**131,00**
Adjoint administratif territorial	C	30,00	6,00	36,00	22,00	10,00	32,00
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	22,00	2,00	24,00	22,00	2,00	24,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	17,00	5,00	22,00	19,00	1,00	20,00
Attaché	A	21,00	0,00	21,00	10,00	13,00	23,00
Attaché hors classe	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Attaché principal	A	8,00	0,00	8,00	5,00	1,00	6,00
Rédacteur	B	21,00	0,00	21,00	5,00	11,00	16,00
Rédacteur principal de 1ère classe	B	6,00	0,00	6,00	4,00	1,00	5,00
Rédacteur principal de 2ème classe	B	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	4,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**286,00**	**4,00**	**290,00**	**189,00**	**87,00**	**276,00**
Adjoint technique territorial	C	145,00	2,00	147,00	67,00	78,00	145,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	33,00	0,00	33,00	32,00	1,00	33,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	59,00	1,00	60,00	54,00	4,00	58,00
Agent de maîtrise	C	16,00	0,00	16,00	15,00	0,00	15,00
Agent de maîtrise principal	C	13,00	0,00	13,00	12,00	0,00	12,00
Ingénieur	A	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Ingénieur hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Ingénieur principal	A	0,00	1,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien	B	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Technicien principal de 1ère classe	B	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Technicien principal de 2ème classe	B	8,00	0,00	8,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**58,00**	**4,00**	**62,00**	**21,00**	**26,00**	**47,00**
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C	3,00	0,00	3,00	0,00	3,00	3,00
Assistant socio-éducatif	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Assistante maternelle		20,00	0,00	20,00	0,00	10,00	10,00
Auxiliaire de puériculture classe normale	B	10,00	0,00	10,00	3,00	7,00	10,00
Auxiliaire de puériculture classe supérieure	B	6,00	1,00	7,00	4,00	1,00	5,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Educateur territorial de jeunes enfants	A	6,00	1,00	7,00	3,00	3,00	6,00
Educateur territorial de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Infirmier de classe supérieure	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	0,00	1,00	1,00	1,00	1,00	2,00
Psychologue hors classe	A	0,00	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice de classe normale	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Pédicures-pod,ergothérapeutes,psychomotricien,orthoptiste,tech.labo.,manip.,prép	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**2,00**	**2,00**	**4,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	B	1,00	2,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**14,00**	**2,00**	**16,00**	**10,00**	**3,00**	**13,00**
Adjoint territorial du patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Assistant de conservation	B	7,00	1,00	8,00	3,00	3,00	6,00
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	1,00	1,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Bibliothécaire territorial principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Conservateur de bibliothèque de 1ère classe	A	0,00	0,00	0,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**74,00**	**6,00**	**80,00**	**54,00**	**17,00**	**71,00**
Adjoint territorial d'animation	C	28,00	3,00	31,00	21,00	9,00	30,00
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	C	13,00	0,00	13,00	13,00	0,00	13,00
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	C	9,00	1,00	10,00	6,00	0,00	6,00
Animateur	B	18,00	0,00	18,00	6,00	8,00	14,00
Animateur principal de 1ère classe	B	3,00	2,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Animateur principal de 2ème classe	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE POLICE (j)		**16,00**	**0,00**	**16,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Garde champêtre chef principal	**C**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Gardien-brigadier	**C**	**14,00**	**0,00**	**14,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**
Collaborateur de cabinet	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Directeur cabinet	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**583,00**	**31,00**	**614,00**	**371,00**	**176,00**	**547,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/09/1987 - Quartier du Fort E	CDC HABITAT	ESH	Priv	1 385 593,87
01/09/1987 - Quartier du Fort C	CDC HABITAT	ESH	Priv	1 293 209,77
01/09/1987 - Quartier du Fort B	CDC HABITAT	ESH	Priv	4 847 878,75
01/02/1988 - QUARTIER DU FORT A	CDC HABITAT	ESH	Priv	3 028 841,85
01/10/1990 - QUARTIER DU FORT F	CDC HABITAT	ESH	Priv	6 054 743,04
01/04/1993 - ZAC G.PERI	CDC HABITAT	ESH	Priv	3 931 411,10
19/12/1996 - CONSTRUCTION DE 92 LOGEMENTS PLA ZAC LACROIX GAMBETTA	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	190 561,27
01/03/1997 - 1bis-11 rue Babeuf / 94 PLAA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	91 469,40
01/03/1998 - 6 Log. PLATS ZAC G.PERI	IMMOBILIERE 3F	ESH	Priv	237 443,70
01/03/1998 - 6 LOGTS PLATS 11 BIS RUE E.RECLUS ET GABRIEL PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	307 358,27
01/05/1998 - CONSTRUCTION DE 13 LOGS PLATS 32 A 48 RUE E.RECLUS	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	445 252,52
01/06/1998 - ZAC Salengro / 66 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	3 226 969,92
01/06/1998 - 1bis-11 rue Babeuf/94 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	1 127 512,93
01/01/1999 - Construction de 2 log.PLATS	LA SABLIERE	AUTRES	Priv	54 660,15
01/09/1999 - Rengociation Prt N.42/0882263	SEQENS	ESH	Priv	414 583,60
01/09/1999 - Rengociation du Prt N.68/08826	SEQENS	ESH	Priv	973 185,42
01/09/1999 - Rengociation du Prt N.67/0882265	SEQENS	ESH	Priv	223 124,20
01/09/1999 - Rengociation Prt N.43/0882266	SEQENS	ESH	Priv	177 701,82
21/03/2000 - FINANCEMENT DE 148 LOGEMENTS AU KREMLIN BICETRE	ANTIN RESIDENCES	ESH	Priv	5 226 263,61
01/11/2000 - 1BIS-11 RUE BABEUF/94 PLA	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	557 963,40
01/12/2001 - Constr logts PLA ZAC Lacroix-Gambetta	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	927 433,99
01/12/2001 - Acquisition terrain ZAC Lacroix-Gambetta	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	367 963,37
01/12/2003 - Rnovation du foyer jour 16, rue A.France	ETAI	ASSOCIATION	Public	262 485,00
18/12/2003 - ACQUISITION ET AMELIORATION DE LA RESIDENCE COMMUNAUTAIRE	ETAI	ASSOCIATION	Public	247 213,50
06/01/2004 - CONSTRUCTION FOYER DE VIE ET HEBERGEMENT 16 RUE ANATOLE FRANCE	ETAI	ASSOCIATION	Public	2 679 682,50
01/08/2004 - CONSTRUCTION DE 42 LOGTS 7 RUE CHARLES RICHET	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	1 531 440,00
01/08/2004 - ACQUISITION TERRAIN 7 RUE CHARLES RICHET	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	1 527 996,00
25/01/2006 - RENEGOCIATION DES CONTRATS Nø49 ET 81	VALDEVY	OPH	Public	6 049 490,56

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
25/01/2006 - RENEGOCIATION CONTR. Nø150-154-157-163-164-168-175	VALDEVY	OPH	Public	6 357 610,28
01/02/2006 - ACQUISITION D'UN LOGT. 36 DANTON	HABITAT & HUMANISME	ASSOCIATION	Priv	10 000,00
05/03/2006 - RENEGOCIATION CONTRAT Nø140/145/146/147/148/149	VALDEVY	OPH	Public	2 026 335,14
01/08/2006 - 30-32 Av.Fontainebleau	IMMOBILIERE 3F	ESH	Priv	3 135 039,40
01/09/2006 - RENEGOCIATION CONTRAT Nø134 ET 151	VALDEVY	OPH	Public	1 658 667,48
01/09/2006 - 55 Log. PLA ZAC G.PERI	IMMOBILIERE 3F	ESH	Priv	3 169 999,73
01/01/2007 - 3-15 Rue J.F. Kennedy A	IMMOBILIERE 3F	ESH	Priv	3 736 370,89
01/04/2007 - 3-3 Bis Rue A.France A	1001 VIES HABITAT	ESH	Priv	671 057,82
01/05/2007 - 3-15 Rue J.F. Kennedy B	IMMOBILIERE 3F	ESH	Priv	523 575,19
01/10/2007 - REHAB.50 LOGT 135 G.PERI	VALDEVY	OPH	Public	404 853,00
01/11/2007 - 3-3 Bis Rue A.France B	1001 VIES HABITAT	ESH	Priv	674 076,37
01/03/2008 - acquisitø1 logt 47 bis rue G.Pri	HABITAT & HUMANISME	ASSOCIATION	Priv	30 000,00
01/01/2009 - RECONSTRUCTION IMPRO SEGUIN	APOGEI 94	ASSOCIATION	Priv	1 129 250,00
01/05/2009 - Amliioratø261 logts 19 rue Mars 1962	VALDEVY	OPH	Public	2 020 000,00
01/12/2009 - 1186594	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	583 220,22
01/12/2009 - 1201036	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	279 923,97
01/12/2009 - 1201103	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 338 953,53
01/01/2010 - CONST.5 LOGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	236 268,00
01/01/2010 - CONST.5LOGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	261 226,00
01/01/2010 - ACQ/AMEL.2LGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	190 481,00
01/01/2010 - CONSTR.1LGT 47 B.MALON	VALDEVY	OPH	Public	38 186,00
01/01/2010 - AMELI.616 LOGT RUES SEVERINE/GIDE	VALDEVY	OPH	Public	1 270 180,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	424 486,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	829 200,00
01/04/2010 - CONST.12LOGT 6AV.FONTAINEBLEAU	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	591 000,00
01/04/2010 - Rhabilitatøascenseurs Martinets	VALDEVY	OPH	Public	1 711 728,00
01/05/2010 - 114 CONST 114 LOGTS PLATS ZAC LACROIX GAMBETTA 41 RUE G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	2 719 266,14
01/06/2010 - 21 logements PLA LM ZAC Salengro modifi	SEQENS	ESH	Priv	1 109 780,97
01/10/2010 - ACQUISITION 9 LOGTS 11/13 RUE 14 JUILLET	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	832 304,16
01/10/2010 - ACQUISITION 9 LOGTS RUE 14 JUILLET FONCIER	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	273 000,00
01/06/2011 - 52/52bis RUE DE LA CONVENTION	VALDEVY	OPH	Public	419 644,00
01/06/2011 - 1BIS - 11 RUE BABEUF	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	2 641 559,19
01/07/2011 - 1 BIS - 11 RUE BABEUF	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	1 128 087,78
01/02/2013 - RUE 19 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	786 731,00
01/02/2013 - CONSTR.10 LOGEMENTS	VALDEVY	OPH	Public	87 415,00
01/06/2013 - CONSTR.1 LOGT RUE DU 9 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	49 394,00
01/04/2015 - REHAB 120 LOGT 50 R M SEMBAT	VALDEVY	OPH	Public	847 795,00
01/08/2015 - Construction 17 logts 7 bld C.Gry	PARIS HABITAT	OPH	Public	950 054,35
01/08/2015 - Construction 17 logts 7 bld C.Gry	PARIS HABITAT	OPH	Public	310 566,18
01/10/2015 - REHAB 88 PARKINGS RUE 19 MARS 1962	VALDEVY	OPH	Public	1 877 677,00
01/11/2015 - CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 102 503,00
01/11/2015 - CONSTR 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	1 033 577,00
01/11/2015 - CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	126 691,00
01/11/2015 - CONST 17 LOGT 183/185 R G.PERI	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	118 771,00
01/11/2015 - REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	VALDEVY	OPH	Public	648 538,00
17/12/2015 - FINANCER REMPLACEMENT DE CHAUDIERES ET INSTALLATIONS DE POMPE A CHALEUR	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	1 700 000,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	53 557,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	25 326,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	304 445,00
01/08/2016 - ACQU 9 LOGT 39/41 RUE BABEUF	VALDEVY	OPH	Public	750 756,00
01/08/2016 - REHAB 36 LOGTS 7 10 VAILLANT GAMBETTA	VALDEVY	OPH	Public	522 000,00
01/09/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	7 430 504,86
31/12/2016 - Rhabilitation 58 logts 7 bld C.Gry	PARIS HABITAT	OPH	Public	1 556 054,29
31/12/2016 - Construction 10 logts 7 bld C.Gry	PARIS HABITAT	OPH	Public	901 852,00
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	2 258 686,59
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	1 390 611,45
31/12/2016 - CONST 83 LGTS RUE 19 MARS	VALDEVY	OPH	Public	441 217,87
01/01/2017 - CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	ANTIN RESIDENCES	ESH	Priv	1 359 060,00
01/01/2017 - CONSTRUCTION 14 LOGEMENTS SOCIAUX 5/7 RUE PASTEUR	ANTIN RESIDENCES	ESH	Priv	1 273 000,00
30/07/2017 - ACQUISITION ANCIEN LOCAL CPAM 28/34 RUE BENOIT MALON	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	1 100 000,00
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	3F RESIDENCES	ESH	Priv	4 398 759,95
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 4 RUE PASTEUR	3F RESIDENCES	ESH	Priv	1 974 338,28
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	3F RESIDENCES	ESH	Priv	614 073,81
01/10/2017 - 150 LOGEMENTS 17 AVENUE DE FONTAINEBLEAU, 4 RUE PASTEUR ET 3 RUE SALENGRO	3F RESIDENCES	ESH	Priv	895 628,53
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	40 646,16
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	289 012,65
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	115 816,95
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	62 860,80
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	508 402,55
26/06/2018 - CONSTRUCTION 13 LOGEMENTS 7 RUE DELESCLUZE	VALOPHIS HABITAT	OPH	Public	231 406,41
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	287 074,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	1 700 912,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	1 555 461,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	501 227,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	185 519,00
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	656 922,00
01/07/2018 - 1344672	EMMAUS HABITAT	ESH	Priv	447 598,40
01/07/2018 - 1344673	EMMAUS HABITAT	ESH	Priv	2 201 527,03
01/07/2018 - 1346065	SEQENS	ESH	Priv	1 378 070,77
01/07/2018 - CONSTRUCTION 51 LOGEMENTS 21-25 RUE P.SEMARD	CDC HABITAT SOCIAL	ESH	Priv	294 970,00
01/11/2018 - REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	VALDEVY	OPH	Public	400 000,00
01/11/2018 - REHABILITATION 25 LOGEMENTS 8BIS RUE DU 14 JUILLET	VALDEVY	OPH	Public	1 064 507,00
01/11/2018 - REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	VALDEVY	OPH	Public	753 130,00
01/11/2018 - REHABILITATION 49 LOGEMENTS 6BIS 8 ET 10 PI JEAN JAURES	VALDEVY	OPH	Public	661 500,00
29/11/2018 - ACQUISITION DU PAVILLON AU 37 AVENUE CHARLES GIDE	KREMLIN BICETRE HABITAT	OPH	Public	400 000,00
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Priv	60 216,56

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Priv	80 288,75
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Priv	202 648,97
23/08/2019 - ACQUISITION VEFA 6 LOGEMENTS 27/29 RUE PAUL LAFARGUE	RLF - LE LOGEMENT DES FONCTIONNAIRES	ESH	Priv	202 648,97
27/08/2019 - PORTAGE LONG FINANCIER 8 RUE DELECLUZE	COOPERATIF FONCIERE FRANCILIENNE	COOPERATIVE HLM	Priv	851 062,06
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Priv	420 575,37
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Priv	23 083,79
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Priv	158 553,66
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Priv	70 506,16
27/02/2020 - ACQUISITION VEFA 12 LOGEMENTS 18/20 ANATOLE FRANCE	SEQENS	ESH	Priv	409 519,34
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Priv	72 000,00
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Priv	315 644,00
01/10/2020 - ACQUISITION VEFA 8 LOGEMENTS 13 A 17 RUE PASTEUR	LOGIREP	ESH	Priv	599 645,00
26/11/2020 - AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	SEQENS	ESH	Priv	2 527 334,50
26/11/2020 - AQUISITION EN VEFA DE 19 LOGEMENTS SITUES 5 , RUE CHARLES BICHET	SEQENS	ESH	Priv	1 018 485,86
01/01/2021 - 1365524	LA SABLIERE	AUTRES	Priv	686 445,36
14/04/2022 - ACQUISITION - AMELIORATION DE 12 LOGEMENTS SITUES 2 RUE GENERAL LECLERC	SEQENS	ESH	Priv	108 000,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	C.O.S.	Comité de Gestion des uvres Sociales	Association	112 641,00
-	U.S.K.B.	Union Sportive du Kremlin-Bicêtre	Association	56 000,00
-	C.S.A.K.B.	Club Sportif et Athlétique du Kremlin-Bicêtre	Association	260 000,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Centrale d'achat du SIPPEREC (SIPP'N'CO)		Sans fiscalité propre	7 500,00
Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricté en Ile-de-France - SIGEIF	01/01/1904	Sans fiscalité propre	7 500,00
Syndicat Intercommunal pour l'édification d'un ensemble scolaires 2ème cycle	01/09/1977	Participation des villes de Villejuif, Gentilly et Kremlin-Bicêtre	38 560,00
Syndicat Mixte d'Action Foncière du département du Val de Marne	05/06/1997	Sans fiscalité propre	1 500,00
Synd Interco Périphérie de Paris pour l'Electric et les Réseaux de Com - SIPPEREC	22/05/2014	Sans fiscalité propre	7 500,00
Autres organismes de regroupement			
Association des Maires de France (AMF)		Sans fiscalité propre	4 400,00
Association des Maires Ile de France (AMIF)		Sans fiscalité propre	2 500,00
Association Nationale des Elus en charge du sport		Sans fiscalité propre	500,00
Club Villes Cyclables		Sans fiscalité propre	650,00
Adhésion UNICEF		Sans fiscalité propre	200,00
"Réseaux français ""villes santé"""		Sans fiscalité propre	395,00
Fédération des Centres sociaux		Sans fiscalité propre	3 220,00
Comité Départementale de Gymnastique du Val de Marne		Sans fiscalité propre	80,00
Association Villes et banlieues	20/03/2003	Sans fiscalité propre	4 200,00
Association ORBIVAL	26/10/2006	Sans fiscalité propre	1 600,00
Association des Maires du Val de Marne (AM94)	28/05/2009	Sans fiscalité propre	4 200,00
Réseau des Collectivités Territoriales Economie Solidaire	26/05/2016	Sans fiscalité propre	330,00
Association des Villes pour la propreté Urbaine	30/11/2017	Sans fiscalité propre	900,00
Conseil national des villes et des villages fleuries	27/09/2018	Sans fiscalité propre	450,00
Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture	26/09/2019	Sans fiscalité propre	540,00
Association Coordination Eau Ile de France	15/04/2021	Sans fiscalité propre	550,00
Association des Collect Publ Utilisant des Systèmes d'Information (ACPUSI)	29/06/2023	Sans fiscalité propre	600,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	01/01/1980		Action sociale sans hébergement n.c.a.	non
CE	Caisse des Ecoles	01/01/1980		Action sociale sans hébergement n.c.a.	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Marché forain	Budget annexe marché forain	01/01/2023	12/12/2022	21940043900218	Gestion du marché forain	non

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**3 010 645,00**	**I** **3 010 645,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**2 940 645,00**	**2 940 645,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	2 940 645,00	2 940 645,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**70 000,00**	**70 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*70 000,00*	*70 000,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**3 010 645,00**	**0,00**	**0,00**	**3 010 645,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 433 895,00**	**III**	**5 433 895,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**559 600,00**		**559 600,00**
10221	TLE	0,00		0,00
10222	FCTVA	359 600,00		359 600,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	100 000,00		100 000,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00		100 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**4 874 295,00**		**4 874 295,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 460 000,00*		*1 460 000,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	3 366 700,00		3 366 700,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*47 595,00*		*47 595,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**5 433 895,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 433 895,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**3 010 645,00**
Ressources propres disponibles	IV	**5 433 895,00**
Solde	V = IV – II (8)	**2 423 250,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l’exercice précédent.

(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d’ensemble.

(8) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	41,95 %	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	20,31 %	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALESSANDRINI Rose	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BASSEZ Ghislaine	
BELAINOUSSI Oidi	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COURDY Corinne	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

GESTIN Véronique	
GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
LAURENT Jean-Luc	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-118

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – BUDGET VILLE – ADOPTION DES TAUX DE TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-118-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Le contexte économique actuel constitue une contrainte pour les collectivités locales rappelée dans le rapport d'orientation budgétaire. En effet, il est marqué par une croissance en recul, une situation géopolitique incertaine et une inflation qui reste élevée.

Les collectivités subissent une forte augmentation de leurs dépenses. Cela s'explique notamment par :

- L'inflation qui se poursuit (coûts de l'énergie, denrées alimentaires...),
- Les charges de personnel qui sont impactées en année pleine par la hausse du point d'indice, les hausses successives du SMIC et par les mesures catégorielles,
- La hausse des taux d'intérêt qui accroît les frais financiers.

Et ce, alors même que la croissance des recettes est atone.

Il convient notamment de souligner que le montant de la Dotation Globale de Fonctionnement, versée par l'Etat, n'est pas indexé sur l'inflation. Les dotations des collectivités continuent donc de baisser en euros constants.
A noter par ailleurs, que les aides de l'Etat pour faire face au contexte économique ont été exceptionnelles (comme le filet de sécurité qui n'est pas reconduit pour l'année 2024) ; alors que la hausse des dépenses (masse salariale, énergie...) est, elle, pérenne.

Malgré ce contexte difficile, la Ville maintient ses taux de fiscalité pour l'année 2024 à un niveau identique.
Ainsi, il est proposé au Conseil municipal de reconduire en 2024, les taux votés en 2023 comme ci-dessous :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 41,95 %.
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 20,31 %.
- Taxe d'habitation : 21,87 %.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code générale des collectivités territoriales,
Vu le rapport d'orientations budgétaires présenté en séance du Conseil municipal du 23 novembre 2023,
Vu le budget primitif de l'exercice 2024,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),
Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 contre (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique :

De fixer pour l'exercice 2024, les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et de la taxe d'habitation comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 41,95 %.
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 20,31 %.
- Taxe d'habitation : 21,87 %.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-118-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-119

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – APUREMENT DU COMPTE 1069 PRESENTANT UN SOLDE DEBITEUR

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-119-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

La commune du Kremlin-Bicêtre, comme l'ensemble des collectivités locales, se trouve dans l'obligation d'adopter la nomenclature budgétaire et comptable M 57, à compter du 1er janvier 2024. Jusqu'alors, la nomenclature utilisée était l'instruction budgétaire et comptable M 14.
En 1997, la nomenclature M14 qui a remplacé la nomenclature M12 a introduit plusieurs changements de méthodes comptables dont l'utilisation des rattachements des charges et des produits. Ce changement de méthode comptable a eu une incidence sur les résultats des communes. Pour neutraliser cette incidence, le législateur a créé le compte 1069. Ce compte avait pour vocation à être apuré au fil de l'eau de manière à étaler dans le temps l'accroissement brutal des charges de l'exercice du fait du changement de méthode.
Dans le cas de la comptabilité de la commune du Kremlin-Bicêtre, le compte 1069 présente encore un solde créditeur dans les comptes tenus par le comptable public. La nouvelle nomenclature M57 ne prévoit pas dans son arborescence le compte 1069. De ce fait ce compte doit être apuré par le comptable qui réalisera une écriture dans ses comptes. La comptabilité tenue chez le comptable public et celle tenue par la commune doivent présenter une parfaite égalité, c'est pourquoi l'un des prérequis pour le passage au référentiel M57 est l'apurement du compte 1069 intitulé « Reprise 1997 sur les excédents capitalisés – Neutralisation de l'excédent des charges sur les produits ». La reprise du compte 1069 par le comptable aura une incidence sur le calcul du résultat de la section d'investissement, ce qui créera une discordance entre les comptes de l'ordonnateur et les comptes du comptable.
Ce compte est dit non budgétaire car sans exécution dans le compte administratif. Dans les comptes de la commune du Kremlin-Bicêtre tenus par le comptable public, le compte 1069 présente un solde débiteur de 642 940,38 €.

Deux méthodes sont admises pour la reprise de ce solde :

- ✓ une reprise en M14 en une fois
- ✓ un apurement étalé sur plusieurs années par réintégration de la charge dans le report du résultat d'investissement 'compte 001) au moment de l'affectation du résultat N-1 et du vote du BS. Le délai de cet apurement est fixé à 10 ans maximum par les textes.

Au regard du montant élevé à apurer comparativement au compte de résultat de la commune, du contexte financier et économique des collectivités territoriales il est proposé au conseil municipal de procéder à un apurement sur 10 ans (soit 1/10ème par an), selon la procédure suivante :
Au moment du passage à la M57, le solde du compte 1069 sera apuré dans les comptes du comptable public par reprise automatique au débit du compte 1068 sur l'exercice 2024. Cette écriture sera transparente dans le compte administratif.

Cette reprise, non portée par une opération budgétaire, génèrera une discordance, à hauteur du solde du compte 1069, sur le montant du résultat cumulé de la section d'investissement entre le compte administratif N, à reprendre au budget N+1 (ligne 001) et le compte de gestion tenu par le comptable public..
Par conséquent, une correction du résultat cumulé d'investissement sera réalisée au niveau du compte administratif de l'exercice N, au vu d'un tableau de correction des résultats établi par le comptable public et validé par l'ordonnateur. L'ajustement des résultats sera réalisé sur 10 exercices (entre 2024 et 2033). Ainsi, la commune devra corriger annuellement les résultats de la section d'investissement pour constater leur affectation et leur intégration dans le Budget N+1.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu la délibération n° 2023-079 du 19 octobre 2023 relative à l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 1er janvier 2024, pour le budget principal de la ville et son budget annexe,
Considérant la nécessité de délibérer sur le mode d'apurement du compte 1069 présentant un solde débiteur,
Vu l'accord de la comptable publique, en date du 17 octobre 2022, de procéder à un apurement en 10 années,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 5 abstentions (M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 7 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN),

DÉCIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-119-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 1 : Qu'au moment du passage à la nomenclature M57, le solde débiteur du compte 1069 d'un montant de 642 940,38 euros sera apuré comptablement par reprise automatique au débit du compte 1068, en balance d'entrée de l'exercice 2024. Cette reprise ne fait pas l'objet d'une opération budgétaire au compte administratif de la commune.

Article 2 : D'approuver l'apurement du compte 1069 sur 10 années (soit 1/10ème par an), à compter de l'exercice 2024, via une correction annuelle du résultat de la section d'investissement, conformément au tableau ci-dessous :

Exercices	Compte 1069	Compte de Gestion (CDG)	Compte Administratif (CA)	Discordances CDG / CA à justifier	Budget (ligne 001)
2023	642 940,38	Résultat d'investissement cumulé 2023	Résultat d'investissement cumulé 2023	0,00	
2024	Soldé comptablement par reprise au compte 1068 en balance d'entrée 2024	Résultat d'investissement cumulé 2024 (dont - 642 940,38 €)	Résultat d'investissement cumulé 2024 - 64 294,04 €)	578 646,34	Résultat d'investissement cumulé 2023
2025	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2025	Résultat d'investissement cumulé 2025 - 64 294,04 €)	514 352,30	Résultat d'investissement cumulé 2024 - 64 294,04 €)
2026	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2026	Résultat d'investissement cumulé 2026 - 64 294,04 €)	450 058,26	Résultat d'investissement cumulé 2025 - 64 294,04 €)
2027	...	...	...	385 764,22	...
2028	...	...	...	321 470,18	...
2029	...	...	...	257 176,14	...
2030	...	...	...	192 882,10	...
2031	...	...	...	128 588,06	...
2032	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2032	Résultat d'investissement cumulé 2032 - 64 294,04 €)	64 294,02	Résultat d'investissement cumulé 2031 - 64 294,04 €
2033	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2033	Résultat d'investissement cumulé 2033 - 64 294,02 €)	0,00	Résultat d'investissement cumulé 2032 - 64 294,02 €
2034	Soldé	Résultat d'investissement cumulé 2034	Résultat d'investissement cumulé 2034	0,00	Résultat d'investissement cumulé 2033

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne dûment habilitée à signer tous les documents relatifs à cette opération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

La présente délibération sera notifiée à Madame Baldachino, Comptable publique du Service de Gestion Comptable d'Ivry-sur-Seine.

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-119-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-119-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-120

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES : BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE, FONGIBILITE DES CREDITS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-120-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Le référentiel budgétaire et comptable M 57, applicable à compter du 1er janvier 2024, permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle permet au Conseil municipal de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections.

Cette disposition permettra notamment d'ajuster, dès que le besoin apparaîtra, la répartition des crédits de travaux de bâtiments entre les lignes d'études (chapitre 20) et de travaux (21 ou 23), sans toucher le montant global des investissements. Elle permettra également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe),
Vu l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu la délibération n° 2023-079 du 19 octobre 2023 relative à l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 1er janvier 2024, pour le budget principal de la ville et son budget annexe,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 9 contre (M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 3 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR),

DÉCIDE

Article 1

D'autoriser Monsieur le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-120-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-121-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-121-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-121-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-121-BF
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : VILLE DU KREMLIN BICETRE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DU KREMLIN BICETRE (2)

Numéro SIRET : 21940043900218

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE D IVRY-SUR-SEINE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : MARCHE FORAIN (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 39
A1.01 - Opérations non ventilables 42
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 43
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 46
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 47
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 48
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 51
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 54
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 57
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 58
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 61
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 63
A1.908 - Fonction 8 - Transports 66
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 70
A2.01 - Opérations non ventilables 72
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 73
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 76
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 77
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 78
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 81
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 84
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 87
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 88
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 89
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 92
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 94
A2.938 - Fonction 8 - Transports 97

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	101
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	102
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	103
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	104

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	106

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	24642

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	22.94
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	22.99
3	Dépenses d'équipement brut / population	1.67
4	Encours de dette / population (2) (3)	0.00
5	DGF / population	0.00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	29.19%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	7.26%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	0.00
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	0.19%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …
(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	A1	0,00
Investissement	0,00	0,00	(3) 0,00	A2	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(4) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1 0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2 0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	0,00
Investissement	**A2 + B2**	0,00
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	41 100,00	41 100,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	41 100,00	41 100,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	566 408,00	566 408,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	566 408,00	566 408,00

TOTAL DU BUDGET (4)	607 508,00	607 508,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	80 000,00	0,00	41 100,00	41 100,00	41 100,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**80 000,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**80 000,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**80 000,00** / **0,00** / **41 100,00** / **41 100,00** / **41 100,00**
+	
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
=	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**41 100,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*0,00*		*1 100,00*	*1 100,00*	*1 100,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***80 000,00***		***1 100,00***	***1 100,00***	***1 100,00***
TOTAL		**80 000,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**41 100,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**41 100,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**1 100,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.
(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.
(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l’opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l’opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d’équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	384 850,00	0,00	383 408,00	383 408,00	383 408,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	160 000,00	0,00	165 000,00	165 000,00	165 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	23 000,00	0,00	16 900,00	16 900,00	16 900,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**567 850,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**	**565 308,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**567 850,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**	**565 308,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*1 100,00*	*1 100,00*	*1 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***80 000,00***		***1 100,00***	***1 100,00***	***1 100,00***
TOTAL		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**566 408,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	293 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	354 850,00	0,00	281 408,00	281 408,00	281 408,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**566 408,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 100,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		41 100,00	*0,00*	41 100,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**41 100,00**	***0,00***	**41 100,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**41 100,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	383 408,00		383 408,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	165 000,00		165 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	16 900,00	*0,00*	16 900,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*1 100,00*	1 100,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**565 308,00**	***1 100,00***	**566 408,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**566 408,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d’un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d’équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		40 000,00	*0,00*	40 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*1 100,00*	1 100,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**40 000,00**	***1 100,00***	**41 100,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**41 100,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	285 000,00		285 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	281 408,00		281 408,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**566 408,00**	***0,00***	**566 408,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**566 408,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	0,00	41 100,00	41 100,00	0,00	41 100,00	41 100,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**41 100,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**80 000,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*1 100,00*	*1 100,00*	*1 100,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***80 000,00***		***1 100,00***	***1 100,00***	***1 100,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**41 100,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	0,00	41 100,00	41 100,00	0,00	41 100,00	41 100,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00		41 100,00	41 100,00	0,00	41 100,00	41 100,00
21535	Réseaux de transmission	4 499,32	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	75 500,68	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**80 000,00**	**0,00**	**41 100,00**	**41 100,00**	**41 100,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
13148	Subv. transf. Autres communes	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*80 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*		*1 100,00*	*1 100,00*	*1 100,00*
281531 *281534*	*Réseaux d'adduction d'eau* *Réseaux d'électrification*	*0,00* *0,00*		*200,00* *900,00*	*200,00* *900,00*	*200,00* *900,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***80 000,00***		***1 100,00***	***1 100,00***	***1 100,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**647 850,00**	**0,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
011	Charges à caractère général (3)	384 850,00	0,00	0,00	383 408,00	383 408,00	0,00	383 408,00	383 408,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	160 000,00	0,00		165 000,00	165 000,00		165 000,00	165 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	23 000,00	0,00	0,00	16 900,00	16 900,00	0,00	16 900,00	16 900,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**567 850,00**	**0,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**567 850,00**	**0,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*80 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*			*1 100,00*	*1 100,00*		*1 100,00*	*1 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**80 000,00**			**1 100,00**	**1 100,00**		**1 100,00**	**1 100,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**566 408,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l’exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III

B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	293 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	354 850,00	0,00	281 408,00	281 408,00	281 408,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**566 408,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**647 850,00**	**0,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
011	Charges à caractère général (4)	384 850,00	0,00	0,00	383 408,00	383 408,00	0,00	383 408,00	383 408,00
60612	Energie - Electricité	13 350,00	0,00		13 694,00	13 694,00	0,00	13 694,00	13 694,00
60623	Alimentation	6 000,00	0,00		6 100,00	6 100,00	0,00	6 100,00	6 100,00
61358	Autres	121 680,00	0,00		122 680,00	122 680,00	0,00	122 680,00	122 680,00
6188	Autres frais divers	144 820,00	0,00		142 000,00	142 000,00	0,00	142 000,00	142 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	19 000,00	0,00		18 900,00	18 900,00	0,00	18 900,00	18 900,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00		34,00	34,00	0,00	34,00	34,00
6288	Autres services extérieurs	80 000,00	0,00		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	160 000,00	0,00		165 000,00	165 000,00		165 000,00	165 000,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	160 000,00	0,00		165 000,00	165 000,00		165 000,00	165 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	23 000,00	0,00	0,00	16 900,00	16 900,00	0,00	16 900,00	16 900,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	18 000,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	5 000,00	0,00		3 400,00	3 400,00	0,00	3 400,00	3 400,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**567 850,00**	**0,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**567 850,00**	**0,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**	**0,00**	**565 308,00**	**565 308,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*80 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*			*1 100,00*	*1 100,00*		*1 100,00*	*1 100,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*0,00*			*1 100,00*	*1 100,00*		*1 100,00*	*1 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**80 000,00**			**1 100,00**	**1 100,00**		**1 100,00**	**1 100,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	293 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
70323	Red. occupation dom. public	293 000,00	0,00	285 000,00	285 000,00	285 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	354 850,00	0,00	281 408,00	281 408,00	281 408,00
74748	Participation autres communes	354 850,00	0,00	281 408,00	281 408,00	281 408,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**647 850,00**	**0,00**	**566 408,00**	**566 408,00**	**566 408,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**41 100,00**	**0,00**	**0,00**		**41 100,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	41 100,00	0,00	0,00		41 100,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**		**40 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	40 000,00	0,00	0,00		40 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

VILLE DU KREMLIN BICETRE - MARCHE FORAIN - BP - 2024

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**41 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	41 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 100,00**
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 100,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**485 308,00**	**0,00**	**0,00**		**565 308,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	303 408,00	0,00	0,00		383 408,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00		165 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	16 900,00	0,00	0,00		16 900,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**566 408,00**	**0,00**	**0,00**		**566 408,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00		285 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	281 408,00	0,00	0,00		281 408,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
			211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**479 208,00**	**0,00**	**0,00**	**6 100,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	13 694,00	0,00	0,00	6 100,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	122 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	142 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	165 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	18 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	34,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	3 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**566 408,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	281 408,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**485 308,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 794,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 680,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 900,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**566 408,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 408,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES | IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		19/10/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Biens inférieurs à 500 euros TTC	1	19/10/2023
L	13 - Subventions d'équipement finançant un bien amortissable	0	19/10/2023
L	202 - Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme	10	19/10/2023
L	2031 - Frais d'études (non suivis de réalisation)	5	19/10/2023
L	2032 - Frais de recherche et de développement	5	19/10/2023
L	2033 - Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5	19/10/2023
L	205x - Concessions et droits similaires	2	19/10/2023
L	208x - Autres immobilisations incorporelles	5	19/10/2023
L	204xxx - Subventions d'équipement versées	5	19/10/2023
L	2121, 21721 - Plantations d'arbres et d'arbustes	20	19/10/2023
L	2128, 21728 - Autres agencements et aménagements	20	19/10/2023
L	2132x, 21732x - Constructions - Bâtiments privés	30	19/10/2023
L	2135x, 21735 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	30	19/10/2023
L	2152, 21752 - Installations de voirie	30	19/10/2023
L	2153x - réseaux divers	30	19/10/2023
L	21568, 217568 - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	19/10/2023
L	2157x, 21757x - Matériel et outillage technique	10	19/10/2023
L	2158, 21758 - Autres installations, matériel et outillage technique	10	19/10/2023
L	2181 - Installations générales, agencements et aménagements divers	15	19/10/2023
L	21828, 217828 - Véhicules légers et autocars	8	19/10/2023
L	21828, 217828 - Camions et véhicules industriels	5	19/10/2023
L	2183x - Matériel informatique	5	19/10/2023
L	2184x - Matérile de bureau et mobilier	15	19/10/2023
L	2185 - Matériel de téléphonie	5	19/10/2023
L	2186 - Cheptel	8	19/10/2023
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	10	19/10/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES	B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**0,00**
FONCTIONNEMENT (total)					**13 500,00**
65748	BIOCYCLE	Collecte et redistribution des invendus	BIOCYCLE	Association	13 500,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I** **0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 100,00**	**III** **1 100,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**1 100,00**	**1 100,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*200,00*	*200,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*900,00*	*900,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) (7)	Solde d'exécution R001 (6) (7)	Affectation R1068 (6)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 100,00**

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**1 100,00**
Solde	V = IV – II (8)	**1 100,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(8) Indiquer le signe algébrique.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

ALESSANDRINI Rose	
AZZOUG Anissa	
BADOC Elsa	
BANBUCK Jean-François	
BASSEZ Ghislaine	
BELAINOUSSI Oidi	
BOCABEILLE Corinne	
BOUFRAINE Kamel	
BRICOUT Brigitte	
CHAPPELLIER Bernard	
CHIAKH Sidi	
CHIBOUB Nadia	
COURDY Corinne	
COUTO Laurence	
DEFRANCE Julie	
DELAGE Jean-François	
EDET Jean-Philippe	
EL KRETE Latifa	
ETIENNE Geneviève	
FOURCADE Catherine	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

GESTIN Véronique	
GIBLIN Jérôme	
HARTMANN Maeva	
HASSIN Jacques	
HEMERY Jonathan	
KHIAR Toufik	
LAURENT Jean-Luc	
MUSEUX Christine	
NICOLLE Jean-Marc	
RAYMOND Frédéric	
RUGGIERI Jean-Pierre	
TAPA Vry Narcisse	
THIAM Fatoumata	
TRAORÉ Ibrahima	
ZINCIROGLU Lionel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-122

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES : BUDGET ANNEXE « MARCHE FORAIN », FONGIBILITE DES CREDITS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-122-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Le référentiel budgétaire et comptable M 57, applicable à compter du 1er janvier 2024, permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle permet au Conseil municipal de déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections.

Cette disposition permettra notamment d'ajuster, dès que le besoin apparaîtra, la répartition des crédits de travaux de bâtiments entre les lignes d'études (chapitre 20) et de travaux (21 ou 23), sans toucher le montant global des investissements. Elle permettra également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe),
Vu l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M 57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu la délibération n° 2023-079 du 19 octobre 2023 relative à l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 1er janvier 2024, pour le budget principal de la ville et son budget annexe,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 contre (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 :

D'autoriser Monsieur le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, et ce, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant délégué, à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-122-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-123

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... **26**
Représentés **7**
Absents..... **6**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FIXATION DES TAXES ET TARIFS POUR L'ANNÉE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Comme chaque année, il convient d'actualiser les tarifs applicables aux services publics de la ville.

Ces tarifs concernent :
- les droits de place du marché forain,
- les droits de voirie,
- les tournages de films,
- les droits d'étalage et de terrasse,
- les taxes pour l'exercice du commerce ambulant,
- les locations de salles,
- les prêts d'urnes et d'isoloirs,
- les locations des installations sportives,
- les concessions dans le cimetière et services funéraires,
- les copies de documents administratifs,
- les droits d'inscription à L'Écho et l'utilisation de l'Auditorium Lounès-Matoub
- le centre social Germaine-Tillion et le club Antoine-Lacroix,
- l'artothèque,
- l'utilisation du studio de musique,
- la restauration,
- les centres de loisirs,
- les activités périscolaires,
- les séjours proposés dans le cadre des centres de loisirs,
- les stages « sport découverte »,
- les activités et séjours du service jeunesse.

Pour mémoire, plusieurs modifications étaient intervenues en 2023 :
- Certains tarifs avaient été revus, suite à un travail réalisé par les services (locations de salle, droits de voirie, etc…).
- Certains tarifs avaient fait l'objet d'une refonte, en juin 2023, dans le cadre de la modification du calcul du quotient familial et du mode de tarification.

Pour 2024, un certain nombre de tarifs restera inchangé :

- La municipalité a fait le choix de ne pas augmenter les tarifs suivants, afin de protéger et soutenir les kremlinois.es dans un contexte économique difficile :
  - Restauration et portage des repas,
  - Accueils de loisirs et Périscolaire,
  - Séjours et stages sportifs,
  - La neutralisation d'une place de stationnement.

- Il en est de même pour les droits de place du marché forain, qui restent inchangés.

- Conformément aux textes en vigueur, les tarifs s'appliquant aux copies de documents administratifs sont maintenus au niveau de 2023.

- De même, les tarifs relatifs aux photocopies réalisées à la Médiathèque restent à 0,20 € et 0,30 € pour une question pratique liée au paiement en numéraire.

Les tarifs qui feront l'objet d'une modification en 2024 sont les suivants :

- Pour les autres tarifs, la ville propose d'appliquer une actualisation de + 3 %. A noter que cette hausse reste en deçà de l'inflation (estimée à environ 5 % en 2023).

- A noter également une modification à la baisse du tarif relatif aux terrasses fermées qui passera de 247,29 € en 2023 à 90,00 € au 1er janvier 2024. Et ce, afin de créer une plus grande cohérence avec les tarifs appliqués par le Département sur les voies départementales de la commune.

- Il est proposé de créer de nouveaux tarifs pour l'achat de caveaux, qui seront commercialisés par la ville, suite aux reprises réalisées par les services communaux.

- Il est également proposé de créer une nouvelle grille de tarifs pour les accueils du soir après « coup de pouce ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En effet, depuis 10 ans, la ville du Kremlin-Bicêtre accompagne la scolarité des élèves en mettant en œuvre des clubs Coup de Pouce (pour les CP à l'origine, puis également pour les CE1, et depuis l'année dernière pour les grandes sections aussi). Selon les niveaux, les clubs se réunissent 2 à 4 fois par semaine, par groupe de 5/6 enfants, entre 16h30 et 18h.

Les programmes « coupe de pouce » impliquent les parents par des échanges réguliers avec l'animateur, le prêt de supports pédagogiques (jeux, livres, revues, etc.), ou encore la participation à des séances de club ou à des événements collectifs (séances de jeux parents-enfants, sorties en bibliothèque, etc.).

Pour les familles empêchées de venir chercher leur enfant à 18h, l'accueil périscolaire leur est ouvert jusqu'à 18h30, comme les autres enfants, sur proposition de la coordinatrice du dispositif.

L'actuel tarif « accueil après la classe – 16h30/18h30 » n'est pas adapté à cette situation. En effet, ce tarif comprend un accueil d'une durée comprise entre 30 minutes et 2h (départs échelonnés à partir de 17h), et inclut la fourniture d'un goûter.

Dans le cadre des clubs Coup de Pouce, le goûter est fourni par les parents. Il est consommé par les enfants dans leur groupe Coup de Pouce.

C'est pourquoi, il est proposé de créer un tarif spécifique – « accueil périscolaire du soir après Coup de Pouce (18h-18h30) », à compter du 1er janvier 2024.

- Enfin, la municipalité souhaite mettre en place un nouveau dispositif de soutien aux habitants : Il s'agit d'ouvrir la possibilité aux étudiants d'accéder au restaurant municipal du Club Lacroix. Le tarif applicable serait le tarif minimum de la grille « restauration au club Lacroix pour les retraités ».

Au regard de ces éléments, il est proposé d'actualiser les tarifs de la commune, détaillés ci-dessous, en distinguant les tarifs qui entrent en vigueur au 1er janvier 2024 de ceux qui entrent en vigueur au 1er septembre 2024.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2022-133 du 15 décembre 2022 fixant les taxes et tarifs pour l'année 2023,

Vu la délibération n° 2023-039 du 29 juin 2023 relative à la fixation des taxes et tarifs pour l'année 2023,

Vu la délibération n° 2023-085 du 19 octobre 2023 relative à la fixation des taxes et tarifs pour l'année 2023,

Vu le Règlement intérieur des activités périscolaires,

Considérant la nécessité d'actualiser certains tarifs,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 5 contre (M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 7 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN),

DÉCIDE

Article 1

De fixer les taxes et tarifs des services municipaux suivants dans les conditions stipulées ci-dessous, à compter du 1er janvier 2024.

I – <u>DROITS DE PLACE POUR LE MARCHE FORAIN</u>

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
Abonnés alimentaires		
Droit de place	2,68 €	2,68 €
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**4,18 €**	**4,18 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Abonnés non alimentaires		
Droit de place	2,99 €	2,99 €
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**4,49 €**	**4,49 €**
Volants alimentaires		
Droit de place	4,36€	4,36€
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**5,86 €**	**5,86 €**
Volants non alimentaires		
Droit de place	5,04 €	5,04 €
Publicité	0,50 €	0,50 €
Collecte	1 €	1 €
Total ml HT	**6,54 €**	**6,54 €**

II - DROITS DE VOIRIE

En ce qui concerne les droits de voirie, toute période commencée est due. Ainsi, aucun re-calcul au *prorata temporis* ne sera réalisé pour diminuer le montant, une fois que l'arrêté aura été pris.

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
Bennes à gravats	28,00 €	28,84 €
(redevance forfaitaire par jour d'immobilisation sur la voie publique)		
Palissades	20,00 €	20,60 €
€(le mètre linéaire par mois d'installation ou fraction de mois entamé)		
Echafaudages	20,00 €	20,60 €
(le mètre linéaire par mois de pose ou fraction de mois entamé)		
Occupation temporaire du sol clos ou non de la voie publique ou du domaine privé de la ville dans le cadre de travaux	18,27 €	18,82 €
(le mètre carré par mois ou par fraction de mois entamé)		
Borne de collecte de vêtements (le mètre carré par mois ou par fraction de mois entamé) : - Dans le cadre d'une utilisation à but non lucratif (par une association ou une entreprise d'insertion). - Dans le cadre d'une utilisation à but lucratif (par une association ou une entreprise d'insertion). - Dans les autre cas	 Gratuité 9,05 € 18,10 €	 Gratuité 9,32 € 18,64 €
Bulle de vente (au m³/mois)	25,00 €	25,75 €
Nacelle, Dispositif de levage (redevance forfaitaire par jour d'immobilisation sur la voie publique)	50,00 €	51,50 €
Grue installée sur le territoire du Kremlin-Bicêtre redevance forfaitaire (pour une durée inférieure ou égale à 6 mois) : puis au-delà de 6 mois, redevance mensuelle :	 500,00 € 50,00 €	 515,00 € 51,50 €
Neutralisation d'une place de stationnement (par jour et par place)	7 €	7 €

III – TOURNAGE DE FILMS

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
Films documentaires, culturels, d'études ou touristiques	Gratuité	Gratuité
Court métrage à but non commercial	Gratuité	Gratuité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Longs ou courts métrages commerciaux, série pour la télévision ou films publicitaires, sur le domaine public (par journée de tournage)	500,00 €	515,00 €
Stationnement des véhicules nécessaires au tournage (par place de stationnement et par jour)	21,87 €	22,53 €
Utilisation de l'hôtel de ville pour un tournage (par jour en semaine du lundi au samedi (entre 7h et 20h))	327,91 €	337,75 €
Utilisation de l'hôtel de ville pour un tournage (par nuit (entre 20h et 7h), le dimanche et jours fériés)	546,52 €	562,92 €
Autres bâtiments communaux (par jour en semaine du lundi au samedi (entre 7h et 20h))	163,96 €	168,88 €
Autres bâtiments communaux (par nuit (entre 20h et 7h), le dimanche et jours fériés)	327,91 €	337,75 €

IV – DROITS D'ETALAGE ET DE TERRASSE

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
Terrasse fermée sur la voie publique (par mètre carré et par année commencée)	247,29 €	90,00 €
Etalage permanent et terrasse ouverte (par mètre carré et par année commencée)	78,09 €	80,43 €
Etalage exceptionnel pour vente		
- Installation inférieure à 10 m² / Forfait par jour	32,00 €	32,96 €
- Installation comprise entre 10 et 20 m² / Forfait par jour	59,00 €	60,77 €
- Installation inférieure à 10 m² / Forfait par semaine	150,00 €	154,50 €
- Installation comprise entre 10 et 20 m² / Forfait par semaine	300,00 €	309,00 €
- Installation inférieure à 10 m² / Forfait par mois	557,45 €	574,17 €
- Installation comprise entre 10 et 20 m² / Forfait par mois	1 114,90 €	1 148,35 €

V - TAXES POUR L'EXERCICE DU COMMERCE AMBULANT

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
FORFAIT ANNUEL		
-Installation 1 fois par semaine	1 047,09 €	1 078,450 €
-Installation 2 à 3 fois par semaine	2 094,18 €	2 157,01 €
-Installation permanente	4 449,82 €	4 583,31 €
Tarif du m² supplémentaire au-delà de 20 m²	78,09 €	80,43 €
FORFAIT OCCASIONNEL OU SAISONNIER		
Etalage ou camionnette de vente ambulante		
-Installation inférieur à 10 m² / Tarif à la journée	32,00 €	32,96 €
-Installation comprise entre 10 et 20 m² / Tarif à la journée	59,00 €	60,77 €
Spectacles et manèges forains		
-Cirque / Tarif journalier	157,37 €	162,09 €
-Théâtre de marionnettes / Tarif à la journée	78,09 €	80,43 €
-Manège / Tarif à la semaine	111,24 €	114,58 €
-Manège / Tarif au mois	350,00 €	360,50 €
Chalet ou autres guérites de ventes fixes (inf. à 10 m²)		
-Tarif par semaine	100,00 €	103,00 €
-Tarif du m² supplémentaire entre 10 et 20 m²	10,00 €	10,30 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

VI - LOCATION DE L'ESPACE ANDRE MAIGNE 18 bis, rue du 14 juillet

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
1) LOCATION D'UN QUART DE SALLE A L'HEURE OU POUR 4H00		
TARIFS HORAIRES		
de 9h00 à 23h00 -Particuliers Kremlinois et associations locales	56,79 €	58,49 €
de 23h00 à 1h00 -Particuliers Kremlinois et associations locales	72,17 €	74,34 €
TARIFS FORFAITAIRES		
Pour 4h00 -Copropriétaires ou sociétés, pour réunions et particuliers	211,79 €	218,14 €
L'heure supplémentaire	71,00 €	73,13 €
CONDITIONS DE GRATUITE		
Associations locales		
-Une réunion de travail de 4h00 par mois (intensité sonore limitée) non cumulable d'un mois à l'autre.		
Groupes Politiques du Conseil Municipal		
2) LOCATION DE SALLE POUR 7 HEURES		
TARIFS SALLE EN TOTALITE (Jauge maximum 380 personnes debout, 280 personnes assises)		
Personnes extérieures	2 343,83 €	2 414,14 €
Heure supplémentaire	195,22 €	201,08 €
Habitants de la ville	1 089,68 €	1 122,37 €
Heure supplémentaire	94,66 €	97,50 €
Associations de la ville	545,43 €	561,79 €
Heure supplémentaire	94,66 €	97,50 €
TARIFS DEMI-SALLE (Jauge maximum 190 personnes debout, 140 personnes assises)		
Personnes extérieures	1 351,15 €	1 391,68 €
Heure supplémentaire	118,31 €	121,86 €
Habitants de la ville	668,49 €	688,54 €
Heure supplémentaire	74,54 €	76,78 €
Associations de la ville	340,74 €	350,96 €
Heure supplémentaire	74,54 €	76,78 €
TARIFS QUART DE SALLE (Jauge maximum 95 personnes debout, 70 personnes assises)		
Personnes extérieures	773,79 €	797,00 €
Heure supplémentaire	85,19 €	87,75 €
Habitants de la ville	340,74 €	350,96 €
Heure supplémentaire	48,51 €	49,97 €
Associations de la ville	170,38 €	175,49 €
Heure supplémentaire	48,51 €	49,97 €
CONDITIONS DE GRATUITE		
Associations Kremlinoises		
-Une par an (à leur convenance suivant disponibilités) salle en totalité		
Groupes politiques du Conseil Municipal		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Associations locales d'Anciens Combattants et associations patriotiques ou du souvenir (à leur convenance suivant disponibilités)		
Personnel Communal et assimilés		
-Une par an par agent ou par couple d'agent -au-delà d'une par an : application du tarif "habitants de la ville"		
Etablissements publics locaux, d'enseignement, de Kremlin-Bicêtre Habitat et assimilés -Dans la limite des horaires disponibles		
3) Les salles louées doivent être rendues propres. Or, **dans le cas où l'espace André Maigné** (loué de façon gratuite ou payante) **ne serait pas rendu propre et en bon état,** un montant forfaitaire sera appliqué, en fonction de la taille de la salle louée : - Salle en totalité, - Demi-salle, - Quart de salle.	 200,00 € 130,00 € 90,00 €	 206,00 € 133,90 € 92,70 €
4) Dans le cas où l'espace André Maigné (loué de façon gratuite ou payante) **serait rendu en retard** (c'est-à-dire au-delà de la durée indiquée dans le contrat de location), **un montant forfaitaire sera appliqué par heure de retard, en fonction de l'horaire.** Toute heure commencée est due : - Entre 7h et 21h - Entre 21h et 7h	 60,00 € 100,00 €	 61,80 € 103,00 €

Pour toute location de l'espace André Maigné, que la salle soit mise à disposition gracieusement ou qu'elle soit payante, un chèque de caution est exigé :

- D'un montant de 500 € pour un quart de salle,
- D'un montant de 750 € pour une demi-salle,
- D'un montant de 1 000 € pour la salle entière.

La caution peut être conservée suite au constat d'une utilisation des locaux non conforme à l'autorisation ou au règlement, conformément aux modalités fixées par le règlement intérieur de la l'espace André Maigné.

Cette obligation ne s'applique pas aux associations et aux services municipaux.

VII - TARIFS PRETS D'URNES ET D'ISOLOIRS AUX ENTREPRISES LOCALES

Selon leur disponibilité, les urnes et isoloirs de la Commune seront prêtés aux sociétés et entreprises du Kremlin-Bicêtre qui en feront la demande dans le cadre d'élections organisées par leur Comité d'Entreprise ou autres, moyennant une participation financière :

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
URNE		
Tarifs par urne quelle que soit la durée du prêt	11,85 €	12,21 €
ISOLOIR		
Tarif par isoloir quelle que soit la durée du prêt	23,66 €	24,37 €
CONDITIONS DE GRATUITE		
Pour les associations et les établissements scolaires de la ville	0 ,00 €	0,00 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

VIII - TARIFS DE LOCATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MUNICIPALES

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
GYMNASE J. DUCASSE ou COSEC E. PURKART		
Mise à disposition du terrain omnisports / heure	84,02 €	86,54 €
SALLES SPORTIVES SPECIALISEES		
Mise à disposition d'une salle / heure	42,60 €	43,88 €
STADE TERRAIN		
Match de football (soit 1h30) -de jour	91,09 €	93,82 €
Match de football (soit 1h30) -de nuit (l'hiver à partir de 17h00 et l'été à partir de 19h30)	110,02 €	113,32 €
Entraînement -associations non kremlinoises / heure	123,05 €	126,74 €
HALLE DES SPORTS		
Mise à disposition d'un équipement sportif / heure -1 terrain	84,02 €	86,54 €
Mise à disposition d'un équipement sportif / heure -Totalité	168,00 €	173,04 €
CONDITIONS POUR LES ASSOCIATIONS D'ENTREPRISES KREMLINOISES		
La moitié de tous les tarifs indiqués ci-dessus		
CONDITIONS DE GRATUITE		
Pour les associations sportives locales agréées par la ville et les écoles communales.		

IX - TARIFS DES CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE COMMUNAL

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
TARIFS CONCESSIONS		
Concessions de 10 ans	412,13 €	424,49 €
Concessions de 15 ans	721,00 €	742,63 €
Concessions de 30 ans	1 125,39 €	1 159,15 €
Concessions de 50 ans	3 665,79 €	3 775,76 €
Location d'un caveau provisoire par corps les 8 premiers jours	72,17 €	74,34 €
Location d'un caveau provisoire par corps au-delà par jour	9,48 €	9,76 €
TARIFS ACHAT DE CAVEAUX		
Caveau 1 place	-	500,00 €
Caveau 2 places	-	700,00 €
Caveau 3 places	-	900,00 €
TAXES		
Dispersion de cendres	47,33 €	48,75 €

La ville du Kremlin-Bicêtre a recruté deux fossoyeurs dont l'activité principale est la reprise de concessions échues et non prolongées par les familles. Ces concessions deviennent la propriété de la ville et peuvent donc être commercialisées, aussi, sur la base de ce qui se pratique dans les communes alentours, il est proposé les tarifs indiqués ci-dessus.
Il convient de préciser qu'à ce tarif d'achat du caveau, l'acquéreur devra s'acquitter également du tarif de la concession de 10, 15, 30 ou 50 ans. La ville ne réhabilite pas les caveaux, celle-ci devra être effectuée par l'acquéreur si nécessaire et par une entreprise de pompes funèbres. La Ville effectuera juste un nettoyage de

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

surface (karcher).

XI - TARIFS DES SERVICES FUNERAIRES RELATIFS A L'ACHAT DES CASES DE COLUMBARIUM

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
CASE A URNE		
Pour 10 ans	394,27 €	406,10 €
Pour 30 ans	1 066,70 €	1 098,70 €
Pour 50 ans	1 430,33 €	1 473,24 €
CASE A DEUX URNES		
Pour 10 ans	788,55 €	812,21 €
Pour 30 ans	2 133,39 €	2 197,39 €
Pour 50 ans	2 861,95 €	2 947,81 €
CAVURNES		
Pour 10 ans	412,13 €	424,49 €
Pour 30 ans	1 125,39 €	1 159,15 €
Pour 50 ans	3 665,79 €	3 775,76 €

XII – TARIF APPLIQUE AUX POMPES FUNEBRES, EN CAS DE RETARD DE CONVOI

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
En cas de retard de convoi, les pompes funèbres se verront appliquer un montant forfaitaire, par demi-heure de retard. Toute demi-heure commencée est due.	240,00 €	247,20 €

XIII - TARIFS DES COPIES DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS DE LIVRES SUR LES SUPPORTS PAPIER ET ELECTRONIQUE

Arrêté du 1er octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif NOR: PRMG0170682A

TAXES DES COPIES DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	
Page de format A4 en noir et blanc	0,18 €
Cédérom	2,75 €

XIV - DROITS D'INSCRIPTION ET DIVERS TARIFS DE LA MEDIATHEQUE L'ECHO ET DE L'AUDITORIUM

1 - LA MEDIATHEQUE

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
DROITS D'INSCRIPTION		
Conditions de gratuité		
• Pour les Kremlinois		
• Pour les habitants de l'établissement public territorial Grand Orly Seine-Bièvre		
• Pour les mineurs et les étudiants		
• Pour les salariés d'entreprise du Kremlin-Bicêtre		
Autres personnes n'entrant dans aucune de ces catégories	33,44 €	34,44 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DROITS DE REPROGRAPHIE		
Photocopies Recto	0,21 €	0,20 €
Photocopies Recto Verso	0,30 €	0,30 €
Impression		
Forfait pour 5 impressions	1 €	1,03 €
Forfait pour 30 impressions	5 €	5,15 €
Crédit gratuit de 10 impressions lors de l'inscription		
REMBOURSEMENT DE CARTE PERDUE ET VENTE DE SACS EN TISSU		
Edition nouvelle carte	2,22 €	2,29 €
Sacs en tissu réutilisables	3,34 €	3,44 €

2 - L'AUDITORIUM

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
Location de l'auditorium aux entreprises		
Demi-journée (4h)	436,10 €	449,18 €
Journée entière (8h)	990,53 €	1 020,25 €
Prestation complète avec régisseur → installation tables, chaises, micros, lumière, vidéoprojecteur, webcam		
Demi-journée (4h)	1 185,75 €	1 221,32 €
Journée entière (8h)	1 681,02 €	1 731,45 €
(Intermittent rémunéré 61 € brut / heure)		

XV - DROITS D'INSCRIPTION ET DIVERS TARIFS DU CENTRE SOCIAL

Le centre social propose deux types de contribution financière :

- ✓ En direction de l'habitant :

A/ l'Adhésion

L'adhésion signifie l'acceptation des valeurs et des principes défendus par le centre social. Toutes personnes souhaitant participer à une activité, projet (aide aux devoirs, ASL, Cultures du cœur, projets proposant différentes pratiques et disciplines, sorties, projet des jardins familiaux…), ou souhaitant s'investir en tant que bénévole et par choix d'être actrice de la vie du centre social, doit régler des frais d'adhésion, excepté pour les actions en libre accès. Elle est valable durant une saison du 1er septembre au 31 août.

Conditions d'adhésion:

- ouvert à tous mais prioritairement aux habitants du Kremlin-Bicêtre lors d'inscription à des projets réguliers.
- Fournir les justificatifs demandés (papier d'identité, justificatif de domicile, livret de famille…)

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
L'adhésion individuelle	8,12 €	8,36 €
L'adhésion familiale	12,98 €	13,37 €

Les personnes s'inscrivant dans un parcours d'accompagnement socioprofessionnel validé par les organismes partenaires (Mission locale, Pôle Emploi, CCAS,…) pourront bénéficier de la gratuité de l'adhésion.

B/ La participation

Certains projets et activités nécessitent une participation financière, distincte de l'adhésion, qui est calculée en fonction de la durée du projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Activités nécessitant une participation	Participation	
	Au 01/01/2023	Au 01/07/2023
Accompagnement aux devoirs et à la lecture	Gratuit	Gratuit
Evènements ponctuels (ex: fête de fin d'année, ouverture de saison…)	Gratuit	Gratuit
Participation mensuelle pour des pratiques hebdomadaires développées dans le cadre de projets collectifs :		
- pour les Kremlinois	2,89 €	2,98 €
- pour les non Kremlinois	5,77 €	5,94 €
- pour les familles	Tarif adulte + 1€/enfant	Tarif adulte + 1€/enfant
Participation mensuelle pour des pratiques bimensuelles développées dans le cadre de projets collectifs :		
- pour les Kremlinois	1,44 €	1,48 €
- pour les non Kremlinois	2,89 €	2,98 €
- pour les familles	Tarif adulte + 1€/enfant	Tarif adulte + 1€/enfant
Activités ponctuelles :		
- pour les Kremlinois	1,08 €	1,11 €
- pour les non Kremlinois	2,16 €	2,22 €
- pour les familles	Tarif adulte/gratuit enfant	Tarif adulte/gratuit enfant
Atelier Sociolinguistique	6,49 €	6,68 €
Sorties / Stages :		
- pour les adultes	3,24 €	3,34 €
- pour les familles	Tarif adulte + 1€/enfant	Tarif adulte + 1€/enfant
Parcelles de jardin	Gratuit	Gratuit

✓ En direction des partenaires associatifs :

	Au 01/01/2023	Au 01/07/2023
Une convention de partenariat et de mise à disposition des locaux est signée pour chaque saison entre la ville et la structure usagère. Une adhésion annuelle non tarifée est demandée aux associations par le biais de la convention. Dans le cadre des projets en partenariat avec le centre social, les associations doivent régler une cotisation à la saison afin que leur public puisse bénéficier de l'action, activité, et ou du projet.	50,18 €	51,69 €

XVI - TARIFS DE L'ARTOTHEQUE

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024
PARTICULIERS		
Tarif par an et par famille pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année	15,45 €	15,91 €
MINIMAS SOCIAUX, ETUDIANTS		
Tarif par an pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année	10,30 €	10,61 €
ASSOCIATIONS OU ENTREPRISES		
Tarif par an pour 1 œuvre empruntée (pour une durée de 2 mois), soit un maximum de 6 œuvres dans l'année	103,00 €	106,09 €
ECOLES DU KREMLIN-BICETRE		
Gratuité, Emprunts limités à 2 œuvres pour une durée de 2 mois, soit au maximum 12 œuvres pour une année scolaire (de septembre à juin)	/	/

Chèque de caution de 150 €.

XVII - TARIFS DU STUDIO DE MUSIQUE

	Au 01/07/2023	Au 01/01/2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Utilisation du studio de musique durant 15 semaines, à raison de 4h par semaine (soit 60h).	120 €	123,60 €
Utilisation du studio de musique pour 1h.	2,00 €	2,06 €

XVIII – ACCUEILS PERISCOLAIRES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES – ACCUEIL DU SOIR APRES « COUP DE POUCE »

Il convient de créer une nouvelle grille de tarifs pour l'accueil périscolaire du soir après « coup de pouce », soit de 18h à 18h30. Ce tarif est réservé aux enfants fréquentant un club Coup de Pouce.

L'inscription à cet accueil périscolaire est obligatoire. Il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.
Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.
En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

La grille de tarifs est la suivante :

Périscolaire maternelles et élémentaires - Accueil du soir après "coup de pouce" - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Accueil du soir après "coup de pouce" (18h00 - 18h30)	0,26 €	0,26 €	0,37 €	0,46 €	0,55 €	0,58 €	0,61 €	0,67 €	0,74 €	0,78 €	0,84 €	0,90 €	0,98 €	1,96
		0,37 €	0,46 €	0,55 €	0,58 €	0,61 €	0,67 €	0,74 €	0,78 €	0,84 €	0,90 €	0,98 €		
Majoration 30 %	0,34 €	0,34 €	0,48 €	0,60 €	0,72 €	0,75 €	0,79 €	0,87 €	0,96 €	1,01 €	1,09 €	1,17 €	1,27 €	2,55
		0,48 €	0,60 €	0,72 €	0,75 €	0,79 €	0,87 €	0,96 €	1,01 €	1,09 €	1,17 €	1,27 €		

Elle est applicable à compter du 1er janvier 2024.

IX – RESTAURATION AU CLUB LACROIX POUR LES ETUDIANTS

A compter du 1er janvier 2024, le restaurant du club Lacroix sera accessible aux étudiants résidant au Kremlin-Bicêtre, sur inscription, au moins 2 jours au préalable, pour garantir le bon fonctionnement du restaurant et la qualité du service.

La facturation s'effectue sur la base des inscriptions et à terme échu, sauf pour les jours d'absence qui sont justifiés sur présentation d'un certificat médical ou d'hospitalisation, ou en cas de force majeure. Les justificatifs doivent être transmis à la Direction relation citoyen.

Les convives non-inscrits ne seront acceptés que dans la limite des places disponibles et seront facturés avec une majoration de tarif de 30 %.

Deux formules sont proposées, avec boisson ou sans boisson, à choisir à l'avance au moment de l'inscription.

Les tarifs applicables :

- Repas sans boisson : 1 €,
- Repas sans boisson avec majoration de 30 % : 1,30 €,
- Repas avec boisson : 2,50 €,
- Repas avec boisson avec majoration de 30 % : 3,25 €.

Article 2

Les taxes et tarifs des services municipaux suivants sont fixés dans les conditions stipulées ci-dessous, à compter du 1er septembre 2024.

I – TARIFS DU CLUB ANTOINE LACROIX

Le Club Antoine Lacroix est ouvert aux retraités kremlinois.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

A/ l'Adhésion

Pour bénéficier des activités, ateliers, sorties, séjours, distribution des corbeilles gourmandes lors des fêtes de fin d'année et toute autre animation proposée par le Club, le retraité doit être adhérent et titulaire de la Carte Senior.
L'adhésion est valable durant une saison du 1er septembre au 31 août.
La mise en place de cette adhésion payante commence au 1er septembre 2023.

Conditions d'adhésion:

- Ouvert aux personnes retraitées, habitant Le Kremlin-Bicêtre.
- Fournir les justificatifs demandés (papier d'identité, titre de retraite, justificatif de domicile).

	Au 01/09/2023	Au 01/09/2024
Adhésion annuelle individuelle du 1er septembre au 31 août	10 €	10,30 €

B/ La participation

Certaines activités organisées par le club Lacroix sont gratuites pour les adhérents (après-midi jeux, ateliers bien être, goûter…).
D'autres activités nécessitent une participation financière, distincte de l'adhésion :

Ateliers annuels nécessitant une participation annuelle unique :

En cas de fréquentation de plusieurs ateliers payants, un tarif dégressif est appliqué.
Tarifs annuels applicables en cas d'inscription à un seul atelier :

	Tarifs au 01/09/2023	Tarifs au 01/09/2024
Cartonnage, Tricot, Décoration d'objets	Gratuit	Gratuit
Gymnastique	30 €	30,90 €
Anglais	30 €	30,90 €
Dessin	30 €	30,90 €
Vocal et Histoire de la musique	30 €	30,90 €
Aquagym / Natation	30 €	30,90 €

Tarifs annuels applicables (par atelier) en cas d'inscription à plusieurs ateliers :

	Tarifs au 01/09/2023			Tarifs au 01/09/2024		
	Tarif du premier atelier choisi	Tarif du deuxième atelier choisi	Tarif des ateliers supplémentaires	Tarif du premier atelier choisi	Tarif du deuxième atelier choisi	Tarif des ateliers supplémentaires
Cartonnage, Tricot, Décoration d'objets	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit
Gymnastique	30 €	20 €	15 €	30,90 €	20,60 €	15,45 €
Anglais	30 €	20 €	15 €	30,90 €	20,60 €	15,45 €
Dessin	30 €	20 €	15 €	30,90 €	20,60 €	15,45 €
Vocal et Histoire de la musique	30 €	20 €	15 €	30,90 €	20,60 €	15,45 €
Aquagym / Natation	30 €	20 €	15 €	30,90 €	20,60 €	15,45 €

Activités ponctuelles nécessitant une participation (tarif unique à la prestation) :

	Au 01/09/2023	Au 01/09/2024
Sorties musées	3,30 €	3,40 €
Sorties bases de loisirs	3,30 €	3,40 €
Loto et autres concours au Club Lacroix	3,30 €	3,40 €
Spectacles au Club Lacroix	3,30 €	3,40 €
Fêtes du Club Lacroix	10,00 €	10,30 €
Spectacles sans restaurant	10,00 €	10,30 €
Sorties à la journée avec restaurant	27,00 €	27,81 €
Sorties à la journée avec restaurant et visite	30,00 €	30,90 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Séjours :

Dans le cadre des séjours, les séniors payent un pourcentage du coût du séjour, en fonction de leur Quotient Familial :

Quotient	Pourcentage du coût du séjour à payer
QF 1	10 %
QF 2	20 %
QF 3	30 %
QF 4	40 %
QF 5	45 %
QF 6	50 %
QF 7	55 %
QF 8	60 %
QF 9	65 %
QF 10	70 %
QF 11	75 %
QF 12	80 %
QF 13	85 %

II – RESTAURATION SCOLAIRE

Pour bien organiser le service et éviter le gaspillage, l'inscription à la restauration scolaire est obligatoire. Il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis se verront appliquer un tarif journalier majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.

Les absences justifiées par une attestation médicale, ou par un cas de force majeure, seront déductibles, même si l'annulation n'a pas été effectuée ou l'a été tardivement. . Le justificatif doit être transmis à la Direction relation citoyen, dans le délai prévu au Règlement intérieur des activités périscolaires.

Les grilles de tarifs applicables :

Restauration scolaire - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Fourchettes de Tarifs - Restauration scolaire	0,90 €	0,90 €	1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €	14,00
		1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €		
Restauration scolaire - Majoration de 30 %	1,17 €	1,17 €	2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €	18,20
		2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €		

Lorsque les enfants ne résident pas dans la commune, mais fréquentent les restaurants scolaires, un accord intercommunal est recherché pour que la différence entre le montant de la participation familiale et le prix de revient du repas (tarif hors commune) soit prise en charge par la commune de résidence.
En cas d'accord entre les deux communes, le montant de la participation familiale est calculé par référence au tarif dont la famille bénéficierait dans la commune de résidence.

En l'absence d'accord, le tarif hors commune est payé par la famille. En cas de refus, l'enfant ne pourrait pas être admis au restaurant scolaire.

Pour les enfants ayant un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) alimentaire validé par le médecin scolaire, le tarif appliqué correspond à 50 % des tarifs de la grille « restauration scolaire » :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Restauration scolaire PAI - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Restauration scolaire PAI	0,45 €	0,45 €	0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €	7,00
		0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €		
Restauration scolaire PAI - Majoration de 30 %	0,59 €	0,59 €	1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €	9,10
		1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €		

III – RESTAURATION AU CLUB LACROIX POUR LES RETRAITES

Le restaurant Lacroix est accessible aux personnes âgées en retraite résidant au Kremlin-Bicêtre, sur inscription, au moins 2 jours au préalable, en mentionnant les jours de fréquentation pour garantir le bon fonctionnement du restaurant, la qualité de service et dans un souci de bonne gestion.
La facturation s'effectue sur la base des inscriptions et à terme échu, sauf pour les jours d'absence qui sont justifiés sur présentation d'un certificat médical ou d'hospitalisation, ou en cas de force majeure. Les justificatifs doivent être transmis à la Direction relation citoyen.

Les convives non-inscrits ne seront acceptés, que dans la limite des places disponibles et seront facturés avec une majoration de tarif de 30 %.

Deux formules sont proposées, avec boisson ou sans boisson, à choisir à l'avance au moment de l'inscription.

Les grilles de tarifs applicables :

Restauration retraités Club Lacroix - Grille des tarifs													
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus
Repas sans boisson	1,00 €	1,00 €	1,50 €	2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50
		1,50 €	2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	
Repas sans boisson - Majoration de 30 %	1,30 €	1,30 €	1,95 €	2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45
		1,95 €	2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	

Restauration retraités Club Lacroix - Grille des tarifs													
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 e plus
Repas avec boisson (supplément de + 1,5€)	2,50 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	7,00 €	7,50 €	8,0C
		3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	7,00 €	7,50 €	8,00 €	
Repas avec boisson (supplément de + 1,5€) - Majoration de 30 %	3,25 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,10 €	9,75 €	10,4C
		3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,10 €	9,75 €	10,40 €	

IV – PORTAGE DES REPAS

Les inscriptions sont réalisées par le service de maintien à domicile, qui évalue la recevabilité de chaque demande en fonction de la situation physique (mobilité, pathologies lourdes...) et sociale de la personne âgée et du nombre de places disponibles.

Il existe deux types de tarifs :
- Le portage du repas du midi,
- Le portage du repas du midi et du soir.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Portage de repas - Grille des tarifs													
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus
Portage du repas du midi	1,15 €	1,15 €	1,80 €	2,42 €	3,04 €	3,66 €	4,28 €	4,90 €	5,52 €	6,14 €	6,76 €	7,38 €	8,00 €
		1,80 €	2,42 €	3,04 €	3,66 €	4,28 €	4,90 €	5,52 €	6,14 €	6,76 €	7,38 €	8,00 €	
Portage des repas du midi et du soir	1,65 €	1,65 €	2,41 €	3,17 €	3,93 €	4,69 €	5,45 €	6,21 €	6,97 €	7,73 €	8,49 €	9,25 €	10,00 €
		2,41 €	3,17 €	3,93 €	4,69 €	5,45 €	6,21 €	6,97 €	7,73 €	8,49 €	9,25 €	10,00 €	

V – AUTRES TARIFS LIES A LA RESTAURATION

Tarifs pour les repas des enseignants :

- Enseignant indice net majoré inférieur ou égal à 480 : 4,73 €
- Enseignant indice net majoré supérieur à 480 : 6,01 €

Les repas des enseignants qui ont un indice de traitement net majoré au plus égal à 480 donnent lieu à une subvention de l'Etat d'un montant forfaitaire par repas, versée chaque trimestre sur présentation d'un mémoire établi par la Ville. Chaque année, la prestation interministérielle est réétudiée par l'Etat et fait l'objet d'une circulaire indiquant le taux applicable pour l'année civile suivante.

Tarifs pour le personnel communal et les élus :

Les agents municipaux et les élus doivent réserver au moins 2 jours au préalable, en précisant la formule choisie (avec ou sans boisson). Les convives non-inscrits se voient appliquer une majoration de tarif de 30 %.

La facturation est établie selon une tarification journalière, suivant le nombre de repas. Elle intervient à terme échu, sur la base des inscriptions. Sauf pour les jours d'absence qui sont justifiés sur présentation d'un certificat médical ou d'hospitalisation, ou en cas de force majeure. Les justificatifs doivent être transmis à la Direction relation citoyen.

- Personnel communal dont l'indice net majoré est inférieur ou égal à 480 : 4,55 € (avec la majoration de 30 % : 5,92 €)
- Elus de la commune et Personnel communal dont l'indice net majoré est supérieur à 480 : 5,85 € (avec la majoration de 30 % : 7,61 €).
- Un tarif unique pour une boisson est appliqué : 1,50 €.

Autres tarifs :

- AESH intervenant dans les écoles : 4,30 €.
- Personnes extérieures accompagnées d'un agent ou d'un retraité : 13 €. A noter que c'est l'agent ou le retraité qui se verra facturer de ce repas supplémentaire.
- Pour accompagner les associations et acteurs locaux (sportifs, culturels…) implantés sur la commune, dans l'organisation d'évènements ponctuels à destination des Kremlinois, la Ville leur permet d'avoir accès à l'un des restaurant municipaux. Ces demandes doivent être préalablement agrées par la Ville, à titre exceptionnel. La Ville détermine le restaurant municipal le plus adapté pour accueillir les convives. Les convives doivent tous acquitter une participation financière, basée sur le tarif maximum de la grille « restauration retraités Club Lacroix ».
- Un formateur qui intervient dans le cadre d'une formation auprès des agents de la Ville, organisée par la Direction des ressources humaines : le tarif maximum de la grille « restauration retraités Club Lacroix ».

VI – ALSH MATERNELS ET ELEMENTAIRES – MERCREDI ET VACANCES SCOLAIRES

Le mercredi :

L'inscription à l'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) le mercredi est obligatoire, il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.

Les familles n'ayant pas procédé pour les mercredis à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

Les familles kremlinoises et les familles ne résidant pas au Kremlin-Bicêtre dont les enfants sont scolarisés dans une école publique de la ville ont la possibilité d'inscrire leur enfant au centre de loisirs, comme suit :

- soit en journée complète,

- soit en 1/2 journée (repas et centre de loisirs éducatifs matin ou après-midi).

Les vacances scolaires :

Pour le centre de loisirs durant les vacances scolaires et afin de garantir le bon fonctionnement des accueils de loisirs, ainsi que le recrutement du nombre d'animateurs nécessaire, il est demandé aux familles d'inscrire leur(s) enfant(s) au plus tard trois semaines avant le début des vacances scolaires. L'inscription des enfants est obligatoire et se fait en journée.

Il est à noter qu'un accueil en ½ journée peut être mis en place afin de garantir un accueil de qualité et adapté, dans les cas suivants :

- dans le cadre de l'accueil des enfants à besoins spécifiques ou porteur de handicap,
- pour les enfants inscrits dans le cadre du projet passerelle petite enfance / enfance.

Après la clôture des inscriptions, les familles pourront continuer à s'inscrire via le compte citoyen famille en fonction des places disponibles ou devront se déplacer directement à l'accueil de l'hôtel de ville. Aucune inscription ne pourra alors se faire par téléphone, fax, courrier ou courriel. Au-delà des délais fixés, les éventuelles places disponibles seront attribuées en fonction de l'ordre d'arrivée des demandes.
Les familles se verront appliquer un tarif journalier majoré de 50 % par rapport à la section de quotient familial applicable. La facture du mois regroupera les activités périscolaires et la période de vacances concernées. En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

Les enfants ayant un PAI :

Pour les enfants ayant un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) alimentaire validé par le médecin scolaire, un tarif spécifique sera appliqué.

Grilles de tarifs applicables :

ALSH maternelles et élémentaires - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commun
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
ALSH journée	3,01 €	3,01 €	3,91 €	4,81 €	5,71 €	6,61 €	7,51 €	8,41 €	9,31 €	10,21 €	11,11 €	12,01 €	12,89 €	25,78
		3,91 €	4,81 €	5,71 €	6,61 €	7,51 €	8,41 €	9,31 €	10,21 €	11,11 €	12,01 €	12,89 €		
ALSH demi journée	2,04 €	2,04 €	2,62 €	3,18 €	3,74 €	4,30 €	4,86 €	5,42 €	5,98 €	6,54 €	7,10 €	7,66 €	8,22 €	16,43
		2,62 €	3,18 €	3,74 €	4,30 €	4,86 €	5,42 €	5,98 €	6,54 €	7,10 €	7,66 €	8,22 €		
PAI - ALSH journée avec repas	2,47 €	2,47 €	3,33 €	4,16 €	4,99 €	5,82 €	6,65 €	7,48 €	8,31 €	9,14 €	9,97 €	10,80 €	11,63 €	23,26
		3,33 €	4,16 €	4,99 €	5,82 €	6,65 €	7,48 €	8,31 €	9,14 €	9,97 €	10,80 €	11,63 €		
PAI - ALSH demi-journée avec repas	1,50 €	1,50 €	2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	6,96 €	13,92
		2,00 €	2,50 €	3,00 €	3,50 €	4,00 €	4,50 €	5,00 €	5,50 €	6,00 €	6,50 €	6,96 €		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Majoration - ALSH maternelles et élementaires - Mercredi - Grille des tarifs														
Sections de QF	QF 1 0 à 210	QF 2 210 - 390	QF 3 390 - 570	QF 4 570 - 750	QF 5 750 - 950	QF 6 950 - 1150	QF 7 1150 - 1350	QF 8 1350 - 1580	QF 9 1580 - 1810	QF 10 1810 - 2110	QF 11 2110 - 2410	QF 12 2410 - 2830	QF 13 2830 et plus	Hors commune
ALSH journée - Mercredi - Majoration 30 %	3,91 €	3,91 €	5,08 €	6,25 €	7,42 €	8,59 €	9,76 €	10,93 €	12,10 €	13,27 €	14,44 €	15,61 €	16,75 €	33,51 €
		5,08 €	6,25 €	7,42 €	8,59 €	9,76 €	10,93 €	12,10 €	13,27 €	14,44 €	15,61 €	16,75 €		
ALSH demi journée - Mercredi - Majoration 30 %	2,65 €	2,65 €	3,41 €	4,13 €	4,86 €	5,59 €	6,32 €	7,05 €	7,77 €	8,50 €	9,23 €	9,96 €	10,68 €	21,36 €
		3,41 €	4,13 €	4,86 €	5,59 €	6,32 €	7,05 €	7,77 €	8,50 €	9,23 €	9,96 €	10,68 €		
PAI - ALSH journée avec repas - Mercredi - Majoration 30 %	3,21 €	3,21 €	4,33 €	5,41 €	6,49 €	7,57 €	8,65 €	9,72 €	10,80 €	11,88 €	12,96 €	14,04 €	15,12 €	30,24 €
		4,33 €	5,41 €	6,49 €	7,57 €	8,65 €	9,72 €	10,80 €	11,88 €	12,96 €	14,04 €	15,12 €		
PAI - ALSH demi-journée avec repas - Mercredi - Majoration 30 %	1,95 €	1,95 €	2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,05 €	18,09 €
		2,60 €	3,25 €	3,90 €	4,55 €	5,20 €	5,85 €	6,50 €	7,15 €	7,80 €	8,45 €	9,05 €		

Majoration - ALSH maternelles et élémentaires - Vacances - Grille des tarifs														
Sections de QF	QF 1 0 à 210	QF 2 210 - 390	QF 3 390 - 570	QF 4 570 - 750	QF 5 750 - 950	QF 6 950 - 1150	QF 7 1150 - 1350	QF 8 1350 - 1580	QF 9 1580 - 1810	QF 10 1810 - 2110	QF 11 2110 - 2410	QF 12 2410 - 2830	QF 13 2830 et plus	Hors commun
ALSH journée - Vacances - Majoration 50 %	4,52 €	4,52 €	5,87 €	7,22 €	8,57 €	9,92 €	11,27 €	12,62 €	13,97 €	15,32 €	16,67 €	18,02 €	19,33 €	38,66
		5,87 €	7,22 €	8,57 €	9,92 €	11,27 €	12,62 €	13,97 €	15,32 €	16,67 €	18,02 €	19,33 €		
ALSH demi journée - Vacances - Majoration 50 %	3,06 €	3,06 €	3,93 €	4,77 €	5,61 €	6,45 €	7,29 €	8,13 €	8,97 €	9,81 €	10,65 €	11,49 €	12,33 €	24,65
		3,93 €	4,77 €	5,61 €	6,45 €	7,29 €	8,13 €	8,97 €	9,81 €	10,65 €	11,49 €	12,33 €		
PAI - ALSH journée avec repas - Vacances - Majoration 50 %	3,71 €	3,71 €	5,00 €	6,24 €	7,49 €	8,73 €	9,98 €	11,22 €	12,47 €	13,71 €	14,96 €	16,20 €	17,45 €	34,89
		5,00 €	6,24 €	7,49 €	8,73 €	9,98 €	11,22 €	12,47 €	13,71 €	14,96 €	16,20 €	17,45 €		
PAI - ALSH demi-journée avec repas - Vacances - Majoration 50 %	2,25 €	2,25 €	3,00 €	3,75 €	4,50 €	5,25 €	6,00 €	6,75 €	7,50 €	8,25 €	9,00 €	9,75 €	10,44 €	20,88
		3,00 €	3,75 €	4,50 €	5,25 €	6,00 €	6,75 €	7,50 €	8,25 €	9,00 €	9,75 €	10,44 €		

VII – ACCUEILS PERISCOLAIRES MATERNELS ET ELEMENTAIRES

L'inscription aux accueils périscolaires est obligatoire. Il est possible de la modifier voire de l'annuler au plus tard 5 jours avant la date concernée.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport à la section de quotient familial applicable.

En cas d'absence, aucun remboursement ne sera effectué, sauf cas de force majeure, raisons médicales ou professionnelles et sur présentation d'un justificatif.

Les accueils et tarifs existants sont les suivants :

- Accueil avant la classe (7h30-8h30),
- Les temps se situant de 17h à 18h, études (pour les élémentaires) et activités périscolaires (maternelles et élémentaires), sont gratuits pour les familles. Ils sont toutefois soumis, au même titre que les autres temps, à une inscription obligatoire pour toute fréquentation.
- Accueil après la classe (16h30-18h30).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Périscolaire maternelles et élémentaires - Grille des tarifs														
Sections de QF	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commune
	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Accueil avant la classe (7h30-8h30)	0,52 €	0,52 €	0,74 €	0,93 €	1,11 €	1,16 €	1,23 €	1,34 €	1,49 €	1,57 €	1,68 €	1,81 €	1,96 €	3,92 €
		0,74 €	0,93 €	1,11 €	1,16 €	1,23 €	1,34 €	1,49 €	1,57 €	1,68 €	1,81 €	1,96 €		
Majoration 30 %	0,68 €	0,68 €	0,96 €	1,21 €	1,44 €	1,51 €	1,60 €	1,74 €	1,94 €	2,04 €	2,18 €	2,35 €	2,55 €	5,10 €
		0,96 €	1,21 €	1,44 €	1,51 €	1,60 €	1,74 €	1,94 €	2,04 €	2,18 €	2,35 €	2,55 €		
Accueil après la classe (16h30 - 18h30)	1,08 €	1,08 €	1,44 €	1,71 €	1,99 €	2,06 €	2,18 €	2,32 €	2,54 €	2,66 €	2,84 €	3,02 €	3,87 €	7,74 €
		1,44 €	1,71 €	1,99 €	2,06 €	2,18 €	2,32 €	2,54 €	2,66 €	2,84 €	3,02 €	3,87 €		
Majoration 30 %	1,40 €	1,40 €	1,87 €	2,22 €	2,59 €	2,68 €	2,83 €	3,02 €	3,30 €	3,46 €	3,69 €	3,93 €	5,03 €	10,06 €
		1,87 €	2,22 €	2,59 €	2,68 €	2,83 €	3,02 €	3,30 €	3,46 €	3,69 €	3,93 €	5,03 €		

VIII –MINI CAMPS ET SEJOURS PROPOSES DANS LE CADRE DES CENTRES DE LOISIRS EDUCATIFS MATERNELS ET ELEMENTAIRES

La participation des familles au coût de ces prestations est déterminée sur la base des sections de quotient, selon un pourcentage du prix du séjour variant de 15 % pour la première section à 75 % pour la 13ème.
Les familles doivent avoir procédé au règlement avant le départ de leur enfant.
La participation des enfants ne résidant pas sur la commune est fixée au coût du séjour.

Quotient	Pourcentage du coût du séjour à payer
QF 1	15 %
QF 2	20 %
QF 3	25 %
QF 4	30 %
QF 5	35 %
QF 6	40 %
QF 7	45 %
QF 8	50 %
QF 9	55 %
QF 10	60 %
QF 11	65 %
QF 12	70 %
QF 13	75 %

IX – STAGES SPORTIFS « SPORT DECOUVERTE »

Le service municipal des sports organise des stages « sport découverte », pour des enfants de 8 à 12 ans qu'ils soient débutants, initiés ou confirmés. Les inscriptions s'effectuent à l'accueil de l'hôtel de ville.

Les tarifs des stages comprennent les activités sportives, le déjeuner, le goûter, les frais du personnel d'encadrement (brevetés d'état) et la mise à disposition de matériel sportif spécifique.

Lorsque qu'une inscription est effectuée, elle est considérée pour l'ensemble du stage, soit deux jours ou trois jours selon la formule organisée par le service. Les tarifs indiqués ci-dessous comprennent ainsi les deux ou trois jours de participation aux stages.

Stages sportifs - Grille de tarifs														
Sections de QF	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commune
	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Tarifs 2 jours	6,31 €	6,31 €	9,11 €	11,17 €	13,38 €	14,94 €	15,90 €	17,30 €	18,39 €	19,91 €	21,00 €	22,31 €	23,61 €	32,53 €
		9,11 €	11,17 €	13,38 €	14,94 €	15,90 €	17,30 €	18,39 €	19,91 €	21,00 €	22,31 €	23,61 €		
Tarifs 3 jours	9,47 €	9,47 €	13,67 €	16,75 €	20,07 €	22,41 €	23,85 €	25,96 €	27,57 €	29,88 €	31,51 €	33,47 €	35,42 €	48,79 €
		13,67 €	16,75 €	20,07 €	22,41 €	23,85 €	25,96 €	27,57 €	29,88 €	31,51 €	33,47 €	35,42 €		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

X – LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT DE LA JEUNESSE

Adhésion annuelle

Le service municipal de la jeunesse organise des activités pour les jeunes âgés de 11 à 17 ans, sur la base d'une participation familiale ou en accès libre et gratuit pendant les périodes périscolaires et de vacances scolaires.

Cette adhésion constitue un outil de valorisation des différentes activités en accès libre auprès des jeunes et des familles.

Adhésion annuelle aux accueils de loisirs jeunesse	10 €

Les inscriptions aux accueils de loisirs jeunesse s'effectuent via « le compte citoyen », au plus tard la veille (ou le vendredi pour le lundi).
Et les inscriptions aux sorties et activités exceptionnelles s'effectuent via « le compte citoyen », au plus tard 5 jours avant.

Les familles n'ayant pas procédé à la réservation dans les délais impartis, se verront appliquer un tarif majoré de 30 % par rapport au tarif applicable.

L'ALSH Jeunesse peut être fréquenté à la Demi-journée ou à la Journée entière, avec ou sans repas.

- La journée entière et la demi-journée d'activités ALSH jeunesse – Sans repas :
  Sont gratuites.

- Pour les activités ALSH jeunesse à la journée ou à la demi-journée – Avec repas :
  Les activités sont gratuites.
  Les repas sont facturés selon les grilles de tarifs suivantes :

Restauration ALSH Jeunesse - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commune
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Fourchettes de Tarifs - Restauration ALSH jeunesse	0,90 €	0,90 €	1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €	14,00 €
		1,90 €	2,90 €	3,90 €	4,60 €	4,80 €	5,00 €	5,30 €	5,60 €	5,90 €	6,20 €	7,00 €		
Restauration ALSH jeunesse - Majoration de 30 %	1,17 €	1,17 €	2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €	18,20 €
		2,47 €	3,77 €	5,07 €	5,98 €	6,24 €	6,50 €	6,89 €	7,28 €	7,67 €	8,06 €	9,10 €		

Restauration ALSH jeunesse PAI - Grille des tarifs														
	QF 1	QF 2	QF 3	QF 4	QF 5	QF 6	QF 7	QF 8	QF 9	QF 10	QF 11	QF 12	QF 13	Hors commune
Sections de QF	0 à 210	210 - 390	390 - 570	570 - 750	750 - 950	950 - 1150	1150 - 1350	1350 - 1580	1580 - 1810	1810 - 2110	2110 - 2410	2410 - 2830	2830 et plus	
Restauration ALSH jeunesse PAI	0,45 €	0,45 €	0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €	7,00 €
		0,95 €	1,45 €	1,95 €	2,30 €	2,40 €	2,50 €	2,65 €	2,80 €	2,95 €	3,10 €	3,50 €		
Restauration ALSH jeunesse PAI - Majoration de 30 %	0,59 €	0,59 €	1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €	9,10 €
		1,24 €	1,89 €	2,54 €	2,99 €	3,12 €	3,25 €	3,45 €	3,64 €	3,84 €	4,03 €	4,55 €		

- Participation financière complémentaire :

En cas de sortie, ou d'activité exceptionnelle, une participation financière complémentaire de 5 € sera demandée par activité et par participant.

XI – SEJOURS PROPOSES DANS LE CADRE DU SERVICE JEUNESSE

La participation des familles au coût de ces prestations est déterminée sur la base des sections de quotient, selon un pourcentage du prix du séjour variant de 15 % pour la première section à 75 % pour la 13ème.
Les familles doivent avoir procédé au règlement avant le départ de leur enfant.
La participation des enfants ne résidant pas sur la commune est fixée au coût du séjour.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quotient	Pourcentage du coût du séjour à payer
QF 1	15 %
QF 2	20 %
QF 3	25 %
QF 4	30 %
QF 5	35 %
QF 6	40 %
QF 7	45 %
QF 8	50 %
QF 9	55 %
QF 10	60 %
QF 11	65 %
QF 12	70 %
QF 13	75 %

Les familles bénéficiant d'aides financières de la CAF pour le départ en séjour (VACAF) devront participer financièrement à hauteur de 5% du prix du séjour. En conséquence, les bons VACAF ne pourront solder la totalité du coût du séjour.

Les enfants du personnel communal ou assimilé qui sont domiciliés en dehors du Kremlin-Bicêtre pourront accéder aux diverses activités municipales, dans la limite des places disponibles, aux tarifs applicables aux Kremlinois.

Article 3

Dit que les tarifs de la présente délibération sont applicables au budget principal et à ses budgets annexes.

Article 4

Dit que les crédits sont inscrits au budget principal et au budget annexe, de l'exercice 2024, pour ce qui les concerne.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-123-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-124

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

CHOIX DU MODE DE GESTION POUR LE SERVICE PUBLIC DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Sidi CHIAKH expose au conseil :

La délégation de service public du stationnement payant de surface mise en place le 18 février 2016 se termine le 31 décembre 2024.

Dans ce cadre, le conseil municipal est appelé à choisir le mode de gestion pour le service public de stationnement de la commune. Il convient tout d'abord de rappeler le contexte et de dresser le bilan de la délégation de service public qui s'achève puis de choisir le nouveau mode de gestion et de fixer les modalités.

I. LE CONTEXTE DU RENOUVELLEMENT DE LA DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE DE LA VILLE DU KREMLIN BICETRE

Aux termes des dispositions de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est prévu que :

« Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire. »

Conformément à l'article L. 1411-4 précité, le présent rapport vise à permettre au Conseil municipal de se prononcer sur le principe du recours à la délégation du service public pour la gestion du stationnement payant sur voirie de la commune.

I.1 - Le contexte institutionnel et économique de la gestion du stationnement payant de la Ville du Kremlin Bicêtre.

I.1.1. Le stationnement payant actuel concerne la totalité de la ville du Kremlin-Bicêtre.

Le périmètre de la délégation de service public concerne aujourd'hui 2 056 places, desservies par 106 horodateurs.

L'ensemble des voies situées sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre constitue l'assiette de la délégation de service public.

I.1.2. Depuis le mois de mars 2016, la gestion du stationnement payant de surface de la Ville du Kremlin Bicêtre est assurée par la société Q-PARK dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Il est à noter que la filiale de la Société Q-PARK, la Société Européenne de Stationnement, avait remporté les précédents contrats en décembre 2001 et en décembre 2009. A la suite de sa fusion avec cette filiale, la Société Q-PARK a exécuté elle-même le contrat à compter du 1er janvier 2014.

Un responsable de stationnement est en permanence affecté au fonctionnement du service.
Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la constatation des infractions et la verbalisation sont effectuées par des agents municipaux assermentés, dans le cadre des pouvoirs de police du Maire.

I.1.3. Par le contrat actuel, le Délégataire doit effectuer les missions suivantes :

L'entretien des 106 horodateurs en place,

Le maintien d'un zonage en fonction des besoins de rotation et des aspects économiques locaux (zone rouge, verte et orange, cette dernière ayant ensuite été supprimée par délibération du 15 décembre 2022),

La collecte du droit de stationnement et le comptage des recettes,

La mise en place, l'entretien et la mise à jour de nouveaux modes de paiement modernisés et adaptés aux besoins des usagers (ex : carte bancaire) avec le maintien du dispositif de paiement par téléphone, y compris si la gestion est assurée par un prestataire sous-traitant,

La mise en place et l'entretien des signalisations dans les zones de stationnement payant à créer, dans le cadre de l'extension initiale, ainsi que l'entretien de la signalisation dans les zones de stationnement payant existantes et à créer tout au long de la délégation, conformément à la réglementation en vigueur,

La remise en état ou le remplacement systématique des appareils endommagés pour quelque cause que ce soit,

Les opérations de communication initiales et ultérieures en tant que de besoin, étant précisé que ces

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

dernières doivent être en lien avec toute évolution éventuelle de la DSP,

Le développement de services. Exemples : mise en place de coupons promotionnels et code discount,

L'assistance de la Collectivité à la mise en place d'un observatoire du stationnement payant et au développement de systèmes de contrôle.

Afin de tirer les conséquences de la crise sanitaire, la durée a été prolongée, par l'effet de l'avenant n° 1. Le terme du contrat actuel est donc désormais fixé au 31 décembre 2024.

I.1.4. Quelques éléments financiers significatifs peuvent être mentionnés :

- Tarification :
  - par délibération du 13 juillet 2020, le Conseil municipal a délibéré sur la réforme du barème du stationnement payant et la modification du Forfait Post Stationnement (FPS) ainsi fixé à 17 € sur l'ensemble de la commune, et ce quelle que soit la zone.
  - par délibération du 15 décembre 2022, le Conseil municipal a maintenu le montant du FPS à 17 €, supprimé la zone « orange » pour simplifier la tarification et lui appliquer la tarification de la zone verte et revoir l'étendue de la plage journalière du stationnement payant pour l'étendre jusqu'à 19 h, contre 18 h auparavant, et mettre fin à la gratuité du stationnement pour les non-résidents durant la période estivale.
- Redevances :
  - une redevance fixe est versée par le délégataire à la ville chaque année d'un montant de 335.000 euros qui varie dans la même proportion que la variation des tarifs. Par ailleurs, 1/12ème des sommes dues par le délégataire au titre de la redevance fixe annuelle est déduit chaque mois de l'ensemble des recettes du stationnement de voirie.
  - Une redevance variable est également prévue, au mois de juin de l'année N+1 pour l'année N, laquelle est liée au chiffre d'affaire. Pour exemple, en 2023, la Ville a perçu, au titre des résultats de l'année 2022, une redevance variable d'un montant de 52.451 € (12.980 € en 2021). Plus précisément, la redevance variable est calculée sur le modèle de la progressivité par tranche. En effet :
  - Redevance 1 = (CA N – 185 K€) x 50%, si CA N-185 K€ > 0
  - Redevance 2 = (CA N – 380 K€) x 80%, si CA N-380 K€ > 0
- Les recettes d'exploitation, comprenant la collecte des horodateurs, la vente des forfaits et les neutralisations, sont pour les quatre dernières années de 314.000 € en 2022, 219.800 € en 2021, 229.400 € en 2020 et 418.700 € en 2019.
- Le délégataire est rémunéré par la Ville sur la base de l'ensemble des recettes du stationnement payant de surface, déduction faite des charges d'exploitation du délégataire et des montants de la redevance fixe et de la redevance variable de l'année précédente.
- Équilibres financiers : entre 2016 et 2019, il y a eu une montée croissante de l'excédent brut d'exploitation qui mesure l'excédent généré par l'exploitation de l'activité. En 2020 et 2021, il y a eu une chute de la progression du fait de la Covid-19. En 2022, l'exploitation de l'activité a repris un rythme normal. Entre 2016 et 2022, le délégataire a généré 2 M€ de chiffre d'affaires pour 111,8 K€ de bénéfices. En outre, sa rentabilité d'exploitation est de 37 % et sa rentabilité commerciale de 5 %. Il faut toutefois souligner la période de la crise sanitaire qui a eu un effet de dégradation.

En K €	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	total
CA	**184,7**	**286,9**	**387,2**	**418,7**	**229,4**	**219,8**	**314,1**	**2040,8**
Charges directes de production	59,5	81,4	88,6	103,6	130	95,3	108,1	666,5
Charges indirectes	46,2	90	151,2	154	45,8	38,1	84,3	609,6
TOTAL CHARGES EXPLOITATION	105,7	171,4	239,8	257,6	175,8	133,4	192,4	1276,1
EBE	**79**	**115,5**	**147,4**	**161,1**	**53,6**	**86,4**	**121,7**	**764,7**
Rentabilité d'exploitation (EBE/CA)	*43%*	*40%*	*38%*	*38%*	*23%*	*39%*	*39%*	*37%*
Amortissements	53,2	70,3	71,2	73,2	89	89,1	91,2	537,2
REX	25,8	45,2	76,2	87,9	-35,4	-2,7	30,5	227,5
résultat financier	-15,8	-9,7	-6,5	-5,3	-3,3	-1,5	-0,1	-42,2
IS	-3,3	-12,2	-24	-26,2			-7,8	-73,5
Résultat net	**6,7**	**23,3**	**45,7**	**56,4**	**-38,7**	**-4,2**	**22,6**	**111,8**
Rentabilité commerciale (RN/CA)	*4%*	*8%*	*12%*	*13%*	*-17%*	*-2%*	*7%*	*5%*

Par ailleurs il peut être rappelé que la plupart des charges sont supportées par la Ville aujourd'hui, ce qui permet de ce fait au délégataire de dégager un excédent brut d'exploitation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

significatif, qui se traduit par une forte rentabilité d'exploitation (entre 36 % et 43 % en période normale).

En effet, concernant les charges directes d'exploitation, les postes les plus importants sont : les dépenses de personnel, qui s'établissent à 35 K€ en 2022 et 32 K€ en 2021 ; puis viennent la maintenance (21 K€ en 2022) et l'entretien (20 K€ en 2020) Concernant les charges indirectes, il s'agit principalement des redevances variables sur les loyers des locaux (52,5 K€ en 2022) puis viennent les services supports généraux (16,7 K€).

L'excédent brut d'exploitation mesure la quantité de richesse créée du fait de l'exploitation de l'activité. Il se détermine en faisant la différence entre les produits d'exploitation et les charges d'exploitation. Or, il peut être noté que le délégataire dégage un fort EBE chaque année. En 2022 il était de 121 K€, 161 K€ en 2019, 147 K€ en 2018.

Par ailleurs, le poids des amortissements s'accentue chaque année (de 53 K€ à 91,2 K€), ce qui vient impacter le résultat d'exploitation. Les charges financières et l'impôt sur les sociétés viennent encore impacter le résultat net.

En définitive, les équilibres financiers démontrent que l'exploitation de la DSP est bénéficiaire.

- Le compte d'exploitation prévisionnel a été renseigné avec des montants fixes qui ne démontrent pas de dynamisme. Or, l'exploitation a démontré de forts résultats par rapport à ce qui était initialement envisagé. Certes, au global, les résultats réalisés sont inférieurs à ce qui était prévu, mais cela est dû aux années 2020 et 2021 de crise sanitaire.

En K€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
CA - écart en %	-39%	-5%	28%	39%	-24%	-27%	8%	-3%
CA réel	184,7	286,9	387,2	418,7	229,4	219,8	314,1	2040,8
CA prév	302	302	302	302	302	302	290	2102
Charges d'exploitation - écart en %	-45%	-11%	24%	33%	-9%	-31%	4%	-5%
Charges d'exploitation - réel	105,7	171,4	239,8	257,6	175,8	133,4	192,4	1276,1
Charges d'exploitation - prév	193	193	193	193	193	193	185	1343
EBE - écart en %	-28%	6%	35%	48%	-51%	-21%	16%	1%
EBE réel	79	115,5	147,4	161,1	53,6	86,4	121,7	764,7
EBE prév	109	109	109	109	109	109	105	759
Amortissements - écart en %	-5%	26%	27%	31%	59%	59%	69%	38%
Amortissements réels	53,2	70,3	71,2	73,2	89	89,1	91,2	537,2
Amortissements prév	56	56	56	56	56	56	54	390
REX - écart en %	-51%	-15%	44%	66%	-167%	-105%	-40%	-38%
REX réel	25,8	45,2	76,2	87,9	-35,4	-2,7	30,5	227,5
REX prév	53	53	53	53	53	53	51	369
Résultat financier - écart en %	44%	8%	-19%	-24%	-34%	-50%	-95%	-6%
Résultat financier réel	-15,8	-9,7	-6,5	-5,3	-3,3	-1,5	-0,1	-42,2
Résultat financier prév	-11	-9	-8	-7	-5	-3	-2	-45
Résultat net - écart en %	-77%	-20%	52%	88%	-221%	-113%	-29%	-48%
Résultat net réel	6,7	23,3	45,7	56,4	-38,7	-4,2	22,6	111,8
Résultat net prév	29	29	30	30	32	33	32	215

Compte tenu du contexte précédemment décrit, il convient donc de prévoir aujourd'hui les modalités futures du service public de stationnement de surface à compter du 1er janvier 2025.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II. LE CHOIX DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE STATIONNEMENT DE SURFACE DE LA VILLE DU KREMLIN BICETRE

II. 1. - Les différents modes de gestion des services publics usuellement pratiqués

II.1.1. — L'exploitation en régie

Les services publics locaux peuvent faire l'objet de la part des personnes publiques d'une gestion directe à travers les mécanismes juridiques suivants : la régie directe, la régie autonome et la régie personnalisée.

- ***La régie directe***

Caractéristiques essentielles

Dans le cadre d'une régie directe, la personne publique organise et gère elle-même le service public avec ses propres moyens. Le service n'a aucune autonomie financière, pas d'organe de gestion, ni de personnalité juridique propre.
En cas de litige avec des tiers, c'est la responsabilité de la collectivité qui est engagée.
La comptabilité de la collectivité retrace les différentes opérations du service de manière individualisée.

Conséquences / Intérêts

Ce mode de gestion implique une maitrise totale du service par la personne publique qui doit pouvoir assumer, seule, la gestion du service (capacité humaines, professionnelles,...).

Ce mode de gestion s'applique aux services publics administratifs et s'avère difficilement compatible avec l'exécution de services publics industriels et commerciaux.

- ***La régie autonome***

Caractéristiques essentielles
La régie autonome n'a pas de personnalité juridique. Ses actes sont des actes de la collectivité, ses marchés sont soumis au Code de la commande publique et ses biens appartiennent à la collectivité.
La régie a une autonomie financière et possède un patrimoine d'affectation.

Elle est créée par l'organe délibérant de la collectivité qui détermine également son organisation administrative et financière et gérée par un conseil d'exploitation et un Directeur, sous l'autorité de l'exécutif local.

Conséquences / intérêts

La collectivité conserve la maîtrise du pouvoir d'action sur l'organisation et le fonctionnement d'une telle régie. Ce mode de gestion implique une maîtrise totale du service par la personne publique.

Tout comme la régie directe, ce mode de gestion impose à la personne publique de pouvoir assumer, seule, la gestion du service (capacité humaines, professionnelles,...).

- ***La régie dotée de la personnalité morale ou « personnalisée »***

Caractéristiques essentielles

Cette régie se trouve dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale, ce qui lui confère une autonomie de décision par rapport à la collectivité. Elle possède son propre patrimoine.

Elle est créée par l'organe délibérant de la collectivité qui détermine également son organisation administrative et financière et gérée par un conseil d'exploitation et un Directeur, sous l'autorité de l'exécutif local.

Les comptes sont autonomes et, notés par le Conseil d'administration et transmis à la collectivité de rattachement.

Conséquences / intérêts
Les régies personnalisées sont peu nombreuses, en particulier dans le domaine du stationnement payant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En effet, soit les élus souhaitent conserver la totale maitrise du service auquel cas une régie directe ou dotée de la seule autonomie financière est alors créée, soit le service public est confié à un tiers au moyen d'un marché public attribué par la collectivité voire d'un contrat de délégation de service public.

La régie personnalisée constitue un mode de gestion lourd malgré l'allègement de son régime et le rapprochement opéré avec la comptabilité privée : son assujettissement au droit public et aux règles de la comptabilité publique en font un mode de gestion peu compatible avec une gestion commerciale performante.

II.1.2 - Le recours au marché public

Caractéristiques essentielles

La passation d'un marché public implique un quasi-fonctionnement en régie. En effet, dans ce cas de figure, la personne publique confie une prestation de services à un tiers sans lui transférer l'exploitation du service.

Le prestataire est rémunéré sur la base d'un prix pour les prestations qui lui sont demandées par la collectivité. Quel que soit le résultat de son activité, le prestataire ne subit pas les conséquences financières d'une bonne ou mauvaise gestion et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini.

Les aléas d'exploitation, qu'ils soient commerciaux ou techniques, sont directement supportés par la collectivité, même si des clauses incitatives liées la recherche d'une meilleure qualité des prestations et à la réduction des coûts de production peuvent être insérées dans les marchés.

En effet, le prix forfaitaire du marché peut être assorti d'un intéressement sur la base d'un certain nombre de paramètres à définir contractuellement tels que la fréquentation (nombre de commerçants), la maîtrise des charges ou la qualité du service.

Toutefois, il convient d'être vigilant sur la mise en œuvre d'un tel système afin que le marché public ne soit pas susceptible de faire l'objet d'une requalification en concession de service public, s'il s'avérait que la rémunération du prestataire devenait substantiellement liée par les résultats d'exploitation.

La durée des marchés est généralement limitée à 5 à 8 ans pour des marchés d'exploitation.
Conséquences / intérêts

Le marché public se justifie lorsque la collectivité n'est pas en mesure d'assurer la gestion du service avec ses propres moyens mais souhaite néanmoins conserver la responsabilité de l'exploitation et un contrôle assez étroit.

Mais le marché public n'incite pas particulièrement le délégataire à optimiser l'exploitation du service car il est rémunéré en fonction d'un prix fixe qui ne dépend pas (ou peu) de la fréquentation.

En outre, le Code de la commande publique impose au pouvoir adjudicateur de diviser le marché en plusieurs lots. Dans le cas présent, cela supposerait de diviser le service matériellement (exploitation d'un côté, travaux de l'autre) et/ou géographiquement (sur différents secteurs du territoire). Et, la collectivité devrait gérer les « risques d'interface » induits par l'interaction entre les différents titulaires.

II.1.3 – La délégation de service public (DSP)

Caractéristiques essentielles

Ce mode de gestion, strictement encadré par la réglementation (articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et article L. 1121-3 du Code de la commande publique), permet à la collectivité de confier à une entreprise l'exécution d'un service public dont elle a la responsabilité, tout en conservant sa maîtrise, par le biais d'une convention de concession de service public.

L'entreprise assure l'exécution du service avec son propre personnel selon les méthodes de la gestion privée et à ses risques et périls. La collectivité lui octroie, généralement, en contrepartie, un monopole d'exploitation du service.

L'une des caractéristiques essentielles de la gestion par délégation de service public concerne le risque financier lié à l'exploitation du service : il ne pèse pas sur la seule Collectivité mais, en tout ou partie, sur l'entreprise concessionnaire, qui se rémunère sur la redevance payée par les usagers du service.
Cette notion de risque et péril financier, fondamentale pour distinguer une concession de service public

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

d'un marché public se traduit dans les actes par la forme de la rémunération du délégataire qui doit être « substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service ».

Cette particularité, associée à la nécessité de mettre en place une relation de confiance sur le long terme entre le concessionnaire et la collectivité, a conduit le législateur à laisser à la collectivité une grande liberté pour faire appel à l'entreprise de son choix. La collectivité négocie donc les conditions de la convention de concession avec les candidats, tout en respectant les principes de la commande publique.

Ce mode de rémunération permet d'impliquer pleinement l'opérateur dans la gestion de l'activité, ce qui peut concrètement entraîner des gains de productivité, un meilleur souci de compétitivité du service et la possibilité de stimuler l'innovation.

En effet, le délégataire assume les risques liés à l'exploitation du service, traduisant ainsi une externalisation assez forte du service public. Il dispose d'une réelle autonomie dans la prise en charge de l'activité de service public qui lui est confiée même si, bien entendu, cette gestion s'opère sous le contrôle de la collectivité.

La collectivité garde la maîtrise du service dans la mesure où :

- L'entreprise est tenue de rendre compte de sa gestion sur les plans technique et financier.
- La collectivité dispose des moyens juridiques nécessaires pour assurer, quoi qu'il arrive, le fonctionnement du service ou pour modifier son organisation (pouvoir d'infliger des sanctions à l'entreprise, de provoquer une modification du contrat ou même de le résilier pour des motifs tenant à l'organisation du service ou tirés de l'intérêt général).

Ainsi, même lorsqu'elle passe une convention avec un délégataire, la collectivité délégante doit conserver les missions d'organisation du service ainsi que de définition de ses caractéristiques essentielles. En outre, elle est tenue d'assurer un contrôle régulier de l'activité du délégataire notamment au vu des comptes rendus techniques et financiers annuels.

En toute hypothèse, de tels contrats sont limités dans leur durée. Au-delà d'une durée de cinq ans, il est nécessaire que la durée du contrat corresponde à la durée normale d'amortissement des investissements confiés et des prestations confiées.

Les grands principes du service public sont pleinement applicables : l'égalité entre les usagers doit être assurée, le principe de continuité du service constitue une obligation pour le délégataire et une sécurité supplémentaire pour l'autorité concédante et le principe de mutabilité du service permet à la collectivité de modifier les conditions d'exploitation en cours de contrat, dans le cadre d'avenants.

Conséquences / intérêts
D'un point de vue pratique, le service est exploité par un opérateur spécialisé, qui dispose des compétences et de l'expertise nécessaires pour assumer les missions confiées. L'avantage d'un tel mode de gestion est donc que le délégataire a la charge des problèmes techniques rencontrés au quotidien, des astreintes et plus généralement, qu'il assume la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien des installations.

En outre, il convient de souligner qu'il n'est pas requis de diviser le contrat de délégation de service public en plusieurs lots, contrairement à ce qui prévaut pour les marchés publics.

Afin de préserver l'efficience de ce mode de gestion, il reste important que la collectivité assure un contrôle étroit de son délégataire et de l'exécution du service.

II.1.4- Les formes sociétales

Les derniers modes de gestion présentés ici constituent davantage des instruments de mise en place d'une gestion externalisée plutôt que des véritables modes de gestion à part entière, dans la mesure où la création d'une structure *ad hoc* doit s'accompagner de la conclusion avec la collectivité de rattachement d'un contrat, ce contrat étant le plus fréquemment une convention de délégation de service public.

- ***La société d'économie mixte (SEM) et la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP)***

Caractéristiques essentielles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'article L. 1521-1 du CGCT précise que « les communes, les départements, les régions et leurs groupements peuvent, dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues par la loi, créer des sociétés d'économie mixte locales qui les associent à une ou plusieurs personnes privées et, éventuellement, à d'autres personnes publiques pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général ; lorsque l'objet de sociétés d'économie mixte locales inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires [...] ».

Cette SEM revêt la forme d'une société anonyme, étant néanmoins précisé que les personnes publiques doivent détenir plus de la moitié du capital de la société et des voix dans les organes délibérants. Les règles de fonctionnement classiques issues du droit commercial s'appliquent : ainsi par exemple, comme toute société anonyme, le nombre d'actionnaires ne peut être inférieur à deux.

En leur qualité d'actionnaires, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent prendre part aux modifications du capital ou allouer des apports en compte courant d'associés. De la sorte, un soutien financier public pourrait être apporté.

Conséquences / intérêts

La constitution de cette structure partenariale semble possible au cas présent, dès lors que la mission qui pourrait lui être confiée consiste dans l'exploitation d'une activité d'intérêt général.

Néanmoins, une telle SEM interviendrait en tant que prestataire de la Ville, c'est-à-dire qu'elle devrait être mise en concurrence, au même titre que n'importe quel opérateur dès lors qu'un contrat de la commande publique serait envisagé (marché public ou délégation de service public).

Aussi, l'intérêt de cette SEM parait plutôt limité, d'autant plus que son processus de création est assez long (et pas nécessairement compatible avec la durée restante du contrat actuel), même s'il peut être intéressant de mentionner cette possibilité en raison de sa souplesse de gestion.
Néanmoins, il convient de mentionner également la société d'économie mixte à opération unique (SEMOP), créée par la loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 : une SEMOP est une SEM mais sa principale originalité est qu'elle n'a vocation à exécuter que le seul et unique objet et contrat attribué par la personne publique.

L'existence de la SEMOP est donc liée à la durée du contrat conclu avec la personne publique. Aussi, la SEMOP ne pourra pas bénéficier de l'attribution d'autres contrats et sera dissoute dès la réalisation de son objet ou au terme de l'exécution du contrat attribué. La SEMOP ne peut agir de manière indépendante et elle doit être titulaire d'un contrat conclu avec une personne publique.

LA SEMOP ne se justifie que pour des projets d'envergure nécessitant un investissement important, ce qui ne semble pas le cas pour le service de stationnement payant sur voirie à ce stade.

La société publique locale (SPL)

Caractéristiques essentielles

L'article L. 1531-1 du CGCT permet la création d'une SPL. Ainsi, « les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent créer, dans le cadre des compétences qui leur sont attribuées par la loi, des sociétés publiques locales dont ils détiennent la totalité du capital. Ces sociétés sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général. Ces sociétés exercent leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres. Ces sociétés revêtent la forme de société anonyme [...] ».

Conséquences / intérêts
Le recours à une telle forme de coopération parait, à première vue, possible, l'objet de la SPL étant l'exploitation d'un service public et donc d'une activité d'intérêt général.

Néanmoins, la question du respect du droit de la concurrence devra être posée. En effet, la possibilité, pour une SPL, de prendre en charge l'activité s'exerce dans les limites des règles régissant le droit de la concurrence et notamment du principe de liberté du commerce et de l'industrie. En application de ce principe, l'activité confiée par la collectivité actionnaire de la SPL à la société doit être justifiée par un intérêt public (caractère d'intérêt général de l'activité) ainsi que d'un intérêt local (activité exercée dans le cadre territorial de la collectivité).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

A cet égard, rappelons que le Conseil d'Etat a considéré, dans une espèce concernant l'intervention d'une SEM locale, transposable à une SPL, que si l'intérêt général peut résulter de la carence ou de l'insuffisance de l'initiative privée, « une telle carence ou une telle insuffisance ne saurait être regardée comme une condition nécessaire de l'intervention d'une SEML sur un marché » (CE, 5 juillet 2010, Syndicat national des agences de voyages, req. n° 308564).

Aussi, et au regard de la nature fortement concurrentielle de l'activité de gestion du service de stationnement payant, il n'est pas évident que la création d'une SPL soit dénuée de tout risque.

Ceci étant précisé, l'intérêt de la création d'une SPL est de permettre aux collectivités et groupements actionnaires de cette société de lui confier, sans publicité ni mise en concurrence préalable, des prestations, en application de la théorie des relations « in house ».

Par conséquent, cette structure nécessiterait une association avec une ou plusieurs autres collectivités également compétentes en matière de stationnement sur le territoire de la Ville, ce qui ne semble à ce stade pas envisageable.

II.2. – Conclusion sur le choix du mode de gestion

La gestion en régie du service permettrait une maîtrise publique, institutionnelle et financière du service, mais nécessiterait la mobilisation de moyens humains, techniques et financiers importants, dans un contexte concurrentiel fort pour ce type d'activité.

En outre, elle impliquerait pour la Ville la reprise de charges directes d'exploitation d'un montant pouvant aller de 150.000 à 260.000 € par an, avec un risque que celles-ci ne soient pas totalement compensées par les recettes d'exploitation afférentes.
Le recours à des marchés publics pourrait s'envisager, dans la mesure où le contrôle de la Collectivité serait préservé, tout en externalisant la gestion du service à un opérateur spécialisé.

Toutefois, cette formule ne développerait pas ou trop peu l'implication de l'opérateur et ferait porter l'essentiel des risques d'exploitation sur la collectivité.

En outre, il serait nécessaire de diviser le marché en plusieurs lots, ce qui nécessiterait pour la Ville de définir leur périmètre puis de gérer, en phase d'exécution, les risques d'interface entre les différents contrats.

La gestion déléguée répond aux attentes de la collectivité en termes de performances et de risques techniques et financiers, ces derniers étant majoritairement transférés au délégataire.

En outre, la gestion déléguée ne nécessite pas de diviser le service en plusieurs lots.

Nombreuses sont les collectivités qui ont d'ores et déjà fait le choix de déléguer leurs services pour la gestion du stationnement payant, dans la mesure où le recours à la délégation de service public est traditionnellement le montage contractuel le plus usité pour les parcs de stationnement. Leur gestion est ainsi confiée, par l'intermédiaire d'une délégation de service public, à des sociétés détentrices d'outils performants pour gérer ces activités dans un cadre concurrentiel.

Un véritable savoir-faire en matière de gestion, notamment technique et commerciale, apparaît en effet indispensable pour assurer l'exploitation d'un tel service public.

Aux termes des réflexions menées par l'équipe municipale et les services, il apparait donc pertinent de poursuivre la gestion déléguée de ce service public et d'engager une nouvelle procédure de passation d'un contrat de délégation de service public ayant les caractéristiques essentielles décrite ci-après (cf. point III).

La passation de la délégation du service public pour la gestion du service public de stationnement sur voirie sera soumise aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du CGCT et aux dispositions de la troisième partie du Code de la commande publique.
Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le principe de délégation du service public, au vu :

de l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux prévue à l'article L. 1413-1 du Code ;
du présent rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Après délibération sur le principe de la délégation de service public par le Conseil municipal, un avis de concession sera publié au Journal officiel de l'Union européenne, au Bulletin officiel des annonces des marchés publics ou dans un journal d'annonces légales ainsi que dans une publication spécialisée correspondant au secteur économique concerné, en fonction du montant prévisionnel du contrat.

Les candidats seront invités, sur la base d'un règlement de consultation définissant les règles applicables à la procédure et d'un projet de contrat, à remettre leurs dossiers de candidature et d'offres. Les candidatures seront sélectionnées par la Commission de Délégation de Service Public mentionnée à l'article L. 1411-5 du CGCT, en fonction des garanties professionnelles et financières proposées par chacun des candidats, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle dressera la liste des candidats admis à présenter une offre.

Au vu de l'avis de la Commission, l'autorité habilitée à signer la convention – le Maire du Kremlin-Bicêtre ou son représentant – pourra organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du Code de la commande publique.

Enfin, l'autorité habilitée à signer la convention saisira le Conseil municipal du choix de l'entreprise auquel elle aura procédé et lui transmettra un rapport présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.
Les enjeux pour la Ville seront ainsi de :

Sélectionner un délégataire compétent, réactif et fiable, qui présentera le maximum de garanties pour assurer la continuité d'un service de qualité ;

Permettre au délégataire d'obtenir une rémunération suffisante pour accomplir sa mission dans les meilleures conditions, tout en maintenant les tarifs à leur niveau actuel (sous réserve d'adaptations éventuelles en cours de contrat, notamment à la suite de l'ouverture de la station de métro de la ligne 14, afin de réguler le stationnement autour des gares).

III. OBJET ET CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS A LA CHARGE DU FUTUR DELEGATAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du CGCT, sont présentées ci-après les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le futur délégataire de service public.

III.1 Objet du contrat

S'agissant de l'objet du contrat, le délégataire se verrait confier la gestion et l'exploitation du service de stationnement payant de surface de la Ville du Kremlin-Bicêtre, ceci incluant notamment :

- la gestion et l'exploitation du service de stationnement payant de surface de la Ville du Kremlin-Bicêtre (véhicules légers et deux-roues motorisés),
- Le renouvellement, l'entretien-maintenance et le redéploiement éventuel et en tant que de besoin des horodateurs existants,
- La collecte, comptage et traitement des recettes comprenant les redevances de stationnement et les forfaits de post stationnement (FPS), dans le cadre d'une régie de recettes instituée par la Ville,
- La réfection en début de contrat de l'ensemble du marquage au sol existant puis son renouvellement durant l'exécution du contrat au gré des besoins, notamment à la suite de travaux,
- L'installation, l'exploitation et l'entretien-maintenance de véloboxes permettant le stationnement des vélos en toute sécurité,
- L'installation, l'exploitation et l'entretien-maintenance d'installations de recharge de véhicules électriques (IRVE),
- La mise en place, l'entretien et la mise à jour de nouveaux modes de paiement modernisés et adaptés aux besoins des usagers,
- Les opérations de communication initiales et ultérieures en tant que de besoin, étant précisé que ces dernières doivent être en lien avec toute évolution éventuelle de la DSP,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- La mise en place d'un observatoire du stationnement payant,

- La ville se réserve le droit de demander au délégataire la réalisation d'une étude concernant la construction de nouveaux parkings sous-terrain, sur les secteurs en tension de la ville.

III. 2. Périmètre d'exécution

Le lieu d'exécution de la délégation de service public est situé sur le territoire de la Commune du Kremlin Bicêtre.

Le périmètre de la future délégation de service public devrait ainsi concerner environ 2 000 places.

III. 3. Durée

Il est envisagé une durée de la convention de sept années.

III. 4. Conditions financières

Le délégataire exploitera le service public à ses risques et périls, notamment, financiers.

Le délégataire sera seul responsable de la gestion financière de l'ensemble du service et fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant résulter de son activité.

Conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du Code de la commande publique, la rémunération du délégataire dépendra substantiellement des résultats d'exploitation du service et, notamment, de la fréquentation des places de stationnement par les utilisateurs.

Les recettes seront collectées auprès des usagers, et encaissées par la Ville dans le cadre d'une régie de recettes. La Ville versera ensuite une rémunération au délégataire, dans les conditions prévues par la convention.

Compte tenu des charges et responsabilités incombant au délégataire ainsi que des prévisions de recettes pouvant être réalisées, le délégataire versera une redevance fixe à la Ville au titre de l'occupation du domaine public, ainsi qu'une redevance variable corrélée aux résultats d'exploitation.

Plus précisément concernant la redevance fixe annuelle, celle-ci fera l'objet d'une indexation sur les tarifs excepté en cas de diminution des tarifs.

La redevance variable sera déterminée annuellement sur la base d'un taux unique appliqué sur le chiffre d'affaires proposé par le candidat.

Une redevance sera également mise à sa charge pour financer les frais exposés par la Ville pour contrôler l'exécution du contrat.

Enfin une redevance en cas de surperformance serait prévue dans le contrat. Celle-ci serait calculée sur la base de la différence entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) réalisé annuel et l'EBE prévisionnel annuel auquel il serait appliqué un taux proposé par le candidat. Cette clause de surperformance aurait deux effets : un effet incitatif (élaboration d'un CEP précis et fiable ainsi qu'un suivi rigoureux pendant la DSP) et un effet économique (la collectivité retirerait des avantages en cas de surperformance du délégataire).

III. 5. Conditions d'exploitation du service

Le délégataire sera tenu d'assurer la continuité du service public, l'égalité de traitement des usagers du service public, la transparence et la neutralité dans les conditions définies dans la convention.
Les candidats admis à présenter une offre indiqueront l'organisation du travail qu'ils comptent mettre en place en relation avec les services municipaux pour assurer la meilleure exploitation du stationnement payant sur voirie.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le délégataire affectera à l'exécution du service du personnel qualifié et approprié aux besoins et devra faire application de la législation et la réglementation relatives aux conditions de travail des salariés.

En ce qui concerne les tarifs et les zones de stationnement :
Les tarifs et les zones de stationnement applicables seront ceux indiqués dans la délibération du Conseil municipal en vigueur au moment de l'exécution de la DSP. A ce stade, la municipalité s'oriente vers un maintien des tarifs de stationnement et du forfait post stationnement à l'identique ; et vers une extension des zones rouges.

Le contrat sera rédigé de sorte à pouvoir, en cours d'exécution, être modifié pour tenir compte du schéma des mobilités en cours d'élaboration, intégrer de nouvelles zones de stationnement payant, changer le périmètre des zones rouge ou verte ou modifier les tarifs dans certaines zones, en particulier à la suite de l'ouverture de la station de métro de la ligne 14, afin de réguler le stationnement autour de la gare.

Par ailleurs, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le délégataire devra mettre en œuvre, dans le cadre de son exploitation, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le Délégataire devra également tenir les engagements en matière de développement durable qui seront définis dans la convention.

Le Délégataire devra se conformer à la loi sur les principes de la République et veiller à son respect.

III.6. Travaux à la charge du délégataire

Le délégataire sera responsable de l'entretien courant et de la maintenance des équipements inclus dans le périmètre de la délégation.

En outre, il devra exécuter les travaux d'installation, d'entretien et de renouvellement prévus par la convention, notamment l'installation de véloboxes et d'IRVE, ou de dispositifs équivalents à la demande de la ville, les travaux de marquage au sol, de repositionnement des horodateurs, et d'implantation de signalisation verticale sur les zones de stationnement payant ainsi que sur les places de stationnement payant qui pourraient être réservées aux deux-roues motorisés.

Je vous informe que la CCSPL réunie le 8 novembre 2023 a émis un avis favorable sur le principe de la DSP.

Au vu de ces éléments, il est demandé au Conseil municipal d'approuver le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du stationnement payant de surface de la Ville, pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2025.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Sidi CHIAKH,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1411-1 et suivants, et R.1411-1 et suivants,
Vu le contrat actuel de délégation de service public (DSP) pour l'exploitation du service public de stationnement de surface dans le cadre d'un affermage, notifié le 11 mars 2016 et qui arrive à échéance le 31 décembre 2024,
Vu l'avis favorable de la Commission consultative de services publics locaux en date du 8 novembre 2023 quant au principe de délégation de service public pour l'exploitation du service public de stationnement payant sur voirie de la commune du Kremlin-Bicêtre,
Vu le rapport, annexé à la présente délibération :

- rappelant le contexte du renouvellement de la délégation de service public de stationnement payant sur voirie de la Ville,
- exposant le choix de recourir à une délégation de service public pour la gestion du service public de stationnement de surface de la ville du Kremlin-Bicêtre,
- indiquant l'objet et les caractéristiques des prestations à la charge du futur délégataire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 D'approuver le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du stationnement payant de surface de la Ville, pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2025.

Article 2 D'approuver les caractéristiques du contrat et des prestations que doit assurer le délégataire, telles que définies dans le rapport de présentation, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement au Maire ou son représentant d'en négocier les conditions précises, conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 De confier à la commission d'ouverture des plis les prérogatives prévues par la loi, dans le cadre de la gestion déléguée du stationnement payant.

Article 4 D'autoriser le lancement de la procédure de délégation de service public prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, en vue d'aboutir au choix d'un délégataire pour l'exploitation du stationnement payant de surface.

Article 5 D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise.

Article 6 D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure de délégation de service public.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Proposition de modification des zones de stationnement



Actuelles Zones vertes

Actuelles Zones rouges

Propositions : Zones vertes à passer en zones rouges

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-124-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-125

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

STATIONNEMENT : CONVENTIONNEMENT AVEC L'AGENCE NATIONALE DU TRAITEMENT AUTOMATISE DES INFRACTIONS (ANTAI) POUR LA MISE EN ŒUVRE DU FORFAIT POST STATIONNEMENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-125-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Sidi CHIAKH expose au conseil :

Dans le cadre de la mise en place de la réforme de la décentralisation et la dépénalisation du stationnement payant sur voirie, depuis le 1er janvier 2018, la ville a choisi de conserver, en régie, la surveillance et le contrôle du stationnement payant.

Actuellement, le traitement des amendes de police relatives au stationnement payant est géré par l'Agence Nationale du Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) dans le cadre d'une convention.

Depuis le 1er janvier 2018, l'amende pénale est remplacée par un forfait post-stationnement qui nécessiterait un coût important de gestion si la ville décidait d'un traitement en direct par les services municipaux (acquisition de matériel adapté à l'édition des FPS pour chaque agent assermenté, consommables nécessaires à l'édition de ces FPS, recrutement de plusieurs agents pour le traitement et la perception des FPS, etc.).

Pour autant, le législateur a prévu la possibilité, pour les collectivités ayant instauré du stationnement payant sur voirie sur leur territoire, de conventionner cette prestation avec l'ANTAI.

Aussi, il est proposé que le conseil municipal autorise le Maire à signer cette nouvelle convention avec l'ANTAI pour une gestion dématérialisée des FPS, identique à celle actuellement en place, qui simplifie les missions des agents assermentés sur le terrain.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Sidi CHIAKH
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2333-87
Vu le code de la route ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi N° 2014-58, dite MAPTAM du 27 janvier 2014, notamment son article 65 organisant la réforme du stationnement payant sur voirie, au travers de la dépénalisation des amendes de police ;

Vu la loi N° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 fixant l'entrée en vigueur de cette réforme au 1er janvier 2018 ;

Vu le Décret 2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 18 février 2016 portant approbation de la convention d'affermage et désignation du délégataire du stationnement payant de surface ;

Vu la délibération N°2020-54 du 13 Juillet 2020 fixant le montant du Forfait Post Stationnement

Vu la convention relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement ci-annexée ;

Vu le Budget communal ;

Considérant l'intérêt pour la commune de confier à l ANTAI le soin de notifier pour son compte, le Forfait Post Stationnement aux usagers et plus particulièrement aux titulaires des certificats d'immatriculation des véhicules concernés
Considérant, qu'il y a lieu de conclure avec l'ANTAI une convention « cycle complet »

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

Après en avoir délibéré par 26 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU) et 7 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-125-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DÉCIDE

Article Unique D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement, annexée à la présente délibération, avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI).

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-125-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-125-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ANTAI Agence Nationale Traitement Automatisé Infractions

Convention relative à la mise en œuvre du forfait post-stationnement

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;

Vu le décret n° 2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 2015 modifié fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R. 2333-120-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2016 relatif aux mentions et modalités de délivrance du titre exécutoire et de l'avertissement émis en cas de forfait de post-stationnement impayé ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Service FPS-ANTAI ».

Entre,

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), représentée par
Le Préfet Laurent FISCUS , agissant en qualité de Directeur,
D'une part,
Et contact
La commune du Kremlin Bicetre
, sis
4 Place Jean Jaures 94270 Le Kremlin Bicetre

représentée par, Jean - Luc Laurent

agissant en qualité de personne, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° 2020-088

du Conseil Municpal en date du 13 Juillet 2020

Ci-après désigné « la collectivité »

jjj

D'autre part,
Ci-après désigné « les Parties »
Il a été convenu ce qui suit.

1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à notifier par voie postale ou par voie dématérialisée l'avis de paiement du forfait de post-stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire de longue durée ou de l'acquéreur du véhicule, dans le cadre de l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

La convention a également pour objet de régir l'accès au système informatique du Service du forfait de post-stationnement de l'ANTAI (SWA-PART FPS) et d'en définir les modalités et conditions d'utilisation.

La présente convention a également pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à traiter en phase exécutoire les FPS impayés.

2. Liste des documents conventionnels

Les documents conventionnels comprennent la présente convention et ses annexes.

Sont annexés à la présente convention, les documents suivants :

- Annexe 1 : Conditions financières ;
- Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU) ;
- Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles.

Les annexes font partie intégrante de la convention et ont une valeur conventionnelle. Les annexes précisent et complètent la convention. Toute référence à la convention inclut ses annexes.

A titre informatif, les modèles de documents envoyés par l'ANTAI sont joints à la présente convention.

2.1 Législation et normes applicables

Il appartient à chacune des Parties de prendre connaissance et de respecter l'ensemble de la législation en vigueur relative à la présente convention et de suivre ses évolutions tout au long de la durée d'exécution de la convention.

2.2 Article réputé non écrit

Si une ou plusieurs stipulations conventionnelles sont considérées non valides en application d'une disposition de la législation ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elle(s) est/(sont) réputée(s) non écrite(s) sans entraîner pour autant la nullité de la convention.

3. Absence de renonciation

Le fait qu'une partie n'exige pas l'exécution d'une condition de la présente convention ou renonce à exercer un droit ou un privilège conventionnel n'est pas réputé constituer une renonciation définitive à cette condition ou à l'exercice de ce droit ou de ce privilège ou toute autre disposition en relation avec ces derniers.

4. Engagements des parties

4.1 Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à :

- Transmettre à l'ANTAI par voie électronique sécurisée tous les FPS n'ayant pas fait l'objet d'un règlement dans le délai de 5 jours calendaires consécutifs à la constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance de stationnement ;

- Transmettre à l'ANTAI par voie électronique sécurisée, dès qu'elle en a connaissance, tous les éléments nouveaux susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, notamment s'agissant des données issues des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) et des décisions de la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP) ;

- Assumer la responsabilité pleine et entière du contenu de l'ensemble des éléments transmis à l'ANTAI en particulier ceux nécessaires à l'établissement des avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS ;

- Utiliser exclusivement les canaux de paiement mis en place par l'ANTAI une fois le FPS transmis à l'agence ;

- Informer l'ANTAI dans les meilleurs délais en cas de suspension, d'interruption ou de reprise de son activité en matière de stationnement payant ;

- Appliquer les Conditions Générales d'Utilisations décrites à l'annexe 2 et en particulier respecter la politique de sécurité des échanges qui y est précisée ;

- Déposer un symbole/logotype de la collectivité au format TIFF qui sera présent en haut au centre de la première page de l'APA ;

- Envoyer, si elle le souhaite, le texte ou infographie libre prévu au dos de la première page de l'APA au format TIFF, étant entendu que toutes les informations y figurant sont de son entière responsabilité ;

- Si la collectivité adopte le paiement minoré des FPS, la page sus-mentionnée devra obligatoirement être présente et préciser les modalités de mise en œuvre de celui-ci ;

- Renseigner rigoureusement toutes les informations présentes au paragraphe « Comment envoyer votre recours ? » du feuillet intitulé : « Comment contester cet avis de paiement », qui sont entièrement de la responsabilité de la collectivité.

4.2 Engagements de l'ANTAI

L'ANTAI s'engage à :

- Traiter l'ensemble des informations nécessaires à l'émission des avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS reçus par voie électronique conformes aux spécifications définies avec l'ANTAI ;

- Editer les avis de paiement initiaux et rectificatifs des FPS ainsi que tous les documents prévus dans le cadre du traitement d'un avis de paiement par l'ANTAI ;

- Affranchir les avis de paiement et procéder à leur expédition au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire ou de l'acquéreur du véhicule ;

- Assurer, à la demande de la collectivité, la personnalisation des avis de paiement initiaux et rectificatifs à envoyer en y faisant figurer, aux emplacements prévus, les éléments de personnalisation transmis par la collectivité (symbole/logotype de la collectivité et texte libre pour personnaliser l'avis de paiement) ;

- Assurer un service de centre d'appels téléphonique auprès de la collectivité et/ou de son ou ses tiers-contractant(s) dans le déploiement de certificat(s) de chiffrement ;

- Assurer un service de centre d'appels téléphonique auprès des redevables des avis de paiement leur permettant d'avoir une information générale et d'identifier leurs différents interlocuteurs ;

- Mettre à disposition de la collectivité et/ou de son ou ses tiers-contractant(s) un environnement de tests de ses échanges avec l'ANTAI et délivrer un rapport de tests ;

- Mettre à disposition de manière informatique toutes les informations permettant aux collectivités de faire le suivi quantitatif relatif au traitement par l'ANTAI des FPS, y compris l'imminence d'un titre exécutoire suite à la fin du délai de paiement ;

- Informer la collectivité des évolutions majeures de ses règles de traitement ;

- Informer la collectivité en cas d'incident technique majeur, et lui communiquer un calendrier indicatif de mise en œuvre d'actions adaptées pour y répondre ;

- Présenter à une échéance régulière, au moins annuelle, une synthèse de son activité en matière de stationnement payant ;

- Utiliser les coordonnées d'un locataire de longue durée du véhicule lorsqu'il est ainsi déclaré dans le système d'information des véhicules pour envoyer le FPS ;

- Rechercher une adresse alternative des usagers concernés pour les avis de paiement de FPS retournés par La Poste au CNT avec la mention « pli non distribué » (PND) ;

- Fournir les canaux de paiement permettant aux usagers de régler leur FPS ;

- Fournir à un redevable qui le demande un justificatif de paiement ;

- Assurer, pendant trois ans, l'archivage électronique de l'ensemble des données des avis de paiement initiaux, rectificatifs et majorés, des justificatifs de paiement des FPS dont la gestion lui a été confiée, sauf en cas de recours à la CCSP ou en cas de force majeure.

5. Mise en place d'un paiement minoré

La collectivité qui souhaite proposer aux redevables de payer leur FPS à un montant minoré dans un délai qu'elle détermine à deux possibilités :

- Le notifier par ses propres moyens aux usagers avant la transmission par voie électronique des FPS à l'ANTAI ;

- L'indiquer à l'ANTAI pour mettre en place cette fonctionnalité. Les informations de minoration seront alors transmises informatiquement à l'ANTAI afin qu'elles soient prises en compte dans les traitements de l'ANTAI, en particulier sur les canaux de paiement de l'Agence. L'information sur la minoration devra obligatoirement être portée à la connaissance des

redevables par la page de personnalisation fournie par la Collectivité, figurant au verso de la première page de l'avis de paiement. Le FPS minoré doit alors obligatoirement et exclusivement être payé par le redevable sur les canaux de paiement fournis par l'ANTAI. Lorsque la collectivité sollicite l'ANTAI à cette fin, elle doit également lui faire parvenir la délibération autorisant la mise en place d'un paiement minoré.

6. Durée de la convention - renouvellement

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2024 ou, si elle est signée postérieurement, à partir de la date de sa signature par les deux parties. Elle est conclue pour une durée se terminant le 31 décembre 2026. Une nouvelle convention est nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

7. Droit applicable - Règlement amiable - Juridiction compétente

7.1 Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

7.2 Règlement amiable

La présente convention est conclue et exécutée de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation les éventuelles difficultés qui peuvent survenir lors de son exécution.

En cas de différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir aux fins de conciliation dans un délai de quinze (15) jours suivant l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance de l'autre au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Dans les cas où les parties n'arrivent pas à trouver un accord, elles ont la possibilité de désigner un expert d'un commun accord.

L'expert propose une solution au litige. A défaut d'accord intervenu entre les parties sur cette solution dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la communication du rapport de l'expert aux parties, celles-ci peuvent saisir les tribunaux.

7.3 Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation et les suites de la convention est porté devant le tribunal administratif de Paris même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

8. Force majeure

Est entendue par force majeure les événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté des deux Parties. Aucune des deux Parties ne peut être tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure, constatée par l'une des Parties, celle-ci en informe l'autre par écrit dans les meilleurs délais.

Les délais prévus pour la livraison sont décalés en fonction des circonstances et de la durée de la force majeure. Si une Partie constate un cas de force majeur, elle en informe l'autre et lui

communique toute information utile sur l'évolution envisagée de son activité et les délais de mise en œuvre des actions prévues pour y faire face.

Fait à le Kremlin Bicetre , le 22 /12/2023

en 1 exemplaires originaux

Pour l'ANTAI, Le Préfet Laurent FISCUS, Directeur, Date, cachet, signature A Paris, Le 17/10/2023	Pour la Collectivité, Date, cachet, signature 22 /12/2023

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Conditions financières

Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles

Annexe 1 : Conditions financières

1. Prix des prestations réalisées par l'ANTAI

a) La collectivité verse pour les prestations réalisées par l'ANTAI les montants suivants :

Prestations	Prix unitaire pour l'année 2024
1. Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement	
1.1 Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement initial	0,98 € par pli envoyé
1.2 Traitement, impression et mise sous pli d'un avis de paiement rectificatif	0,98 € par pli envoyé
2. Traitement d'un avis de paiement dématérialisé	
2.1 Traitement d'un avis de paiement initial dématérialisé	0,83 € par envoi dématérialisé
2.2 Traitement d'un avis de paiement rectificatif dématérialisé	0,83 € par envoi dématérialisé

b) L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé :

Les courriers envoyés sont :
- Un avis de paiement initial ;
- Un avis de paiement rectificatif ;
- Un nouvel envoi d'un avis de paiement lorsqu'une adresse alternative a été retrouvée ;
- Un justificatif de paiement ;
- Tout autre envoi dans le cadre du traitement d'un avis de paiement par l'ANTAI.

dhochardc@ville-kremlin-bicetre.fr
L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé selon le tarif en vigueur à La Poste.

A titre indicatif, le coût d'affranchissement est au 1er janvier 2023 de 0,65 € par courrier envoyé. Ce prix peut être réévalué selon les évolutions tarifaires de La Poste. Par exemple, pour l'année 2024, le coût de l'affranchissement peut être réévalué sous réserve d'éventuelles évolutions tarifaires de La Poste d'ici le 1er janvier 2024.

2. Révision annuelle des prix unitaires

Les prix unitaires des prestations réalisées par l'ANTAI et exposées dans le paragraphe 1. a) de cette annexe 1, sont révisés annuellement pour une entrée en vigueur au 1er janvier de chaque année (N) en application de la formule exposée ci-après :

$$P = P0 \times \left(0{,}30 + 0{,}40 \times \frac{CPF}{CPF0} + 0{,}30 \times \frac{S}{S0}\right)$$

Dans laquelle :
- P : prix révisé ;
- P0 : prix contractuel d'origine ;
- CPF0 : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre 2023 ;
- CPF : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre N-1 ;
- S0 : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre 2023 ;

- S : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre N-1 ;

Où :

- Si le dernier indice connu à la date de la révision est un indice provisoire, on utilisera le dernier indice arrêté ;
- La valeur des indices SYNTEC, correspond aux valeurs initiales telles que publiées à la date concernée sur le site de la Fédération SYNTEC. A titre d'exemple, le dernier indice SYNTEC publié le 30 septembre 2022 est celui d'août 2022 pour un total de 286,4.

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l'augmentation annuelle ne peut pas être supérieure à 3 %.

De nouvelles prestations peuvent être ajoutées lors de la révision annuelle des prix dans le cas où un besoin nouveau apparaîtrait. Un avenant à la présente convention est alors conclu.

L'ANTAI communique sur l'espace internet dédié (SWA-PART) aux collectivités au plus tard le 30 novembre N-1 les prix unitaires applicables à compter du 1er janvier N.

Afin de respecter les conditions de révision de prix exposées ci-avant, la révision des prix est effectuée entre le 1er octobre N-1 et le 30 novembre N-1 pour une entrée en vigueur au 1er janvier N.

3. Modalités de facturation

Les prestations réalisées par l'ANTAI sont payables mensuellement.

Les avis des sommes à payer sont transmis mensuellement aux collectivités via le portail Chorus Pro.

L'avis des sommes à payer comporte les mentions suivantes :

- L'indication exacte du nom ou de la raison sociale de l'ANTAI ;
- Le nom et le numéro SIRET de la collectivité locale ;
- Le code service et /ou le numéro d'engagement juridique transmis par la collectivité ;
- Les quantités pour chaque prestation ;
- Les frais d'affranchissement pour chaque prestation.

Le paiement est effectué par virement net à trente (30) jours calendaires à compter du statut de mise à disposition du destinataire de l'avis des sommes à payer sur le portail Chorus Pro.

Concernant le(s) changement(s) de code service et/ou de numéro d'engagement juridique, il convient de transmettre cette(s) demande(s) avant le cinq (5) du mois suivant à facturer. Exemple : pour une facturation au titre du mois de janvier 2023, les changements doivent être communiqué à l'ANTAI avant le 5 février 2023. Ces données doivent être complété dans le SWA-PART, rubrique Facturation.

Par ailleurs, si la collectivité territoriale souhaite être facturée sur un SIRET annexe ou secondaire, cette option est possible. Dans ce cas, la collectivité devra renseigner sur le SWA-PART (rubrique Facturation) son SIRET secondaire sur lequel elle souhaite être facturée.

Annexe 2 : Conditions Générales d'Utilisation (CGU)

1. Objet

Les présentes CGU régissent l'accès du SWA-PART FPS et ont pour objet d'en définir les modalités et conditions d'utilisation. Tout accès et toute utilisation du SWA-PART FPS sont subordonnés au respect des présentes CGU.

2. Mentions légales

Le SWA-PART FPS est géré par l'ANTAI. Les droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété relatifs aux informations proposées sur le SWA-PART FPS appartiennent à l'ANTAI. L'ensemble des éléments graphiques du SWA-PART FPS est la propriété de l'ANTAI, exception faite des symboles/logotypes des Utilisateurs qui restent leur propriété.

3. Définitions

Les termes présents dans les CGU et définis ci-dessous auront la signification suivante :
Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) : Établissement public administratif chargé d'envoyer les avis de paiement des FPS au domicile des titulaires du certificat d'immatriculation quand la collectivité a fait le choix de recourir à cette prestation. L'ANTAI agit également en tant qu'ordonnateur de l'État pour l'émission des titres exécutoires permettant le recouvrement forcé des FPS impayés.

Avis de Paiement ou APA d'un forfait de post-stationnement : document initial ou rectificatif adressé à tout usager redevable d'un forfait de post-stationnement.

CNT : Centre National de Traitement des infractions, basé à Rennes.

Cycle complet : ce cycle correspond au cas d'une collectivité qui a fait le choix de l'ANTAI pour assurer le traitement des messages FPS et l'édition des APA. Les conditions et engagements respectifs de la collectivité et de l'ANTAI pour le cycle complet sont décrits dans une convention FPS *ad hoc*.

Cycle partiel : ce cycle correspond au cas d'une collectivité qui n'a pas fait le choix de l'ANTAI pour assurer le traitement des messages FPS. La collectivité a ainsi choisi de gérer elle-même la phase amiable (3 mois). Ses messages FPS (mFPS) impayés au terme de la phase amiable ne seront transmis à l'ANTAI que pour leur traitement en phase exécutoire.

eAPA : avis de paiement électronique, envoyé de manière dématérialisé.

FPS : Forfait de post-stationnement.

FPS minoré : une collectivité peut décider de minorer le montant d'un FPS s'il est réglé dans un délai qu'elle détermine.

mFPS : messages FPS (données informatiques nécessaires à l'édition d'un FPS).

SWA-PART FPS: Interface mise à la disposition des collectivités leur permettant d'accéder à un onglet Convention, Facturation, Messagerie. L'onglet messagerie remplace l'adresse mail service-fps@antai.fr et antai-facturation-fps@interieur.gouv.fr.

Utilisateur : est considéré comme Utilisateur toute collectivité signataire de la convention qui gère du stationnement payant. Sont également considérés comme Utilisateurs les tiers contractants éventuels de ces collectivités.

4. Acceptation

L'accès et l'utilisation du SWA-PART FPS sont soumis à l'acceptation et au respect des présentes CGU. En adhérant au SWA-PART FPS, quels que soient les moyens techniques d'accès et les terminaux utilisés, l'Utilisateur, personne dûment habilitée à cet effet par la collectivité, est présumé connaître les présentes CGU et en accepter les termes sans réserve.
Les CGU peuvent faire l'objet d'évolutions sous réserve d'un préavis de 3 mois, notamment par la mise à disposition de nouvelles fonctionnalités, ou en supprimant ou modifiant certaines fonctionnalités. Les CGU modifiées se substituent *de facto* à l'annexe. En cas de désaccord avec les CGU, aucun usage du SWA-PART FPS ne saurait être effectué par l'Utilisateur.

5. Accès aux services

Les CGU du SWA-PART FPS concernent toute collectivité qui gère du stationnement payant dans le cadre de la réforme de la dépénalisation du stationnement payant entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Elles s'appliquent tant aux collectivités ayant choisi le cycle complet qu'aux collectivités ayant choisi le cycle partiel.
Pour accéder au SWA-PART FPS, l'Utilisateur doit créer un compte en s'enregistrant sur le portail de l'ANTAI dans l'espace dédié aux collectivités et entrer les informations suivantes :

- nom de compte (ou login) ;
- mot de passe ;
- adresse e-mail.

Le nom de compte (ou login) et le mot de passe permettent à l'Utilisateur d'accéder au SWA-PART FPS. L'adresse e-mail permet à l'ANTAI de communiquer avec l'Utilisateur dans le cadre de la gestion et du suivi du compte et d'envoyer des informations relatives au SWA-PART FPS. A ce titre, l'ANTAI recommande que cette adresse soit la plus pérenne possible et consultée régulièrement afin d'éviter toute perte de contact due à des changements de poste ou absence plus ou moins prolongée.

L'adresse courriel de contact de la collectivité est la suivante :

contact@ville-kremlin-bicetre.fr

L'utilisation de serveurs mandataires (également appelés proxy), autres que ceux éventuellement mis en place par la collectivité dans son infrastructure, tant pour la création de compte que pour la connexion au compte est interdite. La création de compte de façon automatisée et/ou avec une identité fausse ou frauduleuse est interdite.

5.1. Communications

La communication entre l'Agence et la Collectivité se fera par la messagerie du SWA-PART FPS sauf exception. En cas de dysfonctionnement de ce dernier, l'adresse de messagerie fournie à l'inscription sera utilisée.

6. Obligations et engagements de l'Utilisateur

L'Utilisateur du SWA-PART FPS s'engage à :

- Faire appel exclusivement à des agents assermentés pour l'établissement des FPS. En cas de marché(s) confié(s) à des tiers-contractants pour l'établissement des FPS, l'Utilisateur s'engage à veiller à ce que les personnels de ces tiers-contractants soient assermentés pour être conforme aux textes réglementaires ;

- Utiliser la connexion sécurisée vers le CNT dédiée aux seules fins de transmission des messages FPS vers l'ANTAI ;

- Veiller à la transmission sécurisée des messages FPS destinés à l'ANTAI en utilisant les certificats de chiffrement obtenus auprès de Prestataires de Services de Confiance référencés par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (http://www.ssi.gouv.fr/) ;

- Ne pas tenter de modifier ou d'extraire les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion entre la collectivité et le CNT de l'ANTAI ou relatifs à l'émission des messages FPS vers l'ANTAI. En particulier, ne pas altérer ni modifier ni tenter d'extraire les certificats ou les clés d'authentification fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des messages FPS ainsi que l'origine de la connexion ;

- Utiliser une solution logicielle de gestion des FPS conforme aux spécifications techniques pour les échanges de données entre une solution logicielle de gestion de FPS et l'ANTAI ;

- S'assurer que la solution logicielle retenue par la collectivité, ou par chacun de ses tiers-contractants FPS, a passé avec succès l'ensemble des tests de conventionnement avec l'ANTAI (la solution logicielle est attestée par un rapport de tests) ;

- Communiquer à l'ANTAI, dès qu'elle en a connaissance, toute modification relative à l'identité de la collectivité ou à l'organisation de son stationnement payant (fusion de collectivités, modification de l'entité en charge du stationnement, etc.) susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations en cours auprès du SWA-PART FPS.

7. Disponibilité et évolution

Tous les frais supportés par l'Utilisateur pour accéder au SWA-PART FPS (matériel informatique, logiciels, connexion Internet, certificats, etc.) sont à sa charge. Le SWA-PART FPS est disponible 7 jours sur 7, 24h sur 24h. En cas de force majeure ayant pour conséquence un dysfonctionnement du SWA-PART FPS, celui-ci peut être interrompu sans délai. L'ANTAI peut faire évoluer, modifier pour tout motif nécessaire au bon fonctionnement du SWA-PART FPS, ou suspendre, pour des raisons de maintenance, le SWA-PART FPS. En ce cas il lui appartient d'en informer l'Utilisateur en respectant un délai de prévenance d'au moins quinze (15) jours franc. L'ANTAI s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au rétablissement du service dans les meilleurs délais. L'Utilisateur s'oblige à ne réclamer aucune indemnisation suite à l'interruption, à la suspension ou à la modification des présentes CGU.

8. Responsabilité

L'Utilisateur s'engage à ne fournir que des informations exactes, vérifiables, à jour et complètes. Dans l'hypothèse où l'utilisateur ne s'acquitterait pas de cet engagement, l'ANTAI se réserve le droit de suspendre ou supprimer son compte dans le SWA-PART FPS, sans préjudice des éventuelles actions en responsabilité pénale et civile qui pourraient être engagées à son encontre.

9. Propriété intellectuelle et données

Les marques, logos, et créations du SWA-PART FPS font l'objet d'une protection par le code de la propriété intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur et le droit des marques. L'Utilisateur sollicite l'autorisation préalable du SWA-PART FPS pour toute reproduction, publication ou copie de ces éléments.
L'ANTAI et l'Utilisateur s'engagent à une utilisation des données du SWA-PART FPS détenues, produites ou fournies par l'ANTAI ou par l'Utilisateur) conformément au cadre strictement limité de la mise en œuvre du FPS. Une utilisation des données à des fins commerciales est interdite.

10. Droit applicable

Les CGU sont soumises au droit français. En cas de contestation éventuelle, et après l'échec de toute tentative de recherche d'une solution amiable, les tribunaux français seront seuls compétents pour connaître de ce litige. Pour toute question relative aux présentes CGU du SWA-PART FPS de l'ANTAI, l'Utilisateur a la possibilité de contacter le SWA-PART FPS à l'onglet « messagerie » ou par messagerie électronique à l'adresse service-fps@antai.fr.

Annexe 3 : Confidentialité et données personnelles

La présente annexe à la convention a pour objectif de préciser les règles de confidentialité ainsi que les conditions d'utilisation des données personnelles.

1. Règles de confidentialité

L'ANTAI est tenue de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que les informations, documents ou éléments qui lui sont communiqués ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Dans le cadre de son obligation de confidentialité, l'ANTAI s'engage à n'utiliser les documents transmis que pour la seule exécution de la présente convention. L'ANTAI s'engage à ne pas divulguer les documents, informations et données détenus à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, après l'échéance ou la résiliation de la présente convention.

Les données confidentielles sont :

- L'ensemble des données transmises pour la notification par voie postale ou par voie dématérialisée des avis de paiement initiaux et rectificatifs ;
- Les coordonnées des titulaires des certificats d'immatriculation (identité, à savoir, nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, type de pièce d'identité) ;
- Les données sur le paiement des FPS.

L'ANTAI s'engage à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la sécurité notamment matérielle, et assurer la conservation et l'intégrité des données et informations traitées pendant la durée du présent contrat et pendant la durée d'archivage des données ;
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter l'accès et l'utilisation détournée ou frauduleuse par des tiers des informations confidentielles et toutes précautions utiles afin que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées ;
- Avertir immédiatement par écrit la collectivité de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent paragraphe.

Les dispositions de la présente convention sont valables pendant toute la durée de celle-ci ainsi que les cinq années qui suivent son expiration.

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 6 novembre 2015 fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R. 2333-120-10 du code général des collectivités territoriales, les données des avis de paiement du forfait post-stationnement, initiaux ou rectificatifs délivrés par l'ANTAI sont conservées par l'Agence de manière à garantir l'intégrité, l'intelligibilité et l'accessibilité des données pendant une durée de trois (3) ans. Les données sont enregistrées dans un format pérenne et répliquées sur un site distant.

L'ANTAI s'engage à ne pas conserver ces données au-delà de la durée citée et procède à leur élimination en fin de période.

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle de la présente convention et sa violation est de nature à entraîner la résiliation de la présente convention pour faute grave. Il est rappelé que la révélation intentionnelle d'une information à caractère secret par une personne qui en est le dépositaire à titre professionnel est passible de poursuites pénales, conformément à l'article 226-13 du code pénal.

2. Conditions d'utilisation des données personnelles

L'ANTAI s'engage à traiter les données à caractère personnel confiées par la collectivité aux seules fins mentionnées en objet de la présente convention et à respecter ses obligations au regard de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et, de son décret d'application n° 2005-1309 du 20 octobre 2005, ainsi qu'au regard du règlement européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'ANTAI s'engage à informer la collectivité en cas de :

- Violation des données personnelles identifiées dans le cadre du traitement, et concernant la collectivité ;
- Demande de droit d'accès, de rectification ou de limitation, qui lui seraient adressée.

L'ANTAI atteste qu'elle dispose des moyens techniques présentant les garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la confidentialité des données, pour empêcher toute destruction fortuite ou illicite, perte fortuite, divulgation ou accès non autorisé d'un tiers, toute forme illicite de traitement, et pour empêcher que les données ne soient déformées ou endommagées.

L'ANTAI s'assure que l'ensemble de ses sous-traitants ou prestataires pouvant intervenir dans le cadre de la convention présentent les mêmes garanties et obligations sur les données personnelles traitées.

La collectivité s'engage à mener les analyses d'impact nécessaires et mener pour son traitement l'ensemble des mesures nécessaires à garantir la sécurité des données personnelles.

Les points de contacts de la collectivité pour la gestion des données personnelles sont les suivants :

dhochard@ville-kremlin-bicetre.fr

Le point de contact de l'ANTAI pour la gestion des données personnelles est le suivant :

donnees-personnelles-antai@interieur.gouv.fr

L'ANTAI déclare tenir un registre des données personnelles qui précise l'encadrement du traitement et les moyens mis en œuvre pour protéger ces données

Modèles de documents envoyés par l'ANTAI

Les modèles de documents envoyés par l'ANTAI sont l'avis de paiement de FPS, l'avis de paiement rectificatif de FPS et le justificatif de paiement de FPS. Ces modèles de documents pourront faire l'objet de modifications.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avis de paiement
Forfait de post-stationnement (FPS)

ANTAI Agence Nationale de traitement automatisé des infractions

VILLE DE PARIS

V16.00.01.01.01360146 21750001600019183006050157 51 APA FREF

Numéro de l'avis de paiement :

21750001600019	18	3	006	050	157

Z00 F002qdsvf62hg5z3z9l50

M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

Date d'envoi de l'avis de paiement :
18/01/2018

Madame, Monsieur,

Le véhicule dont le certificat d'immatriculation est à votre nom a stationné le **06/01/2018** sur le territoire de **PARIS**, sans que soit réglée totalement la redevance de stationnement prévue. A ce titre, vous êtes redevable d'un forfait de post-stationnement (FPS) dont le détail est décrit ci-dessous.

Etablissement de l'avis de paiement du forfait de post-stationnement

COLLECTIVITÉ AYANT INSTITUÉ LA REDEVANCE

Nom de la collectivité :
PARIS

Autorité dont relève l'agent assermenté :
MOOVIA
69-73 BD VICTOR HUGO
93400 SAINT-OUEN

N° d'identification de l'agent assermenté :
050

INFORMATIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

Date et heure de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance :
Le 06/01/2018 à 15h28.

Lieu :
47 RUE DE LIEGE
75008 PARIS
48.87913833 2.32413333 38.7 1.5

N° d'immatriculation du véhicule :
-1DDB1-V0

Marque du véhicule :
SMART

INFORMATIONS RELATIVES A L'ENVOI DE L'AVIS DE PAIEMENT

Date d'envoi de l'avis de paiement :
18/01/2018

Identité et adresse du redevable :
M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

Le montant du FPS dû est égal à : 50 euros.

Ce FPS a cessé de produire ses effets le **06/01/2018** à **20h00**. A partir de cette heure, vous pouvez être redevable d'un nouveau FPS si vous avez continué à stationner au lieu indiqué.

« Signé »

Numéro de l'avis de paiement : 21750001600019 | 18 | 3 | 006 | 050 | 157

Pour plus de renseignements sur cet avis et vos démarches, appelez le 0820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).



V16.00.01.01.01360146 21750001600019183006050157 51 APA FRFR

MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONTESTATION

Comment régler votre FPS ?

Vous devez régler votre FPS auprès de la Direction Générale des Finances Publiques aux coordonnées figurant ci-dessous. S'il vous est demandé, le numéro de télépaiement de votre FPS est le suivant :

21750001600019	18	3	006	050	157	Clé	51

Paiement par smartphone ou par Internet

Scannez le flashcode ci-contre ou saisissez l'URL suivante dans le navigateur de votre smartphone : **www.stationnement.gouv.fr**

Paiement par téléphone (serveur vocal interactif)

Par carte bancaire au 0811 10 10 10 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Paiement par courrier

Par chèque libellé en euros à l'ordre du Trésor public (adresse mentionnée sur la carte de paiement).
Joignez la carte de paiement ci-dessous pour servir de référence sans l'agrafer ni la coller.
Envoyez le tout dans l'enveloppe retour à affranchir. **Ne joignez aucun autre document.**

Paiement au guichet d'un centre des finances publiques

Uniquement par carte bancaire, muni du présent avis.

Paiement chez un buraliste ou partenaire agréé*

En lui présentant le flashcode se trouvant *sur la carte de paiement ci-dessous*
** identifié par le logo ci-contre, liste consultable sur www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite*

ATTENTION
Date limite de paiement de votre FPS : 23/04/2018

En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à cette date, un titre exécutoire assorti de la majoration prévue à l'article R. 2333-120-16 du code général des collectivités territoriales sera émis à votre encontre. Cette majoration est fixée à 20% du montant du FPS impayé sans pouvoir être inférieure à 50 euros.

CARTE DE PAIEMENT
Date de l'avis : 18/01/2018

M NEBDRRA RRYITEH
23 PASSAGE NTRIHAO
92400 COURBEVOIE

5000 *

CENTRE D'ENCAISSEMENT
TSA 69089
35908 RENNES CEDEX 09

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

543219000176 04002711830060501570350401962806 5000

Comment contester cet avis de paiement ?

Si vous souhaitez contester cet avis de paiement, **vous devez former un recours administratif préalable obligatoire (RAPO)** avant toute saisine de la juridiction compétente, à peine d'irrecevabilité de cette saisine.

Conditions de recevabilité de votre recours (RAPO)

✔ **Comment envoyer votre recours (RAPO) ?**

- Par **voie électronique** à l'adresse suivante :

  https://www.paris.fr/fps

- Par **lettre recommandée** avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante :
  CENTRE DE NUMÉRISATION RAPO FPS
  6 AVENUE DE LA PORTE D'IVRY
  75013 PARIS

✔ **Dans quel délai ?**

- Ce recours (RAPO) est à adresser dans le délai d'un mois, soit avant le : **23/02/2018**
  Vous êtes réputé avoir reçu le présent avis 5 jours francs à compter de la date d'envoi.

✔ **Quelles pièces transmettre ?**

Pièces à transmettre obligatoirement sous peine d'irrecevabilité du recours :

- Un exposé des faits et des arguments expliquant le recours.
- Une copie de l'avis de paiement contesté.
- Une copie du certificat d'immatriculation ou de la déclaration de cession du véhicule et de son accusé d'enregistrement dans le système d'immatriculation des véhicules.

Pièces à transmettre selon votre situation :

- Le cas échéant, les pièces permettant d'apprécier le bien-fondé de votre recours.
  En tant que titulaire du certificat d'immatriculation, locataire ou acquéreur du véhicule concerné, vous pouvez habiliter toute personne pour former le recours administratif en votre nom et pour votre compte. Dans ce cas, le mandat d'habilitation doit être transmis avec le recours.

Délai de réponse de l'autorité administrative ou de son délégataire

- L'absence de réponse écrite reçue dans le mois suivant la date de l'avis de réception postal ou électronique du recours vaut rejet du recours.
- La décision de rejet peut être contestée dans le délai d'un mois devant la commission du contentieux du stationnement payant, sous réserve du respect des conditions de recevabilité du recours.

DROITS D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le ministère de l'intérieur est responsable du traitement de données « Services FPS - ANTAI » qui a pour finalité, conformément à l'article L2333-87 du CGCT, la notification des avis de paiement de FPS et l'émission des titres exécutoires et d'annulation prévus à cet article.

Les données personnelles recueillies dans ce cadre (état civil, informations d'ordre économique et financier, données de connexion ou de localisation) sont conservées pendant 3 ans et destinées à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ainsi qu'à la direction générale des finances publiques en charge de leur recouvrement.

Vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification ou d'opposition pour motifs légitimes relatifs aux renseignements vous concernant et ayant fait l'objet d'un traitement automatisé (art. 70-18 à 70-20 de la loi du 6 janvier 1978). Ce droit s'exerce, par courrier séparé, auprès de : Données personnelles CNT - CS 74 000 - 35094 Rennes Cedex 9.

Vous pouvez également exercer ce droit auprès de l'autorité dont relève l'agent assermenté ayant établi cet avis de paiement et dont l'adresse figure sur la première page du présent avis. En cas d'absence de réponse, vous pourrez adresser une réclamation auprès de la CNIL par voie électronique ou par courrier.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Avis de paiement rectificatif
Forfait de post-stationnement (FPS)

ANTAI Agence Nationale de traitement Automatisé des Infractions

PARIS

V16.00.01.01.01360146 21800019800018171113000901 37 APA FRFR

Numéro de l'avis de paiement rectificatif :
21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 901

Numéro de l'avis de paiement initial :
21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 900

Z00 F002qly3ec3yqduho05h0

M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

Date d'envoi de l'avis de paiement rectificatif :
13/11/2017
Date d'envoi de l'avis de paiement initial :
08/09/2017

Madame, Monsieur,

Vous avez formé un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) à l'encontre de l'avis de paiement de forfait de post-stationnement (FPS) n°**21800019800018171113000900** en date du **06/09/2017**.

A la suite de ce recours, un avis de paiement rectificatif a été établi. Vous en trouverez le détail ci-dessous.

Etablissement de l'avis de paiement rectificatif du forfait de post-stationnement

COLLECTIVITÉ AYANT INSTITUÉ LA REDEVANCE

Nom de la collectivité :
AMIENS

Autorité dont relève l'agent assermenté :
SERVICE DE CONTROLE DU STATIONNEMENT PAYANT
22 RUE DU NORD
80010 AMIENS

N° d'identification de l'agent assermenté :
2468013579

INFORMATIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

Date et heure de constatation de l'absence ou de l'insuffisance de paiement immédiat de la redevance :
Le 06/09/2017 à 09h37.

Lieu :
12 RUE D'ARTOIS
AMIENS 80

N° d'immatriculation du véhicule :
99999996

Marque du véhicule :
BMW

INFORMATIONS RELATIVES AU RECOURS ADMINISTRATIF (RAPO)

Identité et adresse du redevable :
M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

Date de réception du recours (RAPO) :
06/09/2017

Identité de la personne habilitée pour agir au nom et pour le compte du redevable :
SERVICE D'AIDE A LA CONTESTATION POLONAISE

Date d'établissement de l'avis de paiement de FPS rectificatif : 13/11/2017

Le montant rectifié du FPS dû est égal à : 21,55 euros.

« Signé »

Numéro de l'avis de paiement rectificatif : 21800019800018 | 17 | 1 | 113 | 000 | 901

Pour plus de renseignements sur cet avis et vos démarches, appelez le 0820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).



MODALITÉS DE PAIEMENT ET CONTESTATION

Comment régler votre FPS ?

Vous devez régler votre FPS auprès de la Direction Générale des Finances Publiques aux coordonnées figurant ci-dessous. S'il vous est demandé, le numéro de télépaiement de votre FPS est le suivant :

21800019800018	17	1	113	000	901	Clé	37

Paiement par smartphone ou par Internet

Scannez le flashcode ci-contre ou saisissez l'URL suivante dans le navigateur de votre smartphone : **www.stationnement.gouv.fr**

Paiement par téléphone (serveur vocal interactif)

Par carte bancaire au 0811 10 10 10 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

Paiement par courrier

Par chèque libellé en euros à l'ordre du Trésor public (adresse mentionnée sur la carte de paiement). Joignez la carte de paiement ci-dessous pour servir de référence sans l'agrafer ni la coller. Envoyez le tout dans l'enveloppe retour à affranchir. **Ne joignez aucun autre document.**

Paiement au guichet d'un centre des finances publiques

Uniquement par carte bancaire, muni du présent avis.

Paiement chez un buraliste ou partenaire agréé*

En lui présentant le flashcode se trouvant *sur la carte de paiement ci-dessous*

** identifié par le logo ci-contre, liste consultable sur www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite*

ATTENTION

Date limite de paiement de votre FPS : 15/12/2017

En cas de non-paiement ou de paiement insuffisant à cette date, un titre exécutoire assorti de la majoration prévue à l'article R. 2333-120-16 du code général des collectivités territoriales sera émis à votre encontre. Cette majoration est fixée à 20% du montant du FPS impayé sans pouvoir être inférieure à 50 euros.

CARTE DE PAIEMENT

Date de l'avis : 13/11/2017

M DUPONT MICHEL
12 RUE DES ECOLES
59000 LILLE

2155 *

CENTRE D'ENCAISSEMENT
TSA 69089
35908 RENNES CEDEX 09

NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

543219000176 650004217111300090103504019688O6 2155

V16.00.01.01.01360146 21800019800018171113000901 37 APA FRFR

Comment contester cet avis de paiement rectificatif de FPS ?

Si vous souhaitez contester cet avis de paiement, **vous devez former un recours auprès de la commission du contentieux du stationnement payant (CCSP).**

Conditions de recevabilité de votre recours

✔ **Comment envoyer votre recours ?**

- Par **voie électronique** à l'adresse suivante : **www.ccsp.fr**
- Par **courrier simple** envoyé à l'adresse suivante :

CCSP
TSA 51544
87021 LIMOGES CEDEX 9

- Par **télécopie** au numéro suivant : **05 44 24 80 51 (appel non surtaxé)**

✔ **Dans quel délai ?**

- Ce recours est à adresser à compter de la date de réception du présent avis de paiement rectificatif, soit avant le : **20/12/2017**

✔ **Quelles pièces transmettre ?**

- Le formulaire de recours disponible à l'adresse suivante : **www.ccsp.fr**
- Une copie de l'avis de paiement du FPS initial
- Une copie du recours administratif (RAPO) formé auprès de la collectivité
- Une copie de l'accusé de réception postale ou électronique du RAPO
- Une copie du présent avis de paiement rectificatif
- Le justificatif de paiement du FPS rectificatif

Informations utiles

La Commission du contentieux du stationnement payant peut infliger à l'auteur d'une requête qu'elle estime abusive une amende dont le montant peut s'élever jusqu'à 2 000 euros.

DROITS D'ACCÈS ET DE RECTIFICATION

Le ministère de l'intérieur est responsable du traitement de données « Services FPS - ANTAI » qui a pour finalité, conformément à l'article L2333-87 du CGCT, la notification des avis de paiement de FPS et l'émission des titres exécutoires et d'annulation prévus à cet article.

Les données personnelles recueillies dans ce cadre (état civil, informations d'ordre économique et financier, données de connexion ou de localisation) sont conservées pendant 3 ans et destinées à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ainsi qu'à la direction générale des finances publiques en charge de leur recouvrement.

Vous pouvez exercer un droit d'accès, de rectification ou d'opposition pour motifs légitimes relatifs aux renseignements vous concernant et ayant fait l'objet d'un traitement automatisé (art. 70-18 à 70-20 de la loi du 6 janvier 1978). Ce droit s'exerce, par courrier séparé, auprès de : Données personnelles CNT - CS 74 000 - 35094 Rennes Cedex 9.

Vous pouvez également exercer ce droit auprès de l'autorité dont relève l'agent assermenté ayant établi cet avis de paiement et dont l'adresse figure sur la première page du présent avis. En cas d'absence de réponse, vous pourrez adresser une réclamation auprès de la CNIL par voie électronique ou par courrier.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

JUSTIFICATIF DE PAIEMENT DU FPS

ANTAI Agence Nationale de traitement automatisé des infractions

N° de l'avis de paiement

11111111111111	22	3	444	555	666

Z00 M2301F0000000006k2s6u014600

M MARTIN JEAN MICHEL
RDC AU FOND DU COULOIR
20 BIS RUE DES PEUPLIERS
59000 LILLE

Date de mise à disposition du justificatif de paiement
25/07/2017

V01.00.02.01.135ag" 11111111111111223444555666 JP FRFR

Madame, Monsieur,

Vous avez choisi de régler votre Forfait de Post-Stationnement (FPS) par chèque et nous vous en remercions.
Veuillez trouver le justificatif de paiement dont le détail est décrit ci-dessous.

Justificatif de paiement du FPS

DATE DE CONSTATATION DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT (FPS) :	**24/05/2017**
DATE D'ÉMISSION DE L'AVIS DE PAIEMENT :	**26/05/2017**
MONTANT RÉGLÉ :	**15300.50 euros**
DATE DE RÈGLEMENT :	**20/07/2017**

Justificatif à conserver

Pour plus de renseignements sur ce justificatif et vos démarches, appelez le 0 820 538 123 (0,05 €/min + prix d'un appel normal).

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-126

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

FINANCES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISATIONS ET AU BUDGET ANNEXE « MARCHE FORAIN » – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-126-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

Le budget fixe la prévision globale des crédits destinés aux subventions d'une part et une délibération spécifique détaille les organismes bénéficiaires d'une subvention permettant l'engagement juridique de ces crédits, d'autre part.

Pour l'année 2024, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer les subventions suivantes, en rappelant que, conformément à la réglementation, une convention a été signée entre la ville et chaque organisme dont le montant de l'attribution est supérieur à 23 000 € (article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000) :

Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention année 2023		Montant de la subvention année 2024
		BP	Total budget (BP+BS+DM)	
CCAS - Action Sociale et Aides Ménagères	Etablissement public	480 000 €	580 000 €	590 000 €
CCAS - Reversement d'1/3 du produit des concessions cimetière	Etablissement public	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Caisse des écoles	Etablissement public	30 000 €	30 000 €	30 000 €
Comité de gestion des Œuvres Sociales du personnel de la Commune du Kremlin-Bicêtre	Association	112 641 €	112 641 €	121 112 €
Centre d'Information Féminin et Familial - Centre d'Information sur les Droits de la Femme du Val-de-Marne (CIFF - CIDF) accès aux droits - aides aux victimes	Association	14 000 €	14 000 €	14 000 €
Association Crèche Parentale Les Petits Cailloux	Association	65 000 €	65 000 €	65 000 €
OMS - Office Municipal des Sports	Association	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Budget annexe "marché forain" - Subvention de fonctionnement	Budget annexe	- €	354 850 €	281 408 €
Budget annexe "marché forain" - Subvention d'investissement	Budget annexe	- €	- €	40 000 €
TOTAL		**723 641 €**	**1 178 491 €**	**1 163 520 €**

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu la délibération n° 2023-117 du 14 décembre 2023 relative au vote du budget primitif 2024,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré :

- **Pour les articles 1 et 3 :** à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

- **Pour l'article 2 :** par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 contre (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-126-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DÉCIDE

Article 1

De voter l'attribution des subventions suivantes pour l'année 2024 :

Nature	Fonction	Nom de l'organisme	Montant de la subvention pour l'exercice 2024
657362	420	CCAS - Action Sociale et Aides Ménagères	590 000 €
657362	420	CCAS - Reversement d'1/3 du produit des concessions cimetière	20 000 €
657361	213	Caisse des écoles	30 000 €
65748	020	Comité de gestion des Œuvres Sociales du personnel de la Commune du Kremlin-Bicêtre	121 112 €
65748	024	Centre d'Information Féminin et Familial - Centre d'Information sur les Droits de la Femme du Val-de-Marne (CIFF - CIDF) accès aux droits - aides aux victimes	14 000 €
65748	4221	Association Crèche Parentale Les Petits Cailloux	65 000 €
65748	40	OMS - Office Municipal des Sports	2 000 €
		TOTAL	1 163 520 €

Article 2

De voter l'attribution des subventions suivantes pour l'année 2024 :

657363	632	Budget annexe "marché forain" - Subvention de fonctionnement	281 408 €
20415332	632	Budget annexe "marché forain" - Subvention d'investissement	40 000 €

Article 3

Dit que les crédits sont inscrits sur le budget principal 2024 de la ville.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-126-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-126-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-127

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

CULTURE : ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SOCIOEDUCATIVES (ADASE) - EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-127-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Anissa AZZOUG expose au conseil :

La Ville a élaboré en 2021, en concertation avec certaines associations culturelles et sportives, une nouvelle génération de conventions d'objectifs. Ainsi, une nouvelle convention d'objectifs avec l'ADASE a été adoptée par le Conseil municipal et conclue en accord entre les parties pour trois ans, soit pour 2022, 2023 et 2024.
La Ville a procédé, comme convenu et conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation des engagements et objectifs réciproquement adoptés dans le cadre de ladite convention.

Selon cette convention, le montant de la subvention au titre de l'exercice 2024 s'élève à 61 250 euros, qui sera versée en deux fois :
- 70 % le mois suivant l'adoption du budget ;
- 30 % au mois de juin 2024 après analyse des engagements.

Les versements correspondants, inscrits au budget primitif 2024 à l'imputation 65748/338 se répartissent comme suit :

Nature	Sous-rubrique	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la Subvention 2024	Premier versement, soit 70%	Deuxième versement, soit 30%
65748	338	Association pour le Développement des Activités Socio-Educatives (ADASE)	Association	61 250€	42 875 €	18 375 €
		TOTAL		**61 250€**	**42 875 €**	**18 375 €**

Il est donc proposé au Conseil municipal d'attribuer la subvention suivante à l'ADASE pour la poursuite de ces activités en 2024, correspondant à un premier versement de 42 875 €.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Azzoug,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention d'objectifs avec l'ADASE approuvée par délibération n°2021-123 du 16 décembre 2021,
Vu le budget primitif 2024,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (Mme GESTIN, Mme THIAM, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme COURDY, Mme BRICOUT),
Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique : D'approuver l'attribution d'une subvention de 42 875 euros à l 'Association pour le Développement des Activités Socio-Educatives (ADASE) pour l'exercice 2024.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-127-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-128

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

SPORTS - ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES - EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-128-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Sidi CHIAKH expose au conseil :

En 2022, Le Conseil municipal a adopté la mise en place de conventions d'objectifs avec les clubs sportifs du CSAKB, de l'USKB et de KB FUTSAL, ainsi que d'une convention de fonctionnement avec l'association Citoyenneté Active, pour une durée de trois ans.

Ces conventions fixent les montants de subventions annuelles en fonctions de critères variables et prévoient, pour les clubs sportifs du CSAKB, de l'USKB et de KB FUTSAL, le versement des subventions en deux temps : une première part de 70 % et une seconde de 30 % à la fin de la saison sportive. Le versement de la subvention pour l'association Citoyenneté Active est prévu en une seule fois.

Les subventions proposées au titre de l'exercice 2024, en application des critères fixés, sont donc les suivantes :

Nom de l'organisme	Montants inscrits dans les nouvelles conventions	70 % du montant	30 % du montant
CSAKB	267 500 €	187 250 €	80 250 €
USKB	58 500 €	40 950 €	17 550 €
KB FUTSAL	61 750 €	43 225 €	18 525 €
CA	7 000 €	7000 € (*)	0 €
TOTAL	394 750 €	278 425 €	116 325 €

(*) intégralement versée compte tenu du faible montant)

Par rapport à l'exercice 2023, il est a noté une augmentation de la subvention du CSAKB compte tenu de la montée en Nationale 2 de l'équipe 1 féminine de la section handball (+7500€) et une augmentation de celle de l'USKB pour la montée en Nationale 2 de l'équipe 1 féminine (+2500€).

Il est donc proposé au Conseil Municipal l'attribution de 70 % du montant des subventions fixées en application des conventions d'objectifs avec les clubs sportifs du CSAKB, de l'USKB et de KB FUTSAL, d'une part, et la totalité du montant de la subvention inscrite dans la convention de fonctionnement avec l'association Citoyenneté Active, d'autre part.

Le Conseil Municipal se prononcera en juin 2024 sur l'attribution du solde des subventions. Je vous propose d'approuver l'attribution de ces subventions.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Sidi CHIAKH,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations n°2021-120, 2021-121 et 2021-122 du 16 décembre 2021 approuvant les conventions d'objectifs avec l'association CSAKB, l'association USKB et l'association KB Futsal ;

Vu la délibération n°2022-073 du 30 juin 2022 approuvant l'avenant n°1 aux conventions d'objectifs avec les différents clubs sportifs,

Vu la délibération n°2022-139 du 15 décembre 2022 approuvant l'avenant n°2 aux conventions d'objectifs avec les différents clubs sportifs,

Vu la convention de fonctionnement avec l'association Citoyenneté Active,

Vu le budget primitif 2024,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (Mme GESTIN, Mme THIAM, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme COURDY, Mme BRICOUT),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-128-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique :

De voter l'attribution des subventions suivantes :

Nature	Sous-fonction	Nom de l'organisme	Nature juridique	Montant
6574	40	Club sportif et Athlétique du Kremlin-Bicêtre	Association	187 250 €
6574	40	Union Sportive du Kremlin-Bicêtre	Association	40 950 €
6574	40	Kremlin-Bicêtre Futsal	Association	43 225 €
6574	40	Citoyenneté Active	Association	7 000 €
TOTAL				278 425 €

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-128-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-128-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-129

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :
VIE ASSOCIATIVE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil :

La Ville du Kremlin-Bicêtre soutient activement les associations locales, d'une part avec des aides financières, d'autre part en leur apportant un soutien logistique et matériel tout au long de l'année.
La présente délibération vise à attribuer à diverses associations une subvention de fonctionnement pour l'année 2024.

Pour 2024, la Ville augmente son engagement financier à hauteur de 33 000 € au lieu de 30 000€ en 2023 de subventions aux associations kremlinoises. Ces crédits sont divisés en trois aides financières annuelles selon les dossiers déposés par les associations : deux sessions d'appels à projets (premier et second semestre) et une subvention relative au fonctionnement de l'association.

Le nombre de dossiers reçus pour la demande de subvention de fonctionnement est en hausse : 30 dossiers acceptés sur 34 (2023), 39 dossiers acceptés sur 47 (2024). En effet, de nouvelles associations sont arrivées sur la Ville et d'autres associations ont fait le choix de solliciter la Ville pour la première fois.

Je vous propose d'attribuer les subventions suivantes :

Nature	*Sous fonction*	*Nom de l'organisme*	*Adresse*	*Montant de la subvention 2023*	*Montant de la subvention 2024*
6574	*025*	**Amicale des boulistes**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*350 €*	*350 €*
6574	*025*	**Art Cœur**	*16 rue Pasteur* Le Kremlin-Bicêtre	*250 €*	*300 €*
6574	*025*	**Avant que ça commence**	36 avenue de fontaine-bleau Le Kremlin-Bicêtre	*400 €*	*300 €*
6574	*025*	**Atelier des Arts**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*400 €*	*400 €*
6574	*025*	**Afrixellence**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*200 €*	*300 €*
6574	*025*	**Arbre Sec**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*200 €*
6574	*025*	**Accueil Fraternel**	9 rue Séverine Le Kremlin-Bicêtre	*350 €*	*350 €*
6574	*025*	**Compagnie The Singing Mice**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*300 €*	*300 €*
6574	*025*	**Cats Love KB**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*300 €*
6574	*025*	**Echange Patchwork**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*300 €*	*300 €*
6574	*025*	**Fraternité Boganda**	21 Avenue Charles Gides Le Kremlin-Bicêtre	*300 €*	*300 €*
6574	*025*	**Flam'Sega**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*150 €*
6574	*025*	**Histoire de femmes**	*20, rue John F. Kennedy* Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*200 €*
6574	*025*	**Kremlimpro**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*250 €*	*250 €*
6574	*025*	**Karotte**	4 rue de l'Horizon Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*300 €*
6574	*025*	**Karta Fondation**	11 rue Danton Le Kremlin-Bicêtre	*250 €*	*300 €*
6574	*025*	**KB API**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*200 €*	*200 €*
6574	*025*	**La Ruche du KB**	3, rue René Cassin Le Kremlin-Bicêtre	*300 €*	*250 €*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

6574	025	LDH Kremlin-Bicêtre	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	200 €
6574	025	La Croix-Rouge KB	123 bis Avenue du Colonel Fabien 94800 Villejuif	Pas de dossier	400 €
6574	025	Les Restos du Cœur Val-de-Marne	Rue Léon Geffroy 94400 Vitry sur Seine	350 €	400 €
6574	025	Le Secours Catholique	237 rue du General Leclerc 94 000 CRETEIL		350 €
6574	025	Les Buveurs de Thé	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	200 €
6574	025	Les Oiseaux de Nuit	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	250 €
6574	025	La Grange aux Queulx	26,b Avenue Charles Gide Le Kremlin-Bicêtre	300 €	300 €
6574	025	Les Souffleurs de Braise	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	250 €
6574	025	Power of Sharing	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	150 €
6574	025	Rafamiray	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	250 €
6574	025	Societat Valentinas	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	250 €
6574	025	Société des Membres de la Légion d'Honneur	13 rue Pasteur Le Kremlin-Bicêtre	200 €	200 €
6574	025	Scouts et Guides de France	17 rue du professeur Bergonié Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	150 €
6574	025	Stop Addiction Alcool	5, Square Victor Schoelcher 92220 Bagneux	350 €	350 €
6574	025	Terras do Minho	1 rue Jean Mermoz Le Kremlin-Bicêtre	350 €	350 €
6574	025	UD 94 CGL	47 rue J F Kennedy Le Kremlin-Bicêtre	250 €	250 €
6574	025	UFAC	11/13 rue du 14 juillet Le Kremlin-Bicêtre	2 800 €	3 000 €
6574	025	Voix et Spectacles	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	350 €	350 €
6574	025	FO		Pas de dossier	250 €
6574	025	CGT		Pas de dossier	250 €
6574	025	CFDT		Pas de dossier	250 €

L'association L'Amicale des boulistes, créée le 30 mai 2020, est domiciliée à la MCVA. Elle a pour objectif de promouvoir, faciliter et organiser la pratique de la pétanque en groupe pour créer et entretenir des liens intergénérationnels. Elle organise régulièrement des concours amicaux les week-ends et dans le cadre des événements de la ville.

L'association Art Cœur, créée le 10 avril 2020, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Après s'être concentrée sur la sensibilisation et la prévention des maladies cardiovasculaires chez la femme, l'association souhaite développer son action en faveur des enfants hospitalisés pour lutter contre leur isolement par le biais de séances d'art thérapie dans les hôpitaux.

L'association Avant que ça commence, créée le 22 janvier 1998, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif de proposer des concerts avec un répertoire allant de la variété française à des musiques internationales et standards de jazz. Elle organise des répétitions hebdomadaires à l'Espace André-Maigné.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'association L'atelier des Arts, creee le 17 juillet 2014, est domiciliee a la MCVA, et propose des ateliers d'arts plastiques au 23 bis, rue Robert Schuman au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif d'encourager la pratique des arts visuels et l'émergence de formes d'expression personnelles. Elle propose aux adultes et aux enfants une formation à l'art et à ses techniques. Elle participe aux évènements de la Ville et est engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

L'association Afrixellence, créée le 13 avril 2022, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle se donne pour mission, entre autres, d'améliorer l'accès à l'éducation ainsi que les conditions d'apprentissage en Côte d'Ivoire. Elle a déjà fourni des kits de scolarité et créée une école à Kononfla. Elle est engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

L'association L'Arbre Sec, créée le 13 juin 2009, est domiciliée à la MCVA. Elle pour objectif de créer des spectacles. Elle est en partenariat depuis plusieurs années avec l'association SOS Enfants pour que les Kremlinois de découvrir le théâtre au travers d'une pièce gratuite, où ils sont invités à contribuer volontairement au chapeau pour soutenir SOS Enfants.

L'association Accueil Fraternel, créée le 21 mai 1994, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif d'assurer la domiciliation postale de personnes sans domicile stable et de proposer un vestiaire (distribution de vêtements et chaussures pour les personnes qui en ont besoin). Des permanences administratives, de soutien et d'écoute sont organisées le samedi matin au 3, rue Itzhak Rabin au Kremlin-Bicêtre.

L'association la Compagnie The Singing Mice, créée le 11 décembre 2016, est domiciliée à la MCVA. Elle a pour objectif la diffusion du répertoire lyrique et classique, la sensibilisation de publics défavorisés, empêchés ou non-initiés autour de la voix parlée et chantée ainsi que la pratique, la création et la promotion du spectacle vivant sous toutes ses formes.

L'association Cats Love KB, créée le 21 septembre 2021, est domiciliée à la MCVA. Elle stérilise les chats des rues, les soigne et prodigue tous les soins nécessaires afin de limiter la prolifération. Elle prend en charge les chats abandonnés en vue d'une adoption dans son local situé 7, rue de la réunion au Kremlin-Bicêtre, et participe aux évènements de la Ville.

L'association Echange Patchwork, créée en 1996, est domiciliée à la MCVA. Elle réalise des œuvres de patchwork à partir de tissus, et transmet un savoir-faire aux nouveaux adhérents. Tous les mardis au sein de l'Espace André-Maigné, elle se donne pour objectif de créer un espace de convivialité et d'échanges sur les techniques tous. Elle est engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

L'association Fraternité Boganda, créée le 17 avril 2011, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle œuvre pour la cohésion sociale en privilégiant la dignité humaine, la parité, la protection de l'environnement et la lutte contre la misère et la paupérisation en particulier dans les pays en voie de développement. Elle participe à de nombreux projets inter-associatifs.

L'association Flam'Sega, créée le 31 août 2023, est domiciliée à la MCVA. Elle a pour objectif de sensibiliser à la solidarité et de promouvoir la culture de l'archipel des Mascareignes à travers la danse traditionnelle et la cuisine. Créée depuis moins de 6 mois, elle a déjà commencé à organiser des répétitions en salle Carnot et a récemment participer à un évènement inter-associatif.

L'association Histoire de femmes, créée le 27 mars 2019, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif d'être un relais d'informations permettant de favoriser l'intégration et la socialisation des femmes en difficultés afin de lutter contre l'exclusion sociale. Elle organise des temps d'échanges culturels et sociaux afin de créer du lien.
Les questions d'émancipation, de réinsertion et l'estime de soi sont majeures pour l'association.
L'association Kremlimpro, créée le 10 novembre 2004, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif de promouvoir l'art et la culture, de développer l'imaginaire et l'écoute de l'autre, et de favoriser l'expression spontanée théâtrale et musicale par le biais de cours, stages, spectacles, rencontres d'improvisation théâtrale. Elle anime des ateliers hebdomadaires à l'espace André-Maigné.

Karotte, créée le 16 avril 2023, est une Amap domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif de maintenir et développer une agriculture locale, économiquement viable, socialement équitable et écologiquement soutenable, à faible impact environnemental. Elle organise des événements pour échanger et réfléchir collectivement au changement climatique et à la sauvegarde de la biodiversité. Des distributions de paniers sont organisées tous les mardis à l'ECAM. Elle est engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

L'association Karta Fondation, créée le 4 septembre 2020, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif de venir en aide aux populations en difficulté de la province de Karta au Mali. Plus précisément, l'association souhaite apporter une aide humanitaire, améliorer l'accès à l'éducation et favoriser l'intégration sociale et professionnelle pour les plus vulnérables.

L'association KB API, créée le 6 mars 2021, est domiciliée à la MCVA. L'association a pour objet de représenter les parents d'élèves

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

et ceux qui en ont la responsabilité légale des élèves des écoles et établissements scolaires des premier et second degrés du Kremlin-Bicêtre. Elle a pour but de défendre les droits et intérêts moraux des parents d'élèves et de leurs enfants. Elle organise régulièrement des événements et participe à la programmation de la Ville.

L'association La Ruche du KB, créée le 8 août 2014, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif d'apprendre à jardiner collectivement dans le respect de la biodiversité et l'apprentissage de la permaculture en valorisant l'espace des jardins partagés de Bergonié. L'association met également à disposition des plantes aromatiques. Elle participe aux évènements de la Ville, dont le festival de l'écologie populaire.

L'association la Ligue des Droits de l'Homme Kremlin-Bicêtre, créée depuis 2009, est domiciliée à la MCVA depuis l'été 2023. Elle a pour objectif la défense des droits humains. Cette nouvelle antenne a pour but d'accompagner le plus de bénéficiaires sur la Ville et de sensibiliser la population.

L'association La Croix-Rouge KB, créée depuis 1864, est domiciliée à Villejuif et œuvre sur la commune du Kremlin-Bicêtre depuis 1940. Elle a pour objectif de prévenir et apaiser toutes les souffrances humaines, en toute impartialité et sans aucune discrimination. Ses principaux secteurs d'activité sont : L'urgence et le secourisme, l'action sociale, la santé, la formation et la solidarité internationale. Au Kremlin-Bicêtre, elle propose des cours de Français Langue Etrangère et d'Alphabétisation tous les samedis de 10h à 12h30 à la MCVA.

L'association Les Restaurants du Cœur Val-de-Marne, créée depuis 1999, est domiciliée à Vitry-sur-Seine et œuvre sur la commune du Kremlin-Bicêtre depuis plusieurs années. Elle aide et apporte une assistance bénévole aux personnes démunies, dans le domaine alimentaire par l'accès à des repas gratuits et par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à toute action contre la pauvreté sous toutes ses formes. Au Kremlin-Bicêtre, au sein de son local situé 3 rue Itzhak Rabin, elle accueille des personnes en difficulté et sert des repas. En 2023, 27% de personnes supplémentaires ont été accueillis et 16% de repas supplémentaires ont été distribués.

L'association Le Secours Catholique, créée depuis 1946, est domiciliée à Créteil. Elle a pour objectif la formation du grand public aux premiers secours, la réalisation de maraudes en lien avec le Samu-Social, ainsi que l'organisation de cours de Français Langue Étrangère (FLE) et d'alphabétisation. Au Kremlin-Bicêtre, elle propose des cours de FLE et d'alphabétisation les mardis et jeudis matins et après-midi à la MCVA ainsi qu'à l'Espace André-Maigné. Bien que limitée de par ses activités dans sa participation à la programmation de la Ville, elle est engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

L'association Les Buveurs de Thé, créée le 14 février 2016, est domiciliée à la MCVA. Elle se donne pour mission de faire découvrir le théâtre autour d'une tasse de thé pour élargir le public habituel des salles de théâtre. Elle propose des ateliers pour découvrir le théâtre à différents publics au Kremlin-Bicêtre (Centre social, centre de loisirs…)

L'association Les Oiseaux de Nuit, créée le 19 juillet 2014, est domiciliée à la MCVA. Cette association théâtrale crée et diffuse des spectacles de théâtre contemporain, à destination des Kremlinois. Elle organise régulièrement des événements pour tous les publics et participe régulièrement à la programmation de la Ville.

L'association La Grange aux Queulx, créée le 24 décembre 1996, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle travaille sur les Mémoires de la Ville, la défense de son patrimoine et collecte toutes les données et témoignages sur son histoire. Depuis sa création, elle s'est attachée à entretenir et faire connaître les « Mémoires de la Ville ». Elle a pour cela constitué un fonds documentaire et iconographique important. Elle valorise l'aspect historique de la ville à travers des balades commentées et des expositions dans les lieux publics.

L'association Les Souffleurs de Braise, créée le 25 novembre 2013, est domiciliée à la MCVA. Elle a pour objectif d'organiser et d'animer des ateliers de chant, mais aussi de proposer des animations artistiques variées. Elle participe activement aux évènements de la Ville et est très engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

L'association Power of Sharing, créée le 2 avril 2022, est domiciliée à la MCVA. Elle a pour objectif de venir en aide à différents orphelinats. Actuellement, l'association apporte son appui à des orphelinats situés au Maroc, au Bénin et en Bosnie-Herzégovine. A l'avenir, ils souhaiteraient créer un orphelinat à Madagascar.

L'association Rafamiray, créée le 6 mai 2010, est domiciliée à la MCVA. Elle apporte une aide matérielle à plusieurs écoles à Madagascar. Elle souhaite contribuer sur le long terme au développement de plusieurs villages pour améliorer les conditions de vie des enfants aux travers d'activités humanitaires, sociales, culturelles et sportives.

L'association Societat Valentinas, créée le 19 février 2018, est domiciliée à la MCVA. Cette association promeut toutes les actions en faveur des arts vivants. Elle mène des actions culturelles auprès de différents publics, dont les jeunes Kremlinois. Elle produit et diffuse des spectacles et œuvres d'art vivant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'association la Societe des Membres de la Legion d'Honneur, créée le 24 septembre 1921, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle poursuit sa mission historique d'entraide dans le domaine du monde combattant.

L'association Scouts et Guides de France, créée en 2004, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre depuis 2022. Elle propose des activités de scoutisme aux enfants en journée, durant les week-ends ou les camps d'été. Ses activités sont encadrées par des adultes bénévoles.

L'association Stop Addiction Alcool, créée le 30 octobre 2010, est domiciliée à Bagneux. Elle a pour objectif d'aider les personnes en difficulté avec l'alcool et leur entourage. L'association est active au Kremlin-Bicêtre. Elle tient des permanences à la MCVA les derniers samedis de chaque mois, en toute confidentialité.

L'association culturelle franco-portugaise Terras do Minho, créée le 4 octobre 1988, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle souhaite transmettre avec rigueur et passion la culture du nord du Portugal, de la région du Minho par les costumes, les chants et les danses folkloriques mêlant ancienne et jeune génération. L'association participe aux évènements de la Ville.

L'association UD 94 CGL, créée le 18 janvier 1984, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle a pour objectif de regrouper les usagers du logement en vue de défendre leurs intérêts matériels et moraux dans les domaines du logement, de l'urbanisme et de l'environnement, tant à l'amiable que par voie de justice.

L'association UFAC, créée le 28 janvier 1975, est domiciliée au Kremlin-Bicêtre. Elle mène des actions en faveur du devoir de mémoire en relation avec les établissements scolaires. Elle apporte une aide aux ressortissants de l'ONAC et à leur conjoint. Elle organise des permanences tous les mercredis à la maison du combattant, située au Kremlin-Bicêtre.

L'association Voix et Spectacles, créée le 25 novembre 2013, est domiciliée à la MCVA. Elle a pour objectif d'organiser et d'animer des ateliers de chant auprès de différents publics de la Ville. Le travail réalisé tout au long de l'année est présenté dans le cadre d'un spectacle de fin d'année. Elle est engagée au sein du Conseil Consultatif de la Vie Associative.

Le syndicat FO a pour objectif de défendre les droits, d'en obtenir de nouveaux, de les faire respecter.
Le syndicat CGT a pour objectif de défendre les droits des salariés dans tous les secteurs professionnels.
Le syndicat CFDT a pour objectif de défendre les droits des salariés des secteurs privé et public.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François DELAGE,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le budget primitif 2024,
Vu la présentation des différentes associations ci-annexée,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

Après en avoir délibéré :

- **Pour l'article 1 :** à l'unanimité (M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 3 ne prenant pas part au vote (M. LAURENT, Mme MUSEUX, M. KHIAR),

- **Pour l'article 2 :** par 27 voix pour (M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN) et 6 ne prenant pas part au vote (M. LAURENT, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 D'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2024 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

6574	025	**Les Souffleurs de Braise**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*250 €*
6574	025	**Power of Sharing**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*150 €*
6574	025	**Rafamiray**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*250 €*	*250 €*
6574	025	**Societat Valentinas**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*250 €*	*250 €*
6574	025	**Société des Membres de la Légion d'Honneur**	13 rue Pasteur Le Kremlin-Bicêtre	*200 €*	*200 €*
6574	025	**Scouts et Guides de France**	17 rue du Professeur Bergonié Le Kremlin-Bicêtre	*Pas de dossier*	*150 €*
6574	025	**Stop Addiction Alcool**	5, Square Victor Schoelcher 92220 Bagneux	*350 €*	*350 €*
6574	025	**Terras do Minho**	1 rue Jean Mermoz Le Kremlin-Bicêtre	*350 €*	*350 €*
6574	025	**UD 94 CGL**	47 rue J F Kennedy Le Kremlin-Bicêtre	*250 €*	*250 €*
6574	025	**UFAC**	11/13 rue du 14 juillet Le Kremlin-Bicêtre	*2 800 €*	*3 000 €*
6574	025	**Voix et Spectacles**	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	*350 €*	*350 €*

Article 2 D'attribuer les subventions suivantes pour l'année 2024 :

6574	025	**FO**		*Pas de dossier*	*250 €*
6574	025	**CGT**		*Pas de dossier*	*250 €*
6574	025	**CFDT**		*Pas de dossier*	*250 €*

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Nature	Sous fonction	Nom de l'organisme	Adresse	Montant de la subvention 2023	Montant de la subvention 2024
6574	025	Amicale des boulistes	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	350 €	350 €
6574	025	Art Cœur	16 rue Pasteur Le Kremlin-Bicêtre	250 €	300 €
6574	025	Avant que ça commence	36 avenue de Fontainebleau Le Kremlin-Bicêtre	400 €	300 €
6574	025	Atelier des Arts	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	400 €	400 €
6574	025	Afrixellence	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	200 €	300 €
6574	025	Arbre Sec	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	200 €
6574	025	Accueil Fraternel	9 rue Séverine Le Kremlin-Bicêtre	350 €	350 €
6574	025	Compagnie The Singing Mice	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	300 €	300 €
6574	025	Cats Love KB	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	300 €
6574	025	Echange Patchwork	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	300 €	300 €
6574	025	Fraternité Boganda	21 Avenue Charles Gide Le Kremlin-Bicêtre	300 €	300 €
6574	025	Flam'Sega	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	150 €
6574	025	Histoire de femmes	20, rue John F. Kennedy Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	200 €
6574	025	Kremlimpro	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	250 €
6574	025	Karotte	4 rue de l'Horizon Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	300 €
6574	025	Karta Fondation	11 rue Danton Le Kremlin-Bicêtre	250 €	300 €
6574	025	KB API	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	200 €	200 €
6574	025	La Ruche du KB	3, rue René Cassin Le Kremlin-Bicêtre	300 €	250 €
6574	025	LDH Kremlin-Bicêtre	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	Pas de dossier	200 €
6574	025	La Croix-Rouge KB	123 bis Avenue du Colonel Fabien 94800 Villejuif	Pas de dossier	400 €
6574	025	Les Restos du Cœur Val-de-Marne	Rue Léon Geffroy 94400 Vitry sur Seine	350 €	400 €
6574	025	Le Secours Catholique	237 rue du General Leclerc 94 000 CRETEIL		350 €
6574	025	Les Buveurs de Thé	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	200 €
6574	025	Les Oiseaux de Nuit	11, rue du 14 juillet (MCVA) Le Kremlin-Bicêtre	250 €	250 €
6574	025	La Grange aux Queulx	26,b Avenue Charles Gide Le Kremlin-Bicêtre	300 €	300 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-129-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-130

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Logement : Instauration de la procédure d'enregistrement pour la location des meublés de tourisme

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-130-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Christine MUSEUX expose au conseil :

Parallèlement à la mise en place de la procédure de changement d'usage pour la location d'un meublé de tourisme, objet de la délibération n° 2023-131, il convient d'instaurer une procédure d'enregistrement qui a pour objectif d'encadrer la location meublée d'une part, et d'augmenter les recettes budgétaires (taxe de séjour) d'autre part. Tout loueur aura ainsi l'obligation de communiquer, dans l'annonce de location, le numéro d'enregistrement.

Pour ce faire, la procédure d'enregistrement préalable se décline de la manière suivante : le loueur doit réaliser une télédéclaration préalable qui est soumise à enregistrement auprès de la commune. Elle concerne les loueurs de meublés de courte durée en faveur d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile. Cela vaut pour les résidences principales et secondaires.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal de mettre en place cette procédure d'enregistrement.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Christine MUSEUX,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L5211-41-3, L5217-1 et L5217- 2
Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,
Vu le code du tourisme, et notamment ses articles L. 324-1 à L. 324-2-1 et D. 324-1 à R. 324-1-2,
Vu le code du tourisme, et notamment ses articles L. 324-1-1 à L. 324-2-1 et D. 324-1 à D. 324-1-2,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), art.16 et 18,
Vu la loi n°2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014, instaurant une autorisation obligatoire de changement d'usage des locations de courtes durées,
Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, permettant l'instauration d'une procédure de déclaration préalable soumise à enregistrement pour toute location, pour de courtes durées, d'un local meublé en faveur d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile,
Vu le décret n°2017-678 du 28 avril 2017 relatif à la déclaration prévue au II de l'article L. 324-1-1 du code du tourisme et modifiant les articles D. 324-1 et D. 324-1-1 du même code.

Considérant la faculté offerte aux communes de subordonner au dépôt d'une déclaration préalable soumise à enregistrement toute location d'un meublé de tourisme,
Considérant la multiplication des locations saisonnières de logements - y compris de résidences principales - pour des séjours de courte durée à des personnes qui n'y élisent pas leur domicile,
Considérant l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la Commune, et à réguler l'offre d'hébergement touristique dans la commune,
Considérant qu'au regard de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, la commune se doit de mieux répertorier l'activité de location de meublés de tourisme,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Après en avoir délibéré par 25 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN), 8 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 : toute location de courte durée d'un local meublé, située sur le territoire du Kremlin-Bicêtre, en faveur d'une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, sera soumise à une déclaration préalable avant de mettre le logement en location.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-130-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 2 : pour chaque déclaration préalable, il sera délivré un numéro d'enregistrement à treize caractères alphanumériques, tel que prévu au paragraphe II de l'article D 324-1-1 du Code du Tourisme.

Article 3 : toute annonce de location d'un local meublé touristique devra comporter le numéro d'enregistrement délivré par la commune.

Article 4 : le non-respect des dispositions susvisées est puni de l'amende prévue à l'article L651-2 du CCH. En vertu de l'article 18 de la loi ALUR, le produit des infractions revient à la commune du Kremlin-Bicêtre.

Article 5 : D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents et actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-130-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-130-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-131

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Logement – Nouvelles dispositions concernant la location de meublés de tourisme

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-131-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Christine MUSEUX expose au conseil :

Le droit appréhende l'activité de location de meublés de tourisme à travers deux corps de règles distinctes mais complémentaires, codifiées aux articles L. 324-1 et suivants du code du tourisme et L. 631-7 et suivants du code de la construction et de l'habitation. Ce sont ces textes, ainsi que leurs décrets d'application, qui définissent les obligations qui s'imposent aux personnes exerçant une activité de location de meublés de tourisme.

- l'article L. 324-1-1(I) du code du tourisme précise que les meublés de tourismes sont des villas, appartements ou studios meublés, à l'usage exclusif du locataire, offerts à la location à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile et qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois.

- l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitat (CCH) précise que « le fait de louer un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile constitue un changement d'usage ».

- l'article L. 631-7 du CCH soumet à autorisation par principe tout changement d'usage des locaux affectés à l'habitation dans un champ géographique restreint. Le champ géographique de l'autorisation est restreint aux communes de plus de 200 000 habitants et aux départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Ainsi, sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre, la mise en place de la procédure de changement d'usage du bien loué est obligatoire et prend la forme d'une autorisation préalable temporaire (CCH, art. L. 631-7-1 A).

Afin de permettre à la commune du Kremlin-Bicêtre de contrôler l'évolution du marché de locaux d'habitation au regard de l'offre de logement d'une part, et de connaître précisément l'offre locative dédiée à la location meublée (nombre de location-nombre de lits représentés-nombre de personnes ayant séjourné dans ces meublés-résidence principale ou secondaire) d'autre part, il est proposé de fixer les conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations.

Il est également proposé que soient déterminées les mesures compensatoires attendues selon les critères d'octroi suivants :

- la durée des contrats de location,
- les caractéristiques physiques du local,
- sa localisation en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements.

Ces critères peuvent être modulés en fonction du nombre d'autorisations accordées à un même propriétaire personne physique.

Les autorisations avec compensation sont attachées au local et non à la personne du bénéficiaire. Elles donnent lieu en conséquence à publication au fichier immobilier ou inscription au livre foncier, avec mention des locaux offerts en compensation ; elles ont un caractère réel et sont transmissibles.

La compensation consiste à transformer en habitation des locaux ayant un autre usage pour compenser la perte du logement pour lequel un changement d'usage a été validé.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Christine MUSEUX
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L5211-41-3, L5217-1 et L5217-2,
Vu le code du tourisme, notamment l'article L324-1-1,
Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment les articles L631-7-1-A et suivants,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), articles 16 et 18,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-131-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Considérant que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové instaure un dispositif de régulation de la mise en location de meublés touristiques en vue de lutter contre la pénurie de logement à titre de résidence principale, tout en prévoyant des mécanismes de souplesse laissés à l'appréciation de l'organe délibérant,
Considérant que conformément à l'article 16 de cette loi, pour les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définie à l'article 232 du code général des impôts, une délibération du conseil municipal peut décider que le fait de louer un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, constitue un changement d'usage soumis à obtention d'une autorisation préalable,
Considérant que l'organe délibérant compétent en matière de plan local d'urbanisme détermine les critères de cette autorisation temporaire,
Considérant que lorsque le local à usage d'habitation constitue la résidence principale du loueur, l'autorisation de changement d'usage n'est pas nécessaire pour louer pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile,
Considérant que la nécessité de concilier, d'une part, l'accès au logement et, d'autre part, l'activité touristique, passe par la mise en place de règles relatives à l'autorisation temporaire de changement d'usage en fonction du marché local de l'habitat,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 8 abstentions M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 4 ne prenant pas part au vote (M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN),

DÉCIDE

Article 1 : D'autoriser la mise en place du régime d'autorisation temporaire de changement d'usage sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

Article 2 : Des conditions de délivrance de cette autorisation :

• Afin de ne pas aggraver la pénurie de logement sur la commune du Kremlin-Bicêtre :

- La demande d'autorisation temporaire de changement d'usage pour les locations répétées de courte durée ne pourra être accordée sur plus de 50% de la surface totale de l'immeuble concerné,
- Le contrat de location, en ce qui concerne cette autorisation, sera conclu pour une durée maximale et non renouvelable de 90 jours consécutifs,
- Le nombre maximal d'autorisations accordées à un même propriétaire sera de deux.

• Dans le cas particulier où le local se trouve en copropriété, le pétitionnaire :

- S'il est propriétaire, devra justifier que le règlement ne s'oppose pas au changement d'usage ou à l'usage mixte. Le cas échéant, il devra fournir l'accord de la copropriété.
- S'il est locataire, devra fournir une attestation du propriétaire stipulant que le règlement de copropriété ne s'oppose pas à ce changement et que lui-même accorde ce changement. Cette attestation devra également être fournie en cas de compensation.

• L'autorisation d'usage sera accordée dans les conditions précédemment définies et sous réserve qu'une compensation soit faite par la transformation en habitation de locaux ayant un autre usage que l'habitation au 1er janvier 1970 et n'ayant pas déjà été utilisés à titre de compensation.
Cette compensation s'applique aux demandes de changement d'usage pour les logements sur tout le territoire communal.

Les personnes qui souhaitent changer les locaux d'habitation en un autre usage à l'intérieur de ce périmètre seront soumises à compensation, y compris celles qui souhaitent faire de la location de courte durée touristiques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400138-20231214-2023-131-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Trois cas d'exceptions à cette compensation :

- Pas de compensation lorsque la demande de changement d'usage porte sur des locaux d'habitation situés en rez-de-chaussée ou lorsqu'elle est sollicitée en vue d'y exercer une mission d'intérêt général,
- Pas de compensation lorsque la demande de changement d'usage est sollicitée par une personne en vue d'y exercer une profession libérale réglementée ou non réglementée.
- Pas de compensation quand la demande d'autorisation tend à l'exercice, dans une partie du local d'habitation utilisé par le demandeur comme sa résidence principale, d'une activité professionnelle, y compris commerciale, pourvu qu'elle n'engendre ni nuisance, ni danger pour le voisinage et qu'elle ne conduise à aucun désordre pour le bâti. Cette surface doit être inférieure à 50% de la surface du local d'habitation.

Article 3 : De préciser cette autorisation temporaire ne peut être délivrée que pour des logements décents, c'est-à-dire des logements répondant aux exigences de l'article R111-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Article 4 : Que cette autorisation est valable pour une durée de 2 ans reconductibles deux fois.

Article 5 : De rappeler que le non-respect des dispositions susvisées est puni de l'amende prévue à l'article L651-2 du CCH. En vertu de l'article 18 de la loi ALUR, le produit des infractions revient à la commune du Kremlin-Bicêtre

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-131-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-132

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL **35**

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... **26**
Représentés **7**
Absents..... **2**

OBJET MIS EN DELIBERATION :

LOGEMENT - AVENANT N°1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE CADRE DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND-ORLY SEINE BIEVRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Christine MUSEUX expose au conseil :

L'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre compte 11 villes qui portent un nouveau projet de renouvellement urbain (NPNRU). Adoptée en juin 2021 par le Conseil territorial, la convention-cadre de renouvellement urbain précise à la demande de l'ANRU et de l'Etat la stratégie d'intervention de l'EPT en matière de renouvellement urbain à l'échelle territoriale et s'articule avec les conventions de site signées à l'époque (Orly, Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine) sur :

- Les demandes de financement de personnels (EPT et villes) ;
- Les études stratégiques dépassant le cadre des projets des conventions de site ;
- Les minorations de loyers ;
- La reconstitution de l'offre de logements démolis ;
- Les droits de réservation d'Action Logement liés à la reconstitution de logements.

La convention comporte aussi des dispositions financières relatives à des études du protocole de préfiguration du Kremlin-Bicêtre et des opérations engagées de reconstitution de logements des projets de Savigny-sur-Orge et de Viry-Châtillon.

Les signataires de la convention-cadre sont l'Etat, l'ANRU, l'EPT, les conseils départementaux du Val-de-Marne et de l'Essonne, la Banque des territoires, Action Logement, chacune des villes disposant d'un projet de renouvellement urbain sur son territoire communal, ainsi que l'ensemble des bailleurs concernés par ces opérations.

Depuis, de nouvelles conventions de site ont été approuvées, dont celle concernant le PRIR Schuman du Kremlin-Bicêtre qui a fait l'objet de la délibération n°2022-110 du Conseil municipal en date du 24 novembre 2022. Par ailleurs, de nouvelles opérations de reconstitution de l'offre ont été identifiées et des ajustements mineurs à la convention-cadre relatifs à la reconstitution de l'offre du projet d'Orly ont été signés.

Par conséquent, il s'agit d'intégrer ces évolutions par voie d'avenant n°1 à la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre. Par ailleurs, les Départements du Val-de-Marne et de l'Essonne ont souhaité apporter des modifications à leur contribution dans la convention-cadre pour mieux tenir compte de leurs politiques en matière d'habitat et de renouvellement urbain.
En outre, le passage d'une gestion locative en contingents de réservation avec des logements physiquement identifiés (en stock) à une gestion en contingents identifiés sur un flux annuel de logements à disposition des réservataires (en flux) qui s'appliquera à compter de la fin de l'année 2023, oblige également à revoir les dispositions pour les réservations accordées à Action Logement.

Ainsi, l'objet du présent avenant consiste à prévoir les évolutions suivantes :

- Mise en conformité de la convention initiale signée le 19 avril 2022 avec la convention type en vigueur et le Règlement Général de l'ANRU (RGA) en vigueur ;
- Intégration des modifications demandées par les Départements du Val-de-Marne et de l'Essonne ;
- Intégration des évolutions prises en compte par voie d'ajustements mineurs ;
- Intégration d'une annexe unique de description des contreparties en droits de réservation de logements locatifs sociaux pour Action Logement services (annexe B2) ;
- Intégration des opérations d'ingénierie, de relogement des ménages avec minoration de loyer et de reconstitution de l'offre des NPRU de Viry-Châtillon, de Savigny-sur-Orge, de Villejuif/L'Hay-les-Roses, de Valenton, du Kremlin-Bicêtre et de Vitry-sur-Seine.

Cet avenant conduit à l'intégration de 44 opérations dont 16 dans la famille « Etude et conduite de projet », 6 dans la famille « Relogement des ménages avec minoration de loyer » et 22 dans la famille « Reconstitution de l'offre de logements sociaux ».

Le coût hors taxe des opérations financées dans le cadre de cette convention-cadre est porté de 159 millions d'euros à 494 millions d'euros TTC, avec un investissement pour les bailleurs passant de 118M€ à 374M€ (représentant 75,79% des opérations), les financements accordés passent quant à eux :

- Pour l'Anru de 12,5M€ à 34.6 M€, soit 7 %
- Pour la Région de 1,5M€ à 4,7 M€, soit 0,96 %
- Pour les Départements de 3,7M € à 17,9 M€, soit 3,63%
- Pour la CDC de 7,9M€ à 8 M€ soit 1,62%

Par ailleurs, les prêts accordés aux bailleurs passent de 108 M€ à 336 M€.

Enfin, les actions portées par le Territoire (études et personnels affectés aux projets) passent de 1,4 M€ à 5 M€. A ce stade de l'avancement des opérations, l'EPT est indiqué comme porteur de la reconstitution de l'offre non identifiée (faisant apparaître un total de 41,7 M€ dans la maquette financière) mais ces opérations seront rebasculées aux opérateurs concernés à chaque identification nouvelle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vu la délibération n°2022-12-13_3007 du conseil territorial du 13 décembre 2022 approuvant la convention du projet de renouvellement urbain du quartier « Péri – Schuman – Bergonié » au Kremlin-Bicêtre,

Vu la délibération n°2023-02-14_3071 du conseil territorial du 14 février 2022 approuvant la convention de site pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de la Lutèce à Valenton,

Vu la délibération n°2023-11-14_3363 du conseil territorial du 14 novembre 2023 approuvant la convention de site pluriannuelle du projet de renouvellement urbain « Cœur de Ville » à Vitry-sur-Seine,

Vu la délibération n°2023-11-14_3364 du conseil territorial du 14 novembre 2023 approuvant l'Avenant n°1 à la convention-cadre pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu le projet d'avenant proposé à la convention-cadre de renouvellement urbain et ses annexes, pour tenir compte des évolutions des différentes opérations et de la mise en œuvre de la réforme de la gestion en flux à compter de la fin d'année 2023,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Après en avoir délibéré par 25 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN), 7 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

DÉCIDE

Article 1

D'approuver les termes du projet d'avenant n°1 à la convention-cadre de renouvellement urbain de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre, ci-annexé.

Article 2

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit avenant, tout document afférent à cette convention ainsi que tout document permettant de réaliser les actions qui y sont inscrites.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Pour la bonne information de l'assemblée délibérante, il convient de noter qu'un futur avenant sera à prévoir courant 2024 afin d'intégrer :

- le projet de Villeneuve-Saint-Georges passé en Comité d'engagement en juin 2023 et dont la convention de site devrait être signée début 2024 ;
- les modifications au projet d'Orly passé en Comité d'engagement en mars 2023 et dont l'avenant n°2 à la convention de site devrait être signé début 2024.

Le conseil municipal est en conséquence invité à délibérer favorablement et à autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, ci-annexé.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Christine MUSEUX,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 et L.5219-2 et suivants,

Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu la délibération n°2019-06-29_514 du 29 juin 2019 du conseil de territoire de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre adoptant le principe à l'échelle du territoire de disposer d'une convention-cadre de renouvellement urbain qui sera assortie de conventions de sites, correspondant à des déclinaisons locales pour chacune des villes concernées par un projet de renouvellement urbain,

Vu la délibération n° 2021-06-29_2410 du conseil de territoire de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre en date du 29 juin 2021 approuvant les termes de la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu la délibération n°2019-06-29_1511 du 29 juin 2019 du conseil territorial approuvant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'Ivry-sur-Seine,

Vu la délibération n°2019-06-29_1512 du 29 juin 2019 du conseil territorial approuvant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain d'Orly,

Vu la délibération n° 2020-02-25_1784 du 25 février 2020 du conseil territorial approuvant le programme de renouvellement urbain du quartier sud de Choisy-le-Roi et la convention pluriannuelle de site dite « Quartier Sud - Choisy -le-Roi »,

Vu la délibération n° 2021-067 du conseil municipal du Kremlin-Bicêtre en date du 28 juin 2021 approuvant la convention pluriannuelle cadre de renouvellement urbain de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu la délibération n°2022-02-25_1778 du conseil territorial du 25 février 2022 approuvant la convention de site pluriannuelle du projet du quartier Grand Vaux à Savigny-sur Orge,

Vu la délibération °2022-02-25_1790 du conseil territorial du 25 février 2022 approuvant l'avenant à la convention de site d'Orly,

Vu la délibération °2022-02-25_1791 du conseil territorial du 25 février 2022 approuvant l'avenant à la convention de site d'Ivry-sur-Seine,

Vu la délibération n°2022-04-05_2721 du conseil territorial du 5 avril 2022 approuvant la convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain des quartiers Grande Borne et du Plateau à Grigny et Viry-Châtillon,

Vu la délibération n°2022-02-28_2862 du conseil territorial du 28 juin 2022 approuvant le nouveau projet de convention de site pluriannuelle de renouvellement urbain Grand Vaux à Savigny-sur-Orge,

Vu la délibération n°2022-110 du conseil municipal du Kremlin-Bicêtre en date du 24 novembre 2022 approuvant la convention du projet de renouvellement urbain du quartier « Péri – Schuman – Bergonié » au Kremlin-Bicêtre,

Vu la délibération n°2022-12-13_3006 du conseil territorial du 13 décembre 2022 approuvant la convention du projet de renouvellement urbain de Villejuif – L'Haÿ-les-Roses,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

AVENANT N°1
À LA CONVENTION PLURIANNUELLE CADRE
DE RENOUVELLEMENT URBAIN
DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND-ORLY SEINE BIEVRE

COFINANCÉ PAR L'ANRU
DANS LE CADRE DES NPNRU

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vu le règlement général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au nouveau programme national de la renouvellement urbain (RGA NPNRU), en vigueur au jour de la signature du présent avenant,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur au jour de la signature du présent avenant**,**

Il est convenu entre :

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU »,représentée par sa Directrice Générale, ou par délégation, par son Délégué Territorial dans le département.

L'État, représenté par la Préfète de département du Val-de-Marne et le Préfet du Département del'Essonne, responsables de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans leur département.

L'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre représenté par son Président, ci-après désigné « le porteur de projet »

Les communes d'Ivry-sur-Seine, Choisy-le-Roi, Orly, Le Kremlin-Bicêtre, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses, Savigny-sur-Orge, Viry Chatillon, Valenton, Vitry-sur-Seine comprenant au moins un quartierinscrit à l'article 1 de la présente convention pluriannuelle, représentées par leurs Maires.

Les maîtres d'ouvrage des opérations programmées dans la présente convention, soit l'EPT et les communes précitées ainsi que les organismes de logement social, Immobilière 3F, La COOP Ivry habitat, Valophis Habitat, 1001 Vies habitat, Seqens, Batigère Habitats Solidaires, Les Résidences Yvelines Essonne, Batigère en Ile-de-France, Antin Résidences, Emmaüs habitat, Valdevy, CDC Habitat, La Semise, représentés par leurs Directeurs Généraux.

Action Logement Service, représentée par son Directeur des Financements Bailleurs et Collectivités, dûment habilité aux fins des présentes.

Foncière Logement, représentée par sa Présidente.

Ci-après désignés les « Parties prenantes ».

La Caisse des Dépôts, représentée par sa directrice territoriale

Le Conseil départemental du Val-de-Marne, représenté par son Président.

Le Conseil Départemental de l'Essonne, représenté par son Président.

Ci-après désignés les « Partenaires associés ».

Ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE4

ARTICLE 2 : OBJET DE L'AVENANT5

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE6

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE70

ANNEXES70

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre (n°C0717), portant sur les quartiers NPNRU de son territoire, et dont les dossiers ont été examinés :

- Pour les projets d'intérêt national, par les comités d'engagement de l'ANRU :
  - NPNRU Orly – Quartier Est en date du 3 décembre 2018 et du 6 mars 2023 ;
  - NPNRU Choisy-le-Roi - Choisy Sud en date du 8 avril 2019 ;
  - NPNRU Viry-Châtillon – Grande-Borne/Plateau en date du 17 décembre 2019 et 30 juin 2021 ;
  - NPNRU Villejuif/L'Haÿ-les-Roses – Lallier/Lebon-Lamartine/Hochart/Lozaits en date du 24 juin 2019 et du 6 décembre 2021 ;
  - NPNRU Vitry-sur-Seine – Centre-Ville/Mario Capra/Robespierre en date du 14 février 2022 et du 28 juin 2023 ;
  - NPNRU Valenton – Lutèce Bergerie en date du 3 mars 2022 ;
  - NPNRU Savigny-sur-Orge – Grand Vaux en date du 29 novembre 2018, 11 mai 2020, 16 juin 2020, 27 septembre 2021 et du 4 mai 2022.

- Pour les projets d'intérêt régional, par la déléguée territoriale de l'ANRU dans le Val-de-Marne :
  - PRIR Ivry-sur-Seine – Quartier Gagarine Truillot en date du 3 avril 2019 ;
  - PRIR Kremlin-Bicêtre – Péri/Schumann/Bergonié en date du 20 juin 2022.

- Pour les projets d'intérêt national, par les comités d'engagement OPPC du 25/10/2021, du 21/02/2022, du 15/06/2022, du 15/11/2022 et du 19/06/2023.

Cette convention a été signée le 19 avril 2022.

Cette convention pluriannuelle peut faire l'objet de modifications au cours de son exécution conformément à l'article 7.2 du titre III du RGA NPNRU.

A ce jour, les avenants et ajustements mineurs déjà contractualisés sont les suivants :

N° de l'avenant ou de l'ajustement mineur	Nature de l'avenant (ajustement mineur ou avenant)	Date du Comité d'Engagement	Date signature de l'ajustement mineur et de l'avenant	Description des modifications
Ajustement n°1	Ajustement mineur	/	07/12/2022	-Création de l'opération n° C0717-31-0060, « Ivry/Seine –ZAC Confluences – Lot 4E (32 PLAI) », sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». -Création de l'opération n° C0717-31-0066 « Ivry-Sur-Seine–ZAC Confluences –Lot 4G-4G1B(13PLAI) », sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». -Création de l'opération n°C0717-31-0067, « Ivry-Sur-Seine –ZAC Confluences –Lot 4G-1C(12PLAI) », sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». -Création de l'opération n° C0717-31-0068, « Ivry-Sur-Seine –ZAC Confluences –Lot 4G-4G4(14PLAI) », sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». -Modification du nombre de logement pour l'opération n° C0717-31-0036, initialement « 99 LLS à identifier sur EPT12 / hors QPV » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat », avec l'intitulé suivant « Reste à identifier 28 LLS hors QPV (5 PLUS et 23 PLAI), sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ajustement n°2	Ajustement mineur		25/05/2023	Ventilation de la programmation de l'opération de reconstitution de l'offre sur site « Lopofa 8D » en trois lots : o Modification du nombre de logements pour l'opération n° C0717-31-0031, initialement « ORLY - Lopofa 8D - 65 LLS (dont 30% PLAI) » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat », avec l'intitulé suivant « Orly ZAC Aurore lot 8D – en QPV – 19 PLUS / 9 PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». o Création de l'opération n° C0717-31-0130, « Orly ZAC Aurore lot 8A – en QPV – 14 PLUS / 6 PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». o Création de l'opération n° C0717-31-0139, « ORLY ZAC Aurore 8E – en QPV – 12 PLUS et 5 PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat Ventilation de la programmation de l'opération de reconstitution de l'offre hors site en deux lots : o Modification du nombre de logement pour l'opération et du libellé de l'opération n° C0717-31-0033, initialement « ORLY – VEFA Carrières – 20 LLS dont 60% PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat », avec l'intitulé suivant « ORLY – ZAC Carrières lot 2 – Hors QPV - 6 PLAI / 4 PLUS » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat », et comportant 10 LLS o Création de l'opération n° C0717-31-0138, « ORLY – ZAC des Carrières – lot 1 – Hors QPV – 4 PLUS/6PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat » et comportant 10 LLS. - Identification de 8 logements supplémentaires : o Modification du nombre de logement pour l'opération n° C0717-31-0036, initialement « Reste à identifier 28 LLS hors QPV dont 93% PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat », avec l'intitulé suivant « Reste à identifier 20 LLS hors QPV dont 15 PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ». o Création de l'opération n° C0717-31-0137, « VITRY-SUR-SEINE - ZAC Seine Gare – Lot GA41- Hors QPV - 8 PLAI » sous maîtrise d'ouvrage « Valophis Habitat ».

Article 2 : OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant consiste en l'intégration des évolutions suivantes :

- Mise en conformité de la convention initiale signée le 19 avril 2022 avec la convention type en vigueur et le RGA en vigueur ;
- Intégration des amendements demandés par les Départements du Val de Marne et de l'Essonne ;
- Intégration des évolutions prises en compte par voie d'ajustements mineurs ;
- Intégration d'une annexe unique de description des contreparties en droits de réservation de logements locatifs sociaux pour action logement services
- Intégrations des opérations d'ingénierie, de relogement des ménages avec minoration de loyer et de reconstitution de l'offre des NPNRU de Viry-Châtillon, de Savigny-sur-Orge, de Villejuif/L'Haÿ-les-Roses, de Valenton, du Kremlin-Bicêtre et de Vitry-sur-Seine.

Cet avenant conduit à l'intégration de 71 opérations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention mentionnée à l'article 1 du présent avenant et modifiée par les avenants successifs listés dans ce même article est modifiée dans les conditions ci- après. Les passages en rouge sont modifiés par le présent avenant.

Article 3.1- Modification du préambule de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain

Le PREAMBULE de la convention pluriannuelle est modifié et rédigé comme suit :

Les pièces constitutives de la convention pluriannuelle sont les suivantes :

- La présente convention ;
- Les annexes, répertoriées comme suit :
  - A – Plan de situation des quartiers,
  - B – La convention habitat,
  - B-2 – Description des contreparties en droit de réservation de logements locatifs sociaux pour action logement,
  - C – Tableau de suivi de la programmation logement,
  - C-3 – Fiches descriptives des opérations,
  - C-4 – tableau financier prévisionnel global de l'ensemble des opérations,
  - D – Schéma d'organisation des équipes projets NPNRU,
  - E – Les exigences du projet de territoire.

L'absence d'annexe(s) répertoriée(s) en A et D ne fait pas obstacle à la bonne exécution de la présente convention.

La présente convention pluriannuelle appelée également « convention-cadre » pourra être modifiée par avenant au fur et à mesure de la validation des projets par site, afin de mettre à jour les lignes financières d'ingénierie, de reconstitutions de l'offre en logements sociaux, de relogement avec minorations de loyer, de programmation et stratégie habitat, dont les volumes de démolition/reconstitution et de l'avancement de la CIL.

La présente convention pluriannuelle s'appuie sur les dossiers, élaborés à la suite des protocoles de préfiguration :

- n° 540 Protocole EPT 12 - Gd Orly/Choisy-Le-Roi,
- n° 582 Protocole EPT 12 - Gentilly/Le Kremlin-Bicêtre/Arcueil,
- n° 530 Protocole EPT 12 - Savigny-sur-Orge,
- n° 593 Protocole EPT12 - Ivry.
- n° 532 Protocole EPT12 – Viry-Chatillon/Grigny
- n° 541 Protocole Villejuif/L'Haÿ-les-Roses
- n° 581 Protocole Vitry-sur-Seine
- n° 582 Protocole EPT 12 – Gentilly / Le Kremlin-Bicêtre / Arcueil
- n° 583 Protocole EPT12 – Villeneuve-Saint-Georges/Valenton

cofinancés par l'ANRU, conformément au dossier type prévu à l'annexe II du RGA relatif au NPNRU, examiné :

- Pour les projets d'intérêt national, par les comités d'engagement de l'ANRU :
  - NPNRU Orly – Quartier Est en date du 3 décembre 2018 et du 6 mars 2023 ;
  - NPNRU Choisy-le-Roi - Choisy Sud en date du 8 avril 2019 ;
  - NPNRU Viry-Châtillon – Grande-Borne/Plateau en date du 17 décembre 2019 et 30 juin 2021 ;
  - NPNRU Villejuif/L'Haÿ-les-Roses – Lallier/Lebon-Lamartine/Hochart/Lozaits en date du 24 juin 2019 et du 6 décembre 2021 ;
  - NPNRU Vitry-sur-Seine – Centre-Ville/Mario Capra/Robespierre en date du 14 février 2022 et du 28 juin 2023 ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- NPNRU Valenton – Lutèce Bergerie en date du 3 mars 2022 ;
- NPNRU Savigny-sur-Orge – Grand Vaux en date du 29 novembre 2018, 11 mai 2020, 16 juin 2020, 27 septembre 2021 et du 4 mai 2022.

- Pour les projets d'intérêt régional, par la déléguée territoriale de l'ANRU dans le Val-de-Marne :
  - PRIR Ivry-sur-Seine – Quartier Gagarine Truillot en date du 3 avril 2019 ;
  - PRIR Kremlin-Bicêtre – Péri/Schumann/Bergonié en date du 20 juin 2022.

- Pour les projets d'intérêt national, par les comités d'engagement OPPC du 25/10/2021, du 21/02/2022, du 15/06/2022, du 15/11/2022 et du 19/06/2023.

La présente convention pluriannuelle, sur lesquelles s'engagent les parties prenantes, en reprend les principales caractéristiques.
La ~~présente~~ convention cadre a été examinée en comité d'engagement le 11 mars 2020.

Article 3.2- Modification du titre I – Les quartiers

Le titre I « LES QUARTIERS » est modifié et désormais rédigé comme suit :

La présente convention porte sur les quartiers suivants :

- Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

  - Val-de-Marne, Orly, Choisy-le-Roi ; quartier Est (QP 094031),
  - Val-de-Marne, Choisy-le-Roi, Orly ; quartier Sud (QP 094032),
  - Val-de-Marne, Valenton ; quartier Lutèce Bergerie (QP 094036). Ce QPV a été intégré, avec l'appui du Préfet du Val-de-Marne en date du 2 juillet 2015, au périmètre de projet du Quartier Nord (QP 094038), situé à Villeneuve-Saint-Georges, Département du Val-de-Marne ;
  - Val-de-Marne, Villejuif et L'Haÿ-les-Roses ; quartiers Lallier (QP 094018) et quartier Lebon-Hochart (QP 094021)
  - Val-de Marne, Vitry-sur-Seine ; quartiers Centre-ville : Defresne – Vilmorin – Robespierre (QP 094012) et Quartier Commune de Paris – 8 mai 1945 (QP 094013) ;
  - Essonne, Savigny-sur-Orge ; quartier Grand-Vaux (QP 091030) ;
  - Essonne, Viry-Châtillon ; Quartier Grande-Borne et Plateau (QP 091026).

- Les quartiers d'intérêt régional :

  - Val-de-Marne, Ivry-sur-Seine : quartier Gagarine (QP 094008),
  - Val-de-Marne, Le Kremlin Bicêtre, Gentilly ; Péri/Schumann/Bergonié (QP 094015).

Elle sera complétée par avenant pour intégrer les projets et les opérations relatifs aux quartiers qui n'ont pas encore fait l'objet d'une validation et seront intégrés ultérieurement par avenant à la présente convention. Ces quartiers sont les suivants :

- Quartiers d'intérêt national :

  - ~~Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine ; quartier Centre-ville : Defresne-Vilmorin-Robespierre (QP 094012),~~
  - ~~Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine ; quartier commune de Paris-8 mai 1945 (QP 094013),~~

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- ~~Val-de-Marne, L'Haÿ-les-Roses ; quartier Lallier (QP 094018),~~
- ~~Val-de-Marne, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses ; quartier Lebon-Hochart-Mermoz (Lozaits- sud) (QP 094021),~~
- ~~Essonne, Grigny, Viry-Châtillon ; quartier La Grande Borne-le plateau (QP 091026),~~
- ~~Essonne, Savigny-sur-Orge ; quartier Grand-Vaux (QP 091030),~~
- ~~Val-de-Marne, Valenton, Villeneuve-Saint-Georges-Limeil-Brevannes ; quartiers Pologne-centre-ville-le plateau-Saint Martin (QP 094035),~~
- Val-de-Marne, Villejuif ; quartier Mermoz Lozaits Sud (QP 094021).
- Val-de-Marne, Villeneuve-Saint-Georges ; quartier Nord (QP 094038).

~~Les quartiers Quartier(s) d'intérêt régional :~~

- ~~Val-de-Marne, Le Kremlin-Bicêtre, Gentilly ; quartier Peri-Schuman-Bergonié (QP 094021).~~

Cet avenant permettra par ailleurs de préciser et d'actualiser la stratégie habitat, l'ensemble des projets et des conventions de sites validés.

A noter que parmi ces 11 quartiers en politique de la ville visés par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur le territoire, un donne lieu à un travail intercommunal pour des raisons urbaines (projet de Villejuif-L'Haÿ-les-Roses), aboutissant ainsi à 10 projets potentiels pour 11 villes concernées.

Un plan de situation de l'ensemble des quartiers d'intérêts national et régional de l'intercommunalité est présenté en annexe A.

Article 3.2- Modification de l'article 1er du titre II

L'article 1er « Les éléments de contexte » du titre II est modifié et désormais rédigé comme suit :

Le contexte institutionnel de la création de l'EPT

Créé le 1er janvier 2016, dans le cadre de la réforme territoriale du Grand Paris, l'Établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre rassemble 24 communes et s'étend sur les 2 départements du Val-de-Marne et l'Essonne. Au sein de son périmètre, l'organisation territoriale du bloc local préexistante était diversifiée : 16 communes ayant déjà intégré une des 4 communautés d'agglomération avec des historiquesde transferts de compétences différents ; 8 communes n'étaient pas membres d'un établissement public de coopération intercommunale. Pour autant, au fil de leur histoire et convaincues que certains enjeux gagnaient à être pensés et/ou mis en œuvre à une échelle plus grande, l'ensemble de ces communes se sont saisies chacune à leur manière des différentes formes d'organisation de coopération intercommunale, pour favoriser ces dynamiques de projets et la mobilisation de fonds publics pour leur mise en œuvre. C'est cette conception et cette participation à la construction de coopérations intercommunales - qui n'ont pas toujours pris la forme d'intercommunalité intégrée - reposant sur le volontariat et des décisions librement consenties, en y associant les habitants et les acteurs socio-économiques, qui ont permis de connaître jusqu'ici la réussite des projets qu'elles ont portés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Afin d'assurer une mise en œuvre de la réforme territoriale la plus utile possible pour leurs 700 000 habitants, les communes de Grand-Orly Seine Bièvre ont décidé de fonctionner en « coopérative de villes ». Ce principe innovant relève de l'attachement profond à la commune : l'échelon intercommunal ne se surimpose pas à la volonté des élus locaux, mais les accompagne afin de renforcer le poids de leurs projets en respectant chaque commune. C'est une condition essentielle pour organiser une gestion de proximité la plus démocratique et s'appuyant sur la relation directe entre les élus locaux et les citoyens. Dans cet esprit, l'Établissement public territorial poursuit ainsi les dynamiques et politiques publiques existantes, et crée également les conditions de projets territoriaux. ~~En cette période de réduction massive des fonds publics et alors que les inégalités sociales et territoriales sont encore grandissantes au sein de la zone dense francilienne, le travail commun doit plus que jamais veiller à générer des effets de développement, préserver un haut niveau de services publics locaux adaptés aux enjeux de chacun, la prise en compte des objectifs visant à une transition vers des territoires post carbone issus de la COP 21, dans un esprit d'efficacité et de proximité, au bénéfice de tous les citoyens. Ces derniers sont la richesse de ce territoire : son développement ne peut se faire que par et pour eux.~~ En cette période où les inégalités sociales et territoriales continuent de se creuser au sein de la zone dense francilienne, et où chacun des acteurs de la Ville est attendu par les habitants, il est essentiel que le travail commun génère des effets de développement et maintienne un niveau élevé de services publics adaptés aux besoins de tous. Il est également important de prendre en compte les objectifs de transition vers des territoires post-carbone, tels que définis dans la COP21. Dans un esprit d'efficacité et de proximité, il convient de veiller à ce que ces actions bénéficient à l'ensemble des citoyens, qui constituent la richesse de ce territoire. En effet, leur implication et leur bien-être sont essentiels pour son développement.

Ainsi, avec des histoires diversifiées, les 24 villes de Grand-Orly Seine Bièvre partagent des marqueurs identitaires forts tels que leur topographie, leur accessibilité tous modes, leur place stratégique dans l'écosystème économique métropolitain et des points d'appui au développement tels que le dynamisme de leur population, la création d'entreprises, leur attractivité résidentielle, les projets de développement d'envergure. Elles accueillent également une dynamique d'innovation très riche et diversifiée au service du territoire, des habitants et des usagers que ce soit au travers de lieux ou de réseaux d'acteurs hybrides.

Car des révolutions profondes au niveau social, sociétal, environnemental, énergétique ou encore numérique sont en cours. Elles ont un impact sur toutes les politiques publiques : les besoins exprimés se modifient. Grand-Orly Seine Bièvre entend y répondre.

Le projet de territoire

Sans objet

La situation financière

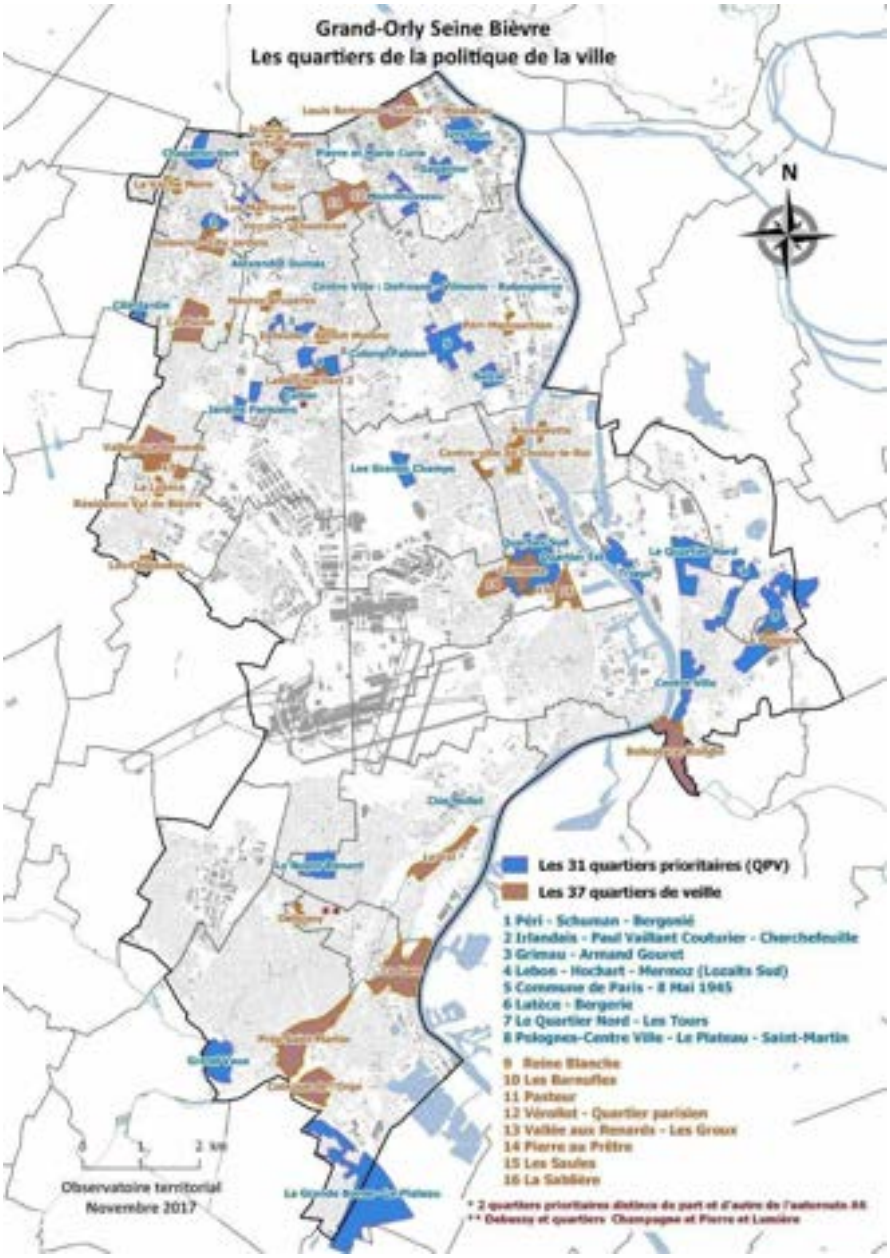
Sans objet

L'enjeu des projets de renouvellement urbain

Avec 8 contrats de ville couvrant 18 de ses 24 villes et 65 quartiers identifiés représentant 200 000 habitants situés dans un territoire en transformation avec de nombreux atouts et le développement de pôles d'excellence, il apparaît indispensable de trouver des leviers pour permettre un développement harmonieux du territoire et éviter le développement d'une ville à deux vitesses.

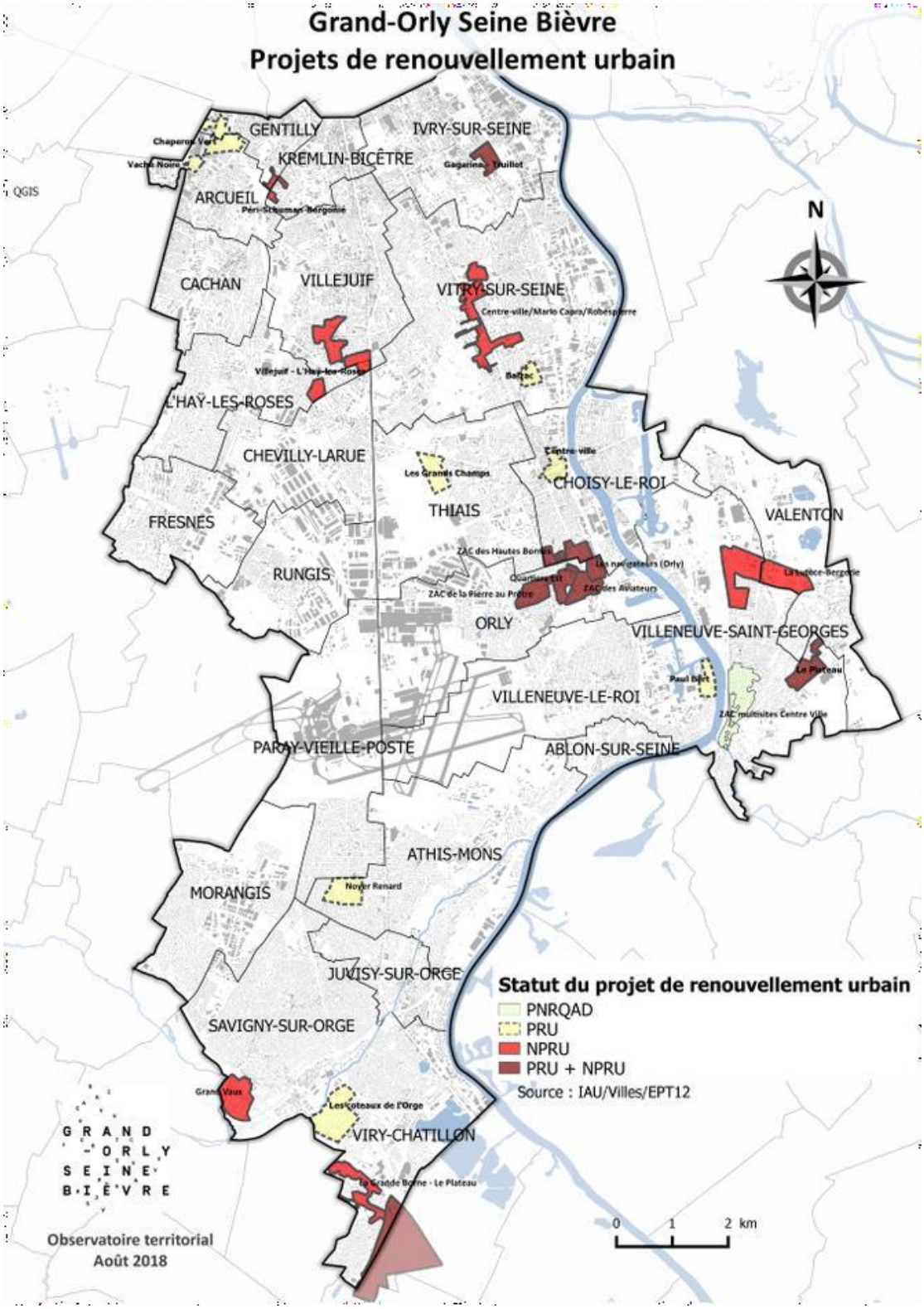
Les sites des 10 projets de renouvellement urbain, couvrant 11 villes, font partie de ces leviers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'historique du territoire sur le renouvellement urbain



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le territoire et les communes ont une expérience avancée du pilotage de projet de renouvellement urbain, notamment avec les projets de première génération sur Choisy-Le-Roi, Viry-Châtillon, Arcueil, Gentilly, Orly et Vitry-sur-Seine.

Toutefois, pour une partie des villes l'expérience de la contractualisation avec l'ANRU est nouvelle.

C'est le cas de Valenton, Villeneuve-Saint-Georges, Savigny-sur-Orge, Villejuif, Ivry-sur-Seine, L'Haÿ-les-Roses et du Kremlin Bicêtre.

A ce stade, 9 NPNRU ont été conventionnés sur 10. Le NPNRU de Villeneuve-Saint-Georges devrait être conventionné au 2e semestre 2023.

Article 3.3- Modification de l'article 2.1 du titre II – « La vocation du ou des quartier(s) et les orientations stratégiques prioritaires du projet en cohérence avec le contrat de ville »

L'article 2.1 « La vocation du ou des quartier(s) et les orientations stratégiques prioritaires du projet en cohérence avec le contrat de ville »de la convention pluriannuelle est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Les projets de renouvellement urbain sont considérés comme des projets de développement durable qui traitent donc des dimensions :

- Humaine ;
- Economique ;
- Environnementale.

Ils sont des projets de développement social urbain et sont rattachés tout à la fois à la compétence aménagement et à la compétence politique de la ville portées par l'EPT en relation étroite avec les villes.

Les compétences et politiques menées par l'EPT en matière d'aménagement, de transport, de traitement de l'espace public, d'environnement, d'habitat, d'observation et d'évaluation, de développement économique, d'économie sociale et solidaire sont ainsi mobilisées.

Une attention particulière est portée à l'intégration des quartiers politiques de la ville dans les dynamiques urbaines et à la desserte en transport en commun.

La direction de l'habitat est mobilisée sur les problématiques liées au parc social mais aussi sur le parc privé. Elle pilote notamment en relation étroite avec la direction de projet les études et traitement des copropriétés dégradées sur les sites de Savigny-sur-Orge et Villeneuve-Saint-Georges où cesproblématiques sont très présentes.

L'évaluation qui a été faite des projets urbains de première génération a montré toute l'importance de l'accompagnement social de ces projets ; c'est pourquoi, les projets de renouvellement urbain sont intégrés au travail de bilan/perspectives des contrats de ville.

Des axes de travail sont posés entre les équipes en charge du renouvellement urbain et les chefs de projets des 8 contrats de ville sur de nombreux sujets, dont :

- Projet de gestion urbaine et sociale (notamment l'abattement TFPB) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- Participation des habitants ;
- Travail sur la mémoire des quartiers ;
- Évaluation et observation ;
- Mobilisation des crédits spécifique de la politique de la ville (BOP 147) et du droit commun dans lecadre du contrat de ville ;
- Accompagnement de l'innovation sociale.

La stratégie habitat de l'EPT

La conférence intercommunale du logement

La stratégie habitat de l'EPT, en conformité avec la loi, doit être définie dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL).

En préparation de cette dernière, le territoire s'est appuyé sur deux Assistances à Maîtrise d'Ouvrage afin de consolider le diagnostic territorial de l'APUR et des services territoriaux. Il s'agissait de mettre en lumière les dynamiques socio-démographiques en cours et l'état des lieux de l'offre existante mais aussi le volet qualitatif des conditions de logement.

La CIL est coprésidée par la Préfète du Val-de-Marne et le Président de l'EPT et se compose de 3 collèges :

- Représentants des collectivités territoriales,
- Professionnels d'attribution de logements,
- Usagers et associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

La CIL constituée le 25 novembre 2019, via un travail partenarial a réalisé un diagnostic partagé préalable à toute orientation stratégique. Ce diagnostic a été présenté aux différents membres lors de la séance plénière du 16 décembre 2020. ~~Afin de répondre aux enjeux de l'habitat et de la demande de logement social, la CIL devra aboutir à :~~ Le Document-cadre d'orientation de la CIL qui comporte les objectifs généraux en matière d'équilibre territorial et d'attribution de logements a été validé lors de la CIL de juillet 2021.

- ~~Elaboration du Document Cadre d'Orientations Stratégiques (DCOS)~~
- ~~Élaboration du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information desDemandeurs (PPGDID),~~

~~Dans un second temps il s'agira également de :~~

- ~~Élaboration de la convention intercommunale d'attribution (CIA) portant sur la mixité sociale et l'équilibre entre les quartiers de la politique de la ville et autres secteurs de l'EPT. La déclinaison opérationnelle de la convention-cadre sera signée avec chacun des bailleurs sociaux,~~
- ~~Un suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la CIA et du PPGDID avec les outils et selon lesmodalités qu'elle aura préalablement définis.~~

Les orientations du document-cadre sont les suivantes :

- **Orientation 1. Fixer des objectifs d'attribution en faveur d'une plus grande mixité sociale et territoriale**
- **Orientation 2. Favoriser une meilleure prise en charge des publics prioritaires**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- **Orientation 3. Définir une stratégie de mutations pour faciliter les parcours résidentiels des ménages**
- **Orientation 4. Définir une stratégie de relogement dans le cadre des opérations NPNRU**
- **Orientation 5. Observer et évaluer les effets de la politique d'attribution de logement sociaux**

Les modalités de mise en œuvre opérationnelle de ces orientations doivent être précisées dans :

- la Convention intercommunale d'attribution précisant, entre autres, les actions mises en œuvre pour promouvoir la mixité sociale au sein de l'EPT.
- le Plan partenarial de gestion de la demande et de l'information du demandeur définissant les modalités d'accueil et d'information des demandeurs HLM et de traitement de la demande.

Plusieurs ateliers et groupes de travail ont été organisés entre 2021 et 2023 pour élaborer ces documents. La concertation avec les communes et les partenaires est en cours.

Ces documents devraient être présentés, pour adoption, dans les instances territoriales du dernier trimestre 2023.

Cette démarche partenariale aboutira après la définition de certains projets urbains et leur contractualisation. En revanche, le relogement dans le cadre des NPRU est déjà amorcé sur certains sites.

Afin de répondre aux enjeux liés à ces relogements, une instance partenariale, émanation de la CIL, sera mise en place dans le but de répondre aux besoins de relogements qui supposeraient l'intervention d'acteurs non présents localement ou un partenariat supra communal.

Dans le cadre de la présente convention et des différents NPNRU, des dispositions ont été prises dès maintenant afin de poser des éléments de connaissance et de stratégie en matière d'habitat avec l'adoption d'une convention habitat à l'échelle de l'EPT, des études en régie et avec des prestataires et enfin la mise en place prochaine d'une coordination inter-bailleur.

La convention habitat (Cf annexes D)

- En l'absence de CIA finalisée, elle permet de poser un cadre commun en matière d'habitat. Elle vise à montrer l'articulation entre une stratégie générale de l'EPT et des communes en matière d'habitat et à énoncer des principes d'action partagés par les élus du territoire, en particulier les maires porteurs de projets dans le cadre du NPNRU.
- Elle est vouée à évoluer dans le temps, pour tenir compte des différentes temporalités d'élaboration et de conventionnement des projets du NPNRU et de l'affinement, dans le temps, de la stratégie territoriale en matière d'habitat, en particulier dans le cadre de la CIL.
- Elle a été travaillée avec l'ensemble des villes de l'EPT et en relation étroite avec l'Etat.

La convention habitat comprend un préambule et trois parties.

Dans le préambule, un modèle de développement urbain partagé à l'échelle de l'EPT est présenté. Il repose sur l'objectif de diversification du logement et du peuplement dans les quartiers en renouvellement urbain tout en évitant l'exclusion sociale des populations présentes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Dans la première partie les NPNRU sont abordés comme moyen d'agir sur la structure du parc de logement et sur le peuplement des quartiers.

Dans la deuxième partie il est fait part d'orientations de projets adaptées à la diversité des contextes locaux mais sous tendue par une vision partagée du territoire.

Enfin, dans la troisième partie il est fait état d'outils à construire et conforter pour maximiser l'efficacité et la cohérence à l'échelle du territoire. Il est à noter que des tableaux destinés à suivre la programmation logements et la reconstitution de l'offre sont déjà mis en œuvre et joints en annexe.

Les études menées dans le cadre des projets de renouvellement urbain

Chacun des projets urbains a fait l'objet d'études propres en matière de programmation habitat en tenant compte de l'environnement dans lequel se situaient les quartiers concernés.

Ces études ont alimenté la réflexion à l'échelle du territoire et les réflexions à l'échelle du territoire sont venues en appui de ces études.

La mise en place d'une coordination inter bailleur

Des contacts ont été réalisés pour commencer à mettre en place une coordination sous maîtrise d'ouvrage EPT entre les bailleurs à l'échelle du territoire selon des modalités et avec des objectifs à définir avec eux et en relation avec les maires.

Le sujet du relogement apparaît de prime abord pertinent. En effet, les résultats des enquêtes MOUS montrent sur plusieurs sites le souhait d'une partie des ménages d'être relogés en dehors du quartier et de la commune ; d'où l'intérêt d'un traitement à une échelle intercommunale et d'une mobilisation de l'intercommunalité en cohérence avec la création de la CIL.

~~A noter la réalisation d'une charte inter bailleurs fixant les modalités de partenariat et la solidarité inter bailleurs à Savigny sur Orge.~~

Article 3.4- Modification de l'article 2.3 du titre II – « Orientations stratégiques du projet d'innovation et/ou d'agriculture urbaine »

L'article 2.3 « Orientations stratégiques du projet d'innovation et/ou d'agriculture urbaine » de la convention pluriannuelle est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation et/ou d'agriculture urbaine

L'innovation fait partie des valeurs de l'EPT et elle est l'un des axes de travail transversal aux contrats de villes.

L'EPT Grand-Orly Seine Bièvre met en œuvre depuis 2018 un dispositif d'accompagnement d'actions innovantes sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville : le Label « Actions Innovantes » (un

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

accompagnement financier - une mobilisation des ressources et des partenaires - un réseau d'acteurs de l'innovation). 13 projets ont été labellisés, projets impactant les quartiers en renouvellement urbain.

L'EPT Grand Orly seine Bièvre, les villes d'Orly et de Choisy-le-Roi ont été retenus dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) du 16 avril 2015 de l'axe 1 de l'action Ville durable et solidaire (VDS) du programme d'investissement d'avenir (PIA) ou au titre du volet « Innover dans les quartiers » de l'AMI du 14 mars 2017 « ANRU+ ».

Pour Choisy-le-Roi comme pour Orly, cet Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) ANRU+ est l'opportunité de bâtir des projets intégrés et communs en mobilisant tous les leviers d'innovation de la ville durable au service d'une amélioration du cadre de vie général de ses habitants.
La volonté des deux villes de garantir une cohérence urbaine à l'échelle des deux projets de renouvellement est l'élément moteur de cet AMI.

Le Programme d'Investissement d'Avenir « ANRU+/Innover et investir dans les quartiers », en encourageant des actions particulièrement innovantes sur le plan environnemental, socio-économique, énergétique mais aussi pédagogique ou architectural, permettra aux Villes de concevoir et mettre en œuvre des projets traitant de manière intégrée la rénovation des équipements publics, la gestion de l'énergie ainsi que la question de la concertation citoyenne et de la co-construction des projets par le biais du numérique tout en prenant en compte l'évolution des usages et des pratiques.

La ville de Vitry-sur-Seine a également été lauréate de l'AMI PIA "ville durable et solidaire". Le projet d'innovation ~~porté dans le cadre du PIA~~ est construit autour de 4 actions : résurgence d'une source en milieu urbain dense, extension du réseau de collecte pneumatique, réhabilitation du patrimoine social avec l'aide du BIM, ~~diversification fonctionnelle d'un IGH~~ urbanisme transitoire.

Les Villes de Viry-Châtillon et de Grigny (GPS) ont été lauréates de l'AMI Démonstrateurs de la Ville Durable pour le Quartier de la Grande-Borne. Les actions envisagées dans le cadre du démonstrateur urbain ont pour ambition de démontrer l'efficacité de l'action publique pour redresser et réintégrer des secteurs urbains en déshérence à travers 3 axes majeurs : « La Ville -2°C : adapter l'urbanisme et les constructions des années 1960 et 1970 aux enjeux du changement climatique, et créer la ville résiliente du XXIème siècle », « favoriser et faciliter l'économie circulaire en maximisant l'utilisation des produits issus des déconstructions des bâtiments », « contribuer à l'objectif recherché pour l'ensemble du NPNRU de mise en valeur du patrimoine humain, architectural et artistique de la Grande Borne, et réinvestir cette question du patrimoine ».

Article 3.5- Modification de l'article 3 du titre II « Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 3. Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet

L'excellence, recherchée dans chacun des projets en fonction des caractéristiques du site et des stratégies d'intervention, est décrite dans chacune des conventions de site.

L'excellence sera notamment recherchée dans les domaines du développement économique, du numérique et de l'environnement. A ce titre deux projets, celui de Valenton et celui de Savigny sur Orge font partie des projets présélectionnés au titre de « quartiers résilients ».

Les projets d'Orly, de Vitry-Sur-Seine et de Choisy-le-Roi visent également l'excellence en matière d'éducation/enfance et de prise en compte des enjeux de santé.

Le travail de mise en réseau des équipes projet permet de conforter l'excellence des projets à travers des échanges d'expertises et la résolution concertée de problématiques communes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 3.6- Modification de l'article 4.3 du titre II « La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux »

L'article 4.3 « La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 4.3 La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux

L'Établissement Public Territorial, par le biais de sa vision en matière d'habitat au sein de son territoire, privilégie la reconstitution de l'offre des projets de renouvellement urbain dans les zones autour des nouveaux pôles de gare du Grand Paris, ainsi que dans les communes les moins pourvues en logements sociaux. La reconstitution dans les Villes ne portant pas de projet de renouvellement urbain sera par ailleurs privilégiée. Il est néanmoins important de souligner que la majorité des communes du territoire dépasse le taux de logement social de 25 % fixé par la loi SRU.

Pour atteindre ces objectifs, sans remettre en question la responsabilité des porteurs de projet dans l'identification de la reconstitution de l'offre, un accompagnement actif de la part des services de la DRIHL 94 (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement) et de la DDT de l'Essonne (Direction Départementale des Territoires) est sollicité par l'EPT dans le but de rendre ces ambitions réalisables grâce à une collaboration étroite permettant d'identifier au mieux l'ensemble des opérations envisagées par les bailleurs sociaux et pouvant constituer de la reconstitution de l'offre.

Il convient de rappeler que le volume de démolitions validées dans le cadre des projets ANRU à la date de la signature de l'avenant à la convention-cadre représente 3 640 logements (376 à Ivry, 267 à Choisy, 543 à Orly, 583 à Savigny, 120 au Kremlin Bicêtre, 375 à L'Haÿ-les-Roses, 296 à Valenton, 263 à Villejuif, 327 à Viry-Châtillon et 490 à Vitry-sur-Seine) et 300 chambres (équivalents de 130 logements sur Choisy-le-Roi) dont l'ensemble a été validé en CNE.

Est également envisagée la démolition de 694 LLS supplémentaires : 194 logements sur Orly et 500 logements sur Villeneuve-Saint-Georges.

La reconstitution de l'offre fait l'objet d'un repérage en amont dans le but de répondre à l'enjeu d'une reconstitution de 1 pour 1 mais également de pouvoir proposer une offre neuve pour satisfaire une partie des relogements (Cf. annexe A1 présentation de la reconstitution de l'offre des NPNRU et PRIR de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre en mars 2023).

La démolition des 3 640 logements validée implique la reconstitution de l'offre au 1 pour 1. 3 271 logements sont financés par l'Anru dans la présente convention, soit un taux légèrement inférieur au 1 pour 1. En effet, pour le projet d'Ivry-sur-Seine, 267 LLS ont été financés par anticipation lors du premier programme de renouvellement urbain ; pour le projet NPRU de L'Haÿ-les-Roses, 87 LLS sont financés en droit commun dans le cadre de la reconstitution du foyer Coallia et 15 logements créés par scindements de logements en requalification sont comptabilisés comme reconstitution de l'offre démolie pour le NPRU Grande-Borne/Plateau. A ces logements s'ajoutent 127 logements pré-conventionnés (via le protocole de préfiguration et une OPPC) pour Villeneuve-Saint-Georges sur les 500 logements à démolir qui devraient être validés prochainement dans la convention de site.

À ce jour, 2 909 logements (y compris Villeneuve-Saint-Georges) ont été identifiés et ont été contractualisés au sein :

- des protocoles pour 491 logements
- de la convention cadre et de son avenant pour 2 418 logements.

489 logements restant à identifier sont également contractualisés dans la convention cadre.
Des projets sont en cours d'identification, voire validés pour : la totalité du reste à reconstituer de Villejuif et d'Ivry-sur-Seine et 30 logements pour le projet de L'Haÿ-les-Roses. Ils feront l'objet de l'avenant 2 à la convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Site	Nombre de logements à démolir	Nombre de logements à reconstituer	Nombre de logements identifiés dans les protocoles	Nombre total de logements identifiés	Nombre de logements contractualisés restant à identifier
Choisy-le-Roi	267	267	93	214	53
Ivry-sur-Seine	376	109	0	41	68
Kremlin-Bicêtre	120	120	0	120	0
L'Haÿ-les-Roses	375	288	0	238	50
Orly	543	543	206	523	20
Savigny-sur-Orge	583	583	0	581	2
Valenton	296	296	0	226	70
Villejuif	263	263	32	202	61
Villeneuve-St-Georges	127	127	97	127	0
Viry-Châtillon	327	312	0	147	165
Vitry-sur-Seine	490	490	63	490	0
	3 767	**3 398**	**491**	**2 909**	**489**

Article 3.7- Modification de l'article 5.2 du titre II « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité »

L'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 5.2 La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité

Les contreparties données à Action Logement dans le cadre des projets

Les contreparties pour le groupe Action Logement visent à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville visés par le NPNRU.

Sur le territoire de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, il est convenu de la répartition suivante entre convention-cadre et conventions quartiers :

1. Pour les opérations dont le financement est inscrit dans la convention-cadre : les contreparties qui en découlent et leurs modalités de mise en œuvre sont suivies dans la convention-cadre. Il s'agit des contreparties en droits de réservation sur la reconstitution de l'offre (sur site et hors site). Elles sont détaillées en annexe B2 de la présente convention-cadre pluriannuelle.
2. Pour les opérations dont le financement est inscrit dans les conventions quartiers : les contreparties qui en découlent et leurs modalités de mise en œuvre sont suivies dans chaque convention quartier. Il s'agit des contreparties en droits de réservation sur la requalification et des contreparties foncières. Elles sont détaillées en annexe B1 et B2 de chaque convention de quartier.

Les contreparties foncières

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Pour chaque convention de quartier, les contreparties foncières mises à disposition du groupe Action Logement en lien avec le taux pivot prendront la forme de terrains cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Foncière Logement ou à un ou plusieurs opérateur(s) auxquels Foncière Logement aura transféré ses droits. Sur ces fonciers aménagés, tous types et gammes de produits pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux.

Les droits de réservation

Les modalités de mise en œuvre en matière de contreparties sous forme de droits de réservation de logements locatifs sociaux seront précisées par la circulaire du ministère chargé du logement, conformément à la convention tripartite et tiennent compte de la stratégie d'attribution définie à l'article 6 de la présente convention.

En amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux visés, ces droits de réservation accordés à Action Logement Services sont formalisés dans une convention ad hoc entre Action Logement Services et le ou les réservataires et organismes HLM concernés. Ces droits de réservation doivent être cohérents avec la stratégie de relogement et d'attribution mentionnée à l'article 6 de la présente convention.

Les contreparties mises à disposition du groupe Action Logement au titre de la présente convention-cadre pluriannuelle de renouvellement urbain correspondent aux droits de réservation de logements locatifs sociaux issus de la reconstitution de l'offre sociale démolie :

~~168 droits de réservation de logements locatifs sociaux pour 30 ans, correspondant à 14,30 % du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction est financée par l'Agence, ou le cas échéant par d'autres financeurs (notamment FEDER et LBU), dans le cadre de la présente convention pluriannuelle. Ces droits se répartissent en :~~

~~- 105 droits de réservation correspondant à 13,29 % du nombre de logements locatifs sociaux construits hors QPV,~~

~~- 63 droits de réservation correspondant à 16,41 % du nombre de logements locatifs sociaux construits en QPV.~~

Au total, les contreparties cédées représentent **974 droits de réservation de logements locatifs sociaux**, correspondant à 29 % du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification sont financées par l'Agence dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et le cas échéant dans le cadre du protocole de préfiguration).

- Le nombre global de droits de réservation en droits uniques est calculé sur les bases suivantes :

Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques selon la catégorie d'opération		
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements construits hors QPV	% sur nombre total de logements construits en QPV
1 - Grand pôle IDF	25,0% soit 545 droits	35,0% soit 429 droits

- Parmi ce volume global de réservations en droits uniques, pour les premières mises en location des opérations de reconstitution et de requalification en milieu vacant, Action Logement Services bénéficiera d'un droit de réservation à hauteur de :
  - 12,5% du nombre total de logements reconstitués hors QPV soit 272 droits ;
  - 17,5 % du nombre total de logements reconstitués en QPV soit 214 droits ;

Ces pourcentages s'appliquent pour les logements mis en location au titre de l'ensemble des opérations d'un organisme de logement social financées dans le cadre d'une même convention pluriannuelle.

Un partenariat plus global entre l'EPT et Action Logement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le 22 juin 2017, Grand-Orly Seine Bièvre et Action Logement ont signé une convention de partenariat pour l'année 2017-2018, applicable jusqu'au 22 juin 2018 et prolongée par voie d'avenant.

Cette convention a pour objectif de positionner le Groupe Action Logement comme acteur-partenaire des dynamiques territoriales afin de mieux répondre aux besoins en logement des salariés du territoire et accompagner le développement économique du territoire de l'Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre.

L'engagement réciproque des partenaires est construit autour de trois axes prioritaires :

1. Analyser les besoins des salariés du territoire et partager ses conclusions,
2. Accompagner le développement économique,
3. Informer les entreprises sur les produits et services Action Logement, par des démarches individuelles et collectives.

Pour répondre à ces objectifs, les actions consistent à :

- La mise en œuvre d'une étude thématique relative aux besoins des salariés du territoire afin de renforcer le lien emploi-logement,
- Contribuer au développement de la production de logements et favoriser la mixité dans l'offre,
- Promouvoir des échanges prospectifs sur le développement économique et territorial, en structurant une offre de service aux entreprises, valorisant l'attractivité du territoire et les services d'Action logement auprès de ces dernières

Une restitution de l'étude thématique relative aux besoins des salariés du Territoire a été réalisée en novembre 2019 et a vocation à alimenter les stratégies sur les NPNRU.
Les principaux enjeux révélés par cette étude sont :

- Un manque d'offre de logement « abordable » sur le territoire, compte tenu d'une majorité de salariés au pouvoir d'achat contraint : un besoin d'offre locative sociale qui reste fort, mais aussi d'accession sociale / innovante à la propriété
- Des salariés en recherche d'un nouveau logement plutôt jeunes, et en recherche d'aménités (transport, services) : un enjeu particulier autour de la qualité de l'offre urbaine et de services autour des futures gares du GPE, 1ère vitrine de l'attractivité résidentielle et économique du territoire à l'avenir
- Des enjeux d'adressage de la demande différents par sous-secteurs du territoire (Nord, Centre, Sud), avec des actions à décliner à une échelle infra-territoriale (programmation de l'offre, et notamment formes urbaines attendues)

Article 3.8 – Modification de l'article 6 du titre II « La stratégie de relogement et d'attributions » est modifié et désormais rédigé comme suit

Comme indiqué dans l'article 21, la stratégie de relogement et d'attribution à l'échelle de l'EPT sera définie principalement dans le cadre des travaux de la CIL. Ces sujets font l'objet d'une approche par site en intégrant le contexte local au sein du bassin de vie.

Cette approche est notamment traduite dans les protocoles relogement.

Les protocoles relogements

Ils fixent des éléments de stratégie en donnant notamment des objectifs de relogements dans le patrimoine neuf et existant, de droit au retour dans le quartier, de critérisation des demandes dans l'instruction des relogements.

Ils comprennent aussi des dispositions sur l'accompagnement des ménages et la maîtrise des dépenses du logement avec des minorations de loyers prévues.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La protection des ménages va parfois jusqu'à la garantie d'un reste à charge constant au m² pour les locataires sous plafond PLAI et PLUS.

Des éléments de gouvernance et d'engagement sont également fixés, notamment sur la mobilisation des contingents.

Il est à noter que les protocoles relogements d'Orly, Choisy-Le-Roi, Villejuif/L'Haÿ-Les-Roses, Savigny-sur-Orge, Viry-Châtillon, Vitry-sur-Seine, Valenton, Ivry-sur-Seine, Kremlin Bicêtre et Villeneuve-Saint-Georges sont validés.

Des outils de suivi

Des outils de suivi sont déjà mis en œuvre (cf. convention habitat) et dans le cadre des protocoles relogements.

Le travail sur les protocoles relogements s'est fait en relation étroite entre les équipes de renouvellement urbain de l'EPT, ce qui a permis d'établir des tableaux de suivi similaires, permettant ainsi une consolidation d'une partie des données à l'échelle territoriale.

De même, les services de l'État assurent un suivi des relogements liés aux projets du NPNRU. Par ailleurs, l'ANRU a lancé fin 2023 une mission d'appui au relogement qui :
- dans un premier, effectuera un bilan qualitatif des opérations de relogements déjà achevées ou très avancées, de manière à en extraire les bonnes pratiques,
- dans un second temps, viendra en appui des porteurs des projets de Valenton et Villeneuve-Saint-Georges pour optimiser les relogements liés à ces deux projets du NPNRU.

La coordination inter bailleur

La mise en place progressive d'une coordination inter bailleur, décrite à l'article 2.2, devrait faciliter les relogements
Certains protocoles de relogements engagent déjà de l'inter-bailleurs, notamment sur les NPNRU de Viry-Châtillon, Villejuif-L'Haÿ-les-Roses et Savigny-sur-Orge. D'autres conventions partenariales sont en cours de réalisation sur les projets de Villejuif, Valenton, Villeneuve Saint Georges.

Article 3.9 – Modification de l'article 7 du titre II « La gouvernance et la conduite du projet »

L'article 7 « La gouvernance et la conduite du projet » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 7.1 La gouvernance

L'EPT GOSB assure la compétence renouvellement urbain dans le cadre du projet politique de coopérative des villes. Il est co-porteur des projets de renouvellement urbain dont le pilotage politique de chaque projet de renouvellement urbain est assuré par le ou les maire(s) du projet concerné.

L'importance des projets de renouvellement urbain et plus globalement de la politique de la ville à l'échelle du territoire a conduit à désigner un vice-président à la cohésion territoriale et à la politique de la ville, dont fait partie le renouvellement urbain.

Le vice-président a notamment pour fonction de représenter l'EPT dans les différentes instances, animer des réflexions politiques relatives à la politique de la ville, faire le lien avec les différents élus et partenaires concernés par le renouvellement urbain.

L'EPT est représenté dans les dispositifs de conduite de projet à l'échelle de chaque site.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Une réunion annuelle et autant que nécessaire est prévue entre l'EPT, les délégations territoriales (DRIHL94 et DDT91) et l'ANRU pour faire le point sur la mise en œuvre des projets à l'échelle du territoire.

L'organisation du renouvellement urbain à l'échelle de l'EPT s'appuie sur deux principes, le développement de nouvelles fonctions à l'échelle territoriale et l'identification d'une équipe ou d'un agent pour chaque projet.

Le développement de nouvelles fonctions à l'échelle territoriale.

Une mobilisation des compétences transférées

L'ensemble des compétences transférées sont mobilisées au service des projets : aménagement, politique de la ville, développement économique, voirie, traitement des déchets, assainissement, habitat.

Un travail étroit entre ~~le secteur~~ la direction renouvellement urbain et la direction de l'aménagement est assuré sur le suivi des procédures et la mutualisation de l'expertise.
Un accord cadre permet d'accompagner les villes et l'EPT en matière de suivi, conseil et négociation dans les procédures de désignation d'un aménageur ou d'un mandataire et dans les négociations avec les promoteurs pour la contractualisation de projets urbains partenariaux.
Des modalités de travail ont été définies avec la DGA espace public sur les sujets liés aux voiries, espaces publics, éclairage, ordures ménagères.

La direction du développement économique vient en appui sur de nombreux projets et des réflexions sont menées à l'échelle de plusieurs PRU ~~; c'est le cas par exemple sur le projet de création d'une SEM pieds d'immeuble~~ (par exemple sur les thématiques d'économie circulaire ou d'économie sociale et solidaire~~)~~.

Une mise en réseau des équipes

Une coordination bimestrielle- a été mise en place avec l'ensemble des équipes en charge des projets de renouvellement urbain.
Cette coordination est l'occasion d'échanger sur les pratiques, de développer de l'expertise et d'avoir des productions communes ou partagées.

Des groupes de travail spécifiques peuvent aussi être mis en place en fonction des besoins.

Cinq postes pour intervenir sur des thématiques transversales à l'échelle de l'EPT

- Une directrice déléguée au renouvellement urbain qui assure l'animation globale, développe le travail transversal à l'échelle de l'EPT et vient en appui des équipes en fonction des besoins, de manière différenciée selon les sites.

- Un chef de mission habitat qui doit assurer le lien entre la définition d'une stratégie habitat à l'échelle de l'EPT, notamment dans le cadre de la CIL, et les NPNRU. Il doit également venir en appui des équipes locales sur la dimension habitat.

- Un chef de mission ingénierie financière pour consolider la sécurité financière des PRU, permettre un suivi financier global des PRU à l'échelle de l'EPT et venir en appui aux équipes.

- Un chargé de mission développement économique pour faire le lien entre les équipes du développement économique et des PRU, renforcer les expertises et capitaliser les expériences.

- Un chef de projet concertation - volet social et développement de maisons du projet sur le territoire.

Une équipe identifiée pour chaque NPNRU

Pour chaque projet une équipe ou un agent est identifié(e). Elle est dimensionnée pour répondre aux ambitions et à la complexité du projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Les projets sont en effet très différents dans leur nombre de quartiers d'intervention (1 à 5 quartiers), modalités opérationnelles (ZAC ou régie) et volume financier (de 150 millions à 450 millions).

La direction de projet, sa composition et le rattachement de ses membres sont précisés au moment du passage en CNE du projet considéré.

Un schéma de l'organisation actuelle du renouvellement urbain et des fonctions transversales au sein de la DGA du Développement et de la transition écologique est joint en annexe D. Il sera amené à évoluer au fil de la construction de l'EPT et de la configuration des équipes définie dans chaque convention de site.

Article 7.2 La conduite de projet

Sans objet

Article 7.3 La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet

Le porteur de projet, en lien avec les maîtres d'ouvrage, s'engage à mener une démarche de co-construction avec les habitants tout au long du projet de renouvellement urbain.

La participation des habitants fait partie des objectifs politiques de l'EPT. Ses modalités sont définies dans le cadre de chacune des conventions de site.

Des réflexions sont cependant conduites à ce sujet dans le cadre de l'animation des contrats de ville afin notamment de renforcer la capacité d'agir des conseils citoyens fortement mobilisés dans les quartiers en renouvellement urbain. Des points d'étapes et d'échanges spécifiques sont d'ailleurs organisés entre les équipes projet des PRU et les conseillers citoyens.
4 enjeux se dessinent : l'accompagnement des conseils citoyens (accompagnement administratif, technique et financier), la formation des conseillers citoyens et le renouvellement des conseillers et leur participation à la gouvernance des contrats de ville et particulièrement des projets de renouvellement urbain.
L'EPT s'est positionné auprès de l'État pour expérimenter une nouvelle forme d'accompagnement des conseils citoyens mis en place dans le cadre des contrats de ville.
Une maison des projets est prévue pour chacun des PRU, elles prennent des formes variables en fonction des projets.

Article 7.4 L'organisation des maîtres d'ouvrage

<u>L'organisation politique</u>
L'instance décisionnaire est le Conseil territorial, lequel s'appuie sur le travail des commissions et du bureau territorial.

Un vice-président chargé du renouvellement urbain et de la politique de la ville assure avec le Président la représentation de l'EPT.

Il anime le travail politique en lien avec les élus communaux.

<u>L'organisation technique</u>
Une direction déléguée du renouvellement urbain a été créée au sein du pôle projet urbain.
Elle est composée :

- D'une directrice déléguée renouvellement urbain ;
- De chefs de missions transversaux : chef de mission ingénierie financière, chef de mission habitat, chef de mission développement économique et emploi, et un chef de projet concertation - volet social et développement de maisons du projet sur le territoire.
- Des équipes EPT chargées de projets territoriaux ;
- Une assistante sur le suivi administratif et financier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Les équipes sont installées dans des antennes territorialisées (Cachan, Choisy-Le-Roi) avec d'autres services (développement économique, politique de la ville) afin de favoriser la transversalité et la proximité ou au sein des villes (Savigny-sur-Orge, Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine, Orly) ou encore au siège de l'EPT à Orly.
Le secteur renouvellement urbain est rattaché au pôle projets urbains pour assurer au mieux le lien entre les équipes aménagement et renouvellement urbain.
Le chef de mission développement économique/renouvellement urbain est rattaché à la direction du développement économique pour faciliter la coordination et mobilisation de cette dernière.
Le chef de mission habitat est rattaché à la direction de l'habitat pour faciliter la coordination et mobilisation de cette dernière.
Concernant les maîtres d'ouvrage bailleur et aménageur, leur organisation est inscrite dans les différentes conventions de site.

Article 7.5 Le dispositif local d'évaluation

En lien avec les dispositions du contrat de ville, le porteur de projet s'engage à mettre en place un dispositif local d'évaluation comme outil de pilotage du projet de renouvellement urbain. Ce dispositif intègre le suivi physique et financier du projet (reporting), le suivi des objectifs urbains du projet (cf. article 2.2) et la mesure des impacts du projet à moyen/long terme. Il contribue ainsi au suivi du projet tel que prévu à l'article 12 de la présente convention.

Ce dispositif local d'évaluation peut contribuer à nourrir également l'évaluation nationale du NPNRU. À cet effet, les signataires s'engagent à faciliter le travail des instances en charge de l'évaluation du programme.

Chaque projet de renouvellement urbain a son dispositif d'évaluation tel que prévu par le RGA de l'ANRU.

En relation avec l'évaluation des contrats de ville, une réflexion est en cours avec les chefs de projets des contrats de ville et des équipes de renouvellement urbain pour disposer ~~avant la fin de l'année~~ d'un cadre évaluatif qui puissent en partie être commun à l'ensemble des NPNRU.

Article 3.10 – Modification de l'article 8 du titre II « L'accompagnement du changement »

L'article 8 « L'accompagnement du changement » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Article 8.1 Le projet de gestion

Sans objet

Article 8.2 Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants

Les maîtres d'ouvrage financés par l'ANRU s'engagent à appliquer les dispositions de la charte nationale d'insertion relative au NPNRU qui vise à mettre la clause d'insertion au service de réels parcours vers l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, en l'inscrivant dans la politique locale d'accès à l'emploi et à la formation et dans le volet développement économique et emploi du contrat de ville. Pour ce faire, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage financés par l'ANRU fixent à travers la présente convention des objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière d'insertion. Ils s'accordent également sur les marchés et les publics cibles de la clause et en définissent les modalités de pilotage, suivi et évaluation, en étant particulièrement vigilants aux modalités de détection, d'accompagnement et de formation des bénéficiaires en amont et tout au long de leurs parcours, mais aussi au partenariat avec les entreprises et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux de l'insertion par l'activité économique.

- **Objectifs quantitatifs sur les opérations d'investissements**

Les objectifs d'heures d'insertion de chaque maître d'ouvrage sont calculés dès la contractualisation des projets et inscrits dans les conventions de site pour l'ensemble des opérations d'investissement. Ils sont actualisés dès que le tableau financier de la convention cadre et/ou de site auquel ils se rapportent est modifié, et consolidés à l'échelle des territoires concernés lors des instances de pilotage dédiées à l'insertion tout au long de la vie des projets.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En fonction des spécificités des projets, pourront également être prises en compte des opérations programmées dans le cadre des conventions de sites pluriannuelles, non financées par l'ANRU, mais participant à la cohérence globale du projet de renouvellement urbain. Elles seront décrites dans chacune des conventions de site et soutenues par l'EPT et feront l'objet à chaque fois d'une charte.

Un secteur emploi est structuré au sein de l'EPT pour pouvoir accompagner les dispositifs et permettre de véritables parcours d'insertion pour les opérations du Val-de-Marne. Le PLIE Intercommunal Nord Essonne accompagne les projets essonniens.

Ainsi l'ensemble des prescripteurs peut ainsi être mobilisé et les offres d'insertion peuvent être regroupées, notamment celles en relation avec les travaux du Grand Paris express.

Un travail partenarial est fait sur la mise en place ou mobilisation des formations nécessaire pour accompagner les personnes en insertion.

Les chartes sont mises en œuvre par les structures locales du territoire les plus appropriées, telles le service clauses d'insertion (SERCI) du GIP de Vitry Ivry, le PLIE Nord Essonne, ou du personnel directement rattaché à la collectivité ou EPCI.

Il est à noter aussi que la mise en œuvre s'appuie sur les missions locales qui sont d'intérêt territorial.

Enfin des permanences sur les clauses d'insertion sont faites dans les maisons du projet.

Article 8.3 La valorisation de la mémoire des quartiers

Elle est travaillée dans chacun des projets en relation avec les équipes de la politique de la ville et les contrats de ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 3.11 – Modification de l'article 9 du titre III « Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel » est inchangé.

Sans objet

Article 3.11.1 – Modification de l'article 9.1 « Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle »

Sans objet

Article 3.11.1.1- Modification de l'article 9.1.1 « La présentation des opérations cofinancées par l'ANRU dans la présente convention au titre du NPNRU »

Sans objet

Article 3.11.1.1.1 – Modification de l'article 9.1.1.1 – « Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU »

Les actions d'ingénierie cofinancées par l'ANRU, à l'exception du relogement des ménages avec minoration de loyer, peuvent être regroupées en tout ou partie au sein de la même opération d'ingénierie. La fiche descriptive en annexe C3 détaille ces actions.

- **Les opérations « Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet / l'accompagnement des ménages / la conduite du projet de renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

La présente convention-cadre intègre les études relatives au niveau intercommunal et transversal des projets de renouvellement urbain. Les études directement liées au projet ou au quartier sont intégrées dans les conventions-quartiers visées au titre I de la présente convention.

Les postes de personnels sont en revanche intégrés dans la convention cadre.

Études liées au NPRIR du Kremlin-Bicêtre

Le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain du Kremlin-Bicêtre, signé le 26 novembre 2016, devait s'achever en novembre 2018. Les études étant toujours en cours à cette date, un avenant a été signé par l'ensemble des partenaires en juin 2019. Toutefois, la signature de l'avenant ayant été postérieure à la date de fin du protocole de préfiguration, l'avenant n'a pu être validé et pris en compte par l'ANRU. De fait, l'ensemble des demandes de subventions qui ont été réalisées postérieurement à novembre 2018 ne sont plus valables.

Afin que les maîtres d'ouvrages puissent malgré tout solliciter les subventions initialement prévues au protocole, le présent article présente les opérations du protocole de préfiguration ainsi que le taux de subvention ANRU tels que prévus dans l'avenant.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ainsi, le tableau ci-dessous présente les opérations concernées, leurs coûts et le niveau des subventions ANRU :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Etude diagnostic et faisabilité concernant la résidence Bergonié	C0717-14-0101	QP094015	OPALY	24 200,00 €	25,38%	6 141,96 €	26/11/2016 00:00:00	S1	2018	4
Diagnostic préalable à la démolition de la Cité Schuman	C0717-14-0103	QP094015	OPALY	18 905,00 €	37,00%	6 994,85 €	26/11/2016 00:00:00	S1	2017	2
ETUDE DE PROGRAMMATION URBAINE	C0717-14-0041	QP094015	SIVOM - EPT 12	160 900,00 €	35,00%	56 315,00 €	26/11/2016 00:00:00	S2	2017	6
ETUDE SURETE ET SECURITE PUBLIQUE	C0717-14-0042	QP094015	SIVOM - EPT 12	19 100,00 €	50,00%	9 550,00 €	26/11/2016 00:00:00	S2	2017	3

Etudes liées au NPNRU de Valenton :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
AMO architecture-urbaniste coordonnateur - NPNRU Valenton	C0717-14-0118	QP094038	SIVOM - EPT 12	150 000,00 €	50,00%	75 000,00 €	03/03/2022 00:00:00	S2	2022	16
AMO Environnemental - NPNRU Valenton	C0717-14-0121	QP094038	SIVOM - EPT 12	30 000,00 €	0,00%	0,00 €	03/03/2022 00:00:00	S2	2022	16
AMO OPCU - NPNRU Valenton	C0717-14-0122	QP094038	SIVOM - EPT 12	250 000,00 €	0,00%	0,00 €	03/03/2022 00:00:00	S1	2022	16
Concertation et co-construction - NPNRU Lutèce-Bergerie - Valenton	C0717-14-0124	QP094038	VALENTON	107 856,00 €	35,00%	37 749,60 €	03/03/2022 00:00:00	S1	2022	16
Histoire et mémoire - NPNRU Lutèce-Bergerie - Valenton	C0717-14-0125	QP094038	VALENTON	132 000,00 €	35,00%	46 200,00 €	03/03/2022 00:00:00	S1	2022	16

La conduite du projet de renouvellement urbain

- Les moyens internes (internes à l'EPT et aux villes de Valenton, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses, Viry-Châtillon, Vitry-sur-Seine, Choisy et d'Orly) à la conduite du projet de renouvellement urbain :

La conduite de projet de l'EPT est décrite à l'article 7.2 de la présente convention, la conduite de projets des villes dans l'article 7.2 des conventions de site. La répartition des ETP financés par l'ANRU et l'organigramme sont précisés en annexe C3. Une conduite de projet est à conforter, à l'échelle territoriale, par des postes thématiques, en lien avec les transferts de compétence réalisés ou en cours, aménagement et habitat notamment. Des besoins ont également été identifiés au regard des procédures opérationnelles retenues pour la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Cette organisation pourra évoluer en fonction des projets et montages retenus et des besoins relevés dans les conventions sites.Pour mémoire, le Territoire coordonne 9 projets d'intérêt national, et 2 projets d'intérêt régional.

Moyens internes transversaux EPT GOSB

Pour rappel la conduite de projet de l'EPT est composée de 5 postes :

- un poste de directeur du renouvellement urbain,
- un poste de chef de projet communication – volet social accompagnement des maisons du projet,
- un poste de chef de mission ingénierie financière,
- un poste de chef de projet habitat,
- un poste de chef de projet développement économique.

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Chargé.e de mission RU-Habitat- EPT	C0717-14-0027	QP094031	SIVOM - EPT 12	609 583,33 €	50,00%	304 791,67 €	03/12/2018 00:00:00	S1	2020	13
Conduite de projet transversale EPT12	C0717-14-0051	QP094032	SIVOM - EPT 12	1 050 000,00 €	50,00%	525 000,00 €	24/02/2020 00:00:00	S1	2020	10

Moyens internes - NPNRU quartier Sud de Choisy-Le-Roi :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Chargé d'opération Bâtiment	C0717-14-0047	QP094032	CHOISY LE ROI	760 000,00 €	50,00%	380 000,00 €	08/04/2019 00:00:00	S1	2020	16
Chef de projet RU	C0717-14-0046	QP094032	SIVOM - EPT 12	920 000,00 €	50,00%	460 000,00 €	08/04/2019 00:00:00	S1	2020	16

Moyens internes - Quartier Est d'Orly :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Ingénieur.e aménagement durable	C0717-14-0025	QP094031	ORLY	380 000,00 €	50,00%	190 000,00 €	03/12/2018 00:00:00	S1	2020	16
Chef.fe de projet Renouvellement Urbain	C0717-14-0026	QP094031	ORLY	920 000,00 €	50,00%	460 000,00 €	03/12/2018 00:00:00	S2	2018	16
Chargé.e de communication-concertation	C0717-14-0028	QP094031	ORLY	380 000,00 €	50,00%	190 000,00 €	03/12/2018 00:00:00	S1	2020	16
Chargé.e de mission GUP-RU- ville	C0717-14-0039	QP094031	ORLY	150 416,67 €	50,00%	75 208,34 €	03/12/2018 00:00:00	S2	2018	4

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Moyens internes – NPNRU : Grande Borne – Plateau Viry-Châtillon :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
1 Poste de chef de projet Grande Borne – Plateau	C0717-14-0110	QP091026	SIVOM - EPT 12	1 150 000,00 €	50,00%	575 000,00 €	01/01/2019 00:00:00	S1	2019	20

Moyens internes – NPNRU –Valenton :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Poste de Chef de projet NPNRU Lutèce-Bergerie - Valenton	C0717-14-0123	QP094038	SIVOM - EPT 12	920 000,00 €	50,00%	460 000,00 €	01/07/2020 00:00:00	S2	2020	16
Poste de Chargé(e) d'opération - NPNRU Lutèce-Bergerie - Valenton	C0717-14-0126	QP094038	VALENTON	760 000,00 €	50,00%	380 000,00 €	03/03/2022 00:00:00	S1	2022	16

Moyens internes – NPNRU –Vitry sur Seine :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Chef de projet EPT - NPRU de Vitry-sur-Seine	C0717-14-0131	QP999100	SIVOM - EPT 12	1 025 416,67 €	50,00%	512 708,34 €	14/02/2022 00:00:00	S1	2022	17
Conduite de projet Ville de Vitry-sur-Seine	C0717-14-0134	QP999100	VITRY SUR SEINE	1 025 416,67 €	50,00%	512 708,34 €	14/02/2022 00:00:00	S1	2022	17

Moyens internes – NPNRU –Villejuif :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Chef de projet Villejuif	C0717-14-0070	QP094021	VILLEJUIF	920 000,00 €	50,00%	460 000,00 €	01/01/2019 00:00:00	S1	2019	20

Moyens internes – NPNRU –L'Haÿ-les-Roses :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Chef de Projet renouvellement urbain L'Hay-Les-Roses	C0717-14-0076	QP094018	L'HAY LES ROSES	920 000,00 €	50,00%	460 000,00 €	01/01/2019 00:00:00	S1	2019	16

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Moyens internes – NPNRU –Villejuif - L'Haÿ-les-Roses :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Chef de projet EPT12 VILLEJUIF- L'HAY LES ROSES	C0717-14-0072	QP999100	SIVOM - EPT 12	920 000,00 €	50,00%	460 000,00 €	01/01/2019 00:00:00	S1	2019	16

Moyens internes – NPNRU – Grand Vaux - Savigny :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle (HT)	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Pilotage du projet - Grand Vaux - Savigny / EPT Grand-Orly Seine Bièvre	C0717-14-0019	QP091030	SIVOM - EPT 12	2 100 000,00 €	50,00%	1 050 000,00 €	29/11/2018 00:00:00	S1	2019	20

- Les moyens d'appui au pilotage opérationnel du projet de renouvellement urbainIls sont détaillés dans les conventions sites.

- **Les opérations « Le relogement des ménages avec minoration de loyer » sont modifiées et désormais présentées comme suit :**

Minoration de loyer - NPNRU Orly

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Indemnités de 100 minorations de loyers	C0717-15-0045	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	T1/T2	28	550 000,00 €	19/04/2022 00:00:00	S2	2016	11
				T3	41					
				T4/T5 et +	31					

Minoration de loyer - NPNRU Choisy-le-Roi

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Indemnités de 34 minorations de loyers	C0717-15-0050	QP094032	VALOPHIS HABITAT-	T1/T2	8	200 000,00 €	19/04/2022 00:00:00	S2	2016	11
				T3	12					
				T4/T5 et +	14					

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Minoration de loyer - NPNRU Vitry-sur-Seine

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Vitry_ Minoration de loyer pour les opérations Defresne Les Maisons	C0717-15-0112	QP094012	VALDEVY	T1/T2	11	168 000,00 €	14/02/2022 00:00:00	S2	2019	12
				T3	2					
				T4/T5 et +	12					
Relogement avec minoration de loyer pour la résidence Robespierre (R10) et Ampère (AB)	C0717-15-0128	QP999100	SEMISE	T1/T2	10	168 000,00 €	14/02/2022 00:00:00	S1	2025	6
				T3	6					
				T4/T5 et +	10					

Minoration de loyer - NPNRU Viry-Châtillon

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Minorations de loyer Viry-Plateau Viry - CDC HABITAT	C0717-15-0132	QP091026	CDC HABITAT SOCIAL	T1/T2	0	10 000,00 €	17/12/2019 00:00:00	S2	2022	4
				T3	0					
				T4/T5 et +	1					
Minorations de loyer Viry-Plateau - I3F	C0717-15-0117	QP091026	IMMOBILIERE 3F	T1/T2	2	278 000,00 €	17/12/2019 00:00:00	S2	2021	12
				T3	10					
				T4/T5 et +	18					
Minorations de loyer Viry - Grande Borne / EPT Grand-Orly Seine Bièvre	C0717-15-0111	QP091026	SIVOM - EPT 12	T1/T2	2	84 000,00 €	17/12/2019 00:00:00	S2	2023	8
				T3	2					
				T4/T5 et +	6					
Minorations de loyer Viry-Plateau / EPT Grand-Orly Seine Bièvre	C0717-15-0113	QP091026	SIVOM - EPT 12	T1/T2	1	61 000,00 €	17/12/2019 00:00:00	S2	2023	12
				T3	7					
				T4/T5 et +	1					

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Minoration de loyer - NPNRU Villejuif / L'Haÿ-les-Roses

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Minoration de loyer 3F - Démolitions Lallier	C0717-15-0077	QP094018	IMMOBILIERE 3F	T1/T2	7	78 000,00 €	30/12/2016 00:00:00	S1	2017	15
				T3	4					
				T4/T5 et +	3					

Minoration de loyer - NPNRU Savigny-sur-Orge

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Minoration de loyer - Grand Vaux / sous réserve de MOA EPT Grand-Orly Seine Bièvre	C0717-15-0127	QP091030	SIVOM - EPT 12	T1/T2	39	500 000,00 €	29/11/2018 00:00:00	S1	2020	10
				T3	30					
				T4/T5 et +	20					

Minoration de loyer - NPNRU Valenton

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre prévisionnel de ménages à reloger et par typologie		Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
Relogement de 228 LLS à loyer minoré sur site de la Lutèce-Bergerie	C0717-15-0104	QP094038	SEQENS	T1/T2	167	800 000,00 €	15/09/2021 00:00:00	S1	2022	10
				T3	48					
				T4/T5 et +	13					

~~Une convention spécifique de mise à disposition par l'ANRU devra être signée entre l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre, le ou les maître(s) d'ouvrage à l'origine du relogement des ménages, le ou les organisme(s) HLM accueillant les ménages concernés, et l'ANRU, en amont de la demande de décision attributive de subventions.~~

Article 3.9.1.1.2 – Modification de l'article 9.1.1.2 « Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU »

Sans objet

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 3.9.1.1.3 – Modification de l'article 9.1.1.3 « les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU »

- **Les opérations « La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS) » sont modifiées et présentées comme suit :**

La présente convention-cadre intègre les opérations de reconstitution de logements locatifs sociaux financées par l'ANRU. D'autres opérations, financées selon le droit commun et relevant de programmes immobiliers relatifs aux projets urbains précisés à l'échelle des quartiers, sont programmées dans les conventions de sites visées au titre I de la présente convention.

Les opérations financées dans le cadre des protocoles de préfigurations sont ici rappelées dans le décompte de la reconstitution de l'offre (elles sont précisées à l'article 4.3), sans faire l'objet d'une nouvelle demande, excepté les opérations déprogrammées et réinscrites dans la présente convention.

De même les opérations pré-conventionnées (OPPC) sont inscrites dans la présente convention.

La répartition de la programmation de la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux s'établit de la façon suivante :

	Nombre total de LLS reconstitués et cofinancés par l'ANRU	Dont hors-QPV et dans la commune	Dont hors-QPV et hors commune	Cas dérogatoire : en QPV	Zone géographique de reconstitution (de 1 à 5)
PLUS neuf	1348	605	66	677	1
% PLUS sur le total programmation	39,67%	31,98%	15,53%	55,22%	1
PLAI neuf	2050	1142	359	549	1
% PLAI sur le total programmation	60,33%	60,36%	84,47%	44,78%	1
Total programmation	**3398**	**1892**	**425**	**1226**	

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ce tableau inclut les 3271 LLS conventionnés au titre des projets validés ainsi que 127 LLS pré-conventionnés au titre du projet de Villeneuve-Saint-Georges.

Reconstitution de l'offre - NPNRU Ivry-sur -Seine :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
Ivry - Opération à identifier Reconstitution de 68 LLS (10 PLUS + 58 PLAI) - périmètre du QPV	C0717-31-0037	QP094008	SIVOM - EPT 12	PLUS	10	80 000,00 €		80 000,00 €	19/04/2022	S1	2024	4
				PLAI	58	870 000,00 €	696 000,00 €	1 566 000,00 €				
				Total	68	950 000,00 €	696 000,00 €	1 646 000,00 €				
Ivry - OPERATION Pioline 41 LLS (34 PLUS + 7 PLAI) - QPV	C0717-31-0038	QP094008	COOP IVRY HABITAT	PLUS	34	272 000,00 €		272 000,00 €	04/12/2019	S2	2019	3
				PLAI	7	105 000,00 €	84 000,00 €	189 000,00 €				
				Total	41	377 000,00 €	84 000,00 €	461 000,00 €				

Reconstitution de l'offre - NPNRU Savigny-sur-Orge :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
18 Rue Vigier Savigny-sur-Orge - 4 PLUS - 6 PLAI	C0717-31-0001	QP091030	SEQENS	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	10/10/2017	S2	2017	6
				PLAI	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
				Total	10	242 800,00 €	104 400,00 €	347 200,00 €				
Sentier de la Montagne Pavée/Avenue des Belles Fontaines Savigny-sur-Orge - 8 PLUS - 11 PLAI	C0717-31-0002	QP091030	SAHLM LES RESIDENCES	PLUS	8	224 000,00 €		224 000,00 €	10/10/2017	S2	2017	8
				PLAI	11	239 800,00 €	191 400,00 €	431 200,00 €				
				Total	19	463 800,00 €	191 400,00 €	655 200,00 €				
14-16 Rue Chamberlain Savigny-sur-Orge - 2 PLUS - 3 PLAI	C0717-31-0003	QP091030	SEQENS	PLUS	2	56 000,00 €		56 000,00 €	10/10/2017	S2	2017	6
				PLAI	3	65 400,00 €	52 200,00 €	117 600,00 €				
				Total	5	121 400,00 €	52 200,00 €	173 600,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

16 Rue Alfred De Musset Savigny-sur-Orge - 4 PLUS - 5 PLAI	C0717-31-0004	QP091030	SEQENS	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	10/10/2017	S2	2017	6
				PLAI	5	109 000,00 €	87 000,00 €	196 000,00 €				
				Total	9	221 000,00 €	87 000,00 €	308 000,00 €				
279 Bd Aristide Briand Savigny-sur-Orge - 2 PLUS - 3 PLAI	C0717-31-0005	QP091030	SEQENS	PLUS	2	56 000,00 €		56 000,00 €	10/10/2017	S2	2017	6
				PLAI	3	65 400,00 €	52 200,00 €	117 600,00 €				
				Total	5	121 400,00 €	52 200,00 €	173 600,00 €				
8-10 Bd Aristide Briand Savigny-sur-Orge - 8 PLUS - 12 PLAI	C0717-31-0006	QP091030	BATIGERE IDF	PLUS	8	224 000,00 €		224 000,00 €	29/11/2018	S1	2019	6
				PLAI	12	261 600,00 €	208 800,00 €	470 400,00 €				
				Total	20	485 600,00 €	208 800,00 €	694 400,00 €				
91 Rue du Billoir Savigny-sur-Orge - 6 PLAI	C0717-31-0007	QP091030	SEQENS	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	12/07/2018	S2	2018	6
				PLAI	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
				Total	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
Moulin de Grais Verrières-le-Buisson - Tranche 1 - 18 PLAI	C0717-31-0008	QP091030	EMMAUS HABITAT	PLUS	0				29/11/2018 00:00:00	S2	2021	12
				PLAI	18	392 400,00 €	313 200,00 €	705 600,00 €				
				Total	18	392 400,00 €	313 200,00 €	705 600,00 €				
Moulin de Grais Verrières-le-Buisson - Tranche 2 - 17 PLAI	C0717-31-0009	QP091030	EMMAUS HABITAT	PLUS	0				29/11/2018	S1	2020	20
				PLAI	17	370 600,00 €	295 800,00 €	666 400,00 €				
				Total	17	370 600,00 €	295 800,00 €	666 400,00 €				
11 Rue Chateaubriand Savigny-sur-Orge - 6 PLUS - 9 PLAI	C0717-31-0010	QP091030	IMMOBILIERE 3F	PLUS	6	168 000,00 €		168 000,00 €	28/12/2017	S2	2017	14
				PLAI	9	196 200,00 €	156 600,00 €	352 800,00 €				
				Total	15	364 200,00 €	156 600,00 €	520 800,00 €				
66 - 68 Avenue des Marronniers Savigny-sur-Orge - 22 PLUS - 32 PLAI	C0717-31-0011	QP091030	1001 VIES HABITAT	PLUS	22	616 000,00 €		616 000,00 €	24/11/2018	S2	2023	5
				PLAI	32	697 600,00 €	556 800,00 €	1 254 400,00 €				
				Total	54	1 313 600,00 €	556 800,00 €	1 870 400,00 €				
10-12 rue de Giroflées - Savigny-sur-Orge - 4 PLUS	C0717-31-0012	QP091030	SEQENS	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	09/07/2018	S2	2018	8
				PLAI	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €				
				Total	4	112 000,00 €	0,00 €	112 000,00 €				
55-57 Boulavard Aristide Briand - Savigny-sur-Orge - 7 PLAI	C0717-31-0013	QP091030	SEQENS	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	29/11/2018	S2	2019	12
				PLAI	7	152 600,00 €	121 800,00 €	274 400,00 €				
				Total	7	152 600,00 €	121 800,00 €	274 400,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

72-74 Boulevard Aristide Briand - Savigny-sur-Orge - 8 PLAI	C0717-31-0014	QP091030	SEQENS	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	29/11/2018	S2	2019	12
				PLAI	8	174 400,00 €	139 200,00 €	313 600,00 €				
				Total	8	174 400,00 €	139 200,00 €	313 600,00 €				
239-243 Boulevard Aristide Briand - Savigny-sur-Orge - 6 PLAI	C0717-31-0015	QP091030	1001 VIES HABITAT	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	29/11/2018	S2	2020	10
				PLAI	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
				Total	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
5 rue Henri Dunant - Savigny-sur-Orge - 20 PLAI	C0717-31-0018	QP091030	ANTIN RESIDENCES	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	12/11/2019	S2	2019	14
				PLAI	20	436 000,00 €	348 000,00 €	784 000,00 €				
				Total	20	436 000,00 €	348 000,00 €	784 000,00 €				
39 Avenue de Champagne Morangis - 3 PLUS - 7 PLAI (neuf)	C0717-31-0021	QP091030	SEQENS	PLUS	3	84 000,00 €		84 000,00 €	25/10/2018	S2	2018	6
				PLAI	7	152 600,00 €	121 800,00 €	274 400,00 €				
				Total	10	236 600,00 €	121 800,00 €	358 400,00 €				
34 Route de Longpont Villemoisson-sur-Orge - 8 PLUS - 12 PLAI	C0717-31-0022	QP091030	ICF LA SABLIERE	PLUS	8	224 000,00 €		224 000,00 €	27/09/2021	S2	2021	10
				PLAI	12	261 600,00 €	208 800,00 €	470 400,00 €				
				Total	20	485 600,00 €	208 800,00 €	694 400,00 €				
Reconstitution de 220 logements sur site - 75 PLAI - 145 PLUS	C0717-31-0024	QP091030	1001 VIES HABITAT	PLUS	145	1 160 000,00 €		1 160 000,00 €	29/11/2018	S1	2024	17
				PLAI	75	1 125 000,00 €	900 000,00 €	2 025 000,00 €				
				Total	220	2 285 000,00 €	900 000,00 €	3 185 000,00 €				
14 rue Henri Dunant - Savigny-sur-Orge - 9 PLAI (neuf)	C0717-31-0040	QP091030	SEQENS	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	12/12/2019	S2	2019	6
				PLAI	9	196 200,00 €	156 600,00 €	352 800,00 €				
				Total	9	196 200,00 €	156 600,00 €	352 800,00 €				
45-47 Boulevard Aristide Briand -Savigny-sur-Orge - 4 PLUS - 7 PLAI (neuf)	C0717-31-0056	QP091030	SEQENS	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	29/10/2020	S2	2020	6
				PLAI	7	152 600,00 €	121 800,00 €	274 400,00 €				
				Total	11	264 600,00 €	121 800,00 €	386 400,00 €				
1-5 rue de Viry -Savigny-sur-Orge - 10 PLAI (neuf)	C0717-31-0058	QP091030	SEQENS	PLUS					28/05/2021 00:00:00	S1	2021	6
				PLAI	10	218 000,00 €	174 000,00 €	392 000,00 €				
				Total	10	218 000,00 €	174 000,00 €	392 000,00 €				
19-27 rue de CHATEAUBRIAND - SAVIGNY/ORGE - 34 PLAI / 13 PLUS (NEUF)	C0717-31-0059	QP091030	IMMOBILIERE 3F	PLUS	13	364 000,00 €		364 000,00 €	08/09/2021 00:00:00	S2	2021	8
				PLAI	34	741 200,00 €	591 600,00 €	1 332 800,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

				Total	47	1 105 200,00€	591 600,00 €	1 696 800,00 €				
20 logements 13-21 avenue Gambetta - Savigny-sur-Orge	C0717-31-0099	QP091030	1001 VIES HABITAT	PLUS	0				18/11/2022 20:02:05	S2	2022	5
				PLAI	20	436 000,00 €	348 000,00 €	784 000,00 €				
				Total	20	436 000,00 €	348 000,00 €	784 000,00 €				
11 logements PLA-I rue du Billoir - SAVIGNY SUR ORGE	C0717-31-0133	QP091030	1001 VIES HABITAT	PLUS					06/07/2023 20:46:26	S2	2023	5
				PLAI	11	239 800,00 €	191 400,00 €	431 200,00 €				
				Total	11	239 800,00 €	191 400,00 €	431 200,00 €				
Reconstitution restant à identifier (2 PLAI) pour la ROL - quartier Grand Vaux (sous réserve MO EPT)	C0717-31-0140	QP091030	SIVOM - EPT 12	PLUS						S2	2023	14
				PLAI	2	43 600,00 €	34 800,00 €	78 400,00 €				
				Total	2	43 600,00 €	34 800,00 €	78 400,00 €				

Reconstitution de l'offre - NPNRU Vitry-sur-Seine :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
Vitry - Zac Rouget de Lisle Ilot G - hors QPV - 8 PLUS / 12 PLAI	C0717-31-0079	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	8	224 000,00 €		224 000,00 €	20/02/2017	S1	2021	4
				PLAI	12	261 600,00 €	208 800,00 €	470 400,00 €				
				Total	20	485 600,00 €	208 800,00 €	694 400,00 €				
Vitry - ZAC Ardoines Ilot DE1b - hors QPV - 48 PLAI	C0717-31-0082	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS					20/02/2017	S2	2022	4
				PLAI	48	1 046 400,00 €	835 200,00 €	1 881 600,00 €				
				Total	48	1 046 400,00 €	835 200,00 €	1 881 600,00 €				
Vitry - ZAC Ardoines Ilot DE4a - 25 PLAI	C0717-31-0093	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS					20/02/2017	S2	2022	4
				PLAI	25	545 000,00 €	435 000,00 €	980 000,00 €				
				Total	25	545 000,00 €	435 000,00 €	980 000,00 €				
Vitry -Secteur Defresne Ilot 1 - en QPV - 20 PLAI 36 PLUS	C0717-31-0095	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	36	288 000,00 €		288 000,00 €	14/02/2022	S2	2025	5
				PLAI	20	300 000,00 €	240 000,00 €	540 000,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

				Total	56	588 000,00 €	240 000,00 €	828 000,00 €				
Vitry -Secteur Defresne Ilot 4 - en QPV - 5 PLAI 22 PLUS	C0717-31-0096	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	22	176 000,00 €		176 000,00 €	14/02/2022	S2	2025	5
				PLAI	5	75 000,00 €	60 000,00 €	135 000,00 €				
				Total	27	251 000,00 €	60 000,00 €	311 000,00 €				
Vitry - ZAC Ardoines Ilot Bas3b - hors QPV - 24 PLAI	C0717-31-0097	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	0				14/02/2022	S2	2023	5
				PLAI	24	523 200,00 €	417 600,00 €	940 800,00 €				
				Total	24	523 200,00 €	417 600,00 €	940 800,00 €				
Vitry - hors site - ZAC Seine Gare CA61 - 13 PLAI / 32 PLUS	C0717-31-0098	QP094012	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	32	896 000,00 €		896 000,00 €	14/02/2022	S2	2024	5
				PLAI	13	283 400,00 €	226 200,00 €	509 600,00 €				
				Total	45	1 179 400,00 €	226 200,00 €	1 405 600,00 €				
Vitry-sur-Seine/ ZAC Gare Ardoines 77 rue Léon Geoffroy/ 30 PLAI -18 PLUS	C0717-31-0102	QP094012	SEMISE	PLUS	18	504 000,00 €		504 000,00 €	25/11/2021	S1	2023	4
				PLAI	30	654 000,00 €	522 000,00 €	1 176 000,00 €				
				Total	48	1 158 000,00 €	522 000,00 €	1 680 000,00 €				
Vitry - hors site - Zac Seine Gare CA22 - 20 PLAI / 20PLUS	C0717-31-0108	QP094012	SEMISE	PLUS	20	560 000,00 €		560 000,00 €	14/02/2022	S2	2024	5
				PLAI	20	436 000,00 €	348 000,00 €	784 000,00 €				
				Total	40	996 000,00 €	348 000,00 €	1 344 000,00 €				
Vitry - hors site - Zac Seine Gare CA73 - 17 PLAI/13 PLUS	C0717-31-0109	QP094012	SEMISE	PLUS	13	364 000,00 €		364 000,00 €	14/02/2022	S2	2024	5
				PLAI	17	370 600,00 €	295 800,00 €	666 400,00 €				
				Total	30	734 600,00 €	295 800,00 €	1 030 400,00€				
Vitry-sur-Seine/ Rue Germain Defresne / 18 PLAI - 27 PLUS	C0717-31-0120	QP094012	SEMISE	PLUS	27	216 000,00 €		216 000,00 €	14/02/2022	S2	2022	5
				PLAI	18	270 000,00 €	216 000,00 €	486 000,00 €				
				Total	45	486 000,00 €	216 000,00 €	702 000,00 €				
Vitry - hors site - 42-54 av J.Jaurès - 7PLAI /12 PLUS	C0717-31-0107	QP094012	SEMISE	PLUS	12	336 000,00 €		336 000,00 €	14/02/2022	S2	2023	5
				PLAI	7	152 600,00 €	121 800,00 €	274 400,00 €				
				Total	19	488 600,00 €	121 800,00 €	610 400,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Reconstitution de l'offre - NPNRU Villejuif / L'Haÿ-Les-Roses :

L'Haÿ-Les-Roses[1] :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
L'Haÿ-les-Roses - Reconstitution de 100 LLS (70 PLAI - 30 PLUS) - QPV Lallier	C0717-31-0073	QP094018	IMMOBILIERE 3F	PLUS	30	240 000,00 €		240 000,00 €	24/06/2019	S2	2023	10
				PLAI	70	1 050 000,00 €	840 000,00 €	1 890 000,00 €				
				Total	100	1 290 000,00€	840 000,00 €	2 130 000,00 €				
Opération à identifier 50 PLAI à l'Haÿ-les-Roses hors QPV	C0717-31-0074	QP094018	IMMOBILIERE 3F	PLUS	0				24/06/2019	S2	2025	8
				PLAI	50	1 090 000,00€	870 000,00 €	1 960 000,00 €				
				Total	50	1 090 000,00€	870 000,00 €	1 960 000,00 €				
L'Haÿ-les-Roses - Reconstitution 3F - 50 PLUS - QPV Hochart	C0717-31-0075	QP094018	IMMOBILIERE 3F	PLUS	50	400 000,00 €		400 000,00 €	24/06/2019	S2	2022	8
				PLAI			0,00 €	0,00 €				
				Total	50	400 000,00 €	0,00 €	400 000,00 €				
Construction d'une résidence sociale de 175 logements	C0717-31-0071	QP094021	COALLIA HABITAT	PLUS					24/06/2019	S2	2022	7
				PLAI	88	1 320 000,00 €	1 056 000,00 €	2 376 000,00 €				
				Total	88	1 320 000,00 €	1 056 000,00 €	2 376 000,00 €				

Villejuif :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
Lot B sur site Villejuif -24 PLAI ET 37 PLUS	C0717-31-0081	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	37	296 000,00 €		296 000,00 €	06/12/2021	S2	2025	10
				PLAI	24	360 000,00 €	288 000,00 €	648 000,00 €				

[1] Une opération de 30 logements sur le secteur Locarno a été identifiée et validée par la Ville de L'Haÿ-les-Roses pour la reconstitution d'Immobilière 3F, celle-ci sera contractualisée dans un futur avenant à la convention. Cela ramène le nombre de logements restant à identifier à 20.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

				Total	61	656 000,00 €	288 000,00 €	944 000,00 €				
Lot A sur site Villejuif 3 PLAI et 5 PLUS	C0717-31-0083	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	5	40 000,00 €		40 000,00 €	06/12/2021	S2	2025	10
				PLAI	3	45 000,00 €	36 000,00 €	81 000,00 €				
				Total	8	85 000,00 €	36 000,00 €	121 000,00 €				
Lot Frange nord sur site Villejuif - 7 PLAI et 4 PLUS	C0717-31-0084	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	4	32 000,00 €		32 000,00 €	06/12/2021	S1	2025	10
				PLAI	7	105 000,00 €	84 000,00 €	189 000,00 €				
				Total	11	137 000,00 €	84 000,00 €	221 000,00 €				
Hors site 42-58 STALINGRAD -19 PLAI/7 PLUS - VEFA	C0717-31-0085	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	7	196 000,00 €		196 000,00 €	06/12/2021	S1	2022	6
				PLAI	19	414 200,00 €	330 600,00 €	744 800,00 €				
				Total	26	610 200,00 €	330 600,00 €	940 800,00 €				
ZAC Campus Grand Parc - 32 PLAI/12 PLUS - VEFA	C0717-31-0086	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	12	336 000,00 €		336 000,00 €	06/12/2021	S1	2022	6
				PLAI	32	697 600,00 €	556 800,00 €	1 254 400,00 €				
				Total	44	1 033 600,00€	556 800,00 €	1 590 400,00 €				
Opération hors site non identifié 47 PLAI et 14 PLUS	C0717-31-0087	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	14	392 000,00 €		392 000,00 €	06/12/2021	S1	2024	16
				PLAI	47	1 024 600,00€	817 800,00 €	1 842 400,00 €				
				Total	61	1 416 600,00€	817 800,00 €	2 234 400,00 €				
Villejuif - sur site - Eugène Candon - 8 PLAI / 12 PLUS	C0717-31-0088	QP094021	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	12	96 000,00 €		96 000,00 €	12/10/2016	S1	2022	6
				PLAI	8	120 000,00 €	96 000,00 €	216 000,00 €				
				Total	20	216 000,00 €	96 000,00 €	312 000,00 €				

Reconstitution de l'offre - NPNRU Le Kremlin Bicêtre :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
Ilot Cbis - hors site Kremlin Bicêtre - 23 PLAI et 14 PLUS	C0717-31-0089	QP094015	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	14	392 000,00 €		392 000,00 €	20/06/2022	S1	2024	5
				PLAI	23	501 400,00 €	400 200,00 €	901 600,00 €				
				Total	37	893 400,00 €	400 200,00 €	1 293 600,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ilot C - hors site -Kremlin Bicêtre 18 PLAI et 11 PLUS	C0717-31-0090	QP094015	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	11	308 000,00 €		308 000,00 €	20/06/2022	S1	2025	11
				PLAI	18	392 400,00 €	313 200,00 €	705 600,00 €				
				Total	29	700 400,00 €	313 200,00 €	1 013 600,00 €				
KREMLIM BICÊTRE - Ilot Rossel Leclerc - hors QPV - 15 PLAI et 13 PLUS	C0717-31-0091	QP094015	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	13	364 000,00 €		364 000,00 €	20/06/2022	S1	2025	5
				PLAI	15	327 000,00 €	261 000,00 €	588 000,00 €				
				Total	28	691 000,00 €	261 000,00 €	952 000,00 €				
KREMLIN BICÊTRE - Ilot D - hors QPV - 16 PLAI et 10 PLUS	C0717-31-0092	QP094015	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	PLUS	10	280 000,00 €		280 000,00 €	20/06/2022	S1	2025	5
				PLAI	16	348 800,00 €	278 400,00 €	627 200,00 €				
				Total	26	628 800,00 €	278 400,00 €	907 200,00 €				

Reconstitution de l'offre - NPNRU Valenton :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
Valenton_ Résidence InterG_8-10 Rue du Colonel Fabien_27 PLAI+27 PLUS	C0717-31-0061	QP094038	SEQENS	PLUS	27	756 000,00 €		756 000,00 €	21/02/2022	S2	2019	4
				PLAI	27	588 600,00 €	469 800,00 €	1 058 400,00 €				
				Total	54	1 344 600,00 €	469 800,00 €	1 814 400,00 €				
Valenton_Joliot-Curie_39 Rue Juliot-Curie_15 PLAI +14 PLUS	C0717-31-0062	QP094038	SEQENS	PLUS	14	392 000,00 €		392 000,00 €	21/02/2022	S2	2022	5
				PLAI	15	327 000,00 €	261 000,00 €	588 000,00 €				
				Total	29	719 000,00 €	261 000,00 €	980 000,00 €				
Reconstitution de 69 PLUS-PLAI sur site pour la T1P1 - Lutèce	C0717-31-0105	QP094038	SEQENS	PLUS	39	312 000,00 €		312 000,00 €	03/03/2022	S2	2024	4
				PLAI	30	450 000,00 €	360 000,00 €	810 000,00 €				
				Total	69	762 000,00 €	360 000,00 €	1 122 000,00 €				
Reconstitution de 47 PLUS-PLAI sur site pour la T1P2 - Lutèce	C0717-31-0106	QP094038	SEQENS	PLUS	27	216 000,00 €		216 000,00 €	03/03/2022	S2	2025	4
				PLAI	20	300 000,00 €	240 000,00 €	540 000,00 €				
				Total	47	516 000,00 €	240 000,00 €	756 000,00 €				
	C0717-31-0136	QP094038	SEQENS	PLUS	0	308 000,00 €		308 000,00 €	01/10/2023	S2	2025	8

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FAT macro ligne - reconstitution de 70 PLAI - NPRU Lutèce-Bergerie Valenton				PLAI	70	1 874 800,00 €	1 496 400,00 €	3 371 200,00 €				
				Total	70	2 182 800,00 €	1 496 400,00 €	3 679 200,00 €				
rue Olympe de Gouges - Ivry sur Seine-16PLAI	C0717-31-0143	QP094038	SEQENS	PLUS	11	308 000,00 €			01/10/2023	S2	2023	4
				PLAI	16	348 800,00 €	278 400,00 €	627 200,00 €				
				Total	27	656 800,00 €	278 400,00 €	935 200,00 €				

Reconstitution de l'offre - NPNRU Villeneuve-Saint-Georges :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
VSG / hors site en QPV / Carnot 1 / 6 PLAI et 24 PLUS	C0717-31-0145	QP094038	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	24	192 000,00 €		192 000,00 €	19/06/2023	S2	2023	5
				PLAI	6	90 000,00 €	72 000,00 €	162 000,00 €				
				Total	30	282 000,00 €	72 000,00 €	354 000,00 €				

Reconstitution de l'offre - NPNRU Viry-Châtillon :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
155 Route de Fleury - Viry-Châtillon - 5 PLUS / 9 PLAI (neuf)	C0717-31-0054	QP091026	SEQENS	PLUS	5	140 000,00 €		140 000,00 €	01/04/2019	S1	2019	8
				PLAI	9	196 200,00 €	156 600,00 €	352 800,00 €				
				Total	14	336 200,00 €	156 600,00 €	492 800,00 €				
ZAC Centre ville Grigny - Lot D6 - 10 PLAI (neuf)	C0717-31-0055	QP091026	IMMOBILIERE 3F	PLUS	0	0,00 €		0,00 €	26/07/2017	S2	2020	6
				PLAI	10	218 000,00 €	174 000,00 €	392 000,00 €				
				Total	10	218 000,00 €	174 000,00 €	392 000,00 €				
VIRY QUAIS DE SEINE_14 PLAI / 60 PLUS (neuf)	C0717-31-0094	QP091026	IMMOBILIERE 3F	PLUS	60	1 680 000,00 €		1 680 000,00 €	17/12/2019	S2	2022	8
				PLAI	14	305 200,00 €	243 600,00 €	548 800,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

				Total	74	1 985 200,00 €	243 600,00 €	2 228 800,00 €				
Reconstitution restant à identifier 56 logements locatifs sociaux de la Grande Borne Viry-Chatillon	C0717-31-0114	QP091026	SIVOM - EPT 12	PLUS	29	812 000,00 €		812 000,00 €		S2	2023	14
				PLAI	27	588 600,00 €	469 800,00 €	1 058 400,00 €				
				Total	56	1 400 600,00 €	469 800,00 €	1 870 400,00 €				
Reconstitution de l'offre restant à identifier du Plateau Viry-Chatillon	C0717-31-0115	QP091026	SIVOM - EPT 12	PLUS	17	476 000,00 €		476 000,00 €		S2	2023	14
				PLAI	92	2 005 600,00 €	1 600 800,00 €	3 606 400,00 €				
				Total	109	2 481 600,00 €	1 600 800,00 €	4 082 400,00 €				
Orly / hors Ville / Parcs en scène Lot 4.1 /29 PLAI / 20 PLUS	C0717-31-0116	QP091026	IMMOBILIERE 3F	PLUS	20	560 000,00 €		560 000,00 €	17/12/2019	S1	2023	10
				PLAI	29	632 200,00 €	504 600,00 €	1 136 800,00 €				
				Total	49	1 192 200,00 €	504 600,00 €	1 696 800,00 €				

Reconstitution de l'offre – NPNRU Choisy-le-Roi :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
Choisy - Reconstitution de 70 LLS sur site, Quartier Navigateurs	C0717-31-0048	QP094032	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	42	336 000,00 €		336 000,00 €	19/04/2022	S1	2023	5
				PLAI	28	420 000,00 €	336 000,00 €	756 000,00 €				
				Total	70	756 000,00 €	336 000,00 €	1 092 000,00 €				
Choisy - Reconstitution sur site de 25 LLS (15 PLUS + 10 PLAI site ADEF)	C0717-31-0049	QP094032	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	15	120 000,00 €		120 000,00 €	19/04/2022	S1	2023	5
				PLAI	10	150 000,00 €	120 000,00 €	270 000,00 €				
				Total	25	270 000,00 €	120 000,00 €	390 000,00 €				
Choisy - Reconstitution de 26 LLS Chevreul, Gondoles Sud-hors QPV	C0717-31-0052	QP094032	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	19/04/2022	S2	2024	5
				PLAI	22	479 600,00 €	382 800,00 €	862 400,00 €				
				Total	26	591 600,00 €	382 800,00 €	974 400,00 €				
Choisy - Reconstitution de 53 LLS restant à identifier hors QPV	C0717-31-0053	QP094032	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	9	252 000,00 €		252 000,00 €	19/04/2022	S2	2024	5
				PLAI	44	959 200,00 €	765 600,00 €	1 724 800,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

				Total	53	1 211 200,00 €	765 600,00 €	1 976 800,00 €				

Reconstitution de l'offre – NPNRU Orly :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Nombre de logements		Montant prévisionnel des concours financiers			Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
						Volume de prêt bonifié	Subvention	Total concours financiers				
ORLY - Opération à identifier sur secteur Carrières - 28 LLS dont 60% PLAI	C0717-31-0029	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	11	308 000,00 €		308 000,00 €	19/04/2022	S1	2023	3
				PLAI	17	370 600,00 €	295 800,00 €	666 400,00 €				
				Total	28	678 600,00 €	295 800,00 €	974 400,00 €				
ORLY - Navigateurs C5 - 66 LLS (dont 30% PLAI) + 1350 m² SdP activité / équipement	C0717-31-0030	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	46	368 000,00 €		368 000,00 €	19/04/2022	S2	2022	3
				PLAI	20	300 000,00 €	240 000,00 €	540 000,00 €				
				Total	66	668 000,00 €	240 000,00 €	908 000,00 €				
Orly zac aurore lot 8D - en QPV - 19 PLUS / 9 PLAI	C0717-31-0031	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	19	152 000,00 €		152 000,00 €	01/09/2022	S2	2023	5
				PLAI	9	135 000,00 €	108 000,00 €	243 000,00 €				
				Total	28	287 000,00 €	108 000,00 €	395 000,00 €				
ORLY - Sénia (Pk Air France) - 40 LLS dont 60% PLAI	C0717-31-0032	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	16	448 000,00 €		448 000,00 €	19/04/2022	S2	2023	3
				PLAI	24	523 200,00 €	417 600,00 €	940 800,00 €				
				Total	40	971 200,00 €	417 600,00 €	1 388 800,00 €				
ORLY - ZAC Carrières - lot 2 - Hors QPV - 6 PLAI / 4 PLUS	C0717-31-0033	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	30/06/2022	S2	2022	5
				PLAI	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
				Total	10	242 800,00 €	104 400,00 €	347 200,00 €				
Vitry Zac Rouget de Lisle Lot H 10/16 Rue Watteau 1PLUS, 4PLAI, VEFA Construction Neuve	C0717-31-0034	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	1	28 000,00 €		28 000,00 €	20/06/2019	S2	2019	8
				PLAI	4	87 200,00 €	69 600,00 €	156 800,00 €				
				Total	5	115 200,00 €	69 600,00 €	184 800,00 €				
IVRY SUR SEINE Lot 3H Zac Confluences, Tour 4	C0717-31-0035	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	2	56 000,00 €		56 000,00 €	20/06/2019	S2	2019	9
				PLAI	12	261 600,00 €	208 800,00 €	470 400,00 €				
				Total	14	317 600,00 €	208 800,00 €	526 400,00 €				

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Reste à identifier 20 LLS hors QPV dont 15 PLAI	C0717-31-0036	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	5	140 000,00 €		140 000,00 €	09/06/2022	S2	2024	5
				PLAI	15	327 000,00 €	261 000,00 €	588 000,00 €				
				Total	20	467 000,00 €	261 000,00 €	728 000,00 €				
Ivry s/ Seine -ZAC Confluences - Lot 4E	C0717-31-0060	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS					15/10/2021	S2	2021	8
				PLAI	32	697 600,00 €	556 800,00 €	1 254 400,00 €				
				Total	32	697 600,00 €	556 800,00 €	1 254 400,00 €				
IVRY SUR SEINE-ZAC CONFLUENCES-LOT 4G-4G1B - 13 logements NPNRU	C0717-31-0066	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	0				29/04/2022	S2	2022	6
				PLAI	13	283 400,00 €	226 200,00 €	509 600,00 €				
				Total	13	283 400,00 €	226 200,00 €	509 600,00 €				
IVRY SUR SEINE-ZAC CONFLUENCES-LOT 4G-4G1C - 12 logements NPNRU	C0717-31-0067	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS					29/04/2022	S2	2022	6
				PLAI	12	261 600,00 €	208 800,00 €	470 400,00 €				
				Total	12	261 600,00 €	208 800,00 €	470 400,00 €				
IVRY SUR SEINE-ZAC CONFLUENCES-LOT 4G-4G4 - 14 LOGEMENTS NPNRU	C0717-31-0068	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS					29/04/2022	S2	2022	6
				PLAI	14	305 200,00 €	243 600,00 €	548 800,00 €				
				Total	14	305 200,00 €	243 600,00 €	548 800,00 €				
Orly Zac Aurore lot 8A - en QPV - 14 PLUS / 6 PLAI	C0717-31-0130	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	14	112 000,00 €		112 000,00 €	03/12/2018	S2	2022	5
				PLAI	6	90 000,00 €	72 000,00 €	162 000,00 €				
				Total	20	202 000,00 €	72 000,00 €	274 000,00 €				
VITRY-SUR-SEINE - ZAC Seine-Gare - Lot GA41 - Hors QPV - 8 PLAI	C0717-31-0137	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS					03/01/2022	S2	2023	6
				PLAI	8	174 400,00 €	139 200,00 €	313 600,00 €				
				Total	8	174 400,00 €	139 200,00 €	313 600,00 €				
ORLY - ZAC des Carrières - lot 1 - Hors QPV - 4 PLUS/6PLAI	C0717-31-0138	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	4	112 000,00 €		112 000,00 €	18/05/2022	S1	2023	6
				PLAI	6	130 800,00 €	104 400,00 €	235 200,00 €				
				Total	10	242 800,00 €	104 400,00 €	347 200,00 €				
	C0717-31-0139	QP094031	VALOPHIS HABITAT-	PLUS	12	96 000,00 €		96 000,00 €	03/12/2018	S2	2024	5

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Orly ZAC Aurore 8E - en QPV - 12 PLUS et 5 PLAI				PLAI	5	75 000,00 €	60 000,00 €	135 000,00 €				
				Total	17	171 000,00 €	60 000,00 €	231 000,00 €				

- **Les opérations « La production d'une offre de relogement temporaire » sont inchangées :**

Sans objet

- **Les opérations « La requalification de logements locatifs sociaux » sont inchangées :**

Sans objet

- **Les opérations « La résidentialisation de logements locatifs sociaux / de copropriétés dégradées » sont sont inchangées :**

Sans objet

- **Les opérations « Les actions de portage massif en copropriétés dégradées » sont inchangées :**

Sans objet

- **Les opérations « La diversification de l'habitat dans le quartier par l'accession à la propriété » sont inchangées :**

Sans objet

- **Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics et collectifs de proximité » sont inchangées :**

Les équipements publics et collectifs de proximité sont traités dans les conventions sites.

- **Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique » sont inchangées :**

L'immobiliser à vocation économique est sont traités dans les conventions sites.

- **Les opérations « Autres investissements concourant au renouvellement urbain » sont inchangées :**

Les autres investissements concourants au renouvellement urbain sont traités dans les conventionssites.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 3.9.1.2- [le cas échéant] Modification de l'article 9.1.2 « Les conditions de modulation des aides accordées au projet de renouvellement urbain au regard des objectifs d'excellence au titre du NPNRU »

L'article est inchangé.

Ce sujet est traité dans les conventions de site.

Article 3.9.2 – Modification de l'article 9.2 « Les opérations du programme non financées par l'ANRU »

L'article est inchangé

En complément des opérations co-financées à la fois par l'ANRU et le cas échéant par les Partenaires associés décrites dans l'article 9.1, certaines opérations du programme urbain sont financées uniquement par les Partenaires associés. Ces opérations sont listées ci-après.

Article 3.9.2.1- Modification de l'article 9.2.1 « Les opérations bénéficiant des financements de la région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signé par l'ANRU et la région (ou le département) »

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

- ✓ **Les opérations bénéficiant des financements du Conseil Régional d'Île-de-France**

Par délibérations n° CR 2017-06 du 26 janvier 2017 et modifiée en CP 2018-276 du 4 juillet 2018 et en CP 2019-286 du 3 juillet 2019, la Région a adopté les modalités de son action spécifique en faveur du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

Dans ce cadre, la Région Île-de-France participe au financement du projet de renouvellement urbain du territoire de l'Établissement Public Grand Orly Seine Bièvre.

Au total et jusqu'en 2026, la Région a réservé ~~21 650 000~~ 21 812 500 € de crédits prévisionnels au titre du soutien régional au NPNRU pour les projets faisant l'objet d'un conventionnement avec l'ANRU- l'État. Ils sont répartis comme suit pour les projets de la présente convention :

- Grands ensemble Navigateurs (Orly) – PRIN : ~~2 231 250~~ 2 312 500 €
- Grands ensemble Navigateurs (Choisy-le-Roi) – PRIN : ~~2 231 250 €~~ 2 312 500 €
- Grand Vaux (Savigny-sur-Orge) – PRIN : 2 137 500 €
- Gagarine (Ivry-sur-Seine) – PRIR : 950 000 €
- Hochart (L'Haÿ-Les-Roses) – PRIN : 2 025 000 €
- Lebon- Lamartine (Villejuif) – PRIN : 2 025 000 €
- Vitry-sur-Seine – PRIN : 2 250 000 €
- Schuman (Kremlin Bicêtre) – PRIR : 900 000 €
- Bois Matar/Plateau/Pologne (Valenton/ Villeneuve-Saint-Georges) – PRIN : 3 737 500 €
- Cité Sellier/Quartier Nord (Villeneuve-Saint-Georges) – PRIN : 3 162 500 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Une convention de développement urbain (CRDU) signée le 5 septembre 2020 liant la Région Île-de- France et l'Établissement Public Grand Orly Seine bièvre précise les engagements contractuels des parties.

Une convention de développement urbain (CRDU) signée le 14 février 2020 liant la Région Île-de- France, l'Établissement Public Grand Orly Seine bièvre et la Collectivité d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart précise un financement de 4 687 500 € pour le NPNRU Grande Borne/Plateau (Grigny Viry) avec une participation de 1 640 625 € pour le secteur Castelvirois.

Trois thématiques prioritaires sont ciblées :

- la sécurisation des quartiers,
- le développement des services et commerces de proximité,
- l'enfance et la jeunesse.

Les financements régionaux envisagés au titre du développement urbain sont présentés soit dans le tableau financier de la présente convention cadre opérationnelle soit dans le tableau financier des conventions opérationnelles prévues par quartier.

Chaque opération retenue devra faire l'objet d'un dépôt de dossier de demande de subvention selon les modalités fixées par la Région dans sa délibération CR n° 2017-06 du 26 janvier 2017 et via la plateforme des aides régionales « Mes démarches ».

Au-delà de ces crédits spécifiques, la Région Île-de-France pourra être sollicitée au titre de ses interventions de droit commun, notamment en faveur :

- des transports, au regard des enjeux de desserte et de mobilité ;
- du logement, au regard des enjeux de mixité et de reconstitution de l'offre ;
- de densification et de requalification du parc privé dégradé ;
- de formation professionnelle et d'apprentissage pour favoriser des parcours d'insertionpro-fessionnelle réussis ;
- du développement économique au regard des enjeux liés à l'emploi et à l'attractivité ;
- de l'aménagement au regard des enjeux de désenclavement et d'équipement.

Les dotations de la Région peuvent être mobilisées sous réserve de l'éligibilité des opérations présentées au moment des demandes de subvention, des crédits disponibles et du vote de la commission permanente du Conseil régional.

✓ **Les opérations bénéficiant des financements du Département du Val-de-Marne**

Le Département accompagne, depuis de nombreuses années, le renouvellement urbain des quartiers d'habitat social val-de-marnais. Dans le cadre du premier Programme National de Renouvellement urbain (PNRU), il a été l'un des seuls Conseils départementaux à conclure en 2006 une convention cadre avec l'Etat et l'ANRU pour le cofinancement de 25 projets, consacrant ainsi plus de 255 millions d'euros d'investissements dans les quartiers.

Mobilisation potentielle des politiques départementales en faveur du NPRU

La convention cadre territoriale du territoire du GOSB concerne le volet habitat des projets de renouvellement urbain : reconstitution des logements locatifs sociaux (LLS), relogements et attributions, pilotage stratégique et opérationnel. Ne sont donc valorisées ici que les subventions du Département relatives à la reconstitution de l'offre de logements sociaux pour les conventions signées par le

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Département soit Orly, Ivry-sur-Seine, Choisy-le-Roi, le Kremlin-Bicêtre, Villejuif-L 'Hay-les Roses, Valenton.

La convention cadre intègre également les opérations de reconstitution de l'offre de logements sociaux du NPRU de Vitry-sur- seine, sachant que la convention de site de ce NPRU n'est pas signée par les partenaires dont le Département.

La participation financière du Département du Val-de-Marne aux NPRU dans cette convention cadre se traduira donc **uniquement** par la mobilisation potentielle de la politique départementale faveur de l'habitat **au titre** de la reconstitution des logements locatifs sociaux.

« Sachant que compte-tenu de contraintes techniques liées à l'outil IODA, il n'est pas possible d'actualiser la participation départementale en cohérence avec l'évolution des aides à l'habitat, pour des opérations déjà engagées. Ainsi, il convient de prendre en compte un montant de contribution Départementale à 0€ pour l'opération C0717-31-0060, lancé en 2021, de reconstitution de 32 logements sociaux du NPRU d'Orly sur la ville d'Ivry-sur-Seine par Valophis Habitat, en lieu et place des 5 700 919 € affichés ».

Le montant prévisionnel estimé par les porteurs de projet s'élève donc à un maximum de 15 889 384 € sous réserve du niveau de performance environnementale et d'évolutions du cadre d'intervention départemental en matière d'aides à l'habitat.

Sachant qu'au titre du règlement des aides à l'habitat en vigueur, les contreparties suivantes seront exigées par le Département :

Pour les opérations de construction : création d'un contingent départemental à hauteur de 5% du nombre de logements réalisés avec : 3% pour les ménages hébergés à l'hôtel au titre de la protection de l'enfance (femme avec enfant de moins de 3 ans) et 2% au bénéfice du personnel départemental ;

Les porteurs de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation du Département du Val-de-Marne sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées par le Département dans le cadre de la présente convention, en y faisant notamment figurer le logotype du Département.

~~Le Département accompagne, depuis de nombreuses années, le renouvellement urbain des quartiers d'habitat social val-de-marnais. Partenaire de longue date de l'amélioration du cadre de vie des val-de-Marnais, le Département s'est fortement mobilisé dans le cadre de l'ANRU1, par la signature notamment d'une première convention cadre avec l'Etat et l'ANRU et par un investissement de plus de 255 M € en faveur des 25 quartiers concernés par l'ANRU1.~~

~~Pour mémoire, dans le cadre de l'ANRU1, et sur le territoire de Grand-Orly Seine Bièvre, le Département a accompagné la rénovation urbaine de 10 Projets de Renouvellement Urbain, et de 6 opérations de priorité 3, en mobilisant ses politiques départementales volontaristes en faveur de l'habitat, du soutien aux équipements et espaces verts de proximité, et des investissements conséquents sur les équipements et infrastructures départementales en cœur et/ou à proximité des quartiers en renouvellement urbain, **consacrant ainsi au total plus de 130 millions d'euros d'investissements dans ces quartiers.**~~

~~Participation départementale dans les projets ANRU 1~~

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Projet de Renouvellement Urbain (PRU)

Arcueil - Vache Noire	5.73 M€
Arcueil Gentilly - Chaperon Vert	15.73 M€
Choisy - Centre-ville quartiers sud	19.01 M€
Choisy - Navigateurs avenant appelé	1.18 M€
Orly Aviateurs - Pierre au prêtre	31.96 M€
Orly - Navigateurs avenant appelé	2.99 M€
Thiais - Grands champs	6.09 M€
Villeneuve-le-Roi - Paul Bert	3.34 M€
Vitry - Balzac - Touraine - Marronniers	16.48 M€
Ivry-sur-Seine - Gagarine Truillot	25.26 M€
Total PRU	**127.70 M€**

Opération isolées priorité 3

Quartier Pierre et Marie Curie à Ivry-sur-Seine	75 114 €
Quartier Marat Robespierre à Ivry-sur-Seine	452 400 €
Quartier Clos Langlois à Vitry-sur-Seine	176 850 €
Quartier les Blondeaux à Vitry-sur-Seine	701 750 €
Quartier George Sand à Villeneuve-Saint-Georges	153 665 €
Quartier du Bois Matar de Villeneuve-Saint-Georges	1 028 665 €
Total opération isolées priorité 3	**2 588 444 €**

- Le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain dans le Val-de-Marne (NPNRU)

Contrairement à l'ANRU 1, le Département a fait le choix de s'inscrire dans la gouvernance des NPNRU val-de-marnais en participant aux comités techniques et aux comités de pilotage, et en signant les documents contractuels. Le Département travaille de façon encore plus approfondie au cœur des projets, et son expertise contribue à mieux accompagner les opérations.

Durant la phase de protocole de préfiguration, ce partenariat s'est traduit par la mobilisation de l'ensemble des directions départementales concernées, afin de mettre leur expertise au service de la réussite des projets (voirie, foncier, collège, EDS, crèche, PMI, espaces verts, assainissement, habitat, …), et par la participation financière aux études, avec le soutien du Département à hauteur de **154 185 €** pour les projets NPNRU du territoire GOSB :

Soutien à l'étude de diversification fonctionnelle, NPNRU de Choisy-le-Roi	10 000 €
Soutien à l'étude économique, NPNRU Gagarine-Truillot d'Ivry-sur-Seine	10 000 €
Soutien à l'étude de circulation, NPNRU Schuman-Bergonié - Le Kremlin-Bicêtre	12 500 €
Soutien à l'étude de requalification de la RD5, NPNRU d'Orly et Choisy-Le-Roi	62 500 €
Soutien à l'étude de diversification fonctionnelle, NPNRU Quartiers de l'Arc Nord d'Orly	10 000 €
Soutien à l'étude de circulation, NPNRU Villejuif L'Haÿ-les-Roses - Lallier, Hochart	6 250 €
Soutien à l'étude développement économique, NPNRU Villejuif - L'Haÿ-les-Roses	9 445 €
Soutien à l'étude économique, NPNRU Villeneuve-Saint-Georges, quartiers Nord	20 000 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Soutien à l'étude de développement économique, NPNRU Vitry-sur-Seine	13 490 €

Partenaire à part entière, et signataire de la présente convention Etat-ANRU-Territoire GOSB, le Département souhaite partager ses enjeux en matière de développement territorial équilibré et solidaire. Les projets devront permettre de rendre ces quartiers attractifs et durables, intégrés à leur environnement, avec une réelle mixité fonctionnelle, une forte production de logements abordables de qualité, une desserte efficace, une présence de la nature en ville, mais aussi une prise en compte effective des besoins et demandes des habitants et usagers du territoire en termes de services, d'équipements, d'emploi-formation et de participation.

- *Les moyens mobilisés par le Département pour les projets de renouvellement urbain duterritoire GOSB*

Trois types d'aides départementales potentiellement mobilisables pour les projets de renouvellement urbain peuvent être schématiquement identifiés :

- les politiques départementales spécifiques (politique de l'habitat, de soutien aux équipements de proximité, de nature en ville, de soutien aux itinéraires cyclables,….),
- les investissements sur les infrastructures départementales (voiries, transport, foncier,assainissement, …),
- les investissements liés aux équipements départementaux (crèches, PMI, EDS, collèges, …).

Ainsi, au regard de la mobilisation possible des dispositifs départementaux sur chaque projet NPNRU du territoire GOSB, l'intervention potentielle du Département est estimée, selon les opérations connues à ce jour, **à une hauteur prévisionnelle de 54.2 M €** (hors projets en cours de préfiguration, potentielles interventions sur les infrastructures départementales, valorisation possible des investissements structurants en matière de transports et des cessions de foncier départemental, ainsi que les potentielles interventions sur les réseaux d'assainissements).

Mobilisation potentielle des politiques départementales dans le cadre des NPNRU du territoire GOSB

Projet NPNRU	Potentielle participation financière du Département au projet NPNRU
Choisy-le-Roi - Navigateurs	6.60 M€
Ivry-sur-Seine - Gagarine-Truillot	6.44M€
Orly - Quartiers de l'Arc Nord	19.66 M€

- **Les politiques départementales spécifiques**

Mobilisation du volet renouvellement urbain de la politique départementale de l'habitat du Val de Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Dans le cadre de la présente convention Etat-ANRU-Territoire GOSB, le Département réaffirme son rôle dans l'accompagnement de l'amélioration durable des conditions de vie des habitants des quartiers d'habitat social val-de-marnais.

Le Conseil départemental du Val-de-Marne, mène de longue date une politique historique et volontariste, et ce au-delà de ses compétences propres en faveur de l'habitat. A travers sa nouvelle politique départementale de l'habitat adopté en 2017, le Conseil départemental réaffirme ses ambitions et son engagement fort en faveur du logement locatif social afin de :

- Promouvoir et favoriser un habitat durable, de qualité, accessible à tous et sur tout le territoire,
- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement,
- Réduire les factures énergétiques des habitants en contribuant à la réhabilitation du parc social,
- Favoriser la participation des locataires aux prises de décisions concernant leur logement.

Dans le cadre du NPNRU, le Département confirme sa volonté d'offrir à tous un habitat solidaire et équilibré sur l'ensemble du territoire val-de-marnais, et participera financièrement à la reconstitution et à la réhabilitation de logements sociaux en Val-de-Marne dans le cadre du volet « rénovation urbaine » de la politique départementale de l'habitat, et de la Convention d'Objectifs et de Moyens (COM) entre Valophis Habitat et le Département.

Dans ce cadre, le Conseil départemental du Val-de-Marne pourra accorder des subventions aux organismes de logements sociaux pour :

- les opérations de reconstitution de l'offre. Cette subvention est composée d'une aide de base par logement (PLAI : 9000 €, PLUS : 7000 €, PLS 3400 €) et d'une prime complémentaire s'ajoutant à l'aide de base selon le niveau de certification CERQUAL obtenue (500 à 700 €/logement).
- la construction de logements locatifs sociaux thématiques (offres nouvelles ou reconstitution de l'offre). Cette subvention est composée d'une aide de base par logement PLAI construit (T1 et T1' : 3 400 €, T1bis et au-delà : 4000 €) et d'une prime complémentaire s'ajoutant à l'aide de base selon le niveau de certification CERQUAL obtenue (500 à 700 €/logement).
- les opérations de réhabilitation des logements. Cette subvention est composée d'une aide de base de 1500 € par logement et d'une prime complémentaire s'ajoutant à l'aide de base selon le niveau de certification CERQUAL obtenue (500 à 700 €/logement).

Ainsi, au regard de la mobilisation possible et connue à ce jour de la politique départementale de l'habitat sur chaque projet NPNRU du territoire GOSB, l'intervention potentielle du Département sur les maquettes financières ANRU, pour les opérations de reconstitution de l'offre, est estimée, selon les opérations connues à ce jour, à **24.01 M €** dont :

- **3.04 M € inscrits** à la maquette de la convention cadre GOSB au titre des opérations de reconstitution de l'offre pour les NPNRU de Choisy-le-Roi, d'Ivry-sur-Seine et d'Orly, sachant quela participation du Département au titre de la COM, entre Valophis Habitat et le Département sera connue dans un deuxième temps, pour les opérations débutant après 2020 (objet d'une future COM).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- **2,85 M €** au titre des opérations pré-conventionnées dans les protocoles.

Le soutien du Département aux opérations de réhabilitation des logements figurera dans les maquettes financières des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain établies site par site.

Les montants inscrits sur la maquette financière de la présente convention sont prévisionnelset seront soumis à la validation des instances décisionnaires du Conseil départemental du Val- de-Marne, au regard de l'interpellation des organismes de logements sociaux au titre des opérations concernées dans le cadre des NPNRU du territoire GOSB, et de l'application du volet renouvellement urbain du règlement de la politique départementale de l'habitat, et de la valorisation de la COM avec Valophis Habitat.

Les porteurs de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation du Département du Val-de-Marne sur toute la signalétique, les panneaux et les documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre de la présente convention, en y faisant notammentfigurer le logotype du Département.

Les dispositifs spécifiques, fléchés politique de la ville ou de proximité

Les dispositifs départementaux ci-dessous, même s'ils ne sont pas exclusivement destinés aux NPNRU, pourront être mobilisés dans les projets de renouvellement urbain val-de-marnais.

Avec le dispositif **« soutien aux équipements de proximité »,** le Département pourra accompagner les projets de construction ou la requalification de nouveaux équipements de proximité, favorisant notamment le lien social et l'émergence de projets associatifs réunissant la population dans sa diversité culturelle, d'âge et de centres d'intérêts. Le nouveau règlement du dispositif adopté en 2017, permet d'accompagner encore mieux toutes les villes et notamment celles qui en ont le plus besoin avec une modulation du niveau de subvention au regard du contexte socio-économique des villes et quartiers d'habitat social val-de-marnais, **sachant que chaque demande de subvention sera soumise à validation de la Commission permanente du Conseil Départemental, et instruite au regard des capacités budgétaires de la ligne d'une part, et de l'investissement total du Département dans les NPNRU d'autre part.**

Quartiers	**Opérations concernées et éligibles**	**Budget mobilisable**
Choisy-le-Roi Navigateurs	Nouveau Centre social-équipement socio culturel	Interpellation dans la convention à hauteur de 1 M €. La subvention au projet pourrait être d'une hauteur maximale de 80 % du coût du projet HT dans la limite d'1 M €.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ivry-sur-Seine Gagarine Truillot	Soutien à la nouvelle maison de quartier	Interpellation dans la convention à hauteur de 558 624 € (sachant que dans la première phase du projet, le Département a investi 232 896 € au titre de la relocalisation de la maison de quartier provisoire).
Orly Quartiers de l'Arc Nord	Création d'une Médiathèque Centre social avec restaurant senior Construction d'une Halle aux talents Construction d'un pôle de service public	Interpellation à hauteur de 490 880 €, Interpellation à hauteur de 800 000 €, Participation du Département actée à hauteur de 89 856 € en 2019 Interpellation à hauteur de 472 000 €. Le soutien du Département à la réhabilitation du plateau multisports du Parc Mermoz a été acté pour un montant de 200 000 € en 2019.

Le dispositif **« Nature en ville »** adopté par l'Assemblée Départementale le 24 juin 2019, permettra d'accompagner la création ou la requalification d'espaces verts, répondant aux enjeux de lien social, de nature en ville, de biodiversité, de gestion raisonnée, de faisabilité économique et d'intégration urbaine et paysagère. A ce jour, sont connus les projets suivants :

- Réaménagement du parc Marcel Cachin, NPNRU d'Orly : soutien du Département acté à hauteur de 300 000 € (Commission permanente du 04.11.2019),
- Aménagement des espaces verts en cœur de quartier des Navigateurs à Choisy-le-Roi.

Afin de garantir un accès au sport pour tous, le Département pourra accompagner les projets de rénovation lourde d'équipements et d'infrastructures sportives, et de proximité. Le dispositif de

« soutien aux équipements sportifs couverts » pourrait être mobilisé pour des projets de création ou de réhabilitation de gymnases dans les quartiers, à condition qu'ils soient fréquentés par les collégiens du secteur et qu'ils y bénéficient de créneaux réguliers. A ce jour sont connus les projets suivants :

- Réhabilitation et extension du gymnase Desnos, NPNRU des quartiers de l'Arc Nord d'Orly (interpellation dans la convention de renouvellement urbain à hauteur de 500 000 €),
- Reconstruction du gymnase Marcel Cachin, NPNRU des quartiers de l'Arc Nord d'Orly, (interpellation dans la convention de renouvellement urbain à hauteur de 500 000 €).

Par ailleurs, le Département pourra soutenir des projets « **d'équipements sportifs de proximité** » de type « city stade, skate park, plateau multisports », destinés à favoriser des activités multisports, en accès libre pour les Val-de-Marnais et particulièrement les jeunes :

- Construction d'un city stade, dans le quartier NPNRU des Navigateurs à Choisy-le-Roi (interpellation à hauteur de 100 000 € dans la convention de renouvellement urbain),
- Construction d'un parcours sportif, NPNRU Gagarine Truillot d'Ivry-sur-Seine (interpellation à

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

hauteur de 100 000 € dans la convention de renouvellement urbain),

Le Département encourage également la pratique du vélo en investissant dans la **création de pistes cyclables**. Dans le cadre des NPNRU, un soutien à des pistes et bandes cyclables pourrait être envisagé si celles-ci permettent un raccordement au Schéma Départemental des Itinéraires Cyclables (SDIC) ou une desserte notamment des collèges, lycées, parcs départementaux ou stations de transports en commun. Enfin, une aide départementale serait également possible pour soutenir la création de stationnements vélos sur l'espace public et pour l'aménagement de zones 30 ou de zones de rencontres. A ce jour, sont connus les projets suivants :

- Demande de soutien à la passerelle piétons-cycles des Navigateurs de Choisy-le-Roi (interpellation à hauteur de 222 800 € dans la convention de renouvellement urbain),
- Projets de pistes cyclables dans les quartiers NPNRU Gagarine-Truillot (Ivry-sur-Seine), et Schuman-Bergonié (Kremlin-Bicêtre), sachant que ces projets restent à finaliser et budgéter.

Enfin, le Département se mobilise pour maintenir sur son territoire une activité agricole qui favorise des pratiques intégrant les nouvelles problématiques environnementales. Le « **plan d'actions pour une agriculture en transition** », adopté le 17 décembre 2018 par l'Assemblée départementale, pourrait être mobilisé en soutien aux projets d'agriculture urbaine sur les quartiers NPNRU val de marnais, **notamment sur le projet d'agro-cité du NPNRU Gagarine Truillot d'Ivry-sur-Seine, et sur les** réflexions en cours d'agriculture urbaine sur le NPNRU de Choisy-le-Roi. Par ailleurs, à proximité du quartier NPNRU de Vitry-sur-Seine, le Département a fait le choix de mobiliser le Parc départemental des Lilas pour accueillir et développer des démarches innovantes alliant production agricole, activités pédagogiques et insertion professionnelle.

Les modalités précises de la mobilisation de ces aides départementales, ainsi que leurs traductions financières, seront précisées dans les conventions pluriannuelles de renouvellement urbain établies site par site.

Chaque subvention sera soumise à l'approbation par la Commission permanente ou le Conseil Départemental. Les montants inscrits sur les maquettes financières des conventions de site ne sont donc que prévisionnels et seront soumis à la validation des instances décisionnaires du Conseil départemental du Val-de-Marne, selon les règlements propres à chaque dispositif sollicité.

- *La valorisation des investissements départementaux structurantsVoirie*

Le Département mène des projets de voirie structurants pour l'amélioration du cadre de vie des Val-de-Marnais. Dans le cadre du NPNRU, le Département maintiendra son haut niveau d'investissement en faveur des espaces publics, notamment au travers de nombreuses interventions projetées sur les voiries départementales en secteur de renouvellement urbain, afin d'agir pour le désenclavement des quartiers. De la même manière, la mobilisation possible du foncier départemental - notamment les cessions de délaissés de voiries départementales - afin d'accompagner les projets, sera également valorisée.

- *Requalification de la RD5, NPNRU Orly et de Choisy-le-Roi*

Dans le cadre du protocole de préfiguration, les communes d'Orly et de Choisy-le-Roi ont formulé auprès du Département une demande de restructuration du tronçon de la RD5 non concerné par l'arrivée du T9 en « boulevard urbain ». Afin d'accompagner le renouvellement urbain du quartier, le Département a accepté d'étudier la demande des villes pour une restructuration de la RD5 et, au regard de son

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

référentiel voirie, s'est engagé à une intervention à hauteur de 8 M€ HT sur la totalité du tronçon Choisy-Orly, permettant un aménagement très qualitatif. Ce montant se ventile de la manière suivante au regard du linéaire concerné : 6,5 M € HT à Orly et 1,5 M € HT à Choisy-le-Roi.

Enfin, pour mémoire, le Département investit massivement dans le secteur dans le cadre de l'arrivée du tramway T9, avec une charge nette pour le Département estimée, à l'échelle des quartiers NPNRU, à12,4 M € sur le tronçon d'Orly, et 5,32 M € sur le tronçon de Choisy.

Par ailleurs, le Département a actualisé son Plan de Déplacement du Val-de-Marne (PDVM) en début d'année 2019. Avec **le PDVM**, le Conseil départemental est engagé dans l'amélioration et le développement des transports afin notamment de désenclaver les territoires et de desservir les populations mal reliées aux réseaux de transports.

Avec 313 millions d'€uros d'investissements réalisés dans le cadre de son PDVM entre 2009 et 2017, le Conseil Départemental a contribué à l'amélioration de l'offre de transports permettant une meilleure circulation des bus et de créer des pôles de transports structurants comme les gares de Choisy-le-Roi, Pointe du Lac et Pompadour. **Le tramway T7** inauguré en 2013 dessert le quartier NPNRU Lebon-Lamartine-Hochart à Villejuif- l'Haÿ-les-Roses, permettant les correspondances avec la ligne 7 du métro, le TVM, le RER C, Orlyval et de nombreuses lignes de bus.

Le Conseil Départemental contribue à l'amélioration de l'offre de transports qui permettra de faciliter les mobilités et l'accès aux grands pôles d'emploi notamment pour les habitants des quartiers NPNRU. D'ici 2024, de nombreuses nouvelles lignes de transport en commun desserviront les quartiers NPNRU (quartiers Lebon, Hochart, Lallier à Villejuif et L'Haÿ-les-Roses, centre-ville à Vitry-sur-Seine, Schuman-Bergonié/Péri au Kremlin-Bicêtre, Larris/La Redoute à Fontenay-sous-Bois). Ces quartiers situés à proximité d'une future gare du GPE vont bénéficier d'une nouvelle desserte de qualité efficace et structurante permettant ainsi aux habitants de ces quartiers de vivre dans des territoires dynamiques et pleinement intégrés à leur environnement

Depuis 2021, la ligne de tramway n° 9 (T9) relie Paris en traversant notamment les quartiers NPNRU de Vitry-sur-Seine, de Choisy-le-Roi et d'Orly permettant ainsi de mieux desservir ces territoires et de favoriser l'intermodalité (Métro 7 et Tramway T3a, RER C, Grand Paris Express (ligne 15), ainsi que de nombreuses lignes de bus (TVM, 393, 183, etc.). Le Département a investi massivement sur ce projet extrêmement structurant. La participation du Département aux travaux du T9 sur les quartiers NPNRU de Choisy-le-Roi, de Vitry-sur-Seine et d'Orly est estimée à 25,6 M € de charge nette.

Le projet de téléphérique Câble A - Téléval doit relier les communes de Villeneuve-Saint-Georges, Valenton, Limeil-Brévannes et Créteil à l'horizon 2021. Le projet permettra de contribuer au désenclavement des quartiers NPNRU de Villeneuve-Saint-Georges et Valenton, Il désenclavera également les quartiers de Saint-Martin à Limeil-Brévannes et du Bois Matar à Villeneuve-Saint-Georges.

Par ailleurs, certains projets NPNRU du territoire GOSB, intègrent dans leurs secteurs d'études des parcs départementaux potentiellement structurants pour le projet :

- Les parcs départementaux du Champ Saint-Julien, de la Saussaie Pidoux et de la Plage Bleue à Valenton et Villeneuve-Saint-Georges,
- Le Parc des Lilas à Vitry-sur-Seine,
- La Coulée Verte Bièvre Lilas (CVBL) à Villejuif et L'Haÿ-les-Roses,
- Le Parc du Coteau au Kremlin-Bicêtre-Arcueil-Gentilly

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le Département sera particulièrement vigilant quant à la préservation de la trame verte et naturelle départementale, qui représente un atout indispensable pour garantir un équilibre satisfaisant entre espaces fortement urbanisés et espaces de nature afin notamment de faire face aux enjeux de l'adaptation au dérèglement climatique.

Toutefois, les projets de renouvellement urbain pourraient permettre d'engager une réflexion sur les conditions d'une meilleure prise en compte des parcs et espaces verts départementaux situés en cœur ou à proximité des quartiers en renouvellement urbain. L'articulation des NPNRU avec la volonté départementale de renforcer le rôle social de ses parcs sera donc également un enjeu majeur pour le Département.

Enfin, les investissements départementaux en matière d'assainissement seront également comptabilisés, au regard de la compétence du Département dans ce domaine et des impacts des nouveaux projets de renouvellement urbain sur les réseaux. A ce titre, le Département sera particulièrement vigilant à être associé le plus en amont possible des projets pour anticiper leurs impacts sur les réseaux d'assainissement relevant de sa compétence.

- *La valorisation des investissements liés aux équipements départementaux*

Le Département accompagnera le renouvellement urbain des quartiers en intervenant sur les équipements dont il a la compétence : collèges, crèches départementales, Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI), et Espaces Départementaux des Solidarités (EDS).

Dans le cadre de son plan départemental **« 500 places en crèches »,** le Département investira pour la construction d'une nouvelle crèche en cœur de quartier Gagarine-Truillot d'Ivry sur Seine. La relocalisation dans un cadre de vie renouvelé de la crèche départementale Spinoza (60 berceaux) ainsi que son extension à hauteur de 30 berceaux au cœur du quartier NPNRU viendra renforcer l'offre d'accueil petite enfance pour les habitants du quartier. La charge nette pour le Département est estimée 4,12 M € HT.

Les Espaces Départementaux des Solidarités (EDS) ont pour mission d'accueillir, d'écouter et d'informer les personnes sur leurs droits et les aides auxquelles elles pourraient prétendre. Suite à l'aménagement de l'arrivée de la ligne de tramway T9 à Orly, le Département relocalisera l'EDS actuellement situé 35 rue des Hautes Bornes. La charge nette pour le CD est estimée à 3,42 M €.

- Enfin, le Département investira potentiellement également pour la construction, l'extension et/ou la rénovation de collèges, en prévision notamment des évolutions démographiques à prévoir sur les secteurs NPNRU.

✓ **Les opérations bénéficiant des financements du Département de l'Essonne**

Le Conseil départemental de l'Essonne en tant que partenaire financier privilégié des collectivités, accompagne les territoires dans leur projet de renouvellement urbain.
Son intervention se déroule dans le cadre de ses compétences obligatoires et optionnelles.

1. Politique de la ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Pour mémoire, le Conseil départemental dans le cadre de son Fonds de Cohésion Sociale et Urbaine avait participé financièrement à hauteur de 4 367 372 millions d'euros aux premiers projets de renouvellement urbain sur le territoire de l'actuel Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre:

- Athis-Mons : 2 326 325 €
- Viry-Châtillon : 2 041 047€

Afin d'accompagner les Nouveaux Projets de Renouvellement Urbain, le Conseil départemental de l'Essonne s'est doté d'un fonds de 30 millions d'euros, qui viendra compléter ses politiques dites de droit commun.

Le projet de Grand Vaux s'est vu affecté une enveloppe de 2 518 199 € et celui de la Grande Borne / Plateau de 4 902 900 € (dont 1 716 015 € à destination du territoire de Viry-Châtillon – clefs de répartition calculée au prorata du nombre d'habitants, proposée par les quatre collectivités concernées).

Ainsi, dans le cadre du Fonds Départemental de Renouvellement Urbain (FDRU), le Département établira une convention tripartite entre l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre et la commune concernée qui indiquera les opérations soutenues et les modalités d'attribution des subventions. Les opérations retenues devront au préalable avoir été inscrites dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain conclue entre le territoire et l'ANRU.

Les opérations subventionnables par le Département de l'Essonne sont précisées dans le règlement du Fonds Départemental de Renouvellement Urbain, adopté le 25 septembre 2017, et doivent répondre à l'un des trois objectifs suivants :

- Créer et/ou réhabiliter des équipements de proximité et service public en cohérence avec les priorités départementales
- Désenclaver le quartier et améliorer la qualité de l'espace public
- Sécuriser les espaces publics

Enfin, le 25 janvier 2019, l'Etat, le Département de l'Essonne et l'ANRU ont également signé une convention de partenariat pour affirmer leur ambition partagée en matière de renouvellement urbain.

2. Politique de l'habitat

Au travers de sa Politique Départementale de la Ville et de l'Habitat approuvée en novembre 2022, le Département a réaffirmé son ambition de proposer à tous un habitat durable et de qualité et de favoriser l'attractivité et le développement équilibré, équitable du territoire.
Trois orientations fortes sont affichées par le Département :

- permettre des parcours résidentiels en Essonne, dans des logements de qualité et adaptés aux besoins, notamment des ménages modestes, des jeunes en insertion, des seniors et personnes en situation de handicap, mais aussi des personnes souhaitant accéder à la propriété en Essonne ;
- soutenir l'attractivité des territoires en dévitalisation, avec des actions ciblées sur les zones moins tendues de l'Essonne et les quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- répondre aux défis environnementaux et énergétiques, avec une action départementale déjà avancée (Prime écol-Logis, SARE) qui va se poursuivre dans plusieurs directions (parc social des bailleurs, quartier pavillonnaire).

Le soutien apporté par le Département dans le cadre de ses politiques de droit commun prendra en compte dans ses critères d'attribution, les enjeux primordiaux de la transition énergétique. Aussi, les projets seront analysés au regard de critères précisés dans les règlements (approbations prévues en 2023-2024) de taille

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

des opérations, de taux d'artificialisation, d'usage de matériaux bio-sourcés, de prise en compte de la dimension thermiques et des économies de charge.

~~Fort de son Plan départemental logement et habitat (PDLH) 2018-2021, le Conseil départemental de l'Essonne déploie une politique volontaire et volontariste portant sur le développement et la diversification de l'offre de logements sociaux ainsi que sur la rénovation énergétique de l'habitat privé et la lutte contre la précarité énergétique liée au logement. Dans ce contexte, le Département a recentréson action sur plusieurs priorités, à savoir :~~

- ~~Une concentration des aides départementales pour la construction de logements sociaux sur les communes déficitaires au titre de la loi SRU~~

~~Afin de participer au rééquilibrage territorial et à la diversification de l'offre de logements en Essonne, le Conseil départemental soutient la création de logements sociaux sur les territoires des communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi SRU.~~

~~Dans le cadre d'un appel à projets ciblé sur ces territoires, le Département soutient les opérations de bailleurs sociaux réalisées en réponse à des besoins locaux, dans une logique d'insertion urbaine du logement social, de proximité de transports, d'activités et de services ainsi que de mixité sociale et fonctionnelle.~~

~~L'appel à projets favorise par ailleurs les opérations qui participent à la reconstitution de l'offre de logements sociaux dans le cadre du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU).~~

~~Sur les territoires dépassant le taux de 25% de logements sociaux, le Département soutient, dans le cadre d'un appel à projets dédié, la réalisation d'opérations de logements sociaux en réponse aux besoins des publics prioritaires du Département (logement innovant, abordable et adapté aux jeunes eninsertion, personnes âgées en perte d'autonomie, personnes en situation de handicap ou encore aux familles monoparentales).~~

- ~~Un effort pour la construction ou la réhabilitation de petites unités de logements (inférieures à 20 logements) dans les centres bourgs ruraux et les centres urbains anciens fragiles ou dégradés~~

~~L'Essonne dispose, en dehors du territoire dense de l'agglomération parisienne, d'un maillage de pôles intermédiaires qui, au cours de la dernière décennie, ont participé pleinement à la construction de logements (parc privé majoritairement).~~

~~Une action renforcée pour les jeunes en insertion et les jeunes travailleurs afin que le logement ne constitue pas un frein à l'emploi et à l'insertion. Afin de faire du logement autonome des jeunes un vecteur d'insertion, le Département apporte son soutien dans le développement de solutions de logement abordables et adaptés aux besoins spécifiques des jeunes du territoire et favorise le dispositif d'accompagnement des jeunes dans leurs parcours résidentiels porté par le Comité local pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ) lui-même fortement articulé à l'ensemble des missions locales du territoire et des acteurs de l'habitat. porté par la Mission Locale Nord Essonne (Juvisy) qui, au travers d'une offre de services globale et intégrée (logement, emploi, santé …), oriente et accompagne les jeunes dans leurs parcours d'insertion.~~

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

~~Une attention particulière est portée aux personnes vieillissantes sur le territoire, avec le développement de solutions alternatives aux établissements, comme les petites unités d'habitat inclusif et de renforcement de l'accompagnement au sein du domicile, avec des dispositifs d'adaptation des logements renforcés.~~

~~Afin de renforcer ce maillage de centres villes et centres bourgs et de favoriser la requalification du patrimoine existant dans les centres urbains anciens, le Département y soutient, dans le cadre d'un appel à projets spécifique, la réalisation d'opérations de logements sociaux de petites tailles (moins de 20 logements) et bien insérées dans leur environnement.~~

- ~~Une action renforcée pour les jeunes en insertion et les jeunes travailleurs afin que le logement ne constitue pas un frein à l'emploi et à l'insertion~~

~~Afin de faire du logement autonome des jeunes un vecteur d'insertion, le Département soutient :~~

~~(1) Le développement de solutions de logement spécifiques dans le cadre de l'appel à projets portant sur le développement du logement innovant, abordable et adapté (logement dans le diffus, résidence inter-générationnelle, logement temporaire sous forme de résidence sociale « FJT » …) ;~~
~~(2) La généralisation à l'échelle départementale, en partenariat avec les Missions Locales essonniennes, le projet expérimental de Comité local pour le logement autonome des jeunes (CCLAJ) porté par la Mission Locale Nord Essonne (Juvisy) qui, au travers d'une offre de services globale et intégrée (logement, emploi, santé …), oriente et accompagne les jeunes dans leurs parcours d'insertion.~~

- Un effort considérable pour la rénovation énergétique du parc privé existant et en faveur de la prévention et la lutte contre la précarité énergétique

Afin d'améliorer la qualité du parc de logements existant et de contribuer à la réduction de la consommation d'énergie, le Conseil départemental soutient les particuliers, en complémentarité notamment des aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et des autres collectivités, dans le montage et la réalisation de leurs projets de rénovation énergétique de l'habitat.

Cette action participe ainsi à la réalisation de travaux de rénovation énergétique en Essonne. Alors que l'accompagnement des propriétaires occupants à revenus (très) modestes et des copropriétés fragiles ou en difficulté demeure une de ses priorités, le Département réaffirme, dans le cadre de la mise en place de la Prime éco-logis 91 au 1er avril 2019, son soutien aux propriétaires occupants sans conditions de ressources engagés dans la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

- Des engagements pris par les organismes d'HLM en matière de qualité de service auprès des locataires et de sureté dans les quartiers d'habitat social

Considérant le grand nombre d'organismes d'HLM en Essonne, le Conseil départemental renforce le partenariat stratégique avec les bailleurs sociaux afin de favoriser la prise en compte des enjeux territoriaux du département dans les stratégies patrimoniales.

Dans ce contexte, le Département veille en particulier au respect des engagements pris par les bailleurs sociaux en matière de qualité de services et de gestion urbaine de proximité, dans le cadre des conventions conclues avec le Département (aides à la pierre, garanties d'emprunt, le cas échéant : conventions d'utilité sociale).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Dans le cadre des deux projets de NPNRU (Grand Vaux à Savigny sur Orge, Grande Borne / Le Plateau / Grigny 2 à Viry-Châtillon et à Grigny) localisés sur le territoire essonnien de l'établissement territorial public Grand Orly Seine Bièvre (ETP GOSB), le Conseil départemental de l'Essonne :

- Soutient les opérations de reconstitution de l'offre de logements sociaux démolis sous condition que la reconstruction soit réalisée sur une commune déficitaire au titre de l'article 55 de la loi SRU ;
- Soutient les opérations de diversification de l'offre de logements dans les quartiers Politique de la Ville sous condition qu'elles participent :
    - Au développement de solutions de logement innovant, abordable et adapté aux publics prioritaires du Département (résidence intergénérationnelle, habitat inclusif pour personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap …) ;
    - A l'accompagnement des parcours résidentiels des locataires du parc social dans lecadre de projets d'accession sociale à la propriété (produits PSLA, BRS …) ;
- Participe, en sa qualité de réservataire de logements sociaux, à la mise en œuvre des chartes partenariales de relogement (ménages concernés par les démolitions de logements, copropriétaires (sur) endettés dans le cadre opération publique …) ;
- Contribue, en sa qualité de copilote du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personne défavorisées (PDALHPD), aux travaux de la Conférence intercommunale du logement (CIL) et, plus particulièrement, à l'élaboration de la Convention intercommunale d'attribution (CIA), en articulation avec la mise en œuvre de l'Accord collectifdépartemental (ACD) de l'Essonne ;
- Soutient les opérations de rénovation énergétique engagées par les copropriétés en difficulté (OPAH copropriétés Grand Vaux, Plan de sauvegarde et ORCOD IN Grigny 2). Dans ce contexte, le Département attribue des aides aux syndicats des copropriétaires calculées au regard du nombre de copropriétaires occupants y compris le nombre de lots faisant l'objet d'un portage par un opérateur public (EPFIF, organisme bailleur). Le cofinancement du Département permet ainsi de déclencher la bonification des aides de l'Anah dans le cadre du plan national Initiative Copropriétés, versée sous condition que la part de financement des collectivitésatteigne au moins 5% du prix de revient des travaux ;
- Veille, en sa qualité d'un des actionnaires de référence de la SA d'HLM Les Résidences Yvelines Essonne, sur les capacités de cet organisme à mener à terme le projet ambitieux de renouvellement urbain du quartier de la Grande Borne (Grigny/Viry-Châtillon), dans le cadre du NPNRU ;
- Accompagne plus globalement, dans le cadre de son action sociale (services territorialisés du développement social, Fonds de solidarité pour le logement – FSL), les personnes rencontrant des difficultés particulières en matière d'accès et de maintien au logement.

3. Politique du domaine et des patrimoines

Comme l'indique la délibération du 02 juillet 2019, le Département a désormais pour objectif prioritaire d'investir directement pour assurer l'implantation pérenne de ses actions sur le territoire, et privilégie l'acquisition de locaux ou de terrains en vue de construire, sur des sites correspondant effectivement aux besoins à long terme de services dont il convient ainsi d'assurer l'installation.

Le schéma directeur du domaine et du patrimoine départemental pour la période 2018-2023, adopté à l'assemblée départementale du 02 juillet 2018, s'articule autour de 4 axes :

- Axe 1 : Définir des doctrines immobilières, foncières et procédures en matière de gestion

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

quotidienne afin de garantir au Département, sécurité et optimisation.

- Axe 2 : Mettre en place une stratégie foncière et patrimoniale dans les projets structurants de la collectivité.
- Axe 3 : Faire du patrimoine départemental un outil d'attractivité et de services en lien avec le territoire.
- Axe transversal : Renforcer la connaissance et le suivi du patrimoine foncier.

Le Département possède ou loue un patrimoine de toutes natures. Les composantes de ce patrimoine foncier et immobilier, sont riches et variés (espaces d'accueil pour les politiques sociales, bureaux administratifs, centre d'hébergement, installations sportives ou culturelles, centres techniques, délaissés de voiries, Espaces Naturels Sensibles, quatre grands domaines avec château (Chamarande,Etiolles, Méréville, Montauger).

Le Département a désormais pour objectif prioritaire d'investir directement pour assurer l'implantation pérenne de ses actions sur le territoire, et privilégie l'acquisition de locaux ou de terrains en vue de construire, sur des sites correspondant effectivement aux besoins à long terme de services dont il convient ainsi d'assurer l'installation.

La réimplantation du centre de PMI de Savigny-sur-Orge, sera ainsi étudiée dans le cadre de ce schéma directeur et dans la volonté d'acquisition en VEFA des locaux.

4. Politique de mobilité et des infrastructures et de la voirie

Les Directions des Infrastructures et de la Voirie (DIV) et des Transports et de la Mobilité (DTM) mettent en œuvre la politique routière et contribuent à la politique des déplacements du Département.

Pour cela, elles assurent, sous différents modes d'intervention, la conservation et le développement de l'ensemble du patrimoine routier départemental et de l'ensemble de ses infrastructures et équipements, tout en concourant à une meilleure sécurité dans les déplacements sur les routes départementales de l'Essonne.

Ces actions interviennent également en application du schéma cadre des mobilités 2017-2021 (animé par la Direction des Transports et de la Mobilité), adopté le 27 mars 2017, et notamment des objectifs d'optimisation du fonctionnement du réseau routier départemental, avec des actions permettant de traiter les points durs de trafic et de faire évoluer le réseau en accompagnement des besoins des territoires. Elles peuvent également relever d'objectifs de développement des transports en commun, enapplication du plan bus Essonne et des mobilités douces, en application du plan vélo départemental.

Dans le cadre des projets de renouvellement urbain, le Département accompagne les collectivités dans leurs études sur les éventuelles modifications des tracés des voiries départementales et en fonction des besoins, participe directement en assurant la maîtrise d'ouvrage d'aménagements sur son réseau routier, au titre d'un programme d'accompagnement de projets locaux, dès lors qu'ils présententégalement un intérêt pour la voirie départementale.

Sur le territoire de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, deux routes départementales sont ainsi concernées :

- la RD 25 à Savigny-sur-Orge
- la RD 445 à Viry-Châtillon
  Sur le territoire de Savigny-sur-Orge, le projet consiste à améliorer l'accès au quartier de Grand Vaux depuis la RD25 en faisant évoluer l'échange existant, pour participer à son désenclavement. Les étudessont en cours, à un stade préliminaire.

S'agissant de la RD445, après une étude préliminaire, le Département a établi, sur l'ensemble de l'axe, un programme de résorption de points durs de circulation au profit des transports en commun et des véhicules particuliers, afin de résorber les principales difficultés de circulation. Au droit du quartier de la Grande Borne, au regard des interfaces avec les transports lourds (T12, Tzen 4) en instance d'arrivée

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

et des perspectives de renouvellement urbain, les modalités de ce programme restent encore à compléter.

Article 3.9.2.2- Modification de l'article 9.2.2 « Les opérations bénéficiant de l'Anah »

Sans objet

Article 3.9.2.3 – Modification de l'article 9.2.3 « les opérations bénéficiant de financements de la Caisse des dépôts et consignations »

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

L'ensemble des opérations du programme financées par la Caisse des Dépôts est récapitulé en annexe C5. Les opérations bénéficiant des aides de l'ANRU sont détaillées dans l'article 9.1.

Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des dépôts et les différents maîtres d'ouvrage sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

La Caisse des Dépôts intervient en ingénierie dans le cadre de cette convention cadre comme suit :

- Etude de programmation urbaine du Kremlin-Bicêtre à hauteur de 23 250€ représentant 14%du coût total de l'étude.

En sus, la Caisse des Dépôts intervient en ingénierie pour l'ensemble des projets de renouvellement urbain, les montants figurent dans les protocoles de préfiguration signés (le cofinancement d'études inscrits dans les protocoles de préfiguration NPNRU s'élèvent à 779 324€) ainsi que dans les conventions NPNRU et avenants signés (cf annexe C6) ou à signer.

Concernant la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux, il est prévu que la CDC intervienne en prêts, dans le cadre de cette convention cadre, comme suit :

Les Résidences Yvelines Essonnes : 2 514 788,85 €

SEQENS ~~: 8 311 110,78 €~~ 9 324 234.11 €

VALOPHIS Habitat : 8 934 600 € dont opérations à identifier : ~~20 770 610 €~~ 1 145 600€

BATIGERE île de France : ~~2 066 068 €~~ 485 600 €

~~OPHLM Ivry sur Seine : 4 769 631 €~~

BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES : 1 320 000 €

EMMAUS Habitat : ~~2 514 653 €~~ 763 000 €

I3F : ~~911 244 €~~ 7 644 800 €

ANTIN Résidences : ~~1 533 000 €~~ 436 000 €

VALDEVY : 11 686 600 €

1001 vies habitat : 4 405200 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

COOP IVRY HABITAT : 377 000 €

ICF LA SABLIERE : 485 600 €

Immobilière Paris Sud Est : 3 872 200 €

EPT Grand-Orly Seine Bièvre (RO restant à identifier) : 4 875 800 €

~~A identifier reconstitution d'Ivry (ligne MO GOSB) : 5 556 976 €~~

Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des Dépôts seront prises par les comités d'engagement compétents de la CDC et sous réserve de la disponibilité des enveloppes de prêts notamment PRU. Par ailleurs, les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, seront celles envigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêts.

Enfin, la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts peut intervenir en investisseur avisé et se positionner en actionnaire minoritaire dans des structures dédiées pour des projets qui participent au développement territorial, permettent une création de valeur mobilière et comprennent une exigence élevée en termes d'exemplarité environnementale.

Article 3.9.2.4 – Modification de l'article 9.2.4 « les opérations bénéficiant des financements d'autres Partenaires associés »

Sans objet

Article 3.9.3 – Modification de l'article 9.3 « Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI » et/ou de l'action « Démonstrateurs de la ville durable »

L'article est inchangé.
Sans objet

Article 3.9.4 –Modification de l'article 9.4 « Les opérations financées au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » »

L'article est inchangé.
Sans objet

Article 3.10 – Modification de l'article 10 relatif au plan de financement des opérations programmées

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les participations financières prévisionnelles au titre de la présente convention pluriannuelle sontprécisées dans les tableaux figurant en annexe C2 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- Un plan de financement prévisionnel global faisant apparaître les co-financements envisagés pour chaque opération du projet, y compris celles non financées par l'ANRU ou, à titre informatif, celles du projet d'innovation financées par les PIA ou du projet d'agriculture urbaine soutenu au titre de l'appel à projet « Les Quartier Fertiles ». Les financements ANRU au titre du PIA, validés par le premier ministre, figurent dans la convention-cadre de mise en œuvre du projet ou la convention de financement du projet spécifique annexée, le cas échéant, à la présente convention.

- Le tableau financier par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprenant, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement prévisionnels des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU, au titre du NPNRU, est sollicité dans la présente convention pluriannuelle. Il fait ainsi apparaître les concours financiers ANRU prévisionnels, déclinés entre montant de subventions ANRU prévisionnels et les volumes de prêts bonifiés prévisionnels. L'ensemble des co-financements prévisionnels sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des Dépôts, Europe, …

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières prévisionnelles y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières prévisionnelles de tiers non-signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre de la présente convention pluriannuelle :

- La participation financière de l'ANRU au titre du NPNRU s'entend pour un montant global maximal de concours financiers prévisionnels de ~~de 29 109 065,01 €,~~ 92 234 168,10 € comprenant ~~12 529 265,01 €~~ 38 178 968,10€ de subventions, et ~~16 579 800 €~~ 54 055 200,00 € de volume de prêts distribués par Action Logement Services.

- La participation financière de l'ANAH s'entend pour un montant global maximal de 0€ dans le cadre des interventions d'ores et déjà contractualisées avec l'ANAH et des études préalables. Cette participation financière pourra être revue lors des avenants après la contractualisation d'opérations afférentes financées par l'ANAH.

- La participation financière de la Caisse des Dépôts s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de ~~23 250 €~~ 7 997 231,48 €. La mise en œuvre du programme s'appuie par ailleurs sur le financement en prêts de la Caisse des dépôts pour un montant prévisionnel de 325 300 754,10 €. ~~91 634 872,63 € €.~~ Les modalités d'interventions seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés. Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des Dépôts seront prises par les comités d'engagement compétents. Les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.

- La participation financière de la CDC au titre du volet « quartiers » de l'action TI du PIA s'entendpour un montant global maximal de 0 € et au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles »s'entend pour un montant global maximal de 0 €.

- La participation financière de l'ADEME s'entend pour un montant global maximal de 0 €.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- La participation financière de l'ANRU au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA et/ou du volet « quartiers » de l'action TI, s'entend pour un montant global maximal de 0 € (hors appel à projets « Les Quartiers Fertiles »).

- La participation financière de l'ANRU au titre du PIA relatif à l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » s'entend pour un montant global maximal de 0 €.

- La participation financière de l'ANRU au titre du Plan France Relance relatif à l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » s'entend pour un montant global maximal de 0 €.

- La participation financière des Conseil Départementaux du Val de Marne et de l'Essonne est de ~~3 753 196~~ 19 603 025,14€ et du Conseil Régional est de ~~1 518 000 €~~ 5 267 550,00 € pour toutes les opérations financières décrites à l'article 9, y compris pour le financement « décroisé » des opérations au titre de la convention departenariat avec la région.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Pour rappel, le tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuellefigure en annexe C7.

Le tableau ci-dessous récapitule les concours financiers NPNRU totaux programmés (protocole et convention) par quartier concerné par la présente convention :

Quartier concerné (nom et numéro du QPV)	Subvention NPNRU	Prêt bonifié NPNRU	Totaux
Grand Vaux, QP091030 à Savigny-sur-Orge	**41 017 974,14 €**	**15 331 860,16 €**	**56 349 834,30 €**
dont protocole 530 Savigny	362 095,61 €	- €	362 095,61 €
dont convention "quartier"	33 420 878,53 €	4 587 860,16 €	38 008 738,69 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	7 235 000,00 €	10 744 000,00 €	17 979 000,00 €
Quartier Est, QP094054 à Orly	**59 199 355,56 €**	**14 931 340,00 €**	**74 130 695,56 €**
dont protocole 540 Orly	2 432 789,00 €	4 289 700,00 €	6 722 489,00 €
Dont convention "quartier" A04 avenantée	51 985 158,22 €	4 556 240,00 €	56 541 398,22 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	4 781 408,34 €	6 085 400,00 €	10 866 808,34 €
Quartier Sud, QP094022 à Choisy-le-Roi	**26 381 018,00 €**	**7 721 800,00 €**	**34 102 818,00 €**
dont protocole 540 Choisy	1 611 418,00 €	2 085 000,00 €	3 696 418,00 €
dont convention "quartier" A03	22 125 200,00 €	2 808 000,00 €	24 933 200,00 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	2 644 400,00 €	2 828 800,00 €	5 473 200,00 €
Lebon, Hochart, Lozaits QP094021 à Villejuif/ L'Haÿ-les-Roses	**11 646 668 €**	**12 633 600 €**	**26 656 268 €**
Dont protocole"	259 000 €	655 200 €	914 200,00 €
Dont convention quartier"	8 258 468 €	7 824 000 €	16 082 468,46 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	3 129 200 €	4 154 400 €	9 659 600,00 €
Lallier , QP094018, L'Haÿ-les-Roses	**10 904 769 €**	**4 100 000 €**	**12 628 769 €**
Dont protocole"	1 154 520 €	- €	1 154 520,00 €
Dont convention quartier"	6 446 249 €	- €	6 446 249,02 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	3 304 000 €	4 100 000 €	5 028 000,00 €
Péri – Schuman Bergonié QP094015 au Kremlin Bicêtre	**4 165 402 €**	**2 913 600 €**	**7 079 002 €**
Dont protocole"	123 015 €	0 €	123 015,00 €
Dont convention quartier"	2 710 585 €	0 €	2 710 585,00 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	1 331 802 €	2 913 600 €	4 245 401,81 €
Grande Borne/Plateau QP091026 Viry-Châtillon	**130 449 278,85 €**	**14 167 711,00 €**	**144 616 989,85 €**
Dont protocole"	1 462 081,76 €	0 €	1 462 081,76 €
Dont convention quartier"	124 829 797,09 €	6 553 911,00 €	131 383 708,09 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	4 157 400,00 €	7 613 800,00 €	11 771 200,00 €
Gagarine-Truillot, QP094041 à Ivry-sur-Seine	**5 919 000,52 €**	**1 327 000,00 €**	**7 246 000,52 €**
Dont protocole"	123 000,00 €	0,00 €	123 000,00 €
Dont convention quartier"	5 016 000,52 €	- €	5 016 000,52 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	780 000,00 €	1 327 000,00 €	2 107 000,00 €
QP094012 - Centre-Ville Vitry-Sur-Seine	**42 911 406,81 €**	**27 335 000,00 €**	**70 246 406,81 €**
dont reconstitution de l'offre protocole de préfiguration (C0581)	*787 600,00 €*	*1 188 200,00 €*	1 975 800,00 €

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

dont convention de site/quartier (C1041)	*36 835 990,13 €*	*17 665 000,00 €*	54 500 990,13 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	*5 287 816,68 €*	*8 481 800,00 €*	13 769 616,68 €
QP094078 Villeneuve-Saint-Georges, Valenton	**31 657 566 €**	**10 569 400 €**	**42 226 966 €**
Dont protocole"	403 475 €	- €	403 475,00 €
Dont convention quartier Valenton	26 555 941,64 €	4 762 999,99 €	31 318 941,63 €
Dont convention cadre RU EPT (C0717)	4 698 149,60 €	5 806 400,00 €	10 504 549,60 €
Pilotage territorial - convention cadre A	**829 791,67 €**		**829 791,67 €**
Total convention cadre	**38 178 968,10 €**	**54 055 200,00 €**	**92 234 168,10 €**

Pour rappel le pilotage stratégique comprend les subventions ANRU pour le financement :

- ~~des prestations externes pour des études, expertises et accompagnement du projet du Kremlin-Bicêtre (65 865 €),~~des moyens internes du territoire Grand Orly Seine Bièvre. ~~répartis entre la conduite de projet transversale (525 000 €) et le pilotage de chaque projet de renouvellement urbain Quartier Estd'Orly (328 542€), Quartier Sud de Choisy-le-Roi (460 000 €).~~

~~*La participation financière du Conseil départemental*~~

~~La participation financière du Conseil Départemental du Val-de-Marne, dans la maquette financière de la présente convention s'élève à 3 041 000 € au titre des opérations mentionnées dans le tableau financier ci-dessous.~~

~~La participation du Département au titre de la valorisation de la Convention d'Objectif et de Moyen (COM) entre Valophis Habitat et le Département reste à affiner pour les opérations de reconstitution del'offre par Valophis Habitat programmées après 2020 (objet d'une future COM).~~

~~RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX~~	
~~*OPERATIONS*~~	~~Conseil Départemental Du Val-de-Marne~~
~~*Ivry - Opération à identifier Reconstitution de 68 LLS (10 PLUS + 58PLAI) - périmètre de la ZAC*~~	~~592 000 €~~
~~*Orly - Opération à identifier sur secteur Carrières - 28 LLS dont 60%PLAI*~~	~~168 000 €~~
~~*Orly - Navigateurs C5 - 66 LLS (dont 30% PLAI) + 1350 m² SdPactivité/équipement*~~	~~Opération prévue après 2020. La valorisation de la COM entre Valophis Habitat et le Département reste à affiner.~~
~~*Orly - Lopofa 8D - 65 LLS (dont 30% PLAI)*~~	~~Opération prévue après 2020. La valorisation de la COM entre Valophis Habitat et le Département reste à affiner.~~
~~*Orly - Sénia (Pk Air France) - 40 LLS dont 60% PLAI*~~	~~240 000 €~~
~~*Orly - VEFA Carrières- 20 LLS dont 60% PLAI*~~	~~120 000 €~~
~~*Vitry-sur-Seine Zac Rouget de Lisle Lot H 10/16 Rue Watteau1PLUS, 4PLAI, VEFA Construction Neuve*~~	~~Opération prévue après 2020. La valorisation de la COM entre Valophis Habitat et le Département reste à affiner.~~
~~*Ivry-sur-Seine Lot 3H Zac Confluences, Tour 4*~~	~~84 000 €~~

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

~~*Opérations restant à identifier hors Orly 99 LLS - 5 PLUS et 94 PLAI*~~	~~*594 000 €*~~
~~*Choisy-le-Roi - Reconstitution de 70 LLS sur site, QuartierNavigateurs*~~	~~*420 000 €*~~
~~*Choisy-le-Roi - Reconstitution sur site de 25 LLS (15 PLUS + 10PLAI site ADEF)*~~	~~*150 000 €*~~
~~*Choisy-le-Roi – Opération à Identifier reconstitution 53 LLS (9 PLUS + 44 PLAI)*~~	~~*318 000 €*~~
~~*Ivry - Opération Pioline Reconstitution de 41 LLS (34 PLUS + 7 PLAI) - QPV*~~	~~*355 000 €*~~
~~Total reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux Conseil départemental du Val-de-Marne~~	~~3 041 000 €~~

Les articles 11 à 14.4 restent inchangés

Un sous-article 14.5.3 « Conditions d'entrée de nouveaux maîtres d'ouvrage en cours d'exécution de la convention » est introduit à la convention pluriannuelle et rédigé comme suit :

Lorsque l'ANRU considère que l'(les) opération(s) d'un nouveau maître d'ouvrage n'a(ont) pas d'impact sur les droits et obligations des maîtres d'ouvrage déjà parties prenantes à la convention, le(s) nouveau(x) maître(s) d'ouvrage peut(vent) devenir partie(s) prenante(s) à la convention par ajustement mineur signé par l'ANRU, le porteur de projet, le (s) nouveau(x) maître d'ouvrage, et le cas échéant, Action Logement Services.

Dans ce cas, la participation de ces maîtres d'ouvrage aux instances de suivi du projet relève de l'appréciation du porteur de projet.

Un sous-article 14.5.4 « Stipulations relatives aux maîtres d'ouvrage titulaires d'opérations soldées en cours d'exécution de la convention » est introduit à la convention pluriannuelle et rédigé comme suit :

Ne sont plus parties prenantes à la convention les maîtres d'ouvrage remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- Ils ont perçu tous les soldes des subventions ANRU programmées à la présente convention ;
- Ils ont rempli l'intégralité des engagements contractuels leur incombant au titre de la présente convention.

L'appréciation du respect de ces conditions appartient à l'ANRU. Lorsque l'ANRU considère que les conditions sont remplies, elle notifie au maître d'ouvrage concerné qu'il n'est plus partie prenante à la convention et en informe le porteur de projet.

A compter de la réception de la notification par le maître d'ouvrage, ce dernier :

- N'est plus inclus dans le cercle des signataires des avenants à la convention pluriannuelle ultérieurs ;
- N'est plus invité à participer aux instances de suivi du projet.

Toutefois, le maître d'ouvrage concerné demeure tenu par les obligations mentionnées à l'article 14-3 relatifs aux contrôles et audits jusqu'au terme du délai de prescription mentionné à l'article 2.7.2 du règlement financier de l'agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au NPNRU.

Les articles 14 à 17 restent inchangés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par la dernière partie prenante signataire.

Les clauses de la convention pluriannuelle non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables conformément aux dispositions prévues dans la Convention pluriannuelle.

La convention pluriannuelle et ses avenants successifs, en ce compris le présent avenant, forment un tout indivisible. Une version actualisée de la convention pluriannuelle consolidant l'ensemble des modifications sera remise à l'ANRU par le porteur de projet.

ANNEXES

B2 Contreparties Action Logement en droit de réservation

C2 Tableau financier

C3 Fiches descriptives des opérations

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Annexe B2 – DESCRIPTION DES CONTREPARTIES EN DROITS DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR ACTION LOGEMENT SERVICES (des apports en faveur de la mixité)

Conformément à l'article 5.2, les contreparties mises à disposition d'Action Logement Services au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain et leurs modalités de mise en œuvre sont les suivantes.

Au total, les contreparties cédées représentent **974 droits de réservation de logements locatifs sociaux**, correspondant à 29 % du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification sont financées par l'Agence dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et le cas échéant dans le cadre du protocole de préfiguration).

- Le nombre global de droits de réservation en droits uniques est calculé sur les bases suivantes :

Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques selon la catégorie d'opération		
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements construits hors QPV	% sur nombre total de logements construits en QPV
1 - Grand pôle IDF	25,0% soit 545 droits	35,0% soit 429 droits

- Parmi ce volume global de réservations en droits uniques, pour les premières mises en location des opérations de reconstitution et de requalification en milieu vacant, Action Logement Services bénéficiera d'un droit de réservation à hauteur de :
  - 12,5% du nombre total de logements reconstitués hors QPV soit 272 droits ;
  - 17,5 % du nombre total de logements reconstitués en QPV soit 214 droits ;

Ces pourcentages s'appliquent pour les logements mis en location au titre de l'ensemble des opérations d'un organisme de logement social financées dans le cadre d'une même convention pluriannuelle.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le volume global de droit de réservation se répartit entre organisme de logement social comme suit :

Organisme de logement social	Nombre de droits de réservation (droits uniques)
BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES	31
VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT	180
IMMOBILIERE PARIS SUD EST	61
GRAND-ORLY SEINE BIEVRE	66
VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE	268
COOP IVRY HABITAT	14
SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	113
LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	4
BATIGERE EN ILE DE FRANCE	5
EMMAUS HABITAT	9
1001 VIES HABITAT	100
ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE	5
ICF LA SABLIERE SA D'HLM	5
IMMOBILIERE 3F	113

Dans le cas où les opérations de reconstitution et de requalification de logements locatifs sociaux du projet de renouvellement urbain sont financées par d'autres financeurs que l'ANRU (notamment FEDER et LBU), des contreparties en droits de réservation peuvent s'appliquer selon les mêmes modalités de calcul, après accord entre Action Logement Services, le porteur de projet et le titulaire du droit.

Le porteur de projet, en lien avec les organismes de logement social du territoire concerné, est responsable de l'identification du volume de contreparties en faveur d'Action Logement Services en matière de droits de réservation de logements locatifs sociaux, en cohérence avec la stratégie d'attribution et de relogement décrite dans le document cadre des orientations de la CIL prévue à l'article L 441-1-5 et la Convention Intercommunale d'Attribution qui prend notamment en compte les besoins des ménages salariés.

Ces droits de réservation devront être mis à la disposition d'Action Logement Services dans un délai maximum de 30 ans à compter de la date de signature de la convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés. Ils sont convertis en flux annuel dans les conventions de réservation, prévues par le décret n°2020-145 du 20 février 2020.

A – Pour les droits de réservation des opérations de reconstitution et de requalification en milieu vacant :

A.1. Pour les droits de réservation des opérations de reconstitution hors quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :

Au titre des logements locatifs sociaux reconstitués hors-site, 545 droits de réservation en droits uniques sont mis à disposition d'Action Logement Services (dont 272 droits aux premières mises en location).
Ces droits de réservation sont mobilisés sur les flux de logements non réservés de l'organisme de logement social.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ces droits pourront porter sur les opérations spécifiquement financées par l'ANRU ou, sur d'autres opérations équivalentes situées également hors quartier prioritaire de la politique de la ville.

Pour les premières mises en location, Action Logement Services bénéficiera de 272 droits de réservation hors QPV selon la répartition suivante envisagée* :

ID-TOP	Localisation visée**	Organisme de logement social	Date prévisionnelle de mise à disposition	DU dans le programme	DU sur parc hors QPV
C0540-31-0014	Orly- quartier Calmette 87 LLS 34 PLUS/53 PLAI - reconstitution hors site -	VALOPHIS HABITAT	2021	11	11
C0540-31-0015	Choisy-le-Roi-opération hors QPV Fonderie Fine 17 PLUS+26 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2018	5	6
C0540-31-0016	Choisy-le-Roi opérationTroènes ilôt 3A hors QPV 30LLS/12PLUS et 18PLAI	VALOPHIS HABITAT	2022	4	4
C0540-31-0033	Orly- hors ville/hors QPV-Fresnes/ ilôt B2 la Cerisaie: 30 LLS-12 PLUS et 18 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2019	4	4
C0540-31-0034	Choisy-102, rue de Villeneuve-St-Georges/hors QPV 12LLS:5PLUS+7PLAI	VALOPHIS HABITAT	2020	2	1
C0540-31-0035	Orly-extension Méliès 20 LLS 8PLUS/12 PLAI - hors QPV	VALOPHIS HABITAT	2020	3***	3
C0540-31-0036	Orly - Reconstitution hors site - hors QPV / Rungis Lot A4 Agroquartier Montjean 15 LLS dont 2 PLUS + 13 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2024	2	2
C0540-31-0037	Choisy-transformation Hôpital Giraud 8LLS 3 PLUS/5PLAI - hors QPV	VALOPHIS HABITAT	2022	1	1
C0540-31-0038	Orly - Reconstitution hors site - hors QPV / Rungis Lot A6 Agroquartier Montjean 15 LLS dont 2 PLUS + 13 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2024	2	2
C0541-31-0025	Construction de 32 logements hors site (Paul Guiraud)	VALDEVY	2020	4	4
C0581-31-0033	ZAC Rouget de Lisle - Lot Ba et Bc (44 PLAI)	IMMOBILIERE PARIS SUD EST	2019	6	5

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0581-31-0036	ZAC Rouget de Lisle - Lot Hb (19 logements)	VALDEVY	2018	2	3
C0583-31-0029	Reconstitution Secteur Village en Seine (secteur SADEV94) : 57 logements (23 PLUS et 34 PLAI)	VALOPHIS HABITAT	2025	7	7
C0717-31-0001	18 Rue Vigier Savigny-sur-Orge - 4 PLUS - 6 PLAI	SEQENS	2019	1	1
C0717-31-0002	Sentier de la Montagne Pavée/Avenue des Belles Fontaines Savigny-sur-Orge - 8 PLUS - 11 PLAI	LES RESIDENCES	2019	2	2
C0717-31-0003	14-16 Rue Chamberlain Savigny-sur-Orge - 2 PLUS - 3 PLAI	SEQENS	2019	1	1
C0717-31-0004	16 Rue Alfred De Musset Savigny-sur-Orge - 4 PLUS - 5 PLAI	SEQENS	2019	1	1
C0717-31-0005	279 Bd Aristide Briand Savigny-sur-Orge - 2 PLUS - 3 PLAI	SEQENS	2019	1	1
C0717-31-0006	8-10 Bd Aristide Briand Savigny-sur-Orge - 8 PLUS - 12 PLAI	BATIGERE EN ILE DE FRANCE	2021	3	2
C0717-31-0007	91 Rue du Billoir Savigny-sur-Orge - 6 PLAI	SEQENS	2020	1	1
C0717-31-0008	Moulin de Grais Verrières-le-Buisson - Tranche 1 - 18 PLAI	EMMAUS HABITAT	2023	2	3
C0717-31-0009	Moulin de Grais Verrières-le-Buisson - Tranche 2 - 25 PLAI	EMMAUS HABITAT	2022	2	2
C0717-31-0010	11 Rue Chateaubriand Savigny-sur-Orge - 6 PLUS - 9 PLAI	IMMOBILIERE 3F	2022	2	2
C0717-31-0011	66 avenue des Maronniers Savigny-sur-Orge - 22 PLUS - 32 PLAI	1001 VIES HABITAT	2021	7	7
C0717-31-0012	10-12 rue de Giroflées - Savigny-sur-Orge - 4 PLUS	SEQENS	2020	1	1

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0717-31-0013	55-57 Boulavard Aristide Briand - Savigny-sur-Orge - 7 PLAI	SEQENS	2021	1	1
C0717-31-0014	72-74 Boulevard Aristide Briand - Savigny-sur-Orge - 8 PLAI	SEQENS	2021	1	1
C0717-31-0015	239-243 Boulevard Aristide Briand - Savigny-sur-Orge - 6 PLAI	1001 VIES HABITAT	2022	1	1
C0717-31-0018	5 rue Henri Dunant - Savigny-sur-Orge - 20 PLAI	ANTIN RESIDENCES	2021	3	2
C0717-31-0021	39 Avenue de Champagne Morangis - 3 PLUS - 7 PLAI (neuf)	SEQENS	2020	1	1
C0717-31-0022	34 Route de Longpont Villemoisson-sur-Orge - 8 PLUS - 12 PLAI	ICF LA SABLIERE	2023	2	3
C0717-31-0029	ORLY - Opération à identifier sur secteur Carrières - 28 LLS dont 60% PLAI	VALOPHIS HABITAT	2025	4	3
C0717-31-0032	ORLY - Sénia (Pk Air France) - 40 LLS dont 60% PLAI	VALOPHIS HABITAT	2025	5	5
C0717-31-0033	ORLY - ZAC Carrières lot 2 - 6 PLAI / 4 PLUS	VALOPHIS HABITAT	2025	2	2
C0717-31-0034	Vitry Zac Rouget de Lisle Lot H 10/16 Rue Watteau 1PLUS, 4PLAI, VEFA Construction Neuve	VALOPHIS HABITAT	2022	1	1
C0717-31-0035	IVRY SUR SEINE Lot 3H Zac Confluences, Tour 4	VALOPHIS HABITAT	2023	2	2
C0717-31-0036	Reste à identifier 20 LLS hors QPV dont 15 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2026	1	1
C0717-31-0040	14 rue Henri Dunant - Savigny-sur-Orge - 9 PLAI (neuf)	SEQENS	2026	1	1
C0717-31-0052	Choisy - Reconstitution de 26 LLS Chevreul, Gondoles Sud-hors QPV	VALOPHIS HABITAT	2026	3	3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0717-31-0053	Choisy - Reconstitution de 53 LLS restant à identifier hors QPV	VALOPHIS HABITAT	2026	7	7
C0717-31-0054	155 Route de Fleury - Viry-Châtillon - 5 PLUS / 9 PLAI (neuf)	SEQENS	2021	2	2
C0717-31-0055	ZAC Centre ville Grigny - Lot D6 - 10 PLAI (neuf)	IMMOBILIERE 3F	2022	1	1
C0717-31-0056	45-47 Boulevard Aristide Briand -Savigny-sur-Orge - 4 PLUS - 7 PLAI (neuf)	SEQENS	2022	1	1
C0717-31-0058	1-5 rue de Viry -Savigny-sur-Orge - 10 PLAI (neuf)	SEQENS	2023	1	1
C0717-31-0059	19-27 rue de CHATEAUBRIAND - SAVIGNY/ORGE - 34 PLAI / 13 PLUS (NEUF)	IMMOBILIERE 3F	2024	6	6
C0717-31-0060	Ivry s/ Seine -ZAC Confluences - Lot 4E	VALOPHIS HABITAT	2026	2	2
C0717-31-0061	Valenton_ Résidence InterG_8-10 Rue du Colonel Fabien_27 PLAI+27 PLUS	SEQENS	2021	6	7
C0717-31-0062	Valenton_Joliot-Curie_39 Rue Juliot-Curie_15 PLAI +14 PLUS	SEQENS	2024	4	3
C0717-31-0066	IVRY SUR SEINE-ZAC CONFLUENCES-LOT 4G-4G1B - 13 logements NPNRU	VALOPHIS HABITAT	2025	2	2
C0717-31-0067	IVRY SUR SEINE-ZAC CONFLUENCES-LOT 4G-4G1C - 12 logements NPNRU	VALOPHIS HABITAT	2025	2	2
C0717-31-0068	IVRY SUR SEINE-ZAC CONFLUENCES-LOT 4G-4G4 - 14 LOGEMENTS NPNRU	VALOPHIS HABITAT	2025	2	2
C0717-31-0074	Opération à identifier 50 PLAI à l'Haÿ-les-Roses hors QPV	IMMOBILIERE 3F	2025	7	6
C0717-31-0079	Vitry - Zac Rouget de Lisle Ilot G - hors QPV - 8 PLUS / 12 PLAI	VALDEVY	2023	2	3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0717-31-0082	Vitry - ZAC Ardoines Ilot DE1b - hors QPV - 48 PLAI	VALDEVY	2024	6	6
C0717-31-0085	Hors site 42-58 STALINGRAD - 19 PLAI/7 PLUS - VEFA	VALDEVY	2024	3	3
C0717-31-0086	ZAC Campus Grand Parc - 32 PLAI/12 PLUS - VEFA ZAC Campus Grand Parc - 32 PLAI/12 PLUS - VEFA ZAC Campus Grand Parc - 32 PLAI/12 PLUS -VEFA	VALDEVY	2024	6	5
C0717-31-0087	Opération hors site non identifié 47 PLAI et 14 PLUS	VALDEVY	2027	8	8
C0717-31-0089	Ilot Cbis - hors site Kremlin Bicêtre - 23 PLAI et 14 PLUS	VALDEVY	2026	5	4
C0717-31-0090	Ilot C - hors site -Kremlin Bicêtre 18 PLAI et 11 PLUS	VALDEVY	2026	4	3
C0717-31-0091	KREMLIM BICÊTRE - Ilot Rossel Leclerc - hors QPV - 15 PLAI et 13 PLUS	VALDEVY	2023	3	4
C0717-31-0092	KREMLIN BICÊTRE - Ilot D - hors QPV - 16 PLAI et 10 PLUS	VALDEVY	2027	3	4
C0717-31-0093	Vitry - ZAC Ardoines Ilot DE4a - 25 PLAI	VALDEVY	2024	3	3
C0717-31-0094	VIRY QUAIS DE SEINE_14 PLAI / 60 PLUS (neuf)	IMMOBILIERE 3F	2025	9	9
C0717-31-0097	Vitry - ZAC Ardoines Ilot Bas3b - hors QPV - 24 PLAI	VALDEVY	2025	3	3
C0717-31-0098	Vitry - hors site - ZAC Seine Gare CA61 - 13 PLAI / 32 PLUS	VALDEVY	2026	6	5
C0717-31-0099	20 logements 13-21 avenue Gambetta - Savigny-sur-Orge	1001 VIES HABITAT	2024	2	2
C0717-31-0102	Vitry-sur-Seine/ ZAC Gare Ardoines 77 rue Léon Geoffroy/ 30 PLAI -18 PLUS	IMMOBILIERE PARIS SUD EST	2025	6	6

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0717-31-0107	Vitry - hors site - 42-54 av J.Jaurès - 7PLAI /12 PLUS	IMMOBILIERE PARIS SUD EST	2025	3	2
C0717-31-0108	Vitry - hors site - Zac Seine Gare CA22 - 20 PLAI / 20PLUS	IMMOBILIERE PARIS SUD EST	2026	4	6
C0717-31-0109	Vitry - hors site - Zac Seine Gare CA73 - 17 PLAI/13 PLUS	IMMOBILIERE PARIS SUD EST	2026	3	4
C0717-31-0114	Macro GB VIRY	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE	2025	7	7
C0717-31-0115	Macro Plateau VIRY	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE	2025	12	15
C0717-31-0116	Orly / hors Ville / Parcs en scène Lot 4.1	IMMOBILIERE 3F	2026	6	6
C0717-31-0133	11 logements PLA-I rue du Billoir - SAVIGNY SUR ORGE	1001 VIES HABITAT	2025	1	2
C0717-31-0136	FAT macro ligne - reconstitution de 70 LLS - NPRU Lutèce-Bergerie Valenton	SEQENS	2027	9	9
C0717-31-0137	VITRY-SUR-SEINE - ZAC Seine-Gare - Lot GA41 - Hors QPV - 8 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2026	1	1
C0717-31-0138	ORLY - ZAC des Carrières - lot 1 - Hors QPV - 4 PLUS/6PLAI	VALOPHIS HABITAT	2026	1	1
C0717-31-0140	Reconstitution restant à identifier (2 PLAI) pour la ROL - quartier Grand Vaux (sous réserve MO EPT)	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE	2025	1	0
C0717-31-0143	rue Olympe de Gouges Ivry-sur-Seine - 16 PLAI 11 PLUS	SEQENS	2025	3	3
C0717-31-0145	VSG / hors site en QPV / Carnot 1 / 6 PLAI et 24 PLUS	VALOPHIS HABITAT	2027	4	3

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).

** Adresse précise et nom de la commune dès lors que cela est possible.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

***Contreparties délocalisées 1 ZAC pierre au Pretre Ilot G 2 ZAC Calmette ilot 7B

A.2. Pour les droits de réservation des opérations de reconstitution en QPV

Au total, 429 droits de réservation en droits uniques sont mis à disposition d'Action Logement Services au titre des logements locatifs sociaux reconstitués par dérogation dans un quartier prioritaire de la politique de ville financés dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain (dont 214 droits aux premières mises en location).

Ces droits de réservation sont mobilisés sur les flux de logements non réservés de l'organisme de logement social.

Ces droits pourront porter sur les opérations spécifiquement financées par l'ANRU ou sur d'autres opérations équivalentes situées également dans le quartier prioritaire de la politique de la ville.
Pour les premières mises en location, Action Logement Services bénéficiera de 214 droits de réservation en QPV selon, la répartition suivante envisagée* :

ID-TOP	Localisation visée**	Organisme de logement social	Date prévisionnelle de mise à disposition	DU dans le programme	DU sur parc en QPV
C0540-31-0013	Orly-opération Zackelly/îlotG Pierre-au-Prêtre/QPV 35 PLUS+14PLAI	VALOPHIS HABITAT	2019	6	11
C0583-31-0028	Reconstitution Secteur Coeur de Ville : 40 logements (16 PLUS et 24 PLAI)	VALOPHIS HABITAT	2027	7	7
C0717-31-0024	Reconstitution de 220 logements sur site - 75 PLAI - 145 PLUS	1001 VIES HABITAT	2028	39	38
C0717-31-0030	ORLY - Navigateurs C5 - 66 LLS (dont 30% PLAI) + 1350 m² SdP activité / équipement	VALOPHIS HABITAT	2025	12	11
C0717-31-0031	Orly zac aurore lot 8D - en QPV - 19 PLUS / 9 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2025	4	6
C0717-31-0037	Ivry - Opération à identifier Reconstitution de 68 LLS (10 PLUS + 58 PLAI) - périmètre du QPV	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE	2026	12	12
C0717-31-0038	Ivry - OPERATION Pioline 41 LLS (34 PLUS + 7 PLAI) - QPV	COOP IVRY HABITAT,	2021	7	7
C0717-31-0048	Choisy - Reconstitution de 70 LLS sur site, Quartier Navigateurs	VALOPHIS HABITAT	2026	12	12

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0717-31-0049	Choisy - Reconstitution sur site de 25 LLS (15 PLUS + 10 PLAI site ADEF)	VALOPHIS HABITAT	2025	4	5
C0717-31-0071	construction d'une résidence sociale de 175 logements	BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES	2024	16***	15***
C0717-31-0073	L'Haÿ-les-Roses - Reconstitution de 100 LLS (70 PLAI - 30 PLUS) - QPV Lallier	IMMOBILIERE 3F	2025	18	17
C0717-31-0075	L'Haÿ-les-Roses - Reconstitution 3F - 50 PLUS - QPV Hochart	IMMOBILIERE 3F	2024	9	8
C0717-31-0081	Lot B sur site Villejuif - 24 PLAI ET 37 PLUS	VALDEVY	2026	10	11
C0717-31-0083	Lot A sur site Villejuif 3 PLAI et 5 PLUS	VALDEVY	2028	2	1
C0717-31-0084	Lot Frange nord sur site Villejuif -7 PLAI et 4 PLUS	VALDEVY	2028	2	2
C0717-31-0088	Candon	VALDEVY	2024	4	3
C0717-31-0095	Vitry -Secteur Defresne Ilot 1 - en QPV - 20 PLAI 36 PLUS	VALDEVY	2027	10	10
C0717-31-0096	Vitry -Secteur Defresne Ilot 4 - en QPV - 5 PLAI 22 PLUS	VALDEVY	2027	5	4
C0717-31-0105	Reconstitution de 69 PLUS-PLAI sur site pour la T1P1 - Lutèce	SEQENS	2026	13	12
C0717-31-0106	Reconstitution de 47 PLUS-PLAI sur site pour la T1P2 - Lutèce	SEQENS	2027	8	8
C0717-31-0120	Vitry-sur-Seine/ Rue Germain Defresne / 18 PLAI - 27 PLUS	IMMOBILIERE PARIS SUD EST	2024	8	8
C0717-31-0130	Orly Zac Aurore lot 8A - en QPV - 14 PLUS / 6 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2025	3	4
C0717-31-0139	Orly ZAC Aurore 8E - en QPV - 12 PLUS et 5 PLAI	VALOPHIS HABITAT	2026	3	3

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).
** Adresse précise et nom de la commune dès lors que cela est possible.
***Cette opération d'une résidence sociale reste en droit de suite (stock) dans le cadre de l'avenant 1, correspondant à 15 droits de suite.

A.3. Pour les droits de réservation des opérations de requalification réalisées en milieu vacant en QPV

Sans objet

B - Pour les droits de réservation des opérations de requalification de logements locatifs sociaux en milieu occupé en QPV

Sans objet

C - Dispositions communes

Chaque organisme de logement social identifié ci-dessus s'engage, en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence, à formaliser les droits de réservation accordés à Action Logement Services, dans une convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et l'organisme de logement social concerné.

Un bilan de la mise en œuvre de ces contreparties est adressé par le porteur de projet chaque année au délégué territorial de l'ANRU. Pour cela les organismes de logement social désignés ci-dessus s'engagent à transmettre au porteur de projet toutes les informations nécessaires à l'élaboration de ce bilan de l'année N-1 au plus tard le 15 janvier de l'année N, pour que celui-ci puisse être adressé par le porteur de projet au délégué territorial de l'ANRU au plus tard le 30 janvier de l'année N.

En cas de non-respect par les porteurs de projet ou les organismes de logement social des engagements contractualisés au titre des contreparties en faveur d'Action Logement Services, le règlement général de l'Agence relatif au NPNRU prévoit un système de sanctions graduées et proportionnées mobilisable par la directrice générale de l'Agence. La Directrice générale pourra être saisie à cet effet par le délégué territorial de l'Agence, le directeur régional d'Action Logement Services ou tout signataire de la convention.

Le cas échéant, les modifications apportées aux contreparties Action Logement Services seront actées via le prochain avenant à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain intégrant différentes évolutions au projet.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

TABLEAU FINANCIER - Boite d'instruction Signature nationale-Signature Avenant N°1 [Convention Cadre] 06/11/2023 17:56:01

Contrat : C0717 Convention EPT 12 - GD ORLY VAL DE BIEVRE SEINE AMONT

Porteur de projet : 1775 GRAND-ORLY SEINE BIEVRE

QPV : QP091030 Grand Vaux, QP094031 Quartier Est, QP094008 Gagarine, QP094015 Péri-Schuman Bergonié, QP094032 Quartier Sud, QP091026 La Grande Borne-Le Plateau, QP094038 Le Quartier Nord, QP094021 Lebon-Hochart-Mermoz (Lozaits Sud), QP999100 Quartier multisite National, QP094018 Lallier, QP094012 Centre Ville : defresne-Vilmorin-Robespierre,

Localisation : SAVIGNY SUR ORGE 91589, VERRIERES LE BUISSON 91645, VILLEMOISSON SUR ORGE 91667, ORLY 94054, VITRY SUR SEINE 94081, IVRY SUR SEINE 94041, LE KREMLIN BICETRE 94043, CHOISY LE ROI 94022, GRIGNY 91286, VALENTON 94074, , VILLEJUIF 94076, L HAY LES ROSES 94038, VIRY CHATILLON 91687, VILLENEUVE ST GEORGES 94078

Numéro	Libellé opération	Enveloppe de financement	Localisation (QPV, commune de réalisation)	Logements (nombre, PLAI, PLUS)			Maitre d'ouvrage SIRET MO	Dépenses à financer Coûts HT	Dépenses à financer Coûts TTC	RESSOURCES FINANCIERES DONT PRETS ET RESTE A CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE Subv ANRU %	Etat %	Commune %	EPCI %	Département %	Région %	Bailleur social %	CDC %	Europe %	ANAH %	Subv ANRU PIA %	Autres contributeurs - Maitre d'ouvrage %	Valorisation foncière et autres recettes %	Détail ANRU Assiette subv ANRU %	Dont détail des prêts et reste à charge du maitre d'ouvrage Prêts %	Dont prêt CDC %	Dont total prêt bonifié AL NPNRU %	Dont prêt bonifié AL NPNRU PLAI %	Dont prêt bonifié AL NPNRU PLUS %	Calendrier Lancement (année, semestre)	Durée en semestre
14	Etudes et conduite de projet																													
C0717-14-0019	Pilotage du projet - Grand Vaux - Savigny /	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	2 100 000,00 €	2 100 000,00 €	1 050 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 050 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 100 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2019 S1 /	20
C0717-14-0025	Ingénieur.e aménagement durable	NPN	QP094031 ORLY 94054	0	0	0	COMMUNE D'ORLY 21940054600269	380 000,00 €	380 000,00 €	190 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	190 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	380 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	16
C0717-14-0026	Chef.fe de projet Renouvellement Urbain	NPN	QP094031 ORLY 94054	0	0	0	COMMUNE D'ORLY 21940054600269	920 000,00 €	920 000,00 €	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	920 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2018 S2 /	16
C0717-14-0027	Chargé.e de mission RU-Habitat- EPT	NPN	QP094031 ORLY 94054	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	609 583,33 €	609 583,33 €	304 791,67 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	304 791,66 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	609 583,33 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	13
C0717-14-0028	Chargé.e de communication-concertation	NPN	QP094031 ORLY 94054	0	0	0	COMMUNE D'ORLY 21940054600269	380 000,00 €	380 000,00 €	190 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	190 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	380 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	16
C0717-14-0039	Chargé.e de mission GUP-RU- ville	NPN	QP094031 ORLY 94054	0	0	0	COMMUNE D'ORLY 21940054600269	150 416,67 €	150 416,67 €	75 208,34 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	75 208,33 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	150 416,67 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2018 S2 /	4
C0717-14-0041	ETUDE DE PROGRAMMATION URBAINE	NPR	QP094015 LE KREMLIN	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	160 900,00 €	193 080,00 €	56 315,00 € 29,17 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	113 515,00 € 58,79 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	23 250,00 € 12,04 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	160 900,00 € 35,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2017 S2 /	6
C0717-14-0042	ETUDE SURETE ET SECURITE	NPR	QP094015 LE KREMLIN	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	19 100,00 €	22 920,00 €	9 550,00 € 41,67 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	13 370,00 € 58,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	19 100,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2017 S2 /	3
C0717-14-0046	Chef de projet RU	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	920 000,00 €	920 000,00 €	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	920 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	16
C0717-14-0047	Chargé d'opération Bâtiment	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	0	0	0	COMMUNE DE CHOISY LE ROI 21940022300018	760 000,00 €	760 000,00 €	380 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	380 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	760 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	16
C0717-14-0051	conduite de projet transversale EPT12	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	1 050 000,00 €	1 050 000,00 €	525 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	525 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 050 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	10
C0717-14-0070	Chef de projet Villejuif	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	0	0	0	COMMUNE DE VILLEJUIF 21940076900010	920 000,00 €	920 000,00 €	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	920 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2019 S1 /	20
C0717-14-0072	Chef de projet EPT12 VILLEJUIF- L'HAY	NPN	QP999100	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	920 000,00 €	920 000,00 €	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	920 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2019 S1 /	16
C0717-14-0076	Chef de Projet renouvellement urbain	NPN	QP094018 L HAY LES ROSES	0	0	0	COMMUNE DE L'HAY LES ROSES 21940038900017	920 000,00 €	920 000,00 €	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	920 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2019 S1 /	16
C0717-14-0101	Etude diagnostic et faisabilité concernant la	NPR	QP094015 LE KREMLIN	0	0	0	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT 27940007100015	24 200,00 €	29 040,00 €	6 141,96 € 21,15 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	22 898,04 € 78,85 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	24 200,00 € 25,38 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2018 S1 /	4
C0717-14-0103	Diagnostic préalable à la démolition de la	NPR	QP094015 LE KREMLIN	0	0	0	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT 27940007100015	18 905,00 €	22 686,00 €	6 994,85 € 30,83 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	15 691,15 € 69,17 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	18 905,00 € 37,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2017 S1 /	2
C0717-14-0110	1 Poste de chef de projet Grande Borne –	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	1 150 000,00 €	1 150 000,00 €	575 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	575 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 150 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2019 S1 /	20
C0717-14-0118	AMO architecture-urbaniste coordonnateur -	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	150 000,00 €	180 000,00 €	75 000,00 € 41,67 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	105 000,00 € 58,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	150 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	16
C0717-14-0121	AMO Environnemental - NPNRU Valenton	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	30 000,00 €	36 000,00 €	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	21 000,00 € 58,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	15 000,00 € 41,67 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	30 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	16
C0717-14-0122	AMO OPCU - NPNRU Valenton	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	250 000,00 €	300 000,00 €	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	175 000,00 € 58,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	125 000,00 € 41,67 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	250 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	16
C0717-14-0123	Poste de Chef de projet NPNRU	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	920 000,00 €	920 000,00 €	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	460 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	920 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S2 /	16
C0717-14-0124	Concertation et co-construction - NPNRU	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	COMMUNE DE VALENTON 21940074400013	107 856,00 €	129 427,20 €	37 749,60 € 29,17 %	0,00 € 0,00 %	91 677,60 € 70,83 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	107 856,00 € 35,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	16
C0717-14-0125	Histoire et mémoire - NPNRU	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	COMMUNE DE VALENTON 21940074400013	132 000,00 €	158 400,00 €	46 200,00 € 29,17 %	0,00 € 0,00 %	112 200,00 € 70,83 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	132 000,00 € 35,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	16
C0717-14-0126	Poste de Chargé(e) d'opération - NPNRU	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	COMMUNE DE VALENTON 21940074400013	760 000,00 €	760 000,00 €	380 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	380 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	760 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	16
C0717-14-0131	Chef de projet EPT - NPRU de	NPN	QP999100 VITRY SUR SEINE	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	1 025 416,67 €	1 025 416,67 €	512 708,34 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	512 708,33 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 025 416,67 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	18
C0717-14-0134	Conduite de projet Ville de Vitry-sur-Seine	NPN	QP999100 VITRY SUR SEINE	0	0	0	COMMUNE DE VITRY SUR SEINE 21940081900575	1 025 416,67 €	1 025 416,67 €	512 708,34 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	512 708,33 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 025 416,67 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	17
Sous total				0	0	0		15 803 794,33 €	15 982 386,53 €	7 693 368,09 € 48,14 %	0,00 € 0,00 %	3 311 794,26 € 20,72 %	4 775 384,99 € 29,88 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	38 589,19 € 0,24 %	163 250,00 € 1,02 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %		0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %		
15	Relogement des ménages avec minoration de loyer																													
C0717-15-0045	Indemnités de 100 minorations de loyers	NPN	QP094031 ORLY 94054	0	0	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	550 000,00 €	550 000,00 €	550 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	550 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2016 S2 /	11
C0717-15-0050	Indemnités de 34 minorations de loyers	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	0	0	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	200 000,00 €	200 000,00 €	200 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	200 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2016 S2 /	11
C0717-15-0077	Minoration de loyer 3F - Démolitions Lallier	NPN	QP094018 L HAY LES ROSES	0	0	0	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	78 000,00 €	78 000,00 €	78 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2017 S1 /	15
C0717-15-0104	Relogement de 228 LLS à loyer minoré sur	NPN	QP094038 VALENTON 94074	0	0	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	800 000,00 €	800 000,00 €	800 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S1 /	10
C0717-15-0111	Minorations de loyer Viry - Grande Borne /	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	84 000,00 €	84 000,00 €	84 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2023 S2 /	8
C0717-15-0112	Vitry_ Minoration de loyer pour les	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	0	0	0	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT 27940007100015	168 000,00 €	168 000,00 €	168 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2019 S2 /	12
C0717-15-0113	Minorations de loyer Viry-Plateau / EPT	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	61 000,00 €	61 000,00 €	61 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2023 S2 /	12
C0717-15-0117	Minorations de loyer Viry-Plateau - I3F	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	0	0	0	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	278 000,00 €	278 000,00 €	278 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2021 S2 /	12
C0717-15-0127	Minoration de loyer - Grand Vaux / sous	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	0	0	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	500 000,00 €	500 000,00 €	500 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	10
C0717-15-0128	Relogement avec minoration de loyer pour la	NPN	QP999100 VITRY SUR SEINE	0	0	0	IMMOBILIERE PARIS SUD EST 60206113700033	168 000,00 €	168 000,00 €	168 000,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2025 S1 /	6
C0717-15-0132	Minorations de loyer Viry-Plateau Viry - CDC	NPN	QP091026 GRIGNY 91286	0	0	0	CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 55204648400325	20 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	10 000,00 € 50,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	4
Sous total				0	0	0		2 907 000,00 €	2 907 000,00 €	2 897 000,00 € 99,66 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	10 000,00 € 0,34 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %		0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %		
21	Démolition de logements locatifs sociaux																													
Sous total																														
22	Recyclage de copropriétés dégradées																													
Sous total																														
23	Recyclage de l'habitat ancien dégradé																													
Sous total																														
24	Aménagement d'ensemble																													
Sous total																														
31	Reconstitution de l'offre de logements locatif sociaux																													
C0717-31-0001	18 Rue Vigier Savigny-sur-Orge - 4 PLUS -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	10	6	4	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	104 400,00 € 5,60 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	424 710,64 € 22,79 %	1 094 616,59 € 58,73 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	240 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 337 416,59 € 71,76 %	1 094 616,59 € 58,73 %	242 800,00 € 13,03 %	130 800,00 € 7,02 %	112 000,00 € 6,01 %	2017 S2 /	6
C0717-31-0002	Sentier de la Montagne Pavée/Avenue des	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	19	11	8	LES RESIDENCES SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 30843546000115	[illegible]	[illegible]	191 400,00 € 5,68 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 179 715,36 € 94,32 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 978 588,85 € 88,36 %	2 514 788,85 € 74,60 %	463 800,00 € 13,76 %	239 800,00 € 7,11 %	224 000,00 € 6,64 %	2017 S2 /	8
C0717-31-0003	14-16 Rue Chamberlain Savigny-sur-Orge -	NPN	QP091030	5	3	2	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE	[illegible]	[illegible]	52 200,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	218 662,26 €	617 320,52 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	60 000,00 €	0,00 €	0,00 €	738 720,52 €	617 320,52 €	121 400,00 €	65 400,00 €	56 000,00 €	2017	6

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

			SAVIGNY SUR ORGE				58214281600310			5,51 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	23,06 %	65,11 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	77,91 %	65,11 %	12,80 %	6,90 %	5,91 %	S2 /	
C0717-31-0004	16 Rue Alfred De Musset Savigny-sur-Orge -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	9	5	4	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	87 000,00 € 5,71 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	299 963,10 € 19,68 %	957 107,10 € 62,80 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	180 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 178 107,10 € 77,30 %	957 107,10 € 62,80 %	221 000,00 € 14,50 %	109 000,00 € 7,15 %	112 000,00 € 7,35 %	2017 S2 /	6
C0717-31-0005	279 Bd Aristide Briand Savigny-sur-Orge - 2	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	5	3	2	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	52 200,00 € 3,37 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	354 180,55 € 22,85 %	1 083 679,45 € 69,91 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	60 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 205 079,45 € 77,74 %	1 083 679,45 € 69,91 %	121 400,00 € 7,83 %	65 400,00 € 4,22 %	56 000,00 € 3,61 %	2017 S2 /	6
C0717-31-0006	8-10 Bd Aristide Briand Savigny-sur-Orge - 8	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	20	12	8	BATIGERE EN ILE DE FRANCE 58200010500160	3 201 607,56 €	3 511 516,19 €	208 800,00 € 5,95 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	124 000,00 € 3,53 %	3 178 716,19 € 90,52 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 551 668,00 € 72,67 %	2 066 068,00 € 58,84 %	485 600,00 € 13,83 %	261 600,00 € 7,45 %	224 000,00 € 6,38 %	2019 S1 /	6
C0717-31-0007	91 Rue du Billoir Savigny-sur-Orge - 6 PLAI	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	6	6	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	104 400,00 € 9,69 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	72 000,00 € 6,68 %	0,00 € 0,00 %	248 557,13 € 23,06 %	532 878,27 € 49,44 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	120 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	663 678,27 € 61,58 %	532 878,27 € 49,44 %	130 800,00 € 12,14 %	130 800,00 € 12,14 %	0,00 € 0,00 %	2018 S2 /	6
C0717-31-0008	Moulin de Grais Verrières-le-Buisson -	NPN	QP091030 VERRIERES LE	18	18	0	EMMAUS HABITAT 54210157100066	2 734 018,68 €	2 884 389,70 €	313 200,00 € 10,86 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	216 000,00 € 7,49 %	90 000,00 € 3,12 %	2 265 189,70 € 78,53 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 733 261,00 € 60,09 %	1 340 861,00 € 46,49 %	392 400,00 € 13,60 %	392 400,00 € 13,60 %	0,00 € 0,00 %	2021 S2 /	12
C0717-31-0009	Moulin de Grais Verrières-le-Buisson -	NPN	QP091030 VERRIERES LE	17	17	0	EMMAUS HABITAT 54210157100066	2 831 856,34 €	2 987 608,43 €	295 800,00 € 9,90 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	204 000,00 € 6,83 %	85 000,00 € 2,85 %	2 402 808,43 € 80,43 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 544 392,00 € 51,69 %	1 173 792,00 € 39,29 %	370 600,00 € 12,40 %	370 600,00 € 12,40 %	0,00 € 0,00 %	2020 S1 /	20
C0717-31-0010	11 Rue Chateaubriand Savigny-sur-Orge - 6	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	15	9	6	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	2 701 441,00 €	2 971 585,10 €	156 600,00 € 5,27 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 814 985,10 € 94,73 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	364 200,00 € 12,26 %	0,00 € 0,00 %	364 200,00 € 12,26 %	196 200,00 € 6,60 %	168 000,00 € 5,65 %	2017 S2 /	14
C0717-31-0011	66 - 68 Avenue des Marronniers	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	54	32	22	1001 VIES HABITAT 57201545100287	9 753 024,00 €	10 289 440,00 €	556 800,00 € 5,41 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	9 394 640,00 € 91,30 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	338 000,00 € 3,28 %	0,00 € 0,00 %	7 774 640,00 € 75,56 %	6 461 040,00 € 62,79 %	1 313 600,00 € 12,77 %	697 600,00 € 6,78 %	616 000,00 € 5,99 %	2023 S2 /	5
C0717-31-0012	10-12 rue de Giroflées - Savigny-sur-Orge -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	4	0	4	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	4 500,00 € 0,68 %	0,00 € 0,00 %	149 000,36 € 22,63 %	385 008,95 € 58,47 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	120 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	497 008,95 € 75,47 %	385 008,95 € 58,47 %	112 000,00 € 17,01 %	0,00 € 0,00 %	112 000,00 € 17,01 %	2018 S2 /	8
C0717-31-0013	55-57 Boulavard Aristide Briand -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	7	7	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	121 800,00 € 8,69 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	84 000,00 € 5,99 %	0,00 € 0,00 %	317 068,25 € 22,63 %	815 489,75 € 58,19 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	63 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	968 079,75 € 69,08 %	815 479,75 € 58,19 %	152 600,00 € 10,89 %	152 600,00 € 10,89 %	0,00 € 0,00 %	2019 S2 /	12
C0717-31-0014	72-74 Boulevard Aristide Briand -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	8	8	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	139 200,00 € 9,42 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	96 000,00 € 6,50 %	0,00 € 0,00 %	334 260,15 € 22,63 %	814 880,85 € 55,16 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	93 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	989 280,25 € 66,96 %	814 880,25 € 55,16 %	174 400,00 € 11,80 %	174 400,00 € 11,80 %	0,00 € 0,00 %	2019 S2 /	12
C0717-31-0015	239-243 Boulevard Aristide Briand -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	6	6	0	1001 VIES HABITAT 57201545100287	1 122 200,00 €	1 234 420,00 €	104 400,00 € 8,46 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	262 220,00 € 21,24 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	867 800,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	130 800,00 € 10,60 %	0,00 € 0,00 %	130 800,00 € 10,60 %	130 800,00 € 10,60 %	0,00 € 0,00 %	2020 S2 /	10
C0717-31-0018	5 rue Henri Dunant - Savigny-sur-Orge - 20	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	20	20	0	ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE 31551880300046	[illegible]	3 367 387,76 €	348 000,00 € 10,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	100 000,00 € 2,97 %	950 387,76 € 28,22 %	1 533 000,00 € 45,52 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	436 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 969 000,00 € 58,47 %	1 533 000,00 € 45,52 %	436 000,00 € 12,95 %	436 000,00 € 12,95 %	0,00 € 0,00 %	2019 S2 /	14
C0717-31-0021	39 Avenue de Champagne Morangis - 3	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	10	7	3	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	121 800,00 € 5,93 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	75 222,14 € 3,66 %	0,00 € 0,00 %	1 856 660,24 € 90,41 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 708 966,56 € 83,21 %	1 472 366,56 € 71,69 %	236 600,00 € 11,52 %	152 600,00 € 7,43 %	84 000,00 € 4,09 %	2018 S2 /	6
C0717-31-0022	34 Route de Longpont	NPN	QP091030 VILLEMOISSON SUR	20	12	8	ICF LA SABLIERE SA D'HLM 55202210500357	2 904 490,43 €	3 194 939,48 €	208 800,00 € 6,54 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	124 000,00 € 3,88 %	2 792 139,48 € 87,39 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	70 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 792 139,48 € 87,39 %	2 306 539,48 € 72,19 %	485 600,00 € 15,20 %	261 600,00 € 8,19 %	224 000,00 € 7,01 %	2021 S2 /	10
C0717-31-0024	Reconstitution de 220 logements sur site -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	220	75	145	1001 VIES HABITAT 57201545100287	33 332 500,00 €	36 665 750,00 €	900 000,00 € 2,45 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	35 765 750,00 € 97,55 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	34 750 750,00 € 94,78 %	32 465 750,00 € 88,55 %	2 285 000,00 € 6,23 %	1 125 000,00 € 3,07 %	1 160 000,00 € 3,16 %	2024 S1 /	17
C0717-31-0029	ORLY - Opération à identifier sur secteur	NPN	QP094031 ORLY 94054	28	17	11	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	295 800,00 € 5,74 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	168 000,00 € 3,26 %	56 000,00 € 1,09 %	4 633 160,00 € 89,91 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 928 653,00 € 76,24 %	3 250 053,00 € 63,07 %	678 600,00 € 13,17 %	370 600,00 € 7,19 %	308 000,00 € 5,98 %	2023 S1 /	3
C0717-31-0030	ORLY - Navigateurs C5 - 66 LLS (dont 30%	NPN	QP094031 ORLY 94054	66	20	46	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	240 000,00 € 2,05 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	132 000,00 € 1,13 %	11 329 776,00 € 96,82 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	10 425 337,00 € 89,09 %	9 757 337,00 € 83,38 %	668 000,00 € 5,71 %	300 000,00 € 2,56 %	368 000,00 € 3,14 %	2022 S2 /	3
C0717-31-0031	Orly zac aurore lot 8D - en QPV - 19 PLUS /	NPN	QP094031 ORLY 94054	28	9	19	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	108 000,00 € 1,94 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	191 800,00 € 3,45 %	56 000,00 € 1,01 %	5 207 671,91 € 93,60 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 947 672,00 € 70,96 %	3 660 672,00 € 65,80 %	287 000,00 € 5,16 %	135 000,00 € 2,43 %	152 000,00 € 2,73 %	2023 S2 /	5
C0717-31-0032	ORLY - Sénia (Pk Air France) - 40 LLS dont	NPN	QP094031 ORLY 94054	40	24	16	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	417 600,00 € 5,80 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	240 000,00 € 3,33 %	80 000,00 € 1,11 %	6 464 491,00 € 89,76 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	5 479 390,00 € 76,08 %	4 508 190,00 € 62,60 %	971 200,00 € 13,48 %	523 200,00 € 7,26 %	448 000,00 € 6,22 %	2023 S2 /	3
C0717-31-0033	ORLY - ZAC Carrières - lot 2 - Hors QPV - 6	NPN	QP094031 ORLY 94054	10	6	4	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	104 400,00 € 5,04 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 919 475,00 € 92,73 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	46 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 789 399,00 € 86,45 %	1 546 599,00 € 74,72 %	242 800,00 € 11,73 %	130 800,00 € 6,32 %	112 000,00 € 5,41 %	2022 S2 /	5
C0717-31-0034	Vitry Zac Rouget de Lisle Lot H 10/16 Rue	NPN	QP094031 VITRY SUR SEINE	5	4	1	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	69 600,00 € 9,14 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	10 000,00 € 1,31 %	682 143,33 € 89,55 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	532 143,00 € 69,86 %	416 943,00 € 54,74 %	115 200,00 € 15,12 %	87 200,00 € 11,45 %	28 000,00 € 3,68 %	2019 S2 /	8
C0717-31-0035	IVRY SUR SEINE Lot 3H Zac Confluences,	NPN	QP094031 IVRY SUR SEINE	14	12	2	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	208 800,00 € 8,84 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	84 000,00 € 3,56 %	28 000,00 € 1,19 %	2 040 294,30 € 86,41 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 648 294,00 € 69,81 %	1 330 694,00 € 56,36 %	317 600,00 € 13,45 %	261 600,00 € 11,08 %	56 000,00 € 2,37 %	2019 S2 /	9
C0717-31-0036	Reste à identifier 20 LLS hors QPV dont 15	NPN	QP094031	20	15	5	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	261 000,00 € 5,90 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	137 000,00 € 3,10 %	40 000,00 € 0,90 %	3 982 641,00 € 90,09 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 166 641,00 € 71,63 %	2 699 641,00 € 61,07 %	467 000,00 € 10,56 %	327 000,00 € 7,40 %	140 000,00 € 3,17 %	2024 S2 /	5
C0717-31-0037	Ivry - Opération à identifier Reconstitution de	NPR	QP094008 IVRY SUR SEINE	68	58	10	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	7 221 976,00 €	7 944 162,18 €	696 000,00 € 8,76 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 656 162,18 € 83,79 %	592 000,00 € 7,45 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 506 976,00 € 81,91 %	5 556 976,00 € 69,95 %	950 000,00 € 11,96 %	870 000,00 € 10,95 %	80 000,00 € 1,01 %	2024 S1 /	4
C0717-31-0038	Ivry - OPERATION Pioline 41 LLS (34 PLUS	NPR	QP094008 IVRY SUR SEINE	41	7	34	COOP IVRY HABITAT, SOCIETE ANONYME COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF D'HABITATIONS A LOYER MODERE, SOCIETE A CAPITAL VARIA 30405017200044	[illegible]	[illegible]	[illegible] 1,20 %	[illegible] 0,00 %	[illegible] 4,39 %	[illegible] 0,00 %	355 000,00 € 5,07 %	82 000,00 € 1,17 %	6 177 514,00 € 88,17 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	5 146 631,00 € 73,46 %	4 769 631,00 € 68,08 %	377 000,00 € 5,38 %	105 000,00 € 1,50 %	272 000,00 € 3,88 %	2019 S2 /	3
C0717-31-0040	14 rue Henri Dunant - Savigny-sur-Orge - 9	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	9	9	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	156 600,00 € 11,68 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 183 627,01 € 88,32 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 138 463,00 € 84,95 %	942 263,00 € 70,31 %	196 200,00 € 14,64 %	196 200,00 € 14,64 %	0,00 € 0,00 %	2019 S2 /	6
C0717-31-0048	Choisy - Reconstitution de 70 LLS sur site,	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	70	28	42	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	336 000,00 € 3,06 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	420 000,00 € 3,83 %	140 000,00 € 1,28 %	10 082 913,00 € 91,84 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	9 275 833,00 € 84,49 %	8 519 833,00 € 77,60 %	756 000,00 € 6,89 %	420 000,00 € 3,83 %	336 000,00 € 3,06 %	2023 S1 /	5
C0717-31-0049	Choisy - Reconstitution sur site de 25 LLS	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	25	10	15	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	120 000,00 € 2,88 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	150 000,00 € 3,59 %	50 000,00 € 1,20 %	3 853 561,00 € 92,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 576 408,00 € 85,69 %	3 306 408,00 € 79,22 %	270 000,00 € 6,47 %	150 000,00 € 3,59 %	120 000,00 € 2,88 %	2023 S1 /	5
C0717-31-0052	Choisy - Reconstitution de 26 LLS Chevreul,	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	26	22	4	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	382 800,00 € 8,93 %	0,00 € 0,00 %	190 000,00 € 4,43 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	52 000,00 € 1,21 %	3 662 939,01 € 85,43 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 236 278,00 € 75,48 %	2 644 678,00 € 61,68 %	591 600,00 € 13,80 %	479 600,00 € 11,19 %	112 000,00 € 2,61 %	2024 S2 /	5
C0717-31-0053	Choisy - Reconstitution de 53 LLS restant à	NPN	QP094032 CHOISY LE ROI 94022	53	44	9	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	765 600,00 € 8,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	318 000,00 € 3,46 %	106 000,00 € 1,15 %	7 995 888,00 € 87,05 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	7 375 705,00 € 80,30 %	6 164 505,00 € 67,11 %	1 211 200,00 € 13,19 %	959 200,00 € 10,44 %	252 000,00 € 2,74 %	2024 S2 /	5
C0717-31-0054	155 Route de Fleury - Viry-Châtillon - 5	NPN	QP091026 GRIGNY 91286	14	9	5	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	156 600,00 € 4,83 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 787 894,00 € 85,93 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	300 000,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 346 339,90 € 72,32 %	2 010 139,90 € 61,96 %	336 200,00 € 10,36 %	196 200,00 € 6,05 %	140 000,00 € 4,32 %	2019 S1 /	8
C0717-31-0055	ZAC Centre ville Grigny - Lot D6 - 10 PLAI	NPN	QP091026 GRIGNY 91286	10	10	0	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	1 445 278,00 €	1 589 805,80 €	174 000,00 € 10,94 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 273 771,80 € 80,12 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	142 034,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 129 244,00 € 71,03 %	911 244,00 € 57,32 %	218 000,00 € 13,71 %	218 000,00 € 13,71 %	0,00 € 0,00 %	2020 S2 /	6
C0717-31-0056	45-47 Boulevard Aristide Briand	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	11	7	4	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	121 800,00 € 6,01 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 906 176,38 € 93,99 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 609 328,42 € 79,36 %	1 344 728,42 € 66,31 %	264 600,00 € 13,05 %	152 600,00 € 7,52 %	112 000,00 € 5,52 %	2020 S2 /	6
C0717-31-0058	1-5 rue de Viry -Savigny-sur-Orge - 10 PLAI	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	10	10	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	174 000,00 € 9,59 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 641 230,62 € 90,41 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 522 185,33 € 83,86 %	1 304 185,33 € 71,85 %	218 000,00 € 12,01 %	218 000,00 € 12,01 %	0,00 € 0,00 %	2021 S1 /	6
C0717-31-0059	19-27 rue de CHATEAUBRIAND -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	47	34	13	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	10 239 138,00 €	10 792 187,00 €	591 600,00 € 5,48 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	222 000,00 € 2,06 %	9 978 587,00 € 92,46 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 899 368,30 € 82,46 %	7 794 168,30 € 72,22 %	1 105 200,00 € 10,24 %	741 200,00 € 6,87 %	364 000,00 € 3,37 %	2021 S2 /	8
C0717-31-0060	Ivry s/ Seine -ZAC Confluences - Lot 4E	NPN	QP094031 IVRY SUR SEINE	32	32	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	556 800,00 € 8,79 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	5 700 919,00 € 89,95 %	80 000,00 € 1,26 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	5 060 919,00 € 79,85 %	4 363 319,00 € 68,85 %	697 600,00 € 11,01 %	697 600,00 € 11,01 %	0,00 € 0,00 %	2021 S2 /	8
C0717-31-0061	Valenton_ Résidence InterG_8-10 Rue du	NPN	QP094038 VALENTON 94074	54	27	27	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	469 800,00 € 5,24 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 488 158,77 € 94,76 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	7 144 464,96 € 79,76 %	5 799 864,96 € 64,75 %	1 344 600,00 € 15,01 %	588 600,00 € 6,57 %	756 000,00 € 8,44 %	2019 S2 /	4
C0717-31-0062	Valenton_Joliot-Curie_39 Rue	NPN	QP094038 VALENTON 94074	29	15	14	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE 58214281600310	[illegible]	[illegible]	261 000,00 € 4,53 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	267 800,00 € 4,65 %	0,00 € 0,00 %	5 235 677,87 € 90,83 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	4 371 006,20 € 75,83 %	3 652 006,20 € 63,35 %	719 000,00 € 12,47 %	327 000,00 € 5,67 %	392 000,00 € 6,80 %	2022 S2 /	5
C0717-31-0066	IVRY SUR SEINE-ZAC	NPN	QP094031	13	13	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	226 200,00 € 8,24 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	26 000,00 € 0,95 %	2 494 367,00 € 90,82 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 909 368,00 € 69,52 %	1 625 968,00 € 59,20 %	283 400,00 € 10,32 %	283 400,00 € 10,32 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	6
C0717-31-0067	IVRY SUR SEINE-ZAC	NPN	QP094031 IVRY SUR SEINE	12	12	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	208 800,00 € 8,68 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	24 000,00 € 1,00 %	2 173 268,00 € 90,32 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 633 268,00 € 67,88 %	1 371 668,00 € 57,01 %	261 600,00 € 10,87 %	261 600,00 € 10,87 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	6
C0717-31-0068	IVRY SUR SEINE-ZAC	NPN	QP094031 IVRY SUR SEINE	14	14	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU VAL DE MARNE 78576955500042	[illegible]	[illegible]	243 600,00 € 8,02 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	35 000,00 € 1,15 %	2 757 057,00 € 90,82 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 127 057,00 € 70,07 %	1 821 857,00 € 60,02 %	305 200,00 € 10,05 %	305 200,00 € 10,05 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	6
C0717-31-0071	construction d'une résidence sociale de 175	NPN	QP094021 L HAY LES ROSES	88	88	0	BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES 51046966100035	6 077 668,00 €	7 192 046,00 €	1 056 000,00 € 14,68 %	0,00 € 0,00 %	405 000,00 € 5,63 %	0,00 € 0,00 %	595 000,00 € 8,27 %	0,00 € 0,00 %	5 136 046,00 € 71,41 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 443 604,00 € 33,98 %	1 123 604,00 € 15,62 %	1 320 000,00 € 18,35 %	1 320 000,00 € 18,35 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	7
C0717-31-0073	L'Haÿ-les-Roses - Reconstitution de 100 LLS	NPN	QP094018 L HAY LES ROSES	100	70	30	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	15 140 000,00 €	15 908 350,00 €	840 000,00 € 5,28 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	940 667,00 € 5,91 %	0,00 € 0,00 %	14 127 683,00 € 88,81 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	13 359 333,00 € 83,98 %	12 069 333,00 € 75,87 %	1 290 000,00 € 8,11 %	1 050 000,00 € 6,60 %	240 000,00 € 1,51 %	2023 S2 /	10
C0717-31-0074	Opération à identifier 50 PLAI à	NPN	QP094018 L HAY LES ROSES	50	50	0	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	7 570 000,00 €	7 986 350,00 €	870 000,00 € 10,89 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	515 667,00 € 6,46 %	0,00 € 0,00 %	6 600 683,00 € 82,65 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 184 333,00 € 77,44 %	5 094 333,00 € 63,79 %	1 090 000,00 € 13,65 %	1 090 000,00 € 13,65 %	0,00 € 0,00 %	2025 S2 /	8
C0717-31-0075	L'Haÿ-les-Roses - Reconstitution 3F - 50	NPN	QP094018 L HAY LES ROSES	50	0	50	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	9 198 000,00 €	9 703 890,00 €	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	9 703 890,00 € 100,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	400 000,00 € 4,12 %	0,00 € 0,00 %	400 000,00 € 4,12 %	0,00 € 0,00 %	400 000,00 € 4,12 %	2022 S2 /	8
C0717-31-0079	Vitry - Zac Rouget de Lisle Ilot G - hors QPV	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	20	12	8	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	4 261 019,40 €	208 800,00 € 4,90 %	0,00 € 0,00 %	84 000,00 € 1,97 %	0,00 € 0,00 %	174 000,00 € 4,08 %	40 000,00 € 0,94 %	3 754 219,40 € 88,11 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 250 644,38 € 76,29 %	2 765 044,38 € 64,89 %	485 600,00 € 11,40 %	261 600,00 € 6,14 %	224 000,00 € 5,26 %	2021 S1 /	4
C0717-31-0081	Lot B sur site Villejuif -24 PLAI ET 37 PLUS	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	61	24	37	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	9 396 504,07 €	288 000,00 € 3,06 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	475 000,00 € 5,06 %	0,00 € 0,00 %	8 633 504,07 € 91,88 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	7 545 354,07 € 80,30 %	6 889 354,07 € 73,32 %	656 000,00 € 6,98 %	360 000,00 € 3,83 %	296 000,00 € 3,15 %	2025 S2 /	10
C0717-31-0082	Vitry - ZAC Ardoines Ilot DE1b - hors QPV -	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	48	48	0	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	9 233 859,80 €	835 200,00 € 9,04 %	0,00 € 0,00 %	201 600,00 € 2,18 %	0,00 € 0,00 %	456 000,00 € 4,94 %	96 000,00 € 1,04 %	7 645 059,80 € 82,79 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 637 729,64 € 71,88 %	5 591 329,64 € 60,55 %	1 046 400,00 € 11,33 %	1 046 400,00 € 11,33 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	4
C0717-31-0083	Lot A sur site Villejuif 3 PLAI et 5 PLUS	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	8	3	5	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	1 595 994,52 €	36 000,00 € 2,26 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	62 000,00 € 3,88 %	0,00 € 0,00 %	1 497 994,52 € 93,86 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 293 868,52 € 81,07 %	1 208 868,52 € 75,74 %	85 000,00 € 5,33 %	45 000,00 € 2,82 %	40 000,00 € 2,51 %	2025 S2 /	10
C0717-31-0084	Lot Frange nord sur site Villejuif -7 PLAI et 4	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	11	7	4	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	1 790 753,54 €	84 000,00 € 4,69 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	91 000,00 € 5,08 %	0,00 € 0,00 %	1 615 753,54 € 90,23 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 342 789,54 € 74,98 %	1 205 789,54 € 67,33 %	137 000,00 € 7,65 %	105 000,00 € 5,86 %	32 000,00 € 1,79 %	2025 S1 /	10
C0717-31-0085	Hors site 42-58 STALINGRAD -19 PLAI/7	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	26	19	7	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	5 103 006,51 €	330 600,00 € 6,48 %	0,00 € 0,00 %	213 484,42 € 4,18 %	0,00 € 0,00 %	233 000,00 € 4,57 %	0,00 € 0,00 %	4 325 922,09 € 84,77 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	4 011 853,08 € 78,62 %	3 401 653,08 € 66,66 %	610 200,00 € 11,96 %	414 200,00 € 8,12 %	196 000,00 € 3,84 %	2022 S1 /	6
C0717-31-0086	ZAC Campus Grand Parc - 32 PLAI/12	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	44	32	12	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	9 494 019,32 €	556 800,00 € 5,86 %	0,00 € 0,00 %	400 146,96 € 4,21 %	0,00 € 0,00 %	372 000,00 € 3,92 %	0,00 € 0,00 %	8 165 072,36 € 86,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	7 542 496,01 € 79,44 %	6 508 896,01 € 68,56 %	1 033 600,00 € 10,89 %	697 600,00 € 7,35 %	336 000,00 € 3,54 %	2022 S1 /	6
C0717-31-0087	Opération hors site non identifié 47 PLAI et	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	61	47	14	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	11 046 523,17 €	817 800,00 € 7,40 %	0,00 € 0,00 %	376 420,96 € 3,41 %	0,00 € 0,00 %	521 000,00 € 4,72 %	0,00 € 0,00 %	9 331 302,21 € 84,47 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 503 381,21 € 76,98 %	7 086 781,21 € 64,15 %	1 416 600,00 € 12,82 %	1 024 600,00 € 9,28 %	392 000,00 € 3,55 %	2024 S1 /	16
C0717-31-0088	Villejuif - sur site - Eugène Candon - 8 PLAI /	NPN	QP094021 VILLEJUIF 94076	20	8	12	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	3 927 101,41 €	96 000,00 € 2,44 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	170 000,00 € 4,33 %	128 806,00 € 3,28 %	3 532 295,41 € 89,95 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 999 275,41 € 76,37 %	2 783 275,41 € 70,87 %	216 000,00 € 5,50 %	120 000,00 € 3,06 %	96 000,00 € 2,44 %	2022 S1 /	6
C0717-31-0089	Ilot Cbis - hors site Kremlin Bicêtre - 23 PLAI	NPR	QP094015 LE KREMLIN	37	23	14	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	7 703 676,54 €	400 200,00 € 5,19 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	323 500,00 € 4,20 %	0,00 € 0,00 %	6 979 976,54 € 90,61 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 439 873,39 € 83,59 %	5 546 473,39 € 72,00 %	893 400,00 € 11,60 %	501 400,00 € 6,51 %	392 000,00 € 5,09 %	2024 S1 /	5
C0717-31-0090	Ilot C - hors site -Kremlin Bicêtre 18 PLAI et	NPR	QP094015 LE KREMLIN	29	18	11	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	6 399 506,16 €	313 200,00 € 4,89 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	253 500,00 € 3,96 %	0,00 € 0,00 %	5 832 806,16 € 91,14 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	5 354 512,03 € 83,67 %	4 654 112,03 € 72,73 %	700 400,00 € 10,94 %	392 400,00 € 6,13 %	308 000,00 € 4,81 %	2025 S1 /	11
C0717-31-0091	KREMLIM BICÊTRE - Ilot Rossel Leclerc -	NPR	QP094015 LE KREMLIN	28	15	13	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	5 180 765,05 €	261 000,00 € 5,04 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	240 000,00 € 4,63 %	0,00 € 0,00 %	4 679 765,05 € 90,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	4 259 231,16 € 82,21 %	3 568 231,16 € 68,87 %	691 000,00 € 13,34 %	327 000,00 € 6,31 %	364 000,00 € 7,03 %	2025 S1 /	5
C0717-31-0092	KREMLIN BICÊTRE - Ilot D - hors QPV - 16	NPR	QP094015 LE KREMLIN	26	16	10	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	4 461 131,03 €	278 400,00 € 6,24 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	227 000,00 € 5,09 %	0,00 € 0,00 %	3 955 731,03 € 88,67 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 569 303,02 € 80,01 %	2 940 503,02 € 65,91 %	628 800,00 € 14,10 %	348 800,00 € 7,82 %	280 000,00 € 6,28 %	2025 S1 /	5
C0717-31-0093	Vitry - ZAC Ardoines Ilot DE4a - 25 PLAI	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	25	25	0	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	4 740 841,60 €	435 000,00 € 9,18 %	0,00 € 0,00 %	105 000,00 € 2,21 %	0,00 € 0,00 %	237 500,00 € 5,01 %	50 000,00 € 1,05 %	3 913 341,60 € 82,55 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 396 158,88 € 71,64 %	2 851 158,88 € 60,14 %	545 000,00 € 11,50 %	545 000,00 € 11,50 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	4
C0717-31-0094	VIRY QUAIS DE SEINE_14 PLAI / 60 PLUS	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	74	14	60	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	14 306 212,00 €	15 093 054,00 €	243 600,00 € 1,61 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	148 000,00 € 0,98 %	14 701 454,00 € 97,41 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	13 192 148,00 € 87,41 %	11 206 948,00 € 74,25 %	1 985 200,00 € 13,15 %	305 200,00 € 2,02 %	1 680 000,00 € 11,13 %	2022 S2 /	8
C0717-31-0095	Vitry -Secteur Defresne Ilot 1 - en QPV - 20	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	56	20	36	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	9 880 000,00 €	240 000,00 € 2,43 %	0,00 € 0,00 %	235 200,00 € 2,38 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	583 200,00 € 5,90 %	8 821 600,00 € 89,29 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 019 381,82 € 81,17 %	7 431 381,82 € 75,22 %	588 000,00 € 5,95 %	300 000,00 € 3,04 %	288 000,00 € 2,91 %	2025 S2 /	5
C0717-31-0096	Vitry -Secteur Defresne Ilot 4 - en QPV - 5	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	27	5	22	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	5 890 000,00 €	60 000,00 € 1,02 %	0,00 € 0,00 %	113 400,00 € 1,93 %	0,00 € 0,00 %	217 900,00 € 3,70 %	54 000,00 € 0,92 %	5 444 700,00 € 92,44 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	4 692 554,54 € 79,67 %	4 441 554,54 € 75,41 %	251 000,00 € 4,26 %	75 000,00 € 1,27 %	176 000,00 € 2,99 %	2025 S2 /	5
C0717-31-0097	Vitry - ZAC Ardoines Ilot Bas3b - hors QPV -	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	24	24	0	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	4 560 000,50 €	417 600,00 € 9,16 %	0,00 € 0,00 %	100 800,00 € 2,21 %	0,00 € 0,00 %	232 800,00 € 5,11 %	48 000,00 € 1,05 %	3 760 800,50 € 82,47 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 268 145,50 € 71,67 %	2 744 945,50 € 60,20 %	523 200,00 € 11,47 %	523 200,00 € 11,47 %	0,00 € 0,00 %	2023 S2 /	5
C0717-31-0098	Vitry - hors site - ZAC Seine Gare CA61 - 13	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	45	13	32	VALDEVY OFFICE PUBLIC DE L'HABIT 27940007100015	[illegible]	9 776 240,10 €	226 200,00 € 2,31 %	0,00 € 0,00 %	189 000,00 € 1,93 %	0,00 € 0,00 %	372 500,00 € 3,81 %	90 000,00 € 0,92 %	8 898 540,10 € 91,02 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	7 428 616,45 € 75,99 %	6 249 216,45 € 63,92 %	1 179 400,00 € 12,06 %	283 400,00 € 2,90 %	896 000,00 € 9,17 %	2024 S2 /	5
C0717-31-0099	20 logements 13-21 avenue Gambetta -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	20	20	0	1001 VIES HABITAT 57201545100287	4 444 622,50 €	4 889 084,75 €	348 000,00 € 7,12 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	180 000,00 € 3,68 %	4 361 084,75 € 89,20 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 539 813,00 € 72,40 %	3 103 813,00 € 63,48 %	436 000,00 € 8,92 %	436 000,00 € 8,92 %	0,00 € 0,00 %	2022 S2 /	5
C0717-31-0102	Vitry-sur-Seine/ ZAC Gare Ardoines 77 rue	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	48	30	18	IMMOBILIERE PARIS SUD EST 60206113700033	10 249 732,07 €	10 813 467,34 €	522 000,00 € 4,83 %	0,00 € 0,00 %	361 011,00 € 3,34 %	0,00 € 0,00 %	429 600,00 € 3,97 %	530 718,00 € 4,91 %	8 970 138,34 € 82,95 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	7 842 085,56 € 72,52 %	6 684 085,56 € 61,81 %	1 158 000,00 € 10,71 %	654 000,00 € 6,05 %	504 000,00 € 4,66 %	2023 S1 /	4

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C0717-31-0105	Reconstitution de 69 PLUS-PLAI sur site	NPN	QP094038 VALENTON 94074	69	30	39	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATION 58214281600310	17 393 305,20 €	19 [illegible]	360 000,00 € 3,30 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	591 300,00 € 5,42 %	0,00 € 0,00 %	9 967 950,00 € 91,29 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 330 062,50 € 76,29 %	7 568 062,50 € 69,31 %	762 000,00 € 6,98 %	450 000,00 € 4,12 %	312 000,00 € 2,86 %	2024 S2	4
C0717-31-0106	Reconstitution de 47 PLUS-PLAI sur site	NPN	QP094038 VALENTON 94074	47	20	27	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATION 58214281600310	7 530 305,20 €	7 [illegible]	240 000,00 € 3,23 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	401 900,00 € 5,40 %	0,00 € 0,00 %	6 795 850,00 € 91,37 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	5 680 187,50 € 76,37 %	5 164 187,50 € 69,43 %	516 000,00 € 6,94 %	300 000,00 € 4,03 %	216 000,00 € 2,90 %	2025 S2	4
C0717-31-0107	Vitry - hors site - 42-54 av J.Jaurès - 7PLAI	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	19	7	12	IMMOBILIERE PARIS SUD EST 60206113700033	4 464 093,02 €	4 709 618,14 €	121 800,00 € 2,59 %	0,00 € 0,00 %	79 800,00 € 1,69 %	0,00 € 0,00 %	160 300,00 € 3,40 %	222 990,00 € 4,73 %	4 124 728,14 € 87,58 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	3 559 575,00 € 75,58 %	3 070 975,00 € 65,21 %	488 600,00 € 10,37 %	152 600,00 € 3,24 %	336 000,00 € 7,13 %	2023 S2	5
C0717-31-0108	Vitry - hors site - Zac Seine Gare CA22 - 20	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	40	20	20	IMMOBILIERE PARIS SUD EST 60206113700033	10 502 385,51 €	11 080 016,72 €	348 000,00 € 3,14 %	0,00 € 0,00 %	168 000,00 € 1,52 %	0,00 € 0,00 %	348 000,00 € 3,14 %	458 990,00 € 4,14 %	9 757 026,72 € 88,06 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 427 424,00 € 76,06 %	7 431 424,00 € 67,07 %	996 000,00 € 8,99 %	436 000,00 € 3,94 %	560 000,00 € 5,05 %	2024 S2	5
C0717-31-0109	Vitry - hors site - Zac Seine Gare CA73 - 17	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	30	17	13	IMMOBILIERE PARIS SUD EST 60206113700033	8 041 343,14 €	8 483 617,00 €	295 800,00 € 3,49 %	0,00 € 0,00 %	126 000,00 € 1,49 %	0,00 € 0,00 %	265 000,00 € 3,12 %	352 990,00 € 4,16 %	7 443 827,00 € 87,74 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 425 793,00 € 75,74 %	5 691 193,00 € 67,08 %	734 600,00 € 8,66 %	370 600,00 € 4,37 %	364 000,00 € 4,29 %	2024 S2	5
C0717-31-0114	Reconstitution restant à identifier 56	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	56	27	29	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	9 723 785,13 €	11 668 542,14 €	469 800,00 € 4,03 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	11 198 742,14 € 95,97 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 400 600,00 € 12,00 %	0,00 € 0,00 %	1 400 600,00 € 12,00 %	588 600,00 € 5,04 %	812 000,00 € 6,96 %	2023 S2	14
C0717-31-0115	Reconstitution de l'offre restant à identifier	NPN	QP091026 VIRY CHATILLON	109	92	17	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	18 926 653,19 €	20 147 713,69 €	1 600 800,00 € 7,95 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	18 546 913,69 € 92,05 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 481 600,00 € 12,32 %	0,00 € 0,00 %	2 481 600,00 € 12,32 %	2 005 600,00 € 9,95 %	476 000,00 € 2,36 %	2023 S2	14
C0717-31-0116	Orly / hors Ville / Parcs en scène Lot 4.1 /29	NPN	QP091026 ORLY 94054	49	29	20	IMMOBILIERE 3F 55214153300018	10 360 123,00 €	10 919 650,00 €	504 600,00 € 4,62 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	412 900,00 € 3,78 %	0,00 € 0,00 %	10 002 150,00 € 91,60 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	8 205 635,00 € 75,15 %	7 013 435,00 € 64,23 %	1 192 200,00 € 10,92 %	632 200,00 € 5,79 %	560 000,00 € 5,13 %	2023 S1	10
C0717-31-0120	Vitry-sur-Seine/ Rue Germain Defresne / 18	NPN	QP094012 VITRY SUR SEINE	45	18	27	IMMOBILIERE PARIS SUD EST 60206113700033	8 034 524,14 €	8 476 422,97 €	216 000,00 € 2,55 %	0,00 € 0,00 %	189 000,00 € 2,23 %	0,00 € 0,00 %	351 000,00 € 4,14 %	332 856,00 € 3,93 %	7 387 566,97 € 87,15 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 370 372,00 € 75,15 %	5 884 372,00 € 69,42 %	486 000,00 € 5,73 %	270 000,00 € 3,19 %	216 000,00 € 2,55 %	2022 S2	5
C0717-31-0130	Orly Zac Aurore lot 8A - en QPV - 14 PLUS /	NPN	QP094031 ORLY 94054	20	6	14	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HA 78576955500042	3 621 186,03 €	3 [illegible] DU 94	72 000,00 € 1,88 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	137 000,00 € 3,57 %	40 000,00 € 1,04 %	3 585 164,10 € 93,51 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 685 164,00 € 70,03 %	2 483 164,00 € 64,76 %	202 000,00 € 5,27 %	90 000,00 € 2,35 %	112 000,00 € 2,92 %	2022 S2	5
C0717-31-0133	11 logements PLA-I rue du Billoir -	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	11	11	0	1001 VIES HABITAT 57201545100287	1 609 861,00 €	1 770 847,10 €	191 400,00 € 10,81 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	55 000,00 € 3,11 %	1 524 447,10 € 86,09 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 249 447,00 € 70,56 %	1 009 647,00 € 57,01 %	239 800,00 € 13,54 %	239 800,00 € 13,54 %	0,00 € 0,00 %	2023 S2	5
C0717-31-0136	FAT macro ligne - reconstitution de 70 PLAI	NPN	QP094038 VALENTON 94074	70	70	0	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATION 58214281600310	17 393 305,20 €	19 [illegible]	1 218 000,00 € 10,07 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	10 882 000,00 € 89,93 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	6 526 000,00 € 53,93 %	5 000 000,00 € 41,32 %	1 526 000,00 € 12,61 %	1 526 000,00 € 12,61 %	0,00 € 0,00 %	2025 S2	8
C0717-31-0137	VITRY-SUR-SEINE - ZAC Seine-Gare - Lot	NPN	QP094031 VITRY SUR SEINE	8	8	0	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HA 78576955500042	2 [illegible]	2 [illegible] DU 94	139 200,00 € 7,51 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	54 800,00 € 2,96 %	0,00 € 0,00 %	1 660 199,00 € 89,54 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 277 956,00 € 68,92 %	1 103 556,00 € 59,52 %	174 400,00 € 9,41 %	174 400,00 € 9,41 %	0,00 € 0,00 %	2023 S2	6
C0717-31-0138	ORLY - ZAC des Carrières - lot 1 - Hors	NPN	QP094031 ORLY 94054	10	6	4	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HA 78576955500042	2 [illegible]	2 [illegible] DU 94	104 400,00 € 5,15 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	68 500,00 € 3,38 %	20 000,00 € 0,99 %	1 835 666,00 € 90,49 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 666 612,00 € 82,16 %	1 423 812,00 € 70,19 %	242 800,00 € 11,97 %	130 800,00 € 6,45 %	112 000,00 € 5,52 %	2023 S1	6
C0717-31-0139	Orly ZAC Aurore 8E - en QPV - 12 PLUS et	NPN	QP094031	17	5	12	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HA 78576955500042	3 [illegible]	3 [illegible] DU 94	60 000,00 € 1,80 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	116 450,00 € 3,50 %	34 000,00 € 1,02 %	3 117 879,00 € 93,68 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 346 942,00 € 70,51 %	2 175 942,00 € 65,38 %	171 000,00 € 5,14 %	75 000,00 € 2,25 %	96 000,00 € 2,88 %	2024 S2	5
C0717-31-0140	Reconstitution restant à identifier (2 PLAI)	NPN	QP091030 SAVIGNY SUR ORGE	2	2	0	GRAND-ORLY SEINE BIEVRE 20005801400016	262 893,29 €	277 140,67 €	34 800,00 € 12,56 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	242 340,67 € 87,44 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	43 600,00 € 15,73 %	0,00 € 0,00 %	43 600,00 € 15,73 %	43 600,00 € 15,73 %	0,00 € 0,00 %	2023 S2	14
C0717-31-0143	rue Olympe de Gouges Ivry-sur-Seine - 16	NPN	QP094035 IVRY SUR SEINE	27	16	11	SEQENS SOCIETE ANONYME D'HABITATION 58214281600310	8 [illegible]	9 [illegible]	278 400,00 € 2,96 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	9 138 819,00 € 97,04 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	1 237 667,00 € 13,14 %	580 867,00 € 6,17 %	656 800,00 € 6,97 %	348 800,00 € 3,70 %	308 000,00 € 3,27 %	2023 S2	4
C0717-31-0145	VSG / hors site en QPV / Carnot 1 / 6 PLAI	NPN	QP094038 VILLENEUVE ST	30	6	24	VALOPHIS HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HA 78576955500042	9 [illegible]	9 [illegible] DU 94	72 000,00 € 1,33 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	180 000,00 € 3,33 %	60 000,00 € 1,11 %	5 095 883,00 € 94,23 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	4 122 683,00 € 76,23 %	3 840 683,00 € 71,02 %	282 000,00 € 5,21 %	90 000,00 € 1,66 %	192 000,00 € 3,55 %	2023 S2	5
Sous total				2907	1746	1161		497 880 085,00 €	535 788 929,84 €	27 588 600,00 € 5,15 %	0,00 € 0,00 %	3 845 363,34 € 0,72 %	36 644 158,68 € 6,84 %	19 603 025,14 € 3,66 %	5 267 550,00 € 0,98 %	431 870 417,20 € 80,60 %	7 833 981,48 € 1,46 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 797 834,00 € 0,52 %	338 000,00 € 0,06 %		379 355 954,09 € 70,80 %	325 300 754,09 € 60,71 %	54 055 200,00 € 10,09 %	34 547 200,00 € 6,45 %	19 508 000,00 € 3,64 %		
32	Production d'une offre de logement temporaire																																		
Sous total																																			
33	Requalification de logements locatifs sociaux																																		
Sous total																																			
34	Résidentialisation de logements																																		
Sous total																																			
35	Actions de portage massif en copropriétés dégradées																																		
Sous total																																			
36	Accession à la propriété																																		
Sous total																																			
37	Equipements publics de proximité																																		
Sous total																																			
38	Immobilier à vocation économique																																		
Sous total																																			
39	Autres investissements																																		
Sous total																																			
41	QUARTIER FERTILE - OPÉRATIONS D'INGÉNIERIE																																		
Sous total																																			
42	QUARTIER FERTILE - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS																																		
Sous total																																			
Total général				2907	1746	1161		516 590 879,33 €	554 678 316,37 €	38 178 968,09 € 6,88 %	0,00 € 0,00 %	7 157 157,60 € 1,29 %	41 419 543,67 € 7,47 %	19 603 025,14 € 3,53 %	5 267 550,00 € 0,95 %	431 919 006,39 € 77,87 %	7 997 231,48 € 1,44 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	0,00 € 0,00 %	2 797 834,00 € 0,50 %	338 000,00 € 0,06 %		379 355 954,09 € 68,39 %	325 300 754,09 € 58,65 %	54 055 200,00 € 9,75 %	34 547 200,00 € 6,23 %	19 508 000,00 € 3,52 %		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

	Dépenses à financer		RESSOUCES FINANCIERES DONT PRETS ET RESTE A CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE													DONT DETAIL DES PRETS ET RESTE A CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE				
	Coûts HT	Coût TTC	Subv ANRU	Etat	Commune	EPCI	Département	Région	Bailleur social	CDC	Europe	ANAH	Subv ANRU PIA	Autres contributeurs - Maitre d'ouvrage	Valorisation foncière et autres recettes	Prêts %	Dont prêt CDC %	Dont total prêt bonifié AL NPNRU %	Dont prêt bonifié AL NPNRU PLAI %	Dont prêt bonifié AL NPNRU PLUS %
TOTAL HORS NPNRU	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
													0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
TOTAL NPNRU	516 590 879,33 €	554 678 316,37 €	38 178 968,09 €	0,00 €	7 157 157,60 €	41 419 543,67 €	19 603 025,14 €	5 267 550,00 €	431 919 006,39 €	7 997 231,48 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 797 834,00 €	338 000,00 €	379 355 954,09 €	325 300 754,09 €	54 055 200,00 €	34 547 200,00 €	19 508 000,00 €
													0,00 %	0,50 %	0,06 %	68,39 %	58,65 %	9,75 %	6,23 %	3,52 %
DONT NATIONALE	480 236 127,63 €	515 715 335,41 €	36 067 166,28 €	0,00 €	6 849 657,60 €	34 636 496,49 €	17 612 025,14 €	5 185 550,00 €	404 254 624,42 €	7 973 981,48 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2 797 834,00 €	338 000,00 €	348 079 427,49 €	298 264 827,49 €	49 814 600,00 €	32 002 600,00 €	17 812 000,00 €
													0,00 %		0,07 %	67,49 %	57,84 %	9,66 %	6,21 %	3,45 %
DONT REGIONALE	36 354 751,70 €	38 962 980,96 €	2 111 801,81 €	0,00 €	307 500,00 €	6 783 047,18 €	1 991 000,00 €	82 000,00 €	27 664 381,97 €	23 250,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	31 276 526,60 €	27 035 926,60 €	4 240 600,00 €	2 544 600,00 €	1 696 000,00 €
													0,00 %	0,00 %	0,00 %	80,27 %	69,39 %	10,88 %	6,53 %	4,35 %
TOTAL QUARTIER FERTILE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
													0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
DONT PLAN DE RELANCE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
													0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
DONT PIA	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
													0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
													0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-132b-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION REGIONALE ILE-DE-FRANCE

Monsieur le Directeur Général – Marc Chastagnol
SCIC KREMLIN BICETRE HABITAT
1 Place Jean Jaurès
94 270 Le Kremlin Bicêtre

Dossier n° : U129 989
Suivi par : Nina FEVRES / Noémie SIVILAY
Tél : 06 07 18 18 71
Montant du prêt : 5 382 000 euros

Paris, le 17 novembre 2023

Objet : Lettre d'intention dans le cadre d'un transfert de patrimoine / acquisition de 1 960 logements sociaux détenus par l'OPH VALDEVY par la SCIC KREMLIN BICETRE HABITAT

Monsieur le Directeur Général,

J'ai le plaisir de vous confirmer notre intention de poursuivre l'instruction de votre demande de financement pour votre projet d'acquisition de 1 960 logements sociaux situés sur la commune de LE KREMLIN BICETRE (94) rachetés à l'OPH VALDEVY.

L'opération pour laquelle vous demandez un financement est détaillée selon les caractéristiques financières ci-après :

Offre CDC				
Caractéristiques	PTP			
Enveloppe	-			
Montant	5 382 000 €			
Commission d'instruction	3 220 €			
Phase d'amortissement				
Durée	35 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	0,43 %			
Taux d'intérêt	Livret A + 0,43 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			

Projet

La présente lettre ne constitue pas un engagement ferme ou irrévocable, notre financement étant conditionné à l'obtention de l'accord du comité d'engagement de la Banque des Territoires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Anne MCQUEEN
Directrice Territoriale Val de Marne / Seine et Marne

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-133

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

LOGEMENT – Garantie d'emprunt d'un montant total de 5 382 000 € contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations par la SCIC KREMLIN-BICETRE HABITAT COOPERATIVE HLM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-133-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Monsieur Jean-Philippe EDET expose au conseil :

La SCIC Kremlin-Bicêtre Habitat, coopérative HLM dont la Ville est actionnaire majoritaire, a formulé une offre de rachat du patrimoine détenu par le bailleur Valdevy sur le territoire de la commune du Kremlin-Bicêtre. Cette offre de rachat a été acceptée par le Conseil d'administration de Valdevy du 9 octobre 2023.

Depuis lors, la mise en œuvre de KBH coopérative HLM est entrée dans une phase de préfiguration opérationnelle et de coopération étroite avec le bailleur Valdevy afin d'assurer que la reprise du patrimoine se passe dans de bonnes conditions. Le calendrier de cette opération prévoit un transfert de jouissance et donc une entrée en fonction effective de KBH coopérative HLM au 1er janvier 2024.

Pour l'acquisition de son patrimoine, KBH coopérative HLM a engagé des démarches afin de contracter un emprunt auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Par conséquent, KBH coopérative HLM sollicite la Ville pour obtenir une garantie d'emprunt. En contrepartie de la garantie d'emprunt accordée par la ville du Kremlin-Bicêtre, KBH coopérative HLM accordera une prorogation des droits de réservation communaux pour une durée de 35 ans.

Compte tenu des délais d'instruction de la demande de prêt par les services de la Caisse des dépôts et consignations et de la temporalité de l'opération de rachat, la Caisse des dépôts et consignations a expressément autorisé KBH coopérative HLM à demander la garantie d'emprunt avant que le projet de contrat de prêt ne soit finalisé. La remise de l'offre de prêt par la Caisse des dépôts et consignations constitue un préalable à la prorogation des droits de réservation communaux qui interviendra donc dans un second temps.

Afin de respecter le calendrier de l'opération tel que prévu, je vous propose par conséquent d'accorder la garantie de la Commune à hauteur de 100 % du prêt d'un montant total de 5 382 000 euros qui sera contracté par la SCIC Kremlin-Bicêtre Habitat coopérative HLM auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Philippe EDET ;
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2252-1 et L 2252-2 ;
Vu l'article 2305 du Code civil ;
Vu la lettre d'intention de la Banque des territoires ;
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 18 voix pour (Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 8 contre (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 7 ne prenant pas part au vote (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme MUSEUX, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN)

DÉCIDE

Article 1

Accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 5 382 000 euros souscrit par SCIC KREMLIN-BICETRE HABITAT COOPERATIVE HLM, ci-après dénommé « l'Emprunteur », auprès de la Caisse des dépôts et consignations.
La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 5 382 000 euros, cinq millions trois cent quatre-vingt-deux mille euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt. Cet emprunt constitué d'une Ligne de Prêt est destiné à financer l'acquisition de 1960 logements sociaux auprès de l'OPH VALDEVY.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-133-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Article 2

Les caractéristiques financières du Prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt : Montant : Commissions d'instruction :	Prêt Transfert de Patrimoine 5.382.000 euros 3.220 €
Durée totale :	*35 ans*
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,43 % *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*
Profil d'amortissement :	Echéance prioritaire (intérêts différés) : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés
Modalité de révision :	*Double révisabilité limitée (DL)*
Taux de progressivité de l'échéance :	0 % Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.

Article 3

La garantie est apportée aux conditions suivantes :
La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4

S'engage pendant toute la durée du Contrat de Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-133-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-133-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-134

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Services Publics : Approbation de la Convention Territoriale Globale (CTG) avec la CAF du Val-de-Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-François DELAGE expose au conseil :

La Ville du Kremlin-Bicêtre accorde une place fondamentale à l'accompagnement des familles, des enfants et des jeunes dans les actions qu'elle met en œuvre. A ce titre, en 2023, le budget consacré à l'éducation est toujours le premier budget de la collectivité, avec 28 % des crédits qui y sont consacrés.

Dans cette perspective, la Ville met en œuvre de nombreux dispositifs pour les familles, les enfants et les jeunes :

- Le taux d'accueil du secteur petite-enfance est de 70 places pour 100 enfants, tous modes d'accueil confondus ;
- Un Relais parents-enfants et une PMI municipale pour accompagner les parents dans les 1 000 premiers jours de l'enfance ;
- Des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) de 3 à 17 ans, notamment pour l'ensemble des écoles maternelles et élémentaires ;
- Des activités nombreuses à destination des familles au sein du centre social ou encore via le Point information jeunesse.

Cette offre de service public s'inscrit dans un double objectif : proposer une offre complète et de qualité et réduire les inégalités sociales, économiques et territoriales.

Plus globalement, convaincue de la nécessité d'accompagner les familles dans toutes les étapes de leur vie, la Ville du Kremlin-Bicêtre agit en faveur de la parentalité au sens large.

Afin de mettre en place ce projet ambitieux, la Ville du Kremlin-Bicêtre s'appuie sur un partenariat fort avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) du Val-de-Marne. La signature d'une convention territoriale globale (CTG) entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et la CAF permet d'approfondir ce partenariat et de renforcer la territorialisation des interventions de la CAF, en cohérence avec les priorités de la Ville en matière de petite enfance, d'enfance et de jeunesse.

La CTG est une convention-cadre ayant pour but de formaliser les enjeux et objectifs de politique publique partagés entre les deux institutions sur l'ensemble de leurs champs d'intervention, pour développer les services aux Kremlinois.

Elle concrétise un partenariat global cohérent pour une durée de cinq ans (2023-2028), sur l'ensemble des champs d'intervention de la CAF en soutien à l'exercice des compétences municipales : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et vie sociale, habitat et cadre de vie.
Ce faisant, elle permet de disposer pour la première fois d'un accord unique et global, là où cohabitent aujourd'hui de nombreux dispositifs et conventionnements.
Véritable démarche d'investissement social et territorial, la CTG favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et une meilleure coordination des interventions des différents acteurs. Elle a pour objet d'identifier les besoins prioritaires sur la commune, de définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin, de pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements, de développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants.

La convention territoriale globale s'appuie sur un diagnostic partagé avec la CAF des besoins des Kremlinois. Ce diagnostic a été réalisé de façon partenariale et s'inscrit en cohérence et en complémentarité avec les différents cadres en vigueur pour la Ville : Projet éducatif territorial (PEdT) 2023-2026, projet social du CCAS, contrats de ville Engagement quartiers 2030.

Le diagnostic réalisé, annexé à la CTG, a permis de faire émerger les grands objectifs et axes stratégiques suivants :

- Développer l'offre d'accueil pour la Petite Enfance (0-3 ans) ;
- Diversifier les activités proposées aux enfants sur la commune (4-11 ans) ;
- Diversifier les activités proposées aux enfants sur la commune (12-17 ans) ;
- Développer et accompagner la parentalité en favorisant le lien social et en luttant contre l'isolement des familles ;
- Développer l'accessibilité aux droits et contribuer au développement de la vie ;
- Accompagner et développer l'habitat et le cadre de vie ;
- Mettre en place une animation du réseau.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ces axes stratégiques ont permis de définir les enjeux et objectifs poursuivis dans les différents champs d'intervention de la CTG. Un plan d'action ambitieux est ainsi annexé à la CTG, permettant de concrétiser ces objectifs, de préciser pour chaque action les modalités de mise en œuvre, les échéances, les acteurs sollicités, les modalités de pilotage, les résultats attendus et les indicateurs d'évaluation.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la Convention territoriale globale établie entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne pour la durée du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2028.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Jean-François DELAGE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention territoriale globale annexé au présent rapport,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (Mme GESTIN, Mme THIAM, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme COURDY, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 30 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 3 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR),

DÉCIDE

Article 1 D'approuver la Convention territoriale globale avec la CAF du Val-de-Marne, telle qu'annexée au présent rapport.

Article 2 D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ci-annexée, ainsi que tous documents relatifs à sa mise en œuvre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Logo collectivité

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- La caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne représentée par le président de son conseil d'administration, Monsieur Aurélien Julien et par son Directeur, Monsieur Robert Ligier, dûment autorisés à signer la présente convention,

ci-après dénommée « la caf »,

et

- La commune de Le Kremlin-Bicêtre représentée par son maire, Monsieur Jean-Luc Laurent, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale,

ci-après dénommé « la commune».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du code de la sécurité sociale ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des caisses d'allocations familiales (caf) ;

Vu la convention d'objectifs et de gestion (cog) arrêtée entre l'Etat et la caisse nationale des allocations familiales (cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caf du Val-de-Marne en date du 21 novembre 2023 concernant la stratégie de déploiement des ctg ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Le Kremlin-Bicêtre en date du 14 décembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

PREAMBULE

Les caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la Branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale.
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes.
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle.
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la convention territoriale globale (ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté…
En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

- Les caractéristiques territoriales suivantes : (… Situer le territoire concerné par la ctg locale par rapport aux tendances et aux dynamiques repérées à l'échelle du département) :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles suivantes : … (Situer le niveau de l'offre sur le territoire concerné par la ctg locale) ;

- Les territoires (bassins de vie) et les champs d'intervention prioritaires suivants : (…Situer la commune ou le territoire concerné par la ctg locale dans le classement d'ensemble) ;

- Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernent : l'accès aux droits et aux services, l'accueil des jeunes enfants, la jeunesse, le cadre de vie, l'accès et le maintien dans le logement, l'aide à domicile des familles, la médiation familiale, la lutte contre l'exclusion, l'accompagnement des familles en difficulté, (…Préciser les thématiques à privilégier en fonction des territoires ainsi que sur le territoire concerné par la ctg locale) ;

- Les degrés d'intervention de chaque partenaire sur les champs d'intervention communs (…Préciser le niveau d'intervention des partenaires selon les champs d'intervention partagés).

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la caf du Val-de-Marne et la commune souhaitent conclure une convention territoriale globale (ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- d'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes (figurant en annexe 1 de la présente convention) ;
- de définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- de pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (annexe 2) ;
- de développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3).

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la commune concernent :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale.
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes.
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle.
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

La commune met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent tous les champs de compétence de la commune.

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les champs d'intervention conjoints sont :

✓ Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale :

- Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction de la petite enfance ;
- Poursuivre la structuration d'une offre diversifiée en direction des enfants.

✓ Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes :

- Compenser les charges familiales et accompagner les parents dans leur rôle ;
- Contribuer à l'égalité des chances en matière de réussite scolaire et renforcer le lien entre les familles et l'école ;
- Faciliter l'autonomie des jeunes, élément de passage à l'âge adulte.

✓ Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement :

- Favoriser, pour les familles, des conditions de logement et un cadre de vie de qualité ;
- Faciliter l'intégration des familles dans la vie collective et citoyenne ;

✓ Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle :

- Soutenir les personnes et les familles confrontées au handicap ;
- Aider les familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale ;
- Accompagner le parcours d'insertion et le retour (et maintien) dans l'emploi des personnes et des familles en situation de pauvreté.

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont : (Lister les principaux enjeux en fonction des négociations locales qui seront développés dans le plan d'actions …)

Les annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf du Val-de-Marne et la commune de Le Kremlin-Bicêtre s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La ctg matérialise également l'engagement conjoint de la caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du contrat enfance et jeunesse passé avec la commune signataire, la caf du Val-de-Marne s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, la commune s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc ...) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la caf et de la commune.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

- Le comité de pilotage sera copiloté par la caf et la commune

Le secrétariat permanent est assuré par la commune.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au délégué à la protection des données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le délégué à la protection des données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

[1] Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1 (Charge à payer)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le règlement général sur la protection des données (Rgpd), la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 9 - EVALUATION

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 4 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'annexe 5.

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter du 1 janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2027.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification peut faire l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de six mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 13 : LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la caf.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Créteil, le .....

En deux exemplaires originaux

La caf du Val-de-Marne		La commune de *Le Kremlin-Bicêtre*
Le Directeur	Le Président	
Robert Ligier	Aurélien julien	Jean-Luc Laurent

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

I) PREDIAGNOSTIC CTRAD
II) PRESENTATION DU TERRITOIRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

I) PREDIAGNOSTIC CTRAD

DIAGNOSTIC RELATIF A LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE
ENTRE
LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU VAL-DE-MARNE
ET
LA VILLE DU KREMLIN-BICETRE



La convention territoriale globale représente un engagement stratégique pluriannuel entre les collectivités territoriales et la caisse d'allocations familiales. Réunissant une connaissance partagée et une programmation concertée, cette convention, au-delà d'un cadre contractuel rénové, réaffirme l'engagement de la caisse d'allocations familiales au côté de la collectivité territoriale. Au service des allocataires et notamment des familles du territoire, ce cadrage prend en compte l'ensemble des problématiques et ressources du territoire.

Pour engager ce processus, la démarche de diagnostic partagé représente une étape incontournable et majeure. Celui-ci s'appuie d'une part sur les études réalisées à différentes échelles par la caisse d'allocations familiales et la collectivité territoriale et aussi sur l'expertise de la Caf quant aux données relatives aux allocataires et à sa connaissance de la politique familiale et sociale déclinée sur le territoire. Cette approche partagée et globale des problématiques doit permettre d'impulser un projet global de territoire.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE DIAGNOSTIC 1 : DONNEES DE CADRAGE

I – ELEMENTS DE CONTEXTE

① Démographie - Insee	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Population en 2018	**24 850**	**710 962**	**1 396 913**
Évolution de la population entre 2014 et 2018	-3,2%	3,6%	2,3%
Structure d'âge			
Moins de 18 ans	20,9%	23,8%	23,2%
De 18 à 24 ans	11,6%	9,6%	9,1%
De 25 à 39 ans	23,8%	22,1%	21,6%
De 40 à 64 ans	30,4%	30,7%	31,4%
65 ans et plus	13,2%	13,7%	14,7%
Structure familiale (en %)			
Part de familles monoparentales	16,5%	17,5%	16,7%
Part de couples avec enfant(s) à charge	40,6%	43,0%	42,9%
Part de couples sans enfant	38,1%	35,0%	36,1%
Part de personnes seules	4,8%	4,6%	4,2%
② Socio-économique	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Données fiscales			
Revenu fiscal de référence moyen par foyer	27 443 €	25 508 €	30 476 €
Données Caf			
Revenu moyen des allocataires	1 554 €	1 632 €	2 167 €
Revenu médian des allocataires	938 €	1 100 €	1 252 €
Différence du revenu médian par rapport au revenu moyen	-39,6%	-32,6%	-42,2%
Part d'allocataires à bas revenus	34,8%	36,0%	34,3%
Part d'allocataires au Rsa	16,1%	17,1%	16,8%
Part d'allocataire bénéficiaire de la prime d'activité	24,9%	28,3%	26,9%
Taux d'activité féminine parmi les couples allocataires avec ou sans enfants	69,0%	64,8%	70,6%
Taux d'activité des mères monoparentales allocataires	79,4%	77,7%	79,2%
③ Public allocataire de la caf	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Nombre d'allocataires en 2020	**6 216**	**161 951**	**295 607**
Évolution du nombre d'allocataires entre 2016 et 2020	24,2%	19,6%	18,1%
Nombre de personnes couvertes par au moins une prestation de la caf	12 803	397 289	735 707
Taux de couverture allocataires	**51,5%**	**55,9%**	**52,7%**
Part des allocataires avec enfant à charge	38,2%	51,2%	52,6%

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016 et décembre 2020 ; Insee, BCE2016 et BCE2020, recensement de la population 01/01/2014 et 01/01/2018 ; DGFIP 2017, sur les revenus 2016.

II – PORTRAIT DU TERRITOIRE

Le Kremlin-Bicêtre, commune située au nord-ouest du Val-de-Marne et limitrophe de Paris (au niveau de la porte d'Italie), a intégré l'établissement public territorial (Ept)[1] – Grand-Orly Seine

[1] La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015 prévoit la création de nouvelles structures administratives regroupant les communes, membres de la métropole, constituées d'ensembles de plus de 300 000 habitants, et dotées de nombreuses compétences, les établissements publics territoriaux (Ept).

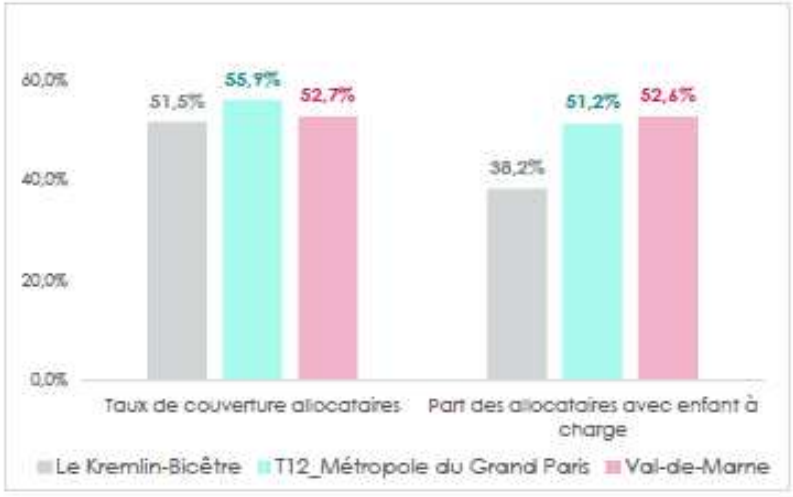
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Bièvre (ou territoire12) de la métropole du Grand Paris au 1er janvier 2016. Les autres communes limitrophes sont : Ivry-sur-Seine à l'est, Villejuif au sud, Gentilly et Arcueil à l'ouest. Ce territoire communal compte 24 850 habitants (recensement Insee 2018) couvrant ainsi 1,8 % de la population du Val-de-Marne et 3,5 % de celle de l'Ept 12.
Sa population a connu une inflexion de – 3,2 % entre les recensements de 2014 et 2018, contrairement aux deux autres échelons territoriaux qui ont vu une augmentation de + 3,6 % sur le T12 et de + 2,3 % sur le département.

Par ailleurs, concernant la structure par âge de la population kremlinoise, si les jeunes de 18-24 ans et les « jeunes actifs » de 25-39 ans sont surreprésentés (respectivement + 2,6 points et + 2,3 points) rapporté à l'ensemble du département ; les moins de 18 ans (- 2,3 points), et dans une moindre mesure, les 40-64 ans (- 1,0 point) et les seniors de 65 ans et plus (- 1,6 point) sont sous-représentés.
Pour ce qui relève de la structure familiale, la principale distinction, entre le territoire communal et le département, s'observe entre les couples avec et sans enfant. En effet, si les couples avec enfant(s) à charge sont sous-représentés de – 2,3 points, les couples sans enfant sont quant à eux surreprésentés de + 2,0 points.

De plus, en 2020, si le taux de couverture de la population allocataire kremlinoise (51,5 %) est du même ordre que celui du Val-de-Marne (52,7 %), la part des familles allocataires (38,2 %) est, a contrario, nettement inférieure de – 14,4 points rapportée au taux départemental (52,6 %). Entre 2016 et 2020, le nombre d'allocataires a évolué de + 24,2 % sur la commune, soit une évolution supérieure aux deux autres échelles territoriales (+ 19,6 % et + 18,1 %) - (cf. figure 1).

Figure 1. Taux de couverture et allocataires avec enfant à charge au Kremlin-Bicêtre, sur le T12 et dans l'ensemble du département



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020 ; Insee, BCE2020, recensement de la population au 01/01/2018

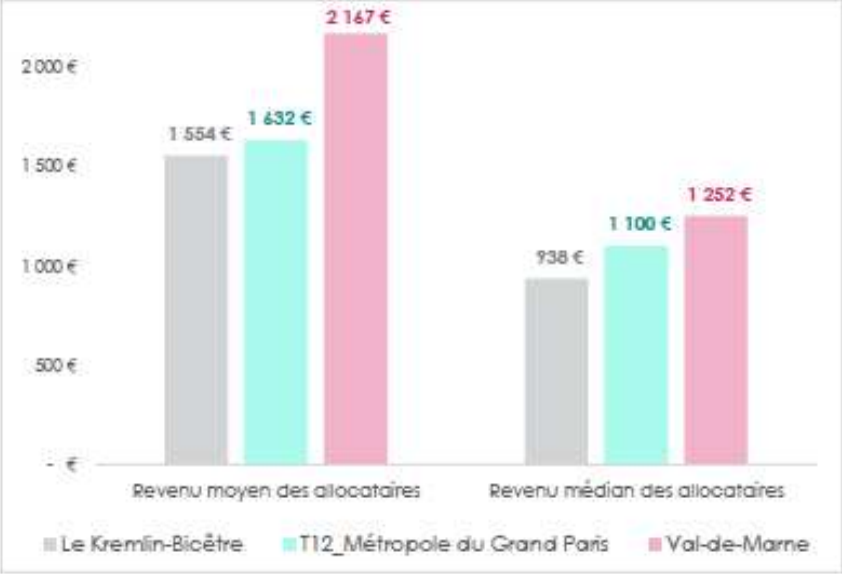
Concernant le niveau de revenu de la population communale, le revenu fiscal de référence moyen par foyer de 27 400 €, apparaît inférieur de – 3 000 € à l'échelon départemental et

Les communes de l'Ept12 : Ablon-sur-Seine, Arcueil, Athis-Mons, Cachan, Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Fresnes, Gentilly, Hay-les-Roses, Ivry-sur-Seine, Juvisy-sur-Orge, Le Kremlin-Bicêtre, Morangis, Orly, Paray-Vieille-Poste, Rungis, Savigny-sur-Orge, Thiais, Valenton, Villejuif, Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve-le-Roi, Viry-Châtillon, Vitry-sur-Seine.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

supérieur de + 1 900 € à l'ept 12. Ces données ne sont que partiellement confortées par les données de la caf puisque les revenus moyens et médian[2] par allocataire, sont certes inférieurs à l'ensemble du Val-de-Marne mais également au territoire 12 - (cf. figure 2). C'est d'ailleurs sur ce dernier territoire que l'écart entre les revenus moyen et médian par allocataire est le moins important traduisant ainsi une plus grande homogénéité des revenus de ces allocataires. A contrario, les populations communale et départementale apparaissent plus hétérogènes.

Figure 2. Revenus moyen et médian des allocataires sur les trois échelles territoriales



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020

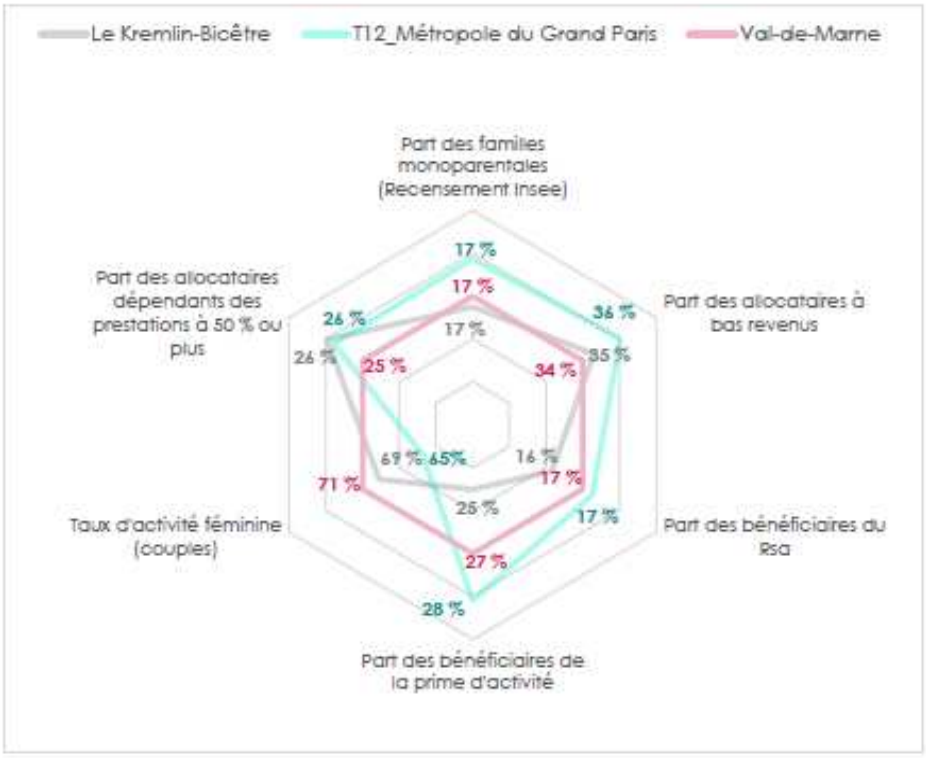
De plus, si le taux d'activité[3] féminine sur le territoire communal est légèrement inférieur de – 1,6 % à celui du département, celui des couples allocataires avec ou sans enfant est du même ordre (+ 0,2 point) que le taux d'activité des mères monoparentales allocataires.
Enfin, les indicateurs de vulnérabilité économique des allocataires kremlinois sont relativement proches de ceux du niveau départemental. La part d'allocataires à bas revenus[4] apparaît très légèrement supérieure (+ 0,5 point) alors que celles des bénéficiaires du revenu de solidarité active (- 0,7 point) et de la prime d'activité (- 2,0 points) sont toutes deux inférieures rapportées à celles de l'échelon départemental (cf. figure 3).

A partir de ces premières données de contexte, aucun élément ne peut être réellement mis en exergue concernant ce territoire, même si certaines données telles que les revenus ou le taux d'activité féminine le placent dans une position légèrement plus défavorable rapportée au modèle départemental.

[2] Le revenu médian : valeur d'un revenu situé à mi-hauteur sur l'échelle des revenus. 50% des personnes gagnent plus et 50% des personnes gagnent moins.
[3] Le taux d'activité inclut les actifs ayant un emploi et ceux en recherche d'emploi.
[4] Le taux de pauvreté selon les données des Caf s'évalue sur les allocataires à bas revenus : le seuil de bas revenus est calculé par l'Insee, à hauteur de 60 % du revenu disponible médian par unité de consommation avant impôts de la population enquêtée lors de l'Enquête Revenus Fiscaux et Sociaux (ERFS). Ce seuil est de 1096 € par unité de consommation au 31 décembre 2019.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Figure 3. Les principaux critères d'une vulnérabilité économique d'un territoire en comparaison de son département



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020 ; Insee, BCE2020, recensement de la population au 01/01/2018.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE DIAGNOSTIC 2 : « PETITE ENFANCE »

OBJECTIF CAF :

« Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience », ce premier objectif participe de l'axe 1 de la convention d'objectif et de gestion 2018 – 2022 de la branche Famille, acteur majeur du développement de la politique « petite enfance ».
Il s'agit ainsi de pérenniser l'offre d'accueil collectif existante et de créer de nouvelles places, notamment dans les zones prioritaires, d'améliorer l'accessibilité des modes d'accueil de tous les enfants, et de soutenir l'accueil individuel.

Cet objectif est aussi inscrit dans le schéma départemental des services aux familles, piloté par la Préfecture et coordonné par la caisse d'allocations familiales.
Il est d'ores et déjà inscrit dans le cadre du contrat enfance jeunesse signé entre les collectivités territoriales et la Caf.

I – DONNEES DE CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES

Ces données sont complétées par les tableaux portant sur les équipements présents sur ce territoire et soutenus par la Caf, en référence aux annexes 1 et 2.

① Démographie - Etat civil et Insee	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Nombre de naissances domiciliées en 2020	**343**	**10 689**	**19 553**
Évolution du nombre de naissances domiciliées entre 2016 et 2020	-6,8%	-5,8%	-5,3%
Nombre de 0-2 ans révolus en 2018	**951**	**30 383**	**56 304**
Évolution du nombre de 0-2 ans révolus entre 2014 et 2018	-8,1%	1,8%	-1,1%
Nombre d'enfants de 0-2 ans révolus par place en équipement d'accueil collectif	2,0	4,8	3,5
② Socio-économique - Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Part des femmes actives allocataires avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus	66,9%	61,4%	66,1%
Part des familles allocataires biparentales avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus dont les deux parents travaillent	39,1%	34,4%	40,2%
③ Public allocataire de la Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Part des familles allocataires ayant au moins un enfant de 0 à 2 ans révolus	**31,2%**	**30,6%**	**29,5%**
Part des familles monoparentales avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus	19,8%	20,4%	18,7%
Part des familles nombreuses avec au moins un enfant de 0-2 ans révolus	23,2%	22,8%	26,7%
Nombre d'enfants de 0-2 ans révolus en 2020	**809**	**28 099**	**50 708**
Évolution du nombre d'enfants de 0-2 ans révolus entre 2016 et 2020	-4,5%	-3,5%	-3,5%
Nombre d'assistant(e)s maternel(le)s actif(ve)s au moins un mois dans l'année (Paje emploi 2020)	**73**	**2 007**	**3 655**
Évolution du nombre d'assistantes maternelles entre 2016 et 2020	-18,9%	-17,3%	-18,2%

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016 et décembre 2020 ; BCE2016 et BCE2020, état civil décembre 2016 et décembre 2020 et recensement insee de la population 01/01/2014 et 01/01/2018.

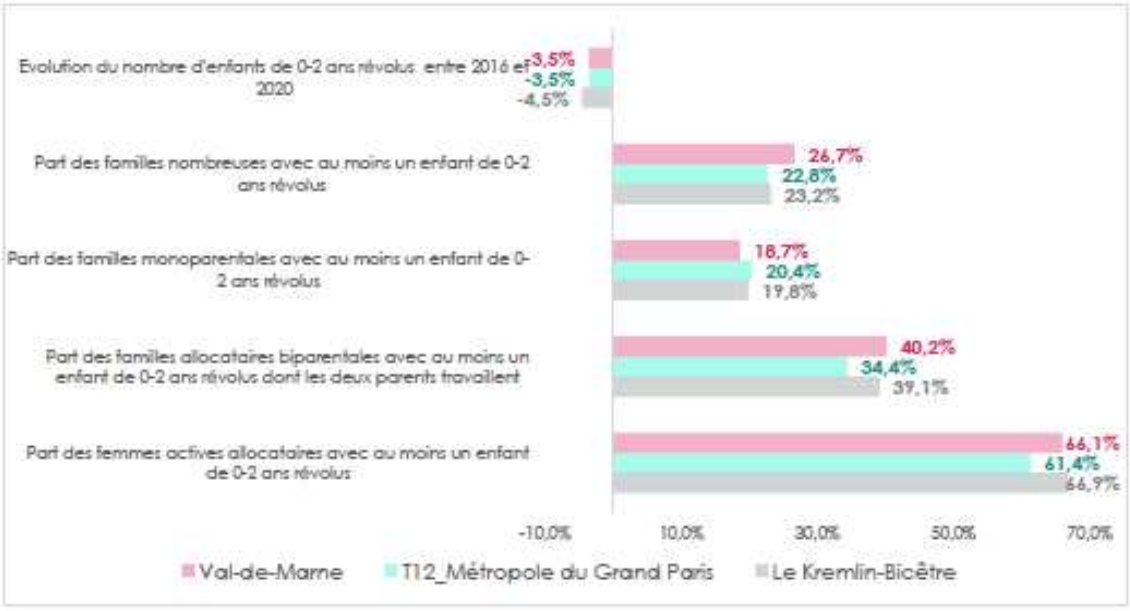
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II- Elements d'analyse relatifs a ces donnees

En 2020, les données de l'état civil pointent près de 350 naissances domiciliées[5] au Kremlin-Bicêtre, soit une inflexion de – 6,8 % depuis 2016, légèrement plus marquée que celles des deux autres échelles territoriales que sont le T12 (- 5,8 %) et le Val-de-Marne (- 5,3 %). Ce constat se retrouve également sur l'évolution du nombre d'enfants de 0-2 ans révolus s'infléchissant de – 8,1 % entre 2014 et 2018 sur le territoire communal. De même, entre 2016 et 2020, le nombre d'enfants de moins de 3 ans parmi les familles allocataires a diminué de – 4,5 %.

Parallèlement, si la part de familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) en bas âge est légèrement surreprésentée de + 1,2 point sur la commune, celle des familles nombreuses est, à l'inverse, sous-représentées de – 3,5 points - (cf. figure 4).

Figure 4. Les principales données relatives à la petite enfance du Kremlin-Bicêtre et son Ept rapportées à celles du département



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016 et 2020

A l'instar des données de cadrage, le taux de femmes actives[6] parmi les familles allocataires, avec un ou plusieurs jeunes enfants à charge de 0 à 2 ans révolus, (66,9 %) est très légèrement supérieur sur la commune comparativement à l'ensemble du Val-de-Marne (66,1 %). Ce constat est inversé concernant les familles biparentales dont les deux parents travaillent (39,1 % au Kremlin-Bicêtre contre 40,2 % dans le Val-de-Marne). *A contrario*, ces deux taux sont nettement inférieurs sur l'ept 12.

Par ailleurs, en 2019, le taux de couverture communal au titre de l'accueil du jeune enfant s'élève à 70,8 % contre 49,3 % au niveau départemental, soit 21,5 points de plus. L'étude des équipements d'accueil collectif du jeune enfant sur le territoire communal apporte un éclairage complémentaire. Ainsi, avec neuf crèches collectives proposant 391 places, deux haltes garderies de 32 places et un multi-accueil de 60 places (annexe 1), la commune offre une place

[5] Naissance domiciliée : le lieu de naissance retenu est celui du domicile de la mère.
[6] C'est-à-dire en emploi ou en recherche active d'un emploi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

d'accueil collectif pour 2 enfants de moins de 3 ans, contre une pour 3,5 enfants dans le département.

En parallèle, le taux d'évolution du nombre d'assistantes maternelles agréées, entre 2016 et 2020, diminue fortement (- 18,9 %) au Kremlin-Bicêtre, soit du même ordre que sur les deux autres niveaux territoriaux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE DIAGNOSTIC 3 : « ENFANCE – JEUNESSE »

OBJECTIFS CAF :

« Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans et soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie », ces objectifs participent de l'axe 1 de la convention d'objectif et de gestion 2018 – 2022 de la branche Famille, en tant qu'acteur de l'aide aux temps libres des enfants et des jeunes, et de l'accompagnement du public jeune.
Il s'agit de poursuivre une politique d'accessibilité et de simplification en matière d'accueil de loisirs sans hébergement (Alsh), et de soutenir la diversification de l'offre de loisirs et de vacances proposée aux enfants, notamment pour les familles les plus vulnérables dans le respect de la mixité sociale et d'affirmer ainsi l'action de la Branche famille, et par ailleurs d'encourager les initiatives des adolescents et de poursuivre le développement d'actions favorisant l'autonomie des jeunes.

Ces objectifs participent aussi au déploiement du schéma départemental des services aux familles, piloté par la Préfecture et coordonné par la caisse d'allocations familiales.
Ils sont d'ores et déjà inscrits dans le cadre des contrats enfance jeunesse.

I – DONNEES DE CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES

Ces données sont complétées par les tableaux portant sur les équipements présents sur ce territoire et soutenus par la Caf, en référence aux annexes 1 et 2.

① Démographie - Insee	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Nombre d'enfants de 3 à 5 ans révolus	794	30 210	56 844
Évolution des 3-5 ans sur 2014-2018	-16,9%	3,9%	2,6%
Nombre d'enfants de 6 à 17 ans révolus	3 458	108 713	211 106
Évolution des 6-17 ans sur 2014-2018	-1,4%	5,3%	2,8%
Nombre d'enfants de 18 à 24 ans révolus	2 894	68 387	126 983
Évolution des 18-24 ans sur 2014-2018	-1,8%	3,1%	1,9%
② Public allocataire de la Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Nombre d'enfants d'allocataires entre 3 et 17 ans révolus	3 467	129 250	241 700
Nombre des 3-5 ans révolus	**716**	**27 711**	**50 710**
Part des 3-5 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	21,4%	22,6%	20,7%
Part des 3-5 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	28,8%	35,8%	30,6%
Nombre des 6-11 ans révolus	**1 375**	**55 005**	**102 553**
Part des 6-11 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	27,1%	27,2%	25,3%
Part des 6-11 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	29,2%	31,5%	27,1%
Nombre des 12-15 ans révolus	**968**	**32 612**	**61 950**
Part des 12-15 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	33,0%	32,3%	30,6%
Part des 12-15 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	32,1%	34,1%	29,6%
Nombre des 16-17 ans révolus	**408**	**13 922**	**26 487**
Part des 16-17 ans révolus vivant dans une famille monoparentale	40,0%	36,0%	35,6%
Part des 16-17 ans révolus vivant dans une famille à bas revenus	35,5%	38,2%	34,0%
Nombre d'enfants de 3 à 17 ans bénéficiaires d'Aeeh	**108**	**4 487**	**8 789**

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016 et décembre 2020 ; Insee, BCE2016 et BCE2020, recensement de la population 01/01/2014 et 01/01/2018.

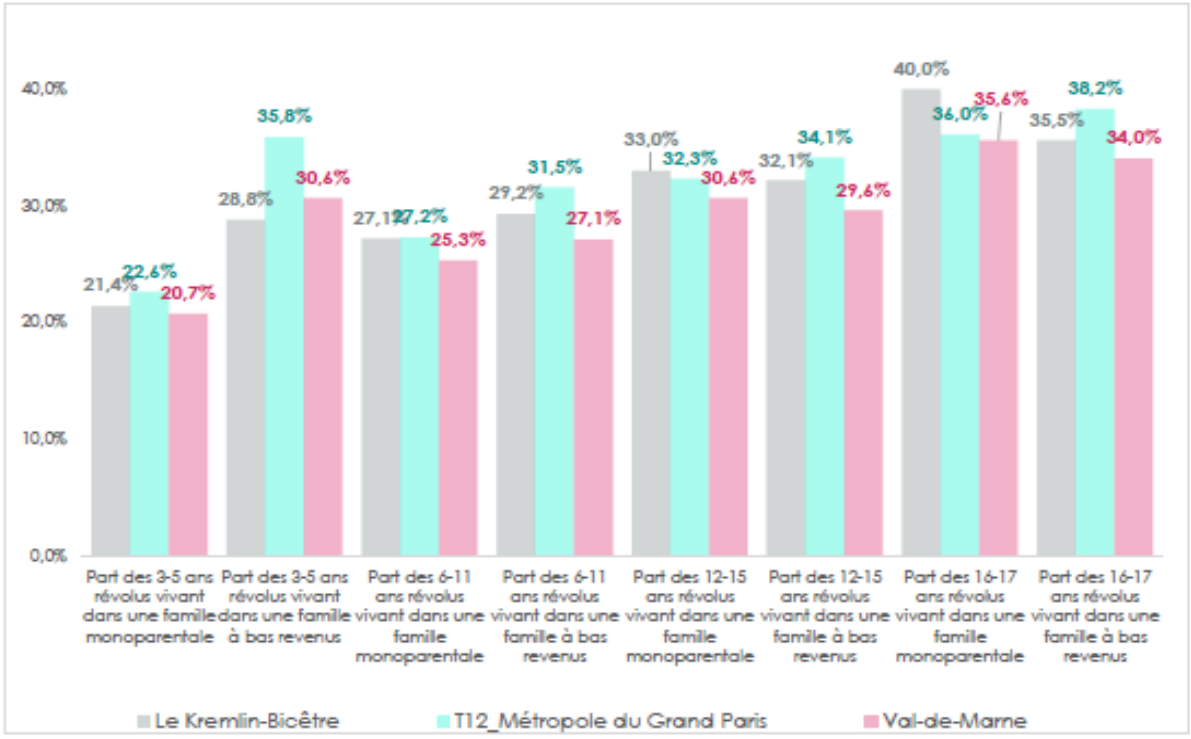
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II- Elements d'analyse relatifs a ces donnees

Selon les données de recensement de l'Insee, entre 2014 et 2018, toutes les classes d'âge d'enfants connaissent des inflexions au Kremlin-Bicêtre : - 16,9 % pour les 3-5 ans, – 1,4 % pour les 6-17 ans et – 1,8 % pour les 18-24 ans. A contrario, le Val-de-Marne voit ces trois classes d'âge augmenter.

En 2020, les familles allocataires de la commune ont à charge près de 3 500 enfants. L'étude de ces familles montre qu'une part plus importante d'enfants, vit dans une famille monoparentale par rapport à celle de l'échelon départemental. Cet écart augmente avec les tranches d'âge ; ainsi si la part des 3-5 ans vivant dans une famille monoparentale n'est que très légèrement supérieure au Kremlin-Bicêtre rapportée à celle de l'ensemble du département (+ 0,7 point), cet écart atteint + 1,9 point pour les 6-11 ans, + 2,3 points pour les 12-15 ans et + 4,4 points pour les 16-17 ans.
Enfin, à l'exception des 3-5 ans, ce constat semble se retrouver lorsque l'on introduit la notion de bas revenus. A titre d'exemple, la part des 6-11 ans, vivant dans une famille à bas-revenus, est surreprésentée de + 2,2 points au Kremlin-Bicêtre comparativement à celle du département (+ 2,6 points pour les 12-15 ans et + 1,6 point pour les 16-17 ans) - (cf. figure 5).

Figure 5. Les enfants vivant dans une famille monoparentale ou à bas revenus en fonction de leur âge



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020

Ces données semblent faire émerger le constat d'une certaine fragilité socio-économique des familles allocataires du Kremlin-Bicêtre rapportées à celles du département. Elles confortent également les résultats précédents concernant la surreprésentation de profils monoparentaux avec de faibles revenus sur la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE DIAGNOSTIC 4 : « PARENTALITE »

OBJECTIFS CAF :

« Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants », ces objectifs participent de l'axe 1 de la convention d'objectif et de gestion 2018 – 2022 de la branche Famille, afin de prévenir les risques pouvant peser sur les relations intrafamiliales.
Il s'agit notamment de favoriser la qualité des liens parents-enfants aux moments clés de la vie familiale.
Cet objectif est aussi inclus dans le schéma départemental des services aux familles, piloté par la Préfecture et animé par la caisse d'allocations familiales.

I – DONNEES DE CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES

Ces données sont complétées par les tableaux portant sur les équipements et services présents sur ce territoire et soutenus par la Caf, en référence aux annexes 1 et 2.

① Démographie - Insee	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Nombre de familles avec au moins un enfant de moins de 18 ans	**3 037**	**94 114**	**185 624**
Évolution du nombre de familles avec un enfant mineur entre 2014 et 2018	-8,8%	2,6%	1,6%
② Public allocataire de la Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Nombre de familles allocataires en 2020	**2 376**	**82 851**	**155 557**
Évolution du nombre de familles allocataires entre 2016 et 2020	-1,4%	4,2%	3,1%
Part des familles allocataires à bas revenus	35,8%	40,2%	34,5%
Nombre de familles allocataires monoparentales	**827**	**27 747**	**49 585**
Part des familles allocataires monoparentales	34,8%	33,5%	31,9%
Part des familles allocataires monoparentales à bas revenus	47,9%	51,1%	48,8%
Nombre de familles nombreuses allocataires	**580**	**22 849**	**39 961**
Part des familles nombreuses allocataires	24,4%	27,6%	25,7%
Part des familles nombreuses allocataires à bas revenus	35,2%	39,6%	35,4%
Nombre de séparations avec enfants à charge parmi les familles allocataires	**42**	**1 264**	**2 677**
Taux de séparation parmi les familles allocataires	2,0%	2,1%	1,9%
Nombre de bénéficiaires de l'Asfr	24	654	1 374
Part des familles monoparentales bénéficiant de l'Asfr	2,9%	2,4%	2,8%
Nombre de décès en 2020	**9**	**201**	**416**
Enfants	-	45	99
Parents	-	156	317
Ratio de décès parmi les familles allocataires	0,4%	0,3%	0,3%

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2016, décembre 2019 et décembre 2020 ; Insee, BCE2016 et BCE2020, recensement de la population 01/01/2014 et 01/01/2018.

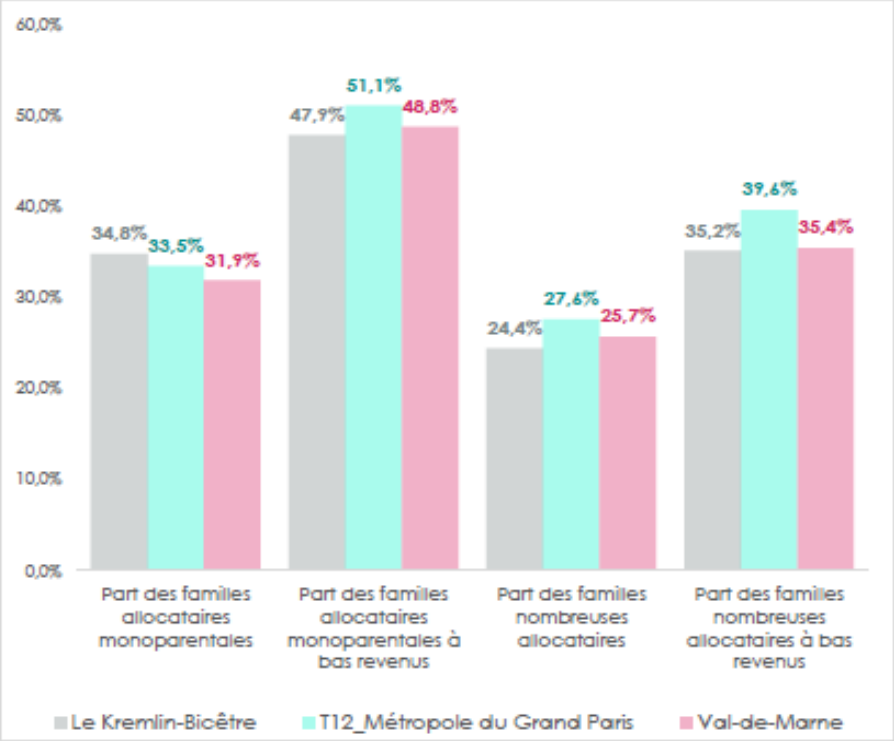
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II- Elements d'analyse relatifs a ces donnees

En 2018, l'Insee dénombre plus de 3 000 familles avec enfant(s) mineur(s) résidant au Kremlin-Bicêtre, soit une inflexion de – 8,8 % depuis 2014, contrairement aux niveaux du Val-de-Marne (+ 1,6 %) et de l'Ept 12 (+ 2,6 %). Concernant les familles allocataires, ces dernières diminuent également entre 2016 et 2020 mais de manière moins marquée (- 1,4 %).
Si dans les données de cadrage, la part des bénéficiaires à bas revenus est légèrement surreprésentée de + 0,5 point au Kremlin-Bicêtre, celle des familles à bas revenus l'est également de + 1,3 %.

Par ailleurs, si les familles allocataires monoparentales sont surreprésentées de + 2,9 points sur le territoire communal ; ce constat s'inverse lorsque ces familles sont considérées à bas revenus (- 0,9 point) - (cf. figure 6). En parallèle, les familles nombreuses sont quant à elles légèrement sous-représentées à l'échelle communale qu'elles disposent de bas revenus ou non.

Figure 6. Part des familles monoparentales et nombreuses avec la notion de bas revenus



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020

Enfin, une offre d'accueil parentalité aux parents et aux enfants apparaît sur la commune du Kremlin-Bicêtre avec un centre social, agréé au titre de l'animation collective famille, un contrat local d'accompagnement scolaire (Clas) et un lieu d'accueil enfants parents (Laep).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE DIAGNOSTIC 5 : « LOGEMENT »

OBJECTIFS CAF :

« Soutenir les politiques du logement et participer à leur réforme », ces objectifs participent de l'axe 1 de la convention d'objectif et de gestion 2018 – 2022 de la branche Famille, en tant qu'acteur central des politiques du logement.
Il s'agit ainsi de mettre en œuvre les réformes des aides au logement, notamment au titre de l'accompagnement des allocataires et aussi de poursuivre les actions en faveur de l'inclusion sociale en matière de prévention des expulsions locatives et de lutte contre la non-décence.

I – DONNEES DE CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES

Ces données sont complétées par les tableaux portant sur les services présents sur ce territoire et soutenus par la Caf, en référence aux annexes 1 et 2.

① Démographie - Insee	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Nombre total de logements	**12 772**	**320 675**	**640 016**
Part de logements vacants	6,8%	5,8%	5,6%
Nombre de résidences principales	11 478	296 796	592 118
Part des résidences principales avec un statut propriétaire	28,2%	41,1%	45,0%
Part des résidences principales avec un statut de locataire dans le parc privé	30,6%	20,5%	21,4%
Part des résidences principales avec un statut de locataire dans le parc social	31,7%	30,5%	26,6%
② Socio-économique - Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Part des allocataires ayant un taux d'effort supérieur à 30 %	21,9%	16,2%	20,8%
Nombre d'impayés de loyers parmi les bénéficiaires d'aides au logement	167	4 907	7 437
Part d'impayés parmi les bénéficiaires d'une aide au logement	4,7%	6,0%	5,4%
③ Public allocataire de la Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Nombre d'allocataires bénéficiaires d'une aide au logement	**3 575**	**82 184**	**137 300**
Part des allocataires bénéficiaires d'une aide au logement[7]	57,5%	50,7%	46,4%
dont bénéficiant de l'Apl	51,0%	55,1%	54,7%
dont bénéficiant de l'Alf	7,2%	15,3%	15,1%
dont bénéficiant de l'Als	41,8%	29,6%	30,3%

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020 ; Insee, 2017 et BCE2020, recensement de la population 01/01/2018.

II- ELEMENTS D'ANALYSE RELATIFS A CES DONNEES

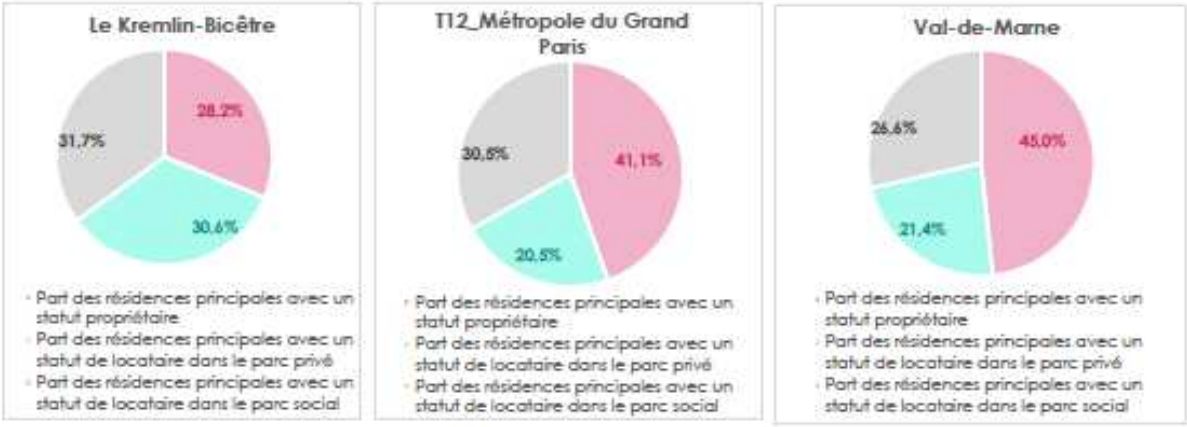
Parmi les 12 800 résidences principales, situées sur la commune du Kremlin-Bicêtre, la part des propriétaires représente 28,2 %, soit une nette sous-représentation de – 16,8 points par rapport au département (45,0 %) - (cf. figure 7). *A contrario*, les parts de locataires dans le parc privé et

[7] Apl : aide personnalisée au logement
Alf : allocation de logement familiale
Als : allocation de logement sociale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

social sont supérieures de + 9,2 points et + 5,1 points. Par ailleurs, la part de logements vacants semble légèrement supérieure sur la commune (6,8 %) rapportée à celles du T12 (5,8 %) et de l'ensemble du Val-de-Marne (5,6 %).

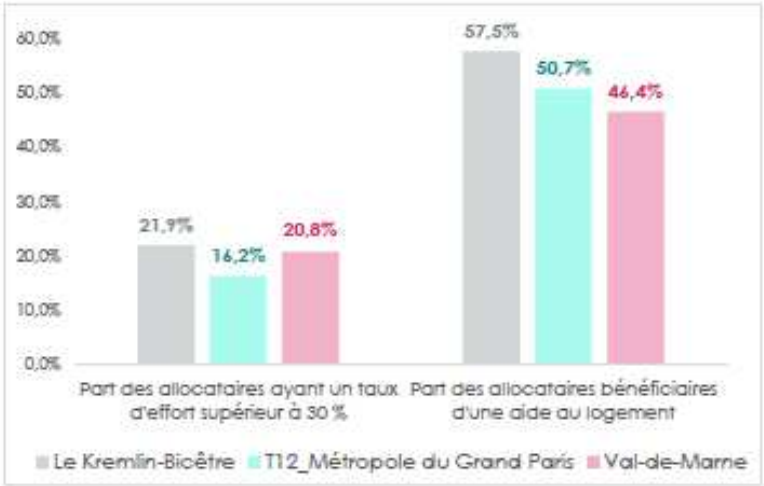
Figure 7. Occupation des résidences principales au Kremlin-Bicêtre, sur le T12 et dans le Val-de-Marne



Source : BCE2020, recensement de la population 01/01/2018

Parmi les allocataires de la commune, 57,5 % bénéficient d'une aide au logement, soit + 11,1 points rapporté à l'ensemble du Val-de-Marne et + 6,8 points par rapport au T12 - (cf. figure 8). Parmi ces derniers, 41,8 % perçoivent l'allocation de logement sociale, soit + 11,5 points comparé au département. A contrario, les bénéficiaires de l'allocation de logement familiale et de l'aide personnalisée au logement sont sous-représentés de – 7,8 points et - 3,7 points.
Par ailleurs, 21,9 % des allocataires, bénéficiaires d'une aide au logement, fournissent un taux d'effort[8] supérieur à 30 % ou plus au Kremlin-Bicêtre, soit + 1,2 point par rapport au Val-de-Marne.

Figure 8. Les bénéficiaires d'une aide au logement



Source : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020

[8] Le taux d'effort est le rapport entre la dépense en logement et le revenu des allocataires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE DIAGNOSTIC 6 : « INSERTION/ ANIMATION DE LA VIE SOCIALE ET ACCES AUX DROITS »

OBJECTIFS CAF :

« Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale dans les territoires prioritaires et développer l'accès aux droits », ces objectifs participent des axes 1 et 2 de la convention d'objectif et de gestion 2018 – 2022 de la branche Famille.
Il s'agit notamment de créer les conditions favorables à l'insertion, de cibler les interventions de travail social sur les familles vulnérables, de concourir à la cohésion des territoires les plus fragiles en y soutenant les dispositifs d'animation de la vie sociale et de développer les partenariats permettant de simplifier l'accès aux droits.
A ce titre, la Caf s'est engagée dans la définition d'un schéma directeur de l'animation de la vie sociale, d'un plan d'accueil des allocataires et a contribué au plan départemental de l'insertion.

I – DONNEES DE CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUES ET SOCIOECONOMIQUES

Ces données sont complétées par les tableaux portant sur les services présents sur ce territoire et soutenus par la Caf, en référence aux annexes 1 et 2.

① Socio-économique - Insee	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Taux d'activité des 15-24 ans	**36,3%**	**38,2%**	**36,2%**
Dont actifs ayant un emploi	78,0%	74,6%	74,7%
Taux de chômage des 15-24 ans	22,0%	25,4%	25,3%
Taux d'activité des 25-64 ans	**87,4%**	**83,8%**	**85,5%**
Dont actifs ayant un emploi	87,1%	87,2%	88,5%
Taux de chômage des 25-64 ans	12,9%	12,8%	11,5%
Part des cadres	23,5%	14,6%	18,9%
Part des professions intermédiaires	18,6%	19,0%	19,8%
Part des employés	21,8%	23,2%	21,6%
Part des ouvriers	8,2%	13,0%	10,6%
Part des artisans et commerçants	3,0%	3,3%	3,7%
Part des retraités	2,8%	4,1%	4,0%
Autres personnes sans activité professionnelle	20,6%	21,2%	20,0%
② Public allocataire de la Caf	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Bénéficiaires du Rsa	**1 002**	**27 615**	**49 742**
Nombre de personnes couvertes par le Rsa	1 666	53 335	92 802
Bénéficiaires du Rsa majoré	77	2 794	4 529
Part des familles bénéficiaires du Rsa	15,4%	16,6%	14,8%
Bénéficiaires de la prime d'activité	**1 546**	**45 896**	**79 460**
Nombre de personnes couvertes par la prime d'activité	2 971	99 703	166 678
Bénéficiaires de la prime d'activité majorée	80	2 541	4 115
Part des familles bénéficiaires de la prime d'activité	24,3%	25,5%	22,5%
Part des allocataires dépendants des prestations à 50 % ou plus	**26,1%**	**25,9%**	**24,9%**
Part des allocataires avec enfant(s) à charge dépendants des prestations à 50 % ou plus	53,0%	46,5%	50,9%
Jeunes de 16-17 ans révolus sans activité	**18**	**708**	**1 242**
Part d'inactifs chez les jeunes de 16-17 ans révolus	4,4%	5,1%	4,7%
Zone d'influence : nombre d'allocataires pour un centre social	**6 216**	**7 041**	**7 390**

Sources : Caisses d'allocations familiales d'Île-de-France, décembre 2020 ; Insee, 2017.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II- Elements d'analyse relatifs a ces donnees

Si la population communale des jeunes de 15 à 24 ans révolus présente un taux de chômage inférieur de – 3,3 points rapportée à celle du département, celle des 25-64 ans présentent un taux de chômage légèrement supérieur de + 1,4 point. La répartition des catégories socioprofessionnelles[9] apporte également un éclairage complémentaire avec essentiellement la surreprésentation de cadres résidant au Kremlin-Bicêtre (+ 4,6 points) et *a contrario*, les sous-représentations des ouvriers (- 2,4 points) et, dans une moindre mesure, des professions intermédiaires (- 1,2 point) et des retraités (- 1,2 point).
En parallèle, les parts des familles bénéficiaires du revenu de solidarité active, de la prime d'activité, et celles dépendantes des prestations à 50 % ou plus sont toutes, de manière plus ou moins forte, supérieures à celles du niveau départemental (respectivement + 0,6 point, + 1,8 point et + 2,2 points).

Un centre social est également implanté sur le territoire communal et apporte ainsi une meilleure couverture (un pour 6 200 allocataires) au titre de l'animation de la vie sociale de proximité facilitant l'accès aux droits, le soutien à la parentalité ou encore la vie citoyenne et l'insertion, que le département (un pour 7 400 allocataires) - (annexe 1).

Enfin, Le Kremlin-Bicêtre compte un quartier prioritaire de la politique de la ville[10] sur les 42 définis sur le département du Val-de-Marne : « Péri – Schuman Bergonié » qu'elle partage avec la commune de Gentilly. Ce quartier, avec notamment un taux élevé de bénéficiaires de minima sociaux, apparait comme une poche de vulnérabilité sur le territoire communal et montre ainsi une certaine hétérogénéité de la population kremlinoise.

En conclusion, au regard de l'étude de ces données quantitatives et de la présence d'un quartier prioritaire, Le Kremlin Bicêtre présente un profil certes proche mais légèrement plus défavorable que le modèle départemental. Certains indicateurs observés tels que les revenus, les bénéficiaires d'une aide au logement, les familles monoparentales et/ou à bas revenus mais également celles bénéficiaires de minima sociaux ou dépendantes des prestations identifient finalement la population allocataire de la commune comme légèrement plus vulnérable socioéconomiquement que celle du Val-de-Marne.

Les Caf en Île-de-France
Ctrad Cellule technique de réflexion et d'aide à la décision

Rédacteur : Delphine Guérin

[9] Selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles sont distingués : les cadres, les professions intermédiaires, les employés, les ouvriers, les artisans et commerçants, les retraités et les personnes sans activité professionnelle, hors retraités.
[10] Ces nouveaux quartiers sont inscrits dans la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Annexe 1 – Equipements finances par la CAF

Petite enfance	Le Kremlin-Bicêtre	T12_Métropole du Grand Paris	Val-de-Marne
Crèches collectives familiales et parentales	9	74	199
Places en crèches collectives familiales et parentales	391	3 701	9 494
Assistantes maternelles en crèches familiales	13	90	284
Haltes garderies	2	9	20
Places en haltes garderies	32	136	352
Micro-crèches	-	1	4
Places en micro-crèches	-	10	40
Multi-accueils	1	66	175
Assistantes maternelles en multi-accueils	-	-	-
Places en multi-accueils	60	2 418	6 090
Jardin d'enfants	-	1	3
Places en Jardin d'enfants	-	60	155
Relais assistantes maternelles	1	18	43
Assistantes maternelles en relais assistantes maternelles	-	452	564
Enfance-Jeunesse	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Activités extrascolaires 2020	1	19	51
Foyers jeunes travailleurs 2020	-	3	4
Activités périscolaires 2020	-	18	50
Accueils adolescents 2020	2	13	33
Parentalité	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Centres sociaux d'animation collective	1	19	34
Contrats locaux d'accompagnement scolaire	1	23	56
Lieux d'accueil enfants parents	1	7	23
Médiations familiales	-	-	3
Insertion-Accès-Animation	**Le Kremlin-Bicêtre**	**T12_Métropole du Grand Paris**	**Val-de-Marne**
Animations locales	-	6	20
Centres sociaux	1	23	40

Sources : Caf- exercice 2020, Sias 2020.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 2 – POIDS FINANCIER DE LA CAF

Au titre des allocataires (Hors aides sociales)

ZRR: NON | Département: 94 - VAL DE MARNE | EPCI: Tout | Commune: 94043 - LE KREMLIN BICETRE

Poids financier de la Caf

Sources : BCA, mmsa, BCE-xxxx-1 Informations sources et données

Les montants de prestations versées sont calculés à partir des prestations versées au titre du mois de décembre de l'année de référence.

Montant des prestations versées au titre du mois de décembre.

Type de prestation	2016	2017	2018	2019
Somme versée en €	2 155 422	2 168 163	2 275 886	2 525 685

En savoir plus...

Nombre d'allocataires bénéficiaires par groupe de prestations

Note de lecture : Au 1er janvier 2016, la prime d'activité rentre en vigueur. Les allocataires bénéficiaires du Rsa activité basculent en prime d'activité.

Montant moyen par habitant de moins de 65 ans

ANNEE	En € par habitant
2016	93
2017	96
2018	101
2019	115

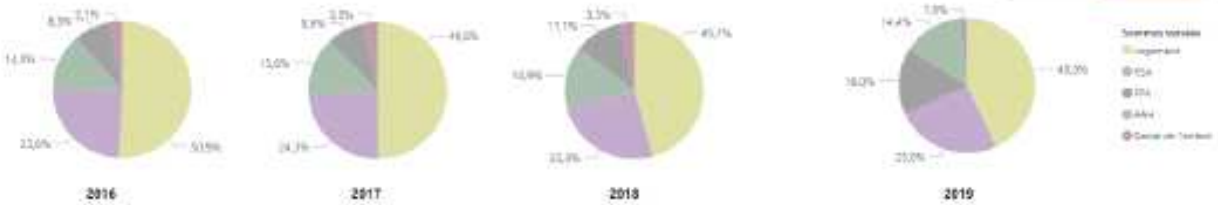
Montant moyen de PF versées par allocataire

ANNEE	En € par allocataire
2016	412
2017	410
2018	413
2019	422

Montant moyen de PF versées par famille

ANNEE	En € par famille
2016	871
2017	866
2018	938
2019	1047

Evolution des montants versés par prestation



Au titre des partenaires, exclusivement les prestations de service ordinaires

ZRR: NON | Département: 94 - VAL DE MARNE | EPCI: Tout | Commune: 94043 - LE KREMLIN BICETRE

Poids financier de la Caf

Source : MTDBO Informations sources et données

Prestations de service versées sur l'année

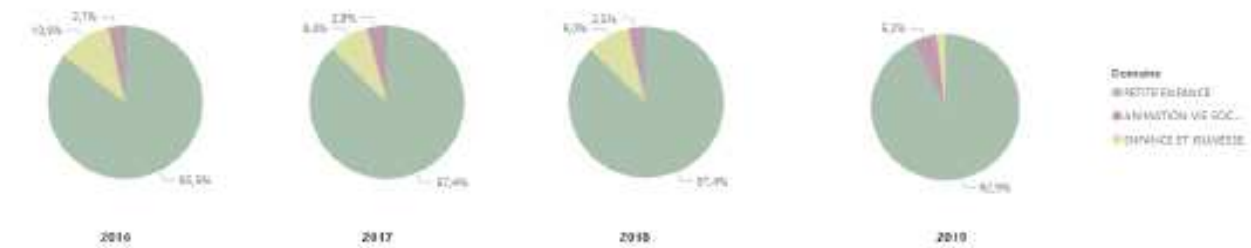
ANNEE	ANIMATION VIE SOCIALE	ENFANCE ET JEUNESSE	PARENTALITE	PETITE ENFANCE
2016	82 501	332 317	25 957	2 595 123
2017	87 690	252 460	36 768	2 619 080
2018	77 850	285 401	36 955	2 769 924
2019	90 341	33 490		1 629 181

Se référer aux MTDAS PARENTALITE sur Caf 2018 et 2017

VIGILANCE : Les données 2019 sont dites provisoires puisque :
- les PS CLAS 2019 ne sont pas liquidées (en octobre 2020, versement uniquement des acomptes). En effet, le fonctionnement sur l'année scolaire implique une liquidation du droit en novembre décembre 2020.
- les PS 2019 ne sont peut-être pas toutes liquidées.

Ces données 2019 seront définies suite au passage de la MTDBO en février 2021. Les données sous la fiche seront alors mises à jour.

Répartition des prestations de service versées

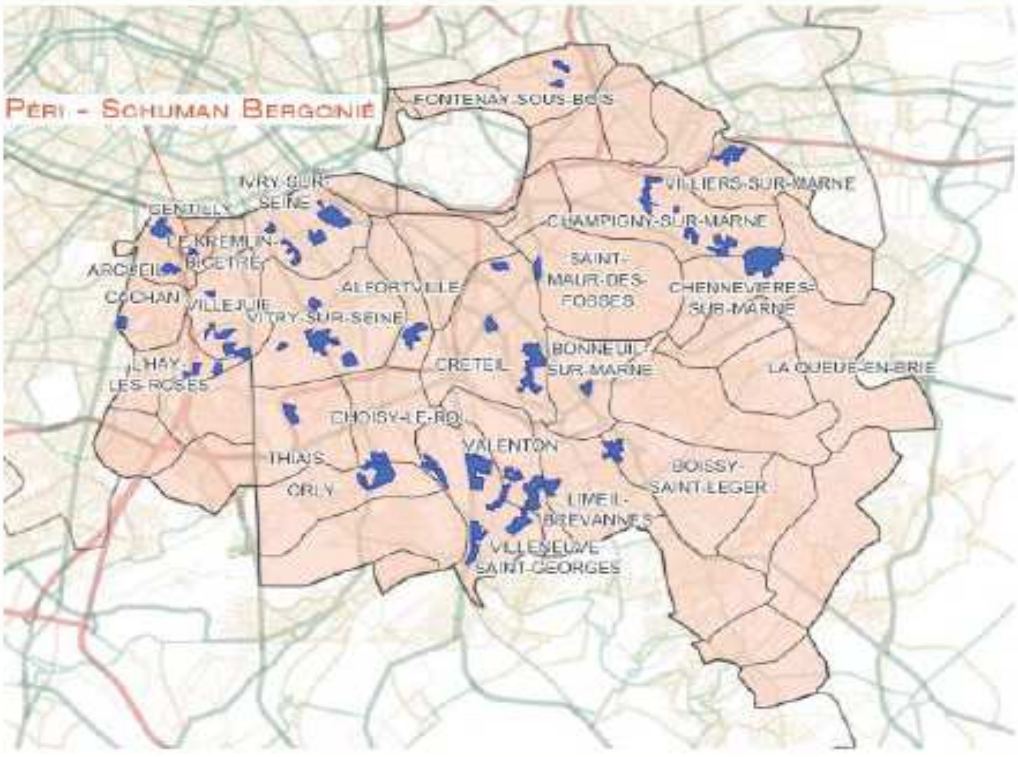


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

QP094015

PÉRI - SCHUMAN BERGONIÉ

COMMUNES : LE KREMLIN-BICÊTRE GENTILLY

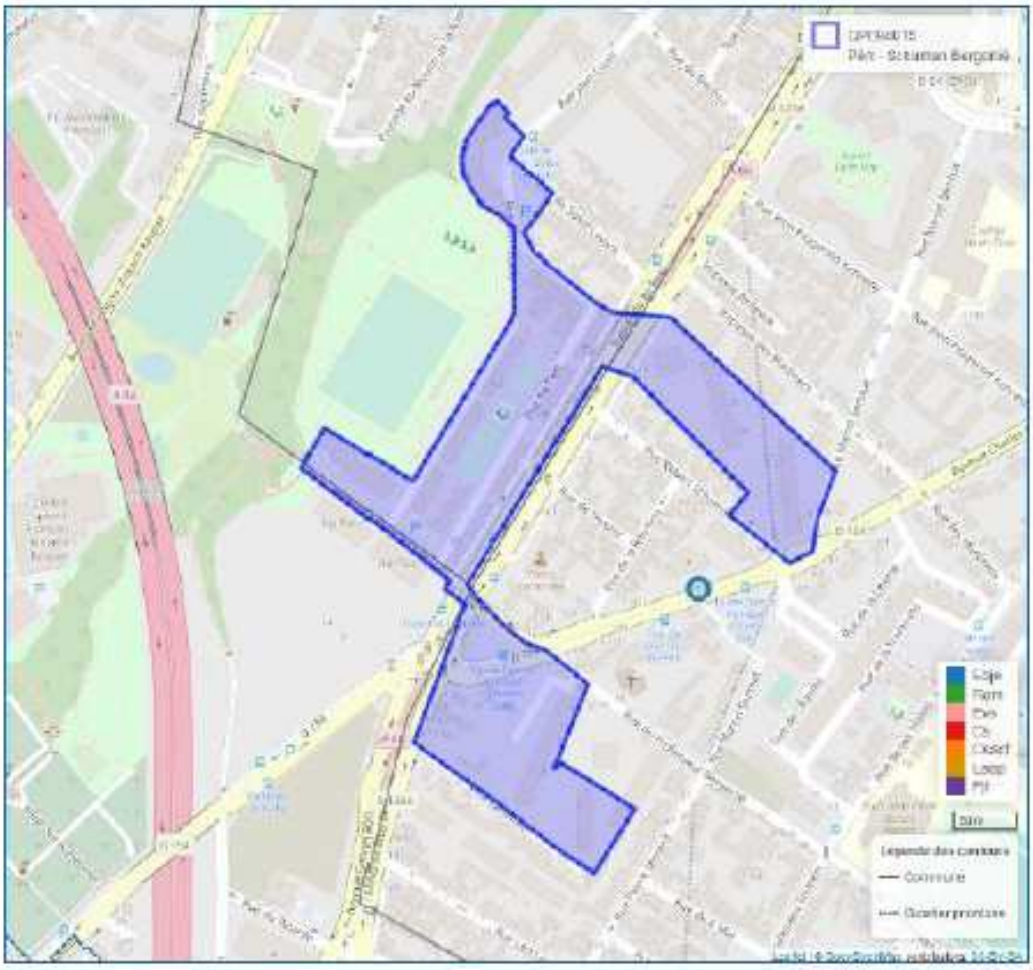


© Acadom France – Planisphères 2006

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

1. LES ÉQUIPEMENTS SOCIAUX FINANCÉS PAR LA CAF

- Les structures «petite enfance» : équipements d'accueil du jeune enfant (Eaje) et relais assistants maternels (Ram)
- Les structures «animation de la vie sociale» : centres sociaux (Cs) et espaces de vie sociale (Evs)
- Les structures «parentalité» : centres sociaux proposant une animation collective famille (Csacf) et lieux d'accompagnement enfants-parents (Laep)
- Les structures «jeunesse» : foyers de jeunes travailleurs (Fj)



© GeoRaB 2.0 IGN

Source : Cdaesc d'allocations familiales du Val de Marne décembre 2020

1 Géolocalisation réalisée à partir des bases de données Omega et Kiss 2020.

2 Un risque de recrutement d'un équipement par un autre est possible, si ceux-ci se situent à la même adresse.

→ Se référer à la carte interactive intégrée sur le site : www.cdsad-caf.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

QP094015 : Péri - Schuman Bergonié
Communes : Le Kremlin-Bicêtre Gentilly

2. Données sociales sur les allocataires

	Quartier			Commune(s)			Département		
Libellés	2015	2020	Évolution des effectifs (en %)	2015	2020	Évolution des effectifs (en %)	2015	2020	Évolution des effectifs (en %)
Données de contexte sociodémographique									
Population (base estimations 2013 et 2018)	5 809	5 998	4,4	40 318	40 401	0,4	1 386 029	1 399 813	2,0
Allocataires	609	608	16,7	8 753	10 666	10,0	346 881	382 816	17,4
Structure par âge des allocataires (en %) :									
moins de 25 ans	3,1	2,1	-12,6	17,9	25,1	66,7	9,4	10,4	44,6
de 25 à 44 ans	47,8	40,2	8,2	45,4	46,5	60,5	55,0	52,7	12,3
de 45 à 59 ans	33,5	35,4	46,3	22,8	22,5	22,1	26,3	25,9	16,7
de 60 ans ou plus	15,7	12,0	21,1	3,9	5,9	22,7	9,4	9,9	23,5
Structure familiale des allocataires (en %) :									
allocataires seuls	43,2	40,6	28,0	47,4	39,7	48,3	35,9	43,2	41,2
couples sans enfant	5,1	4,1	-13,9	4,5	4,6	25,7	3,9	4,0	21,6
familles monoparentales	30,4	33,6	12,6	17,9	14,7	7,1	16,1	16,6	8,9
couples avec enfant(s)	24,2	22,5	11,4	21,2	25,1	63,5	42,2	35,8	8,2
Familles allocataires	923	988	11,8	4 386	4 564	9,9	168 877	184 648	9,8
avec 1 enfant (en %)	35,7	30,0	33,8	33,8	33,1	1,9	28,8	28,0	1,8
avec 2 enfants (en %)	33,8	33,0	6,8	30,3	29,7	-1,3	28,6	28,8	1,3
avec 3 enfants ou plus (en %)	27,8	25,8	7,1	22,5	24,1	10,7	24,7	25,6	7,2
Enfants à charge	671	668	8,8	8 886	8 647	-3,1	368 818	380 390	6,8
De moins de 3 ans (en %)	14,2	14,0	6,0	17,3	16,5	-	17,0	16,7	4,0
De 3 à 5 ans (en %)	14,3	15,1	16,8	15,5	15,3	10,5	16,0	15,1	2,1
De 6 à 10 ans (en %)	30,2	40,6	-0,8	30,2	40,4	1,4	30,6	31,2	3,0
De 11 à 17 ans (en %)	9,5	11,7	183,1	7,7	8,4	14,2	8,0	8,2	7,5
De 18 à 25 ans (en %)	3,8	11,6	61,6	6,4	10,0	22,6	8,8	9,0	13,3
Population couverte	1 174	1 600	12,8	20 121	22 670	12,2	672 707	780 662	8,8
Données de contexte socioéconomique									
Bénéficiaires d'une aide au logement	847	877	8,8	6 811	8 906	33,9	117 889	139 676	18,8
Locataire parc social (en %)	55,7	55,7	7,5	45,3	47,2	15,4	51,2	49,1	11,8
Location parc privé (en %)	0,2	0,1	200,0	40,1	32,6	-27,1	20,3	41,2	32,2
Bénéficiaires de complément de revenus	191	199	33,8	1 926	2 460	38,9	48 382	61 302	31,8
part des allocataires percevant le revenu de solidarité active (en %)	23,5	25,0	38,7	15,9	17,2	34,4	15,9	15,5	25,8
part des allocataires percevant l'allocation adultes handicapés (en %)	8,1	7,7	14,2	6,3	6,7	15,0	6,4	6,1	11,4
part des allocataires percevant la prime d'activité (en %)	21,9	25,9	95,8	15,7	20,0	109,1	16,3	20,0	92,9
Allocataires sur population de référence du RLC*	462	607	16,8	7 999	8 421	22,9	228 049	268 008	19,9
dont allocataires dépendants des prestations à 50% ou plus	191	209	4,5	3 351	3 885	26,9	48 387	78 559	15,6
- dont allocataires dépendants de 50 à 74%	23,4	15,8	-11,1	22,4	20,4	12,0	22,7	22,5	14,4
- dont allocataires dépendants de 75 à 100 %	76,6	84,2	16,2	77,6	79,6	26,3	77,4	77,5	14,8
Structure familiale des allocataires dépendants à 50 % ou plus									
allocataires seuls	42,7	43,0	-11,6	42,4	44,2	22,9	44,6	46,6	22,1
couples sans enfant	3,0	3,0	-14,3	3,3	3,3	17,1	3,1	3,0	4,0
familles monoparentales	29,3	36,7	25,0	21,4	19,5	12,4	24,9	23,3	8,6
couples avec enfant(s)	12,5	11,4	-4,2	14,3	13,0	2,0	15,0	15,3	2,1

* Hors étudiants et allocataires ou conjoints âgés de 65 ans ou plus
Sources : Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne, décembre 2015, 2020 & Insee, recensement 2013, 2018

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

3. SITUATION SOCIALE DU QUARTIER, ÉVOLUTION 2016 - 2020

	Population allocataire	Taux d'évolution 2016/2020
	608	19,7 %
	Données 2020	Evolution 2016/2020
Taux d'allocataires isolés :	48,5 %	↗
Nombre de bénéficiaires de compléments de revenus :	199	↗
Nombre d'allocataires dépendant des prestations à 50 % ou plus :	202	↗

Le quartier prioritaire de la politique de la ville « Péri - Schuman Bergonié », situé à la croisée des communes du Kremlin-Bicêtre et de Gentilly, compte 608 allocataires, soit une évolution de +19,7 % entre 2016 et 2020. Dans une moindre mesure, sa population, couverte par au moins une prestation versée par la caf (1930 personnes), a augmenté de +13,3 % sur cette période.

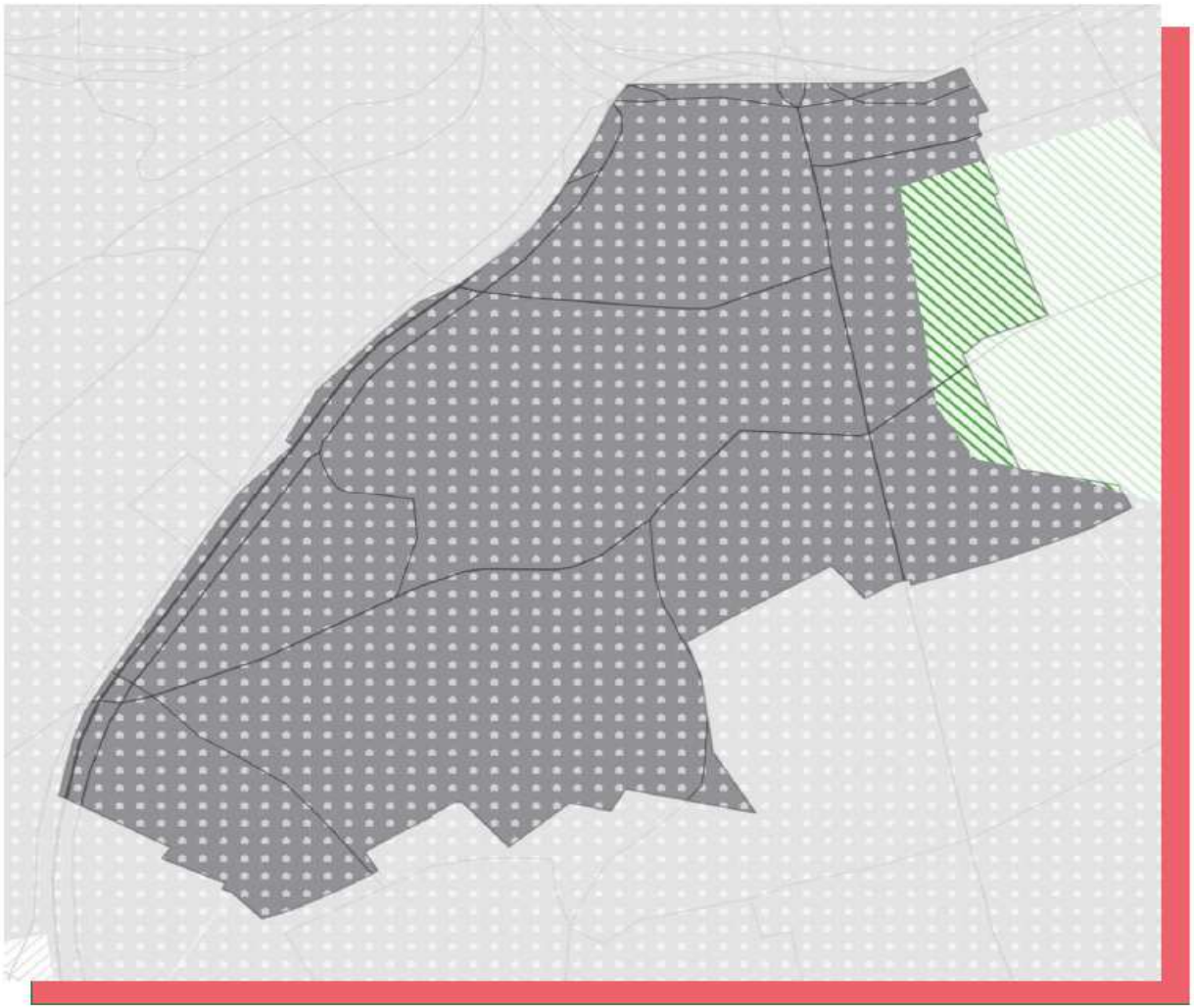
La caractéristique de ce quartier, relative à la très faible part des allocataires de moins de 25 ans (2,3 %), s'est renforcée sur la période observée. En revanche, le quartier montre une certaine stabilité concernant la part des séniors de 60 ans ou plus, même si celle-ci reste nettement supérieure à celle des territoires supra. Seule la tranche des 45 à 59 ans a progressé, accentuant l'écart déjà constaté en 2016 avec les communes (35,5 % contre 22,5 % au niveau communal). S'agissant de la structure familiale, les familles monoparentales restent particulièrement représentées, 23,8 % des allocataires du quartier, même si leur part s'est légèrement infléchie (-1,6 point) sur la période étudiée. *A contrario*, celle des allocataires isolés a évolué de +4,2 points.

Ce quartier compte 377 bénéficiaires d'une aide au logement, soit un taux d'évolution de +6,6 % entre 2016 et 2020, représentant 62,0 % de l'ensemble des allocataires de ce territoire. La quasi-totalité de ces allocataires réside dans le parc social (96,7 %).

La part des allocataires de ce quartier, percevant le revenu de solidarité active, reste plus élevée que celle des communes dans lesquelles il se situe (25,0 % contre 17,2 %). Au total, 199 allocataires perçoivent un complément de revenus, soit 32,7 % des allocataires du quartier. Enfin, le quartier « Péri - Schuman Bergonié » connaît une évolution de +5,2 % du nombre d'allocataires dépendant des prestations à 50 % ou plus, sur la période étudiée. Ce taux d'allocataires dans le champ des revenus reste supérieur à celui constaté au niveau des communes, respectivement 38,3 % et 33,4 %. ■

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II) PRESENTATION DU TERRITOIRE



ithéa
ithea-conseil.fr

Convention Territoriale Globale (CTG)

Rapport de diagnostic

Le Kremlin Bicêtre

Le Kremlin Bicêtre

2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

INTRODUCTION

La commune du Kremlin-Bicêtre a fait le choix d'impulser une démarche de **diagnostic social de territoire dans le cadre de la signature d'une Convention Territoriale Globale (CTG)**.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une **convention de partenariat** qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants du territoire. Elle définit le cadre politique partagé entre la CAF et la collectivité. Les CTG ont vocation à couvrir tout le territoire national. La signature d'une CTG est nécessaire afin de permettre aux collectivités de conserver leurs financements des anciens CEJ arrivant à terme.

Il s'agit d'un **contrat multithématique** qui porte sur l'enfance, la jeunesse, la parentalité mais aussi sur l'insertion, le logement, le handicap, l'accès aux droit et l'animation de la vie sociale locale.

La CTG est une convention **d'objectifs communs**, au sein de laquelle **la commune se fixera un cap** à tenir pour une meilleure cohérence des services et pour renforcer l'attractivité du territoire. Toutefois, les financements CAF continuent à être versés aux collectivités compétentes.

La CTG s'appuie sur un diagnostic social du territoire afin de mettre en lumière les adéquations et carences entre les besoins des usagers et l'offre présente sur le territoire. Elle vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services éducatifs et sociaux sur le territoire.

LES OBJECTIFS DE L'ETUDE

- **Mieux connaître les tendances socio-démographiques du territoire et leurs évolutions**
- **Analyser la cohérence de l'offre et des projets portés par la collectivité par rapport aux besoins**
- **Impulser une dynamique de concertation entre les communes**
- **Favoriser la connaissance des services par les partenaires, renforcer la transversalité et améliorer la lisibilité de l'offre pour les administrés**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SOMMAIRE

1. DÉMOGRAPHIE
2. PETITE ENFANCE
3. ENFANCE-JEUNESSE
4. FAMILLES-PARENTALITÉ
5. SENIORS
6. HABITAT, LOGEMENT
7. EMPLOI
8. ACCÈS AUX DROITS
9. SANTÉ ET HANDICAP
10. VIE SOCIALE-LOISIRS-VACANCES
ANNEXES (DONT GLOSSAIRE)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

COMMENT LIRE CE RAPPORT ?

Le présent document **restitue les conclusions issues d'un diagnostic réalisé à partir de données quantitatives :** données statistiques issues d'une quinzaine de bases de données (dont INSEE, Pôle Emploi, CAF, etc.).

Il s'agit d'un document sur lequel figurent des données statistiques sur le territoire, complétées de cartographies, mais aussi de pages de synthèse en début de thématique. Chacune des synthèses thématiques est structurée de la façon suivante

La structuration d'une page « statistique »



BON A NOTER

Les éléments statistiques traités dans le diagnostic permettent une comparaison de la commune avec les territoires suivants :

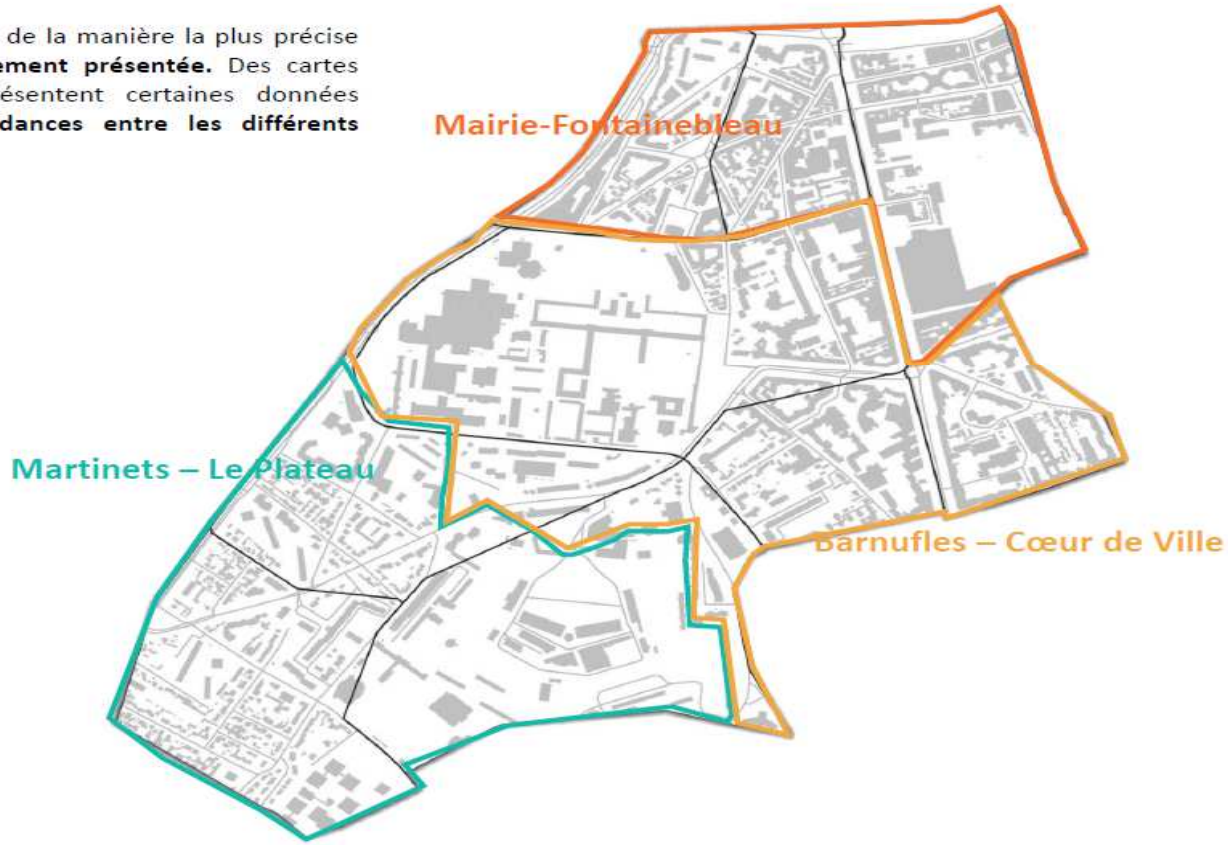
- Arcueil
- Malakoff
- EPT Grand Orly Seine Bièvre
- Le Val de Marne

A noter : *Les éléments suivis d'un « * » sont définis dans le glossaire en annexe du présent document.*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FOCUS – LECTURE PAR QUARTIER

Afin de pouvoir analyser les données du territoire de la manière la plus précise possible, une **analyse infracommunale est également présentée.** Des cartes suivant le découpage des IRIS de l'INSEE présentent certaines données statistiques afin de pouvoir **comparer les tendances entre les différents quartiers**.



Cartographie représentant la répartition des 3 quartiers de la commune (selon la répartition indiquée sur le site de la commune)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

BON A NOTER

Les cartographies proposées pour chaque thématique du Profil Croisé sont proposées à l'échelle de l'EPCI.

Cette carte permet de positionner chacune des communes, notamment les communes « territoires de comparaison » Malakoff et Arcueil.

Grand-Orly Seine Bièvre

L'établissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre est une structure intercommunale qui regroupe 24 communes situées sur les départements de l'Essonne et du Val-de-Marne

Les EPT sont des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), créées en 2016 pour renforcer l'action territoriale au sein de la métropole du Grand Paris.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



1.
DÉMOGRAPHIE

1.1 Principales dynamiques

1.2 Tranches d'âge

1.3 CSP, Diplôme

Revenir au sommaire

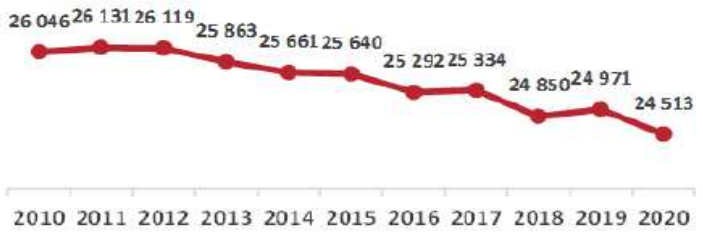
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Une population qui a tendance à stagner depuis les années 70**
  - 24 513 habitants au 1er janvier 2020 sur la commune du Kremlin-Bicêtre
    - Une population en baisse de 6 % entre 2010 et 2020
    - Toutefois entre 1968 et 2020, la commune a gagné 3 715 habitants
  - Un constat qui s'explique par un solde naturel négatif (naissances - décès) de 1,1 % qui ne compense pas le solde migratoire (arrivées - départs) de – 1,6 %
    - Des départs de la commune plus nombreux par rapport à l'arrivée de nouvelles populations (solde migratoire moyen sur la période 2014-2019), un constat plus fort par rapport à l'échelle départementale (solde migratoire moyen de -0,5 % sur la période)

Évolution annuelle de la population depuis 2010



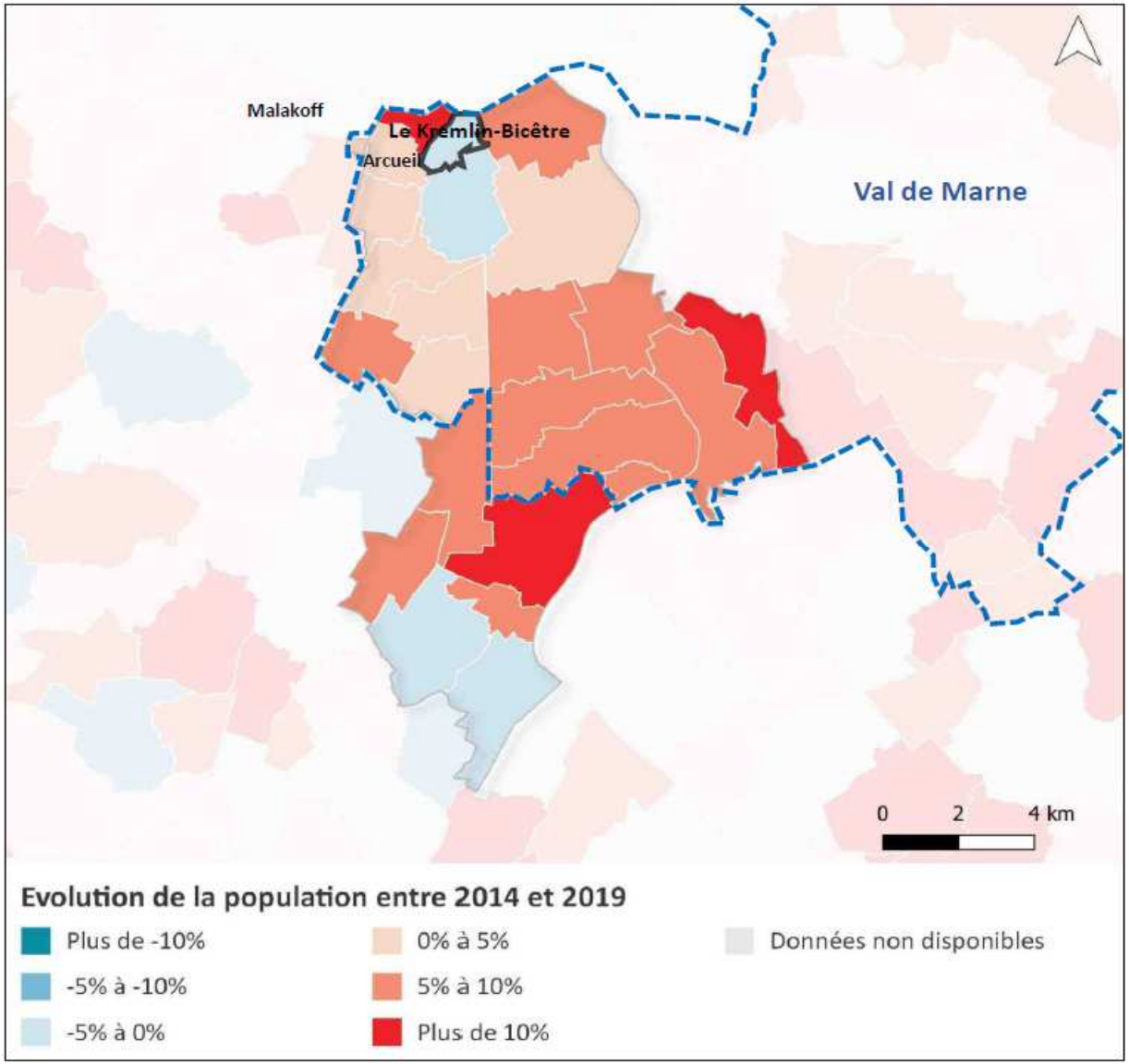
Source : INSEE 2010-2020

- **Malgré la baisse de la population, des jeunes plutôt bien représentés parmi les habitants du Kremlin-Bicêtre**
  - 42 % des Kremlinois ayant moins de 30 ans, contre 38 % pour la commune de Malakoff, et 41 % pour la commune d'Arcueil
  - Un indice de jeunesse (12,9) qui correspond aux tendances territoriales (13,7 pour la commune d'Arcueil, 12,8 dans le Val de Marne)
  - Des jeunes de moins en moins présents au sein de la commune : alors qu'ils étaient 6 563 à se situer dans la tranche d'âge des 15-29 ans en 2009, ils sont 5 937 à faire partie de cette catégorie d'âge en 2019
    - Une perte d'attractivité du territoire pour les jeunes à questionner ?
- **Des nouveaux arrivants dans la commune faisant majoritairement parti de la population active**
  - 53 % des nouveaux arrivants en 2019 se situant dans la tranche d'âge 25-54 ans
  - Une dynamique de territoire qui se constate également au regard des catégories socio-professionnelles : 24 % des nouveaux arrivants faisant parti de la catégorie des cadres et professions intellectuelles en 2019, et 14 % faisant parti des professions intermédiaires
  - A noter également une augmentation du nombre de foyers fiscaux entre 2016 et 2021 sur la commune, de 5 % (soit + 778 foyers fiscaux sur la commune)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle a été l'évolution de la population entre 2014 et 2019 ?

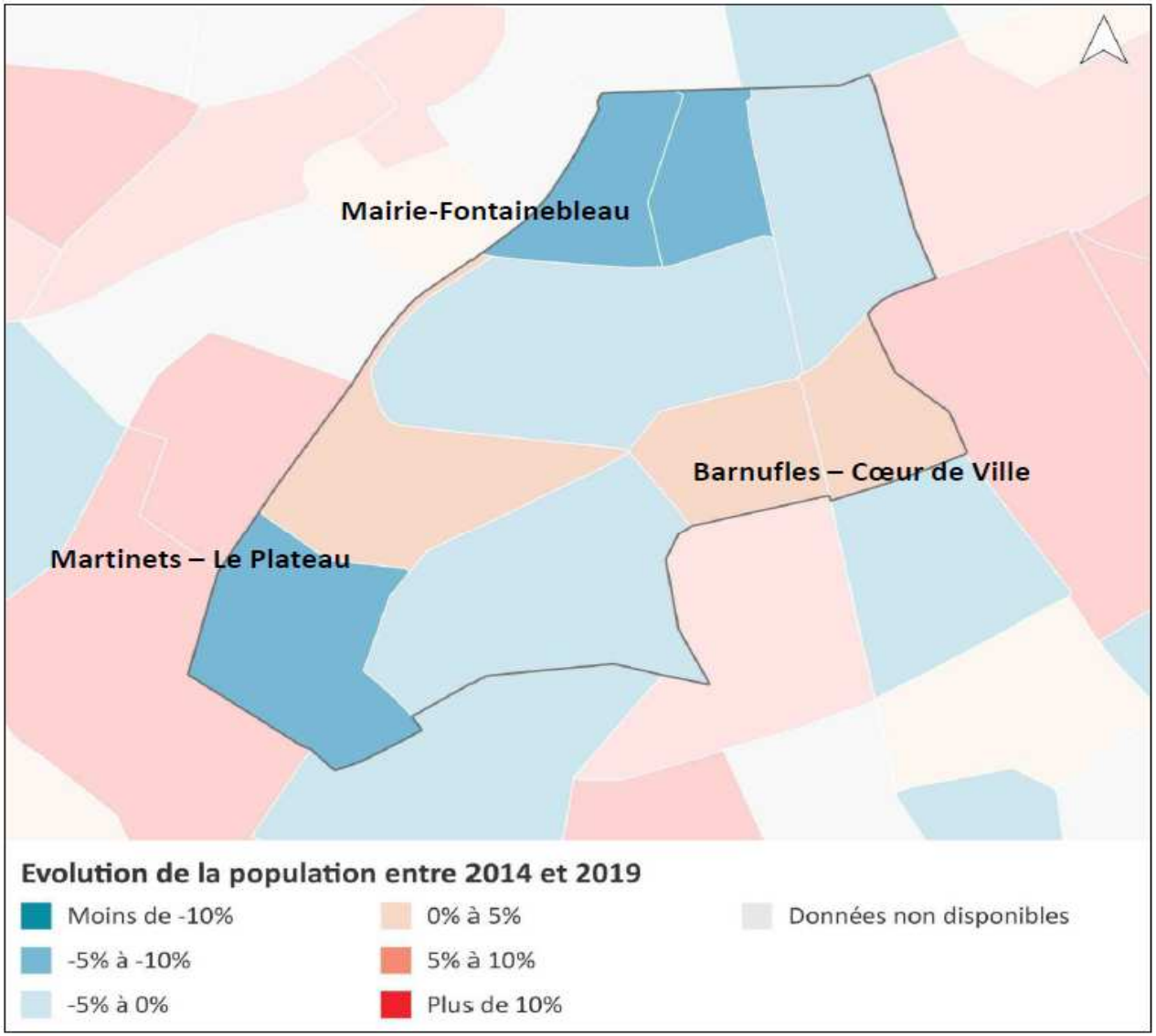


Source : INSEE 2014-2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle a été l'évolution de la population dans chaque quartier entre 2014 et 2019 ?



Source : INSEE 2014-2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (1/3)

La population a-t-elle augmenté ou a-t-elle baissé ? À quel rythme ? Pour quelles raisons ?

LE RECENSEMENT

Les communes de moins de 10 000 habitants font l'objet d'un recensement exhaustif tous les cinq ans. A l'inverse, les communes de 10 000 habitants ou plus font l'objet d'une enquête annuelle, 40% de leur population étant recensée sur une période de cinq années. Pour ces dernières, les données du recensement sont une moyenne estimée sur les cinq dernières années (ex. chiffres 2019 = moyenne 2017-2021).

Du fait de la crise sanitaire, le recensement 2021 a été réalisé en 2022.

LA POPULATION LEGALE

Pour estimer au plus près la population légale, l'INSEE s'appuie sur différents fichiers : impôts, allocataires de prestations sociales... Cette estimation est cruciale : près de 350 articles de lois ou de codes se réfèrent à la population légale (ex. dotations, nombre de conseillers municipaux, barèmes de certaines taxes...).

Données générales

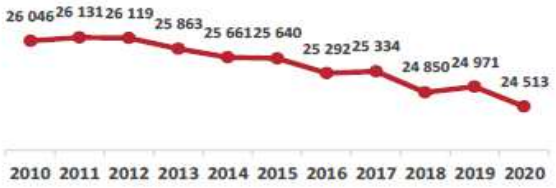
Populations légales au 1er janvier 2023 :

Population municipale : 24 513 hab.
Population comptée à part* : 129 hab.
Population totale : 24 642 hab.
Superficie : 1,5 km²
Densité de population au km² : 16 215 habitants

Source : INSEE 2019 et INSEE 2023

Le Kremlin-Bicêtre accueille 24 513 habitants selon les dernières estimations de l'INSEE.

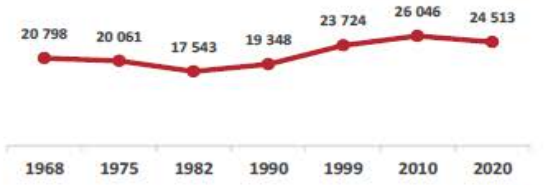
Évolution annuelle de la population depuis 2010



Source : INSEE 2010-2020

De 2010 à 2020, la population du territoire est passée de 26 046 à 24 513 habitants, soit une évolution de -6% sur la période.

Indicateur clé | Évolution de la population de 1968 à 2020



INSEE 1968-2020

En 2020, la population était de 24 513 habitants.

Évolution du nombre de foyers fiscaux entre 2016 et 2021



Source : DGFiP 2016-2021

Pour Le Kremlin-Bicêtre, le nombre de foyers fiscaux est passé de 14 298 à 15 076 entre 2016 et 2021, soit une évolution de 5%.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (2/3)

De nouveaux habitants sont-ils arrivés ? Y-a-t-il plus de naissances que de décès ? De départs que d'arrivées ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

- **Solde migratoire** = Arrivées – Départs
- **Solde naturel** = Naissances - Décès

DE PLUS EN PLUS D'HABITANTS EN FRANCE !

La tendance nationale est à la hausse démographique (environ +0,3% par an entre 2017 et 2021), ce qui représente environ 180 000 personnes supplémentaires chaque année dans l'Hexagone (221 000 en 2021). Au 1er janvier 2022, la France comptait 67,8 millions d'habitants.

Cette progression est principalement due aux naissances sur le territoire compensant les décès (solde naturel) même si le taux de fécondité en France baisse, comme ailleurs en Europe.

À noter toutefois que le taux de fécondité en France est de 1,83 enfants par femme et représente le taux le plus élevé de l'Union Européenne (1,59 enfants par femme en moyenne.)

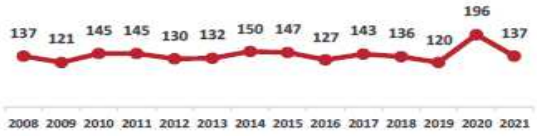
Indicateur clé | Variation annuelle moyenne de la population entre 2014 et 2019



Source : INSEE 2014-2019

Entre 2014 et 2019, le solde naturel moyen pour Le Kremlin-Bicêtre était chaque année de 1,1%, contre -1,6% pour le solde migratoire.

Evolution des décès



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2021

En 2021, le nombre de décès enregistrés pour Le Kremlin-Bicêtre était de 137.

Evolution des naissances



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2021

En 2021, le nombre de naissances enregistrées pour Le Kremlin-Bicêtre était de 314.

Evolution du nombre de foyers allocataires de la CAF entre 2016 et 2021



Source : Caf.data 2016-2021

Pour Le Kremlin-Bicêtre, le nombre d'allocataires de la CAF est passé de 5 233 à 6 066 entre 2016 et 2021, soit une évolution de 16%.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (3/3)

Comment se renouvelle la population ? Le profil des nouveaux arrivants est-il similaire au reste de la population ?

CE QUI FAIT ÉVOLUER LE PROFIL DES HABITANTS

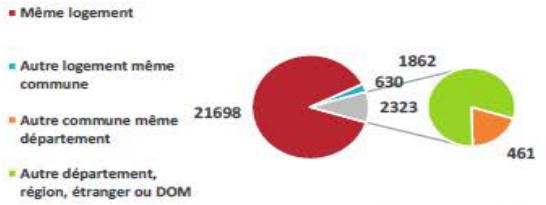
L'arrivée de nouveaux habitants qui ont un profil différent de la population déjà résidente (âge, CSP...) peut s'expliquer par plusieurs facteurs : offre de formation et d'emploi, livraison de nouveaux logements, bonne « réputation » de la commune...

Le télétravail, qui s'est fortement développé suite à la crise sanitaire, a engendré des déplacements importants de population, notamment de jeunes et de CSP+ davantage mobiles, des grandes villes vers les zones rurales ou péri-urbaines. Dans ces cas, le raccordement d'une ville à la fibre peut être un facteur déterminant dans le choix d'implantation de la population !

LA DÉFINITION

La catégorie « **Autres** » des CSP de l'INSEE = les « autres personnes sans activité professionnelle » (les élèves, étudiants et hommes/femmes au foyer).

Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2018) – En nombre



Source : INSEE 2019

En 2019, 1 862 habitants de la commune résidaient l'année précédente dans un autre département, une autre région, à l'étranger ou dans un DOM.

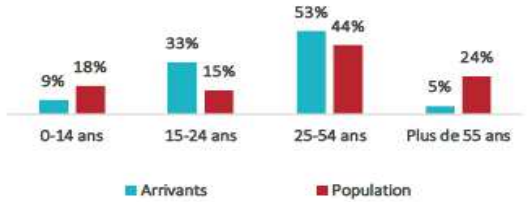
Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2018) – En %



Source : INSEE 2019

En 2019, 3% des habitants de la commune résidaient l'année précédente dans un autre logement de leur commune de résidence.

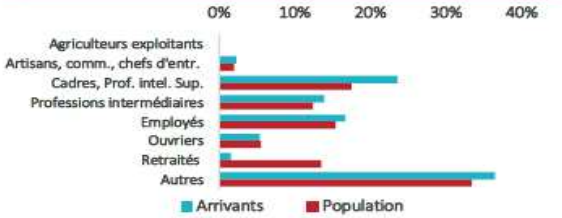
Âge des arrivants par rapport au reste de la population



Source : INSEE 2019

En 2019, 53% des nouveaux arrivants de la commune avaient entre 25 et 54 ans.

Catégorie socioprofessionnelle* des arrivants par rapport au reste de la population



Source : INSEE 2019

En 2019, 17% des nouveaux arrivants de la commune faisaient partie de la catégorie employés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

1.2 TRANCHES D'ÂGE

Mon territoire est-il jeune ? Étudiant ? Familial ? Vieillissant ? Quelles classes d'âge sont en hausse / en baisse ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Plus l'indice de jeunesse est élevé, plus la population est jeune.

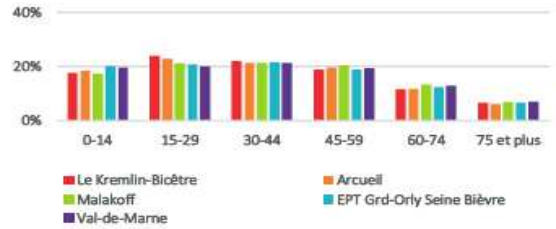
- **Indice de jeunesse** = Les moins de 20 ans / les plus de 60 ans

LA PYRAMIDE DES ÂGES

1. L'espérance de vie des femmes étant plus élevée, les hommes (en bleu) sont souvent sous-représentés en haut de la pyramide
2. La génération des babyboomers est représentée dans la 2ème moitié de la pyramide (les 60-74 ans)
3. La pyramide peut se creuser entre 18 et 30 ans, notamment si les jeunes partent pour se former ou pour un 1er emploi
4. Plus la base de la pyramide est large, plus la population est jeune

Les différences entre 2009 et 2019 sont visibles à travers les espaces blancs encadrés et/ou les dépassements.

Indicateur clé | Détail de la population par classes d'âge



Source : INSEE 2019

En 2019, les 0-14 ans représentaient 18% de la population de la commune, contre 20% pour le Val-de-Marne.

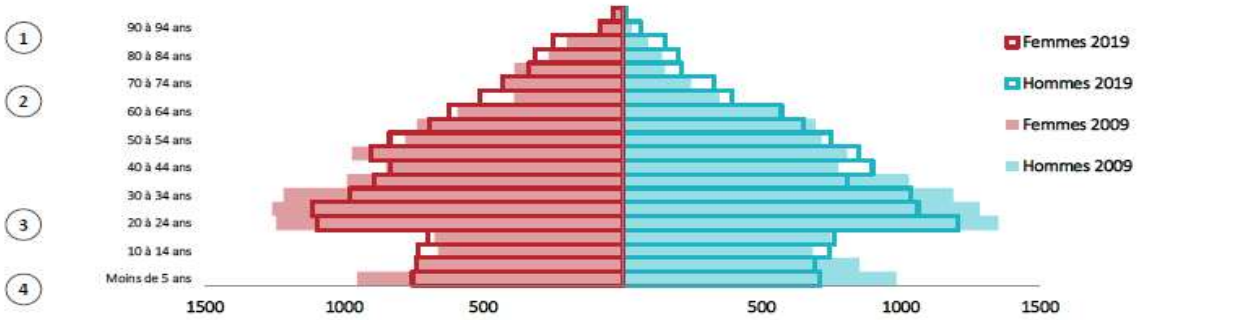
Indice de jeunesse*



Source : INSEE 2019

En 2019, on comptait pour Le Kremlin-Bicêtre 12,9 personne(s) de moins de 20 ans pour 10 personnes de plus de 60 ans.

Pyramide des âges de la population du Kremlin-Bicêtre



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

1.3 CSP, DIPLÔME

La population compte-t-elle beaucoup de cadres ? D'ouvriers ? D'employés ? De retraités ? Est-elle diplômée ?

LES CSP

Le code des catégories socio-professionnelles a été élaboré en 1951. Le système reflétait le modèle économique de l'époque avec des catégories telles que « salariés de l'agriculture » ou « patrons de l'industrie et du commerce ».

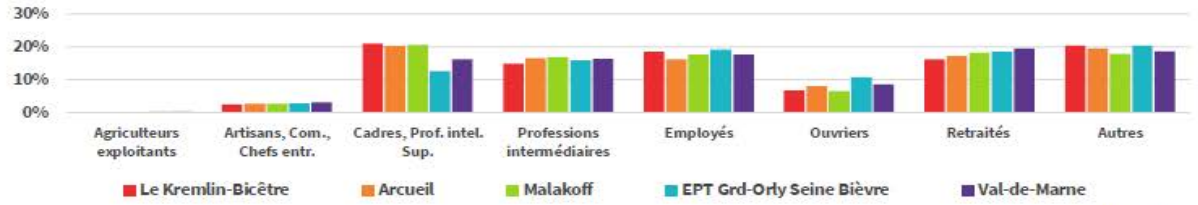
La version actuellement en vigueur (PCS-ESE 2017) est une ventilation plus détaillée. Elle éclate certaines catégories pour mieux prendre en compte l'apparition de nouveaux métiers, notamment ceux de la fonction publique.

Catégorie Socio Professionnelle (CSP)

= Synthèse de la profession
\+ Position hiérarchique
\+ Statut (salarié ou non)

Le « découpage » de la société en CSP n'a pas fini d'évoluer : un collectif de chercheurs a même imaginé une nomenclature européenne (European Socio-Economic Groups).

Indicateur clé | Les 15 ans ou plus par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE 2019

En 2019, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures était de 21% pour Le Kremlin-Bicêtre, alors que ce chiffre était de 13% pour l'EPT Grd-Orly Seine Bièvre.

Evolution des 15 ans ou plus par catégorie socioprofessionnelle*

	2009	2014	2019	Evol. 2009-2019
Agriculteurs exploitants	1	0	0	-100%
Artisans, com., chefs d'entr.	529	518	507	-4%
Cadres et prof. intellect. sup.	3 625	3 937	4 331	+19%
Professions intermédiaires	3 813	3 572	3 079	-19%
Employés	4 650	4 101	3 792	-18%
Ouvriers	1 499	1 582	1 365	-9%
Retraités	3 389	3 288	3 333	-2%
Autres	3 995	3 913	4 216	+6%
Ensemble	21 501	20 912	20 623	-4%

Source : INSEE 2009-2019

Entre 2009 et 2019, les habitants de la CSP « employés » ont évolué de -18% pour Le Kremlin-Bicêtre.

Population non-scolarisée (qui a terminé ses études)* par niveau de diplôme



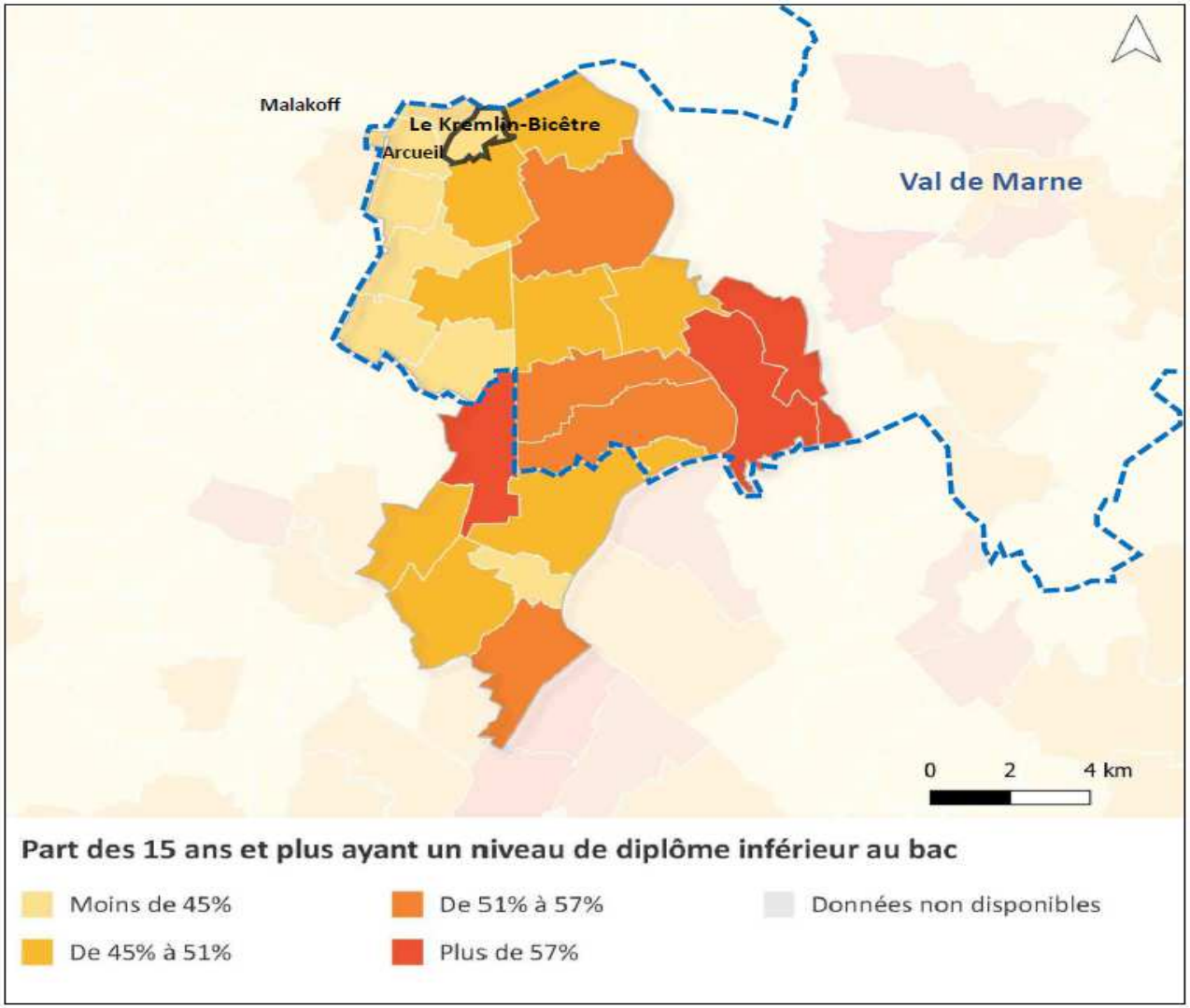
Source : INSEE 2019

En 2019, on enregistrait 48% de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 15 ans ou plus non-scolarisés de la commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part de la population qui n'est pas diplômée du baccalauréat ?

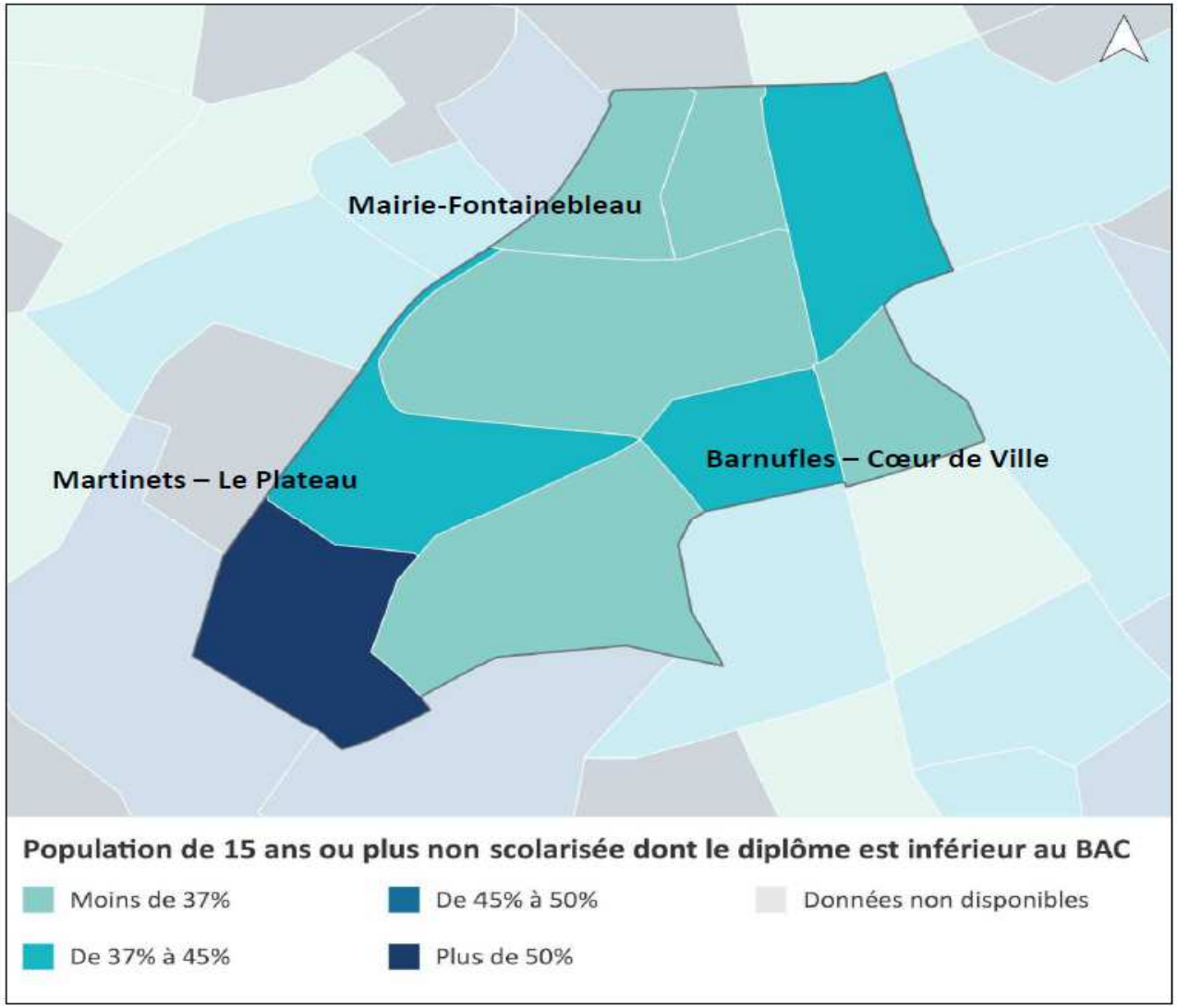


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part de la population des quartiers dont le niveau est inférieur au baccalauréat ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



2.
PETITE ENFANCE

2.1 Moins de 3 ans et taux de couverture global

2.3 Allocataires de la PAJE

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Des enfants de 0-3 ans présents sur la commune, un constat qui correspond aux réalités territoriales**
  - En 2019, les moins de 3 ans représentent 3,8 % de la population du Kremlin-Bicêtre, contre 4,3 % à l'échelle de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre, et 3,2 % à l'échelle de la France métropolitaine
    - Soit 937 enfants de moins de 3 ans habitants sur la commune en 2019
  - Cette part était de 4,9 % en 2009, attestant d'une certaine baisse de cette population ces dernières années, baisse constatée également à l'échelle départementale (- 0,3 %) et à l'échelle nationale (- 0,5 %)
- **De nombreux parents en activité professionnelle induisant des besoins en mode de garde**
  - 58 % des moins de 3 ans ont un monoparent ou deux parents qui travaillent, une part correspondant aux moyennes des territoires de comparaison (59 % pour la commune d'Arcueil et 66 % pour la commune de Malakoff), pouvant induire des besoins en mode d'accueil élevés
  - Une part assez faible de parents qui ont réduit ou cessé leur activité professionnelle pour élever leur(s) enfant(s) : 1 allocataire de la PreParE *(= aide au mode de garde destinée aux parents qui ont réduit ou cessé leur activité professionnelle)* pour 100 enfants de moins de 3 ans soit 59 familles bénéficiaires à l'échelle de la commune, un taux dans la moyenne basse par rapport aux territoires de comparaison (entre 1,1 et 1,9)
  - 70 places d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans en 2020, un taux de couverture global en matière d'accueil élevé, et supérieur aux territoires de comparaison (50 places en moyenne dans le département et 48 places à Arcueil)
- **Une offre d'accueil collectif présente sur la commune mais une offre d'accueil individuel en baisse**
  - En 2018, 68 % des places d'accueil étaient proposées par de l'offre d'accueil collectif sur la commune, et 28 % par de l'accueil individuel
    - A noter, 391 places en crèches collectives, 32 en halte-garderie, et 60 en multi-accueil recensées en 2020 (données CAF)
  - Le nombre moyen d'assistantes maternelles en baisse, de 18 % entre 2016 et 2020. Le nombre d'heures par enfant accueilli par une assistante maternelle également en baisse (109 heures en 2018 contre 125 en 2016).
    - A noter, en 2020, il y avait sur la commune 73 assistantes maternelles actives (données Paje emploi 2020)
    - Des questionnements à anticiper pour le maintien de l'offre individuelle compte tenu des difficultés de renouvellement au sein de la profession, rencontrées au niveau national

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

2.1 MOINS DE 3 ANS ET TAUX DE COUVERTURE GLOBAL

Combien y a-t-il de jeunes enfants dans le territoire ? Quels sont les besoins en modes de garde ? Quelle est la capacité théorique d'accueil des jeunes enfants ? L'offre est-elle suffisante ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Besoins en modes de garde élevés

= Part des 0-3 ans élevée

\+ Faible part des 2 ans scolarisés

\+ Forte proportion de parents qui travaillent

LA DÉFINITION

Selon les modalités de calcul de la CAF, les « **places d'accueil** » correspondent à tous les modes d'accueils individuels et collectifs présents pour les moins de 3 ans : assistants maternels, établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), écoles maternelles et gardes à domicile (autres).

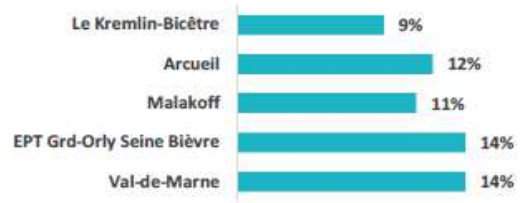
Part des moins de 3 ans au sein de la population

	2009	2014	2019
Le Kremlin-Bicêtre	4,9%	4,1%	3,8%
Arcueil	4,3%	4,2%	4,4%
Malakoff	4,1%	3,6%	3,3%
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	4,4%	4,4%	4,3%
Val-de-Marne	4,3%	4,2%	4,0%

Source : INSEE 2009-2019

En 2019, les moins de 3 ans représentent 3,8% de la population pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 4,9% en 2009.

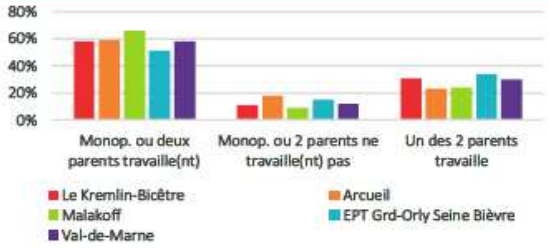
Part des 2 ans scolarisés



Source : INSEE 2019

En 2019, la part des deux ans scolarisés était de 9% pour Le Kremlin-Bicêtre, alors qu'elle était de 14% pour le Val-de-Marne.

Moins de 3 ans par situation d'emploi du monoparent ou des deux parents



Source : INSEE 2019

En 2019, la part des moins de 3 ans de la commune dont le ou les parent(s) ne travaille(nt) pas était de 11%.

Nombre de places d'accueil (tous modes de garde confondus) pour 100 enfants de moins de 3 ans



Source : CAF 2020

En 2020, le taux de couverture global de l'offre d'accueil du jeune enfant de la commune était de 70 pour 100 enfants de moins de 3 ans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

2.3 ALLOCATAIRES DE LA PAJE

Quel recours à quels modes de garde de la part des familles ? Certains parents renoncent-ils à leur activité professionnelle pour garder leurs enfants ?

LA PAJE

La **Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE)**, qui constitue la principale aide au mode de garde, se divise en deux grandes catégories (cumulables entre elles) :

- **PreParE** = parents qui ont réduit ou cessé leur activité professionnelle pour élever leur(s) enfant(s)
- **CMG** = parents qui travaillent et qui ont recours à un mode de garde (assistant maternel ou micro-crèche)

Mis en lien avec le nombre de naissances, ces indicateurs permettent d'avoir une vision de l'évolution récente des besoins en matière de mode de garde.

Allocataires de la PAJE* parmi les allocataires CAF en 2021



Source : CAF 2021

En 2021, 11,1% des foyers CAF de la commune bénéficiaient de la PAJE, contre 14,6% pour l'EPT Grd-Orly Seine Bièvre.

Bénéficiaires de la PreParE* pour 100 enfants de moins de 3 ans

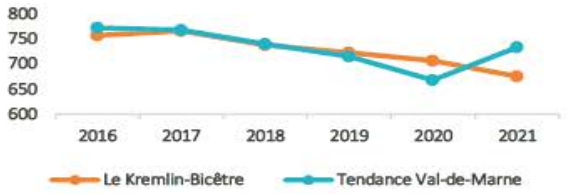


Nb de foyers bénéficiaires de la Prepare : 59

Source : CAF 2021

En 2021, il y avait 1,0 allocataires de la PreParE pour 100 enfants de moins de 3 ans, contre 1,5 pour le Val-de-Marne.

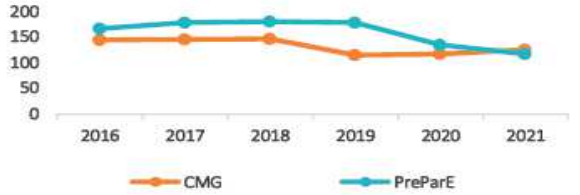
L'évolution des allocataires de la PAJE*



Source : CAF 2016-2021

Entre 2016 et 2021, le nombre de foyers allocataires de la PAJE de base est passé pour Le Kremlin-Bicêtre de 757 à 675.

L'évolution des allocataires du CMG* assistant maternel et de la PreParE*



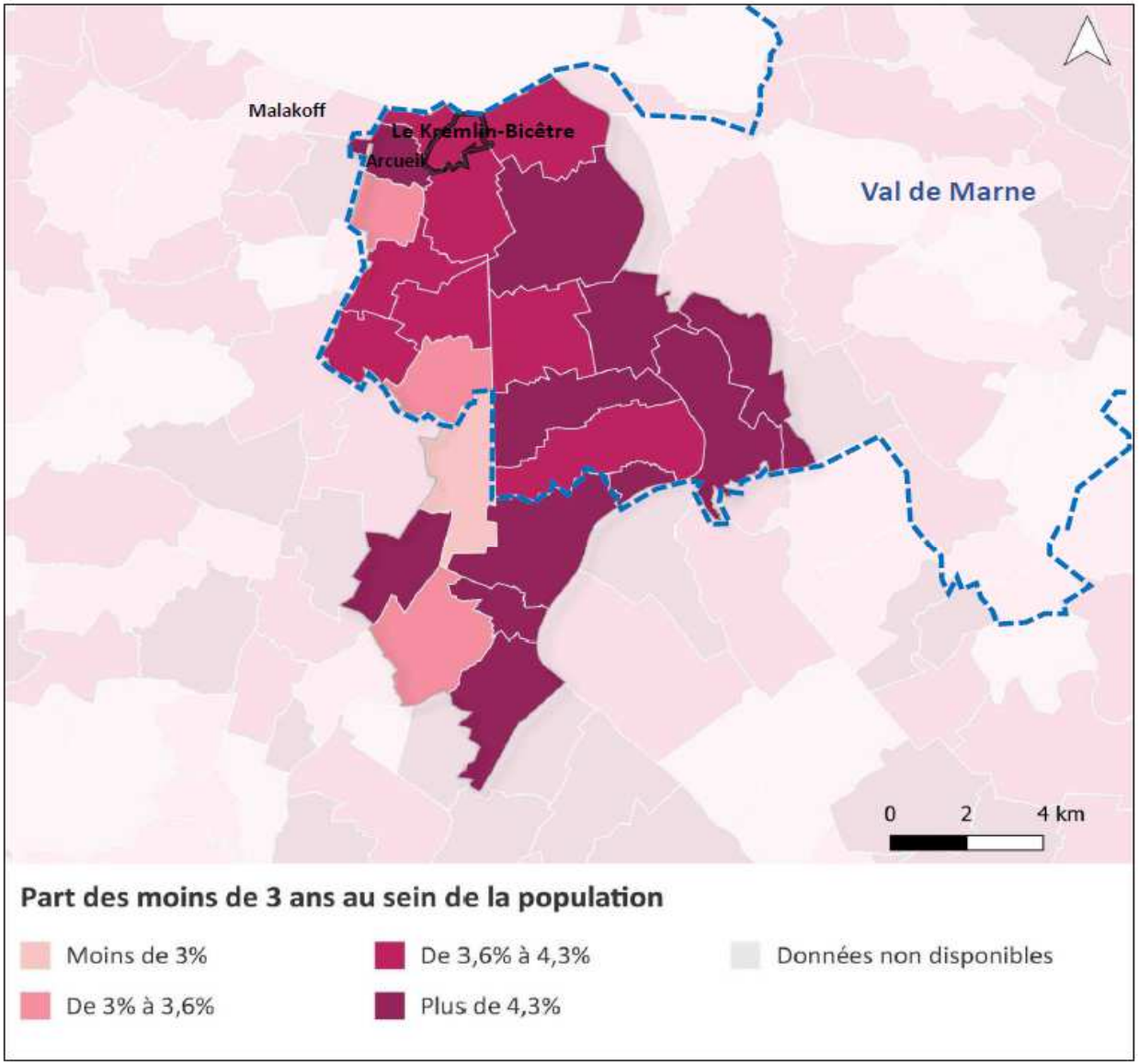
Source : CAF 2016-2021

Entre 2016 et 2021, le nombre de foyers allocataires de la CMG assistant maternel est passé pour Le Kremlin-Bicêtre de 146 à 126.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part des moins de 3 ans dans le territoire ?

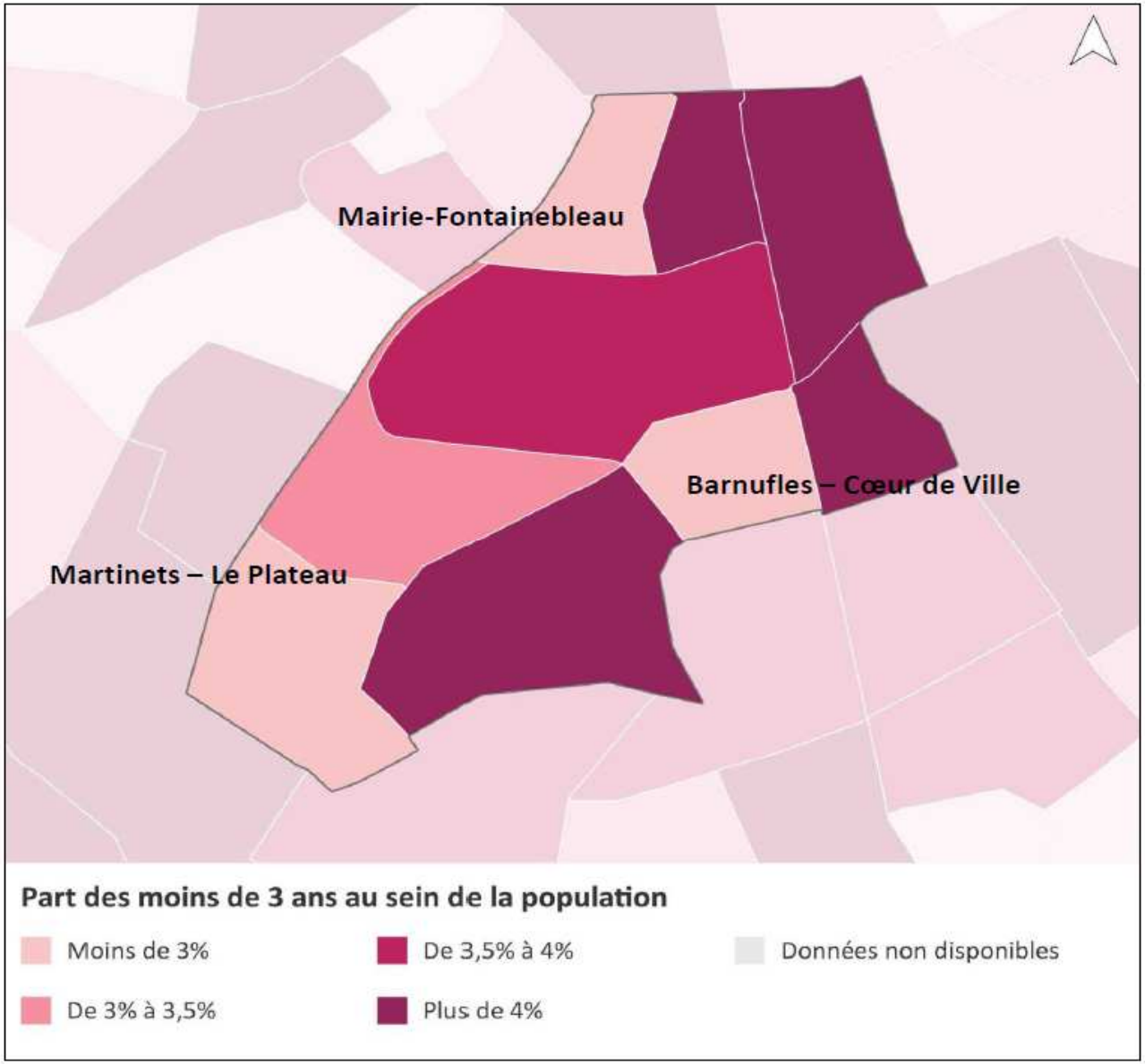


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des moins de 3 ans dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



3.
ENFANCE-JEUNESSE

3.1 Les 3-17 ans - Démographie et scolarisation

3.2 Les 18-29 ans - Démographie et logement

3.3 Les jeunes face à l'emploi

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Des enfants et des jeunes plutôt bien représentés sur la commune, malgré une baisse constatée sur la quasi-totalité des tranches d'âge**
  - Les 3-17 ans représentent 17 % de la population, une part dans la moyenne basse par rapport aux territoires de comparaison (entre 17,1 % et 19,1 %)
  - Entre 2009 et 2019, la quasi-totalité des tranches d'âge est en baisse de 3 % soit – 153 enfants et jeunes vivants sur la commune en 10 ans
    - Une baisse particulièrement forte pour la part des 3-5 ans, de 15 %
    - Les 11-14 ans, seule tranche d'âge en hausse sur la période, de 16 %
  - Un enjeu sur l'offre et les services à destination des enfants et des familles ?
- **Une attractivité du territoire plutôt limitée pour les jeunes adultes**
  - Les 18-29 ans représentant 20 % de la population, une part correspondant aux constats des territoires de comparaison : les 18-29 représentant 19 % de la population à Arcueil, 17 % au sein de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre
  - Un nombre de jeunes en baisse de 10 % entre 2009 et 2019 : 3 994 jeunes de 18 à 29 ans présents en 2009 sur la commune contre 4 451 en 2019 : un phénomène qui peut s'expliquer par le départ du territoire vers la capitale dans le cadre de la poursuite de leur scolarité (études supérieures, formations…) mais aussi par le manque de services et d'activités proposés
- **Des jeunes kremlinois plutôt autonomes et bien insérés professionnellement**
  - Près de 22 % des jeunes de 15 à 24 ans en capacité de travailler étant au chômage, une part inférieure à la moyenne départementale (24 %) et française (26 %)
  - Un constat également établi pour les jeunes de 25 à 29 ans : 16 % d'entre eux étant au chômage en 2019, une part qui se situe dans la moyenne basse des territoires de comparaison (17 % pour Malakoff, 18 % à l'échelle du département)
  - Des jeunes nombreux à quitter le nid familial : 17 % des jeunes de 25 à 29 ans vivant encore chez leurs parents, une part inférieure par rapport à la moyenne à l'échelle de l'EPT (23 %) et à l'échelle départementale (24 %)

L'ACCÈS AU LOGEMENT POUR LES JEUNES

Les jeunes adultes sont un public à tendance précaire en raison notamment de l'instabilité et/ou de la faiblesse de leurs revenus. Par conséquent, la **question du logement est un enjeu prioritaire car les coûts qui y sont associés ne cessent d'augmenter.** Pour les étudiants, le logement représente 60 % de leur budget. Les jeunes sont de loin la catégorie d'âge la plus concernée par le statut de locataire du parc privé, car ils ne correspondent souvent pas aux critères permettant l'accès au logement social et l'accession à la propriété est difficilement envisageable pour eux en raison du cout élevé des logements. **Dans certains territoires où les loyers sont particulièrement élevés, ce coût peut expliquer la part importante de jeunes demeurant au domicile de leurs parents.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

3.1 LES 3-17 ANS - DÉMOGRAPHIE ET SCOLARISATION

Quelle est la part d'enfants et d'adolescents dans le territoire ? Où sont-ils scolarisés ?

L'INDICE DE POSITION SOCIALE

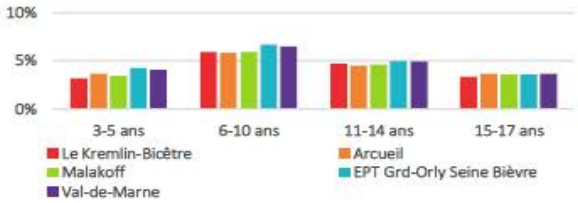
L'indice de position sociale des élèves (IPS) permet de mesurer la situation sociale des élèves dans les établissements scolaires français. Il est construit à partir des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) des représentants légaux des élèves.

Plus l'IPS est élevé, plus l'élève évolue dans un contexte familial favorable aux apprentissages.

Bon à noter : cette donnée à été rendue publique en 2022, suite à une décision du tribunal administratif*.

**Tribunal administratif de Paris (13 juillet 2022, req. n° 2016855/5-2)*

Part des 3-17 ans au sein de la population



Part des 3-17 ans dans la pop : 17%

Source : INSEE 2019

En 2019, la part des 3-5 ans au sein de la population était de 3,2% pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 4,1% pour le Val-de-Marne.

Lieu de scolarisation des 11-17 ans



Source : INSEE 2019

En 2019, 748 enfants de 11-17 ans de la commune étaient scolarisés en dehors de leur commune de résidence.

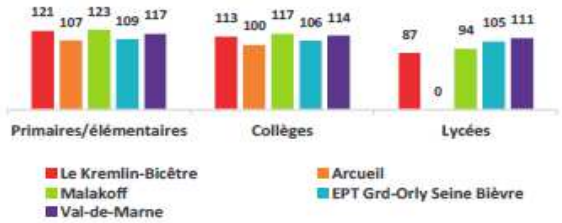
Évolution des 3-17 ans

	2009	2014	2019	Evol. 2009-19
3-5 ans	927	956	789	-15%
6-10 ans	1 634	1 720	1 482	-9%
11-14 ans	1 008	1 085	1 168	+16%
15-17 ans	853	703	830	-3%
TOTAL	4 422	4 465	4 268	-3%

Source : INSEE 2009-2019

Entre 2009 et 2019, le nombre de 3-5 ans est passé de 927 à 789, soit une évolution de -15% pour Le Kremlin-Bicêtre.

Indice de Position Sociale (IPS) des élèves de primaire/élémentaire, collégiens et lycéens



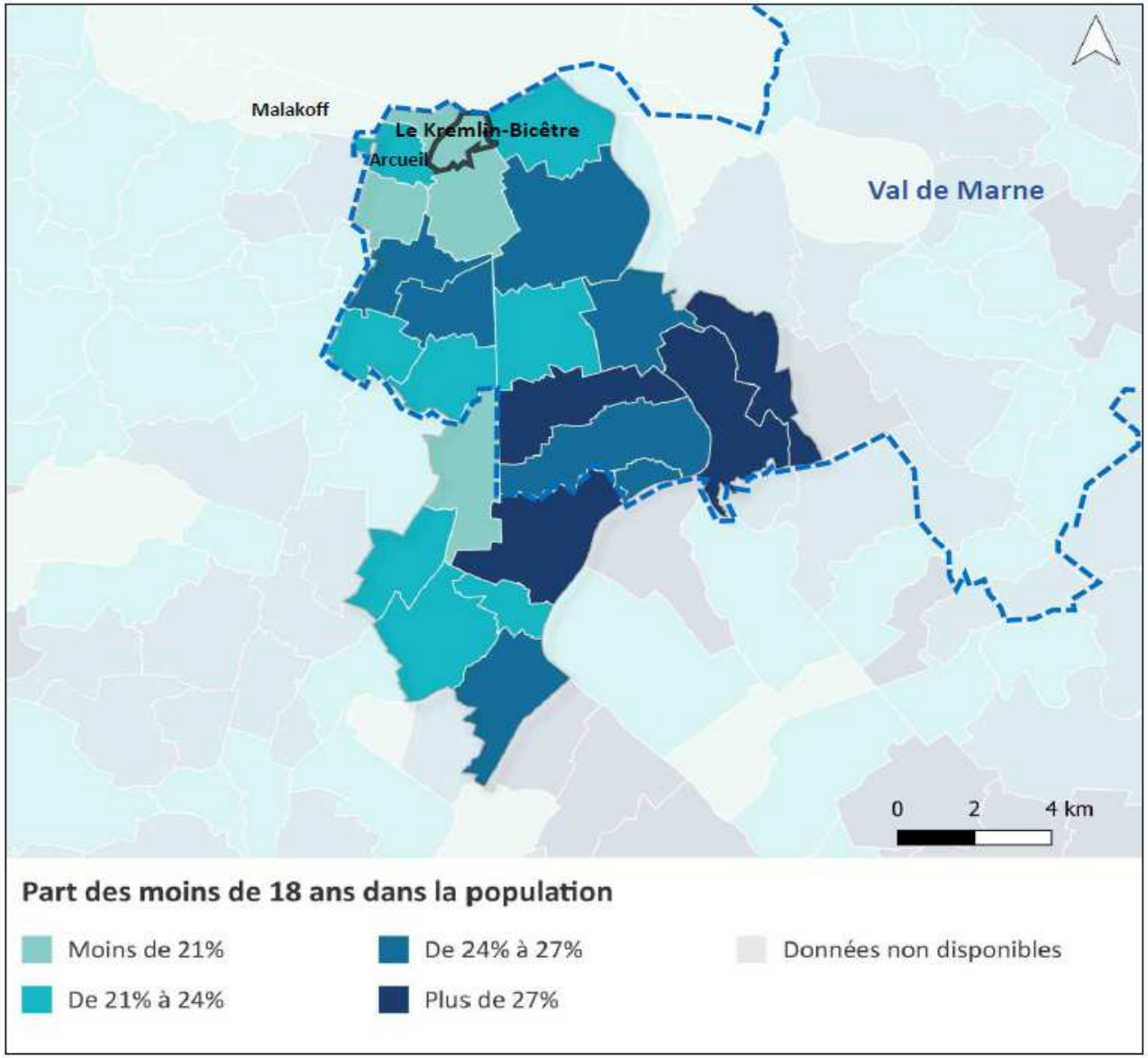
Source : Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse, 2021

À la rentrée 2021-2022, l'Indice de Position Sociale des collégiens de la commune était de 113, contre 117 pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part des moins de 18 ans dans la population ?

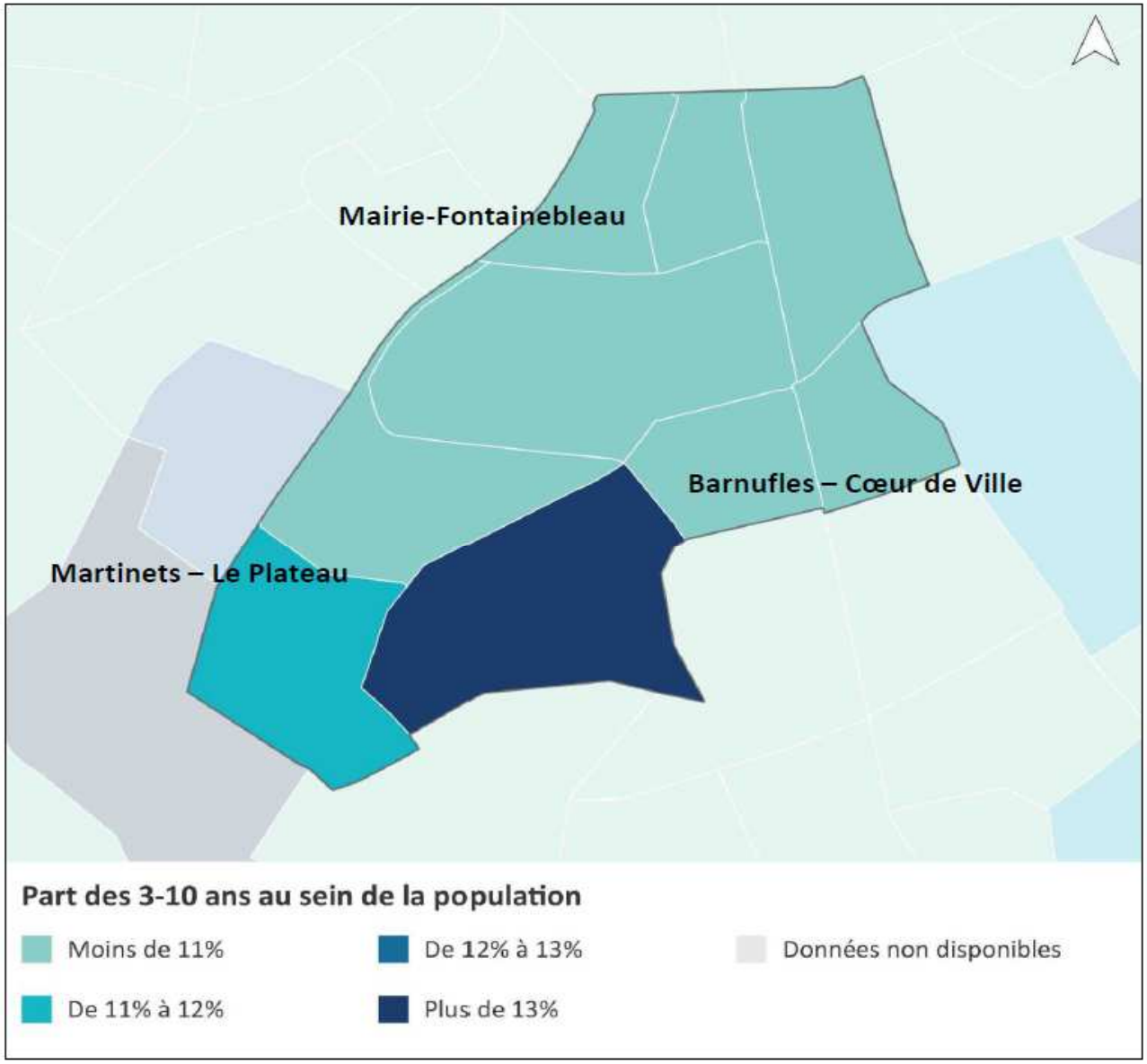


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des 3-10 ans dans les quartiers ?

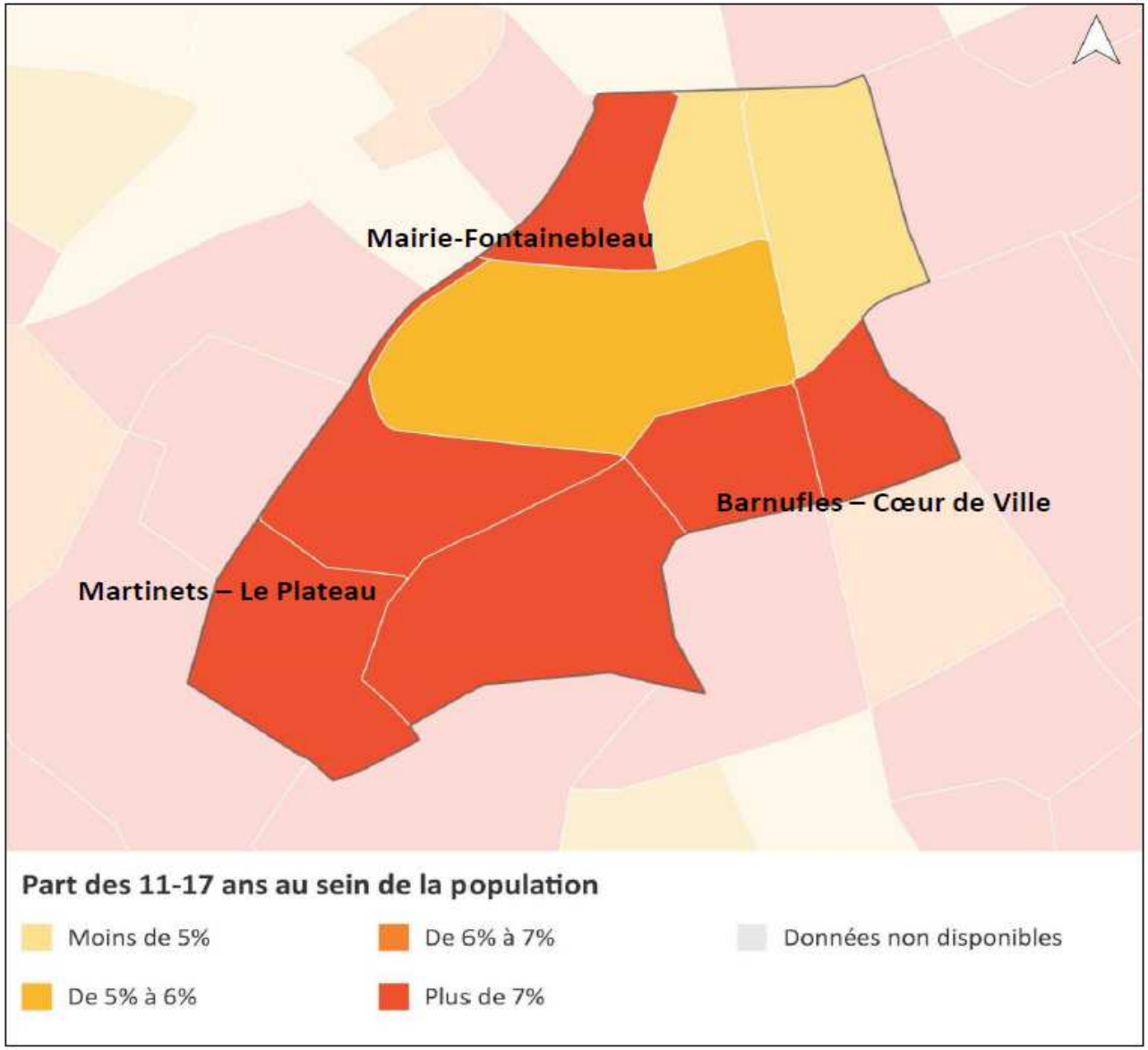


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des 11-17 ans dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

3.2 LES 18-29 ANS - DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Les jeunes partent-ils ailleurs pour leurs études/formations ou leur 1er emploi ? Vivent-ils toujours chez leurs parents ?

LOGEMENT DES JEUNES ET AUTONOMIE

En lien avec l'augmentation du chômage, le rallongement des études et la hausse des prix des logements, le nombre de jeunes adultes vivant chez leurs parents a augmenté depuis le début des années 2000.

Le parcours vers l'indépendance est également plus sinueux qu'auparavant. Un jeune peut ainsi connaître plusieurs périodes d'aller-retours dans le logement parental, pour diverses raisons : fin d'un cycle d'études, séparation amoureuse, difficultés financières et/ou perte d'un emploi.

En 2021, 58% des jeunes vivent principalement chez leurs parents, et 42% vivent dans un logement indépendant. Les jeunes hommes sont, par ailleurs, plus nombreux que les jeunes femmes à vivre chez leurs parents (49%, contre 42%).*

Suite à la crise sanitaire, ¼ des jeunes sont retournés au domicile de leurs parents.

** Baromètre DJEPVA, 2021*

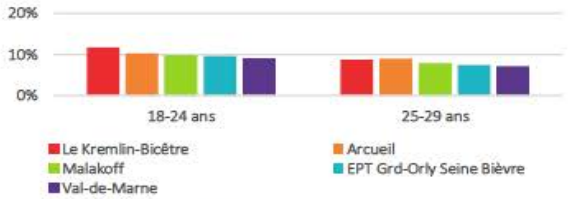
Évolution des 18-29 ans

	2009	2014	2019	Evol. 2009-19
18-24 ans	3 166	2 947	2 932	-7%
25-29 ans	1 285	1 067	1 062	-17%
TOTAL	4 451	4 015	3 994	-10%

Source : INSEE 2009-2019

Entre 2009 et 2019, le nombre de 18-24 ans de la commune est passé de 3 166 à 2 932 soit une évolution de -7%.

Part des 18-29 ans au sein de la population

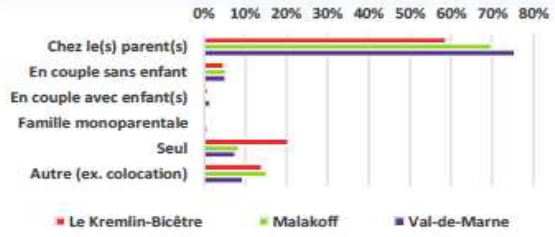


Part des 18-29 ans dans la pop : 20%

Source : INSEE 2019

En 2019, la part des 25-29 ans au sein de la population était de 8,7% pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 7,2% pour le Val-de-Marne.

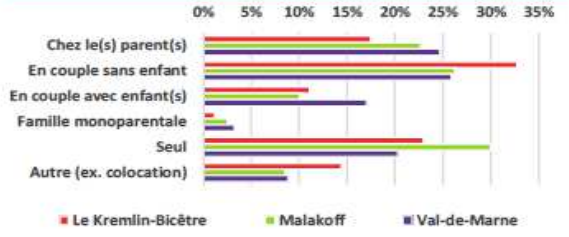
Mode de cohabitation des 15-24 ans



Source : INSEE 2019

En 2019, 21% des 15-24 ans de la commune vivaient seuls, contre 9% pour Malakoff.

Mode de cohabitation des 25-29 ans



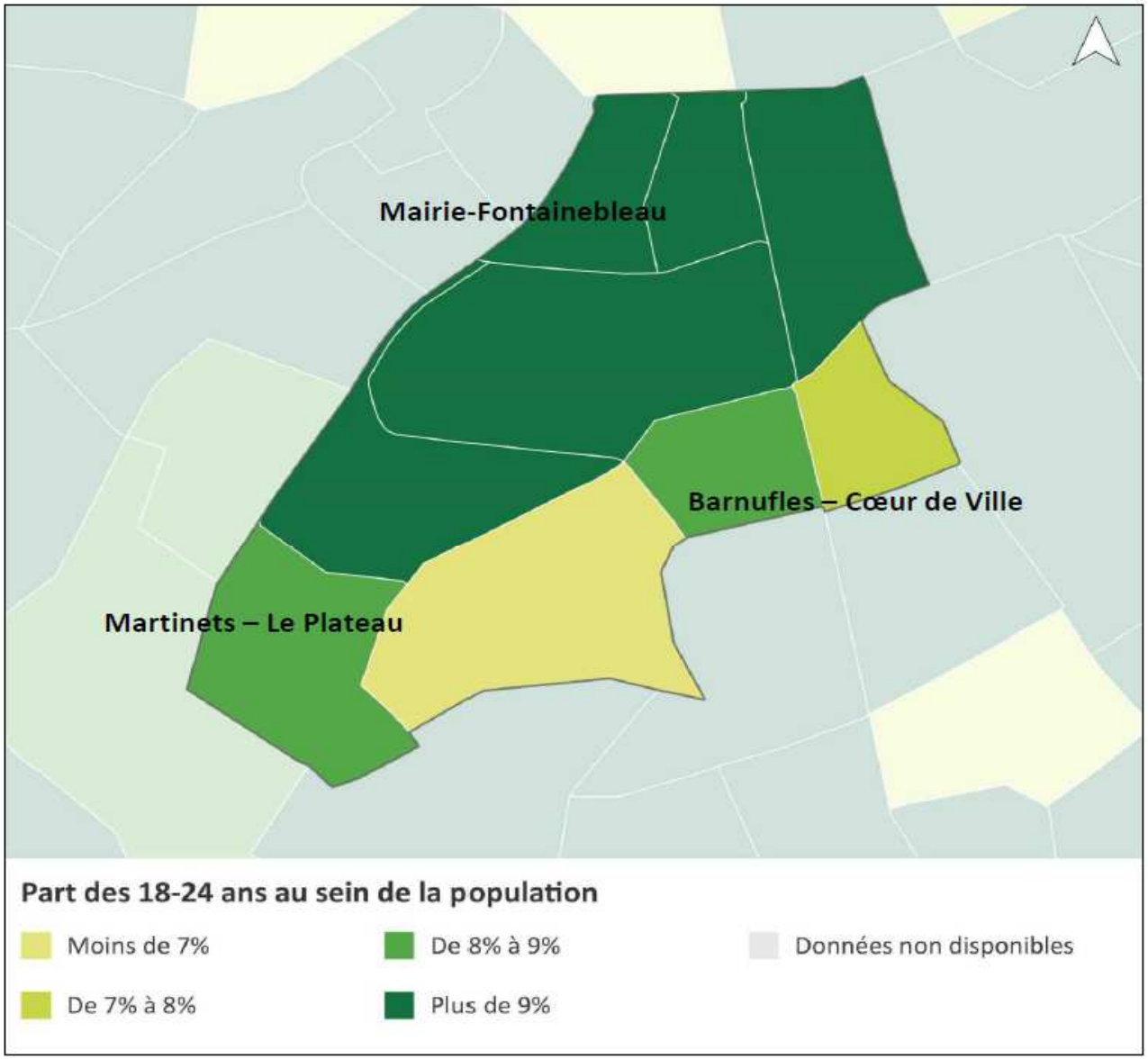
Source : INSEE 2019

En 2019, 23% des 25-29 ans de la commune vivaient seuls, contre 30% pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des 18-24 ans dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

3.3 LES JEUNES FACE À L'EMPLOI

Les jeunes du territoire ont-ils plutôt un profil étudiant ou jeune actif ? Quelle est la part des jeunes en situation de précarité (chômage, instabilité de l'emploi…) ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Le **taux de scolarisation** par tranche d'âge est un indicateur des difficultés des jeunes dans un territoire :

- Faible taux de scolarisation des 15-17 ans = potentiel décrochage scolaire au collège/lycée
- Faible taux de scolarisation des 18-24 ans = probables difficultés d'accès aux études supérieures et/ou formation au sens large

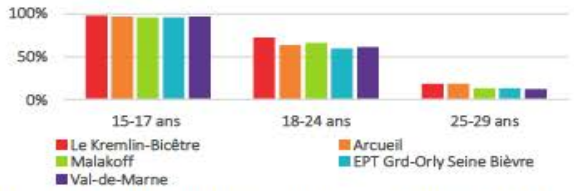
A noter que les « scolarisés » sont les élèves, étudiants et apprentis.

LES JEUNES ET LES TEMPS PARTIELS

39% des jeunes de 18-29 ans cherchent avant tout un bon équilibre entre vie personnelle et professionnelle dans leur travail*. Certains optent pour des temps partiels pour aller dans ce sens !

** Sondage OpinionWay 2017*

Scolarisation des 15-29 ans



Total des élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés (15-64 ans) pour Le Kremlin-Bicêtre : 2 528

Source : INSEE 2019

En 2019, 72% des 18-24 ans de la commune étaient scolarisés, contre 60% pour l'EPT Grd-Orly Seine Bièvre.

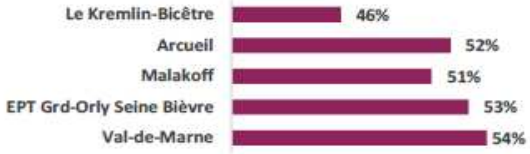
Les chômeurs de 15-29 ans



Source : INSEE 2019

En 2019, Le Kremlin-Bicêtre enregistrait un taux de chômage de 22% pour les 15-24 ans, alors que ce chiffre était de 24% pour Malakoff.

Les 20-24 ans en CDI ou titulaires de la fonction publique



Nb de 20-24 ans occupant un emploi stable : 395

Source : INSEE 2019

En 2019, 46% des 20-24 ans salariés de la commune occupaient un emploi stable (CDI ou titulaires de la fonction publique).

Les 20-24 ans salariés à temps partiel



Nb de 20-24 ans à temps partiel : 314

Source : INSEE 2019

En 2019, 37% des 20-24 ans salariés de la commune travaillaient à temps partiel, contre 30% pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



4.
FAMILLES - PARENTALITÉ

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Un territoire au profil plutôt familial**
  - 35 % de familles avec enfants à charge parmi les ménages de la commune, dont 19 % de couples avec enfants et 11 % de familles monoparentales
    - Les familles avec enfants à charge représentant 40 % des ménages du Val de Marne, et 35 % des ménages français
- **Les familles nombreuses : une typologie de familles peu représentée**
  - Parmi les familles, 11 % ont 3 enfants ou plus, une part correspondant aux moyennes territoriales (entre 9 et 13 %)
  - Des familles sans enfant (soit qui n'ont jamais eu d'enfants, soit dont les enfants ont quitté "le nid familial") plus présentes qu'ailleurs, avec 43 % de familles de ce type, contre 39 % pour la commune d'Arcueil, et 40 % pour le département du Val de Marne
- **Une part de familles monoparentales en légère augmentation, dans une moindre mesure par rapport aux tendances constatées à l'échelle de la France métropolitaine**
  - 1 312 familles monoparentales présentes sur la commune en 2019 contre 1 254 en 2009, soit une augmentation de 5 %
    - Des familles dont les besoins sont généralement plus importants que les couples avec enfants en matière d'accompagnement à la parentalité ou de mode de garde
  - Une augmentation constatée plus fortement sur l'ensemble des territoires de comparaison : une hausse des familles monoparentales de 21 % pour la commune de Malakoff, et de 30 % au sein de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre

Familles par nombre d'enfants de moins de 25 ans



Source : INSEE 2019

LES BESOINS SPÉCIFIQUES DES FAMILLES MONOPARENTALES

Selon l'INSEE, en 2020, une famille sur quatre est monoparentale et 82 % de ces familles sont des mères résidant avec leur enfant. Dans un tiers de ces familles, le parent avec lequel ils résident la plupart du temps n'a pas d'emploi. Leur situation est alors encore plus précaire : 77 % des enfants sont pauvres contre 23 % lorsque le parent est en emploi. Par conséquent, la dépendance des parents isolés aux prestations sociales est plus élevée que les autres ménages.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FAMILLES ET MÉNAGES

Le territoire accueille-t-il beaucoup de personnes seules ? De couples avec enfants ? De familles monoparentales ? Les familles nombreuses sont-elles fortement représentées ?

LA DÉFINITION

Selon l'INSEE, un ménage désigne le ou les occupants d'un même logement, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté .

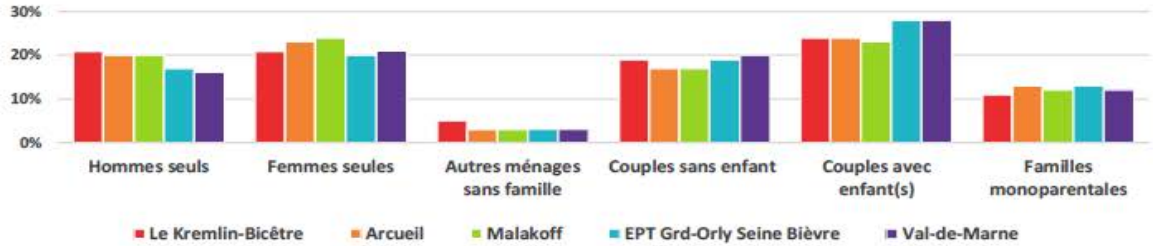
Cf. schéma du glossaire illustré en fin de document, qui présente les différents types de ménages et de familles.

LA MONOPARENTALITÉ

Les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses en France. Cette situation est une cause de pauvreté des ménages. Ces familles ont été d'ailleurs en première ligne de la crise sanitaire du fait de pertes de revenus, de difficulté pour la garde d'enfants ...

Toutefois, les parents seuls reforment souvent un couple avant le départ des enfants du domicile.

Indicateur clé | Répartition des ménages par type



Source : INSEE 2019

En 2019, les hommes seuls représentaient 21% du total des ménages de la commune, contre 16% pour le Val-de-Marne.

Les familles monoparentales avec enfant à charge

	2009	2014	2019	Evol. 2009-19
Le Kremlin-Bicêtre	1 254	1 376	1 312	+5%
Arcueil	1 125	1 205	1 312	+17%
Malakoff	1 545	1 758	1 868	+21%
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	30 987	34 619	40 310	+30%
Val-de-Marne	61 972	67 059	76 864	+24%

Source : INSEE 2009-2019

Entre 2009 et 2019, les familles monoparentales de la commune sont passées de 1 254 à 1 312, ce qui correspond à une évolution de +5%.

Familles par nombre d'enfants de moins de 25 ans



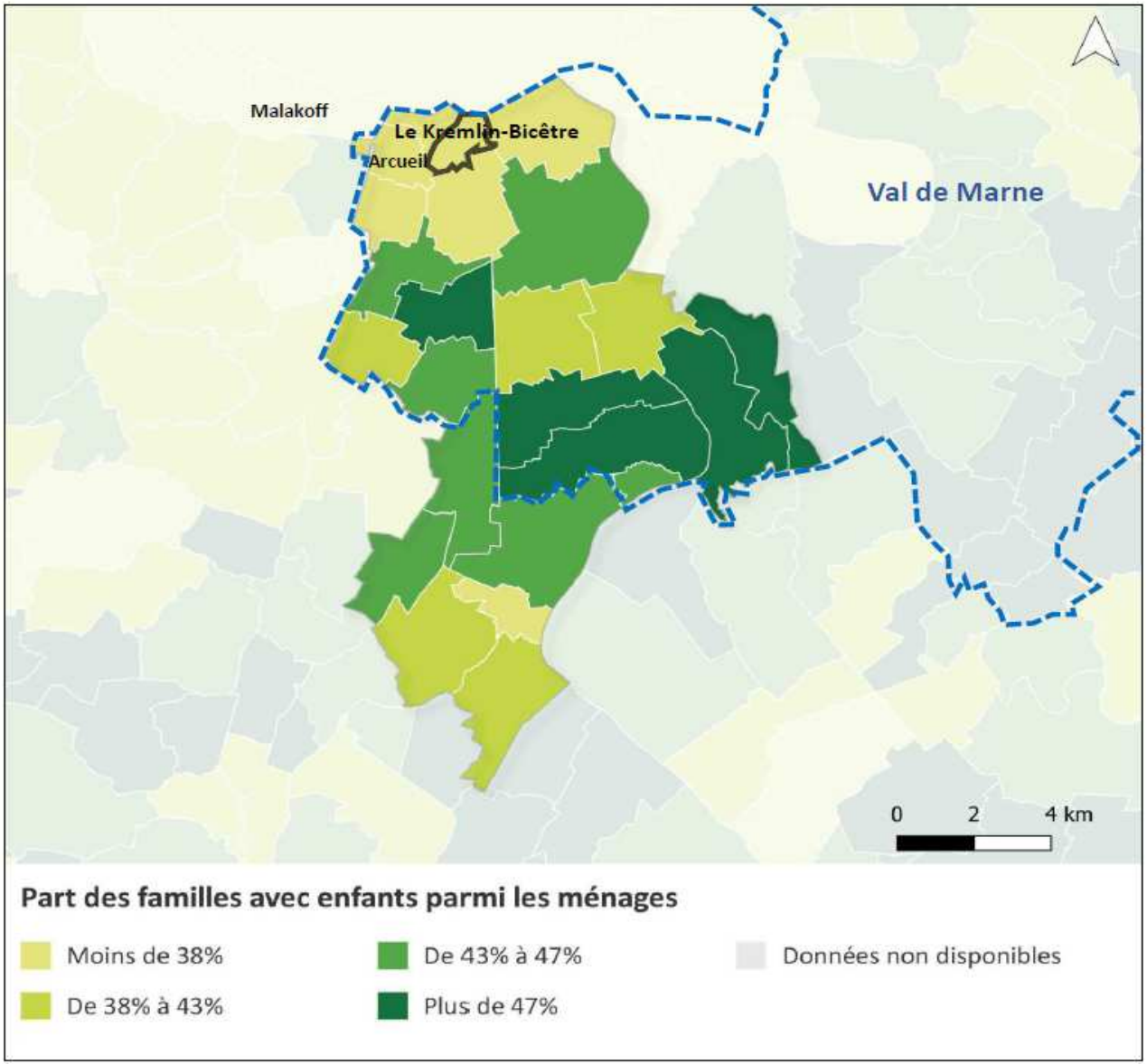
Source : INSEE 2019

En 2019, 11% des familles de la commune avaient 3 enfants ou plus, contre 9% pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part des familles avec des enfants à charge ?

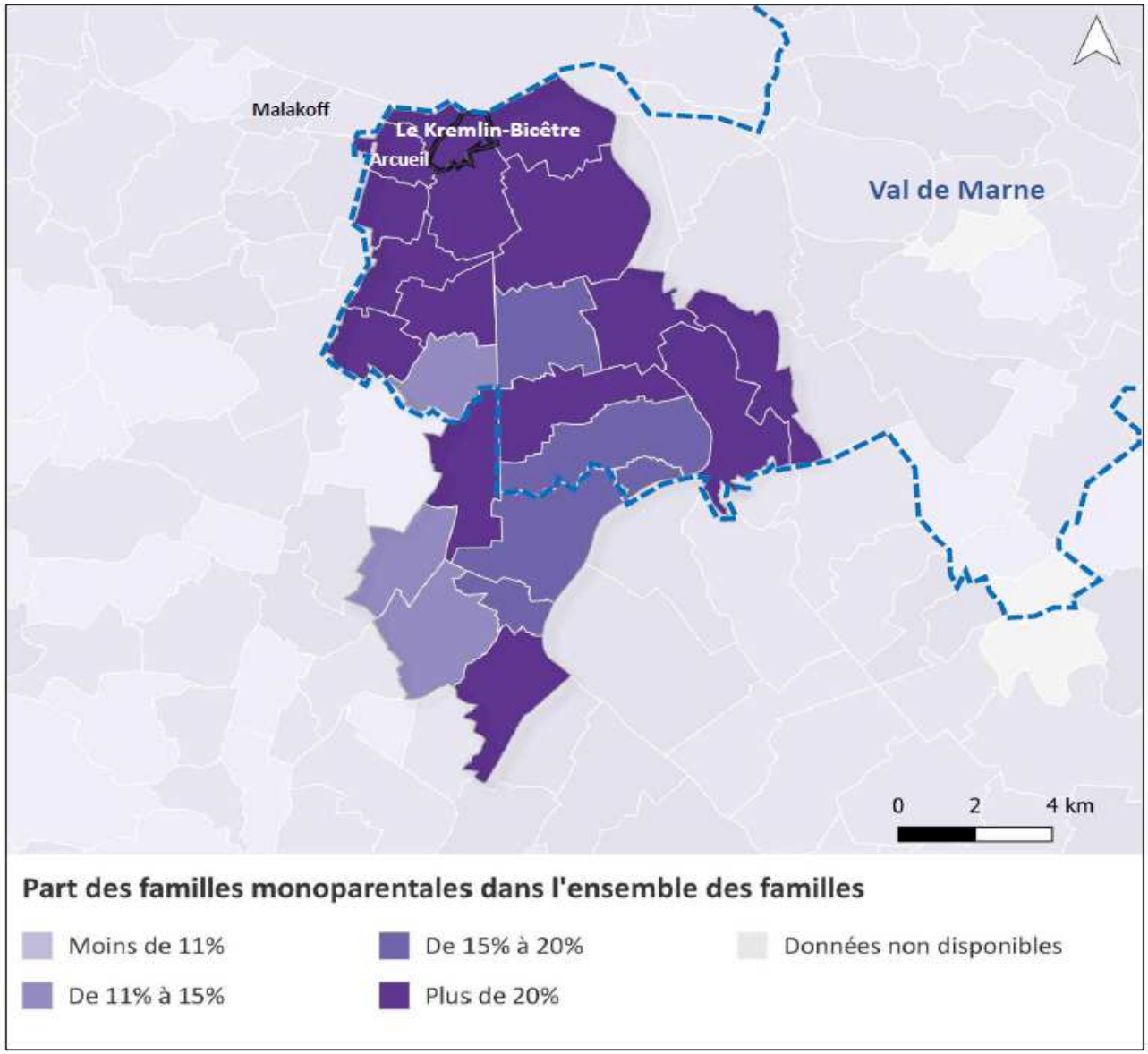


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part des familles monoparentales dans la population ?

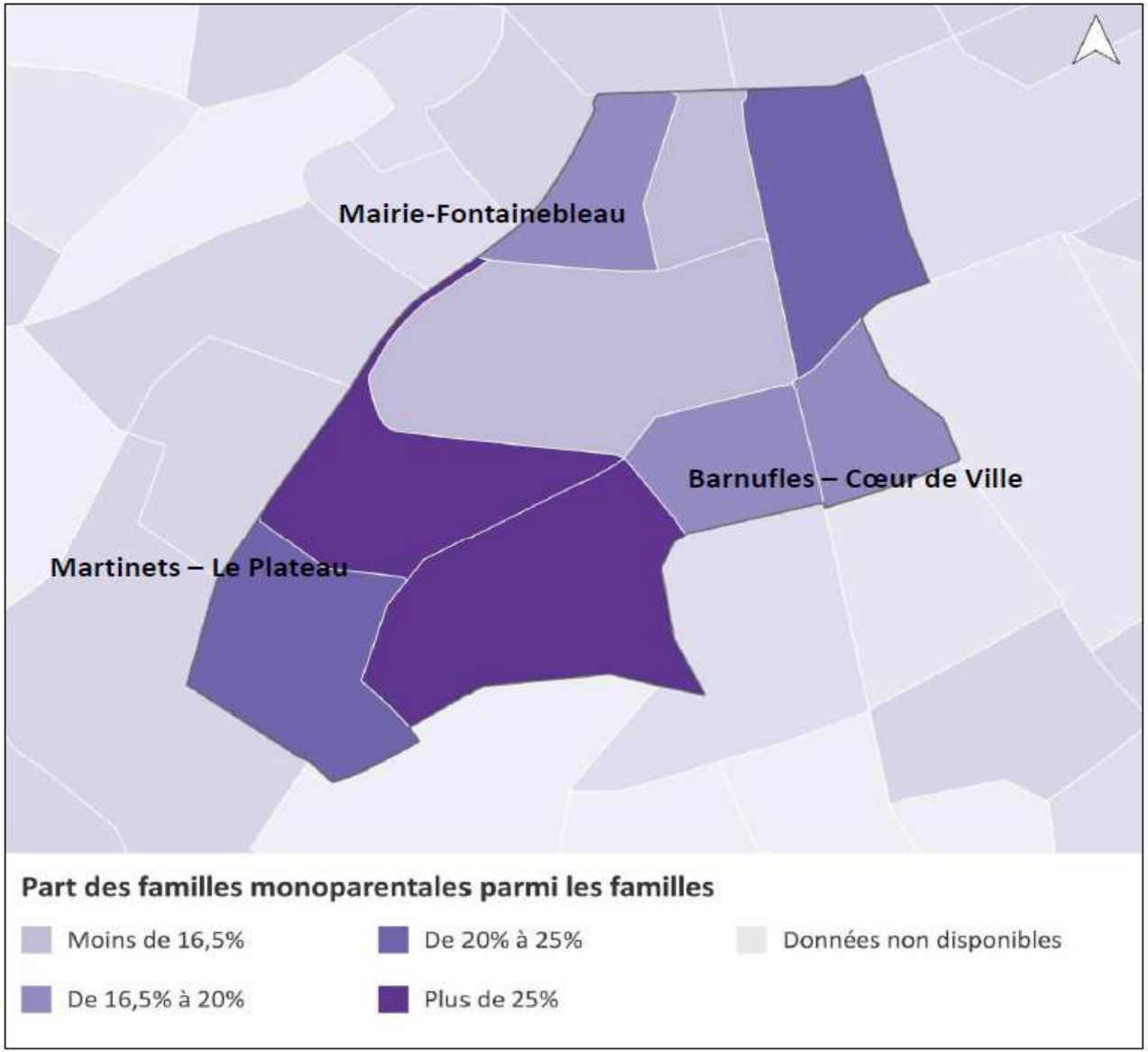


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des familles monoparentales dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



5.
SENIORS

5.1 Démographie

5.2 Fragilité et isolement

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

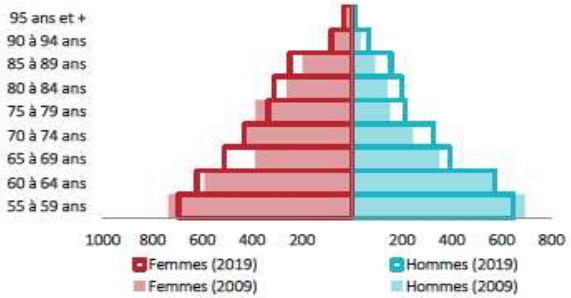
- **Un vieillissement de la population ressenti sur la commune du Kremlin-Bicêtre**
  - 19 % de la population âgée de 60 ans et plus, représentant 4 521 personnes, une part correspondant aux moyennes territoriales : 20 % de la population est âgée de plus de 60 ans à l'échelle de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre
  - Des jeunes séniors (60-74 ans) également représentés, soit 12 % de la population, indiquant sûrement des besoins forts pour les années à venir
- **Une augmentation des séniors de plus de 75 ans vivants sur la commune, un phénomène qui risque de s'accentuer dans les années à venir**
  - 1 660 personnes de plus de 75 ans sur la commune, un nombre en augmentation de 18 % entre 2009 et 2019, contre une augmentation de cette tranche d'âge de 11 % à l'échelle départementale
  - En découlent plusieurs enjeux liés au grand âge (isolement, adaptation du logement, accès à des structures d'hébergement spécialisé ou offre de maintien à domicile, accès aux soins…)
- **La problématique de l'isolement à considérer chez les plus de 80 ans**
  - 404 personnes de plus de 80 ans vivant seules sur la commune, soit 36 % de cette tranche d'âge
    - Une part en augmentation de 11 % par rapport à 2009, une augmentation plus faible par rapport aux autres territoires (+ 18 % des plus de 80 ans vivant seuls entre 2009 et 2019 dans le Val de Marne
  - Un potentiel d'aidants (population ayant entre 55 et 64 ans rapportée à la population de plus de 85 ans) moins important : 42 aidants pour 10 aidés contre 59 pour Malakoff ou encore 45 pour le Val de Marne : une entraide intergénérationnelle à développer pour faciliter l'accompagnement des ainés
- **La précarité des séniors, un phénomène assez présent sur le territoire**
  - 25 % de retraités exonérés de la Cotisation Sociale Généralisée (CSG) en 2021, c'est-à-dire ayant des revenus inférieurs à 11 301 € par an pour une personne seule, soit 783 personnes exonérées
    - A noter, 21 % des retraités du Régime général sont exonérés à l'échelle du département et 24 % à l'échelle de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre
  - 54 % des ménages dont la personne occupante est âgée de + de 65 ans sont propriétaires de leur logement, une part supérieure aux communes limitrophes (45 % pour Arcueil) mais inférieure à la moyenne départementale (66 %)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

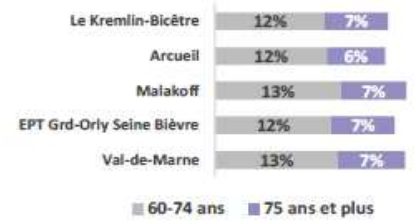
5.1 DÉMOGRAPHIE

Quel vieillissement connait la population du territoire ? Quelle est la proportion de « jeunes » retraités ?

La pyramide des âges des personnes âgées du Kremlin-Bicêtre



Les 60 ans et + au sein de la population



Source : INSEE 2019

En 2019, la part des plus de 75 ans au sein de la population était de 7% pour Le Kremlin-Bicêtre contre 7% pour Malakoff.

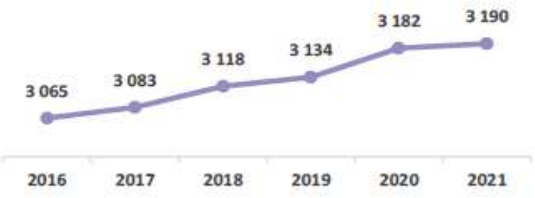
Évolution des 75 ans et + au sein de la population

	2009	2014	2019	Evol. 2009-19
Le Kremlin-Bicêtre	1 408	1 464	1 660	+18%
Arcueil	1 352	1 348	1 336	-1%
Malakoff	1 957	1 899	2 101	+7%
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	43 951	46 993	47 641	+8%
Val-de-Marne	89 388	97 413	99 154	+11%

Source : INSEE 2009-2019

Entre 2009 et 2019, le nombre de 75 ans et plus de la commune est passé de 1 408 à 1 660, soit une évolution de +18%.

Les retraités du Régime général de la Sécurité sociale de 2016 à 2021



Source : Observatoire des fragilités, 2016-2021

En 2021, le nombre de retraités du Régime général de la Sécurité sociale pour Le Kremlin-Bicêtre était de 3 190, contre 3 065 en 2016.

A PARTIR DE QUAND EST-ON SÉNIORS ?

Le terme « seniors » ou « personnes âgées » ne connaît pas de définition sociologique précise.

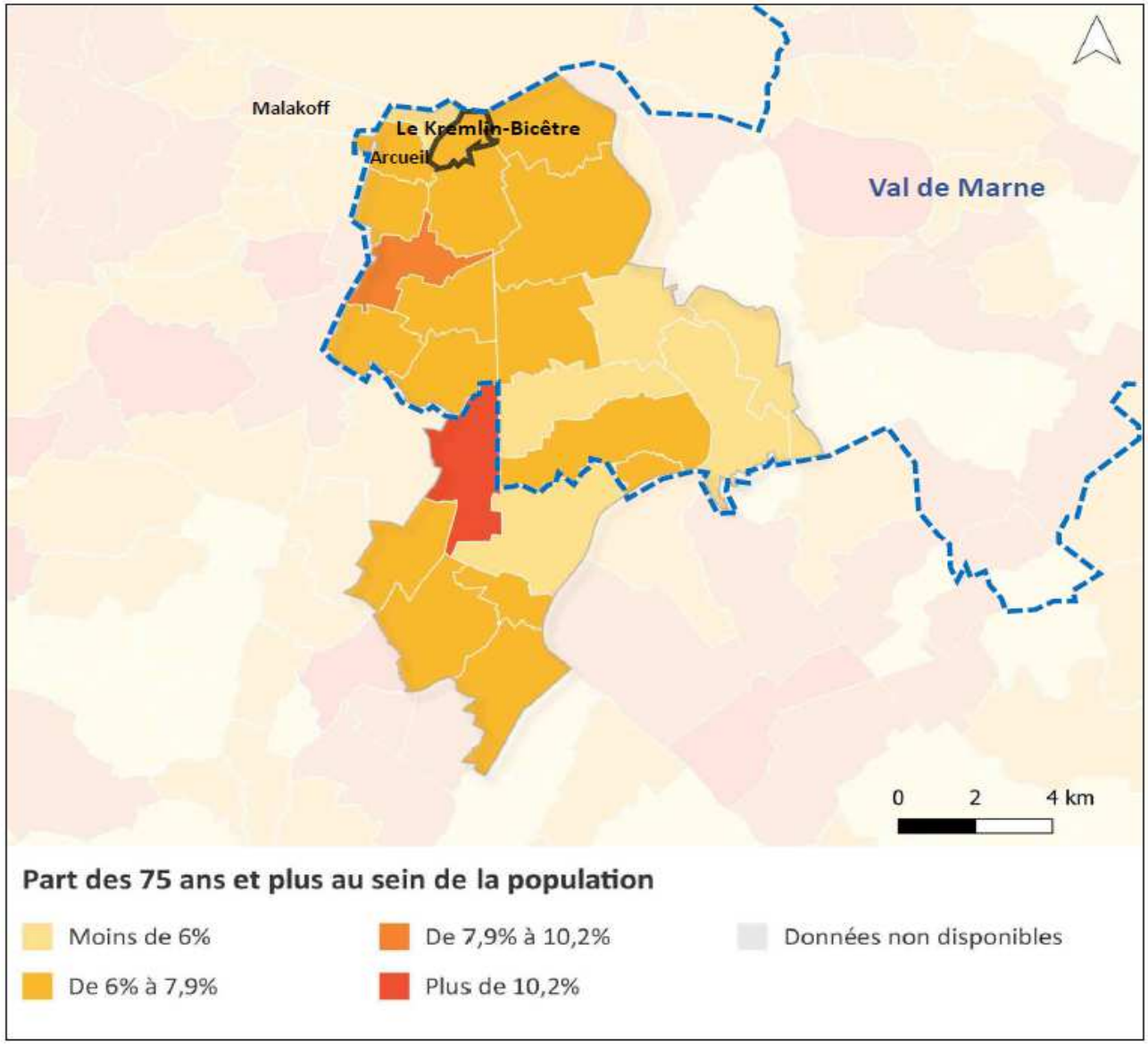
Dans l'étude « Les Français et le Bien Vieillir » du groupe Prévoir, à la question « Selon vous, à partir de quel âge devient-on vieux ? », les Français répondent 69 ans en moyenne !

Ce chiffre diffère fortement de l'âge légal de départ à la retraite (62 ans), ou encore de l'âge où il devient possible de demander l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part des plus de 75 ans dans la population ?

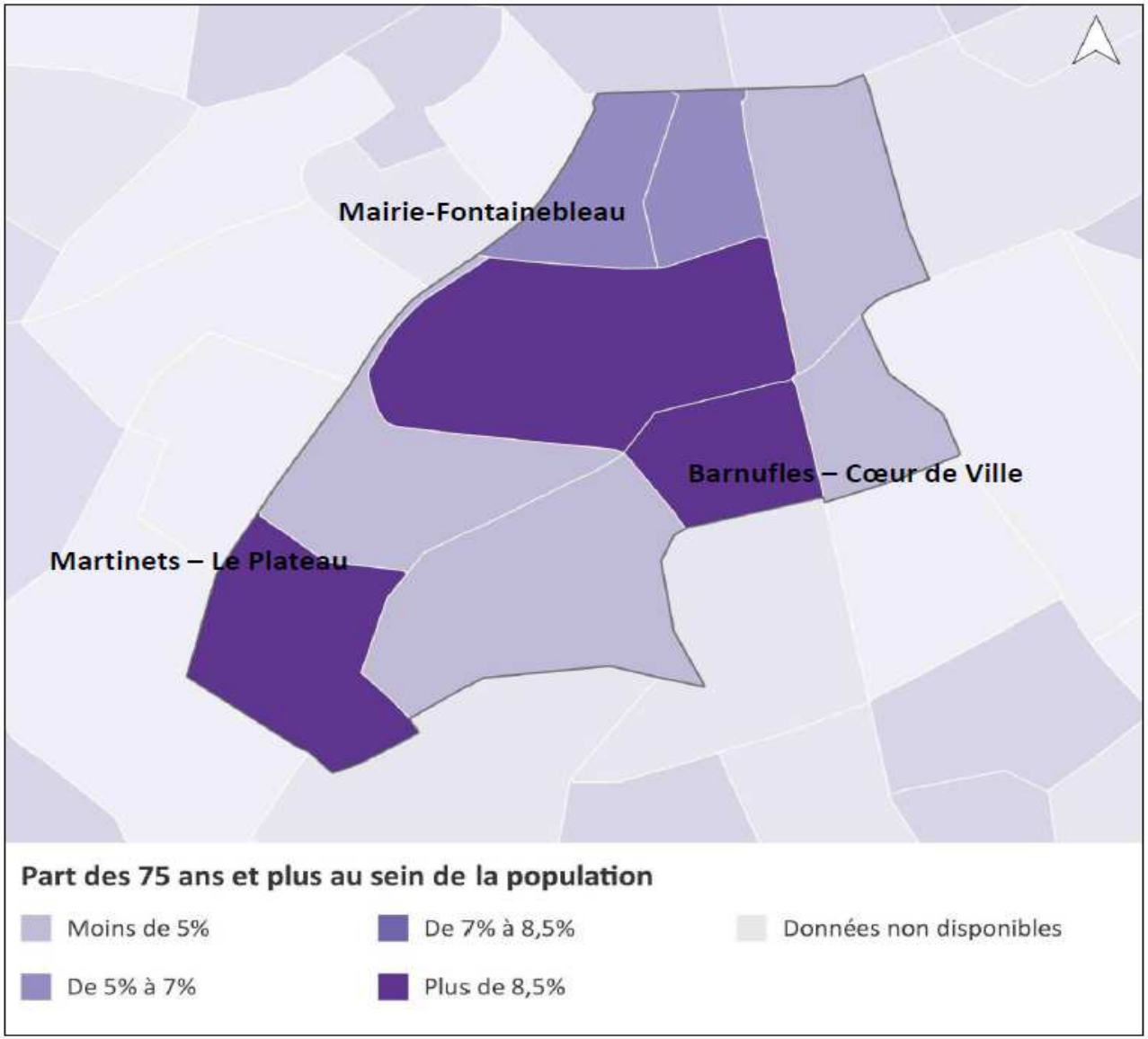


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des plus de 75 ans dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

5.2 FRAGILITÉ ET ISOLEMENT

Quelle proportion de séniors fragiles ? Isolés ? Disposant de faibles ressources ?

LA RÉFORME DES SERVICES À DOMICILE

Aujourd'hui, l'aide à domicile est répartie entre le SAAD (aide) et le SSIAD (soins). Avec la réforme, les deux services seront intégrés dans un service unique : le Service Autonomie à Domicile.

Sa mise en place devrait commencer le 30 juin 2023 pour s'étendre progressivement jusqu'en 2025.

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Une personne est exonérée de la CSG lorsque son revenu est inférieur à 11 306 € par an (ou 17 343 € par an pour un couple).

Les revenus pris en compte sont les suivants : revenus d'activité, de remplacement, du patrimoine, de placement et sommes engagées ou redistribuées par les jeux.

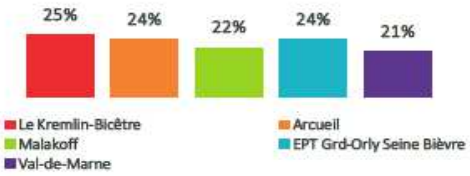
L'isolement des personnes âgées

	80 ans et + seuls (nb)	80 ans et + seuls (%)	Evol. 2009-19
Le Kremlin-Bicêtre	404	36%	+11%
Arcueil	392	47%	-14%
Malakoff	729	58%	+22%
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	13 375	43%	+18%
Val-de-Marne	28 462	44%	+18%

Source : INSEE 2009-2019

Entre 2009 et 2019, le nombre de personnes de 80 ans et plus qui vivent seules a évolué de +11% pour Le Kremlin-Bicêtre.

Indicateur clé | Les séniors exonérés de la CSG

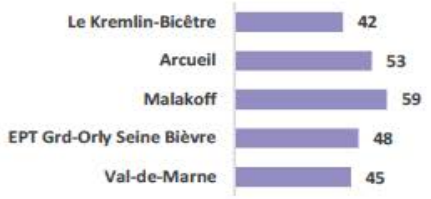


Nb de bénéficiaires exonérés : 783

Source : Observatoire des fragilités, 2021

En 2021, 25% des retraités du Régime général de la commune étaient exonérés de la CSG , contre 21% pour le Val-de-Marne.

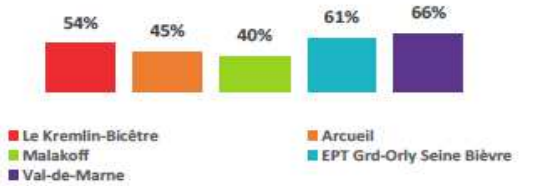
Nombre d'aidants (55-64 ans) pour 10 aidés (85 ans et plus)



Source : INSEE 2019

En 2019, le territoire totalisait 42 personnes de 55-64 ans (potentiellement aidantes) pour 10 personnes de 85 ans ou plus (potentiellement aidées).

La part des personnes âgées propriétaires de leur logement



Source : INSEE 2019

En 2019, 54% des ménages dont la personne de référence était âgée de plus de 65 ans étaient propriétaires de leur logement, contre 40% pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



6.
HABITAT - LOGEMENT

6.1 Typologie du parc de logements

6.2 Ancienneté et modes d'occupation

6.3 Confort, vétusté et équipement des logements

6.4 Logements sociaux

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Un nombre de logements au Kremlin-Bicêtre en augmentation depuis les années 70**
    - 12 919 logements en 2019, contre 7 312 en 1968, soit une augmentation du parc de 43 % en 50 ans
    - Une évolution qui se stabilise depuis les 10 dernières années
- **Un parc majoritairement composé de petits logements**
    - 12 164 appartements sur la commune soit près de 95 % du parc de logements
    - 43 % des logements ayant 1 ou 2 pièces, une part dans la moyenne haute par rapport aux tendances territoriales (31 % des logements au sein du département, 36 % à Arcueil)
    - Une part faible de grands logements composés de 5 pièces ou plus (8 %) : des caractéristiques pouvant correspondre aux besoins des familles
- **Une attention à porter sur la qualité des habitations**
    - Une part plus importante de logements suroccupés sur la commune, 27,9 % des résidences principales en 2019, soit 7 points de plus par rapport à la moyenne départementale
    - Une part importante de résidences construites avant 1971 (41 %), des logements peu récents pouvant présenter des risques de vétusté
        - Toutefois, une part inférieure aux territoires de comparaison : 1 résidence principale sur 2 construite avant 1971 à l'échelle de l'EPT
- **Un parc de logements sociaux développé et semblant en bon état**
    - 4 526 logements sociaux présents à l'échelle de la commune, soit 39 % du parc de logements
        - Un parc en augmentation depuis 2014, avec + 421 logements
    - Des logements qui ont en moyenne 37 ans (45 à l'échelle d'Arcueil, 51 à l'échelle de Malakoff ou encore 43 à l'échelle départementale), témoignant d'un parc relativement récent
    - 5 % des logements sociaux de la commune ayant un DPE supérieur à D : des logements sociaux semblant peu énergivores, au regard des tendances territoriales (13 % des logements sociaux du Val de Marne, et 24 % des logements sociaux de Malakoff)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

6.1 TYPOLOGIE DU PARC DE LOGEMENTS

Les constructions ont-elles changé le visage du territoire depuis les années 1960 ? Quels types de logements sont présents ? Sont-ils adaptés ?

PLUS DE LOGEMENTS !

Dorénavant, il faut créer plus de logements... pour la même population ! Cette situation s'explique par la multiplication des phénomènes de décohabitation (séparation, mutation professionnelle, départ pour les études), le vieillissement de la population et la nécessité de renouveler un parc vétuste ou obsolète.

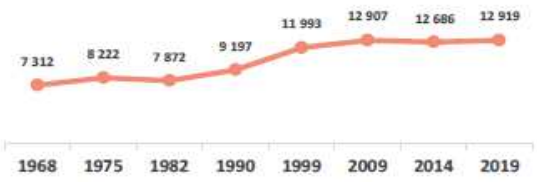
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Un taux de vacance élevé est souvent caractéristique d'un enjeu de rénovation du parc de logement, peu adapté à la structure de la population et/ou aux standards actuels.

Les logements vacants sont à distinguer des résidences secondaires, comptabilisées à part.

À ce jour, en France, environ 3 millions de logements seraient inoccupés soit 8,2% selon l'INSEE en 2021.

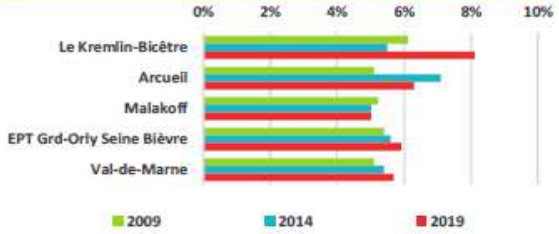
Évolution du nombre de logements de 1968 à 2019



Source : INSEE RGP 1968 - 2019

En 2019, le nombre de logements de la commune était de 12 919.

Taux de vacance*



Source : INSEE 2019

En 2019, Le Kremlin-Bicêtre avait un taux de vacance de 8,1%, contre 6,1% en 2009.

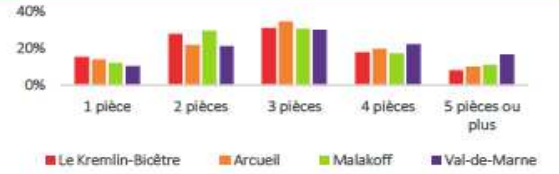
Part des logements sociaux parmi les résidences principales



Source : RPLS, 2021

En 2021, le nombre de logements sociaux comptabilisés pour Le Kremlin-Bicêtre était de 4 526, soit 39% des logements.

Indicateur clé | Résidences principales* par nombre de pièces



Total maisons : 657 ; Total appartements : 12 164

Source : INSEE 2019

En 2019, 8% des logements de la commune avaient 5 pièces ou plus, contre 17% pour le Val-de-Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

6.2 ANCIENNETÉ ET MODES D'OCCUPATION

Combien de temps les habitants résident-ils dans leur logement ? Quelle part de propriétaires ? De locataires ?

LA DÉFINITION

Hébergé à titre gratuit = Personne résidant, à titre gracieux, chez une personne propriétaire ou locataire de son logement qui n'est pas membre de la même famille.

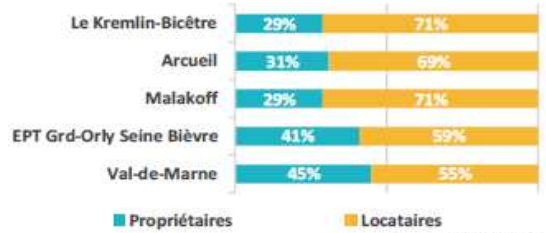
Ancienneté moyenne d'emménagement (en années)



Source : INSEE 2019

En 2019, les habitants de la commune résidaient dans leur logement actuel depuis en moyenne 12 ans, contre 15 pour Malakoff.

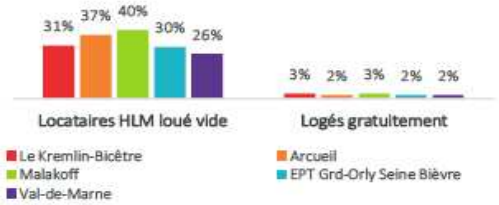
Indicateur clé | Résidences principales par mode d'occupation



Source : INSEE 2019

En 2019, 29% des habitants étaient propriétaires de leur logement pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 45% pour le Val-de-Marne.

Locataires HLM* et hébergés à titre gratuit



Source : INSEE 2019

En 2019, 3% des ménages de la commune étaient hébergés à titre gratuit chez des tiers qui n'étaient pas membres de leur famille.

Nombre moyen de pièces par habitant



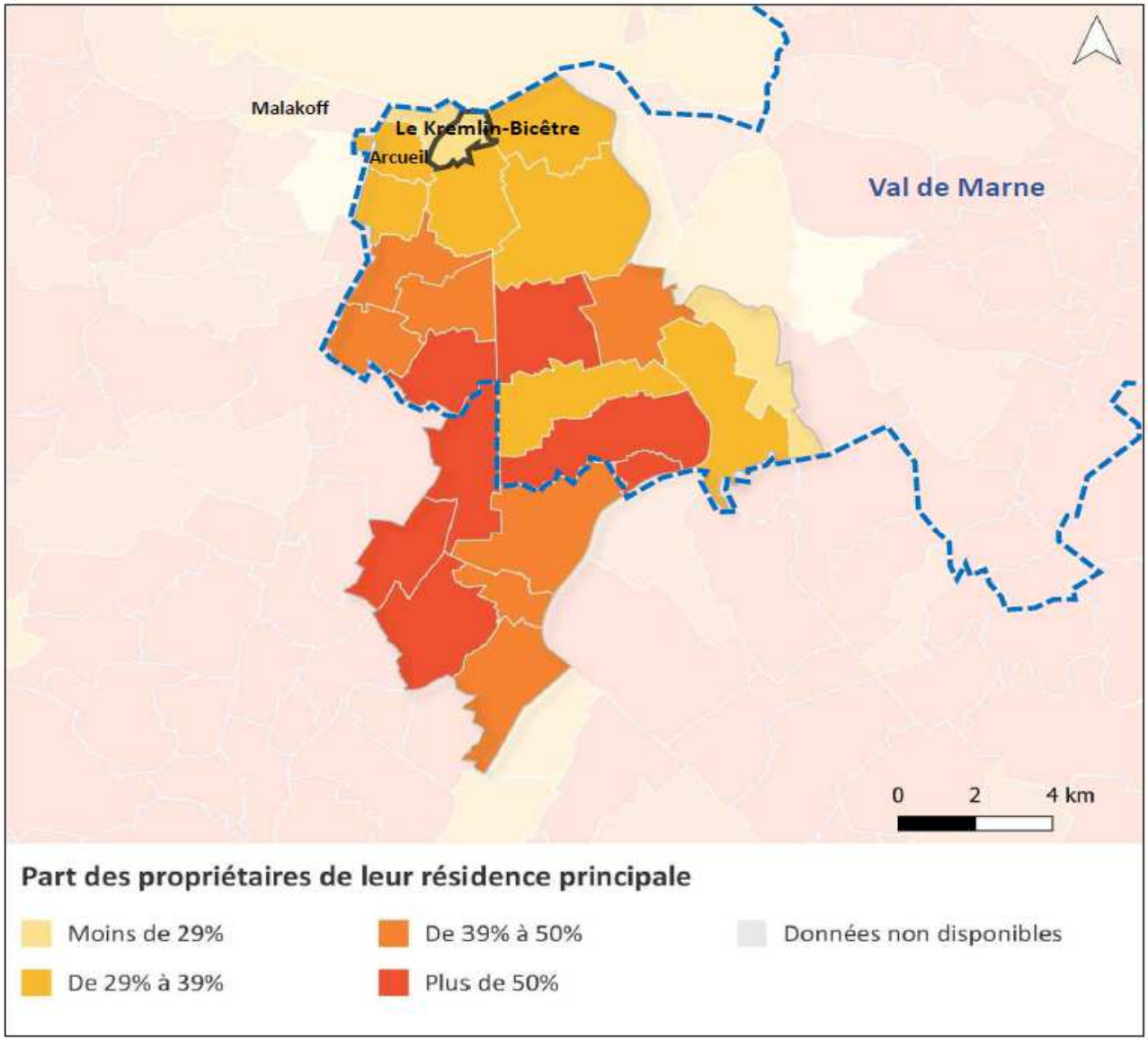
Source : INSEE 2019

En 2019, chaque habitant de la commune disposait en moyenne de 1,3 pièces pour vivre, contre 1,4 pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part des propriétaires de leur résidence principale ?

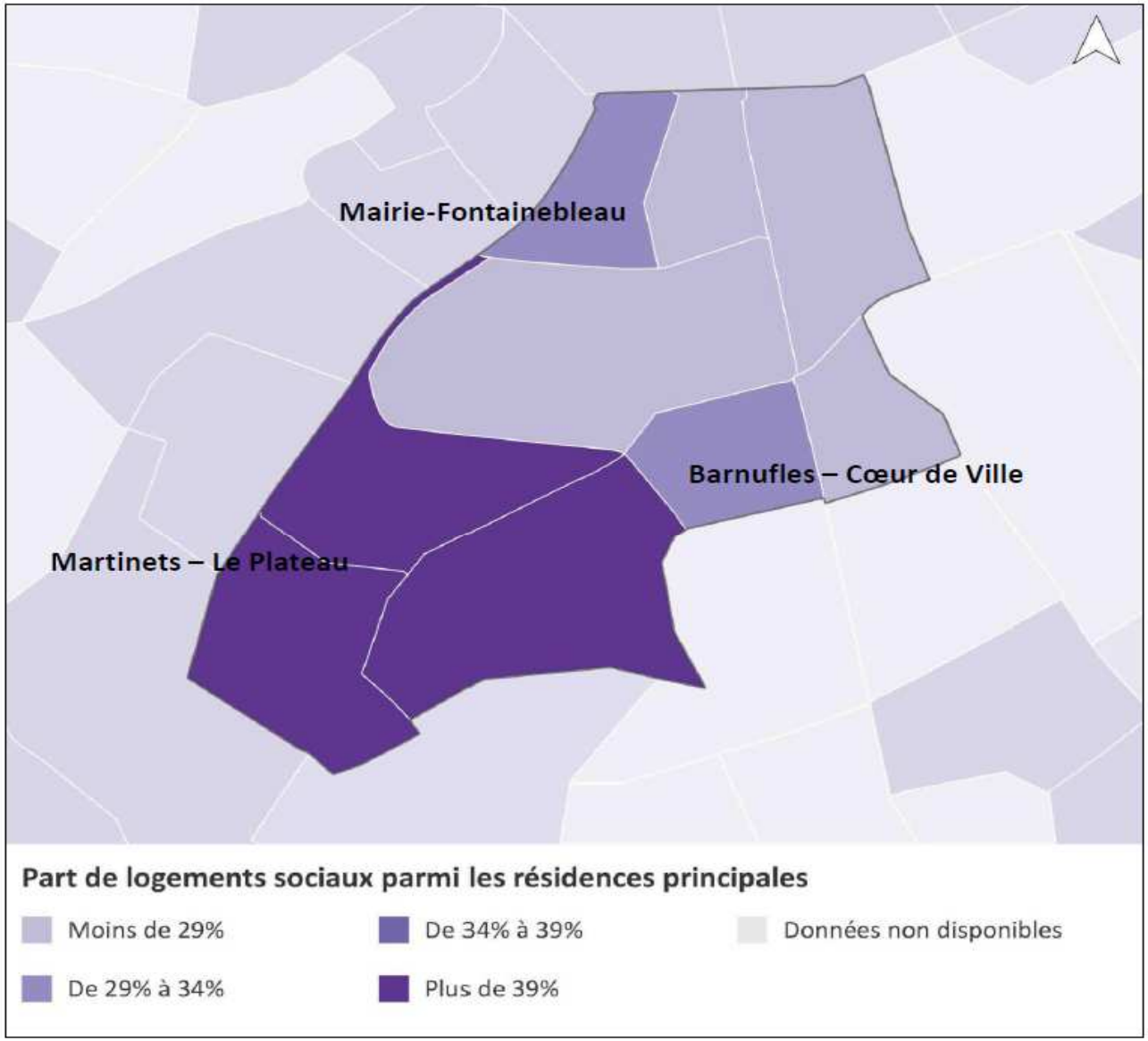


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part des logements sociaux parmi les résidences principales dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

6.3 CONFORT, VÉTUSTÉ ET ÉQUIPEMENTS DES LOGEMENTS

Le parc de logements est-il récent ? Y a-t-il des logements potentiellement vétustes dans le territoire ? Les locaux sont-ils mieux équipés qu'ailleurs ?

LES FACTEURS DE RISQUE DE VÉTUSTÉ

= Part élevée de logements construits avant 1970 (soit avant la première réglementation énergétique)

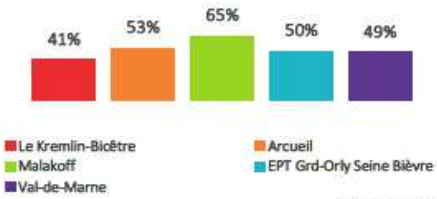
\+ Part élevée de logements non équipés d'une baignoire ou d'une douche

\+ Part élevée de chauffage électrique

LES LOGEMENTS SUROCCUPÉS

Un logement est suroccupé quand il lui manque au moins une pièce par rapport à la norme d' « occupation normale », dont le détail est :
- une pièce de séjour pour le ménage
- une pièce pour chaque adulte et pour chaque enfant de plus de 7 ans
- une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou ont moins de 7 ans

Résidences principales* construites avant 1971



Source : INSEE 2019

En 2019, 41% des résidences principales avaient été construites avant 1971, contre 49% pour le Val-de-Marne.

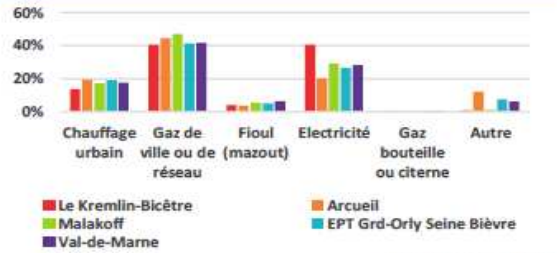
Taux de logements suroccupés*



Source : Observatoire des territoires, 2018

En 2018, 27,9 % des résidences principales de la commune étaient suroccupées, contre 22 % pour l'EPT Grd-Orly Seine Bièvre.

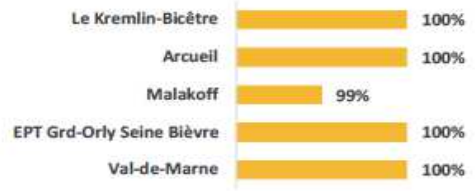
Résidences principales selon le combustible principal utilisé



Source : INSEE 2019

En 2019, 4% des résidences principales de la commune utilisaient le fioul comme combustible principal, contre 6% pour le Val-de-Marne.

Part des locaux raccordables à la fibre (FttH)* au 01/06/2022



Source : ARCEP, décembre 2022

En décembre 2022, 100 % des locaux de la commune étaient raccordables à la fibre.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

6.4 LE LOGEMENT SOCIAL

Quelle part du parc de logements sociaux ? Quelle typologie de ce parc social ?

LES DONNÉES SUR LE PARC LOCATIF SOCIAL

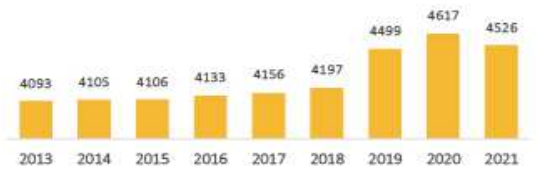
Quand ? Des données actualisées chaque année

Qui ? Des données transmises par les bailleurs sociaux au ministère chargé du Logement. Les bailleurs sociaux ont l'obligation de transmettre les informations sur leur patrimoine chaque année au ministère chargé du Logement.

Quoi ? Des données sur la typologie (surface, date de construction...) du parc de logement mais aussi sur le type de financement et de conventionnement de ces logements

* Les logements foyers, les foyers de travailleurs et les résidences sociales ne sont pas pris en compte dans ce répertoire. De même, le Ministère exige que les *« logements que les bailleurs sociaux gèrent sans détenir de droit réel immobilier ou sans en avoir l'usufruit »* soient exclus du répertoire.

Evolution du nombre de logements sociaux*



Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2021

En 2021, le nombre de logements sociaux de la commune était de 4 526, soit une évolution de +421 logements par rapport à 2014.

Logements sociaux par nombre de pièces



Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2021

En 2021, Le Kremlin-Bicêtre totalise 35% de 3 pièces au sein de son parc social, contre 38% pour Malakoff.

Indicateurs clés - Taux de logements sociaux*, taux de vacance, date moyenne de construction, loyer moyen, DPE* énergie D, E, F ou G (énergivore)

	Taux de logements sociaux	Taux de vacance du parc social	Date moy. de construction	Loyer moyen au m²	DPE énergie supérieur à D
Le Kremlin-Bicêtre	39,3%	2,7%	1 986	7,98 €	5%
Arcueil	43,7%	2,1%	1 978	6,95 €	6%
Malakoff	40,2%	2,2%	1 972	6,49 €	24%
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	34,5%	3,0%	1 981	6,92 €	12%
Val-de-Marne	38,4%	2,5%	1 980	6,94 €	13%

Source : Répertoire sur le Parc Locatif Social, 2021

En 2021, le taux de logement sociaux (correspondant au rapport entre le nombre de logements sociaux et le total des résidences principales) était de 39,3% pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 43,7% pour Arcueil.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



7.
EMPLOI

7.1 Actifs et chômeurs

7.2 Les demandeurs d'emploi en fin de mois

7.3 Typologie d'emplois

7.4 Déplacements des actifs occupés

7.5 Focus Egalité Femmes-Hommes

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Un taux de chômage dans les tendances hautes des territoires de comparaison**
  - 14 % des habitants de la commune étaient au chômage en 2019, contre 13 % des habitants d'Arcueil
  - Une part de jeunes de 15 à 24 ans au chômage en augmentation depuis 2009, passée de 20 % en 2009 à 22 % en 2019, une augmentation pouvant indiquer un besoin d'accompagnement pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes
    - A noter, les jeunes hommes étant plus touchés par le chômage (28 % des 15 à 24 ans) par rapport aux jeunes femmes (15 % de cette tranche d'âge)
  - Une diminution des demandeurs d'emploi en fin de mois auprès de Pôle Emploi depuis août 2021, à la suite d'une augmentation en 2020 liée à la crise sanitaire
- **Une part importante d'actifs occupant des emplois considérés comme stables**
  - 77 % d'actifs en CDI ou travaillant dans la fonction publique, une part correspondant aux réalités territoriales (78 % à l'échelle du département)
  - Parmi les autres modes d'emplois (hors CDI ou fonction publique), une part importante de CDD (44 %) et d'apprentis sur la commune (14 %)
- **Une mobilité forte pour les actifs de la commune, en lien avec la proximité de la commune avec Paris**
  - 81 % des actifs travaillant en dehors de la commune dont 65 % en dehors du Val de Marne
  - Pour les actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence, 61 % d'entre eux se déplaçant en transports en commun, une part supérieure à la moyenne constatée au sein de l'EPT (48 %), qui s'explique par la présence d'un arrêt de métro sur la commune (ligne 7)
    - A noter, la commune devrait être desservie par la ligne 14, suite à son prolongement prévu pour 2024
    - 50 % de ces actifs parcourent quotidiennement 6 km pour se rendre au travail, avec un temps de trajet stable depuis 2009, soit 41 minutes
  - Près d'1 un ménage sur 2 n'étant pas équipé d'une voiture, une part plutôt élevée (43 % des ménages d'Arcueil, 33 % des ménages de l'EPT)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

7.1 ACTIFS ET CHÔMEURS

Quelle est la part d'actifs dans le territoire ? Qui sont les inactifs (retraités, étudiants, personnes au foyer…) ? Quel taux de chômage ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Pour l'INSEE, un « actif » peut être :

- **Occupé,** soit une personne en emploi ;
- **Non-occupé,** soit une personne en recherche d'emploi.

Et les « inactifs » sont des :

= Jeunes de moins de 15 ans ;
= Étudiants ;
= Retraités ;
= Hommes et femmes au foyer ;
= Personnes en incapacité de travailler…

L'ENQUÊTE EMPLOI

Le **taux de chômage** varie entre l'enquête « emploi » de l'INSEE, menée en continu au niveau national, et le recensement de la population. La seconde source est mobilisée ici, car seule disponible à l'échelle locale.

Taux d'activité des 15-64 ans



Nb d'actifs : 13 138

Source : INSEE 2019

En 2019, 76% des habitants de la commune de 15-64 ans étaient actifs, c'est-à-dire qu'ils étaient en emploi ou en recherche d'emploi.

Evolution des 15-64 ans selon le type d'activité entre 2014 et 2019

	2014	2019	Evol. 14-19
Actifs	13 809	13 138	-5%
dont actifs occupés	12 062	11 338	-6%
dont chômeurs	1 913	1 800	-6%
Inactifs	4 070	4 130	+1%
dont scolarisés	3 420	3 669	+7%
dont retraités	3 288	3 333	+1%
dont autres inactifs	3 913	4 216	+8%

Source : INSEE 2014-2019

Entre 2014 et 2019, le nombre de personnes au chômage a augmenté de -6%, alors que le nombre d'actifs occupés a augmenté de -6%.

Indicateur clé | Taux de chômage* des 15-64 ans



Nb de chômeurs au sens de l'INSEE : 1 800

Source : INSEE 2019

En 2019, le taux de chômage au sens de l'INSEE était de 14% pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 12% pour le Val-de-Marne.

Evolution du taux de chômage* par tranche d'âge



Source : INSEE 2009-2019

En 2019, 22% des 15-24 ans de la commune étaient au chômage, contre 20% en 2009.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

7.2 LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

Combien y a-t-il de personnes inscrites à Pôle Emploi ? Quel est leur profil (âge, ancienneté d'inscription…) ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Chômeur = actif sans emploi selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE

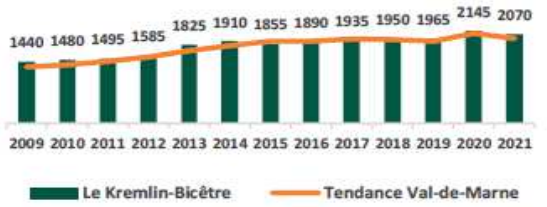
+ Avantage : au plus proche de la réalité du territoire
- Inconvénient : des données plus anciennes (2018)

Demandeur d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) = personne qui s'est inscrite à Pôle Emploi

+ Avantage : des données récentes, en 2020 voire 2022 (commune > à 5000 hab. ou échelle zone d'emploi)
- Inconvénient : des données incomplètes (tous les actifs au chômage ne s'inscrivent pas à Pôle Emploi)

Catégorie ABC = personnes devant accomplir des démarches de recherche d'emploi, pouvant être sans activité (cat. A) ou en activité réduite (cat. B et C).

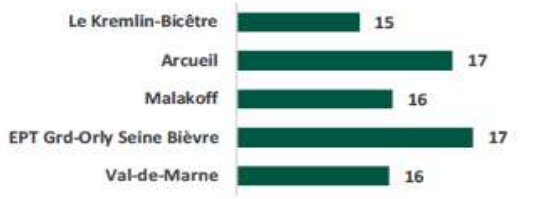
Evolution des DEFM de cat. ABC depuis 2009 – Série longue



Source : Pole emploi 2009-2021

En 2021, le nombre de Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois de catégorie ABC de la commune était de 2 070.

DEFM de cat. ABC* pour 100 actifs



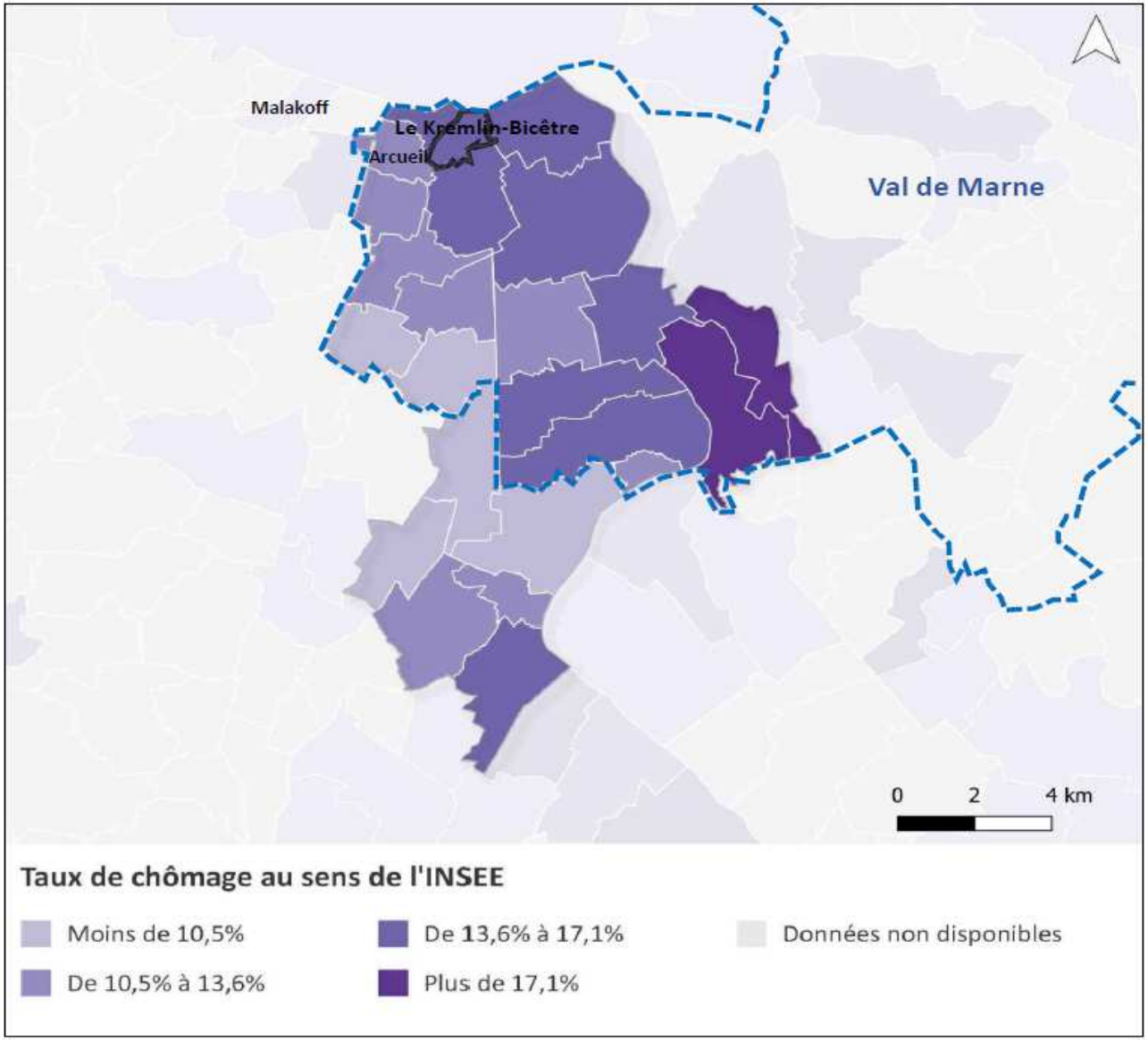
Source : Pole emploi 2021

En 2021, il y avait pour Le Kremlin-Bicêtre 15 DEFM de cat. ABC pour 100 actifs, contre 16 pour le Val-de-Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part de la population au chômage ?

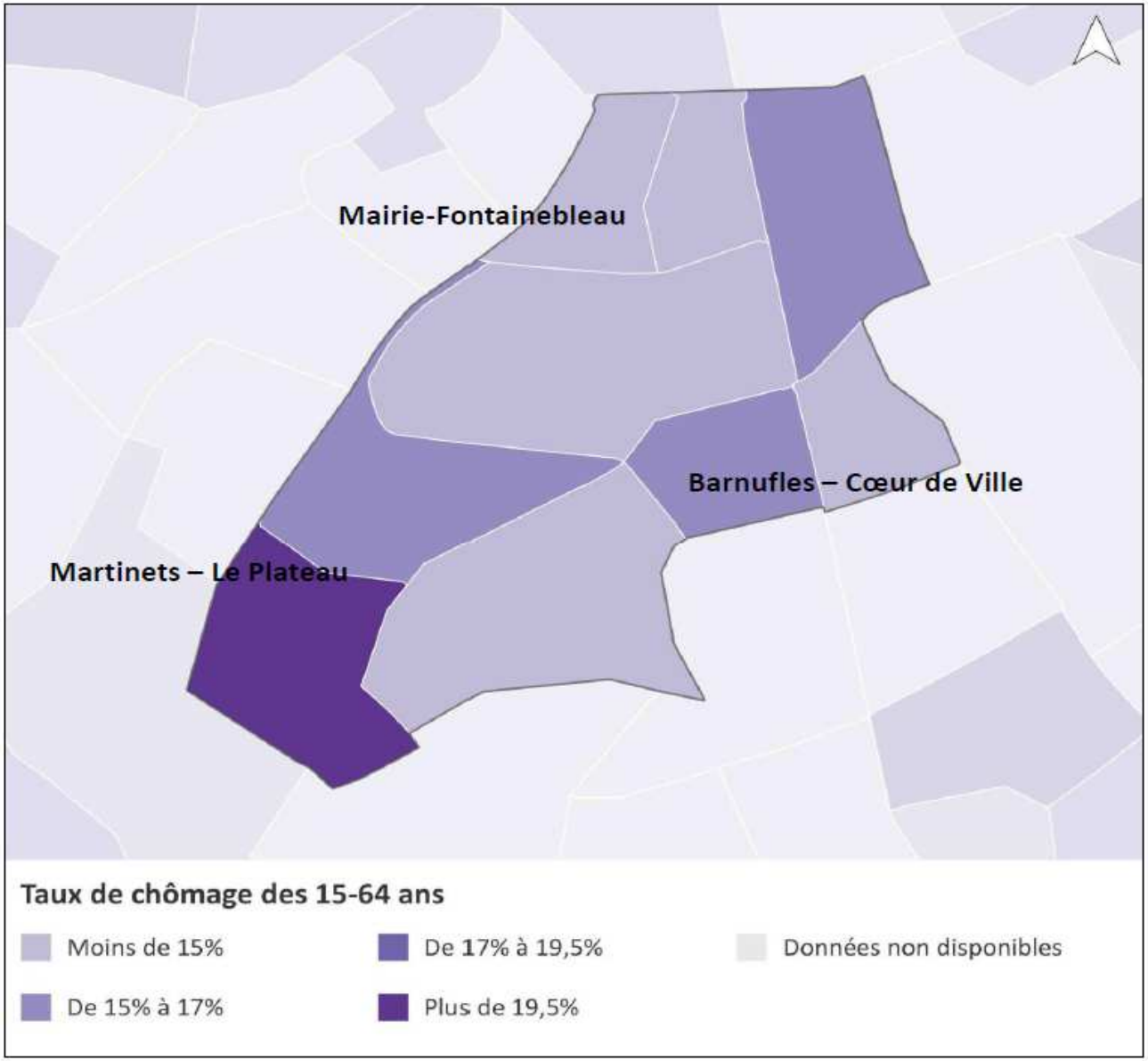


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part de la population au chômage dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

7.3 LES TYPOLOGIES D'EMPLOIS

Quelle stabilité de l'emploi dans le territoire (part du salariat, CDI...) ? Les habitants peuvent-ils trouver un travail dans leur commune de résidence ? Pour quel type d'emploi ?

ACTIFS OCCUPÉS PAR MODE D'EMPLOI : KÉSAKO ?

- **Si le nombre d'actifs est supérieur au nombre d'emplois** (indicateur supérieur à 1), le territoire a un caractère plutôt résidentiel
- **Si le nombre d'emplois est supérieur au nombre d'actifs** (indicateur inférieur à 1), le territoire est probablement une ville-centre ou accueille une grande administration/entreprise
- **Si la différence entre actifs et emplois est élevée**, les déplacements domicile-travail sont certainement nombreux

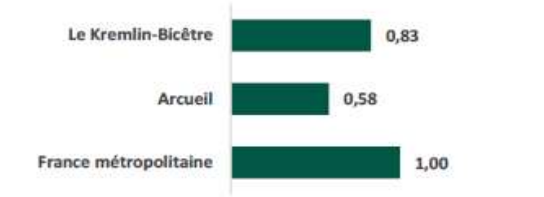
Actifs occupés par mode d'emploi



Source : INSEE 2019

En 2019, 77% des actifs occupés étaient en CDI ou titulaires de la fonction publique, c'est-à-dire occupaient un emploi stable.

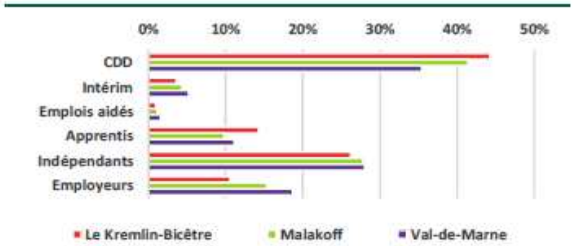
Nombre d'actifs occupés pour un emploi dans la commune de résidence



Source : INSEE 2019

En 2019, Le Kremlin-Bicêtre enregistrait 0,83 actif résidant dans le territoire pour un emploi présent.

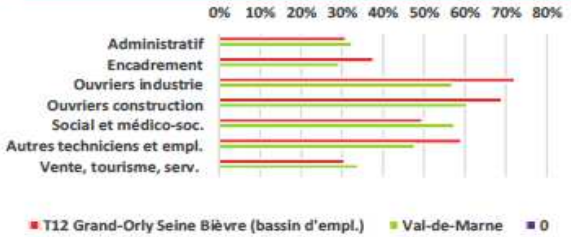
Répartition des autres modes d'emploi par type



Source : INSEE 2019

En 2019, les CDD représentaient 44% des modes d'emploi hors CDI ou fonction publique, contre 35% pour le Val-de-Marne.

Les secteurs d'emploi en tension – Part de projets de recrutement jugés difficiles par fonction



Source : Pole emploi 2021

50% des recrutements du domaine du social et du médico-social sont jugés difficiles dans le bassin d'emploi, contre 57% dans le département.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

7.4 DÉPLACEMENTS DES ACTIFS OCCUPÉS

Où les habitants travaillent-ils ? Comment se rendent-ils sur leur lieu de travail ? (voiture, transports en commun…)

LA DÉFINITION

Navetteur : une personne en emploi travaillant en dehors de sa commune de résidence.

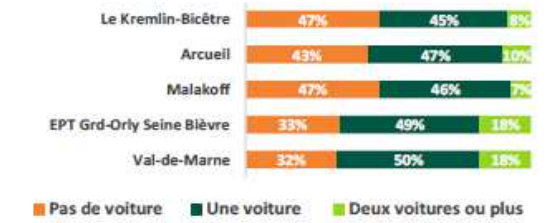
LE COÛT DES TRANSPORTS

Les Français mettent en moyenne 1h10* par jour pour aller et revenir du travail. Ils consacrent également 19min pour aller faire leurs courses alimentaires, 17min pour des activités sportives et 13min pour réaliser des démarches administratives.

Selon Ipsos, ils dépensent en moyenne 204€ par mois pour se déplacer. Ces coûts grimpent dans les milieux périurbains et ruraux (autour de 223€) et ont un impact considérable sur le pouvoir d'achat des Français les plus modestes (au sein des foyers les plus fragiles, vivant avec moins de 1250€ net mensuel, le coût individuel de la mobilité est de 150€ en moyenne).

**Enquête sur les mobilités du quotidien dans les régions françaises, Transdev et Ipsos, 2019*

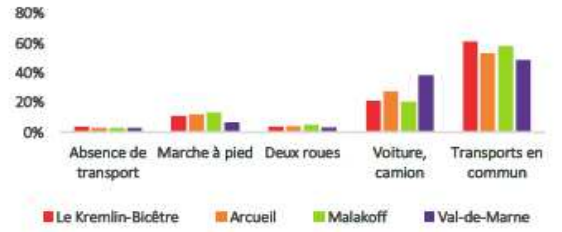
Taux d'équipement des ménages* en voiture



Source : INSEE 2019

En 2019, 8% des ménages de la commune avaient deux voitures ou plus, contre 7% pour Malakoff.

Moyen de transport des actifs occupés*



Source : INSEE 2019

En 2019, la part des actifs se déplaçant en voiture était de 21% pour Le Kremlin-Bicêtre contre 28% pour Arcueil.

Lieu de travail des actifs occupés*



Source : INSEE 2019

En 2019, 65% des actifs de la commune travaillaient dans un autre département.

Durée et distance médiane des flux domicile-travail des navetteurs*

	Durée (en min)		Distance (en km)	
	2009	2019	2009	2019
Le Kremlin-Bicêtre	41	41	6	6
Malakoff	48	48	7	7
Val-de-Marne	43	43	13	13

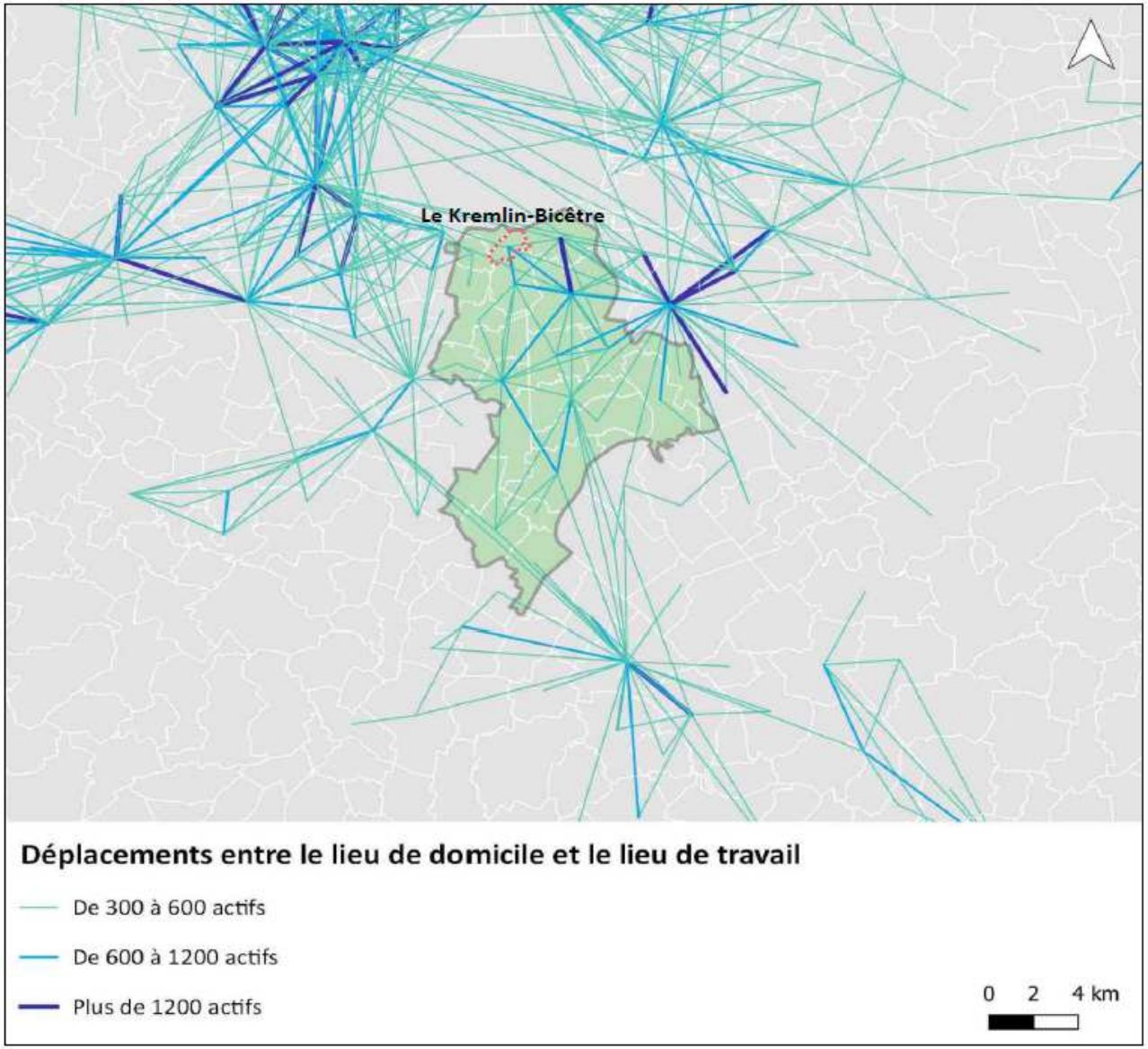
Source : INSEE 2009-2019

En 2019, 50% des personnes travaillant en dehors de leur commune de résidence parcouraient plus de 6 km pour se rendre au travail contre 6 km en 2009.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Où se situent les grands flux de mobilité professionnelle (entre le domicile et le travail) ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

7.5 FOCUS ÉGALITÉ FEMMES – HOMMES (1/2)

Y a-t-il un écart important entre le nombre d'hommes et de femmes ? Pourquoi ? Des inégalités économiques et sociales sont-elles présentes ?

INÉGALITÉS DE GENRE ET COLLECTIVITÉS LOCALES

Les inégalités femmes/hommes concernent la sphère domestique (partage des tâches inégal) mais aussi l'accès à l'emploi, à l'éducation, le monde du travail, la politique...

Un chiffre est particulièrement parlant : avec un écart de salaire de 15%, les femmes travaillent « gratuitement » entre le 5 novembre à 16h47 et le 31 décembre minuit.

Certaines collectivités locales prennent le sujet de l'égalité femmes-hommes à bras le corps : désignation d'un élu/agent référent égalité femmes-hommes, formation du personnel et des élus sur l'égalité f-h et les stéréotypes, acquisition d'ouvrages sur l'égalité f-h par la médiathèque, mise en place des outils statistiques sur les recrutements, les avancements et promotions...

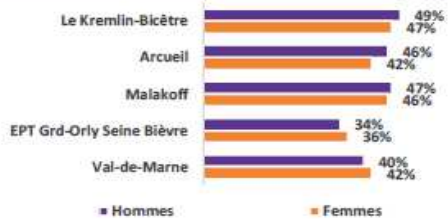
Population par sexe



Source : INSEE 2019

En 2019, Le Kremlin-Bicêtre comptait 12 860 femmes pour 12 111 hommes.

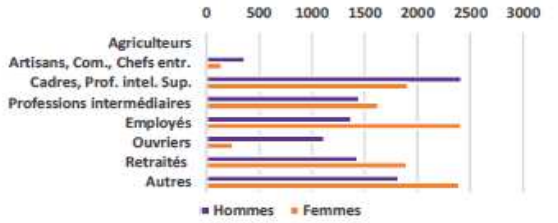
Diplômé(e)s de l'enseignement supérieur



Source : INSEE 2019

En 2019, 47% des femmes de la commune de 15 ans ou plus non-scolarisées étaient diplômées de l'enseignement supérieur contre 49% des hommes.

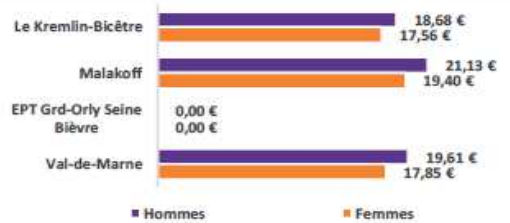
Indicateur clé | Population par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE 2019

En 2019, les femmes de la CSP "employés" de la commune représentaient 2 417 individus contre 1 375 pour les hommes.

Écarts de salaires (à l'heure) des individus travaillant dans le territoire



Source : INSEE DADS 2020

En 2020, le salaire horaire moyen pour Le Kremlin-Bicêtre était de 17,56€ pour les femmes, contre 18,68€ pour les hommes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

7.5 FOCUS ÉGALITÉ FEMMES – HOMMES (2/2)

Les inégalités d'emploi sont-elles fortement marquées (inactivité, temps partiel, emplois précaires…) ?

LA DÉFINITION

Temps partiel = temps de travail inférieur à la durée légale (35H/sem)

- **Temps non complet** : temps de travail créé par délibération établie au regard des besoins de l'entreprise
- **Temps de travail subi / non choisi** : temps de travail subi faute d'emploi à temps complet

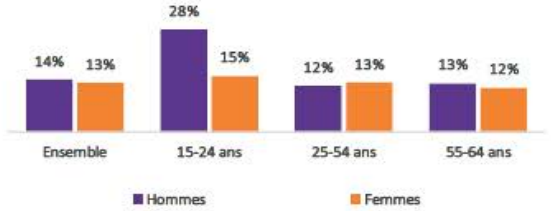
LE TEMPS PARTIEL SUBI

L'essor du travail à temps partiel (parfois subi) concerne surtout les femmes, puisque 80% de la population à temps partiel est féminine.* En France, ce sont 29% de femmes et 7% d'hommes qui occupent un emploi à temps partiel.

Les femmes qui travaillent dans le secteur tertiaire et/ou qui vivent en milieu rural sont les plus touchées.

**Insee, 2020*

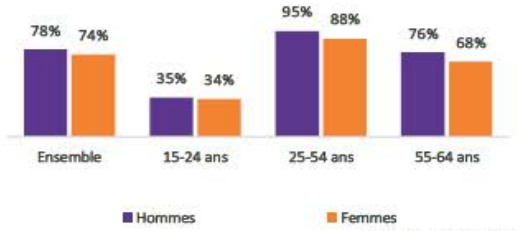
Taux de chômage* par tranche d'âge



Source : INSEE 2019

En 2019, le taux de chômage des femmes était de 13%, contre 14% pour les hommes de la commune.

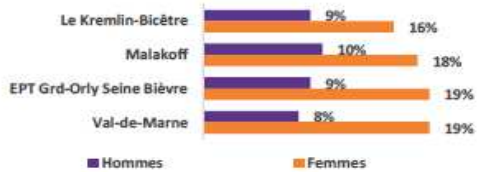
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE 2019

En 2019, le taux d'activité des femmes de 55-64 ans était de 68%, contre 76% pour les hommes du même âge de la commune.

Le travail à temps partiel*

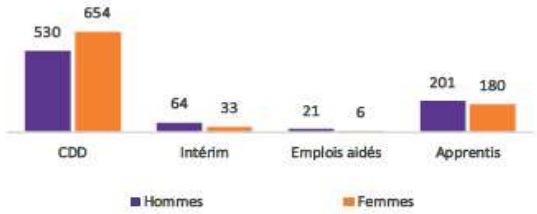


Nb total de femmes à temps partiel : 844

Source : INSEE 2019

En 2019, 16% des femmes salariées de la commune l'étaient à temps partiel, contre 19% pour le Val-de-Marne.

Les emplois précaires



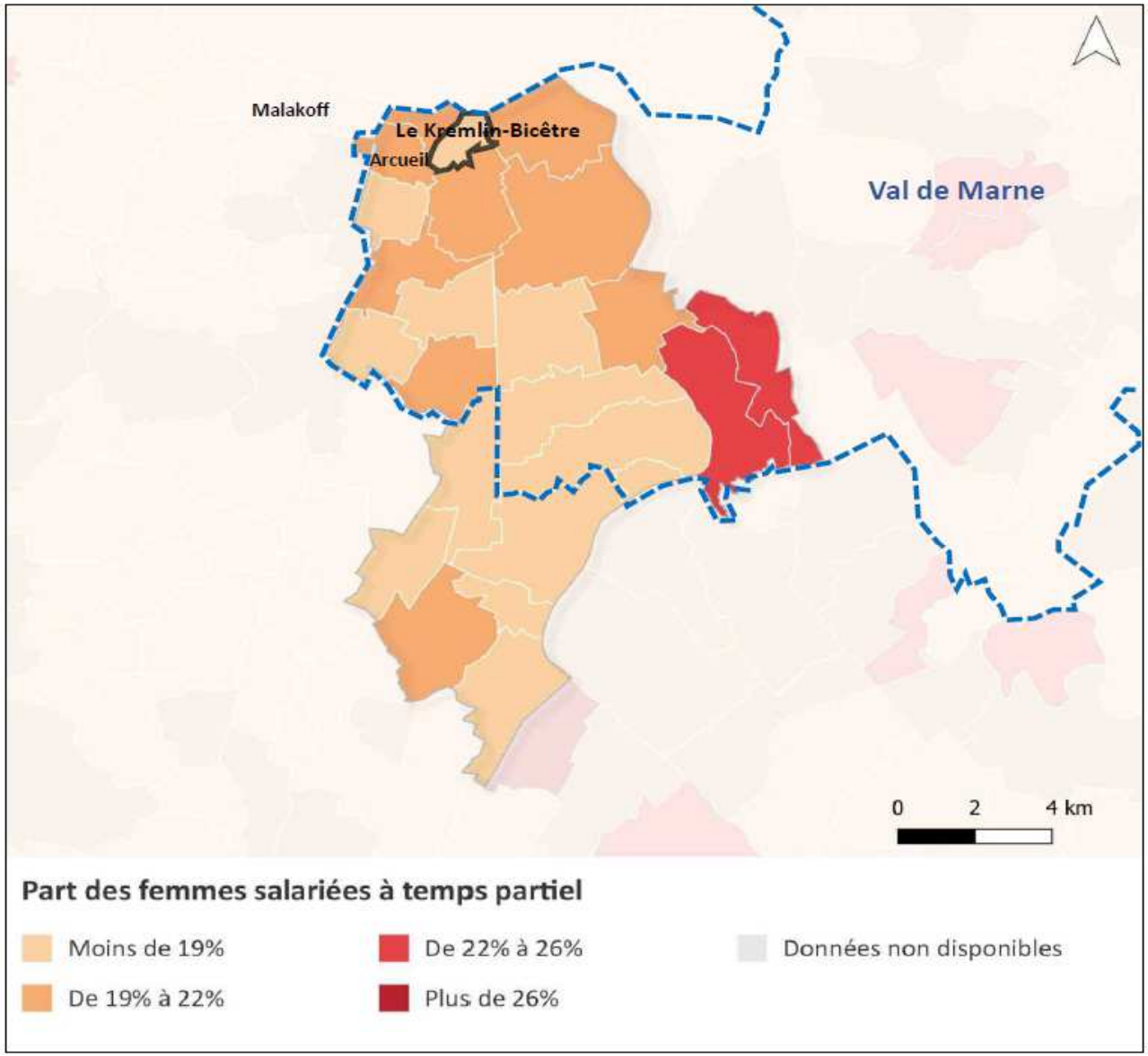
Source : INSEE 2019

En 2019, Le Kremlin-Bicêtre totalisait 33 femmes en intérim, contre 64 hommes avec ce même type d'emploi.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quelle est la part de femmes travaillant à temps partiel ?

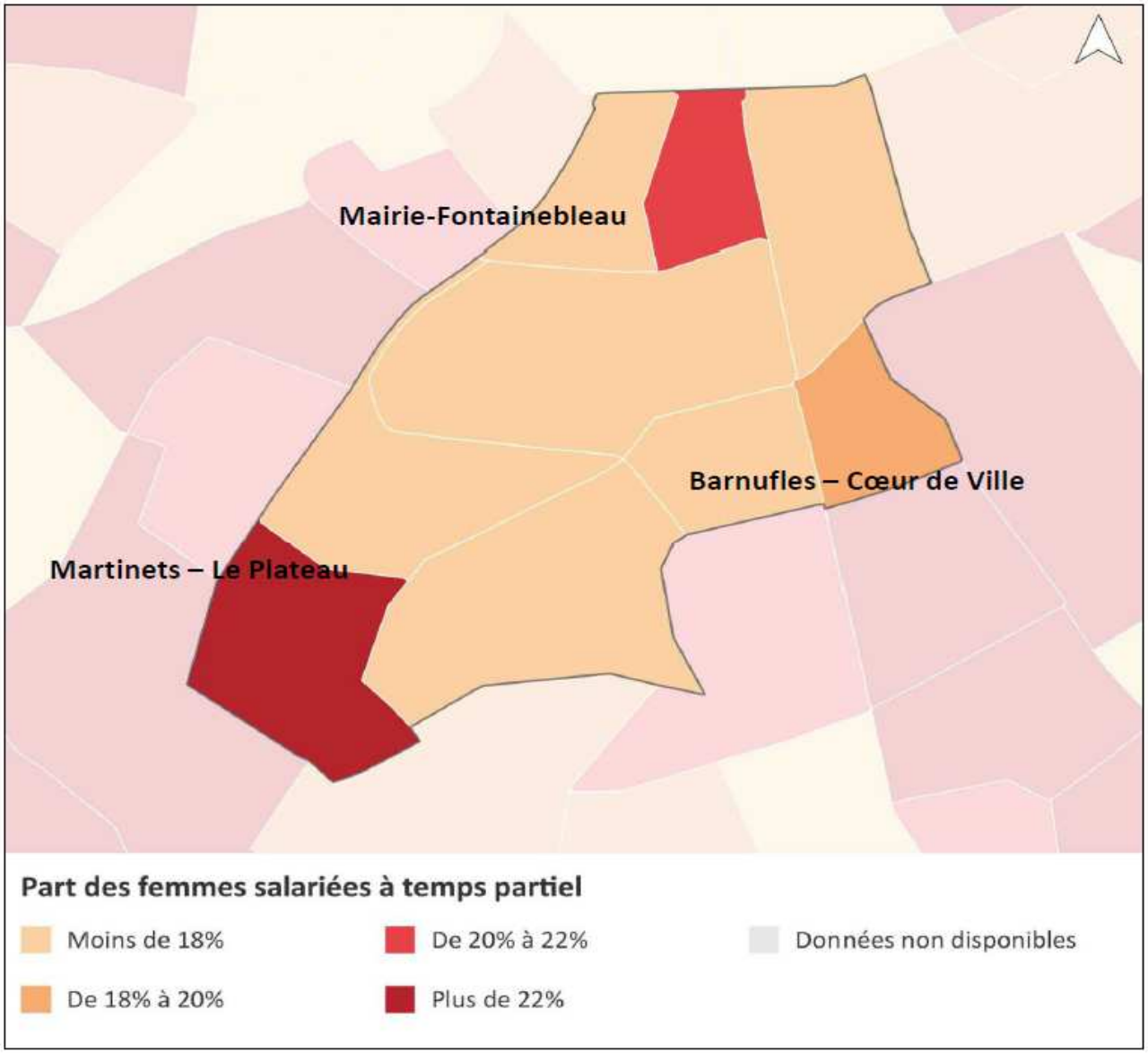


Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quelle est la part de femmes travaillant à temps partiel dans les quartiers ?



Source : INSEE 2019

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



8.

ACCÈS AUX DROITS

8.1 Revenus de la population

8.2 Fragilité socio-économique

8.3 Accès au numérique

Revenir au sommaire

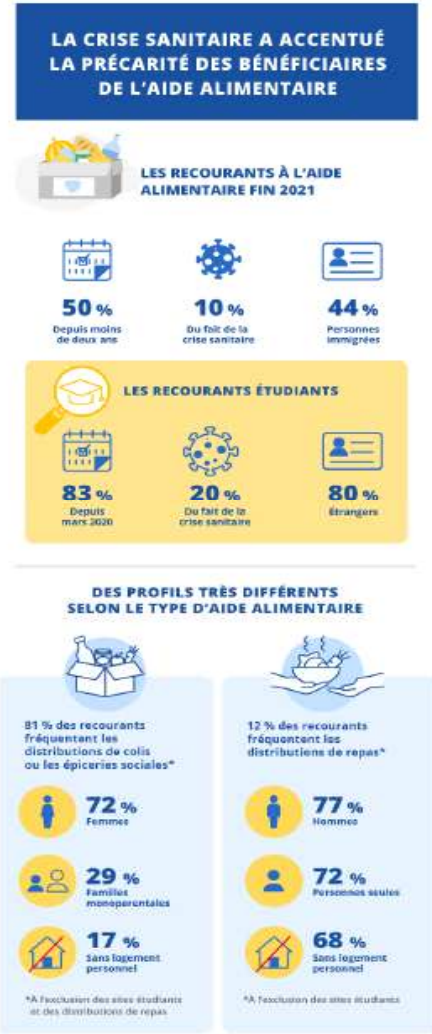
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Un niveau de revenus plutôt correct pour la population kremlinoise**
  - 27 258 € de revenu moyen par foyer fiscal pour Le Kremlin Bicêtre, équivalent à la commune d'Arcueil (27 464 €), mais inférieur à la moyenne nationale (28 072 €)
  - 53 % des foyers du Kremlin Bicêtre qui sont imposés soit 8 054 foyers en 2021 : une part dans la moyenne haute des tendances territoriales (52 % pour le Val de Marne)

- **Des publics précaires présents, témoignant de besoins d'accompagnement à prendre en compte**
  - 47 % de foyers fiscaux non imposés, soit 7 022 foyers, qui ont donc des revenus modérés voire modestes pour certains
  - 8,7 foyers allocataires CAF au RSA pour 100 ménages du Kremlin-Bicêtre contre 6,1 à l'échelle de Malakoff ou encore 8,6 à l'échelle départementale : des foyers allocataires plus présents qu'ailleurs et donc des besoins d'accompagnement plus importants
  - Une hausse depuis quelques années mais qui se stabilise, avec 999 foyers CAF allocataires du RSA en 2021, contre 850 en 2012
  - 1 940 foyers CAF à bas revenu en 2019 contre 1 481 en 2012 : un nombre en augmentation ces dix dernières années
  - Un enjeu sur l'accompagnement des personnes pouvant présenter des situations de précarité, et sur l'accessibilité des services pour l'accès aux droits



Source : INSEE Première – Juin 2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

8.1 REVENUS DE LA POPULATION

Quels sont les niveaux de revenus de la population ? Existe-il de fortes inégalités ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

1. Revenu au 1er décile : 10 % des ménages touchent moins
2. Revenu au 5ème décile : 50 % des ménages touchent moins
3. Revenu au 9ème décile : 90 % des ménages touchent moins

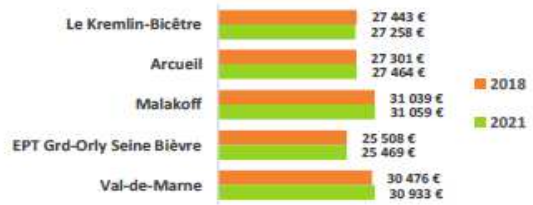
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Il existe deux manières de calculer les revenus de la population :

- Revenu moyen = somme des revenus de l'ensemble des foyers fiscaux / total des foyers fiscaux
- Revenu médian = 50 % des foyers fiscaux perçoivent plus, 50 % des foyers perçoivent moins.

Le revenu médian est souvent plus proche de la réalité, de très hauts salaires pouvant tirer le revenu moyen vers le haut.

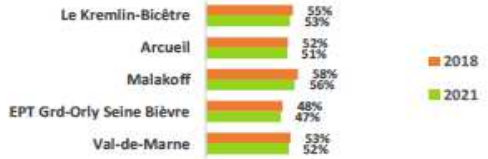
Revenu annuel moyen des foyers fiscaux



Source : DGFiP, revenus déclarés en 2021

Le revenu moyen déclaré était de 27 258€ par foyer fiscal pour Le Kremlin-Bicêtre en 2021, contre 30 933€ pour le Val-de-Marne.

Indicateur clé | La part des foyers fiscaux imposés

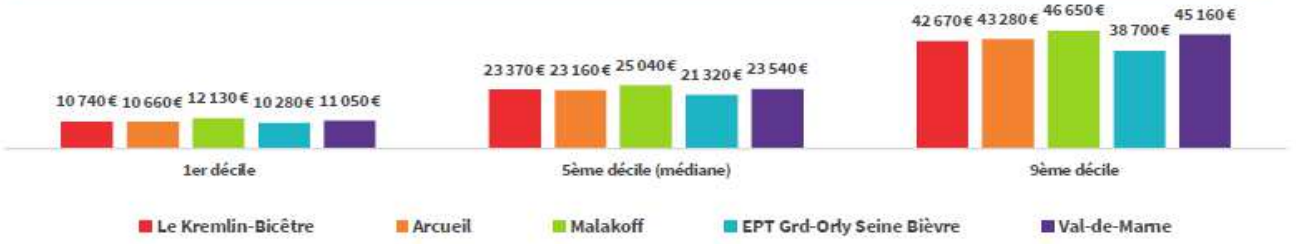


Nb de foyers fiscaux imposés : 8 054

Source : DGFiP, revenus déclarés en 2021

La part des foyers fiscaux imposés était de 53% pour Le Kremlin-Bicêtre, contre 52% pour le Val-de-Marne.

Le revenu aux 1er, 5ème et 9ème déciles



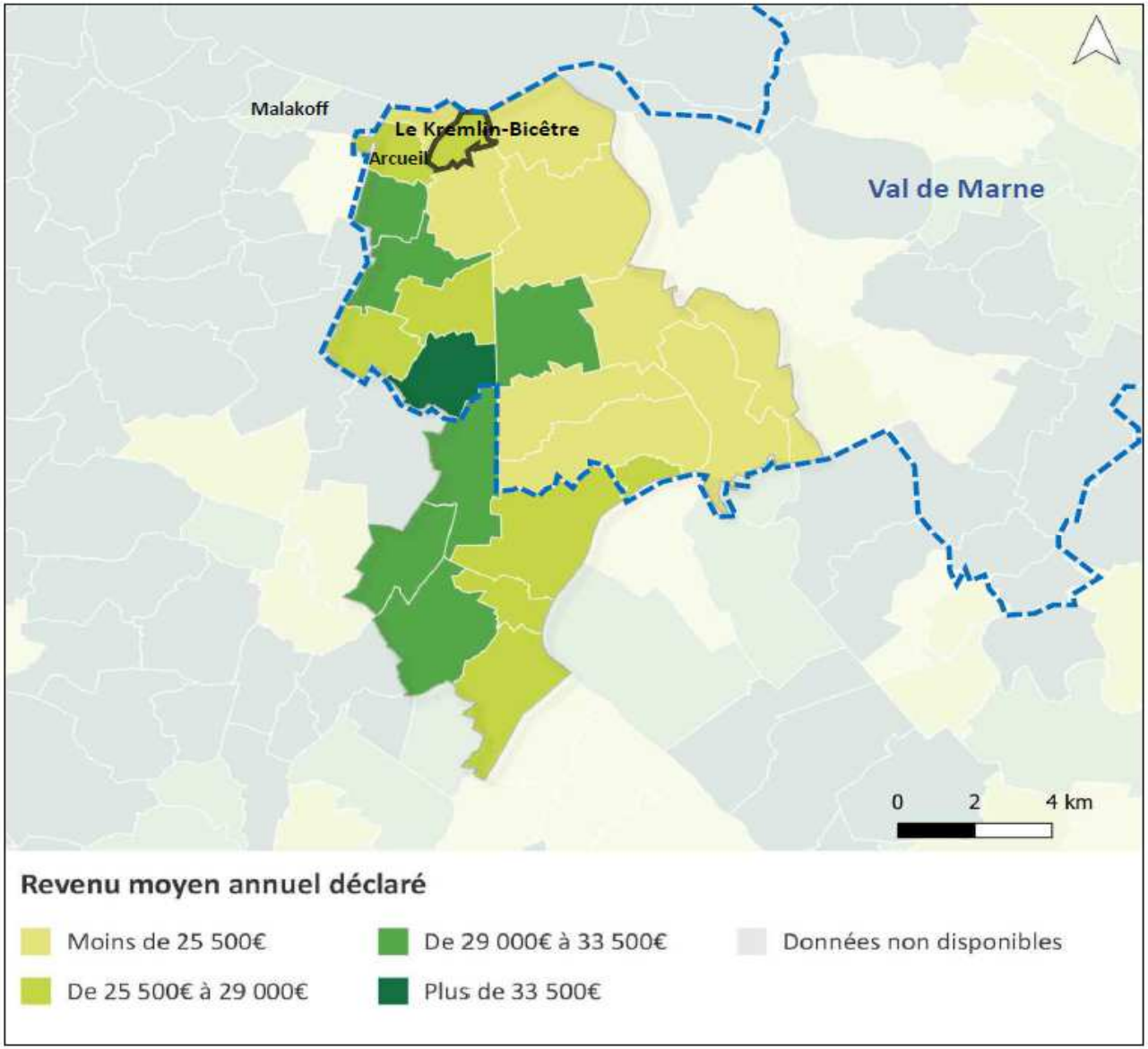
Source : FiLoSoFi 2020

En 2020, le plus riche des ménages des 10% les moins riches de la commune disposait d'un revenu annuel de 10 740€ contre 11 050€ pour le Val-de-Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quel est le revenu moyen des foyers fiscaux ?

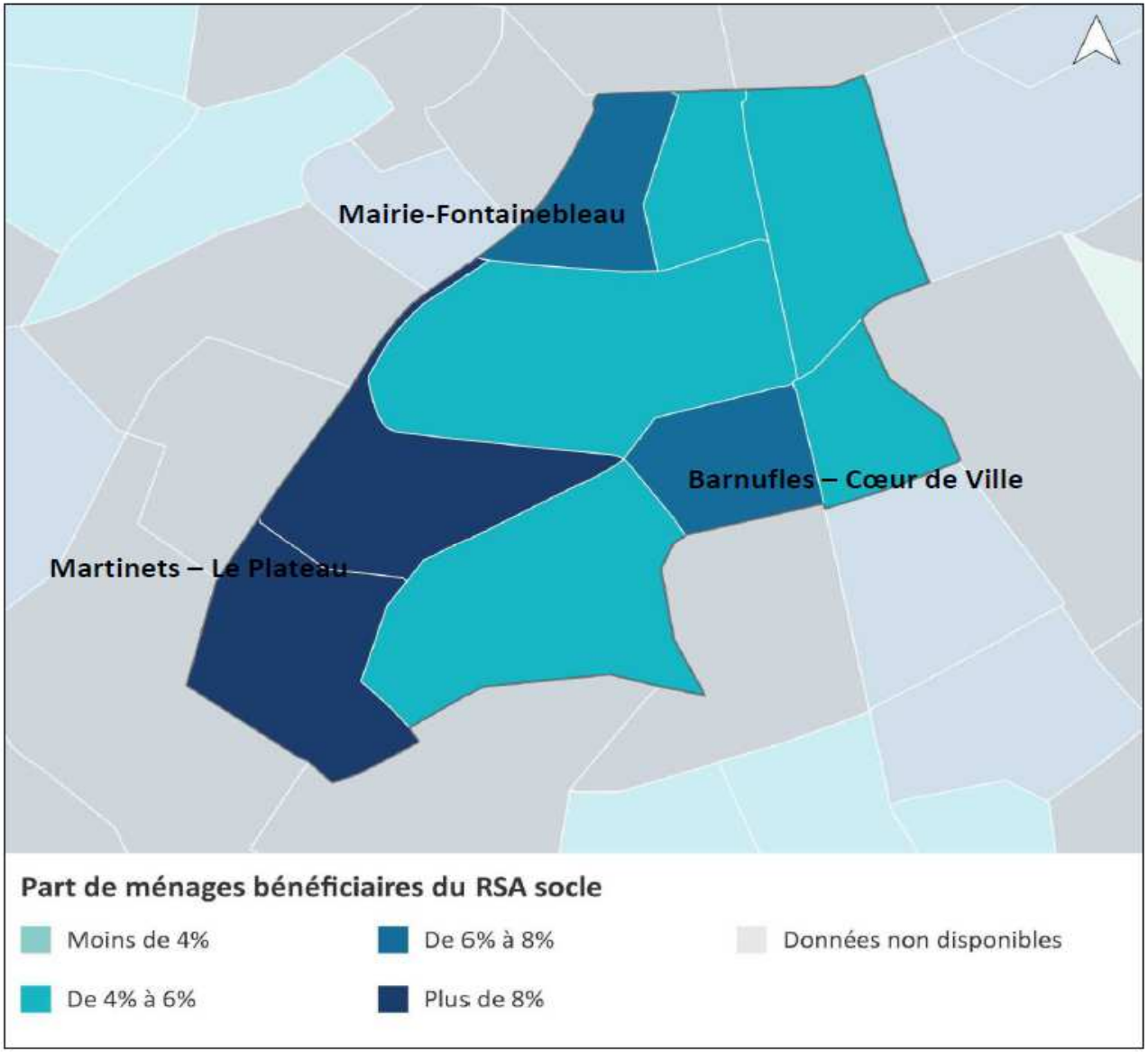


Source : DGFiP 2021

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quartiers du Kremlin-Bicêtre

Quel est la part de ménages bénéficiaires du RSA socle dans les quartiers ?



Source : DGFiP 2021

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

8.2 FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (1/2)

Les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres sont-elles plus élevées qu'ailleurs ? Quelle est la part des ménages les plus fragiles ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

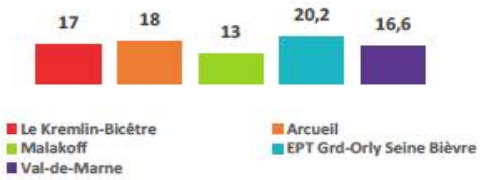
Rapport interdécile élevé = écarts de revenus élevés au sein de la population

LE REVENU DE SOLIDARITÉ (RSA)

Le nombre de personnes dites au RSA a mécaniquement baissé depuis 2016 :

- Avant 2016 : RSA = **RSA socle** (plus de 25 ans avec de très faibles revenus et moins de 25 ans avec des enfants) + **RSA activité** (travailleurs pauvres)
- Depuis 2016 : RSA = **RSA socle uniquement**, le RSA activité ayant été remplacé par la Prime d'activité

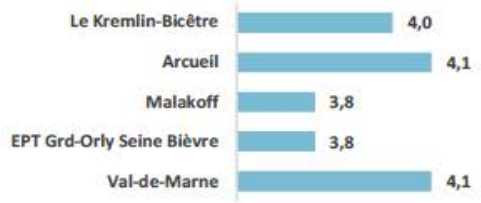
Le taux de pauvreté



Source : FiLoSoFi 2020

En 2020, le taux de pauvreté des habitants de la commune s'élevait à 17 contre 16,6 pour la France métropolitaine.

Le rapport interdécile*



Source : FiLoSoFi 2020

En 2020, le revenu du ménage le plus pauvre des 10% les plus riches de la commune était 4,0 fois plus élevé que celui du plus riche des 10% les moins riches.

Foyers allocataires CAF au RSA* pour 100 ménages



Nb de foyers allocataires CAF au RSA : 999

Source : caf.data, 2021

En 2021, il y avait pour Le Kremlin-Bicêtre 8,7 foyers au RSA pour 100 ménages, contre 8,3 pour Arcueil.

Évolution des foyers allocataires CAF* au RSA



Source : caf.data 2012-2021

En 2021, on totalisait 999 foyers CAF allocataires du RSA pour Le Kremlin-Bicêtre contre 737 en 2016.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

8.2 FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (2/2)

Quelle proportion des bénéficiaires de la prime d'activité (travailleurs pauvres) ? Les habitants en situation de précarité sont-ils en augmentation ?

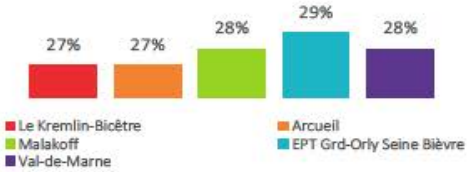
LE NON RECOURS AUX DROITS

Selon une enquête de la plateforme « Mes allocs » réalisée en janvier 2022, ce sont au moins 10 milliards d'euros d'aides sociales qui ne seraient pas réclamées par leurs potentiels bénéficiaires chaque année en France.

Il existe des variations importantes des taux de non-recours aux droits selon le type de prestations auxquelles les usagers pourraient prétendre mais aussi selon l'origine géographique des ayants-droits potentiels.

Pour le RSA, le taux de non-recours à l'échelle nationale est estimé à 35% des potentiels bénéficiaires et 53% pour la prime d'activité.

Bénéficiaires de la prime d'activité*

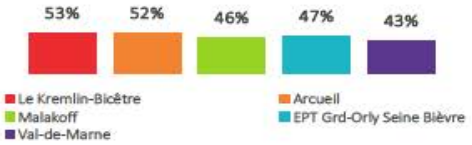


Nb de bénéficiaires de la prime d'activité : 1 546

Source : caf.data, 2021

En 2021, 27% des allocataires CAF de la commune bénéficiaient de la prime d'activité, contre 29% pour l'EPT Grd-Orly Seine Bièvre.

Foyers CAF* percevant une aide pour le logement*

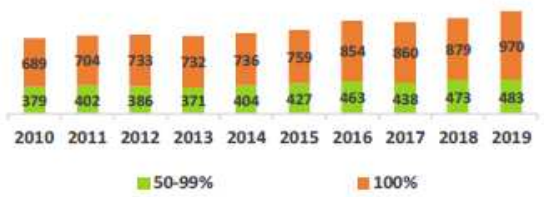


Nb de bénéficiaires aide pour le logement : 3 219

Source : caf.data, 2021

En 2021, 53% des foyers CAF bénéficiaient d'une aide pour le logement pour Le Kremlin-Bicêtre.

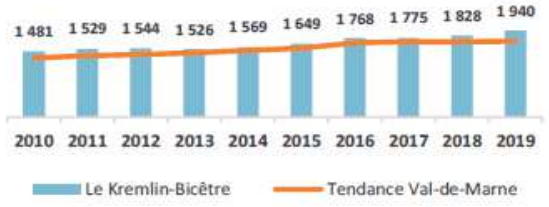
Foyers CAF* dont le revenu est constitué entre 50% et 100% de prestations sociales*



Source : caf.data 2010-2019

De 2010 à 2019, le nombre de foyers CAF dont le revenu est composé entre 50 et 99% de prestations sociales est passé de 379 à 483.

Evolution des foyers CAF à bas revenu*



Source : caf.data 2010-2019

De 2010 à 2019, le nombre de foyers CAF à bas revenus est passé, pour Le Kremlin-Bicêtre, de 1 481 à 1 940.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

8.3 ACCÈS AU NUMÉRIQUE

Quel est le risque d'exclusion numérique dans la commune ?

Selon l'indice de fragilité numérique développé par la MedNum, le risque de fracture numérique est assez faible au Kremlin-Bicêtre. La carte ci-dessous montre ainsi que la commune est peu concernée par la fracture numérique : sa note est de -4.

Certains critères aggravent la fracture numérique, notamment la part de ménages monoparentaux ou encore la part des personnes étrangères. En revanche, l'effet de ces facteurs est amoindri par la présence de critères favorisant l'usage du numérique tels que le faible taux de pauvreté, l'accès aux bibliothèques ou la part de personnes diplômées.

LA MEDNUM

La MedNum est une société coopérative d'intérêt collectif qui crée et accélère des solutions pour favoriser l'inclusion et la médiation numérique sur tout le territoire. Celle-ci a notamment développé, en partenariat avec de nombreux acteurs de la médiation numérique, une carte interactive des zones à risque de fracture numérique. **

4 axes sont pris en compte pour déterminer la fragilité numérique :

- L'accès au numérique (connexion internet, taux de pauvreté, accès aux bibliothèque)
- Accès à l'information (accès à des services publics, ménages d'une personne, ménages monoparentaux)
- Compétences administratives (taux de chômage, part des étrangers, dépendance aux prestations sociales)
- Compétences numériques (part des 65 ans et plus, part des pas ou peu diplômés)

A noter : la MedNum précise que cet outil est encore en développement et qu'il convient de croiser les indicateurs avec une enquête qualitative.



Fragilité numérique ↑

*Plus une zone tend vers le rouge, plus la fragilité numérique y est importante**

Le Kremlin-Bicêtre

Décomposition du score

- Taux de non-couverture THD : -3
- Taux de pauvreté : 1
- Accès aux bibliothèques : -3
- Accès à des services publics : -3
- Ménages d'une personne : 3
- Ménages monoparentaux : 2
- Taux de chômage : 1
- Part des étrangers : 3
- Dépendance aux prestations sociales : 1
- Part des 65 ans et plus : -3
- Part des pas ou peu diplômés : -3

-3 ------→ 3

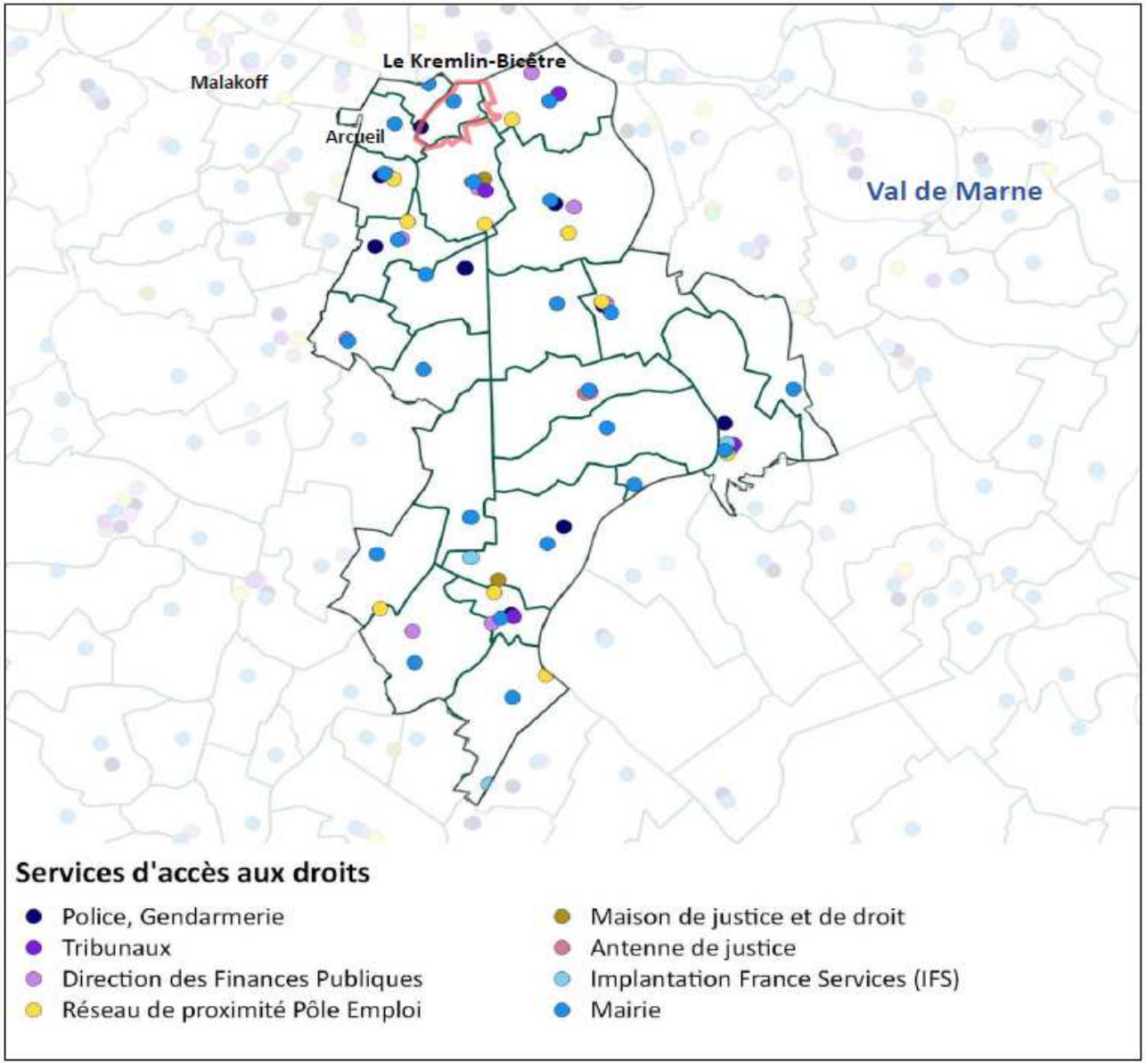
*Plus le score est élevé, plus la vulnérabilité est grande

**La MedNum - Fragilité numérique (fragilite-numerique.fr)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Où se trouvent les structures et services liés à l'accès aux droits ?



Source : Base Permanente des Equipements, 2021

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



9.
SANTÉ ET HANDICAP

9.1 Accès aux droits et aux soins

9.2 Le handicap

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE

Ce que disent les chiffres

- **Des besoins en santé élevés sur la commune**
  - 14 % des assurés du régime général de la Sécurité Sociale en affection de longue durée (maladies chroniques notamment), nécessitant donc un suivi médical plus poussé
  - Un taux important d'assurés du Régime général sans médecin traitant, 17 % en 2021, un taux élevé comparé aux moyennes territoriales : 14 % pour le département, 15 % pour l'EPT Grand Orly Seine Bièvre
  - 40 % des habitants de la commune assurés du Régime général n'ayant pas bénéficié de consultation dentaire depuis plus de 2 ans
- **Une part non négligeable de ménages en situation de précarité face à la santé sur le territoire**
  - 9,6% des assurés de la Sécurité Sociale bénéficiant de la CSS non-participative en 2021 sur la commune, la complémentaire santé solidaire permettant aux ménages aux faibles revenus de ne pas avancer les soins lorsqu'ils se rendent chez un professionnel de santé
  - Un taux correspondant aux moyennes des territoires : 10 % des assurés de la Sécurité Sociale bénéficiant de la CSS non-participative en 2021 à l'échelle de l'EPT Grand Orly Seine Bièvre
- **Une hausse des bénéficiaires de prestations liées au handicap**
  - 376 bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) en 2021, contre 319 en 2012, soit 6,2 bénéficiaires pour 100 allocataires CAF
  - Des bénéficiaires de l'Allocation d'Education Enfance Handicapée (AEEH) qui sont quant à eux passés de 80 en 2012 à 116 en 2021
    - 2,5 bénéficiaires de l'AEEH pour 100 enfants de moins de 20 ans sur la commune en 2021, une part qui correspondant à la moyenne constatée au sein de l'EPT (2,8 pour 100 enfants de moins de 20 ans)
  - Des augmentations pouvant s'expliquer par un repérage plus efficace de ces publics

SANTE ET PRECARITE

Si le lien entre indice de vieillissement et ALD semble logique, celui entre précarité et ALD a été mis en évidence : entre la première et la dernière classe du Score EPICES (indicateur de précarité multidimensionnel), le taux de personnes en ALD triple, passant de 5% à 16%.

La précarité peut influer sur la santé par un moindre recours à la prévention et aux soins (dépistage plus tardif...) et par des facteurs comportementaux parfois plus marqués (alcoolisme, tabagisme...).

A l'inverse, la maladie peut entraîner la précarité : une maladie chronique ou une dégradation de la santé entraînant souvent une perte de revenus, voire une perte de l'emploi.

Source : Enquête sur la santé et la protection sociale 2008 de l'IRDES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

9.1 ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (1/2)

Y a-t-il beaucoup de personnes gravement malades ? Certains habitants renoncent-ils à consulter ? Quel non recours aux droits ?

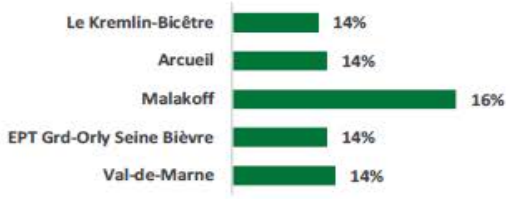
LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ SOLIDAIRE (CSS)

Depuis le 1er novembre 2019, la CMU-C et l'ACS ont fusionné pour devenir la CSS. Deux objectifs : renforcer et simplifier le système de couverture santé et protéger les bénéficiaires contre les dépassements d'honoraires.

La **CSS participative** est dédiée aux bénéficiaires dont le revenu est légèrement au-dessus du plafond établi pour la CSS non-participative. Dans ce cas, l'assuré apportera une participation financière annuelle pour bénéficier de la CSS. Le montant de cette participation évolue à la hausse selon l'âge du bénéficiaire.

La **CSS non-participative** permet aux bénéficiaires de bénéficier intégralement du tiers-payant lorsqu'ils se rendent chez un professionnel de santé : ils n'ont aucune avance à faire pour les frais de santé. Un ménage en bénéficie si son revenu annuel est inférieur à 9 203€ pour une personne seule en Métropole.

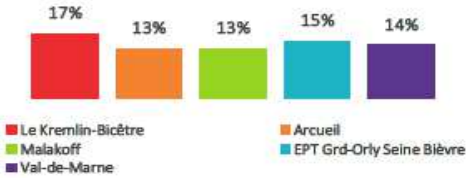
Indicateur clé | Les Affections de Longue Durée*



Source : Observatoire des fragilités, 2021

En 2021, 14% des assurés du Régime général de la commune étaient en affection de longue durée, contre 14% pour le Val-de-Marne.

Les assurés du Régime général sans médecin traitant

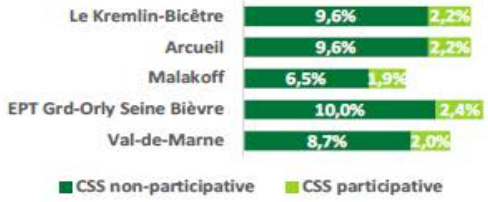


Nb d'assurés sans médecin traitant : 4 035

Source : Observatoire des fragilités, 2021

En 2021, 17% des assurés du Régime général de la commune n'avaient pas de médecin traitant, contre 13% pour Malakoff.

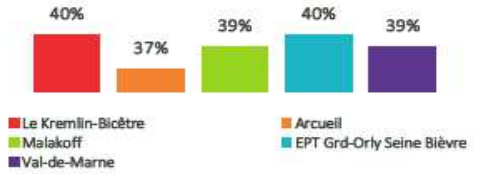
Bénéficiaires de la CSS participative



Source : Observatoire des fragilités, 2021

En 2021, les bénéficiaires de la CSS participative représentaient pour Le Kremlin-Bicêtre 2,2% des assurés de la Sécurité sociale.

Les assurés du Régime général sans consultation dentaire depuis plus de 2 ans



Source : Observatoire des fragilités, 2021

En 2021, 40% des assurés du Régime général de la commune n'étaient pas allés chez un dentiste depuis plus de deux ans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

9.1 ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (2/2)

L'offre médicale est-elle satisfaisante / suffisante ?

LA DÉFINITION

Les « **autres professions médicales** » regroupent les infirmiers, les professionnels de la rééducation, les aides-soignants, les psychologues, les podologues ou encore les orthophonistes.

L'ACCESSIBILITÉ POTENTIELLE LOCALISÉE

L'Accessibilité Potentielle Localisée (APL) est un indicateur d'adéquation territoriale entre l'offre et la demande de soins de ville (hors hôpital). Il tient compte des médecins dont la commune d'exercice est accessible en moins de 15 minutes.

Plus il est élevé, plus le territoire est doté en médecin généraliste.

Taux d'équipement en professionnels de santé pour 10 000 habitants

	Méd. généralistes	Spécialistes	Autres professions	Dentistes	Pharmacies
Le Kremlin-Bicêtre	4,4	5,2	24,8	5,2	3,2
Arcueil	4,6	1,4	17,0	3,7	2,3
Malakoff	3,9	3,6	22,3	3,2	3,6
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	5,6	4,1	20,2	3,9	2,7
Val-de-Marne	6,5	6,8	26,9	4,8	2,8

Source : Base Permanente des Equipements, 2021

En 2021, Le Kremlin-Bicêtre avait 4,4 médecins généralistes pour 10 000 habitants contre 5,6 pour l'EPT Grd-Orly Seine Bièvre.

Les professions médicales



Source : Base Permanente des Equipements, 2021

En 2021, Le Kremlin-Bicêtre totalisait 11 médecins généralistes.

Accessibilité Potentielle Localisée (APL) aux soins urgents



Source : DREES, DGOS, 2019

En 2019, les habitants de la commune avaient en moyenne un accès immédiat à un dispositif de soins urgents.

Accessibilité potentielle localisée (APL) aux médecins généralistes*



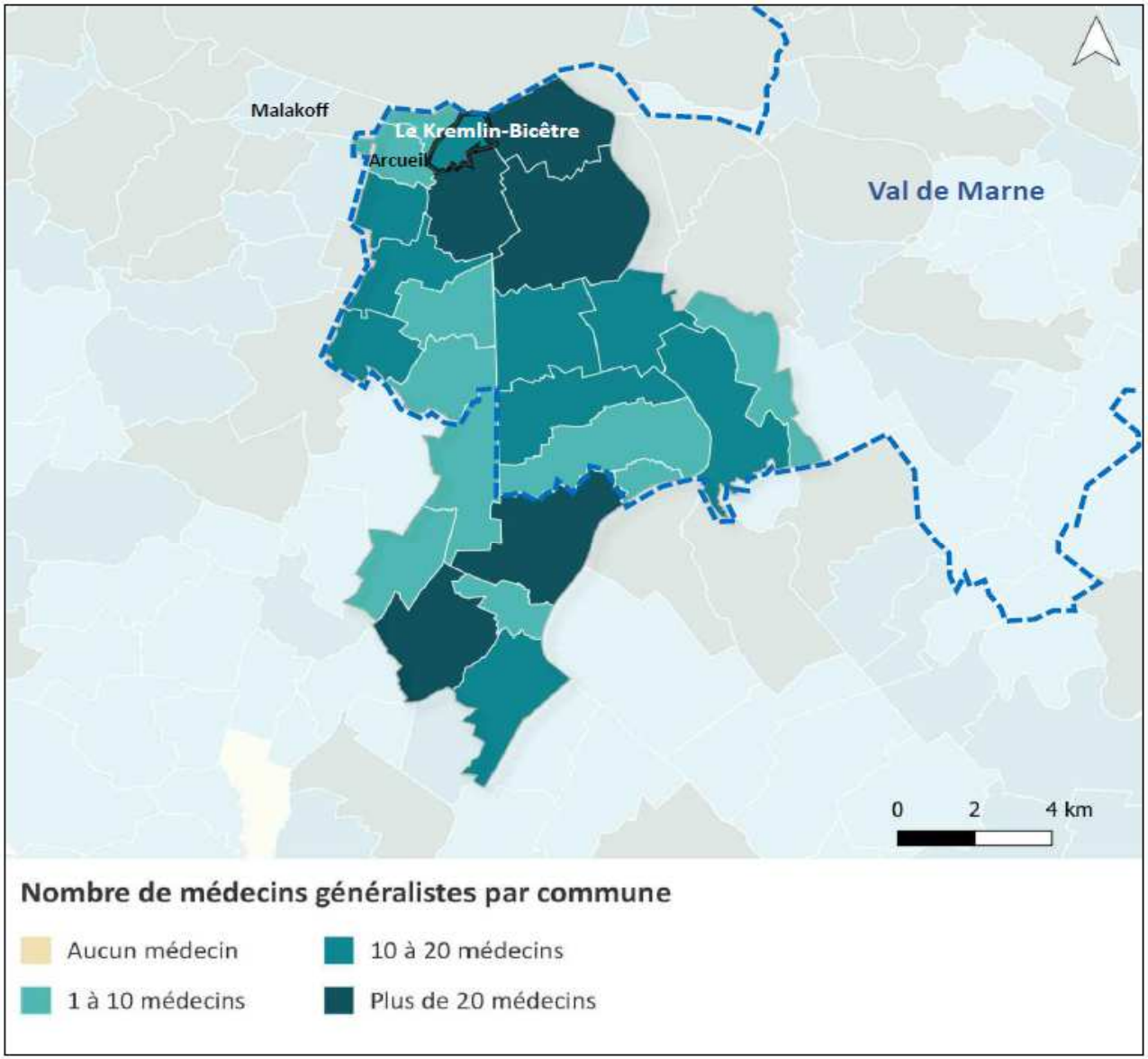
Source : SNIIRAM INSEE Drees, 2019

En 2019, les habitants de la commune avaient en moyenne accès à 3,2 consultations par habitant et par an chez le médecin généraliste.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quel est le nombre de médecins présents dans le territoire ?



Source : INSEE BPE 2021

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

9.2 LE HANDICAP

Combien d'habitants bénéficient d'aides liées au handicap ? Comment expliquer les évolutions ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

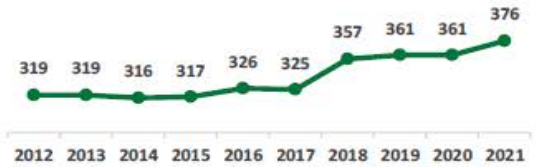
Un nombre de bénéficiaires de prestations handicap élevé ou en augmentation peut être lié à une présence élevée de personnes handicapées, mais aussi à un meilleur repérage de ces derniers.

A noter que le taux de non-recours à l'AEEH est estimé à 85% et à 61% pour l'AAH selon la CAF et la DGFIP.

LE HANDICAP, ÇA CONCERNE QUI ?

Beaucoup plus de personnes qu'on ne le pense ! 12 millions de Français au total, soit 20% de la population et cela peut aller jusqu'à 40% de la population en prenant en compte les situations de handicap temporaires. D'autant plus qu'avec le vieillissement de la population ces chiffres sont en hausse : 1 Français sur 3 aura plus de 60 ans en 2035.

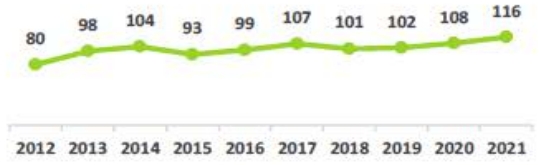
Les bénéficiaires de l'AAH*



Source : caf.data 2012-2021

De 2012 à 2021, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé de la commune est passé de 319 à 376.

Les bénéficiaires de l'AEEH*



Source : caf.data 2012-2021

De 2012 à 2021, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé(e) de la commune est passé de 80 à 116.

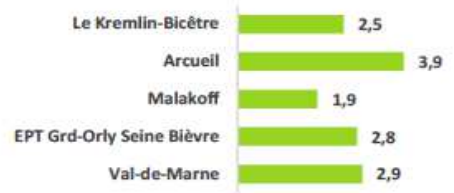
Bénéficiaires de l'AAH* pour 100 allocataires CAF



Source : CAF 2021

En 2021, Le Kremlin-Bicêtre totalisait 6,2 bénéficiaires de l'AAH pour 100 allocataires CAF, contre 6,4 pour le Val-de-Marne.

Nombre de bénéficiaires de l'AEEH* pour 100 enfants de moins de 20 ans



Source : CAF 2021

En 2021, Le Kremlin-Bicêtre totalisait 2,5 bénéficiaires de l'AEEH pour 100 enfants de 0 à 19 ans, contre 2,9 pour le Val-de-Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



10.
VIE SOCIALE-LOISIRS-VACANCES

10.1 Les services de proximité

10.2 Les licenciés sportifs

10.3 Les associations

10.4 Focus Vacances

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNTHÈSE



Ce que disent les chiffres

- **Un territoire plutôt bien doté en services culturels et sportifs**
    - 10,1 équipements sportifs pour 10 000 habitants à l'échelle de la commune (10,7 à l'échelle du Val de Marne): un accès au sport facilité pour les habitants
    - 1,2 équipements culturels pour 10 000 habitants, une part dans les moyennes basses des territoires de comparaison (entre 1,3 et 1,8)
- **Une part de licenciés sportifs légèrement plus faible sur la commune**
    - 12,3 licenciés pour 100 habitants en 2019, une part inférieure à Grand Orly Seine Bièvre (17,3) et au Val de Marne (20,4) : un enjeu sur la redynamisation du secteur sportif sur la commune ?
    - Davantage d'hommes que de femmes licenciées sportifs sur la commune, une tendance nationale s'observant également au Kremlin-Bicêtre dans une moindre mesure
    - A noter également une diminution du nombre de licenciés entre 2014 et 2019 :
        - Alors qu'il y avait 762 jeunes femmes de moins de 19 ans licenciées dans un club sportif en 2014, elles ne sont plus que 603 en 2019.
        - Le constat est identique chez les jeunes hommes : avec une perte de 209 licenciés masculins de moins de 19 ans en 5 ans
- **Un tissu associatif diversifié et dynamique**
    - A l'échelle de la commune, 1 097 associations enregistrées dans le Répertoire National des Associations
    - Un tissu associatif plutôt bien développé, avec 4,4 associations pour 100 habitants, contre 2,3 à l'échelle de l'EPT ou encore 3,6 pour la commune d'Arcueil
    - Des associations implantées depuis longtemps, avec 26 % des associations créées avant 2000 (21 % à l'échelle du département) avec une attention à porter sur le vieillissement du secteur associatif :
        - 37 % des associations ont été créées après 2010, contre 46 % des associations du Val de Marine et 62 % des associations de la commune de Malakoff

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

10.1 LES SERVICES DE PROXIMITÉ

Les habitants ont-ils facilement accès aux commerces et services de proximité dont ils peuvent avoir besoin ? Le territoire a-t-il une fonction de centralité ?

L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES

En France, la majorité de la population vit à proximité d'un commerce alimentaire ou d'une pharmacie. A titre d'exemple :

- 3 consommateurs sur 4 résident à moins de 2 km d'une boulangerie
- 65%* des montants dépensés en pharmacie ont lieu dans la commune de résidence

Toutefois, des inégalités d'accès apparaissent selon les types de commerces (ex. pas de magasin d'habillement pour 1 français sur 3 à proximité) et selon les territoires. Les commerces sont ainsi moins accessibles dans les espaces périurbains, là où la majorité des déplacements s'effectue en voiture.

**Insee Références, 2020*

Les commerces et les services de proximité

Boulangerie 8	Boucherie charcuterie 11	Poissonnerie 1	Magasin alimentaire 16	Pharmacie 8	Equipements sportifs 25
Restaurant 101	Poste 2	Banque, caisse d'épargne 9	Librairie journaux 4	Station service 1	Equipements culturels 3

Source : Base Permanente des Equipements, 2021

En 2021, Le Kremlin-Bicêtre accueillait notamment 2 points de contact de la Poste.

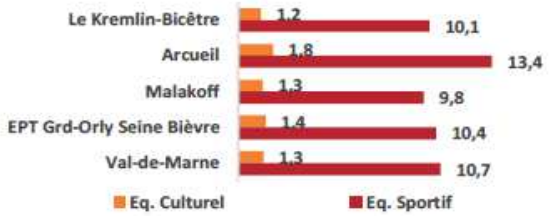
Taux d'équipement de différents services du quotidien (pour 10 000 hab.)

	Boulang-Pâtiss.	Magasins alim.	Banques, caisses d'épargne	Artisans du bât.
Le Kremlin-Bicêtre	3,2	6,4	3,6	42,0
Arcueil	5,0	7,3	3,2	54,2
Malakoff	5,5	6,1	3,6	49,8
EPT Grd-Orly Seine Bièvre	5,1	9,6	2,6	71,8
Val-de-Marne	5,1	8,3	3,1	72,5

Source : Base Permanente des Equipements, 2021

En 2021, le nombre de boulangeries pour 1 000 habitants de la commune était de 3,2 contre 5,5 pour Malakoff.

Taux d'équipements culturels et sportifs (pour 10 000 hab.)



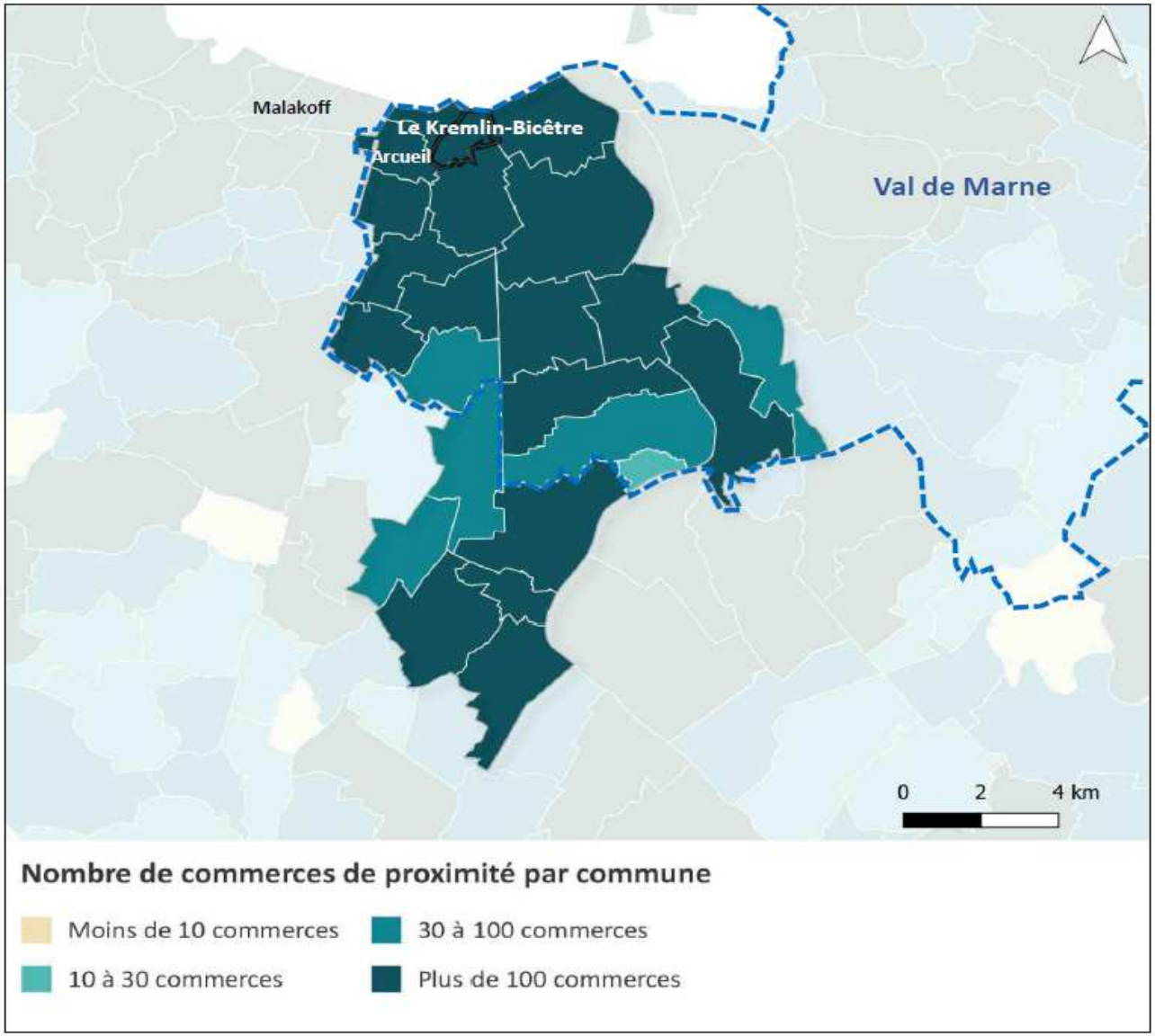
Source : Base Permanente des Equipements, 2021

En 2021, le nombre d'équipements culturels de la commune pour 10 000 habitants était de 1,2, contre 1,3 pour Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Quel est le nombre de commerces de proximité par commune ?

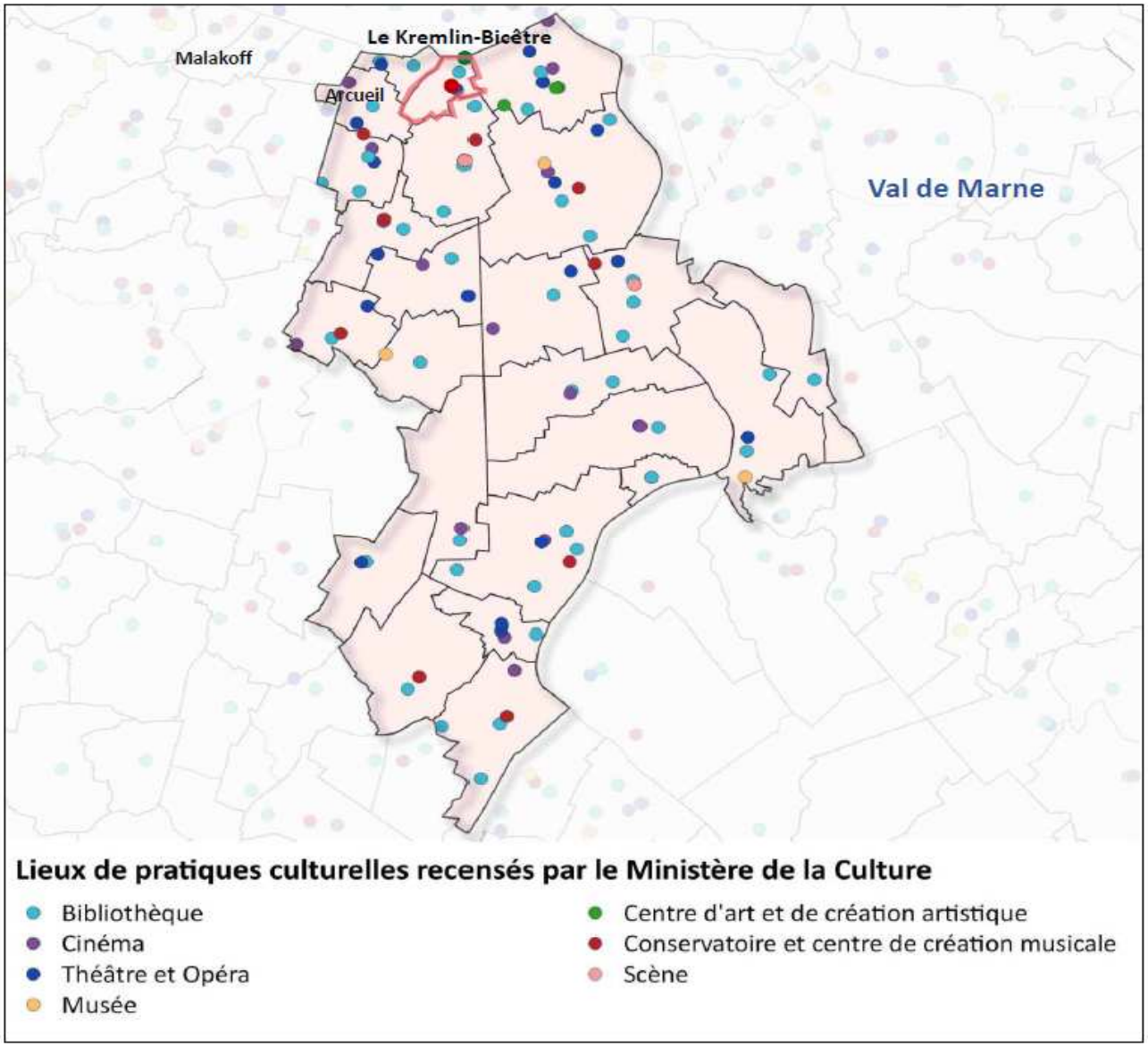


Source : INSEE BPE 2021

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Où se trouvent les lieux de pratiques culturelles (bibliothèques, cinémas, etc) ?



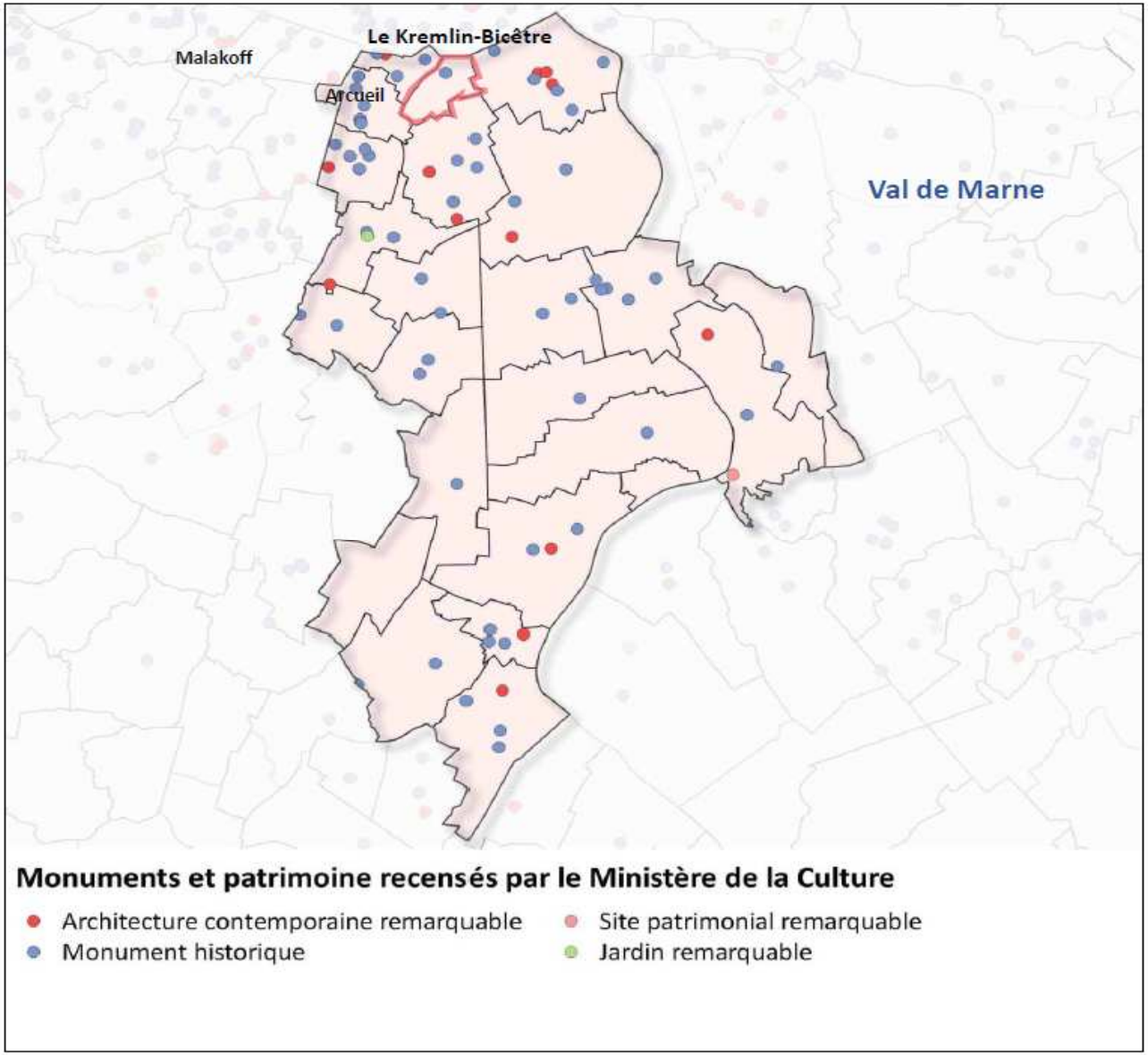
Note de lecture du Ministère de la Culture
« Malgré le travail de vérification, de nettoyage et de certification des bases, il peut subsister, compte tenu du nombre d'entrées, quelques erreurs (doublons ou erreurs d'adressage) et oublis. N'hésitez pas à les signaler en écrivant à : contact.deps@culture.gouv.fr. »

Source : Ministère de la Culture, BASILIC, 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EPT Grd-Orly Seine Bièvre

Où se trouvent les lieux patrimoniaux et monuments sur le territoire ?



Note de lecture du Ministère de la Culture
« Malgré le travail de vérification, de nettoyage et de certification des bases, il peut subsister, compte tenu du nombre d'entrées, quelques erreurs (doublons ou erreurs d'adressage) et oublis. N'hésitez pas à les signaler en écrivant à : contact.deps@culture.gouv.fr. »

Source : Ministère de la Culture, BASILIC, 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

10.2 LES LICENCIÉS SPORTIFS

Y a-t-il plus de licenciés qu'ailleurs ? Quel est leur profil (âge, sexe…) ?

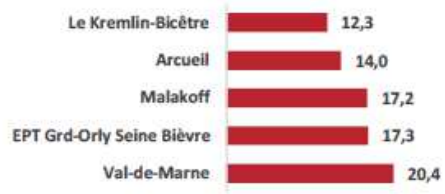
LES LICENCIÉS SPORTIFS

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service du ministère de l'Éducation nationale.

Il produit différentes données sur les licenciés sportifs résidant dans le territoire, qui permettent d'en appréhender son dynamisme sportif.

Ces données sont bien entendu à mettre en perspective avec la pratique en amateur, dont il n'existe malheureusement pas de données à une échelle communale ou communautaire.

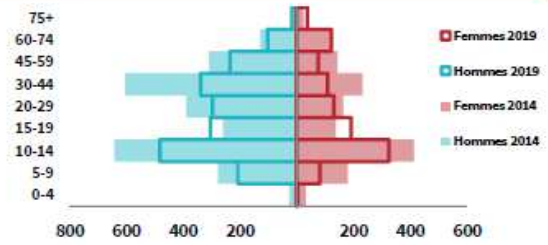
Licenciés sportifs* pour 100 habitants



Source : INJEP, 2019

En 2019, le nombre de licenciés sportifs de la commune pour 100 habitants était de 12,3, contre 17,2 pour Malakoff.

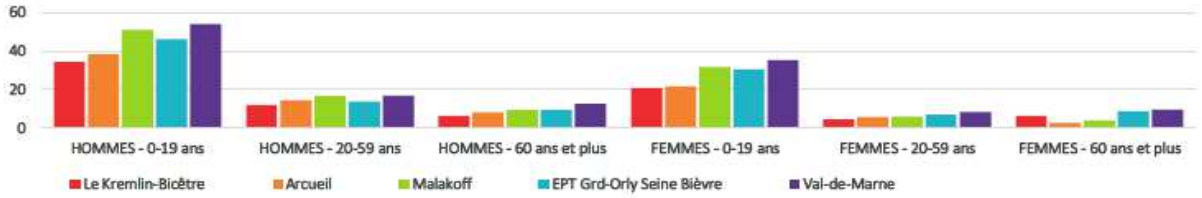
Pyramide des âges des licenciés sportifs en 2014 et 2019



Source : INJEP, 2014-2019

En 2019, il y avait pour Le Kremlin-Bicêtre 82 filles licenciées de 5-9 ans, contre 180 en 2014.

Licenciés sportifs* pour 100 habitants par âges regroupés



Source : INJEP, 2019

En 2019, on comptait 34 licenciés sportifs pour 100 hommes de la commune de 0 à 19 ans, alors que ce chiffre était de 54 pour le Val-de-Marne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

10.3 LES ASSOCIATIONS

Y a-t-il un fort dynamisme associatif ? Le tissu associatif est-il composé de structures historiquement implantées ou de jeunes associations ?

LE SECTEUR ASSOCIATIF EN QUELQUES CHIFFRES

En 2021, la France comptait 1,5 millions* d'associations, soit 65 200 associations créées sur une année.

Les associations françaises sont diverses et leurs objets sociaux le sont tout autant. 23% des associations concernent la culture, 16% le sport, 9% le social ou encore 5% la santé. Par exemple, on compte 14 853 associations d'anciens combattants ou 5 145 associations sur le folklore ou 1 549 associations de billard et jeux de quilles !

Mais, les associations françaises, ce sont aussi 12,5 millions de bénévoles, 132 000 volontaires en service civique et 1 775 000 salariés dont 1 027 000 dans le secteur sanitaire et social (soit 9,2% des salariés du secteur privé).

**La France Associative en Mouvement, 19ème édition, Octobre 2021*

Associations pour 100 habitants

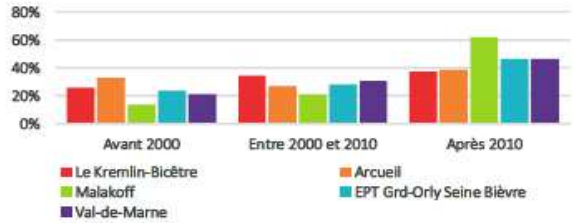


Nb d'associations enregistrées au RNA : 1 097

Source : Répertoire National des Associations, 1er janv. 2023

Au 1er juillet 2022, Le Kremlin-Bicêtre totalisait 4,4 associations pour 100 habitants, contre 2,3 pour le Val-de-Marne.

Date de création des associations au 1er juillet 2022



Source : Répertoire National des Associations, 1er janv. 2023

Au 1er juillet 2022, 26% des associations de la commune avaient été créées avant 2000, contre 33% pour Arcueil.

Typologie des associations, selon leur objet social

Activités politiques et réflexions	Défense droits et justice	Information / communication	Culture et loisirs	Socio-culturelle et amicale	Préservation patrimoine	Sports, chasse et pêche	Education, formation, recherche	Santé et médico-social
36	21	58	278	183	4	97	130	119
Caritatif	Activités économiques	Environnement	Aide à la vie locale	Logement	Tourisme	Sécurité	Armée	Religion
49	20	10	22	33	0	0	8	22

Source : Répertoire National des Associations, 1er janv. 2023

Au 1er juillet 2022, on compte 97 associations sportives et de loisirs de plein-air et 49 associations caritatives parmi les associations de la commune .

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

10.4 FOCUS VACANCES

Plusieurs activités et animations pendant les périodes de vacances sont proposées par les services de la ville pour différents publics :

Service éducation périscolaire

Séjours proposés	Public cible	Bénéficiaires (2022)
Colos apprenantes : • **Juillet 2022 :** « En route vers les Jeux Olympiques », « Harry-Potter » • **Août 2022 :** « Les cavaliers en herbe », « Les petits moussaillons »	6-11 ans	51 enfants
Ma première colo	3-6 ans	17 enfants

Centre social Germaine Tillon

Actions proposées	Sorties proposées (2022)	Public cible / Bénéficiaires
Sorties familiales, culturelles et intergénérationnelles	Musée du Louvre, Institut du Monde arabe, Théâtre des quartiers d'Ivry, musée du Luxembourg	Tout public
Programmation spécifique Vacances d'été	4 sorties en base de loisirs, 3 sorties à la mer, 2 sorties culturelles	Tout public

La maison de la jeunesse

Actions proposées	Public cible	Bénéficiaires (2021)
Séjours	6-11 ans	98 jeunes
Ma première colo	3-6 ans	17 enfants

Club Lacroix

Actions proposées	Public cible	Bénéficiaires (2022)
Séjour balnéaire : en Corse	Retraités	40 personnes
Sorties à la journée : sorte à la base de loisirs, sortie à la mer	Retraités	Une centaine de personnes

Médiation locale / Politique de la ville

Actions proposées	Public cible / Bénéficiaires (2022)
Dispositif « ville vie vacances »	Jeunes de 11 à 18 ans des quartiers prioritaires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



ANNEXES

Glossaire illustré

Revenir au sommaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

Les catégories socio-professionnelles

Agriculteurs exploitants

Artisans, commerçants, chefs d'entreprise

Cadres, professions libérales et professions intellectuelles supérieures
Professionnels de santé libéraux, professionnels juridiques et techniques libéraux, cadres d'entreprises, cadres de la fonction publique...

Professions intermédiaires
Professions intermédiaires administratives, commerciales, de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique, techniciens, contremaîtres...

Employés
Agents de service de la fonction publique, militaires, policiers, employés administratifs d'entreprise, employés de commerce...

Ouvriers
Ouvriers industriels, artisanaux, agricoles, chauffeurs...

Retraités

Autres personnes sans activité professionnelle
Élèves, étudiants, hommes/femmes au foyer

DÉMOGRAPHIE

Population municipale. Personnes ayant leur résidence habituelle dans la commune, dans un logement ou une communauté (ex. gendarmerie), dans un établissement pénitentiaire, dans une habitation mobile, ou personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune.

Population comptée à part. Comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est dans une autre commune mais qui ont une résidence sur le territoire de la commune (ex. étudiants, résidents en établissements sociaux et médico-sociaux, certaines personnes SDF rattachées à la commune...)

Population totale. Cumul de la population municipale et de la population comptée à part.

Solde naturel. Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès.

Solde migratoire. Différence entre le nombre de personnes entrées et le nombre de personnes sorties du territoire.

Allocataire Caisse d'Allocations familiales (CAF). Les allocataires CAF sont des personnes qui perçoivent au moins une allocation de la part de la Caisse d'allocations familiales au vu de leur situation familiale et/ou monétaire.

Indice de jeunesse. Différence entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans et plus.

Population étrangère. Population qui n'est pas de nationalité française.

Population immigrée. Population, de nationalité française ou non, née étrangère à l'étranger et résidant en France.

PETITE ENFANCE

Complément de libre choix du mode de garde (CMG). Aide financière versée par la CAF aux parents exerçant une activité professionnelle. Elle est destinée à financer partiellement les frais de garde (par un assistant maternel agréé) des enfants de moins de 6 ans.

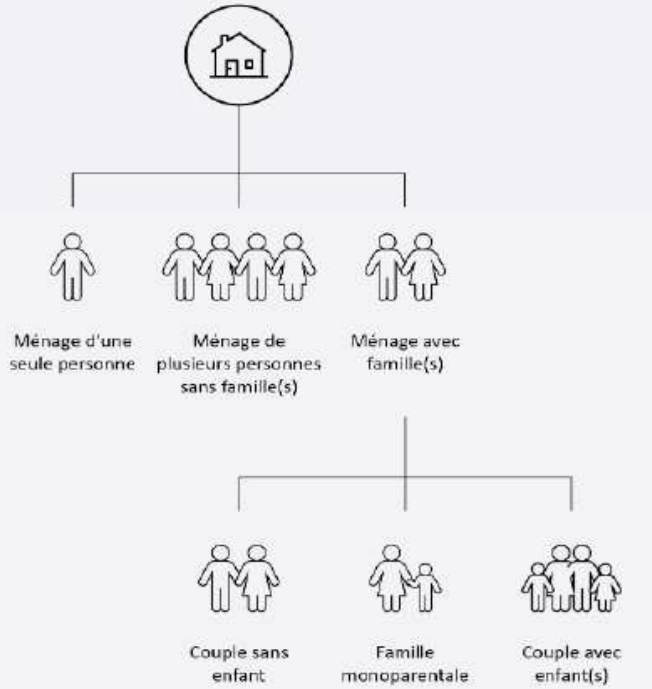
Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE). Prestation permettant à un ou aux deux parents de cesser ou de réduire leur activité professionnelle pour s'occuper de leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Aide financière versée par la CAF, sous conditions de ressources, aux parents d'enfants de moins de 3 ans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

Les catégories de ménages



ENFANCE-JEUNESSE

Indice de Position Sociale (IPS). L'indice de position sociale (IPS) permet d'appréhender le statut social des élèves à partir des professions et catégories sociales (PCS) de leurs parents.
Cet indice, très synthétique, est basé sur des caractéristiques telles que les diplômes, les pratiques culturelles, les conditions matérielles, le capital culturel et l'implication des parents dans la scolarité.

FAMILLES-PARENTALITÉ

Famille monoparentale. Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Famille sans enfant. Selon l'INSEE, familles qui n'ont pas eu d'enfant, familles dont les enfants sont partis ou familles dont les enfants ont plus de 25 ans.

Famille. Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles.

Ménage. De manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

SENIORS

Contribution sociale généralisée (CSG). Impôt créé en 1991 pour participer au financement de la sécurité sociale.

Pension d'invalidité. Aide financière qui est attribuée par la Sécurité sociale à une personne qui a une capacité de travail réduite, en raison d'un accident ou d'une maladie d'origine non professionnelle et qui doit faire face à une perte de gain.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



LOGEMENT & HABITAT

Résidence principale. Habitation occupée de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes d'un même ménage.

Hébergé à titre gratuit. Situation d'une ou plusieurs personnes résidant, à titre gracieux, chez une autre personne propriétaire ou locataire de son logement.

HLM loué vide. Un logement HLM est une habitation à loyer modéré au sein d'un immeuble construit avec l'aide de l'État et de diverses collectivités et affectée aux foyers qui ont de petits revenus. Un HLM loué vide est un logement non-meublé.

Logement social (ou HLM). Logement construit avec l'aide de l'État et qui est soumis à des règles de construction, de gestion et d'attributions précises. Les loyers sont également réglementés et l'accès au logement conditionné à des ressources maximales.

Logement vacant. Logement inoccupé qui est soit proposé à la vente ou à la location, soit gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire.

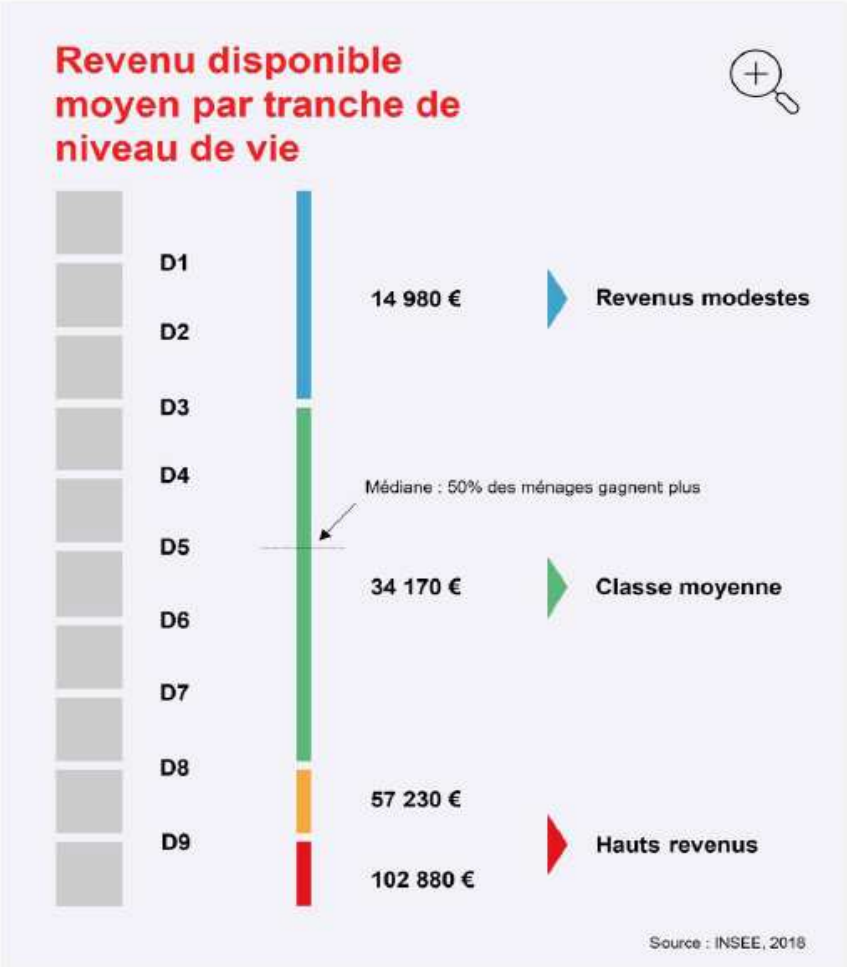
Taux de logements sociaux. Le taux légal de logements locatifs sociaux des communes situées en périmètre SRU est de 25% du parc des résidences principales, sauf pour les communes qui appartiennent à un périmètre SRU dont la situation et le fonctionnement du marché de l'habitat ne justifie pas un renforcement des obligations de production.

FTTH. Réseau de télécommunications physique qui permet notamment l'accès à internet à très haut débit.

Logements raccordables. Logements ou locaux à usage professionnel pour lesquels il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



EMPLOI

Actif. Un actif est une personne qui est en capacité de travailler. Un actif occupé est une personne qui a un emploi. Ainsi, la **population active** regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

Taux de chômage. Le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir. En France il y a deux sources statistiques principales sur le chômage ;

- Chômeur = chômeur selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE
- Personne en recherche d'emploi = personne qui s'est inscrite à Pôle Emploi

Travail à temps partiel. Mode de travail qui peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié, impliquant une durée de travail inférieure à la durée légale (35h).

Navetteur. Personne en emploi travaillant en dehors de sa commune de résidence.

Chômeurs de catégorie ABC. Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

ACCÈS AUX DROITS

Foyer à bas revenus. Un foyer est considéré à bas revenus par la CAF si son Revenu par Unité de Consommation (RUC) est inférieur à 60% du RUC médian.

Prestations sociales. Les prestations sociales (ou transferts sociaux) sont des transferts versés (en espèces ou en nature) à des individus ou à des familles afin de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques.

Prime d'activité. Aide financière venue remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi. Elle est attribuée en tant que complément pour les travailleurs aux revenus modérés.

Aide pour le logement. Aides délivrées par la CAF, constituées de l'Allocation de Logement Familiale (ALF), de l'Allocation de Logement Sociale (ALS), et de l'Aide Personnalisée au Logement (APL).

Revenu de solidarité active (RSA). Aide financière versée par la CAF pour les personnes de 25 ans et plus (ou 18-25 ans parents isolés) destinée à assurer un niveau minimum de ressources.

Revenu médian et rapport interdécile. Les déciles sont les valeurs qui partagent les revenus de la population en dix parties égales (cf. schéma ci-contre). Le cinquième décile, correspond à la médiane, c'est-à-dire le salaire au-dessous duquel 50% des ménages touchent plus et 50 % touchent moins. Le rapport interdécile est utilisé pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Plus il est élevé plus les inégalités sont grandes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



SANTÉ ET HANDICAP

Affection de Longue Durée (ALD). Personne qui présente une situation médicale dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite des traitements prolongés et parfois lourds(ex. maladie cardiaque, maladie d'Alzheimer, diabète, troubles bipolaires ou dépressifs...).

Allocation adulte handicapé (AAH). Aide financière versée par la CAF aux personnes en situation de handicap selon des conditions de ressources et d'autonomie.

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Aide financière versée par la CAF aux parents d'un enfant de moins de 20 ans en situation de handicap et destinée à financer frais d'éducation et de soins.

Complémentaire Santé Solidaire (CSS). Complémentaire santé, participative ou gratuite, versée sous condition de ressources. Elle remplace la CMU (Couverture Maladie Universelle) et l'aide au paiement d'une complémentaire santé.

Non-recours aux droits/soins. Notion qui renvoie aux personnes qui ne font pas valoir leurs droits en raison de différents obstacles et /ou qui ne se rendent pas chez un professionnel de santé.

VIE SOCIALE

Licenciés sportifs. Les licenciés sportifs sont les titulaires d'une licence d'une fédération ou d'une association à caractère sportif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ithéa
ithea-conseil.fr

Ithéa, c'est une vingtaine de passionné·e·s des territoires français, engagé·e·s au quotidien auprès des élu·e.·s et agent·e·s qui les font vivre.

Nous réalisons des diagnostics de territoires, notamment dans le cadre d'Analyses des Besoins Sociaux (ABS) et de Conventions Territoriales Globales (CTG). Nous proposons également le rapport statistique le plus fiable et le plus complet qui existe : le Profil Croisé.

Notre projet s'articule autour de valeurs fortes, que nous adoptons au sein de notre entreprise et auprès des collectivités et clients accompagnés : curiosité, fiabilité, adaptabilité, innovation, égalité femmes-hommes et équilibre vie pro/vie perso. Ces valeurs se traduisent par une politique salariale audacieuse et une politique RSE que nous mettons en œuvre avec conviction.

Ithéa Conseil SAS - 21 rue du Faubourg Saint Antoine 75011 Paris – communication@ithea-conseil.fr - www.ithea-conseil.fr

© Ithéa Conseil SAS 2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 2 : Liste des équipements et services soutenus par la collectivité locale

NOM DE LA COLLECTIVITE LOCALE SIGNATAIRE	
TYPE de STRUCTURE	**NOM et ADRESSE de la STRUCTURE**
EAJE	
	crèche familiale Antoine de Saint-Exupéry 18-20, avenue Eugène-Thomas
	crèche collective multi-accueil Françoise-Dolto, 30 r Pasteur
	halte-garderie Marie-Claude Vaillant-Couturier 13, rue de la Convention
	halte-garderie Madeleine Brès 29, avenue Charles Gide
LAEP	Relais Petite Enfance 35, rue Séverine
RPE	Relais Petite Enfance 35, rue Séverine
ALSH	
	Aimé Césaire 3 bd Chastenet de Géry
	Pierre Brossolette 3 rue Pierre Brossolette
	Mohamed Mégrez 49 rue Benoit Malon
	Pauline Kergomard 10 rue Benoit Malon
	Suzanne Buisson 31/35 rue Anatole France
	Robert Desnos 3/7 rue Paul Lafargue
	Jean Zay 27 rue de la Convention
	Benoit Malon 2 rue Jean Mermoz
LUDOTHEQUE	
Centres sociaux/EVS/MPT	Centre social Germaine Tillion 27 Av. Charles Gide

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 3 : Plan d'actions 2023-2027- Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés

Axe 1 : Développer l'offre d'accueil pour la Petite Enfance (0-3 ans)

Action 1 : Favoriser une démarche qualité des modes d'accueil des EAJE
Action 2 : Favoriser l'inclusion des enfants porteurs de handicap
Action 3 : Favoriser la mixité sociale dans l'ensemble des structures municipales
Action 4 : Développer l'aide communale pour l'emploi d'une assistante maternelle (ACAM)
Action 5 : Développer l'accueil individuel en mobilisant le Relais Petite Enfance (REP) – Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP)
Action 6 : Créer une garderie éphémère

Axe 2 : Diversifier les activités proposées aux enfants sur la commune (4-11 ans)

Action 7 : Organiser des mini-séjours l'été
Action 8 : Développer un parcours d'éducation artistique et culturelle (EAC) en partenariat avec les acteurs locaux et une institution nationale
Action 9 : Développer les partenariats avec des institutions nationales dans le cadre du parcours EAC
Action 10 : Mettre en place un orchestre DEMOS
Action 11 : Développer des ateliers de pratique artistique en périscolaire organisés par la ville du Kremlin-Bicêtre et menés par les professeurs du conservatoire intercommunal
Action 12 : Développer et promouvoir la communication non violente et la médiation par les pairs
Action 13 : Créer et aménager des espaces adaptés à l'accueil des enfants à besoins éducatifs particuliers
Action 14 : Favoriser la réussite éducative

Axe 3 : Diversifier les activités proposées aux enfants sur la commune (12-17 ans)

Action 15 : Promouvoir et développer les actions autour des valeurs de la République et de la laïcité
Action 16 : Proposer des activités pendant les vacances permettant de lutter contre l'isolement et retisser le lien social
Action 17 : Accompagner les jeunes dans leurs usages du numérique pour lutter contre la désinformation et l'addiction aux écrans
Action 18 : Développer la bourse pour l'émancipation des jeunes
Action 19 : Développer le fonctionnement du Conseil des jeunes
Action 20 : Renforcer les aides aux projets des jeunes (Formation BAFA, BSB BNSSA, PSC-1)
Action 21 : Renforcer la maîtrise de la langue française
Action 22 : Lutter contre le décrochage scolaire en accueillant et remobilisant les exclus temporaires
Action 23 : Lutter contre le harcèlement scolaire

Axe 4 : Développer et accompagner la parentalité en favorisant le lien social et en luttant contre l'isolement des familles

Action 24 : Créer une ludothèque itinérante
Action 25 : Mieux accompagner les familles en matière d'orientation scolaire
Action 26 : Coordonner l'ensemble des actions autour de la parentalité en un plan d'action local, à destination des parents, de la petite enfance à l'adolescence
Action 27 : Renforcer les actions de prévention en santé auprès des femmes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 28 : Renforcer les actions de prévention en santé auprès des publics dits vulnérables
Action 29 : Renforcer les actions de prévention en santé auprès du public jeunes de la ville du Kremlin-Bicêtre
Action 30 : Développer l'accompagnement des familles monoparentales

Axe 5 : Développer l'accessibilité aux droits et contribuer au développement de la vie sociale en favorisant la participation des habitants

Action 31 : Favoriser le départ en vacances des Kremlinois
Action 32 : Proposer des séjours pour les jeunes
Action 33 : Créer une épicerie solidaire
Action 34 : Promouvoir le sport pour tous
Action 35 : Développer les événements sportifs
Action 36 : Renforcer le rôle et les périmètres d'action du centre social en agissant hors les murs
Action 37 : Renforcer le rôle et les périmètres d'action du centre social en favorisant les sorties estivales
Action 38 : Développer un fonds de participation des habitants (FPH)
Action 39 : Renforcer l'accès au droit commun

Axe 6 : Accompagner et développer l'habitat et le cadre de vie

Action 40 : Accompagner les résidents dans le cadre du projet ANRU, cité Schuman
Action 41 : Accompagner le développement des jardins collectifs, promenade Jean Moulin
Action 42 : Développer un lieu ressource (recyclerie, tiers-lieu, etc.)
Action 43 : Créer une conférence locale inter -bailleurs
Action 44 : Créer une régie de quartier

Axe 7 : Mettre en place une animation du réseau

Action 45 : Créer un observatoire permanent des besoins sociaux
Action 46 : Évaluer régulièrement la CTG et sa mise en œuvre
Action 47 : Développer la communication autour des actions entreprises

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 1 : Développer l'offre d'accueil pour la Petite Enfance (0-3 ans)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 1 : Favoriser une démarche qualité des modes d'accueil des EAJE

Diagnostic initial	Public cible
Le Kremlin-Bicêtre propose une offre de place de crèche de • 130 places communales réparties sur un multi-accueil, deux haltes garderies, une crèche familiale • 95 places de crèches départementales sur deux multi-accueils • un déploiement en partenariat avec le relais petite-enfance de 80 assistantes maternelles sur le territoire soit environ 240 places. L'offre de places est également complétée par l'existence d'une crèche parentale subventionnée par la Ville et de crèches privées autonomes ainsi que des crèches hospitalières qui offrent des places d'accueil aux Kremlinois. Ces demandes de places d'accueil du jeune enfant pour la commune sont accueillies au guichet unique du relais petite-enfance (RPE)-LAEP, qui a aussi une mission d'accompagnement pour mettre en relais assistantes maternelles et parents dans l'offre et la demande du mode d'accueil du jeune enfant. Cela contribue à la réponse à la population sur le territoire dans l'accompagnement des mille premiers jours de vie de l'enfant par l'accueil des missions de la PMI en partenariat avec les missions départementales.	Les parents en recherche de mode de garde pour leur enfant. Enfants de zéro à 3-4 ans Enfants porteurs de handicap Familles fragilisées Parents et familles Kremlinois en recherche de réponses adaptées à leurs situations dans l'accompagnement des 1000 premiers jours de vie.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
-Répondre aux demandes des 1000 premiers jours de vie par des réponses adaptés -Répondre aux besoins des modes de garde des familles en tenant compte le plus possible de leur projet initial. -Répondre aux besoins des enfants dans une démarche qualité -Offrir une aide supplémentaire aux familles qui sollicitent les assistantes maternelles par une aide complémentaire de la caf donnée par la commune : l'ACAM. -Répondre à l'accompagnement à la parentalité dans les établissements EAJE et dans l'accueil des 1000 premiers jours, via le LAEP notamment. -Favoriser la mixité sociale dans les structures accueillant des enfants	2023-2027

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
-Service petite enfance de la Ville du Kremlin-Bicêtre -Crèche parentale subventionné par la Ville - les petits cailloux. Service départemental : -Multi accueil- CHARLES GIDE -Multi accueil- LACROIX	-Satisfaction des familles -Qualité d'accueil et du suivi des besoins de l'enfant. -Mise en place de la réglementation des EAJE avec démarches qualité -Réponse à la demande de place de crèches et de la demande parentale et des demandes d'assistantes maternelles dans la relation parents enfants ou enfants parents. -Amélioration des pratiques professionnelles -Amélioration de l'équipement des EAJE par la modernisation en sollicitant notre partenaire CAF dans les dossiers de fonds de modernisation des établissements. -Supervision des relais petite enfance pour répondre aux différentes missions.
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
-La CAF -La PMI-communale -La PMI-départementale -les autres structures d'accueil du territoire	Une satisfaction des réponses données aux familles Une satisfaction des usagers- Un budget en réponse aux besoins du territoire en terme humains fonctionnement et investissement en réponse à la qualité et à la réglementation.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 2 : Favoriser l'inclusion des enfants porteurs de handicap

Diagnostic initial	Public cible
Le Kremlin-Bicêtre propose des modes de garde diversifiés pour les enfants de moins de 3 ans : structures communales, départementales, associative parentale, privées, crèches hospitalières. 80 assistantes maternelles complètent l'offre d'accueil sur le territoire. L'accueil d'enfants porteurs de handicap suppose une adaptation de l'offre.	Enfants porteurs de handicap de 0 à 4 ans
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Répondre aux demandes des 1000 premiers jours de vie par des réponses adaptées aux enfants porteurs de handicap Répondre aux besoins des enfants dans une démarche qualité	2023-2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les structures municipales de la Petite Enfance	Satisfaction des familles Qualité d'accueil et du suivi des besoins de l'enfant Amélioration des pratiques professionnelles Amélioration de l'équipement des EAJE
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
La CAF La PMI-communale La PMI-départementale	Une satisfaction des réponses données aux familles Nombre d'enfants accueillis porteurs de handicap Evolution/adaptation des pratiques des professionnelles Adaptation des locaux aux besoins spécifiques des enfants porteurs de handicap.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 3: Favoriser la mixité sociale dans l'ensemble des structures municipales

Diagnostic initial	Public cible
Le Kremlin-Bicêtre propose des modes de garde diversifiés pour les enfants de moins de 3 ans : structures communales, départementales, associative parentale, privées, crèches hospitalières. 80 assistantes maternelles complètent l'offre d'accueil sur le territoire.	Les parents en recherche de mode de garde pour leur enfant. Enfants de zéro à 3 ans Familles fragilisées
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Favoriser la mixité sociale dans les structures accueillant des enfants : application du principe du tiers d'enfants accueillis par tranches de revenus établies (3 tranches de revenus) Répondre aux besoins des modes de garde des familles en tenant compte le plus possible de leur projet initial Répondre aux besoins des enfants dans une démarche qualité Répondre à l'accompagnement à la parentalité dans les établissements EAJE et dans l'accueil des 1000 premiers jours, via le LAEP notamment.	2023-2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les structures municipales Petite Enfance	Constat chiffré d'une mixité sociale dans les structures Petite Enfance
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
RPE communal	Nombre d'enfants accueillis par catégories socio-professionnelles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 4 : Développer l'aide communale pour l'emploi d'une assistante maternelle (ACAM)

Diagnostic initial	Public cible
Le Kremlin-Bicêtre propose des modes de garde diversifiés pour les enfants de moins de 3 ans : structures communales, départementales, associative parentale, privées, crèches hospitalières. 80 assistantes maternelles complètent l'offre d'accueil sur le territoire.	Les familles ayant recours à l'emploi d'une assistante maternelle.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Offrir une aide financière supplémentaire aux familles qui emploient une assistante maternelle. Réviser annuellement les montants versés, les seuils et plafonds des ressources des familles pour l'éligibilité au dispositif.	2024 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Service Petite enfance de la Ville du Kremlin-Bicêtre via le RPE qui centralise les demandes et étudie les dossiers	Recours à l'emploi d'une assistante maternelle facilité pour les familles Diversification des modes de garde
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
RPE et tout partenaire pouvant relayer l'information de l'existence de l'ACAM	- évolution des montants versés aux familles - évolution du nombre de familles éligibles à l'ACAM - satisfaction des familles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 5 : Développer l'accueil individuel en mobilisant le Relais Petite Enfance (RPE) – Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP)

Diagnostic initial	Public cible
Le Relais Petite Enfance accueille les familles pour fournir les informations sur les différents modes de gardes existants sur la Ville. Le Relais Petite Enfance anime le réseau des 80 assistantes maternelles exerçant sur le territoire. Le RPE anime 1 fois par semaine un Lieu d'Accueil Enfants Parents.	Les 80 assistantes maternelles du Kremlin-Bicêtre. Les parents en recherche d'un lieu ressources pour partager leur expérience.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Répondre aux besoins des modes de garde des familles en tenant compte le plus possible de leur projet initial. Répondre au besoin d'accompagnement des assistantes maternelles et lutter contre leur isolement.	Ouverture d'un second créneau du LAEP à partir d'octobre 2023. 2023 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
RPE du service Petite-Enfance	Amélioration des pratiques professionnelles des assistantes maternelles Lutte contre l'isolement des assistantes maternelles Satisfaction des familles
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
CAF	Indice de fréquentation du LAEP (ancien et nouveau créneaux) Niveau de satisfaction des assistantes maternelles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 6 : Créer une garderie éphémère

Diagnostic initial	Public cible
Un manque de place dans les différents modes de garde proposés dans les structures de la ville compte tenu de la demande apparaît. Par conséquent, de nombreuses familles ne peuvent pas effectuer des démarches, activités ou loisirs faute d'un mode de garde ponctuel.	familles précaires familles monoparentales
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Libérer du temps pour les parents afin de consacrer du temps pour leurs démarches, activités, cours… Participer au développement et à l'éveil de l'enfant Rompre l'isolement des familles vulnérables Développer un service de garde collective ponctuel et gratuit pour enfant	octobre 2023 à décembre 2024 : préparation du projet janvier 2025 : lancement de la garderie
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Centre social Service Petite Enfance (halte-garderie du centre social)	Renforcement des modes de garde existant un meilleur accompagnement des familles vulnérable compléter l'offre existante au niveau de la petite enfance
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Relais Petit Enfance CCAS PMI La CAF	Nombre d'enfants accueillis Nombre de familles concernées Nombre de séances de garderie Retour des parents

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 2 : Diversifier les activités proposées aux enfants sur la commune (4-11 ans)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 7 : Organiser des mini-séjours l'été

Diagnostic initial	Public cible
Le constat a été fait que certains enfants partent peu ou pas en vacances durant la période estivale et sont parfois inscrits les deux mois au centre de loisirs. Certains enfants vivent des situations familiales complexes. Certaines familles ne souhaitent pas laisser partir leur enfant avec des prestataires et des encadrants inconnus et préfèrent des séjours de courte durée.	Ces séjours s'adressent à des enfants de 7 à 12 ans (Enfants passant en CE1 jusqu'au CM2) issus prioritairement des quartiers relevant de la politique de la ville (QPV).
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Organiser des séjours de courte durée encadrés par des animateurs référents de la ville - Identifier les enfants devant être prioritairement inscrits aux séjours - Répondre aux objectifs de l'analyse des besoins sociaux - Mise en place d'une communication particulièrement ciblée en direction de ces familles par les directions des ACM	2023 – 2027 Les séjours sont positionnés en juillet et août. 3 séjours de 5 jours/ 4 nuits envisagés pour chaque mois
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Service périscolaire (administratif, directions des accueils collectifs de mineurs). Diététicienne de la ville Service Logistique	Permettre aux enfants de découvrir un nouvel environnement Développer l'autonomie et l'émancipation de l'enfant Renforcer la notion de vivre ensemble, entre enfant Pratiquer des activités culturelles et environnementales
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Direction des écoles élémentaires Services de la CAF Services référents du SDJES	Nombre d'enfants partis Satisfaction des enfants et des familles (questionnaire) Bilan de l'équipe d'animation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 8 : Développer un parcours d'éducation artistique et culturelle (EAC) en partenariat avec les acteurs locaux et une institution nationale

Diagnostic initial	Public cible
Construire de façon partenariale un **Parcours d'éducation artistique et culturelle** (EAC) pour tous les enfants de la ville. Beaucoup de projets artistiques et culturels sont développés en milieu scolaire. Cependant pour 55 % de leur temps, les jeunes vivent en dehors de l'école, c'est pourquoi la prise en compte et la valorisation de l'éducation artistique et culturelle sur tous les temps de la vie est essentielle. **Il existe donc des temps et des lieux multiples pour l'EAC :** L'émancipation par les arts et la culture suppose en effet que **tous les enfants et adolescents, quelle que soit leur situation, puissent profiter d'offres de qualité sur tous leurs temps de vie, et ceci dès la naissance.** ✓ l'éveil artistique et culturel du jeune enfant ; ✓ les pratiques des enfants et des jeunes dans le cadre scolaire, périscolaire, extra-scolaire et familial ; ✓ le rôle de l'éducation artistique et culturelle dans l'articulation des différents temps de vie des enfants et des jeunes. Au printemps 2023, les interventions d'une association locale en milieu scolaire, pour préparer le carnaval des familles en musique, ont rencontré un franc succès tant auprès des familles que des professeurs. Créer un parcours d'EAC permet sur le territoire de recenser et de valoriser les différents projets et d'équilibrer l'offre artistique et culturelle sur tous les temps de la vie entre 0 et 18 ans.	**Du jeune enfant à l'adolescent : l'EAC sur tous les temps de la vie des jeunes kremlinois.** Le parcours est ponctué par des actions culturelles et artistiques, de la naissance jusqu'à l'âge adulte, que sont les actions d'éveil artistique dès la petite enfance, les actions en direction des enfants et des jeunes d'âge scolaire, les temps de loisirs extra-scolaires, l'adolescence et le temps des jeunes adultes avec l'inscription individuelle au Pass Culture à l'âge de 18 ans.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
L'éducation artistique et culturelle (EAC) a pour objectif d'encourager la participation de tous les enfants et les jeunes kremlinois à la vie artistique et culturelle, en répondant à trois objectifs :	-Etat des lieux actions portées par les différents services de la ville -Etat des lieux des équipements culturels locaux (conservatoire, Ecam) -Etat des lieux des établissements scolaires (maternelles, primaires, collèges, lycées)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- permettre à tous les enfants/jeunes de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours scolaire, périscolaire et extra-scolaire - développer et renforcer leur pratique artistique - permettre la rencontre des artistes et des œuvres, la fréquentation de lieux culturels La généralisation de l'EAC sur le territoire (objectif ministériel 100 %) implique la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux concernés par une offre culturelle pour coordonner les actions proposées sur les différents temps de la vie et sur tous les âges de l'enfant. **Le parcours d'éducation artistique et culturelle** (PEAC) met en cohérence la formation des élèves sur l'ensemble des temps éducatifs : scolaire, périscolaire et extra-scolaire. Il doit permettre à chaque enfant-élève d'aborder, dans leur diversité, les grands domaines des arts et de la culture, et de valoriser les activités auxquelles il prend part, y compris en dehors de l'école. Il favorise également la cohésion au sein de l'école ou de l'établissement en mobilisant élèves, enseignants et parents autour de projets artistiques et culturels.	Faisant apparaître forces et faiblesses de l'existant sur le territoire. Deuxième phase année scolaire 2024/2025 : Phase de mise en place du parcours EAC, coordination. Troisième phase année scolaire 2025/2026 : valorisation du PEAC (création d'un support, type livret compilant les expériences artistiques et culturelles). Et candidater au Label 100 % EAC du Ministère de la culture.
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Coordination : Service action culturelle Services mobilisés : tous les services municipaux menant des projets à vocation culturelle et artistique et touchant des Kremlinois de 0 à 18 ans (action culturelle, médiathèque, petite enfance, jeunesse, scolaire et périscolaire, centre social, etc.)	-**Recenser et harmoniser** l'offre culturelle auprès des jeunes kremlinois de 0 à 18 ans -Opérer un **équilibrage** des projets en terme d'âges, de discipline et sur tous les temps de la vie (0/18 ans) -**Valoriser les acquis** et expériences culturelles au travers d'un parcours, et d'un livret par exemple qui reconstitue les différentes expériences menées.
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Etablissements culturels de la ville (Conservatoire, Ecam) Education nationale : écoles et établissements scolaires. Associations locales développant une offre culturelle sur le territoire.	-**Pourcentage des enfants touchés** par des projets culturels et artistiques sur tous les temps de la vie (en moyenne nationale 75 %, objectif 100 %) -**Diversité des disciplines** abordées -**Trois piliers** de l'EAC à généraliser sur le territoire (fréquentation des œuvres et des lieux, apprentissage des connaissances, pratique artistique)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 9 : Développer les partenariats avec des institutions nationales dans le cadre du parcours EAC

Diagnostic initial	Public cible
Il apparaît que les jeunes kremlinois fréquentent peu les institutions culturelles nationales situées à Paris intra-muros, empêchés pour partie par une barrière sociale qui se transforme en barrière géographique, malgré la proximité des acteurs culturels parisiens. Ainsi, la Ville se fixe pour objectif de construire un partenariat avec une institution nationale (philharmonie de Paris, Comédie français, Opéra de Paris, Musée d'Orsay, etc.) qui permette un échange entre les jeunes kremlinois et les professionnels de cette structure.	**Du jeune enfant à l'adolescent : dans le cadre du parcours EAC sur tous les temps de la vie des jeunes kremlinois.**
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Faire découvrir une institution culturelle aux jeunes kremlinois Contribuer à rapprocher cette institution d'un public qui en est éloigné Permettre un échange à la fois physique (visites réciproques, ateliers au Kremlin-Bicêtre et au sein de l'institution, etc.) et pratique (découverte du fonctionnement de l'institution et des œuvres qui y sont présentées)	A partir de 2025 dans le cadre d'une montée en puissance du parcours EAC
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Coordination : Service action culturelle Services mobilisés : tous les services municipaux menant des projets à vocation culturelle et artistique et touchant des Kremlinois de 0 à 18 ans (action culturelle, médiathèque, petite enfance, jeunesse, scolaire et périscolaire, centre social, etc.)	Rapprocher les jeunes kremlinois de la vie culturelle riche à Paris intramuros Permettre de découvrir un autre univers grâce aux professionnels qui y évoluent Donner le goût et l'envie aux jeunes kremlinois de continuer à fréquenter ce type de lieu
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Etablissements culturels de la ville (Conservatoire, Ecam) Education nationale : écoles et établissements scolaires. Associations locales développant une offre culturelle sur le territoire.	Nombre d'enfants/de jeunes impliqués Nombre d'ateliers/échange avec l'institution partenaire Satisfaction des jeunes impliqués (questionnaire qualitatif et retours d'expérience) Pérennité du partenariat

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 10 : Mettre en place un orchestre DEMOS

Diagnostic initial	Public cible
Démocratiser l'accès à la pratique instrumentale pour des enfants kremlinois n'ayant pas un accès facile au milieu musical. **Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale)** est en effet un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre. Ce projet à dimension nationale, initié en 2010 et coordonné par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, s'adresse à des enfants de 7 à 12 ans habitant des quartiers relevant de la politique de la ville (QPV), ou dans des zones de revitalisation rurale (ZRR). Il agit là où l'accès à l'éducation artistique et culturelle est rendu difficile en raison de facteurs économiques et sociaux, ou de l'éloignement géographique des structures d'enseignement.	Il s'adresse à des enfants de **7 à 12 ans** habitant principalement des quartiers relevant de la politique de la ville (**QPV**). Les familles des enfants sont aussi partie prenante de ce projet, qui s'inscrit dans la durée sur 3 ans et requiert un certain investissement.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
-Démos a pour but **d'enrichir le parcours éducatif des enfants,** de favoriser la transmission du patrimoine classique et de contribuer à leur bonne insertion sociale. Il est bâti sur une coopération professionnelle forte entre acteurs de la culture et du champ social. -Chaque enfant se voit **confier un instrument de musique pendant trois ans**. Encadrés par des professionnels de la musique et du champ social, les différents groupes d'enfants qui constituent **un orchestre suivent des ateliers hebdomadaires de 3 h 30 en moyenne**, répartis en familles d'instruments, et se retrouvent régulièrement pour une répétition en *tutti*. -**Un grand concert** est organisé en fin de saison à la Philharmonie de Paris ou dans un lieu emblématique de la région. -À l'issue des trois ans, l'enfant peut bénéficier d'un **accompagnement vers le conservatoire** ou l'école de musique de son territoire. Il conserve alors son instrument de musique. Il peut aussi parfois intégrer un orchestre Démos de niveau avancé. -DEMOS s'inscrit enfin dans le souhait de la Ville de proposer un parcours d'Education artistique et culturelle (PEAC) pour tous les enfants kremlinois, particulièrement ceux éloignés de l'accès à la culture.	-Mise en place de DEMOS courant 2024 pour une **reprise à l'automne 2024** (octobre) pour 3 années (**octobre 2024-juin 2027**) -Cette échéance s'inscrit dans une approche intercommunale à l'échelle du bassin de vie avec une répartition encore inconnue du nombre de villes volontaires.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Coordination globale du projet par le service de l'action culturelle, en lien avec les référents sociaux recrutés à l'occasion (1 par groupe), les structures scolaires et périscolaires associées, les services de la Ville et le conservatoire intercommunal pour les passerelles pédagogiques qui jalonnent le projet.	**Découverte de la pratique instrumentale** : les études qualitatives passées montrent **l'efficacité du dispositif dans le développement du goût et des compétences musicales des enfants**. Le désir de poursuivre la pratique est clairement exprimé par la moitié des enfants interviewés et ce désir est relayé par les familles qui, grâce au projet, ont pris conscience que l'école de musique leur était accessible. **Bienfaits de la pratique** : cette étude pointait également des **effets éducatifs et sociaux positifs sur l'attitude, la concentration, la confiance et l'estime de soi,** qui sont mis en en avant par les travailleurs sociaux, les musiciens, les familles et parfois par les enfants eux-mêmes. **Sortie de dispositif** : cette observation se trouve confirmée par la réalité des chiffres des **inscriptions en septembre dans les conservatoires** : environ 50 % des enfants qui sont allés jusqu'au bout de la première phase de Démos.
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
<u>Au niveau local</u> : Collaboration Ville du Kremlin-Bicêtre – Philharmonie de Paris, EPT Grand Orly Seine Bièvre, Conservatoire intercommunal et la Caf **<u>Au niveau national</u> :** Le projet Démos est soutenu par le ministère de la Culture, le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (via l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires), le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, le ministère des Outre-mer, et les caisses d'allocations familiales. La Région Île-de-France finance les instruments des orchestres Démos sur son territoire. Le projet est d'autre part soutenu par de nombreux mécènes (entreprises, fondations, donateurs individuels).	**<u>Evaluation nationale DEMOS :</u>** Le projet Démos s'inscrit dans la lignée des dispositifs expérimentaux qui visent à impulser de nouvelles dynamiques dans le champ de l'éducation artistique et culturelle. Démos accorde depuis ses débuts une grande importance aux travaux de recherche et d'évaluation qui permettent de questionner sans cesse son objet, sa démarche et ses objectifs et de mesurer en temps réel les effets du projet. Démos confie régulièrement à des équipes de chercheurs de laboratoires français et européens des études accompagnant les évolutions du dispositif. Plus récemment, Démos a également mis en place un cadre d'évaluation interne permettant de rendre compte de l'impact social du projet. Un comité d'orientation scientifique composé d'experts de renom a été réuni pour analyser la dynamique de recherche qui entoure le projet et formuler des recommandations sur ses futures orientations. Les études qui en découlent sont de deux natures : -**des études descriptives**, qui documentent des situations particulières et permettent de mettre en évidence les processus mobilisés et leurs dynamiques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

	-**des études d'impact** qui permettent de mesurer quantitativement l'influence de Démos, et ce, principalement sur les bénéficiaires directs. Dans Démos, on distingue ensuite deux grandes catégories d'études : -**les études "nationales"**, qui tendent vers une représentativité du projet et sont essentiellement impulsées par la Cité de la musique - Philharmonie de Paris. -**les études "locales"**, qui se présentent sous la forme de monographie d'un orchestre, sur un territoire donné. Ces études peuvent être impulsées par les opérateurs locaux dans le cadre du programme de recherche associé à Démos, ou par un partenaire de l'opérateur local (collectivité, CAF, etc.) **<u>Evaluation locale DEMOS</u>** : - Cible atteint : nombre d'enfants issus de QPV inscrits au projet - Assiduité des enfants aux ateliers DEMOS et aux répétitions et concerts - Jauger si l'enfant adhère à la pratique musicale et évaluer les bienfaits qui découlent de cette pratique orchestrale - Participation des familles au projet pendant 3 ans - Synergie du projet sur le territoire en lien avec les structures locales partenaires - Nombre d'inscrits au conservatoire ou dans des écoles de musique en sortie de dispositif (moyenne = 50 %)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 11 : Développer des ateliers de pratique artistique en périscolaire organisés par la ville du Kremlin-Bicêtre et menés par les professeurs du conservatoire intercommunal

Diagnostic initial	Public cible
Démocratiser l'accès des enfants kremlinois à la pratique artistique et culturelle (enfants de 3 à 11 ans), avec des initiations de qualité, gratuite, sur tous les temps périscolaires et sur le tout le territoire.	Enfants kremlinois de **3 à 11 ans**
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Organisation d'ateliers de pratique artistique en périscolaire par la ville du Kremlin-Bicêtre, sur toutes les structures d'accueil de la ville (maternelle et primaire), déjà en place en 2023. Un partenariat soutenu avec le conservatoire intercommunal s'est engagé pour permettre à un grand nombre d'enfants d'expérimenter une pratique artistique en théâtre, chant, musique et danse dans le cadre du périscolaire, de manière gratuite. **Les objectifs visés :** • Développer l'appétence pour les pratiques artistiques • Découvrir différentes formes d'expression artistique • Vivre et exprimer des émotions, formuler des choix La ville propose ce cycle d'ateliers de pratique artistique, comme l'un des trois piliers fondateurs du parcours d'Education Artistique et culturel (EAC). - **Ateliers de pratique hebdomadaire** dans les centres de loisirs primaires sur la pause méridienne en théâtre, chant et danse. **- « Le mercredi c'est arty ! », ateliers de pratique impliquant les animateurs des centres de loisirs primaires :** Il s'agirait ici d'impliquer l'équipe d'animation des centres de loisirs dans ces ateliers d'initiation pluridisciplinaires (danse, théâtre et musique) **- Stages artistiques pendant les vacances scolaires** (primaires) : Deux journées de stage au conservatoire pendant les vacances scolaires autour d'une initiation musique ou danse. **- Eveil musical pour les maternelles** : Pour toucher les enfants dès le plus jeune âge, le conservatoire propose aussi des ateliers d'éveil musical aux enfants des maternelles, le mercredi au conservatoire ou dans les centres de loisirs.	Cycle d'ateliers déjà en place sur 2022/2023. L'action tend à se poursuivre sur 23/24, de novembre 2023 à fin juin 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Le service action culturelle et le service périscolaire comme coordinateurs des ateliers, en lien avec l'ensemble des structures périscolaires concernées (direction et équipes d'animateurs). L'équipe administrative du Conservatoire intercommunal et les professeurs du Conservatoire menant les ateliers via une convention Ville-Conservatoire (6 professeurs différents)	**Sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge aux pratiques artistiques**, en lien avec des professeurs aguerris. Les ateliers sont très accessibles et sont un excellent moyen de familiariser l'enfant avec le monde de l'art. C'est un **temps de découverte et d'expérimentation**, qui lui permettra de développer autant ses capacités artistiques que son imaginaire. Il découvrira un panel d'activités ludiques, adaptées à son âge : la découverte des instruments, le chant, l'expression corporelle, la sensibilisation de l'oreille à travers des jeux d'écoute, mais aussi des percussions instrumentales et corporelles, des jeux vocaux ou chorégraphiques. Les jeunes enfants sont invités à reproduire, accompagner, inventer, danser et coder. **Contenus pédagogiques** : • Aborder des pratiques qui offrent l'opportunité d'entrer dans la globalité du phénomène artistique • Favoriser une éducation artistique interdisciplinaire abordant musique, danse, théâtre • Faire connaissance avec les pratiques artistiques dont le spectacle vivant • Eduquer et affiner les perceptions sensorielles • Développer des aptitudes et des techniques artistiques • Reconnaître et expérimenter de façon ludique des éléments artistiques simples • Mettre en relation le corps avec le monde sonore, avec le mouvement et l'espace • Explorer les notions de temporalité • Apprendre à se situer dans un contexte collectif, développer la relation aux autres • Solliciter l'expression personnelle de l'enfant - individuelle et collective - comme point de départ de l'exploration de sa personnalité en devenir • Profiter d'approches globales et inventives sans obligation de résultat technique immédiat • Mettre en situation artistique en fonction du contexte culturel local et de la découverte du spectacle vivant • Commencer à construire ses perceptions et un vocabulaire artistique • Découvrir la sensibilité artistique et la créativité • Découvrir le plaisir des histoires racontées à l'enfant et celles qu'il se raconte • Aiguiser la curiosité et le goût

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

	• Développer la concentration et l'attention • Favoriser les écritures personnelles, individuelles et collectives, sollicitées par l'art en mettant en œuvre un processus de création
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
- Partenariat soutenu Ville du Kremlin-Bicêtre et Conservatoire intercommunal (EPT GOSB) - Subvention CAF sollicitée au titre du projet 2022/2023.	- Nombre d'enfants bénéficiant du projet - Bilan des animateurs et des professeurs sur les ateliers - Qualité des initiations et des projets artistiques développés - Implication des parents : communication via les équipes des centres de loisirs

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 12 : Développer et promouvoir la communication non violente et la médiation par les pairs

Diagnostic initial	Public cible
Depuis quelques années, et la mise en place du projet Politique de la Ville, une attention particulière est portée sur l'importance d'évoluer au sein d'un environnement respectueux et bienveillant ainsi que sur la violence au sein des structures. En effet, un accroissement de la violence avait été constaté et constituait une réalité de terrain à laquelle ni les enfants ni les animateurs ne pouvaient échapper, elle est donc devenue une préoccupation majeure dans l'enceinte de la structure. Le constat était que les enfants utilisaient la violence comme moyen de communication. La violence se manifeste sous différentes formes : physiques, morales et verbales. Elle entraine des torts tant pour les victimes que pour ces auteurs. Ce comportement différent selon l'âge et le sexe de l'enfant et également selon certaines caractéristiques familiales et environnementales. Il est prouvé par de multiples expertises que l'environnement joue un rôle crucial sur le développement et cela dès le plus jeune âge. En étant fondé sur la bienveillance et la confiance, l'environnement peut permettre à l'enfant de grandir et d'apprendre sereinement. L'enfant doit pouvoir se sentir écouté et encouragé pour créer ses propres interactions sociales avec confiance. Dans la continuité des années précédentes, les efforts fournis au quotidien par les équipes d'animation et enseignante, combinés aux actions menées dans le cadre du projet Politique de la Ville, permettent d'endiguer ce phénomène d'interactions violentes. Nous notons en effet, depuis plusieurs années, une nette amélioration dans la manifestation de cette violence. Autrefois omniprésente, celle-ci se manifeste aujourd'hui par des actes plus isolés, moins systématiques. Le travail mené auprès du public, dès l'arrivée en CP, a permis de faire évoluer les modes de communication des enfants de manière efficace. Il est important d'avoir conscience que ces progrès ne sont pas pour autant acquis, et que seule une poursuite des efforts et des actions de sensibilisation permettra de conserver cette dynamique d'apaisement.	Ces actions s'adressent principalement aux enfants d'âge élémentaire scolarisés à l'école Benoit-Malon. Le public accueilli au sein de l'accueil collectif de mineurs est défini par secteur géographique d'habitation. Les enfants accueillis sont issus d'une mixité sociale et culturelle très diversifiée. Les enfants habitent à proximité de l'école dans des logements variés (zones pavillonnaires, immeubles résidentiels, bâtiments HLM, habitations militaires). Certains sont issus du QPV Schuman-Péri-Bergonié.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Objectifs opérationnels	Echéances de réalisation
- Favoriser l'épanouissement de l'enfant à travers les notions de vivre ensemble et de citoyenneté. - Développer le bien-être et la bienveillance envers le public accueilli - Faire diminuer le nombre d'actes d'incivilités - Faire évoluer le partenariat avec la famille au vu d'établir et de pérenniser un climat de confiance et de co-éducation - Accompagner l'équipe de professionnels dans la gestion du quotidien et dans la mise en œuvre du projet - Promouvoir l'intérêt et la participation citoyenne des enfants - S'engager dans une démarche éco-citoyenne	Dispositif mis en œuvre pour une durée de 3 ans renouvelable en année scolaire, durant les temps péri et extrascolaires et scolaires également
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Service périscolaire (administratif, directions des accueils collectifs de mineurs).	Le but de ce projet est de permettre au public d'être accueilli dans un environnement sain, apaisé et sécurisant, propice à l'épanouissement et à la construction citoyenne.
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Atteindre ces objectifs nécessite un travail conjoint entre tous les acteurs intervenant dans le développement et la construction du public enfant : enseignants, équipe d'animation et familles. Les partenaires de l'action sont : les professionnels du secteur animation, les professionnels de l'Education Nationale, les familles, les intervenants extérieurs (Francas, Olympio, associations locales, etc.) et les enfants. Cependant, le partenariat entre l'Education nationale et les équipes périscolaires est essentiel afin de garantir une cohérence éducative pour l'enfant, une bonne transmission des informations et une meilleure efficacité dans les réponses apportées aux problématiques de terrain.	- Nombre d'actions mises en place autour du vivre ensemble et de la citoyenneté - Mesurer le bien-être des enfants pendant les temps périscolaires lors de temps d'échange - Nombre de sollicitations liées à des incivilités - Qualité et régularité des échanges avec les familles concernées - Nombre de jours de formation mis en place à destination de l'équipe d'animation

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 13 : Créer et aménager des espaces adaptés à l'accueil des enfants à besoins éducatifs particuliers

Diagnostic initial	Public cible
Le service public de l'éducation veille à l'inclusion scolaire de tous les enfants sans aucune distinction. Quels que soient les besoins particuliers de l'élève, c'est à l'école de s'assurer que l'environnement est adapté à sa scolarité. Tous les élèves scolarisés peuvent donc être amenés à fréquenter les accueils collectifs de mineurs. De ce fait, un nombre grandissant de familles sollicite la Ville afin que leurs enfants (à besoins éducatifs particuliers) soient également accueillis dans ces structures. En fonction du handicap et des particularités de l'enfant, il peut s'avérer nécessaire de pouvoir l'isoler du groupe dans un espace adapté ou il peut se ressourcer et s'apaiser, accompagné par un animateur référent. Chaque enfant est accompagné selon ses besoins et capacités dans un environnement sécurisant et maternant pour lui.	Les enfants à besoins éducatifs particuliers reconnus ou non par la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées ;
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Il s'agit de trouver le juste équilibre entre stimulation et relaxation, dans une relation respectueuse de chacun. - Définir les besoins pour chaque enfant à besoins éducatifs particuliers - Construire un espace sécurisant et sécurisé - Respecter la personne et ses rythmes en lui permettant d'être actrice dans une présence empathique et attentive de la part des encadrants - Proposer des expériences adaptées autour des différentes modalités sensorielles, visuelles, sonores, tactiles. - Proposer d'expériences autour du relâchement et de la réduction des tensions	2023-2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Service périscolaire (administratif, directions des accueils collectifs de mineurs).	Permettre aux enfants concernés de vivre la collectivité de manière plus sereine Suite à une crise, l'enfant retrouve un comportement lui permettant de vivre les temps collectifs de manière plus apaisée

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Francas du Val de Marne Caisse d'Allocations Familiale ETAI (Kremlin-Bicêtre) Psychologue scolaire MDPH	Nombre d'enfants à besoins éducatifs particuliers accueillis Nombre d'animateurs référents Qualité de l'accueil Echanges réguliers avec les familles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 14 : Favoriser la réussite éducative

Diagnostic initial	Public cible
La Ville est particulièrement mobilisée pour favoriser la réussite éducative de tous les élèves. En 2023, le budget pour l'éducation est le premier budget de la Ville avec 28 % des dépenses qui y sont consacrées. A ce titre, plusieurs dispositifs permettent de favoriser la réussite éducative des élèves : - Les clubs coup de pouce en maternelle et en élémentaire - L'aide aux devoirs proposée par le centre social, avec des bénévoles - L'ouverture des écoles dans le cadre du programme « Ecole ouverte » de l'Education nationale La Ville souhaite donc pérenniser ces dispositifs et en assurer un large accès.	Les élèves qui connaissent des difficultés à l'école et ont besoin d'un accompagnement renforcé
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Développer les clubs coup de pouce pour augmenter le nombre d'enfants accueillis Proposer de l'aide aux devoirs au sein des structures du service jeunesse, pour toucher d'autres enfants Renforcer l'aide aux devoirs proposée par le centre social en trouvant de nouveaux bénévoles	2024-2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
- Service scolaire - Centre social - Service jeunesse - Direction de la démocratie locale	Développer les connaissances et les compétences des enfants accueillis Renforcer l'accompagnement proposé par la Ville, en dehors du temps scolaire Mieux accompagner les parents dans le soutien à la scolarité de leurs enfants
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
- Association coup de pouce - Bénévoles du centre social - Associations locales - Education nationale	Nombre de séances d'aide au devoir Qualité de l'accueil Echanges réguliers avec les familles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 3 : Diversifier les activités proposées aux enfants sur la commune (12-17 ans)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 15 : Promouvoir et développer les actions autour des valeurs de la République et de la laïcité

Diagnostic initial	Public cible
La société française connaît une période de tension dans les rapports complexes entre République et religions. Plus précisément le principe de laïcité est mal maîtrisé par la très grande majorité de la population. De nombreuses interprétations erronées se diffusent et engendrent de l'incompréhension, et encouragent parfois des postures inadaptées. Par ailleurs, l'environnement institutionnel français n'est pas toujours très intelligible, et le fonctionnement de la société française repose sur des valeurs qu'il convient de connaître pour assurer une vie sociale apaisée. La mission d'étude sur le pacte républicain communal conduite par la Ville en 2021 a par ailleurs mis en lumière la richesse du tissu local pour contribuer au lien social, mais qui agit souvent sans réelle coordination. Il s'agit aussi de mettre en œuvre l'optimisme des acteurs locaux quant aux valeurs de la République et à la meilleure manière de les faire vivre et de les incarner au quotidien. Il s'agit également, en lien avec le CLSPD, de prévenir la radicalisation et les dérives sectaires, en mobilisant également les moyens mis à disposition par l'Etat (FIPD, etc.)	11/17 ans, 16/25 ans Parents (familles)
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Sensibiliser au principe de laïcité et aux valeurs de la République : festival de la laïcité en décembre, ateliers tout au long de l'année, etc. Faire vivre les valeurs de la République et construire une citoyenneté partagée. Inculquer les valeurs républicaines et le mode de fonctionnement des institutions française. Faciliter aux usagers l'accès à leurs droits. Lutter contre la radicalisation et les dérives sectaires	Actions pluriannuelles 2023 - 2027

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Service jeunesse Centre social Médiathèque municipale Police municipale de proximité	• Nombre de personnes bénéficiaires des réalisations avec des indications sur l'âge et le genre • Apprentissage du respect des règles de vie en société • Découverte du fonctionnement associatif et engagement des jeunes et des habitants • Organisation spécifique d'activités diverses sur des temps décalés (soir, week-end et périodes de vacances scolaires) pour les jeunes de 14 à 25 ans, en veillant à un équilibre de participation des femmes et des hommes
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
SDJES CAF Associations locales, établissements scolaires CLSPD Conseil des jeunes	• Nombre d'ateliers ou d'activités en fonction de la thématique, • Nombre de participants (genre et âge), • Nombre et proportion d'habitants des QPV • Mieux vivre ensemble et respect mutuel sur les espaces publics de la ville. • Lutter contre le sentiment de relégation • Ouvrir des perspectives culturelles et citoyennes pour les jeunes des quartiers

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 16 : Proposer des activités pendant les vacances permettant de lutter contre l'isolement et retisser le lien social

Diagnostic initial	Public cible
Chaque année, 1 enfant sur 4 ne peut pas partir en vacances. Cette situation est particulièrement significative dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). La mobilisation exceptionnelle de l'État aux côtés des communes et des associations vise à proposer des activités aux habitants des QPV pendant la période estivale. Outre les actions festives, sportives et culturelles organisées en pied d'immeuble, la programmation soutenue par l'Etat des Quartiers d'été favorise les sorties hors des quartiers dans un but touristique, culturel ou tout simplement de détente en famille. Elle s'appuie également sur le dispositif des vacances apprenantes permettant de consolider les apprentissages à travers des activités culturelles, sportives et artistiques.	Jeunes de 12 à 17 ans
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Les activités sportives sont majoritaires dans les programmations estivales avec la mise en place d'ateliers sportifs, ou d'initiations au sport et des parcours initiatiques au code de la route en vélo. Les activités artistiques et culturelles sont également nombreuses, avec des séances de cinéma, des spectacles, des ateliers manuels et artistiques, des espaces de lecture, des quizz culturels, des initiations, des ateliers, du théâtre, des jeux de sociétés, des concerts, etc. À ces activités s'ajoutent des moments de convivialité et de sorties dans le cadre d'événements intergénérationnels festifs. Des activités inter-quartiers, telles que des tournois sportifs ainsi que des ateliers socio-culturels, sont prévues chaque été afin de retisser le lien social. Celles-ci font la part belle à la relation enfant-parent et le soutien à la parentalité (à travers, par exemple, des activités en famille, des sorties ou encore des repas) ainsi qu'à la lutte contre l'isolement et la précarité des personnes âgées, aggravés par la crise sanitaire	2023-2027 Périodes de vacances scolaires Période estivale dans le cadre des « Estivales Kremlinoises »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Service Jeunesse, service Logistique, service Enfance Enseignement, Garage municipal, Club Lacroix, Centre social/PIJ, Direction de la démocratie locale.	Permettre aux jeunes et aux familles kremlinoises de bénéficier de séjours, sorties à la mer, sorties en bases de loisirs durant les vacances scolaires. Proposer des ateliers culinaires, sportifs, culturels … . Favoriser le lien entre les différents acteurs pédagogiques et co-éducatifs (jeunes, parents, animateurs, enseignants… Proposer des activités, des sorties pouvant déboucher sur des ateliers initiatiques et de découvertes, ouvrir le « champs des possibles ». Accompagner les jeunes vers l'autonomie et la sociabilisation.
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Parents, SDJES, CAF, Education nationale, Département, Région, organisateurs de séjours vacances (VVL…).	Nombre d'ateliers proposés, nombre de séances et nombre de jeunes inscrits. Relation avec les familles et activités conjointes. Diversifier l'offre des séjours et des sorties, nombre d'inscrits.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 17 : Accompagner les jeunes dans leurs usages du numérique pour lutter contre la désinformation et l'addiction aux écrans

Diagnostic initial	Public cible
Selon *Les Chiffres clés de la jeunesse – 2023* publiés par l'INJEP, un quart des jeunes de 18 à 30 ans déclare « passer du temps sur Internet » pour occuper son temps libre. De fait, les jeunes apparaissent comme une génération ultra-connectée, qui a grandi avec Internet et l'explosion des réseaux sociaux dans leur quotidien. Cela conduit à plusieurs conséquences dont certaines sont négatives pour les jeunes : • Une forte demande d'activités en lien avec le numérique, qui rencontrent du succès (e-sport, vidéo, etc.) • Une addiction grandissante aux écrans et ce, dès le plus jeune âge, ce qui peut conduire à des troubles de l'attention et de la concentration, voire à une dépendance • Le harcèlement en ligne, qui fait régulièrement des victimes, lesquelles n'alertent pas toujours quand elles subissent ce type de harcèlement • Une information qui passe en grande partie par les réseaux sociaux et non plus les médias plus traditionnels, qui renforce la mésinformation et la désinformation des jeunes. Une étude IFOP de janvier 2023 souligne ainsi qu'un jeune sur six partage l'idée que la Terre est plate (29 % des utilisateurs réguliers de Tik tok partagent ce point de vue) ou encore que 36 % des jeunes utilisateurs de réseaux sociaux partagent l'idée qu'on peut « avorter sans risque avec des plantes ». Si on se réfère à l'étude réalisée par Médiamétrie pour le compte du SELL en 2020, la France compte par ailleurs près de 37 millions de joueurs de jeux vidéo, soit 71 % des 10 ans et plus. L'étude met en évidence de grandes tendances : Les femmes jouent autant que les hommes pour une parité presque parfaite 9 enfants sur 10 âgés de 10 à 18 ans déclarent jouer au moins occasionnellement 68 % des parents sont attentifs à la pratique du jeu vidéo de leurs enfants.	Jeunes de 11/18 ans Parents

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Objectifs opérationnels	Echéances de réalisation
Sensibiliser les élèves aux enjeux du numérique, favoriser la sociabilité et améliorer le climat social et scolaire. Prévenir les comportements addictifs en travaillant sur la déconnexion Sensibiliser les jeunes sur la mésinformation et la désinformation, en conduisant des ateliers sur l'actualité, l'écriture d'articles pour le journal municipal ou encore en travaillant en partenariat avec des journalistes ou des associations spécialisées sur ces questions. Construire, avec les services municipaux concernés, un parcours d'Education aux médias et à l'information (EMI) Développer de façon encadrée la pratique du jeu vidéo au sein du service jeunesse, par une expérimentation autour de l'e-sport Agir sur la parentalité : des temps destinés aux parents seront proposés afin de créer des liens entre la structure et la maison. Quelles est la place du jeu vidéo à la maison ? Comment gérer les usages au sein de la famille ? Comment prendre en compte les émotions ou les frustrations relatives à la pratique du jeu tout en développant d'autres compétences ? Sensibiliser les jeunes et les familles au harcèlement et cyber-harcèlement que les jeunes peuvent subir via les réseaux sociaux, les téléphones portables, les jeux vidéo…	2024-2027 Mise en œuvre à partir de 2024 et de façon pluriannuelle
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Service Jeunesse, Education, Périscolaire, Médiathèque, service médiation, Direction des systèmes d'information et des réseaux, Direction de la démocratie locale, Direction de la police municipale de proximité	Prise de conscience à la fois des possibilités, mais aussi des dangers du numérique et des réseaux sociaux Parcours EMI formalisés entre la Ville et les partenaires Organisation de rencontres avec les enfants des ALSH du service périscolaire (passerelle CM2). Ateliers de sensibilisation pour un public de collégiens : cyber-harcèlement, réseaux sociaux, addictions, etc.
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
CAF, SDJES, Education nationale (établissements scolaires, CLEMI, etc.), associations partenaires.	Nombre de jeunes inscrits aux ateliers (genre) Nombre de rencontre avec les Parents Nombre d'ateliers organisés pour sensibiliser aux éventuels dangers et addictions liés au numérique Retour qualitatif des participants Analyse sur d'éventuels changements de comportement

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 18 : Développer la bourse pour l'émancipation des jeunes

Diagnostic initial	Public cible
De nombreux jeunes sollicitent fréquemment les services municipaux quant aux difficultés financières qu'ils rencontrent lors de l'élaboration de leurs différents projets. La Ville a donc décidé de soutenir ces initiatives et projets des jeunes via un accompagnement technique financier et méthodologique en contrepartie d'une action citoyenne au bénéfice des Kremlinois (habitants/association)	La bourse pour l 'émancipation s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans habitant le Kremlin-Bicêtre, dans la limite d'une demande par an.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Soutenir les projets des jeunes kremlinois en lien avec la formation, la scolarité, l'engagement citoyen et des séjours	A compter de 2024 : 2 commissions par an
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction de la Cohésion Sociale : Point information jeunesse	- Développement de la prise d'initiative - Responsabilisation et autonomie des jeunes - Développement de l'implication citoyenne des jeunes - Aboutissement des projets d'émancipation des jeunes
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Services de la ville/ associations du territoire (contrepartie citoyenne)	- Implication du jeune dans la finalisation de son projet -Nombre de jeunes engagés dans une action citoyenne et implication - Montant des aides attribuées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 19 : Développer le fonctionnement du Conseil des jeunes

Diagnostic initial	Public cible
La jeunesse kremlinoise évoque souvent le fait de se sentir déconnectée des instances et du paysage politique français. Elle estime ne pas être assez entendue et ajoute même ne pas pouvoir influer sur les décisions prises au niveau local. Le conseil des jeunes proposé par la collectivité a ainsi pour objectif de donner la parole aux jeunes et de leur permettre d'être acteurs de leur environnement en développant des projets d'intérêt général pour la jeunesse kremlinoise tout en les familiarisant au fonctionnement de la démocratie locale .	Un maximum de 25 jeunes âgés de 16 à 25 ans désignés par tirage au sort sur la base de candidatures spontanées.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
-Permettre aux jeunes d'exprimer leurs idées et accompagner le développement de politiques publiques en lien avec les besoins des Kremlinois -Enrichir la politique jeunesse avec les propositions des jeunes -Exercer les jeunes à une citoyenneté active et leur permettre l'accès à la responsabilité et à l'autonomie -Permettre au CDJ d'épauler le Conseil municipal dans la mise en œuvre de ses politiques liées à la jeunesse sur sollicitation de ce dernier.	Le conseil de jeunes est renouvelé tous les 3 ans et est présidé par le maire ou son représentant. Il est actif depuis 2023. L'année scolaire 2023/2024 doit permettre son développement.
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction de l'émancipation/ Direction de la Cohésion Sociale	- Connaissance des institutions -Connaissance des droits et devoirs du citoyen - Amélioration de l'estime de soi, mise en place de projets à vocation citoyenne - Développement d'une citoyenneté active
Direction de l'émancipation/ Direction de la Cohésion Sociale	**Indicateurs d'évaluation**
Acteurs associatifs et services municipaux (en fonction des projets développés)	- Nombre d'initiatives et de projets développés. - Nombre de réunions - Implication des jeunes dans la réalisation de projets - Type de compétences sociales et civiques développées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 20 : Renforcer les aides aux projets des jeunes (formations BAFA, BSB, BNSSA PSC-1)

Diagnostic initial	Public cible
L'accès aux formations professionnalisantes, que sont le BAFA, le BSB, le BNSSA ou le PSC-1, peut être coûteux pour un jeune. Cette jeunesse a pleinement conscience qu'il s'agit d'une porte d'entrée privilégiée pour faire ses premiers pas dans le monde du travail, raison pour laquelle, ils nous sollicitent régulièrement pour connaître les aides existantes. L'objectif de l'aide aux projets est de soutenir les initiatives et les projets des jeunes.	Les jeunes âgés de 16 à 25 ans habitant le Kremlin-Bicêtre
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Soutenir les initiatives des jeunes kremlinois dans le domaine de la formation, de la scolarité, et de l'insertion professionnelle - Favoriser l'exercice de l'apprentissage d'une citoyenneté active (BAFA citoyen)	2023-2027 Pluriannuel à compter de 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Point Information Jeunesse de la Direction de la Cohésion Sociale	- Obtention des certifications passées (Ex : BAFA, PSC-1…) - Mise en place d'un projet à vocation citoyenne - Participation à la vie du quartier et de la ville
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Association de la ville et services municipaux dans le cadre de la contrepartie citoyenne à effectuer La CAF	Assiduité et obtention des certifications passées (Ex : BAFA, PSC) Implication des bénéficiaires dans un acte citoyen : nombre et typologie Type de compétences sociales et civiques développées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 21 : Renforcer la maîtrise de la langue française

Diagnostic initial	Public cible
La maîtrise de la langue française est un élément d'appartenance à la communauté des citoyens, dans le sens où une langue commune est un des éléments nécessaires à l'appartenance à un peuple commun. Les usages numériques ont conduit à un paradoxe : les plus jeunes vivent dans un monde où l'écrit domine particulièrement les rapports sociaux (textos, courriels, etc.), mais semblent maîtriser avec certaines difficultés la langue française et notamment ses règles de syntaxes, de grammaire et d'orthographe. Or, la langue n'est en rien une matière figée, mais connaît des évolutions auxquelles les usages courants contribuent largement. Il est donc également pertinent de s'interroger collectivement sur ce qui constitue une langue commune et comment elle se pratique et évolue de façon plus quotidienne.	Jeunes kremlinois 11/17 ans.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
-Permettre de mieux maîtriser la langue française -Faire vivre la langue française à travers des ateliers : journalisme écrit, ateliers d'écriture, approche par le hip-hop et/ou le rap, etc. -Contribuer à une approche historique et sociologique de la langue française -Participer aux résidences d'auteurs de la médiathèque par le prisme de la langue française et de ses usages	2024 - 2027 Ateliers pluri-annuels à partir de 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction de l'émancipation – service jeunesse Médiathèque Service communication	- Meilleure maîtrise de la langue française
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Acteurs associatifs Intervenants extérieurs	- Type et nombre d'ateliers. - Nombre de jeunes touchés - Type et nombre de supports produits

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 22 : Lutter contre le décrochage scolaire en accueillant et remobilisant les exclus temporaires

Diagnostic initial	Public cible
Le projet éducatif de territoire (PEDT) de la Ville a identifié la lutte contre le décrochage scolaire parmi ses priorités. Le décrochage scolaire est également considéré comme une « priorité nationale » et un enjeu dans le cadre de la Stratégie Europe 2020 portée par l'Education Nationale. La crise sanitaire a eu un fort impact sur le décrochage scolaire des jeunes. Ce dispositif consiste à proposer aux familles et aux jeunes exclus des établissements d'enseignement secondaire de la ville (collèges), un programme d'accompagnement pendant la période d'exclusion en partenariat avec différentes structures de la ville et du territoire.	Elèves et familles des établissements du second degré de la ville
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Soutenir la parentalité - Agir pour prévenir le décrochage scolaire de l'élève - Réfléchir autour de la sanction - Remobiliser scolairement l'élève - Travailler avec l'élève et sa famille sa réintégration au collège - Accompagner les familles en échangeant avec les parents autour de questions concrètes (organisation du quotidien, alimentation, rythme de vie...)	Pluriannuel à compter de 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Pilotage : Direction de la cohésion sociale/service médiation Partenaires associés : centre social, service seniors, Point information jeunesse, Police municipale de proximité	-Réintégration réussie de l'élève exclu -Remobilisation du jeune -Amélioration de l'estime de soi et du comportement dans le cadre scolaire - Valorisation des compétences du jeune -Définition d'un projet scolaire et/ou professionnel
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Services municipaux Association parents d'élèves Education nationale	- Nombre d'élèves exclus par établissement scolaire - Implication et accompagnement des familles - Nombre d'enfants pris en charge - Amélioration du comportement et des résultats scolaires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 23 : Lutter contre le harcèlement scolaire

Diagnostic initial	Public cible
La prévention et la lutte contre le harcèlement dans les écoles et les établissements du premier et second degré constituent un enjeu majeur pour la réussite éducative En France, les chiffres révèlent que 800 000 à un million d'élèves seraient victimes de harcèlement, soit entre 6 à 10 % d'entre eux. Ces violences perdurent bien souvent en dehors du cadre éducatif avec le développement des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. Les parents sont également des acteurs de premier plan de l'éducation au numérique des mineurs. Afin de mener à bien cette mission, ils doivent être capables de les accompagner dans la protection de leurs droits, dans le respect de leur intérêt et l'autonomisation progressive des mineurs.	Elèves des établissements du premier et second degré de la ville du Kremlin-Bicêtre, et leurs parents.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Développement d'un projet pédagogique_et de parcours éducatifs sur le harcèlement scolaire - Développement d'ateliers de prévention sur l'utilisation des réseaux sociaux à destination des parents	Pluriannuel, avec la volonté d'inscrire cette action dans les projets éducatifs des écoles dès 2024.
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction de la cohésion sociale : service médiation locale Direction de la police municipale de proximité	-Amélioration des comportements des jeunes dans le cadre scolaire - Amélioration du climat scolaire - Accroissement de l'implication des parents dans leur rôle éducatif - Prise en compte des parents des dangers des réseaux sociaux - Baisse des actes du harcèlement scolaire
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Services municipaux. Association parents d'élèves. Etablissements scolaires Education nationale	Nombre de jeunes touchés Nombre de parents touchés Nombre d'enfants pris en charge Nombre et type d'action développée Répercussion sur le parcours des bénéficiaires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 4 : Développer et accompagner la parentalité, en favorisant le lien social et en luttant contre l'isolement des familles

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 24 : Créer une ludothèque itinérante

Diagnostic initial	Public cible
Certains quartiers de la ville proposent peu d'offre ou d'espace pour favoriser les interactions entre adultes et enfants, mais aussi entre enfants. De plus, on constate un certain éloignement des familles d'un accès à des médias sociaux et culturels. La ludothèque, en favorisant le jeu, permet de renforcer la dimension collective de la découverte, notamment pour les enfants. Les périodes de confinement ont également remis au goût du jour les jeux de société, y compris entre adultes, comme vecteur de lien social et de partage.	Enfants de 4 ans à 12 ans et parents
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Permettre la socialisation des enfants Renforcer les liens familiaux Favoriser la pratique du jeu libre Développer un lieu qui participe au développement éducatif, social et culturel	Janvier 2024 préparation de l'action A partir de septembre 2024 : mise en place de la ludothèque
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Centre social Service périscolaire Service petit enfance Médiathèque	Développement cognitif et socioaffectif des enfants Développement de la personnalité des enfants Développement des relations parents/enfants et entre enfants
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Centre de loisirs Le Relais petit enfance Les associations des parents d'élèves Les établissements scolaires CAF	Nombre de participants Nombre de partenariat Ages des participants Type et nombre de jeux utilisés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 25 : Mieux accompagner les familles en matière d'orientation scolaire

Diagnostic initial	Public cible
L'orientation scolaire est un enjeu majeur pour les élèves, notamment au lycée au moment des choix à faire sur la plateforme ParcourSup. De nombreuses familles, notamment les ménages populaires et modestes, maîtrisent difficilement les enjeux de l'orientation scolaire et les « codes » pour obtenir les vœux souhaités par les candidats. De plus, la plateforme ParcourSup est pour certains difficile d'accès et complexe à renseigner. L'enjeu est donc de proposer un accompagnement tant des lycéens que de leurs parents, qui ont un rôle important à jouer dans le processus qui s'étale de la fin de la classe de 1re jusqu'au Baccalauréat.	Jeunes scolarisés au lycée et leurs parents
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Travailler chaque année entre décembre et avril, dates d'ouverture et de fermeture de la plateforme ParcourSup selon différentes temporalités Organiser un évènement à destination des lycéens et de leurs familles pour constituer un lieu d'échanges privilégiés entre des publics jeunes, des professionnels qui ne se rencontrent pas habituellement et pour faire tomber les *a priori* sur des métiers, parcours, choix d'orientation à travers des conseils et échanges entre pairs Accompagner les parents pour les sensibiliser à l'importance d'accompagner eux-mêmes leur enfant et pour les aider à appréhender un parcours d'orientation de façon claire et compréhensible Travailler avec les associations locales pour favoriser les témoignages entre pairs et des anciens élèves des établissements de la Ville Pérenniser l'atelier « orientation » organisé dans un collège de la Ville depuis septembre 2022 Réduire, en anticipant les enjeux d'orientations, le nombre de dossier traités dans le cadre du dispositif « SOS rentrée »	2024-2027 De façon annuelle à partir de janvier 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Point information jeunesse (pilote) Direction de la cohésion sociale Service médiation Service Education	Permettre à un maximum de lycéens d'obtenir les choix qu'ils souhaitent en matière d'orientation Accompagner les lycéens et leurs familles dans un parcours d'orientation qui tienne compte des souhaits du lycéen, de ses capacités et de ses résultats scolaires Permettre une bonne maîtrise du parcours d'orientation et des différentes plateformes en ligne
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Associations partenaires Structures institutionnelles et publiques partenaires : établissements scolaires, Education nationale, ONISEP Conseil des jeunes	Nombre de jeunes accompagnés Fréquence et modalités de l'accompagnement Nombre de participants à l'événement annuel Adéquation entre choix envisagés et obtenus pour chaque lycée

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 26 : Coordonner l'ensemble des actions autour de la parentalité en un plan d'action local, à destination des parents, de la petite enfance à l'adolescence

Diagnostic initial	Public cible
Forte demande des familles dans les démarches administratives Manque d'informations sur les droits et dispositifs familiales Difficultés des familles dans les démarches administratives	Familles de la ville Kremlin-Bicêtre
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Informer les familles sur les droits familiaux et prestations familiales Accompagner les familles vulnérables dans les démarches administratives Créer un espace d'information, de sensibilisation sur les sujets en lien avec la famille (point infos familles) Donner de la visibilité à un parcours d'accompagnement à la parentalité, à tous les âges de l'enfance Créer un événement annuel autour de la parentalité	Premier semestre 2024 : préparation et temps de travail collectif A partir de septembre 2024 : mise en œuvre pluri-annuelle du plan d'action local
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Centre social PIJ La médiation Service Petite-enfance et PMI municipale CCAS	Une meilleure connaissance des droits et prestations en lien avec la famille Un service d'accompagnement pour les familles vulnérables Amélioration de la maîtrise d'usage de l'outil numérique pour les familles Un parcours pour les familles qui soit cohérent et réponde aux besoins des enfants Une plus grande implication des parents dans la vie des structures (conseils de crèches, portes-ouvertes, conseils d'écoles, etc.)
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
CAF PMI départementale Les associations des parents d'élèves	Nombre d'informations diffusées Nombre de familles accompagnées Nombre de partenaires sollicités Différents outils proposés (affichage, ateliers, permanence, animations, rencontres) Fréquentation de l'événement annuel

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 27 : Renforcer les actions de prévention en santé auprès des femmes

Diagnostic initial	Public cible
Un diagnostic territorial de santé a été effectué par la médiatrice prévention-santé de la ville du Kremlin-Bicêtre pour évaluer les besoins de la population habitant sur la ville. Plusieurs constats ont été dressés, parmi eux la conclusion que la santé des femmes est un des axes prioritaires de la lutte contre les inégalités sociales de santé. Les femmes sont en effet touchées par des problématiques spécifiques tels que les violences sexistes et sexuelles, la précarité menstruelle, le dépistage de certaines maladies, la santé mentale, etc.	Les femmes/jeunes filles et leur entourage Les professionnels de l'action sociale, de l'action jeunesse et de l'accueil en structures
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Lutter contre la précarité menstruelle et monter un groupe de travail à l'échelle communale Sensibiliser au dépistage du cancer du col de l'utérus, du cancer du sein Participer aux semaines thématiques portées par la Ville sur les droits des femmes et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles Mettre en place un Atelier Santé Ville Nourrir et décliner un futur Contrat local de santé et l'installation d'un Conseil local de santé mentale (CLSM) en partenariat avec l'ARS et l'AP-HP	Précarité menstruelle : lancement du projet prévu de juin à décembre 2023. Pérennité du projet sur les trois prochaines années, jusqu'en 2025. Dépistage des cancers : renouvellement des actions de sensibilisation tous les ans à l'occasion des dates symboliques : Octobre Rose, 8 mars, 25 novembre Organisation du projet Atelier Santé Ville et travail partenarial sur l'année 2024-2025
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction des Solidarités et de la Santé Structures municipales accueillant du public : PMI, CCAS, PIJ, RPE, Centre Social, Médiathèque, Maison de la Jeunesse, Espace Jeunesse, Club Lacroix Direction de la Démocratie Locale Direction de la Police municipale de proximité	Précarité menstruelle : distribution de protections périodiques, formation des agents municipaux, mise en place d'ateliers à destination des publics bénéficiaires Un public mieux informé sur les enjeux du dépistage, de la précarité menstruelle, des violences sexistes et sexuelles Une meilleure connaissance des services proposés par la Ville du Kremlin-Bicêtre concernant la prévention-santé Une coordination de tous les services à la population de la Ville autour de thématiques phares Signature d'un contrat local de santé et installation d'un CLSM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
- Associations partenaires : Règles Elémentaires, Dans le Genre Egal(e)s - Structures institutionnelles et publiques partenaires : établissements scolaires, CPAM du Val de Marne, Hôpital du Kremlin-Bicêtre, Université de médecine Paris-Saclay, Centre de Dépistage des Cancers Ile-de-France	Nombre de protections périodiques distribuées Nombre de professionnels formés Nombre de participants aux ateliers à destination du public cible Augmentation du nombre de dépistages Fréquence des permanences et nombre de personnes les ayant fréquentées Périodicité des réunions et des actions du CLS et du CLSM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 28 : Renforcer les actions de prévention en santé auprès des publics dits vulnérables

Diagnostic initial	Public cible
Un diagnostic territorial de santé a été effectué par la médiatrice prévention-santé de la ville du Kremlin-Bicêtre pour évaluer les besoins de la population habitant sur la ville. Plusieurs constats ont été dressés, parmi eux la conclusion que la santé des publics dits vulnérables (personnes âgées, ménages précaires, minorités de genre, personnes isolées, etc…) est un des axes prioritaires de la lutte contre les inégalités sociales de santé. Ces publics sont en effet sujets à des problématiques spécifiques l'insécurité alimentaire, le dépistage de certaines maladies, la santé mentale, l'accès aux droits etc.	Les habitants et habitantes en situation de vulnérabilité : personnes isolées, personnes âgées, ménages précaires, personnes sans domicile fixe, minorités de genre, personnes en situation de handicap…
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Sensibiliser au dépistage du cancer de la prostate - Sensibiliser au dépistage du VIH/Sida - Mettre en place des permanences d'accès aux droits de santé	Dépistage des cancers : renouvellement des actions de sensibilisation tous les ans à l'occasion des dates symboliques : novembre, 1er décembre Permanences de santé : lancement en 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
- Service de Médiation prévention-santé - Direction des Solidarités et de la Santé - Structures municipales accueillant du public : PMI, CCAS, PIJ, RPE, Centre Social, Médiathèque, Maison de la Jeunesse, Espace Jeunesse, Club Lacroix - Direction de la Démocratie Locale	- Un public mieux informé sur les enjeux du dépistage, de la précarité menstruelle, des violences sexistes et sexuelles - Une meilleure prise en charge et un accompagnement renforcé des publics avec des problématiques spécifiques - Une meilleure connaissance des services proposés par la Ville du Kremlin-Bicêtre concernant la prévention-santé - Une coordination de tous les services à la population de ville autour de thématiques phares
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Structures institutionnelles et publiques partenaires : établissements scolaires, CPAM du Val de Marne, Hôpital du Kremlin-Bicêtre, Université de médecine Paris-Saclay, Centre de Dépistage des Cancers Ile-de-France	- Nombre de participants aux ateliers/stands de sensibilisation à destination du public - Augmentation du nombre de dépistages - La rapidité de prise en charge des personnes vulnérables - La fréquentation des services municipaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 29 : Renforcer les actions de prévention en santé auprès des jeunes de la ville du Kremlin-Bicêtre

Diagnostic initial	Public cible
Un diagnostic territorial de santé a été effectué par la médiatrice prévention-santé de la ville du Kremlin-Bicêtre pour évaluer les besoins de la population habitant sur la ville. Plusieurs constats ont été dressés, y compris par les professionnels qui travaillent avec les 2-25 ans, qu'ils soient animateurs, personnel éducatif dans les établissements scolaires ou encore parents d'élèves. le public 12-25 ans est soumis à des problématiques spécifiques de santé qui nécessitent des actions ciblées. Le Covid-19 ayant eu un impact important sur la santé mentale des jeunes par exemple, on compte parmi les autres sujets prioritaires à traiter avec ce public : les addictions (particulièrement celles qui touchent aux réseaux sociaux ainsi qu'au vapotage), la vie affective et sexuelle, l'alimentation et la santé mentale. Des problématiques liées à l'hygiène et à la santé ont également été relevées par les équipes d'animation des ACM maternels et élémentaires. Les thématiques suivantes sont ressorties : équilibre alimentaire (éveil au goût, diversité alimentaire, commission des menus, surpoids, activités physique, …) ; sommeil (endormissement, rythmes, cycles…) ; soins bucco-dentaire	- 2-25 ans - Les parents d'élèves - Les équipes éducatives
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Organiser et conduire des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle dans les établissements scolaires et les ACM de la ville - Mettre en place des Points Ecoute Jeunes pluridisciplinaires et réguliers dans les établissements scolaires - Mettre en place des ateliers de sensibilisation aux addictions - Construire un groupe de travail sur la santé des 12-25 ans avec le Conseil des Jeunes de la ville du Kremlin-Bicêtre - Mettre en place un Atelier Santé Ville qui intégrera les problématiques spécifiques aux jeunes - Mettre en place des ateliers de prévention-santé sur des thématiques diverses avec des groupes d'étudiants en médecine de l'université Paris-Saclay	Le calendrier des interventions dans les établissements scolaires, sur l'année scolaire 2023-2024 puis pérennité du projet sur les années suivantes Concernant les actions qui toucheraient plutôt les bénéficiaires des espaces jeunesse de la ville Atelier Santé Ville : mise en place en 2024. Groupe de travail sur la santé au sein du Conseil des Jeunes : mise en place en 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Développer des actions de prévention dans les ACM en lien avec la Médiatrice Prévention Santé (DCS) et la diététicienne en direction des enfants et de leurs familles. • Permettre aux enfants de faire des propositions de menus équilibrés réalisés par les UPC • S'impliquer dans des évènements nationaux autour de l'alimentation : semaine du goût etc… • Mise en œuvre d'ateliers cuisine dans les ACM favorisant la découverte des goûts et des produits • Garantir la diversité des activités physiques et sportives au sein des ACM • Garantir le respect du rythme des enfants (sieste, temps calmes, transition) • Sensibiliser les enfants à l'hygiène bucco-dentaire, plus particulièrement durant les périodes de vacances • Mettre en place des actions de sensibilisation et de prévention autour de l'utilisation des écrans, d'internet et des réseaux sociaux en y associant les familles • Participation aux événements nationaux (ex : 10 jours sans écran)	
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
- Le Point Information Jeunesse - Le service médiation - Les services de la Protection Maternelle et Infantile - La Maison de la Jeunesse et l'Espace Jeunesse - Service Périscolaire et service restauration - Police municipale de proximité	- Un public mieux informé sur les enjeux de vie affective, relationnelle et sexuelle, de dépistage, de la précarité menstruelle, des violences sexistes et sexuelles, des addictions… - Une meilleure connaissance de l'offre territoriale existante pour les jeunes de 12 à 15 ans (services proposés par la Ville du Kremlin-Bicêtre, hôpital, réseau associatif…) - Une meilleure connaissance de leurs droits - Une coordination de tous les services à la population de ville autour de thématiques phares qui concernent la jeunesse - Un lien renforcé entre les structures municipales et les établissements scolaires du territoire - Intégration progressive de ces thématiques dans les projets pédagogiques des ACM suivant le diagnostic établi de chaque structure

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
- Les établissements scolaires - L'AEF 94 - La Mission Locale - Le CRIPS d'Ile de France - Les associations de parents d'élèves - Autre associations prestataires -	Nombre d'ateliers organisés et nombres de personnes ayant participé Nombre de jeunes ayant fréquenté les Points Ecoute Jeunes Nombre de 12-25 ans fréquentant les structures municipales Baisse de la consommation de certaines substances comme le tabac, la chicha et le protoxyde d'azote

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 30 : Développer l'accompagnement des familles monoparentales

Diagnostic initial	Public cible
Le Kremlin-Bicêtre compte 1 312 familles monoparentales en 2019. Certains quartiers de la ville comptent jusqu'à + de 25 % de familles monoparentales parmi le total des familles. Aussi, la Ville souhaite développer des dispositifs renforcés pour ces familles, qui connaissent souvent de multiples difficultés.	Familles monoparentales résidant au Kremlin-Bicêtre
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Informer les familles monoparentales sur les droits familiaux et prestations familiales Renforcer l'accompagnement spécifique de ces familles Permettre aux familles monoparentales d'être « soulagées » d'un certain nombre de contraintes : mode de garde, tarification applicable pour les prestations municipales, etc.	2024-2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction de la cohésion sociale Direction de l'action éducative	Une meilleure connaissance des droits et prestations en lien avec la famille Une offre de service d'accompagnement pour les familles monoparentales Une augmentation du bonheur des familles monoparentales
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
CAF PMI Les associations des parents d'élèves Education nationale	Nombre de familles accompagnées Nombre d'enfants accompagnées Nombre de partenaires sollicités

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 5 : Développer l'accessibilité aux droits et contribuer au développement de la vie sociale en favorisant la participation des habitants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 31 : Favoriser le départ en vacances des Kremlinois

Diagnostic initial	Public cible
Faute de moyens financiers suffisants, il est impossible de partir en vacances pour bon nombre de familles. L'inflation continue a accentué ce phénomène. Afin de permettre aux ménages populaires et modestes de partir en vacances, la Ville souhaite favoriser et accompagner le départ en vacances de Kremlinois à travers un dispositif global à l'échelle de la Ville. Le départ en vacances est en effet empêché par plusieurs freins : psychologique, financiers, sociaux notamment. Or, il apparaît que les vacances (envisagées comme au moins 4 nuitées en dehors de son domicile) sont un vecteur de lien social, de mieux vivre et contribuent au bonheur des ménages.	- Familles, adultes isolées et jeunes de 16 à 25 ans qui ne partiraient pas sans aide et accompagnement
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Faciliter l'accès aux vacances des publics fragiles - Construire des projets de départ en vacances pour les Kremlinois en lien avec les professionnels de l'animation et du travail social du territoire - Favoriser l'autonomie des publics - Soutenir la parentalité - Favoriser le lien social	2024 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
- Centre social - CCAS - PIJ - Service jeunesse - Service séniors	- Départs en vacances de publics précaires - Enrichissement personnel et collectif des publics - Mixité sociale - Réduction des exclusions
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
- Association « Vacances Ouvertes » - CAF - AEF	- Nombre de familles accompagnées - Nombre d'acteurs mobilisés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 32 : Proposer des séjours pour les jeunes

Diagnostic initial	Public cible
De moins en moins de familles partent en vacances. Ce phénomène s'accentue particulièrement depuis la crise économique et financière de 2008 et la crise COVID de 2020. Les familles sont ainsi de plus en plus nombreuses à ne pas pouvoir s'inscrire aux séjours proposées par la ville. Le coût d'un séjour étant difficilement supportable pour une famille, les familles aux revenus modestes rencontrent énormément de difficultés pour faire partir leurs enfants en séjours. Ces mêmes coûts représentent également un frein pour les finances des collectivités qui doivent parfois faire face à des coupes budgétaires importantes dans les budgets de fonctionnement de services. Les séjours de jeunes sont par ailleurs un outil de renforcement du lien social et d'apprentissage de la vie en collectivité utile.	Jeunes de 10 à 17 ans Familles
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Permettre au plus grand nombre de bénéficier de séjours vacances en étoffant l'offre éducative. Proposer des séjours linguistiques, sportifs et culturels dans le cadre des « colos apprenantes ». Proposer des séjours adaptés aux familles et aux jeunes. Répondre aux dispositifs mis en place par les partenaires institutionnels (SDJES, CAF) afin de bénéficier de financements permettant l'accessibilité des séjours aux plus grand nombre. Développer la socialisation des enfants et renforcer la confiance entre les enfants et les animateurs et entre les parents et les animateurs. Favoriser l'ouverture des esprits avec la découverte d'autres milieu et de nouvelles personnes. Favoriser la prise d'autonomie en les incitants à co-construire leurs séjours	Une offre de séjours chaque année à partir de 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Services jeunesse, éducation, périscolaire Garage municipal	Développer l'offre éducative des séjours. Répondre aux différents dispositifs permettant l'octroi de subventions à destination des familles aux revenus modeste ou répondant aux QPV. Favoriser l'inclusion d'enfants porteurs de handicap sur les séjours.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
SDJES, CAF, IME, Département, Organisme de séjours (VVL …).	Nombre de jeunes ayant construit leur séjour Nombre de jeunes partis en séjours Nombre de séjours sur l'année scolaire Nombre de séjours ayant bénéficié de subventions Retour qualitatif des jeunes bénéficiaires

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 33 : Créer une épicerie solidaire

Diagnostic initial	Public cible
La loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, couramment appelée « loi EGalim », préconise le respect de la dignité des personnes, leur participation sans une perspective d'inclusion sociale. Ainsi, permettant de donner accès à une « alimentation sûre, diversifiée, de bonne qualité, en quantité suffisante aux personnes en situation de vulnérabilité économique », si le soutien aux épiceries solidaires est notamment préconisé, le développement des circuits courts est également présent dans la Loi. En décembre 2019, l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) a rendu un rapport intitulé « La lutte contre la précarité alimentaire. Évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique » témoignant du caractère multidimensionnel de la lutte contre la précarité alimentaire notamment par les enjeux : - social et économique : Selon les prévisions de l'INSEE pour l'année 2019, 9,1 millions de personnes vivraient au-dessous du seuil de pauvreté monétaire (14,5 % de la population vivraient avec moins de 1 094 € par mois), l'accès à l'alimentation est alors au cœur de la lutte contre les inégalités sociales. - sanitaire : la part de mortalité attribuable à l'alimentation est évaluée à 15 %, notamment par son influence sur certaines pathologies telles que le cancer ou sur des maladies métaboliques dites de surcharge (obésité, diabète de type 2) et cardio-vasculaires. Au niveau local, l'aide alimentaire constitue donc un des leviers permettant de lutter contre la pauvreté et la précarité alimentaire. 17 % de la population fiscale kremlinoise se situe sous le seuil de pauvreté. Deux associations (les Restos du cœur et l'Un et l'autre) sont implantées et permettent, sous condition d'éligibilité, un accès à une distribution alimentaire aux Kremlinois inscrits. Ces structures souffrent actuellement d'une demande croissante d'aide en alimentation, hygiène et produits bébés.	Kremlinois rencontrant des difficultés financières ponctuelles.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le CCAS assume également un effort important en termes d'aide alimentaire par l'octroi, sous conditions, de chèques d'accompagnement personnalisé aux Kremlinois qui en font la demande. Cependant, si pour la majorité des bénéficiaires le dispositif correspond aux attentes, il ne satisfait pas toujours aux exigences des situations individuelles. En parallèle, lorsque le contexte le permet, une CESF de l'action sociale du CCAS anime des ateliers pédagogiques et créateurs de lien social dans la cuisine pédagogique du centre social Germaine Tillion. Des bénéficiaires de l'aide alimentaire et autres Kremlinois s'y côtoient, pour autant qu'ils aient un projet d'insertion définis avec l'animateur. Compte tenu de ces éléments de contexte, et parce que la solidarité est un principe fondamental de la politique municipale au Kremlin-Bicêtre, une solution d'amélioration de l'aide alimentaire existante consiste en la création d'une épicerie solidaire.	
Objectifs opérationnels	Echéances de réalisation
Répondre aux demandes d'aide alimentaire et d'hygiène des personnes rencontrant ponctuellement des difficultés sociale et financière. Permettre aux clients bénéficiaires de réaliser un projet pré-établi avec eux. Lutter contre les inégalités. Proposer un lieu d'accueil, d'échanges et de lien social. Proposer des produits à tarifs modulés. Proposer notamment des produits issus des circuits courts et locaux. Optimiser l'articulation avec les acteurs de droit commun. Prévenir la rupture des droits et lutter contre le phénomène de non recours.	En 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Pilotage : service action sociale <u>Direction des services techniques</u> : comité technique, recherche de local adapté, prise en charge des travaux des locaux <u>Direction de la Cohésion Sociale</u> : comité technique	Permettre aux Kremlinois rencontrant des difficultés de bénéficier de produits de première nécessité Renforcer l'accompagnement social des Kremlinois

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Secours populaire français ANDES : aide à l'acquisition du matériel de fonctionnement, formations Partenaires sociaux : orientation des publics, animation thématique, participation à l'instance Associations Kremlinoises : animations thématiques, soutien à l'achalandage Commerces locaux : soutien à l'achalandage	Quantitative : nombre de Kremlinois fréquentant l'épicerie solidaire, nombre de projets individuels aboutis, nombre de participants aux actions collectives... Qualitative : retour des utilisateurs et des travailleurs sociaux, qualité des partenariats, achalandage et stock suffisant, complémentarité avec les autres dispositifs d'aide alimentaire...

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 34 : Promouvoir le sport pour tous

Diagnostic initial	Public cible
Le sport est un facteur d'émancipation pour les jeunes et les adultes. Ses bienfaits pour la santé du corps et de l'esprit sont essentiels à tous les âges de la vie. Selon le dernier Baromètre national des pratiques sportives 2022 de l'INJEP, la pratique sportive des Français augmente et se démocratise. En 2022, 60 % des Français de quinze ans et plus pratiquaient une activité physique et sportive (APS) régulière (en moyenne au moins une fois par semaine au cours des douze derniers mois), soit une hausse de 6 points par rapport à 2018. En termes géographiques, on note encore un taux de pratique sportive **en progression partout à l'exception de l'agglomération parisienne**, où l'on est passé de 69 % en 2018 à 67 % en 2022. Cela se traduit au Kremlin-Bicêtre par un taux de licenciés sportifs inférieurs à celui de villes voisines et très inférieur à la moyenne du Val-de-Marne : en 2019, le nombre de licenciés sportifs de la commune pour 100 habitants était de 12,3 contre 20,4 en moyenne dans le département (source : INJEP, 2019). Le nombre de licenciés est également en diminution pour toutes les classes d'âges (excepté les 15-19 ans) entre 2014 et 2019. La ville du Kremlin-Bicêtre souhaite donc mettre en place des actions permettant de promouvoir l'accès au sport pour tous les habitants de la commune, en favorisant la pratique sportive, l'inclusion et la diversification des activités sportives disponibles.	Tout public
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Faciliter l'accès à la pratique sportive pour tous les publics en veillant à l'égalité entre les femmes et les hommes : - Développer les cycles d'activités physiques et sportives dès le CP en partenariat avec les associations sportives de la ville - Développer les stages sportifs pendant les vacances pour les 8/12 ans en proposant de nouvelles activités - Proposer des activités sportives douces pour les séniors au sein du	2023 - 2027

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Club Lacroix, la structure de la Ville dédiée aux séniors - Rendre plus accessible financièrement la pratique sportive en développant la « bourse aux sports », une aide financière qui permet aux parents d'enfants de 4 à 17 ans de réduire le coût d'inscription aux clubs sportifs - Favoriser le handi'sport en intégrant ces pratiques dans le projet de Cité sportive (réhabilitation de deux équipements sportifs de la ville) - Augmenter les espaces dédiés à la pratique sportive avec la création d'un terrain supplémentaire au gymnase Ducasse dans le cadre du projet de Cité sportive - Poursuivre et mieux communiquer autour du dispositif « Sport en liberté » qui permet aux Kremlinois d'accéder librement le dimanche matin à deux structures sportives de la ville (stade et halle des sports)	
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Pilotage par le service des sports Contribution des services suivants : services scolaire, séniors, jeunesse	Augmentation du nombre de licenciés profitant du dispositif communal « Bourse aux sports » Augmentation du nombre de licenciés dans les clubs sportifs de la ville Augmentation de la fréquentation des équipements sportifs dans le cadre du dispositif « Sport en liberté » Augmentation du nombre de créneaux disponibles dans les équipements sportifs de la ville en lien avec le projet de Cité sportive
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
- Office Municipal des Sports du Kremlin-Bicêtre - Associations sportives de la ville - Etablissements scolaires de la ville - Grand Orly Seine Bièvre (gestionnaire de la piscine intercommunale du Kremlin-Bicêtre)	Licenciés sportifs pour 100 habitants Suivi du nombre de licenciés profitant du dispositif municipal « Bourse aux sports » Nombre de Kremlinois profitant du dispositif « sport en liberté » Taux de satisfaction des habitants concernant l'accès au sport. Diversification des sports proposés et des publics ciblés.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 35 : Développer les événements sportifs

Diagnostic initial	Public cible
Le sport est un facteur d'émancipation pour les jeunes et les adultes. Ses bienfaits pour la santé du corps et de l'esprit sont essentiels à tous les âges de la vie. Selon le dernier Baromètre national des pratiques sportives 2022 de l'INJEP, la pratique sportive des Français augmente et se démocratise. En 2022, 60% des Français de quinze ans et plus pratiquaient une activité physique et sportive (APS) régulière (en moyenne au moins une fois par semaine au cours des douze derniers mois), soit une hausse de 6 points par rapport à 2018. En termes géographiques, on note encore un taux de pratique sportive **en progression partout à l'exception de l'agglomération parisienne**, où l'on est passé de 69 % en 2018 à 67 % en 2022. Cela se traduit au Kremlin-Bicêtre par un taux de licenciés sportifs inférieurs à celui de villes voisines et très inférieur à la moyenne du Val-de-Marne : en 2019, le nombre de licenciés sportifs de la commune pour 100 habitants était de 12,3 contre 20,4 en moyenne dans le département (source : INJEP, 2019). Le nombre de licenciés est également en diminution pour toutes les classes d'âges (excepté les 15-19 ans) entre 2014 et 2019. La ville du Kremlin-Bicêtre met en place des actions permettant de promouvoir l'accès au sport pour tous les habitants de la commune, en favorisant la pratique sportive, l'inclusion et la diversification des activités sportives disponibles.	Tout public
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Promouvoir la pratique sportive grâce à des événements grands publics et rassembleurs : - Organisation avec l'OMS et les associations de la ville d'un événement sportif grand public pour soutenir la cause « Octobre	Olympiade culturelle : programmation sur l'année 2024 Cité sportive : évènement durant les travaux entre 2024 et 2026

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

rose ». - Développer l'offre de loisirs sportifs dans la programmation des Estivales kremlinoises (programmation gratuite de la ville en juillet et août) - Organiser des temps forts évènementiels autour du projet de Cité sportive (réhabilitation de deux équipements sportifs de la ville) - Proposition d'une programmation dans le cadre de l'Olympiade Culturelle mêlant sport et culture - Développer des activités sportives en plein-air à destination des Kremlinois, gratuites et sans inscriptions, notamment pendant la période estivale	Programmation loisirs sportifs pendant l'été : pluriannuel Evènement pour faire la promotion du sport et soutenir la cause « Octobre rose » : pluriannuel
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
• Pilotage par le service des sports • Contribution des services suivants : Direction de la démocratie locale, action culturelle, médiathèque l'Echo, services périscolaire, séniors, jeunesse	• Augmentation de la pratique sportive de loisirs • Promotion de l'offre sportive kremlinoise et donc augmentation du nombre de licenciés dans les clubs sportifs de la ville • Diffusion des valeurs du sport et de l'olympisme • Toucher de nouveaux publics
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
- Office municipal des sports du Kremlin-Bicêtre - Associations sportives de la ville - Etablissements scolaires de la ville - La CAF - Grand Orly Seine Bièvre (gestionnaire de la piscine intercommunal du Kremlin-Bicêtre)	Fréquentation et satisfaction des participants aux évènements organisés par la ville Suivi du nombre de licenciés dans les clubs sportifs de la ville

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 36 : Renforcer le rôle et les périmètres d'action du centre social en proposant en agissant hors les murs

Diagnostic initial	Public cible
Isolement des habitants et l'éloignement des lieux culturels, de loisirs Absence de vie de quartier Manque de communication entre voisin Manque d'information et de communication sur l'offre de service existante Augmentation de la précarité dépendance liée à l'âge	Adhérents du centre social Habitants de la ville du Kremlin- Bicêtre
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Proposer des temps conviviaux, ouverts à l'ensemble de la population au pied d'immeuble Faciliter les échanges et favoriser les liens intra et interfamiliaux Valoriser le travail des participants des activités du centre Renforcer la cohésion sociale, lien social et intergénérationnels Impliquer les habitants dans la vie de leur quartier Editer un « guide des solidarités » pour rendre plus visibles les actions et dispositifs accessibles aux Kremlinois	1 fois par mois en moyenne à compter de 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Centre social Germaine-Tillion En interne : bénévoles, salariés, réseau En externe : services de la ville selon thématique	Implication active des habitants Création d'espace de rencontre et intergénérationnel Amélioration de l'image du quartier Développement d'actions extérieures ponctuelles à portée sociale, informative et préventive Reconnaissance de l'action comme support de communication (par les habitants et par les porteurs)
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Fédération des Centres Sociaux Associations partenaires au projet social	- Nombre d'habitants et de partenaires impliqués/ type et degré d'implication - Nombre de sessions proposées - Nombre de personnes inscrites à des activités suite à l'action - Connaissance par les bénéficiaires des nouvelles activités - Echanges intergénérationnels et culturels - Contribution pour le cadre de vie

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 37 : Renforcer le rôle et les périmètres d'action du centre social en favorisant les sorties estivales

Diagnostic initial	Public cible
Faute de moyens financiers suffisants, il est parfois impossible pour de nombreuses familles de profiter de sorties et d'activités culturelles. L'inflation continue a accentué ce phénomène. La Ville, via notamment son centre social, souhaite favoriser l'insertion des familles les plus précaires par l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs.	Familles éloignées de l'offre culturelle, sportive et de loisirs
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- - Découvrir le patrimoine culturel, historique, artisanal et environnemental du territoire - Favoriser l'accès aux sorties culturelles, piscine et bord de mer pour les familles et les personne seules - Proposer des activités visant le développement culturel & sportif durant les périodes d'été, - Favoriser l'insertion par l'accès à la culture -Faciliter l'accès à l'offre et aux équipements culturels des publics éloignés - Permettre les échanges et la rencontre entre les habitants - Lutter contre l'isolement et l'exclusion	Programmation pluriannuelle pendant les vacances scolaire
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Centre social Service seniors Service jeunesse	Répondre aux besoins des familles Développer l'autonomie Augmenter la participation des usagers Développer les valeurs liées à l'entraide et la solidarité
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Association Culture du cœur CAF	- Nombre et diversité des sorties - Ressentis et satisfaction des participants et qualités des échanges - Nombre de participants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 38 : Développer un fonds de participation des habitants (FPH)

Diagnostic initial	Public cible
Les différents échanges avec les habitants dans le cadre du renouvellement du projet du centre social ont mis en exergue l'importance d'améliorer le lien social et la vie locale des quartiers en soutenant les initiatives collectives d'habitants. Aussi, afin de soutenir de manière souple ces initiatives d'habitants par le financement de micro- projets à l'échelle d'un quartier et ainsi améliorer le lien social et la vie locale, la Ville souhaite développer un fonds de participation habitants. Ce Fonds de Participation des Habitants permettrait de financer de façon souple et rapide des projets élaborés par des habitants ou des associations, qui ne pourraient pas voir le jour sans cette aide et qui ne pourraient trouver d'autres financements.	- Tout public désireux de développer des actions pour le quartier
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Mobiliser et impliquer les habitants dans la vie de leur quartier - Créer des moments de convivialité favorisant les liens intergénérationnels, la mixité des populations, la rencontre des autres - Développer l'initiative habitante - Développer des dynamiques collectives autour de la mise en place d'évènements ponctuels	2024 à 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
- Responsable de l'action : Centre social - Services mobilisés : services techniques	- Amélioration du lien social et de la vie des quartiers -Participation et valorisation de publics habituellement peu présents dans la vie locale - Echange sociaux et culturels - Amélioration de l'image du quartier pour ses habitants - Implication active des habitants
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
- Associations de la ville - Bailleurs	- Nombre et type d'initiatives développées pour la vie locale - Nombre de projets déposés - Nombre de projets Validés - Nombre d'habitants mobilisés et touchés sur les actions proposées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 39 : Renforcer l'accès au droit commun

Diagnostic initial	Public cible
Face à la complexité des procédures et du fonctionnement des administrations, les usagers sont parfois démunis ou découragés. Certains peuvent aller jusqu'à renoncer à faire valoir leurs droits, quand ce n'est pas l'absence d'information qui les maintient éloignés. Constatant que : •toute personne doit pouvoir bénéficier de l'ensemble des droits sociaux qui correspondent à sa situation sociale, familiale ou économique ; •85 % des démarches considérées comme essentielles à la vie quotidienne des Français peuvent désormais se faire complètement en ligne (Caisse de retraite, impôts, CAF, Pôle emploi…); •la numérisation constitue un gain en temps, notamment en déplacement, et permet d'éviter les contraintes horaires des guichets ou les envois de pièces justificatives. Cependant, comme 35 % des Français, certains Kremlinois éprouvent au moins une forme de difficulté qui les empêche d'utiliser pleinement les outils numériques et internet : - équipés et ayant les compétences pour recourir aux services numériques ils ne les utilisent pas toujours de manière optimale (18 % de la population française); - d'autres Kremlinois sont totalement exclus : - outil d'écrit pour lequel l'illettrisme ou l'analphabétisme sont des freins évidents - mauvaise compréhension d'une démarche, échec d'une demande - outil d'écrit pour lequel l'illettrisme ou l'analphabétisme sont des freins évidents - mauvaise compréhension d'une démarche, échec d'une demande	Tout public

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Force est donc de constater que pour un certain nombre de personnes plus éloignés de l'administration et des nouvelles technologies, la fracture est réelle et l'outil numérique constitue un énième facteur d'exclusion. Par ailleurs, le bilan 2022 du CCAS indique que les agents d'accueil et d'instruction ont accompagné 51 utilisateurs dans leurs démarches de consultations de compte et des impressions d'attestation via la borne Point numérique CAF. Enfin, depuis la crise sanitaire de 2020, l'augmentation de la dématérialisation entraine un recours conséquent aux travailleurs sociaux et écrivains publics, dépassant, ou ne pouvant alors entrer dans le cadre de leurs missions. La charge de ce travail socio administratif incombe plus particulièrement au pôle accueil et instruction de l'Actions sociale du CCAS.	
Objectifs opérationnels	Echéances de réalisation
1/ Mise à disposition de postes informatiques et d'une imprimante multifonction au CCAS pour effectuer des démarches administratives. Accueil sans rendez-vous pour l'accès libre aux heures d'ouvertures du service Actions sociales ; ou sur rendez-vous avec un agent du pôle accueil et instruction. Selon la situation, ce service permet aux utilisateurs de : -s'informer (rechercher un droit, une prestation, un organisme) - simuler ses droits (simulateurs des organismes en ligne) - télécharger et imprimer des formulaires (cerfa…) - réaliser directement ses démarches (comptes en ligne) L'accompagnement à l'utilisation pour les publics moins à l'aise avec l'outil, permet à chacun d'avoir un soutien aux démarches administratives (CAF, CPAM, Caisse de retraites, DALO, Complémentaire Santé Solidaire …), de créer une adresse mail et un espace personnel, d'imprimer et scanner des documents… Protection des données : - Les paramètres du navigateur seront réglés afin d'éviter la saisie automatique des données (pour ne pas enregistrer les données	2023 - 2027

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

personnelles des différents utilisateurs). - L'animateur de l'espace effacera l'historique de navigation après chaque utilisation. **2/ Permanences partenariales.** Face à l'éloignement des services institutionnels, le service se place comme relais permettant aux Kremlinois de rencontrer notamment les travailleurs sociaux de la CAF. Ces permanences offre la possibilité d'un service de proximité. **3/ Déploiement du service Actions sociales du CCAS en dehors de ses murs.** Aller au-devant des habitants pour détecter des situations de non recours. Améliorer l'information en direction des publics sur des lieux ciblés (Hôtel de ville, service Séniors, Médiathèque…) et lors d'activités partenariales (Estivales Kremlinoises, ...)	
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Pilotage : service action sociale Service communication : identification du point d'accès aux droits et communication (plaquette, kakemono) Service informatique : achat et maintenance du matériel ; paramétrage des données Médiathèque et centre social : travail transversal avec la conseillère numérique et le médiateur numérique	Améliorer l'information et l'accessibilité des services rendus aux publics en s'engageant dans l'accès à l'E-administration et numérique S'adapter aux besoins des Kremlinois et proposer de nouveaux services Lutter contre le non-recours Permettre l'autonomie des usagers Prendre en compte les situations individuelles dans leur globalité, Faciliter le parcours des Kremlinois dans l'accès aux droits communs Assurer une médiation entre les usagers et les administrations / organismes Former les Kremlinois aux démarches administratives
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Caisse d'allocations familiales : point numérique CAF, permanences des travailleurs sociaux	Quantitative : nombre de Kremlinois fréquentant le point d'accès aux droits en autonomie, accompagnés ; nombre de droits ouverts ; nombre de personnes orientées par les partenaires ; nombre de Kremlinois revenant pour une autre démarche; répartition de la fréquentation Qualitative : retour des Kremlinois ; retour des partenaires ; satisfaction et réponse aux attentes des usagers.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 6 : Accompagner et développer l'habitat et le cadre de vie

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 40 : Accompagner les résidents dans le cadre du projet ANRU, cité Schuman

Diagnostic initial	Public cible
Par décret du 30 décembre 2014, relatif à la nouvelle géographie prioritaire, deux quartiers du Kremlin-Bicêtre ont été classés quartiers prioritaires de la politique de la ville : la cité « Bergonié », au cœur de l'IRIS « Closeaux-Martinets » et la cité « Schuman », IRIS des « Barnufles ». Situé sur les communes de Gentilly et du Kremlin-Bicêtre, le secteur « Péri/Schuman/Bergonié » compte environ 2200 habitants et se caractérise par un certain isolement et éloignement des centralités communales et une forte dégradation du bâti. Les éléments de diagnostic social concernant le quartier pointent un « décrochage » comparativement aux dynamiques communales et/ou communautaire avec une paupérisation croissante des habitants qui cumulent des difficultés économiques et sociales. Au sein de ce périmètre, la « cité Schuman » constitue le cœur du projet de rénovation inscrit dans le programme d'intérêt régional du Programme National pour le Renouvellement Urbain. Construite en 1957 dans le cadre du programme de logements « Million », la résidence regroupe 120 logements répartis en deux bâtiments et présente aujourd'hui, malgré les deux réhabilitations (1999, 2014/2015) un état vétuste très avancé, comme l'atteste un audit mené fin 2014 qui juge son déclin irrémédiable, réhabilitations qui n'ont pas permis de répondre à l'objectif d'amélioration du confort des logements. Le profil des locataires se distingue également par une surreprésentation de personnes vieillissantes – 55 % des résidents ont plus de 60 ans, et seuls 8 % ont moins de 30 ans. Généralement arrivés en famille dans les années 1960, ces ménages ouvriers faiblement qualifiés ont connu une importante baisse de leurs ressources lors d'une période de chômage et/ou du passage à la retraite. Ce phénomène explique, pour partie, le faible taux de rotation à l'intérieur de la cité Schumann. L'enjeu dans le cadre de l'accompagnement dans ce projet de renouvellement urbain étant de reloger l'ensemble des locataires dans des logements qui correspondent à leurs besoins/souhaits.	Locataires du parc social de la « cité » Schuman

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Objectifs opérationnels	Echéances de réalisation
- Concertation avec les habitants - Réalisation d'enquête sociale - Elaboration d'un protocole et d'une charte de relogement - Mise en place d'une MOUS - Construction d'un partenariat avec les intervenants de l'action sociale pour accompagner des personnes ayant des difficultés qu'elles soient sociales, économiques ou comportementales -	2023 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Service habitat Direction des solidarités et de la santé	Accompagner les locataires de Schuman dans le cadre du PRIR - Améliorer l'accompagnement des ménages dans leur projet de recherche d'un nouveau lieu de vie - Mobiliser l'offre de logements ou d'hébergements adaptés à leur situation - Favoriser les parcours ascendants de relogement
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
DRIHL Bailleurs sociaux présents au Kremlin-Bicêtre et sur le bassin territorial Etablissement public Grand-Orly Seine Bièvre	- Nombre de démarches de concertation avec les locataires - Nombre d'actions mise en œuvre par la MOUS - Résultats de l'enquête sociale - Nombre d'accompagnements effectués - Qualité de l'accompagnement mis en œuvre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 41 : Accompagner le développement des jardins collectifs, promenade Jean Moulin

Diagnostic initial	Public cible
Afin de répondre à différentes attentes et enjeux exprimés par les habitants en termes d'aménagement durable du territoire, de lien social par le développement d'activités collectives dont les bienfaits sur la santé physique et la santé mentale seraient établis, la collectivité a accompagné le développement de différents jardins familiaux sur son territoire. Aujourd'hui en partie délaissés, il est souhaitable de repenser un projet collectif autour de ces parcelles, dans un souci d'écologie populaire, qui accorde une place importante à l'agriculture urbaine.	Public intergénérationnel - Habitants de la ville - Enfants
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Renforcer le lien social et l'initiative habitante - Favoriser les rencontres entre les habitants et la convivialité - Favoriser l'émancipation - Contribuer à la biodiversité en milieu urbain	2024 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
- Centre social - Service jeunesse - Direction des services techniques : espaces verts, propreté urbaine, régie bâtiments, etc…	- Développement d'échanges et de savoirs-faire - Education à l'environnement et la biodiversité - Amélioration du cadre de vie et de la vie du quartier - Education des publics jeunes aux alimentations saines - Favoriser les rencontres entre les habitants
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
- Association « la Ruche » - Association les petits débrouillards - Bailleurs sociaux	Nombre de personnes mobilisés - Nombre de parcelles cultivées - Temps d'échanges organisés - Temps de sensibilisation proposées

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 42 : Développer un lieu ressource (recyclerie, tiers-lieu, etc.)

Diagnostic initial	Public cible
Afin de favoriser l'émergence de comportements éco-citoyens, améliorer la qualité de vie sur son territoire et fédérer les acteurs du territoire autour d'une action sociale et environnementale concertée, la Ville souhaite élaborer une réponse innovante et efficace aux objectifs des politiques publiques dans le domaine de la prévention des déchets à travers la création d'une ressourcerie.	- Habitants de la ville
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Développement d'un lieu de collecte de réemploi et de revente d'objets usagers ou d'occasion -Sensibiliser les citoyens à la protection de l'environnement, au recyclage et à l'économie circulaire - Créer du lien social et insuffler une dynamique positive dans la ville - Préserver les ressources et les milieux naturels, faire évoluer les comportements vers l'éco-citoyenneté active ; - Agir pour le développement durable dans l'esprit d'une économie solidaire	2025 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
- Direction de la cohésion sociale - Direction des services techniques - Direction de l'émancipation	- Tri et réduction des déchets - Valorisation du réemploi et de la réutilisation - Permettre aux familles précaires de s'équiper - Développement de comportements « eco-responsables » - Promotion de comportements permettant de protéger l'environnement et la diminution de la production des déchets et la consommation d'énergie. - Valorisation de l'ensemble du gisement des déchets encombrants issus des ménages et des collectivités
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Centre social – CCAS – AEF– Mission Locale – Association du territoire EPT – Bailleurs sociaux	- Nombre d'ateliers de sensibilisation et d'information sur la réparation, le tri ou encore la réduction des déchets - Fréquentation et nombre de public touché - Nombre de partenaires et d'acteurs mobilisés sur le projet

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 43 : Créer une conférence locale inter-bailleurs

Diagnostic initial	Public cible
Dans le cadre des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), l'établissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre mène une réflexion pour mettre en place une instance inter-bailleurs sociaux qui sera chargée de traiter exclusivement des relogements issus des projets de renouvellement urbain (NPNRU) présents à l'échelle territoriale, en réunissant des bailleurs démolisseurs et non démolisseurs. L'objectif attendu de cette nouvelle instance intercommunale, obligatoire au regard du corpus législatif, notamment la loi ELAN, vise à trouver des solutions de relogement pour des situations complexes, en favorisant un parcours résidentiel positif avec la mise à disposition de logements de qualité. A l'échelle territoriale, on dénombre plusieurs projets de renouvellement urbain. Dans ce contexte, la ville du Kremlin-Bicêtre est partie prenante à ces réflexions au regard du projet de PRIR Schuman qui conduira au relogement de 120 familles kremlinoises. Elle l'est d'autant mobilisée, dans la perspective de reprise du patrimoine du parc social ex-KBH qui a été transféré à l'OPH intercommunal, VALDEVY, et de son transfert à Kremlin-Bicêtre Habitat Coopérative HLM à compter du 1er janvier 2024. Pour répondre à cet enjeu local fort aux multiples dynamiques à mobiliser et à croiser, la Ville souhaite se doter de sa propre instance à l'échelon municipal en mettant en place une Conférence Locale Inter- bailleurs (CLI). L'anticipation d'une démarche de la réunion des principaux bailleurs sociaux présents sur la ville, en vue de créer une dynamique réelle pour garantir un relogement de qualité des locataires de Schuman, a été saluée en COTECH par les services de la DRIHL : il s'agit d'un élément saillant à intégrer dans le projet de gestion ANRU lié au quartier prioritaire de la politique de la ville.	Bailleurs sociaux de la Ville Acteurs institutionnels du logement Services de l'Etat *In fine* : locataires du parc social

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Cette démarche constitue également une opportunité à saisir pour enclencher une dynamique plus large d'échanges et de modalités de travail partenarial entre tous les acteurs, notamment pour accompagner le développement social des locataires du parc social de la Ville, qui représente 38 % des logements kremlinois. En d'autres termes, **la CLI constitue une réponse coordonnée à des enjeux de gestion locale de proximité.**	
Objectifs opérationnels	Echéances de réalisation
- Créer une instance partenariale rassemblant les bailleurs sociaux présents sur le territoire communal - Favoriser les échanges entre les bailleurs sociaux, les services municipaux et les partenaires institutionnels - Renforcer l'accompagnement des locataires : lien social, accès aux droits, loisirs, etc. - Agir de façon partenariale et coordonnée dans le cadre du PRIR Schuman - Permettre le pilotage de la coordination des inter-acteurs au sein du parc social de la Ville - Assurer l'animation et le suivi d'actions de proximité permettant de répondre aux besoins spécifiques des quartiers	Installation de la CIL en 2024
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Service habitat (pilote) Direction de la cohésion sociale Direction des solidarités et de la santé	- Améliorer l'accompagnement des locataires - Favoriser la vie sociale dans les ensembles locatifs sociaux - Accompagner les locataires de Schuman dans le cadre du PRIR
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
CAF DRIHL Bailleurs sociaux présents au Kremlin-Bicêtre	- Nombre de réunions - Nombre d'actions mise en œuvre par la CIL - Qualité de l'accompagnement mis en œuvre

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 44 : Créer une régie de quartier

Diagnostic initial	Public cible
La Régie de Quartier se fixe pour objectif de favoriser l'implication des habitants dans l'amélioration de leur cadre de vie. Elle a vocation à développer des activités économiques et sociales afin de mettre en place des services de proximité qui répondent aux besoins des habitants et des partenaires publics, par l'insertion professionnelle et de participer à la dynamique de développement local. La régie de quartier est née à Roubaix, par et autour des habitants. Ces derniers ont voulu participer à la réflexion collective, en s'appuyant sur leur légitimité en tant qu'habitants, mais sans être seuls. Il s'agit dès lors pour eux de reprendre la main sur la manière dont est géré le quartier. L'enjeu est donc celui de la cogestion entre habitants, élus et techniciens. Depuis le début de l'année 2023, un groupe projet rassemblant de nombreux partenaires institutionnels et locaux se réunit pour définir le modèle de la régie de quartier du Kremlin-Bicêtre, avec l'objectif qu'elle voie le jour en 2024. La régie de quartier a trois finalités : • Economique : elle repose d'abord sur un modèle économique solide qui assure ses capacités d'actions ; • Sociale : elle dépend des enjeux locaux et joue le rôle d'une éponge locale, capable de s'adapter aux spécificités du territoire où elle agit ; • Politique : la régie de quartier favorise la participation des habitants à la vie de la cité.	Habitants du QPV Schuman-Péri-Bergonié
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Créer des emplois qui favorisent l'insertion des personnes en difficultés - Mettre en place une structure qui participe au lien social à l'intérieur du QPV - Favoriser une dynamique locale autour de l'emploi et de la citoyenneté	Lancement de la régie de quartier en 2024

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Direction de la cohésion sociale	Contribuer au retour à l'emploi de publics précaires - Renforcer la participation des habitants à la vie de leur quartier et de leur ville
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
Le Mouvement des régies Bailleurs sociaux présents au Kremlin-Bicêtre Tissu associatif intervenant au sein du QPV EPT grand-Orly-Seine-Bièvre	Modèle économique de la régie de quartier - Nombre d'emplois créés - A moyen terme : activités de lien social mises en place par la régie de quartier

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Axe 7 : Mettre en place une animation du réseau

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 45 : Créer un observatoire permanent des besoins sociaux

Diagnostic initial	Public cible
Document cadre, la Convention territoriale globale fixe le cadre d'action pluri-annuel du partenariat entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et la CAF. Alimentée par un diagnostic réalisé au printemps 2023, la CTG a aussi vocation à être un cadre qui évolue en fonction des besoins des Kremlinois. A ce titre, l'Analyse des besoins sociaux conduite par la Ville en 2023 sera un support utile pour mieux répondre encore aux constats et préconisations qui seront formulés. Un observatoire permanent des besoins sociaux, sous la forme d'un COPIL des acteurs institutionnels concernés, permettrait d'assurer une veille utile pour les Kremlinois. Il serait à ce titre l'instance la mieux placée pour évaluer la CTG (cf. fiche-action 47).	Acteurs de la mise en œuvre de la CTG : ✓ Ville du Kremlin-Bicêtre et ses services ✓ CAF ✓ Partenaires sollicités ✓ Services de l'Etat
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
- Assurer une veille constante des besoins des Kremlinois et des réponses apportées par les services publics - Inscrire cet objectif dans la fiche de poste du chargé de mission CTG cofinancé par la CAF - S'assurer de la bonne coordination des différents contrats pluri-annuels dans lesquels s'inscrit la Ville - Veiller à la bonne articulation des objectifs mis en œuvre par chacun : fiches action du CLSPD, fiches action du PEDT, Contrat local de santé, Comité local de santé mental, etc.	2023 - 2027
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction générale adjointe des services à la population et l'ensemble de ses services Pilotage : chargé de mission CTG dans le cadre du cofinancement CAF	Capacité à adapter les réponses apportées aux besoins des Kremlinois Faire vivre un réseau autour de l'action sociale municipale, en lien avec les acteurs institutionnels et les partenaires
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
CAF Partenaires ponctuels afin de bénéficier de leurs retours d'expérience	Mise en œuvre des préconisations de l'ABS et des fiche-action de la CTG Nombre de réunion et participation des acteurs sollicités

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 46 : Évaluer régulièrement la CTG et sa mise en œuvre

Diagnostic initial	Public cible
Document cadre, la Convention territoriale globale fixe le cadre d'action pluri-annuel du partenariat entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et la CAF. Il nécessite à ce titre de pouvoir être évalué de façon régulière afin de mesurer les impacts de la mise en œuvre des fiche action arrêtées conjointement entre la CAF et la Ville du Kremlin-Bicêtre. La Ville du Kremlin-Bicêtre dispose par ailleurs de plusieurs instances et documents cadres qui fixent les partenariats qu'elle noue, notamment avec les services de l'Etat. Ces instances et documents cadres supposent d'être coordonnées entre eux, soit parce que des objectifs similaires peuvent s'en dégager, soit parce qu'ils ont vocation à accompagner des publics bénéficiant de plusieurs dispositifs municipaux.	Acteurs de la mise en œuvre de la CTG : Ville du Kremlin-Bicêtre et ses services CAF Partenaires sollicités Services de l'Etat
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Mesurer l'impact des actions conduites dans le cadre de la CTG dans le cadre d'un « comité de suivi » interne à la Ville Evaluer conjointement le financement apporté par la CAF Préparer le bilan de la CTG en vue de son renouvellement Inscrire cet objectif dans la fiche de poste du chargé de mission CTG cofinancé par la CAF S'assurer de la bonne coordination des différents contrats pluri-annuels dans lesquels s'inscrit la Ville Veiller à la bonne articulation des objectifs mis en œuvre par chacun : fiches action du CLSPD, fiches action du PEDT, Contrat local de santé, Comité local de santé mental, etc.	2023 – 2027 Dispositif tout au long de la CTG, avec l'objectif d'un bilan à l'échéance de la CTG
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction générale adjointe des services à la population et l'ensemble de ses services Pilotage : chargé de mission CTG dans le cadre du cofinancement CAF	Le but de cette évaluation est de mesurer la pertinence des actions conduites dans le cadre de la CTG et leur bonne articulation avec d'autres actions conduites par la Ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
CAF Partenaires ponctuels afin de bénéficier de leurs retours d'expérience	Nombre de fiches action mises en œuvre Pertinence des critères d'évaluation des fiches action Points éventuels de blocage ou de retard Nombre de réunion du comité de suivi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Action 47 : Développer la communication autour des actions entreprises

Diagnostic initial	Public cible
L'accompagnement permis par la CTG, dans le cadre du partenariat entre la Ville et la CAF, suppose une bonne connaissance de la part des Kremlinois des dispositifs proposés et de « l'offre de services ». Pour ce faire, une communication régulière et large est donc nécessaire. Elle permet également de rendre compte de façon publique des actions engagées.	Tout public. Publics cibles en fonction des actions : jeunes, parents, habitants de QPV, etc.
Objectifs opérationnels	**Echéances de réalisation**
Faire connaître les actions entreprises et financées par la CTG Editer un « guide des solidarités » qui regroupe l'ensemble des dispositifs auxquels peuvent prétendre les Kremlinois	Dispositif tout au long de la CTG
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Direction générale adjointe des services à la population et l'ensemble de ses services Direction de la démocratie locale (pilote)	Réduction du taux de non-recours aux aides grâce à une meilleure connaissance des dispositifs existants Rendre compte des actions entreprises dans un souci de transparence
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
CAF Acteurs locaux de la mise en œuvre de la CTG	Edition d'un guide des solidarités Nombre de campagnes et de supports édités

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 4 : Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la caf et de la commune.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la caf et la commune

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 5 : Evaluation

La démarche d'évaluation a pour vocation de mettre en lumière la plus-value de la convention territoriale globale (ctg), outil des politiques sociales familiales. Elle vise à mesurer les impacts de la ctg sur les pratiques des acteurs, en repérant les changements occasionnés avec l'intervention publique sur le territoire. L'évaluation a la finalité d'aider à la décision, d'encourager la convergence des points de vue par une mobilisation des acteurs et d'utiliser au mieux les ressources engagée.

Evaluer c'est se poser la question suivante : dans quelle mesure la ctg permet-elle d'interroger les dispositifs segmentés et de faire émerger de nouvelles réponses ?

Méthodologie proposée

- Mise en place d'une instance d'évaluation (caf /commune)
- Elaboration des outils d'évaluation (indicateurs, critères)
- Mise en œuvre et suivi des résultats

En fin de convention une analyse accompagnée de conclusions et de préconisations seront réalisées quant à la plus-value de la ctg avec restitution des résultats.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 6 : Coordonnateur de la convention territoriale globale

Préambule :

Le coordonnateur devra être capable d'utiliser un ensemble de technique et de savoir-faire qui permettront l'élaboration du diagnostic, la mise en œuvre, la coordination et l'évaluation de la Ctg.

Domaines d'activités :

- Expertise sur le champ de l'action sociale (enfance, loisirs, logement/habitat, vie locale…).
- Développement d'une dynamique partenariale.
- Elaboration et mise en place de dispositifs spécifiques.
- Mise en place et suivi d'une coordination transversale en interne et en externe.

Principales missions du coordonnateur	Technicité
Promeut et participe à la définition d'objectifs et à la stratégie de la mise en place d'une politique globale d'action sociale.	- Etre en capacité de rédiger des supports, projets, évaluations, … - Analyser l'existant, recenser les besoins et conduire des enquêtes, en liaison avec un bureau d'étude ou le service communal concerné. - Savoir gérer et coordonner une équipe de travail. - Savoir relayer l'information entre les différents partenaires.
Met en œuvre, avec le concours de l'ensemble des signataires ou partenaires, les orientations ou actions de la Ctg.	- Savoir définir un plan d'action et un schéma de développement. - Favoriser la création de réseaux d'informations et le regroupement des partenaires. - Savoir mobiliser et maintenir la motivation des équipes et savoir donner un feed-back positif ou négatif. - Elaborer, en liaison avec le responsable adjoint d'antenne/Caf, les supports de communication, les réunions de suivi, d'évaluation et de bilan.
Participe à la gestion des actions mises en place dans le cadre de la CTG, assure leur évaluation et diffuse les bilans aux partenaires.	- Animer et coordonner les équipes de travail. - Analyser le rapport d'activité des différents signataires et participer aux suivis de projet (comité technique et comité de pilotage). - Connaître les éléments de l'analyse financière et comptable. - Connaître les méthodes d'évaluation quantitative et qualitative.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-134-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-135

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Petite-enfance – Approbation de la convention avec l'association Les Petits Cailloux, gestionnaire de la crèche parentale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-135-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Catherine FOURCADE expose au conseil :

L'association Les Petits Cailloux gère la crèche parentale sise 40 avenue Charles Gide. La crèche accueille des enfants de 3 mois à 4 ans. L'association emploie 5 agents, dont une responsable éducatrice de jeunes enfants. Dans le modèle « crèche parentale », les parents gèrent l'association et consacre une partie de leur temps personnel à la gestion de la crèche.

La crèche parentale participe de la diversité des modes de garde des plus jeunes kremlinois, à côté des structures gérées par la Ville (crèche F. Dolto, haltes garderies M. Brès et M.-C. Vaillant-Couturier, crèche familiale Saint-Exupéry), celles gérées par le conseil départemental, par l'APHP pour son personnel et les opérateurs privés (crèches privées et assistantes maternelles). La relation entre la Ville et l'association Les Petits Cailloux est régie par une convention, dont le terme est fixé au 31 décembre 2023.

Deux rencontres avec les responsables de la crèche parentale ont eu lieu afin de confirmer le soutien de la Ville à travers la co-rédaction d'une nouvelle convention, pour 3 années (2024-2026).

Les grands principes de l'engagement de la Ville dans la nouvelle convention sont les suivants :

- la Ville s'engage à verser chaque année de la convention une subvention de 65 000€,
- la Ville s'engage à mettre à disposition de la crèche des locaux,
- la Ville prend à sa charge l'entretien des espaces verts extérieurs et l'entretien de la structure de jeux, le sol souple et les clôtures.

En contrepartie, l'association Les Petits Cailloux s'engage :

- à l'accueil d'enfants kremlinois exclusivement,
- à la présentation chaque année des résultats financiers et du bilan d'activités,
- au respect des dispositions législatives, réglementaires et contractuelles (notamment avec la CAF) réglementant les structures d'accueil Petite Enfance.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la nouvelle convention établie entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'association Les Petits Cailloux, gestionnaire de la crèche parentale du même nom, pour la durée du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Catherine FOURCADE,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le projet de convention annexé au présent rapport,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (Mme GESTIN, Mme THIAM, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme COURDY, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 D'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer la convention avec l'association Les Petits Cailloux, telle qu'annexée au présent rapport.

Article 2 Les crédits sont inscrits au budget communal.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-135-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Convention d'objectifs et de partenariat entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'association « Les Petits Cailloux »

Entre

La Ville du Kremlin-Bicêtre, représentée par son maire, Monsieur Jean-Luc LAURENT, et désignée sous le terme de « Collectivité » d'une part,

Et

L'Association « Les Petits Cailloux », régie par la loi de 1901, représentée par son Président, Monsieur Adam BRUNEAU, désignée sous le terme l' « Association », d'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

La « Collectivité » définit une politique Petite Enfance en matière d'accueil.

Dans ce cadre, elle met à disposition de l' « Association » des locaux adaptés à l'accueil des enfants de trois mois à quatre ans et apporte, entre autre, une aide sous forme de subvention. En contrepartie de cette aide, l' « Association », gestionnaire de la crèche parentale, s'engage à poursuivre et à réaliser les objectifs négociés avec la « Collectivité ».

Il est donc convenu ce qui suit :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Dispositions générales

Considérant que l' « Association » participe à l'accueil des enfants de moins de quatre ans et permet une diversification de l'offre sur la commune, la « Collectivité » décide d'encourager ce mode d'accueil en élaborant une convention dans laquelle sont précisés les engagements réciproques des parties.

Article 2 : Durée et reconduction de la convention

La présente convention est souscrite du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Article 3 : Avenant

Toute modification des conditions aux modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant qui précise les éléments modifiés de la convention, sans que celui-ci ne remettre en cause les objectifs généraux.

Article 4 : Evaluation

Chaque année d'exécution de la présente convention donne lieu à une évaluation par les deux parties signataires, du degré de réalisation fixé à l'article 8. A ce titre, sont notamment communiqués : le rapport d'activité, le nombre d'enfants inscrits, le taux d'occupation annuel et le nombre d'heures réelles et facturées, le tout certifié conforme par le président de l' « Association ». Cette évaluation détermine les conditions d'engagement des deux parties pour l'année suivante.

Article 5 : Sanctions

En cas de non-exécution, de dépassement du délai prévu à l'article 19 pour la production des pièces comptables, ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la « Collectivité » des conditions d'exécution de la convention par l' « Association », la « Collectivité » peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-135-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 6 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 7 : Assurances

L' « Association » souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et les cotisations de ces assurances sans que la « Collectivité » puisse être mise en cause.

TITRE II / OBJECTIFS

Article 8 : les objectifs

L' « Association » gère depuis plusieurs années la crèche parentale qui permet de répondre à un certain nombre de demandes d'accueil sur la ville. La « Collectivité », pour sa part, consciente du service rendu à la population, souhaite encourager cette action en déterminant des objectifs dont la réalisation est évaluée en fin de chaque exercice :

- **A.** Veiller à l'épanouissement et au bien-être des enfants qui sont confiés ;
- **B.** Embaucher du personnel qualifié conformément à la réglementation en vigueur ;
- **C.** Etre attentif à ce que les familles inscrites en crèche parentale soient représentatives de la diversité de la population de la ville tout en adhérant aux principes fondamentaux de toute crèche parentale, à savoir : investissement personnel, disponibilité en temps et adhésion au projet pédagogique de la structure ;
- **D.** Participer aux manifestations organisées par la ville et en particulier à la fête de la ville.

TITRE III / ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE

Article 9 : Apporter une aide financière

Pendant les 3 années de la convention, la « Collectivité » s'engage à verser chaque année 65 000 € à l'« Association ». La subvention est créditée au compte de l' « Association » selon les procédures comptables en vigueur au début de chaque trimestre. Le comptable assignataire est la trésorerie d'Ivry-sur-Seine.

Le versement est lié à l'agrément du Service Départemental de Protection Maternelle et Infantile (PMI). En cas de retrait de cet agrément, la « Collectivité » suspendra toute aide de quelque nature que ce soit.

Article 10 : Concertation

Cette convention a pour fondement le développement d'une collaboration entre la « Collectivité » et l' « Association ». A cet effet, une réunion a lieu chaque année à l'initiative de la « Collectivité » ; d'autres réunions peuvent être organisées à l'initiative de l'une et l'autre des parties selon les besoins.

Article 11 : Locaux et espaces extérieurs

La « Collectivité » met à disposition de l' « Association » des locaux. Le loyer est pris en charge en totalité par la « Collectivité ».

La « Collectivité » s'engage à fournir à l' « Association » des locaux adaptés permettant le bon fonctionnement de la crèche et le maintien de l'agrément accordé par la PMI, et à effectuer les travaux nécessaires à l'entretien ou la mise en conformité des locaux. La « Collectivité » s'engage également à entretenir les plantations et les pelouses de l'espace extérieur mis à la disposition de la crèche parentale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-135-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

A ce titre, la Collectivité effectue les opérations suivantes :
- tonte de la pelouse de mars à octobre 1 à 2 fois par mois selon la météo,
- taille de la haie de charmille en mars et septembre soit 2 fois par an,
- remontage des cotonéasters, arbustes en talus, 2 fois par an,
- remontage des couronnes et suppressions des rejets des acacias boule et taille une fois par an,
- évacuation au fur et à mesure, des déchets produits par ces opérations d'entretien des espaces verts.

Ces interventions se déroulent les jours ouvrés, le matin entre 8 heures et midi pour respecter le rythme de vie des enfants.

L'entretien des jeux pour enfants, des revêtements des sols amortissant et des clôtures est géré par le service Patrimoine et Bâtiments de la « Collectivité ».

TITRE IV : INSCRIPTION ET ADMISSION DES ENFANTS

Article 12 : Inscriptions des enfants

L' « Association » veille à ce que le nombre d'enfants inscrits corresponde à l'agrément délivré par le service Départemental de Protection Maternelle et Infantile.

La crèche parentale accueille exclusivement des familles domiciliées sur la commune du Kremlin-Bicêtre, tout en veillant à l'équilibre du groupe : harmonisation des âges et du sexe des enfants. En cas de nécessité, l'accueil d'une famille hors commune est possible après concertation avec la « Collectivité ».

L' « Association » se réserve la décision finale quant à l'entrée d'une famille dans la structure, même si celle-ci est pressentie par la « Collectivité ».

Article 13 : Situations exceptionnelles

L' « Association » s'engage à œuvrer dans une optique de pérennité et de respect des textes de loi qui régissent le fonctionnement de ce type de structure.

Cependant, en cas de :

- fermeture temporaire prolongée de la crèche (pour des raisons sanitaires, réglementaire…),

- fermeture définitive de la crèche (pour des raisons principalement financière),

la « Collectivité » s'engage à examiner prioritairement les demandes d'accueil des enfants touchés par cette fermeture au fur et à mesure de la disponibilité de places dans ses propres structures, en tenant compte des autres demandes de familles kremlinoises.

TITRE V : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 14 : Cadre réglementaire

L' « Association » s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires pour les structures de la Petite Enfance, ainsi que les lois et règlement relatifs aux relations employeurs/employés. L' « Association » informe la « Collectivité » en cas de difficultés majeures dans l'application desdites dispositions.

Article 15 : Respect des objectifs

Par la présente convention, l' « Association » dans le cadre des accords passés avec la « Collectivité », s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour atteindre les objectifs définis à l'article 8.

Article 16 : Dispositions contractuelles avec la Caisse d'Allocations Familiale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-135-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L' « Association » s'engage à mettre en œuvre les dispositions contractuelles de la CAF et à répondre aux obligations de la prestation de service unique et de la convention territoriale de gestion.

Article 17 : Participation des parents

Le temps de participation des parents à l'accueil des enfants doit être stipulé dans le règlement intérieur de la crèche parentale.

Article 18 : Communication

Lors de manifestations exceptionnelles et sur l'ensemble des documents informatifs ou promotionnels l' « Association » s'engage à mentionner la participation de la « Collectivité ». Cette clause ne constitue pas une obligation au sens de l'article 5 de la présente convention.

Article 19 : Obligations comptables

L'association fournit chaque année, au plus tard le 1er juillet :

- le bilan comptable de l'année précédente, certifié conforme par le comptable,
- l'état nominatif des personnes salariées ou qui sont sur un dispositif de qualification,
- le bilan d'activité comprenant les statistiques de fréquentation (taux de remplissage) et la liste des familles inscrites dans l'établissement,
- le compte de résultats accompagné d'un budget prévisionnel détaillé.

Article 20 : Contrôle financier de la collectivité

L' « Association » s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la « Collectivité » ou par ses représentant dûment habilités, de la réalisation des objectifs par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile (notamment les bulletins de salaire, documents bancaires, etc.), tout en respectant la confidentialité de certains documents.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le

Le Président de la crèche « Les Petits Cailloux »,

Adam BRUNEAU

Le Maire,

Jean-Luc LAURENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-135-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-136

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

ECOLOGIE POPULAIRE – CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS ET D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'ENERGIE GEOTHERMIQUE ENTRE LE SIPPEREC ET LA COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Geneviève ETIENNE expose au conseil :

Par délibération n°2022-078 du 30 juin 2022, la commune du Kremlin-Bicêtre a décidé d'adhérer à l'ensemble de la compétence « Développement des énergies renouvelables » prévue à l'article 6 bis des statuts du SIPPEREC, notamment pour la mise en œuvre d'actions, d'installations de production et de distribution d'énergies renouvelables.

En effet, dans le cadre de la compétence « Développement des énergies renouvelables » et dès lors que les communes ou EPCI l'ont sollicité, le SIPPEREC peut mettre en œuvre des actions, des opérations de production et de distribution d'énergie géothermique.

Une première étude intitulée « Etude de faisabilité d'un réseau de chaleur sur la commune du Kremlin-Bicêtre », réalisée en 2022-2023 par le SIPPEREC, a démontré qu'un potentiel intéressant existe pour l'implantation d'un site de production et de distribution d'énergie géothermique sur le territoire de la ville (phase 1a).

Aussi, il convient de poursuivre cette étude de faisabilité, en vue de déterminer le permis minier nécessaire (phase 1b) et la mise en œuvre de la phase 2, toutes les démarches devant aboutir à la désignation d'une entreprise ayant pour mission de réaliser et exploiter les installations de production et de distribution d'énergie géothermique. Il est précisé que le SIPPEREC fera son affaire du remboursement des frais avancés au titre de la phase 1 auprès du futur délégataire de service public.

Dès lors, en application de l'article 3 de la délibération n° 2010-04-56 du 1er avril 2010 du Comité syndical du SIPPEREC relative aux modalités de transfert et de participation financière pour la mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique, il appartient aux parties de fixer le montant de la contribution financière de la commune du Kremlin-Bicêtre pour la mise en œuvre de cette opération, ainsi que les conditions de reversement des éventuelles subventions.
Dans ce cadre, le SIPPEREC prend en charge les dépenses liées aux phases 1a et 1b des études, la commune du Kremlin-Bicêtre prend en charge celles en phase 2.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention relative aux modalités de financement portant de la phase de mise en œuvre d'un réseau de chaleur géothermique sur la ville du Kremlin-Bicêtre.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Geneviève ETIENNE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,

Vu la délibération n°2020-02-01 du Comité syndical du 6 février 2020 approuvant les statuts du SIPPEREC,

Vu les statuts du SIPPEREC, et notamment ses articles 6 bis et 8-1-a,

Vu la délibération n°2022-078 du Conseil municipal du 30 juin 2022 approuvant l'adhésion de la commune du Kremlin-Bicêtre à la compétence « développement des énergies renouvelables » du SIPPEREC,

Considérant les résultats de l'étude de faisabilité d'un réseau de chaleur géothermique sur la commune du Kremlin-Bicêtre,

Considérant la volonté de la commune du Kremlin-Bicêtre de lancer la phase de mise en œuvre d'un réseau de chaleur géothermique sur son territoire,

Considérant la nécessité d'établir une convention relative aux modalités de financement de la phase de mise en œuvre d'un réseau de chaleur géothermique sur la commune du Kremlin-Bicêtre,

Vu la convention ci-annexée,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Après en avoir délibéré par 21 pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 3 abstentions (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR), et 9 ne prenant pas part au vote (M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 1 :
D'approuver la convention relative à la mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

Article 2 :
D'autoriser le Maire ou son représentant à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document afférent, y compris les avenants.

Article 3 :
Dit que la dépense sera inscrite sur la nature 62878.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'ACTIONS ET D'INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'ENERGIE GEOTHERMIQUE SUR LA COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE

Entre les soussignés :

- Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Energies et les Réseaux de Communication (SIPPEREC), dont le siège est situé Tour Lyon Bercy, 173-175, rue de Bercy – 75012 Paris,

Représenté par Monsieur Jacques J.P. MARTIN, agissant en vertu de la délibération n°2020-09-37 du comité syndical du 23 septembre 2020,

Ci-après désigné par " le SIPPEREC" ;

- La commune du Kremlin-Bicêtre, dont le siège est situé à l'Hôtel de ville, Place Jean Jaurès, 94270 Le Kremlin-Bicêtre,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc LAURENT, agissant en vertu de la délibération n°2022-078 de son assemblée délibérante en date du 30 juin 2022,

Ci-après désignée par "la commune du Kremlin-Bicêtre" ;

Les deux parties ci-après collectivement désignées « les Parties ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence « Développement des énergies renouvelables » et dès lors que les communes ou EPCI l'ont sollicité, le SIPPEREC peut mettre notamment en œuvre des actions et opérations de production et de distribution d'énergie géothermique.

Ainsi, le SIPPEREC, tant en raison de son expérience en matière d'énergies renouvelables que de son expérience des procédures pour la réalisation et la gestion de projets complexes, peut :

- engager, à la demande expresse des communes ou EPCI adhérents, toutes les pré-études, les études de faisabilité tenant à l'implantation d'un site de production géothermique, toutes démarches et études permettant de rechercher, sur le territoire de la commune ou de l'EPCI, les entités intéressées par l'achat d'énergie géothermique, toutes démarches administratives permettant l'obtention des autorisations réglementaires d'exploiter un site géothermique, toutes démarches permettant l'obtention de subventions ;
- lancer toute consultation devant aboutir à la réalisation et à l'exploitation d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique, notamment, par la mise en œuvre d'un réseau de distribution de chaleur géothermique ;
- suivre et contrôler les travaux de l'installation jusqu'à la réception des travaux ;
- suivre et contrôler l'exploitation des installations de production et de distribution d'énergie géothermique.

C'est dans ces conditions que, eu égard à l'intérêt que présente pour la commune du Kremlin-Bicêtre la réalisation d'une installation de production et de distribution d'énergie géothermique sur son territoire, celle-ci a, par délibération n°2022-078 du 30 juin 2022, décidé d'adhérer à l'ensemble de la compétence « Développement des énergies renouvelables » prévue à l'article 6 bis des statuts du SIPPEREC, notamment pour la mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie renouvelables.

Une première étude intitulée « Etude de faisabilité d'un réseau de chaleur sur la commune du Kremlin-Bicêtre » réalisée en 2022-2023 par le SIPPEREC a démontré qu'un potentiel intéressant existe pour l'implantation d'un site de production et de distribution d'énergie géothermique sur le territoire de la ville (phase 1a).

Aussi, il convient de poursuivre cette étude de faisabilité, en vue de déterminer le permis minier nécessaire (phase 1b) et la mise en œuvre de la phase 2, toutes les démarches devant aboutir à la désignation d'une entreprise ayant pour mission de réaliser et exploiter les installations de production et de distribution d'énergie géothermique. Il est précisé que le SIPPEREC fera son affaire du remboursement des frais avancés au titre de la phase 1 auprès du futur délégataire de service public.

Dès lors, en application de l'article 3 de la délibération n° 2010-04-56 du 1er avril 2010 du Comité syndical du SIPPEREC relative aux modalités de transfert et de participation financière pour la mise en œuvre d'actions et d'installations de production et de distribution d'énergie géothermique, il appartient aux parties de fixer le montant de la contribution financière de la commune du Kremlin-Bicêtre pour la mise en œuvre de cette opération, ainsi que les conditions de reversement des éventuelles subventions.

CECI RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Pour permettre le financement des études, et le cas échéant, des différentes démarches administratives et procédures préalables à la mise en service de l'installation de production et de distribution d'énergie géothermique, la commune du Kremlin-Bicêtre s'engage à verser au SIPPEREC une contribution financière selon les conditions et modalités suivantes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION / PRISE EN COMPTE DES SUBVENTIONS OBTENUES PAR LE SIPPEREC

Il est distingué trois phases dans le financement du projet :

- Phase 1a (section d'investissement) : Frais d'études relatifs à la faisabilité du projet
- Phase 1b (section d'investissement) : Frais d'étude relatifs à la réalisation du permis minier et retraitement de données sismiques (le retraitement des données sismiques est une prestation optionnelle : selon la connaissance locale de la ressource géothermique, des études dites de « dérisking » peuvent être exigées par les services de l'Etat qui instruisent le permis minier)
- Phase 2 (section de fonctionnement) : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement de l'opération (mise en œuvre du mode de portage retenu par la commune du Kremlin-Bicêtre et réalisation du contrat de la DSP et attribution)

L'avancement de l'opération est fonction des résultats des études et des décisions du « Comité de pilotage de l'opération géothermique de la commune du Kremlin-Bicêtre », dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées à l'article 4 et qui peut décider de l'abandon du projet selon les modalités de l'article 6 de la présente convention.

A la date de la présente convention, le Comité de pilotage mentionné à l'article 4 a décidé à l'issue de la phase 1a de poursuivre le projet et de lancer les phases 1b et 2 qui se déroulent en parallèle.

La commune du Kremlin-Bicêtre s'engage à verser au SIPPEREC sa contribution, selon les modalités suivantes :

- Phase 1a et 1b : le SIPPEREC fait son affaire du remboursement des frais d'études qui seront pris en charge par le futur Délégataire dans le cadre du contrat de DSP ;

- Phase 2 : les frais sont avancés par le SIPPEREC et remboursés par la commune du Kremlin-Bicêtre sous la forme d'un versement unique au terme de la phase 2, dans les 2 ans après l'attribution du contrat de DSP, correspondant au montant dû conformément aux articles 1er et 2, déduction faite le cas échéant des subventions perçues par le SIPPEREC.

Le coût total prévisionnel du programme de réalisation des études, démarches administratives et procédures préalables à la mise en service de l'installation de production et de distribution d'énergie géothermique, visés à l'article 1er de la présente convention est détaillé en annexe 1.

Pour la commune du Kremlin-Bicêtre, le coût total prévisionnel pour la mise en œuvre de la phase 2 du projet (assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement de l'opération) est précisé à l'article 3 au regard du mode de portage retenu par la ville, à savoir la mise en œuvre d'une délégation de service public avec un délégataire privé ou semi-privé.

Les versements visés à l'article 3 de la présente convention doivent être effectués par la commune du Kremlin-Bicêtre, dans un délai de 30 jours maximum suivant la date de réception de l'avis des sommes à payer émis par le SIPPEREC. En cas de retard de paiement des intérêts moratoires sont appliqués au taux légal en vigueur.

L'avis des sommes à payer non réglées à l'issue de ce délai de 30 jours pourra faire l'objet d'une compensation en trésorerie par le SIPPEREC, sur tous mandats de paiement dont la Ville pourrait par ailleurs être bénéficiaire dans le cadre des compétences qu'elle a confiées au SIPPEREC.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA CONTRIBUTION

La contribution due par la commune du Kremlin-Bicêtre au SIPPEREC pour le financement de l'opération visée à l'article 1er et 2 ci-avant est équivalente aux coûts y afférents et supportés par le SIPPEREC, ainsi qu'aux éventuels frais de contentieux et à la quote-part des dépenses d'administration générale du SIPPEREC afférentes à cette opération, déduction faite des subventions et du remboursement éventuel des frais d'études prévus dans le contrat de délégation de service public, versés par le délégataire au SIPPEREC.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Pour la commune du Kremlin-Bicêtre, les frais relatifs à la phase 2 du projet sont estimés au maximum à 176 000 € correspondants au cas d'un montage d'une Délégation de Service Publique (DSP) avec un délégataire privé ou semi privé.

ARTICLE 4 : COMITE DE PILOTAGE DE L'OPERATION GEOTHERMIQUE DE LA COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE

Le Comité de pilotage de l'opération géothermique de la commune du Kremlin-Bicêtre a pour fonction de piloter la phase 1 d'études relatives à la faisabilité du projet et la phase 2 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement de l'opération.

Ce comité est composé d'agents de la commune du Kremlin-Bicêtre, d'agents du SIPPEREC et au minimum d'un élu du Kremlin-Bicêtre.

Il se réunit autant que de besoin, à la demande de la commune du Kremlin-Bicêtre ou du SIPPEREC. Un procès-verbal est établi par le SIPPEREC au terme de chaque réunion.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification par le SIPPEREC à la commune du Kremlin-Bicêtre, après signature et accomplissement des formalités de transmission aux services en charge du contrôle de légalité.

Elle prend fin par le versement intégral au SIPPEREC du montant des contributions de la commune du Kremlin-Bicêtre telles que visées aux articles 2 et 3 ci-avant de la présente convention.

ARTICLE 6 : ABANDON DU PROJET

Dans le cas où le comité de pilotage de l'opération citée à l'article 4 décide de ne pas mener le projet à son terme, le SIPPEREC appelle auprès de la commune la totalité des fonds correspondants aux prestations déjà effectuées par les différents intervenants avant la date d'arrêt du projet, déduction faite, le cas échéant des subventions.

ARTICLE 7 : LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif compétent.

Fait le à
En deux exemplaires

Pour le SIPPEREC,

Le Président
Jacques JP MARTIN
Maire de Nogent-sur-Marne
1er vice-président du Territoire
ParisEstMarne&Bois

Pour le Kremlin-Bicêtre,

Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXE 1 : MONTANT ET MODALITES DE CALCUL DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE AU TITRE DE LA CONVENTION

La présente annexe précise la répartition entre les parties du financement de l'opération de production et de distribution d'énergie géothermique sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

Le montant de la participation financière de la commune du Kremlin-Bicêtre porte sur la phase 2 du projet de mise en œuvre d'un réseau de chaleur géothermique.

Rappel des différentes phases :
- Phase 1 : Frais d'études relatifs à la faisabilité du projet (section d'investissement)
- Phase 2 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement de l'opération (section de fonctionnement)

1° - Phase 1 :

Les frais d'études et de suivi du projet sont estimés à 181 000 € TTC et décomposés comme suit :

a- Frais d'études relatifs à la faisabilité du projet

Les montants maximaux estimés pour les principaux coûts externes à prendre en compte sont les suivants :
- Etudes de faisabilité (surface, sous-sol et simulations financières, couvert à 70% par des subventions) : 82 000 Euros TTC

Il convient d'intégrer également une estimation des ressources internes du Syndicat mises à disposition pour le suivi du projet. A cette phase du projet, celles-ci sont évaluées à 36 jours répartis entre 32,5 jours de travail d'un ingénieur, de 3 jours de services supports (juridique et finance) et de 0,5 jour d'un cadre de direction générale. Le coût correspondant (intégrant l'ensemble des charges indirectes) est de 27 500 Euros[1].

Au total les frais à prendre en compte au titre de la phase 1a du projet s'élèvent au maximum à 109 500 Euros en cas de décision de poursuite du projet par le comité de pilotage.

Les subventions sont sollicitées par le SIPPEREC auprès de l'ADEME et de la Région Ile-de-France. Le SIPPEREC déduit du montant à rembourser par le délégataire les subventions perçues.

Le SIPPEREC fait son affaire du remboursement des frais d'études de cette phase qui seront pris en charge par le futur Délégataire dans le cadre du contrat de DSP.

b- Frais d'études relatifs à la réalisation du permis minier

Les montants maximaux estimés pour les principaux coûts externes à prendre en compte sont les suivants :

- Retraitement de données sismiques (optionnel) : 36 000 € TTC
- Réalisation du permis minier (en cas de décision de poursuite du projet par le comité de pilotage) : 31 000 Euros TTC

Il convient d'intégrer également une estimation des ressources internes du Syndicat mises à disposition pour le suivi du projet. A cette phase du projet, celles-ci sont évaluées à 6 jours répartis entre 3,5 jours de travail d'un ingénieur, de 2 jours de services supports (juridique et finance) et de 0,5 jour d'un cadre de direction générale. Le coût correspondant (intégrant l'ensemble des charges indirectes) est de 4 500 Euros[2].

[1] Il est précisé que les frais internes du SIPPEREC ne sont pas assujettis à la TVA

[2] Il est précisé que les frais internes du SIPPEREC ne sont pas assujettis à la TVA

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Au total les frais à prendre en compte au titre de la phase 1b du projet s'élèvent au maximum à 71 500 Euros en cas de décision de poursuite du projet par le comité de pilotage.

Les subventions sont sollicitées par le SIPPEREC auprès de l'ADEME et de la Région Ile-de-France. Le SIPPEREC déduit du montant dû à rembourser par le délégataire les subventions perçues.

Le SIPPEREC fait son affaire du remboursement des frais d'études de cette phase qui seront pris en charge par le futur Délégataire dans le cadre du contrat de DSP.

2° - Phase 2 : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement de l'opération

Les montants maximaux estimés pour les principaux coûts externes à prendre en compte sont différenciés selon le mode de portage retenu pour la conduite de l'opération :

a- Cas du montage d'une Délégation de Service Publique (DSP) avec un délégataire privé ou semi privé :

- Mise en œuvre du portage : rédaction du contrat de DSP, constitution du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), réalisation de l'analyse des offres et des négociations, de l'attribution.
    - Etudes techniques : 48 000 € TTC
    - Etudes et simulations financières : 35 000€
    - Etudes et analyses juridiques : 30 000 €

Il convient d'intégrer également une estimation des ressources internes du Syndicat mises à disposition pour le suivi du projet. A cette phase du projet, celles-ci sont évaluées à 65 jours répartis entre 47 jours de travail d'un ingénieur, de 15 jours de services supports (juridique et finance) et de 3 jours d'un cadre de direction générale. Le coût correspondant (intégrant l'ensemble des charges indirectes) est de 50 000 Euros[3].

Enfin, s'ajoutent à ces montants les frais d'insertion de la publicité. Leur montant est estimé à 13 000 Euros TTC.

Au total les frais à prendre en compte au titre de la phase 2 du projet s'élèvent à 176 000 Euros TTC.

[3] Il est précisé que les frais internes du SIPPEREC ne sont pas assujettis à la TVA

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-136-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-137

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ecologie Populaire : Attribution d'une subvention aux Kremlinois pour l'acquisition d'un vélo classique ou à assistance électrique d'occasion ou d'une trottinette électrique d'occasion

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Geneviève ETIENNE expose au conseil :

Dans le cadre de sa stratégie en faveur des mobilités alternatives à la voiture et, en particulier, en faveur des circulations douces, la commune du Kremlin Bicêtre avait établi depuis 2020 en qualité de précurseur, un dispositif de subvention pour aider les Kremlinois à l'acquisition de vélos classiques, de vélos ou trottinettes électriques, neufs ou en occasion. Cette subvention s'élevait au montant unitaire moyen de 156€.

L'aide municipale a été mise en place pendant la crise sanitaire qui a considérablement modifié les habitudes de déplacement des Kremlinois qui se sont davantage tournés de plus en plus vers l'utilisation de vélos, avec ou sans assistance électrique, ou de trottinettes électriques. Ce dispositif entre également dans le cadre de la création de la Commission Mobilités locale regroupant, entre autres, des associations locales et des Kremlinois. Les réflexions issues de cette commission ont notamment conduit l'objectif d'impulser un meilleur partage de l'espace public, en vue d'un plan d'aménagement d'ensemble des déplacements et des mobilités sur le territoire communal. Les questions relatives au maillage des voies cyclables se sont ainsi posées pour améliorer la circulation et le stationnement des cycles sur la ville. Un schéma des mobilités comprenant un plan vélo est actuellement en cours de concertation.

Considérant qu'au cours des trois premières années, différents organismes publics (Région Ile de France pour 50%, Etat 40%) ont de leur côté développé des dispositifs de prise en charge d'aides aux acquisitions spécifiquement sur le neuf, il a été jugé pertinent de redéfinir ce dispositif. Les aides des partenaires sont cumulables, mais la part des collectivités locales de type communes ne font que diminuer le plafond des aides attribuées par ces organismes. Autrement dit, les bénéficiaires se verront davantage aidés par la Région et par l'Etat par une augmentation du pourcentage de prise en charge dès lors que la commune ne participe plus.

En revanche, ces organismes publics ne prennent pas ou très peu en charge les aides pour acquisition d'occasion. Aussi, la municipalité a choisi, par délibération N° 2022-146 en date du 15 décembre 2022, de maintenir le dispositif pour ces catégories ainsi que les équipements et accessoires, dans les mêmes conditions que les années antérieures.

Il est par ailleurs rappelé que sont éligibles au versement de cette subvention les personnes physiques, dont la résidence principale est située sur la commune du Kremlin-Bicêtre, à la date de demande de subvention. Une seule subvention peut être demandée par foyer fiscal. Les personnes morales sont exclues du dispositif.

Les modalités d'attribution, en 2023, ont été les suivantes :

- Pour un vélo classique, sans système à pédalage assisté, d'occasion, (et ses accessoires) ou l'aide de 200 euros a été attribuée dans la limite de 50 % du prix d'achat TTC du vélo.
- Pour un vélo à assistance électrique d'occasion (et ses accessoires), l'aide de 150 euros a été attribuée dans la limite de 15 % du prix d'achat TTC du vélo. Elle peut être cumulée selon conditions, avec l'aide d'autres collectivités ou organismes.
- Pour une trottinette électrique d'occasion (et ses accessoires), l'aide de 150 euros a été attribuée dans la limite de 50 % du prix d'achat TTC.

Bilan des subventions depuis 2020 :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 2 : D'approuver le règlement, ainsi que le formulaire et la convention, pour l'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique d'occasion, ou d'un vélo à assistance électrique (VAE) d'occasion, ou d'une trottinette électrique d'occasion, aux personnes physiques domiciliées au Kremlin-Bicêtre.

Article 3 : D'autoriser le Maire à signer la convention d'attribution de la subvention et tout document afférant au dispositif.

Article 4 : D'effectuer ce remboursement sur le compte bancaire ou postal des bénéficiaires sur présentation :

- du formulaire dématérialisé dûment complété, ou de sa version papier.
- de la copie d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour).
- de la copie de la facture datée, acquittée, rédigée en français et libellée en euros, émanant du revendeur, détaillant distinctement les accessoires de sécurité éventuels sur une facture unique. Seules les factures datées à compter du 1er janvier 2024 seront acceptées. Tout achat antérieur à cette date ne pourra faire l'objet de cette opération.
- de la copie du certificat d'homologation ou du certificat de conformité du vélo électrique ou de la trottinette électrique, indiquant le bridage à 25 km/h.
- de la copie du justificatif de domicile datant de moins de trois mois (taxe d'habitation, taxe foncière, facture de téléphone fixe, d'abonnement internet, facture d'eau ou facture d'électricité).
- de la convention d'engagement dûment complétée et signée.
- d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) du compte courant au nom du demandeur, sur lequel la subvention sera versée par le Trésor Public.

Article 5 : De prélever la dépense sur le budget de l'exercice 2024, nature 6574 « subventions aux associations et autres personnes privées ».

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

	Subvention pour l'année 2020			Subvention pour l'année 2021			Subvention pour l'année 2022			Subvention pour l'année 2023		
	Nombre de demandes	Montant des subventions	Subvention moyenne	Nombre de demandes	Montant des subventions	Subvention moyenne	Nombre de demandes	Montant des subventions	Subvention moyenne	Nombre de demandes	Montant des subventions	Subvention moyenne
Vélo neuf	111	15 196,86 €	136,91 €	77	12 609,48 €	163,76 €	34	5 881,43 €	178,23 €	17	3 542,98 €	208,41 €
VAE neuf	120	17 099,86 €	142,50 €	82	11 523,15 €	140,53 €	101	14 618,76 €	144,74 €	37	5216,42	140,98 €
Trottinette neuve	89	12 744,69 €	143,20 €	48	7 439,99 €	154,99 €	32	4 602,39 €	143,18 €	8	1 048,00 €	131,12 €
Vélo occasion	0			0			0			3	495,00 €	165,00 €
VAE occasion	0			0			0			3	442,95 €	147,65 €
Trottinette occasion	0			0			0			2	297,11 €	138,55 €
Accessoires										3	214,48 €	71,49 €
TOTAL	320	45 041,21 €	140,75 €	207	31 572,00 €	152,52 €	167	25 102,58 €	156,05 €	73	11 197,34 €	140,43 €

NB : il est à noter que des dossiers 2022 qui n'avaient pas pu être traités faute de budget ont été pris en compte sur l'exercice 2023

Il est donc proposé au Conseil municipal de renouveler, avec les mêmes conditions qu'en 2023, ce dispositif de subvention pour l'année 2024 destinée aux habitants du Kremlin-Bicêtre, conformément au règlement joint à la délibération.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Geneviève ETIENNE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2121-29 et L2311-7,

Vu la délibération du 15 décembre 2022,

Vu le projet de règlement, le formulaire et la convention ci-annexés,

Considérant que le projet municipal porte une stratégie ambitieuse en faveur de nouvelles formes de mobilités,

Considérant l'évolution des modes de déplacements des Kremlinois,

Considérant l'évolution des dispositifs d'aides auprès de la Région Île-de-France et de l'État en matière d'acquisition de vélos et trottinettes à assistance électrique,

Considérant les objectifs recherchés d'économie circulaire et d'aides aux ménages Kremlinois les plus fragiles,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 : De prendre en charge partiellement les frais liés à l'acquisition d'un vélo d'occasion, ou d'un vélo à assistance électrique ou d'une trottinette électrique d'occasion par des Kremlinois et de fixer ces remboursements à hauteur de :

- 50 % du prix d'achat TTC du vélo classique, sans système à pédalage assisté d'occasion (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant plafond de 200 euros ;
- 15 % du prix d'achat TTC du vélo à assistance électrique d'occasion (et à ses accessoires), dans la limite d'un montant de 150 euros ;
- 50 % du prix d'achat TTC de la trottinette électrique d'occasion (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant de 150 euros ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FORMULAIRE POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ACHAT D'UN VELO CLASSIQUE D'OCCASION, OU VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE (VAE) D'OCCASION OU TROTTINETTE ELECTRIQUE D'OCCASION AUX PERSONNES PHYSIQUES DOMICILIEES AU KREMLIN-BICETRE

Bénéficiaire :
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse complète : .....
Rue, avenue, boulevard,
Numéro : .....
Étage : .....
Tél :……..
Mail : ……

La Ville du Kremlin-Bicêtre octroie une aide financière par foyer pour l'achat d'un vélo d'occasion, à assistance électrique ou non, ou pour l'achat d'une trottinette électrique d'occasion auprès d'un vendeur professionnel. Les vélos achetés à partir du 1er janvier 2024 pourront bénéficier de cette offre. Si le foyer est composé de membres ne portant pas forcément le même nom, mais habitant à la même adresse au moment de l'offre, toutes les personnes seront mentionnées sur le tableau ci-dessus.

Le soutien de la Ville du Kremlin-Bicêtre intervient dans les limites suivantes :

- 50 % du prix d'achat TTC du vélo classique, sans système à pédalage assisté, d'occasion sur la base d'une facture détaillée d'un revendeur agréé (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant plafond de 200 euros ;
- 15 % du prix d'achat TTC du vélo à assistance électrique d'occasion (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant de 150 euros ;
- 50 % du prix d'achat TTC de la trottinette électrique d'occasion (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant de 150 euros ;

Les demandes doivent être réalisées dans une période maximale de 6 mois après l'acquisition du vélo ou de la trottinette, et de leurs accessoires. À cet égard, la date indiquée sur la facture fait foi.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le montant total des subventions allouées aux bénéficiaires personnes physiques sera versé dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle votée pour cette opération par le Conseil municipal. Cette opération sera comptabilisée en section fonctionnement du budget communal.

Pièces justificatives pour bénéficier de l'offre :

- Fournir un justificatif de domicile (avec 1 copie)
    - Gaz
    - Téléphone fixe
    - Électricité
    - Internet
    - Eau
    - Autre

- Fournir un relevé d'identité bancaire établi au même nom que celui de la facture du vélo.
- Fournir la facture nominative originale (avec 1 copie) du vélo (pas de ticket de caisse) correspondant à une personne du foyer ainsi qu'au porteur du relevé d'identité bancaire.
- La copie du certificat d'homologation ou du certificat de conformité du vélo électrique ou de la trottinette électrique, indiquant le bridage à 25 km/h.
- La copie du justificatif de domicile datant de moins de trois mois (taxe d'habitation, taxe foncière, facture de téléphone fixe, d'abonnement internet, facture d'eau ou facture d'électricité).
- La convention d'engagement dûment complétée et signée
- La copie d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour)

Date
Signature du bénéficiaire

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données (RGPD) notamment ses articles 6 et 7, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou effacement des informations la concernant, en s'adressant au service communication@ville-kremlin-bicetre.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ACHAT D'UN VÉLO CLASSIQUE D'OCCASION, OU VÉLO À ASSISTANCE ÉLÉCTRIQUE (VAE) D'OCCASION OU TROTTINETTE ÉLÉCTRIQUE D'OCCASION AUX PERSONNES PHYSIQUES DOMICILIÉES AU KREMLIN-BICETRE

Préambule

La Ville du Kremlin-Bicêtre souhaite développer sa stratégie en faveur des mobilités alternatives à la voiture et, en particulier, en faveur des circulations douces.
Plusieurs actions en ce sens sont mises en œuvre. La réalisation du Ruban vert qui répond à plusieurs objectifs essentiels à l'environnement et au cadre de vie des habitants a notamment pour effet d'encourager les circulations douces.
Le maillage des voies cyclables se développe dans le cadre d'un schéma d'aménagement pour l'amélioration de la circulation et le stationnement des cycles sur la ville et sera poursuivi pour être pleinement efficace et au plus près des habitations.

La crise sanitaire a également pour conséquence de modifier considérablement les habitudes de déplacement des Kremlinois qui se tournent désormais de plus en plus vers l'utilisation de vélos, avec ou sans assistance électrique, ou de trottinettes électriques.
Aussi, la ville souhaite encourager, soutenir et accompagner les habitants dans cette démarche. Considérant que de nombreux organismes publics participent dorénavant au financement de l'acquisition de vélo VAE et de trottinettes électriques, le dispositif de subvention permettra d'apporter une aide financière à l'acquisition d'un vélo classique d'occasion, d'un vélo à assistance électrique d'occasion ou d'une trottinette électrique d'occasion pour l'année 2024.

Il existe d'autres dispositifs d'aide à l'acquisition de ces équipements. Le dispositif municipal mis en place tient compte des dispositifs existants dans l'intérêt des Kremlinois.
Citons en particulier l'aide financière apportée par Ile de France Mobilités (IdFM) pour l'acquisition de vélo à assistance électrique. Cette aide est calculée en fonction de l'aide apportée par les collectivités locales et est plafonné à 500 € ou 600 € selon le modèle de vélo.

Un autre dispositif a été mis en place par le gouvernement pour encourager la pratique du vélo par les Français, avec le développement des pistes cyclables temporaires et le lancement d'un plan de 20 millions d'euros par le ministère de la Transition écologique et solidaire qui se traduit comme suit :

- Une aide de 150 € pour l'achat d'un vélo neuf traditionnel, fixée à 40 % du prix, plafonnée à 150 € (soit 375 € de coût total et sous condition de ressources)
- Un bonus écologique (sous condition de ressources), jusqu'à 400 € pour l'achat d'un vélo neuf à assistance électrique (VAE) et jusqu'à 2000 € dans certains cas, (handicap, entreprise, association…).

L'aide financière apportée par la ville s'élève à maximum 200 € pour les vélos classiques d'occasion, et maximum 150 € pour les vélos à assistance électrique d'occasion ou trottinettes électriques d'occasion.
Pour un vélo classique, sans système à pédalage assisté d'occasion sur la base d'une facture détaillée chez un vendeur agréé (et ses accessoires), l'aide maximum de 200 euros sera attribuée dans la limite de 50 % du prix d'achat TTC du vélo.
Pour un vélo à assistance électrique d'occasion (et ses accessoires), l'aide maximum de 150 euros sera attribuée dans la limite de 15 % du prix d'achat TTC du vélo. Elle pourra être cumulée avec l'aide d'autres collectivités ou organismes (dont celui d'IdFM).

Pour une trottinette électrique d'occasion (et ses accessoires), l'aide maximum de 150 euros sera attribuée dans la limite de 50 % du prix d'achat TTC.

Sont éligibles au versement de cette subvention les personnes physiques, dont la résidence principale est située sur la commune du Kremlin-Bicêtre, à la date de demande de subvention.
Une seule subvention pourra être demandée par foyer fiscal. Les personnes morales sont exclues du dispositif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 1 - Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions d'octroi d'une subvention aux personnes physiques domiciliées au Kremlin-Bicêtre, pour l'acquisition d'un vélo classique d'occasion ou à assistance électrique (VAE) d'occasion ou d'une trottinette électrique d'occasion.

Article 2 - Equipements éligibles

Les équipements concernés par ce dispositif de subvention sont :

- Les vélos classiques d'occasions, qui ne sont pas équipés d'un système à pédalage assisté.

- Les vélos à assistance électrique (VAE) d'occasion, conformes à la réglementation en vigueur selon laquelle le terme « vélo à assistance électrique » s'entend au sens de la directive européenne N° 2002/24/CE du 18 mars 2002 : *« cycle à pédalage assisté, équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 Kilowatt dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 Km/h, ou plus tôt, si le cycliste arrête de pédaler»* (NF EN 15194).
  Les vélos doivent également, afin d'être éligibles à la subvention, respecter le décret n°2016- 364 du 29 mars 2016 fixant les exigences de sécurité concernant les bicyclettes. Les moteurs doivent être compatibles, sur le plan électromagnétique au décret n°2015-1084 du 27 août 2015, relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques. La sécurité des chargeurs doit être assurée conformément au décret n°2015-1083 du 27 août 2015, relatif à la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension. Le certificat d'homologation correspondant au vélo acheté sera demandé et devra ainsi être fourni à l'acheteur par le revendeur au moment de la vente.

- Les trottinettes électriques d'occasion, conformes à la réglementation permettant la circulation sur pistes cyclables (trottinette bridée à 25 km/h) Les moteurs doivent être compatibles, sur le plan électromagnétique au décret n°2015-1084 du 27 août 2015, relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques. La sécurité des chargeurs doit être assurée conformément au décret n°2015-1083 du 27 août 2015, relatif à la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension. Le certificat d'homologation correspondant au vélo acheté sera demandé et devra ainsi être fourni à l'acheteur par le revendeur au moment de la vente.

Sont également éligibles au versement de la subvention les accessoires associés neufs (panier, sacoches, casque, antivol, chasubles, lumière, gants, etc.) à la condition que ces derniers soient présentés sur la même facture que celle relative au vélo ou à la trottinette ou par une facture distincte pour les demandeurs ayant déjà acquis un vélo ou une trottinette.

Article 3 - Engagements de la ville du Kremlin-Bicêtre

Sous réserve du respect des conditions définies à l'article 4 du présent règlement, la Ville du Kremlin-Bicêtre versera au bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 50 % du prix d'achat TTC du vélo classique, sans système à pédalage assisté, d'occasion sur la base d'une facture détaillée chez un vendeur agréé (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant plafond de 200 euros ;
- 15 % du prix d'achat TTC du vélo à assistance électrique d'occasion (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant de 150 euros ;
- 50 % du prix d'achat TTC de la trottinette électrique d'occasion (et à ses accessoires) dans la limite d'un montant de 150 euros ;
- 50 % du prix d'achat TTC de protections (casques, gants, chasubles, lumières et ré fléchisseurs de sécurité, etc…) dans la limite de 100 euros pour un équipement complémentaire à un vélo ou trottinette acquis antérieurement.

Les vélos classiques d'occasion, les vélos avec assistance électrique d'occasion, ou les trottinettes électriques d'occasion, ainsi que leurs accessoires, sont éligibles à une subvention si leur date d'achat est postérieure au 31 décembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Les demandes doivent être réalisées dans une période maximale de 6 mois après l'acquisition. A cet égard, la date indiquée sur la facture fait foi.

Le montant total des subventions allouées aux bénéficiaires personnes physiques sera versé dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle votée pour cette opération par le Conseil municipal. Cette opération sera comptabilisée en section de fonctionnement du budget communal.

Toutes les demandes déclarées éligibles en année « n » seront, après consommation totale du budget de cette année« n », prioritairement honorées en année« n+1 ». Le demandeur sera alors informé, le cas échéant, du report du versement de sa demande en année n+1.

Sauf modification du dispositif d'aide décidé par la Ville, l'inscription à une demande de subvention se fait sur le site de la ville ou en cas d'impossibilité par formulaire papier.

Article 4 - Conditions d'éligibilité / engagements du bénéficiaire

Sont éligibles au versement d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique d'occasion sans système à pédalage assisté, d'un vélo à assistance électrique d'occasion (VAE), ou d'une trottinette électrique d'occasion et leurs accessoires, les personnes physiques, dont la résidence principale est située sur la commune du Kremlin-Bicêtre, à la date de demande de subvention.

Une seule subvention pourra être demandée par foyer fiscal pour permettre l'achat d'un vélo classique d'occasion sans système à pédalage assisté, d'un vélo à assistance électrique d'occasion (VAE), ou d'une trottinette électrique d'occasion et leurs accessoires. Pour l'achat de matériel de protection, une aide est possible tous les cinq ans. Cette subvention n'est pas renouvelable pour le demandeur. Les personnes morales sont exclues du dispositif de subvention objet du présent règlement.

Le demandeur s'engage à demeurer propriétaire du vélo subventionné et de ses accessoires pendant une période de trois ans, ou de la trottinette subventionnée et de ses accessoires pour une période de deux ans, à compter de la date d'allocation de la subvention. La revente du vélo ou de la trottinette, à un tiers, est par conséquent interdite pendant ces délais. Le détournement de la subvention, notamment en cas d'achat pour la revente, est qualifié d'abus de confiance et rend son auteur passible des sanctions prévues par l'article 314-1 du code pénal. Toute déclaration frauduleuse ou mensongère est sanctionnée par les articles 313-1 et 441-6 du code pénal.

Le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles définies par le code de la route.

Article 5 - Modalités d'instruction et de versement de la subvention

5-1 - Modalités d'instruction

Le demandeur saisit sa demande avec les pièces justificatives, de manière dématérialisée sur l'outil mis à disposition par la commune du Kremlin-Bicêtre ou en cas d'impossibilité par formulaire papier.

Une demande complète doit comporter les éléments suivants :

- Le formulaire dématérialisé dument complété ou la version papier ;
- La copie d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour) ;
- La copie de la facture datée, acquittée, rédigée en français et libellée en euros, émanant du revendeur, détaillant distinctement les accessoires de sécurité éventuels sur une facture unique. Seules les factures datées à compter du 1er janvier 2024 seront acceptées. Tout achat antérieur au 1er janvier 2024 ne peut faire l'objet de cette opération ;
- La copie du certificat d'homologation ou du certificat de conformité du vélo électrique ou de la trottinette électrique, indiquant le bridage à 25 km/h ;
- La copie du justificatif de domicile datant de moins de trois mois (taxe d'habitation, taxe foncière, facture de téléphone fixe, d'abonnement internet, facture d'eau ou facture d'électricité) ;
- La convention d'engagement dument complétée et signée ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte courant au nom du demandeur, sur lequel la subvention sera versée par le Trésor Public.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

5-2 - Versement de la subvention

Les demandes sont instruites sous réserve du respect des conditions d'éligibilité au dispositif et dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible.

Le demandeur sera informé des suites données à sa demande de subvention. En cas de réponse positive, le versement se fera, conformément à l'article 3 du présent règlement, par virement bancaire du Trésor Public dans un délai indicatif d'environ deux mois.

Article 6 - Restitution de la subvention

La ville pourra demander la restitution de la subvention à toute personne n'ayant pas respecté le présent règlement et notamment les délais de revente des vélos ou trottinettes.

Article 7 - Date d'entrée en vigueur du règlement

Ce règlement entre en vigueur à compter du 1er janvier 2024.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Convention pour l'attribution d'une subvention destinée aux Kremlinois pour l'acquisition de vélos d'occasions, de vélos à assistance électrique (VAE) d'occasions et de trottinettes électriques d'occasions

Entre La Ville du Kremlin-Bicêtre, représentée par Jean-Luc Laurent, Maire du Kremlin-Bicêtre, d'une part,
Et

Nom, Prénom :
Domicilié(e) :
Ci-après désigné(e) « le/la bénéficiaire », d'autre part.

Préambule

Afin d'inciter les Kremlinois qui souhaitent se déplacer en deux-roues électriques, non-électrique ou en trottinettes électriques, la Ville du Kremlin-Bicêtre a institué un dispositif de subventionnement pour les aider à en faire l'acquisition.
Le Maire du Kremlin-Bicêtre est autorisé à signer les conventions portant sur l'attribution d'une subvention destinée à l'acquisition d'un vélo d'occasion, vélo à assistance électrique (VAE) d'occasion ou trottinette électrique d'occasion, conformément à la Délibération n°2023-137 du 14/12/2023.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir les engagements réciproques de la Ville et du bénéficiaire de la subvention pour l'acquisition de vélos d'occasions, de vélos à assistance électrique (VAE) d'occasions et de trottinettes électriques d'occasions.

Article 2 - Engagements de la ville du Kremlin-Bicêtre

Sous réserve du respect des conditions définies à l'article 4 du règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique d'occasion, ou à assistance électrique (VAE) d'occasion ou trottinette électrique d'occasion, la Ville du Kremlin-Bicêtre versera au bénéficiaire une subvention correspondant à :

- 50 % du prix d'achat TTC du vélo classique, sans système à pédalage assisté, d'occasion sur la base d'une facture détaillée chez un vendeur agrée (et à ses accessoires listés à l'article 2) dans la limite d'un montant plafond de 200 euros ;
- 15 % du prix d'achat TTC du vélo à assistance électrique d'occasion (et à ses accessoires listés à l'article 2 du Règlement d'Attribution) dans la limite d'un montant de 150 euros ;
- 50 % du prix d'achat TTC de la trottinette électrique d'occasion (et à ses accessoires listés à l'article 2 du Règlement d'Attribution) dans la limite d'un montant de 150 euros ;

Les vélos classiques d'occasions, ou les vélos à assistance électrique (VAE) d'occasion, ou les trottinettes électriques d'occasion, ainsi que leurs accessoires, sont éligibles à une subvention si leur date d'achat est postérieure au 31 Décembre 2023.
Les demandes doivent être réalisées dans une période maximale de 6 mois après l'acquisition du vélo, ou de la trottinette et de leurs accessoires. À cet égard, la date indiquée sur la facture fait foi.
Le montant total des subventions allouées aux bénéficiaires personnes physiques sera versé dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle votée pour cette opération par le conseil municipal. Cette opération sera comptabilisée en section de fonctionnement du budget communal.
Toutes les demandes déclarées éligibles en année « n » seront, après consommation totale du budget de cette année« n », prioritairement honorées en année« n+1 ». Le demandeur sera alors informé, le cas échéant, du report du versement de sa demande en année n+1.
Pour l'année 2024, l'inscription à une demande de subvention se fera sur le site de la ville ou, en cas d'impossibilité, par formulaire papier.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 3 - Engagements du bénéficiaire

Le/la bénéficiaire s'engage à respecter les conditions définies dans le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique d'occasion, ou d'un vélo à assistance électrique (VAE) d'occasion, ou trottinette électrique d'occasion.

Le/la bénéficiaire s'engage à demeurer propriétaire du vélo subventionné et de ses accessoires pendant une période de trois ans, ou de la trottinette subventionnée et de ses accessoires pour une période de deux ans, à compter de la date d'allocation de la subvention.

La revente du vélo ou de la trottinette, à un tiers, est par conséquent interdite pendant ces délais.

Le détournement de la subvention, notamment en cas d'achat pour la revente, est qualifié d'abus de confiance et rend son auteur passible des sanctions prévues par l'article 314-1 du code pénal. Toute déclaration frauduleuse ou mensongère est sanctionnée par les articles 313-1 et 441-6 du code pénal.

Le/la bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des règles définies par le code de la route.

Article 4 - Modalités d'instruction et de versement de la subvention

4-1 - Modalités d'instruction

Le/la bénéficiaire saisit sa demande avec les pièces justificatives, de manière dématérialisée sur l'outil mis à disposition par la commune du Kremlin-Bicêtre ou, en cas d'impossibilité, par formulaire papier.

Une demande complète doit comporter les éléments suivants :

- Le formulaire dématérialisé dûment complété ou la version papier ;
- La copie d'une pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport ou titre de séjour);
- La copie de la facture datée, acquittée, rédigée en français et libellée en euros, émanant du revendeur agréé, détaillant distinctement les accessoires de sécurité éventuels (une facture unique). Seules les factures datées à compter du 1er janvier 2024 seront acceptées. Tout achat antérieur au 1er janvier 2024 ne peut faire l'objet de cette opération ;
- La copie du certificat d'homologation ou du certificat de conformité du vélo électrique ou de la trottinette électrique, indiquant le bridage à 25 km/h ;
- La copie du justificatif de domicile datant de moins de trois mois (taxe d'habitation, taxe foncière, facture de téléphone fixe, d'abonnement internet, facture d'eau ou facture d'électricité) ;
- La présente convention dûment complétée et signée ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) du compte courant au nom du demandeur, sur lequel la subvention sera versée par le Trésor Public.

Article 5 - Restitution de la subvention

La ville pourra demander la restitution de la subvention à toute personne n'ayant pas respecté le règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo classique d'occasion ou à assistance électrique (VAE) d'occasion ou trottinette électrique d'occasion ; et notamment les délais de revente des vélos ou trottinettes.

Article 6 - Date d'entrée en vigueur du règlement

Ce règlement entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2024.

Fait en 2 exemplaires originaux,

Au Kremlin-Bicêtre, le :

Pour la Ville du Kremlin-Bicêtre
Représenté par Jean-Luc Laurent, Maire du Kremlin-Bicêtre

Le/la bénéficiaire,

Nom, prénom :
Signature et mention « Lu et approuvé » :

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-137-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-138

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

PROJET URBAIN : APPROBATION D'UNE CONVENTION D'USAGE POUR LE PASSAGE ENTRE LA RUE ANATOLE FRANCE ET LA PLACE VICTOR HUGO

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Sidi CHIAKH expose au conseil :

Dans le cadre du projet « Nature 2050 », la Ville du KREMLIN-BICETRE a engagé des études de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'Ilot Victor Hugo lequel se situe dans le quartier du centre-ville, dans un tissu urbain dense et résidentiel. Le projet consiste en une requalification de l'espace qui est une zone piétonne dédiée à des équipements publics locaux et à des ensembles résidentiels qui le jouxtent.
Les grands axes d'aménagement de ce projet dont le démarrage des travaux est souhaité par la commune en janvier 2024 pour une durée de 4 mois consistent en :

- La désimperméabilisation et la végétalisation de plusieurs espaces,
- L'installation d'un chemin perméable bordé de végétaux comestibles,
- L'installation d'un jardin collectif et de potager pédagogique,
- La création d'un verger,
- L'installation d'une prairie, accompagnée d'espace de repos et d'observation,
- Une gestion durable du site.

Cet aménagement constituant une amélioration qualitative au plan du paysage, il a été décidé, en concertation avec les habitants et les copropriétaires situés à proximité du périmètre de l'aménagement et pour un motif d'intérêt général, de procéder à l'installation de dispositifs de fermeture partielle des passages traversants, de façon à favoriser la tranquillité des résidents en période nocturne.

Plusieurs travées piétonnes sont concernées par ce projet de fermeture, comme mentionné dans l'annexe (plan d'implantation). La présente convention porte sur l'axe Place Victor Hugo – intersection Anatole France au 27 Bis.
La présente convention d'usage décrit donc en lien avec le projet d'aménagement paysager du secteur, les équipements de fermetures du passage susvisé ainsi que les modalités d'acquisition du dispositif et la gestion qui en découlera pour son bon fonctionnement. Plus largement, elle définit les modalités du partenariat entre le « SDC Anatole France », le « Parvis Sud » et la « Commune » dans le but d'assurer la fermeture partielle (en période nocturne, calée sur les horaires des parcs et des squares de la ville) du passage entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo. Elle précise les responsabilités des trois signataires en termes de maîtrise d'œuvre, de réalisation des travaux et d'exploitation.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Sidi CHIAKH,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de convention d'usage pour le passage entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo et la gestion de sa fermeture partielle;
Vu les concertations conduites et de participation citoyenne,
Considérant les avis favorables des Assemblées générales des deux copropriétés « SDC Anatole France » et le « Parvis Sud,
Considérant un premier avis favorable de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris,

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DECIDE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 1

D'approuver les termes de la convention d'usage pour la gestion de la fermeture du passage entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo entre la commune du Kremlin-Bicêtre et les syndicats des copropriétaires « SDC Anatole France » et le « Parvis Sud », conclue pour une durée de 5 années renouvelables à compter de sa signature par les parties

Article 2

D'approuver les dépenses d'investissement préalables à l'installation du dispositif de fermeture du passage sans demande de contrepartie financière aux deux syndicats des copropriétaires.

Article 3

D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit acte ci-annexé, et de lui donner mandat pour la mettre en œuvre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE * 94276 *

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CONVENTION D'USAGE

Pour le Passage entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo

ENTRE LES SOUSSIGNES ci-après identifiés :

Syndicat des Copropriétaires 17, 19, 21 et 27 bis rue Anatole France.

Ci-après dénommé **« SDC Anatole France ».**

Représenté par son syndic : M. CUNIN Olivier Syndic (olivier@cabinet-hameon.fr)

Cabinet HAMEON

2 rue Louis Rousseau

94200 IVRY-SUR-SEINE

Carte Professionnelle CCI Paris

N° CPI : 9401 2016 000 01

Conformément à la décision du Syndicat des copropriétaires, lors de l'Assemblée Générale du 17/11/2022.

ET

Syndicat des Copropriétaires 23 rue Anatole France, 6 et 8 place Victor Hugo

Ci-après dénommé **« Parvis Sud ».**

Représenté par son syndic : M. (@mail)

Cabinet

2 rue

Carte Professionnelle

N° CPI :

Conformément à la décision du Syndicat des copropriétaires, lors de l'Assemblée Générale du ...

D'une part,

ET

La Commune de Kremlin-Bicêtre, Hôtel de Ville, 1 Place Jean Jaurès 94276 Le Kremlin-Bicêtre CEDEX, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc LAURENT dûment habilité par délibération du Conseil municipal du 04/07/2020.

Ci-après dénommée « LA VILLE » d'autre part,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Préambule

Dans le cadre du projet « Nature 2050 », la commune du KREMLIN-BICETRE a engagé des études de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'îlot Victor Hugo lequel se situe dans le quartier du centre-ville, dans un tissu urbain dense et résidentiel. Le projet consiste en une requalification de l'espace qui est une zone piétonne dédiée à des équipements publics locaux et à des ensembles résidentiels qui le jouxtent.

Les grands axes d'aménagement de ce projet dont le démarrage des travaux est souhaité par la commune en janvier 2024 pour une durée de 4 mois consistent en :

- La désimperméabilisation et la végétalisation de plusieurs espaces,
- L'installation d'un chemin perméable bordé de végétaux comestibles,
- L'installation d'un jardin collectif et de potager pédagogique,
- La création d'un verger,
- L'installation d'une prairie, accompagnée d'espace de repos et d'observation,
- Une gestion durable du site.

Cet aménagement constituant une amélioration qualitative au plan du paysage, il a été décidé, en concertation avec les habitants et les copropriétaires situés à proximité du périmètre de l'aménagement et pour un motif d'intérêt général, de procéder à l'installation de dispositifs de fermeture partielle des passages traversants, de façon à favoriser la tranquillité des résidents en période nocturne.

Plusieurs travées piétonnes sont concernées par ce projet de fermeture, comme mentionné dans l'annexe (plan d'implantation). La présente convention porte sur l'axe Place Victor Hugo – intersection Anatole France au 27 Bis.

Article 1 – Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de définir les modalités du partenariat entre le « SDC Anatole France », le « Parvis Sud » et la « Commune » dans le but d'assurer la fermeture partielle du passage entre la rue Anatole France et la place Victor Hugo. Elle précise les responsabilités des trois signataires en termes de maîtrise d'œuvre, de réalisation des travaux et d'exploitation.

Article 2 - Champ d'application

Les informations ci-après sont extraites du Règlement de Copropriété du « SDC Anatole France ».

Les parcelles concernées font partie d'une Zone d'Aménagement Concertée demandée par le Conseil Municipal de la « Commune » le 28/01/1974. La SAERP Aménageur de la ZAC a démembré la zone en cinq lots consistant chacun en un volume distinct. Au sein de l'état descriptif de division en volume su-énoncé :

- Le lot TROIS concerne le « SDC Anatole France ». Ce lot est constitué de 2 bâtiments (17, 19 et 21 d'une part et 27 bis d'autre part), de sous-sols pour les parkings et de jardins.
- Le lot CINQ concerne le « Parvis Sud ». Ce lot est constitué de 1 bâtiment (23 rue Anatole France et 6 et 8 place Victor Hugo) d'une part, de sous-sols pour les parkings et de jardins.

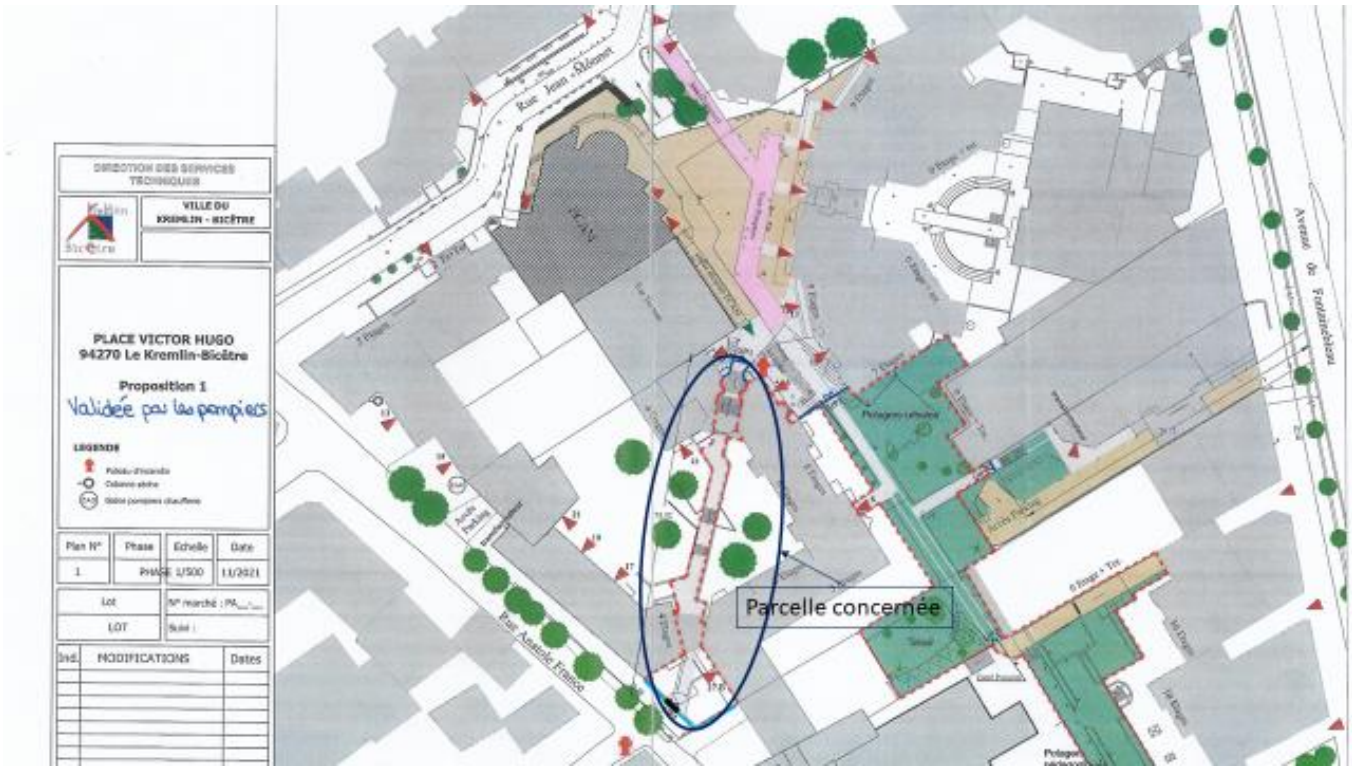
La copropriété « SDC Anatole France » et la copropriété « Parvis Sud » sont soumises à un ensemble de servitudes générales et de servitudes particulières. Au niveau des servitudes particulières, il est précisé que la copropriété « SDC Anatole France » (comme celle du Parvis Sud) est traversée par un passage piétonnier aménagé au sein du volume UN qui passe sous deux voutes, une pour le lot TROIS (« SDC Anatole France ») d'une part et une pour le lot CINQ d'autre part (Parvis Sud) et jusqu'à l'avenue de Fontainebleau / école maternelle). Le volume UN passe également au-dessus de plusieurs parkings. Il est précisé que sous les passages publics, les lots TROIS et CINQ sont limités

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

dans sa partie supérieure par la sous-face de revêtement de ces dits passages, considérée à 0,05 m sous le niveau fini.

La présente convention s'applique au volume UN pour les parcelles relatives au « SDC Anatole France » et « Parvis SUD » limitée pour cette dernière au 23 rue Anatole France.

Section traitée par la convention (avec accord des pompiers) :



Article 3 - Nature des travaux à réaliser pour la mise en place d'un contrôle d'accès

Le principe retenu est celui d'une fermeture partielle avec ouverture automatique en journée et fermeture la nuit (ouverture aux horaires pratiqués dans les parcs et squares de 9h à 19h ou 20h selon la saison tous les jours de l'année). Les horaires sont révisables par arrêté du maire.

La fermeture et l'ouverture aux heures indiquées se fera de manière automatique. Une fois l'ouverte effectuée, la porte ne se refermera qu'aux heures indiquées et ce, afin d'éviter l'usure due à la répétition d'actionnements intempestifs et pour réduire les nuisances sonores en soirée et en période nocturne occasionnées par les aller et retours des riverains.

Cette solution implique la motorisation des portes ainsi qu'un dispositif automatisé. Pour l'usage résidentiel, le dispositif sera doublé d'un portillon (plus étroit) comportant divers options d'ouverture (manuelle, type Vigik ou digicode pré installées), ainsi qu'un système de déverrouillage implanté à l'intérieur du périmètre clos afin de permettre l'ouverture à distance sans se présenter nécessairement au portillon. Les modalités de gestion du portillon seront déterminées par chaque copropriété qui aura la charge du coût de mise en œuvre de ces options.

Il convient de noter que les travaux impliquent de déplacer la boîte aux lettres de La Poste qui se trouve en entrée de zone côté rue Anatole France.

Pour la partie haute du passage, seuls les résidents de la zone peuvent accéder en utilisant un badge électronique non clonable (ou tout autre dispositif du même type) lorsque la zone est fermée.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Pour la partie basse, un réaménagement des grilles sera réalisé afin de les aligner sur la taille des clôtures.

Un bouton d'ouverture éloigné des clôtures sera installé afin de pouvoir ouvrir de l'intérieur pendant les heures et jours de fermeture de celles-ci.

Le dispositif de contrôle d'accès mis en place comportera un système d'ouverture pour les pompiers.

Le « SDC Anatole France » et le « Parvis Sud » seront associés à la définition de la spécification technique de l'installation. Ils valideront le cahier des charges proposé par « la Commune ».

Article 4 – Prise en charge des travaux de mise en place de clôtures avec contrôle d'accès

La « commune » prend à sa charge :

- Les travaux suivants
  - ✓ Obtention des autorisations administratives pour effectuer les travaux.
  - ✓ Maîtrise d'œuvre des travaux à réaliser.
  - ✓ Gestion des accès.
  - ✓ La pose d'une clôture avec contrôle d'accès, côté rue Anatole France (entre les bâtiments 17 et 27 bis. Une porte d'accès attenante sera ajoutée afin de permettre l'accès à l'immeuble de la « SDC Anatole France » à toute heure.
  - ✓ La pose d'une clôture avec contrôle d'accès, côté place Victor Hugo (sur le bas des escaliers.
- Les copropriétés prennent à leur charge l'acquisition et la gestion des badges électroniques.

Article 4 – Coût des travaux et de maintenance

La « Commune » prend en charge le coût des travaux et le coût de maintenance (visite de contrôle, entretien périodique et curatif de l'installation (hors système vigik ou badges électroniques pour le portillon).

La « Commune » prendra en charge l'installation et la gestion de l'alimentation électrique du dispositif d'ouverture et de fermeture.

Article 4 – Entretien des espaces

La « Commune » s'engage à poursuivre à ses frais exclusifs, l'entretien du passage concernant les points suivants :

- Le nettoyage du passage : enlèvement des déchets et encombrants déposés sur le sol, la gestion de la collecte de la corbeille située au milieu du passage, dans le cadre de l'application du plan de propreté communal.
- L'enlèvement des tags en respectant la couleur initiale des murs souillés.
- La remise en état du sol et des escaliers ainsi que des gardes corps afin d'éviter tout risque d'accident.
- La surveillance de l'écoulement (drainage) des eaux afin d'éviter des problèmes d'affaissement liés aux infiltrations non contrôlées.
- L'éclairage public continuera d'être assuré.

La « Commune » incitera, par un affichage adapté, au respect de la tranquillité et de la propreté de la zone.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le « SDC Anatole France » et le « Parvis Sud » assureront l'entretien des espaces verts comme actuellement réalisé : tonte des pelouses et des haies, élagage des arbres, arrosage, remise en état des clôtures de protection des espaces verts (hors clôtures avec contrôle d'accès posées pour la fermeture du passage).

Le « SDC Anatole France » et le « Parvis Sud » assureront l'entretien et le nettoyage des parties d'accès privatives tels que réalisés actuellement.

Article 5 - Durée de la convention - Renouvellement – Dénonciation

Cette convention s'applique à partir de la date de la signature des 3 parties et pour une durée 5 ans. Au terme de cette durée, cette convention sera tacitement reconduite pour la même durée.

Article 6 – Litiges et modifications

La présente convention pourra faire l'objet d'un avenant selon l'évolution des besoins et de l'évolution du projet.

Les différents qui pourraient s'élever entre les parties à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention seraient, à défaut de règlement à l'amiable, soumis à la compétence du Tribunal administratif de MELUN, saisi par l'une ou l'autre des parties

Fait à Kremlin Bicêtre, en 3 exemplaires originaux, le

Pour le « SDC Anatole France »

Pour le « Parvis Sud »

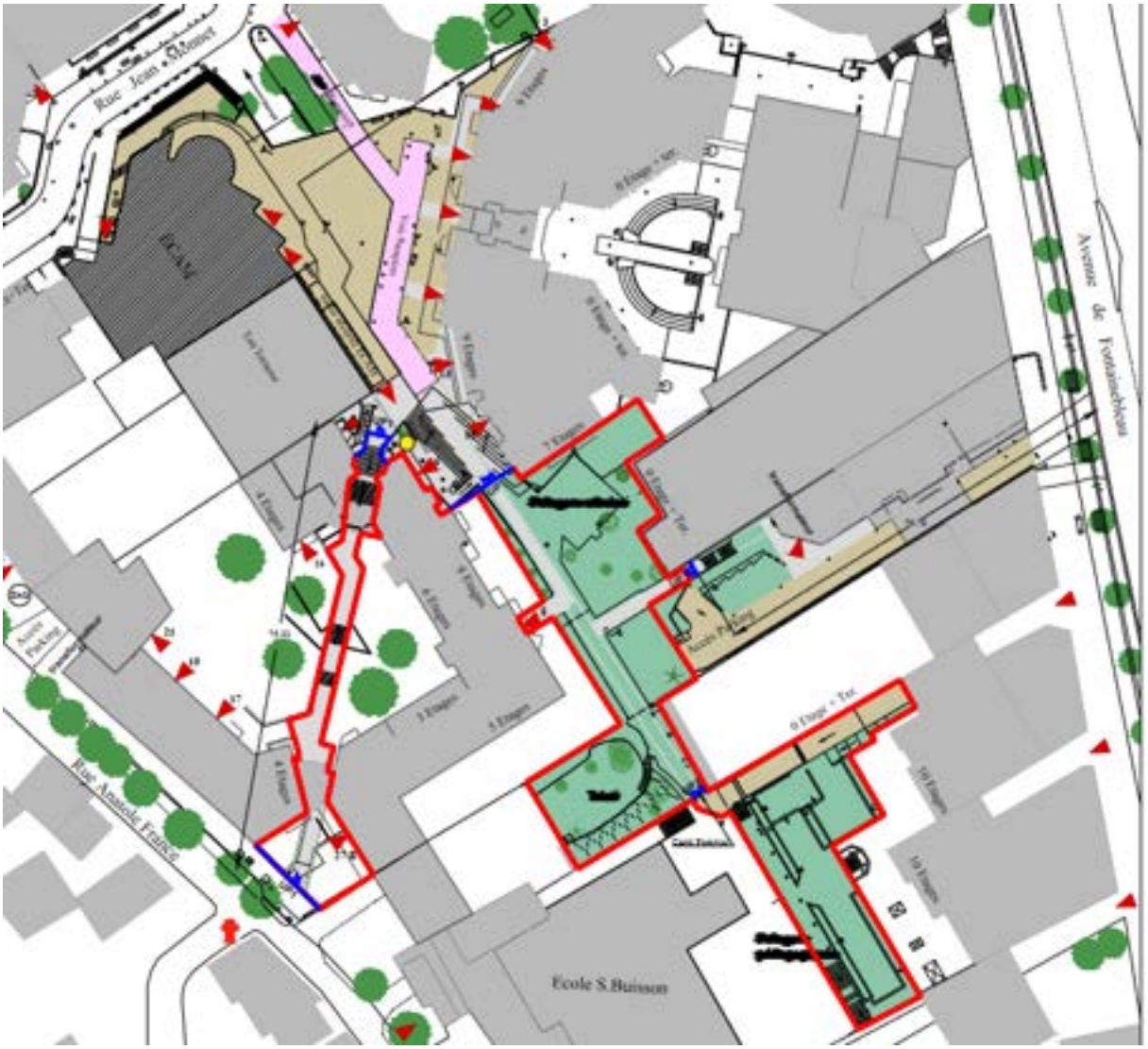
Pour la Commune de KREMLIN-BICÊTRE

Le Maire

M. Jean-Luc LAURENT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Annexe



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-138-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-139

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

PROJET URBAIN : Autorisation de cession d'un terrain en vente notarial interactive sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Monsieur Frédéric RAYMOND expose au conseil :

Suite à la délibération n°2022-113 autorisant la cession de terrains, dont le 30 rue John Fitzgerald Kennedy à Madame Lin sous forme de Vente Notariale Interactive (VNI), renommée depuis Immo-Interactif, une promesse de vente a été consentie par la ville au profit de Mme LIN le 9 décembre 2022 moyennant le prix de 361 000 € net vendeur. Cette promesse intégrait une condition relative au comblement par la Ville des carrières éventuellement présentes sur le terrain.

Le bureau d'études Atlas Géotechnique a établi le 13 janvier 2023 un rapport géotechnique G2 AVP et G5 concluant à la présence effective de carrières sur le bien vendu.
En application de la règlementation existante, en amont du dépôt du permis de construire déposé le 20 juillet 2023, la ville a fait établir une étude géotechnique dite G2 PRO, en date du 3 juillet 2023.

Cette étude a mis en évidence la présence d'une carrière sur une grande partie de la parcelle ainsi que la nécessité de procéder à leur comblement des carrières pour permettre la réalisation du projet de construction.
La réalisation des travaux de comblement par la Ville nécessite le respect des procédures d'appel d'offres pour la désignation d'un combleur. Toutefois, les délais procéduraux d'attribution du marché se sont avérés incompatibles avec le délai prévu tant par la promesse de vente que par l'offre de prêt obtenue par l'acquéreur, notamment eu égard à la hausse importante des taux d'intérêt intervenue depuis le début de l'opération de mise en vente.
Les délais prévus étant dépassés, la promesse de vente est devenue caduque et les parties sont convenues de procéder à une nouvelle vente mettant à la charge de l'acquéreur les frais de comblement de carrière moyennant une baisse de prix du terrain, le tout en vue de permettre une signature de l'acte de vente au cours de l'exercice budgétaire en cours.

Ainsi, au regard des devis obtenus, les parties sont convenues d'appliquer au prix de vente une baisse à hauteur de 200 000 € et correspondant au coût pour l'acquéreur de la prise en charge par ses soins et à ses risques exclusifs de l'opération de comblement de la parcelle sis 30, rue JF Kennedy. Cette proposition a été formulée par la Ville par courrier en date du 20 novembre 2023 et a été acceptée par l'acquéreur le 22 novembre 2023.
La présente délibération a ainsi pour objet d'autoriser la cession au profit de Madame LIN de la parcelle pour un prix de 161 000 € assortie de l'obligation de réaliser le comblement des carrières à la charge de l'acquéreur, et autorise Monsieur le Maire ou l'élu en charge du projet urbain, de l'aménagement, des mobilités et du patrimoine à signer l'acte de vente et généralement tous les actes afférents à cette cession.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frederic RAYMOND
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.3221-1 du code général de la propriété des personnes publiques,
Vu l'avis des domaines en date du 25 août 2022 pour le terrain sis 30, rue J.F. Kennedy,
Vu la délibération n°2021-070 du 28 juin 2021 décidant la vente du terrain sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy via le dispositif immo-interactif des notaires de France,
Vu la délibération n°2022-113 autorisant la cession de terrains en vente notariale immo-interactive sis 16, rue Pierre Sémard et 30, rue John Fitzgerald Kennedy,
Vu le mandat de négociation immobilière confié à Maître Renoux-Fontaine, notaire à Maisons-Alfort,
Vu l'intérêt pour la ville de vendre le bien libre de toute occupation sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy,
Vu le résultat des offres de vente qui ont eu lieu le 29 juin 2022 via le dispositif immo-interactif qui s'est déroulé par internet sur le site immobilier.notaires.fr,
Vu la promesse de vente en date du 9 décembre 2022 notamment le chapitre 26 – B relatif à la prise en charge du coût intégral du comblement de carrière par le vendeur,
Vu le courrier de la ville, en date du 20 novembre 2023, à l'attention de l'acquéreur relatif à la prise en charge par l'acquéreur des frais liés au comblement des carrières présentes sur le terrain et de la baisse de prix du terrain en résultant,
Vu le courrier de l'acquéreur, en date du 22 novembre 2023, confirmant son accord de prise en charge des frais liés au comblement des carrières présentes sur le terrain et de la baisse de prix du terrain en résultant,
Considérant les devis des sociétés spécialisées pour le comblement des carrières,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 5 abstentions (M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 7 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN),

DÉCIDE

Article 1 : D'AUTORISER la cession de la parcelle cadastrée L65 sise 30, rue John Fitzgerald Kennedy à Madame LIN ou toute entité la représentant au prix de 161 000 euros

Article 2 : DIT que les frais d'honoraires, de notaires et de publicité seront à la charge des acquéreurs.

Article 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou l'adjoint en charge du projet urbain, de l'aménagement, des mobilités et du patrimoine à signer les actes de transfert de propriété et tous les actes afférents à ces cessions.

Article 4 : DIT que les recettes afférentes sont inscrites au budget communal.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

SEANCE du 24 NOVEMBRE 2022

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2022-113

Le 24 novembre 2022 à 19h00 les membres du Conseil Municipal de la ville du KREMLIN-BICETRE se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 10 novembre 2022.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TRAORE, Mme DEFRANCE.

Membres représentés :
M. HASSIN par M. DELAGE
M. TAPA par Mme AZZOUG

Membres absents :
M. BOUFRAINE, M. GIBLIN, M. KHIAR, Mme HARTMANN, Mme ALESSANDRINI M. BANBUCK, M. NICOLLE, M. CHAPPELLIER, M. BELAINOUSSI, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROCLU.

Secrétaire de séance : Madame THIAM

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 19
Représentés 2
Absents..... 14

OBJET MIS EN DELIBERATION :

AUTORISATION DE CESSION DE TERRAINS EN VENTE NOTARIALE IMMO-INTERACTIVE SIS 16, RUE PIERRE SEMARD ET 30, RUE JOHN FITZGERALD KENNEDY

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20221224-2023-139-DE
Date de télétransmission : 02/12/2023
Date de réception préfecture : 02/12/2023

Monsieur Frédéric RAYMOND expose au conseil :

Conçue il y a quelques années sous l'intitulé de la Vente Notariale Interactive (VNI) et renommé depuis Immo-Interactif, les notaires de France proposent une solution de vente innovante et exclusive. Ce mode de mise en vente permet la transparence, la garantie d'obtenir le prix du marché, des délais de vente maîtrisés et une sécurisation de la transaction.
Le processus Immo-Interactif a pour objectif de vendre des biens immobiliers au meilleur prix du marché par le moyen d'un appel d'offre dématérialisé réunissant les acquéreurs potentiels, pendant une durée limitée et pour réaliser leurs offres d'achat.
Le notaire désigné est en charge du dossier jusqu'à la signature de l'acte authentique, il procure aussi une assistance tout le long de la procédure.

Ainsi, la commune du Kremlin-Bicêtre a souhaité, à travers cette procédure qui procure toutes les garanties de publicité et de transparence, mettre en vente des biens immobiliers du patrimoine privé communal sis :
- 16 rue Pierre Sémard, cadastré section O numéro 156
- 30 rue John Fitzgerald Kennedy, cadastré section L numéro 65

La Vente Notariale Immo-interactive s'est tenue tout au long du mois de juin avec des mesures de publicité importantes, notamment la publication des annonces sur 9 sites internet différents (immobilier.notaires.fr, se loger.com, immostreet.com, avendrealouer.fr, logicimmo.com, leboncoin.fr, immobilier.lefigaro.fr, ouestfrance-immo.com et le site de l'office notarial).
Les enchères ont eu lieu sur 2 jours et se sont achevées le 29 juin 2022. A l'issue de celles-ci l'expert immobilier de l'office notarial a transmis les résultats des enchères.
Ainsi, 5 enchères ont été enregistrées pour chacun des deux lots de la rue Pierre Sémard et 7 pour le bien du 30, rue John Fitzgerald Kennedy.

Après l'analyse des offres, il a été décidé de vendre les terrains aux personnes dont les offres étaient les plus solides financièrement.

Pour les deux lots sis 16, rue Pierre Sémard :
Lot A : Mme BEN YAKHLEF Laïla et M. EL BOUKHYARI Mohamed Hassane pour 244 700 € net vendeur sur 5 propositions

Lot B : Mme et M. ABICHOU pour 244 700 € net vendeur sur 5 propositions

Pour le bien sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy : Mme LIN Alice pour 361 000 € net vendeur sur 7 propositions.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Frédéric RAYMOND,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.3221-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les avis des domaines en date du 25 août 2022 pour le terrain sis 30, rue J.F. Kennedy et du 3 octobre 2022 pour le terrain sis 16, rue Pierre Sémard,

Vu la délibération n°2021-070 du 28 juin 2021 décidant la vente des terrains sis 16, rue Pierre Sémard et 30, rue John Fitzgerald Kennedy via le dispositif immo-interactif des notaires de France,

Vu le mandat de négociation immobilière confié à Maître Renoux-Fontaine, notaire à Maisons-Alfort,

Vu l'intérêt pour la ville de vendre le bien libre de toute occupation, après démolition par la Ville des constructions existantes sis 16 rue Pierre Sémard en deux lots distincts (partie gauche LOT A et partie droite LOT B), et le bien libre de toute occupation sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231224-2023-139-DE
Date de télétransmission : 28/12/2023
Date de réception préfecture : 28/12/2023

Vu le résultat des offres de vente qui ont eu lieu les 29 juin 2022 via le dispositif immo-interactif qui s'est déroulé par internet sur le site immobilier.notaires.fr,
Vu l'avis de la commission municipale concernée émis à l'unanimité par 4 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, M. RAYMOND, M. TAPA) et 2 ne prenant pas part au vote (Mme EL KRETE, M. RUGGIERI),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, M. BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE),

DECIDE

Article 1 : D'AUTORISER la cession de la parcelle cadastrée O 156p lot A sise 16, rue Pierre Sémard à Mme BEN YAKHLEF Laïla et M. EL BOUKHYARI Mohamed Hassane ou toute entité le représentant au prix de 244 700 € hors frais d'acte de vente, honoraires de commercialisation du notaire et frais de publicité.

Article 2 : D'AUTORISER la cession de la parcelle cadastrée O 156p lot B sise 16, rue Pierre Sémard à Madame et Monsieur ABICHOU ou toute entité les représentant au prix de 244 700 € hors frais d'acte de vente, d'honoraires de commercialisation du notaire, de notaire et frais de publicité.

Article 3 : D'AUTORISER la cession de la parcelle cadastrée L 65 sise 30, rue John Fitzgerald Kennedy à Madame LIN ou toute entité la représentant au prix de 361 000 € hors frais d'acte, honoraires de commercialisation du notaire noraires de négociation de 18 200 euros ainsi que les frais d'acte de vente et de frais publicité.

Article 4 : DIT que les frais d'acte de vente, honoraires de commercialisation du notaire et frais de publicité seront à la charge des acquéreurs.

Article 5 : D'AUTORISER Monsieur le Maire ou l'adjoint en charge du projet urbain, de l'aménagement, des mobilités et du patrimoine à signer les actes de transfert de propriété et tous les actes afférents à ces cessions.

Article 6 : DIT qu'en cas de non réalisation des conditions suspensives ou de rétractation de l'acquéreur, la ville décide de céder le bien sis 30, rue John Fitzgerald Kennedy aux acquéreurs suivants dans cet ordre : - Mme ABBES, ayant effectué une offre de 363 800 €, l'acquéreur conservant à sa charge les frais de publicité et d'organisation des enchères pour un montant de 1.000 € TTC, les ho.

Article 7 : DIT que les recettes afférentes sont inscrites au budget communal.

Article 8 : DIT que La présente délibération sera notifiée à Mme BEN YAKHLEF Laïla et M. EL BOUKHYARI Mohamed Hassane pour le bien sis 16, rue Pierre Sémard, lot A, à Madame et Monsieur ABICHOU pour le bien sis 16, rue Pierre Sémard, lot B et à Madame LIN pour le bien sis 30, rue JOHN FITZGERALD Kennedy.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE ★ 94276 ★

La secrétaire de séance
Madame Fatoumata THIAM

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20221224-2023-139-DE
Date de télétransmission : 02/12/2023
Date de réception préfecture : 02/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231224-2023-139-DE
Date de télétransmission : 19/12/2023
Date de réception préfecture : 19/12/2023

7, Avenue Rouget de Lisle
93140 BONDY
Tél : 06.81.28.89.05 - Fax : 01.48.54.60.58
SASU au capital de 5 000 € - Siret : 819 466 962 00019
Code ape. 4399 D - N° d'identification TVA : FR 15 819 466 962

Devis N° DC0425

Le 18/10/23

Adresse de livraison :

-

FRANCE

N° intracommunautaire :

Téléphone :
Code Client : DIVERS
Représentant :

Code Art.	Désignation de l'Article	Qté Livr.	Px unit €	Montant HT
	Chantier : 30 RUE JOHN FITZGERALD KENNEDY - 26 RUE MARCEL SEMBAT 94270 LE KREMLIN BICETRE			
	CONFORTEMENT DES ANCIENNES CARRIERES			
	INSTALLATIONS GENERALES			
	Installation de chantier	1,00	37 000,00	37 000,00
	FORAGE & INJECTIONS			
	Exécution des forages enregistrés - ml	980,00	42,00	41 160,00
	Equipement des forages d'injection :			
	Tube lisse/crépinés	980,00	3,50	3 430,00
	Tubes à manchettes	980,00	6,00	5 880,00
	Fabrication et mise en oeuvre de coulis d'injection :			
	Coulis de comblement	150,00	230,00	34 500,00
	Coulis de clavage	15,00	315,00	4 725,00
	Coulis de traitement	75,00	465,00	34 875,00
	Coulis de barrage	70,00	280,00	19 600,00
	PRESTATIONS A VOTRE CHARGE - Constat d'huissier - Demande d'eau : 30m3/h diamètre 50 mm- pression 5 bars, - Libre accès à notre personnel et au matériel			
	Conditions de règlement : 30% à la commande 60% milieu du chantier 10% fin de chantier			
	Validité du devis : 1 mois			

Code	Base	Taux	Montant TVA
XXX	XXXXXX	XXXXXX	XXXXXX

Total HT	Escompte	Total TTC	Acompte	NET A PAYER
XXXXXX	XXXXXX	XXXXXX	XXXXXX	XXXXXX

Moyen de transport : Enlevement client
Cond. de transport : Sans conditions particulières
Conditions de règlement :
Echéance : XXXXXX **Escompte :** 1% par Mois d'Avance HT **Int. Retard :** 15% par An

le

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Devis N° DC0425

7, Avenue Rouget de Lisle
93140 BONDY
Tél : 06.81.28.89.05 - Fax : 01.48.54.60.58
SASU au capital de 5 000 € - Siret : 819 466 962 00019
Code ape. 4399 D - N° d'identification TVA : FR 15 819 466 962

Le 18/10/23

Adresse de livraison :

.

FRANCE

N° intracommunautaire :

Téléphone :
Code Client : DIVERS
Représentant :

Code Art.	Désignation de l'Article	Qté Livr.	Px unit €	Montant HT
	NOTRE OFFRE COMPRENANT : - Les travaux seront rémunerés par application des prix unitaires du détail estimatif aux quantités réellement mises en oeuvre - Une installation complète comprenant : - Une base vie, - Un atelier forage - Et une centrale de fabriquant et d'injection - L'exécution des forages y compris équipement - Mise en oeuvre des coulis - Remise en état du site en fin de chantier - Fourniture en fin de chantier le dossier d'ouvrage exécuté, Conditions de règlement : 30% à la commande 60% milieu du chantier 10% fin du chantier Validité du devis : 1 mois			

Code	Base	Taux	Montant TVA
C20	181 170,00	20%	36 234,00

Total HT	Escompte	Total TTC	Acompte	NET A PAYER
181 170,00	0,00	217 404,00	0,00	**217 404,00**

Moyen de transport : Enlevement client
Cond. de transport : Sans conditions particulières
Conditions de réglement :
Echéance : 18/10/23 **Escompte :** 1% par Mois d'Avance HT le **Int. Retard :** 15% par An

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Le Kremlin Bicêtre

Le 20 novembre 2023

Madame LIN Alice
7, allée Simone de Beauvoir
94110 ARCUEIL

Dossier suivi par : Damien BARRIEU
Direction des Services Techniques
Service de l'urbanisme
dbarrieu@ville-kremlin-bicetre.fr

Objet : Prise en charge du comblement de carrière et baisse de prix
Nos références : 2023_17
A/R 1A208 006 0971 5
Madame LIN,

Vous vous êtes portées acquéreurs d'un terrain sis 30, JF Kennedy, cadastré L65, dans le cadre d'une vente aux enchères via notaire dite VNI.

Suite à des études techniques approfondies, il s'est avéré qu'un comblement de carrières était nécessaire pour la construction de votre projet. Dans le cadre de nos échanges et rencontres qui ont lieu entre octobre et novembre 2023, vous avez accepté notre proposition de vous transférer les travaux de comblement de carrière contre une baisse de prix du terrain.

Je vous confirme, qu'au regard de l'engagement de la ville de prendre en charge le comblement de carrières dans la promesse de vente et des différents devis sollicités, une baisse du prix de 200 000 € TTC sera appliquée sur les 361 000 € TTC net vendeur inscrits dans la promesse de vente hors frais de négociation, de publicité et d'acquisition (frais de notaire) sous réserve de la validation du Conseil Municipal.

Ainsi, le prix d'acquisition de cette parcelle est de 161 000 € TTC net vendeur hors frais de négociation, de publicité et d'acquisition (frais de notaire) restant à votre charge.

Pour votre parfaite information, cette décision sera inscrite au Conseil Municipal en date du 14 décembre 2023 après validation écrite de votre part sous huitaine.

Nous pouvons ainsi, dès à présent, prévoir une signature de l'acte authentique à compter du 18 décembre 2023 dès le retour du contrôle de légalité sur la délibération susmentionnée.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes sincères salutations.

Pour le Maire, Jean-Luc LAURENT
et par délégation
L'Adjoint au Maire chargé du projet urbain, de l'aménagement, de l'urbanisme, des mobilités et du patrimoine

Frédéric RAYMOND

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Alice LIN WU
7 Allée Simone de Beauvoir
94110 Arcueil

Mairie du Kremlin Bicêtre
Monsieur le Maire
Place Jean Jaurès
94276 Le Kremlin-Bicêtre CEDEX

Arcueil, le 22/11/2023

Objet : Vente du terrain sis au 30 rue Kennedy

Monsieur le Maire,

J'accuse réception de votre courrier du 20/11/2023.

Je vous confirme mon acceptation à votre proposition de me transférer la prise en charge des comblements de carrières en contrepartie d'une baisse de prix de 200.000€ sur le prix initial de la vente.

Cela signifie que le prix d'achat passe de 380.000€ à 180.000€, hors frais de notaire qui restent à ma charge en sus.

Dans le cadre de ces travaux de comblement, je vous prie d'accepter ma demande d'exonération gracieuse des frais de voierie.

Je vous remercie également de bien vouloir faciliter et accélérer les démarches administratives que je serai amenée à faire auprès de vos services, directement ou indirectement, dans le cadre des travaux de construction à venir

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes sincères salutations.

Alice LIN WU



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

www.soleffi.fr

BORDEREAU DE PRIX ET DETAIL ESTIMATIF

Affaire : 30, rue John Fidzgerald Kennedy - LE KREMLIN BICETRE (94)
N° : 23.246

Date : 3 novembre 2023

SUIVANT LA NOTICE BGC DU 15 JANVIER 2003
ET DU RAPPORT DE SOL D'ESRG Géotechnique - G2 PRO
AF.2023.05.042 du 04/07/2023

N°	Désignation	U	Quantité	Prix Unitaire	Total H.T.
1	Amenée, installation et repli du matériel de forage	F	1	4 000,00 €	4 000,00 €
2	Amenée, installation et repli du matériel d'enregistrement des paramètres	F	1	500,00 €	500,00 €
3	Amenée, installation et repli du matériel d'injection	F	1	12 000,00 €	12 000,00 €
4	Implantation des forages	F	1	500,00 €	500,00 €
5	Mise en station de la foreuse	U	29	50,00 €	1 450,00 €
6	Forage destructif y compris enregistrement	ml	812	55,00 €	44 660,00 €
7	Equipement des forages				
7.1	- Equipement en tubes lisses ou crépinés	ml	812,00	5,00 €	4 060,00 €
7.2	- Equipement en tubes à manchettes	ml	70,00	8,00 €	560,00 €
8	Coulis/Ciment				
8.1	- Coulis de barrage	m3	20	190,00 €	3 800,00 €
8.2	- Coulis de remplissage	m3	355	240,00 €	85 200,00 €
8.3	- Coulis de clavage	m3	42	260,00 €	10 920,00 €
8.4	- Traitement	m3	42	380,00 €	15 960,00 €
9	Dossier de récolement	F	1	500,00 €	500,00 €
10	**Contrôle des injections (28 JOURS APRES LA FIN DES INJECTIONS)**	A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE			

- Validité de notre offre : 3 mois.
- Date de démarrage : A convenir.
- Délai d'exécution : A convenir
- Méthodologie : Notice Technique à la demande.
- Conditions de règlement : 40% à la commande, solde avec caution bancaire

TOTAL H.T. :	**184 110,00 €**
T.V.A. 20 % :	**36 822,00 €**
MONTANT TOTAL T.T.C. :	**220 932,00 €**

1 - Conditions particulières de notre offre :
- Suivant votre mail du 30 octobre 2023
- Sous réserve d'une visite du site
- Sans contraintes horaires
- Evacuation des boues de forages inclus.
- Transmission des documents d'exécution par voie électronique au format PDF.
- Sous réserve d'obtention d'une autorisation de stationnement sur le domaine public si nécessaire

2 - Prestations à votre charge :
- Toutes missions géotechniques (G2, G3, G5, ...).
- Fourniture de l'eau : 20m3/h - diamètre 50mm - Pression 1 bar.
- Impressions et transmissions des documents SOLEFFI TS en version papier aux différents interlocuteurs.
- Libre accès à notre personnel et au matériel.
- Aire d'installation pour nos matériels et matériaux sur le domaine public si nécessaire
- Contrat sans "retenue de fin de travaux".
- Plateforme de travail stable et assainie.
- Matérialisation et repérage des réseaux enterrés (eaux usées, eaux pluviales, électricité, égouts, téléphone, etc...) pouvant gêner la réalisation de nos travaux.
- Déviation de tous concessionnaires enterrés/aériens ou tamponnage. La société SOLEFFI TS ne pourra être tenue pour responsable en cas de circulation de coulis dans les réseaux existants.
- Remise en état de la cour, du jardin et des intérieurs du batiment

3 - Conditions d'intervention SOLEFFI TS :
- A 40cm de tout obstacle vertical sans cage de protection physique sur foreuse (en acceptant notre offre et si obligation, l'ensemble des intervenants accepte de modifier la conception du projet afin de garantir l'utilisation de foreuse avec cage de protection, incluant la modification des conditions financières de SOLEFFI TS et le point ci-après).
- A 200cm de tout obstacle vertical avec cage de protection physique sur foreuse.
- En cas de travaux en tunnel/galerie ou sous-sol, la foreuse ne sera pas équipée de cage de protection physique.

Didier BOSSON
Chargé d'affaires

Patice BONNEAU
Directeur

Fédération Spécialiste du SOL
Entreprise Fondations Forages Injections

15/19 RUE DE LA FOSSE MONTALBOT - 91270 VIGNEUX SUR SEINE
☎ : 01 69 40 76 76 - 🖷 : 01 69 40 64 11

afaq ISO 9001 VERSION 2008

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

SOLETANCHE BACHY
AGENCE FRANCE NORD

DATE :	08/11/2023
Affaire n°	084304
	ind A

Le présent bordereau de prix constitue une offre globale et forfaitaire
Les prix s'entendent sur la base des conditions économiques à la date de : août-23
Délai de validité de l'offre : 2 mois

30 Rue John Fitzgerald Kennedy, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

DPGF des Travaux de consolidations des carrières souterraines de Calcaire Grossier, avant réalisation de fondations superficielles

N° prix	Désignation	Unité	Qté	Prix unitaire en Euros	Montant en Euros
A- Généralités					
A-1	Mission G3 - Démarches administratives et études	Ft	1.00	2 000.00	2 000.00
A-2	Préparation - Base vie	Ft	1.00	1 500.00	1 500.00
A-3	Création d'une ouverture dans le mur d'enceinte pour l'accès de la foreuse	FT	1.00	1 500.00	1 500.00
A-4	Défrichage de la parcelle	FT	1.00	10 500.00	10 500.00
A-5	Amenée, installation et repli du matériel d'une foreuse	U	1.00	9 500.00	9 500.00
A-6	Amenée, installation et repli de la centrale de fabrication et de mis en oeuvre des mortiers et coulis de comblement et clavage	U	1.00	20 000.00	20 000.00
B- Barrages					
B-1	Réalisation des barrages	Ft	1	5 850.00	5 850.00
C- Forages					
C-1	Mise en station	U	24	50.00	1 200.00
C-2	Forage destructif (y compris enregistrement des paramètres)	ml	612	65.00	39 780.00
C-3	Double équipement PVC - TAM	ml	612	6.00	3 672.00
D- Comblement / clavage					
D-1	Fabrication et mise en oeuvre de mortier gravitaire	m^3	400	268.00	107 200.00
D-2	Fabrication et mise en oeuvre de mortier de clavage	m^3	40	295.00	11 800.00
D-3	Coulis de traitement	m3	34	450.00	15 300.00
	TOTAL HORS TAXES				**229 802.00**
	TVA (20%)				**45 960.40**
	TOTAL TTC (TVA 20%)				**275 762.40**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

CONDITIONS PARTICULIERES

Documents de base

Notre offre est basée sur les documents suivants :

- Mission G2 PRO de ISROG du 04/07/23
- Plan de masse

Description des travaux

- Notre chiffrage correspond aux travaux de traitement des carrières de Calcaire Grossier, au sens de la notice IGC du 15/01/2003
- Notre estimation est faite sous réserve de l'avis de l'Inspection Générale des Carrières
- Les plateformes sont définies sur le plan de phasage, les travaux ont lieu dans la continuité sans arrêt de chantier
- Le sous-sol de cette parcelle a fait l'objet d'une exploitation de carrière de deux étages

- Préalablement au travaux, une ouverture sera réalisée dans le mur d'enceinte de la parcelle pour créer un accès pour la foreuse. Cette ouverture se fera à l'emplacement souhaité par le maitre d'ouvrage.
- Un défrichage de la zone est prévu pour permettre les travaux. Les déchets seront évacués par l'entreprise

- On applique, conformément au rapport de sol, un maillage de 4x4m

En périphérie de la parcelle, au droit du bâti, des forages sont réalisés en maille resserrée (2.5x2.5m) avec injection de grave ciment.
Dans les zones de fontis, des forages sont réalisés en maille resserrée (3.5x3.5m) avec injection de mortier.

- Les forages sont réalisés depuis le terrain naturel
- Les forages ont une profondeur moyenne de : 25.5 mètres
- Les forages sont équipés de tubes à manchettes

- Le remplissage est effectué au mortier de sablon (ou cendres) – ciment : (800-1000 kg/m3 de s/cv, 100-150kg/m3 de c) ; le clavage est également réalisé au mortier (650-750 kg/m3 de s/cv , 200-250 kg/m3 de c).
  Si nécéssaire, le traitement est réalisé au coulis de ciment (300-350 kg/m3 de c, 10% de bentonite).
- Les mortiers seront livrés par camion toupie, sur chantier.
- Le coulis sera réalisé sur place.

Délais d'exécution / démarrage des travaux :

- Les travaux sont supposés réalisés dans la continuité et sans interruption
- Nombre d'outillage :

Foreuse gabarit standard	**1**
Centrale de fabrication et d'injection	**1**

- Durée d'exécution des travaux :

7 Semaines

- Démarrage des travaux : 3 semaines après la commande (délai légale de retour des DICT).
- Le phasage de notre intervention est conditionné par la libération complète des emprises
- Prévoir en plus, à l'issue de nos travaux, un délai de séchage des injections de 4 semaines ainsi que plusieurs semaines pour la réalisation des essais de contrôle

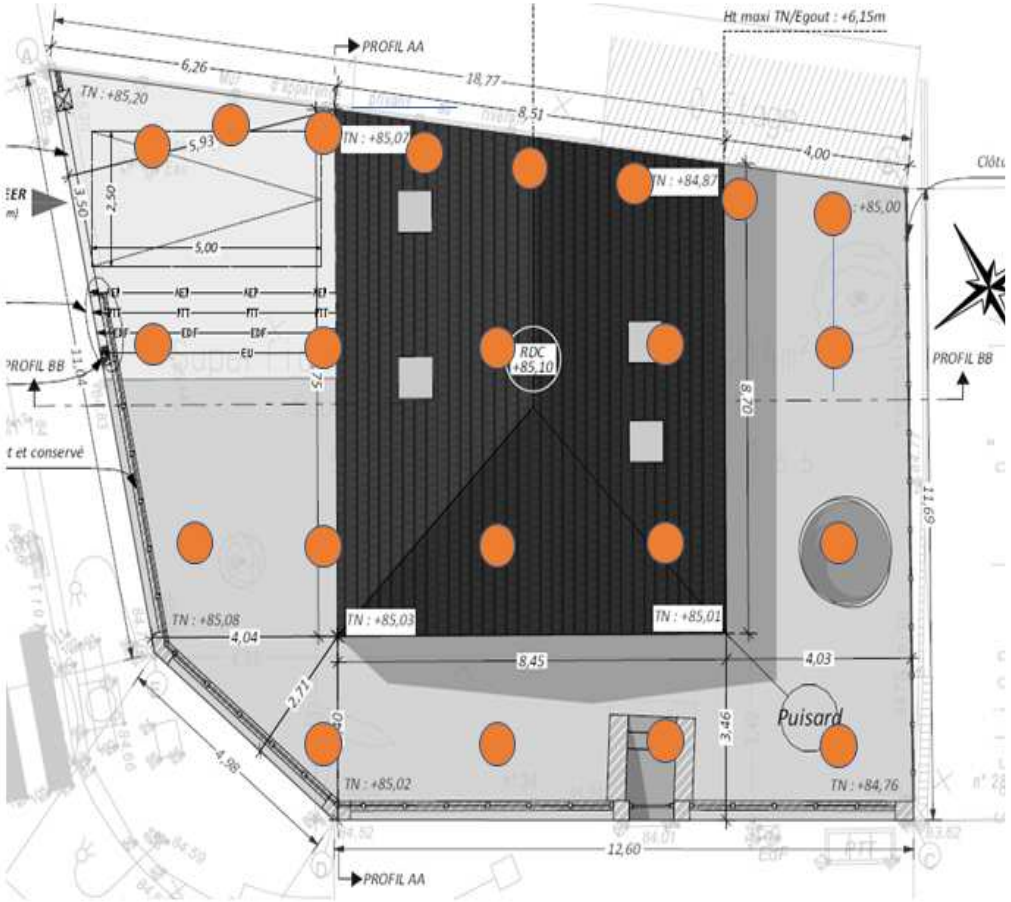
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

SOLETANCHE BACHY
AGENCE FRANCE NORD

DATE :	**08.11.2023**
Affaire n°	**084304**

Plan d'implantation des forages

30 Rue John Fitzgerald Kennedy, 94270 Le Kremlin-Bicêtre



Forage à 25 m/TN – ancré de 1m dans le calcaire sain

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

SOLETANCHE BACHY
AGENCE FRANCE NORD

DATE :	08.11.2023
Affaire n°	084304

30 Rue John Fitzgerald Kennedy, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Travaux de consolidations des carrières souterraines de Calcaire Grossier, avant réalisation de fondations superficielles

PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX

TACHES	S-3	S-2	S-1	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16
Délai proposé par l'entreprise (hors séchage)																			
Ordre de service																			
Préparation - Bon de puisage - Arrêté municipal																			
Installation chantier																			
Amenée foreuse																			
Forages																			
Remplissage gravitaire au mortier																			
Clavage au mortier + injection																			
Repli et nettoyage																			
Temps de séchage																			
Essai de contrôle (hors lot)																			

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

SOLETANCHE BACHY
AGENCE FRANCE NORD

DATE :	08/11/2023
Affaire n°	084304

Limites de prestations

30 Rue John Fitzgerald Kennedy, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

Prestations	MOA	SBF
Travaux préparatoires et installations de chantier		
Panneaux de chantier et panneaux d'information au public	x	
Mise en place des clotures de chantier		x
Protections des existants (arbres, mobiliers urbain, réseaux, pavés, etc.)	x	
Frais d'occupation de voirie	x	
Branchement en eau (30 m3/h) au droit du chantier, avec installation de compteur	x	x
Mise à disposition d'une plateforme de stockage ainsi qu'une zone d'installation pour la centrale de fabrication de coulis et d'injection sur les places de parking autour de la parcelle	x	
Nettoyage de la parcelle pour les travaux de forage et évacuation des déchets verts		x
Etats des lieux contradictoires avec constat d'huissier		x
Base vie de chantier (vestiaires, refectoires, sanitaires) pour **5** personnes. Bureaux pour l'encadrement		x
Execution des travaux		
Gestion du trafic (entrée sortie, homme trafic, air d'attente)		x
Installation du matériel de forage et d'injection (yc plateforme ou dalle pour la centrale)		x
Implantation des forages		x
Réalisation des travaux de forage et équipement		x
Réalisation des travaux d'injection		x
Evacuation des déblais		x
Toute sujetion de pollution	x	
Evacuation du matériel de forage et d'injection		x
Démolition et évacuation de la dalle de la centrale		x
Sondages de contrôle après travaux.	x	
Transmission DOE		x

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-139-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-140

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

NOUVELLE AUTORISATION A SIGNER LE PROTOCOLE D'ACCORD DE MEDIATION JUDICIAIRE DANS LE CONTENTIEUX DU 4 PLACE JEAN JAURES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Monsieur Frédéric RAYMOND expose au conseil :

Par délibération 2023-089 en date du 19 octobre 2023, la commune approuvait un protocole de médiation judiciaire dans le cadre du recours contentieux des Consorts Longérias à l'encontre du permis n° 094 043 22W1009 sis 4, place Jaurès, au Tribunal Administratif de Melun.

Plusieurs copropriétés étant concernées, il convient de mentionner, dans le protocole d'accord, une condition suspensive relative à l'acceptation par toutes les copropriétés, d'une servitude de vue.

La présente délibération propose ainsi d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole d'accord de médiation judiciaire ainsi modifié.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric RAYMOND,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de médiation administrative,
Vu le protocole d'accord entre les consorts Longérias et la ville du Kremlin-Bicêtre
Considérant que les parties ont trouvé un accord acté par un protocole suite aux séances plénières placées sous l'égide du médiateur judiciaire désigné par le Tribunal Administratif de Melun.

Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1
D'approuver le protocole d'accord entre les requérants et la ville du Kremlin-Bicêtre.

Article 2
D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le protocole d'accord entre les requérants et la ville du Kremlin-Bicêtre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

ACCORD DE MEDIATION

ENTRE :

1. **La commune du KREMLIN-BICETRE,** 1 Pl. Jean Jaurès, 94270 LE KREMLIN-BICETRE, représentée par son Maire en exercice Monsieur Jean-Luc LAURENT dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° xx du xx 2023 de son Conseil municipal.

Ci-après dénommée « la Ville ».

ET

2. **Mme Geneviève LONGIERAS et M. Michel LONGIERAS,** nés respectivement le xx et le xx à XX, demeurant Plateau Montmarthe, Chemin de l'Institut Pasteur, 97139 ABYMES ;

3. **M. Jean-Claude DUFOURD**, né le 8 novembre 1960 à Metz, demeurant 1 bis Impasse Courteix, 94270 LE KREMLIN-BICETRE ;

4. **M. Jean LONGIERAS**, né le xx à XX, demeurant Impasse Gaston Aubery Plaisance 97122 BAIE MAHAULT ;

5. **Mme Cécile DUBREUIL et M. Dominique DUBREUIL**, nés respectivement le xx et le xx à XX, demeurant 26, rue Gambetta 94270 KREMLIN BICETRE ;

6. **Mme Clotilde de MAS LATRIE et M. Antoine de MAS LATRIE**, nés respectivement le xx et le xx à XX, demeurant rue de l'Institut Pasteur, 97139 ABYMES.

Ci-après dénommés « les requérants ».

Ensemble ci-après dénommées « les Parties ».

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

1. Par une demande en date du 1er avril 2022 enregistrée sous le n° PC 09404322W1009, complétée le 25 mai et 8 juillet 2022, la société NEXITY IR PROGRAMMES SEERI représentée par Monsieur Olivier WAINTRAUB a sollicité la délivrance d'un permis de construire tendant à la réalisation d'un programme mixte comprenant 28 logements dont 12 logements en bail réel solidaire et un commerce en rez-de-chaussée de type brasserie d'une surface de plancher de 1 923 m^2 pour l'habitation et 249 m^2 pour le commerce sur un terrain situé 4, 4 bis et 6 place Jean Jaurès au KREMLIN-BICETRE.

La société NEXITY IR PROGRAMMES SEERI a obtenu, pour la mise en œuvre de ce projet :

- Le 10 août 2022, un permis de construire n° PC 09404322W1009 délivré par la commune du KREMLIN-BICETRE, (ci-après « **le permis de construire** »)

- Le 25 avril 2023, un permis de construire modificatif n° PC 09404322W1009 M01 délivré par la commune du KREMLIN-BICETRE (ci-après « **le permis de construire modificatif** »).

2. Par un courrier du 5 octobre 2022, reçu en mairie le 6 octobre suivant, les requérants ont sollicité du maire du KEMLIN-BICETRE le retrait du permis de construire.

Par un courrier du 30 novembre 2022, le maire de la commune a rejeté ce recours au nom de la commune.

Par une requête enregistrée au greffe du Tribunal administratif de Melun le 20 janvier 2023 sous le numéro 2300537, les requérants ont sollicité l'annulation du permis de construire délivré et la résiliation du contrat passé avec la société Nexity en vue de la réalisation de ce projet.

3. Manifestant une volonté réciproque de trouver une solution amiable à leur différend et compte-tenu des aléas judiciaires, les Parties sont finalement parvenues à un accord amiable, dans les conditions définies par le présent accord, en vue de mettre fin à leur différend.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de mettre fin amiablement, de manière définitive et irrévocable au litige existant entre, d'une part, LA VILLE et, d'autre part, LES REQUERANTS tel qu'il est rappelé en préambule, sans emporter reconnaissance par les Parties des griefs présentées par la partie adverse.

Tous les engagements et renonciations souscrits par chacune des Parties sont considérées par l'autre partie comme présentant un caractère substantiel ayant déterminé sa décision de conclure le présent accord. Le non-respect par l'une des Parties de ses obligations entrainera la nullité du présent accord.

ARTICLE 2. Déclarations des parties

Chacune des Parties, telles que désignées en tête du présent accord, déclare :

- connaître tous les faits sur lesquels portent le présent accord;

- être capable de le former seule, sans assistance ou protection particulière légalement requise ou avoir donné expressément, spécialement, valablement et efficacement pouvoir à un tiers au présent accord pour l'y représenter à l'exclusion de leur conseil ;

- reconnaître que le présent accord a été négocié de gré à gré, en parfaite et préalable connaissance de cause et des conséquences du présent accord, après réflexions de part et d'autre et l'avoir formé librement, sans la moindre contrainte illégitime, ce d'autant que chacune des parties est assistée par un avocat.

ARTICLE 3. Condition préalable

3.1. Les Parties au présent accord conviennent de conditionner leurs engagements respectifs visés aux articles 4 et 5 du présent accord à la réalisation de la condition préalable suivante au plus tard le 31 janvier 2024 :

L'accord de l'ensemble des propriétaires de l'impasse pour la constitution de servitudes (et notamment de vue, de cour commune et/ou de surplomb), et ce sans indemnité d'aucune sorte et à première demande de la société « NEXITY IR PROGRAMMES SEERI », notamment pour l'implantation de la façade située en

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

limite de l'impasse Courteix et des ouvertures prévues sur celles-ci, ainsi que des modalités de réalisation (notamment ravalement) et d'entretien de ladite façade et de ses accessoires (nettoyage des fenêtres, gouttières…).

La VILLE s'engage à informer les REQUERANTS de la réalisation de cette Condition Préalable dans un délai de 5 jours à compter de celle-ci pour ce qui concerne les propriétaires autres qu'eux-mêmes.

3.2.- Ainsi,

• si la Condition Préalable est réalisée au plus tard au 31 janvier 2024, les engagements des Parties seront dus ;

• si la Condition Préalable n'est pas réalisée au 31 janvier 2024 et sauf décision expresse commune de prolongation de ce délai par les Parties, le présent accord est automatiquement frappé de caducité sans indemnité ni quelconque compensation de part ni d'autre.

Les Parties reprendront donc leur liberté dans la défense de leurs intérêts respectifs notamment dans le cadre de la procédure en cours devant le tribunal administratif de MELUN.

ARTICLE 4. Engagements des requérants

La validité et le maintien des engagements ci-après consentis par LES REQUERANTS sont subordonnés au parfait respect de l'ensemble des clauses de l'accord par LA VILLE.

LES REQUERANTS s'engagent à :

4.1. Se désister d'instance et d'action de la procédure n°2300537 pendante devant le Tribunal administratif de Melun en tant qu'elle sollicite la résiliation du contrat de vente passé avec la société Nexity en vue de la réalisation du projet critiqué et ne pas revenir sur ce désistement.

Ne pas interjeter appel de l'ordonnance prononçant un non-lieu à statuer dans cette procédure.

LES REQUERANTS remettront, via leur conseil et dans un délai de 5 jours à compter de l'homologation par le Tribunal administratif de Melun et de l'acquisition du caractère exécutoire du présent accord (cf. art. L. 213-4 CJA), au conseil de LA VILLE, la preuve du dépôt du mémoire en désistement dans le cadre de la procédure pendante devant le Tribunal administratif de Melun.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

4.2. Ne former aucun recours, aucune action, aucune réclamation gracieuse ou contentieuse, de quelque nature que ce soit, devant quelque juridiction, autorité, entité ou personne que ce soit, tendant à obtenir une indemnisation liée à la reconnaissance du caractère privé de l'impasse Courteix et à la délivrance du permis de construire n°PC 094 043 22 W1009 à la société NEXITY IR PROGRAMMES SEERI.

4.3. LES REQUERANTS s'engagent à introduire dans un délai de 10 jours à compter de la signature du présent accord une requête devant le Tribunal administratif de Melun visant à voir cet accord homologué afin qu'il obtienne force exécutoire, en application de l'article L. 213-4 du Code de justice administrative.

4.4. Permettre aux services compétents et aux divers concessionnaires concernés d'accéder à l'impasse Courteix pour le contrôle et l'entretien de leurs installations accessibles *via* l'impasse Courteix ou situées sur celle-ci, à savoir :

- La société ENEDIS
- La société GRTgaz
- La société Véolia
- Le service assainissement de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre
- Le service voirie de l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre
- Le service communal de propreté urbaine

4.5. Consulter le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) préalablement à toute installation ou modification visant à fermer l'accès de l'impasse Courteix à la circulation du public (*barrière, portail*…) de façon à ce que soit garanti l'exercice des missions de secours à la population.

ARTICLE 5. Engagements de la ville

La validité et le maintien des engagements ci-après consentis par LA VILLE sont subordonnés au parfait respect de l'ensemble des clauses dudit accord par LES REQUERANTS.

5.1. Au vu de l'acte de vente notarié en date du 29 novembre 1943 mentionnant que la propriété vendue située au 7, impasse Courteix comprend « *la moitié de la superficie de l'impasse Courteix en façade dudit immeuble* » (Annexe 1), LA VILLE reconnait par l'entrée en vigueur du présent accord que l'impasse Courteix est la propriété pleine et entière des riverains de cette impasse, et notamment des requérants.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

5.2. LA VILLE renonce expressément à poursuivre ou entreprendre toute démarche en contestation de ce statut privé devant quelque juridiction, autorité, entité ou personne que ce soit.

5.3. LA VILLE s'engage à informer l'établissement public territorial chargée de l'entretien de la voierie communale du statut privé de l'impasse Courteix dans le délai d'un mois suivant l'homologation de l'accord par le Tribunal.

ARTICLE 6. Entrée en vigueur

Si la Condition Préalable exposée à l'article 3 du présent accord est réalisée au plus tard à la date du 31 janvier 2024, l'accord entrera en vigueur suivant sa signature par toutes les Parties et à compter de son homologation par le Tribunal.

ARTICLE 7. Interprétation et application

Les stipulations du présent accord, y compris son Préambule et ses annexes, se servent mutuellement de cause.

Le présent accord, y compris son Préambule et ses annexes, constituent un tout indivisible, de sorte que l'inexécution de l'un quelconque de ses engagements par l'une des Parties autoriserait l'autre Partie à refuser l'exécution de ses propres engagements, à poursuivre l'exécution de ceux de la Partie défaillante, le tout sans préjudice de toute demande de dommages et intérêts.

Le présent accord lie toute personne pouvant se substituer à l'une des Parties désignées en tête des présentes, ainsi que toute personne sur laquelle, directement ou indirectement, les Parties auraient autorité, en droit ou en fait.

Plus généralement, les engagements qu'il renferme s'appliquent à l'égard de toute personne tierce physique ou morale venant aux droits de l'une ou l'autre des Parties, et de toute personne physique ou morale faisant l'acquisition de parts dans l'une ou l'autre des Parties.

Aucune modification du présent accord, une fois formé, ne pourra avoir lieu sans un nouvel accord préalable et écrit de toutes les personnes désignées comme Parties aux présentes, sous la forme d'un avenant formant un tout indivisible avec le présent accord.

ARTICLE 8. Valeur transactionnelle et force exécutoire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

Les Parties reconnaissent que le présent accord, sous réserve de sa parfaite exécution, règle définitivement et sans exception le Différend et qu'elles sont entièrement remplies de leurs droits. Elles s'engagent, selon les termes et sous les réserves et conditions du présent accord, à mettre fin de manière définitive et irrévocable au différend qui les oppose et à prévenir toute contestation ultérieure à ce titre.

Les Parties reconnaissent que le présent accord ne vaut pas reconnaissance du bien-fondé des arguments et prétentions de l'autre Partie.

Celle ou celles des Parties qui contreviendrait à toute clause du présent accord serait tenue à titre de sanction civile à une indemnisation versée aux autres Parties, sans préjudice de la possibilité pour ces dernières de faire valoir le caractère définitif du accord.

ARTICLE 9. Droit applicable et attribution de juridiction

Le présent accord est régi, pour son interprétation et son exécution, par le droit français.

Les Parties conviennent que les juridictions compétentes connaitront de tout litige relatif à cet Accord, nonobstant appel en garantie ou pluralité de défendeurs et même pour les procédures en référé ou par requête.

ARTICLE 10. Élection de domicile et notifications

Dans le cadre du présent accord et de son exécution, les Parties font élection de domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Toute notification prévue ou effectuée en exécution de l'accord, doit être faite par lettre remise en main propre contre décharge, par signification par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée à l'adresse de la partie destinataire, telle qu'elle figure en tête de l'accord ; dans ces derniers cas, la date de première présentation vaut notification.

Il appartient à chaque Partie de notifier tout changement d'adresse aux autres Parties.

ARTICLE 11. Frais et honoraires

Chaque Partie conservera à sa charge les frais et les honoraires d'avocat qu'elle aura exposés en vue des négociations, de la rédaction et de l'exécution du présent accord.

Il en va de même des honoraires supportés par chaque partie dans le cadre des actions en justice rappelées ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

ARTICLE 12. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent Accord :

- **Annexe 1 :** Acte de vente notarié du 29 novembre 1943 ;
- **Annexe 2 :** Délibération n° XX du Conseil municipal de la Ville ;

Fait en six exemplaires originaux à …, le … 2023.

Pour la Ville du Kremlin-Bicêtre	Pour les requérants

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-140-DE
Date de télétransmission : 15/12/2023
Date de réception préfecture : 15/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-141

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

JEUNESSE : ACCUEIL DES JEUNES COLLEGIENS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « D'EXCLUSION TEMPORAIRE » - CONVENTION AVEC LES COLLEGES JEAN-PERRIN ET ALBERT-CRON

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Ibrahima Traoré expose au conseil :

Deux décrets du 24 juin 2011 ont défini la réforme des sanctions et des procédures disciplinaires dans les établissements d'enseignement du second degré (collèges et lycées).

L'objectif de ces textes est double : réaffirmer le respect des règles et limiter les exclusions, temporaires ou définitives, afin d'éviter tout risque de décrochage et d'entrée dans un processus de déscolarisation, voire dans un risque de basculement vers la délinquance. L'accent est mis sur la responsabilisation des élèves et leur apprentissage des droits et devoirs liés à l'exercice de la citoyenneté.

Ces dispositifs visent également à concevoir collectivement, notamment par une implication des familles dans le processus éducatif, une mesure individualisée, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

Dans le cadre de sa politique municipale socioéducative et de son projet éducatif de territoire (PEDT), la Ville du Kremlin-Bicêtre place la lutte contre le décrochage scolaire parmi ses priorités. Elle a été sollicitée par les chefs d'établissements scolaires des collèges Jean-Perrin et Albert-Cron pour poursuivre l'expérimentation lancée sur l'année 2023 du dispositif d'accueil de jeunes temporairement exclus au sein des services municipaux par le service médiation locale de la ville.

L'objectif du dispositif est de proposer aux familles et aux jeunes exclus de ces établissements d'enseignement secondaire un programme d'accompagnement pendant la période d'exclusion en partenariat avec différentes structures de la ville et du territoire.

Le but est de donner du sens à cette période d'exclusion en ayant une réflexion sur l'acte réalisé, ainsi que sur la scolarité de l'élève. Cela permet aussi à l'élève de sortir de son quotidien et de ses représentations en s'ouvrant à d'autres horizons. L'élève est aidé à faire le point sur sa situation et son projet professionnel et d'orientation, la finalité étant qu'il produise une réflexion personnelle pour faire évoluer sa situation positivement.

Il convient également de poursuivre les objectifs éducatifs, pédagogiques et citoyens mis en œuvre par le collège, tout en favorisant un comportement adapté par une meilleure compréhension et appropriation des règles de vie en collectivité. Cette démarche permet de valoriser le potentiel des jeunes et de les remobiliser sur leur parcours scolaire.

Ce partenariat doit également faire l'objet d'une acceptation par le conseil d'administration des établissements concernés afin d'autoriser la signature d'une convention relative à l'organisation de cette action (convention annexée au présent rapport).

Un bilan annuel est prévu conjointement avec les établissements scolaires. Il permet d'évaluer la portée de cette mesure et les conditions de sa mise en œuvre.
Aussi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le présent rapport qui a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents relatifs à ce partenariat.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé d'Ibrahima Traoré
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'article R.511-13 du code de l'éducation fixant les sanctions applicables aux élèves des établissements d'enseignement du second degré,
Vu les décrets du 24 juin 2011, n° 2011-728 et n° 2011-729, publiés au Journal officiel du 26 juin 2011,
Vu le projet éducatif territorial, adopté par délibération du Conseil municipal du 13 avril 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (Mme GESTIN, Mme THIAM, M. HEMERY, M. HASSIN, Mme COURDY, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DÉCIDE

Article 1

D'accepter le principe d'accueil des jeunes au sein des services municipaux dans le cadre défini et maitrisé des mesures d'accueil de jeunes collégiens exclus temporairement, dans la limite des moyens à disposition, des ressources humaines et matérielles.

Article 2

D'approuver la convention qui a pour objet de déterminer les règles de l'établissement scolaire et la structure susceptible d'accueillir des élèves.

Article 3

D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer lesdites conventions.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le Kremlin Bicêtre

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

La Ville du Kremlin-Bicêtre,
Sise Place Jean Jaurès – 94270 Le Kremlin-Bicêtre,
Représentée par Monsieur Jean-Luc LAURENT, en sa qualité de Maire, ci-après dénommée, « la Ville du Kremlin-Bicêtre», d'une part,

Et,
Le Collège Jean-Perrin, 15 Av. Charles Gide, 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Représenté par Madame SAIDI en sa qualité de chef d'établissement, ci-après dénommé « le collège Jean-Perrin » ;

Et,
Le Collège Albert-Cron, 5 Rue Marcel Sembat, 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Représenté par Monsieur JOSEPH-ANGELIQUE en sa qualité de chef d'établissement, ci-après dénommé « le collège Albert-Cron ».

PREAMBULE

Cette action est à l'initiative de la Ville du Kremlin-Bicêtre dans le cadre de sa politique municipale socioéducative et de son projet éducatif de territoire (PEDT), qui placent la lutte contre le décrochage scolaire parmi leurs priorités. Elle s'inscrit dans le respect de l'article R511-13 du code de l'éducation qui fixe les sanctions applicables aux élèves des établissements d'enseignement du second degré.

Ce dispositif consiste à proposer aux familles et aux jeunes exclus des collèges du Kremlin-Bicêtre un programme d'accompagnement pendant la période d'exclusion en partenariat avec différentes structures de la ville et du territoire.

L'objectif est de donner du sens à cette période d'exclusion en ayant une réflexion sur l'acte réalisé, ainsi que sur la scolarité de l'élève. Cela permet aussi à l'élève de sortir de son quotidien et de ses représentations en s'ouvrant à d'autres horizons. L'élève est aidé à faire le point sur sa situation et son projet professionnel, la finalité étant qu'il produise une réflexion personnelle pour faire évoluer sa situation positivement.

Il convient également de poursuivre les objectifs éducatifs, pédagogiques et citoyens mis en œuvre par le collège, tout en favorisant un comportement adapté par une meilleure compréhension et appropriation des règles de vie en collectivité. Cette démarche permet de valoriser le potentiel des jeunes et de les remobiliser sur leur parcours scolaire.

Il est convenu les points suivants :

Mairie du Kremlin-Bicêtre
1 place Jean-Jaurès
94270 Le Kremlin-Bicêtre
01 45 15 55 55
contact@ville-kremlin-bicetre.fr
www.kremlinbicetre.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les conditions dans lesquelles les collèges Jean-Perrin et Albert-Cron d'une part et le service médiation locale de la Ville du Kremlin-Bicêtre d'autre part prennent en charge les élèves kremlinois temporairement exclus. Cette prise en charge fait l'objet d'un contrat d'accompagnement entre le collège, la famille et la Ville du Kremlin-Bicêtre.

Elle concernera les élèves kremlinois scolarisés au collège.

Par le biais de cette convention, la Ville du Kremlin-Bicêtre propose un accompagnement et un programme aux élèves exclus.

ARTICLE 2 – Mise en place

Lorsqu'un élève du collège fait l'objet d'une sanction disciplinaire, le chef d'établissement juge alors si le dispositif est opportun pour cet élève. Le cas échéant, le dispositif est proposé à la famille. Si la famille valide cette proposition, une rencontre est organisée entre le jeune, la famille, le référent municipal et le collège, pour présenter le dispositif. Si la ville accepte la prise en charge, le chef d'établissement ou son représentant adresse ensuite par courrier électronique la fiche navette au référent municipal qui en accuse réception. Sans adhésion de la famille, le dispositif ne peut pas mis en place.

Il est convenu que la prise en charge débute 5 jours après la notification de la sanction à la famille.

Le dernier jour de la prise en charge, deux temps bien distincts, mais successifs, sont mis en place. Tout d'abord, l'élève s'entretient avec le référent municipal, puis, la famille est conviée à ce rendez-vous. Un bilan avec la famille, le jeune, le collège et le référent municipal est effectué 15 jours après la fin de la prise en charge. Ce bilan est transmis par écrit aux différentes parties.

ARTICLE 3 – Modalités de prise en charge

Cette prise en charge fonctionne tous les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés et vacances scolaires. L'élève est accueilli sur une plage horaire de deux à trois heures par intervention. Elle est assurée dans les locaux des services de la Ville du Kremlin-Bicêtre et des partenaires de l'action.

Le référent municipal de parcours adapte un programme de travail quotidien afin que ce temps d'exclusion profite aux jeunes. Lors de cet accueil, les élèves participent à des temps de travail scolaire en matinée afin de ne pas rompre avec les apprentissages. L'après-midi divers ateliers sont mis en place durant lesquels les partenaires amènent le jeune à réfléchir sur son comportement scolaire, citoyen, sur les motifs de son exclusion, son orientation scolaire, professionnelle. La finalité est qu'il produise une réflexion personnelle pour faire évoluer sa situation positivement. Un emploi du temps est ainsi proposé aux jeunes.

L'élève est pris en charge par un professionnel, agent de la Ville du Kremlin-Bicêtre, et placé sous sa responsabilité. Le trajet jusqu'au lieu d'accueil est placé sous la responsabilité des parents ou du responsable légal.

Cette prise en charge peut être assurée par les signataires ou leurs représentants, une fois le programme complet d'accompagnement validé par les trois parties signataires.

ARTICLE 4 – Interruption

En cas d'absence de l'élève, le référent de l'action prévient le collège ainsi que les parents.

En cas d'absences non justifiées et répétées ou de non-respect du contrat, le référent de l'action se réserve le droit de mettre fin au dispositif. Il informe alors le collège et la famille sans délai.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ARTICLE 5 – Suivi et évaluation

Un comité de pilotage de l'évaluation du dispositif se réunit. Il est composé :

- d'élus de la Ville du Kremlin-Bicêtre ;
- du chef d'établissement du collège Jean-Perrin ou son représentant ;
- du chef d'établissement du collège Albert-Cron ou son représentant ;
- d'agents de la Ville du Kremlin-Bicêtre ;
- de toute personne qui pourrait être invitée en raison de ses compétences ou de son implication sur le sujet.

ARTICLE 6 – Modalités de suspension

Chacune des parties signataires peut, par écrit, suspendre sa participation au dispositif. A réception de cet avis par l'autre partie, la présente convention prend fin de plein droit.

ARTICLE 7 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1er janvier 2024. Elle est renouvelable chaque année par tacite reconduction.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le

Pour le collège Jean-Perrin,	**Pour le collège Albert-Cron,**	**Pour la Ville du Kremlin Bicêtre,**
Le chef d'établissement	Le chef d'établissement	Le Maire, Jean-Luc LAURENT

Mairie du Kremlin-Bicêtre
1 place Jean-Jaurès
94270 Le Kremlin-Bicêtre

01 46 15 55 55
contact@ville-kremlin-bicetre.fr
www.kremlinbicetre.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-141-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-142

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-142-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil :

L'Etat a mis en place une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour les agents de la fonction publique d'État, de la fonction publique hospitalière et du ministère des armées. Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 donne la possibilité aux collectivités territoriales de mettre en place cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans la fonction publique territoriale.

Il prévoit ainsi que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent créer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire et précise les conditions et modalités de versement de cette prime dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini par le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le décret précité prévoit également que, pour bénéficier de cette prime, les agents publics doivent réunir trois conditions cumulatives, c'est-à-dire :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public territorial à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Le décret indique enfin que le montant individuel de la prime est déterminé en fonction de la quotité de temps de travail et de la durée de l'emploi de l'agent public sur ladite période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Ainsi, les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent décider de consacrer par délibération le versement de cette prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans les conditions prévues par le décret précité.
Les collectivités territoriales et les établissements publics locaux ont seulement la liberté, d'une part, de déterminer des montants forfaitaires inférieurs à ceux prévus par le décret précité et, d'autre part, de décider du versement de la prime en une ou plusieurs fois avant le 30 juin 2024.

Compte tenu du contexte d'inflation et de la perte de pouvoir d'achat des agents publics, il est proposé au conseil municipal :

- de consacrer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, à tous les agents de la collectivité éligibles, dans la limite du plafond mentionnée dans le décret n° 2023-1006 précité,
- de verser ladite prime avant le 30 juin 2024.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-Luc LAURENT,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 712-1 et L. 714-4 ;
Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis du Comité social territorial en date du 30 novembre 2023,
Considérant l'intérêt pour les agents de la collectivité de verser la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-142-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Après en avoir délibéré par 29 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 4 ne prenant pas part au vote (M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN),

DÉCIDE

Article 1
D'instituer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle aux agents publics éligibles conformément au décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023.

Article 2
De verser, en fonction des niveaux de rémunération brute perçue par chaque agent sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, les montants forfaitaires prévus au I de l'article 5 du décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023.

Article 3
De prévoir un versement de cette prime exceptionnelle de pouvoir d'achat avant le 30 juin 2024.

Article 4
Dit que les crédits sont inscrits au budget de la collectivité au chapitre 012.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-142-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-142-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-143

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Astreintes dans la filière Police Municipale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-143-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil,

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra ainsi recourir à la mise en place d'une astreinte pour tous les agents de la filière Police Municipale.

Les modalités de mise en œuvre seront les suivantes :

- L'agent d'astreinte pourra être joint sur un numéro de portable dédié,
- Les agents de la police municipale s'acquitteront de leur astreinte, à tour de rôle et selon le planning défini au moins 1 mois à l'avance, sauf situation exceptionnelle. En cas de délai de prévenance inférieur à 15 jours, l'indemnité d'astreinte sera majorée de 50%.

La durée et le montant des astreintes sont régis par le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes dans la Fonction Publique Territoriale, comme suit :

	PERIODE CONCERNEE	MONTANT DE L'INDEMNITÉ	REPOS COMPENSATEUR
ASTREINTE	par semaine complète	149,48 €	1 journée ½
	du lundi matin au vendredi soir	45,00 €	½ journée
	du vendredi soir au lundi matin	109,28 €	1 journée
	pour un samedi	34,85€	½ journée
	pour un jour ou une nuit de week-end ou férié	43,38 €	½ journée
	pour une nuit de semaine	10,05 €	2 heures

INTERVENTION (pendant la période d'astreinte)	Un jour de semaine	16 € de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10 %
	Un samedi	20€ de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%
	Une nuit	24€ de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%
	Un dimanche ou un jour férié	32,00 € de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

Au vu de l'effectif actuel, il est proposé de rémunérer les astreintes des agents de la filière police municipale.

Concernant les interventions pendant la période d'astreinte :
Une intervention correspond à un travail effectif accompli par un agent pendant une période d'astreinte. La durée du déplacement aller et retour sur le lieu de travail est comprise dans la notion de travail effectif.
Ce temps de travail effectif accompli lors d'une intervention est rémunéré en sus de l'indemnité d'astreinte.

Il faut préciser qu'une même heure d'intervention effectuée sous astreinte ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et au versement de l'indemnité d'intervention.

Ces interventions seront rémunérées jusqu'à la limite des 25 heures mensuelles pour tous les agents bénéficiant des IHTS. Au-delà, le repos compensateur s'appliquera.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-143-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-Luc LAURENT,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le Décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,
Vu le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 30 novembre 2023 et du 8 décembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré à l'unanimité (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1

De mettre en place une astreinte pour les agents de la filière Police Municipale, selon les modalités et compensations décrites ci-dessus.

	PERIODE CONCERNEE	MONTANT DE L'INDEMNITÉ	REPOS COMPENSATEUR
ASTREINTE	par semaine complète	149,48 €	1 journée ½
	du lundi matin au vendredi soir	45,00 €	½ journée
	du vendredi soir au lundi matin	109,28 €	1 journée
	pour un samedi	34,85€	½ journée
	pour un jour ou une nuit de week-end ou férié	43,38 €	½ journée
	pour une nuit de semaine	10,05 €	2 heures

INTERVENTION (pendant la période d'astreinte)	Un jour de semaine	16 € de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10 %
	Un samedi	20€ de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%
	Une nuit	24€ de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%
	Un dimanche ou un jour férié	32,00 € de l'heure	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-143-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Article 2
D'autoriser l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent.

Article 3
Dit que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget de la collectivité.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-143-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-144

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Ressources Humaines – Dispositif expérimental de rupture conventionnelle

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-144-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil

Cette délibération a pour objet de permettre la possibilité de recourir à la rupture conventionnelle entre la ville et un agent.
La rupture conventionnelle résulte d'un accord entre l'agent et l'autorité territoriale qui permet de convenir des conditions de la cessation définitive des fonctions. Elle entraîne la fin de contrat ou la radiation des cadres et la perte de la qualité de fonctionnaire ainsi que le versement d'une indemnité spécifique de rupture conventionnelle. Elle ne peut être imposée par l'une ou l'autre des parties.

Le dispositif de la rupture conventionnelle a été créé par la loi du 06 août 2019 et est mis en place pour une période d'expérimentation. Ce dispositif n'est pas un droit, mais une possibilité qui donne lieu à une convention.

Le dispositif est instauré à titre expérimental pour les fonctionnaires pour une période de 6 ans, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2025.

LES BENEFICIAIRES DU DISPOSITIF :

- **Les fonctionnaires titulaires**
  Sont exclus du dispositif :
  - Les fonctionnaires stagiaires,
  - Les fonctionnaires ayant atteint l'âge d'ouverture du droit à pension de retraite et justifiant d'une durée d'assurance suffisante pour obtenir une liquidation de retraite au pourcentage maximal,
  - Les fonctionnaires détachés en qualité de contractuel.

  La rupture conventionnelle ne peut être envisagée dans les cas suivants :

  - L'admission à la retraite,
  - La démission régulièrement acceptée,
  - Le licenciement,
  - La révocation.

- **Les contractuels en CDI de droit public**
  Ce dispositif s'applique seulement aux agents recrutés en contrat à durée indéterminée de droit public et elle ne peut s'appliquer :
  - Pendant la période d'essai,
  - En cas de licenciement ou de démission,
  - Aux agents ayant atteint l'âge d'ouverture de droit à pension de retraite ET justifiant d'une durée d'assurance suffisante pour obtenir la liquidation d'une pension de retraite au taux plein du régime général de la sécurité sociale.

LA PROCEDURE :

La rupture conventionnelle peut être conclue à l'initiative de l'agent ou de l'autorité territoriale dont il relève.
Lorsque les 2 parties parviennent à un accord sur les termes et les conditions de la rupture conventionnelle, une convention de rupture conventionnelle est signée.

Un entretien préalable entre l'agent et l'autorité territoriale ou son représentant doit être organisé. L'entretien devra aborder les thèmes suivants :

- Les motifs de la demande,
- Le principe de la rupture conventionnelle,
- La date de la cessation définitive,
- Le montant de l'indemnité de rupture,
- Les conséquences de la cessation définitive des fonctions.

Au cours de l'entretien, est abordé le montant de l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle qui sera versé à l'agent. Ce montant est encadré par le décret n°2019-1596 du 31 décembre 2019 par un montant plancher et un montant plafond.

Les termes de la rupture seront repris dans une convention. Chaque partie a un droit de rétractation qui est de 15 jours francs à compter d'1 jour franc après la signature de la convention de rupture conventionnelle.

Il convient de souligner que la rupture conventionnelle entraîne :

- Une indemnité de rupture conventionnelle,
- Une allocation de retour à l'emploi : la collectivité n'étant pas affiliée à Pôle Emploi pour les agents titulaires, la procédure de rupture conventionnelle s'accompagnera d'une prise en charge de l'allocation de retour à l'emploi des agents.
- Le remplacement de l'agent ayant bénéficié de la rupture conventionnelle.

Je vous propose d'adopter le principe de la possibilité de la rupture conventionnelle fixée par la loi à titre expérimental.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-144-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-Luc LAURENT,
Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu l'article 72 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 mettant en place la rupture conventionnelle dans les trois versants de la fonction publique,
Vu le décret n° 2019-1593 du 31 décembre 2019 relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique, applicable à compter du 1er janvier 2020,
Vu le décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant dispositions relatives aux dispositifs indemnitaire d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles, également applicable au 1er janvier 2020,
Vu l'arrêté du 6 février 2020 fixant les modèles de convention de rupture conventionnelle dans la fonction publique,
Vu l'avis du Comité social territorial du 30 novembre et 8 décembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), 7 contre (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN), et 5 ne prenant pas part au vote (M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 D'autoriser Monsieur le Maire à initier une procédure de rupture conventionnelle lorsque les nécessités du service l'exigent, dans le cadre du dispositif expérimental, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

Article 2 D'autoriser Monsieur le Maire à mener, au regard de chaque situation, une procédure de rupture conventionnelle à son terme.

Article 3 D'autoriser Monsieur le Maire à négocier le montant de l'indemnité spécifique de rupture dans les limites fixées par le décret n°2019-1596 du 31/12/2019.

Article 4 D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de rupture conventionnelle.

Article 5 D'autoriser Monsieur le Maire à user de son droit de rétractation.

Article 6 Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité au chapitre 012.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-144-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-144-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-145

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL 2022 D'ACTIVITE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNERAIRE DE LA REGION PARISIENNE (SIFUREP)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Jacques HASSIN expose au conseil :

Conformément à l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales, le rapport annuel du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP), dont la ville du Kremlin-Bicêtre fait partie, donne lieu à une communication en conseil municipal.

L'année 2022 aura été celle de la négociation de la délégation de service public relative au service extérieur des pompes funèbres mais également sur le renouvellement de la délégation de service public du crématorium d'Arcueil et lancé la procédure pour le crématorium de Nanterre.

Les temps forts de l'année 2022

En 2022, le Comité syndical s'est réuni 3 fois et a voté 40 délibérations sur les choix stratégiques tels que les délégations de service public, le budget et la politique générale du Syndicat.

- 5 nouvelles villes ont adhéré au SIFUREP et à sa centrale d'achat,
- 108 adhérents au SIFUREP et 69 adhérents à la centrale d'achat.

Accompagner les services d'Etat civil

Une expertise au service des communes

Son expertise dans le domaine juridique permet de répondre aux questions des communes adhérentes. Les agents travaillant au sein du cimetière communal sont amenés à solliciter ce service pour des questions pointues liées à la législation funéraire.

En 2022, 200 consultations juridiques traitées en 48h en moyenne par l'équipe du SIFUREP (demandes en évolution constante).

Colloque

Le 14ème colloque du SIFUREP s'est tenu le 3 juin 2022 avec pour thème : le cimetière du futur et sa dimension écologique.

Webconférence du SIFUREP

Ouvertes à toutes les communes, elles ont vocation à répondre aux interrogations des villes sur un sujet funéraire particulier, une actualité règlementaire ou à présenter un service ou un équipement funéraire du SIFUREP.

Le guide des obsèques

Il s'agit d'un support d'informations mis à disposition des communes pour informer les familles sur les démarches funéraires à effectuer lors d'un décès. Il est mis gratuitement à disposition et téléchargeable également sur le site internet : www.sifurep.com.

La Centrale d'achat

En 2022, 53 villes ont participer au petit déjeuner organisé par la Centrale d'achat afin de permettre à celles-ci de découvrir les marchés proposés par le SIFUREP, de rencontrer les prestataires titulaires de marchés et d'échanger avec d'autres villes sur la gestion, l'entretien des cimetières ou toute prestation assurée via un marché de la Centrale d'achat.

Des services à la carte et tarifs d'adhésions

Un panel de marchés est disponible pour répondre aux différents besoins. Cela va de l'entretien du cimetière, des reprises de sépultures à la numérisation, l'indexation et l'intégration des documents de concessions des cimetières.
Le tarif d'adhésion pour l'année est de **968.27 €** puis **484.13 €** par marché souscrit.

Le service extérieur des pompes funèbres

En tant qu'autorité concédante, le SIFUREP contrôle la qualité des services et négocie les tarifs pour garantir aux familles, une totale transparence et un service public funéraire de qualité. Les familles restent libres de choisir leur entreprise funéraire.

Les avantages pour les familles et les collectivités adhérentes

- Des tarifs remisés sur le catalogue général PFG : tarifs inférieurs de 8% en moyenne aux tarifs appliqués au grand public
- Des forfaits réservés aux familles des villes adhérentes : 1614 € TTC pour une crémation, 2027 € TTC pour une inhumation.
- Des conditions particulières avec la gratuité pour les obsèques des enfants de moins d'un an sur certaines prestations et la prise en charge à 50% pour les enfants de moins de 16 ans sur les mêmes prestations.
- La prise en charge des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes sur la base d'une attestation. Dans ce cadre, le SIFUREP a traité 5 dossiers transmis par la ville.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'évolution de l'activité
Les convois funéraires assurés par le délégataire en 2022 :

- 4966 obsèques contre 4923 en 2021,
- 1566 au tarif forfaitaire négocié par le SIFUREP (898 forfaits inhumation, 668 forfaits crémation),
- 310 obsèques de personnes sans ressource,
- 179 obsèques d'enfants de moins de 1 an.
- Les 5 crématoriums gérés ont réalisé plus de 9207 crémations.
- Les 2 chambres funéraires ont totalisé 2354 admissions.

Bilan comptable – Année 2022

Les recettes : **885 440 €** Les dépenses : **990 376 €** (hors restes à réaliser)
Les recettes de fonctionnement sont constituées de frais de contrôle et des redevances versés par les délégataires, au titre des contrats de délégation de service public, de la cotisation des communes adhérentes, de la cotisation à la Centrale d'achat ainsi qu'aux marchés proposés et aux remboursements de frais de personnel mis à disposition au bénéfice du syndicat intercommunal du cimetière des Joncherolles.
Pour la section d'investissement, les recettes totales s'élèvent à **179 156 €** et sont constituées en totalité par les amortissements, le remboursement des investissements pour le cimetière de Villetaneuse, le résultat d'investissement reporté, le fonds de compensation pour la TVA et l'excédent de fonctionnement capitalisé.

Les dépenses de fonctionnement sont réparties comme suit :

- Charges à caractère général
- Charges de personnel
- Charges de gestion courante
- Les dépenses exceptionnelles

Les dépenses d'investissement s'élèvent pour leur part à **93 018 €** (hors reste à réaliser).

L'attractivité du syndicat rassemble toutes ces communes car elles peuvent accéder à un contrat de délégation de service extérieur qui assure la prise en charge des personnes sans ressource, bénéficier de l'accompagnement et des conseils du syndicat pour la réglementation, partager des réflexions prospectives sur les enjeux du funéraire, bénéficier d'une centrale d'achat. Pour les familles, c'est un accès à un service public de qualité aux coûts maîtrisés.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte du rapport d'activité pour l'exercice 2022.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-39,
Vu le rapport d'activité du SIFUREP pour l'année 2022,
Vu le compte administratif arrêté par le SIFUREP pour l'année 2022,
Vu l'avis favorable émis sans réserves et à l'unanimité de la commission consultative des services publics locaux du 8 novembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 6 voix pour (M. DELAGE, M. EDET, M. TRAORE, M. TAPA, Mme MUSEUX, Mme BRICOUT),

DÉCIDE

Article unique De prendre acte du bilan d'activité du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne pour l'année 2022.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

SIFUREP
SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNÉRAIRE DE LA RÉGION PARISIENNE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SOMMAIRE

LE SIFUREP

- Un Syndicat funéraire essentiel au service du territoire francilien
- Une gouvernance plurielle

p. 6-7

CHIFFRES CLÉS 2022

p. 8-9





AU SERVICE DES FAMILLES ENDEUILLÉES

- Une offre obsèques de qualité à coût maîtrisé
- Des établissements funéraires au plus près des besoins des familles

p. 10-13

Directeur de publication : Jacques KOSSOWSKI / Comité de rédaction : Service communication du SIFUREP
Photos : Pierre-Yves Duval, Valérie Evrard, Didier Fournet / Illustrations : Desbouis Gréail - Freepik
Conception et réalisation : Desbouis-Gréail / Impression : Champagnac. Imprimé sur papier issu de forêts gérées dura

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



L'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS DE LA RÉGION PARISIENNE

- Une expertise technico-juridique et des études pour éclairer les décisions
- Une centrale d'achat pour simplifier et maitriser les coûts de gestion funéraire

p. 14-17

LES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES

- Cartes (SIFUREP / Centrale d'achat)
- Liste des villes adhérentes et leurs délégués titulaires / suppléants / membres du Bureau.

p. 20-23



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉDITO DU PRÉSIDENT



Le SIFUREP continue de se développer pour toujours mieux accompagner les villes et les familles.

Jacques KOSSOWSKI,
Président du SIFUREP,
Maire de Courbevoie.

Le SIFUREP est reconnu comme un acteur majeur du Funéraire en Ile de France. Il participe au développement du service public funéraire et à la régulation de ce marché très concurrentiel. En négociant les tarifs obsèques, de crémation ou de séjour en chambre funéraire ; il permet aux familles de ses villes adhérentes de bénéficier d'un accompagnement de qualité à des prix négociés.

L'année 2022 aura été celle de la négociation de la délégation de service public relative au service extérieur des pompes funèbres. Cette délégation permet aux familles éligibles de bénéficier des tarifs SIFUREP lors des obsèques de leur défunt. Par ailleurs, le syndicat a également travaillé sur le renouvellement de la délégation de service public du crématorium d'Arcueil et lancé la procédure pour le crématorium de Nanterre.

Par ailleurs, le nombre de consultations juridiques a sensiblement augmenté en 2022 tout comme le nombre de villes adhérentes au syndicat et à sa centrale d'achat. Les besoins croissants des villes et de leurs familles endeuillées conduisent le SIFUREP à



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

étoffer son équipe dès 2023 pour les accompagner dans les meilleures conditions.

Enfin, le syndicat maintient une veille constante sur les sujets d'actualité tels que l'écologie, les nouvelles pratiques funéraires ou bien encore les problématiques de gestion des cimetières. Cette thématique a d'ailleurs été le thème du colloque en 2022. Ce rendez- vous annuel, particulièrement apprécié des villes et des partenaires du SIFUREP, a rassemblé plus d'une centaine de participants et permis de partager des bonnes pratiques.

Je suis heureux de vous faire parvenir ce rapport d'activité et vous souhaite une bonne lecture.

JACQUES KOSSOWSKI.
Président du SIFUREP, Maire de Courbevoie.



Accusé de réception en préfecture
[illegible]-2023-14-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE SIFUREP

UN SERVICE PUBLIC FUNÉRAIRE **ESSENTIEL**

*Le funéraire est un secteur particulier. Il concerne une mission de service public que tout citoyen sollicite à un moment donné de sa vie, dans une situation de deuil et donc de vulnérabilité. Mais il est aussi un secteur ouvert à la concurrence, avec de forts enjeux économiques. Cette particularité renforce les exigences de transparence et de régulation par les pouvoirs publics. Le **SIFUREP** fait partie de ces acteurs publics de contrôle et de régulation.*

Syndicat **I**ntercommunal **FU**néraire de la **RÉ**gion **P**arisienne, le **SIFUREP** a pour missions d'organiser, de gérer et de contrôler le service public funéraire, sur le territoire d'Île-de-France, pour le compte des collectivités qui y sont adhérentes.

Le **SIFUREP** est le partenaire privilégié des collectivités adhérentes dans le domaine du funéraire. Il permet :

- pour les familles d'accéder à un service public funéraire et à des équipements de qualité à un prix maîtrisé,
- d'obtenir des conseils dans l'application de la réglementation et dans l'information des administrés,
- de participer à des débats et de bénéficier d'études prospectives, notamment autour d'un colloque annuel sur les grands thèmes funéraires, pour anticiper les besoins à venir.

Ces missions sont exercées avec éthique et transparence dans le respect de la déontologie du service public. Pour les mener à bien, le **SIFUREP** utilise des outils juridiques tels que les marchés publics ou bien encore les délégations de service public.



JACQUES KOSSOWSKI
Président du SIFUREP
Maire de Courbevoie



CHRISTIAN METAIRIE
1er Vice-Président
Maire d'Arcueil



JEAN MILCOS
2e Vice-Président
Conseiller municipal de Clamart



HASSAN HMANI
3e Vice-Président
Conseiller municipal de Nanterre



BERNARD GAHNASSIA
4e Vice-Président
Maire-adjoint de Puteaux



SERGE FRANCESCHI
5e Vice-Président
Maire-adjoint



CLAIRE DELESSARD
6e Vice-Présidente
Conseillère municipal de Maisons-Alfort

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

UNE GOUVERNANCE PLURIELLE

Le **SIFUREP** est administré par 108 délégués syndicaux et autant de suppléants désignés par les collectivités adhérentes et issus de leur assemblée délibérante. Ces élus composent le Comité syndical, l'instance qui délibère sur les décisions engageant l'avenir du **SIFUREP** et qui fixe ses orientations, dont la mise en œuvre est ensuite pilotée par l'équipe du **SIFUREP** sous l'impulsion de son directeur général.

En 2022, le Comité syndical s'est réuni 3 fois et a voté 40 délibérations sur les choix stratégiques tels que les délégations de service public, le budget et la politique générale du Syndicat. Les décisions sont prises dans l'intérêt général de la population.

Ces Comités syndicaux sont préparés en amont par un Bureau syndical, composé de 13 membres (1 président et 12 vice-présidents). En 2022, le Bureau du **SIFUREP** s'est réuni à 4 reprises pour préparer les affaires soumises au Comité.

Enfin, le Syndicat dispose de deux commissions syndicales ayant pour mission l'étude et l'examen préparatoire de sujets par type de prestations.



CES DEUX ORGANES SONT :

- La commission « équipements funéraires » : traitant toutes les questions relatives aux crématoriums et aux chambres funéraires du **SIFUREP**.
- La commission « services funéraires » : traitant de tous les services funéraires mis en œuvre par le **SIFUREP** : service extérieur des pompes funèbres, centrale d'achat et consultations funéraires.

La commission services funéraires s'est réunie le 22 mars 2022 pour évoquer la mise en oeuvre du nouveau contrat de délégation de service public pour le service extérieur des pompes funèbres, les marchés de la centrale d'achat, les modes de sépultures ainsi que les nouvelles règles en matière de droit funéraire.



FATAH AGGOUNE
7e Vice-Président
1er Maire-adjoint de Gentilly



STEPHANE PERRIN-BIDAN
8e Vice-Président
Conseiller municipal de Suresnes



EVELINE NOURY
9e Vice-Présidente
1ère Maire-adjointe de Boissy-Saint-Léger



SAMIRA YAZIDI
10e Vice-Présidente
Conseillère municipal d'Epinay-sur-Seine



CHRISTIAN LAGRANGE
11e Vice-Président
Conseiller municipal



ERIC COUTURE
12e Vice-Président
Maire-adjoint de Perreux-sur-Marne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CHIFFRES CLÉS 2022

5 NOUVELLES VILLES
ONT ADHÉRÉ AU SIFUREP
ET À SA CENTRALE D'ACHAT

108 ADHÉRENTS AU SIFUREP

69 ADHÉRENTS
À LA CENTRALE D'ACHAT



Le bilan démographique 2022 publié par l'Insee le 17 janvier 2023 montre un ralentissement de la croissance de la population française. Le nombre des naissances a atteint un point bas historique tandis que le nombre de décès reste élevé depuis 2020.

Au 1er janvier 2023, la France compte 68,0 millions d'habitants (65,8 millions en France métropolitaine et 2,2 millions dans les cinq départements d'outre-mer). En 2022, la population a augmenté de 0,3% (comme en 2020 et en 2021) alors qu'elle augmentait de 0,4% par an de 2014 à 2019.

Dans le même temps, 667 000 personnes sont décédées en France en 2022. C'est 5 000 personnes de plus qu'en 2021, 2 000 de moins qu'en 2020, année marquée par l'épidémie de Covid-19, et 54 000 de plus qu'en 2019. Cette hausse notable entre 2019 et 2022 est due au vieillissement et à la hausse de la population (générations du baby boom) mais aussi à la poursuite de la pandémie de Covid-19 et aux canicules de l'été 2022.

DES POMPES FUNÈBRES

Convois funéraires assurés par le délégataire OGF (enseigne commerciale PFG) :

- **4966 obsèques** contre 4923 en 2021,

dont :

- **1566 au tarif forfaitaire négocié par le SIFUREP** (898 familles ont bénéficié du forfait inhumation, 668 familles ont bénéficié du forfait crémation),
- **310 obsèques de personnes sans ressources,**
- **179 obsèques d'enfants de moins de 1 an.**

Crémations et Admissions assurées par les différents délégataires du SIFUREP :

Les 5 crématoriums gérés ont réalisé plus de 9207 crémations

Les 2 chambres funéraires ont totalisé 2354 admissions

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LES RECETTES DU SYNDICAT

Les recettes réelles de fonctionnement représentent un total de 885 440 €. Elles sont constituées :

- des frais de contrôle versés par les délégataires au titre des contrats de délégation de service public conclus par le Syndicat,
- la cotisation des communes adhérentes au Syndicat,
- les cotisations à la centrale d'achat ainsi qu'aux marchés subséquents liés,
- des remboursements de personnel mis à disposition au bénéfice du Syndicat intercommunal du cimetière des Joncherolles.

Pour la section d'investissement, les recettes totales s'élèvent à 179 156 € et sont constituées en totalité par les amortissements, le remboursement des investissements pour le cimetière de Villetaneuse, le résultat d'investissement reporté, le fonds de compensation pour la TVA et l'excédent de fonctionnement capitalisé.

LES DÉPENSES

Les dépenses réelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 990 376 € (hors restes à réaliser).

Elles sont essentiellement constituées par :

- **les charges à caractère général :** qui représentent les dépenses nécessaires à l'administration du Syndicat, et à l'accomplissement de ses missions ;
- **les charges du personnel ;**
- **les autres charges de gestion courante ;**
- **les dépenses exceptionnelles.**

Les dépenses d'investissement s'élèvent pour leur part à 93 018 € (hors restes à réaliser).



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

UNE OFFRE OBSÈQUES CONTRÔLÉE À COÛT

UN PEU D'HISTOIRE...

En 1905, le service extérieur des pompes funèbres (SEPF), soit **l'organisation des obsèques** (hors cérémonies religieuses) est confié aux communes. La Loi du 8 janvier 1993 supprime, ensuite, le monopole communal des pompes funèbres et donne aux familles la liberté de choisir leur entreprise funéraire. Les villes ont alors eu la possibilité de maintenir un SEPF public en régie municipale ou de le confier à un Syndicat comme le SIFUREP. Certaines villes décident, quant à elles, de laisser les entreprises privées gérer complètement cette mission.

En 2022, 108 villes ont opté pour une régulation publique du SEPF en adhérant au SIFUREP.

En tant qu'autorité concédante, le **SIFUREP** a confié via une procédure de délégation de service public (DSP) cette mission à un opérateur funéraire. Il s'agit d'une procédure qui permet d'encadrer la qualité des prestations et les prix pratiqués, tout en assurant un contrôle précis et transparent du délégataire.

0.05366 €

PAR HABITANT ET PAR AN

UN CONTRAT ENCADRÉ ET CONTRÔLÉ !

Le SIFUREP, sur la base des tarifs négociés avec le délégataire s'assure que les services sont dispensés dans le respect des principes du service public, avec qualité et souci d'égalité de traitement.

Le délégataire a l'obligation de rendre compte, chaque année, pendant toute la durée de la délégation, des prestations délivrées aux familles sur l'ensemble du territoire des collectivités adhérentes.

Le SIFUREP exerce également un contrôle via des enquêtes évaluant la qualité du service rendu, le respect des procédures avec notamment l'information faite sur l'offre tarifaire du SIFUREP auprès des familles éligibles.

PROCÉDURE ET TARIF D'ADHÉSION POUR LES VILLES

L'adhésion d'une commune au Syndicat se déroule selon les modalités suivantes, conformément à l'article L.5211-18 du Code général des collectivités territoriales :

1- La collectivité candidate doit prendre une délibération favorable à l'adhésion au SIFUREP.

2- Cette délibération doit être transmise en préfecture et au Syndicat.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MAÎTRISÉ

3- Le Comité syndical du SIFUREP se prononce sur cette adhésion.

4- La délibération du Comité syndical est notifiée aux adhérents du Syndicat. Chacun des adhérents doit ensuite se prononcer sur l'adhésion dans un délai de trois mois. Celle-ci est acquise sous réserve que la majorité qualifiée des adhérents se prononce favorablement. Cette majorité devra comprendre : soit les deux tiers au moins des assemblées délibérantes des adhérents intéressés représentants plus de la moitié de la population totale, soit la moitié au moins des assemblées délibérantes des collectivités représentant les deux tiers de la population. A défaut de délibération dans ce délai, de la part des adhérents, l'adhésion est réputée favorable.

5- L'adhésion est ensuite définitivement prononcée par arrêté interpréfectoral.

QUELS AVANTAGES POUR LES FAMILLES ET LES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES ?

- **Des tarifs remisés sur le catalogue général PFG** : les tarifs pour les familles de villes adhérentes au SIFUREP sont inférieurs de 8% en moyenne aux tarifs appliqués au grand public.
- **Des forfaits réservés aux familles de villes adhérentes** : 1614 euros TTC pour une crémation et 2027 euros TTC pour une inhumation.
- **La gratuité des obsèques** des enfants de moins d'un an et **une remise de 50%** des frais d'obsèques pour les enfants de moins de seize ans.
- **la prise en charge des obsèques** des personnes dépourvues de ressources dès lors qu'elles sont décédées sur le territoire des communes adhérentes, sur la base d'une attestation du Centre Communal d'Action Sociale (certificat d'indigence).

Ces forfaits comprennent :

- l'organisation et la préparation des obsèques, le convoi avec corbillard et chauffeur, les porteurs, un maître de cérémonie, le cercueil, le capiton, l'emblème.

A noter que ces forfaits ne comprennent pas : le transport de corps avant mise en bière ni le séjour en chambre funéraire.



QUELLES SONT LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ ?

Pour que les familles puissent bénéficier des offres proposées par le Service Extérieur des Pompes Funèbres du SIFUREP **il faut les conditions cumulatives suivantes :**

- le défunt doit être domicilié sur le territoire d'une commune adhérente au SIFUREP ;
- le défunt doit être **décédé** sur le territoire d'une **commune adhérente au SIFUREP ou sur la ville de Paris** intra-muros ou, **dès le 1er janvier 2023**, en Île-de-France à **10 km maximum d'une commune** située sur **le territoire du SIFUREP** ;
- la mise en bière doit être effectuée sur le territoire d'une commune adhérente au SIFUREP ou sur la ville de Paris ;
- la cérémonie, la crémation ou l'inhumation doivent se dérouler sur le territoire d'une commune adhérente au SIFUREP.

Le SIFUREP actualise et édite, chaque année, un encart des tarifs funéraires qui précise et explique le prix des prestations proposées aux familles endeuillées sur les communes adhérentes au SIFUREP. Ce document est mis à disposition dans les services état civil des mairies et dans le réseau d'agences OGF. **Les familles restent tout à fait libres de choisir l'opérateur funéraire de leur choix.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DES ÉTABLISSEMENTS AU PLUS PRÈS DES

Le SIFUREP gère 5 crématoriums et 2 chambres funéraires au travers de contrats de délégation de service public.

En tant qu'autorité concédante pour ces équipements, le SIFUREP établit le cahier des charges qui définit le contenu et les conditions d'exécution du service au sein de ces équipements, choisi les délégataires qui ont pour mission d'exploiter ces équipements et a en charge le contrôle de leurs activités, ***dans le respect d'un service public funéraire de proximité de qualité.***



Crématorium d'**Arcueil**



Crématorium de **Champigny-sur-Marne**

LES CHAMBRES FUNÉRAIRES

Les chambres funéraires sont des équipements qui accueillent les corps des personnes décédées avant l'inhumation ou la crémation. Elles comprennent une partie technique à l'usage exclusif des personnels et une partie réservée aux familles pour leur accueil et leur recueillement.

La chambre funéraire de Nanterre dont la convention de **concession** a été attribuée **à OGF en 2007** (durée de 22 ans) a assuré 1 360 admissions en 2022.

La chambre funéraire de Montreuil dont la convention de **concession** a été attribuée **à OGF en 2008 et rénovée en 2017** a assuré 994 admissions en 2022.

LES CRÉMATORIUMS

Les crématoriums sont les établissements où sont crématisés les corps des défunts. Ils comprennent une partie technique à l'usage exclusif des personnels et une partie réservée aux familles pour leur accueil et recueillement. Ils disposent tous d'un jardin du souvenir pour les familles qui souhaitent disperser les cendres du défunt sur place. Pour répondre à l'augmentation des demandes de crémation, le Syndicat a négocié des contrats de délégations de service publics pour la construction et l'exploitation de plusieurs équipements géographiquement répartis en Île-de-France et satisfaire ainsi le mieux possible ce besoin.

Le crématorium du Mont-Valérien à Nanterre dont la convention de **concession** a été attribuée **en 1997 à la société OGF** est en activité depuis 1999.
Il a réalisé 1912 CRÉMATIONS EN 2022.

Le crématorium du Val de Bièvre à Arcueil dont la convention de **concession** a été attribuée **en 2000 à la société G2F,** est en activité depuis 2002.
Il a réalisé 1 561 CRÉMATIONS EN 2022.

Le crématorium du Parc à Clamart dont la convention de **concession** a été attribuée **en 2004 à la société OGF** est en activité depuis 2007.
Il a réalisé 2 442 CRÉMATIONS EN 2022.

Le crématorium de Champigny-sur-Marne dont la convention de **concession** a été attribuée **le 1er octobre 2005 à la SEM funéraire** de la ville de Paris est en fonctionnement depuis mars 2007.
Il a réalisé 1 890 CRÉMATIONS EN 2022.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

BESOINS DES FAMILLES

Le crématorium de Montfermeil dont la convention de concession a été attribuée en février 2018 à OGF. Cet équipement a été inauguré en octobre 2019.

Il a réalisé 1 402 CRÉMATIONS EN 2022.

LES CIMETIÈRES

La gestion des cimetières demande une grande te chnicité dans le domaine funéraire, mais aussi environnemental, patrimonial ou bien encore informatique et humain. Aussi, le SIFUREP propose plusieurs solutions pour aider les collectivités :

- Le transfert de compétence dite « cimetières » : la collectivité délègue alors la gestion et la valorisation de cet équipement au SIFUREP.
- La convention de coopération : le SIFUREP agit auprès de la collectivité à sa demande en tant que conseil-expert sur un ou plusieurs sujets déterminés.
- la centrale d'achat (cf page 16) : la ville utilise les marchés conclus par le SIFUREP afin d'assurer la gestion et l'entretien de ses cimetières.



Crématorium de **Clamart**



Crématorium de **Montfermeil**



Crématorium de **Nanterre**

À SAVOIR

DANS LES CRÉMATORIUMS DU SIFUREP :

- ✓ le tarif est garanti et contrôlé dans le cadre du contrat de service public,
- ✓ toutes les entreprises de pompes funèbres habilitées peuvent accéder aux services de l'équipement,
- ✓ ils disposent tous d'une ou de plusieurs salles de cérémonie,
- ✓ la famille peut y célébrer une cérémonie civile ou religieuse,
- ✓ le personnel du crématorium peut assurer à la demande de la famille une cérémonie d'adieu simple, gratuitement.
- ✓ la législation permet aux familles de laisser l'urne un an au crématorium (dont 3 mois gratuitement), le temps de décider du lieu de destination des cendres.
- ✓ des « Temps de mémoire » sont organisés chaque année en période de la Toussaint. Ces moments proposent aux familles, ayant perdu un proche dans l'année et choisi la crémation, un moment privilégié de recueillement civil et collectif (lectures de textes, citation du nom des défunts, musiques et chants).



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

UNE EXPERTISE TECHNICO-JURIDIQUE ET DES POUR ÉCLAIRER LES DÉCISIONS

Le SIFUREP met à la disposition, des élus et des services état civil ou encore des conservateurs de cimetières, son expertise dans le domaine juridique. *Il peut ainsi répondre à toute question, adressée par mail (juridique@sifurep.com), portant sur la législation funéraire ainsi que sur l'exécution des contrats de délégation de service public.*

Les principales questions posées par les communes adhérentes concernent les concessions, les exhumations, la prise en charge des opérations funéraires, le transport de corps, la crémation, la gestion des cimetières, les conditions de création et de gestion des jardins cinéraires et les conditions d'inhumation.

Par ailleurs, plusieurs outils sont mis à la disposition des collectivités pour les accompagner :

- **Le guide des obsèques :** il s'agit d'un support d'information régulièrement actualisé et mis à disposition des communes adhérentes, et plus particulièrement des services d'état civil et des cimetières, pour informer les familles sur les démarches à effectuer lors d'un décès. Ce guide est mis gratuitement à disposition, sur demande, et accessible sur le site internet : www.sifurep.com
- **Le site internet « www.sifurep.com » :** informations, conseils, actualités, description des services et équipements du SIFUREP, carte des adhérents, moteur de recherche, vidéos.
- **L'enquête annuelle diffusée à toutes les communes adhérentes** pour recenser le tarif des concessions, les différentes durées de concessions, le type de travaux entrepris (ou à réaliser) ou bien encore la destination des cendres. Les résultats sont accessibles sur le site internet.
- **Le colloque annuel**
  La 14e édition du colloque du SIFUREP s'est tenue le 3 juin 2022. Il a permis d'échanger sur les cimetières du futur et particulièrement sur leur dimension écologique.



Guide des obsèques





www.sifurep.com

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉTUDES



Exemple de web conférence



105 participants ont, ainsi, pu débattre avec les intervenants et bénéficier de la qualité de leurs interventions sur une réflexion relative à la gestion de nos cimetières :

QUEL AVENIR POUR NOS CIMETIÈRES ? VERS UNE MORT PLUS ÉCOLOGIQUE ?

Ces 2 tables rondes, animées par la directrice funéraire et une journaliste spécialisée, ont permis à des conservateurs, élus, architectes, écologues, membres du CNOF ou bien encore anthropologues de témoigner et de partager leurs connaissances et leurs points de vue sur ces sujets d'actualité.

- **Les sollicitations juridiques** ont encore été particulièrement nombreuses en 2022 avec près de 200 consultations juridiques traitées en 48h en moyenne par l'équipe du SIFUREP.
- **Les Webconférence du SIFUREP :** ouvertes à toutes les communes, elles ont vocation à répondre aux interrogations des villes sur un sujet funéraire particulier, une actualité réglementaire ou à présenter un service ou un équipement funéraire du SIFUREP.
- **Le petit déjeuner de la Centrale d'Achat :** ouvert à toutes les villes, il permet de découvrir les marchés proposés par le SIFUREP, de rencontrer les prestataires titulaires de marchés et d'échanger avec d'autres villes sur la gestion, l'entretien des cimetières ou toute prestation assurée via un marché de la Centrale d'Achat. En 2022, 53 villes y ont participé !

En 2022 une Webconférence a été animée sur le thème du nouveau contrat de délégation de service public portant sur le service extérieur des pompes funèbres (entrée en vigueur le 1er janvier 2023).



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La centrale d'achat du SIFUREP

POUR SIMPLIFIER ET MAITRISER LES COÛTS DES CIMETIÈRES

Pour accompagner les collectivités dans la gestion de leurs cimetières, l'application des exigences légales, l'évolution des pratiques funéraires, des rites et des enjeux environnementaux, sociaux et patrimoniaux, le SIFUREP a créé en 2012 une centrale d'achat.

L'objectif de cet outil de mutualisation est de simplifier et de maitriser les coûts de gestion pour les villes.

Une Adhésion facile et rapide : la convention d'adhésion est adressée par le SIFUREP à la collectivité demandeuse, accompagnée d'un modèle de délibération et d'un rapport de présentation du Syndicat.

Le conseil municipal délibère, signe la convention d'adhésion et envoie au SIFUREP deux exemplaires signés de la convention accompagnés de la délibération du conseil municipal. Par la suite, la convention est signée et notifiée à la ville.

LES AVANTAGES DE LA CENTRALE D'ACHAT

- **une expertise technique et juridique du SIFUREP** (les adhérents délèguent la procédure de passation des marchés à des experts du funéraire) ;
- **une mutualisation** sur les prix et les services associés ;
- **une offre à la carte** grâce à une diversité de marchés qui peuvent être sollicités selon les besoins ;
- **une intervention technique confiée à des professionnels du secteur** (entreprises spécialisées dans le domaine du funéraire) ;
- **des services d'information, de veille et d'accompagnement ;**
- **une qualité de relation « grands comptes »** quelle que soit la structure ou la taille de la collectivité ;
- **des marchés clés en main,**
- **un contrôle des prestations réalisé par le SIFUREP** pour garantir la qualité du service.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DE GESTION

COÛTS 2022

968,27 € /AN + 484,13 €

ADHÉSION PAR MARCHÉ SOUSCRIT.

DES SERVICES À LA CARTE

Un panel de marchés disponibles pour répondre à des besoins nombreux et diversifiés :

- **nettoyage et entretien** des **cimetières** (propreté des sites),
- **gestion des espaces verts ;**
- **assistance à maîtrise d'ouvrage** pour l'**aménagement** des **cimetières** ;
- **maîtrise d'œuvre** pour l'**aménagement des cimetières** ;
- **assistance à maîtrise d'ouvrage** pour la **restauration du patrimoine ;**
- **reprise** et **mise en œuvre** d'un **logiciel cimetière ;**
- **numérisation, indexation et intégration des documents de concessions** des cimetières ;
- **assistance à** l'amélioration de **l'utilisation des outils du système d'information** des cimetières ;
- **assistance** relative à l'**élaboration** d'un **plan de reprises de sépultures ;**
- **reprises administratives de sépultures** (échues et abandonnées).
- **transport de corps avant mise en bière des personnes décédées de mort naturelle à leur domicile et non « réclamées ».**



Commune adhérente à la centrale d'achat du SIFUREP

69 COLLECTIVITÉS

ADHÉRENTES À LA CNTRALE D'ACHAT EN 2022.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Joncherolles

Champigny-sur-Marne







Arcueil

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023





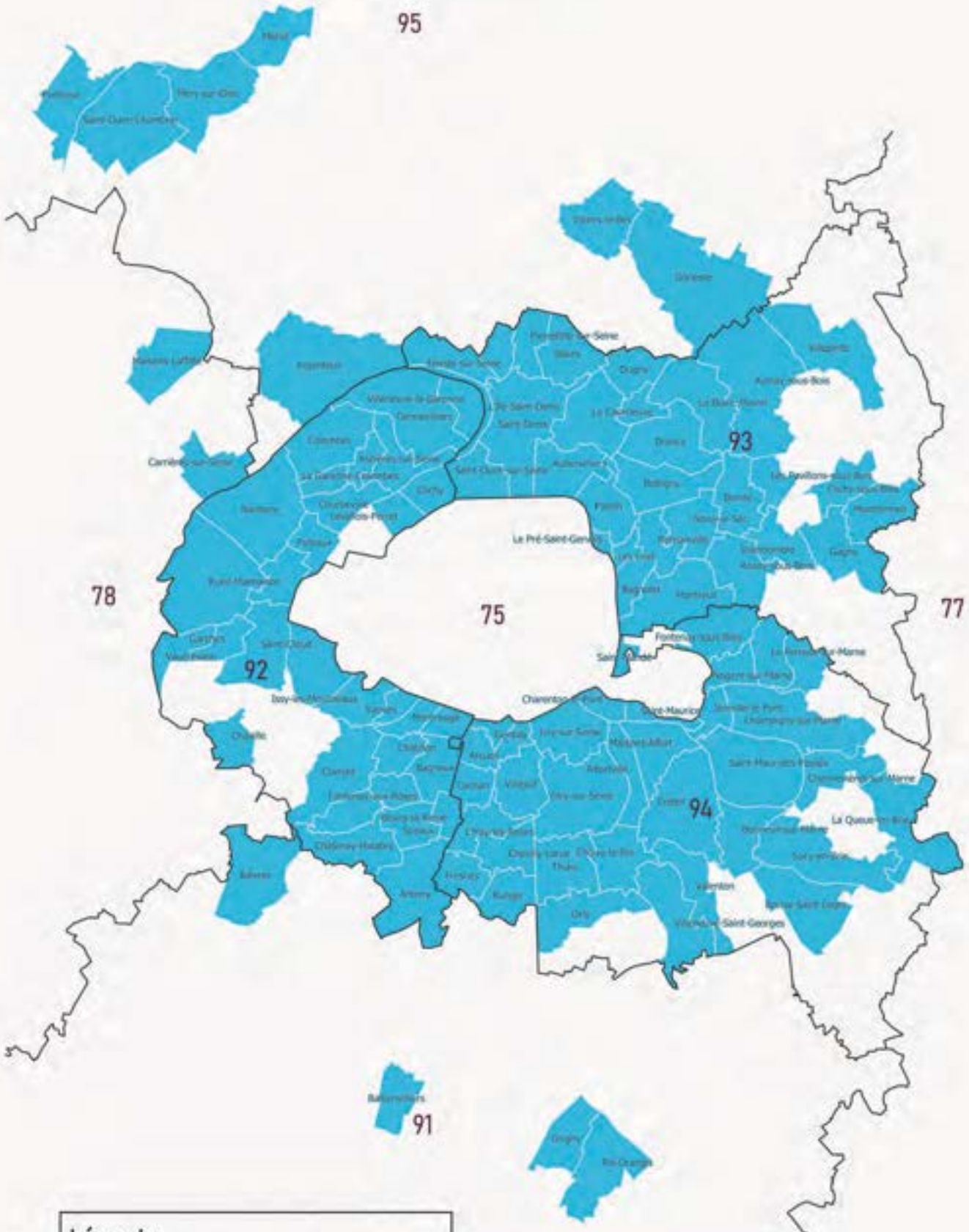
Clamart



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES COLLECTIVITÉS ADH

AU SIFUREP



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉRENTES (AU 31/12/2022)

À LA CENTRALE D'ACHAT DU SIFUREP



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LISTE DES **DÉLÉGUÉS**
(AU 31 DECEMBRE 2022)

Délégué(e) titulaire — Délégué(e) suppléant(e) — Membre du Bureau

ALFORTVILLE
- Serge FRANCESCHI (Vice-Président du SIFUREP)
- Geneviève CHARPANTIER

ANTONY
- Christiane ENAME
- Isabelle ROLLAND

ARCUEIL
- Christian METAIRIE (Vice-Président du SIFUREP)
- Maryvonne ROCHETEAU-LEGOURD

ARGENTEUIL
- Tania de AZEVEDO
- Nadir SLIFI

ASNIÈRES-SUR-SEINE
- Sylvie MEYNARD
- Danielle GUETTE

AUBERVILLIERS
- José LESERRE
- Véronique DAUVERGNE

AULNAY-SOUS-BOIS
- Chantal MOREAU
- Fouad EL KOURADI

BAGNEUX
- Alain LE THOMAS
- Fanny DOUVILLE

BAGNOLET
- Brahim AKROUR
- Edith FELIX

BALLAINVILLIERS
- Daniel BOULLAND
- Elizabete VICENTE MAMEDE

BIÈVRES
- Paul PARENT
- Anne PELLETIER-LE BARBIER

BOBIGNY
- Jean-François HIRSCH
- Evelyne PLANTE

BOIS-COLOMBES
- Gilles CHAUMERLIAC
- Cédric KLEIN

BOISSY-SAINT-LÉGER
- Eveline NOURY (Vice-Présidente du SIFUREP)
- Michel BARTHES

BONDY
- Nadia DECOURRIERE
- Farid BELKEBIR

BONNEUIL-SUR-MARNE
- Sandra BESNIER
- Boumediine BENMOUSSAT

BOULOGNE-BILLANCOURT
- Michel AMAR
- Philippe MARAVAL

BOURG-LA-REINE
- Virginie BARBAUT
- Sylvie COURTOIS

BRY-SUR-MARNE
- Rodolphe CAMBRESY
- Chrystel DERAY

CACHAN
- Robert ORUSCO
- Denis HERCULE

CARRIERES-SUR-SEINE
- Daniel MARTIN
- Aline LE GUILLOUX

CHAMPIGNY-SUR-MARNE
- Laurent JEANNE
- Evelyne SAILLAND

CHARENTON-LE-PONT
- Valérie LYET
- Chantal LEHOUT-POSMANTIER

CHÂTENAY-MALABRY
- Patrick DESSEN
- Gilles DEBROSSE

CHÂTILLON
- Nicole MENDY
- Stéphane JACQUOT

CHAVILLE
- Hervé LIÈVRE
- Marc GIRONDOT

CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE
- Jean-François FABRE
- Christine COURTOIS

CHEVILLY-LARUE
- Hermine RIGAUD
- Barbara LORAND-PIERRE

CHOISY-LE-ROI
- Vasco COELHO
- Marina BRULANT

CLAMART
- Jean MILCOS (Vice-Président du SIFUREP)
- Marie-Laure COUPEAU

CLICHY-LA-GARENNE
- Agnès DELACROIX
- Michaël ALBOU

CLICHY-SOUS-BOIS
- Marie-Florence DEPRINCE
- Samira TAYEBI

COLOMBES
- Fatoumata SOW
- Manjulaa UDANTHI NARAHENPITAGE

COURBEVOIE
- Jacques KOSSOWSKI (Président du Sifurep)
- Marie-Pierre LIMOGE

CRÉTEIL
- Michel WANNIN
- Alain DUKAN

DRANCY
- Romain DACHIVILLE
- Merzouka COCOZZA

DUGNY
- Michel CLAVEL
- Martine BRASSEUR

ÉPINAY-SUR-SEINE
- Samira YAZIDI (Vice-Présidente du SIFUREP)
- Farid BENYAHIA

FONTENAY-AUX-ROSES
- Cécile COLLET
- Gabriela REIGADA

FONTENAY-SOUS-BOIS
- Loïc DAMIANI
- Clémence AVOGNON ZONON

FRESNES
- Christian CARISTAN
- Rachida SADANE

GAGNY
- Rolin CRANOLY
- Bénédicte AUBRY

GARCHES
- Solène ALLANIC
- Grégoire VERSPIEREN

GENNEVILLIERS
- Isabelle MASSARD
- Laurent NOEL

GENTILLY
- Fatah AGGOUNE (Vice-Président du SIFUREP)
- Nadine HERRATI

GONESSE
- Jean-Michel DUBOIS
- Rachid TOUIL

GRIGNY
- Philippe RIO (Maire)
- Pascal TROADEC

ISSY-LES-MOULINEAUX
- Etienne BERANGER
- Christine HELARY-OLIVIER

IVRY-SUR-SEINE
- Mélhadée BERNARD
- Guillaume SPIRO

JOINVILLE-LE-PONT
- Hélène DECOTIGNIE
- Laurent OTTAVI

LA COURNEUVE
- Rémy SOUHIL

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LA GARENNE-COLOMBES
Sébastien RIVET
Nathalie BRONDEAU

LA QUEUE-EN-BRIE
Philippe MOUCHARD
Marie-Claude GAY

LE BLANC-MESNIL
Michel COLLIGNON
Philippe RANQUET

LE BOURGET
Laura PETREQUIN
Valéry VANNEREUX

LE KREMLIN-BICÊTRE
Jacques HASSIN
Véronique GESTIN

LE PERREUX-SUR-MARNE
Eric COUTURE
(Vice-Président du SIFUREP)
Pierre BUGEJA

LE PLESSIS-ROBINSON
Marc SIFFERT-SIRVENT
Cyril PECRIAUX

LE PRÉ-SAINT-GERVAIS
Jean-Abel PECAULT
Mohammed YENBOU

LES LILAS
Christian LAGRANGE
(Vice-Président du SIFUREP)
Patrick BILLOUET

LES PAVILLONS-SOUS-BOIS
Chantal TROTTET
Sabrina ASSAYAG

LEVALLOIS-PERRET
Martine ROUCHON
Valérie FOURNIER

L'HAŸ-LES-ROSES
Bernard DUPIN
Catherine GAVRIL

L'ILE-SAINT-DENIS
Alain FRANÇOIS
Jacques PARIS

MAISONS-ALFORT
Claire DELESSARD
(Vice-Présidente du SIFUREP)
Jean-Luc CADEDDU

MAISONS-LAFFITTE
Marie-Liesse SALIN
Ingrid COUTANT

MALAKOFF
Dominique TRICHET-ALLAIRE
Jocelyne BOYAVAL

MÉRIEL
Christophe CHAMBELIN
Laurence BOUVILLE

MÉRY-SUR-OISE
Patrice RENARD
Bernard RIO

MONTFERMEIL
Laurent CHAINEY
Naïl SIBY

MONTREUIL
Florian VIGNERON
Michelle BONNEAU

MONTROUGE
Liliane GRAÏNE
Patrick XAVIER

NANTERRE
Hassan HMANI
(Vice-Président du SIFUREP)
Nadine ALI

NOGENT-SUR-MARNE
Pascale MARTINEAU
Juliette LE RUYET-FOURNIER

NOISY-LE-SEC
Albert PRISSETTE
Jean-Luc LE COROLLER

ORLY
Thierry ATLAN
Dahmane BESSAMI

PANTIN
Rida BENNEDJIMA
Sonia GHAZOUANI-ETTIH

PIERREFITTE-SUR-SEINE
Guy JOUVENELLE
Françoise MIRET

PONTOISE
Armelle LEGRAND-ROBERT
Annick FERRE

PUTEAUX
Bernard GAHNASSIA
(Vice-Président du SIFUREP)
Anne-Laure LEBRETON

RIS-ORANGIS
Marcus M'BOUDOU
Véronique GAUTHIER

ROMAINVILLE
Sofia DAUVERGNE
Nathalie GAUMONDY

ROSNY-SOUS-BOIS
Danièle MAILLOT
Nathalie REGNAULD

RUEIL-MALMAISON
Ghania KEMPF
Jean-Simon PASADAS

RUNGIS
Antoine MORELLI
Philippe BENISTI

SAINT-CLOUD
Sacha GAILLARD
Jean-Christophe PIERSON

SAINT-DENIS
Christophe PIERCY
Alice RONGIER

SAINT-MANDÉ
Julien WEIL
Tiffany CUIANG

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS
Jacqueline VISCARDI
Aurélien PREVOT

SAINT-MAURICE
Dominique DUROSELLE
Cédric DAMIEN

SAINT-OUEN-L'AUMÔNE
Roland MAZAUDIER
Marie-Claude CLAIN

SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Emna SGHAÏER
Xavier DUPLOUY

SCEAUX
Annie BACK
Claire VIGNERON

STAINS
Nabila AKKOUCHE
Mathieu DEFREL

SUCY-EN-BRIE
Cédric MUSSO
Anne-Marie BOURDINAUD

SURESNES
Stéphane PERRIN-BIDAN
(Vice-Président du SIFUREP)
Pierre PERRET

THIAIS
Guylaine TORCHEUX
Christian LE BOT

VALENTON
Hasana SADIKI
Kamel BELKHIRI

VANVES
Xavier LEMAIRE
Marta GRZESIAK

VAUCRESSON
Diane de ROBIANO
Hélène CONNAN

VILLEJUIF
Gilbert CHASTAGNAC
Maxime PLUSQUELLEC

VILLEMOMBLE
Jovan AVRAMOVIC
Françoise POLONI

VILLENEUVE-LA-GARENNE
Sandrine HERTIG
Fatima AAZIZ

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Bernardina ALVES DA SILVA
Naoual EL OUAHTA

VILLEPINTE
Christine PERRON
Zhigiao Jacques YANG

VILLETANEUSE
Danielle MARMIGNON
Majide AMMAD

VILLIERS-LE-BEL
Faouzi BRIKH
Teresa EVERARD

VITRY-SUR-SEINE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SIFUREP
SYNDICAT INTERCOMMUNAL FUNÉRAIRE DE LA RÉGION PARISIENNE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-145-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Tour Lyon Bercy 173-175 rue de Bercy • CS 10205 75588 Paris Cedex 12 • Tél. : 01 44 74 32 00 • **sifurep.com**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-146

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Communication du rapport d'activité 2022 du délégataire charge des marchés forains, la société SOMAREP

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

M. Jean-François DELAGE expose au conseil :

Le Conseil municipal a approuvé, le 9 janvier 2013, le contrat de délégation de service public pour la gestion des marchés forains de la Ville avec la société SOMAREP, 3 rue Bassano – 75116 PARIS, sous forme d'un contrat d'affermage, pour une durée de sept ans, du 1er février 2013 au 31 janvier 2020.
Le contrat a été prolongé par avenant n°3 jusqu'au 30 septembre 2021 du fait de la crise sanitaire puis jusqu'au 28 février 2022 par avenant n°4, approuvé lors du Conseil municipal du 16 septembre 2021.
Le rapport annuel de 2022 ne comporte donc que deux mois d'activités avant la reprise en régie du marché, le 1er mars 2022, décidé par le Conseil municipal.

Comme le prévoit l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire doit transmettre avant le 1er juin de chaque année, le rapport d'activités de l'année précédente. Ce rapport comporte notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.
Le rapport d'activités 2022 a été transmis le 1 juin 2022 et fait état de plusieurs éléments dont :

- Un rapport technique
- Un compte rendu financier

Le présent rapport dresse ainsi une analyse de l'exploitation et de la gestion du marché forain par le délégataire pour les deux premiers mois de l'année 2022.

A) Le rapport technique

a) Les commerçants

Il mentionne 3 séances par semaine, 40 abonnés en moyenne, ce qui est exact mais seulement 20 volants en moyenne. Or, si les observations de terrain ont montré effectivement la présence d'une vingtaine de commerçants volants le jeudi, ils étaient globalement 40 le dimanche. Cette moyenne de 20 est donc obtenue en prenant en compte la séance du mardi qui n'était ouverte qu'aux seuls alimentaires et non facturée aux abonnés non alimentaires.
Le rapport mentionne le départ d'un fromager et l'arrivée de deux commerçant en fruits et légumes dont les candidatures n'ont pas fait l'objet d'un dossier en commission, aucune ne s'étant tenue entre janvier et février 2022, ni même d'une information à la Ville.

Comme l'année précédente, le rapport s'intéresse à la répartition des commerçants selon les séances, avec quelques erreurs : En 2022, comme les années précédentes pour la séance du mardi, seul un commerçant de fruits et légumes ainsi que le boucher sont présents. Les commerçants sont donc 2 ou 3 en intégrant le food truck et non pas 5. Cette erreur est répétée chaque année.

La séance du jeudi rassemble 23 commerçants volants dont 5 en alimentaire. Avec les abonnés, cette séance doit réunir environ 60 commerçants.

La séance du dimanche compte 32 commerçants volants dont 9 alimentaires, soit environ 72 commerçants en tenant compte des abonnés. Les observations de terrain ont relevé environ 80 commerçants fin 2021 et début 2022. A noter que le poissonnier abonné depuis au moins 20 ans est répertorié en volant.

b) Le matériel et le personnel

Ce matériel est limité, en dehors de l'utilisation d'une laveuse par une entreprise prestataire du délégataire.
Le personnel est composé de 2 placiers : 32h/semaine à deux en moyenne soit 16h chacun, ce qui semble correct, de 4 monteurs et d'un chauffeur/monteur employé chacun en moyenne 16,5 h/semaine, ce qui semble beaucoup trop étant donné le faible nombre de stands à monter, uniquement sur la partie alimentaire, deux fois par semaine (2 stands seulement le mardi).

Par comparaison, le périmètre a plus que doublé depuis mars 2022 (côté pair de l'avenue E. Thomas où se trouvent les stands des commerçants en produits manufacturés et Place de la République) et le travail de montage et démontage ne représente que 12h/semaine pour chacun des six employés.

La collecte des déchets est assurée par l'EPT et la redevance collectée auprès des commerçants, d'un montant de 6 684€ est intégralement reversée à l'EPT.

c) Les animations

Le budget fait état d'un solde positif de 9 593 € € au titre de fin 2021, alors que ce solde apparaissait en déficit dans le rapport 2021.
2053 € auraient été dépensés en janvier 2022 pour des remboursements relatifs aux animations de Noël 2021.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

A noter que les 2 prestataires cités avaient déjà été remboursés au titre de 2021 (rapport d'activité de l'année précédente).

Le solde négatif de 11 535 € pour le budget animation 2022 est incohérent, les recettes ayant été ajoutées aux dépenses.

B) Le compte-rendu financier

La SOMAREP déclare une recette TTC de 47 699€.
Par comparaison, la recette de janvier/février 2023 est de 44 487 € HT. Si les tarifs ont connu une augmentation en début d'année 2023, il reste que le linéaire commercial est actuellement moins étendu (d'environ 100ml) et que le marché compte aujourd'hui beaucoup moins de commerçants volants.
Le résultat 2022 n'est donc pas cohérent avec la recette 2023 qui, de plus, ne comporte aucune TVA.

Comme les années précédentes, les animations et la collecte des déchets, en dépense et recettes, ne sont pas intégrées au compte d'exploitation – et comme l'année précédente, il faut sans doute en conclure que le chiffre de 47 699€ ne concerne que les droits de place.
La recette totale est donc d'au moins 63 865€ (recette animation : 9 482€, recette redevance déchets : 6 684, 29€ HT), et plus probablement de **65 761 €** (application d'une TVA de 20% pour les animations - pas de TVA pour la redevance déchets)

a) Les recettes : 47 699€ TTC – 32 077 € HT

Le compte d'exploitation fait apparaître le CA TTC auquel est retranchée la redevance versée à la Ville à hauteur de 9167€ €. Cette redevance étant en HT, la soustraction d'un montant en TTC est erronée et aboutit à minorer les recettes du délégataire.

Enfin s'agissant d'une dépense, la redevance n'a pas à figurer dans les premières lignes normalement dédiées aux recettes.

Une seconde soustraction est effectuée pour le passage du total TTC en HT, ce qui réduit les recettes à 32 077€. Il est à noter en 2022 l'existence d'une TVA à 16, 7 % pour laquelle nous n'avons pas reçu d'explication de la part du délégataire, malgré des demandes répétées.

b) Les dépenses : 35 717 € HT

Il n'est pas indiqué si ces dépenses figurent en HT ou en TTC, ce qui naturellement n'est pas neutre. A priori, il s'agit de dépenses HT compte-tenu des informations sur des factures HT précisées dans les pages précédant le compte d'exploitation.

Les postes importants se rapportent aux salaires (19 480 €) et au nettoyage (8 300 €).
Pour la première année, la dotation aux amortissements sur les barnums n'a pas été mentionnée (pour mémoire : 347 011 € TTC de 2013 à 2021).

Des postes sont surévaluées comme les salaires et l'assurance dont les couts sont divisés par 3 par rapport à 2021 et non par 6, comme ce devrait être le cas (12 mois en 2021 et 2 mois en 2022). La publicité apparaît pour une dépense de 1 535 € alors qu'il n'y a eu aucune animation sur le marché, entre janvier et février 2022.

Comme chaque année, quelques menus frais (agios sur frais financiers, fournitures) viennent augmenter les dépenses (37€).

En conséquence, le résultat de 2022 est, comme depuis 2013, toujours déficitaire : - 3640 €.
La minoration des recettes, la confusion entre le TTC et le HT et le montant indu de certaines dépenses expliquent comme chaque année ce résultat dégradé.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François DELAGE,
Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier son article L1411-3,
Vu le rapport d'activités de la SOMAREP de l'année 2022,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vu l'avis favorable émis avec réserves et à l'unanimité de la commission consultative des services publics locaux du 8 novembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH),

Après en avoir délibéré et émis un avis favorable avec réserves par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 12 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article 1 : De prendre acte avec réserves du rapport d'activité 2022 de la SOMAREP.

Article 2 : De souligner les nombreuses incohérences du rapport d'exploitation de la SOMAREP.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



RAPPORT ANNUEL SUR LA GESTION DU MARCHÉ FORAIN DE LA VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE 2022

SAS SOMAREP
3 Rue de Bassano
75116 Paris
SOMAREP

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Sommaire

1. COMPTE RENDU TECHNIQUE

- Réglementation et administration des marchés - Généralités
- Liste des commerçants
  - Liste des abonnés & répartition
  - Répartition des commerçants volants le mardi, jeudi et dimanche
- Le matériel du marché
- Le personnel
  - Situation du personnel
  - Organigramme
- L'assurance

2. COMPTE RENDU FINANCIER

- Redevance
- Le compte publicité
- Le nettoyage & les déchets
  - Le nettoyage
  - Les déchets
- Le compte d'exploitation
  - Les recettes TTC du marché
  - Le compte d'exploitation
  - La répartition des postes de dépenses

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

I.

COMPTE RENDU TECHNIQUE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le Kremlin Bicêtre

En application des dispositions législatives, tout concessionnaire produit chaque année un rapport d'activité de l'année écoulée.

C'est donc en application de l'article L 3131-5 du Code de la Commande Publique que le présent rapport est établi au titre de l'année 2022.

La réalisation de ce rapport répond ainsi aux principes de gestion du service public des marchés forains, de transparence et d'évaluation des politiques publiques.

Ce rapport annuel contient des informations économiques, financières et des stratégies commerciales ou industrielles protégées de sorte qu'il n'est pas communicable aux tiers en l'état (Article L311-6 du Code des relations entre le public et l'administration).

Toute demande de communication devra préalablement être soumise à la société SOMAREP afin que les données protégées soient occultées.

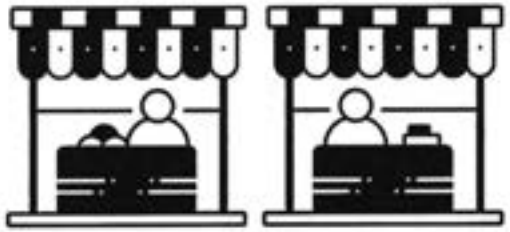
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

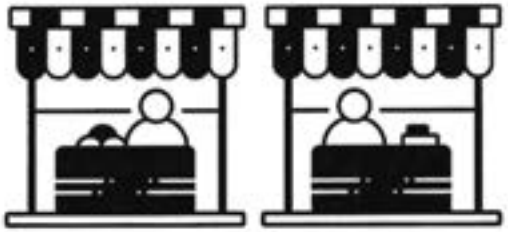
La Ville du Kremlin Bicêtre accueille un marché forain :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
Matin		Marché		Marché			Marché
Après-midi							Marché manufacturé

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE MARCHÉ





Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LOCALISATION DU MARCHÉ DU KREMLIN-BICÊTRE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Réglementation et administration des marchés - Généralités

L'administration et la gestion d'un marché forain répondent à un ensemble de règles incontournables ou variables en fonction des conditions contractuelles et des caractéristiques du marché.

Un contrat de délégation de service public liant la ville au délégataire donne les conditions d'exploitation du marché forain.

Un règlement des marchés encadre l'organisation des tenues de marchés : horaires et droit d'occupation du domaine public, droit de déballage, hygiène et nettoyage, sanctions, etc.

La ville met en place une Commission tripartite des marchés présidée par le Maire, composée de représentants de la Commune, du délégataire et des commerçants.
Elle se réunit autant de fois que nécessaire afin de pouvoir traiter des différents dossiers liés à la gestion du marché (travaux, demandes de places, animations, sanctions, ...).

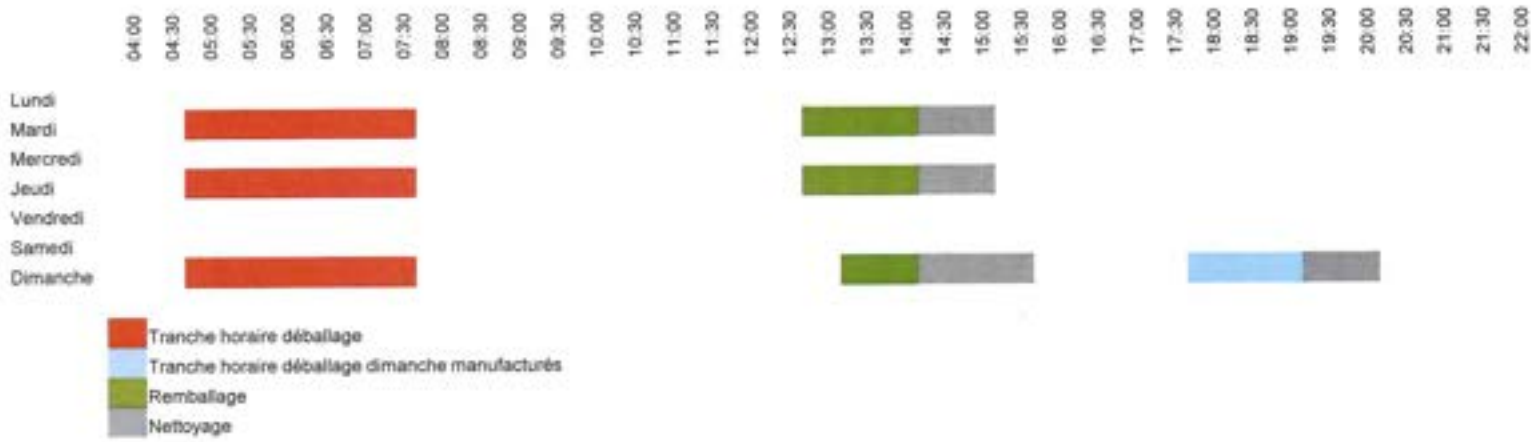
Le délégataire vérifie systématiquement et tous les ans les documents administratifs (kbis, attestations d'assurance, carte de commerçant non sédentaire) et techniques (conformité des stands sous halle) des commerçants qui déballent sur le marché.

Sur le plan pratique, le délégataire met à disposition du marché des placiers professionnels qui s'occupent de la gestion et de la commercialisation des emplacements des marchés. Ils sont également un interlocuteur dynamique avec les services de la Ville et les commerçants.
Ils s'attellent à surveiller la bonne tenue du marché : placement des commerçants volants, respect des alignements, respect des horaires règlementaires et suivi des règles d'hygiène et de salubrité des stands conformément aux normes européennes.
Enfin, un gestionnaire administratif s'occupe du relationnel administratif avec la Ville et les commerçants.

Accusé de réception en préfecture
067-219004391-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MARCHÉ DU KREMLIN-BICÊTRE

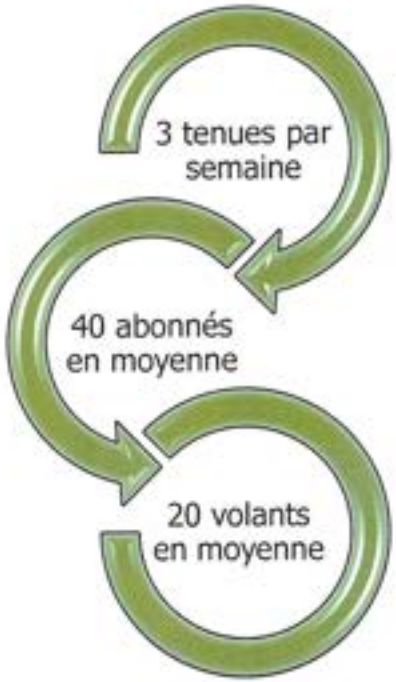
Le marché du Kremlin-Bicêtre est un marché de plein vent situé avenue Eugène Thomas des deux côtés de l'avenue. Il a lieu tous les mardis, jeudis et dimanches matin pour le pôle alimentaire et tous les mardis et jeudis matins et les dimanches toute la journée pour le pôle manufacturé et accueille environ soixante dix commerçants.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Liste des commerçants

Le marché du Kremlin-Bicêtre, c'est:



Mouvement des commerçants abonnés en 2022					
Nom	**Prénom**	**Métrage**	**Commerce**	**Date d'entrée**	**Date de sortie**
BEKKAL	Hafida	16	FRUITS ET LEGUMES	01/02/2022	
BOUTCHICH	Miloud	14	HERBES AROMATIQUES		30/01/2022
BOUTCHICH	Aziza ayad	16	HERBES AROMATIQUES	01/02/2022	
CHEVTCHENKO	Michel	8	FROMAGES		30/01/2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Liste des abonnés

Nom	Prénom	Métrage	Commerce	Date entrée	Date sortie
ABITBOL	Gade david	8	SOLDERIE		
ABOU ALI	Abou el magd	27	FRUITS ET LEGUMES		
AFZAL	Mohammad	11	TISSUS		
AMAR	Marc	9	VETEMENTS		
AZOULAY	Serge	17	FRUITS ET LEGUMES		
BEKKAL	Hafida	16	FRUITS ET LEGUMES	01/02/2022	
BELLANGER	Laurent	6	LINGE DE MAISON		
BENDAIMI	Ali	9	MAROQUINERIE		
BENDALI	Hocine	9	VETEMENTS HOMMES		
BENDIFALLAH	Mohamed	4	ROTISSERIE		
BENNACI	Abdellah	17	FRUITS ET LEGUMES		
BOULAYAT	Younes	9	BAZAR		
BOUQUINET	Pascal	13	POISSONNERIE		
BOUTCHICH	Miloud	14	HERBES AROMATIQUES		30/01/2022
BOUTCHICH	Aziza ayad	16	HERBES AROMATIQUES	01/02/2022	
CHAHOUR JEGHLOUL	Tajdigte	7	PRODUITS ORIENTAUX		
CHALQUI	Abdelkader	11	ARTICLES MENAGERS		
CHEVTCHENKO	Michel	8	FROMAGES		30/01/2022
DAHAN	David	9	VETEMENTS FEMMES		
DEFVIGNES	Arnaud	12	HERBES AROMATIQUES		
DI MAMBRO	Renaldo	11	PRODUITS ITALIENS		
DJA DAOUDJI	Belmehel	9	CHAUSSURES		
EL BOUKHYARI	Oifi	9	ARTICLES MENAGERS		
EL KHAFIFI	Ali	9	SOLDERIE		
ELFASSY	David	9	VETEMENTS FEMMES		
GARCINI	Jean-luc	7	BONETTERIE		
HéRITEAU	Philippe	4	CREPES		
JARRY	Maryse	9	SOLDERIE		
KHIDER		9	BONETTERIE		
LE STRAT	Stéphane	9	BOUCHERIE		
LHUILLIER	Daniele	4	VETEMENTS FEMMES		
NICOLAS	Monique	4	BAZAR		
ORIENTAL	Marie	9	MAROQUINERIE		
RAMKUMAR	Ramkumar	9	ARTICLES DE PARIS		
REBIBO	Many	9	SOLDERIE		
ROUILLAT	Rodney	5	REPRODUCTION CLES		
ROZANES	Francis	9	VETEMENTS FEMMES		
SANE	Adama	4	PRODUITS AFRICAINS		
SINGH	Prabhjot	8	VETEMENTS FEMMES		
STATTI	Dominique	9	CHAUSSURES		
VASSEUR	Stéphane	9	B.O.F		
VETTESE	Fiona	16	FRUITS ET LEGUMES		

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Répartition des abonnés par commerce d'activité

Commerce	Nombre
B.O.F	1
BOUCHERIE	1
CREPES	1
FROMAGES	1
FRUITS ET LEGUMES	5
HERBES AROMATIQUES	3
POISSONNERIE	1
PRODUITS AFRICAINS	1
PRODUITS ITALIENS	1
PRODUITS ORIENTAUX	1
ROTISSERIE	1
ARTICLES DE PARIS	1
ARTICLES MENAGERS	2
BAZAR	2
BONETTERIE	2
CHAUSSURES	2
LINGE DE MAISON	1
MAROQUINERIE / BAGAGES	2
REPRODUCTION CLES	1
SOLDERIE	4
TISSUS	1
VETEMENTS	1
VETEMENTS FEMMES	5
VETEMENTS HOMMES	1



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Répartition des commerçants volants le mardi

Commerce	Nombre
Boulanger	1
Fleuriste	1
Fruits et Légumes	1
Pizza	1
Traiteur libanais	1



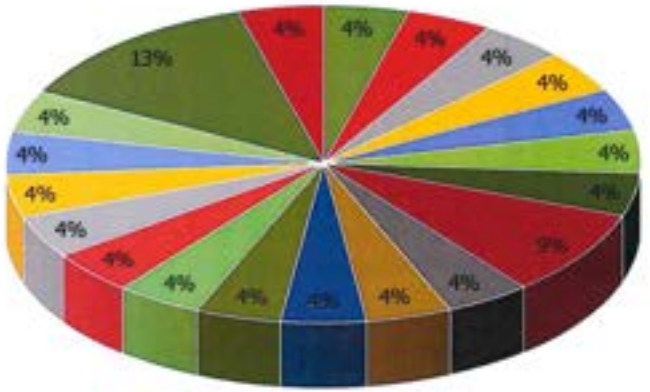
5 commerçants volants présents en moyenne le mardi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Répartition des commerçants volants le jeudi

Commerce	Nombre
Accessoire téléphonie	1
Articles ménagers	1
Bazar	1
Bijoux Fantaisie	1
BOF	1
Boucher	1
Boulanger & Pâtissier	1
Chaussures	2
Démonstrateur	1
Fleuriste	1
Gâteaux & Boissons	1
Lingerie	1
Maroquinerie	1
Olives & Fruits Secs	1
Produits d'entretien ménager	1
Soldeur	1
Vaisselle	1
Vêtement enfant	1
Vêtement femme	3
Vêtement homme	1

Réparitition des commerces volants du jeudi par secteur d'activité.



23 commerçants volants présents en moyenne le jeudi

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Répartition des commerçants volants le dimanche

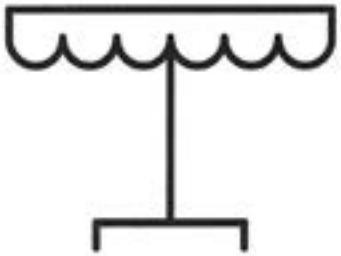
Commerce	Nombre
Accessoire téléphonie	1
Articles ménagers	2
Bazar	2
Bijoux Fantaisie	1
BOF	1
Boucher	1
Boulanger & Pâtissier	1
Chaussures	3
Démonstrateur	1
Epices	1
Fleuriste	1
Gâteaux & boissons	1
Huîtres	1
Lingerie	1
Livres & Papeterie	1
Maroquinerie	2
Miel	1
Olives &Fruits Secs	1
Poissonnier	1
Produits d'entretien ménager	1
Soldeurs	1
Vaisselle	1
Vêtement enfant	1
Vêtement femme	3
Vêtement homme	1



32 commerçants volants présents en moyenne le dimanche

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE MATERIÉL DU MARCHÉ



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Nous disposons du matériel suivant pour nettoyer le marché:

Matériel	Nombre
Balais	2
Balayeuse	1
Laveuse	1
Pelle	1
Raclettes	2
Tuyau d'arrosage	1

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE PERSONNEL



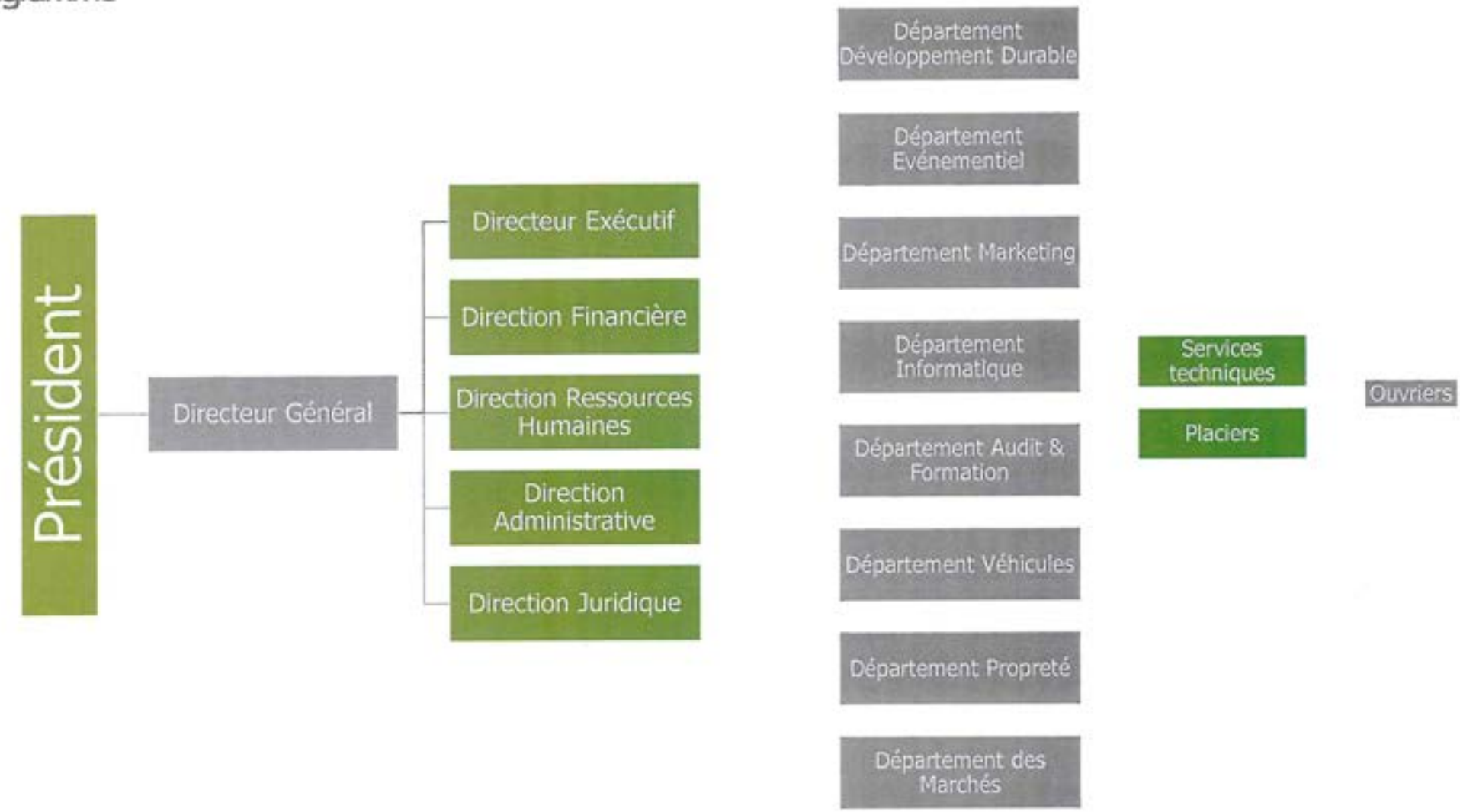
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Situation du personnel

Nom	Nombre heures / mois
Monsieur Hakim HANIFI Placier	56,33
Monsieur Laurent FLINOIS FORASTE Placier	73,67
Monsieur Jean BANGURA Chauffeur – Monteur	86,00
Monsieur Souleymane TRAORE Monteur	50,00
Monsieur Demba DRAME Monteur	65,00
Monsieur Mbemba SOUARE Monteur	65,00
Monsieur DOUCARA Moussa Monteur	65,00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Organigramme



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'ASSURANCE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Assurance et Banque

SAS SOMAREP
3 RUE BASSANO
75116 PARIS

AXA FRANCE IARD
VOS AGENTS GENERAUX
BERCIER MOUILLON ASSOCIES
50 AVENUE LOUIS LUC
94600 CHOISY LE ROI
TEL : 01.48.84.79.27
Email : agence.bmemreprise@axa.fr
n° ORIAS : 07010810 - 07011125

ATTESTATION

Nous, soussignés BERCIER, MOUILLON & ASSOCIES, Agents Généraux AXA à Choisy Le Roi, certifions que la

SAS SOMAREP 3 RUE DE BASSANO 75116 PARIS

Est titulaire d'une police d'assurance n° 11955199804, garantissant sa Responsabilité Civile Professionnelle, pour l'activité de :

GESTION DE MARCHES, HALLES, NETTOYAGE, ORGANISATION DE BROCANTES, GESTION D'EMPLACEMENT DE FETES FORAINES

La présente attestation est valable pour la période du 01 janvier 2022 au 01 janvier 2023, et ne peut engager la garantie de la Compagnie en dehors des clauses & conditions auxquelles elles se réfèrent.

Fait à Choisy-le-Roi, le 05/01/2022.

Les Agents Généraux Associés

AXA BERCIER MOUILLON
Espace Centre & commerce
50 avenue Louis Luc
94600 Choisy-le-Roi

1/1

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

II.

COMPTE RENDU FINANCIER

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le Kremlin Bicêtre

REDEVANCE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En 2022, nous avons réglé la somme de 9 166,66€ due au titre de la redevance.

Période	Montant
janvier et février 2022	9 166,66 €
TOTAL	**9 166,66 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

COMPTE PUBLICITE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Nous percevons une participation publicitaire auprès de tous les commerçants du marché afin de financer les animations qui ont pour but de dynamiser le marché et fidéliser la clientèle.

Mois	Recettes HT	Dépenses HT
SOLDE 2021	**- 9 593,14 €**	
Janvier	111,26 €	2 053,00 €
TOTAL	**- 9 481,88 €**	**2 053,00 €**
SOLDE 2022	**-**	**11 534,88 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Voici le détail des dépenses:

2021 - Noël		
Société	**Prestation**	**Montant HT**
Qreativ	affiches	148,00 €
Monica Média	Personnel d'animation	1 595,00 €
	Remboursement BA	310,00 €
	TOTAL	***2 053,00 €***

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE NETTOYAGE & LES DÉCHETS



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le nettoyage

Nous vous faisons appel à une société spécialisée, Clair et Net pour le nettoyage du marché:

Mois	Factures HT
Janvier	4 150,00 €
Février	4 150,00 €
TOTAL	**8 300,00 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Voici le tableau récapitulatif des sommes collectées au titre des déchets auprès des commerçants abonnés et volants du marché reversées intégralement à la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre.

Mois	Abonnés	Volants	TOTAL
Janvier	1 463,74 €	1 640,41 €	**3 104,15 €**
Février	2 117,87 €	1 462,28 €	**3 580,14 €**
TOTAL	**3 581,61 €**	**3 102,68 €**	**6 684,29 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

COMPTE D'EXPLOITATION



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Les recettes TTC du marché

	Abonnés	Volants	TOTAL
Janvier	13 233,04 €	10 683,24 €	**23 916,28 €**
Février	14 663,21 €	9 119,36 €	**23 782,57 €**
TOTAL	**27 896,25 €**	**19 802,60 €**	**47 698,85 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le compte d'exploitation

SAS SOMAREP / KREMLIN BICÊTRE	2021	2022 janvier et février
CA BRUT TTC	**288 415 €**	**47 699 €**
REDEVANCES	**61 889 €**	**9 167 €**
CA TTC NET	**226 526 €**	**38 532 €**
RECETTES HT	**196 790 €**	**32 077 €**
DEPENSES		
NETTOYAGE MARCHE	49 800 €	8 300 €
MATERIEL ENTRETIEN	202 €	150 €
VETEMENTS TRAVAIL	0 €	0 €
CARBURANT	384 €	92 €
FOURNITURE ADMINISTRATIVE	0 €	11 €
PARKING Q PARK	7 500 €	0 €
ENTRETIEN ROULANT	292 €	262 €
LOCATION MATERIEL - LEASING CAMION	8 493 €	0 €
ASSURANCES	3 110 €	984 €
FRAIS DE SIEGE	17 711 €	2 887 €
COÛT DES SALAIRES INDIRECTS	11 807 €	1 925 €
TRANSPORT ET DEPLACEMENT	0 €	0 €
TELEPHONE	265 €	0 €
PUBLICITE	537 €	1 535 €
HONORAIRES	139 €	0 €
MISSIONS ET RECEPTIONS	35 €	0 €
IMPOT (FONCIER TP)	490 €	75 €
SALAIRES	72 857 €	19 480 €
AGIOS FRAIS FINANCIERS	0 €	16 €
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	36 147 €	0 €
VARIATION PROVISION	0 €	0 €
TOTAL DEPENSES	**209 769 €**	**35 717 €**
RESULTATS	**-12 979 €**	**-3 640 €**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La répartition des postes de dépenses

Les « frais sièges » sont répartis selon les contrats, en fonction d'une clef de répartition. Ces frais représentent l'ensemble des frais qui ne peuvent être affectés de manière directe à un contrat donné. Ils représentent : les salaires du siège, la comptabilité, les loyers, les frais administratifs, etc…

Le poste « assurances » est également réparti en fonction d'une clef de répartition. Ce poste comprend l'assurance responsabilité civile, ainsi que l'assurance des halles en elles-mêmes, et des véhicules inhérents aux marchés (véhicules de montage).

Répartition des postes de dépenses.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023





SAS SOMAREP

3 Rue de Bassano - 75116 Paris

01.53.57.42.60

contact@mandon.fr

http://www.mandon.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-146-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-147

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Communication du rapport annuel d'activité 2022 du syndicat intercommunal du gaz et de l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Catherine FOURCADE expose au conseil :

Le SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France) transmet aux communes adhérentes un rapport annuel retraçant son activité pour l'année passée.

Ce syndicat exerce deux compétences : l'une pour le gaz, l'autre pour l'électricité. La commune du Kremlin-Bicêtre n'est adhérente que pour le gaz, la compétence électricité étant dévolue au SIPPEREC.

En 2022, le SIGEIF est autorité organisatrice de la distribution du gaz pour le compte de 188 communes (soit 1 161 061 clients) couvrant un réseau de 9 533 km pour une consommation totale de 22 724 GWH.
Le concessionnaire est GRDF.

Les membres du groupement, dont Le Kremlin-Bicêtre, bénéficient d'un marché de fourniture de gaz coordonné par le SIGEIF.

Depuis le 1er janvier 2015, le SIGEIF et le SIPPEREC proposent un dispositif commun de valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE), auquel la ville du Kremlin-Bicêtre participe.

Enfin, par délibération n° 2019-113 du Conseil municipal du 19 décembre 2019, la commune a délégué au SIGEIF la compétence pour l'installation et l'exploitation de bornes IRVE en voie publique. A ce jour la ville dispose d'une borne et a engagé un travail avec le SIGEIF pour le déploiement de bornes supplémentaires.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Catherine FOURCADE
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le rapport d'activité du Syndicat intercommunal du gaz et de l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF) pour l'année 2022,
Vu l'avis favorable émis sans réserves et à l'unanimité de la commission consultative des services publics locaux du 8 novembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

DÉCIDE

Article unique : De prendre acte du rapport annuel d'activité du Syndicat Intercommunal du gaz et de l'Electricité en Ile de France (SIGEIF) pour l'année 2022.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RAPPORT ANNUEL 2022

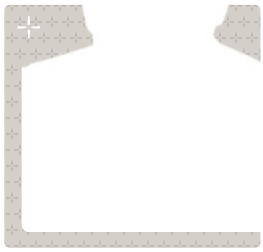
Sigeif

SERVICE PUBLIC
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ
ET DES ÉNERGIES LOCALES
EN ÎLE-DE-FRANCE

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
091-219104993-20261230-DE
Date de télétransmission : 30/12/2025
Date de réception préfecture : 30/12/2025

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT



JEAN-JACQUES GUILLET

Président du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France

Maire de Chaville

Membre honoraire du Parlement

« L'équipe du Sigeif est prête, une fois encore, à relever le défi. »

Dans le domaine de l'énergie, n'attendons pas de solution miracle à la crise que nous connaissons. Les prix demeureront à un niveau élevé, les tensions géopolitiques étant loin de s'apaiser et les mécanismes européens de se modifier.

Faut-il s'en lamenter ou, au contraire, saisir cette occasion pour mener des politiques volontaristes ?

Depuis longtemps, on savait que le « signal prix » était le facteur déclenchant l'action en faveur des énergies renouvelables, de l'efficacité et de la sobriété énergétiques. Nous en avons aujourd'hui la confirmation. Si, de son côté, l'État relance l'industrie nucléaire, les collectivités locales sont soucieuses de rénovation thermique de leurs bâtiments, comme de valoriser de nouvelles pistes de production d'énergie. La géothermie profonde ou de surface, la chaleur fatale, le solaire photovoltaïque et thermique, le biométhane, l'hydrogène, etc, constituent des opportunités attrayantes mais qui, hélas, ne peuvent pas toujours être mises en œuvre rapidement.

C'est le cas de l'hydrogène dont l'usage, en particulier dans les transports, ne pourra être que partiel à moyen terme.

Le Sigeif, en coopération avec ses concessionnaires et l'Ademe, dont il est opérateur pour le Fonds chaleur, est l'outil privilégié des communes pour l'exploration et la mise en œuvre de ces différentes pistes.

Mais son expertise, le sens de l'innovation, qu'il porte dans ses gènes depuis l'origine et qu'il va développer prochainement, lui permettent de prendre aussi en compte les réalités.

Les énergies fossiles, qu'on le veuille ou non, sont loin d'avoir disparu, et les outils technologiques nécessaires à la transition sont loin d'être opérationnels. Si certaines de nos actions auront des effets rapides, par exemple dans la mobilité, le biométhane ou le solaire, d'autres doivent être envisagées sur le long terme.

L'équipe du Sigeif est prête, une fois encore, à relever le défi.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE SIGEIF EN ACTION

21 juin *- Lancement de l'unité Biométhanisation dans le port de Gennevilliers*



4 mai *- Inauguration d'une borne de recharge à Noisy-le-Grand*



28 octobre *- Signature du nouveau contrat de concession gaz*

17 mai *- Intervention du Sigeif sur le plateau de France 3 Île-de-France*



7 juin *- Visite de la ferme solaire de Marcoussis par l'union des maires de l'Essonne*

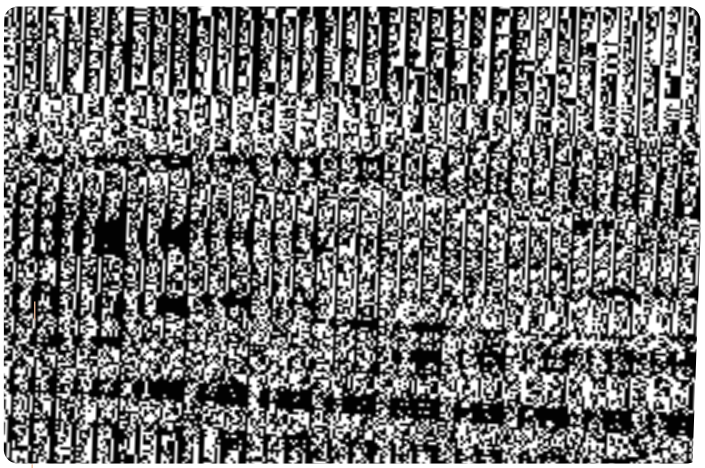


29 mars *- Signature du projet de la ferme solaire urbaine sur toiture à Maisons-Alfort*

12 mai *- Inauguration d'une borne de recharge à Bagneux*



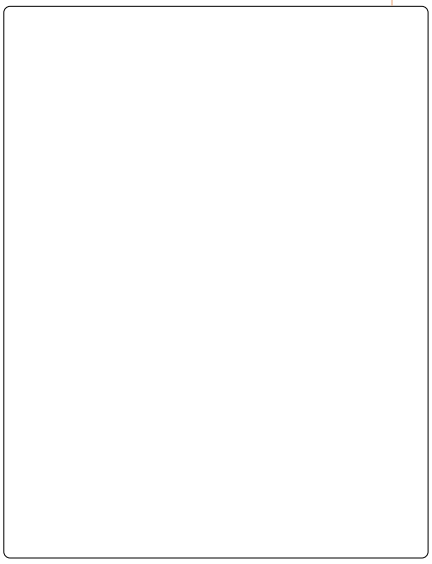
18 octobre *- Sommet de l'Axe-Seine*



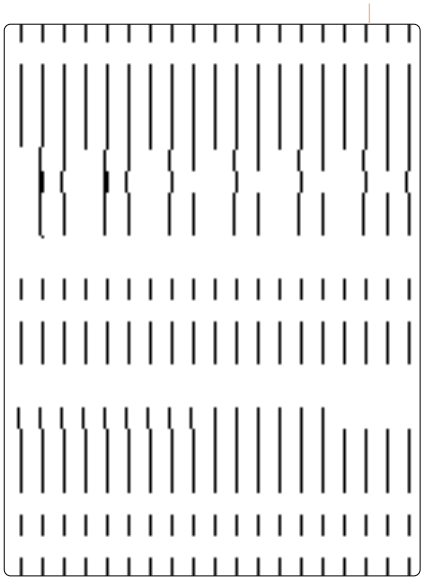
5 janvier *- Inauguration de la borne de recharge à Suresnes*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

19 octobre - *Campagne de presse du Pôle énergie Île-de-France dans* Le Parisien

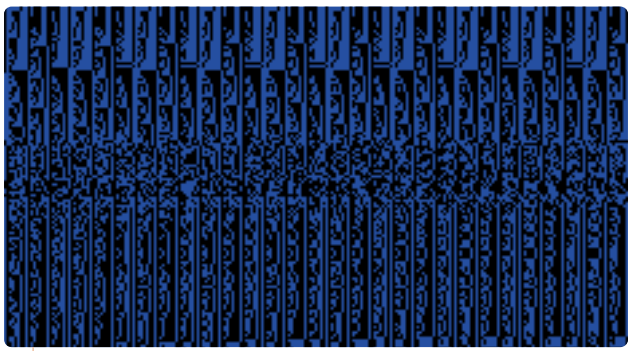


22 novembre - *Campagne de presse du Pôle énergie Île-de-France dans* Le Parisien

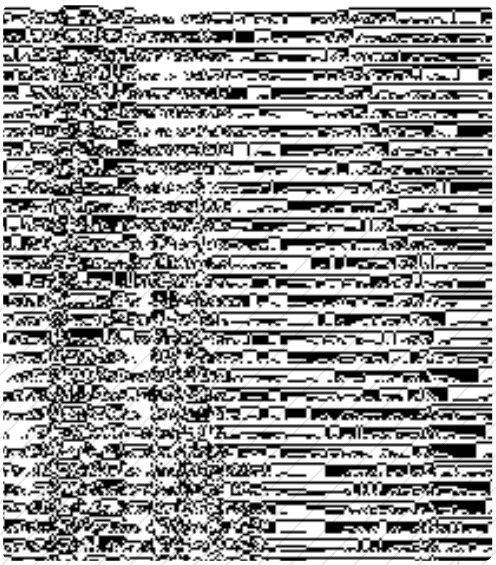


17 octobre - *Lancement du SDIRVE du Sigeif*

17 octobre - *Comité d'administration*



22 décembre - *Mise en service de la station multi-énergies de Sigeif Mobilités à Réau*

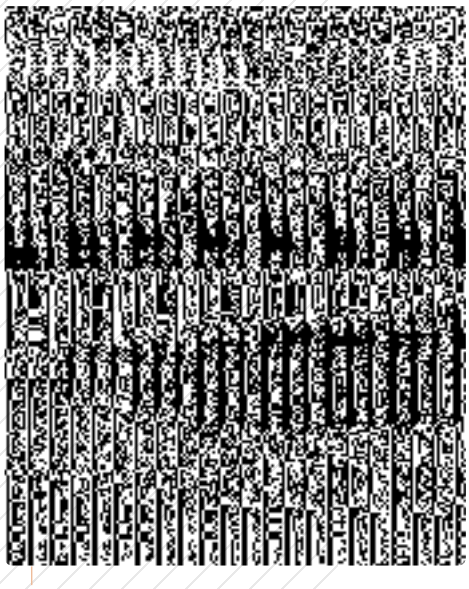


27 septembre - *Congrès FNCCR à Rennes*



20 octobre *Congrés AMORCE*

6 septembre - *Inauguration d'une borne de recharge à Colombes*



12 janvier - *Présentation des prestations d'efficacité énergétique proposées par le Sigeif*

22 octobre - *Signature de la charte d'engagement écogaz*

28 juin - *Signature d'une convention Sigeif/Siaap au salon de l'AMIF*

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES CHIFFRES DE LA CONCESSION GAZ

188
communes desservies

5 682 158
habitants

1 161 061
clients

294 M€
de recettes pour

22 724 GWH
de gaz acheminés

1 391 M€
valeur nette réévaluée

2 360 M€
valeur brute des ouvrages

9 533 KM
longueur du réseau

101 911
conduites montantes, dont

56 459 (55,4 %)
en concession

46,7 M€
consacrés à l'adaptation et à la sécurisation

16,8 M€
consacrés au développement du réseau

494
dommages aux ouvrages de gaz lors des travaux de voirie, dont

310 avec fuites

7 678 KM
de canalisations surveillées, dans le cadre de la recherche systématique de fuites

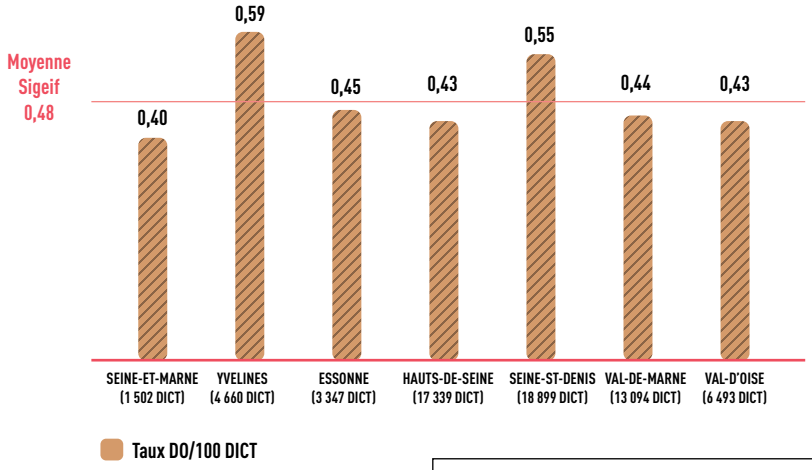
31,4 ANS
âge moyen des canalisations

2 613
postes de détente de distribution publique

TAUX DE DOMMAGES AUX OUVRAGES LORS DES TRAVAUX DE VOIRIE [POUR 100 DICT] *

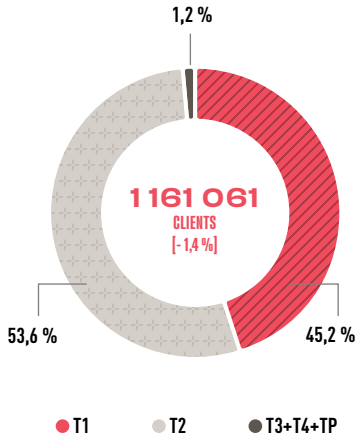
En 2022, GRDF a enregistré 494 dommages aux ouvrages (- 5,6 %) lors ou après travaux de tiers, dont 310 fuites enterrées.
43,9 % des dommages ont été causés par une utilisation inappropriée de la pelle mécanique, bien que ces dommages ne représentent que 4,7 % des incidents, ils sont à l'origine de 17,7 % des clients coupés.

** Nombre de déclarations de chantiers avec présence de canalisations gaz (toutes maîtrises d'ouvrage confondues : collectivités, opérateurs de réseaux, particuliers...).*



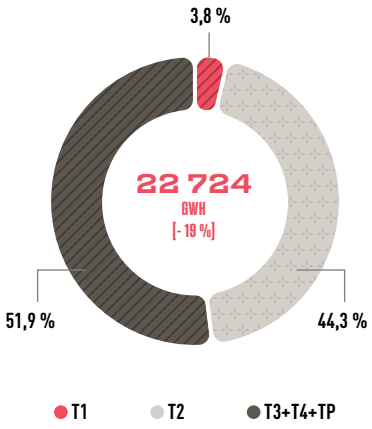
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPARTITION DES CLIENTS
PAR TARIF D'ACHEMINEMENT *

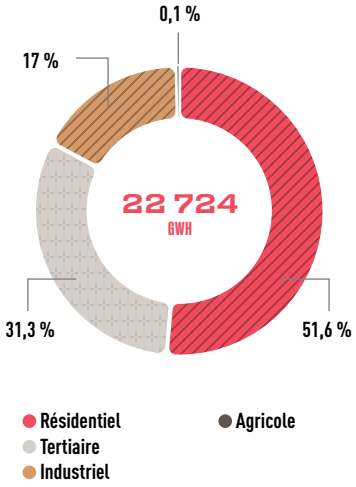


** Voir définition des tarifs d'acheminement en page 72.*

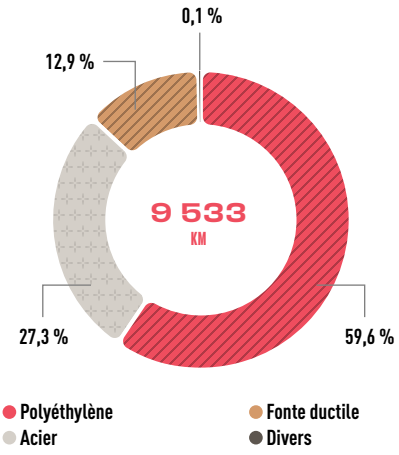
RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION
PAR TARIF D'ACHEMINEMENT *



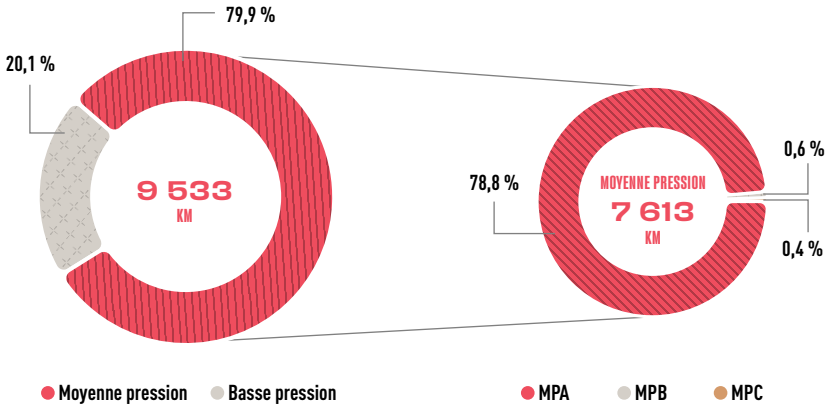
QUANTITÉS ACHEMINÉES
PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



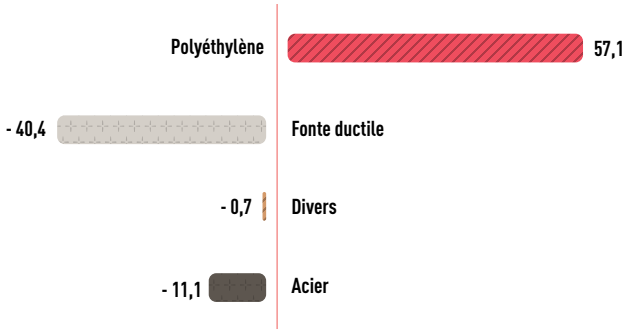
NATURE ET LONGUEUR DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION
PAR MATÉRIAU



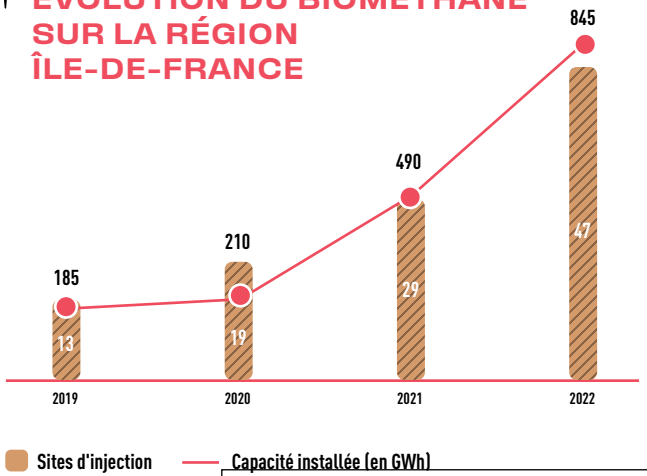
NATURE ET LONGUEUR DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION
PAR PRESSION



ÉVOLUTION DE LA NATURE DES RÉSEAUX 2021/2022 (EN KM)



ÉVOLUTION DU BIOMÉTHANE SUR LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES CHIFFRES DE LA CONCESSION ÉLECTRICITÉ

66
communes

1 474 061
habitants

739 764
clients

266,5 M€
de recettes pour

6 109 GWH
d'électricité acheminés

1 097 M€
valeur brute des ouvrages

584 M€
valeur nette des ouvrages

4 003 KM
de réseau HTA

et **5 372 KM**
de réseau BT

24,6 M€
consacrés à la qualité, à l'environnement et au renforcement,

dont **3,3 M€**
pour les postes sources

39,4 M€
consacrés au développement du réseau électrique

36,9 ANS
âge moyen des ouvrages

1 327
clients aidés dans le cadre du FSL

4 927
postes sources

43 874
clients coupés plus de 3 h, en durée cumulée

et **40,5 MIN**
de durée moyenne de coupure par an (critère B)

2 596
producteurs d'électricité

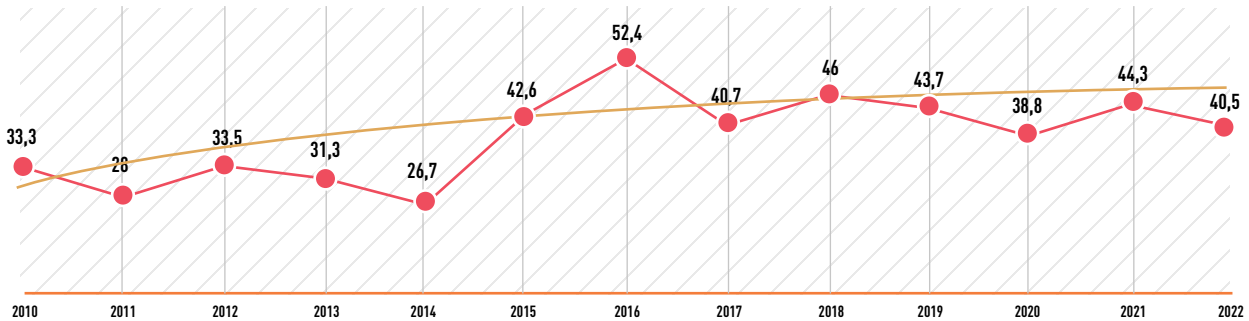
dont **2 568**
d'origine photovoltaïque

pour **130 MW**
de puissance raccordée

30 595
clients crédités du chèque énergie par EDF Commerce

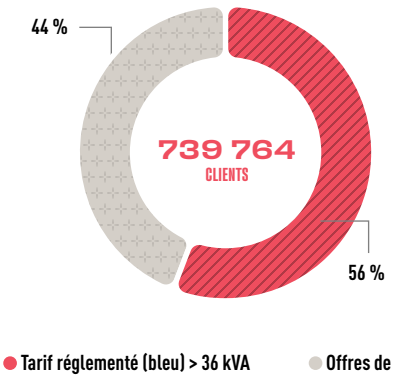
CRITÈRE B : DURÉE ANNUELLE DE COUPURE (PAR CLIENT BASSE TENSION, EN MIN)

Avec **40,5 min** de temps moyen de coupure en 2022, **la tendance du critère B** sur le territoire du Sigeif s'est **améliorée de 3,8 min**.

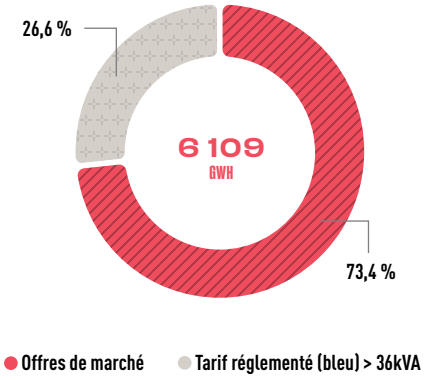


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

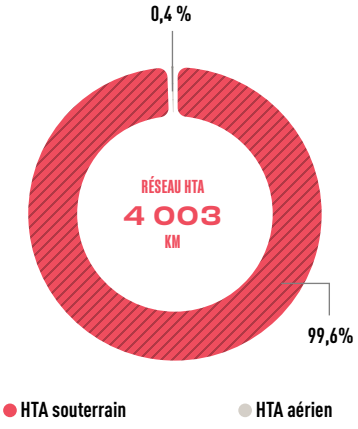
RÉPARTITION DES CLIENTS
ENTRE TARIF RÉGLEMENTÉ ET OFFRES DE MARCHÉ

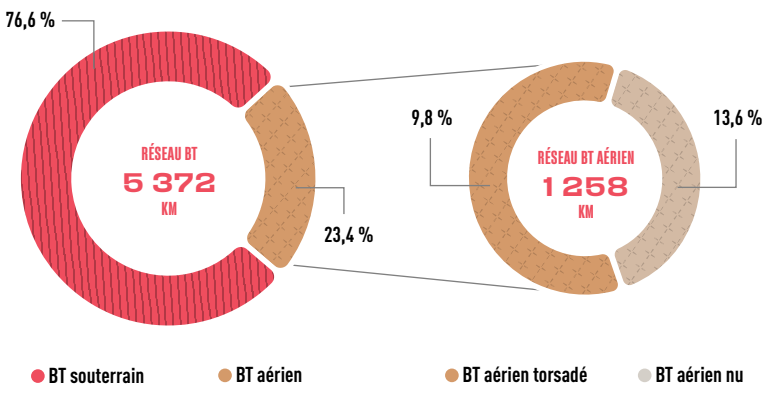


RÉPARTITION DE LA CONSOMMATION
ENTRE TARIF RÉGLEMENTÉ ET OFFRES DE MARCHÉ

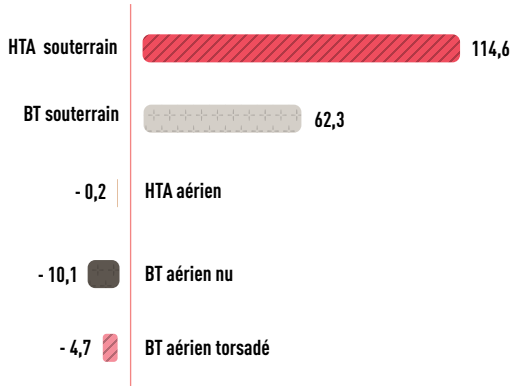


NATURE ET LONGUEUR DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION

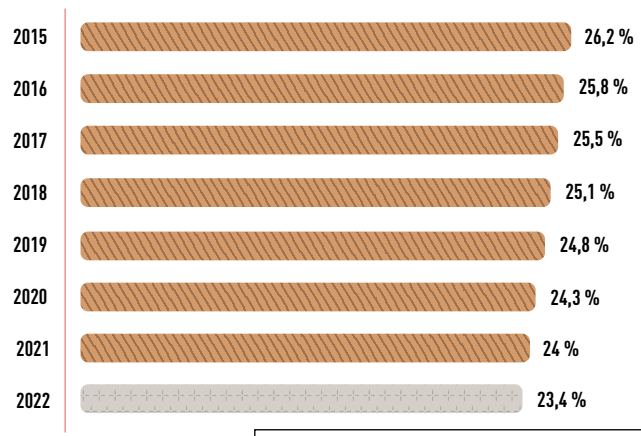




ÉVOLUTION DE LA NATURE DES RÉSEAUX 2021/2022 (EN KM)



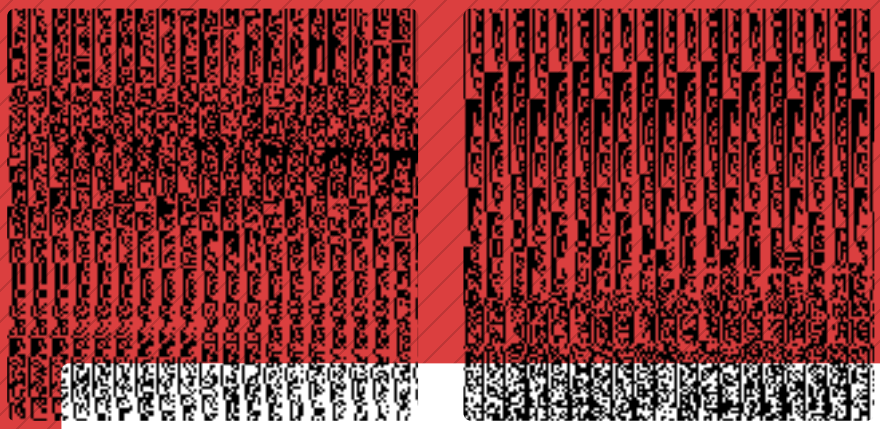
PART DU RÉSEAU AÉRIEN



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

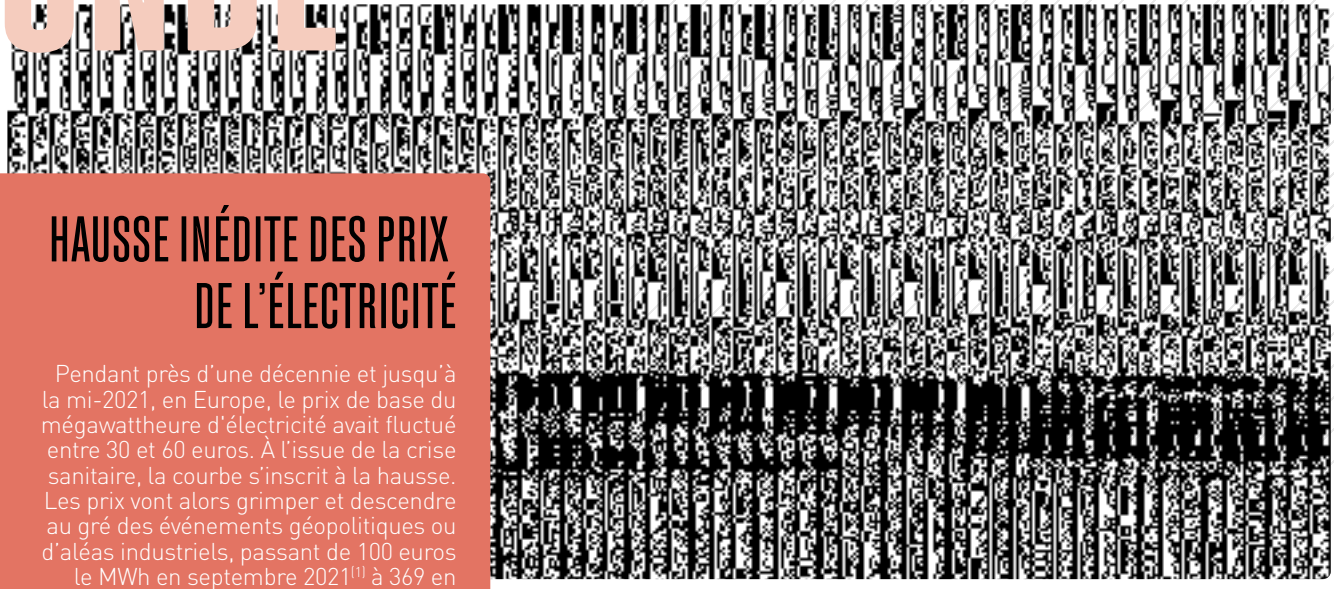
FAITS MARQUANTS 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Hausse des prix et instabilité chronique : l'invasion de l'Ukraine par la Russie a bouleversé les marchés de l'énergie. Elle a rebattu les cartes géopolitiques, par l'interruption progressive des flux de gaz et pétrole russes vers l'Europe, celle-ci recourant en urgence à d'autres sources d'approvisionnement, depuis les États-Unis ou le Proche-Orient. Elle a également remodelé les mix énergétiques, au profit des énergies renouvelables et du nucléaire, dont le retour en grâce s'explique aussi par ses très faibles émissions de gaz à effet de serre, au moment où le réchauffement climatique, par la multiplication de phénomènes extrêmes, devient une réalité tangible pour tous. ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



HAUSSE INÉDITE DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ

Pendant près d'une décennie et jusqu'à la mi-2021, en Europe, le prix de base du mégawattheure d'électricité avait fluctué entre 30 et 60 euros. À l'issue de la crise sanitaire, la courbe s'inscrit à la hausse. Les prix vont alors grimper et descendre au gré des événements géopolitiques ou d'aléas industriels, passant de 100 euros le MWh en septembre 2021[1] à 369 en mars 2022, à la suite de l'entrée en guerre de la Russie. Après ce début d'année mouvementé, le MWh hebdomadaire atteint 612 euros en septembre (avec des pointes à 1 000 euros !), en raison d'une production nucléaire en berne, de réserves hydroélectriques en baisse et de la crainte des interruptions de livraison de gaz par Nord Stream 1. Puis le mégawattheure retombe, après l'annonce par la Commission européenne de réflexions visant à édifier une nouvelle architecture européenne de marché. Malgré une fin d'année particulièrement douce, les prix remonteront encore, clôturant une année 2022 marquée par une violence inédite des mouvements de marché.

Les facteurs géopolitiques sont évidemment largement à l'origine de cette flambée des prix, mais celle-ci s'explique également par le mécanisme de formation des prix. En effet, l'électricité étant une énergie non stockable, l'offre doit en permanence s'ajuster à la demande. En conséquence, les centrales de production sont appelées au fur et à mesure des besoins, en commençant par les moins chères (solaire, éolien, nucléaire), pour ne recourir que marginalement aux plus chères (centrales thermiques au gaz, charbon et fioul).

Ce modèle de la rémunération au mérite (ou au coût marginal) n'est pas nouveau et il a longtemps permis à EDF de structurer sa tarification. En étant confronté à une situation de pénurie totalement inédite, il a montré ses limites. À la chute de la production nucléaire française, qui contribue de longue date à la stabilité des prix de gros en Europe, se sont ajoutées des conditions météorologiques défavorables aux productions éolienne (peu de vent) et hydraulique (sécheresse). Pis : appelées à la rescousse, les centrales au gaz ont subi les conséquences de l'embargo de la production russe et du coût du CO_2. Autant d'éléments qui, survenant au même moment, ont entraîné une spirale inflationniste qui ne s'est calmée qu'en fin d'année . ⊹

(1) Prix moyen hebdomadaire (sources : Épex, RTE).

⊹ LA FOLLE ANNÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

L'énergie abondante et bon marché n'est plus qu'un lointain souvenir. Après une décennie de prix bas, voire très bas, le retournement de situation est brutal. En 2021, le monde avait subi un choc énergétique global, avec une hausse des prix vigoureuse, qui avait signé la fin des périodes de confinement et accompagné la reprise économique. En 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a brutalement accentué ce mouvement de hausse généralisée, le gaz et l'électricité atteignant des niveaux inédits et le pétrole tutoyant à nouveau les 100 dollars. Mais cette fois, le choc énergétique global a surtout touché l'Europe, parce qu'elle était directement impactée dans son approvisionnement en gaz et pétrole. Qui plus est, la politique sanitaire de la Chine, avec des confinements stricts, s'est traduite par un net rétrécissement de sa demande en énergies fossiles, évitant ainsi un emballement supplémentaire des marchés. L'Europe s'est donc organisée pour réagir à cette nouvelle situation géopolitique, redessinant à la fois une politique énergétique plus ambitieuse et actant des modifications substantielles de ses flux d'approvisionnement. Elle a aussi dû prendre dans l'urgence des mesures de protection des consommateurs, qui faisaient face à des factures particulièrement lourdes.

L'Europe a subi plus de dix-huit mois de hausse presque continue des prix de l'électricité et du gaz. En 2020, ce dernier s'échangeait à 20 euros le MWh. En 2021, à l'issue de la crise sanitaire, ces prix ont commencé à grimper. Puis, en 2022, ils se sont envolés. Crise géopolitique avec la guerre menée par la Russie, interruptions de fourniture pour les pays refusant de payer le gaz en roubles, embargo européen du gaz russe, sabotage de Nord Stream 2, indisponibilités du parc nucléaire… : tout s'est conjugué ou presque pour affoler les marchés. 200 euros, 300, 400… Le prix du mégawattheure n'a cessé de grimper, et, en moins de deux ans, il a été multiplié par vingt. Le seul facteur favorable vient de Chine : empêtrée dans sa politique sanitaire, elle a mis à l'arrêt des pans entiers de son économie, réduisant de facto ses besoins en gaz naturel liquéfié.

Cette crise inattendue a mis en évidence la fragilité énergétique de l'Europe. Celle-ci a cependant su réagir, en réorientant ses importations (Algérie, Qatar, États-Unis), reconstituant rapidement ses stocks. Une fin d'année aux températures clémentes a fait le reste, amorçant le retour des prix du gaz aux alentours de 50 euros le MWh, un niveau presque raisonnable. ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

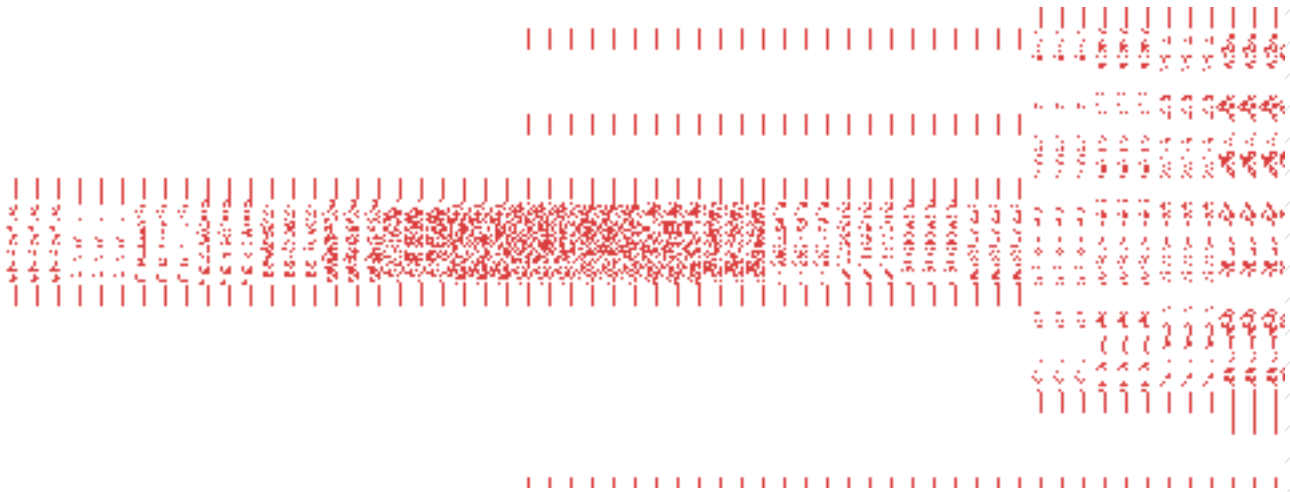
LE SYSTÈME ÉLECTRIQUE EUROPÉEN A TENU BON



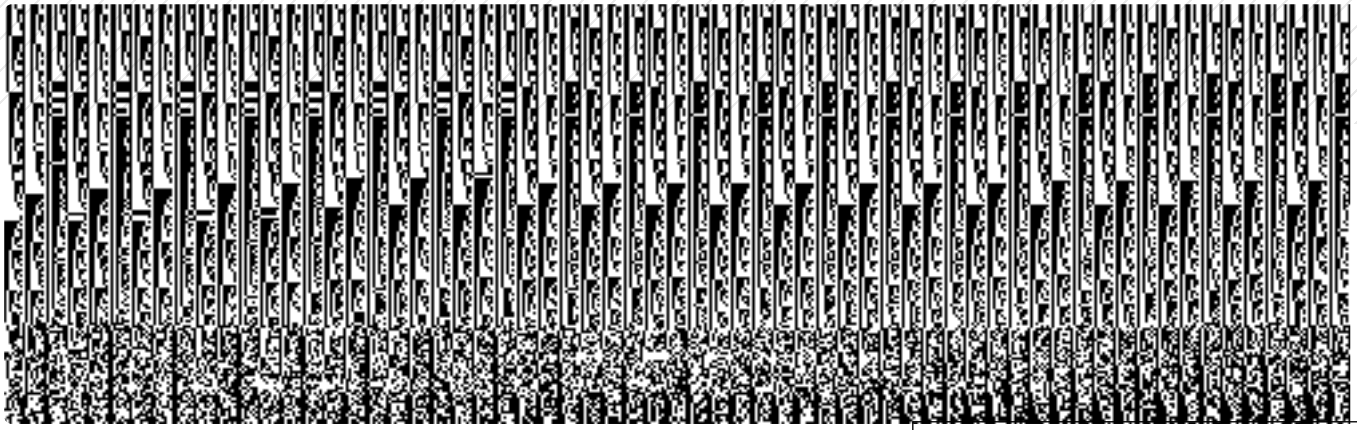
Pourtant, et de manière paradoxale, le marché a en quelque sorte tenu son rôle : la hausse des prix a fait baisser la demande. Le phénomène s'observe dans les entreprises, certaines ayant fermé leurs portes de manière temporaire, et chez les particuliers, qui ont bénéficié d'aides ciblées ou de boucliers tarifaires, mais aussi réduit leur consommation. Par ailleurs, bien que critiqué de toutes parts, le marché n'a certes pas permis de contenir la flambée des factures, mais il a largement contribué à la sécurité d'approvisionnement en permettant, à tout instant, à chaque producteur de vendre de l'électricité au meilleur acheteur du continent. De fait, en France, où des prévisions alarmistes annonçaient de possibles black-out, l'année 2022 s'est terminée sans coupures de courant.

Cette efficacité relative du marché pèse cependant peu au regard du montant des factures et du mécontentement des populations. Pour les gouvernements, dont celui de la France, il est urgent de changer les règles. En septembre, Bruxelles plaide pour une réforme structurelle du marché de l'électricité : *« La flambée des prix de l'électricité montre clairement les limites du fonctionnement actuel du marché »*, estime alors la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Plus de deux décennies après la création du marché intérieur de l'électricité, à la fin des années 1990, le changement de cap est significatif.

ÉVOLUTION DU PRIX *SPOT* MOYEN HEBDOMADAIRE ENTRE SEPTEMBRE 2021 ET JANVIER 2023



Sources : Epex / RTE.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'EUROPE RÉFLÉCHIT À UN NOUVEAU MODÈLE

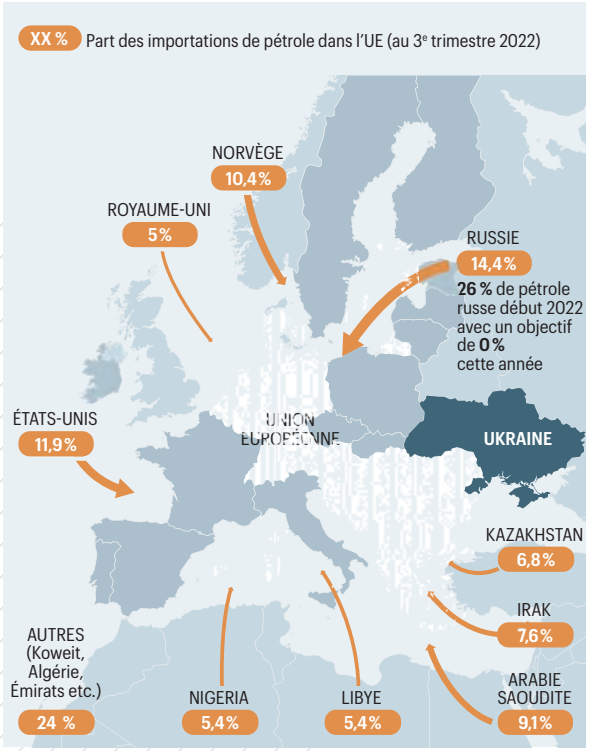
Mais face à cette crise inédite, les options semblent limitées. Le blocage des prix épargne le consommateur mais représente un coût pour le contribuable. La réponse européenne se heurte aussi à des mix de production très divers : centrales nucléaires en France, renouvelables et gaz en Allemagne ou en Italie, charbon en Pologne… Sans oublier la lutte contre le réchauffement climatiques qui pousse à fermer les centrales thermiques dont la flexibilité fait parfois défaut.

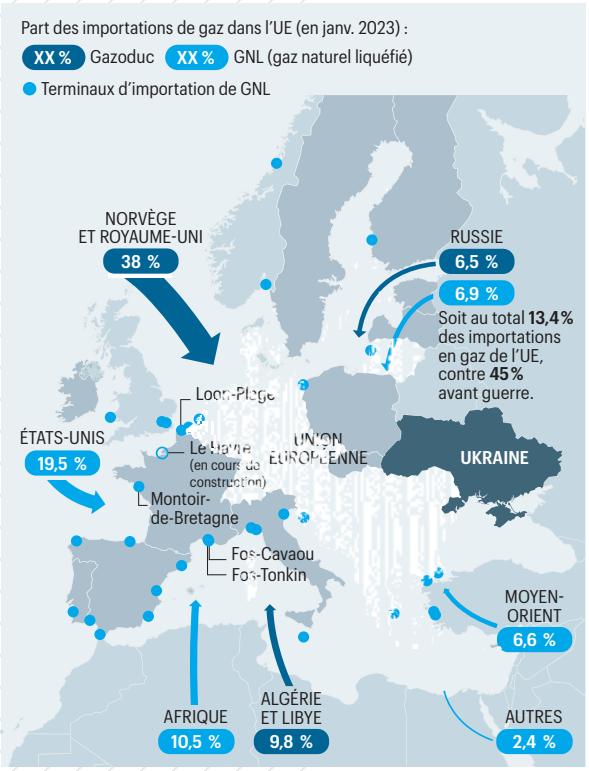
Qui plus est, la crise résulte largement d'éléments conjoncturels dont il est difficile de percevoir la pérennité. En France, où le gaz représente moins de 10 % de la génération d'électricité, le modèle est difficile à comprendre. Mais c'est oublier que le parc nucléaire français a longtemps contribué à la stabilité des prix en France et en Europe.

Quelques pistes néanmoins se dessinent, pour parvenir à des prix de gros plus ou moins stables. Les contrats à longues dates dans les énergies renouvelables permettent à l'acheteur et au producteur de s'entendre sur un prix à long terme. Les contrats de différence (CFD) partent du même principe, avec un prix de référence et des écarts à compenser en fonction des prix de marché. Car, autant que la sécurité d'approvisionnement et la sagesse des prix, il s'agit de donner un signal attractif aux investisseurs pour qu'ils construisent de nouvelles centrales : la flambée des prix est aussi une crise de production. Avec des prix bas, voire anormalement bas durant plusieurs années, les consommateurs étaient à la fête. Mais les producteurs ont été dissuadés d'investir, notamment dans les centrales thermiques de pointe.

À terme, l'embargo du gaz russe combiné à l'arrêt de certaines centrales à charbon et de réacteurs nucléaires en Europe (un mouvement amorcé après Fukushima, mais qui semble remis en cause, au moins en France et en Belgique), continue à déséquilibrer le marché. Néanmoins, l'Europe a su réagir rapidement et de manière coordonnée, notamment en se dotant de nouvelles capacités d'accueil de gaz naturel liquéfié. Longtemps honni, le gaz de schiste des États-Unis est désormais accueilli à bras ouverts.

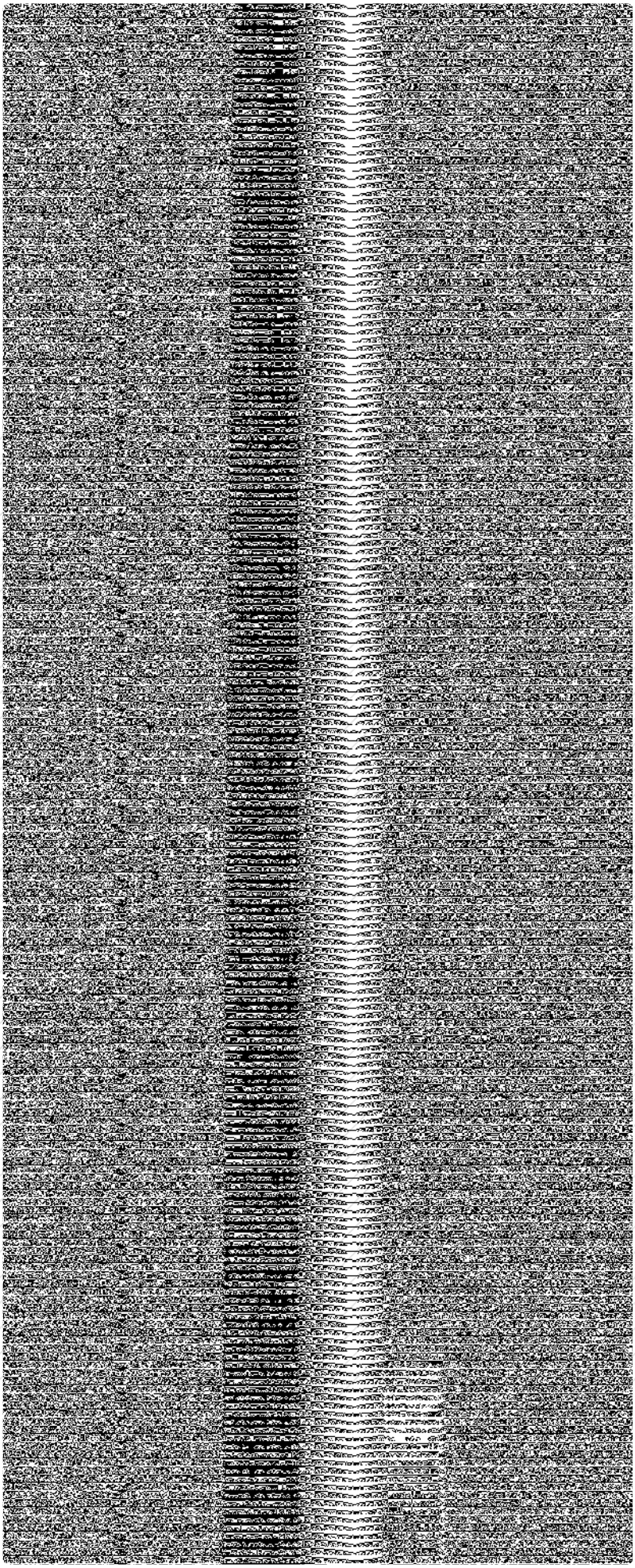
Comment l'Europe s'approvisionne sans les hydrocarbures russes





Sources : Eurostat - Le Parisien-Infographie.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



GUERRE, GAZ ET GÉOPOLITIQUE

Avant de déclencher une guerre en Ukraine, la Russie était le premier exportateur mondial de pétrole et de gaz naturel. Son principal client, l'Union européenne, achetait environ 50 % de ses exportations de pétrole et plus de 60 % de ses exportations de gaz. La mobilisation plutôt rapide des pays européens (stockage de gaz, importations de GNL, mobilisation immédiate et sans précédent des stocks pétroliers d'urgence) a permis d'affronter une crise énergétique majeure et de mettre en œuvre des sanctions visant à se défaire des importations d'énergies fossiles venant de Russie. Les livraisons de gaz russe ont chuté de 80 % et couvrent aujourd'hui environ 10 % des besoins européens. Si la Russie a pu réorienter une part significative de ses exportations de pétrole vers la Chine, l'Inde ou la Turquie (à prix cassés), il n'en est pas de même pour le gaz, pour l'heure transporté en gazoducs géants. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), sa part du commerce international du gaz devrait pratiquement diminuer de moitié, de 25 % en 2021 à 13 % en 2023. Ses recettes d'exportation de pétrole et de gaz ont chuté d'environ 40 %.

Si l'impact de cette guerre se fait essentiellement sentir en Europe, il affecte aussi indirectement le reste du monde. L'AIE fait état d'impacts majeurs dans de nombreuses économies émergentes. Pour la première fois depuis des décennies, avec la flambée des prix de l'énergie, elle a constaté une augmentation du nombre de personnes dans le monde n'ayant pas accès à l'électricité, dont une grande majorité en Afrique subsaharienne. Mais elle estime que la guerre déclenchée par la Russie a accéléré une prise de conscience. Sommés de réagir, les États, les entreprises et les citoyens se sont engagés dans la transition vers les énergies propres : progression d'un quart de la capacité de production d'énergies renouvelables, ventes mondiales de voitures électriques en hausse de 60 %, retour de l'énergie nucléaire, investissements massifs dans l'efficacité énergétique…

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

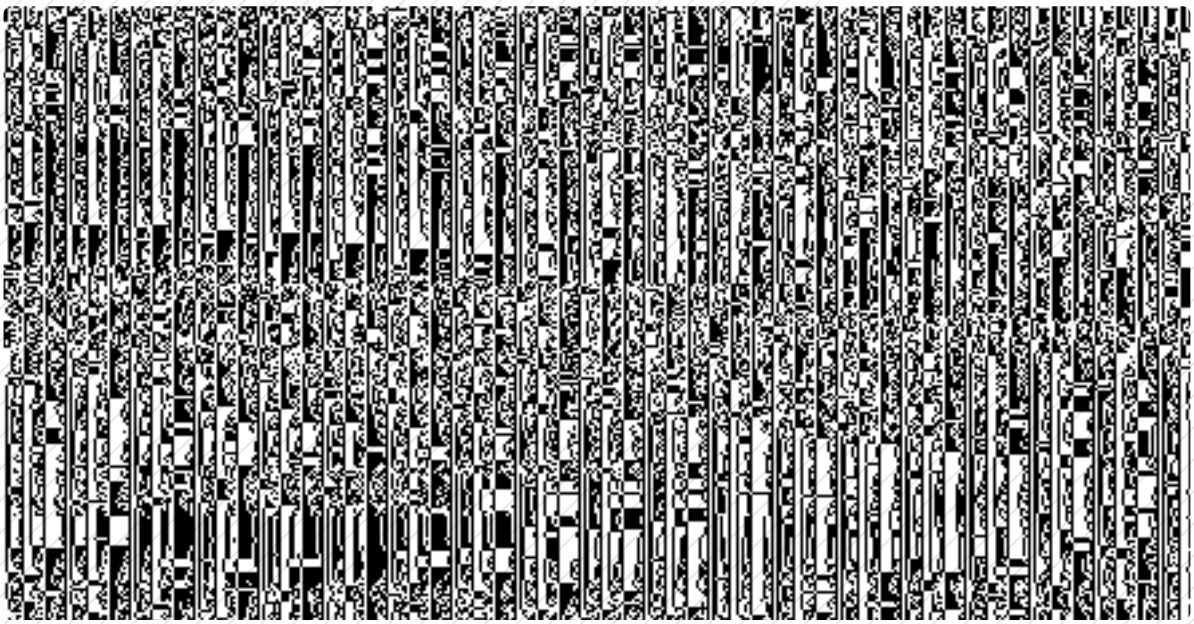
L'ANNÉE OÙ LA FRANCE A DÉCOUVERT LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Il y avait eu les « giga-feux » australiens en 2019 et 2020, ceux de la Californie en 2021, les inondations en Allemagne, Belgique, Chine en 2021 ; chaque année, la fonte des glaciers et l'érosion de la calotte glacière rappelaient la menace d'un réchauffement sournois. Lors de l'été 2022 particulièrement chaud, les Français ont pris la mesure du réchauffement climatique : des températures caniculaires, avec plusieurs records battus à la clef, une sécheresse inquiétante, avec d'importantes restrictions d'eau. Avec une moyenne annuelle de 14,5 °C, *« 2022 se classe au premier rang »* des années les plus chaudes, observe Météo France. Surtout, *« tous les mois de l'année ont été plus chauds que la normale, à l'exception des mois de janvier et d'avril »*. Records donc et anomalies : la France a connu trois vagues de chaleur, dont une qui a duré 33 jours durant l'été (le record précédent datait de 1983 avec 23 jours).

En parallèle, la sécheresse a sévi, la France accusant *« un déficit pluviométrique record »* de l'ordre de 25 %, avec plus des trois quarts du territoire métropolitain concerné. L'été s'est avéré désastreux pour certaines productions agricoles et, dans plusieurs départements, la consommation d'eau a été sévèrement rationnée. À la fin de l'année, c'est à peine si l'on s'étonnait de températures anormalement douces, avec des pistes de ski faméliques, alimentées misérablement par des canons à neige, et un 31 décembre étonnamment doux. Directement impactée dans sa vie quotidienne, par une succession d'événements climatiques extrêmes, la population française a sans doute mesuré pour la première fois les menaces nouvelles que faisait peser le réchauffement climatique.

UNE COP 27 AUX RÉSULTATS MITIGÉS

L'été s'est achevé avec des pluies diluviennes au Pakistan, générant des crues d'une violence inédite (1 700 morts, 15 milliards de dollars de dégâts). Dans ce contexte, la COP 27, qui s'est tenue du 6 au 20 novembre, à Charm El-Cheikh, en Égypte, était attendue avec peu d'espoir et une certaine appréhension. Après deux années de pandémie et de ralentissement des échanges internationaux, les négociations ont été hésitantes, entre repli sur soi et multilatéralisme. Mitigé, l'accord final a donné raison aux sceptiques. En effet, les pays signataires ont renouvelé leurs engagements précédents, sans prendre en compte les écarts de trajectoire constatés chaque année depuis la COP 21 (2015, à Paris). Seule véritable avancée, un mécanisme de financement des pertes et dommages pour les pays les plus vulnérables a été acté, à condition que ces pays s'engagent à abandonner progressivement les énergies fossiles. Il s'agit de compenser les « pertes et préjudices » résultant du réchauffement climatique. L'accord reste toutefois flou sur le financement de ce fonds.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

PARADOXES DIPLOMATIQUES ET CLIMATIQUES

Une Coupe du monde 2022 au Qatar, une candidature Grèce-Égypte-Arabie Saoudite pour celle de 2030, des Jeux asiatiques d'hiver en Arabie Saoudite en 2029 à Neom, une mégapole futuriste en construction dans le désert, et la COP 28 à Dubaï, avec la nomination de Sultan al-Jaber, patron de la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis (EAU), pour en prendre la tête : les pays producteurs d'énergies fossiles s'invitent dans les relations diplomatiques et le « ***softpower*** » (diplomatie culturelle) sportif. Peuvent-ils contribuer à réduire la consommation d'hydrocarbures sur lesquels repose leur modèle ?

Pour Simon Stiell, secrétaire exécutif de l'ONU-Climat, la prochaine COP sera l'occasion d'aborder cette « question difficile ». ⊹

⊹ LES ÉMISSIONS DE CO_2 PROGRESSENT ENCORE

L'annonce est survenue au moment où se déroulait la COP 27 : les émissions de CO_2 ont battu un nouveau record en 2022, avec 36,6 milliards de tonnes, en légère progression par rapport à l'année précédente (36,3 milliards, ce qui était alors le plus haut niveau annuel jamais mesuré). La vigueur de l'activité économique, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la déforestation et la reprise du trafic aérien figurent parmi les principaux facteurs d'explication. La consommation de pétrole (+ 2,2 %) et celle du charbon (+ 1 %) s'inscrivent toutes deux en hausse. En Inde, la hausse des émissions fossiles est de l'ordre de 6 %, aux États-Unis de 1,5 %. En revanche, une baisse est enregistrée en Chine (- 0,9 %), le pays étant confronté à une double crise, sanitaire et dans le secteur du bâtiment. En Europe, la situation est contrastée : les émissions liées au gaz chutent (-10 %) mais au profit du pétrole (+ 0,9 %) et, surtout, du charbon (+ 6,7 %). Les objectifs climatiques semblent aujourd'hui peu atteignables. Selon le consortium scientifique du *Global carbon project*, il reste une chance sur deux d'éviter de contenir le réchauffement de 1,5 °C d'ici 2050, car les émissions de gaz à effet de serre devraient baisser drastiquement pour y parvenir, alors qu'elles continuent de croître. Aujourd'hui, la hausse enregistrée est déjà de + 1,2 °C et le scénario tendanciel d'un réchauffement à 2,5 °C (soit 4 °C en France) reste toujours d'actualité. Pourtant, des progrès sont enregistrés, estime la climatologue Corinne Le Quéré, qui évoque notamment un ralentissement des émissions issues des énergies fossiles (+ 0,5 % par an dans les années 2010, contre + 3 % par an dans les années 2000). De son côté, l'AIE estime que les émissions de carbone liées à l'énergie atteindront un pic de 37 milliards de tonnes par an en 2025, puis baisseront jusqu'à 32 milliards de tonnes annuelles en 2050. ⊹

⊹ FORTE HAUSSE DU PRIX DU CARBONE

Longtemps symbolique, le prix du carbone a entamé une hausse probablement durable, avec la raréfaction des quotas gratuits. Entre 60 et 80 euros la tonne, le CO_2 s'est approché à plusieurs reprises de la barre des 100 euros… qu'il a franchie pour la première fois en début 2023. Le marché prend acte de la volonté des législateurs européens de durcir le principe du pollueur-payeur, en application du « *Green Deal* », pour réduire de 55 % les émissions carbone de l'Union européenne d'ici 2030 (par rapport à 1990), et les amener à zéro en 2050. À cet égard, les 27 ont adopté deux mesures phares, à partir de 2026 : la suppression progressive des quotas carbone (droits gratuits à polluer) et l'instauration d'une taxe carbone aux frontières de l'UE, visant la production d'aluminium, d'acier, de ciment, d'engrais et l'importation d'hydrogène et d'électricité. ⊹

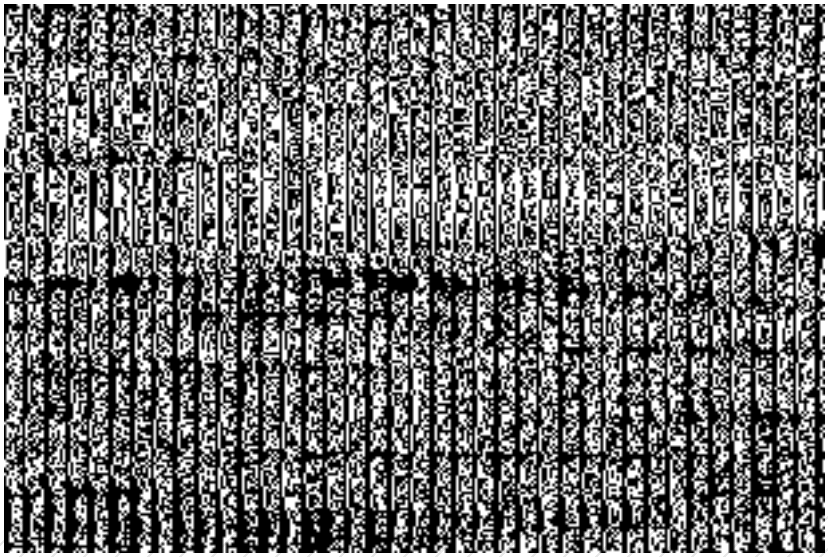
L'EUROPE : POLITIQUE CLIMAT ET INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE SONT LIÉES

Le vaste « paquet » législatif « *Fit for 55* » a commencé à être discuté par le Parlement et le Conseil en juin 2022. Le nom *(« ajustement à 55 »)* fait allusion à l'objectif de réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 (contre 40 % auparavant).

Les premiers textes dessinant la feuille de route climatique des États membres ont ainsi été validés. Si la réforme du marché carbone a été rejetée car considérée comme trop peu ambitieuse, en revanche, plusieurs accords ont été trouvés : fin des véhicules thermiques en 2035, suppression des quotas gratuits de CO_2 pour l'aviation. La création d'un fonds social pour le climat (17 milliards d'euros en cinq ans) a également été actée. D'autres textes, comme la création d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, font l'objet de discussions avancées. Les 27 ont aussi revu à la hausse l'objectif de production d'énergie à partir de sources renouvelables d'ici 2030 (40 % contre 32 %). Il en est de même pour la réduction de la consommation, ramenée à 36 % pour la consommation finale et 39 % pour la consommation d'énergie primaire d'ici 2030.

L'adoption de ces textes conjuguée à un vaste plan de relance *(« green new deal »)* ferait de l'Europe le premier continent neutre en carbone en 2050. Les circonstances y aident : par-delà les divergences entre États membres, la guerre menée par la Russie en Ukraine a mis en évidence que l'indépendance énergétique passait par un mix diversifié et des économies d'énergie. ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



PARADOXES FINANCIERS ET CLIMATIQUES

Selon BloombergNEF, l'engouement pour la transition énergétique ne faiblit pas. L'organisme évalue en effet à 1 100 milliards de dollars les investissements mondiaux dans le secteur, soit un bond de 31 %, par rapport à 2021. Les énergies renouvelables (495 milliards de dollars, soit + 17 %), et les réseaux électriques (466 milliards de dollars, + 54 %) sont les premiers bénéficiaires de ces investissements. Le montant total est similaire à celui consacré aux énergies fossiles, signe d'un rattrapage à marche forcée, en attendant que les investissements dans les renouvelables deviennent majoritaires, ce qui pourrait bien advenir en 2023.

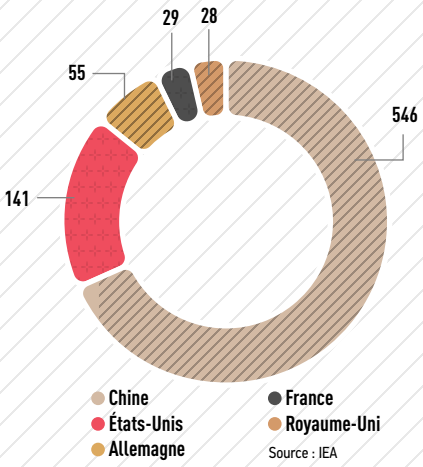
Outre les investissements, les énergies fossiles ont indirectement bénéficié d'une multiplication sans précédent des aides publiques aux entreprises et aux ménages… Le montant de ces aides est estimé à plus de 1 097 milliards de dollars par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'essentiel étant porté par les économies des pays développés, avec à peine 100 milliards de subventions versées par les pays émergents. L'AIE a également *« recensé plus de 500 milliards de dollars de dépenses supplémentaires pour réduire les factures énergétiques en 2022 (…), dont environ 350 milliards de dollars en Europe »*, du bouclier tarifaire français à la baisse de la TVA en Belgique. De son côté, la BCE pointe des aides distribuées sans grand discernement : dans la zone euro, *« environ un dixième seulement du soutien budgétaire a ciblé les ménages à faible revenu. L'essentiel de l'argent public a profité aux ménages qui avaient les moyens d'affronter, sans aide, une hausse temporaire de l'inflation ».*

Certes, les États ont, par ailleurs, bénéficié de recettes fiscales en forte hausse, notamment grâce aux taxes sur l'essence, et rendu d'un côté ce qu'ils percevaient de l'autre. Mais cette politique de court terme et peu ciblée pose question lorsque la lutte contre le réchauffement climatique est régulièrement présentée comme une priorité. D'autant plus que le signal prix avait envoyé une alerte aux consommateurs et permis d'amorcer d'importantes réductions de consommation.

PÉTROLE : DES SUPERPROFITS TRÈS POLITIQUES

Rarement l'or noir aura si bien porté son nom : en 2022, les compagnies pétrolières ont engrangé des profits historiques. Ainsi, Exxon a réalisé 55,7 milliards de dollars de profit, pour un chiffre d'affaires de 413,7 milliards de dollars. C'est inédit et presque entièrement dû à la hausse des prix, car la production est à peine en légère hausse par rapport à l'année précédente. Mêmes superprofits pour Shell : la compagnie britannique a enregistré un bénéfice annuel de 40 milliards de dollars, plus du double de l'année précédente, dont près de 6 milliards sont imputables à son activité gazière, en plein essor. TotalEnergies a également affiché des résultats spectaculaires, avec un bénéfice opérationnel de 38,5 milliards de dollars.

TOP 5 DES INVESTISSEURS DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CHARBON : L'ANNÉE DE TOUS LES RECORDS

Une énergie du passé ? le charbon ne s'est jamais aussi bien porté qu'en 2022, année durant laquelle la planète en a consommé plus de 8 milliards de tonnes, soit une hausse de 1,2 % par rapport à 2021, année qui avait déjà enregistré un rebond de la consommation. La première source d'émission de gaz à effet de serre a bénéficié de la flambée des prix du gaz, qui a conduit à faire tourner, voire rouvrir des centrales au charbon pour générer de l'électricité.

C'est particulièrement vrai en Europe où la consommation a augmenté de 9 %, à 377 millions de tonnes. Mais aussi en Chine, qui consomme 53 % du charbon dans le monde et représente « la colonne vertébrale » de son économie, selon l'AIE, d'autant plus que le pays a été confronté à des vagues de chaleur qui ont à la fois réduit ses capacités de production hydroélectrique et accru les besoins en électricité. Dans un tel contexte, les prix ont encore continué de grimper, atteignant 400 euros la tonne, avant de connaître une nette décrue en fin d'année.



Cette embellie sera-t-elle temporaire ? Selon l'AIE, *« Le monde est proche d'un pic de consommation en énergie fossile, le charbon devrait être la première à décliner »*, a priori à partir de 2024. *« Mais nous n'y sommes pas encore »* : tout dépendra de l'économie chinoise. ⊹

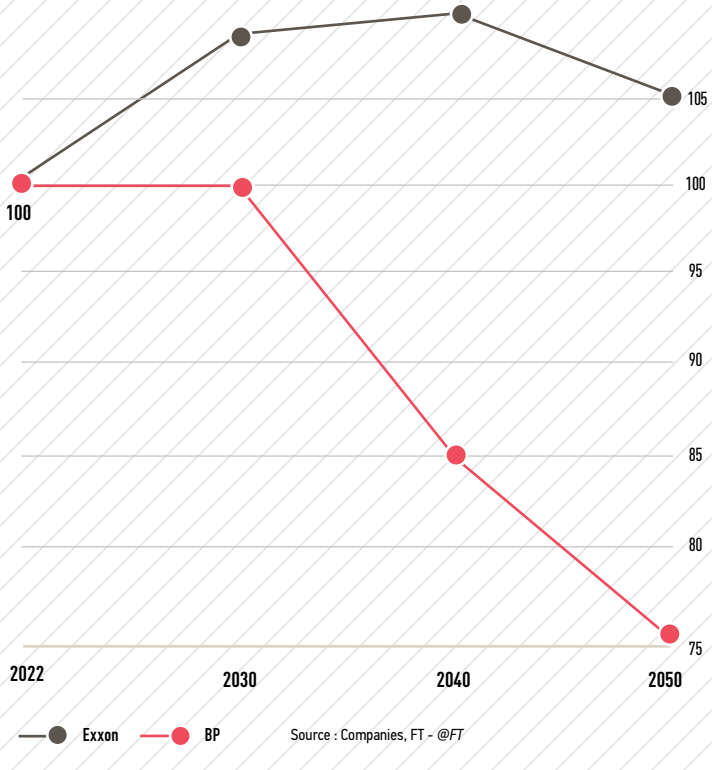
QUE FAIRE DE CES SUPERPROFITS ?

Par-delà les dividendes et les programmes de rachat d'actions, qui privilégient les actionnaires aux investissements, c'est la vision de l'avenir des grands groupes qui oriente leur stratégie. Et celle-ci diffère parfois sensiblement. Pour Exxon, la demande en pétrole devrait rester stable, voire légèrement augmenter d'ici 2050, passant de 100 à 105 millions de barils par jour. Aussi le groupe privilégie-t-il les investissements dans l'exploration et la production. En revanche, BP estime que la demande diminuera d'un quart, à 75 millions de barils par jour. Le géant texan se concentre donc logiquement sur ses métiers tandis que le groupe britannique mise fortement sur les énergies renouvelables. De même, TotalEnergies consacrera un tiers de ses investissements aux énergies renouvelables de 2022 à 2025.

Mais le sujet est aussi politique. L'Union européenne a instauré un mécanisme pour taxer les superprofits des pétroliers, mais aussi des producteurs et distributeurs de pétrole, de gaz et de charbon. Cette contribution, qui devrait concerner au moins six pays (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Danemark pour les activités d'exploration, de production et de raffinage), représenterait jusqu'à deux milliards d'euros. Cette « contribution de solidarité » est contestée par Exxon qui a déposé un recours devant la Cour de justice européenne.

De tels mécanismes restent toutefois en partie inefficaces, dans la mesure où les « majors » réalisent l'essentiel de leurs profits en dehors de leurs pays d'origine. ⊹

PROJECTION D'EXXON ET DE BP DE LA DEMANDE DE PÉTROLE D'ICI 2050 (EN MILLIONS DE BARILS/JOUR)



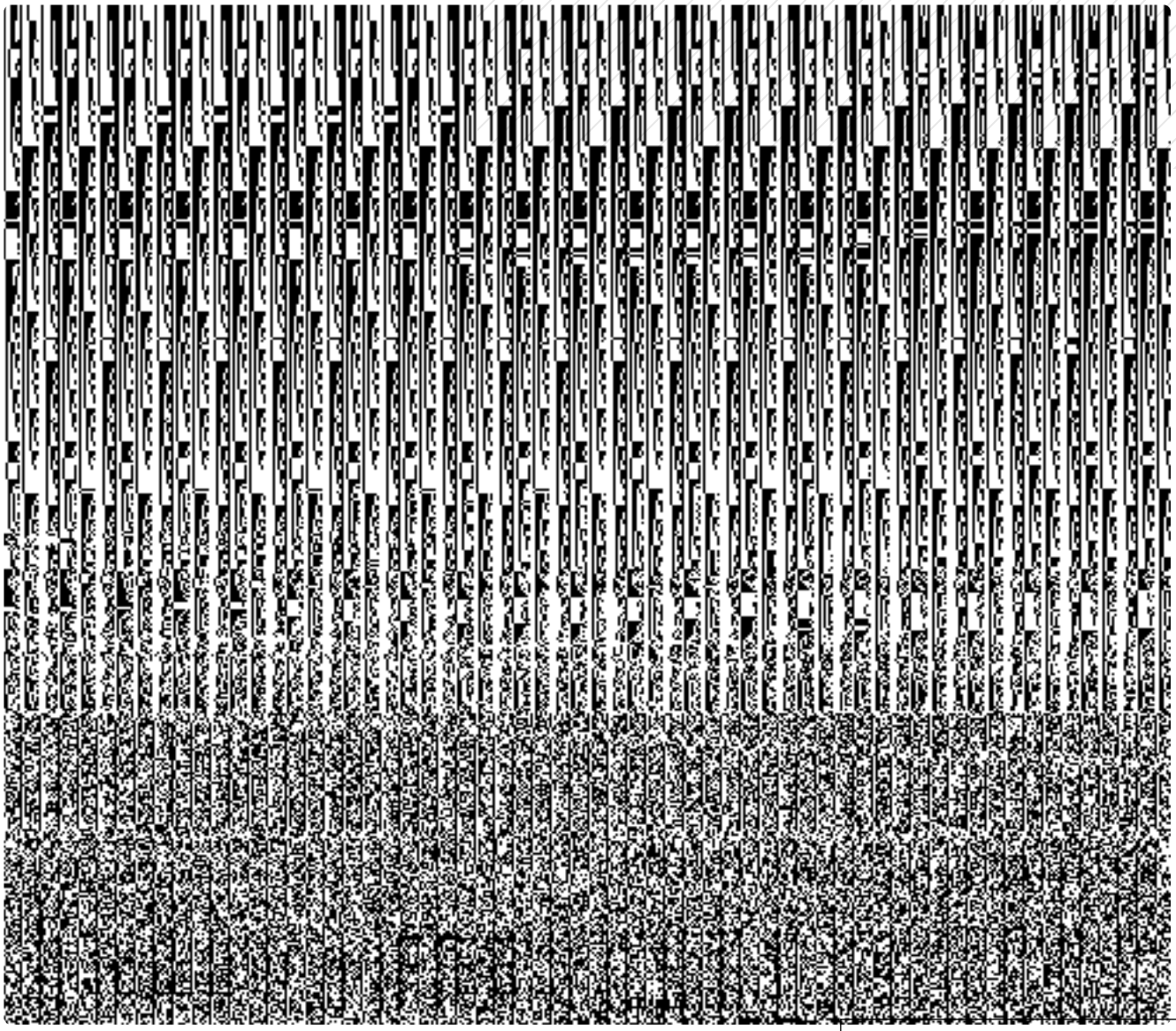
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉNERGIES RENOUVELABLES

En Europe, l'éolien et le solaire sont devenus la première source d'électricité en 2022, répondant à près d'un quart des besoins. En 2010, ces énergies renouvelables en assuraient à peine 5 %. Par-delà un facteur conjoncturel (baisse des productions nucléaire et hydraulique (plus bas niveau de production hydroélectrique depuis au moins vingt ans), la montée en puissance de ces deux sources d'énergie est constante depuis une bonne décennie. Le solaire, surtout, connaît une progression impressionnante. Sa production a augmenté de 24 % en 2022, couronnant un record d'installations de 41 gigawatts (GW) – près de 50 % de plus que ce qui avait été ajouté aux réseaux en 2021.

Surtout, de mai à août, le solaire a fourni 12 % de l'électricité de l'Union européenne, bénéficiant d'un été particulièrement (trop) radieux.

ÉVOLUTION DE LA PART DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ (EN %)

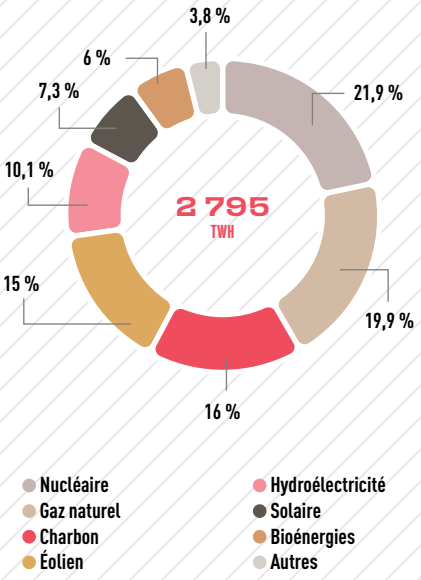


Source : Ember. Graphique réalisé par Carbon Brief à l'aide de Highcharts.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LA FRANCE IMPORTATRICE NETTE D'ÉLECTRICITÉ

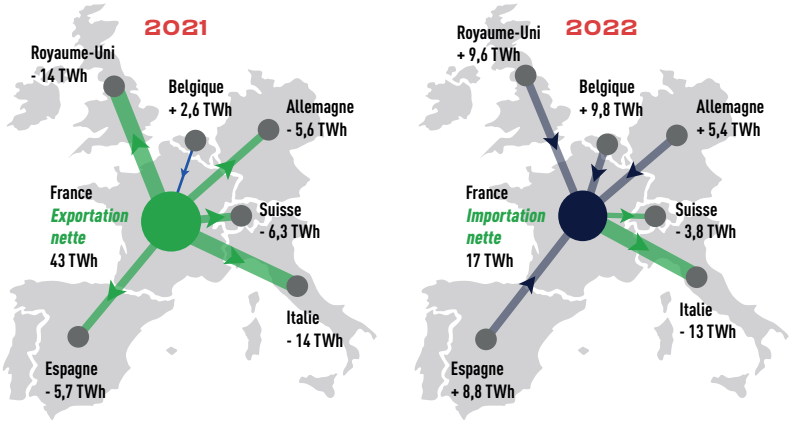
PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE EN 2022



Source : European Electricity Review 2023, Ember, janvier 2023.

Autre renversement de situation : pour la première fois depuis plus de quarante ans, la France est devenue importatrice nette d'électricité. La très nette réduction de production du parc nucléaire a empêché EDF de contribuer positivement au solde du commerce extérieur, comme le groupe en avait pris l'habitude, exportant entre 40 et 60 TWh chaque année. La production nucléaire a touché un point bas en 2022, à 276,6 TWh, très loin des années 2000 où elle se situait largement au-dessus de 400 TWh annuels. Cette situation a fragilisé la sécurité d'approvisionnement. Aussi, pour faire face à ses besoins, la France a-t-elle dû faire appel à ses voisins (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni), leur achetant essentiellement de l'électricité d'origine thermique, ternissant ainsi son bilan carbone.

EN 2022, LE DÉFICIT NUCLÉAIRE ET HYDRAULIQUE DE LA FRANCE, CHAMPIONNE EUROPÉENNE DE L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ, L'A FAIT PASSER DU STATUT D'EXPORTATEUR À CELUI D'IMPORTATEUR



Source : Annual electricity data, Ember.

RETOUR EN GRÂCE DU NUCLÉAIRE

Après une décennie de déclin, qui faisait suite à l'accident de Fukushima, l'énergie nucléaire a signé un net retour en grâce en 2022. D'une part, ses partisans ont de longue date fait valoir son utilité dans la lutte contre le réchauffement climatique, en raison de ses émissions de CO_2 quasi nulles, et son caractère stable, qu'ils opposent à l'intermittence des énergies renouvelables. De l'autre, la guerre en Ukraine a mis en évidence la dépendance de l'Europe au gaz russe, fragilisant son indépendance énergétique. Dans ce contexte, la France a annoncé un plan de relance de l'atome, avec à la clef la construction de six nouveaux EPR d'ici une quinzaine d'années, et huit autres en option, assortie de programmes de petits réacteurs modulaires (SMR) et de réacteurs innovants (AMR). Dans un débat technique complexe visant à favoriser les investissements « verts » (la taxonomie), la France s'efforce d'ailleurs d'arrimer d'autres États européens à cette politique, face à un groupe de pays s'y opposant (Allemagne, Autriche, Espagne, Luxembourg…).

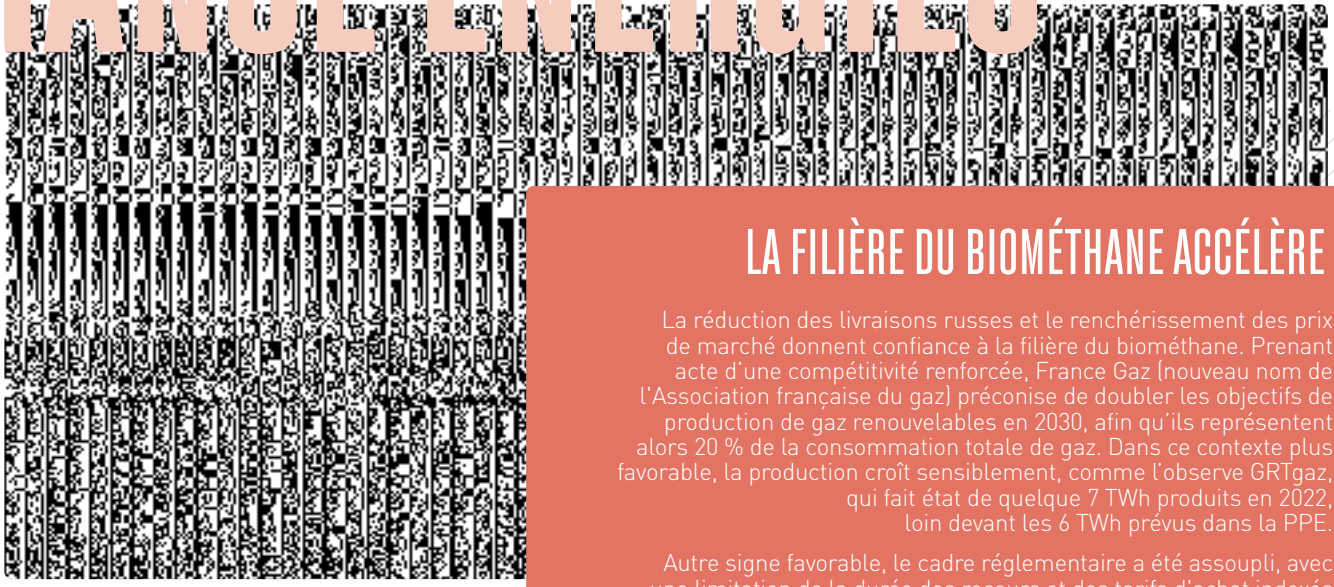
Aujourd'hui, le secteur reste dépendant d'une poignée de pays : sur 54 réacteurs en construction, 21 sont localisés en Chine, 8 en Inde, 4 en Turquie, 3 en Corée du Sud et en Russie… soit les deux tiers. Et à l'international, le marché est largement dominé par Rosatom, le constructeur russe proposant des centrales clefs en mains. La capacité d'EDF à tenir les délais et les coûts de construction d'un EPR est d'ailleurs un des buts de la relance du nucléaire français, à l'image du projet de développement d'un nouvel EPR que le Gouvernement britannique a validé en fin d'année, à Sizewell, en complément de ceux en construction à Hinkley Point. Pour cette industrie, l'enjeu est majeur car la part de l'atome dans la consommation électrique mondiale ne cesse de décliner depuis une quinzaine d'années.

Les 412 réacteurs en service répartis dans trente-trois pays assurent une production de l'ordre de 2 653 TWh, ce qui représente moins de 10 % de la production électrique nette mondiale.

La relance du nucléaire est donc limitée, mais la nouvelle donne géopolitique pourrait rapidement l'accélérer. L'éolien et le solaire avaient devancé l'énergie hydraulique en 2015 et le charbon en 2019.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FRANCE ENERGIES



BILAN GAZIER 2022

Chute de la consommation, stocks en hausse, importations profondément renouvelées : la guerre menée par la Russie en Ukraine a largement modifié le paysage gazier français.

Il a fallu en quelques mois tout repenser et réorganiser. La réduction puis l'arrêt des importations de gaz russe ont contraint la France (et les autres pays européens) à prendre des mesures rapides et inédites. Ainsi GRTgaz a dû reconfigurer les flux du réseau de transport, qui *« se sont inversés aux frontières françaises afin d'assurer la solidarité européenne : 158 TWh de gaz ont transité depuis la France vers la Suisse, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne en 2022 (à comparer à 42 TWh en 2021) »*. Ces mouvements ont été rendus possibles par une arrivée massive de gaz naturel liquéfié, dont les livraisons dans les terminaux méthaniers ont doublé : 370 TWh contre 183 TWh en 2021, soit 57 % des entrées de gaz en France (contre 34 % en 2021). Qui plus est, 87,7 TWh de GNL ont été déchargés dans les terminaux méthaniers français au début de l'hiver (du 1er novembre au 15 janvier) pour assurer 75 % de la consommation française. Un niveau inédit.

LA FILIÈRE DU BIOMÉTHANE ACCÉLÈRE

La réduction des livraisons russes et le renchérissement des prix de marché donnent confiance à la filière du biométhane. Prenant acte d'une compétitivité renforcée, France Gaz (nouveau nom de l'Association française du gaz) préconise de doubler les objectifs de production de gaz renouvelables en 2030, afin qu'ils représentent alors 20 % de la consommation totale de gaz. Dans ce contexte plus favorable, la production croît sensiblement, comme l'observe GRTgaz, qui fait état de quelque 7 TWh produits en 2022, loin devant les 6 TWh prévus dans la PPE.

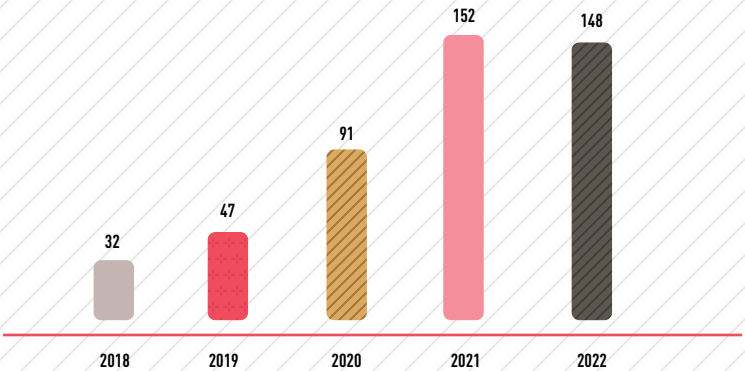
Autre signe favorable, le cadre réglementaire a été assoupli, avec une limitation de la durée des recours et des tarifs d'achat indexés sur l'inflation. Le législateur a aussi ouvert la porte à la possibilité de conclure des contrats directs de biométhane avec un client (de type PPA), ou des appels d'offres avec tarif garanti ouverts aux méthaniseurs de grande taille (plus de 25 GWh)... Mais l'instruction des dossiers reste encore trop longue, l'administration ne parvenant pas à faire face à l'augmentation du nombre de projets.

L'Île-de-France, première région productrice

Les raccordements d'unités de production de biométhane aux réseaux s'effectuent désormais à un rythme soutenu : 148 points d'injection supplémentaires en 2022, contre 152 l'année précédente. Au total, 527 sites sont raccordés, essentiellement au réseau de distribution exploité par GRDF (442) et à celui de GRTgaz (64), loin devant les entreprises locales comme R-GDS, Gédia, Gaz de Barr, Pleudihen distribution gaz. La capacité de production s'établit désormais à 2,501 TWh par an. En Île-de-France, sont recensés 51 sites, pour une capacité de production qui s'établit désormais à 412,7 GWh par an, contre 164,9 en 2021. Ce bond spectaculaire la positionne à la première place des régions productrices, devant le Grand Est (409,7 GWh) et la Nouvelle Aquitaine (406,8).

Ce contexte favorable incite à monter des projets de grande taille. Tel celui de BioBéarn, une unité de méthanisation d'une capacité de 160 GWh (soit la consommation annuelle d'une ville de 32 000 habitants) portée par TotalEnergies. Celle-ci lie l'exploitant et les agriculteurs par un nouveau type de partenariat : les seconds livrent des intrants, le premier leur en restitue le digestat, qui peut remplacer les fertilisants, dont les prix ont également fortement augmenté.

POINTS D'INJECTION DE BIOMÉTHANE EN FRANCE EN SERVICE DEPUIS 2018



Source : https://odre.opendatasoft.com.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LA FRANCE LIVRE
DU GAZ À SES VOISINS

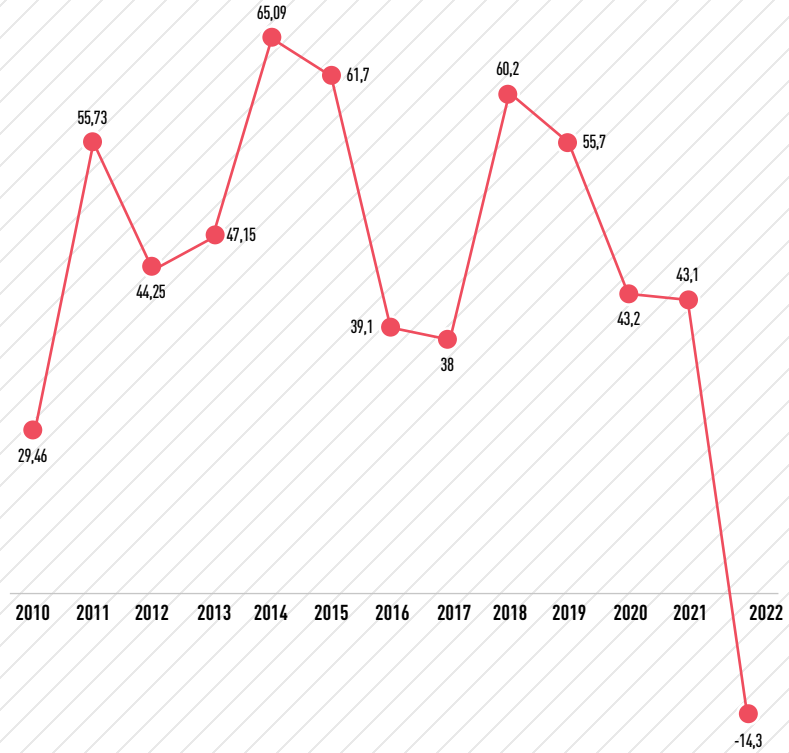
En outre, des travaux de renforcement au point d'interconnexion d'Obergailbach en Moselle permettent désormais à la France de livrer jusqu'à 100 GWh de gaz par jour à l'Allemagne depuis octobre 2022. Du jamais vu là encore : traditionnellement, la France achetait du gaz à son voisin (11,1 TWh en 2021). En 2022, elle lui en vendu 2,3 TWh...

Subissant de fortes hausses de prix, mais bénéficiant d'un climat très doux, le marché interne s'est nettement tassé. La consommation a ainsi chuté de 9,3 % en 2022 (430 TWh), touchant aussi bien les ménages que les industriels. En conséquence, les capacités de stockage ont été efficacement remplies avant l'hiver, des campagnes de réinjection en décembre ayant ensuite conforté ce haut niveau de sécurité.

Par ailleurs, la production d'électricité à partir de centrales à gaz en France a progressé de 54,4 % (61 TWh en 2022), à la fois pour compenser la faible disponibilité du parc nucléaire et *« préserver les réserves d'eau des barrages en raison de la faible hydraulicité sur l'année »*.

La mise en service de la centrale de Landivisiau (Finistère) a également contribué à la stabilité du système électrique.

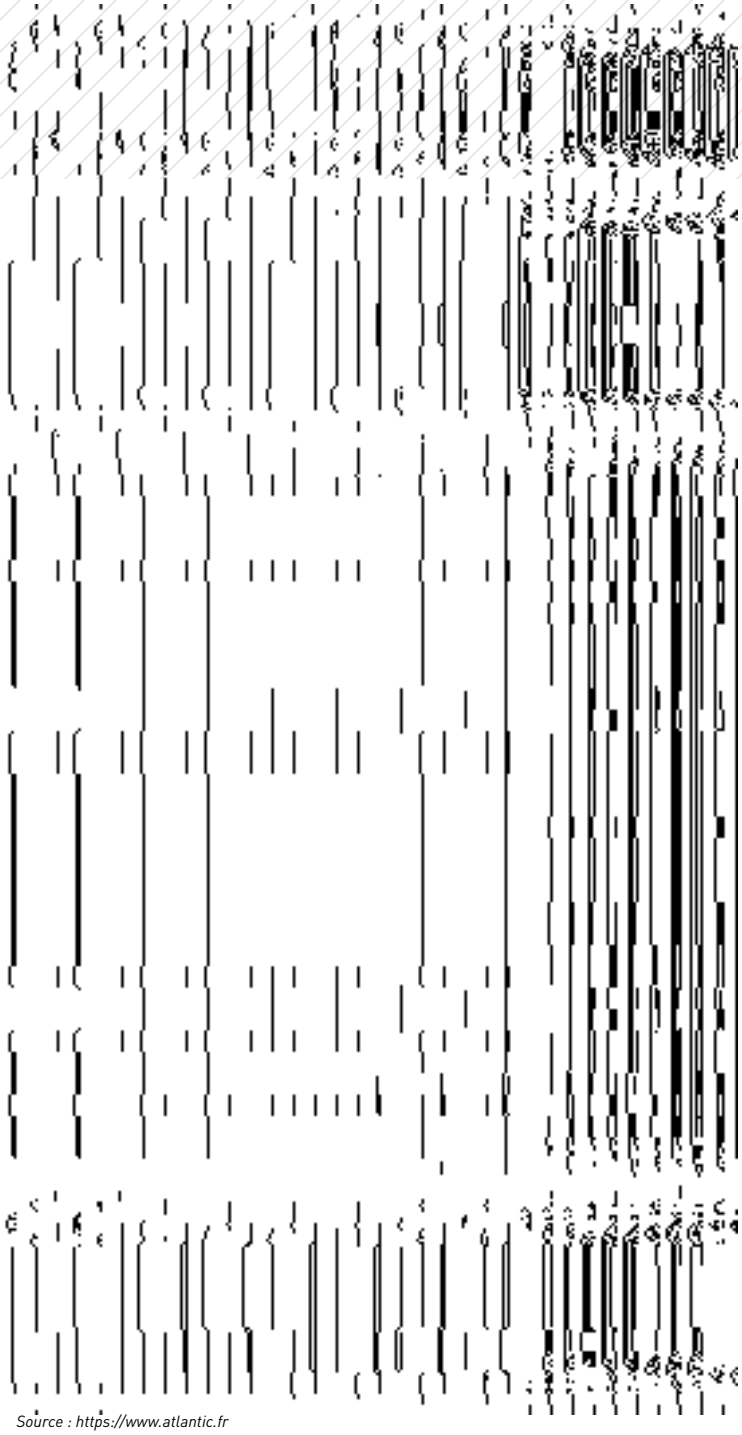
ÉLECTRICITÉ : SOLDE EXTÉRIEUR FRANÇAIS (EN TWH)



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LA FRANCE FACE AU CHANTIER
DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

La France compte désormais 5,2 millions de résidences principales classées F et G, auxquelles s'ajoutent 1,2 million de résidences secondaires et 800 000 logements vacants. Le nombre de ces « passoires thermiques », qui concentrent l'essentiel des dispositifs d'aide à la rénovation, a été réévalué à partir du nouveau mode de calcul du diagnostic de performance énergétique (DPE) : 400 000 résidences principales ont ainsi été requalifiées. D'autres évaluations, telle celle de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), avec 7 à 8 millions de logements concernés par ces nouvelles étiquettes, sont encore plus pessimistes.



Source : https://www.atlantic.fr



PASSOIRES
THERMIQUES ET DPE

En intégrant une composante carbone, le nouveau DPE pénalise les logements chauffés aux énergies fossiles : le fioul bien sûr, mais aussi le gaz, avec 29 % de logements classés F ou G, contre 16 % en 2018, avec l'ancienne méthode de calcul. À l'inverse, la part des logements chauffés à l'électricité chute à 33 %, contre 54 % précédemment. Paris et sa petite couronne sont particulièrement concernés, avec un taux élevé de 29 % (17,2 % au niveau national) de passoires thermiques.

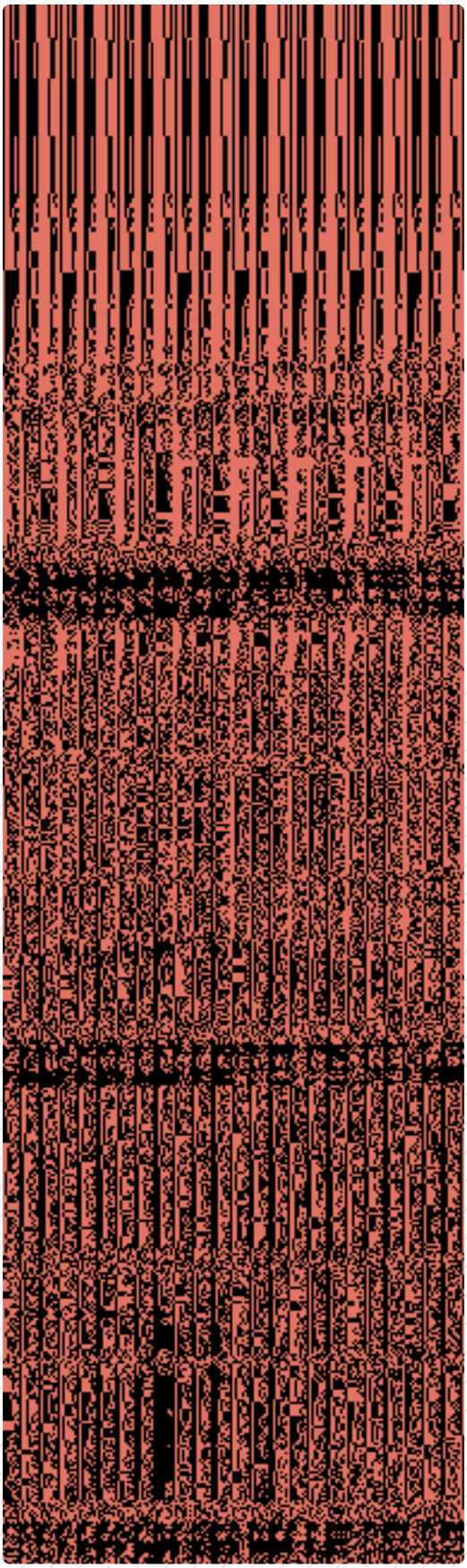
Or, dans ce marché de l'immobilier résidentiel locatif particulièrement tendu, les étiquettes F et G sont devenues contraignantes : augmentations de loyers interdites depuis fin août et, à partir du 1er janvier 2023, interdiction de signer un nouveau contrat de location si la consommation d'énergie annuelle est supérieure à 450 kWh par mètre carré. Et ce n'est pas fini : l'interdiction de location sera étendue à tous les logements G en 2025, aux F en 2028 et aux E en 2034.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

UN BILAN PLUTÔT SATISFAISANT POUR MA PRIMRÉNOV'

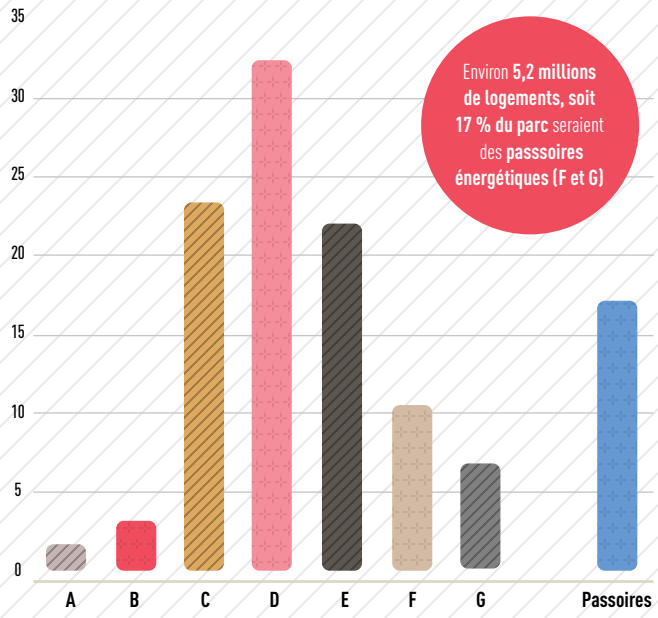
Régulièrement présentée comme essentielle pour réussir la transition énergétique, la rénovation thermique des logements peut-elle se massifier ? Au ministère du Logement, on estime que MaPrimRénov' a permis de passer le cap d'une forme de massification avec la subvention de 670 000 rénovations en 2022. Les aides, de l'ordre de 3,1 milliards d'euros, ont permis de financer un montant total de 8,9 milliards de travaux. L'accélération est notable : en 2020, année de confinement il est vrai, à peine 140 000 logements avaient bénéficié de MaPrimRénov'.

Néanmoins, la France compte encore 5,2 millions de résidences principales classées F et G (17,3 % du parc), donc définies comme des « passoires thermiques », un nombre en augmentation avec la modification du DPE en juillet. Et, surtout, les rénovations globales, les plus performantes, progressent peu. Car MaPrimRénov' finance essentiellement des « monogestes » : changement de chaudière, isolation, huisseries... De fait, moins de 10 % des bénéficiaires (66 000 logements) ont opté pour une rénovation globale. Selon l'Ademe, il en faudrait entre 400 000 et 700 000 par an pour parvenir à une véritable baisse des émissions tricolores. Outre le coût pour les ménages, la rénovation globale se heurte à la qualification des artisans : à peine une centaine d'entreprises sont certifiées « rénovation globale »



LES PERFORMANCES ÉNERGÉTIQUES DES RÉSIDENCES PRINCIPALES

Répartition par étiquette du diagnostic de performance énergétique (DPE), en %



Source : *Les Échos* - ministère de la Transition écologique.

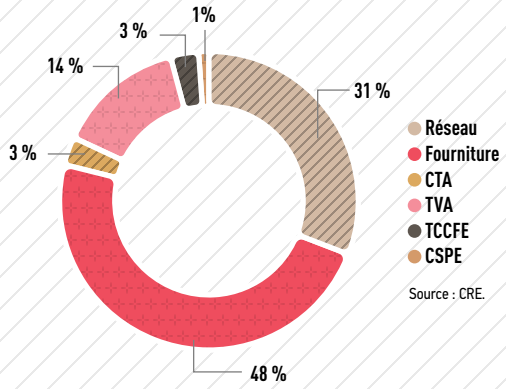
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

EN 2022,
LA CONCURRENCE A MARQUÉ LE PAS

Face à de violentes hausses de prix et une instabilité chronique des marchés, pour la première fois depuis 2007, la concurrence dans les secteurs de l'électricité et du gaz a stagné, voire reculé. En effet, les opérateurs historiques ont regagné des parts de marché, captant des clients dont les fournisseurs proposaient des réajustements tarifaires très élevés. Si la part dévolue aux offres de marché reste élevée, c'est parce que les fournisseurs historiques (EDF au premier chef) ont la plupart du temps accueilli ces clients dans leur portefeuille en leur proposant des offres de marché et non pas des tarifs réglementés de vente (TRV). De fait, ceux-ci restent pour l'électricité, accessibles aux seuls consommateurs disposant d'un abonnement inférieur ou égal à 36 kVA ; pour le gaz, ils sont en voie d'extinction, avec une disparition programmée en juillet 2023. Dans l'urgence, peu de ces ménages ou TPE ont donc fait valoir leurs droits aux TRV, préférant, dans l'immédiat, trouver une solution rapide à leurs difficultés.

Fait inédit, lors du troisième trimestre 2022, les fournisseurs alternatifs ont perdu 154 000 sites. À l'inverse, les fournisseurs historiques en ont engrangé 340 000, qui s'ajoutent aux 268 000 déjà conquis lors des six premiers mois, lorsque leurs concurrents en gagnaient à peine 99 000. Dans le marché non résidentiel, la situation est quasi stable, ce qui témoigne d'un attentisme inédit depuis la fin des TRV « jaune » et « vert » en 2016. Au total, pour la première fois depuis plus de quinze ans, la concurrence dans le marché de détail de l'électricité a reculé.

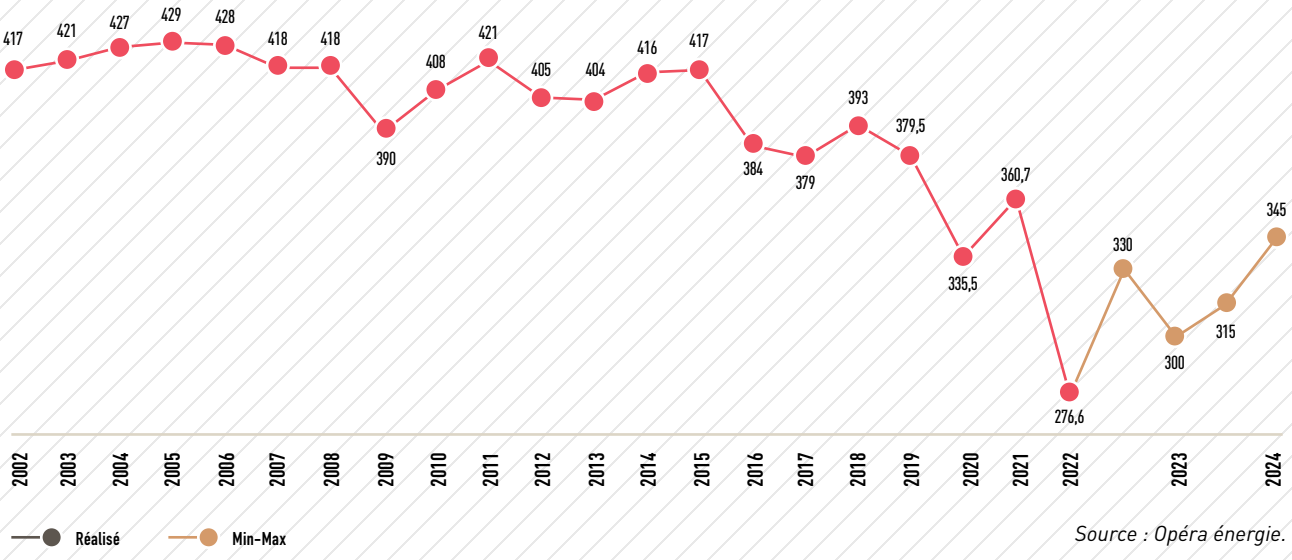
POSTES DE COÛTS COUVERTS PAR LA FACTURE AU TARIF RÉGLEMENTÉ DE VENTE D'ÉLECTRICITÉ pour un client résidentiel au 31 mars 2022



Source : CRE.

En gaz naturel, la CRE recensait, fin septembre, 8 millions de sites résidentiels (soit 75,3 %, contre 73,5 % fin 2021) en offres de marché en gaz et 2,62 millions aux tarifs réglementés. Un tiers de ces clients avaient souscrit une offre chez un fournisseur historique et 66 % chez un fournisseur alternatif. Ici, la progression des offres de marché des fournisseurs historiques est réelle, mais dans une moindre mesure, cependant, que ce qui s'observe dans l'électricité. Certes, le portefeuille des fournisseurs alternatifs s'est étiolé : ils ont, en effet, perdu 6 000 sites aux deuxième et troisième trimestres, après en avoir gagné 4 000 au premier. Mais, pour les historiques, l'année aussi est quasiment blanche : 6 000 sites perdus, 2 000 gagnés. C'est dire si l'indécision domine du côté des acheteurs, lorsque ceux-ci ont la possibilité de choisir.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION ÉLECTRONUCLÉAIRE FRANÇAISE (EN DATE DE MI-JANVIER 2023)



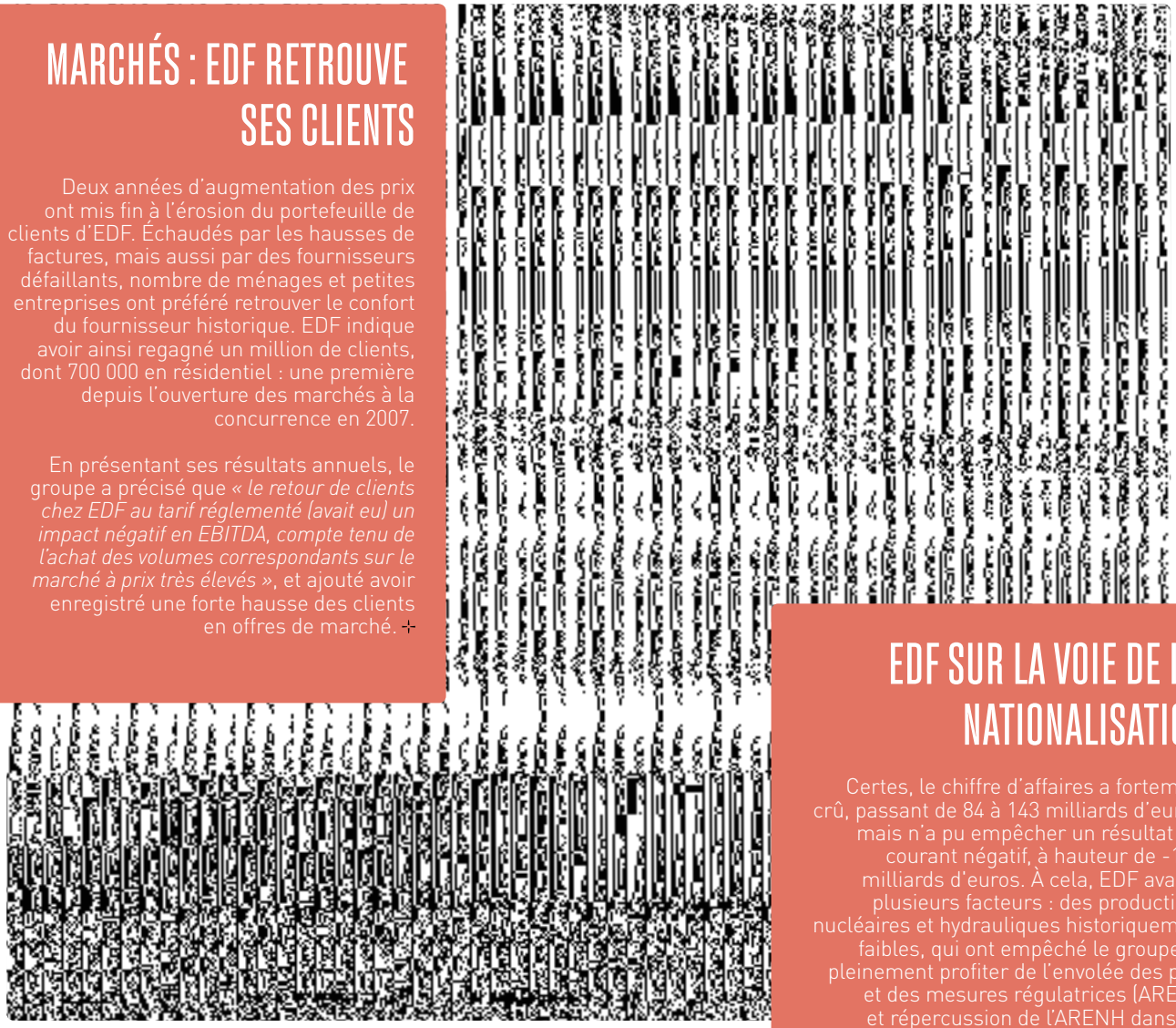
Source : Opéra énergie.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MARCHÉS : EDF RETROUVE SES CLIENTS

Deux années d'augmentation des prix ont mis fin à l'érosion du portefeuille de clients d'EDF. Échaudés par les hausses de factures, mais aussi par des fournisseurs défaillants, nombre de ménages et petites entreprises ont préféré retrouver le confort du fournisseur historique. EDF indique avoir ainsi regagné un million de clients, dont 700 000 en résidentiel : une première depuis l'ouverture des marchés à la concurrence en 2007.

En présentant ses résultats annuels, le groupe a précisé que *« le retour de clients chez EDF au tarif réglementé (avait eu) un impact négatif en EBITDA, compte tenu de l'achat des volumes correspondants sur le marché à prix très élevés »*, et ajouté avoir enregistré une forte hausse des clients en offres de marché.



EDF SUR LA VOIE DE LA NATIONALISATION

Certes, le chiffre d'affaires a fortement crû, passant de 84 à 143 milliards d'euros, mais n'a pu empêcher un résultat net courant négatif, à hauteur de -12,7 milliards d'euros. À cela, EDF avance plusieurs facteurs : des productions nucléaires et hydrauliques historiquement faibles, qui ont empêché le groupe de pleinement profiter de l'envolée des prix, et des mesures régulatrices (ARENH et répercussion de l'ARENH dans les tarifs réglementés) qui se traduisent par des ventes en gros ou au détail à des prix régulés. D'autres activités, comme le *trading*, restent profitables. Enfin, l'endettement continue d'augmenter : avec 21,5 milliards supplémentaires en 2022, il se situe désormais à 64,5 milliards. Ces chiffres, les plus difficiles de l'histoire d'EDF, ont été annoncés quelques mois après la décision du Gouvernement de procéder à une renationalisation, via une OPA. Annoncée durant l'été, elle a permis à l'État de franchir le seuil de 90 % du capital et des droits de vote d'EDF à la fin de l'année. Le coût de l'opération est estimé à 9,7 milliards d'euros.

Elle doit permettre de recapitaliser EDF afin de lancer la construction de six réacteurs nucléaires de nouvelle génération EPR, et huit autres en option.

NUCLÉAIRE : LA CORROSION SOUS CONTRAINTE PÉNALISE LE PARC FRANÇAIS

À l'automne 2021, lors d'une inspection du réacteur n°1 de la centrale de Civaux (1 500 MW de la génération N4), EDF détecte des fissures résultant d'un phénomène dit de corrosion sous contrainte. Ces fissures affectent une partie de la tuyauterie reliée au circuit primaire, qui est au contact du combustible. En lien avec l'ASN, EDF entreprend alors de vérifier son parc (et ses différents types de réacteurs) pour procéder aux réparations nécessaires. Or, le phénomène affecte aussi d'autres modèles, poussant l'exploitant à des interruptions de service d'une ampleur inédite. À la mi-mai, 29 réacteurs sur les 56 en exploitation sont à l'arrêt. Et la remise en service a nécessité plusieurs mois d'attente.

D'où une chute de la production nucléaire sans précédent : fin avril, à peine 30 GW sur 61,4 de puissance installée étaient disponibles. En 2022, EDF n'aura produit que 279,6 TWh d'origine nucléaire, loin des 400 TWh auxquels la société plafonnait il y a une dizaine d'années. Pour l'électricien, c'est un manque à gagner considérable et, pour les marchés, une perte de stabilité qui s'est traduite par des prix vertigineux.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MOBILITÉ GAZ

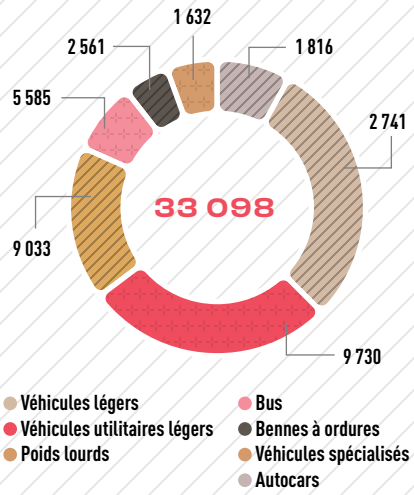
GNV : LA FRANCE COMPTE 288 STATIONS PUBLIQUES

Le nombre de véhicules roulant au gaz continue sa progression, comptant fin novembre plus de 33 098 unités, contre 29 000 à la fin de l'année 2021. La dynamique des véhicules lourds reste soutenue : 5 % des poids lourds vendus en France roulent au GNV et 17 % des bus urbains utilisent ce carburant. Dans les stations d'avitaillement, la part de bio-GNV a crû de manière spectaculaire, montrant l'intérêt des conducteurs pour cette version « verte » du GNV. Il représente désormais plus d'un tiers des ventes, avec un taux d'incorporation de 35,9 % (contre 19,6 % en 2021).

La dynamique d'implantation des stations GNV a ralenti en 2022, avec 38 nouvelles stations, contre 80 l'année précédente. Au total, indique l'AFGNV, le *« réseau français de stations d'avitaillement est composé, à fin novembre 2022, de 288 stations publiques »*, auxquelles il convient d'ajouter un réseau de plus de 300 stations privées. Celles-ci sont généralement situées chez les utilisateurs (flottes publiques, transporteurs…), lorsque les stations publiques s'implantent dans les grandes aires urbaines et le long des voies routières et, désormais, autoroutières. Ainsi, Engie s'est associé à Certas Energy France (Esso) pour ouvrir deux stations d'avitaillement, l'une dans l'Aude (A9), l'autre en Dordogne (A89), tandis que Shell en ouvrait également en Gironde (autoroute A63) et en Côte-d'Or (A6), de même que TotalEnergies (A105 en Seine-et-Marne et A83 en Loire-Atlantique).

Si les prix à la pompe restent compétitifs, ils ont néanmoins dû répercuter la hausse des prix de gros : le prix du GNV a augmenté de près 80 % en 2022, par rapport à 2021, année où il avait déjà doublé. Comme les autres carburants, le GNV a bénéficié d'un « rabot » gouvernemental, sous forme d'une aide exceptionnelle de 25 €/MWh, soit 0,35 €/kg.

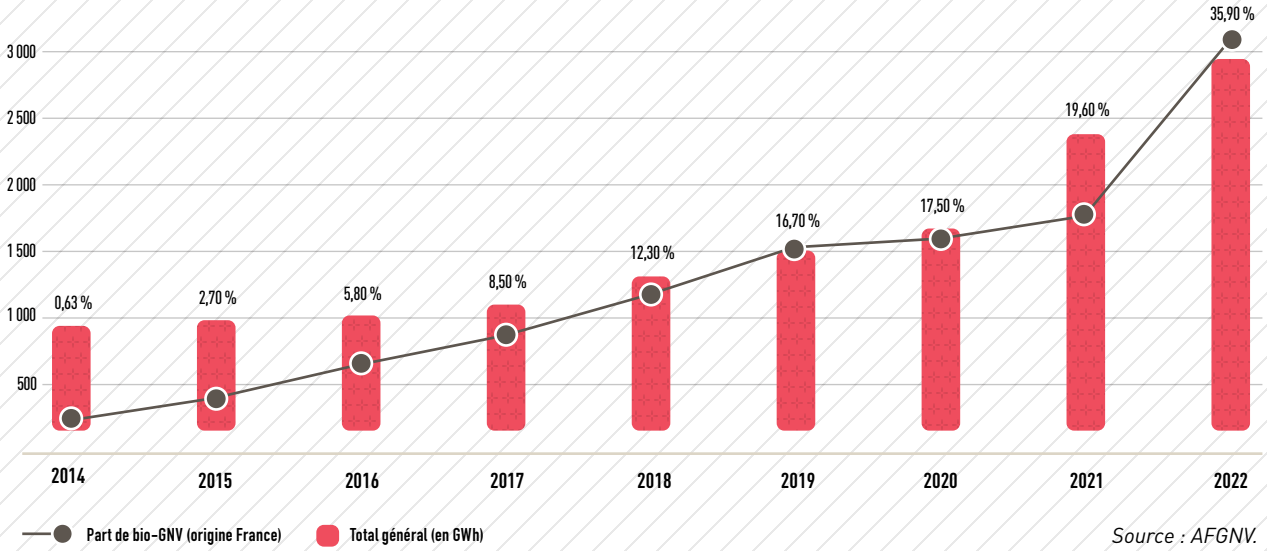
VÉHICULES ROULANT AU GNV EN FRANCE (EN MILLIERS)



Source : https://odre.opendatasoft.com.

La part de bio-GNV a crû de manière spectaculaire, montrant l'intérêt des conducteurs pour cette version « verte » du GNV.

PART DE BIO-GNC DANS LA CONSOMMATION ANNUELLE DE GNV EN FRANCE



Source : AFGNV.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

L'ENGOUEMENT DES PARTICULIERS NE SE DÉMENT PAS

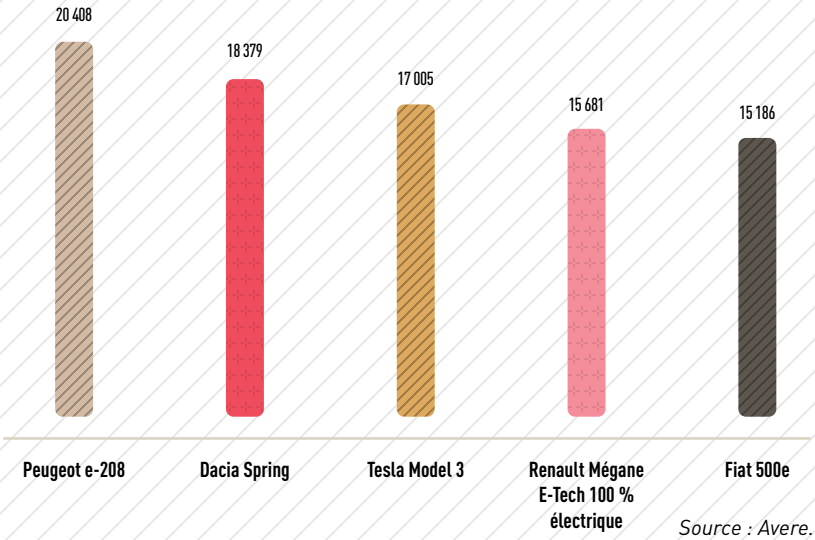
Est-ce l'annonce de la fin de la commercialisation des véhicules essence et diesel en 2035 ? Est-ce l'arrivée de nouveaux modèles ou le développement timide du marché de l'occasion ? Est-ce le déploiement soutenu de bornes de recharge ? Difficile à savoir, mais les chiffres sont là, qui attestent de l'engouement récent des Français pour les voitures électriques. Quelque 346 865 immatriculations ont été enregistrées en 2022 en France, soit 21,6 % du marché total (dont 13,3 % pour le 100 % électrique).

C'est 27 000 de plus qu'en 2021, deuxième année où le marché avait commencé à décoller. Au total, constate l'Avere, 1 102 975 véhicules électriques et hybrides rechargeables légers étaient en circulation en France.

Les infrastructures suivent. La France comptait 82 107 infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) fin 2022, contre 53 667 fin 2021. L'accélération est significative. Et elle touche aussi les bornes rapides, voire très rapides, avec quelque 5 000 implantions nouvelles. En effet, les exploitants d'IRVE se bousculent, qu'il s'agisse de constructeurs automobiles, d'exploitants de stations-services ou de gestionnaires de surfaces commerciales, sans oublier les « *pure players* », qui proposent des modèles spécifiques (Station-E, avec des bornes intégrées à des « boutiques » multi-services).

Le secteur attend la mise en œuvre des mesures évoquées durant la campagne présidentielle pour permettre l'accès à l'électrique des foyers les plus modestes : relèvement du bonus à l'achat sous conditions de ressources, leasing longue durée… ⊹

TOP 5 DES IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES LÉGERS NEUFS EN 2022 (PARTICULIERS ET UTILITAIRES)



Source : Avere.

LES CONSTRUCTEURS PASSENT LE CAP DE L'ÉLECTRIQUE

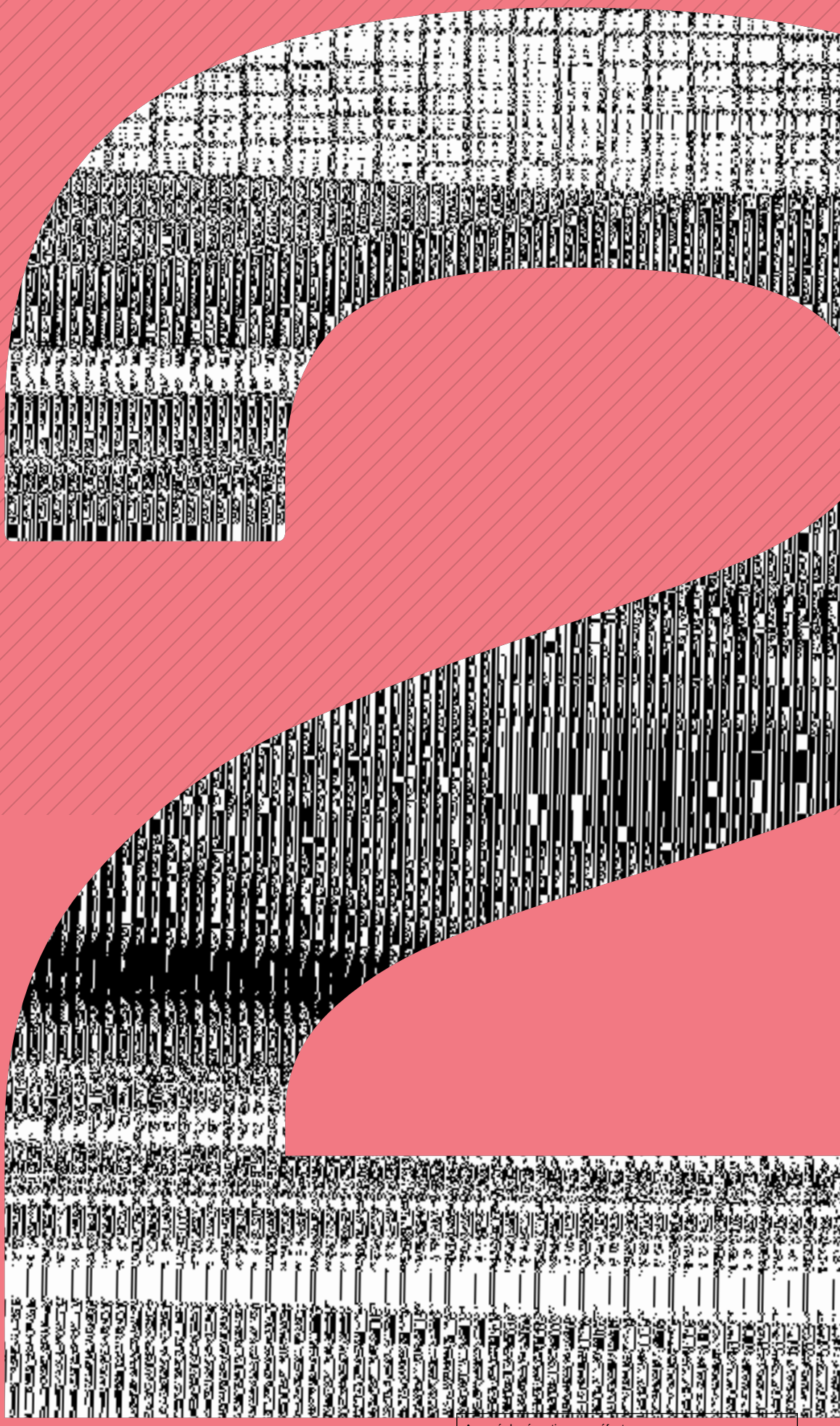
L'année 2023 verra-t-elle Tesla, champion du monde des véhicules électriques, se faire détrôner par le chinois BYD ? Le scénario est très probable au vu de l'extraordinaire croissance du constructeur basé à Shenzhen, tout au sud de la Chine.

À ce jour, Tesla reste toujours le champion des ventes. Le constructeur américain a écoulé 1,3 million de voitures électrique en 2022. Mais les constructeurs chinois suivent de près. Ainsi, BYD a écoulé 911 000 voitures électriques et autant en hybrides rechargeables. Il pourrait dépasser Tesla en 2023, d'autant plus qu'il a élargi sa gamme et s'appuie sur son vaste marché domestique. En outre, son modèle intégré (le groupe possède ses propres mines) favorise sa compétitivité. D'autres constructeurs chinois (Nio, Xpeng, Li Auto…) entendent bien aussi profiter de cet engouement récent des automobilistes pour la motorisation silencieuse. En Chine, le marché est d'ailleurs particulièrement dynamique : il s'y est vendu 4 millions de véhicules purement électriques en 2022 (dont 440 000 Tesla), loin, très loin devant les États-Unis.

En octobre, Tesla a réduit significativement les prix de certains de ses modèles. Le constructeur est en effet confronté à une certaine érosion de son modèle haut de gamme ou, en tout cas, soumis à une concurrence de plus en plus forte, avec l'arrivée d'acteurs de la voiture de luxe (Jaguar, Porsche…) ou de grandes marques comme Mercedes. La guerre des prix qui s'amorce est sans doute le signe d'un marché en voie de démocratisation plus rapide qu'attendu. D'autant plus que des constructeurs longtemps attachés à leurs modèles thermiques se lancent à leur tour dans la production de masse. Ainsi, avec un chiffre d'affaires et un résultat 2022 en forte hausse, Stellantis (ex PSA) aborde les années à venir avec confiance. Il entend commercialiser 47 modèles électriques d'ici la fin 2024. Il est vrai que ce segment progresse rapidement (+ 41 %), mais il représente encore une faible proportion des ventes totales de ce constructeur. L'enjeu pour Stellantis, comme Renault, est de parvenir à proposer des véhicules 100 % électriques à des prix abordables, aux côtés des berlines, qui occupent encore aujourd'hui les premières places des ventes d'un marché qui reste émergent.

Les équipementiers aussi suivent le mouvement, à l'instar de Valeo : il équipait un million de voitures en 2017, il en a pris en charge 7,5 millions en 2022, dont la moitié produites en Chine. ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023





Garant de l'organisation du service public de la distribution du gaz et de l'électricité, le Sigeif a progressivement élargi les services destinés à ses membres, devenant un acteur reconnu de la transition énergétique. Aujourd'hui, il propose une large gamme d'actions innovantes : efficacité énergétique, maîtrise de la demande d'énergie, production d'énergies renouvelables, mobilités durables... Il coordonne également un des plus importants groupements de commandes d'achat de gaz naturel de France. Bureau, commissions, comité syndical : il réunit régulièrement ses instances, pour garantir une gouvernance au plus près des attentes et des besoins de ses membres. ⊹

GOUVERNANCE ET INSTANCES

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

STRUCTURES ET INSTANCES

Créé en 1904 pour organiser la distribution publique du gaz à la périphérie de Paris, le Sigeif (Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France) est un acteur de l'énergie à la fois précurseur et innovant. Premier grand syndicat intercommunal, il a progressivement structuré le régime juridique de la concession de service public, en l'adaptant aux besoins de ses communes adhérentes. Ainsi, il a assuré à chacun, sur tout son territoire, l'égal accès à un service public durable, fiable et au tarif le plus juste.

Ces dernières années, avec la mondialisation des échanges et l'ouverture du secteur à la concurrence, de nouveaux acteurs (régulateurs, distributeurs, fournisseurs, agrégateurs) sont apparus, et les offres de marché se sont multipliées.

Émergent aussi de nouveaux défis, notamment en matière de transition énergétique : maintenance des réseaux, maîtrise de la demande, production renouvelable, économie circulaire, mobilités décarbonnées. Dans ce contexte, les missions d'organisateur du service public, de protecteur des consommateurs et de fédérateur des collectivités locales, telles que les exercent les grands syndicats d'énergie comme le Sigeif, s'avèrent d'autant plus nécessaires qu'elles permettent de mobiliser des compétences à moindre coût, dans une logique d'intérêt général.

Le Sigeif est un syndicat mixte fermé. Fin 2022, il regroupait 188 collectivités desservies en gaz naturel, dont 66 adhèrent à la compétence électricité. Un établissement public territorial adhère également à la compétence : EnR. S'agissant de la compétence pour l'installation d'infrastructures publiques de recharge pour véhicules électriques (IRVE), le Sigeif couvre, à la suite de l'adhésion de la communauté d'agglomération Val Parisis et de la communauté de communes Vallée de l'Oise et des Trois Forêts, 101 communes [1].

(1) Les deux communautés représentent 24 communes, dont trois qui adhèrent déjà au Sigeif pour la compétence gaz.

LE COMITÉ D'ADMINISTRATION

Chaque collectivité est représentée au sein du Comité d'administration par un délégué titulaire assisté d'un délégué suppléant, tous deux élus par leur assemblée délibérante.

Par-delà les appartenances politiques, le Sigeif est administré dans un esprit de consensus et de respect mutuel des approches de chacun. Son Comité fonctionne à l'image d'un conseil municipal : il définit les choix stratégiques, arrête le budget et la politique générale du Syndicat. Il se réunit quatre fois par an.

LE BUREAU

Élu pour six ans par le Comité d'administration, le Bureau (lire p. 40), composé d'un président, de quinze vice-présidents et de trois membres, met en œuvre les choix stratégiques et la politique générale du Syndicat. Le Sigeif est présidé par Jean-Jacques Guillet, maire de Chaville, membre honoraire du Parlement.

LES COMMISSIONS

Les commissions permanentes (lire p. 41-42) du Sigeif préparent le travail du Bureau et les décisions du Comité d'administration :

- **Composées d'élus et de représentants des concessionnaires,** les deux commissions de suivi du cahier des charges gaz et du cahier des charges électricité arrêtent le montant des redevances, assurent le contrôle des missions confiées aux concessionnaires et suivent l'évolution des patrimoines concédés (compte rendu d'activité de concession (CRAC), programme de travaux...).

> « Premier grand syndicat intercommunal, le Sigeif a progressivement structuré le régime juridique de la concession de service public. »

- **Pour répondre aux préoccupations des communes adhérentes** dans le domaine des transports, des énergies renouvelables et des projets innovants, le Sigeif réunit régulièrement des commissions dédiées. Chacune d'elles compte quinze membres.
- **Associant élus et représentants d'associations d'usagers,** la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) apporte les informations indispensables aux usagers. Elle recueille leurs avis pour mieux répondre aux attentes des consommateurs.
- **La commission de coopération décentralisée étudie et propose** des actions en faveur de populations du monde, souffrant notamment d'un accès difficile à l'énergie.
- **Une commission consultative paritaire, associant les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre** présents sur le territoire syndical, a été créée en décembre 2015. Elle compte vingt-quatre membres et est présidée par le Sigeif, conformément à la loi de Transition énergétique pour la croissante verte. Elle coordonne les actions de ses différents membres.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

188
COMMUNES DESSERVIES EN GAZ

DONT
66
EN ÉLECTRICITÉ
ET **101**
POUR LES IRVE

- **Le Sigeif est également partie prenante de la commission consultative de la métropole du Grand Paris.** Celle-ci est chargée d'assurer la complémentarité des réseaux d'énergie métropolitains (gaz, électricité, chaleur et froid), dans le cadre d'un schéma directeur.

LES SERVICES

Regroupée autour d'une direction générale, l'équipe du Sigeif est composée de 33 collaborateurs ainsi répartis :

- une direction générale adjointe en charge des concessions de distribution publique du gaz, de l'électricité et de l'innovation ;
- une direction de la transition énergétique et de l'innovation (groupement de commandes gaz, suivi des PCAET, conseil en énergie partagé, CEE, photovoltaïque, mobilité électrique…) ;
- une direction technique, qui comprend un service dédié à la maîtrise d'ouvrage (enfouissement des réseaux électriques) et au déploiement des IRVE (installations de recharge pour véhicules électriques) ;
- une direction administrative et financière ;
- une direction juridique et de la commande publique ;
- une direction de la communication.

Le Sigeif dispose de ses propres locaux, rue de Monceau, à Paris, qui accueillent également la Sem Sigeif Mobilités (développant un réseau de stations-service multi-énergies) et l'association Syncom (gestion des travaux sur voirie et réseaux).

LE BUDGET

Les ressources financières du Syndicat sont principalement constituées de redevances de concession (R1 pour le fonctionnement et R2 pour l'investissement), versées par Enedis et EDF Commerce pour l'électricité, par GRDF pour le gaz, des cotisations des membres adhérant au groupement de commandes gaz et efficacité énergétique, ainsi que des recettes d'exploitation des bornes de recharge pour véhicules électriques.

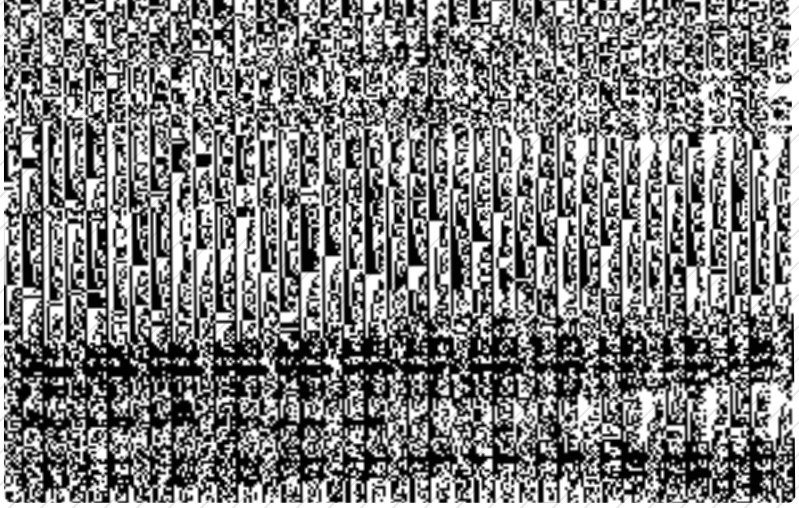
Les dépenses se répartissent entre les charges liées à la gestion courante, le contrôle des missions de service public confiées aux concessionnaires, les travaux de suppression des lignes aériennes basse tension, le développement des mobilités durables (stations GNV, via sa société d'économie mixte et bornes de recharge pour véhicules électriques) et la production locale de sources d'énergies renouvelables.

Une partie de la redevance d'investissement, dite « R2 », liée notamment aux travaux d'investissement réalisés dans les réseaux d'éclairage public, et la TCCFE (taxe communale sur la consommation finale d'électricité) sont recouvrées par le Sigeif avant d'être reversées aux communes.

S'y ajoutent diverses subventions, notamment celles liées aux actions de maîtrise de l'énergie et au déploiement des IRVE (installations de recharge pour véhicules électriques).

En 2022, le budget global du Sigeif était de 64,99 millions d'euros (voir p. 49).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LES MISSIONS HISTORIQUES

CONTRÔLE DES CONCESSIONS, MÉTIER « HISTORIQUE » DU SYNDICAT

Fédérateur des volontés communales, le Sigeif exerce le rôle d'autorité organisatrice pour :

- **la distribution du gaz**. Il représente à ce titre 188 communes propriétaires d'un réseau de 9 533 km, dont 79,9 % de canalisations en moyenne pression ;
- **la distribution de l'électricité,** pour le compte de 66 collectivités, la longueur totale de réseau s'établissant à 9 375 km, dont 42,7 % en HTA.

Autorité concédante de la distribution publique de gaz et d'électricité, le Sigeif assure le contrôle technique et comptable des patrimoines concédés et l'analyse financière de chaque concession.

Il veille ainsi au bon accomplissement des missions de service public confiées aux concessionnaires, respectivement GRDF pour le gaz, Enedis pour la distribution d'électricité, et EDF Commerce pour la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente (tarif bleu, inférieur à 36 kVA).

Chaque année, le Syndicat rend compte aux communes de cette mission par l'envoi de deux rapports de contrôle, également publiés sur son site Internet.

Le contrôle s'attache principalement à :

- **l'évolution et l'inventaire patrimonial** des ouvrages, la sécurité, la qualité et la maintenance, les travaux d'investissement ;
- **l'analyse comptable et financière** (compte de résultat), les droits du concédant, les investissements réalisés ;
- **le degré de satisfaction des clients et des usagers** (qualité de l'énergie distribuée, prestations des distributeurs...), mesuré par deux enquêtes bisannuelles.

De plus, chaque année, le Sigeif fournit aux communes les éléments de calcul nécessaires au recouvrement des redevances d'occupation du domaine public (RODP), dues par les gestionnaires des réseaux.

Enfin, compte tenu du nombre croissant de fournisseurs d'électricité, la majorité des communes de la concession électricité a fait appel au Sigeif pour qu'il conduise la collecte et le contrôle de la TCCFE auprès de l'ensemble de ces fournisseurs (lire p.109).

En 2022, près de 19,6 millions d'euros ont été collectés, contrôlés puis reversés aux 52 communes adhérentes qui ont confié cette mission au Syndicat.

LE SCHÉMA DIRECTEUR DES RÉSEAUX DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

En 2015, la loi NOTRE (Nouvelle organisation du territoire de la République) a créé la Métropole du Grand Paris et lui a confié un rôle de « mise en cohérence des réseaux de distribution d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid ». Une commission de travail a abouti à l'adoption d'un « schéma directeur des énergies métropolitain » en décembre 2022.

Le Sigeif a été présent tout au long de son élaboration. Le Sdem ne présente aucun caractère obligatoire. Le « Sdem » propose une série d'actions visant à prévoir et à anticiper l'évolution des réseaux de distribution de l'énergie (électricité, gaz, chaleur et froid), à amplifier les gains énergétiques grâce à la sobriété et l'efficacité, à accélérer le développement des énergies renouvelables et de récupération, enfin, à déployer les infrastructures nécessaires aux mobilités propres.

Le « Sdem » s'appuie sur l'expertise des autorités concédantes, à l'image du Sigeif qui a défini des plans pluriannuels d'investissements dans le cadre des contrats négociés avec les concessionnaires Enedis et GRDF.

LES REPRÉSENTANTS DU SIGEIF À CETTE COMMISSION SONT :

- **Jean-Jacques Guillet,** Président du Sigeif Maire de Chaville
- **Serge Carbonnelle** Vice-président du Sigeif Maire adjoint des Pavillons-sous-Bois
- **Laurent Ottavi** Conseiller municipal de Joinville-le-Pont

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

PARMI LES PARTENAIRES DU SIGEIF

• **L'Ademe :** l'Ademe et le Sigeif ont signé en 2022 le premier contrat de développement sur les énergies renouvelables thermiques d'Île-de-France, devenu Contrat chaleur renouvelable. À travers ce partenariat, l'accompagnement au développement de projets de chaleur renouvelable est fortement renforcé sur le territoire du Syndicat. Aussi l'agence de la transition écologique propose aux conseillers en énergie partagés des formations.

• **L'AFG :** l'Association française du gaz est un relais d'information sur les techniques de la chaîne gazière.

• **L'AFGNV** représente tous les acteurs de la filière GNV/bio-GNV, constructeurs de véhicules, syndicats d'énergies, entreprises de transport, collectivités territoriales, etc.). Ses adhérents participent à un plan visant à déployer 2 000 points d'avitaillement GNV/bio-GNV en France d'ici 2030.

• **L'AFPG :** l'Association française des professionnels de la géothermie regroupe plus de 100 adhérents issus des différents métiers de l'énergie géothermique en France. Elle intervient aussi bien sur la géothermie profonde que sur la géothermie de surface. Ces missions couvrent la représentation, l'information et l'accompagnement de ses adhérents comme le Sigeif.

• **Amorce :** Amorce est un réseau national qui regroupe 1 000 adhérents (collectivités, professionnels et institutions) engagés dans la transition énergétique (gestion des déchets, énergie, réseaux de chaleur, eau). À travers ce réseau, le Sigeif bénéficie d'importantes sources d'informations technique et juridique sur l'énergie et contribue à l'expertise d'Amorce.

• **L'Apur :** l'Atelier parisien d'urbanisme documente, analyse et développe des stratégies prospectives concernant les évolutions urbaines de la métropole. Son programme inclut des thèmes liés à l'activité et aux projets du Sigeif qui en est membre.

• **L'Arec IDF :** lancée officiellement en avril 2019 par la Région Île-de-France, l'AREC IDF est un département de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France. Son objectif est de faciliter et d'accélérer la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique des collectivités locales. Le Sigeif a intégré les instances de gouvernance de l'AREC IDF en 2019 et participe au club francilien de l'hydrogène que l'AREC anime.

• **L'ATEE :** l'Association technique énergie environnement anime des clubs techniques, notamment « Biogaz » et « CEE », qui mettent en relation le Sigeif avec d'autres collectivités et des entreprises.

• **L'Avere-France :** cette association représente les acteurs de la mobilité électrique et vise à promouvoir l'acquisition de véhicules électriques et hybrides rechargeables, ainsi qu'à développer la mobilité électrique. Le Sigeif est membre de l'Avere depuis 2019. Elle gère aussi les subventions du programme Advenir afin de soutenir financièrement les déploiements des bornes de recharge.

• **La Caisse des dépôts et consignations (CDC) :** via sa direction, la Banque des territoires, elle propose des solutions innovantes de financement. La CDC est actionnaire de la Sem Sigeif Mobilités (lire p. 61). Des échanges réguliers sur des projets de transition énergétique ont lieu avec la CDC.

• **Le Cibe :** le Comité interprofessionnel du bois-énergie est une structure associative qui regroupe près de 200 professionnels du bois-énergie. Le CIBE coordonne et accompagne les acteurs de cette filière pour professionnaliser les pratiques, établir les règles de l'art, promouvoir les chaufferies auprès des décideurs publics et privés. Le Sigeif est adhérent du CIBE depuis 2021 et participe aux travaux de la commission d'animation territoriale du bois-énergie.

• **Ffauve :** la Fédération française des associations d'utilisateurs de véhicules électriques a été créée en 2019 afin de fédérer les multiples associations d'usagers de véhicules électriques. La FFAUVE a pour objectif de répondre aux besoins et aux attentes des associations d'utilisateurs de véhicules électriques. Le Sigeif a toujours souhaité, depuis la création du service de recharge pour les véhicules électriques, impliquer les usagers, premiers concernés. En adhérant, le Syndicat poursuit le travail en commun et soutient la fédération dans ses actions.

• **Fibois Île-de-France** fédère depuis 2004 l'ensemble des professionnels de la forêt et du bois en Île-de-France. Ses missions couvrent la mobilisation des acteurs, l'information et l'accompagnement, la formation des professionnels, la promotion et la sensibilisation.

• **France hydrogène :** l'association France hydrogène fédère les acteurs de ce secteur (entreprises, instituts de recherche, collectivités territoriales, etc.). Le Sigeif en est membre depuis février 2018.

• **La FNCCR :** le Sigeif adhère à la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies depuis 1945. Le Syndicat collabore étroitement avec cet organisme sur les plans juridique et technique. Jean-Jacques Guillet, président du Sigeif, en est vice-président.

• **Île-de-France Énergies**
Cette Sem, dont le Sigeif est actionnaire, a été créée à l'initiative de la Région Île-de-France. Elle accompagne les copropriétés dans leurs projets de rénovation énergétique. Courant 2023, Île-de-France Énergies devrait fusionner avec la Sem Île-de-France Investissements et Territoires.

• **La Métropole du Grand Paris**
Créée par la loi de 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République, la MGP a noué un partenariat permanent avec le Sigeif ainsi qu'avec d'autres grands syndicats urbains d'Île-de-France. Le Sigeif participe aux travaux qui touchent principalement à la qualité de l'air et à la mobilité, et au schéma directeur des énergies. Ainsi, en 2019, le Syndicat a piloté l'atelier du pacte logistique métropolitain dédié au déploiement des stations GNV/bio-GNV, hydrogène et des bornes électriques.

• **Le Pôle Énergie Île-de-France**
Ce pôle réunit six syndicats d'énergie d'Île-de-France : le Sigeif, le Sdesm, le Sdevo, le Sey78, le Sipperec et, depuis 2021, le Smoys. L'objectif de ce pôle est de partager des connaissances techniques et de porter une vision commune (lire p.36). Son action a permis de susciter des dispositions spécifiques concernant l'entretien et la rénovation des colonnes montantes, dans le cadre de la loi Élan (lire p. 98).

• **La Région Île-de-France :** la Région et le Sigeif collaborent, dans le cadre d'un engagement conclu en 2018, autour d'objectifs concrets de la stratégie régionale énergie-climat. La Région accompagne les actions du Syndicat en soutenant financièrement l'élaboration de projets photovoltaïques et le développement de la mobilité électrique. La Région est actionnaire de la Sem Sigeif Mobilités.

• **Le Rose :** le réseau d'observation statistique de l'énergie en Île-de-France rassemble des acteurs franciliens souhaitant partager leurs connaissances communes en matière de consommation et de production d'énergie. En 2018, ce réseau a mis au point une base de données (Energif) dotée d'une application de visualisation. Le Sigeif est membre du ROSE et travaille avec ses partenaires depuis plus de dix ans.

• **Les services publics urbains du Grand Paris :** cette appellation rassemble les grands syndicats techniques d'Île-de-France – le Sedif pour l'eau, le Siaap pour l'assainissement, le Syctom pour les ordures ménagères, le Sigeif et le Sipperec pour l'énergie et l'EPTB Seine Grands Lacs pour le soutien d'étiage.

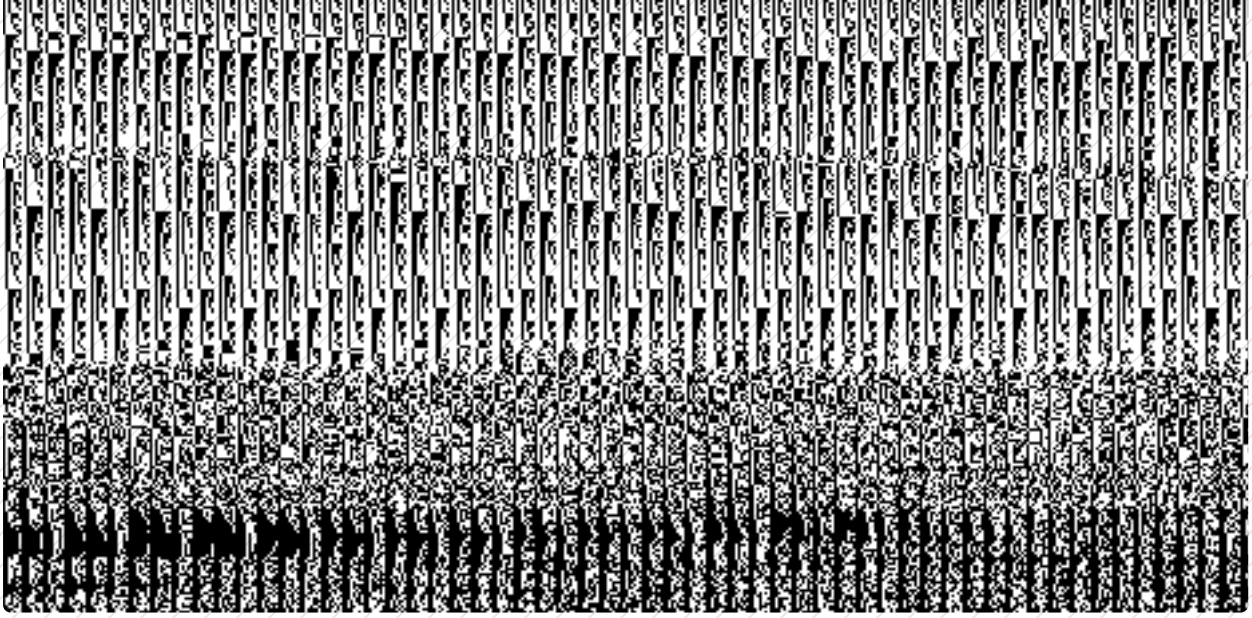
• **Smoys et Sdevo : projet ACTEE**
Le Sigeif a fédéré les deux syndicats qui sont depuis lauréats de l'appel à projet « ACTEE Merisier », lancé en mars 2021 par la FNCCR. Il vise à soutenir financièrement les actions d'efficacité énergétique dans les bâtiments publics, essentiellement scolaires maternels et élémentaires. Ce soutien porte sur les études d'aide à la décision et de maîtrise d'œuvre, et aussi sur le recrutement d'économes des flux et l'acquisition d'outils de suivi des consommations énergétiques.

• **Sigidurs et Sdevo : hydrogène**
Les deux syndicats se sont rapprochés du Sigeif afin de formaliser leur engagement dans un projet commun centré sur l'hydrogène. Ils ont constitué un groupement de commandes pour la passation, l'attribution, la notification et l'exécution d'une étude de faisabilité technique, juridique et financière d'un projet hydrogène vert, au niveau du centre de valorisation énergétique du Sigidurs à Sarcelles et de l'ensemble de ses potentialités d'utilisation.

• **Siom Vallée de Chevreuse**
Le Sigeif et le SIOM, dans le cadre de leurs compétences respectives, en matière de développement des énergies renouvelables et de gestion des déchets, ont engagé en 2022 une étude de faisabilité relative à l'installation d'une unité de micro-méthanisation sur le site de Villejust (91).

• **Syncom :** créée en 1993 par le Sigeif, le Sedif et le Sipperec, cette association regroupe deux-cent soixante-dix collectivités et propose des services de coordination, de centralisation et de mutualisation de données liées aux travaux de voirie, via un portail cartographique (lire p. 136).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



UNE OFFRE DE SERVICES LARGE ET INNOVANTE

SUPPRESSION DES LIGNES ÉLECTRIQUES BASSE TENSION

Afin d'améliorer l'environnement et l'esthétique des villes, et aussi assurer la qualité, la sécurité de desserte, le Sigeif procède régulièrement à la modernisation du réseau électrique par l'enfouissement des lignes aériennes en basse tension.

Il fait ainsi bénéficier ses communes des dispositions du nouveau contrat de concession, conclu en 2019 avec Enedis.

Ce contrat s'accompagne d'une convention particulière qui stabilise l'enveloppe budgétaire du financement des opérations dont le Sigeif assure la maîtrise d'ouvrage. Lorsque l'enfouissement concourt à faire disparaître une ligne électrique peu fiable, le Sigeif accorde une contribution financière supplémentaire qui réduit quasiment à néant la participation de la commune.

Enfin, l'établissement des programmes, en liaison avec l'ensemble des collectivités adhérentes, ainsi que la mise en œuvre de dispositions particulières à Versailles sont soumis à la commission de suivi du cahier des charges, dont le rôle est ainsi renforcé.

À la demande de ses collectivités adhérentes, le Sigeif assure également l'enfouissement coordonné de l'ensemble des réseaux (éclairage public, communications électroniques), via une mission de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage unique. Vingt ans après sa création, le service maîtrise d'ouvrage du Syndicat a enfoui 314 km de lignes aériennes BT sur le territoire de sa concession électricité, pour un investissement global de 74 millions d'euros hors taxes.
Un montant qui s'élève à 185 millions d'euros, en incluant les réseaux de communications électroniques et d'éclairage public.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Pour accompagner les communes dans la mise en œuvre de leur politique énergétique locale, le Sigeif leur propose plusieurs outils opérationnels : formation du personnel, bilan énergétique patrimonial, opérations de maîtrise de la demande d'énergie (MDE), conseil en énergie partagé (CEP)...
S'y ajoutent le portage du contrat chaleur renouvelable (CCR) et la valorisation des opérations ouvrant droit aux certificats d'économies d'énergie (CEE).

Durant la cinquième période de ce dispositif (2022-2025), le Smoys a rejoint en septembre le Sigeif et le Sipperec. Ces trois acteurs ont opté pour un partenariat avec un acteur obligé afin de valoriser les CEE de leurs adhérents, confiant à un prestataire la constitution sécurisée des dossiers.
Retenue à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt en 2021, la société Économie d'énergie s'est engagée à acquérir les CEE déposés sur le compte Emmy du Sipperec, avec l'accord du Sigeif et du Smoys.
Accessibles grâce au groupement de commandes du Sigeif, d'autres prestations s'ajoutent à ces missions dédiées à une politique énergétique durable dans les territoires (lire p.123).

ACHAT GROUPÉ DE GAZ ET DE SERVICES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

En 2004, le Sigeif a créé un groupement de commandes gaz dont il est le coordonnateur.
Ce groupement offre à quelque 482 organismes publics et privés d'Île-de-France (communes, bailleurs sociaux, établissements publics d'enseignement, établissements de santé...), répartis sur plus de 11 000 sites, la possibilité d'accéder,

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

à des prix très concurrentiels, à la fourniture de gaz et à des services d'efficacité énergétique. La taille de ce groupement de commandes (3 TWh annuels) fait du Sigeif un des premiers acheteurs publics de gaz en France (lire p.130).

DÉVELOPPEMENT DES MOBILITÉS DÉCARBONNÉES EN ÎLE-DE-FRANCE

MOBILITÉ GAZ

Le Sigeif est habilité à installer et exploiter des infrastructures d'avitaillement de véhicules au gaz. Il a conclu différents partenariats visant à développer un réseau francilien de stations publiques d'avitaillement, son ambition étant de construire une dizaine de stations-service publiques GNV/bio-GNV d'ici 2024. À cet effet, le Sigeif a créé la Sem Sigeif Mobilités, dotée d'un capital de 5 millions d'euros. La Banque des territoires (groupe Caisse des dépôts) accompagne ce projet d'envergure, qui bénéficie également du soutien de la Région Île-de-France, de grands syndicats techniques franciliens, tels que le Syctom, le Siaap et le Siom de la Vallée de Chevreuse, ainsi que de GRTgaz développement (filiale de GRTgaz).

Depuis décembre 2018, Sigeif Mobilités a étendu son activité à la mobilité électrique et hydrogène et obtenu, après appel à projet, le soutien de la Commission européenne.
Une première station publique d'avitaillement de GNV/bio-GNV a vu le jour en novembre 2016, dans le port de Bonneuil-sur-Marne (94). Son exploitation est confiée à la société Endesa. Fin 2022, les stations ouvertes au public se situent à Gennevilliers (92), Noisy-le-Grand (93), Wissous (91) et Réau (77). Celle de Saint-Denis (93) sera mise en service en 2023.
S'y ajoute celle de la société GNV du Coudray-Montceaux, dont la Sem Sigeif Mobilités est actionnaire, sa mise en service est effective depuis juin 2021 (lire p.61).

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Le Sigeif a investi le secteur de la mobilité électrique en 2019. Ses communes adhérentes ont accès à un service clés en main pour les accompagner dans la mise en place d'infrastructures publiques de recharge pour véhicules électriques (IRVE). Le Sigeif prend en charge ce service à 100 %, avec le soutien financier de la Région Île-de-France et de l'État (dispositif Advenir).

Il a favorisé la reconversion des ex-bornes Autolib' et déployé des bornes, de manière équilibrée, en zone dense comme en zone moins dense, sur le territoire. Fin décembre 2022, 101 collectivités ont délégué au Sigeif la compétence IRVE, 769 points de recharge ont été mis en exploitation ; près de 1 000 sont attendus en 2023.
215 000 sessions de recharge ont été réalisées sur l'ensemble de l'année 2022 (lire p.55). ⊹

⊹ LE PÔLE ÉNERGIE PRÉSIDÉ PAR JEAN-JACQUES GUILLET



Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GRDF, et Jean-Jacques Guillet lors du congrès de la FNCCR.

Cette entente, qui regroupe les principaux syndicats d'énergie d'Île-de-France que sont le Sdesm, le Smoys, le Sipperec, le Sey78, le Sdevo et le Sigeif, était présidée par Jean-Jacques Guillet en 2022.

Trois objectifs ambitieux ont sous-tendu cette année de mandat :

- ⊹ renforcer les liens entre les syndicats du Pôle par la multiplication des échanges sur des sujets communs ;
- ⊹ accroître la notoriété de l'entente ;
- ⊹ engager des partenariats structurants.

⊹ PROMESSES TENUES

Sous l'impulsion du Sigeif, les services des syndicats ont multiplié les échanges sur des sujets liés à la gouvernance de leurs instances, à l'actualité énergétique comme à la vie de leurs contrats. Parmi les sujets partagés : l'organisation des comités à la suite de l'adoption de la loi 3DS, les enjeux financiers et budgétaires des syndicats en lien avec la réforme de la TCCFE, les prix de l'énergie, les bonnes pratiques en matière de groupement de commandes ou la conduite de la relation contractuelle avec les concessionnaires.

Des rencontres ont été organisées avec Jérémie Almosni, directeur régional de l'Ademe Île-de-France, Frédéric Le Brun, directeur délégué énergie du comité d'organisation des JO, ou encore la cheffe de projet JO d'Enedis. Parallèlement, les syndicats ont porté des actions de communication commune : stand partagé au Congrès de la FNCCR en octobre, accompagné d'une plaquette commune, reconduction d'une convention de partenariat, ou encore deux insertions publicitaires dans *Le Parisien* sur la sobriété énergétique et sur la mobilité électrique.

Sur ce dernier sujet, le Sigeif a pris soin de coordonner les initiatives des différents membres de l'entente, cela se traduisant par des participations croisées aux travaux d'élaboration des schémas directeurs des IRVE que chacun des syndicats a conduits ou initiés en 2022, en lien étroit avec la Région Île-de-France dont les services ont été rencontrés à quatre reprises. Il a surtout impulsé et rendu compte d'une consultation sur les enjeux de la mutualisation d'un parc de bornes de recharge pour véhicules électriques.

L'ensemble de ces projets communs a encouragé, par ailleurs, des démarches bilatérales en matière de production d'énergies renouvelables (production d'hydrogène, avec le Sdevo et le Sigidurs, sur un projet de production d'hydrogène), de rénovation énergétique des bâtiments, avec le Sdevo et le Smoys), de prévention de risques d'endommagement, de lobbying auprès du Gouvernement sur l'enjeu de la collecte et de valorisation des CEE.

Ces actions ont notablement renforcé l'image du pôle et son rôle.

La présidence tournante ayant désigné le Sipperec pour prendre la succession, il lui revient de poursuivre et d'amplifier ces initiatives d'ores et déjà fructueuses. ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

BILAN SOCIAL

Établi par le Centre inter-départemental de gestion, le rapport annuel sur la santé sécurité et les conditions de travail (RASSCT) de l'année 2021 détaille les indicateurs permettant de mesurer les conditions de travail au sein du Syndicat.

À fin décembre 2021, le Sigeif employait 36 agents, dont 27 fonctionnaires, 7 contractuels permanents et 2 non permanents.

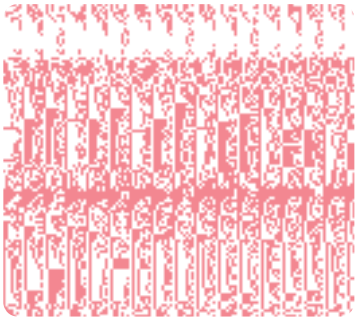
La moyenne d'âge se situe entre 30 et 50 ans, elle représente 67 % des agents et illustre l'évolution des effectifs.

Au 31 décembre 2021, le Sigeif regroupait 28 métiers, répartis comme suit :

- 12 (filière administrative),
- 15 (filière technique),
- 1 collaborateur de cabinet.

Le Sigeif accueille une large majorité de cadres de catégorie A (53 %), avec des salariés qui occupent des emplois d'ingénieurs (29 %).

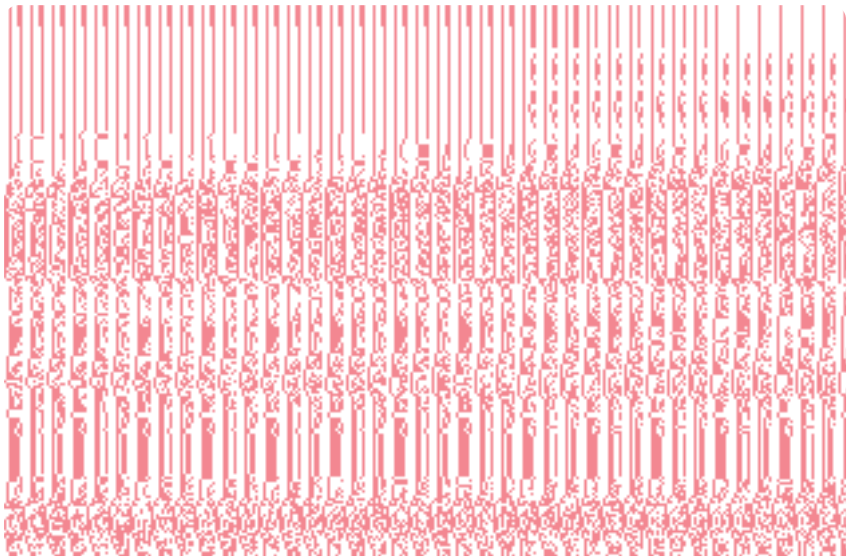
Les catégories B et C représentent respectivement 26 et 21 % des effectifs.



Le taux d'absentéisme est faible (1,43 %).

En 2021, aucun accident de travail ou maladie professionnelle n'a été observé.

Par ailleurs, le Sigeif a consacré près de 1 744 euros par agent pour l'amélioration des conditions de travail et des interventions en matière de prévention et de sécurité.



36 AGENTS EMPLOYÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021

27	7	2
fonctionnaires	contractuels permanents	contractuels non permanents

EN MOYENNE, LES AGENTS ONT 44 ANS

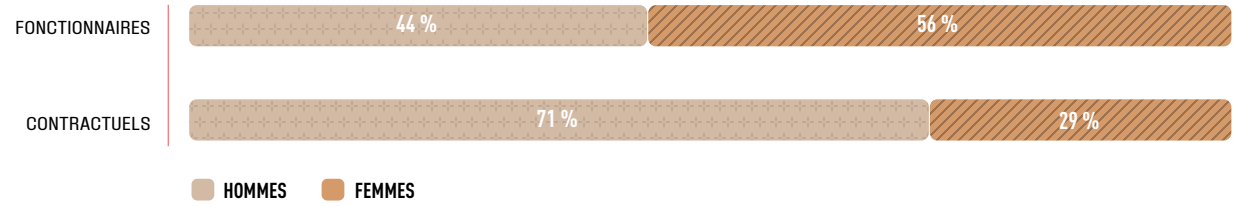
ÂGE MOYEN	
FONCTIONNAIRES	46 ANS
CONTRACTUELS PERMANENTS	58 ANS
CONTRACTUELS NON PERMANENTS	35 ANS
ENSEMBLE	44 ANS

RÉPARTITION DES EMPLOIS PERMANENTS PAR FILIÈRE ET PAR STATUT

FILIÈRE	FONCTIONNAIRES	CONTRACTUELS	ENSEMBLE
ADMINISTRATIVE	56 %	-	44 %
TECHNIQUE	44 %	100 %	56 %

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

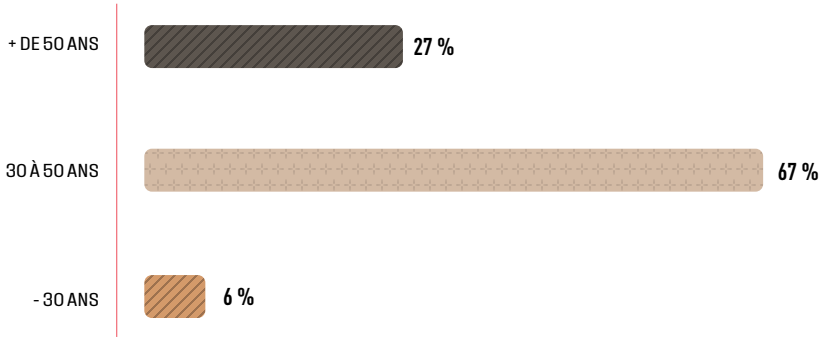
RÉPARTITION PAR GENRE ET PAR STATUT

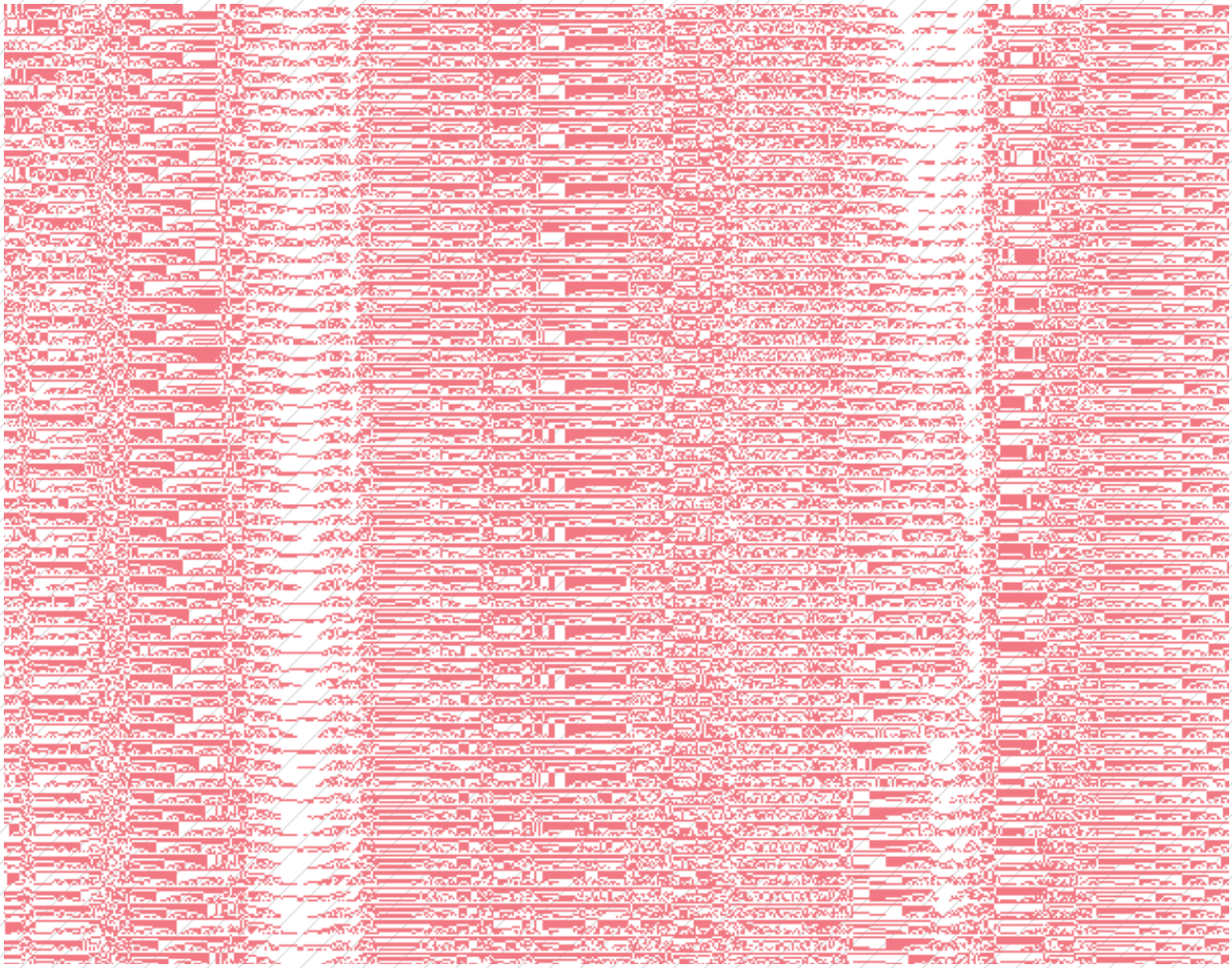


LES PRINCIPAUX CADRES D'EMPLOIS DES AGENTS PERMANENTS

INGÉNIEURS	26 %
ADJOINTS ADMINISTRATIFS	21 %
TECHNICIENS	15 %
ATTACHÉS	12 %
RÉDACTEURS	12 %

PYRAMIDE DES ÂGES DES AGENTS





Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

LE SIGEIF POURSUIT SON ACTION

Impliqué depuis 2001 dans des actions de coopération décentralisée, le Sigeif mobilise ses moyens pour accompagner des programmes de développement, notamment leur volet énergétique, en soutenant l'action d'associations spécialisées dans les pays d'Afrique et d'Asie, par exemple.
En 2022, deux nouveaux programmes ont été approuvés.

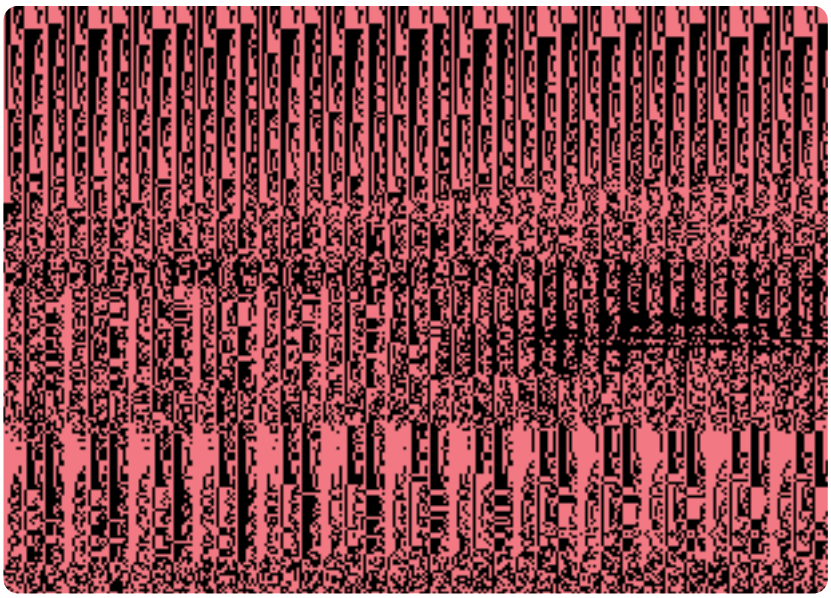
« En 2022, deux nouveaux programmes ont été approuvés. »

LIBAN : ALIMENTATION EN ÉNERGIES RENOUVELABLES D'UN HÔPITAL

Le Sigeif s'est associé à l'association « HAMAP-Humanitaire ». Depuis 2006, celle-ci soutient les gestionnaires d'un hôpital libanais situé à la frontière syrienne, dans le nord du pays. Ce centre de soin, unique dans le district, est à but non lucratif et au service de toutes les communautés, sans distinction.
Avec 200 agents et une cinquantaine de médecins, cet établissement est, par ailleurs, le plus grand employeur de sa région. L'hôpital souffre actuellement de grandes difficultés d'approvisionnement énergétique du fait des multiples crises politique, financière et sanitaire affectant ce pays aux infrastructures d'électricité vieillissantes. L'hôpital ne bénéficie ainsi que de trois heures d'approvisionnement par jour ; ses achats de fioul pour les groupes électrogènes grèvent lourdement son budget. L'association « HAMAP-Humanitaire » projette de doter l'établissement d'une source alternative de production d'énergie renouvelable combinant éolien et photovoltaïque, la localisation géographique de l'hôpital étant considérée comme suffisamment venteuse et ensoleillée. Un soutien d'un montant de 15 000 euros aidera l'ONG à financer trois types d'études de faisabilité : études de climat, de génie électrique et de génie civil.



MADAGASCAR : ÉLECTRIFICATION D'ÉCOLES ET DE CENTRES DE SANTÉ



À Madagascar, le Sigeif a soutenu l'action menée par l'ONG « Électriciens sans frontières » (ESF) au sein du parc national de Ranomafana, situé à proximité de la ville de Fianarantsoa, au sud-est de l'île. ESF procède à l'électrification des écoles primaires de trois villages, comportant chacune deux salles de classe.
Ce programme vise à équiper les écoles en éclairage et prises de courant pour permettre l'utilisation de vidéoprojecteurs, d'ordinateurs portables, et favoriser les activités périscolaires. L'énergie sera produite par des systèmes photovoltaïques dimensionnés en fonction des besoins et de l'ensoleillement.
Le Sigeif s'est associé, à hauteur de 15 000 euros, à ce programme qui bénéficiera à 240 élèves et 12 enseignants. En outre, les villageois pourront accéder à des cours d'alphabétisation en soirée.

Aux alentours de la ville d'Antsirabe, située au centre de l'île, l'association « Eau Agriculture et Santé en Milieu Tropical » (EAST) électrifie les centres de santé. Un précédent partenariat entre le Sigeif et EAST avait déjà contribué à l'électrification d'une dizaine de centres, avec des générateurs solaires. Un nouveau programme a été lancé : huit nouveaux centres pâtissent de l'absence généralisée d'électricité dans cette région, les privant ainsi d'ordinateurs, de microscopes, de stérilisateurs, de frigidaires et congélateurs pour conserver vaccins et médicaments, de lumière lors des interventions de nuit, etc. Le programma améliorera la solidité des toitures des centres afin d'y installer des panneaux solaires, puis en assurera la maintenance en dispensant une formation technique aux agents de santé. Une subvention d'un montant de 28 800 euros a été accordée à l'association EAST pour la réalisation de ce programme.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE BUREAU DU SIGEIF

Élu pour six ans par le Comité d'administration, le Bureau est composé d'un président, de quinze vice-présidents et de trois membres. Il est chargé de la mise en œuvre des décisions et des choix stratégiques de la politique générale du Syndicat.

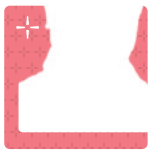


Jean-Jacques **GUILLET**

PRÉSIDENT

Maire de Chaville

Membre honoraire du Parlement

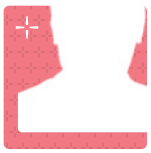


Olivier **THOMAS**

1er VICE-PRÉSIDENT

Maire de Marcoussis

Conseiller départemental de l'Essonne

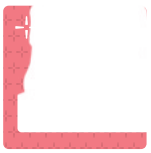


Bernard **GAUDUCHEAU**

2E VICE-PRÉSIDENT

Maire de Vanves

Conseiller régional d'île-de-France



Marie **CHAVANON**

3e VICE-PRÉSIDENTE

Maire de Fresnes

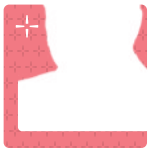
Conseillère territoriale de Grand-Orly Seine Bièvre



Serge **CARBONNELLE**

4e VICE-PRÉSIDENT

Maire adjoint des Pavillons-sous-Bois



Guy **DARAGON**

5e VICE-PRÉSIDENT

Conseiller municipal de Mitry-Mory



Martine **SCHMIT**

6e VICE-PRÉSIDENTE

Conseillère municipale de Versailles

Conseillère communautaire de Versailles Grand Parc

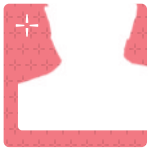


Joëlle **CECCALDI-RAYNAUD**

7e VICE-PRÉSIDENTE

Maire de Puteaux

Présidente du territoire Paris Ouest La Défense



Georges **JOLY**

8e VICE-PRÉSIDENT

Maire adjoint d'Enghien-les-Bains



Marie-Hélène **MAGNE**

9e VICE-PRÉSIDENTE

Maire adjointe de Charenton-le-Pont



Christine **LEHEMBRE**

10e VICE-PRÉSIDENTE

Conseillère municipale de Pantin



Jean-Louis **DELORT**

11e VICE-PRÉSIDENT

Maire adjoint de Verrières-le-Buisson



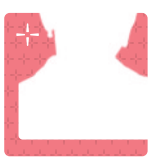
Laurent **MONNET**

12e VICE-PRÉSIDENT

Maire adjoint de Saint-Denis

Président du Conseil d'administration de l'ALEC de Plaine Commune

Président du Smirec

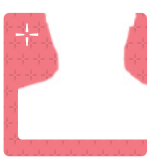


Sophie **DESCHIENS**

13e VICE-PRÉSIDENTE

Maire adjointe de Levallois-Perret

Conseillère régionale d'Île-de-France

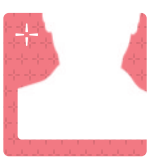


Smaïla **CAMARA**

14e VICE-PRÉSIDENT

Conseiller municipal de Bondy

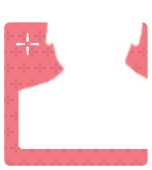
Vice-président d'Est Ensemble Grand Paris



Eric **SCHINDLER**

15e VICE-PRÉSIDENT

Maire adjoint de Neuilly-sur-Seine



Michel **HERBILLON**

MEMBRE DU BUREAU

Conseiller municipal de Maisons-Alfort

Député du Val-de-Marne

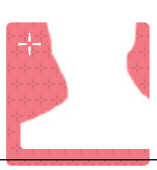


Pascal **THÉVENOT**

MEMBRE DU BUREAU

Maire de Vélizy-Villacoublay

Vice-président de Versailles Grand Parc



Daniel **AUGUSTE**

MEMBRE DU BUREAU

Maire adjoint de Villiers-le-Bel

Conseiller Communautaire

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES COMMISSIONS

Outre les commissions institutionnelles prévues par le Code général des collectivités territoriales, le Comité du Sigeif a installé plusieurs commissions thématiques qui, dans cet esprit de consensus propre au fonctionnement du Syndicat, constituent des lieux de débat dans lesquels se préparent les décisions.



APPEL D'OFFRES

Comme dans toutes les collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres du Sigeif est, de par la loi, investie du pouvoir d'attribuer les marchés publics les plus importants, c'est-à-dire ceux dont la valeur excède les seuils européens.

PRÉSIDENT DE DROIT
Jean-Jacques Guillet • Chaville

MEMBRES TITULAIRES
Éric Schindler • Neuilly-sur-Seine
Christophe Paquis • Les Lilas
Alain Sanson • Fontenay-le-Fleury
Jacques Fantou • Villebon-sur-Yvette
Malgorzata Dudek • Montfermeil

MEMBRES SUPPLÉANTS
Christophe Scheuer • Meudon
Jérémy Demassiet • Bois-d'Arcy
Christophe Ippolito • Nogent-sur-Marne
Walid Ben M'henni • Noisy-le-Grand
Thierry Bonnet • Croissy-sur-Seine

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

À travers cette commission, le Sigeif s'implique dans des actions extérieures, en partenariat avec différentes ONG, et mobilise des moyens pour venir en aide à des populations du monde énergétiquement déshéritées.

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
Michel Herbillon • Maisons-Alfort

MEMBRES TITULAIRES
Michel Herbillon • Maisons-Alfort
Sophie Deschiens • Levallois-Perret
Patrick Leroy • Rungis
Bernard Foisy • Le Plessis-Robinson
Jane-Marie Hermann • Viroflay
François Broché • Vaires-sur-Marne
Malgorzata Dudek • Montfermeil
Mouhamet Touré • Neuilly-Plaisance
Jean-Pierre Ferré • Châtillon
Smaïla Camara • Bondy
Alain Durand • Arnouville
Florence de Pampelone • GPSO
Béatrice Belliard • Boulogne-Billancourt
Jean-Luc Touly • Wissous
Christophe Ippolito • Nogent-sur-Marne

CAHIER DES CHARGES

Composées paritairement d'élus et de représentants des concessionnaires, les commissions de suivi veillent à l'application des cahiers des charges de la distribution publique du gaz et de l'électricité. Elles arrêtent, notamment, le montant des redevances et suivent l'évolution des patrimoines concédés (Crac, programmes de travaux, rapports de contrôle…).

COMMISSION DE SUIVI GAZ

PRÉSIDENT ET MEMBRE DE DROIT
Jean-Jacques Guillet • Chaville

MEMBRES TITULAIRES
Bernard Foisy • Le Plessis-Robinson
Patrick Leroy • Rungis
Robert Beaudeau • Villepinte
Robert Archambault • Saint-Maurice

MEMBRES SUPPLÉANTS
Jean-Marie Bontemps • Belloy-en-France
Alain Durand • Arnouville
Isaac Barchichat • Saint-Brice-sous-Forêt
Despina Bekiari • Fontenay-aux-Roses

COMMISSION DE SUIVI ÉLECTRICITÉ

PRÉSIDENT ET MEMBRE DE DROIT
Jean-Jacques Guillet • Chaville

MEMBRES TITULAIRES
Alain Sanson • Fontenay-le-Fleury
Jean-Pierre Fortin • Sèvres
Stéphane Delagneau • Longjumeau
Evelyne Baumont • Boissy-Saint-Léger

MEMBRES SUPPLÉANTS
Jacques D'Allemagne • Marnes-la-Coquette
Jane-Marie Hermann • Viroflay
Jacques Fantou • Villebon-sur-Yvette
Robert Beaudeau • Villepinte

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

En application de la procédure légalement prévue pour les délégations de service public, cette commission est notamment chargée de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre, et d'émettre un avis au vu duquel le président du Sigeif engagera les négociations.

VICE-PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ
Guy Daragon • Mitry-Mory

MEMBRES TITULAIRES
Guy Daragon • Mitry-Mory
Maryse Lemmet • Antony
Mathieu Beaufrère • Vincennes
Alain Durand • Arnouville
Bernard Foisy • Le Plessis-Robinson

MEMBRES SUPPLÉANTS
Alain Sanson • Fontenay-le-Fleury
Thomas Doublic • Asnières-sur-Seine
Pierre Chevalier • Ville-d'Avray
Patrick Leroy • Rungis
Jean-Marie Bontemps • Belloy-en-France

SERVICES PUBLICS LOCAUX

Composée d'élus et de représentants d'associations de consommateurs, la commission consultative des services publics locaux recueille les avis et les attentes des usagers afin de renforcer la qualité du service public du gaz et de l'électricité.

VICE-PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ
Jean-Louis Delort • Verrières-le-Buisson

MEMBRES COMPÉTENCE GAZ
Daniel Aubert • L'Haÿ-les-Roses
Claude Kopelianskis • Maisons-Laffitte
Jean-Louis Delort • Verrières-le-Buisson
Bernard Foisy • Plessis-Robinson
Christian Fournès • Nozay

MEMBRES COMPÉTENCE ÉLECTRICITÉ
Jérémy Demassiet • Bois-d'Arcy
Mouhamet Touré • Neuilly-Plaisance
Robert Beaudeau • Villepinte
Christophe Scheuer • Meudon
Alain Sanson • Fontenay-le-Fleury

ASSOCIATIONS MEMBRES
- **Association Force ouvrière consommateur** (AFOC)
- **Consommation, logement et cadre de vie** (CLCV)
- **Familles de France**
- **France nature environnement** (FNE) **Île-de-France**
- **Organisation générale des consommateurs** (ORGECO) **Grand Paris**
- **UFC-Que Choisir**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CONSULTATIVE PARITAIRE

La commission consultative paritaire de l'énergie rassemble 12 élus du Syndicat et les représentants des 12 établissements publics à fiscalité propre présents sur son territoire. La loi lui donne pour missions de coordonner l'action, de faciliter l'échange de données et de mettre en cohérence les investissements sur l'ensemble des réseaux d'énergie (gaz, électricité).

VICE-PRÉSIDENTE DÉLÉGUÉE
Marie-Hélène Magne • Charenton-le-Pont

MEMBRES REPRÉSENTANT LE SIGEIF
Marie-Hélène Magne • Charenton-le-Pont
Alain Sanson • Fontenay-le-Fleury
Pierre Cottin • Roissy-en-France
Malgorzata Dudeck • Montfermeil
Guy Daragon • Mitry-Mory
Daniel Auguste • Villiers-le-Bel
Jean-Louis Delort • Verrières-le-Buisson
Daniel Aubert • L'Haÿ-les-Roses
Thierry Bonnet • Croissy-sur-Seine
Jacques D'Allemagne • Marnes-la-Coquette
Christophe Ippolito • Nogent-sur-Marne
Denis Privé • Igny

MEMBRES REPRÉSENTANT LES EPCI
Vincent Franchi • Métropole du Grand Paris
Mathieu Viskovic • Paris - Vallée de la Marne
Marcel Villaça • Orée de la Brie
Martine Schmit • Versailles Grand Parc
Dominique Lafon • Saint-Germain-Boucles-de-Seine
Pierre Chazan • Paris-Saclay
Sylvie Carillon • Communauté de communes du Val d'Yerres
Adeline Roldao Martins • Roissy Pays de France
François About • Plaine Vallée
Nicole Lanaspre • Val Parisis
Jean-Marie Bontemps • Communauté de communes Carnelle Pays-de-France
Alexandre Dohy • Communauté de communes de Vallée de l'Oise et des Trois Forêts

PROSPECTIVE ET INNOVATION

Cette nouvelle commission répond à une volonté de mieux anticiper les sujets d'avenir et d'appréhender les nouveaux enjeux du secteur de l'énergie. Elle étudie les thématiques émergentes et se prononce sur les projets liés à la prospective et l'innovation, non encore mis en œuvre par le Sigeif.

VICE-PRÉSIDENTE DÉLÉGUÉE
Martine Schmit • Versailles

MEMBRES
Martine Schmit • Versailles
Marie-Hélène Magne • Charenton-le-Pont
Béatrice Belliard • Boulogne-Billancourt
Claude Kopelianskis • Maisons-Laffitte
Christian Fournès • Nozay
Robert Beaudeau • Villepinte
Philippe Cipriano • Saint-Maur-des-Fossés
Jean-Luc Touly • Wissous
Jane-Marie Hermann • Viroflay
Pierre Chevalier • Ville-d'Avray
Mouhamet Touré • Neuilly-Plaisance
Béatrice Bodin • Garches
Jean-Pierre Ferré • Châtillon
Bacar Soilihi • La Courneuve
Dominique Gaulon • Dugny

TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

Cette commission est chargée d'étudier et de proposer les actions susceptibles d'être développées par le Syndicat dans le domaine des nouveaux modes de transport et des mobilités. Elle est, notamment, amenée à rendre des avis sur les projets de développement de stations de compression de GNV et bio-GNV ou les projets de bornes de recharge pour véhicules électriques (IRVE).

VICE-PRÉSIDENTE DÉLÉGUÉE
Christine Lehembre • Pantin

MEMBRES
Christine Lehembre • Pantin
Jean-Marie Bontemps • Belloy-en-France
Najète Maatougui • Colombes
Patrick Leroy • Rungis
Éric Schindler • Neuilly-sur-Seine
Jean-Pierre Valentin • Carrières-sur-Seine
Georges Joly • Enghien-les-Bains
Jean-Luc Millard • Drancy
Pierre Chevalier • Ville-d'Avray
Walid Ben M'henni • Noisy-le-Grand
Richard Della-Mussia • Chennevières-sur-Marne
Pierre Cottin • Roissy-en-France
Marc Feugère • Châtenay-Malabry
Martine Schmit • Versailles
Dominique Carré • Pierrefitte-sur-Seine

ENR ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Cette commission étudie et se prononce sur les projets liés à l'ensemble des domaines concernant l'efficacité énergétique et les EnR (CEE, CEP, projets solaires photovoltaïques, unité de biométhanisation) sur des thèmes relatifs à la maîtrise de la demande en énergie, la rénovation thermique des bâtiments ou la précarité.

VICE-PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ
Laurent Monnet • Saint-Denis

MEMBRES
Laurent Monnet • Saint-Denis
Jérémy Demassiet • Bois-d'Arcy
Jean-Pierre Fortin • Sèvres
Philippe Cipriano • Saint-Maur-des-Fossés
Béatrice Belliard • Boulogne-Billancourt
Thierry Bonnet • Croissy-sur-Seine
Philippe Langlois d'Estaintot • Rueil-Malmaison
Fouad El Kouradi • Aulnay-sous-Bois
Jean-Jacques Perchat • Puiseux-en-France
Gwénola Rabier • Montrouge
Christian Fournès • Nozay
Olivier Thomas • Marcoussis
Séverine Delbosq • L'Île-Saint-Denis
Florence de Pampelonne • GPSO
Evelyne Baumont • Boissy-Saint-Léger



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
DU SYNDICAT

Face à l'urgence climatique et au contexte international, qui ont provoqué une envolée des prix du gaz et de l'électricité, la communication joue un rôle décisif. Elle doit permettre à chacun, usagers, élus, agents d'appréhender les événements en cours et de prendre les décisions qui s'imposent pour préparer l'avenir. Communiquer c'est informer, donner des clés de compréhension. C'est aussi **écouter, dialoguer, échanger, rester au contact**. Au fil des années, par les échanges, la documentation et, de plus en plus, la communication numérique et **l'utilisation des réseaux sociaux**, le Sigeif a établi un dialogue permanent et constructif avec ses interlocuteurs : collectivités locales, concessionnaires, pouvoirs publics, partenaires...

« Le Sigeif a établi un dialogue permanent et constructif avec ses interlocuteurs : collectivités locales, concessionnaires, pouvoirs publics, partenaires. »

WWW.ACHAT-GAZ.FR, UN SITE EXCLUSIVEMENT DÉDIÉ À L'ACHAT DE GAZ

Ce site comprend lui aussi deux espaces, public et privé.
Dans le premier, les modalités d'adhésion au groupement d'achat de gaz du Sigeif sont précisées.
Plus fourni, l'espace extranet permet aux membres du groupement d'accéder aux actualités du secteur, à différentes enquêtes et à des **services personnalisés**.
Des développements réguliers sont effectués en vue d'améliorer et de diversifier la gamme des services rendus aux membres.

LE SITE INTERNET

La refonte complète du site Internet institutionnel du Sigeif a renforcé son attractivité et sa simplicité d'usage.
Sa partie ouverte au « grand public », **la « vitrine » du Sigeif**, y présente l'histoire du Syndicat, ses missions, son organisation et tout ce qui touche à son actualité.
Y sont également accessibles différentes publications, dont la liste des délibérations adoptées, les procès-verbaux du Comité d'administration et les communiqués de presse.
D'autres informations pratiques sont disponibles, comme la **carte complète et actualisée des points de recharge** pour véhicules électriques en région parisienne.

En 2022, **une rubrique consacrée au dispositif « eco gaz » et « eco watt »** a été créée dans le chapitre « missions institutionnelles du Sigeif ».

Ce dispositif permet de suivre en temps réel le niveau de la consommation de gaz et d'électricité ; ainsi, les consommateurs peuvent anticiper, moduler, voire réduire, leur consommation d'énergie.
Au cours de l'année 2022, le site a été enrichi de nouvelles vidéos qui renforcent son attractivité.

Réservé aux adhérents, l'espace privatif n'est accessible qu'avec des identifiants personnalisés. Il permet de télécharger les dossiers du Comité syndical, de prendre connaissance des éléments de calcul de la redevance d'occupation du domaine public, ainsi que du montant des reversements de la TCCFE. Il met également à la disposition de chaque commune ses plans de réseaux de gaz et d'électricité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

TWITTER, LINKEDIN, YOUTUBE

En 2022, la communication digitale du Syndicat s'est développée et déployée sur les comptes Twitter, Linkedin et YouTube. La chaîne YouTube du Sigeif s'est complétée d'une dizaine de vidéos en 2022 : reprise d'interviews de représentants du Sigeif sur France 3 Île-de-France, diffusion de reportages ou clips réalisés par le Sigeif sur différents sujets. L'utilisation systématique des réseaux sociaux permet de relayer et d'amplifier les événements qui rythment la vie du Syndicat et, plus largement, celle du secteur de l'énergie. **Elle nourrit un dialogue permanent.**

WEBINAIRES

En 2022, deux sujets ont été partagés lors de webinaires : l'un sur la cinquième période du dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE), le second **sur le passage à l'hiver des réseaux de gaz et d'électricité.**

Ce dernier a mobilisé les gestionnaires de réseaux : RTE, Enedis et GRDF ont présenté leurs solutions pour préserver l'équilibre entre la production et la consommation de gaz et d'électricité. En amont, le Sigeif a publié un document de quatre pages sur le thème de la sobriété énergétique.



LES RENCONTRES DU SIGEIF

Lors des Rencontres du Sigeif, des initiatives ou des projets portés par le Syndicat sont présentés « à chaud », en lien avec les actualités réglementaires ou les innovations technologiques. Les trois premières rencontres avaient été consacrées au déploiement du réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques en Île-de-France, à la mise en place du nouveau dispositif de prévention des risques travaux et une troisième sur le thème de la sécurité des travaux sur la voie publique.

En 2022, face au durcissement de la situation économique et à l'envolée des prix de l'énergie, **la rencontre annuelle a rassemblé plusieurs dizaines d'élus et d'agents, elle a été essentiellement consacrée à la reconduction du plan d'aide du Sigeif** pour l'efficacité énergétique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



RÉUNIONS D'INFORMATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES GAZ

Parallèlement à sa mission de coordonnateur des marchés de gaz et d'efficacité énergétique, le Sigeif informe ses membres de l'actualité du secteur de l'énergie, notamment les questions soulevées par l'achat de gaz. Plusieurs fois par an, il organise des réunions d'information thématiques spécifiquement destinées aux membres du groupement de commandes. L'ensemble des aspects techniques, économiques et juridiques du dossier y sont examinés.

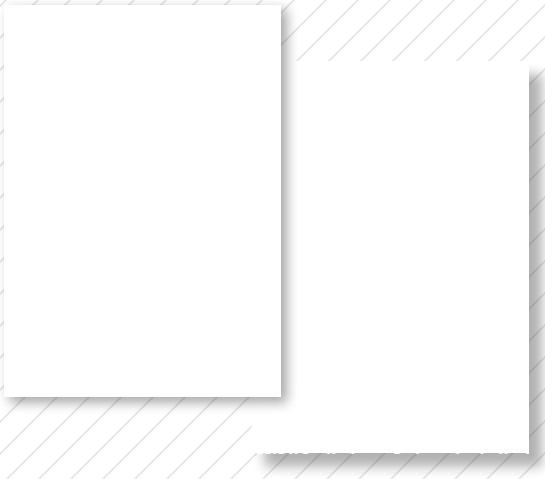
RAPPORTS DE CONTRÔLE DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ

Chaque année, le Sigeif publie deux rapports de contrôle de gaz et d'électricité du Sigeif. Ils rendent compte, de manière détaillée et exhaustive, de la **bonne exécution des missions de service public** confiées à GRDF, pour le gaz, et à Enedis/EDF Commerce pour l'électricité. Ces deux publications abordent précisément la qualité « physique » des produits distribués, le renouvellement et le renforcement des réseaux, le point sur les investissements effectués, l'analyse des incidents et l'évolution de la valeur comptable et financière des ouvrages, patrimoine des collectivités adhérentes.

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ



Chaque année, le Sigeif publie un rapport qui rappelle les faits marquants du marché de l'énergie en France, en Europe et dans le monde. Il présente l'évolution de la législation et de la réglementation du secteur en matière de protection de l'environnement et de transition énergétique. **Il rend compte de l'activité du Syndicat dans ses domaines de compétence :** amélioration de la sécurité et de la qualité de l'environnement, recherche d'une meilleure efficacité énergétique des bâtiments, production locale et distribution d'énergies renouvelables, groupement d'achats de gaz naturel, développement de la mobilité propre en Île-de-France. Enfin, il reprend les **éléments essentiels du contrôle des missions de service public** confiées par le Syndicat aux concessionnaires (GRDF, Enedis/EDF Commerce). Un document de synthèse de 8 pages est joint au rapport.

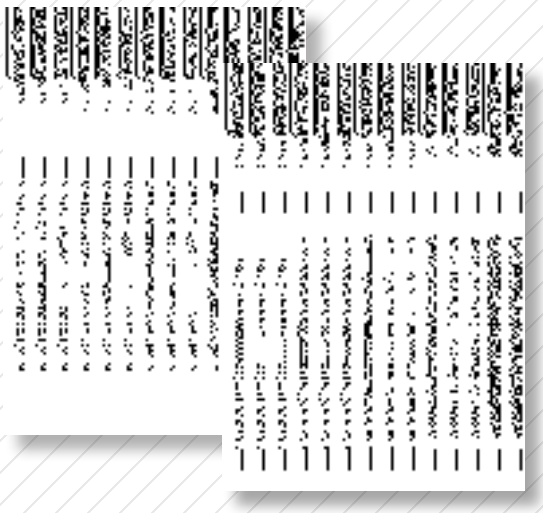


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉSEAUXÉNERGIE

Lettre d'information trimestrielle du Sigeif, RéseauxÉnergie s'adresse principalement aux élus et fonctionnaires des communes adhérentes. Elle traite des principaux sujets d'actualité du Syndicat et du secteur de l'énergie. **Trois numéros ont été édités en 2022**. À la Une, en mars 2022, (n°113) : « Fonds chaleur : le Sigeif interlocuteur unique des collectivités » ; en septembre (n°114) : « L'Europe face à une hausse des prix sans précédent » ; en décembre (n°115) : « Le Sigeif et GRDF ont signé un nouveau contrat de concession. »

Parmi les sujets récurrents abordés dans cette lettre d'information figurent : l'évolution des mobilités propres en Île-de-France, les enjeux autour de la rénovation énergétique des bâtiments, les questions liées à l'efficacité énergétique, à la méthanisation et à la production locale d'énergie... et toute l'actualité des services fournis par le Sigeif (groupement de commandes, achats groupés de gaz, enfouissement des réseaux, innovations, etc.).



RELATIONS PRESSE

La plupart des actions, des manifestations ou des initiatives prises par le Sigeif font l'objet de communiqués de presse et de contacts directs auprès des journalistes. De nombreux sujets ont été traités en 2022, signe de la diversité des actions du Syndicat : signature d'un **contrat chaleur renouvelable (CCR) entre le Sigeif et l'Ademe** en faveur du développement des énergies renouvelables thermiques en Île-de-France ; attribution par le Sigeif et le Syctom d'une concession à l'entreprise Paprec, spécialisée dans la gestion de déchets, pour la conception, la construction et l'exploitation **de l'unité Biométhanisation** dans le port de Gennevilliers ; lancement, **en juin 2022, du projet Biométhanisation Sigeif/Syctom** dans le port de Gennevilliers ; et, enfin, signature, en octobre 2022, du **nouveau contrat de concession entre GRDF et le Sigeif**.

INTERVENTIONS ET PARTICIPATIONS À DES MANIFESTATIONS



En 2022, sous la bannière du Pôle Énergie Île-de-France, le Sigeif était présent aux côtés du Sdesm, du Sdevo, du Sipperec, du Smoys et du Sey 78 au 37e congrès de la FNCCR à Rennes.
Lors de cet événement, quelque 60 conférences (séances plénières, tables rondes, ateliers...) étaient proposées. Les six syndicats d'énergie du Pôle Énergie Île-de-France ont pu y rappeler leurs objectifs de coopération et ont signé une convention de partenariat pour développer des synergies en faveur de la transition énergétique.

En juin, au salon de l'AMIF, le Sigeif était présent sur le stand des Services publics urbains du Grand Paris (SPUGP) qu'il partagea avec le Syctom, le Sipperec, le Sedif, Seine Grands Lacs et le Siaap. Cet événement fut l'occasion de réaffirmer la volonté des six syndicats d'agir ensemble pour les territoires durables et de travailler en synergie pour répondre aux défis de la transition énergétique et écologique.

En octobre, le Sigeif a participé à des ateliers et conférences lors du **36e congrès d'AMORCE**. Organisé en partenariat avec le Syctom, il y a été question d'urgence climatique, de tensions sur les ressources et de pouvoir d'achat. Ce congrès a permis aux acteurs locaux de discuter de ces enjeux et d'échanger sur les projets à mener et les défis à relever localement en matière d'économie circulaire, de transition énergétique et de gestion durable de l'eau. Enfin, le Sigeif est intervenu au **« Sommet de l'Axe Seine »**, présentant en duo avec le Syctom la future unité Biométhanisation.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉDITIONS

La politique éditoriale du Sigeif s'appuie sur des documents techniques ou juridiques, soit pour son propre compte, soit en partenariat avec d'autres syndicats. Ainsi, les **fiches de présentation des CEE** (certificats d'économie d'énergie) ont été réalisées en étroite collaboration avec le Sipperec. En 2022, le Sigeif a édité un quatre pages dédié à la **sobriété énergétique** ; réalisé à l'occasion du passage à l'hiver, il donne des conseils pratiques pour réaliser des économies d'énergie à court terme en matière de chauffage, de ventilation, de climatisation, d'éclairage public, d'informatique ou encore d'organisation du travail… Le Sigeif a également réalisé un **guide d'utilisation des bornes de recharge** pour véhicules électriques (localisation des bornes, recharge selon les besoins, moyens de paiement, tarifs, etc.). Enfin, à l'occasion du 36e congrès de la FNCCR, le Sigeif a diffusé un document de six pages de **présentation du Pôle Énergie Île-de-France :** « La transition énergétique en actions », qui rappelle les objectifs du pôle.

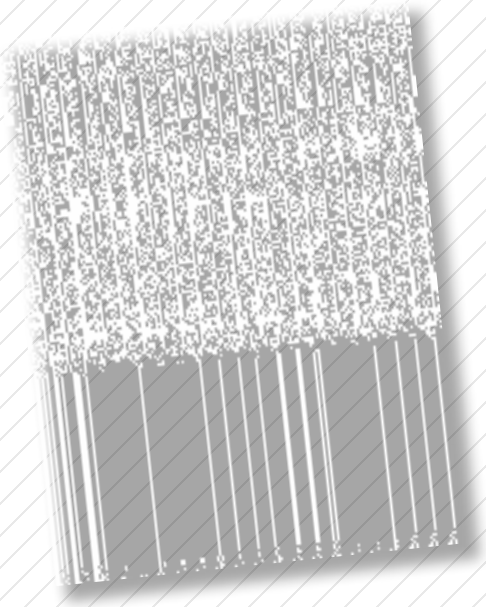


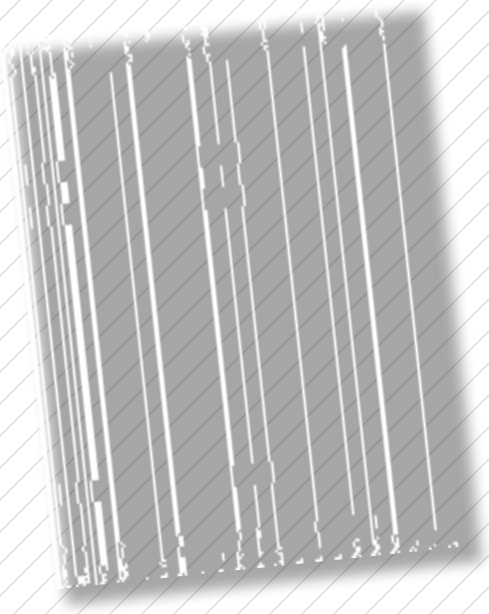




ANNONCES PRESSE

Dans un contexte de crise énergétique, le Sigeif, associé aux autres syndicats d'énergie du Pôle Énergie Île-de-France, a publié **deux annonces presse dans *Le Parisien,*** édition Île-de-France. L'une sur le thème de la sobriété électrique (19 octobre) et l'autre sur la mobilité électrique (22 novembre).





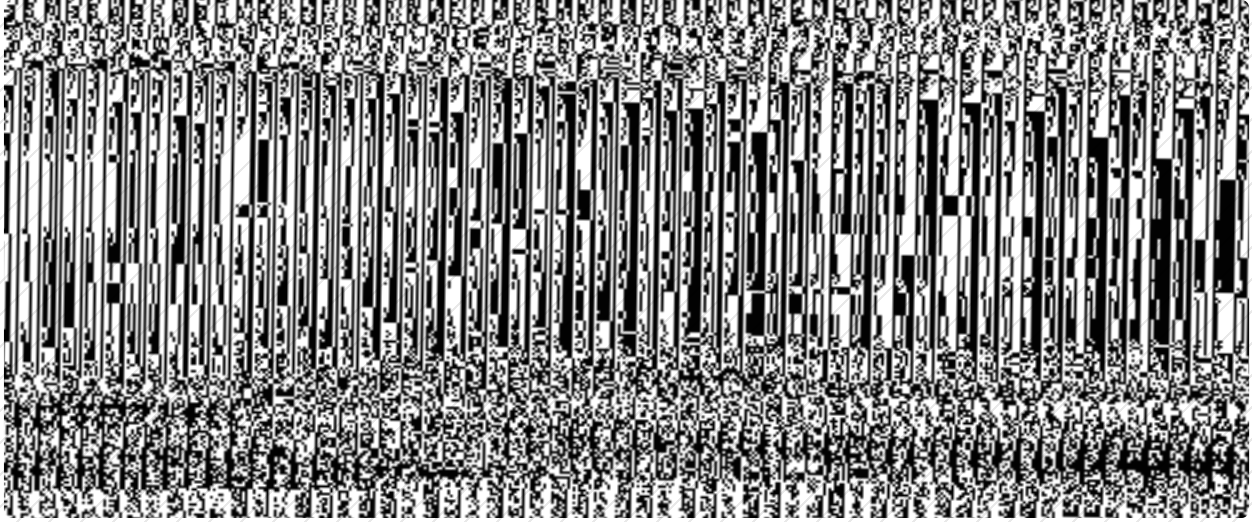
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉTUDE DE SATISFACTION AUPRÈS DES CLIENTS-USAGERS

Communiquer c'est aussi « prendre le pouls » de l'opinion, rester au contact des besoins et des aspirations des « clients-usagers ».

Tous les deux ans, à la demande du Sigeif, l'Ifop mène une étude de satisfaction des clients de l'électricité et du gaz, menée dans les communes du Syndicat à partir de deux échantillons de **1 000 consommateurs**. Ce sondage évalue la qualité de service rendu, telle que perçue par les « clients-usagers ». Il aborde aussi des questions d'actualité, comme la mobilité propre ou la crise climatique.

Les résultats de la dernière étude, conduite en décembre 2021, ont été présentés début 2022. L'enquête montre que l'ouverture à la concurrence reste perçue favorablement, notamment en ce qui concerne le service à la clientèle. En revanche, le **prix de l'énergie** est toujours perçu comme trop élevé. Paradoxe : si la quasi-totalité des usagers misent sur le renforcement thermique des bâtiments pour **lutter contre le réchauffement climatique (95 % des réponses)**, à peine une personne interrogée sur dix envisage d'effectuer des travaux de rénovation énergétique à court terme.



LE BUDGET DU SYNDICAT

L'organisation et les moyens du Sigeif sont adaptés à ses missions de garant de la continuité et de la qualité du service public du gaz et de l'électricité. Ils lui permettent aussi de développer de nouveaux services : mobilités propres, production d'énergies renouvelables, outils d'aide à la rénovation énergétique, groupement d'achats, contrôle et collecte de la TCCFE…

LES RECETTES

Le Syndicat ne perçoit aucune recette fiscale.

Ses ressources financières proviennent notamment des redevances versées par ses concessionnaires, dans le cadre des conventions de concession de distribution publique, respectivement signées le 28 octobre 2022 avec GRDF pour le gaz, et le 18 octobre 2019 avec Enedis/EDF Commerce pour l'électricité.

À ces redevances s'ajoutent les cotisations des membres du groupement de commandes d'achat de gaz naturel et de services d'efficacité énergétique, le produit de la TCCFE – reversé aux communes –, la récupération de frais de maîtrise d'ouvrage, les recettes d'exploitation du réseau des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et différentes subventions versées par la Région Île-de-France, le programme Advenir et l'Ademe.

Toutes sections confondues, y compris les excédents de 13,47 millions d'euros constatés fin 2021, l'exécution du budget 2022 fait apparaître un total de 64,99 millions d'euros de recettes.

En 2022, les produits du budget se déclinent en trois volets.

LES REDEVANCES POUR LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DES ÉNERGIES

Les redevances de fonctionnement

Ces redevances (R1) permettent au Syndicat d'exercer le contrôle des missions de service public confiées aux concessionnaires GRDF et Enedis/EDF Commerce. Elles dépendent principalement de la longueur des réseaux, de la population des concessions et de la durée des contrats conclus.

En 2022, le montant perçu par le Sigeif s'élève à 5,68 millions d'euros : 4,04 millions d'euros (contre 3,22 en 2021, augmentation liée aux nouvelles modalités du nouveau contrat de concession), pour les 188 collectivités desservies en gaz naturel, et 1,64 million d'euros (1,56 en 2021) pour les 66 collectivités adhérant à la compétence électricité.

La redevance d'investissement électricité

Liée aux travaux réalisés par les communes membres et par le Sigeif sur les ouvrages d'éclairage public et les réseaux de distribution d'électricité, la redevance d'investissement (R2) s'élevait en 2022 à 2,79 millions d'euros, dont :

- 1,51 million d'euros (1,49 million d'euros en 2021) pour l'éclairage public, les investissements des collectivités totalisant près de 13,3 millions d'euros hors taxes (contre 16,7 millions d'euros l'année précédente).
- 1,28 million d'euros (1,30 million en 2021), correspondant aux opérations d'effacement des réseaux de distribution publique. Le montant total de ces travaux, mandatés en majeure partie lors de l'exercice 2020, s'élève à 4,9 millions d'euros hors taxes (contre 5,2 millions d'euros l'année précédente).

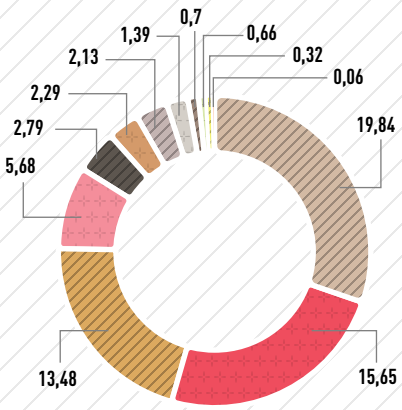
LES RECETTES D'EXPLOITATION DU RÉSEAU PUBLIC DE BORNES ÉLECTRIQUES

Perçues par le Sigeif, dans le cadre de l'exploitation de son réseau de bornes de recharge électrique déployé sur son territoire, les recettes se sont élevées en 2022 à 0,70 million d'euros. En très forte progression, par rapport aux années précédentes, ces recettes proviennent intégralement des usagers et sont collectées par Izivia avant leur versement au Sigeif. Près de 150 000 sessions de recharge ont été facturées en 2022.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RECETTES CONSOLIDÉES

EN MILLIONS D'EUROS



64,99 M€

- TCCFE
- Travaux d'enfouissement
- Excédent 2021 reporté
- Redevances de fonctionnement R1
- Redevances d'investissement R2
- Dotation aux amortissements
- Excédent 2021 capitalisé
- Groupement de commandes
- Exploitation IRVE
- Autres recettes
- Ademe - Contrat chaleur renouvelabe
- Recettes d'ordre

REDEVANCES 2022

R1 FONCTIONNEMENT

5 677 615 euros,
dont
4 038 822 euros
en gaz
1 638 793 euros
en électricité

Ces recettes permettent au Sigeif d'équilibrer une partie des dépenses d'exploitation, telles que les factures d'électricité, la supervision, la maintenance et les redevances d'occupation du domaine public sur les départementales.

LES AUTRES RECETTES

Fonctionnement
Les recettes de fonctionnement sont constituées du produit de la TCCFE, pour 19,84 millions d'euros (dont 19,64 reversés aux communes et 200 000 euros conservés par le Sigeif pour couvrir ses frais de collecte et de contrôle), des cotisations du groupement de commandes d'achat de gaz, des subventions allouées par l'Ademe, dans le cadre du contrat chaleur renouvelable, et autres produits, pour 2,37 millions d'euros.

Les recettes liées aux frais de maîtrise d'ouvrage, aux produits exceptionnels et produits divers complètent ces recettes, pour 0,66 million d'euros.

Investissement
Ces recettes sont issues en partie de l'excédent 2021 capitalisé (2,13 millions d'euros) et de la dotation aux amortissements (2,29 millions d'euros). Viennent ensuite, dans le cadre des travaux d'enfouissement des réseaux de communications électroniques, les participations et avances perçues directement auprès des collectivités adhérentes, pour 11,24 millions d'euros, la participation du concessionnaire Enedis aux travaux d'enfouissement des réseaux électriques basse tension, pour 3,75 millions d'euros, ainsi que diverses recettes d'investissement, pour 0,06 million d'euros. S'ajoutent, enfin, les excédents de fonctionnement et d'investissement 2021 reportés (13,48 millions d'euros).

R2 INVESTISSEMENT ÉLECTRICITÉ

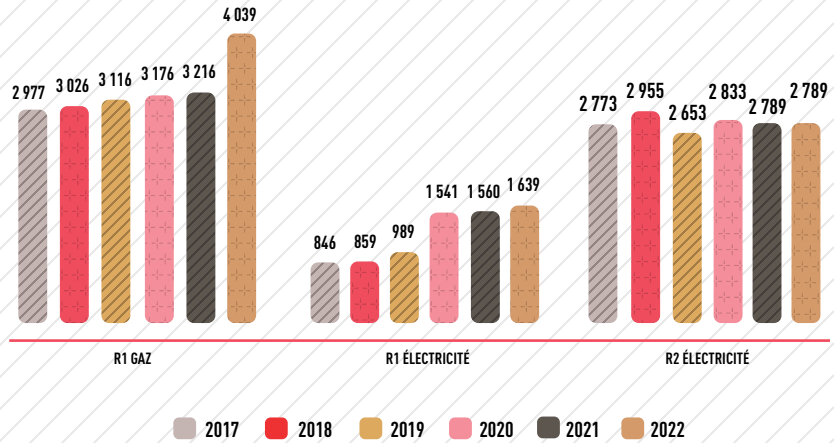
2 788 608 euros,
dont
1 507 260 euros
au titre des travaux d'éclairage public *
1 281 347 euros
au titre des travaux d'enfouissement **

** 54 communes bénéficiaires sur 66*
*** 21 communes concernées sur 66*

« L'exécution du budget 2022 fait apparaître un total de 64,99 millions d'euros de recettes. »

ÉVOLUTION DES REDEVANCES DE CONCESSION

EN MILLIERS D'EUROS



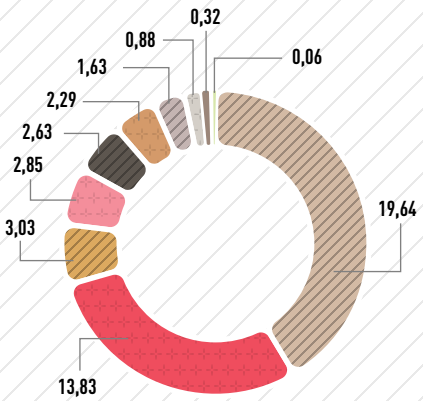
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES DÉPENSES

Dans la section de fonctionnement, les dépenses se répartissent entre les charges liées à l'activité du Syndicat et le reversement aux communes du produit de la TCCFE. En investissement, ces dépenses concernent la réalisation des travaux d'enfouissement, la production d'énergies renouvelables, la pose d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et diverses subventions versées aux communes adhérentes. En 2022, le montant total des dépenses s'élevait à 47,16 millions d'euros.

DÉPENSES CONSOLIDÉES

EN MILLIONS D'EUROS



47,16 M€

- TCCFE
- Travaux d'enfouissement (réseaux BT et communications électroniques)
- Charges de personnel
- IRVE / photovoltaïque / méthanisation
- Subventions aux communes (R2, plan d'aide...) / Coopération décentralisée
- Dotation aux amortissements
- Fonctionnement général, services supports, communication
- Siège social du Sigeif : acquisition de nouveaux bureaux et équipements
- Contrôle concessions / groupement de commandes
- Dépenses d'ordre

FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées en 2022 à 25,72 millions d'euros. 19,64 millions sont consacrés au reversement du produit de la TCCFE, perçu pour le compte des communes. Pour les 6,08 millions d'euros restants, les principaux postes budgétaires se répartissent de la manière suivante :

- les charges de personnel s'élèvent en 2022 à 3,03 millions d'euros, pour un effectif de 33 personnes et les dépenses de fonctionnement général, des services supports et de la communication à 1,63 million d'euros ;
- les dépenses relatives aux contrôles des concessions, au groupement de commandes d'achat de gaz et à divers services aux communes à 320 000 euros ;
- les IRVE (infrastructures de recharge pour véhicules électriques) et les projets de transition énergétique et d'innovation à 1,24 million d'euros.



« En 2022, le montant total des dépenses s'élevait à 47,16 millions d'euros, dont près de 20 millions sont consacrés au reversement de la TCCFE. »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

INVESTISSEMENT

En 2022, le Sigeif a consacré 19,09 millions d'euros aux dépenses réelles d'investissement (contre 15,75 millions en 2021).

Les opérations d'enfouissement des réseaux de communications électroniques, réalisées pour le compte des communes membres (8,41 millions d'euros), et les travaux d'enfouissement des réseaux électriques basse tension, réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Sigeif (5,42 millions d'euros), restent les deux premiers postes de dépenses du Syndicat. Viennent ensuite le versement aux communes (ou communautés d'agglomération) de la redevance d'électricité R2, ainsi que différentes subventions d'investissement (2,54 millions d'euros).

À cela s'ajoutent les investissements de pose et de maintenance des bornes de recharge électrique, déployées sur le territoire du Syndicat (1,58 million d'euros), et l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture (57 000 euros).

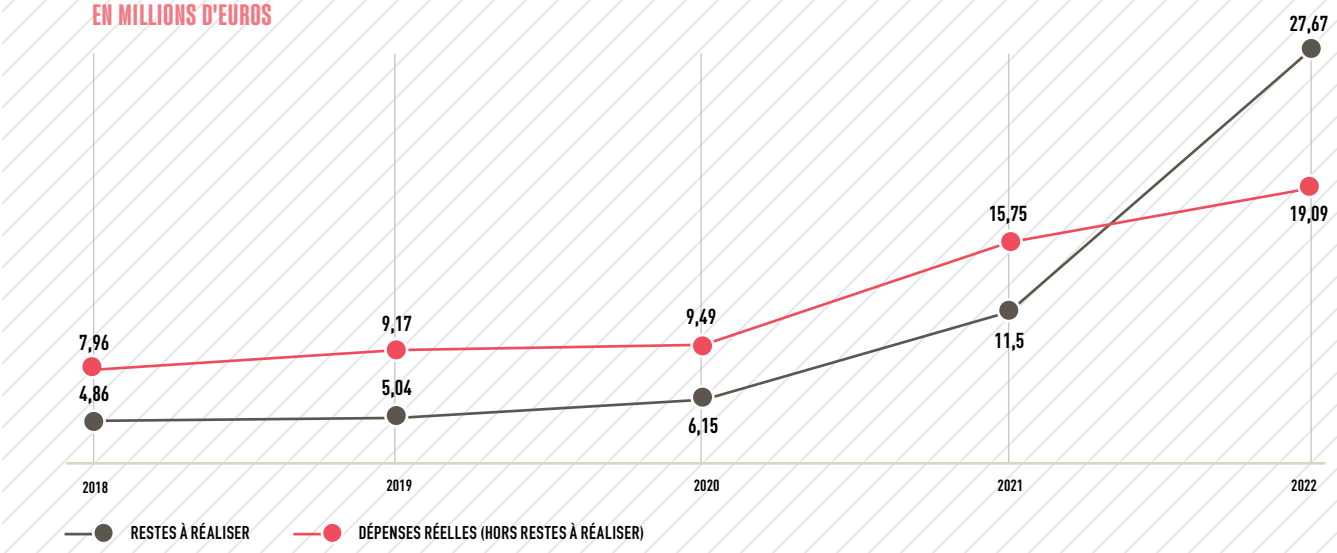
Les dépenses consacrées à la coopération décentralisée et à l'acquisition de nouveaux bureaux, rue de Monceau, et à divers équipements pour le siège social du Sigeif, représentent 0,98 million d'euros. Diverses études ont été menées, pour un montant de 90 000 euros.

À la fin de l'exercice, le Syndicat comptabilise 27,67 millions d'euros de « restes à réaliser », concernant essentiellement les opérations d'enfouissement de réseaux électriques et la pose des infrastructures de recharge électrique engagées et non soldées.
En 2022, le résultat net de clôture en fonctionnement s'élève à 3,36 millions d'euros, déduction faite des « restes à réaliser ». ⊹



⊹ DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT ET RESTES À RÉALISER

EN MILLIONS D'EUROS

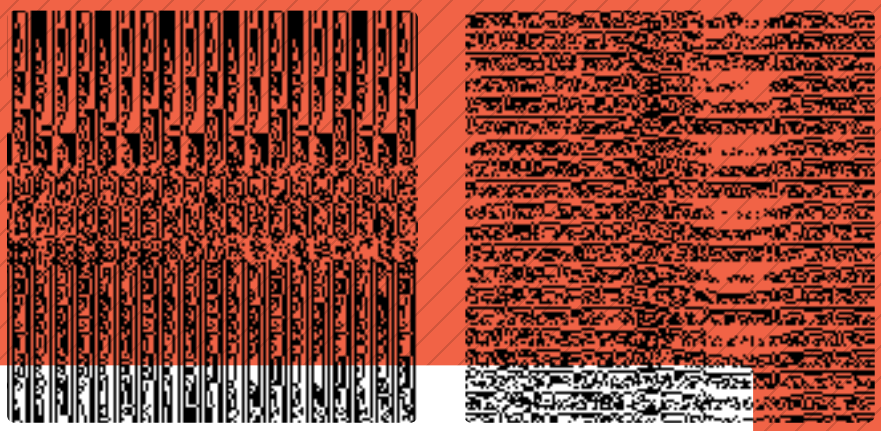


En 2022, sur les 19,09 millions d'euros consacrés aux dépenses réelles d'investissement, 13,83 millions concernent les travaux d'enfouissement des réseaux électriques BT, sous maîtrise d'ouvrage du Sigeif, et de communications électroniques ou d'éclairage public pour le compte des communes, et 1,56 million pour la pose des IRVE. Quant aux 27,67 millions d'euros de "restes à réaliser", 5,7 millions d'euros ont été consacrés à l'enfouissement des réseaux électriques BT et 17,6 millions aux travaux de communications électroniques. 1,36 million ont été affectés aux études pour le schéma directeur et la pose des IRVE.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

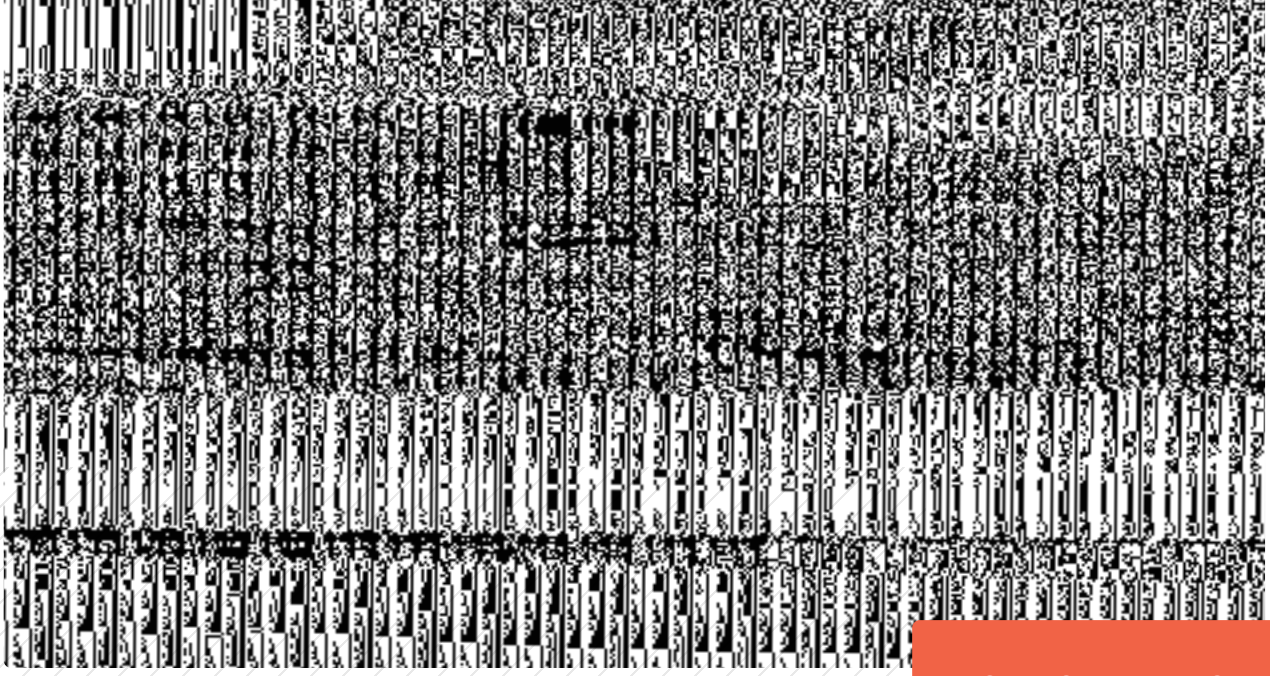
LES ACTIONS DE DÉCARBONATION

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



La loi Énergie-climat (2019) a fixé à la France un objectif de neutralité carbone en 2050. Il se traduit par une ambitieuse transition bas carbone, qui concerne tous les secteurs d'activité, à commencer par ceux des transports, du logement et de la production d'énergie. En Île-de-France, une stratégie énergie-climat a été déclinée, qui intègre les objectifs 100 % EnR et zéro carbone à cette même échéance. Par-delà ses missions historiques, le Sigeif s'inscrit dans cette perspective en développant des actions qui contribuent à améliorer la qualité de l'air et la réduction des émissions de gaz à effet de serre (mobilités propres, maîtrise des consommations). Enfin, il se mobilise pour développer la production locale d'énergies, notamment le biométhane et l'électricité photovoltaïque. ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

LE SIGEIF, 1ER RÉSEAU PUBLIC DE BORNES ÉLECTRIQUES EN ÎLE-DE-FRANCE*

FIN 2022, 769 POINTS DE RECHARGE MIS EN SERVICE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF

Depuis la pose de sa première borne à La Celle-Saint-Cloud (78) en 2019, le réseau d'IRVE (infrastructure de recharge pour véhicules électriques) du Sigeif participe à l'évolution nationale en forte croissance.
À la fin 2022, 769 points de recharge étaient en service, déployés sur 101 communes, avec objectif de proposer un service public de la recharge dans les zones denses et moins denses en Île-de-France.
Les 215 000 recharges enregistrées, contre 53 000 en 2021, sur tout le réseau, s'effectuent sur quatre catégories de bornes à dispositiondes « électromobilistes » .

Cette tendance reflète l'évolution nationale : les Français acquièrent de plus en plus de véhicules électriques et hybrides rechargeables, s'intéressant de moins en moins aux modèles roulant à l'essence et, *a fortiori*, au diesel. Sur l'ensemble de l'année 2022, 346 875 véhicules électriques et hybrides rechargeables (particuliers et utilitaires) ont été mis à la route, dont 219 755 modèles 100 % électriques.
Cela reste encore modeste dans un parc qui compte 32 millions de voitures, mais l'évolution est probablement durable, l'interdiction des ventes de voitures à essence et diesel en 2035 favorisant ce renouvellement.
Les investissements dans les infrastructures accompagnent cette évolution : il est désormais facile de recharger son véhicule en tous points ou presque du territoire.

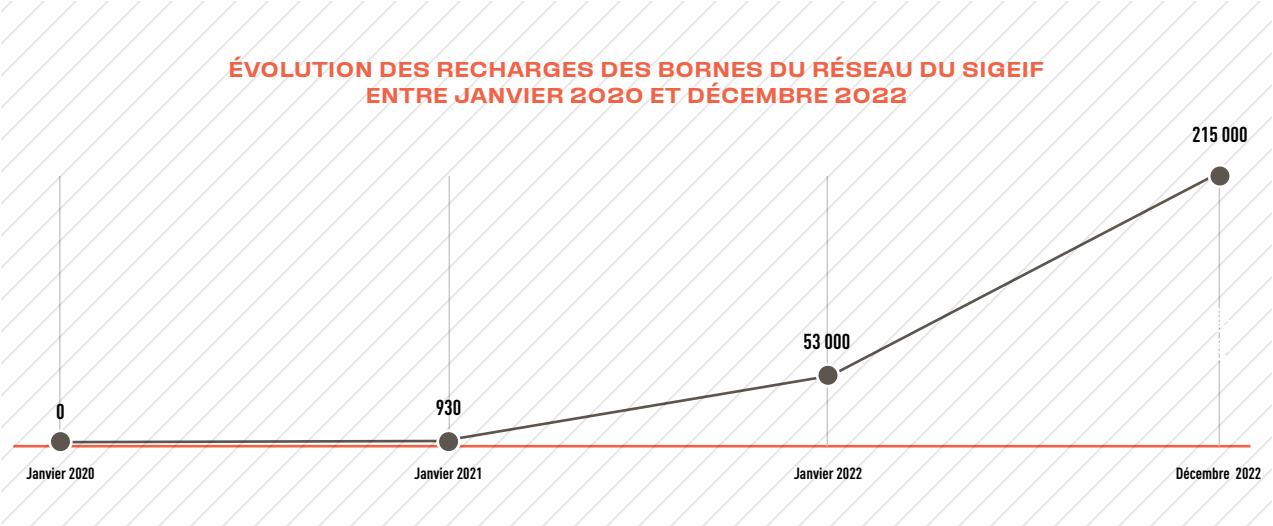
BORNE 24 KW ET 50 KW EN COURANT CONTINU : L'INNOVATION AU SERVICE DES USAGERS



Le bon service de recharge au bon endroit : pour y parvenir, le Sigeif déploie de nouvelles bornes, délivrant jusqu'à 50 kW en courant continu. Elles complètent les bornes « classiques », d'une puissance de 7 ou 22 kW en courant alternatif. Ce saut technologique réduit fortement le temps d'attente des usagers. Plusieurs bornes de ce type sont déjà en service ; les plus récentes ont été implantées en 2022, notamment à Noisy-le-Grand, Châtillon, Boulogne-Billancourt, Clichy-la-Garenne… ⊹

* Hors Paris.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



100 000 BORNES ÉLECTRIQUES INSTALLÉES MI-2023 SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

En quelques années, le secteur de la mobilité électrique a engrangé de considérables progrès techniques, notamment dans les batteries, dont l'autonomie va croissant. Mais le soutien public est encore nécessaire pour lever deux obstacles : le coût d'achat élevé et la crainte de la panne, faute d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE).

En France, le soutien à la mobilité électrique est global. Il s'attache aux véhicules (primes à l'achat) comme aux infrastructures (AMI de l'Ademe, taux de réfaction…). En s'inscrivant dans la norme européenne, la loi d'Orientation des mobilités (2019) vise le ratio d'une borne publique pour dix véhicules électriques. Pour cela, environ 100 000 bornes publiques devraient être disponibles courant 2023 [1].

Au 31 décembre 2022, il y avait 15 677 points de recharge accessibles au public en Île-de-France, dont 769 déployés par le Sigeif. Compte tenu de sa population, le territoire francilien reste encore sous-équipé, d'autant plus que le maillage actuel est largement concentré dans la capitale, qui accueille près de la moitié des bornes.

LE SIGEIF DÉVELOPPE UN LARGE RÉSEAU DE BORNES ÉLECTRIQUES

Pour accompagner les communes dans leur politique de mobilité, le Sigeif a créé une offre attractive, en réponse d'abord au « vide » lié à la fin d'Autolib', puis en créant un service « clés en main » pour l'installation, l'entretien et l'exploitation d'IRVE.

Ce service est assorti d'un schéma d'implantation cohérent avec les bornes existantes, adapté à toutes les communes et aux besoins des utilisateurs.

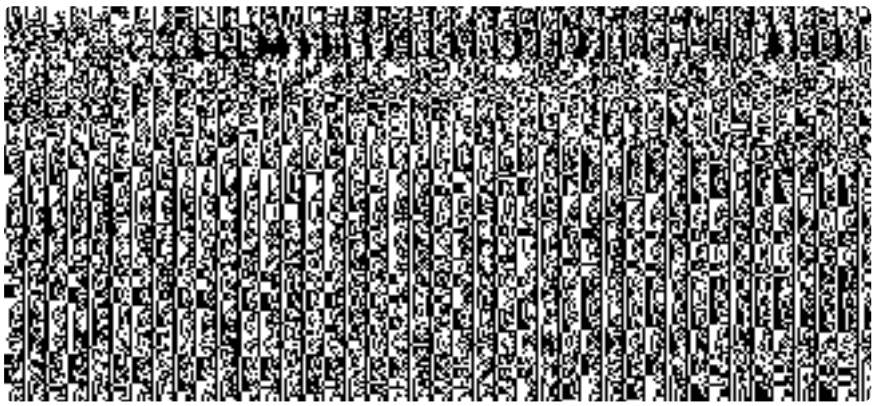
LE SERVICE CLÉS EN MAIN PROPOSÉ PAR LE SIGEIF

Le Sigeif a opté pour une stratégie raisonnée, à l'écoute du marché et des utilisateurs, par un déploiement progressif des infrastructures, tenant compte de la rapidité des évolutions techniques et de la multiplicité des acteurs.

SDIRVE : LE SIGEIF SE PROJETTE EN 2028

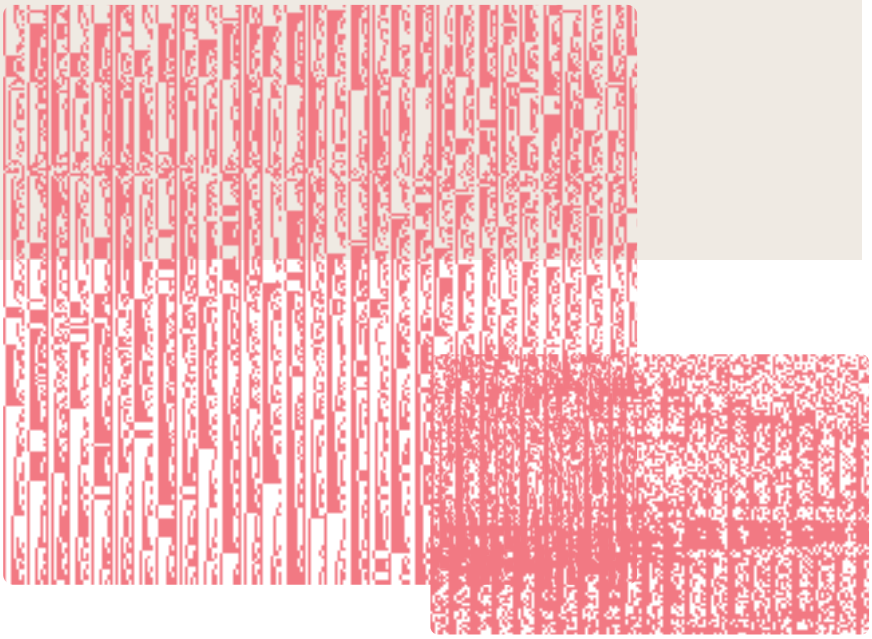


En octobre 2022, le Sigeif lance la réalisation de son schéma directeur des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (SDIRVE). Ce document planifie les déploiements du réseau du Sigeif à l'échelle de son territoire, en cohérence avec ceux des autres acteurs publics et privés. Il complète aussi les schémas d'implantation préalablement réalisés, en concertation avec les villes. Objectif d'ici à 2028, mettre en service 3 200 points de recharge en couvrant les zones denses et moins denses. Son adoption est prévue au premier semestre 2023.



(1) Le cap des 100 000 recharges a été atteint en mai 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Les collectivités intéressées peuvent lui transférer la compétence relative aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE). Le Sigeif est ensuite habilité à déployer, comme maître d'ouvrage, un service clés en main, dédié à l'installation, l'entretien et l'exploitation des infrastructures en voie publique.

LE SOUTIEN FINANCIER DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE ET DU PROGRAMME ADVENIR

La Région Île-de-France subventionne le déploiement des IRVE, par la labellisation des bornes et un accompagnement financier des maîtres d'ouvrage, pour les études stratégiques d'implantation et les plans d'action associés.

Depuis 2019, le Sigeif bénéficie du soutien financier de la Région et fait régulièrement labelliser les bornes déployées. Le Sigeif sollicite également le programme national Advenir grâce auquel il a bénéficié, en 2022, de 940 000 euros d'aide.

Par son expérience de la maîtrise d'ouvrage de travaux sur les réseaux électriques, son expertise de la mobilité propre et son vaste territoire, le Sigeif développe un maillage cohérent de bornes de recharge, en liaison avec chaque collectivité concernée.
Le financement du programme est assumé à 100 % par le Sigeif, qui se charge de solliciter les aides financières auprès d'autres partenaires.

Le Syndicat a enrichi son expertise grâce à différentes études, menées avec des bureaux d'études reconnus (Carbone 4, Solstyce, Inddigo, AEC).
Il a, par ailleurs, effectué un large travail de référencement incluant les acteurs directs de la mobilité, les professionnels (VTC, constructeurs automobiles, réseaux européens de recharge, etc.), sans oublier les particuliers, représentés par la Fédération des associations d'usagers (FFAUVE).

UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR OPTIMISER LE DÉPLOIEMENT DES BORNES

Innovation majeure, un groupement de commandes entre le Sigeif et Enedis coordonne les opérations des deux maîtres d'ouvrage.

Le Sigeif agit ainsi pour déployer et exploiter les IRVE, et Enedis pour leur raccordement. Via un groupement réunissant Izivia, filiale à 100 % d'EDF, et la BIR, entreprise spécialisée dans les travaux d'installation de réseaux souterrains, un responsable unique est désigné.

Il est chargé d'installer les bornes de recharge, optimiser les délais et la qualité des chantiers. Le Sigeif informe régulièrement les communes des avancées du projet et organise des groupes de travail, afin d'échanger sur des sujets techniques ou pratiques, comme la grille tarifaire.

LES BORNES EN QUELQUES CHIFFRES

82 107
points de recharge ouverts au public au 31 décembre 2022,

dont 15 667
en Île-de-France,

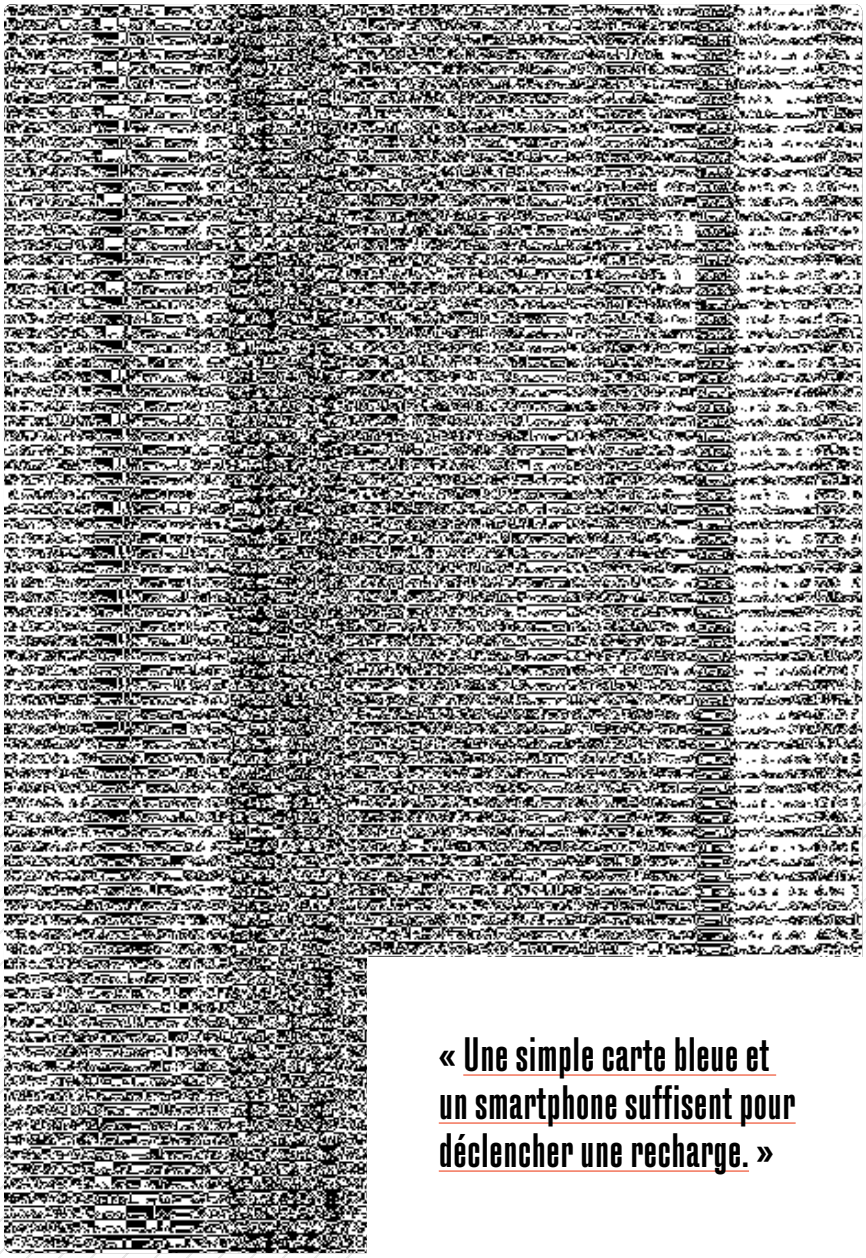
soit + 53 %
de hausse du nombre de points de recharge ouverts au public en un an

128
points de recharge en moyenne

pour 100 000
habitants

En décembre 2021,
53 667
points de recharge étaient comptabilisés

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



« Une simple carte bleue et un smartphone suffisent pour déclencher une recharge. »

UN RÉSEAU FACILEMENT ACCESSIBLE

L'ouverture du réseau à tous, usagers ou opérateurs, permet à chacun un accès simplifié au juste prix.

Une simple carte bleue et un smartphone suffisent pour déclencher une recharge, même si les cartes des opérateurs de mobilité (Izivia, Chargemap, Digital Charging Solution, Freshmile, Be:MO…) restent les plus fréquemment utilisées. Le choix du Sigeif de garantir l'itinérance [1] est ainsi pertinent.

UNE DISPONIBILITÉ OPTIMALE

Chaque borne est suivie à distance afin de connaître son état à tout instant, de pouvoir intervenir à distance ou de déclencher une intervention sur place. Une plateforme téléphonique est disponible 24 h/24 et 7 j/7, permettant ainsi de répondre aux questions et aux problèmes rencontrés par les usagers. En 2022, 9 600 appels ont été traités, avec un temps d'attente autour d'une minute. Un programme annuel est également mis en place pour assurer une maintenance préventive.

RECHARGE : TROIS PALIERS DE PUISSANCE

NORMALE

Jusqu'à 22 kVA, plusieurs heures de recharge.

ACCÉLÉRÉE

Jusqu'à 24 kVA, une à deux heures de recharge.

RAPIDE

50 kVA et plus, quelques dizaines de minutes de recharge.

La recharge moyenne du réseau du Syndicat permet aux usagers de récupérer 100 km en une recharge de 2 h depuis une borne à 7 kW, de 1 h 30 depuis une borne à 22 kW, de moins de 1 h depuis une borne à 24 kW, et 20 min depuis une borne à 50 kW.

(1) L'itinérance de la recharge (en anglais *« Charging Service Roaming »)* est la faculté pour l'utilisateur, titulaire d'un contrat ou d'un abonnement avec un opérateur de mobilité, d'utiliser les réseaux de recharge de différents aménageurs, sans inscription préalable auprès de l'opérateur d'infrastructure de recharge du réseau dont il utilise ponctuellement le service de recharge, en ayant accès à la recharge et au paiement du service par l'intermédiaire de son opérateur de mobilité (source : Afirev).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE SIGEIF, ACTEUR DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE DU FUTUR

Pour anticiper les évolutions technologiques de l'« électromobilité », le Sigeif participe à trois programmes de recherche.

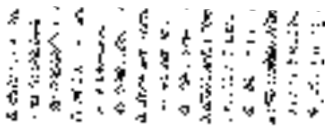
IN'VESTCO

Depuis fin 2020, le Sigeif et Enedis participent à une expérimentation en lien avec la mobilité électrique, portée par la société Eqinov, financée par la Région Île-de-France. Dans le cadre d'un projet plus large nommé In'vestco, il s'agit de tester la flexibilité des consommations pour équilibrer production et demande d'électricité.

La flexibilité de consommation et de production d'électricité des véhicules est également étudiée afin d'estimer sa valeur économique. À cet effet, le Sigeif met à disposition d'Eqinov les données issues de ses IRVE ; des tests en conditions réelles de pilotage sont réalisés.

L'approche tient compte des contraintes d'utilisation des infrastructures : besoin des consommateurs, coût d'approvisionnement en électricité, contrainte de puissance de sollicitation sur le site, etc. Les résultats de l'étude sont restitués au Sigeif et à Enedis.

AVENIR



Le projet « aVEnir » (accompagnons le Véhicule Électrique avec la nécessaire intelligence de la recharge) met au point les situations de pilotage des IRVE en conditions réelles, assurant les interfaces avec le réseau public de distribution d'électricité.

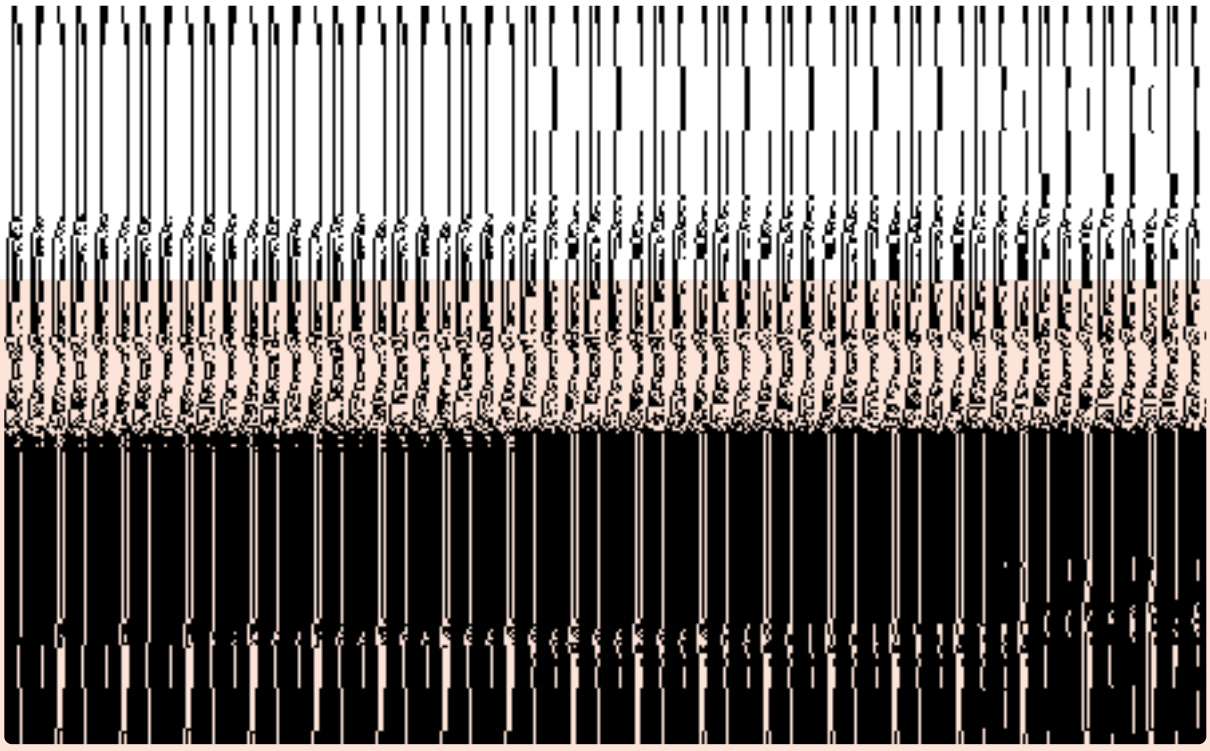
Il est soutenu par l'Ademe et contribue à créer les conditions du développement de la mobilité électrique à grande échelle.

C'est un projet collectif réunissant Enedis et douze partenaires industriels et académiques (groupe Renault, groupe PSA, Izivia, E55C, Schneider Electric, Total EV charge, Dreev, Gireve, Trialog, Université Grenoble-Alpes, Aix-Marseille Université, Total R&D) représentant les métiers majeurs et les experts de la filière française de la mobilité électrique. Le Sigeif y participe depuis 2022 en partageant les données de son réseau.

MOBENA

Lancé en juillet 2020 par les principales organisations de l'écosystème de la mobilité électrique, le projet MOBENA entend simplifier l'expérience utilisateur, grâce à l'interopérabilité des systèmes de recharge et le déploiement d'une nouvelle génération de systèmes informatiques dans le marché français. Coordonné par l'institut VEDECOM, le projet rassemble des industriels : la PFA (Plateforme française de l'automobile), l'AVERE (Association nationale pour le développement de la mobilité électrique), l'AFIREV (Association française pour l'itinérance de la recharge électrique, le GIMELEC (Groupement des entreprises de la filière électronumérique française), l'UFE (Union française de l'électricité) et l'institut VEDECOM (institution de transition énergétique dédiée à la recherche et à l'innovation sur la mobilité du futur et membre des FIT – French institutes of technology).

Le Sigeif est déjà identifié comme partenaire institutionnel et décideur public pour les phases opérationnelles du projet, les premières phases ne concernant que les instituts de recherche et les industriels.

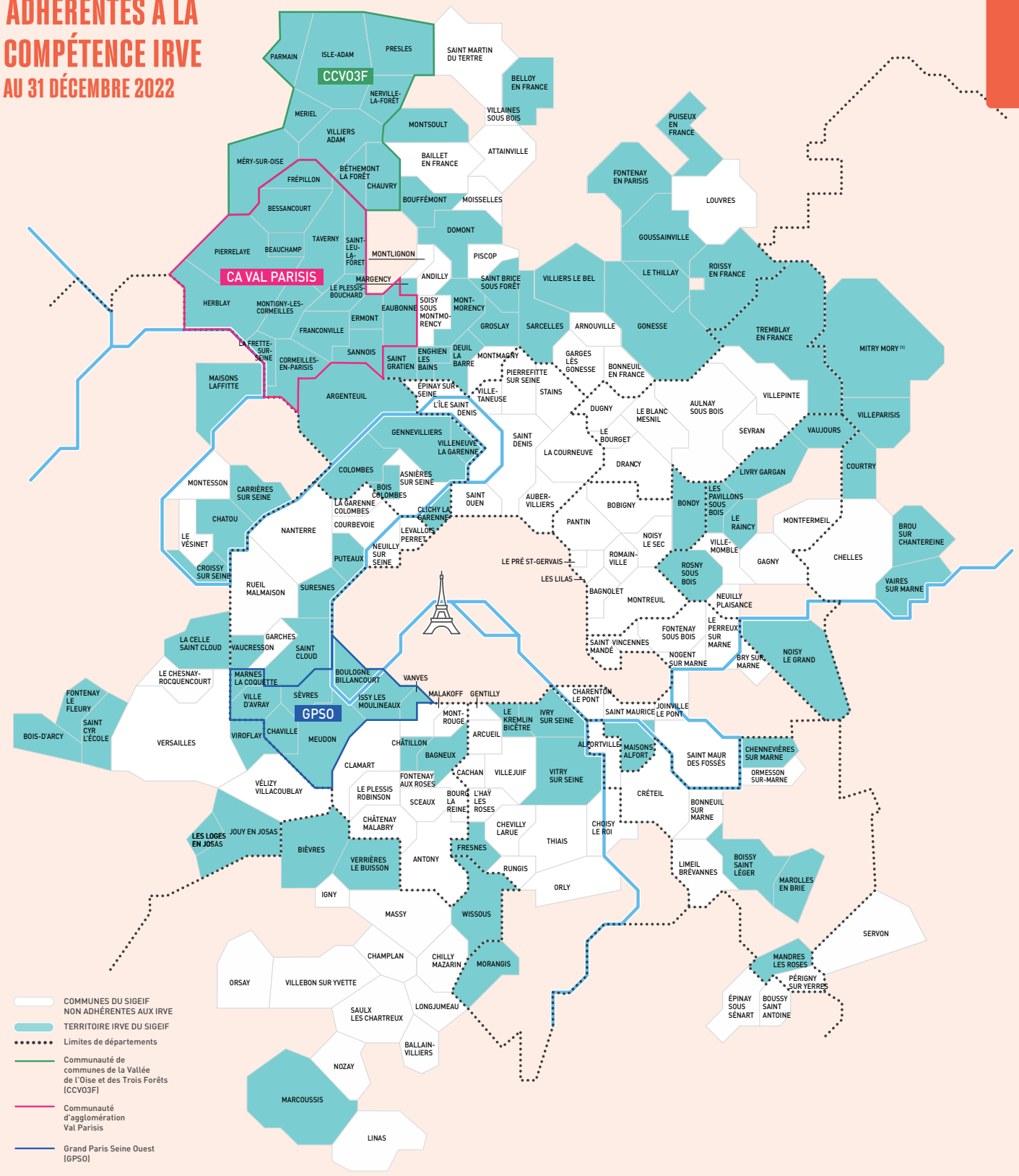


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Le réseau d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) du Sigeif compte, **à fin décembre 2022, 769 points de recharge, 1 000 sont attendus fin 2023**. Le service clés en main proposé aux collectivités ayant délégué leur compétence est pris en charge à 100 % par le Syndicat, avec le soutien financier de la Région Île-de-France et le programme Advenir.

101 COMMUNES ADHÉRENTES À LA COMPÉTENCE IRVE AU 31 DÉCEMBRE 2022



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MOBILITÉ GAZ

LE GNV/BIO-GNV, UNE MOBILITÉ PROPRE EN ÎLE-DE-FRANCE

LA QUALITÉ DE L'AIR ET LES ÉMISSIONS DE CO_2, DES ENJEUX CAPITAUX POUR L'ÎLE-DE-FRANCE

La qualité de l'air est un enjeu primordial de santé publique. Or, le secteur des transports reste la première source de gaz à effet de serre de la région Île-de-France, et il représente un tiers des émissions au niveau national. Leur réduction est donc un enjeu prioritaire.

Pour les collectivités, plusieurs leviers sont disponibles : soutien aux mobilités « propres », restriction de circulation des véhicules les plus polluants…

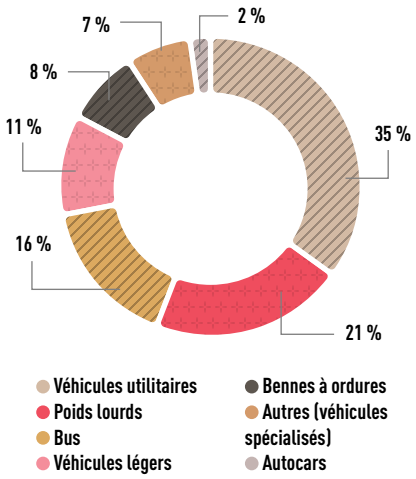
Ainsi, anticipant l'interdiction à la vente des véhicules à essence et au diesel en Europe en 2035, la mairie de Paris envisage d'en restreindre l'utilisation intra-muros : dès 2024 pour le diesel, en 2030 pour les véhicules à essence.

En application de la loi d'Orientation des mobilités, la création de zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m) dans les métropoles accroît ces obligations. L'accès aux ZFE-m est progressivement interdit aux véhicules les plus polluants, répertoriés par les vignettes Crit'Air, de 1 à 5 : interdiction aux véhicules dont les vignettes courent de 3 à 5 dès 2023, puis à celles balisées 2 dès 2024 [1]. Dans le Grand Paris, la ZFE-m concerne 77 communes, situées dans tout ou partie du périmètre de l'A86 : 5,61 millions d'habitants sont concernés.

Pour aider les habitants et les professionnels franciliens à anticiper ces échéances, les acteurs publics proposent plusieurs solutions alternatives. Il s'agit, par exemple, d'inciter les entreprises à changer la motorisation de leurs véhicules, par des aides à la conversion et l'allocation de bonus écologiques.

En Île-de-France, l'acquisition d'un utilitaire électrique peut ainsi bénéficier d'aides allant jusqu'à 12 500 euros, et jusqu'à 18 000 euros pour un ménage modeste.

PARC DE VÉHICULES ROULANT AU GNV/ BIO-GNV EN FRANCE (FIN NOVEMBRE 2022)



En parallèle, le Sigeif s'emploie à déployer des infrastructures facilitant l'utilisation de ces véhicules propres. Il en est ainsi des stations d'avitaillement en GNV et bio-GNV de la Sem Sigeif Mobilités, principalement destinées aux flottes de poids lourds.

RÉDUIRE DE 40 % LES ÉMISSIONS DE CO_2 EN 2030

L'action du Sigeif s'inscrit dans un double cadre législatif. Le premier est celui dressé par la loi de Transition énergétique pour la croissance verte (2015), qui impose à la fois une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 et une augmentation de la part des énergies renouvelables (plus de 30 %) dans la consommation finale d'énergie. Le second découle de la loi d'Orientation des mobilités (dite loi LOM) et vise l'objectif de neutralité carbone des transports terrestres d'ici 2050, en interdisant notamment les ventes de voitures à énergies fossiles carbonées (essence ou diesel) d'ici 2040, tout en imposant des zones à faibles émissions – mobilité (ZFE-m).

Dans ce cadre rigoureux, la mobilité gaz naturel véhicule (GNV) s'impose comme une alternative vertueuse, techniquement et économiquement viable à grande échelle, et adaptée aux besoins des flottes privées et collectives.

(1) **NDLR : le 18 juin 2022,** les eurodéputés ont validé la proposition de la Commission européenne d'interdire la vente des voitures thermiques neuves **(essence, diesel ou hybrides)** à partir de 2035. Cette interdiction doit être maintenant examinée par les États membres de l'UE.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En effet, le recours au GNV permet de réduire de 50 % les émissions d'oxyde d'azote dans l'atmosphère, par rapport au diesel, et de 95 % les émissions de particules fines, par rapport au seuil de la norme Euro VI*. Les véhicules roulant au GNV émettent 20 % de CO_2 en moins que les véhicules à essence. Pour ceux utilisant du bio-GNV, la réduction atteint 90 %.

Ces véhicules offrent une grande autonomie : 400 km pour les poids lourds et jusqu'à 1 000 km en bicarburation pour les véhicules légers. À la pompe, le coût du GNV concurrence souvent avantageusement celui de l'essence et du gazole.

LE GNV PORTE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES POIDS LOURDS EN ÎLE-DE-FRANCE

Avec un parc mondial de plus de 26 millions de véhicules, le GNV est aujourd'hui le premier carburant alternatif au monde pour les poids lourds. En Europe, les parcs les plus importants se trouvent en Italie et en Allemagne. En France, il progresse significativement : fin 2022, un peu plus de 33 000 véhicules roulaient au GNV, soit 14 % de plus qu'en 2021, principalement des utilitaires, des poids lourds et des bus.

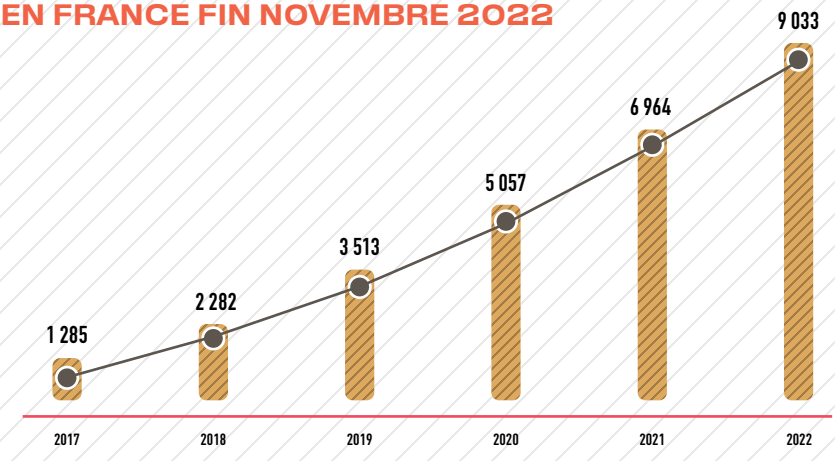
Le marché des véhicules lourds, notamment ceux dédiés au transport de marchandises, connaît la plus forte dynamique, ses ventes étant largement tirées par la construction de nouvelles stations publiques, comme celles de Sigeif Mobilités.

LE BIO-GNV, UN ATOUT POUR L'ÎLE-DE-FRANCE

Équivalent renouvelable du GNV, le bio-GNV est produit localement à partir de déchets organiques par un processus de méthanisation. Ces déchets sont issus de l'industrie alimentaire, de la restauration collective, d'exploitations agricoles, d'ordures ménagères ou de boues de stations de traitement des eaux usées. Une fois épuré, le biométhane est injecté dans le réseau de distribution, se substituant ainsi au gaz fossile. Le digestat (résidu solide de la méthanisation) est quant à lui valorisé par la filière agricole, évitant également le recours à des engrais produits à partir de ressources fossiles.

Le bio-GNV est, par conséquent, une ressource énergétique locale dont le carbone, d'origine organique, ne provient pas de gisements fossiles. Les véhicules recourant au bio-GNV présentent ainsi des émissions de CO_2 très faibles, comparables à celles des véhicules électriques utilisant de l'électricité renouvelable.

ÉVOLUTION DU PARC DE POIDS LOURDS GNV EN FRANCE FIN NOVEMBRE 2022



Source : AFGNV.



DÉDUCTION FISCALE POUR LES POIDS LOURDS AU GNV

Fruit d'une initiative parlementaire de Jean-Jacques Guillet, les poids lourds qui roulent au GNV et au bio-GNV bénéficient d'un amortissement fiscal supplémentaire (suramortissement) lors de leur acquisition. Cette mesure compense le surcoût à l'achat des véhicules fonctionnant au gaz naturel, par rapport à leurs équivalents en diesel ; elle s'adresse aux entreprises soumises au régime réel d'imposition (impôt sur les sociétés, impôt sur le revenu…), les collectivités territoriales en sont donc exclues.

Le montant du suramortissement est calculé en fonction du poids total autorisé en charge (PTAC) du véhicule. Le taux peut ainsi varier de 20 à 60 %.

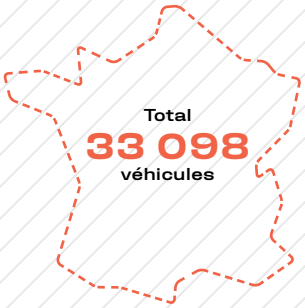
Signe de son utilité, ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2024 par la loi de finances 2021, puis jusqu'en 2030 par la loi Climat et résilience. Il a également été étendu aux véhicules utilitaires, aux camions et aux autocars GNV dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur ou égal à 2,6 tonnes.

PTAC	SUR AMORTISSEMENT
Supérieur ou égal à 2,6 t et inférieur à 3,5 t	20 %
Supérieur ou égal à 3,5 t et inférieur à 16 t	20 %
Supérieur ou égal à 16 t	40 %

(1) NDLR : le 14 février 2023, les eurodéputés ont validé la proposition de la Commission européenne d'interdire la vente des voitures thermiques neuves (essence, diesel ou hybrides) à partir de 2035. La Commission européenne a également proposé un objectif de réduction de 90 % des émissions de CO_2 liées aux poids lourds, ainsi que la fin de la vente des poids lourds diesel et essence. Cette proposition sera débattue dans le cadre du processus législatif.

* Norme Euro VI (quand elle s'applique aux véhicules légers, elle s'écrit Euro 6), en vigueur depuis 2014. Valeur limite, en grammes par kilowattheure (g/kWh), des oxydes d'azote (Nox) : 0,4 ; monoxyde de carbone (CO) : 1,5 ; hydrocarbures (HC) : 0,13 ; particules : 0,01.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



PARC DE VÉHICULES ROULANT AU GNV/ BIO-GNV EN FRANCE (FIN NOVEMBRE 2022)

7 401
bus et autocars

2 561
bennes à ordures

9 033
poids lourds

9 730
véhicules utilitaires

2 741
véhicules légers

1 632
autres

Source : AFGNV.

L'Île-de-France dispose d'un gisement particulièrement important de bio-GNV. Elle comprend également des infrastructures de transport et de distribution permettant sa valorisation. La Sem Sigeif Mobilités concourt à déployer le bio-GNV à l'échelle régionale.

L'AMBITION DE SIGEIF MOBILITÉS : CRÉER UNE DIZAINE DE STATIONS D'ICI 2024

Par leurs performances économiques et leurs vertus écologiques, le GNV et le bio-GNV séduisent aujourd'hui de nombreux transporteurs routiers. Le développement de cette mobilité reste cependant encore limité en raison de la faiblesse de l'offre de stations d'avitaillement. Aussi, pour développer un réseau de stations publiques, le Sigeif a-t-il créé la Sem Sigeif Mobilités en 2016.

En novembre 2016, une première station publique d'avitaillement avait ouvert, dans le port autonome de Bonneuil-sur-Marne (94). D'une superficie de 4 000 m², avec quatre pistes, s'adressant à tous les véhicules, son exploitation a d'abord été confiée à la société Endesa par le Sigeif, puis par sa Sem Sigeif Mobilités. Depuis, la Sem a créé quatre autres stations, à Gennevilliers, Noisy-le-Grand, Wissous et Réau, offrant des standards comparables en nombre de pistes et facilités de paiement, tout en répondant à des exigences croissantes en termes de fourniture de bio-GNV. La station située à Saint-Denis sera mise en service en 2023.

Le site de Réau (77) accueille la dernière station de la Sem mise en service en décembre 2022. En l'espace de six ans, la Sem Sigeif Mobilités aura été à l'origine de la création de six stations publiques (cinq en service, une en cours de construction) et d'une septième située à Coudray-Montceaux, par prise de participation. En Île-de-France, la Sem est un acteur pionnier du développement des stations publiques d'avitaillement.

REPRÉSENTANTS DU SIGEIF AU SEIN DE LA SEM SIGEIF MOBILITÉS

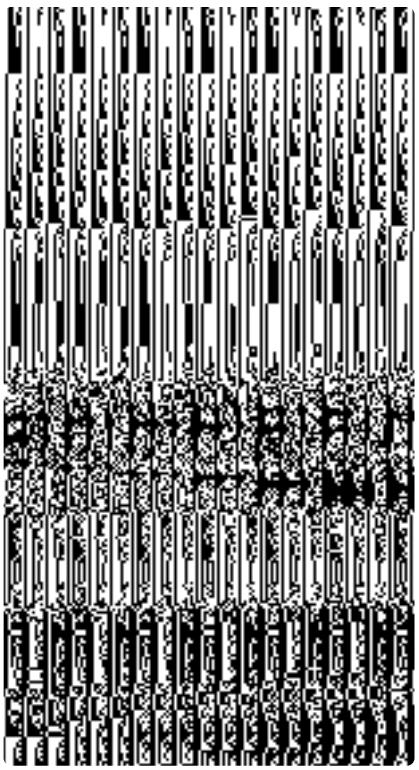
CONSEIL D'ADMINISTRATION

- **Jean-Jacques Guillet,** président, Chaville
- **Éric Schindler,** Neuilly-sur-Seine
- **Pierre Chevalier,** Ville-d'Avray
- **Laurent Monnet,** Saint-Denis
- **Jean-Pierre Valentin,** Carrières-sur-Seine

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- **Richard Della Mussia,** Chennevières-sur-Marne

« En Île de France, la Sem est un acteur pionnier du développement des stations publiques d'avitaillement. »



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES ACTIONNAIRES DE SIGEIF MOBILITÉS

CAPITAL DE LA SEM
5 MILLIONS D'EUROS

Sigeif
SERVICE PUBLIC
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ
ET DES ÉNERGIES LOCALES
EN ÎLE-DE-FRANCE

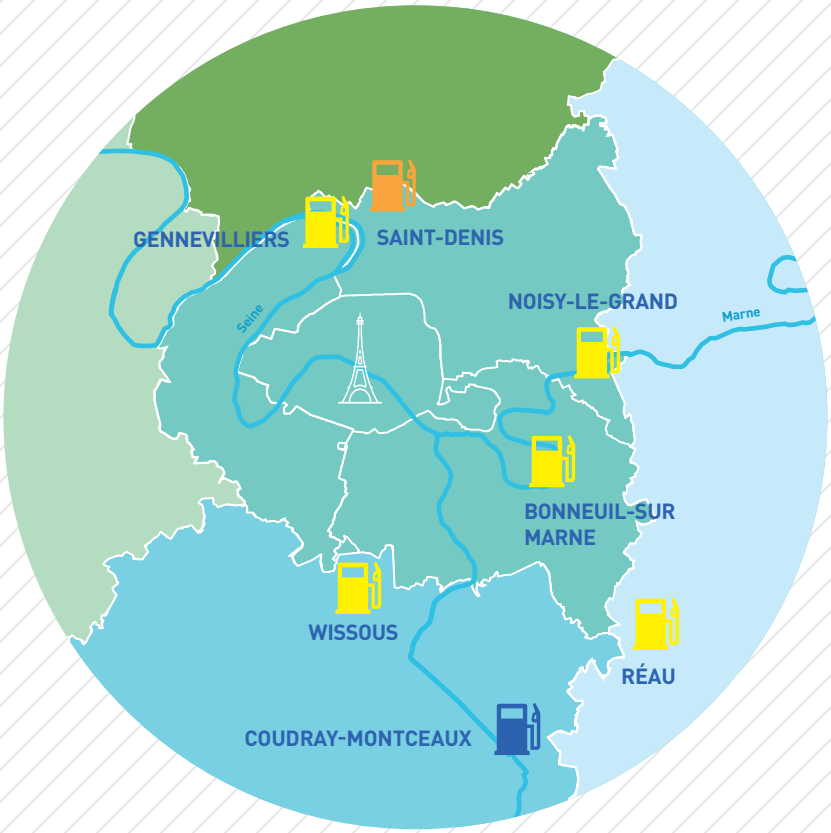
syctom

SIAAP
Service public de l'assainissement francilien

Région îledeFrance

CARTE DES STATIONS GNV/BIO-GNV

DES RÉALISATIONS CONCRÈTES : SIX STATIONS EN SERVICE ET UNE AUTRE EN CONSTRUCTION



STATIONS EN SERVICE

STATION EN CONSTRUCTION

STATION CONSTRUITE PAR LA SOCIÉTÉ GAZ'UP, DONT SIGEIF MOBILITÉS EST ACTIONNAIRE À 30 %.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SIGEIF MOBILITÉS, L'ACTEUR DE LA MOBILITÉ PROPRE MULTI-ÉNERGIES

Avec sa Sem Sigeif Mobilités, le Sigeif déploie un réseau de stations publiques de distribution de GNV et de bio-GNV en Île-de-France.
Le réseau offre une alternative crédible au diesel, facilitant la conversion des flottes d'entreprises ou d'organismes publics. Il s'insère efficacement dans la politique des communes concernées par les obligations des zones à faibles émissions - mobilité (ZFE-m).

La Banque des Territoires (Caisse des dépôts) accompagne ce projet d'envergure, soutenu aussi par la Région Île-de-France, de grands syndicats techniques franciliens, tels que le Syctom, le Siaap, le Siom de la Vallée de Chevreuse, et GRTgaz développement (filiale de GRTgaz), premier gestionnaire de réseau de transport de gaz en France.

DES RÉALISATIONS CONCRÈTES

Aujourd'hui, le réseau de la Sem Sigeif Mobilités comprend six stations en service. Deux sont exploitées par TotalEnergies, à Gennevilliers (92) et Noisy-le-Grand (93), deux autres par Endesa, à Bonneuil-sur-Marne (94) et Wissous (91), la dernière, à Réau, par Engie Solutions. Une autre sera mise en service en 2023, celle de Saint-Denis (93).

La Sem peut aussi soutenir d'autres initiatives ; elle est ainsi actionnaire à 30 % d'une société de projet, Gaz'up, qui a construit la station du Coudray-Montceaux dans l'Essonne.

DU GAZ RENOUVELABLE PRODUIT LOCALEMENT



Dans ces stations, la Sem contribue à faire émerger une source de production 100 % renouvelable, le bio-GNV, en incitant les exploitants à le distribuer massivement. Une politique concluante : la demande en gaz renouvelable croît régulièrement, sa proportion dans l'offre de carburant étant passée de 10 %, lors des premières consultations, à 100 %. Pour la station de Réau, première station 100 % bio-GNV, celui-ci sera produit par des unités de méthanisation locales, la plus proche étant située dans la commune.
À Saint-Denis, Wissous et Bonneuil-sur Marne, le bio-GNV sera en grande partie issu du biométhane provenant de l'usine de traitement des eaux usées du Siaap, à Valenton. Endesa y a, en effet, acquis le biométhane nécessaire à l'exploitation des trois stations.

Une étape supplémentaire sera franchie à Gennevilliers où, dans la logique de l'économie circulaire, le bio-GNV sera pour partie issu du biométhane injecté par une unité de méthanisation de biodéchets, située sur le port même. Porté par le Sigeif et le Syctom, ce projet fait l'objet d'un contrat de concession, attribuée à la société Paprec.

UNE SUBVENTION DE 5,7 MILLIONS D'EUROS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Pour porter le projet « *Olympic Energy* » de décarbonation du transport routier des grands axes européens, Sigeif Mobilités s'est associée à Fraikin et Tab Transports.

> « Le réseau offre une alternative crédible au diesel, facilitant la conversion des flottes d'entreprises ou d'organismes publics. »

Ce projet a été retenu par la Commission européenne qui lui a attribué une subvention de 5,7 millions d'euros, facilitant la construction de huit stations d'avitaillement en gaz naturel et biogaz et l'acquisition de 330 camions gaz par ses deux partenaires.

MOBILITÉS ÉLECTRIQUE ET HYDROGÈNE

Dans un souci d'adaptation et d'anticipation des attentes des usagers franciliens, Sigeif Mobilités a modifié ses statuts en 2019 pour devenir un acteur multi-énergies : la Sem porte désormais les mobilités électrique et hydrogène, en complément du GNV et du bio-GNV.
Sigeif Mobilités a déjà mis en service deux bornes de recharge électrique rapide (50 kW AC et 120 kW DC) à Bonneuil-sur-Marne.



Parallèlement, une réflexion est engagée pour proposer la distribution d'hydrogène vert dans la station de Réau.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'UNITÉ BIOMÉTHANISATION À GENNEVILLIERS

Le port de Gennevilliers devrait prochainement abriter l'unité Biométhanisation. Celle-ci est portée par un partenariat fructueux entre le Sigeif, le Syctom et Haropa, entourés de nombreux partenaires (les villes et EPT concernés, GRDF, la Région île-de-France, l'Ademe, etc.).

D'une capacité de 50 000 t de déchets par an, l'unité produira chaque année environ 30 000 MWh de biométhane. Ils seront distribués à la fois pour des usages locaux de gaz et dans la station d'avitaillement de la Sem Sigeif Mobilités, exploitée par TotalEnergies et située à proximité.

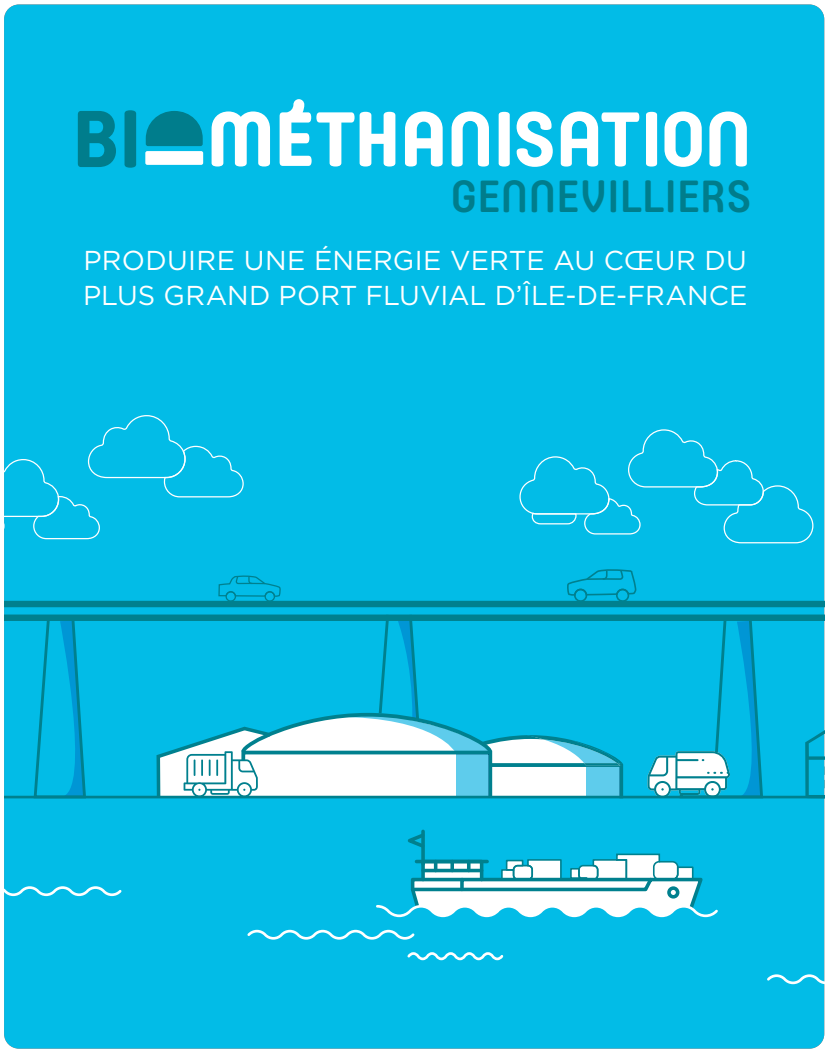
Ils pourront aussi être captés en garanties d'origine (GO) pour la consommation des bâtiments publics de la ville de Gennevilliers ; les GO sont désormais transférées gracieusement à l'État qui peut les redistribuer aux communes.

Ce projet fait le lien entre le réseau public de distribution du gaz et son nécessaire « verdissement » grâce à l'injection de gaz renouvelable. Le Sigeif s'inscrit ainsi dans les objectifs nationaux de 100 % de gaz renouvelable d'ici 2050. Et l'unité de Gennevilliers participe, de ce fait, au plan d'actions quinquennal pour la transition énergétique (PAQTE) du contrat de concession de gaz, signé le 28 octobre 2022 avec GRDF.

En 2022, lors d'un Comité d'administration exceptionnel, concomitant à celui du Syctom, une étape décisive a été franchie. La délégation de service public de construction et d'exploitation de l'unité Biométhanisation a été attribuée à Paprec, la convention d'amodiation définitive avec Haropa étant signée au même moment.

En juin 2022, lors du lancement officiel, Jean-Jacques Guillet a annoncé que le Sigeif triplerait sa subvention d'équipement, de 1 à 3 millions d'euros, pour soutenir l'équilibre du projet.

Puis, durant l'été, sur proposition du Sigeif, la possibilité de recourir à un financement participatif a été évoquée, lors des réunions de pilotage menées sous l'égide de la préfecture des Hauts-de-Seine ;



cette option faciliterait l'instruction du permis de construire et du DDAE (dossier de demande d'autorisation environnementale).

En octobre 2022, Paprec a demandé un avis sur le cadrage préalable du projet ; l'Autorité environnementale (ici l'IGEDD) a indiqué veiller à ce que le projet se conforme aux exigences de l'instruction future des services de la préfecture.

D'autres financements ont été actés. En novembre 2022, l'Ademe a attribué une subvention de 10,7 millions d'euros, puis, en décembre, la Région Île-de-France a alloué 1,5 million d'euros.

Enfin, en décembre 2022, le Sigeif et le Syctom ont modifié leur convention de groupement d'autorités concédantes et de groupement de commandes des assistants à maîtrise d'ouvrage, notamment pour prendre en compte le triplement de la subvention du Sigeif et préparer une éventuelle mise en place du financement participatif.

> « En juin 2022, lors du lancement officiel, Jean-Jacques Guillet a annoncé que le Sigeif triplerait sa subvention d'équipement, de 1 à 3 millions d'euros, pour soutenir l'équilibre du projet. »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'OFFRE SOLAIRE ET LANCEMENT DES PROJETS PILOTES

INSCRIT DANS LA STRATÉGIE ÉNERGIE-CLIMAT DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, LE SIGEIF CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

Outre les centrales au sol, comme celle de Marcoussis ci-contre, le Sigeif installe des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments : trois installations avaient été réceptionnées en 2021 (la résidence Les Sablons initiée par GPSO, à Meudon, et deux écoles à Maisons-Alfort) ; d'autres projets sont en cours, notamment des ombrières de parking. De telles opérations sont d'autant plus intéressantes qu'elles devancent les obligations issues de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables. Celle-ci impose l'équipement des plus grands parcs de stationnement extérieurs en ombrières intégrant un procédé d'énergies renouvelables. Quatre projets à Chaville, Fontenay-le-Fleury, Boissy-Saint-Léger et Courtry sont désormais prêts à démarrer, les conventions d'occupation temporaire étant signées.

Des aléas techniques et les contraintes liées à la crise énergétique ont conduit à programmer les travaux en 2022, en concertation avec les services techniques de chaque commune.

En parallèle, et dans le cadre de la convention d'occupation entre la commune de Maisons-Alfort et le Sigeif signée en 2022, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé. Cet AMI permettra de sélectionner un opérateur économique pour développer, financer, construire et exploiter les installations pendant toute la durée du bail. Or, les opérateurs ne sont pas en mesure de présenter des offres économiquement viables pour des centrales solaires en toiture, le tarif réglementaire en vigueur s'avérant bien moins attractif en Île-de-France que dans le sud de la France. En effet, l'arrêté tarifaire du 6 octobre 2021 interdit de cumuler le tarif d'achat avec une subvention locale. Nombre d'appels à projets et d'aides régionales ont dû se conformer à ces nouvelles dispositions.

Néanmoins, avec la hausse des prix de l'électricité, les projets en autoconsommation sont aujourd'hui bien plus attractifs. Le Sigeif a donc engagé des études pour des projets pilotes afin de faire émerger des projets de « grappes » photovoltaïques en autoconsommation collective.

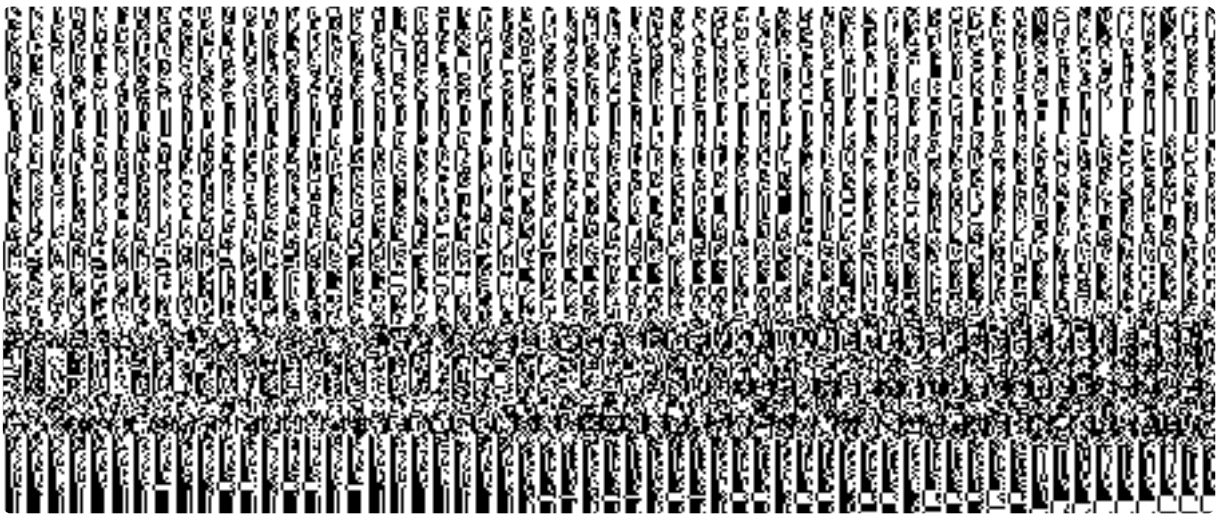
Poursuivant son travail de valorisation énergétique du patrimoine francilien, le Sigeif envisage de revaloriser un site dégradé de stockage de déchets non dangereux, à Vert-le-Grand. Signée en décembre 2022, une convention de développement unit la commune, le Smoys et le Sigeif. Elle définit les différentes étapes du projet et prépare un appel à manifestation d'intérêt, qui sera lancé en 2023. D'autres conventions similaires sont à l'étude. L'ampleur de ces projets les rapproche de celui développé et exploité à Marcoussis.

> « Avec la hausse des prix de l'électricité, les projets en autoconsommation sont aujourd'hui bien plus attractifs. »

FERME SOLAIRE DE MARCOUSSIS, UNE PRODUCTION CONFORME AUX OBJECTIFS

Un an après sa mise en service, la ferme solaire de Marcoussis (91) atteint les objectifs fixés. Lauréate de l'appel d'offres national de la Commission de régulation de l'énergie 4,5 (CRE), lancé par le ministère de la Transition écologique en 2019, cette installation emblématique, de plus de 58 000 panneaux photovoltaïques situés sur 23 ha, a été co-construite par le Sigeif, Engie Green et la ville de Marcoussis. Son investissement de 18,8 millions d'euros a été cofinancé via une société de projet dont le capital est détenu par le Sigeif (20 %), Engie Green (60 %) et par les citoyens de Marcoussis et sa région (20 %), à travers un financement participatif.

Son objectif de répondre aux enjeux de la transition énergétique, liés à la production locale d'énergie renouvelable, est atteint puisqu'elle a produit 23,4 GWh en 2022, soit l'équivalent de la consommation électrique annuelle d'une ville de 10 500 personnes. Ces résultats très encourageants s'expliquent par l'irradiation plus importante en 2022, ce qui a permis de dépasser les prévisions évaluées à 21 GWh.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

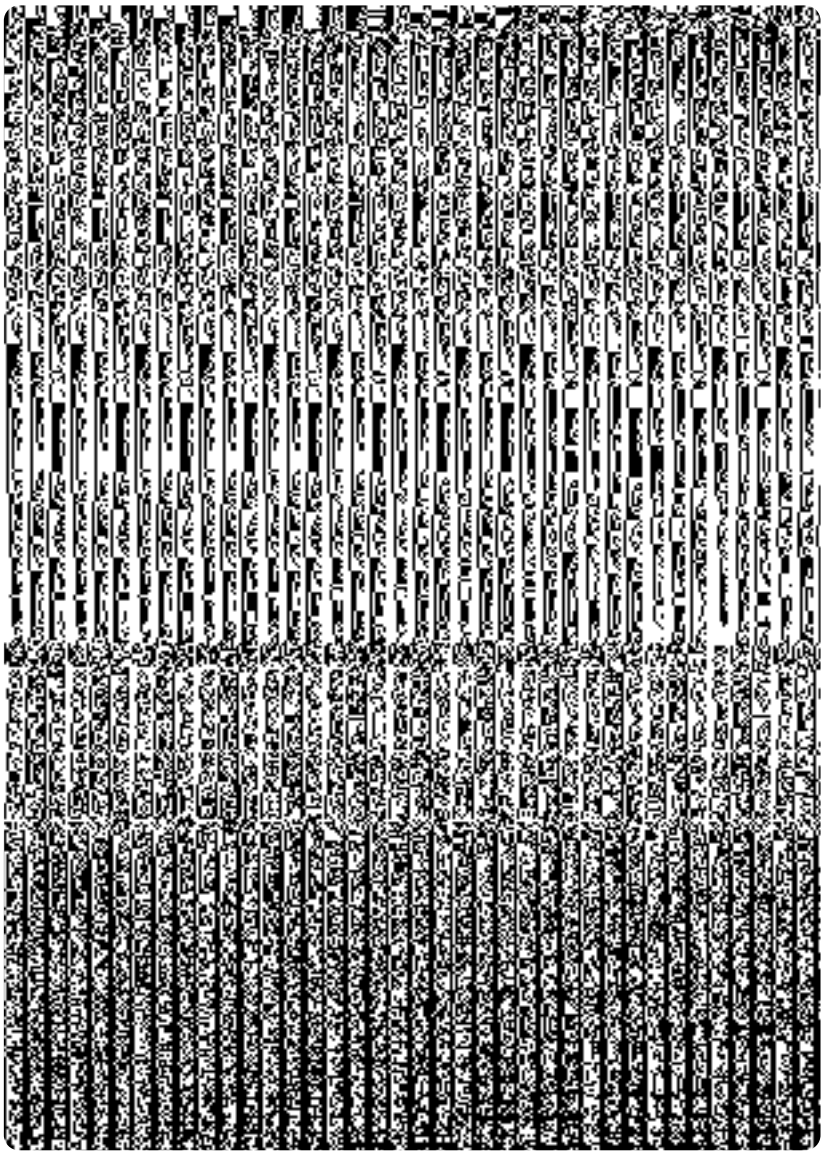
LE CONTRAT CHALEUR RENOUVELABLE (CCR)

Le 15 février 2022, le Sigeif a signé avec l'Ademe le premier contrat de développement des énergies renouvelables thermiques d'Île-de-France, nommé aujourd'hui contrat chaleur renouvelable (CCR).

Ce partenariat permet le développement de projets en apportant un soutien technique et financier aux maîtrises d'ouvrage dans l'ensemble du territoire du Syndicat. Le Sigeif s'est engagé à accompagner le développement d'une vingtaine de projets pour une production de plus de 4 GWh renouvelables d'ici 2025.

Le contrat vise tous les projets de récupération de chaleur, de géothermie de surface, de solaire thermique et de biomasse, de petite et moyenne taille. Avec ce dispositif, le Sigeif est devenu l'interlocuteur direct des porteurs de projets publics, comme privés, souhaitant bénéficier de cet accompagnement pour valoriser leurs opérations grâce au Fonds chaleur.

Ce dispositif dote le Sigeif d'un réel service dédié à l'accompagnement des projets de chaleur renouvelable, pour lequel il était jusqu'ici impliqué de façon diffuse, selon les opportunités de projet. Le dispositif est désormais en phase opérationnelle.



UNE ENVELOPPE DE 2,4 MILLIONS D'EUROS

Pour accompagner les projets, le Fonds chaleur alloue une enveloppe de 2,4 millions d'euros. La gestion de cette enveloppe est déléguée au Syndicat ; elle permet de financer les études et les travaux liés aux différentes opérations. En 2022, quinze études de faisabilité ont été financées au titre du dispositif, ainsi qu'un premier projet de chaudière biomasse.

La majorité des projets suivis engageront leurs travaux en 2023 et 2024, impliquant ainsi une forte montée en charge dans l'engagement des aides, durant les années à venir.

UN ACCOMPAGNEMENT DURANT TOUT LE CYCLE DU PROJET

Au-delà de l'accompagnement financier, le dispositif propose un suivi technique complet, qui court de la phase de conception à celle de la réalisation des travaux.

Des prestations d'études de faisabilité ont été intégrées au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage porté par le Syndicat.

Mobilisables par simple bon de commande, ces prestations reprennent les exigences de l'Ademe, relatives au contenu des études et aux qualifications des mandataires.

Pour accroître son expertise, le Sigeif s'appuie également sur des partenaires régionaux : l'Association française des professionnels de la géothermie (AFPG), l'Agence régionale énergie-climat d'Île-de-France (AREC) et Fibois Île-de-France.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

NOS MISSIONS HISTORIQUES

CONCESSIONS GAZ ET ÉLECTRICITÉ

Avec 188 collectivités adhérentes, le Sigeif est chargé de la plus importante concession de distribution de gaz française, et d'une vaste concession de distribution et fourniture d'électricité. Autorité concédante, le Sigeif contrôle les services publics concédés, en respectant leurs principes : équité de traitement, service de qualité au meilleur coût, universalité de desserte, innovation et transition énergétique. Le renouvellement des contrats de concession témoigne d'améliorations constantes, comme la définition d'orientations stratégiques avec les communes adhérentes, la gouvernance partagée avec les concessionnaires ou l'établissement de plans pluriannuels d'investissements.





Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

4

NOS MISSIONS HISTORIQUES : LES CONCESSIONS GAZ ET ÉLECTRICITÉ

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

« La crise énergétique transforme l'écosystème des énergies. »

LES MODALITÉS
DU CONTRÔLE

Efficacité énergétique et réduction des émissions de gaz à effet de serre, développement des mobilités propres et de la production décentralisée : la dynamique de la transition énergétique impulsée par l'urgence climatique et la crise énergétique transforme l'écosystème des énergies. Les réseaux se modernisent, pour être plus performants, sécurisés et évolutifs. Acteur public engagé dans le mix énergétique francilien, le Sigeif assure les contrôles technique et financier des concessions de distribution publique de gaz et d'électricité. Il accompagne l'évolution des systèmes électrique et gazier dans un environnement de plus en plus complexe : intégration des énergies renouvelables, développement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques et de stations GNV/bio-GNV, etc.

Cœur de métier du Sigeif, le contrôle du service public délégué, dévolu à l'autorité organisatrice de la distribution (AOD) à chacun des deux concessionnaires, est défini par les contrats de concession. Cette mission, qu'il exerce pour le compte des collectivités de son territoire, repose sur les compétences de ses agents spécialisés dans les domaines technique et financier, assure l'équilibre économique des concessions.

Elle s'articule autour de trois axes :

- l'acheminement via la performance, les investissements et la maintenance des réseaux,
- les valeurs physiques et comptables du patrimoine concédé,
- le suivi du degré de satisfaction des clients-usagers et, pour l'électricité, la fourniture au tarif réglementé de vente (tarif bleu, concernant essentiellement aujourd'hui la clientèle domestique et les très petits organismes publics ou privés).

LES PRINCIPAUX POINTS DE CONTRÔLE

POUR LE GAZ

Extension, renouvellement des réseaux par types de pression et de matériaux, postes de détente, visite des conduites montantes, recherche systématique de fuites de gaz, vérification de la protection cathodique du réseau en acier.

POUR L'ÉLECTRICITÉ

Extension, renouvellement et renforcement des réseaux moyenne tension et basse tension, vérification du registre des terres et des mouvements enregistrés dans le système d'information géographique, mesures sur le terrain.

POUR LES DEUX ÉNERGIES

Évolution des quantités d'énergie acheminées et du nombre de points de livraison.

- Qualité des produits : PCS pour le gaz, tenue de la tension pour l'électricité.
- Analyse des incidents (fuites de gaz, cassures, continuité de la fourniture…).
- Valeurs comptable et financière des ouvrages, résultats d'exploitation, droits du concédant.
- Afin de renforcer la qualité du contrôle, le Sigeif réalise, en collaboration avec l'Ifop, une enquête d'opinion biennale auprès de 2 000 consommateurs de gaz et électricité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE TERRITOIRE, LES CLIENTS ET LA CONSOMMATION

L'évolution des modes de production et de consommation de l'énergie s'appuie sur des réseaux performants, robustes et évolutifs. Par ses actions de contrôle et le dialogue qu'il entretient avec ses deux concessionnaires, le Sigeif apporte à ses communes membres et aux consommateurs la garantie durable de la qualité des services publics délégués.

TARIF D'ACHEMINEMENT DU GAZ NATUREL



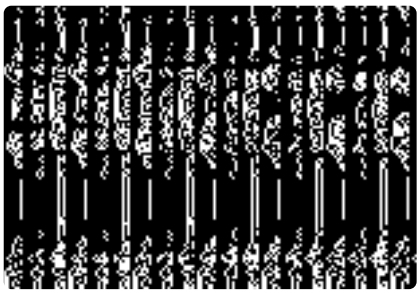
Liés à la consommation, cinq types de tarifs sont appliqués pour l'acheminement du gaz.

- **T1 :** 0 à 4 000 kWh/an (usage cuisine et eau chaude).
- **T2 :** 4 000 à 300 000 kWh/an (chauffage domestique, écoles).
- **T3 :** 300 001 à 5 000 000 kWh/an (PME-PMI, piscines, groupes scolaires).
- **T4 :** plus de 5 000 000 kWh/an (industriels).
- **TP (tarif de proximité) :** très gros consommateurs alimentés par le réseau de distribution, mais ayant la possibilité de se raccorder au réseau de transport.

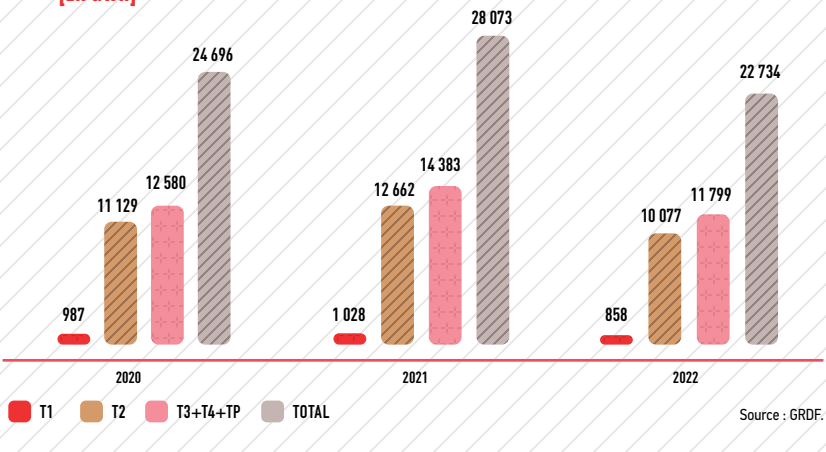
LA CONCESSION GAZ

Fin 2022, le territoire de la concession gaz comptait 1 161 061 clients, contre 1 177 016 en 2021, soit une baisse de 1,4 % (- 15 955 clients). Cette diminution s'explique par le désabonnement récurrent de la clientèle à l'option tarifaire « usage cuisine » (T1). Elle touche essentiellement les communes très urbanisées des départements de la première couronne.
Tous tarifs confondus, la consommation de gaz naturel s'élève à 22 724 GWh, contre 28 073 GWh en 2021, soit - 19 %. Cette baisse est liée à un climat exceptionnellement doux (l'année 2022 se classant au premier rang des années les plus chaudes depuis le début du xx[e] siècle), à l'envolée des prix des énergies et à la sobriété énergétique des consommateurs.
Les consommations des résidents, des professionnels et des collectivités locales (chauffage domestique, écoles… aux tarifs T2 et T3) ont baissé, quant à elles, de 4,6 GWh, par rapport à 2021.

Ces variations se retrouvent dans le nombre de « degrés jours unifiés », ou DJU (voir graphique p. 73), mesurés dans l'année à la station Paris-Montsouris. Le total de DJU enregistrés durant la période de chauffage (de janvier à mai et d'octobre à décembre) s'est établi à 1 811 (2 159 en 2021). Les quantités de gaz livrées aux industriels (T4) et aux très gros consommateurs (TP), alimentés par le réseau de distribution, affichent une baisse, respectivement de 15,7 % et de 42,6 % (perte d'un client TP).
Il en résulte mécaniquement une baisse des recettes d'acheminement, qui s'élève en 2022 à 294 millions d'euros, contre 336 millions d'euros de l'année dernière.



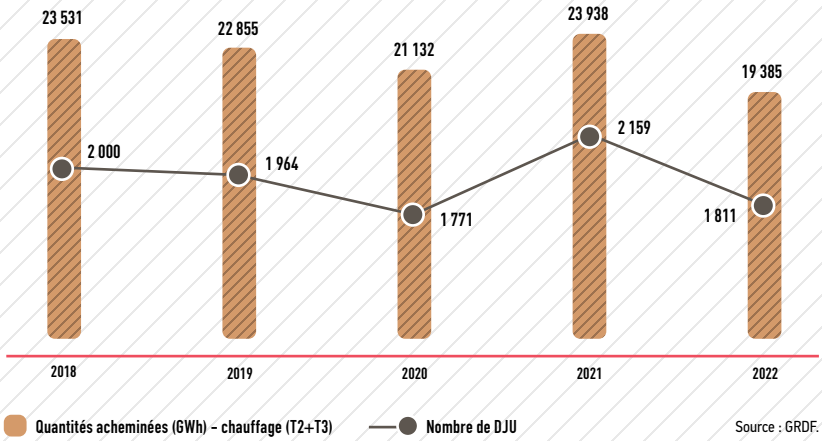
ÉVOLUTION DE L'ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)



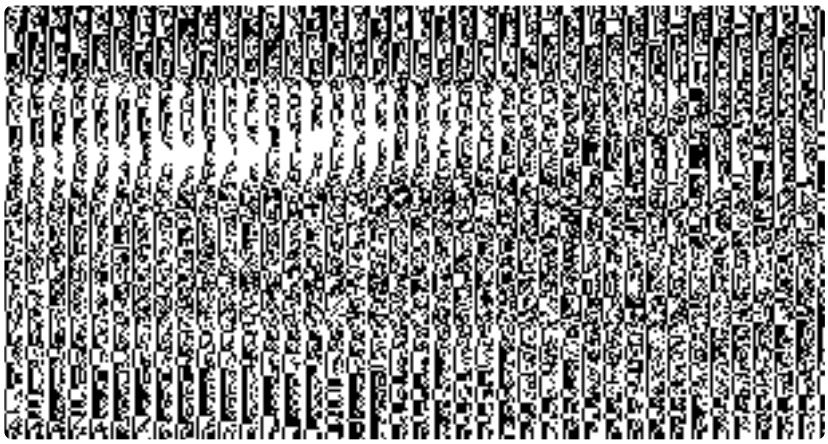
Source : GRDF.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DJU ET QUANTITÉS DE GAZ ACHEMINÉES POUR LE CHAUFFAGE (EN GWH)



Source : GRDF.



LES DJU : UNITÉ DE MESURE DE LA RIGUEUR DE L'HIVER

Afin de mesurer la rigueur des hivers, les météorologues et les professionnels du chauffage et de la climatisation utilisent l'unité de calcul thermique « degrés jours unifiés » (DJU). Le calcul des DJU s'effectue en cumulant, dans une période donnée et jour après jour, la différence entre la température moyenne journalière extérieure observée et la température intérieure de référence (18° C).

Exemple : 10 DJU correspondent à une température extérieure moyenne de 8 °C, soit 18 - 8 = 10.

Pour les consommations liées au chauffage, les DJU sont calculés seulement durant la période de chauffe, entre le 1er octobre et le 20 mai. Pour un hiver de rigueur moyenne, le nombre de DJU se situe entre 2 000 et 2 500, sur la majeure partie du territoire français.
En France, le total annuel moyen est de l'ordre de 1 100 à 1 200 DJU, pour la côte corse, et s'élève jusqu'à 2 500-2 600 en Lorraine.

En 2022, le territoire du Sigeif (station de Montsouris) a totalisé 1 908 DJU, contre 2 253 en 2021. La période d'octobre à fin mai a enregistré 1 811 DJU en 2022, contre 2 159 l'année précédente.

RÉPARTITION DES CLIENTS ET DE L'ÉNERGIE ACHEMINÉE

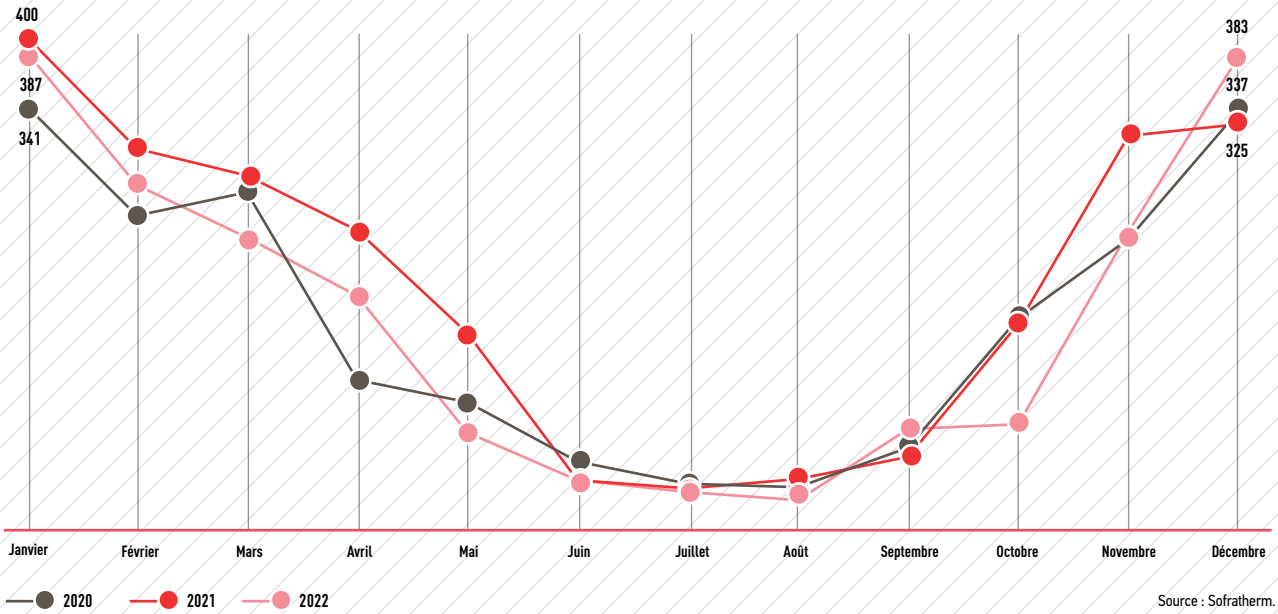
	Population 31/12/2022	Nombre de clients 2022 *	Évolution 2021-2022 des clients	ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH) Énergie acheminée (en GWh) 2022 (1)	Évolution 2021-2022
CONCESSION GAZ					
SEINE-ET-MARNE	130 606	29 135	- 0,8 %	592,2	- 16,3 %
YVELINES	349 198	75 683	- 1,1 %	1 752,7	- 18,9 %
ESSONNE	223 599	44 133	- 0,8 %	1 086,3	- 17 %
HAUTS-DE-SEINE	1 642 365	316 951	- 1,8 %	6 856,8	- 18,6 %
SEINE-SAINT-DENIS	1 583 906	327 075	- 1,2 %	5 834,8	- 19,2 %
VAL-DE-MARNE	1 152 269	233 732	- 1,6 %	4 278,9	- 20,4 %
VAL-D'OISE	600 215	134 352	- 0,6 %	2 331,9	- 19,1 %
TOTAL SIGEIF	**5 682 158**	**1 161 061**	**- 1,4 %**	**22 733,7**	**- 19 %**

* La méthode de comptabilisation du nombre de clients a évolué. Sont comptabilisés désormais les points de comptage ayant été actifs au moins une fois dans l'année.
(1) Le total regroupe les consommations pour tous les types de clients.

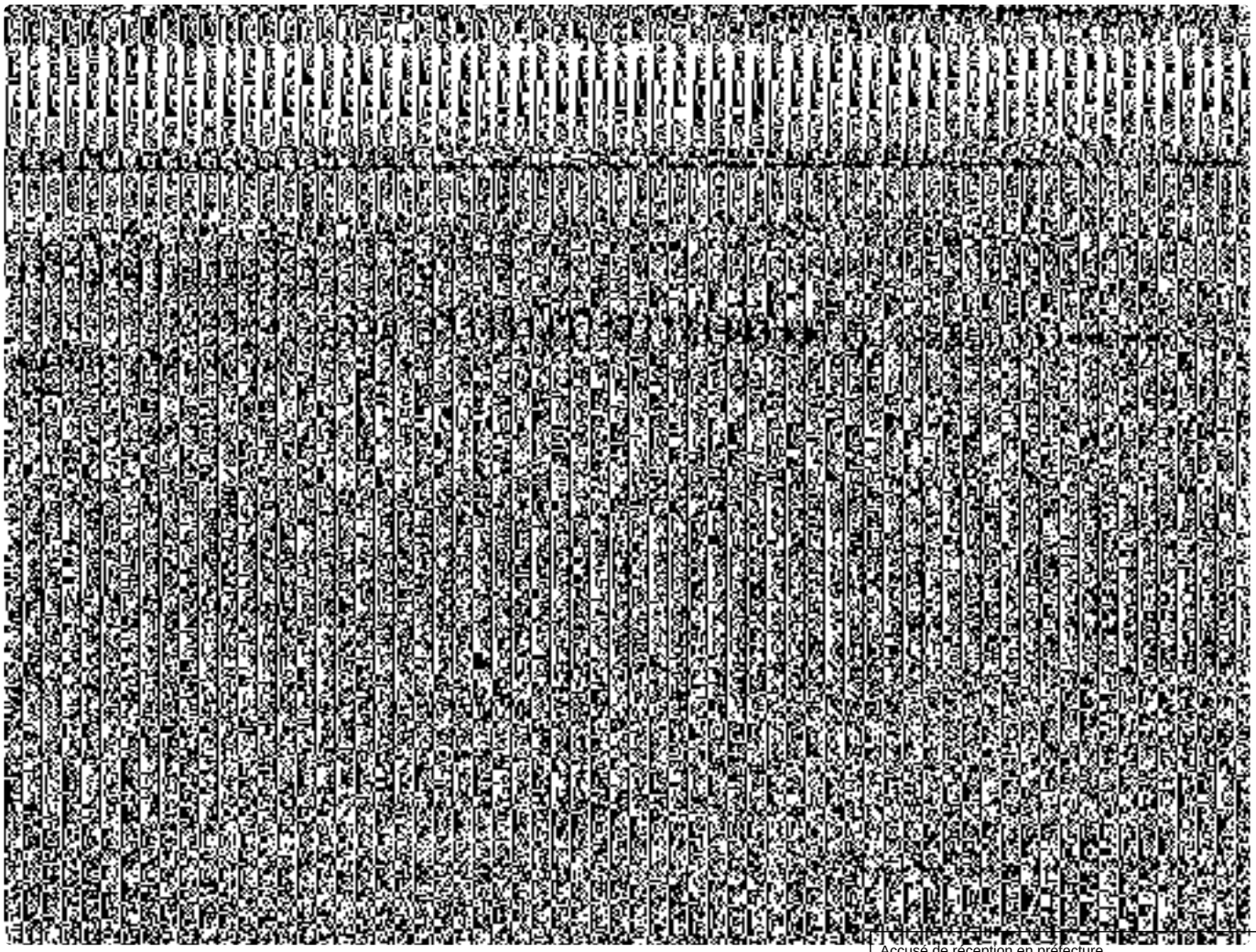
Source : GRDF.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DJU MENSUELS EN ÎLE-DE-FRANCE - STATION MONTSOURIS
DE 2020 À 2022

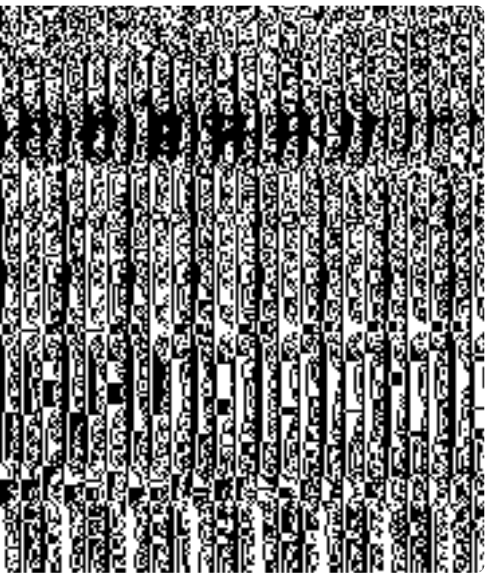


Source : Sofratherm.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

« Une année marquée par le conflit russo-ukrainien, qui a conduit à une crise énergétique sans précédent, avec une prise de conscience de mieux maîtriser les consommations. »



LA CONCESSION ÉLECTRICITÉ

Réparti sur 66 collectivités, le territoire de la concession pour la distribution publique d'électricité connaît un accroissement qui n'est pas lié uniquement à la démographie de l'Île-de-France. La concession compte 1 474 061 habitants et 739 547 clients raccordés aux réseaux HTA et BT, soit une progression de 0,4 %, par rapport à 2021. En 2022, la quantité globale d'énergie acheminée (6 109 GWh) a diminué de plus de 5 %, par rapport à 2021, année marquée par le conflit russo-ukrainien, qui a conduit à une crise énergétique sans précédent, avec une prise de conscience de mieux maîtriser les consommations.

Le secteur résidentiel (clients BT inférieurs à 36 kVA) enregistre les plus fortes variations (- 8,8 %, par rapport à 2021). Une période de froid entre janvier et mai globalement moins rude (en baisse de 17,5 %) que l'année précédente (lire p. 73 encadré DJU) a également contribué à cette baisse, malgré l'augmentation du nombre de points de livraison (+ 1,8 %).

Les recettes d'acheminement se sont élevées à 267 millions d'euros (contre 271 millions l'année précédente, soit une variation de -1,6 %).

La consommation moyenne annuelle des clients BT (inférieure à 36 kVA, s'est élevée à 4 247 kWh, contre 4 741 en 2021). De fortes disparités s'observent à l'échelle communale, où cette moyenne varie dans une fourchette de 3 134 à 10 362 kWh par client.

Dans le cadre du service public de fourniture, des offres aux tarifs réglementés de vente (TRV) sont proposées aux sites de puissance souscrite inférieure à 36 kVA. Cela concerne 339 761 clients en 2022. Depuis fin 2020, les TRV sont réservés aux seuls consommateurs résidentiels et non résidentiels qui emploient moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes, ou le bilan annuel sont inférieurs à deux millions d'euros. Ces tarifs sont uniquement proposés par le fournisseur historique EDF Commerce.

Cette accélération de la libéralisation réduit le périmètre du service public, avec une progression à périmètre constant de 5,7 % en 2022 (contre 16,7 % en 2021) du nombre de clients en offres de marché, lesquels représentent désormais près de la moitié (339 761, soit 46 %) du total. Pour mémoire, on comptait respectivement 404 486 clients aux tarifs réglementés de vente et 322 308 en offres de marché en 2021.

RÉPARTITION DES CLIENTS ET DE L'ÉNERGIE ACHEMINÉE

				ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)		
	Population des adhérents Sigeif au 31/12/2022	Nombre de clients 2022	Évolution 2021-2022 des clients	Total [1]	Dont offres de marché [2]	Évolution 2021-2022 [3]
CONCESSION ÉLECTRICITÉ						
SEINE-ET-MARNE [4]	118 178	56 316	1,3 %	502,6	391	- 5,8 %
YVELINES	349 198	189 549	1,2 %	1 481,3	1137,6	- 5,1 %
ESSONNE	178 092	92 627	1,8 %	1 050	836,6	- 3,1 %
HAUTS-DE-SEINE	240 533	134 234	2 %	951,2	698,2	- 6,2 %
SEINE-SAINT-DENIS	498 301	225 245	2,3 %	1 800,9	1 394,5	- 5 %
VAL-DE-MARNE	86 882	40 158	0,7 %	314,2	217,4	- 8 %
VAL-D'OISE	2 877	1 418	0,4 %	8,7	4,7	- 11 %
TOTAL SIGEIF	**1 474 061**	**739 547**	**1,7 %**	**6 109**	**4 680**	**- 5,1 %**

(1) Le total regroupe les consommations pour tous les types de clients.
(2) Les valeurs correspondent aux consommations pour les clients ayant souscrit une offre de marché.
(3) L'évolution a été mesurée tous tarifs confondus.
(4) Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale.

Source : Enedis

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

« Les ouvrages de distribution relèvent de la propriété du Sigeif, dont la gestion est déléguée aux opérateurs de réseau. »

LE CONTRÔLE PHYSIQUE DES OUVRAGES

Les réseaux de distribution publique de gaz et d'électricité, ainsi que tous les dispositifs assurant la continuité de la distribution et la sécurité du client, constituent les ouvrages des deux concessions contrôlées par le Sigeif. Qualifiés de « biens de retour », ces ouvrages de distribution relèvent de la propriété du Sigeif, dont la gestion est déléguée aux opérateurs de réseau, GRDF pour le gaz naturel et Enedis pour l'électricité. À l'expiration des contrats de concession, les ouvrages devront être remis à la disposition du Sigeif, en état normal de fonctionnement.

LE PATRIMOINE ET LA QUALITÉ DE LA FOURNITURE

Principe constitutif du service public, la continuité de service implique une gestion exhaustive du patrimoine des deux concessions pour l'acheminement du gaz naturel et de l'électricité jusqu'au consommateur. Pour garantir la qualité dans la durée du service public, le Syndicat exerce un double contrôle :

- **technique**, afin de vérifier les valeurs physiques et la performance du réseau, la qualité de l'énergie distribuée et la maintenance des ouvrages par les concessionnaires,
- **financier**, via des expertises comptables.

Ce suivi et ces analyses s'accompagnent de préconisations du Sigeif qui invite les concessionnaires à poursuivre les investissements nécessaires au renforcement et au renouvellement des ouvrages.



LES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Comme toute entreprise occupant une partie du domaine public, les concessionnaires du réseau de transport et de distribution de gaz et d'électricité versent aux collectivités territoriales une redevance annuelle « pour occupation du domaine public » (RODP) et, le cas échéant, une redevance « pour chantiers provisoires ». Ces redevances sont versées chaque année aux collectivités gestionnaires de voirie (communes, EPCI, départements) par les exploitants des réseaux de distribution et de transport fixés par trois décrets.

Le Sigeif vérifie l'exactitude des données permettant le calcul des redevances, afin que les collectivités adhérentes puissent émettre les titres de recettes adéquats auprès des exploitants de réseaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CONCESSION GAZ

LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA CONCESSION

De la canalisation de transport jusqu'au consommateur, l'acheminement du gaz repose sur cinq types d'ouvrages : les postes de détente transport-distribution, les canalisations, les branchements, les conduites d'immeubles et les conduites montantes. En 2022, le linéaire des canalisations de gaz naturel desservant les 188 collectivités membres du Sigeif s'élève à 9 533 km. Constitué essentiellement de polyéthylène, d'acier et de fonte ductile, le réseau fonctionne sous quatre niveaux de pression : un niveau de basse pression (BP) et trois niveaux de moyenne pression (MPA, MPB et MPC). Long de 1 919,8 km (- 48 km, par rapport à 2021, soit 20,1 % du réseau de distribution), le réseau basse pression est progressivement renouvelé en moyenne pression, lors des travaux entrepris par le concessionnaire. Auxquels s'ajoutent 2 613 postes publics de détente destinés à alimenter le réseau basse pression du Syndicat. De faibles longueurs, les réseaux MPA (56,6 km) et MPC (40,5 km) évoluent peu. La MPB (7 516,6 km), la plus utilisée, représente 78,8 % du réseau de distribution.



La robustesse et la fiabilité des canalisations sont systématiquement contrôlées par des véhicules de surveillance de réseau (VSR). Équipés de capteurs ultrasensibles, qui détectent la moindre particule de méthane dans l'air et l'analysent immédiatement grâce au laboratoire embarqué, ces véhicules localisent avec précision toute fuite éventuelle.

UN RÉSEAU DE PLUS EN PLUS SÉCURISÉ

Par sa souplesse et sa solidité, le polyéthylène optimise la sécurité du réseau de distribution. Il est désormais le matériau le plus employé dans les canalisations BP ou MPB. Il est posé dans la quasi-totalité des situations. Néanmoins, dans quelques cas spécifiques, lorsque les canalisations sont exploitées à des pressions supérieures à 10 bars ou par besoin de continuité de la protection cathodique, l'utilisation de l'acier est nécessaire.

Le réseau en polyéthylène a progressé de 57,1 km en 2022, pour atteindre 5 682 km ; il dessert plus de la moitié du territoire du Syndicat, soit 59,6%.

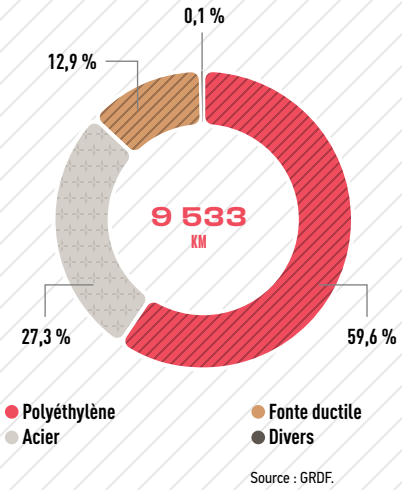
Le linéaire des canalisations en acier et en fonte ductile a, lui, légèrement baissé lors des restructurations de réseau (remplacées par du polyéthylène).

Fin 2022, ces linéaires s'élevaient respectivement à 2 605,5 (-11,1 km) et 1 234 km (- 40,4 km).
Les canalisations en cuivre et en tôle bitumée (11,9 km) diminuent sensiblement ; leur résorption est prévue à fin 2023, pour la tôle bitumée, et 2040 pour le cuivre.

RECHERCHE SYSTÉMATIQUE DES FUITES

La sécurité est un sujet de préoccupation constant du Sigeif et de son concessionnaire, GRDF. Inodore, le gaz est détectable par l'ajout d'une substance odorante, le THT.

NATURE ET LONGUEUR DU RÉSEAU DE GAZ



Source : GRDF.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

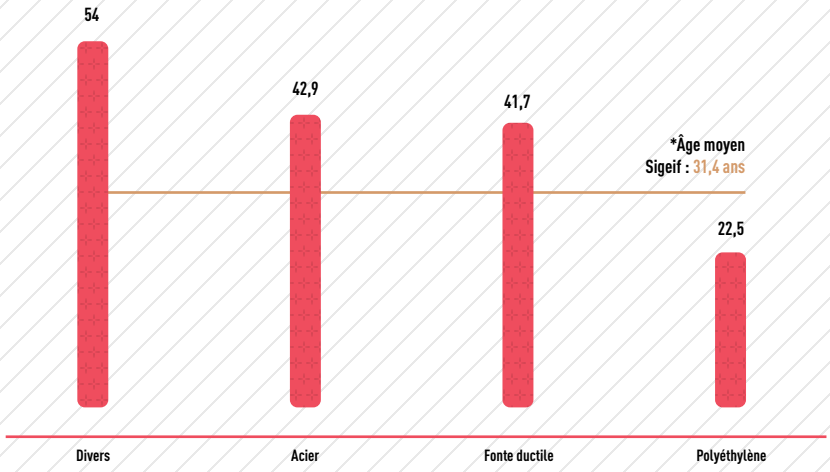
En complément, des agents de GRDF munis d'une canne portative équipée de capteurs effectuent une surveillance à pied, notamment dans les zones inaccessibles aux véhicules. En 2022, 7 678 km de canalisation ont été surveillés (contre 8 442 km en 2021). Spécificité du territoire francilien, GRDF contrôle trois fois par an le réseau basse pression.

L'ÂGE MOYEN DES CANALISATIONS

D'un âge moyen de 31,4 ans, les canalisations de distribution de gaz du territoire du Sigeif sont relativement récentes. La résorption totale de la fonte grise, au milieu des années 2000, a, en effet, contribué à leur modernisation. Le linéaire des canalisations résiduelles les plus anciennes (posées avant 1960) est de 13,4 km à la fin 2022, contre 370 km en 2002. L'acier et la tôle bitumée en constituent les deux principaux matériaux.

ÂGE MOYEN DES RÉSEAUX DE GAZ

PAR MATÉRIAU [EN ANNÉES]

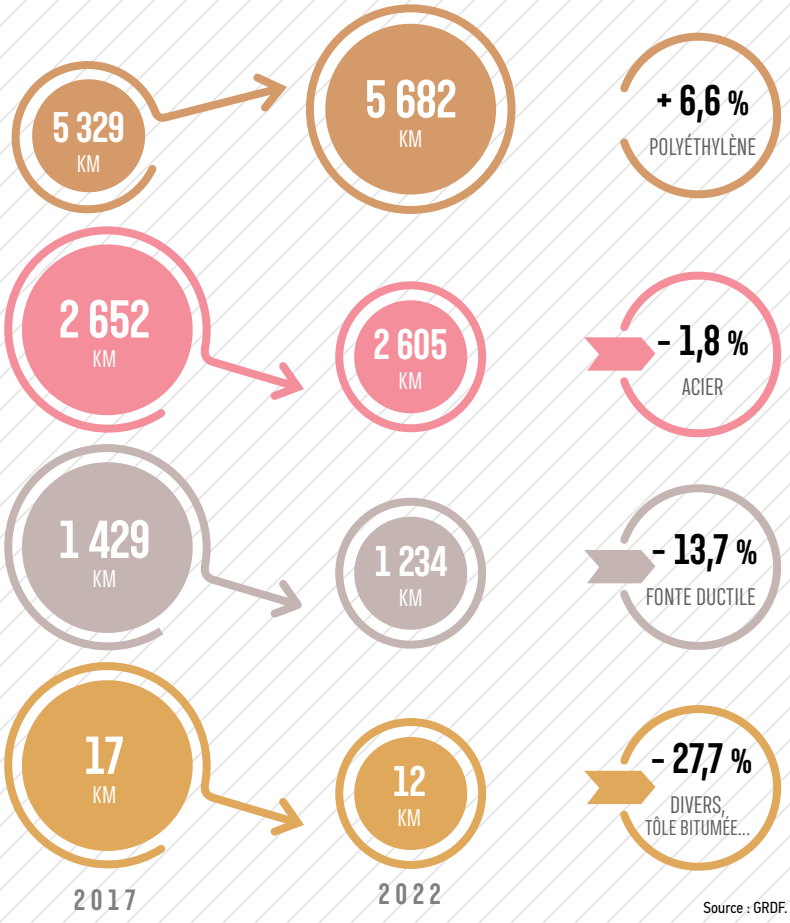


* Divers : tôle bitumée, cuivre et plomb.

Source : GRDF.

ÉVOLUTION DU RÉSEAU DE GAZ

PAR MATÉRIAU [EN KM] LINÉAIRE TOTAL : 9 533 KM



Source : GRDF.

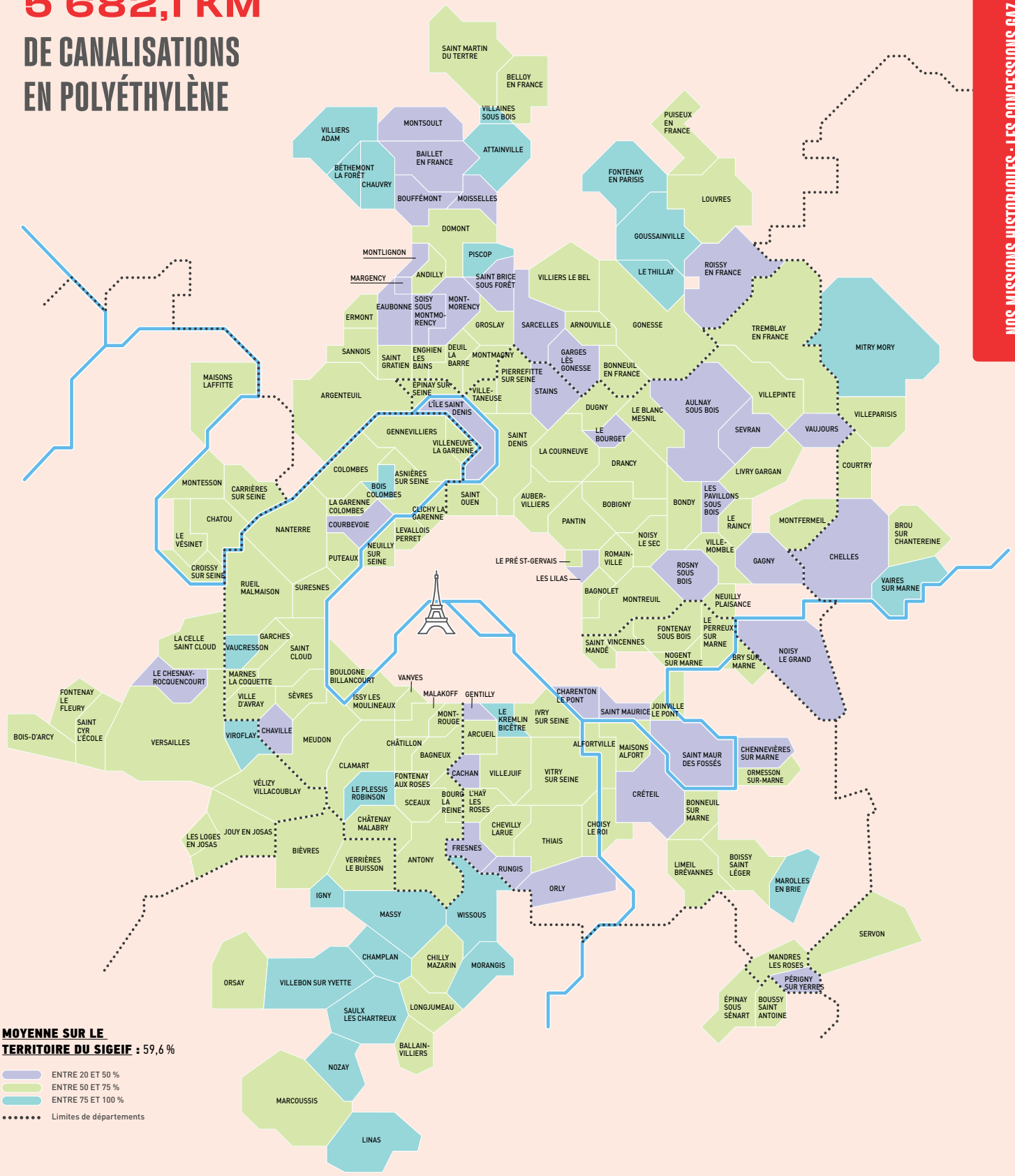


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Depuis le milieu des années 1980, le polyéthylène est le matériau le plus utilisé lors des travaux d'extension et de renouvellement. Fin 2022, il représente 59,6 % du réseau posé sur le territoire du Syndicat.

5 682,1 KM
DE CANALISATIONS EN POLYÉTHYLÈNE



MOYENNE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF : 59,6 %

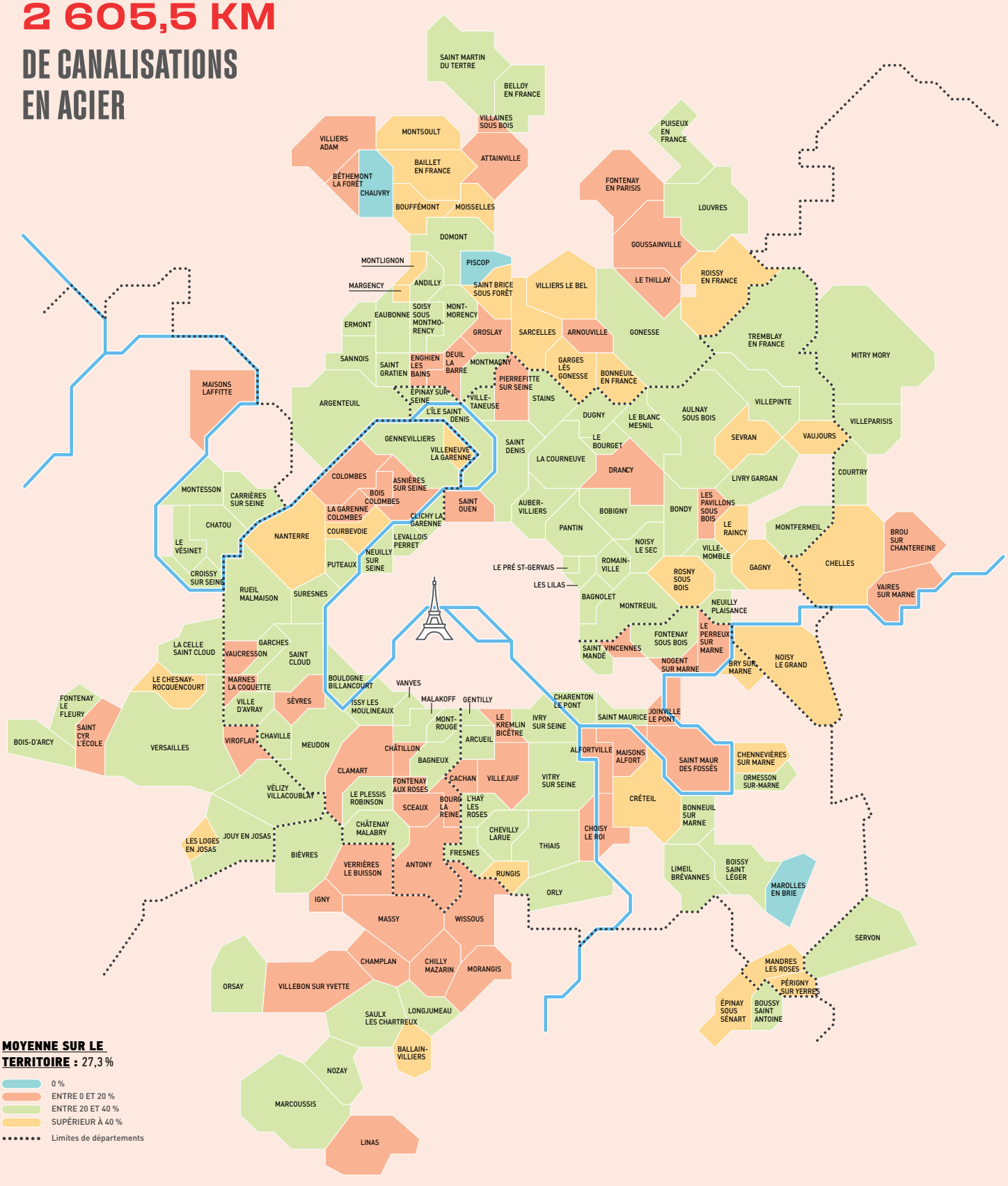
- ENTRE 20 ET 50 %
- ENTRE 50 ET 75 %
- ENTRE 75 ET 100 %
- Limites de départements

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Les canalisations en acier représentent 27,3 % du réseau de gaz du Sigeif. Le réseau est essentiellement en moyenne pression.

2 605,5 KM
DE CANALISATIONS EN ACIER



MOYENNE SUR LE TERRITOIRE : 27,3 %

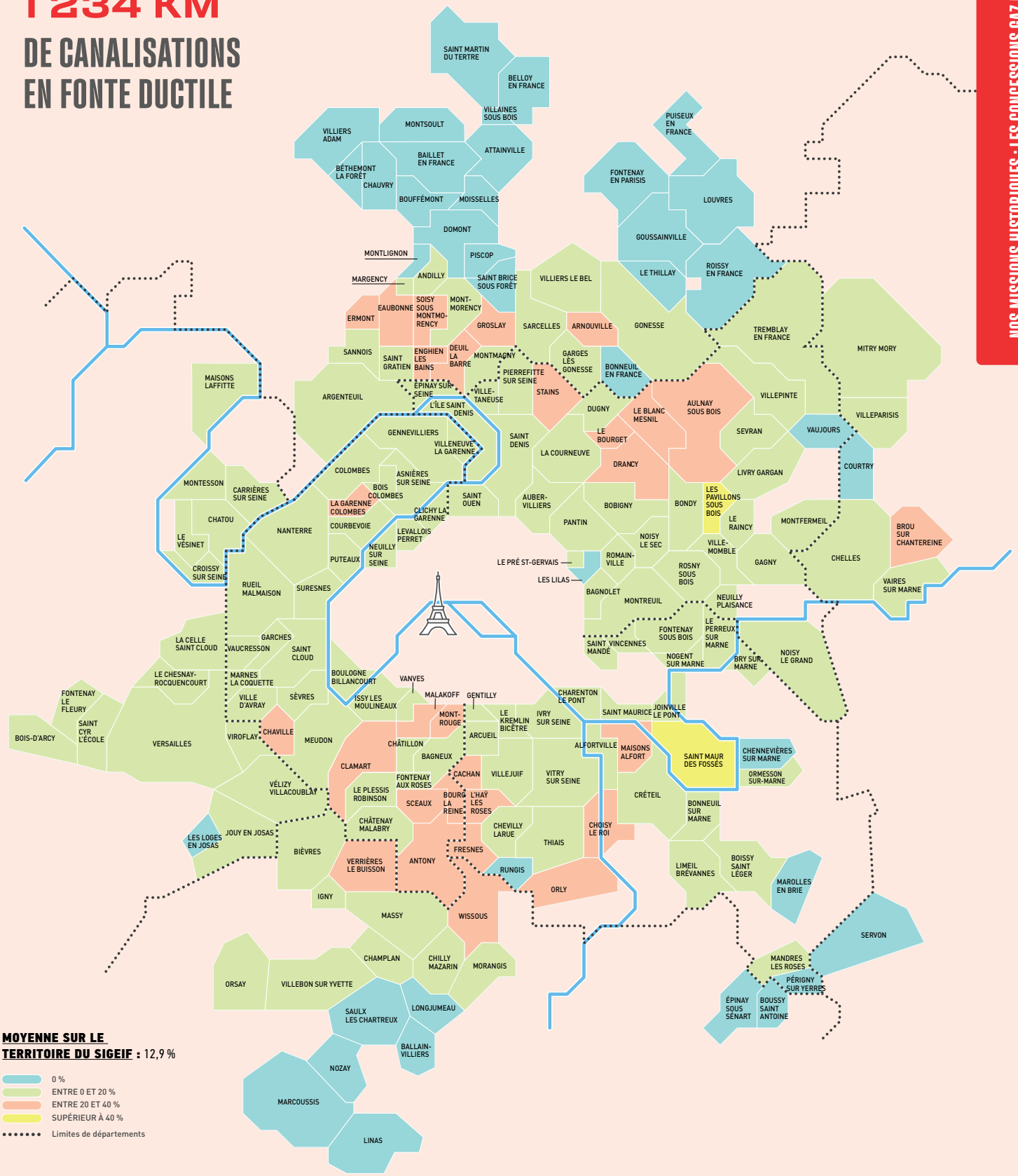
- 0 %
- ENTRE 0 ET 20 %
- ENTRE 20 ET 40 %
- SUPÉRIEUR À 40 %
- Limites de départements

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Alimentées exclusivement en basse pression, les canalisations en fonte ductile représentent 12,9 % du réseau du Sigeif.

1 234 KM
DE CANALISATIONS EN FONTE DUCTILE



MOYENNE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF : 12,9 %

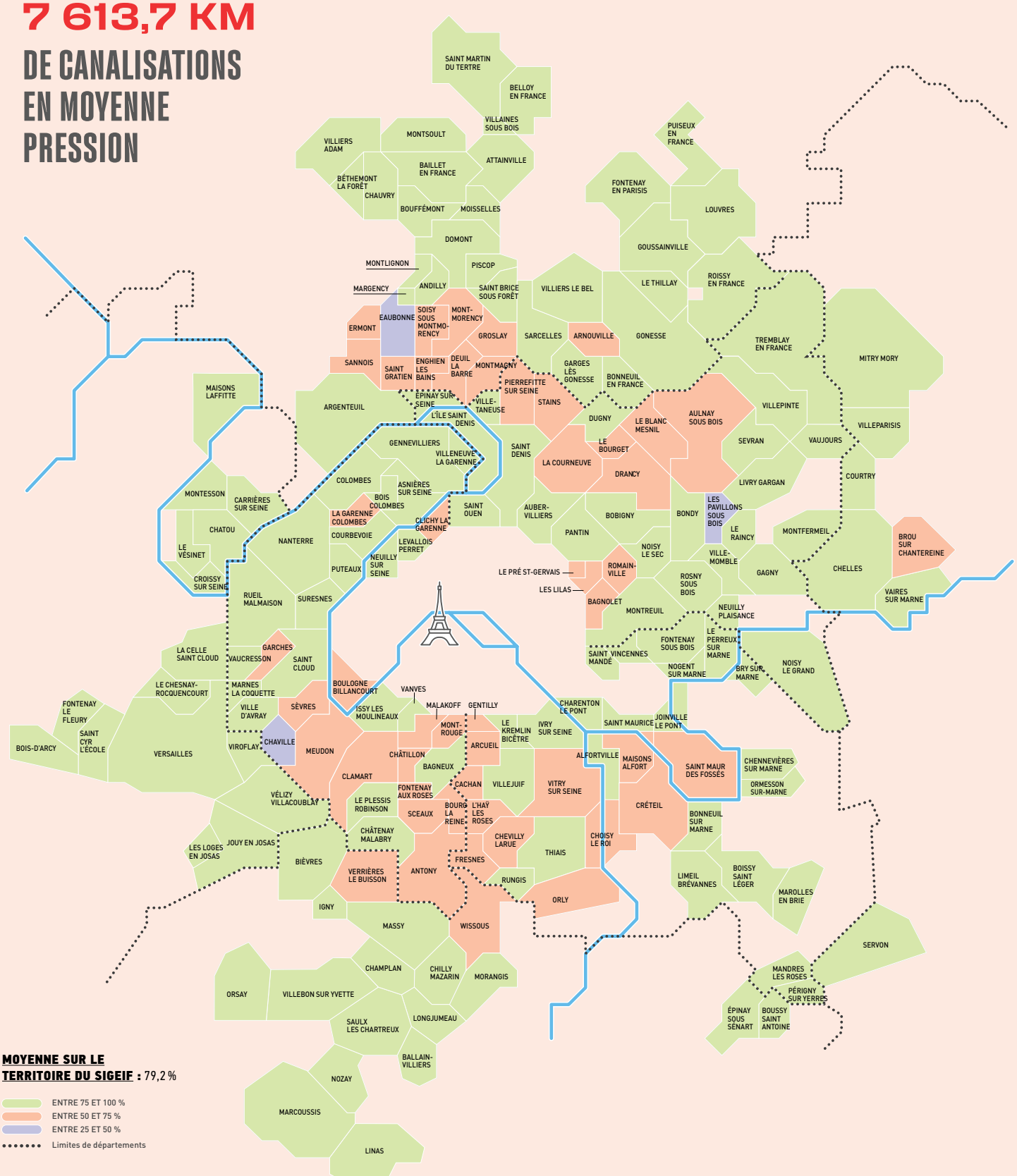
- 0 %
- ENTRE 0 ET 20 %
- ENTRE 20 ET 40 %
- SUPÉRIEUR À 40 %
- Limites de départements

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Le réseau de distribution de gaz en moyenne pression comprend trois niveaux de pression : la MPB, majoritairement sur le territoire du Syndicat, et les canalisations MPA et MPC, de manière marginale. Les canalisations en moyenne pression représentent 79,2 % du linéaire total.

7 613,7 KM
DE CANALISATIONS EN MOYENNE PRESSION



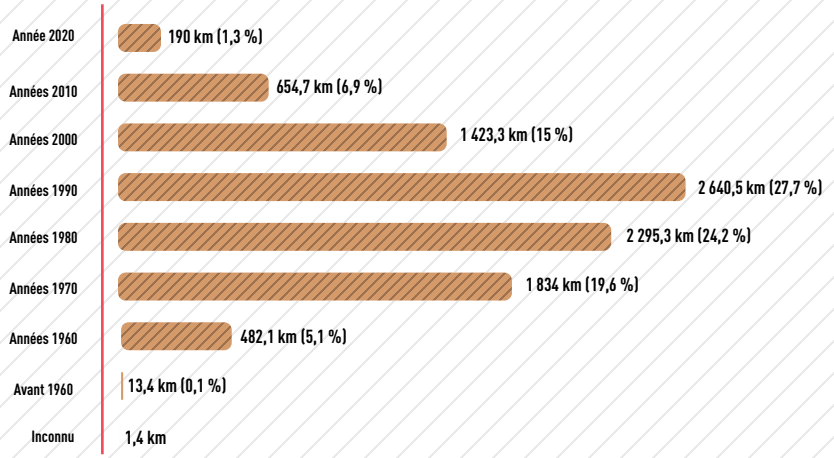
MOYENNE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF : 79,2 %

- ENTRE 75 ET 100 %
- ENTRE 50 ET 75 %
- ENTRE 25 ET 50 %
- Limites de départements

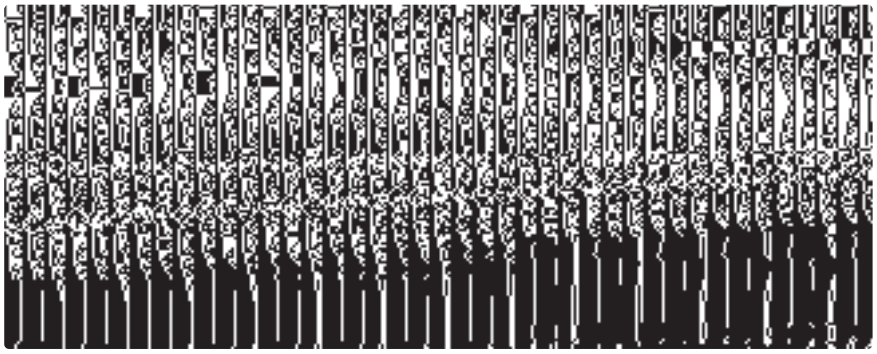
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNÉE DE POSE DES CANALISATIONS DE GAZ

[EN KM] ÂGE MOYEN : 31,4 ANS - LINÉAIRE TOTAL : 9 533 KM

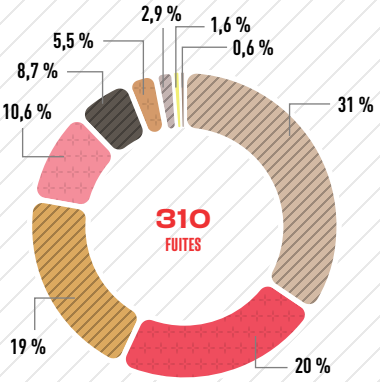


* Sources GRDF.



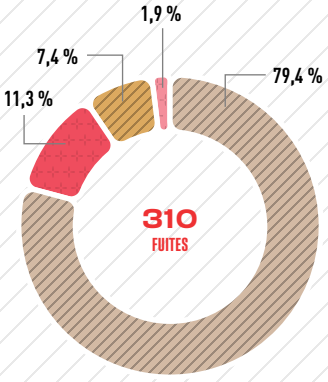
DOMMAGES AVEC FUITES SUR LES OUVRAGES DE GAZ

PAR MAÎTRISE D'OUVRAGE



- Mairie / autre collectivité territoriale
- Particulier
- Autres
- Opérateur eaux (Lyonnaise, Véolia)
- Enedis
- Promoteur aménageur privé
- Opérateur télécom. / câble
- GRDF
- Inconnu

PAR TYPE D'OUVRAGE



- Branchement individuel sur réseau (BRI)
- Branchement collectif sur réseau (BRC)
- Canalisation réseau
- Conduite d'immeuble (CI)

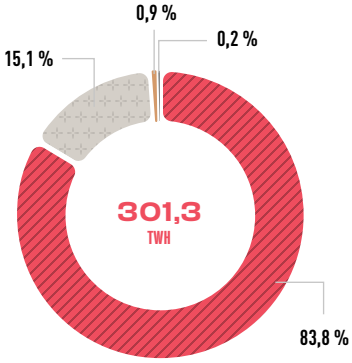
* Sources GRDF.

LA QUALITÉ DU GAZ DISTRIBUÉ

Située à un carrefour d'autoroutes gazières, l'Île-de-France est alimentée par plusieurs gazoducs. Le gaz provient principalement de la mer du Nord et, dans une moindre mesure, d'Algérie (via les terminaux de gaz naturel liquéfié de Montoir-de-Bretagne et de Fos-sur-Mer). Parallèlement, cinq sites de stockage renforcent l'alimentation de la région parisienne en hiver. Cette diversité de la provenance ainsi que la densité du maillage du réseau francilien se traduisent par une variation dans le temps de la qualité du gaz. GRTgaz, le gestionnaire du réseau de transport, a scindé le réseau en sous-réseaux. Le territoire du Syndicat est concerné par cinq d'entre eux (voir carte p. 85).

La mesure du pouvoir calorifique supérieur du gaz (PCS) est obtenue par calcul et validée par un chromatographe de contrôle situé au point considéré comme le plus défavorable. Anticipant l'application d'une directive européenne sur la précision de la détermination des quantités d'énergie acheminées et consommées, GRTgaz s'est fixé une tolérance maximale de 1,15 % (écart entre le PCS calculé et le PCS mesuré) sur le PCS moyen journalier calculé. L'objectif est de respecter cette tolérance, dans une durée d'au moins 95 % de la période contrôlée. Le Sigeif a inscrit ces deux chromatographes dans le nouveau mode de détermination du PCS défini par GRTgaz. Situé à Bondy (93), le premier est utilisé par GRTgaz pour la validation des calculs du sous-réseau « Gaz H Est ». Installé à Sceaux (92), le second contrôle la partie sud du sous-réseau « Paris ».

APPROVISIONNEMENT* EN GAZ NATUREL DE L'ÎLE-DE-FRANCE



* Sources GRTgaz.

- Mer du Nord
- Algérie
- Pays-Bas
- Russie

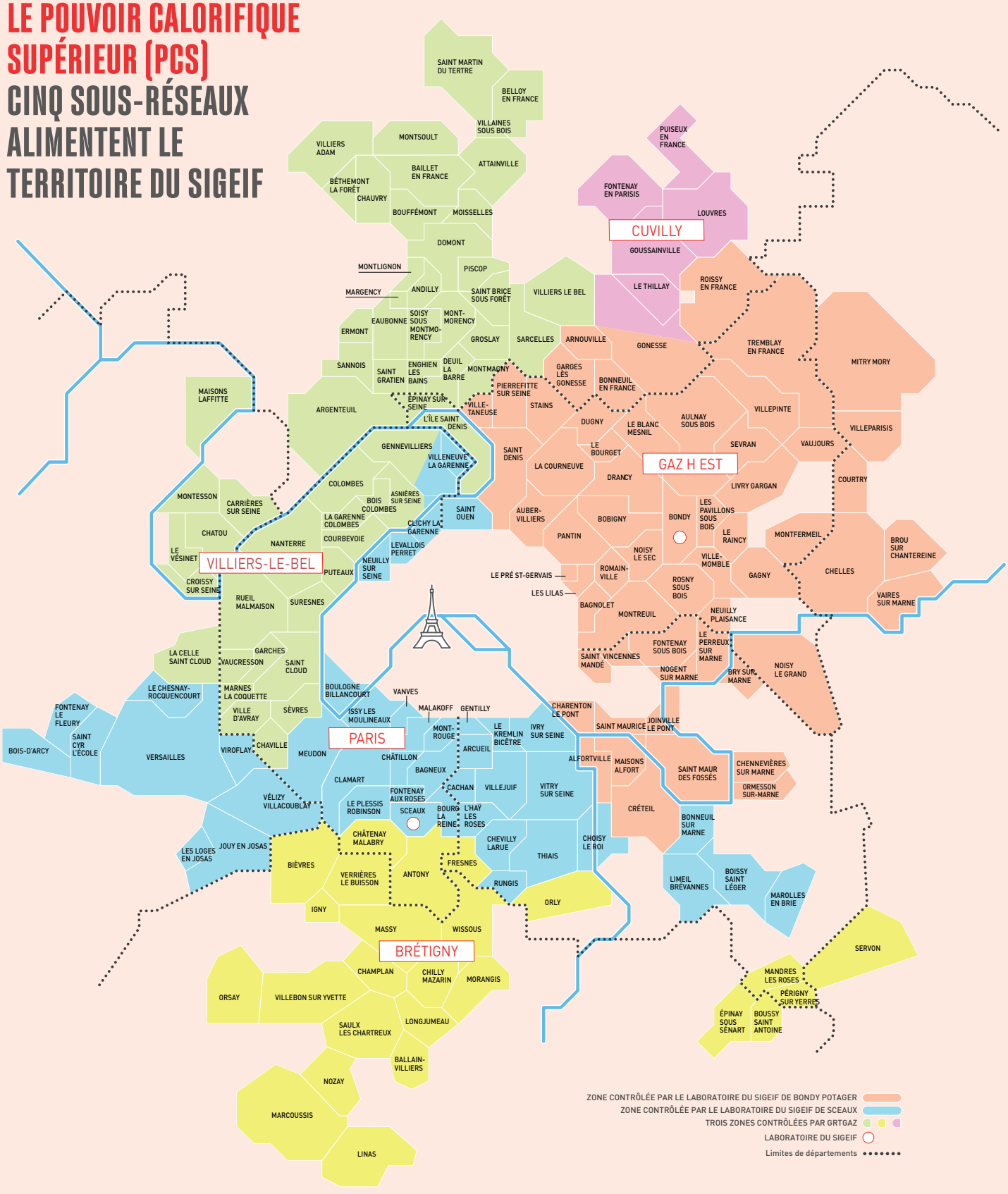
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Située à un carrefour d'autoroutes gazières, l'Île-de-France est alimentée par gazoducs (mer du Nord, Algérie…).
La diversité de la provenance et la densité du maillage du réseau francilien ont conduit GRTgaz, le gestionnaire du réseau de transport, à scinder le réseau en sous-réseaux. Le territoire du Sigeif est concerné par cinq d'entre eux.

LE POUVOIR CALORIFIQUE SUPÉRIEUR (PCS)

CINQ SOUS-RÉSEAUX ALIMENTENT LE TERRITOIRE DU SIGEIF



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES LABORATOIRES DE CONTRÔLE

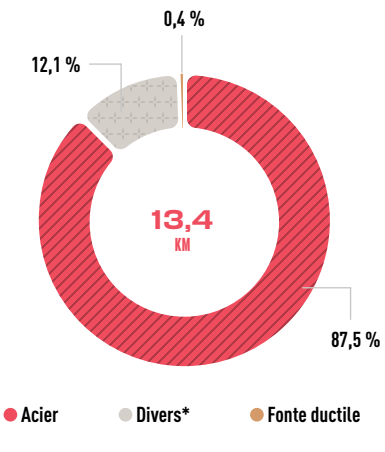
Le Sigeif vérifie les valeurs du PCS calculées par GRTgaz avec deux chromatographes. Ces appareils assurent le contrôle de deux des cinq sous-réseaux de son territoire (voir carte en p. 85). Grâce à ces installations, le Sigeif contrôle le PCS du gaz distribué, sur 68 % du territoire concédé. Exploités par GRTgaz, trois autres chromatographes complètent ce contrôle dans les autres sous-réseaux desservant des communes adhérentes.

Ce travail d'analyse et de mesure permet de valider les valeurs du PCS utilisées par les fournisseurs pour la facturation des quantités de gaz consommées par leurs clients.

LE CHROMATOGRAPHE DE SCEAUX

À Sceaux (92), un chromatographe contrôle le sous-réseau « Paris », pour les communes adhérentes du sud de la capitale. Ce laboratoire se situe au milieu d'un réseau maillé, avec de multiples points d'entrée d'approvisionnement en gaz.
Il est maintenant utilisé par GRTgaz, dans le cadre de son dispositif de contrôle du PCS de sous-réseau. Ses mesures sont plus représentatives que celles du laboratoire de Paris, pour les communes adhérentes au Sigeif limitrophes de celui-ci. En 2022, une seule mesure ne respectait pas le seuil de tolérance de 1,15 % fixé par GRTgaz.

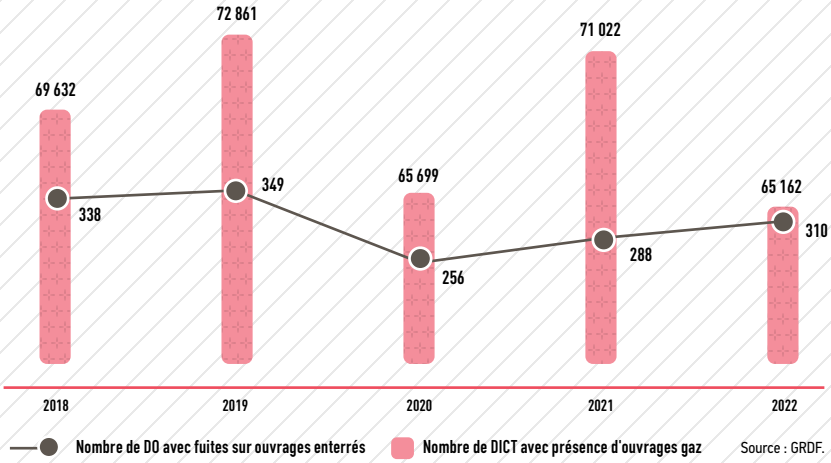
NATURE ET LONGUEUR DU RÉSEAU DE GAZ POSÉ AVANT 1960



* Tôle bitumée, cuivre et plomb.

ÉVOLUTION DES ENDOMMAGEMENTS SUR LE RÉSEAU DE GAZ

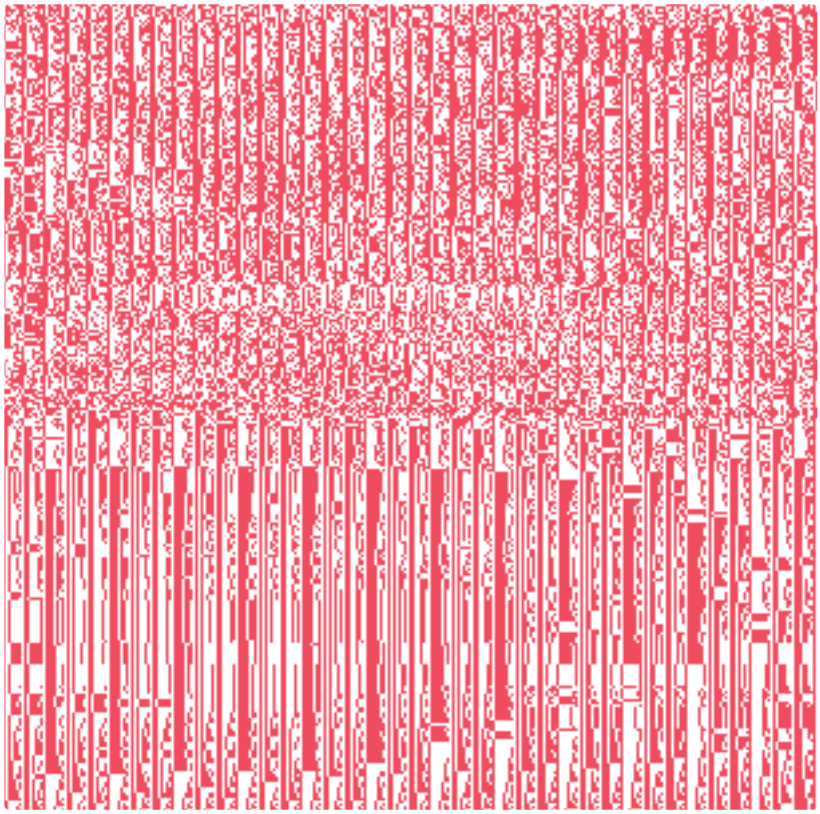
AVEC FUITES LORS DE TRAVAUX DE VOIRIE



LE CHROMATOGRAPHE DE BONDY

À Bondy (93), un autre chromatographe contrôle le sous-réseau appelé « Gaz H Est », qui concerne les communes adhérentes situées à l'est de Paris. Cet appareil est intégré au dispositif de GRTgaz pour la vérification des calculs du PCS de ce sous-réseau. Toutes les mesures respectent le seuil de tolérance.

« Grâce à ses deux chromatographes, le Sigeif contrôle le PCS du gaz distribué sur 68 % de son territoire. »



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE PCS : CE QU'IL FAUT SAVOIR

La qualité du gaz se mesure à son pouvoir calorifique (kWh/m³), il est l'équivalent de la puissance (W - Watt) pour le courant électrique. Il représente la quantité d'énergie (en calories) dégagée par la combustion d'un mètre cube de gaz.

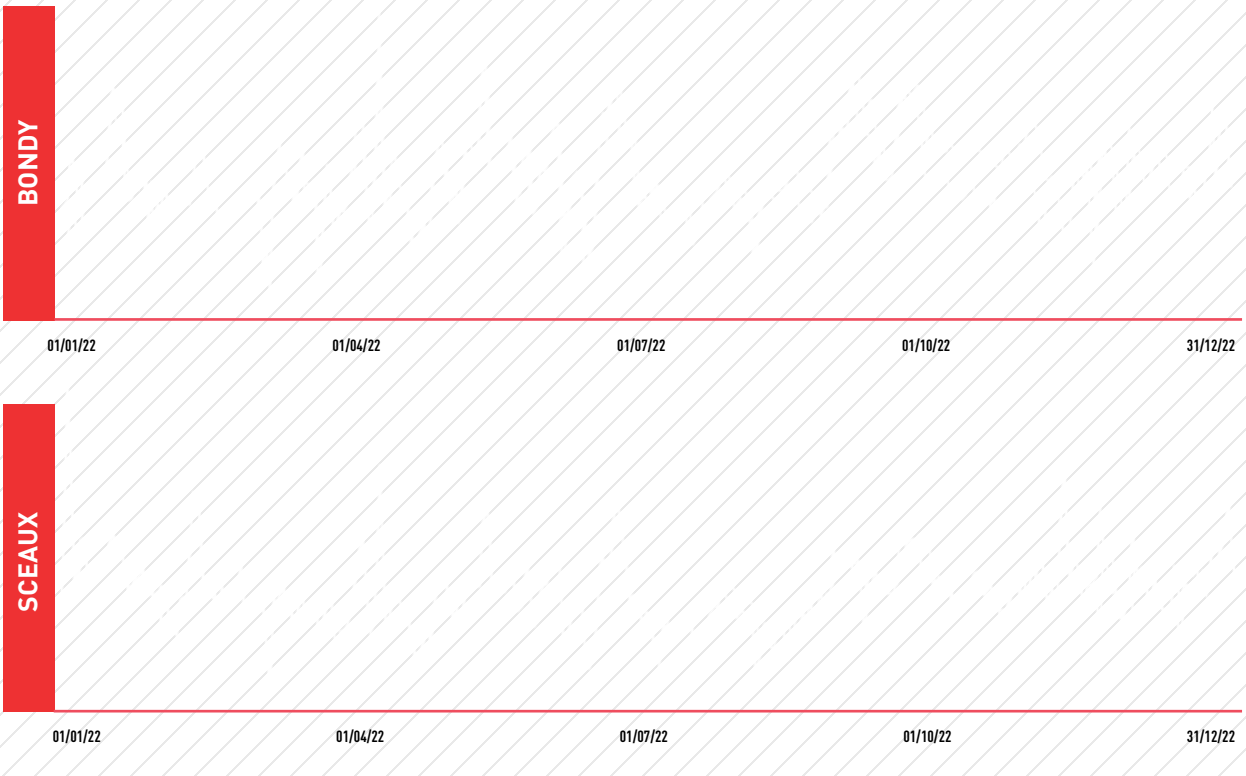
Plus le pouvoir calorifique est élevé, plus sa flamme a un pouvoir chauffant. Or, la qualité du gaz acheminé sur le territoire national diffère selon sa provenance (mer du Nord, Algérie...).

Le Sigeif s'assure, à travers ses contrôles, qu'elle soit de haute qualité et satisfaisante, dans la mesure où la facturation des clients s'effectue à partir du pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Il contrôle cette donnée à l'aide de deux chromatographes situés à Bondy et à Sceaux.

Il s'assure que les mesures journalières n'excèdent pas 1,15 % entre le PCS calculé par GRTgaz (Simone) et le PCS mesuré par ces chromatographes. Pour rappel, la valeur moyenne du PCS sur le territoire du Sigeif est de 11,07 kWh/Nm³.

CONTRÔLE DU PCS : LABORATOIRES DU SIGEIF

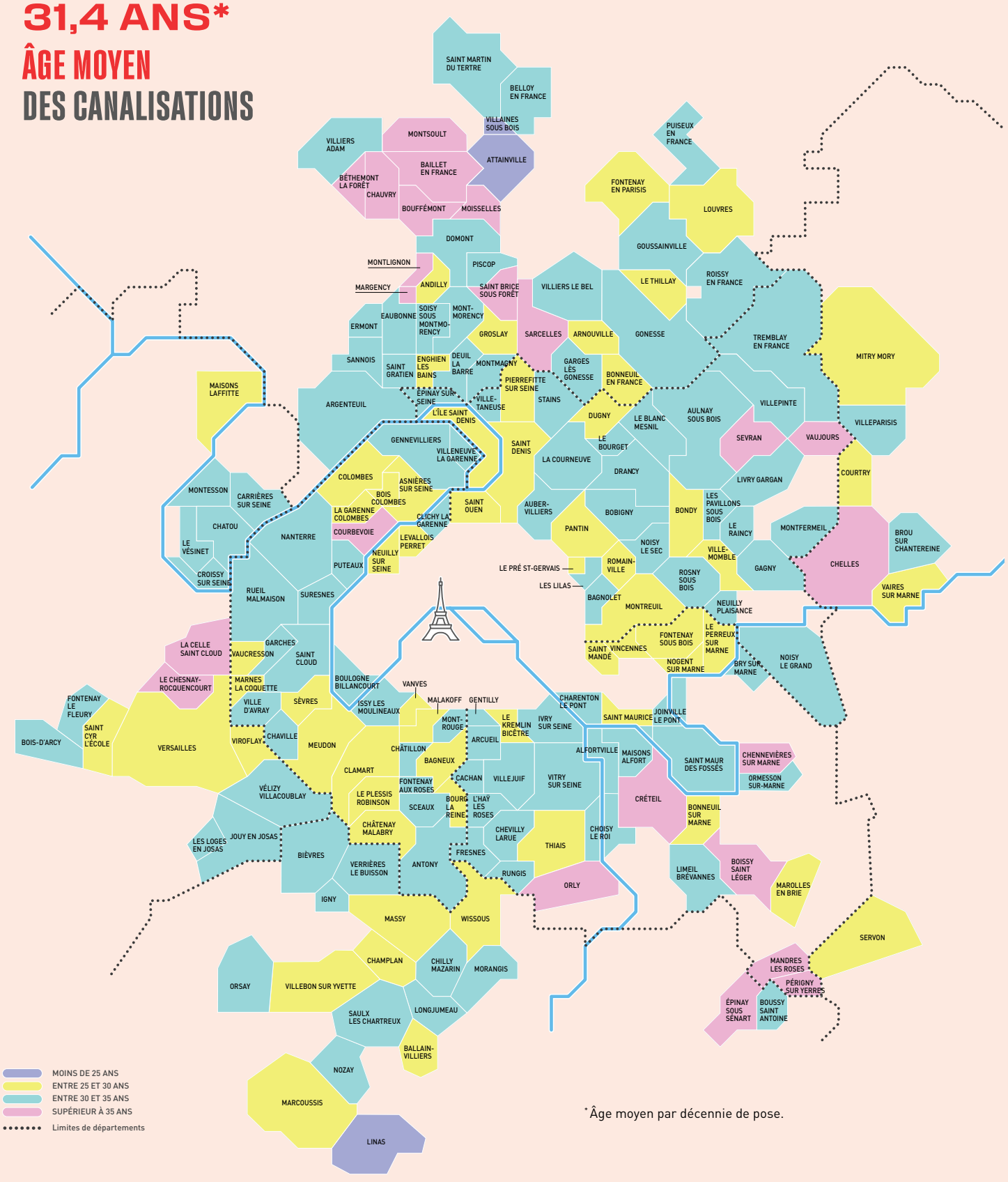


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

La résorption totale de la fonte grise, fin 2007, a contribué à la modernisation du réseau de gaz du Syndicat.

31,4 ANS*
ÂGE MOYEN
DES CANALISATIONS



*Âge moyen par décennie de pose.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CHIFFRES CLÉS GAZPAR SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF

1 132 987
compteurs (ou modules) posés, dont 70 458 sur la seule année 2022.

97 %
des compteurs bénéficient d'une couverture radio satisfaisante (231 concentrateurs installés sur le territoire du Sigeif).



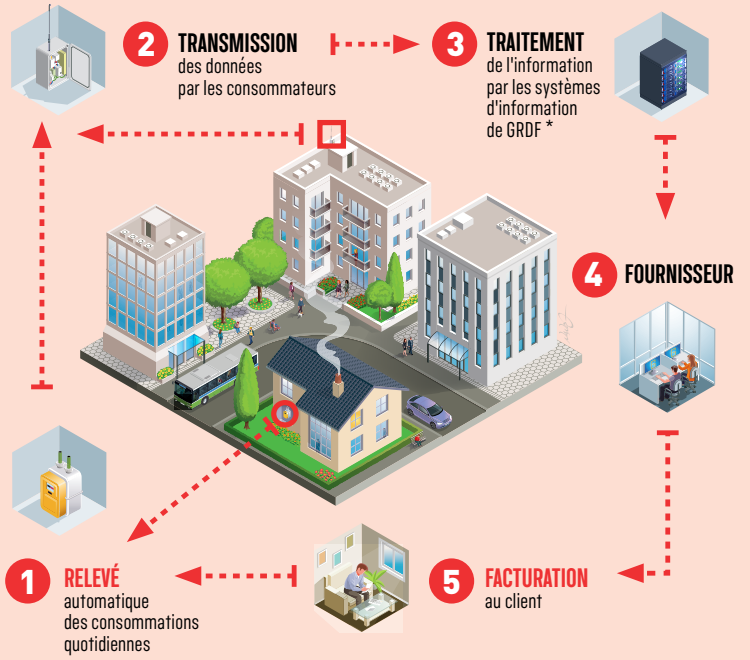
SURVEILLER ET INTÉGRER LES CONDUITES MONTANTES

L'appellation « conduites montantes » regroupe les conduites d'immeuble (horizontales) et les conduites montantes (verticales). Elles desservent en gaz chaque étage et reçoivent les branchements particuliers des logements. Quel que soit leur régime de propriété, le contrôle de ces ouvrages est assuré par GRDF.

En 2022, le parc comprenait 101 908 conduites montantes, contre 101 986 en 2021. 43,7 % (soit 44 496) d'entre elles appartiennent encore aux propriétaires des immeubles.

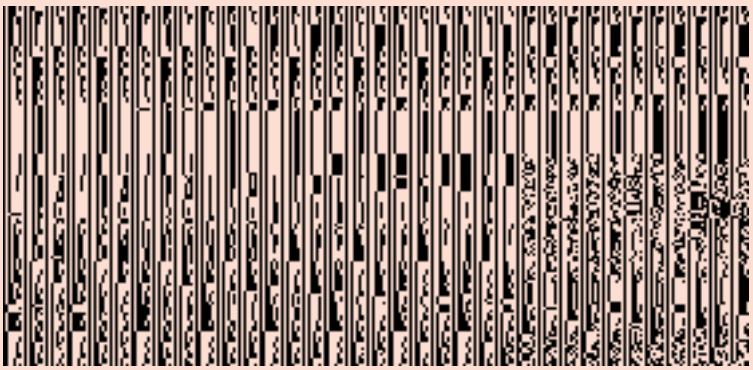
À compter du 1er août 2023, ces différents régimes de copropriété disparaîtront, avec le transfert automatique de ces ouvrages dans le domaine public.

LES PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT DU COMPTEUR GAZPAR



* Informations consultables par le client sur grdf.fr.

LE DÉPLOIEMENT DES COMPTEURS COMMUNICANTS GAZPAR



Le compteur communicant Gazpar permet le relevé à distance, automatique et quotidien, des index de consommation. Les factures sont basées sur des index réels. Ces compteurs sont associés à un module radio qui communique vers un concentrateur, lui-même associé au système d'information national du concessionnaire.

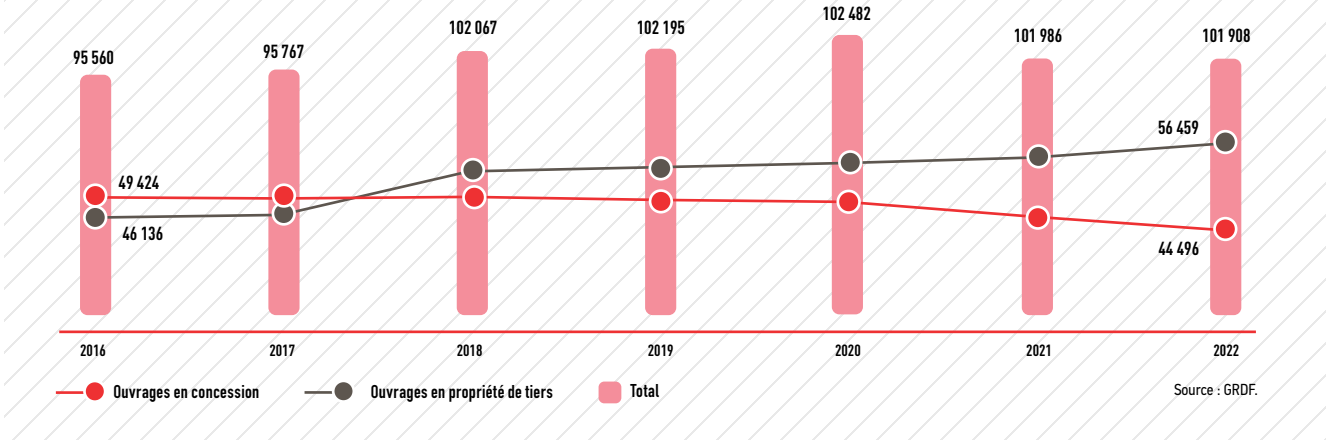
Le déploiement industriel de Gazpar sur le territoire de la concession a débuté en 2017. Depuis le début du déploiement, GRDF a installé 1 132 987 compteurs communicants, dont 70 458 compteurs en 2022.

L'année 2023 marquera la fin des poses de cet appareillage, avec plus d'un million de compteurs actifs sur le territoire du Sigeif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉVOLUTION DU PARC DES CONDUITES MONTANTES

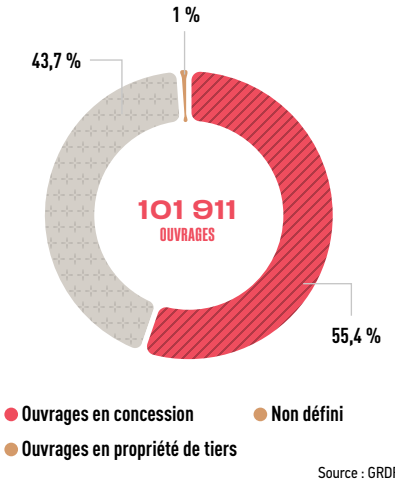
101 908 OUVRAGES EN 2022, DONT 953 NON DÉFINIS



Source : GRDF.



PARC DES CONDUITES MONTANTES PAR RÉGIME DE PROPRIÉTÉ



Source : GRDF



LES SEMAINES DE LA PRÉVENTION DES RISQUES TRAVAUX EN ÎLE-DE-FRANCE

Mise en œuvre par l'Observatoire des risques travaux en Île-de-France, les semaines régionales de la prévention sont l'occasion pour les adhérents de cet organisme de participer à des visites de chantiers. Son objectif : sensibiliser les entreprises de travaux au respect du décret anti-endommagement.

L'année 2022 fut l'occasion pour le Sigeif de participer à une trentaine de visites de chantiers en Île-de-France :

- enfouissement de réseaux électriques aériens,
- pose d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE),
- travaux sur le réseau d'eau potable,
- requalification de la voirie,
- extension d'un réseau de chaleur…

Ces visites sont dans la continuité des travaux entrepris par le Syndicat, dans le cadre de « Balise de Sécurité 24 », et permettent à l'Observatoire de conclure que la phase pourtant obligatoire de marquer/piqueter les réseaux avant travaux est encore perfectible. Sur 1 000 visites (tous participants confondus), 82 % ont été considérées comme très satisfaisantes (dossiers et plans DT/DICT conformes, marquage/piquetage…), alors que le pourcentage du panel « experts » atteint les 63 %.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉSEAU D'ALIMENTATION EN GAZ POUR LES IMMEUBLES COLLECTIFS ET LES RÉSIDENCES INDIVIDUELLES



Accessoires coffret individuel

1. Installation intérieure
2. Coffret individuel
3. Depuis le réseau de distribution
4. Organe de coupure générale (OCG)
5. Détendeur régulateur
6. Compteur
7. Vers l'installation inférieure

Partie privative Partie commune

1. Branchement individuel
2. Coffret individuel
3. Depuis le réseau
4. Organe de coupure générale (OCG)
5. Détendeur régulateur
6. Compteur
7. Vers l'installation inférieure

Sur le territoire du Sigeif, près de 43,7 % des conduites montantes appartiennent encore aux propriétaires des immeubles. À compter du 1er août 2023, tous les ouvrages seront transférés dans le domaine public de la concession du Sigeif (Loi 3DS du 21 février 2022).

Accessoires coffret collectif

1. Vers l'installation intérieure
2. Organe de coupure générale (OCG)
3. Détendeur régulateur
4. Depuis le branchement collectif

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

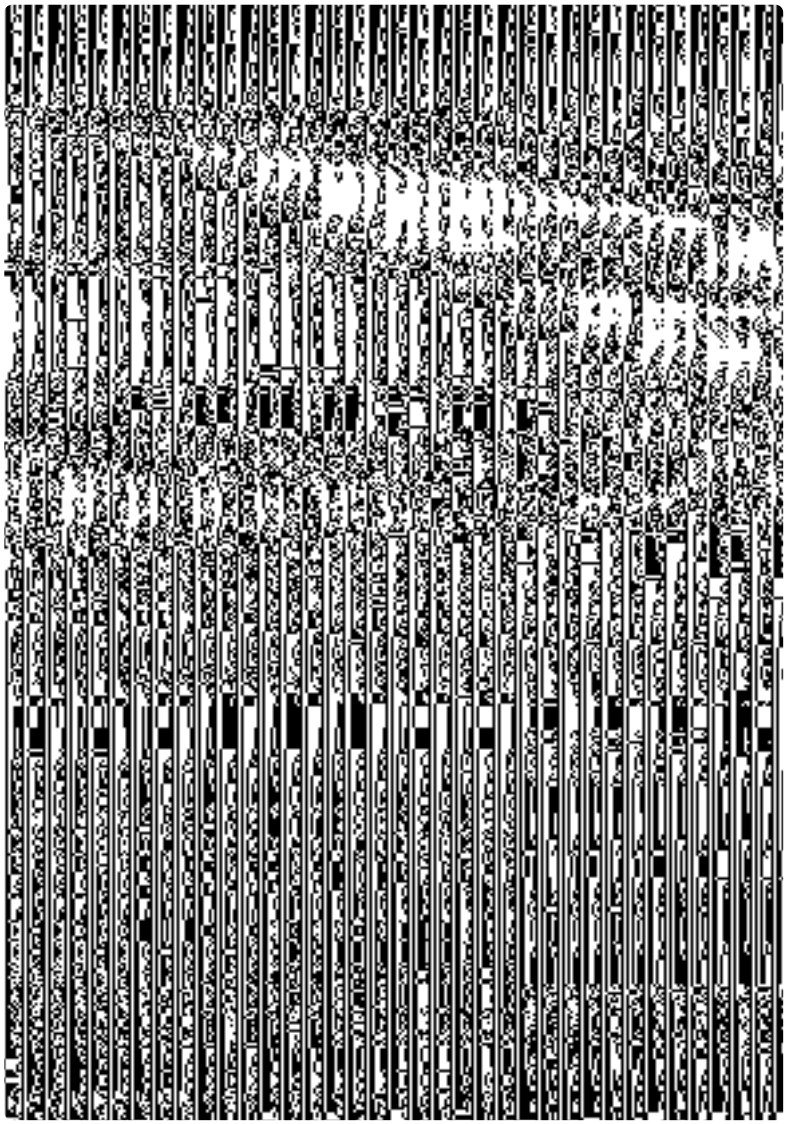
LE POINT RÉGLEMENTATION DT-DICT : LE MARQUAGE/ PIQUETAGE

Phase essentielle d'un chantier, le marquage/piquetage permet de localiser à partir des plans (issus des récépissés des DICT), de localiser sur le domaine public et privé les réseaux pour chaque emprise de travaux.

Son objectif est, d'une part, de préserver les réseaux souterrains d'un éventuel endommagement et, d'autre part, de garantir la sécurité du personnel intervenant à proximité des travaux.

Pour effectuer ces opérations de localisation le plus finement possible, il est fortement recommandé de disposer de plans de « classe A », pour une précision de 0,4 à 0,5 m.

Retrouvez toutes les dispositions relatives à la réglementation « anti-endommagement » grâce aux fascicules 1, 2, 3 sur le site : **observatoire-national-dt-dict.fr/ médiathèque.**



CODE COULEUR DES MARQUAGES AU SOL AVANT TRAVAUX

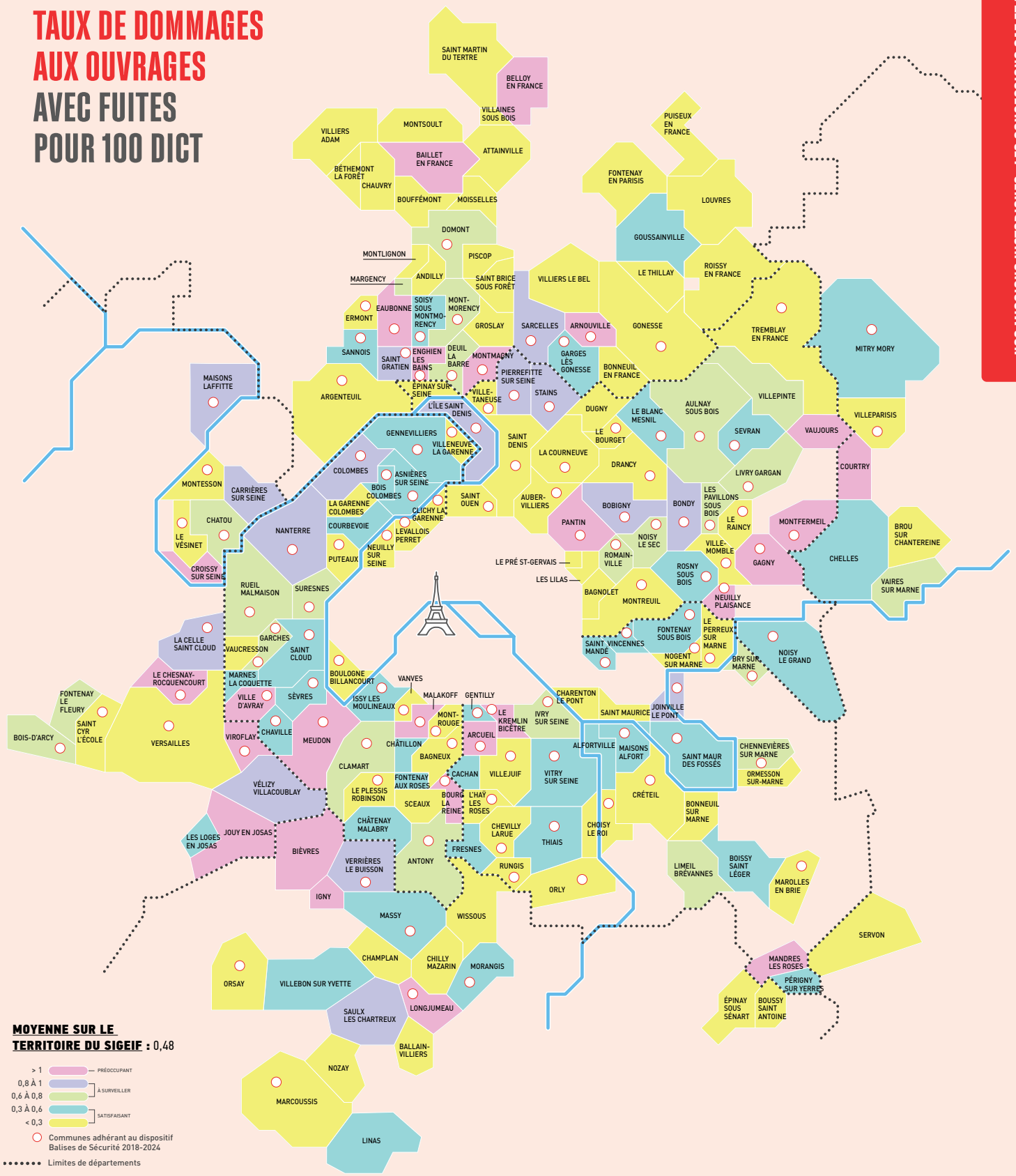
NATURE DES RÉSEAUX	COULEURS DE MARQUAGE
Électricité BT, HTA ou HTB, éclairage ; feux tricolores et signalisation routière.	Rouge
Gaz combustible (transport ou distribution) et hydrocarbures.	Jaune
Produits chimiques.	Orange
Eau potable.	Bleu
Assainissement et pluvial.	Marron
Chauffage et climatisation.	Violet
Télécommunications ; feux tricolores et signalisation routière TBT.	Vert
Zone de travaux.	Blanc
Zone d'emprise multi-réseaux.	Rose

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

En 2022, GRDF a enregistré 494 dommages aux ouvrages (- 5,6 %) lors ou après travaux de tiers, dont 310 avec fuites enterrées. 43,9 % des dommages ont été causés par une utilisation inappropriée de la pelle mécanique. Bien que ces dommages ne représentent que 4,7 % des incidents, ils sont à l'origine de 17,7 % des clients coupés.

TAUX DE DOMMAGES AUX OUVRAGES AVEC FUITES POUR 100 DICT



MOYENNE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF : 0,48

- > 1 — PRÉOCCUPANT
- 0,8 À 1 — À SURVEILLER
- 0,6 À 0,8 — À SURVEILLER
- 0,3 À 0,6 — SATISFAISANT
- < 0,3 — SATISFAISANT
- Communes adhérant au dispositif Balises de Sécurité 2018-2024
- Limites de départements

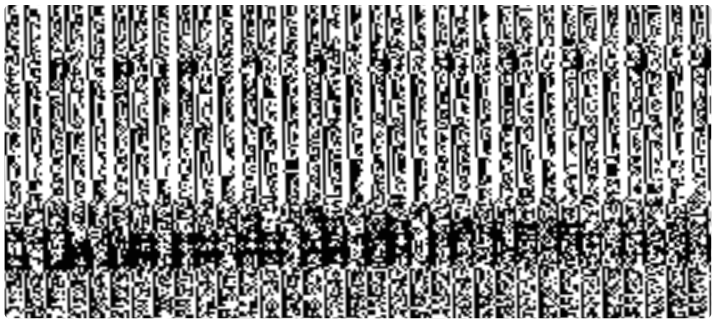
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE BIOMÉTHANE : UNE FILIÈRE DYNAMIQUE

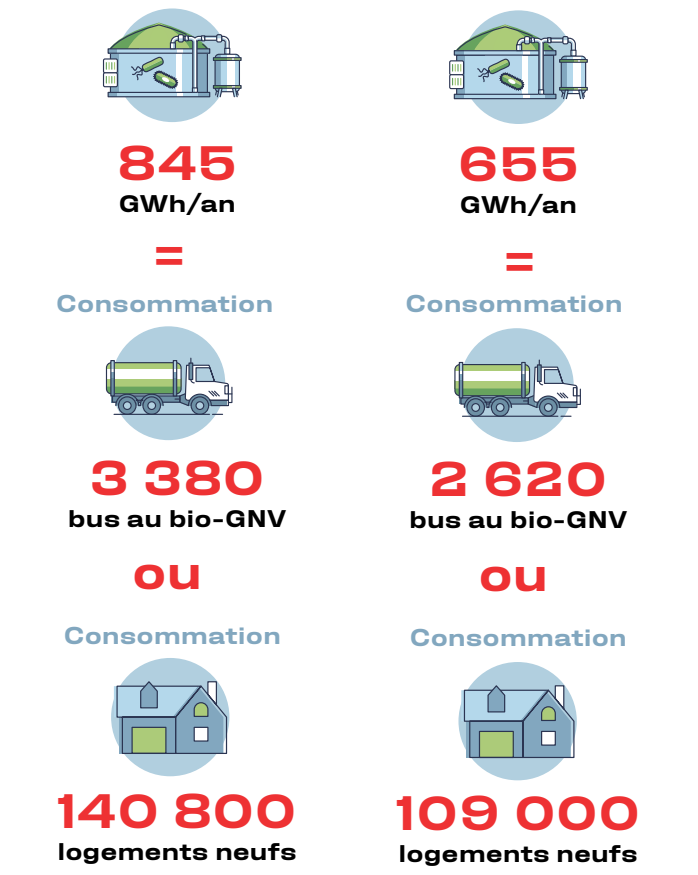
En Île-de-France, c'est désormais 47 sites qui injectent quotidiennement du biométhane dans les réseaux de gaz, dont 36 sur les réseaux exploités par GRDF, soit 14 de plus que l'année 2021 !

Issu de l'agriculture (80 %), de stations d'épuration des eaux usées (10 %) et de déchets ménagers, voire industriels..., le biométhane représente désormais l'équivalent annuel de 655 GWh, acheminés dans les réseaux exploités par GRDF sur le territoire francilien.

De nombreux projets sont en cours d'étude et permettront d'ici 2050 à la filière gaz d'atteindre la neutralité carbone.



EN ÎLE-DE-FRANCE, 47 SITES INJECTENT DU BIOMÉTHANE DANS LE RÉSEAU DE GAZ, DONT 36 DANS LE RÉSEAU EXPLOITÉ PAR GRDF



DES SESSIONS DE FORMATION AIPR POUR LES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES

Après une période soumise au contexte sanitaire (Covid-19), le Sigeif a organisé à nouveau des sessions de formation AIPR en présentiel.

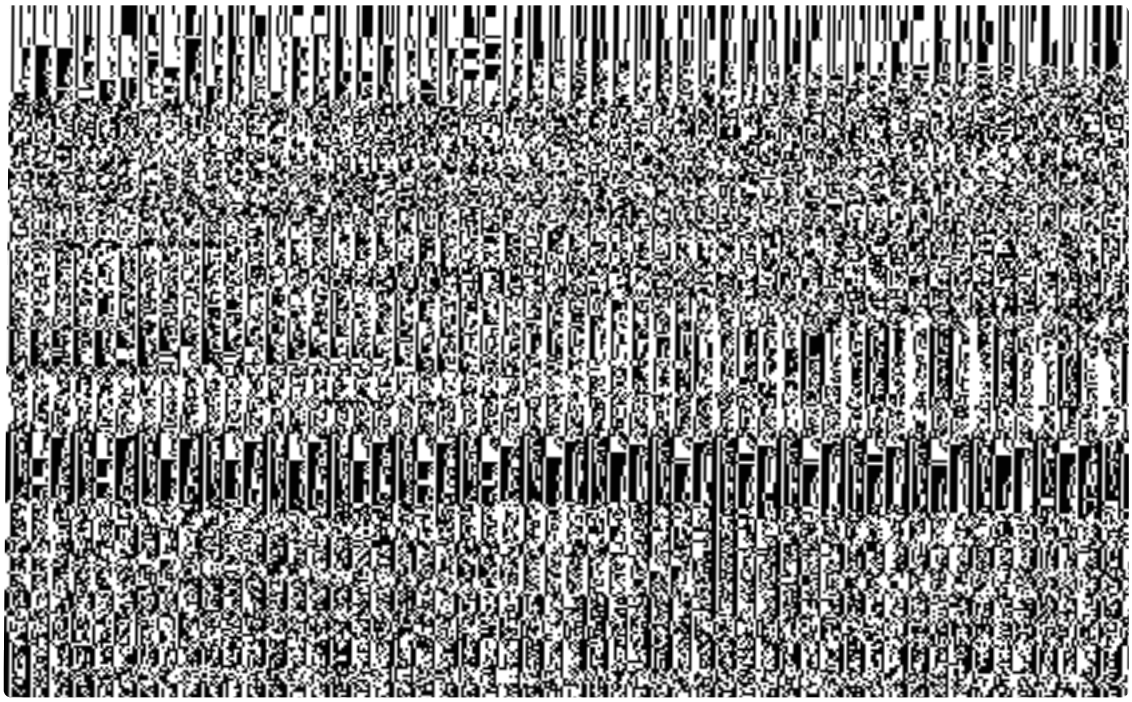
Pour rappel, l'autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) est une habilitation obligatoire, depuis le 1er janvier 2018, pour toutes personnes œuvrant à la conception, à l'encadrement ou à l'exécution d'un chantier sur le domaine public.

Ces sessions intégralement financées par le Sigeif permettent de faire découvrir les spécificités des réseaux aéro-souterrains et la gestion des travaux de voirie, quelles que soient leurs étapes de réalisation (étude et réalisation). Une amende (1 500 euros) peut être appliquée au responsable de projet ou à l'exécutant de travaux, employeur d'une personne ne disposant pas d'une AIPR (doublée en cas de récidive).

Les sessions 2022 ont été une réussite, avec plus de 70 agents formés représentant plus d'une quarantaine de collectivités.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



UN NOUVEAU CONTRAT DE GAZ

Le 28 octobre 2022, Jean-Jacques Guillet, président du Sigeif, et Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GRDF, ont signé un nouveau contrat de concession de distribution publique de gaz.

D'une durée de trente ans, ce contrat est en cohérence avec l'objectif d'un gaz « vert » à 100 % en 2050. Le Sigeif et GRDF ont ainsi posé les jalons d'un réseau FASTE, c'est-à-dire « fiable, attractif et sûr pour la transition énergétique ».

Les investissements sur le réseau feront l'objet d'une coopération accrue, suivant la définition d'un schéma directeur des investissements (SDI), décliné en programmes pluriannuels d'investissement de cinq ans (PPI). L'enjeu est de taille : 430 km de réseau en fonte ductile seront à renouveler avant 2030.

Ce nouveau contrat manifeste également la volonté commune de répondre aux besoins de la transition énergétique. Le réseau doit, en effet, se préparer à accueillir massivement du biométhane pour garantir un territoire francilien décarboné à 100 % avant 2050.

En termes de production, l'Île-de-France dispose d'un potentiel significatif (boues des stations d'épuration, déchets alimentaires…) qu'il importe de valoriser. C'est pourquoi le Sigeif prévoit la création d'un fonds d'investissement dédié, lequel bénéficiera du soutien de GRDF et sera ouvert à d'autres acteurs (collectivités, industriels…).

Premier « fonds vert » créé par un syndicat d'énergie, il soutiendra des programmes de production de biométhane et la mobilité bio-GNV (terrestre et fluviale), en substitution des consommations fossiles.

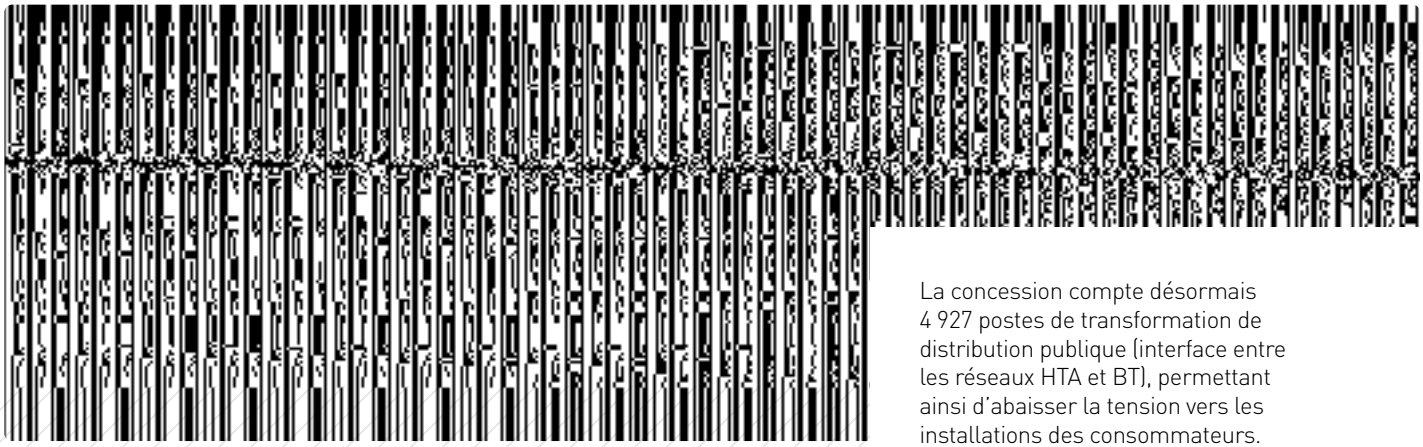
UN AUDIT TECHNIQUE POUR LE SUIVI DES COLONNES ET CONDUITES MONTANTES ÉLECTRIQUE ET GAZ

Les concessionnaires Enedis et GRDF ont lancé depuis quelques années un inventaire détaillé des colonnes et conduites montantes électrique et gaz. Ces inventaires résultent de l'article 153 de la loi relative à la Transition énergétique pour la croissance verte et d'une volonté de fiabiliser les données comptables vis-à-vis des données techniques concernant les branchements collectifs « référentiel inventaire des ouvrages 2 » (RIO2).

À cet effet, le Sigeif a souhaité engager une expertise basée sur des visites *in situ* afin de vérifier la cohérence des travaux engagés par les concessionnaires. Outre les aspects purement liés aux bases de données (typologie de matériaux utilisés, année de mise en service…), les premières visites ont d'ores et déjà permis de relever quelques défauts mineurs, de la responsabilité des concessionnaires et des syndics (ou mandataires) des immeubles, sur certains ouvrages. Au total, près de 500 adresses seront ainsi auditées jusqu'à la fin 2023.

Ce premier audit a permis d'observer que, hormis un ouvrage, la très grande majorité des anomalies relevées, aussi bien sous la responsabilité de GRDF que des propriétaires (ou mandataires) des immeubles, n'empêche en rien l'exploitation des ouvrages dans une sécurité optimale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



CONCESSION ÉLECTRICITÉ

LE CONTRÔLE TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA CONCESSION

Maillon essentiel de la chaîne du système électrique, les réseaux publics de distribution doivent bénéficier d'investissements adéquats, au même titre que les autres infrastructures (production, transport, transformation HTB/HTA). Ces dernières années, le niveau des investissements d'Enedis a augmenté, contribuant ainsi à stabiliser le taux d'amortissement du réseau concédé. Le contrat de concession signé en octobre 2019 renforce le partenariat entre le Syndicat et le concessionnaire via une gouvernance partagée des investissements.

Le Sigeif peut ainsi activer de nouveaux leviers pour lutter contre la vétusté et l'obsolescence des ouvrages, apporter au réseau la flexibilité, l'adaptabilité et la sûreté que les consommateurs franciliens attendent, accélérer la transition écologique. Le réseau de distribution qui alimente les clients de la concession du Sigeif regroupe les lignes moyenne tension (HTA : 10 000 à 20 000 V), les postes de transformation (HTA/BT) et le réseau basse tension (BT, 230/400 V).

Fin 2022, le réseau HTA, souterrain à 99,6 %, s'étend sur 3 986 km + 21 km, par rapport à 2021,

La partie aérienne totalise environ 16,3 km, soit une diminution de 0,1 km, qui correspond au retrait de la ligne provisoire qui avait été installée dans la commune de Saint-Cloud, pour assurer la continuité de fourniture à l'occasion des travaux de l'aménagement de l'Ilot des Avelines. Elle est désormais présente sur 12 communes, dont deux sur le territoire de Bièvres et des Loges-en-Josas, nouvellement adhérentes.

La concession compte désormais 4 927 postes de transformation de distribution publique (interface entre les réseaux HTA et BT), permettant ainsi d'abaisser la tension vers les installations des consommateurs.

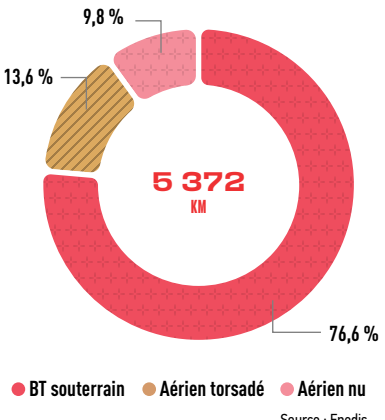
PROGRESSION DU RÉSEAU BT SOUTERRAIN

Long de près de 5 372 km, le réseau basse tension se divise en trois catégories : les canalisations souterraines (76,6 %), les lignes aériennes en fils conducteurs nus (9,8 %) et les lignes aériennes en torsadé (13,6 %).

En 2022, le réseau basse tension a progressé d'un peu plus de 50 km. Il compte 527 km de conducteurs nus, répartis dans 89 % du territoire du Sigeif, dont il constitue la partie la plus ancienne et la plus vulnérable. Le réseau aérien torsadé s'étend, quant à lui, sur 731 km. La vétusté et l'obsolescence de quelques câbles, dont la fabrication a cessé depuis 1971, ont conduit le Syndicat et son concessionnaire à convertir des engagements fermes et précis, inscrits au nouveau contrat de concession pour un effort partagé, à travers un SDI (schéma directeur d'investissement).

NATURE ET LONGUEUR DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

BASSE TENSION

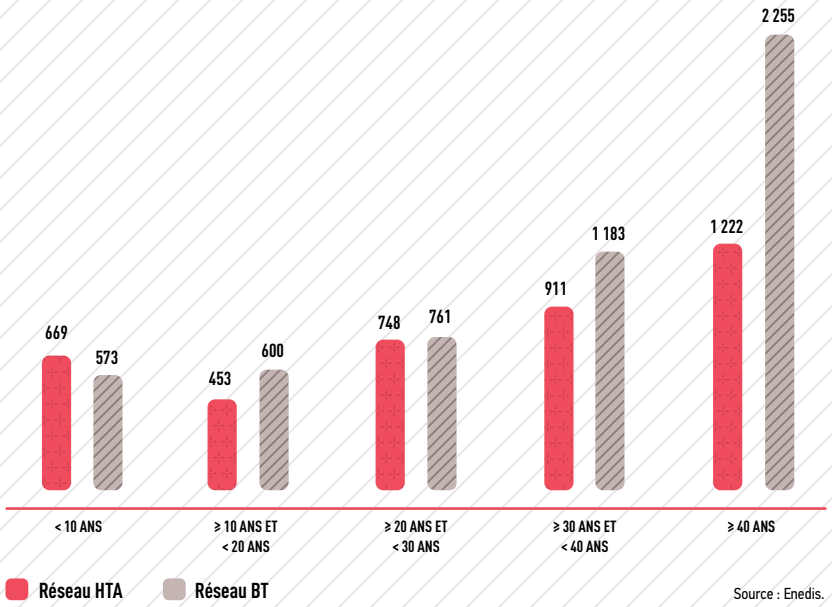


Source : Enedis.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RÉPARTITION DES OUVRAGES ÉLECTRIQUES

PAR TRANCHE D'ÂGE (EN KM) ÂGE MOYEN : 36,9 ANS - LINÉAIRE TOTAL : 9 374 KM



Source : Enedis.

Les dernières informations transmises par Enedis ont permis d'en recenser une partie :

- Câbles à ceinture cuivre : 87 km (2 %) datant des années 1920 à 1971.
- Câbles à ceinture aluminium : 126 km (3 %), datant des années 1946 à 1971.
- Câbles à fil neutre périphérique : 148 km (4 %), datant des années 1967 à 1980.

Restent 964 km de câbles à identifier, portant ainsi à 1 324 km (soit près d'un tiers du réseau souterrain BT) le linéaire qui requiert une attention particulière.

Cette augmentation, par rapport à 2021, est la résultante de l'intégration des réseaux des trois nouvelles communes dans le patrimoine de la concession, à partir du 1er janvier 2022.

L'ÂGE DES RÉSEAUX

Issu du SIG * technique, l'âge moyen des ouvrages de distribution publique concédés s'établit à 36,9 ans.

Le réseau basse tension reste le plus ancien (41,5 ans en moyenne), suivi par les postes de transformation HTA-BT (40,3 ans) et, enfin, le réseau HTA (30,8 ans).

Sous la responsabilité exclusive du distributeur, le renouvellement des câbles les plus anciens, dits « papier-ceinture », se conjugue avec l'enfouissement des lignes aériennes, réalisé par le Syndicat.

Les actions entreprises par le concessionnaire sont peu visibles sur le réseau HTA, en raison de l'évolution du périmètre de la concession. En revanche, sur le réseau BT, les efforts montrent une légère stabilité, voire un ralentissement de son vieillissement.

« L'âge moyen des ouvrages de distribution publique concédés s'établit à 36,9 ans. »

LE RENOUVELLEMENT DES COLONNES MONTANTES

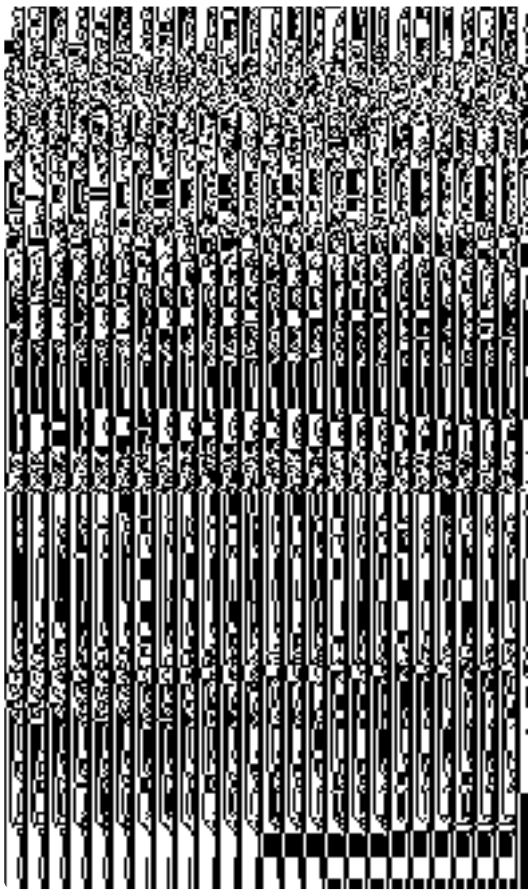
Ouvrages électriques cheminant dans le domaine privé pour desservir les différents logements d'un immeuble, les colonnes montantes ont été pendant plusieurs années une importante source de contentieux relatifs au régime de propriété.

La situation est aujourd'hui stabilisée grâce à l'article 176 de la loi Élan (Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique) : depuis le 24 novembre 2020, tous ces ouvrages ont été intégrés automatiquement au réseau public de distribution d'électricité, à l'exception de ceux qui ont fait l'objet d'une opposition expresse des copropriétaires.

Le Pôle énergie Île-de-France (association des six grands syndicats d'énergie franciliens, dont fait partie le Sigeif) a largement contribué à cette évolution législative, qui sécurise l'entretien de ces ouvrages.

Un inventaire, issu du rapprochement entre des bases clientèle et cadastrales, a permis de dénombrer 40 333 colonnes montantes d'électricité.

Le Sigeif a lancé le travail d'inventaire et de diagnostic, sur la période 2021-2023, la visite de plus de 200 immeubles desservis en gaz et en électricité (lire page 96), sachant que le renouvellement de ces ouvrages sera un levier du prochain programme pluriannuel d'investissement (2024-2027).



(1) SIG : système d'information géographique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉLECTRICITÉ

Quelques indicateurs sur le réseau aérien BT :

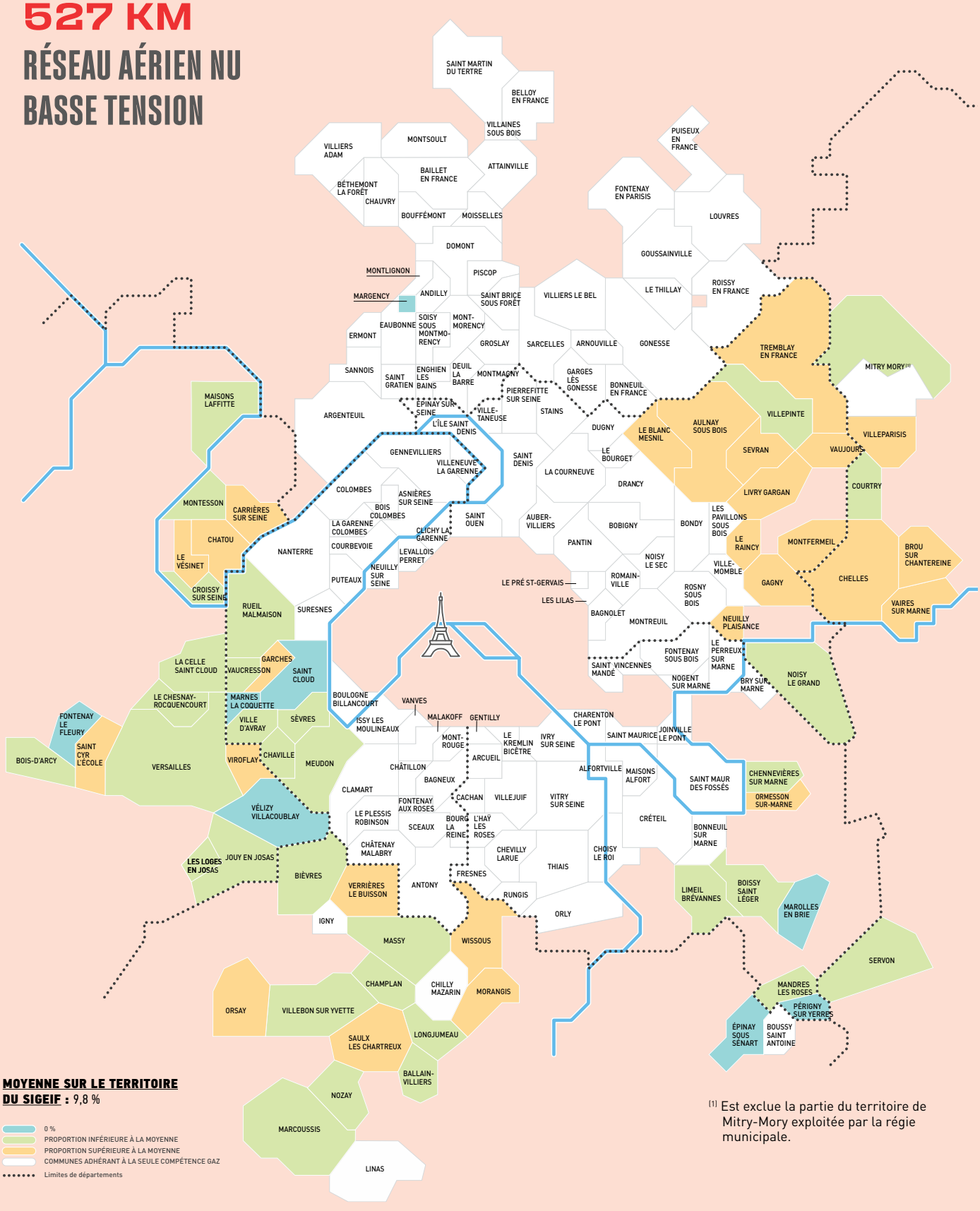
Sur le territoire du Sigeif

- Réseau aérien : 23,4 %
- Réseau aérien nu : 9,8 %

Au niveau national

- Réseau aérien : 51,3 %
- Réseau aérien nu : 6,4 %

527 KM
RÉSEAU AÉRIEN NU BASSE TENSION



MOYENNE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF : 9,8 %

- 0 %
- PROPORTION INFÉRIEURE À LA MOYENNE
- PROPORTION SUPÉRIEURE À LA MOYENNE
- COMMUNES ADHÉRANT À LA SEULE COMPÉTENCE GAZ
- Limites de départements

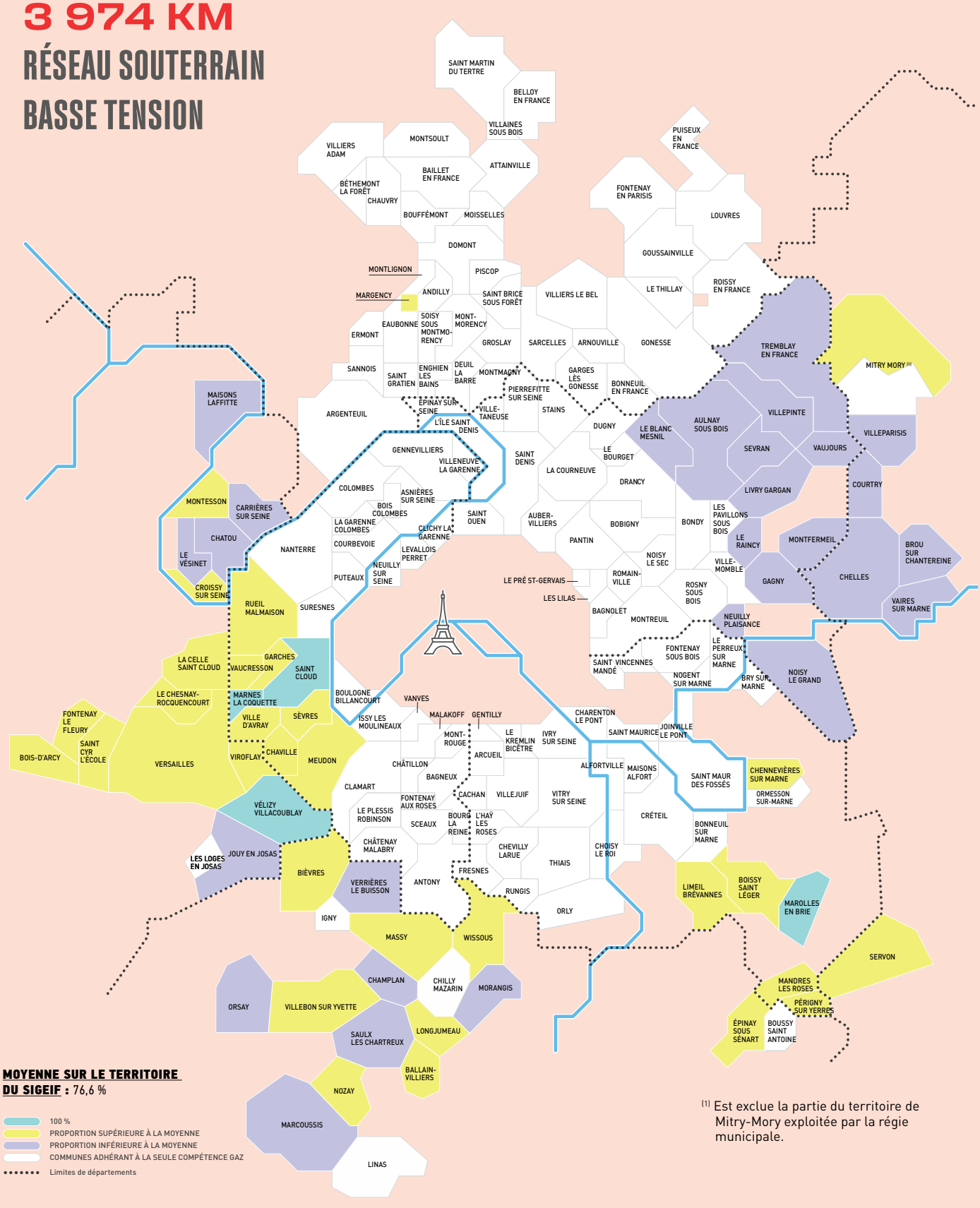
[1] Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉLECTRICITÉ

76,6 % du réseau basse tension du Syndicat sont construits en souterrain. Cette technique est considérée, aujourd'hui, comme la plus robuste.

3 974 KM
RÉSEAU SOUTERRAIN BASSE TENSION



MOYENNE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF : 76,6 %

- 100 %
- PROPORTION SUPÉRIEURE À LA MOYENNE
- PROPORTION INFÉRIEURE À LA MOYENNE
- COMMUNES ADHÉRANT À LA SEULE COMPÉTENCE GAZ
- Limites de départements

[1] Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale.

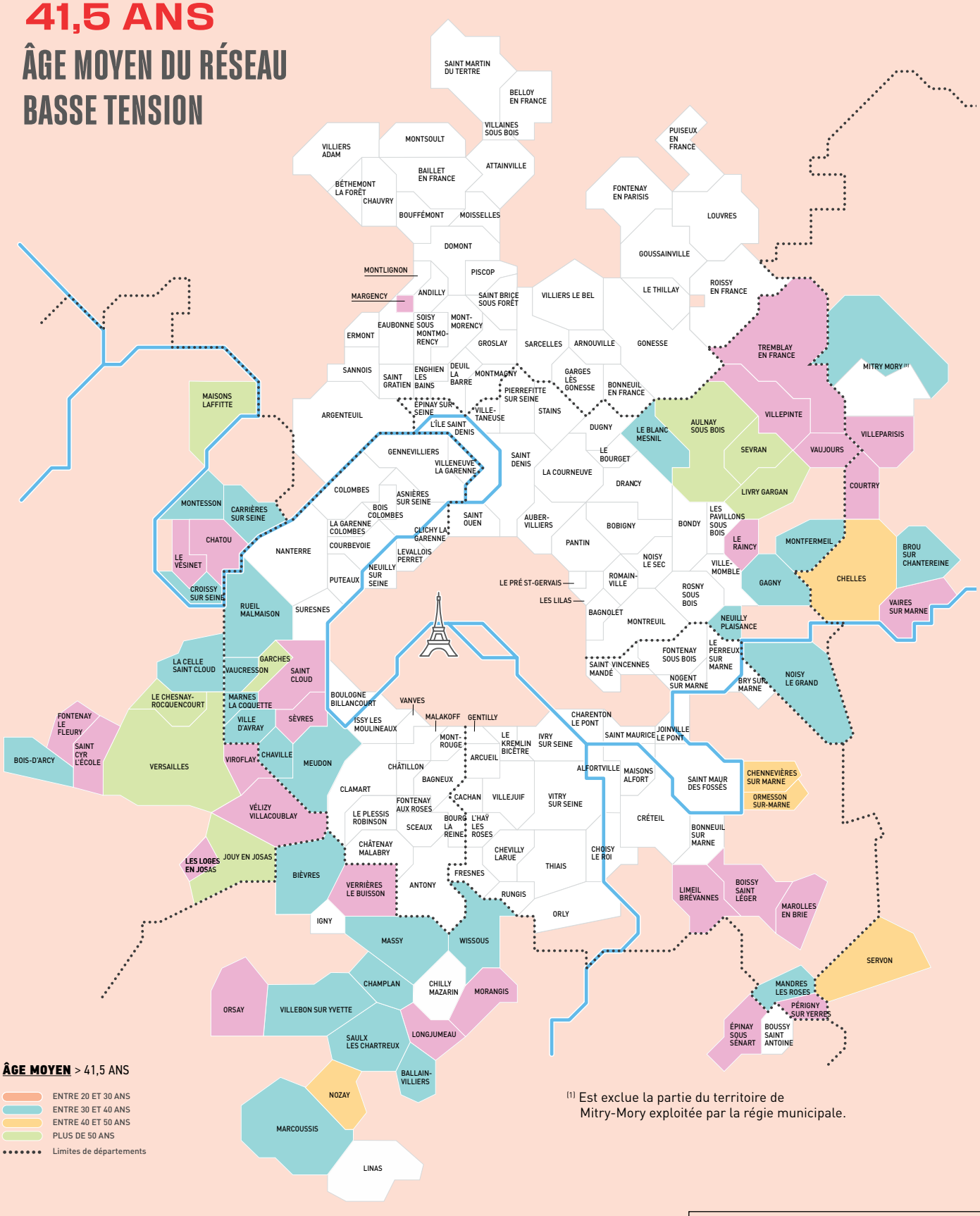
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉLECTRICITÉ

En constante augmentation, l'âge moyen du réseau basse tension suggère un vieillissement des ouvrages, lié à une insuffisance d'investissement de la part du concessionnaire.

41,5 ANS

ÂGE MOYEN DU RÉSEAU BASSE TENSION



ÂGE MOYEN > 41,5 ANS

- ENTRE 20 ET 30 ANS
- ENTRE 30 ET 40 ANS
- ENTRE 40 ET 50 ANS
- PLUS DE 50 ANS
- Limites de départements

[1] Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SCHÉMA DES COLONNES MONTANTES

1 **Coffret de coupure**

2 **Liaison entre l'organe de coupure et le premier distributeur**

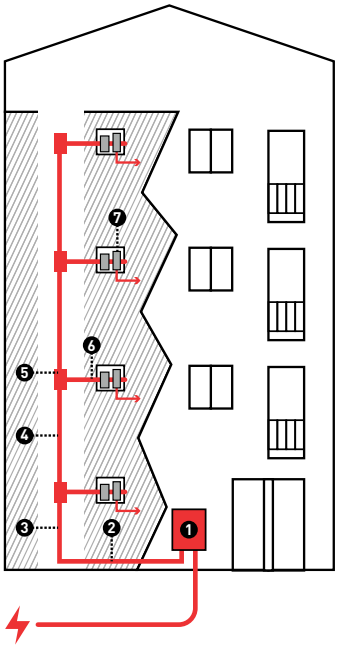
3 **Gaine de la colonne**

4 **Colonne électrique**

5 **Distributeurs d'étage**

6 **Dérivation individuelle**

7 **Compteur d'électricité individuel**



CONFÉRENCES DÉPARTEMENTALES

La loi NOME (article 21) a instauré les conférences départementales, réunies sous l'égide des différents préfets des sept départements de la concession, afin de mieux concourir au partage et à la réflexion autour des programmes d'investissement envisagés et réalisés par les autorités concédantes et les gestionnaires du réseau public de distribution d'électricité.

Pour la onzième année consécutive, le Sigeif a participé à l'ensemble des conférences départementales organisées sur son territoire. Elles se sont tenues dans les départements de Seine-et-Marne, des Yvelines et du Val-d'Oise.

Ce rendez-vous annuel a permis au Sigeif d'échanger avec les services préfectoraux sur l'état du patrimoine et la matérialisation des zones dites sensibles ou à risques (schéma directeur des investissements), afin d'établir des priorités d'investissements nécessaires au maintien du réseau dans un état normal de service.

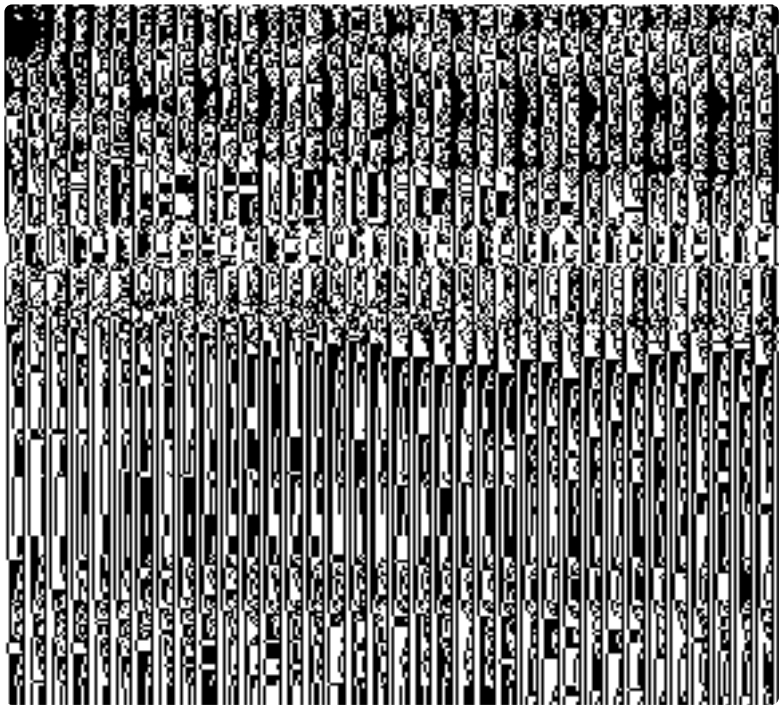
LE CONTRÔLE CIBLÉ

Le Sigeif réalise annuellement et périodiquement, d'une manière inopinée, des contrôles ciblés utiles à la compréhension d'événements ponctuels ou au processus de suivi de la concession, au plus près des actions du terrain.

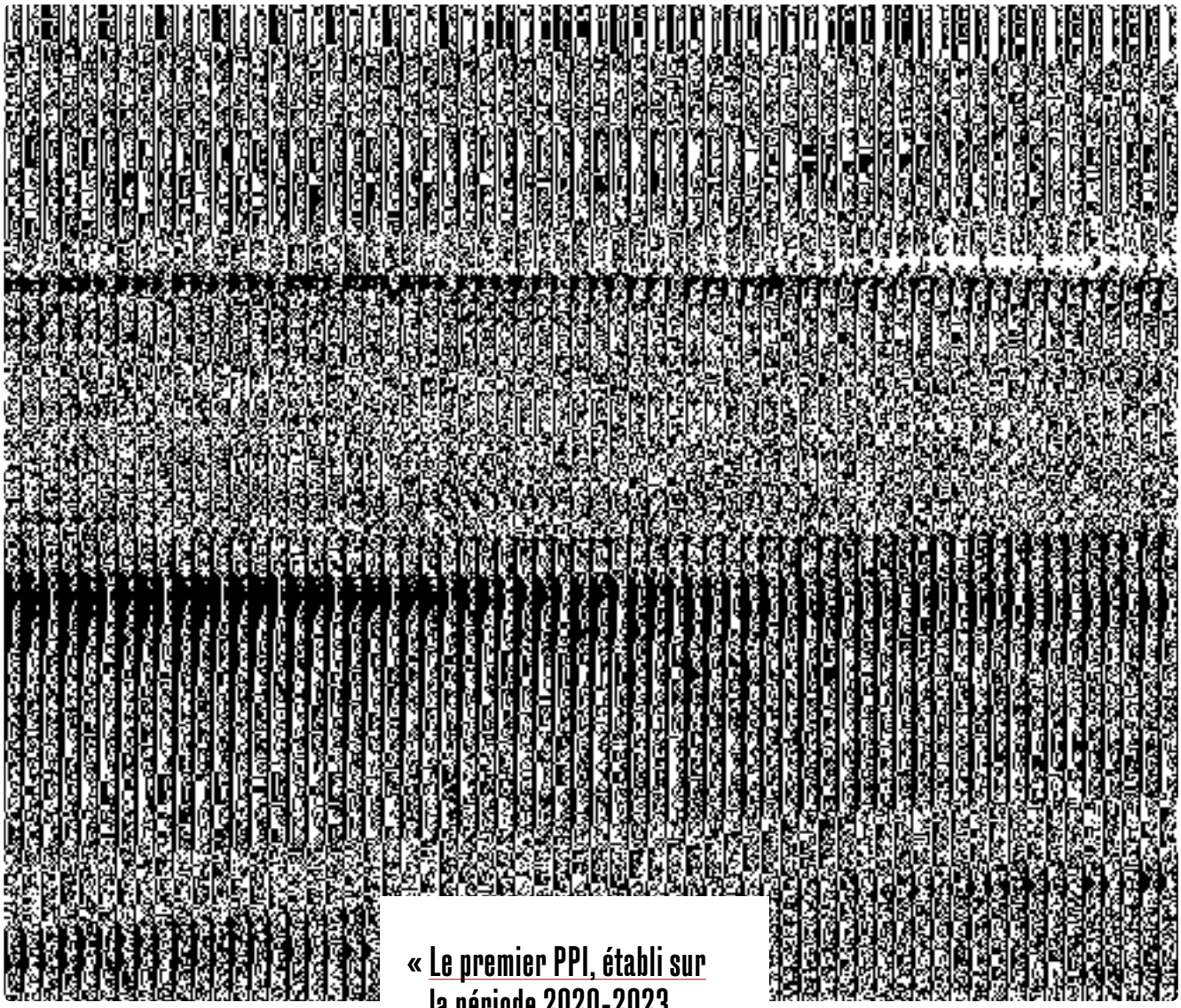
Avec l'adhésion de trois nouvelles communes en 2021, le Syndicat a renouvelé en 2022 les contrôles ciblés sur les mouvements du patrimoine, le contrôle du registre des terres, ainsi que le rattachement des usagers pour la fiabilisation des données.

L'audit des mouvements du patrimoine technique réalisé a permis d'identifier des mouvements justifiés soit par des travaux, soit par des actions de « recalage des bases de données ». Les mouvements non justifiés sont quasi inexistants. L'audit sur le registre de terre a été réalisé en deux phases, une sur la DR Est et une sur la DR Ouest. Les résultats présentés par le concessionnaire sont satisfaisants à 88 %. Afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, le Syndicat poursuivra ce contrôle afin de compléter la traçabilité ou de corriger les écarts constatés (22 % sur les 280 postes HTA/BT analysés).

Enfin, l'audit sur le rattachement des usagers s'est conclu par un taux de rattachement très satisfaisant (99 %). Les quelques erreurs de rattachement confortent le Sigeif dans la poursuite de ces contrôles par une veille de son patrimoine technique et celle de la qualité de la fourniture sur son territoire.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LA QUALITÉ DE LA DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Grâce au nouveau contrat de concession, le Sigeif et Enedis ont convenu d'une gouvernance partagée, avec des indicateurs de qualité spécifiques et plus adaptés à la concession. Aux indicateurs « qualitatifs » est associé un ambitieux programme pluriannuel d'investissement (PPI), comprenant des engagements technique et financier chiffrés, destinés à améliorer puis stabiliser, à un haut niveau, la robustesse des réseaux.
Ils visent, notamment, une durée moyenne de coupure de 25 min par an.
Le premier PPI, établi sur la période 2020-2023, prévoit un seuil minimum d'investissement de 45 millions d'euros.

À mi-parcours, le niveau financier des indicateurs est en avance (59 %), par rapport au seuil minimum d'investissement prévu sur la période 2020-2023.

« Le premier PPI, établi sur la période 2020-2023, prévoit un seuil minimum d'investissement de 45 millions d'euros. »

LE CRITERE B SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF

Sur le territoire du Syndicat et à périmètre constant (66 communes), la durée moyenne du temps de coupure d'un client raccordé au réseau BT (critère B) s'établit, en 2022, à 40,5 min - 38,8 min hors incidents RTE (contre 58,7 min au niveau national et 53,8 min au niveau régional).
Après la dégradation en 2021, le critère B 2022 connaît une amélioration de près de 3,8 min, par rapport au précédent exercice, mais reste supérieur au résultat de 2020.

Hors interruptions dues au réseau de transport RTE (hors concession) et interruptions qualifiées « d'exceptionnelles », le résultat pourrait être considéré comme encourageant, 38 min, puisqu'il présenterait une légère amélioration (0,8 min), par rapport à 2020.
Dans la continuité des deux années précédentes, les incidents imputables au réseau BT (14,6 min, soit 36 %) sont plus importants que ceux liés au réseau HTA (12,5 min, soit 31 %).
Ce constat confirme la nécessité, affichée depuis le nouveau schéma directeur des investissements, d'investir davantage dans le réseau BT.

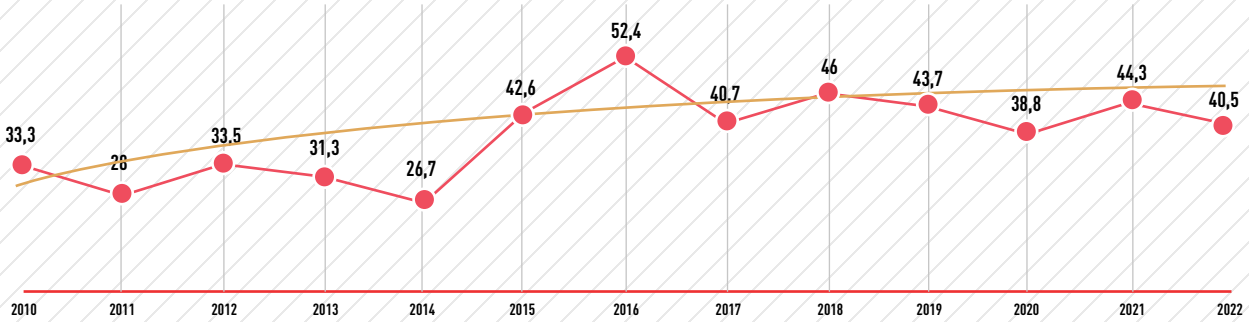
La part liée aux interruptions planifiées (travaux) s'est plus ou moins stabilisée, par rapport à l'exercice passé (11 min, soit 27 %, contre 11,4 min – 26 % – en 2021).

Enfin, les ouvrages structurants (postes sources et ouvrages hors concession) ont généré 6 % de la durée moyenne d'interruption de la fourniture (2,5 min, contre 4,4 min en 2021). ⊹

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CRITÈRE B : DURÉE ANNUELLE DE COUPURE

PAR CLIENT BASSE TENSION, EN MIN



Source : Enedis.

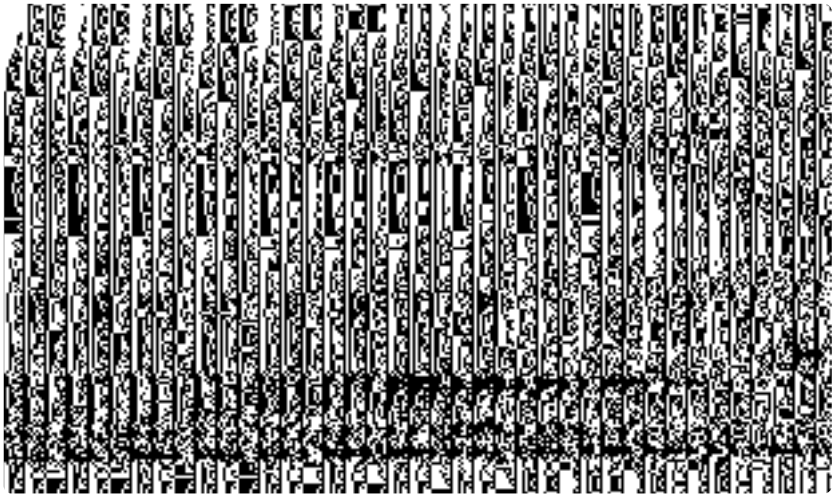
LES INTERRUPTIONS DE LA FOURNITURE LIÉES AUX RÉSEAUX HTA ET BT

Brèves (inférieures à 3 min) ou longues (supérieures ou égales à 3 min), les interruptions de la fourniture d'électricité affectent le bon fonctionnement du service public. Dans la continuité des exercices passés (voir rapport de contrôle 2021), l'usure naturelle du réseau reste la première cause des incidents, aussi bien en HTA, (57 %) qu'en BT (39 %).

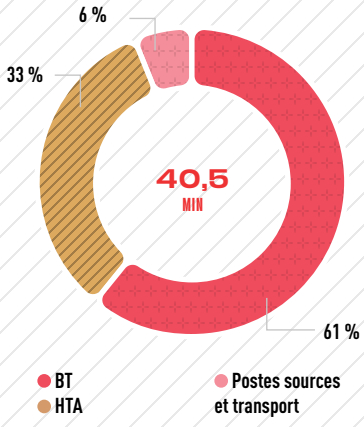
C'est ainsi que le Sigeif et son concessionnaire ont convenu d'un effort particulier, dans le cadre du schéma directeur des investissements, pour réduire les câbles d'ancienne technologie HTA et BT de respectivement 100 et 55 km sur la période 2020-2023. Les incidents s'observent en majorité dans le réseau souterrain, en raison de l'importance de son maillage, car il représente la quasi-totalité du linéaire HTA de la concession et plus des trois quarts de son équivalent en basse tension.

Ce réseau s'avère, toutefois, moins sujet aux incidents que le réseau aérien : 4 incidents pour 100 km, contre 18 incidents pour 100 km, avec le réseau aérien.

« L'usure naturelle du réseau reste la première cause des incidents. »



ORIGINE DES COUPURES



Source : Enedis.

COUPURES POUR TRAVAUX : UN IMPACT NOTABLE SUR LA QUALITÉ DE LA FOURNITURE

Comme souligné dans le rapport de contrôle de l'exercice 2021, l'augmentation des coupures toutes causes confondues est liée principalement à la reprise des chantiers interrompus par le confinement et pendant la crise sanitaire. Le nombre de coupures pour travaux est en augmentation de + 55 %, par rapport à l'année précédente. Face à ce constat, le Sigeif a réalisé un audit, afin d'obtenir des explications sur cet accroissement.

Concernant les durées d'interruption, l'audit réalisé le 22 juin 2022, a permis de lister les difficultés ayant engendré un impact sur le temps d'interruption des usagers :

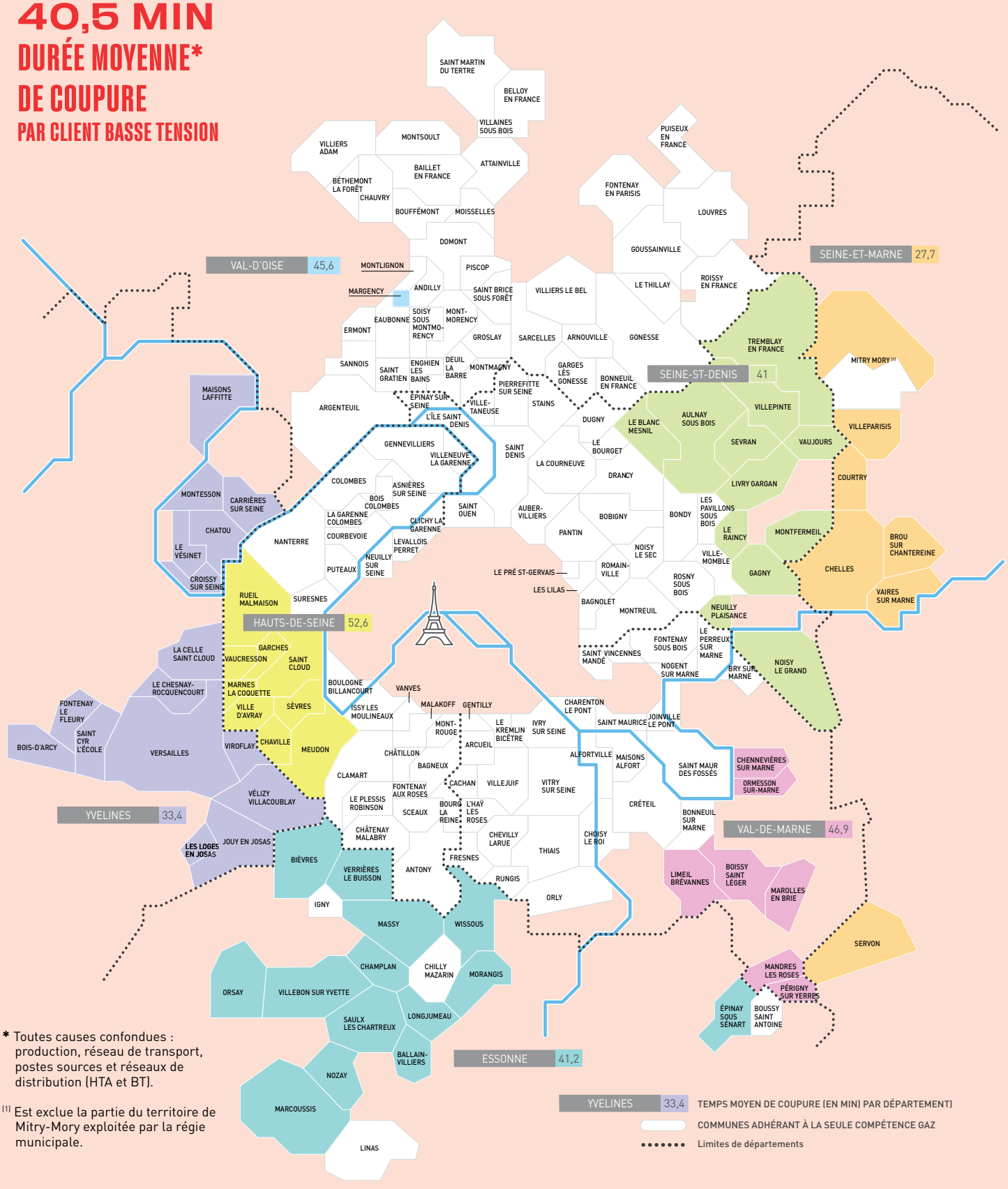
- des difficultés d'accès (localisation complexe, terrassement également difficile) ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉLECTRICITÉ

La durée annuelle moyenne de coupure est le principal indicateur pour mesurer la qualité de la fourniture d'électricité.
Appelé également " critère B ", cet indicateur est géré par les gestionnaires des réseaux publics de distribution en basse tension et HTA.

40,5 MIN
DURÉE MOYENNE* DE COUPURE
PAR CLIENT BASSE TENSION



* Toutes causes confondues : production, réseau de transport, postes sources et réseaux de distribution (HTA et BT).

(1) Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- des incidents successifs ou sur des réseaux hors schéma normal d'exploitation ;
- des ressources parfois limitées, en fonction de l'heure de l'incident ;
- l'absence d'accessoire de tronçonnement du réseau BT.

Enedis a néanmoins limité, comme en 2020, l'impact de ses chantiers (NiTi [1] moyen de 13 304 min en 2021, contre 15 170 min en 2020, contre 13 711 min en 2019 et 23 525 min en 2018). Eu égard à l'obsolescence de certains ouvrages et à la multiplication des interventions à venir pour améliorer, voire stabiliser la qualité de l'électricité distribuée, il est primordial de limiter les coupures en généralisant les travaux sous tension.

LA TENUE DE LA TENSION ET LA CAPACITÉ D'ACCUEIL

La tenue de la tension aux bornes aval du disjoncteur du client, frontière de la concession, et la disponibilité (capacité d'accueil) des ouvrages concédés (postes de transformation, réseaux HTA et BT) font l'objet d'un suivi particulier, garant du bon fonctionnement du réseau électrique.

La qualité de distribution dans la concession demeure excellente et uniformément répartie, puisque la quasi-totalité (99,3 %) des usagers bénéficient d'une tension d'alimentation respectant une variation inférieure ou égale à plus ou moins 10 %. Comme exposé dans le rapport de contrôle de l'exercice 2021, 5 184 usagers-clients « mal alimentés » (contre 4 548 en 2020), répartis dans 44 communes, font l'objet d'une attention particulière.

Représentant toujours un faible taux, une intervention du concessionnaire est attendue, conformément à l'engagement inscrit dans le schéma directeur des investissements, notamment sur les 169 départs BT déjà identifiés par le passé. Il en est de même pour les sources HTA/BT en surcharge (dépassement de la capacité de transit), dont le nombre reste élevé depuis 2016 (174 sources HTA/BT et 160 départs BT concernés à fin 2021).

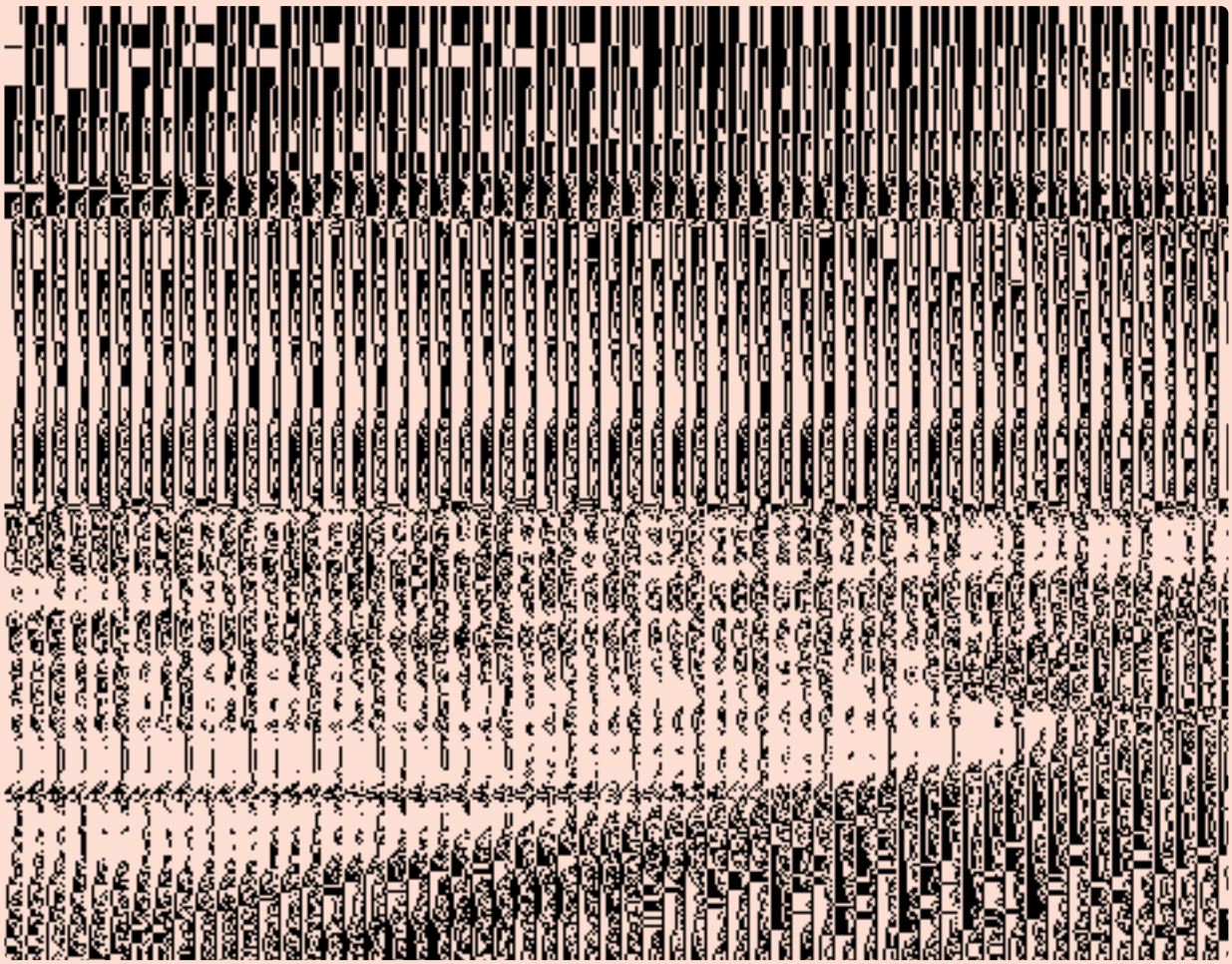
Les actions engagées par le concessionnaire pour réduire le nombre de sources HTA/BT en contrainte sont à intensifier, notamment, au regard de la récurrence des sources décelées (plus de 70 % des sources étaient déjà identifiées par le passé).





(1) NiTi : produit du nombre d'utilisateurs affectés par la coupure et la durée de la coupure, cela traduit l'impact global de la coupure.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LINKY : 1ER JANVIER 2023, UN SURCOÛT POUR LES RÉFRACTAIRES

Linky constitue une étape clé pour la réussite de la transition énergétique. Il permet aux clients-usagers de maîtriser leur consommation et au concessionnaire Enedis d'optimiser ses interventions. C'est aussi un dispositif adapté aux autoconsommations individuelle et collective.

Lancé en décembre 2015, le déploiement en masse, par Enedis, de 34,3 millions (sur un parc total potentiel de 37,7 millions) de compteurs Linky sur le territoire français s'est achevé à la fin de l'année 2021.

En 2022, Enedis a continué à déployer Linky : 1,5 million de compteurs (dont 417 000 compteurs au titre du raccordement de nouveaux logements) ont été ainsi posés sur le territoire français.

Au total, neuf ans après le début du déploiement généralisé, Enedis a installé 35,7 millions de compteurs communicants (92 % des foyers).

Dans le territoire du Sigeif, 699 707 usagers (93,5 % des usagers de la concession) en sont équipés. Á ce jour, aucun incident électrique majeur n'a été enregistré.

UN SURCOÛT POUR LES CLIENTS NON ÉQUIPÉS DE LINKY

Á partir du 1er janvier 2023, conformément aux nouvelles dispositions prises par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) dans sa délibération du 24 février 2022, les clients qui refuseront d'être équipés d'un compteur Linky devront obligatoirement payer un surcoût.

Une phase transitoire est toutefois mise en place de 2022 à 2024. Durant cette période, les clients devront transmettre à Enedis leurs index de consommation, ou de production, deux fois par an.

Les clients n'ayant communiqué aucun index pendant une année se verront facturer des frais supplémentaires de 8,30 euros tous les deux mois (à partir de janvier 2023, au titre de l'année 2022, durant laquelle aucun index n'aura été collecté par Enedis).

En revanche, à compter du 1er janvier 2025, les clients non équipés d'un compteur Linky ne pourront plus bénéficier de la gratuité : ils devront obligatoirement payer un surcoût (sauf les clients qui font face à une impossibilité technique).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

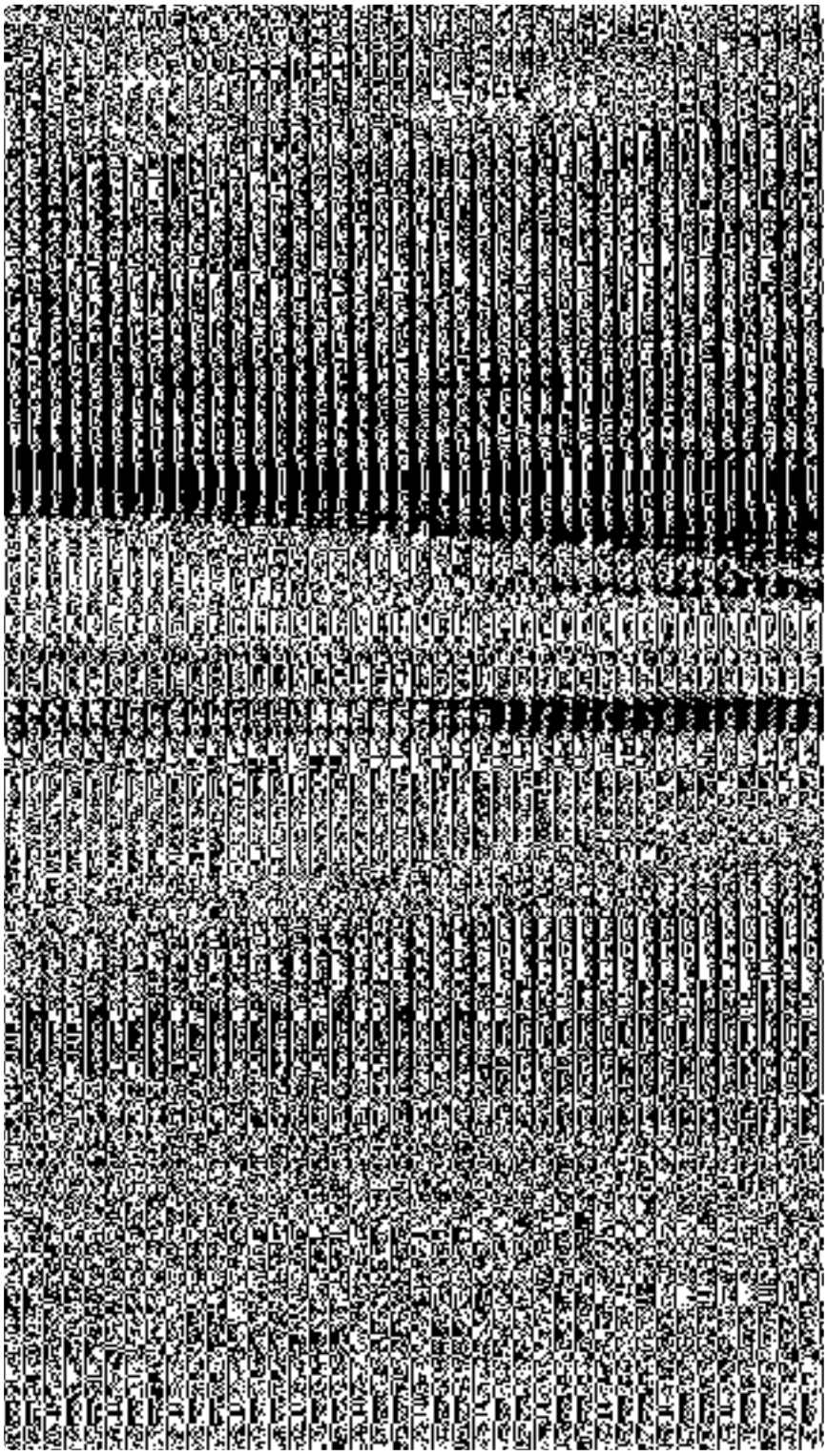
LE SIGEIF ENGAGÉ POUR LA PRÉVENTION DES CRUES

En 2022, le levier visant à développer la résilience du réseau face au risque crue est en retrait et se monte à 31%, en cumulé, depuis le lancement du premier PPI. Le Syndicat a décidé de s'engager, dans les prochaines années, dans un diagnostic de l'intégralité de son patrimoine, comme proposé au Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI), révisé par l'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Seine Grands Lacs, et qui sera soumis fin 2022 aux services de l'État.

Pour rappel, le 20 avril 2016, le premier vice-président du Sigeif, Olivier Thomas, a signé une déclaration d'intention relative à la prévention de la crue des grands cours d'eau franciliens (Oise, Marne et Seine). À l'initiative de la préfecture d'Île-de-France et de la préfecture de Police, cette démarche, à laquelle se sont également associés les grands opérateurs de réseaux et une vingtaine d'autres collectivités et syndicats, engage ses signataires à améliorer le diagnostic de vulnérabilité des réseaux et à préparer la gestion de la crise en réalisant un plan de continuité de l'activité. Il s'agit d'un sujet crucial : le coût direct d'une crue majeure est évalué à 30 milliards d'euros. Le Sigeif et les gestionnaires de réseaux ont identifié, selon les différents scénarios hydrographiques, les ouvrages « coupés, inondés » et les ouvrages « coupés, non inondés ».

LE RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ FACE AU RISQUE DE CRUE

La réduction du nombre de clients coupés non inondés est désormais intégrée au schéma directeur, ce qui générera des investissements importants sur les dix prochaines années.



LE RÉSEAU DE GAZ FACE AU RISQUE DE CRUE

À la différence du réseau d'électricité, le réseau de gaz peut, dans certaines conditions, continuer à fonctionner sous l'eau, mais avec certains risques (introduction d'eau dans le réseau, suppression en aval des régulateurs du réseau moyenne pression, impossibilité d'accéder à des postes de distribution publique inondés).

« Le coût direct d'une crue majeure est évalué à 30 milliards d'euros. »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE CONTRÔLE ET LA SÉCURISATION DE LA PERCEPTION DE LA TCCFE

Le Sigeif collecte et contrôle la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) et la reverse aux communes. Cette taxe est assise sur les quantités d'électricité consommées. Le Sigeif propose aux communes adhérant à la compétence électricité de mutualiser la perception de cette taxe afin d'en sécuriser les recettes, grâce à un contrôle régulier et détaillé de l'activité des fournisseurs redevables. Ce contrôle se traduit par une fiabilité et un rendement accrus pour les 52 communes qui ont confié au Sigeif la gestion de la TCCFE.

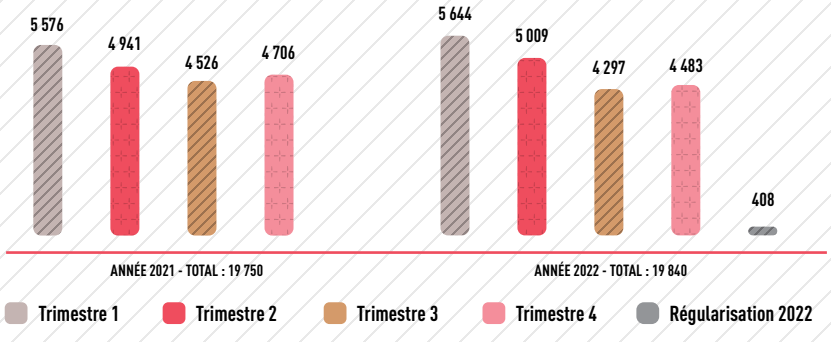
En 2022, quelque 19,84 millions d'euros ont été collectés, contrôlés puis reversés aux communes, soit une baisse de 2,2 %, par rapport à 2021 (19,75 millions d'euros collectés). Cette baisse s'explique par la crise énergétique, liée au conflit russo-ukrainien et à l'envolée des prix de l'énergie, se traduisant par une nette diminution des consommations.

LE TRAITEMENT COMPLEXE DE LA TCCFE

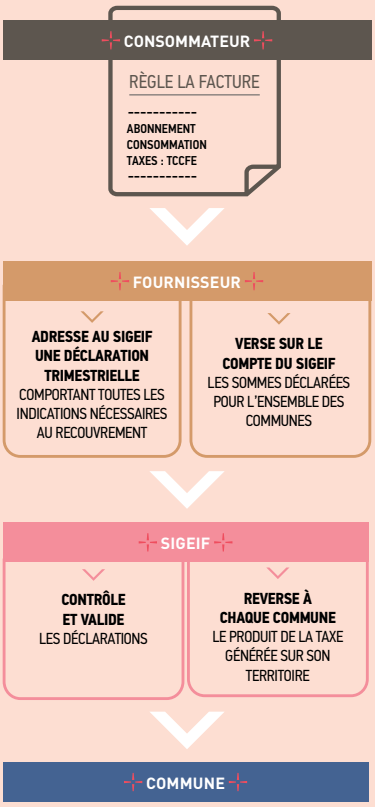
L'émergence de nouveaux fournisseurs d'électricité, avec, parfois, des fusions et acquisitions, a significativement modifié le marché français : cinquante fournisseurs étaient recensés à la fin de l'année. Dans le cadre de son contrôle, le Sigeif a constaté quelques irrégularités et des retards de transmission de déclarations trimestrielles. Ces irrégularités sont liées principalement à la méconnaissance du processus déclaratif de la TCCFE et, aussi, à des réorganisations internes, dans le cas des fusions-acquisitions.

La perception de la taxe par le Syndicat a nécessité plusieurs échanges et explications tout au long de l'exercice, justifiant ainsi le contrôle lié au recouvrement de cette recette. Par ailleurs, le Syndicat effectue un contrôle ponctuel chaque année : il récupère les données complémentaires aux déclarations trimestrielles et reconstitue les montants déclarés puis s'assure de leur cohérence, à partir des éléments récupérés auprès du gestionnaire du réseau de distribution. En fonction du nombre de clients du fournisseur, le contrôle de cohérence peut être mené de manière exhaustive à partir des factures. Des contrôles sur sites sont également entrepris. Ils permettent notamment d'évaluer les moyens mobilisés par les fournisseurs pour le bon accomplissement du processus de reversement de la TCCFE au Sigeif.

ÉVOLUTION DU MONTANT COLLECTÉ DE LA TCCFE ENTRE 2021 ET 2022 (EN MILLIERS D'EUROS)



PROCESSUS DE PERCEPTION MUTUALISÉE DE LA TCCFE *



La loi de finances de 2021 a réformé le régime des taxes sur la consommation de l'électricité. **À compter du 1er janvier 2023, la TCCFE est intégrée – au même titre que la TDCFE depuis janvier 2022 – dans le nouveau dispositif de calcul de la TICFE (taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité)**, dont le recouvrement est désormais assuré par les services de l'État (DGFIP) pour le compte des communes et des syndicats d'énergie, à l'image du Sigeif.

Le Syndicat et la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) restent particulièrement attentifs et vigilants sur la mise en œuvre et l'évolution des nouvelles dispositions de reversement de la taxe, notamment sur les modalités de calcul après 2023. Une campagne d'information sera menée par le Sigeif auprès de ses communes adhérentes, dans le courant du 3e trimestre 2023.

En 2022, ce contrôle a été particulièrement complexe, plusieurs fournisseurs ayant interrompu leur activité ont poussé leurs clients à souscrire un contrat chez le fournisseur historique, tandis que les fusions-acquisitions ralentissaient le bon déroulement des déclarations.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

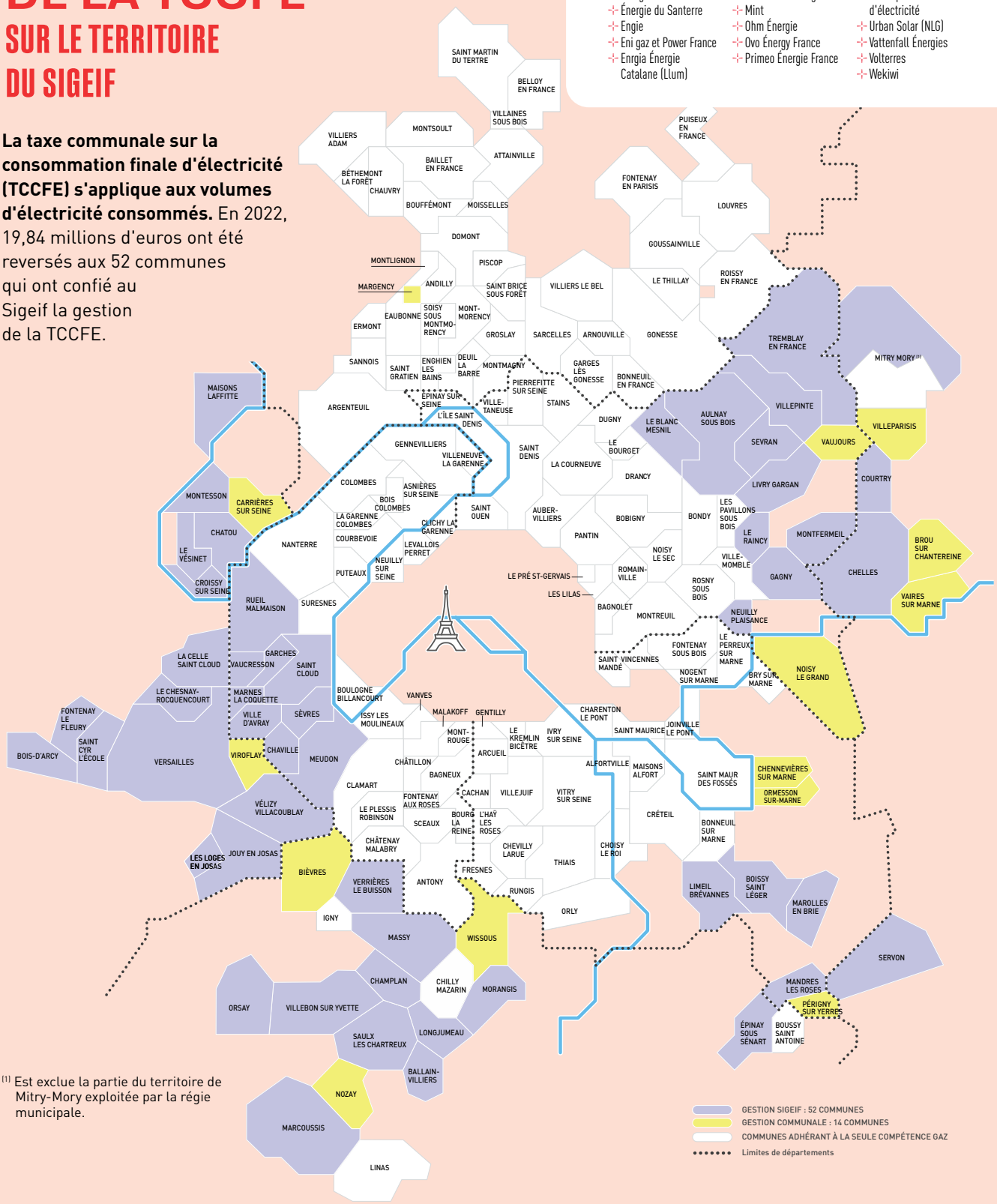
ÉLECTRICITÉ

GESTION DE LA TCCFE SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF

La taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) s'applique aux volumes d'électricité consommés. En 2022, 19,84 millions d'euros ont été reversés aux 52 communes qui ont confié au Sigeif la gestion de la TCCFE.

Les 50 fournisseurs d'électricité présents sur le territoire de la concession électricité du Sigeif

- Alpiq Énergie France SAS
- Alpiq Retail France
- Alpiq Solutions France
- Alterna
- Antargaz
- Dyneff
- E Pango
- EDF
- EDSB l'agence
- Électricité de Provence
- Enalp
- Enercoop
- Energem
- Énergie du Santerre
- Engie
- Eni gaz et Power France
- Enrgia Énergie Catalane (Llum)
- Es Énergie Strasbourg
- Flash
- Gaz de Bordeaux
- Gaz de Paris
- Gazel Énergie Solutions
- Gedia Énergies et Services
- Geg sources d'énergies
- Greenyellow vente d'énergie
- Iberdrola Énergie France
- Ilek
- Joul (Ekwateur)
- Lucia votre énergie
- Mint
- Ohm Énergie
- Ovo Énergy France
- Primeo Énergie France
- Primeo Énergie Grands comptes
- Primeo Energie Solutions
- Proxelia
- Save
- Selia
- Siplec
- Solvay Energy Services
- Sonepp
- Sowatt
- Sowee
- Synelva
- Total Direct Énergie
- Union producteurs locaux d'électricité
- Urban Solar (NLG)
- Vattenfall Énergies
- Volterres
- Wekiwi



(1) Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE CONTRÔLE COMPTABLE ET FINANCIER DES CONCESSIONS

« Fin 2022, la valeur nette comptable des ouvrages des 188 collectivités desservies en gaz naturel s'élève à 1,185 milliard d'euros. »

CONCESSION GAZ

Le Syndicat veille à l'équilibre financier des contrats de concession signés avec Enedis et GRDF. De plus, il s'assure de l'équilibre bilanciel entre la valeur nette comptable des ouvrages et l'origine des financements.

Les investissements reflètent la nature des missions de service public : modernisation et développement des réseaux et des ouvrages concédés, raccordements de nouvelles sources de production… Ils témoignent aussi, pour l'électricité et pour le gaz, d'une gouvernance renouvelée et partagée, qui permet d'orienter au mieux les investissements.
À cette gouvernance s'ajoute une transparence financière accrue des concessionnaires, qui permet au Sigeif de mieux contrôler et piloter les concessions, au bénéfice de ses communes membres.

Lors de précédentes missions de contrôle, le Sigeif a évalué les procédures du concessionnaire pour suivre le patrimoine concédé, les financements engagés et leur récupération, ainsi que la rentabilité de la concession. En parallèle, GRDF a formalisé et précisé les principes comptables retenus.

Cette démarche a permis d'améliorer, à partir de l'exercice 2015, la compréhension du système d'information comptable et financier, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif dit « Nouvelles données pour une nouvelle donne ».

Néanmoins, certaines informations essentielles au contrôle, pour garantir la traçabilité et l'analyse des données financières présentées par GRDF via le Crac (compte rendu d'activité de concession), restent insuffisantes, voire manquantes. En 2022, le Sigeif a de nouveau constaté les efforts de GRDF pour faciliter le contrôle comptable et réduire les limites exposées dans les conclusions des différents rapports de contrôle. La valeur nette comptable des ouvrages (canalisations, branchements, postes de détente…) des 188 collectivités desservies en gaz naturel s'élève à 1,185 milliard d'euros.

En 2022, GRDF a investi 93,7 millions d'euros (contre 111,5 millions d'euros en 2021), dont :

- 45,6 millions d'euros ont été consacrés au renouvellement des ouvrages,
- 15,3 millions d'euros aux investissements dédiés aux raccordements de nouveaux clients et à la transition écologique.

Les recettes d'acheminement de gaz (294 millions d'euros) et des prestations de tiers s'élèvent à 317 millions d'euros (- 12 %), contre 360,6 millions d'euros en 2021.
Cette baisse s'explique essentiellement par l'envolée du prix du gaz, suite au conflit russo-ukrainien et à la mise en place par les consommateurs de mesures de sobriété énergétique conduisant à une baisse de la consommation. La contribution de la concession du Sigeif à la péréquation tarifaire nationale s'élève à 18,5 millions d'euros, contre 11,1 en 2021.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

VALEUR COMPTABLE DES PATRIMOINES CONCÉDÉS
AU 31/12/2022 (EN K€)

	2022**	2021	VARIATION (EN %)
CONCESSION DE DISTRIBUTION DE GAZ			
VALEUR NETTE RÉÉVALUÉE DES OUVRAGES*			
OUVRAGES EN CONCESSION	**1 187 127**	**1 122 522**	**5,76 %**
CANALISATIONS	628 295	592 995	5,95 %
BRANCHEMENTS	533 300	504 668	5,67 %
POSTES DE DÉTENTE	15 148	15 085	0,55 %
AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES	10 384	9 794	6,02 %
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	**112 248**	**107 527**	**4,39 %**
COMPTEURS (DONT GAZPAR)	97 433	94 188	3,45 %
INSTALLATIONS TECHNIQUES : POSTES CLIENTS ET TÉLÉ-RELÈVE	14 491	12 991	11,55 %
INSTALLATIONS TECHNIQUES (POSTES BIOMÉTHANE)	324	348	- 6,90 %
BIENS MUTUALISÉS (HORS CONCESSION)	91 665	83 988	9,14 %
PROJETS INFORMATIQUES	53 519	46 945	14 %
AUTRES (AMÉNAGEMENTS, MOBILIER, MATÉRIELS DIVERS)	38 146	37 043	2,98 %
TOTAL SIGEIF	**1 391 040**	**1 314 037**	**5,86 %**

* Depuis l'année 2015, les données économiques fournies par GRDF ont évolué. Le concessionnaire communique la valeur nette réévaluée des ouvrages et non leur valeur nette comptable. Dans le cadre du contrôle comptable et financier réalisé tous les ans par le Sigeif, il sera demandé au concessionnaire de communiquer la valeur des amortissements comptables réellement pratiqués au titre de la concession dans les comptes de GRDF, et la valeur nette comptable du patrimoine en concession.

** Au périmètre de 188 communes (y compris Bièvres, Les Loges-en-Josas et Ormesson-sur-Marne).

	2022*	2021*	VARIATION (EN %)
CONCESSION DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ			
OUVRAGES (RÉSEAUX, POSTES...)			
VALEUR BRUTE	**1 096 560**	**1 057 664**	**3,68 %**
AMORTISSEMENT	513 041	496 384	3,36 %
VALEUR NETTE	**583 519**	**561 280**	**3,96 %**
TAUX D'AMORTISSEMENT (%)	- 46,79 %	- 46,90 %	-
PROVISIONS CONSTITUÉES POUR RENOUVELLEMENT	197 836	191 231	3,45 %
VALEUR DE REMPLACEMENT	**1 527 550**	**1 438 460**	**6,19 %**
DONT LINKY**	-	-	-
VALEUR BRUTE	**52 720**	**50 638**	**4,11 %**
AMORTISSEMENT	10 223	7 568	35,08 %
VALEUR NETTE	**42 497**	**43 070**	**- 1,33 %**
VALEUR DE REMPLACEMENT	52 720	50 638	4,11 %

* Au périmètre de 63 communes (sont exclues Bièvres, Les Loges-en-Josas et Ormesson-sur-Marne).
** Au 31 décembre 2022, 699 707 compteurs Linky ont été posés dans le territoire de la concession du Sigeif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023





CONCESSION ÉLECTRICITÉ

Alors que, les précédentes années, l'activité a été perturbée par la crise sanitaire puis une crise énergétique qui s'est amplifiée en 2022, des mouvements sociaux ont également perturbé l'activité du concessionnaire. L'année 2022 a confirmé le constat exposé en 2021 : le nouveau contrat signé en 2019 exige plus que jamais une transformation des pratiques respectives du concessionnaire. Le Sigeif et Enedis doivent avancer ensemble dans la construction des programmes, dans leur exécution et dans leur suivi ; telle est l'exigence d'une gouvernance partagée.

Fin 2022, le compte rendu d'activité de concession fait apparaître un excédent brut d'exploitation de l'exercice de 96,6 millions d'euros (+ 39 %), contre 69,3 millions d'euros en 2021. Ce résultat tient notamment à des reprises sur amortissements exceptionnelles (12,6 millions d'euros, suite à la localisation des branchements) et à une réduction des charges d'accès au réseau amont imposée à RTE (de l'ordre de - 50 %).

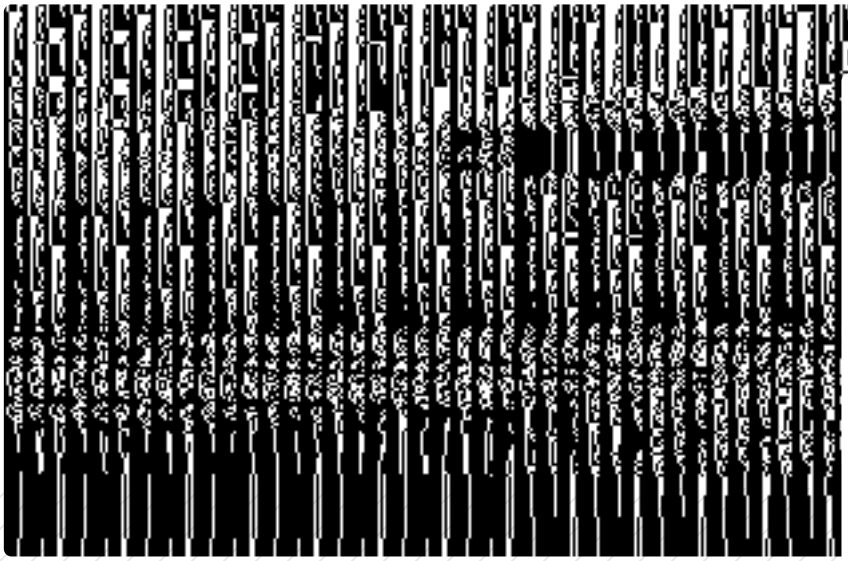
La contribution à l'équilibre national s'établit à 45,9 millions d'euros (+ 37 %), contre 33,5 millions d'euros l'année précédente. À l'instar de la concession pour la distribution de gaz, ces résultats mettent une nouvelle fois en évidence la bonne santé économique de la concession électricité du Syndicat.

Les investissements réalisés par Enedis sur le territoire du Sigeif s'élèvent à 73 millions d'euros (+ 2,8 %), contre 71 millions d'euros en 2021, dont 39,4 millions d'euros (34,4 en 2021) consacrés aux raccordements de la clientèle et 33,2 millions d'euros (contre 36,5 en 2021) pour l'amélioration du patrimoine. Enfin, la participation d'Enedis au financement des travaux d'enfouissement (article 8 du contrat de concession) s'élève à 1,52 million d'euros (contre 1,37 million d'euros en 2021). Il subiste encore un décalage de prise en compte d'éléments comptables entre le Syndicat et Enedis. S'agissant des recettes d'acheminement, elles se montent à 263,4 millions d'euros, contre 261,4 millions d'euros en 2021.





Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LES ENQUÊTES DE SATISFACTION AUPRÈS DU CLIENT-USAGER

Indépendamment du contrôle de la gestion et du pilotage de la qualité, le Sigeif mesure également la satisfaction du client-usager. Le recueil et l'analyse des éléments relatifs à ses attentes sont d'autant plus nécessaires que l'ouverture des marchés de l'énergie a profondément modifié le paysage énergétique.

Tous les deux ans, le Sigeif conduit avec un institut de sondage des enquêtes barométriques auprès de la population du territoire, sur la base de deux échantillons, en gaz et électricité. La prochaine édition sera réalisée au 4e trimestre 2023.

La particularité de ces enquêtes d'opinion réside dans la distinction entre le comportement du citoyen et l'attitude du consommateur face à des questions comme la surveillance des réseaux, le changement climatique, les mobilités propres et les infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), la rénovation énergétique des bâtiments, la qualité des services délivrés par les fournisseurs, les tarifs ou, encore, les effets positifs et négatifs de la libéralisation.

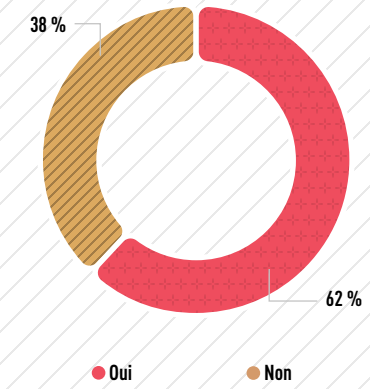
Les résultats permettent de dresser un panorama complet de l'évolution des esprits. Ils mettent en valeur des attentes légitimes, même si certaines peuvent paraître antinomiques, à l'image de celles portant, tout à la fois, sur des prix de l'énergie modérés et des augmentations d'investissements liés à la préservation de l'environnement et à la maîtrise de l'énergie. ⊹

« Les résultats permettent de dresser un panorama complet de l'évolution des esprits. »

ADHÉSION AU DÉPLOIEMENT DES COMPTEURS COMMUNICANTS

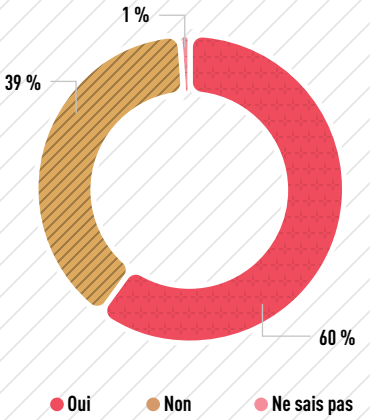
Question : Le compteur de gaz actuel sera progressivement remplacé d'ici fin 2022 par le compteur communicant Gazpar. Vous, personnellement, êtes-vous favorable à ce déploiement ?

ENQUÊTE GAZ (1)



Question : Le compteur électrique classique a été progressivement remplacé entre 2015 et 2022 par le compteur communicant Linky. Vous, personnellement, êtes-vous favorable ?

ENQUÊTE ÉLECTRICITÉ (1)

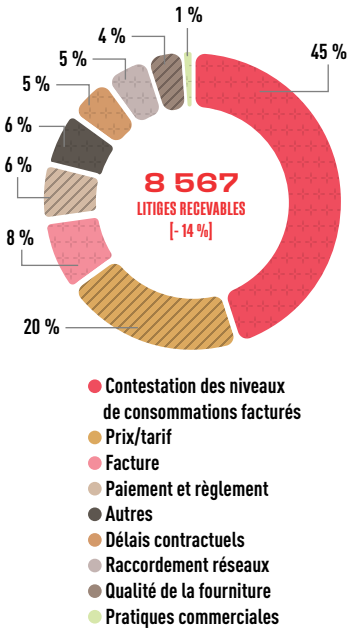


(1) Extrait des enquêtes réalisées par l'Ifop pour le compte du Sigeif, du 15 novembre au 4 décembre 2021, auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, pour chaque énergie, représentatif des clients-usagers de l'électricité et du gaz naturel sur le territoire du Sigeif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES RAPPORTS DES MÉDIATEURS DE L'ÉNERGIE

MÉDIATEUR NATIONAL DE L'ÉNERGIE, UNE AUTORITÉ PUBLIQUE INDÉPENDANTE



Source : rapport du médiateur national de l'énergie.

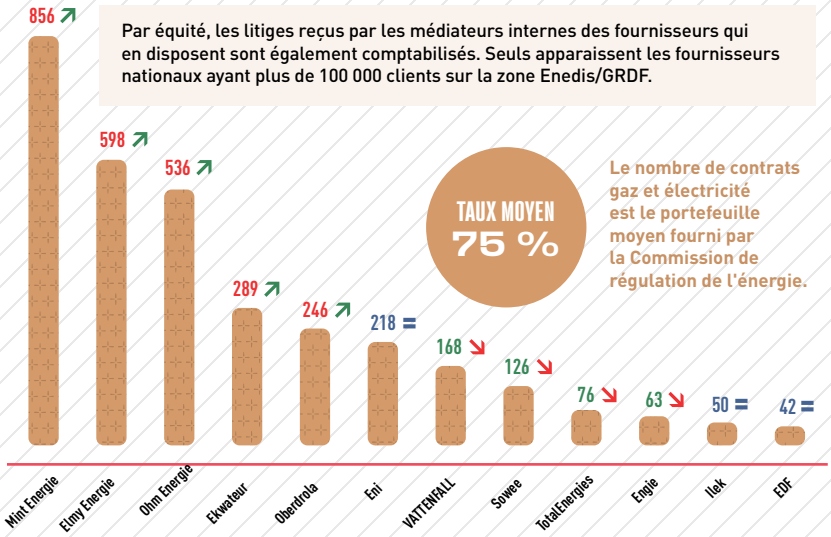
Le médiateur national de l'énergie a pour missions d'informer les consommateurs sur leurs droits et de proposer des solutions amiables aux litiges avec les entreprises du secteur énergétique.

L'année 2022 a été marquée par la crise du prix des énergies. Elle *« a également mis en lumière la situation des petits professionnels, qui sont moins bien protégés que les consommateurs domestiques »*. Le nombre de litiges enregistré est resté stable : 30 558, contre 30 626 en 2021. Parmi ces litiges, 8 567 (contre 9 959 en 2021) ont été jugés recevables. 45 % (3 974 dossiers) du total des saisines concernent les contestations des niveaux de consommation facturés (contre 51 % en 2021). Cette baisse serait, selon le médiateur, *« la conséquence des performances des compteurs communicants, dont le déploiement touche à sa fin pour l'électricité, et qui permet de fiabiliser la facturation »*.

TAUX DE LITIGES PAR FOURNISSEUR

LITIGES REÇUS EN 2022 POUR 100 000 CONTRATS RÉSIDENTIELS

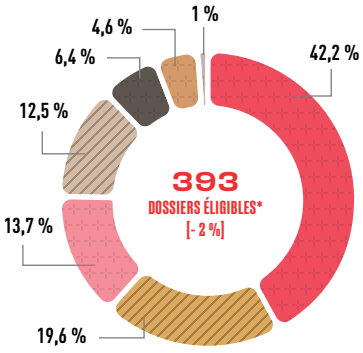
Par équité, les litiges reçus par les médiateurs internes des fournisseurs qui en disposent sont également comptabilisés. Seuls apparaissent les fournisseurs nationaux ayant plus de 100 000 clients sur la zone Enedis/GRDF.



Source : Rapport du médiateur national de l'énergie.

Les litiges relatifs aux paiements des factures et aux prix/tarifs représentent respectivement 8 % et 20 % des litiges recevables. Les litiges tenant des mauvaises pratiques commerciales (1 % des médiations recevables) ont, eux, de nouveau baissé, la forte hausse des prix de l'énergie ayant contraint l'arrêt provisoire du démarchage !

GROUPE ENGIE



* En BToC - particuliers
Source : rapport du médiateur Engie.

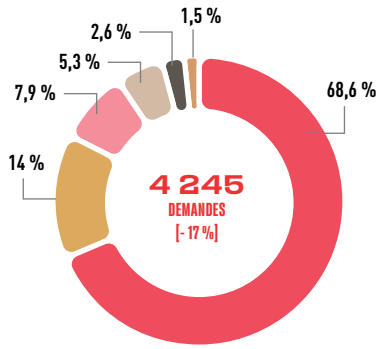
En 2022, le nombre total de demandes reçues à la médiation pour le groupe Engie a baissé de 20 %, par rapport à l'année dernière : 3 046 demandes de particuliers, contre 3 815 (et 4 289 en 2020). Parmi ces dossiers, 393 sont éligibles à la médiation (- 2 %, par rapport à 2021).

À l'image des années précédentes, les médiations concernent en particulier des problèmes de facturation ou de paiement (19,6%, contre 11 % en 2021), liés à l'incompréhension du niveau de consommation de gaz et d'électricité. Les dossiers relatifs à l'électricité – en forte baisse – restent majoritaires. La catégorie « contrat », qui correspond à des contestations sur le tarif lors de reconduction ou à des difficultés rencontrées lors de résiliations, progresse également (13,7 %, contre 8 %).

Quant à la catégorie « équipement énergétique » (installation, dépannage, entretien et maintenance de chaudières individuelles, de pompes à chaleur ou de panneaux photovoltaïques), elle a baissé (12,5 % en 2022, contre 14,2 % en 2021). Les autres motifs de médiation restent minoritaires, comme les années précédentes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GROUPE EDF



- Facturation et vie du contrat
- Paiement
- Exploitation du réseau-qualité de fourniture
- Prime énergie
- Relation clientèle et action commerciale
- Divers (autoconsommation services)

Source : Rapport du médiateur EDF.

4 245 saisines sont parvenues en 2022 à la médiation d'EDF, soit un recul de 17 %, par rapport à l'an passé. 970 d'entre elles ont été jugées recevables.

Les litiges relèvent en particulier de la vie du contrat et de la facturation (68,6 %), la cause principale étant la mauvaise compréhension du dispositif du bouclier tarifaire décidé par le Gouvernement. Viennent ensuite les litiges liés au paiement (14 %, + 4 points) et à l'exploitation du réseau et à la qualité de fourniture (7,9 %). Enfin, après trois ans de hausse, le nombre de médiations concernant les refus de versement de la prime d'énergie, dans le cadre des travaux d'économie d'énergie, est passé de 9,9 % en 2021 à 5,3 % cette année.

Quant aux demandes adressées par les clients professionnels et entreprises, le médiateur en a reçues 1 162 (312 recevables), les volumes restant quasi similaires qu'en 2021. Les dossiers déposés par cette catégorie de consommateurs, non protégés par le bouclier tarifaire, représentent 21,5 % des demandes totales de la médiation. Selon le médiateur, *« il s'agissait souvent d'appels au secours et non de véritables litiges » !*

« EDF Commerce a crédité le compte de 30 595 clients d'un chèque énergie, soit une progression de 5,7 %. »

LES AIDES AUX CLIENTS EN DIFFICULTÉ SUR LE TERRITOIRE DU SIGEIF

LE CHÈQUE ÉNERGIE

Généralisé depuis le 1er janvier 2018 pour remplacer les tarifs sociaux de l'électricité (TPN) et du gaz (TSS), le chèque énergie est un outil de lutte contre la précarité énergétique, qui aide les bénéficiaires aux revenus les plus modestes (environ 5,6 millions) à payer leur facture d'énergie, quel que soit leur moyen de chauffage (électricité, gaz naturel, GPL, bois, fioul…), ou certains travaux de rénovation énergétique du logement. En 2022, son montant varie entre 48 et 227 euros par an.

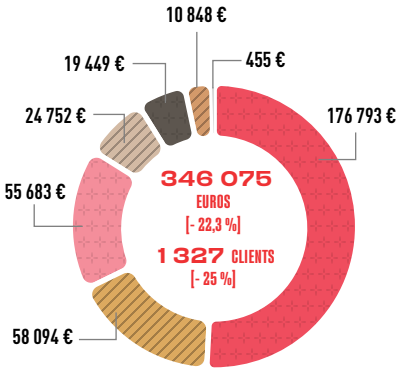
Par ailleurs, pour faire face à la flambée des prix de l'énergie liée au conflit russo-ukrainien, le Gouvernement a envoyé à 12 millions de ménages, entre la fin décembre 2022 et le début de l'année 2023, un chèque énergie exceptionnel complémentaire de 200 euros.

En 2022, sur le territoire du Sigeif, EDF Commerce a crédité le compte de 30 595 clients (contre 28 941 en 2021) d'un chèque énergie pour le règlement de leurs dépenses d'énergie électrique, soit une progression de 5,7 % (les valeurs des chèques exceptionnels complémentaires, versés en 2021 et 2022 pour faire face à l'augmentation des prix de l'énergie lors de la crise sanitaire et le conflit russo-ukrainien, en sont exclues).

Les bénéficiaires du chèque énergie disposent également, depuis le 1er octobre 2022, d'Info Watt, un service gratuit (décret n° 2021-608 du 19 mai 2021), développé par EDF. Il s'agit d'un dispositif prenant la forme d'un boîtier connecté et qui se branche sur le compteur Linky, permettant de suivre en temps réel la consommation des appareils et des usages les plus énergivores. Au 31 décembre 2022, 243 clients particuliers de la concession électricité ont souscrit au dispositif.

FONDS DE SOLIDARITÉ POUR LE LOGEMENT (FSL)

Le FSL est ouvert aux personnes en situation de difficultés de paiement associées au logement, à l'eau, à l'énergie ou au téléphone. Il est géré généralement par les départements (ou la métropole, le cas échéant), qui définissent les modalités d'attribution des aides et les distribuent. En 2022, la contribution d'EDF Commerce au FSL sur le territoire de la concession du Sigeif s'est élevée à 346 075 euros, pour un nombre d'aides pour les ménages ayant souscrit un contrat au tarif réglementé de vente[1] de 1 327 (contre 445 193 euros pour un nombre de 1 780). La baisse significative de 25 %, par rapport à 2021, est sans doute liée au décalage de l'instruction des dossiers par les collectivités gestionnaires du fonds. Le contrôle annuel exercé par le Sigeif dans le cadre du contrat de concession permettra d'apporter des précisions sur ces évolutions.

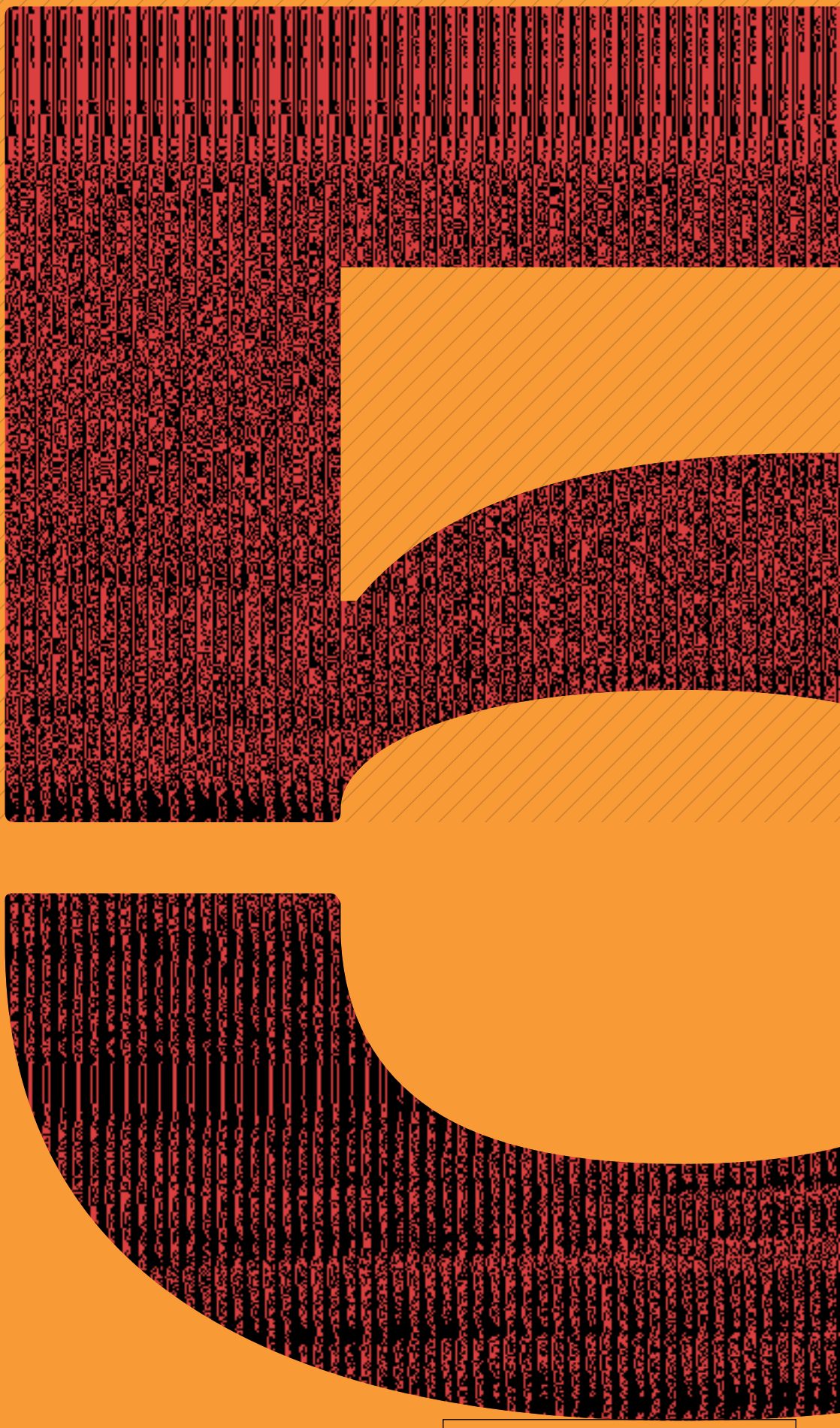


- Seine-Saint-Denis
- Seine-et-Marne
- Val-de-Marne
- Yvelines
- Essonne
- Hauts-de-Seine
- Val-d'Oise

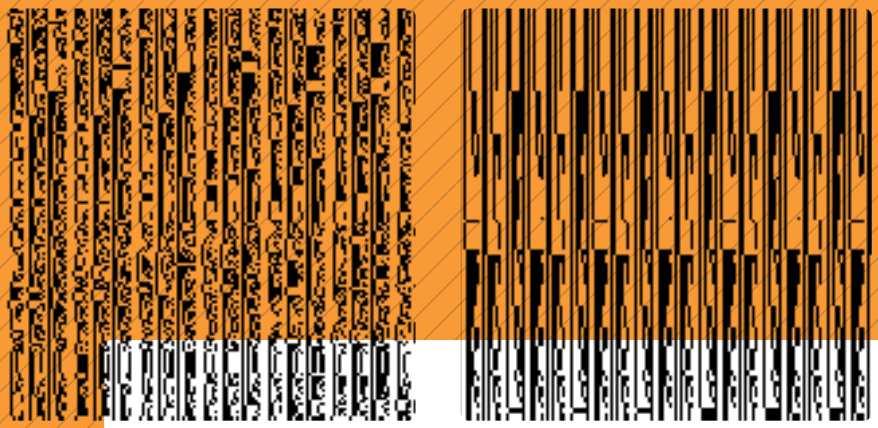
Source : EDF Commerce.

(1) Les aides versées aux ménages en difficulté ayant souscrit une offre de marché ne sont pas comptabilisées ici.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



La brutale hausse des prix de 2022 conduit les communes et les acteurs publics franciliens à repenser totalement leurs priorités énergétiques. Le Sigeif les accompagne et met à leur disposition divers outils adaptés à leurs besoins : conseil en énergie partagé (CEP) pour les petites collectivités, appui à la réalisation de plans climat air-énergie-territorial (PCAET), collecte de certificats d'économie d'énergie (CEE), achats groupés de fourniture de gaz et de prestations d'efficacité énergétique, enfouissement des réseaux… Il développe aussi des projets de production d'énergie renouvelable, qui accroissent l'autonomie et contribuent à modérer le prix des énergies. Régulièrement enrichie de nouveaux dispositifs, cette « boîte à outils » innovante et mutualisée permet à chaque collectivité de définir et conduire sa transition énergétique. ⊹

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ACTIONS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

LE PLAN D'AIDE 2022 : LES SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX COMMUNES

154 000 euros
VÉHICULES PROPRES

192 234,61 euros
TRAVAUX D'ISOLATION

95 277,45 euros
DIAGNOSTICS THERMIQUES DE BÂTIMENTS COMMUNAUX

30 000 euros
CHAUDIÈRES COLLECTIVES GAZ

7 000 euros
VÉLOS OU VÉLOS CARGOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE

Comme l'énergie se maîtrise là où elle se consomme, le Sigeif aide ses adhérents à mettre en œuvre leur politique énergétique locale. Brique élémentaire du système énergétique, la commune joue un rôle primordial parce qu'elle agit à la fois sur son propre patrimoine et dans son territoire, notamment avec l'appui des établissements auxquels elle est rattachée, en particulier – et de plus en plus – avec les EPCI. Pour les collectivités, l'application du décret « éco-énergie tertiaire », désormais entré en vigueur, renforce les exigences et le besoin d'accompagnement.

MIEUX CONNAÎTRE SON PATRIMOINE

Pour devenir exemplaires en matière de sobriété et d'efficacité énergétiques, les collectivités doivent d'abord connaître la consommation de leur patrimoine bâti. Elles peuvent ensuite l'améliorer en identifiant les postes de consommation, en les comparant à des référentiels existants et en définissant des axes de progrès (optimisation tarifaire, tableau de bord, travaux spécifiques…). Différents outils favorisent cette appropriation. Ainsi, les membres du groupement de commandes gaz et efficacité énergétique ont eu accès à OSE jusqu'à fin décembre 2022, un outil dédié au suivi énergétique commun au Sigeif et au Sipperec.

ÊTRE ACCOMPAGNÉ DANS SES PROJETS

Une fois les axes de progrès identifiés, les collectivités ont souvent besoin d'un accompagnement technique individualisé pour mener leurs actions d'efficacité énergétique, notamment pour les bâtiments. À ce titre, grâce aux prestations du groupement de commandes, le Sigeif met à leur disposition des outils d'aide à la décision, tout en apportant conseils et aides financières. L'accompagnement technique du Sigeif comprend également le soutien de projets innovants et techniquement pointus, tel celui de la récupération de chaleur d'un puits d'eau potable à Orsay.

EXPÉRIMENTER ET INNOVER

De fait, les adhérents ont tout intérêt à innover en combinant les meilleures techniques disponibles, pour anticiper les tendances futures et inciter leurs partenaires à suivre leur exemple. Le secteur de l'énergie est en constante mutation : y tester des solutions nouvelles est à la fois une nécessité et une source d'opportunités.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En cas de succès, ces solutions pourront être transposées dans d'autres contextes et territoires, au bénéfice de tous.

FINANCER SES OPÉRATIONS

Aujourd'hui soumises à de fortes contraintes budgétaires, les collectivités font face à des obligations d'efficacité énergétique croissantes. Pour les aider à lancer les travaux nécessaires, dont la rentabilité se concrétise parfois à long terme, il importe de mobiliser des financements complémentaires qui peuvent conforter un projet et parfois déclencher une prise de décision.

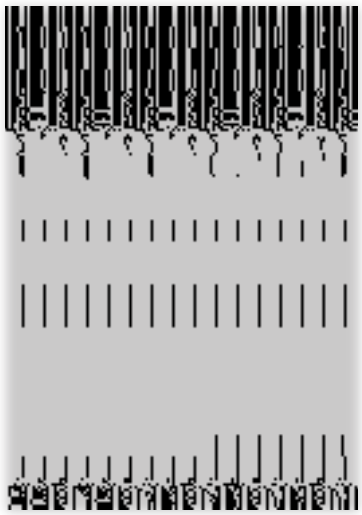
MONTER EN COMPÉTENCES ET VALORISER L'EXPÉRIENCE

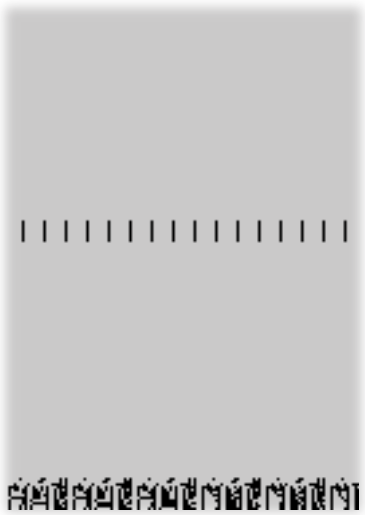
Dans un cadre législatif et réglementaire sécurisé, avec, en particulier, le récent décret éco-énergie tertiaire, l'efficacité énergétique s'impose désormais dans tous les secteurs.

Néanmoins, les économies d'énergie sont « cachées » : elles ne se voient pas physiquement. Aussi importe-t-il de proposer aux élus et aux techniciens une sensibilisation régulière et actualisée au secteur énergétique, assortie de formations dans ces domaines techniques de plus en plus exigeants.

Le Sigeif accompagne ses adhérents et contribue à leur montée en compétences, notamment en les aidant à s'inspirer d'initiatives pertinentes, portées par d'autres collectivités.

Le Syndicat est ainsi devenu un espace d'échanges et de bonnes pratiques. Il propose des outils dédiés, tel un support pédagogique rassemblant les recommandations des conseillers en énergie partagés, détaillant la sobriété énergétique. Diffusé à la rentrée 2022, ce guide recense des partages d'expériences, valorise des pratiques efficaces et analyse des points de vigilance, dans une logique de co-construction et d'amélioration continue de l'action publique.





DES FINANCEMENTS DÉDIÉS AUX COMMUNES

Entraînant de nouvelles charges financières, par nature imprévues, la crise sanitaire, puis la guerre en Ukraine ont fortement réduit les marges de manœuvre des communes. Pour les aider à investir, le Sigeif a, dès l'automne 2020, décidé de lancer un plan d'aide exceptionnel doté d'un volet de transition énergétique d'un million d'euros (efficacité énergétique, EnR et mobilités durables). Reconduit en 2022, ce fonds a permis à de nombreuses communes de bénéficier de subventions.

En 2021, le plan d'aide n'a pas pu être pleinement utilisé, les communes ayant d'abord pris connaissance du dispositif pour l'intégrer dans leurs projets ultérieurs. Qui plus est, comme les aides à la rénovation énergétique sont logiquement adossées à l'obtention de CEE, il convient de prendre en considération les délais administratifs correspondants.

De fait, nombre de demandes ont commencé à être émises en 2022 ; elles devraient se poursuivre en 2023.

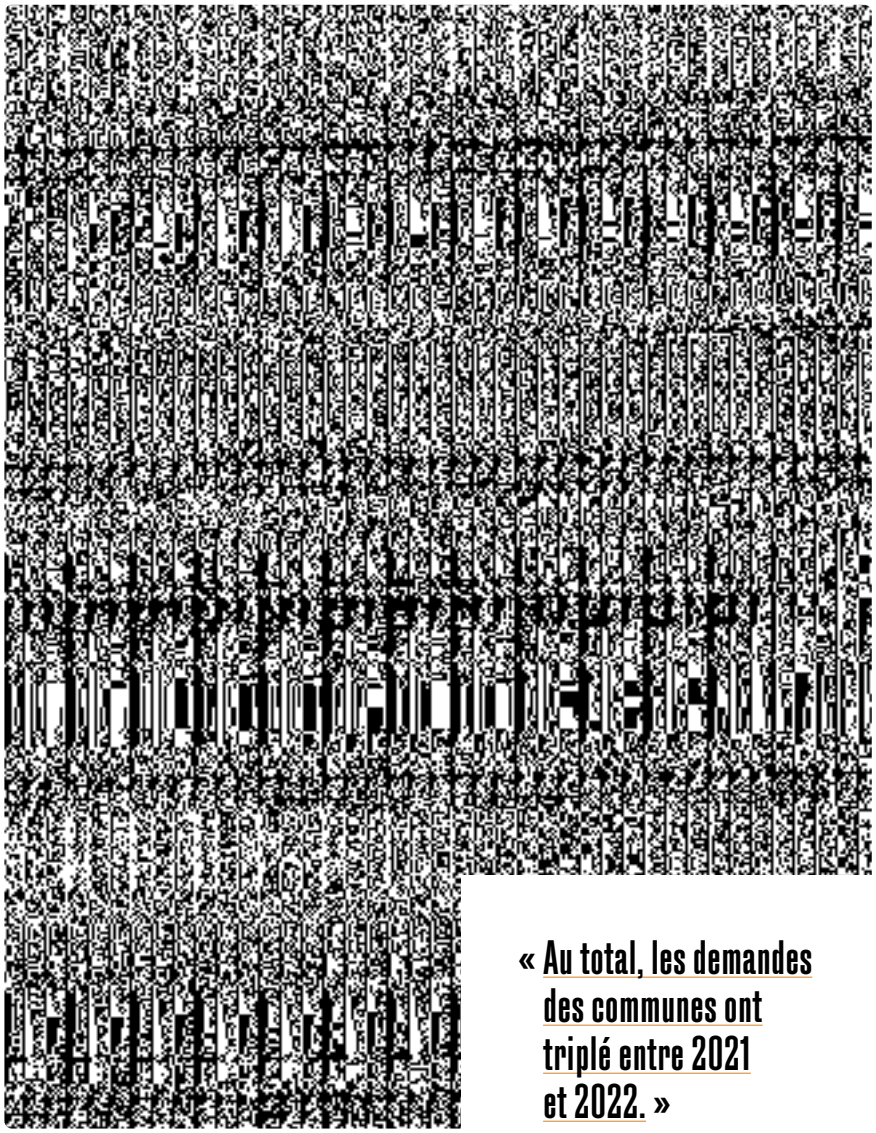
Dans le même temps, de nombreux diagnostics ont été commandés par les communes bénéficiaires du dispositif ACTEE Merisier, dont le Sigeif est lauréat. Une bonification des subventions du plan d'aide a été adoptée en ce sens par le Comité d'administration en mars 2022.

LES TRAVAUX DES COMMISSIONS THÉMATIQUES

Le Sigeif réunit régulièrement les élus membres de commissions thématiques. Deux d'entre elles, l'une dédiée aux énergies renouvelables, l'autre à l'efficacité énergétique, se sont réunies au printemps et à l'automne 2022. Les élus y ont examiné les différents dossiers du Sigeif : fermes solaires photovoltaïques, dispositif solaire photovoltaïque en toitures et ombrières, contrat de développement de chaleur renouvelable, projet de l'unité Biométhanisation porté par le Syctom et le Sigeif dans le port de Gennevilliers, plan d'aide du Syndicat, CEP et ACTEE Merisier, certificats d'économies d'énergie, expérimentations de solutions innovantes, groupement de commandes gaz et efficacité énergétique, outils de suivi énergétique.

La commission consultative paritaire s'est réunie également à deux reprises, en juillet et décembre 2022. Ce groupe de travail réunit notamment les interlocuteurs techniques des douze EPCI du territoire, afin de renforcer la coopération avec le Sigeif en matière de transition énergétique. À cet effet, le Sigeif a présenté ses activités et les actualités du secteur. Les échanges ont notamment porté sur la planification territoriale (PCAET, SDE), les projets solaires, la chaleur renouvelable ou la méthanisation. Chaque intercommunalité a pu faire ainsi le point des questions climat-air-énergie.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



« Au total, les demandes des communes ont triplé entre 2021 et 2022. »

Au total, les demandes des communes ont presque triplé entre 2021 et 2022 ; néanmoins, au regard de l'enveloppe disponible, ces sollicitations restent modestes.

Les collectivités ont également sollicité des aides relatives à la mobilité ; elles visent pour l'essentiel l'acquisition de véhicules 100 % électriques et hybrides rechargeables. La possibilité désormais offerte de subventionner l'achat de deux véhicules par collectivité, quelle que soit leur motorisation, a nettement porté ses fruits.

En complément au plan d'aide du Sigeif, les communes adhérentes ont bénéficié d'un accompagnement à la conversion de chaufferies, du fioul vers le gaz ou d'anciennes chaudières au gaz vers des solutions gaz plus performantes (PAC gaz à absorption, par exemple).

Ces communes bénéficient ainsi des aides conjointes du Sigeif, pour les changements de chaudière, et de GRDF pour le raccordement au réseau de gaz.

À la suite d'une matinée d'information en mars 2021, un suivi des prospects des communes intéressées a été réalisé en 2022.

Fin 2022, le Sigeif a alloué, au total : 478 512,06 euros d'aides, versées ou engagées, ainsi réparties :

- Véhicules propres : 154 000 euros.
- Travaux d'isolation : 192 234,61 euros.
- Diagnostics thermiques de bâtiments communaux : 95 277,45 euros.
- Chaudières collectives gaz : 30 000 euros.
- Vélos ou vélos cargos à assistance électrique : 7 000 euros.

LES SCHÉMAS DIRECTEURS DES ÉNERGIES

Lors de l'accompagnement des démarches territoriales climat-air-énergie, le Sigeif a participé en 2022 à l'élaboration de plusieurs schémas directeurs des énergies d'EPCI (Métropole du Grand Paris, EPT Grand Paris Seine Ouest, CA Roissy Pays de France).

Ces schémas ont bénéficié du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage efficacité énergétique du Sigeif. Plusieurs autres EPCI (CA Val Parisis, CA Paris Vallée de la Marne, CA Plaine Vallée) prévoient de lancer cette démarche en 2023. Le Sigeif sera partie prenante des travaux de concertation.





Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

LA LOI DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE POUR LA CROISSANCE VERTE DE 2015 A FIXÉ À LA FRANCE D'AMBITIEUX OBJECTIFS ÉNERGÉTIQUES.

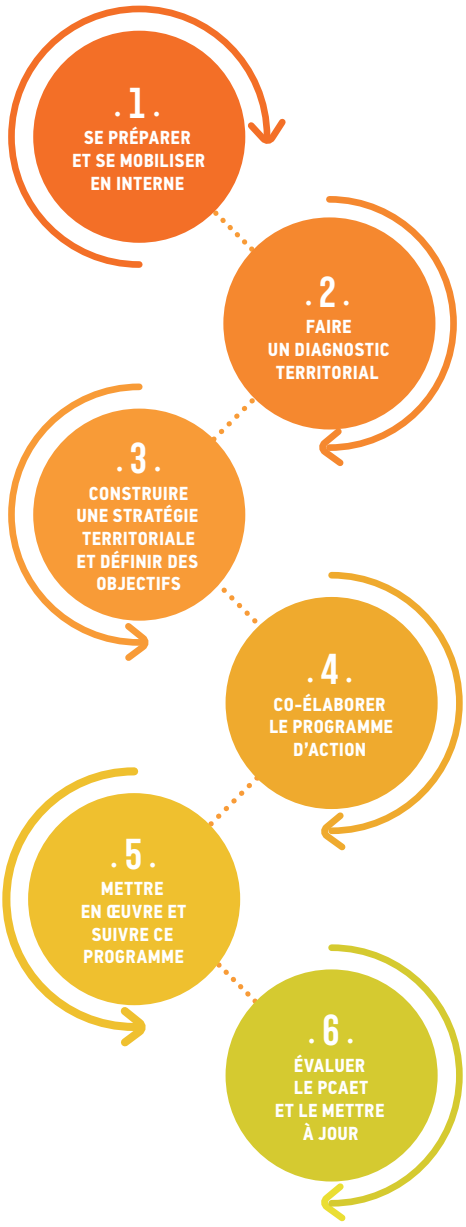
Le Sigeif se mobilise dans la mise en œuvre des programmes d'actions climat-air-énergie sur les territoires. Plusieurs conventions de partenariat avec des EPCI ont été signées, afin d'identifier les axes de travail et les actions à porter conjointement. Les sujets abordés sont très divers : maîtrise des consommations énergétiques du patrimoine, développement des énergies renouvelables, mobilité électrique et bio-GNV.

En 2022, quatre conventions partenariales ont été renouvelées pour deux ans (CA Plaine Vallée, CC Vallée de l'Oise et Trois Forêts, CC Carnelle Pays de France et CA Paris Vallée de la Marne). Une cinquième a été signée avec la Communauté d'agglomération Val Parisis ; dans celle-ci, le PCAET sera définitivement adopté en 2023.

Ces partenariats privilégiés ont permis de poser les bases de collaborations variées : transfert de la compétence IRVE de la communauté de communes Vallée de l'Oise et des Trois Forêts et de la communauté d'agglomération Val Parisis, réflexion relative à une étude de faisabilité biogaz dans la communauté d'agglomération Val Parisis, projet de développement d'une centrale photovoltaïque au sol dans la communauté d'agglomération Plaine Vallée.

PROCESSUS D'ÉLABORATION D'UN PLAN CLIMAT-AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

PATRIMOINE EXISTANT



- Estimation des émissions de GES, polluants atmosphériques et possibilités de réduction.
- Estimation de la séquestration de CO_2 dans le sol et la biomasse et possibilités de développement.
- Consommations d'énergie finales du territoire et potentiel de réduction.
- Présentation des réseaux de transport et distribution d'énergie (gaz, électricité et réseau de chaleur) et options de développement.
- Production actuelle des EnRR* et potentialités.
- Analyse de la vulnérabilité territoriale aux effets des changements climatiques, stratégie territoriale.

** Énergies renouvelables et de récupération.*



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FOURNIR DES OUTILS D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE

Complétant l'achat mutualisé de gaz, le groupement de commandes coordonné par le Sigeif propose divers outils pour améliorer le patrimoine bâti, cible prioritaire de l'efficacité énergétique.

Sous forme d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ces marchés d'efficacité énergétique ont été renouvelés à la fin de l'année 2021 pour deux ans ; ils seront éventuellement reconductibles pour deux années supplémentaires fin 2023. Les adhérents ont accès à trois lots confiés à la société Inddigo, comprenant 46 prestations différentes :

- **Le premier lot (patrimoine bâti existant)** permet de réaliser un état des lieux, complété par la stratégie d'amélioration énergétique la plus pertinente.
- **Le deuxième lot (patrimoine neuf ou en rénovation lourde)** garantit la prise en compte de la performance énergétique, de la programmation du bâtiment jusqu'à sa réception et au-delà. Inddigo assure également des sessions de formation technique de haut niveau, gratuites et réservées aux membres du groupement.
- **Le troisième lot (études de faisabilité EnR, stratégies territoriales et qualité de l'air des bâtiments)** élargit le périmètre des études à d'autres volets des transitions énergétique et écologique.

Le marché comprend d'autres prestations, afin de répondre au mieux aux besoins des membres du groupement de commandes : accompagnement au décret tertiaire, schémas directeurs immobiliers énergétiques, bilan GES, schémas directeurs énergie territoriaux, étude relative aux EnR.

Par l'effet de volume, ces prestations de qualité sont proposées à un prix attractif, en passant par la procédure d'achat simple et rapide des bons de commande.

PRESTATIONS D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE DU GROUPEMENT DE COMMANDES DU SIGEIF [MARCHÉ 2021-2025]

LOT PATRIMOINE EXISTANT

VOLET EXPLOITATION	Aide à la passation de marchés d'exploitation.
	Suivi annuel de l'exploitation – maintenance.
	Diagnostic de l'exploitation des installations thermiques.
	Mission préparatoire à l'équilibrage du réseau hydraulique de chauffage ou de bouclage d'eau.
	Conception et préparation d'un marché de travaux pour la mise en place d'une gestion technique des bâtiments (GTB).
	Mise en place d'un plan de mesurage.
VOLET MDE	Décret tertiaire et déclaration OPERAT.
	Diagnostic de performance énergétique.
	Pré-diagnostic énergétique.
	Audit énergétique.
	Thermographie.
	Programmation pluriannuelle des investissements et fonctionnement (PPIF).
	Schéma directeur immobilier énergétique.
VOLET CONCEPTION ET ASSISTANCE	Prestation de conception et d'assistance dans la réalisation de travaux de rénovation d'équipements techniques.

LOT BÂTIMENTS NEUFS OU EN RÉNOVATION LOURDE

VOLET PROGRAMMATION	Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'un marché global de performance.
	Assistance pour la mise en place de la modélisation des informations du bâtiment (BIM) et d'une maquette numérique.
	Assistance à la programmation.
	Assistance au choix du projet.
	Étude de faisabilité d'approvisionnement en énergie.
VOLET CONCEPTION	Accompagnement au cours des phases de la conception et dans la relation avec le maître d'œuvre.
	Simulations thermiques dynamiques (STD).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LOT PATRIMOINE NEUF OU EN RÉNOVATION LOURDE (SUITE)

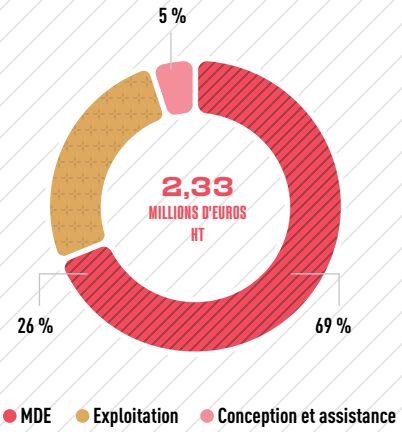
VOLET EXÉCUTION	Formations des acteurs du chantier.
	Contrôle des points-clés par visite sur chantier.
	Contrôle du bâti par thermographie post-réception.
	Thermographie.
VOLET RÉCEPTION	Suivi du fonctionnement du bâtiment après réception.
	Contrôle des performances par l'IPMVP.
	Tests et mesures avant réception.

LOT ÉTUDES DE FAISABILITÉ ENR, STRATÉGIES TERRITORIALES ET QUALITÉ DE L'AIR DES BÂTIMENTS

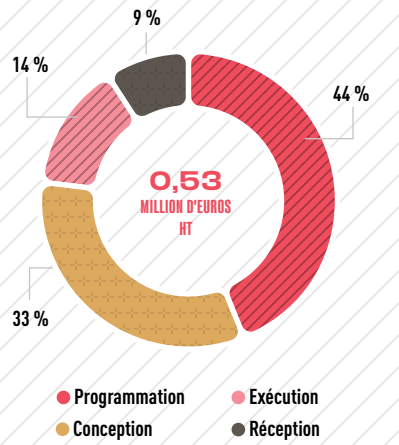
VOLET ÉTUDES DE FAISABILITÉ PROJETS ÉNERGIES RENOUVELABLES ET SCHÉMAS DIRECTEURS	Études de faisabilité.
	Schéma directeur énergie territorial.
	Schéma directeur de réseaux de chaleur et de froid.
VOLET BILAN GAZ À EFFET DE SERRE	Bilan gaz à effet de serre.
VOLET ÉCLAIRAGE PUBLIC	Diagnostic des installations d'éclairage public.
	Réalisation d'un schéma directeur d'aménagement lumineux.
VOLET QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS ET VENTILATION	Partie réglementaire liée à la qualité de l'air intérieur (QAI), incluant avec les prestations d'évaluation des moyens d'aération, une campagne de mesure de polluants et le plan d'actions.
	Diagnostic ventilation.
	Mesure de la perméabilité (patrimoine existant ou neuf).

RÉPARTITION DES PRESTATIONS COMMANDÉES 2017 > 2022

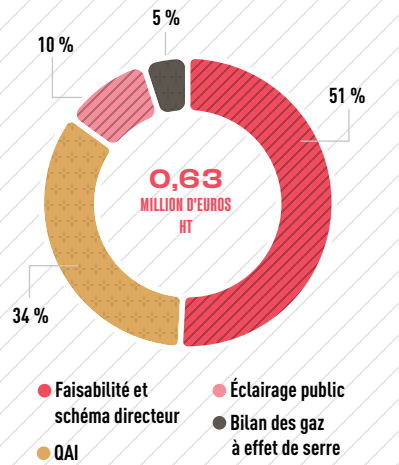
PATRIMOINE EXISTANT



PATRIMOINE NEUF OU EN RÉNOVATION LOURDE



ÉTUDES DE FAISABILITÉ ENR, STRATÉGIES TERRITORIALES ET QUALITÉ DE L'AIR DES BÂTIMENTS



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

DES FORMATIONS POUR TOUS

Tout au long de l'année, le groupement de commandes propose des formations sur des thématiques énergétiques. Très appréciées des participants, ces sessions prennent diverses formes : webinaires, modules de formation à distance, conférences… Elles s'accompagnent de *newsletters* réalisées conjointement avec Inddigo ; quatre ont été diffusées en 2022.

Trois webinaires ont été organisés en 2022 :

- **Février 2022 :** mettre en application le décret tertiaire.
- **Juin 2022 :** les marchés d'exploitation-maintenance, leur suivi et leur renouvellement.
- **Septembre 2022 :** les contrats de performance énergétique et les marchés publics globaux de performance.

De plus, deux conférences ont été réalisées pendant l'année. La première s'est attachée à la performance énergétique des complexes aquatiques et la seconde aux travaux prospectifs de l'Ademe, RTE et Négawatt sur l'avenir énergétique.

Enfin, sept sessions de formation au décret tertiaire, à distance pendant trois demi-journées chacune, ont été spécialement créées et menées, au bénéfice de près de 70 participants (12 maximum par session).

LE SIGEIF, PARTENAIRE DE LA PLATEFORME IDF SMART SERVICES AUPRÈS DE LA RÉGION

La Région Île-de-France a créé une plateforme de services numériques pour tous les Franciliens : IDF Smart services. Elle a pour ambition de *« simplifier la vie quotidienne de tous les Franciliens et de faire de la région parisienne un des grands pôles mondiaux d'attractivité pour y vivre, y travailler et y investir »*.



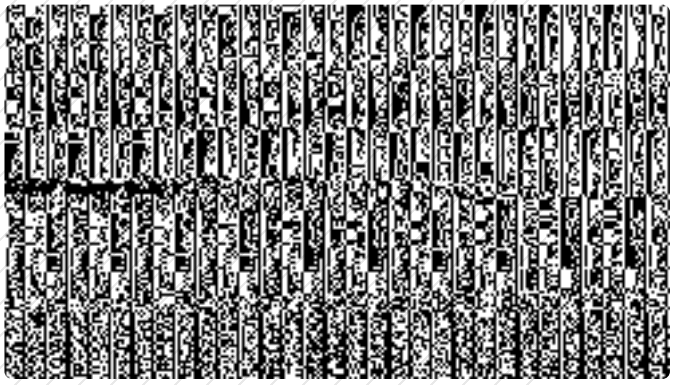
UN CONCENTRATEUR DE DONNÉES

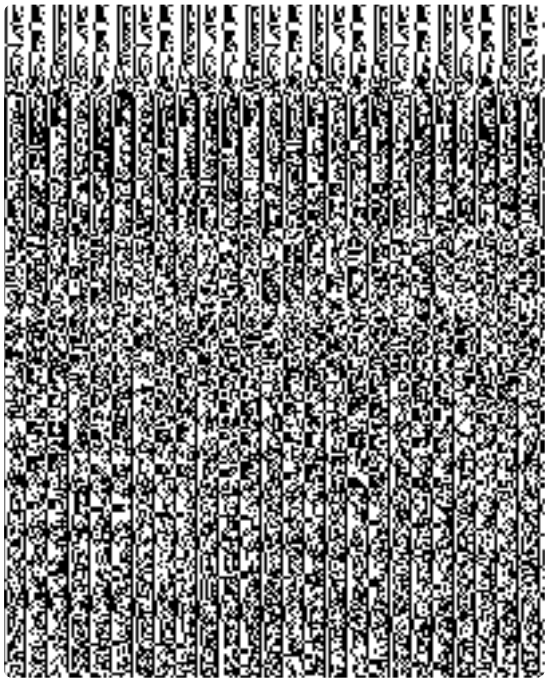
Figurant parmi les premiers partenaires de cette plateforme, le Sigeif participe à la construction de services innovants, basés sur un concentrateur de données comme le « double » numérique de bâtiments en 3D.

Parmi les premiers services proposés en matière énergétique, IDF Smart Services propose un outil de « potentiel solaire ».

À l'automne 2022, le « potentiel solaire » a été étendu des bâtiments aux ombrières de parking.

Il évalue la capacité d'accueil d'installations solaires photovoltaïques des toitures des différents bâtiments franciliens. Pour mener de tels projets, les collectivités adhérentes peuvent demander au Sigeif un accompagnement personnalisé.





Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

VALORISER LES CEE : LE DISPOSITIF COMMUN

Depuis plusieurs années, le Sigeif et le Sipperec pilotent une solution commune de valorisation des certificats d'économies d'énergie (CEE). En 2022, le Smoys (Syndicat mixte Orge-Yvette-Seine) a rejoint ce dispositif. Les CEE sont un outil utile et vertueux pour mener des actions générant des économies significatives, tout au long de la vie des équipements installés. La cinquième période nationale des CEE (2022-2025) vise la collecte de 3 100 TWh cumac, répartis entre les CEE classiques (1 970 TWh cumac) et les CEE liés à la précarité énergétique (1 130 TWh cumac).

Le dispositif commun aux trois syndicats permet de faire converger l'intérêt de plus de 200 collectivités adhérentes. Par la mutualisation de leurs certificats, il assure une meilleure visibilité aux bénéficiaires et une rémunération intéressante sur le marché. Il s'adresse à tous les acteurs éligibles aux CEE en Île-de-France, particulièrement les collectivités adhérentes aux syndicats qui le portent. Ces dernières années, le nombre des adhérents a augmenté, démontrant l'attractivité du modèle proposé. Il témoigne aussi d'un marché des CEE à nouveau dynamique, conséquence d'un niveau d'obligations significativement renforcé pour les fournisseurs d'énergie et les distributeurs de carburant.

En 2022, sous la présidence du Pôle Énergie Île-de-France par Jean-Jacques Guillet, le Smoys a rejoint le dispositif CEE au bénéfice de ses communes adhérentes.

UN DISPOSITIF CLÉS EN MAIN

Afin de permettre un dépôt direct des CEE dans le registre national Emmy, les dossiers sont constitués avec l'aide d'un bureau d'études, le cabinet Rozo. Ce dernier est en relation avec les bénéficiaires, notamment grâce à une plateforme web dédiée au suivi des opérations. Les collectivités concernées par les CEE récupèrent 80 % de la valorisation financière, le solde assurant les frais de gestion du dispositif, en particulier l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le dépôt des CEE est une opération complexe. Aussi, pour sécuriser la valorisation de leurs certificats, les bénéficiaires ont-ils tout intérêt à déclarer, le plus en amont possible, leurs opérations d'efficacité énergétique et à rassembler les pièces justificatives nécessaires.

Dès qu'un regroupement d'opérations valorisables de plusieurs collectivités atteint 50 GWh cumac, le dossier est déposé pour validation au pôle national des CEE (PNCEE). Les certificats sont ensuite vendus au meilleur prix, au terme d'un accord passé avec la société EDE, l'acheteur sélectionné par les trois syndicats. Cet accord garantit à la fois un prix plancher, en cas de chute des prix, et des offres à prix de marché lors de fortes demandes. En 2022, environ 242 GWh cumac, dont 58 GWh cumac « précarité », ont été déposés, contre 231 GWh cumac, dont 75 GWh cumac « précarité » en 2021.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Parallèlement, des CEE dédiés à la lutte contre la précarité énergétique s'articulent autour de programmes nationaux. Il en est ainsi du service local d'intervention et de maîtrise de l'énergie (Slime), animé par le Cler (réseau pour la transition énergétique). Il recouvre aussi des CEE bonifiés lorsque les travaux d'efficacité énergétique sont effectués dans des logements occupés par des ménages en précarité énergétique, visant en particulier les bailleurs sociaux adhérant au dispositif commun.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

INNOVATION

HYDROGÈNE : UN PROJET D'ÉCOSYSTÈME TERRITORIAL DANS LE VAL-D'OISE

Dans la continuité du projet de construction de l'unité de biométhanisation de Gennevilliers porté avec le Syctom, le Sigeif s'est rapproché d'autres syndicats techniques franciliens pour promouvoir la production d'hydrogène ou de gaz verts de deuxième génération (pyrogazéification).

Au printemps 2022, il a lancé une étude « hydrogène », avec le Sdevo (Syndicat départemental d'électricité du Val-d'Oise) et le Sigidurs (Syndicat mixte de la gestion et de l'incinération des déchets urbains), ce dernier collectant, traitant et valorisant les déchets de 59 communes du Val-d'Oise. L'étude en cours s'intéresse à l'électricité produite par l'usine d'incinération de Sarcelles, qu'exploite le Sigidurs, pour évaluer l'intérêt de sa conversion en hydrogène. Celle-ci pourrait être autoconsommée *in situ* ou valorisée à l'externe (mobilités terrestres, fluviales, aéroportuaires, industrielles). L'étude complète est attendue début 2023, la mise en œuvre pouvant intervenir dès l'année suivante, en fonction des conclusions.

UN PROJET D'UNITÉ DE MICRO-MÉTHANISATION EN ESSONNE

Le Sigeif développe également d'autres projets de méthanisation, conformément aux ambitions du volet « transition énergétique », intégré à son nouveau contrat de concession gaz. À ce titre, il réfléchit à la micro-méthanisation : la commission prospective et innovation du Sigeif a ainsi pu visiter l'unité de Carrières-sous-Poissy, exploitée par la société Tryon. Un partenariat avec le Siom de la Vallée de Chevreuse (Syndicat intercommunal des ordures ménagères) est à l'étude. Le projet de micro-méthanisation pourrait être lancé en 2023.

RÉNOVATION ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Impliqué de longue date dans la maîtrise de la demande d'énergie, grâce au travail de ses conseillers en énergie partagée (CEP), le Sigeif a franchi une nouvelle étape en devenant lauréat de l'appel à projets ACTEE Merisier. Il accompagne désormais 60 nouvelles communes pour les aider à piloter la rénovation énergétique des bâtiments scolaires. S'y ajoute un accompagnement dédié au décret « éco tertiaire ».

LE PROJET ACTEE MERISIER

Le Sigeif, le Sdevo et le Smoys ont été désignés lauréats de l'appel à projet ACTEE Merisier, en septembre 2021.

Porté par la FNCCR, cet appel à projets apporte un soutien financier à la mise en œuvre d'opérations d'efficacité énergétique visant en priorité des bâtiments scolaires. Il cofinance les actions suivantes :

- **Études d'aide à la décision et de maîtrise d'œuvre** pour les projets de rénovation énergétique inscrits dans le programme.
- **Acquisition d'un outil de suivi des consommations énergétiques** pour les bâtiments inscrits.
- **Recrutement d'économes de flux** pour accompagner les communes.

Au Sigeif, environ 60 communes bénéficient de cet accompagnement. Près de 200 bâtiments, essentiellement scolaires, sont concernés.

Pour accroître l'aide ACTEE, le Comité d'administration du Sigeif a alloué une part du plan d'aide du Syndicat aux études d'aide à la décision réalisées sur les bâtiments ACTEE (audits énergétiques, schémas directeurs immobiliers énergie, études d'optimisation des systèmes énergétiques…). Cette décision a significativement augmenté l'aide, qui est passée de 25 % maximum, plafonnée à 500 euros hors taxes par bâtiment, à 80 %, plafonnée à 3 000 euros hors taxes. Pour les communes, le passage à l'action s'en trouve largement facilité.

Au printemps 2022, le Sigeif a procédé au recrutement des deux économes de flux. Leur accompagnement technique, juridique et financier des communes concerne toutes les étapes de rénovation énergétique des bâtiments éligibles.

Dès leur prise de poste, ils ont organisé des réunions d'échanges avec les communes bénéficiaires pour leur présenter le dispositif, évaluer l'avancement de chaque projet, identifier les besoins en termes d'accompagnement et lever les éventuels freins à la réalisation.

Ces échanges ont permis un démarrage opérationnel rapide, qui s'est traduit par le lancement des premières études d'aide à la décision et le versement des subventions bonifiées par le Sigeif.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

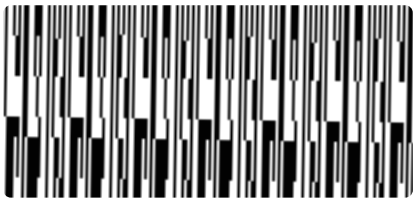
CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ

Le Sigeif propose à ses communes adhérentes de moins de 10 000 habitants un accompagnement technique de conseil en énergie partagé (CEP).

Ce dispositif permet d'aider gracieusement les petites communes à mettre en place une politique énergétique maîtrisée de leur patrimoine, grâce aux compétences d'un technicien spécialisé.

Aujourd'hui, une trentaine de communes ont adopté le dispositif CEP du Sigeif. Depuis le début, deux conseillers en énergie mènent cette mission auprès de ces communes. Le premier se consacre aux 22 communes éligibles du Val-d'Oise, le second aux 23 communes des autres départements d'Île-de-France.

RÉDUIRE LES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES DU PATRIMOINE



En 2022, plusieurs communes ont bénéficié d'une mise à jour de leur bilan énergétique patrimonial, de campagnes de mesure des températures de chauffage, et d'un accompagnement spécifique à divers sujets (rénovation des équipements de chauffage et de ventilation, isolation des bâtiments, rénovation de l'éclairage public, études d'aide à la décision en amont de travaux de rénovation, aide au montage de dossiers de subventions, tel que pour la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), ou encore l'appel à projets (AAP) de la Région Île-de-France).

Prolongeant leurs missions, les conseillers ont accompagné plusieurs communes dans d'autres démarches :

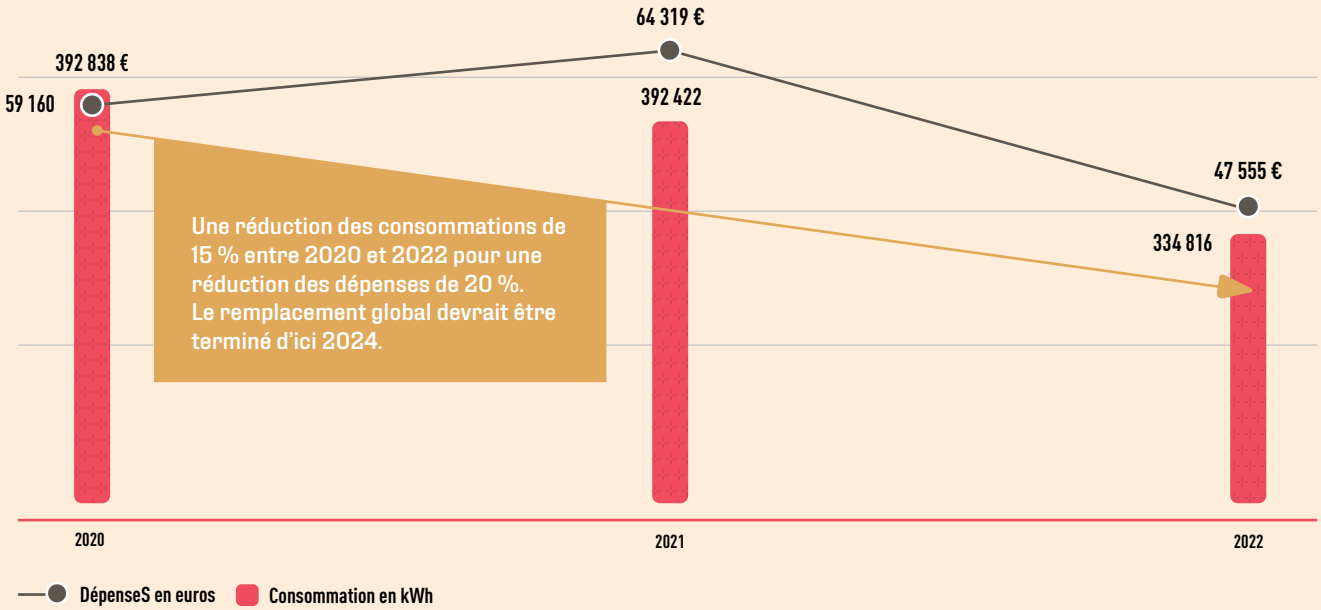
- **Accompagnement spécifique au décret « éco énergie tertiaire » :** il permet aux communes de se conformer au texte réglementaire, notamment pour collecter les données des consommations énergétiques de l'année de référence et des années 2020 et 2021.
- **Accompagnement spécifique au choix du matériel éligible aux certificats d'économies d'énergie (CEE).** Plusieurs communes ont ainsi pu valoriser leurs travaux de rénovation énergétique par des CEE, notamment via le remplacement de menuiseries et de chaudières, l'isolation ou encore la rénovation du parc d'éclairage public.
- **Expérimentation du conseil en énergie intercommunal (CEi)**, lancée avec la communauté de communes Carnelle Pays de France.

L'accès au logiciel Vertuoz proposé par l'Ademe a pris fin en juin 2022. En remplacement, le programme ACTEE Merisier a permis d'acquérir un nouveau logiciel de suivi des consommations énergétiques : N'gage d'Énergisme.

Cet outil est proposé aux communes du programme ACTEE sous forme de licences, pour une mise en place en 2023.

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC POUR UNE COMMUNE CEP, QUI A RÉALISÉ DES TRAVAUX DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PARC D'ÉCLAIRAGE PUBLIC EN 2022

LES TRAVAUX RÉALISÉS SE TRADUISENT PAR UNE ÉCONOMIE DE 14 200 EUROS EN 2022



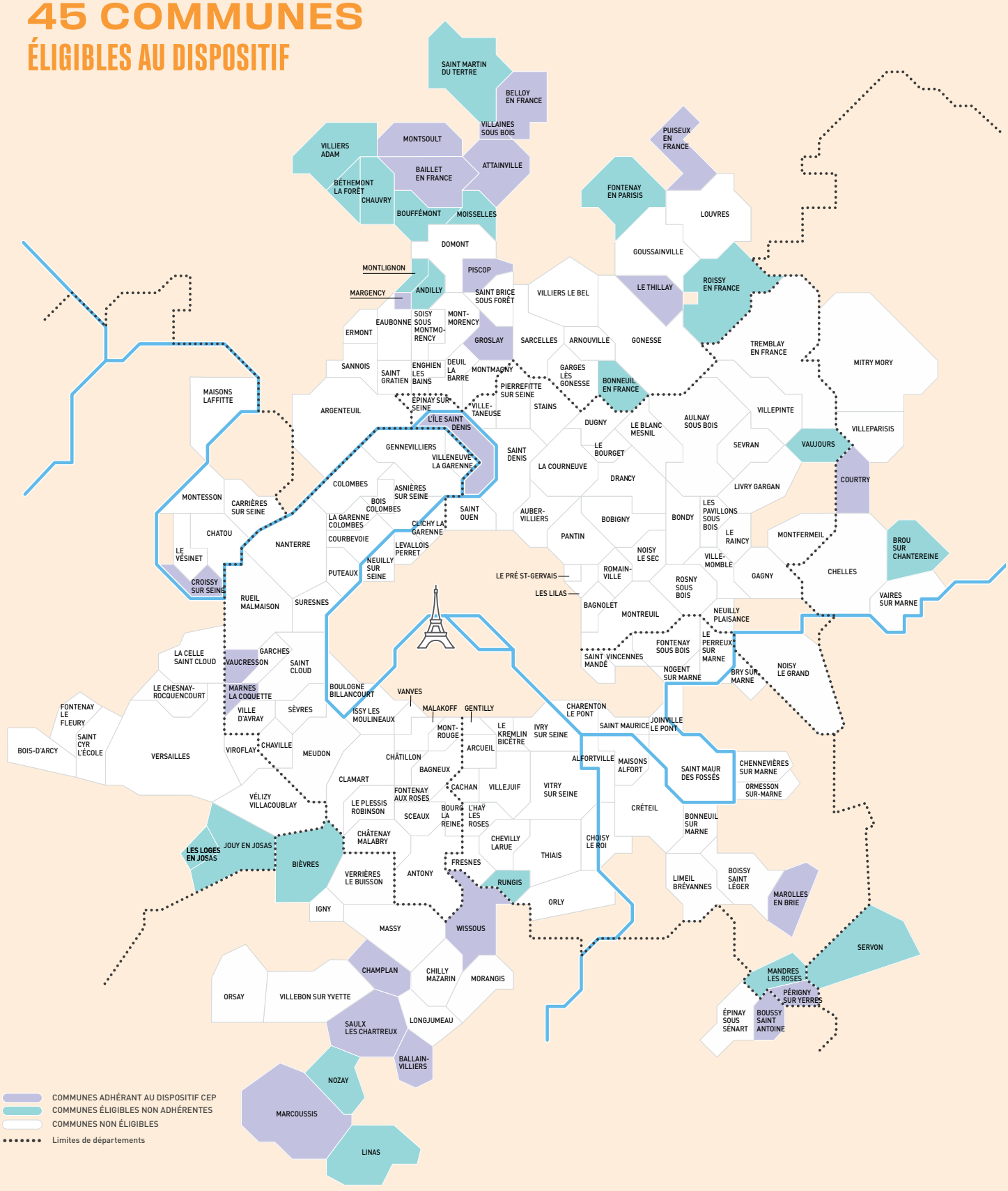
Cette réduction des consommations de l'éclairage public est due à une extinction nocturne partielle (1 mât sur 2) dans quelques rues. Une rénovation du parc de l'éclairage public afin de le passer en LED est en cours.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

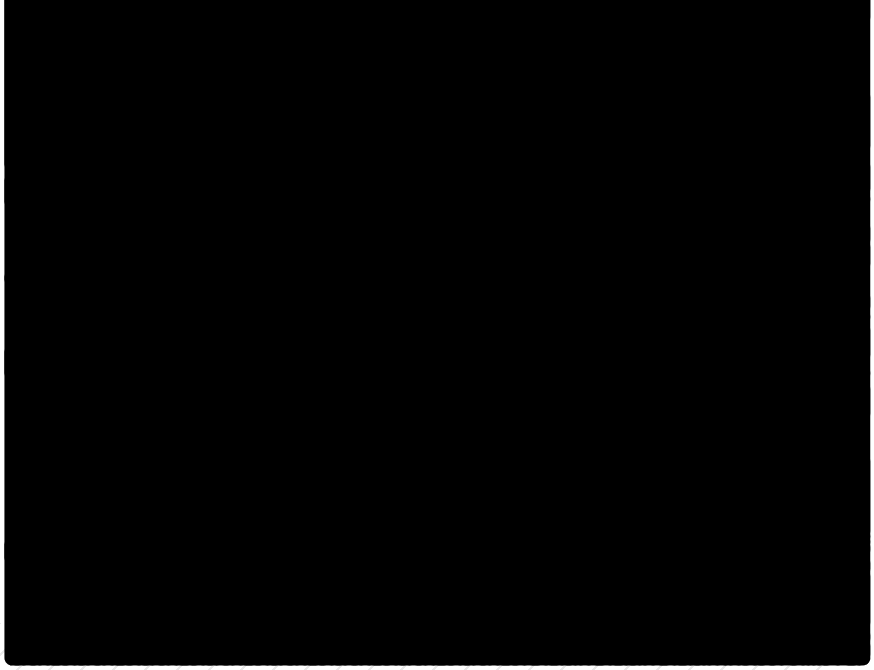
CEP

Le dispositif conseil en énergie partagé (CEP) du Sigeif aide, sans contrepartie financière, les communes de moins de 10 000 habitants à mettre en place une politique énergétique maîtrisée de leur patrimoine communal.

45 COMMUNES
ÉLIGIBLES AU DISPOSITIF



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



LE GROUPEMENT DE COMMANDES EN QUELQUES CHIFFRES

12 150
sites

3,2 TWh/AN

dont

580 GWh
Petit sites

715 GWh
Grands sites communaux

780 GWh
Établissements d'enseignement et de formation

305 GWh
Établissements de santé

810 GWh
Bailleurs sociaux

GROUPEMENT DE COMMANDES GAZ

ACHETER LE GAZ AUX MEILLEURES CONDITIONS

Le Sigeif est coordonnateur d'un groupement de commandes de fourniture de gaz, pour le compte de 482 entités publiques ou para-publiques regroupant 12 150 sites. De l'ordre de 3,2 TWh annuels, leur consommation fait du Syndicat un des premiers acheteurs publics de gaz dans le marché français. Qu'il s'agisse des marchés attribués ou du contexte géopolitique mondial et de ses impacts sur les prix, 2022 a été une année très complexe et, probablement, de transition. Arrivés à échéance à la fin de l'année, les marchés de fourniture en gaz ont fait l'objet de nouvelles attributions, en juin 2022, pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025.

DES MARCHÉS OPTIMISÉS DANS UN CONTEXTE BOULEVERSÉ

Face aux tensions géopolitiques et aux difficultés d'approvisionnement, le renouvellement des marchés de fourniture en gaz s'est accompagné de nouvelles mesures pour protéger les membres, garantir la meilleure concurrence et obtenir une plus grande souplesse d'exécution.

La flexibilité a été accrue : désormais, il est possible d'accueillir des sites non prévus initialement en cours de marché, à hauteur de 5 % du volume global. C'est une avancée très significative : en 2022, plusieurs marchés publics ou privés ont exclu toute flexibilité de leur contrat afin de pouvoir obtenir des offres de la part des fournisseurs.

Ensuite, le groupement de commandes n'intègre pas d'engagement de consommation avec une cible et un seuil de tolérance (par exemple, 100 GWh/an, avec un seuil de +/- 10 % de ce volume). Là encore, c'est une différence de taille, par rapport à d'autres contrats.

Enfin, le Sigeif a veillé à garantir aux membres une bonne visibilité de leur facture pour faciliter leur planification budgétaire, tout en assurant une gestion active du risque lié aux achats. À cet effet, l'ensemble des lots a été traité avec un prix ferme construit progressivement, au fil des mois.

Établi chaque année, ce prix résulte d'une procédure d'achat fractionné en une dizaine d'ordres d'achat (dite « multi-clics »), qui lisse le risque et évite d'être contraint d'acheter au mauvais moment.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GROUPEMENT DE COMMANDES

Via son groupement de commandes, le Sigeif offre à 482 organismes publics ou privés d'Île-de-France (12 150 points de livraison) la possibilité d'accéder à la fourniture de gaz naturel et de services d'efficacité énergétique. En quinze ans, les adhérents au groupement de commandes ont bénéficié de tarifs optimisés et de services associés. Sont également proposées 46 prestations de conseils d'efficacité énergétique, ainsi qu'en énergie renouvelable, pour accompagner les membres du groupement dans leur transition énergétique.

COMMUNES ADHÉRENTES
au 31/12/2022

COMMUNES HORS CARTE

SEINE-ET-MARNE

- Bailly-Romainvilliers
- Champs-sur-Marne
- Chessy
- Coupvray
- Gournay-sur-Marne
- La Grande-Paroisse
- Magny-le-Hongre
- Moissy-Cramayel
- Montry
- Nemours
- Salins
- Savigny-le-Temple
- Serris
- Thomery
- Torcy

YVELINES

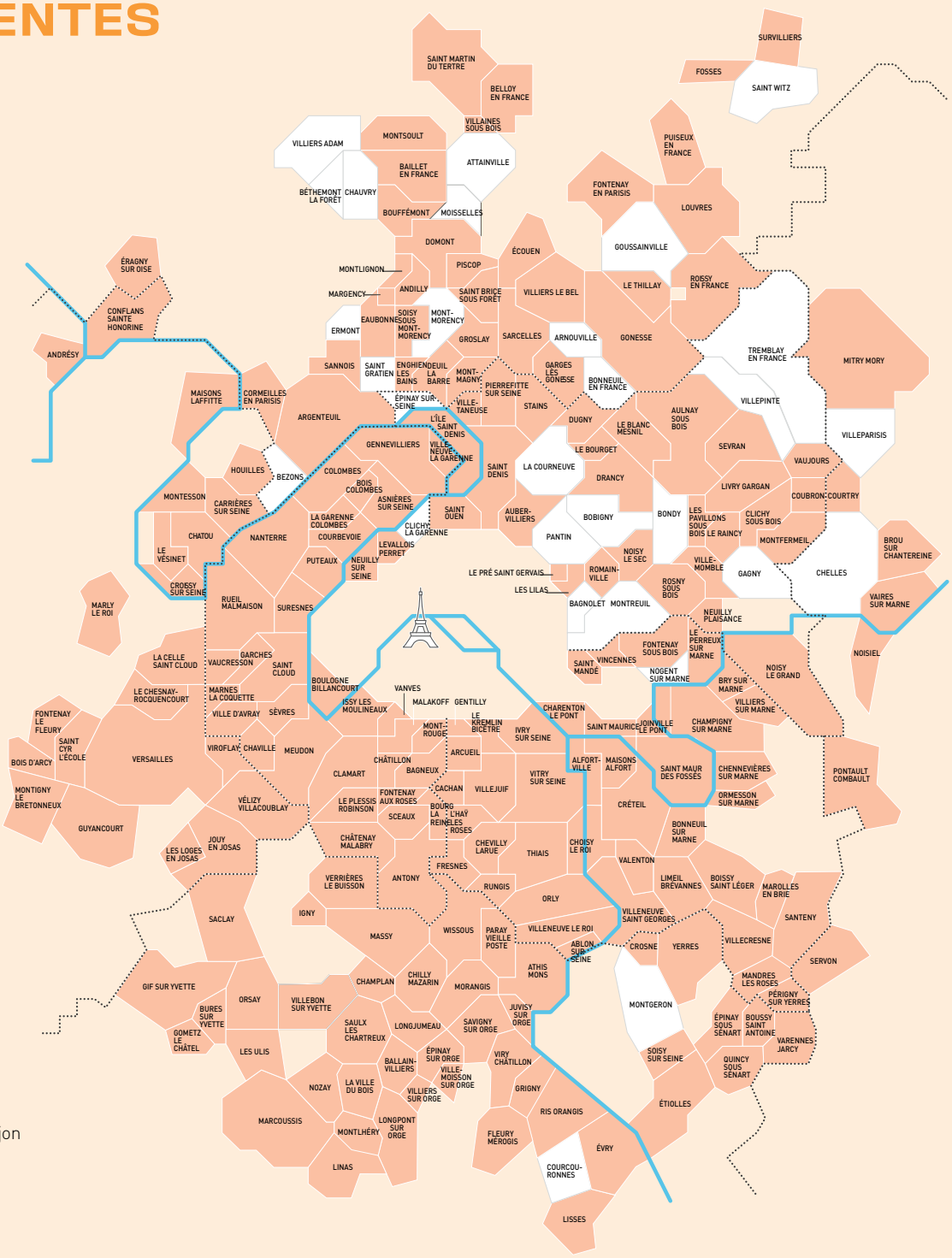
- Cernay-la-Ville
- Maurepas
- Orgeval
- Plaisir
- Villennes-sur-Seine

ESSONNE

- Avrainville
- Boissy-sous-Saint-Yon
- Bondoufle
- Bruyères-le-Châtel
- Cheptainville
- La Ferté-Alais
- Fontenay-lès-Briis
- Itteville
- Janville-sur-Juine
- Lardy
- Limours
- Marolles-en-Hurepoix
- Milly-la-Forêt
- Morigny-Champigny
- La Norville
- Ollainville
- Saint-Germain-lès-Arpajon
- Saint-Pierre-du-Perray
- Saint-Yon
- Villabé

VAL-D'OISE

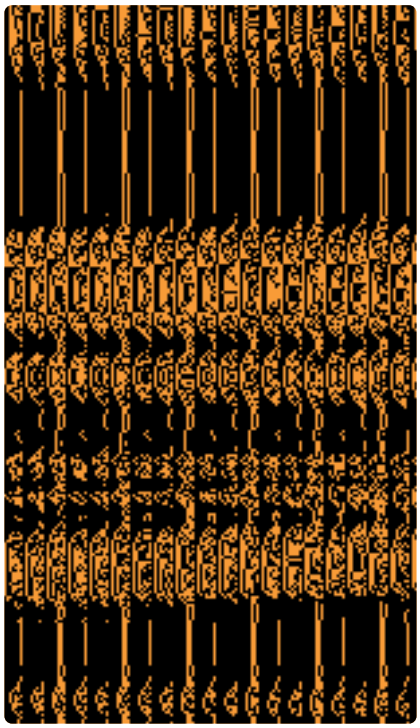
- Cergy
- Taverny
- Vauréal



COMMUNES ADHÉRENTES DU GROUPEMENT DE COMMANDES
COMMUNES DU SIGEIF NON ADHÉRENTES
Limites de départements

(voir en p. 150, la liste complète des membres du groupement de commandes)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Des prises de position sont réalisées régulièrement, avec pour chaque ordre d'achat une décision dans des délais extrêmement courts, pouvant aller jusqu'à l'achat instantané d'une offre par téléphone, avec les équipes conseils des fournisseurs. Ainsi, durant l'année 2022, les membres ont pu bénéficier d'un prix de la molécule de gaz particulièrement optimisé de 16,04 euros/MWh, alors que le marché de court terme était en moyenne à 103 euros/MWh, soit près de 87 euros/MWh d'écart.

Pour les livraisons de gaz prévues en 2023, les prises de position se sont étalées entre juin et mi-décembre 2022, avec cinq ordres d'achat et un prix final de 125 euros/MWh. Ce prix reflète des conditions de marché très difficiles, avec une explosion des cours liée à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a frappé tous les acheteurs d'énergie, publics comme privés.

Le groupement de commandes gaz, de par son envergure, a permis à plusieurs membres en difficulté pour maintenir ouverts leurs piscines ou leurs centres aquatiques, face à la défaillance de leur prestataire, de les approvisionner en urgence en gaz à des conditions financières exceptionnelles.

CONNAISSANCE DU MARCHÉ ET RÉACTIVITÉ, CLÉS D'UN ACHAT EFFICACE

Dans un domaine aussi évolutif que l'énergie, l'acheteur est tenu de s'informer en permanence de l'état du marché afin d'optimiser ses achats. Aussi, le Sigeif organise-t-il régulièrement des sessions d'information pour les membres de son groupement.

Y sont exposées et discutées les grandes évolutions des marchés (allotissement, processus d'achat, biométhane, etc.). Une fois les marchés attribués, le Sigeif assure une présence permanente, destinée à observer leur mise en place et leur suivi (processus de changement de fournisseur, facturation, etc.).



SUIVRE LES CONSOMMATIONS ET LES DÉPENSES DE GAZ

Les membres du groupement de commandes du Sigeif peuvent suivre très précisément leurs consommations et leurs dépenses en gaz. Les fournisseurs envoient chaque mois sur simple demande un fichier de type Excel synthétisant la facturation des trente derniers jours.

Chaque année, un fichier regroupant tous les éléments de facturation et de consommation de l'année civile précédente est transmis.

Les membres peuvent également utiliser de nombreux logiciels ou des plateformes disponibles, à titre gratuit ou payant. En 2023, le Sigeif les orientera vers les solutions les plus adaptées à leurs besoins.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Parallèlement, le Sigeif intervient dans des colloques dédiés aux achats d'énergie, participe à différents groupes de travail thématiques (Amorce, FNCCR, CLEEE, etc.) et entretient des contacts réguliers avec des acheteurs publics de dimension nationale, confrontés aux mêmes problématiques, comme la centrale d'achats Ugap, la direction des achats de l'État (DAE) ou UniHA (acheteurs hospitaliers), et aussi des acheteurs privés multi-sites (grande distribution, hôtellerie…).

Le Sigeif assure une veille quotidienne des marchés gaziers et des évolutions réglementaires (réponse aux consultations de la CRE, études d'impact…).

Il s'appuie également sur l'expertise du cabinet de conseils Eleneo pour définir sa stratégie, par un suivi en continu des marchés gaziers.

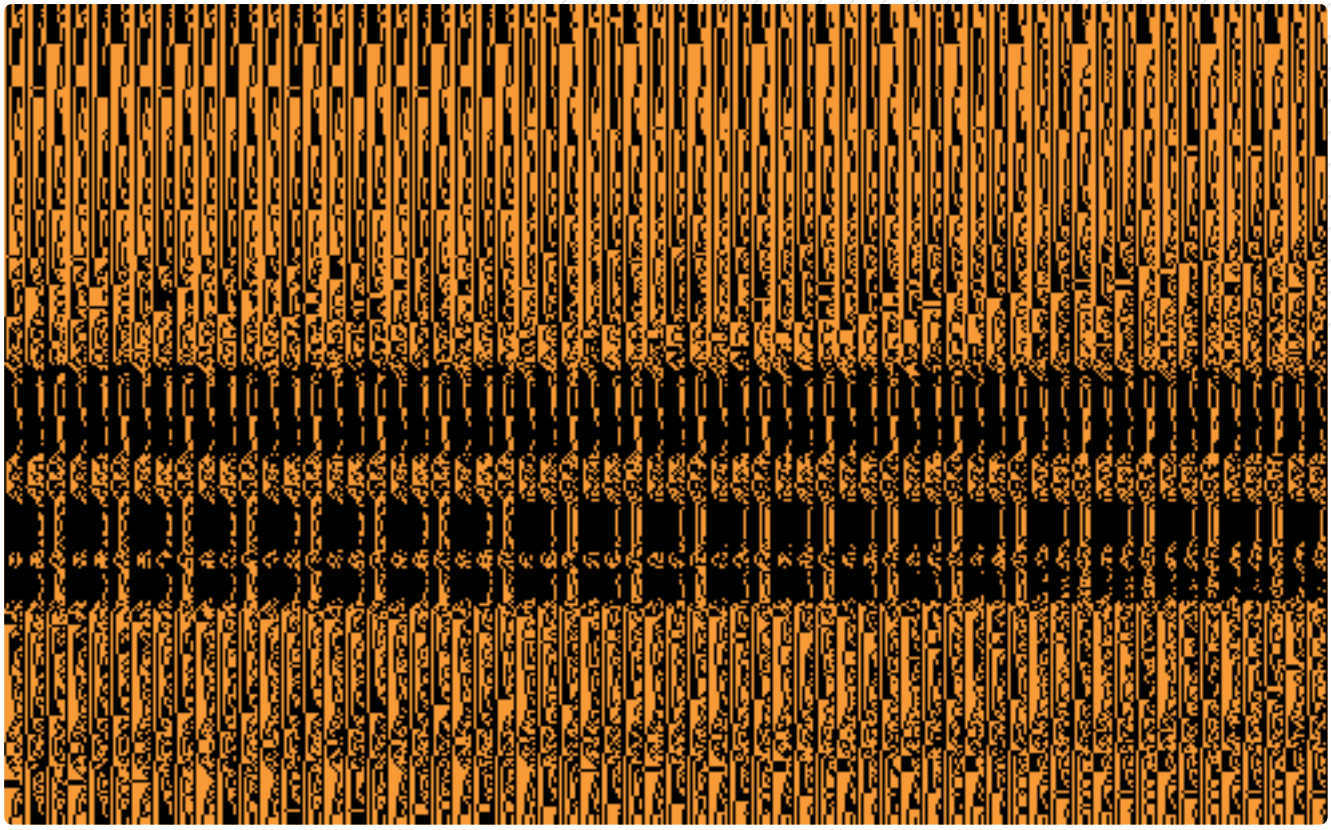
Enfin, le travail de *sourcing*, qu'il mène auprès des opérateurs du secteur gazier, lui permet d'optimiser en permanence ses décisions, tout en suscitant la meilleure concurrence possible. Commencé en 2021, cet important travail s'est poursuivi en 2022 et a permis l'attribution des trois marchés de fourniture de la période 2023-2025.

D'importantes évolutions ont été observées chez les fournisseurs, en réaction à la situation internationale et aux mouvements des marchés gaziers ; le Sigeif s'est donc adapté à ce contexte.

Les membres ont un accès continu à toutes les informations relatives au groupement de commandes : pièces de marchés, montants des abonnements, prix du gaz, actualités, invitations, etc.), grâce à un site Internet dédié, **www.achat-gaz.fr.**

WWW.ACHAT-GAZ.FR, UN SITE DÉDIÉ AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Véritable plateforme de communication du groupement de commandes gaz et efficacité énergétique, ce site s'enrichit régulièrement de nouveaux services et d'une mise à jour régulière. Un espace dédié à l'efficacité énergétique (actualités, webinaires, évènements, *newsletters*, modes d'emploi des marchés), animé par Inddigo, a été créé en 2022.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

« En 2022, les opérations retenues totalisent 15,8 km de lignes aériennes multi-réseaux, pour un investissement représentant 11 millions d'euros hors taxes. »

ENFOUISSEMENT DES LIGNES ÉLECTRIQUES AÉRIENNES

SECURITÉ ET ESTHÉTIQUE

Depuis plus de vingt ans, le Sigeif coordonne et conduit des travaux d'enfouissement des réseaux électriques de distribution publique basse tension, d'éclairage public et de communications électroniques. Il contribue ainsi à la modernisation comme à la sécurisation des réseaux, et œuvre pour un paysage urbain sans lignes ni branchements disgracieux.

En 2022, le Syndicat a procédé à 29 opérations de travaux d'enfouissement, finançant la part dédiée au réseau de distribution d'électricité, à hauteur de 40 % de leur montant hors taxes, déduction faite de la participation du concessionnaire Enedis. Liée aux initiatives communales, la participation du Syndicat s'élève à 608 368 euros, pour un investissement total de 2,49 millions d'euros hors taxes.

LE PROGRAMME 2022

Signée par le Sigeif et Enedis, la convention particulière annexée au cahier des charges garantit les taux de participation du concessionnaire (40 % ou 50 %), le volume financier de son engagement (enveloppe révisable de 1,9 million d'euros, en valeur 2019) et la bonification de sa contribution, lorsqu'un programme d'enfouissement contribue à la suppression du réseau en fils nus, le plus fragile et responsable d'incidents récurrents. Elle détermine aussi les modalités de fonctionnement et de suivi des programmes de travaux.

RECONDUCTION DU PLAN D'AIDE EN 2022

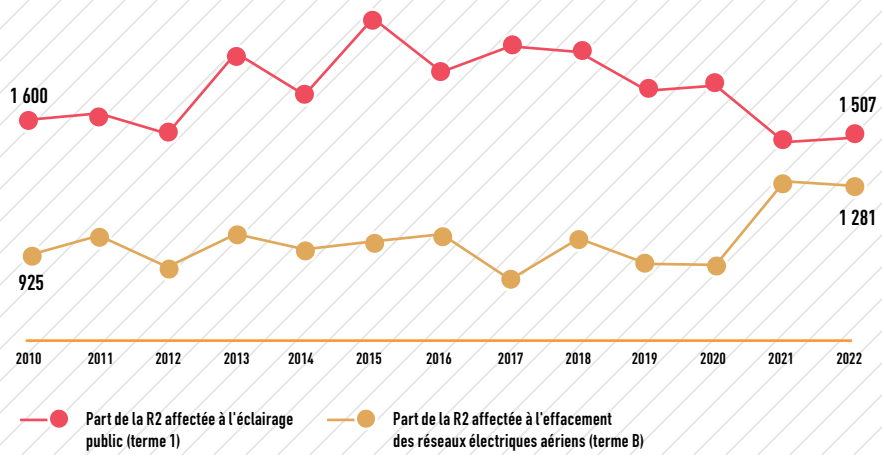
En octobre 2020, le Comité du Sigeif a décidé de contribuer à l'effort national de relance économique, en débloquant un plan d'investissement exceptionnel de trois millions d'euros pour les programmes d'enfouissement des lignes aériennes électriques des années 2020 et 2021, dont l'exécution s'est poursuivie en 2022 (prise en charge intégrale des travaux liés au réseau de distribution d'électricité par le Sigeif).

S'y ajoute un million d'euros pour des opérations d'efficacité énergétique des bâtiments, les subventions accordées étant cumulables, à hauteur de 80 %, auprès d'autres financeurs publics.



INVESTISSEMENT : ÉVOLUTION DE LA REDEVANCE

EN MILLIERS D'EUROS



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LES ACCORDS CONCLUS ENTRE LE SIGEIF ET ENEDIS

2020-2024

En accompagnement du contrat de concession, le Sigeif et Enedis ont reconduit leur partenariat de sécurisation et d'amélioration esthétique des ouvrages. Applicable depuis 2020, cet accord précise les dispositions prévues par les articles 8 et 4 de l'annexe 1 du contrat de concession.



Les modalités de fonctionnement et de suivi des programmes annuels de travaux sont réaffirmées.

Lorsque le Sigeif assure la maîtrise d'ouvrage des travaux destinés à l'amélioration esthétique des ouvrages concédés, il peut bénéficier d'une participation financière d'Enedis. Le volume financier de l'engagement du concessionnaire (enveloppe révisable de 1,9 million d'euros hors taxes, en valeur 2019) et les taux de participation aux travaux (40 % ou 50 % à l'intérieur des « zones protégées », c'est-à-dire les zones de protection du patrimoine, les sites classés ou inscrits) ont été reconduits. Il en va de même pour l'engagement spécifique à la ville de Versailles, avec une enveloppe financière maximale annuelle également allouée par Enedis. Enfin, les opérations du Sigeif contribuant à la sécurisation des ouvrages (enfouissement de certaines lignes aériennes en fils conducteurs nus, à fort taux d'incidents) seront valorisées grâce à une participation financière complémentaire de 40 %.

Par ailleurs, la convention définit les modalités d'instruction et d'exécution des programmes de travaux d'enfouissement. Avec le Sigeif, cet accord pérennise la prise en compte des programmes pluriannuels de voirie. À son issue, la commission de suivi du cahier des charges devra se prononcer sur la prorogation, pour une durée identique et aux mêmes conditions, de la convention, sans excéder la durée du contrat de concession.

TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT

MAÎTRISE D'OUVRAGE

PROGRAMME PRÉVISIONNEL DES OPÉRATIONS ENGAGÉES EN 2022

NOMBRE D'OPÉRATIONS	46
NOMBRE DE COMMUNES	25
INVESTISSEMENT (€ HT)	4 842 306
PARTICIPATION D'ENEDIS, AU TITRE DE L'ARTICLE 8 (€)	1 997 013
PARTICIPATION D'ENEDIS, AU TITRE DE LA RÉSORPTION DU RÉSEAU NU À FORT RISQUE D'INCIDENTS (€)	300 000
PARTICIPATION DU SIGEIF (€)	1 251 929
PARTICIPATION DES COMMUNES OU AUTRES (€)	1 293 364
TOTAL (€ HT)	4 842 306
LONGUEUR DES LIGNES AÉRIENNES DÉPOSÉES (M)	15 817
LONGUEUR DES CANALISATIONS CONSTRUITES (M)	15 503
COÛT MOYEN D'ENFOUISSEMENT (€/M DÉPOSÉ)	306

UNE ENVELOPPE DE 4,84 MILLIONS D'EUROS

La commission de suivi de juin 2022 a adopté une enveloppe budgétaire prévisionnelle de 4 842 306 euros hors taxes, la participation du concessionnaire s'établissant à 2 297 013 euros : 1 997 013 euros, au titre de l'article 8, et 300 000 euros, au titre de la résorption du réseau nu à fort risque d'incidents. Le linéaire de lignes aériennes déposées est estimé à 15,8 km, soit un coût moyen de 306 euros le mètre linéaire, branchements des particuliers inclus.

En 2022, 46 nouvelles opérations ont été décidées, toutes sous maîtrise d'ouvrage complète du Sigeif.

Un programme spécifique est mené à Versailles, avec 4 opérations, pour un coût total de 245 000 euros hors taxes.

Le Syndicat coordonne ces travaux avec ceux de ses communes adhérentes et des établissements publics, répartis dans sept départements.

15,8 KM de lignes aériennes enfouis

Les supports des lignes électriques aériennes accueillent généralement d'autres types de réseaux : éclairage public, avec ses lanternes, voire, plus proches du sol, des traverses horizontales supportant des câbles dédiés aux communications électroniques. L'effacement des lignes aériennes requiert donc une coordination avec l'ensemble des opérateurs en charge de ces ouvrages. Pour mener de manière souple et réactive ces différents programmes d'enfouissement et faciliter la coordination des travaux, le Sigeif s'est doté d'un ensemble d'accords-cadres à bons de commande, dont certains en groupement avec Enedis.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNCOM, POUR SUIVRE EN TEMPS RÉEL LES TRAVAUX DE VOIRIE

Créée en 1993 par le Sigeif, le Sedif et le Sipperec, cette association regroupe 271 collectivités, adhérant directement ou via un EPCI ou un EPT, et propose des services de centralisation et de mutualisation de données liées aux travaux de voirie ou sur réseaux via un portail cartographique.

Depuis 2020, la présidence tournante est assurée par le représentant du Sigeif, Éric Schindler, délégué de la ville de Neuilly-sur-Seine.

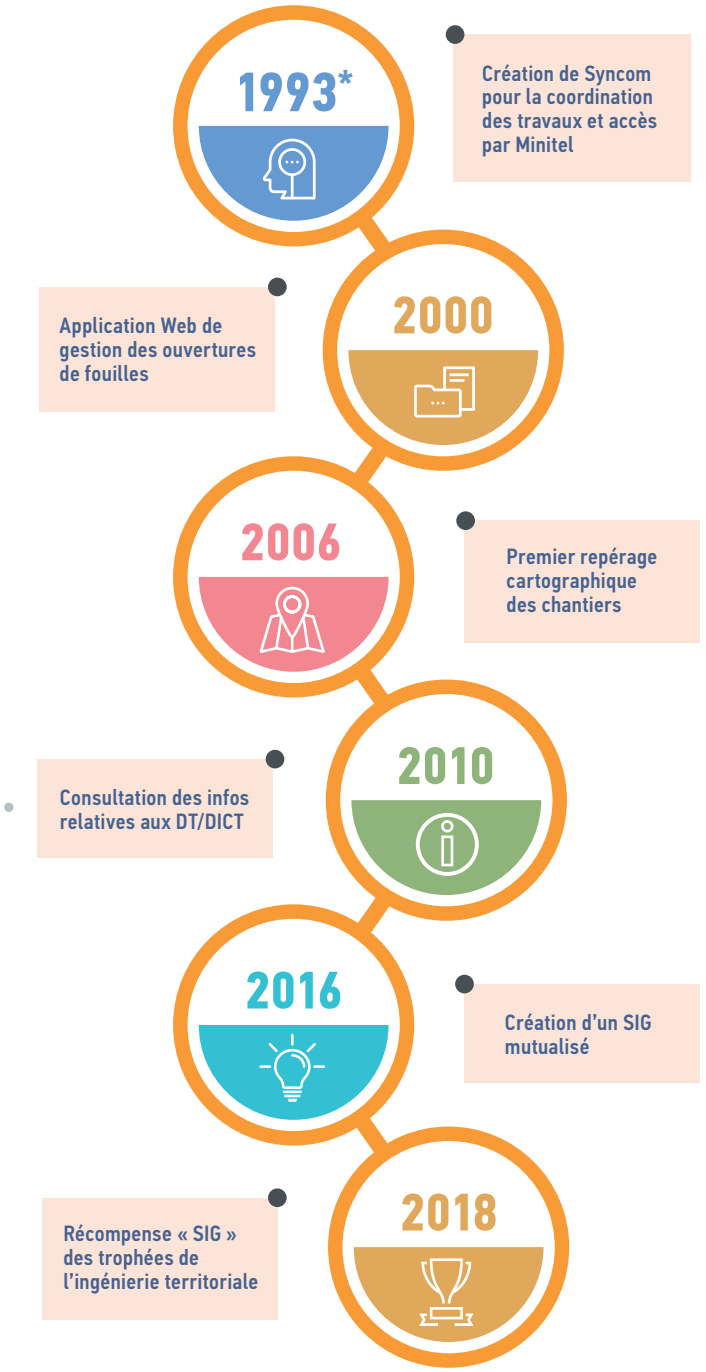
Le site Internet de Syncom permet aux collectivités adhérentes de suivre en temps réel les travaux sur le domaine public, les déclarations de projet de travaux (DT) et les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) émises sur leur territoire.

Ces informations proviennent des délégataires (Enedis, GRDF et Vedif, filiale de Veolia) et des syndicats intercommunaux membres de l'association, ainsi que de Protys, prestataire d'appui aux déclarations de travaux en ligne.

En 2022, environ 40 000 informations relatives aux chantiers, dont presque 20 000 DT ou DICT, ont été communiquées aux collectivités grâce au site Internet.

Par ailleurs, Syncom mutualise les fonds de plans topographiques de corps de rue entre collectivités et opérateurs de réseaux, ainsi que des données de caractérisation des enrobés (amiante et hydrocarbures aromatiques polycycliques) et des données « métiers » propres au domaine public (bornes incendie, mobilier urbain, végétation…).

Mis en œuvre via une plateforme informatique spécifique, ce nouveau service génère des économies chez les maîtres d'ouvrage et les exploitants de réseaux adhérents de l'association.



** Dès 1987, l'outil « coordination des travaux », intitulé Syncom, et accessible par le Minitel, est lancé à l'initiative de Jean-Jacques Guillet, président du Sigeif, pour les communes membres du Syndicat. En 1993, les présidents du Sigeif, du Sedif et du Sipperec ont créé l'association Syncom pour étendre ce service aux territoires des trois syndicats.*

MEMBRES REPRÉSENTANT LE SIGEIF AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

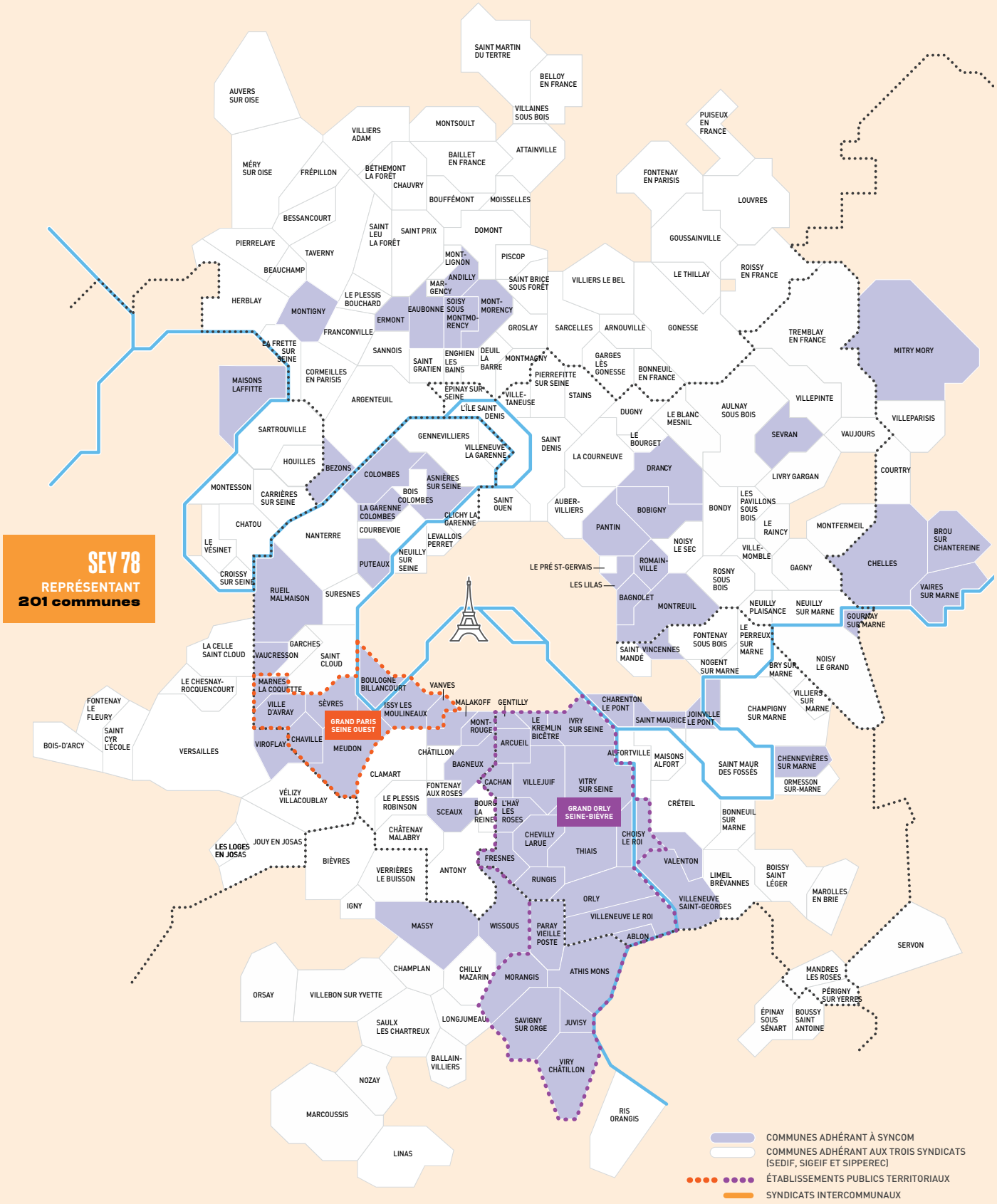
Éric SCHINDLER
NEUILLY-SUR-SEINE
Walid BEN M'HENNI
NOISY-LE-GRAND

Tél. 01 44 13 92 44
contact@syncom.fr
www.syncom.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SYNCOM
ET LE TERRITOIRE
AU 31/12/2022

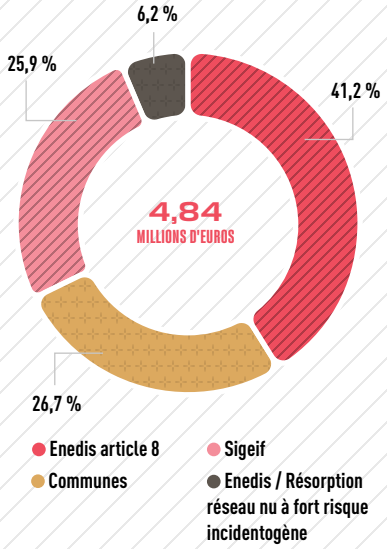
Au total, 271 collectivités ont bénéficié des services de l'association en 2022, par une adhésion directe ou celle de l'établissement public territorial (Grand Paris Seine Ouest, ou Grand-Orly Seine Bièvre), ou syndicat intercommunal (Sey 78) auquel elles sont rattachées.

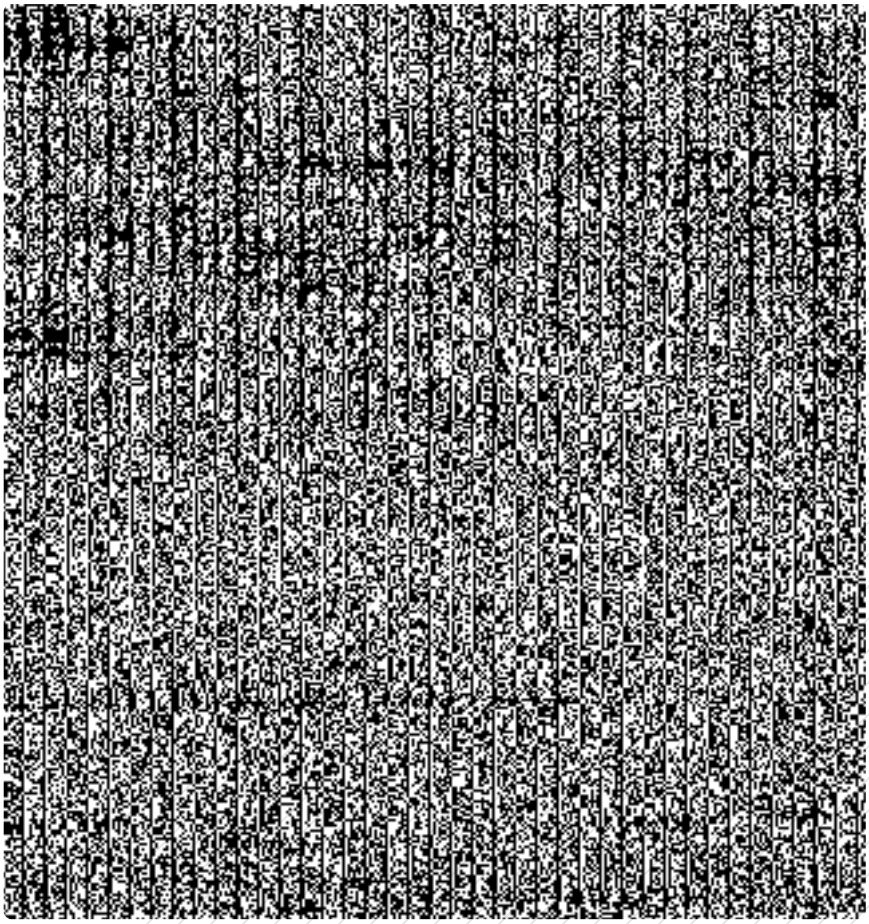


Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FINANCEMENT DES TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DU RÉSEAU BT

PROGRAMME PRÉVISIONNEL 2022





Ces marchés sont en général conclus pour quatre ans, au terme de consultations publiques. Au titre du programme prévisionnel des opérations engagées en 2022, toutes les opérations d'enfouissement des lignes électriques font l'objet d'une coordination.

15,8 KM DE LIGNES AÉRIENNES ENFOUIES

Suivant la spécificité de chaque opération, le financement des travaux est réparti entre les différents maîtres d'ouvrage : commune, Sigeif, et/ou communauté d'agglomération et maîtres d'ouvrage privés, tels Enedis ou les entreprises titulaires d'un contrat de partenariat public-privé (PPP).

En 2022, les opérations retenues totalisent 15,8 km de lignes aériennes multi-réseaux, pour un investissement représentant 11 millions d'euros hors taxes, dont : 4,84 millions d'euros pour le réseau électrique de distribution publique et 6,16 millions d'euros pour les autres réseaux.





4,84 millions d'euros
pour le réseau électrique de distribution publique

6,16 millions d'euros
pour les autres réseaux

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR UNE MEILLEURE COORDINATION DES TRAVAUX

Enedis et le Sigeif ont signé une convention constitutive de groupement de commandes pour la coordination des études et des travaux de renouvellement et d'enfouissement des réseaux électriques. Un marché a été attribué en juin 2022. Quand des travaux se situent à l'intersection des emprises respectives du Syndicat et du gestionnaire de réseaux, une tranchée unique est réalisée par l'entreprise titulaire du marché groupé.

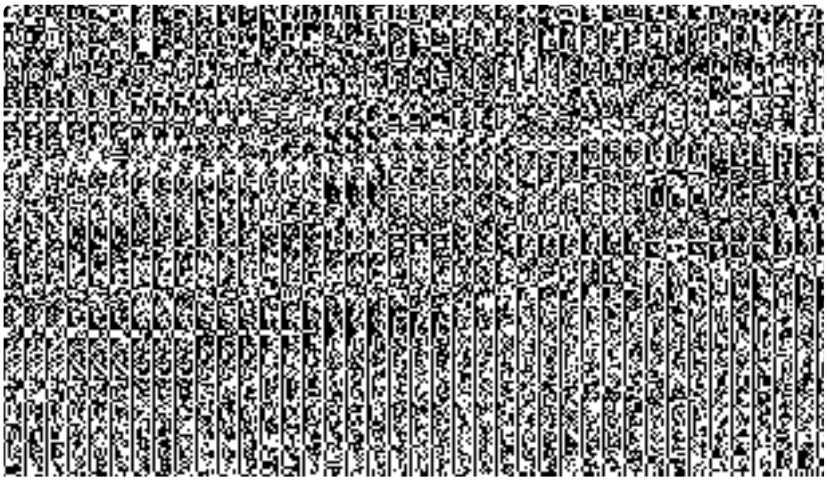
DÉVELOPPEMENT ET QUALITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Le Sigeif contribue à la modernisation et à la sobriété énergétique de l'éclairage public des 66 collectivités adhérant à la compétence électricité. En 2022, son concours s'est élevé à un peu plus de 1,5 million d'euros, délivrés à 54 communes. Cette somme correspond à 11,3 % du montant hors taxes des travaux mandatés en 2021, soit 13,3 millions d'euros, contre 13 durant l'exercice précédent. La diminution de la contribution observée ces dernières années est liée au plafonnement à 4 euros par habitant, imposé par Enedis dans le cadre des négociations du contrat de concession signé en octobre 2019.



COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ

Les procédures d'enfouissement des réseaux de communications électroniques et l'utilisation des réseaux électriques comme supports sont encadrées par la loi.



MUTUALISATION DES TRAVAUX

En cas d'enfouissement de réseaux aériens d'électricité en présence d'appuis communs, tout opérateur de communications électroniques doit procéder au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne, en utilisant la partie de la tranchée aménagée à cet effet par la collectivité ou le Syndicat. L'opérateur doit prendre à sa charge le coût du câblage correspondant, assorti d'une participation de 20 % du coût de la tranchée nécessaire à l'enfouissement de la ligne électrique et de la ligne de communications électroniques.

L'article L. 2224-35 du CGCT invite les parties – collectivité territoriale et opérateur – à établir une convention qui fixe les modalités de déploiement et d'occupation de l'ouvrage partagé, ainsi que les responsabilités, le régime de propriété et la participation financière de chacun.

APPUIS COMMUNS POUR LE DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE

Un opérateur de réseau de communications électroniques peut utiliser des supports du réseau de distribution d'électricité comme « appuis communs ».

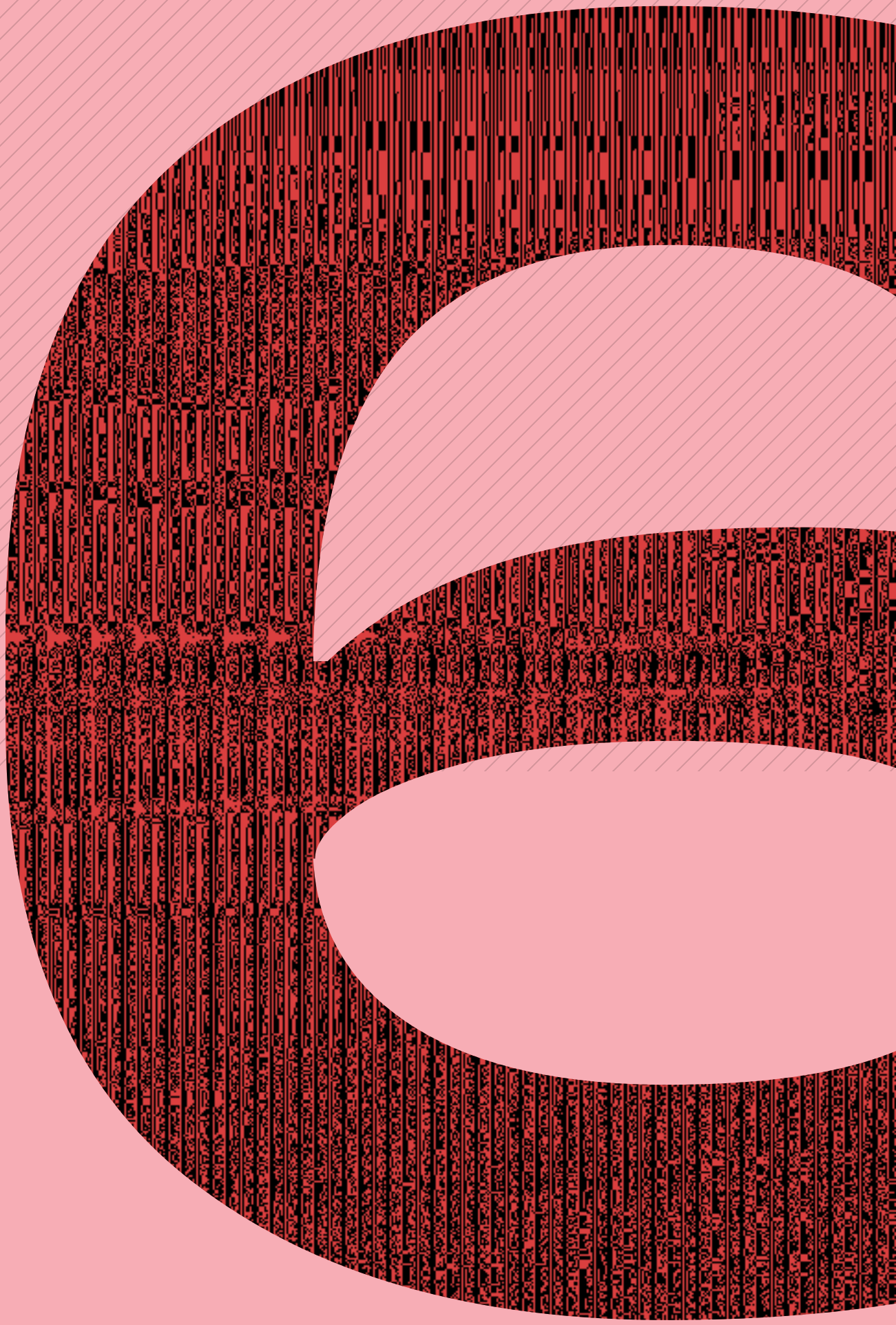
Conformément à l'article L. 45-9 du Code des postes et des communications électroniques, cette facilité est encadrée par l'article 3 du contrat de concession avec Enedis.

En pratique, une convention, le plus souvent tripartite, est conclue entre le Sigeif, Enedis et l'opérateur. Celui-ci peut alors déployer la fibre optique en utilisant les supports du réseau électrique, sous réserve de ne pas porter atteinte au bon fonctionnement du service public concédé.

Ces règles évitent ainsi tout déploiement « sauvage » et garantissent la possibilité, pour le Syndicat, de déposer ses lignes aériennes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ANNEXES

- Membres du Comité d'administration.
- Longueurs des réseaux de gaz et d'électricité et énergies acheminées.
- Membres du groupement de commandes gaz.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

MEMBRES DU COMITÉ D'ADMINISTRATION

DES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES DU SIGEIF AU 31 DÉCEMBRE 2022

Délégué titulaire
Délégué suppléant

ALFORTVILLE
Julien Boudin
Catherine de Rasilly

ANDILLY
Cyril Debel
Philippe Feugère

ANTONY
Maryse Lemmet
Lynda El Mezoued

ARCUEIL (1)
Antoine Pelhuche
François Loscheider

ARGENTEUIL
Jean-François Ploteau
Tania De Azevedo

ARNOUVILLE
Alain Durand
Christophe Piegza

ASNIÈRES-SUR-SEINE
Thomas Doublic
Frédéric Sitbon

ATTAINVILLE
Didier Cubeau
Yves Citerne

AUBERVILLIERS
Michel Hadji-Gavril
Pierre Sack

AULNAY-SOUS-BOIS
Fouad El Kouradi
Daouda Sanogo

BAGNEUX
Agnès Balseca
Farid Housni

BAGNOLET
Édouard Denouel
Jean-Claude Oliva

BAILLET-EN-FRANCE
Christiane Aknouche
Vincent Bryche

BALLAINVILLIERS (2)
Jean-Arnaud Mormont
Marie-Claude Fargeot

BELLOY-EN-FRANCE
Jean-Marie Bontemps
Aline Caron

BÉTHEMONT-LA-FORÊT
Didier Dagonet
Sophie Papon

BIÈVRES
Paul Parent
Anne Pelletier-Le Barbier

LE BLANC-MESNIL
Jean-Philippe Ranquet
Jacky Viltart

BOBIGNY
Véronique Balhadère
Frédéric Fioletti

BOIS-COLOMBES
Sylvie Mariaud
Jérémie Ribeyre

BOIS-D'ARCY
Jérémy Demassiet
Christian Robieux

BOISSY-SAINT-LÉGER
Évelyne Baumont
Thierry Vasse

BONDY
Smaïla Camara
Alison Poncet

BONNEUIL-EN-FRANCE
Claude Bonnet
Bernard Bregeat

BONNEUIL-SUR-MARNE
Marouane Kadi
Mehdi Mebeida

BOUFFÉMONT
Pascal Tessé
Joëlle Potier

BOULOGNE-BILLANCOURT
Béatrice Belliard
Alain Mathioudakis

BOURG-LA-REINE
Tristan Legendre
Cédric Nicolas

LE BOURGET
Denis Desrumaux
Abderrazak Fadili

BOUSSY-SAINT-ANTOINE
Nathalie Falgueyrac
Christine Cotte

BROU-SUR-CHANTEREINE
Frantz Edmond
Franck Fialho

BRY-SUR-MARNE
Pierre Leclerc
Augustin Kunga

CACHAN (1)
David Petiot
Thomas Kekenbosch

CARRIÈRES-SUR-SEINE
Jean-Pierre Valentin
Florent Daniel

LA CELLE-SAINT-CLOUD
Richard Lejeune
Jean-Christian Schnell

CHAMPLAN (2)
Arthur Yoro
Antonio Alves Monteiro

CHARENTON-LE-PONT
Marie-Hélène Magne
Aurélia Girard

CHÂTENAY-MALABRY
Marc Feugère
Philippe Amram

CHÂTILLON
Jean-Pierre Ferré
Marine Cavillon

CHATOU
Vincent Grzeczkowicz
Emmanuel Loevenbruck

CHAUVRY
Jacques Delaune
Olivier Robinot

CHAVILLE
Jean-Jacques Guillet
Pierre Dubarry de la Salle

CHELLES
Jacques Philippon
Christian Couturier

CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE
Richard Della-Mussia
Didier Tremoureux

LE CHESNAY-ROCQUENCOURT
Frédéric Rospini-Clerici
Claude Jorio

CHEVILLY-LARUE (1)
Laurent Taupin
Philippe Komorowski

CHILLY-MAZARIN
Jean-Claude Deliancourt
Armando Sousa

CHOISY-LE-ROI (1)
El Arbi Chirrane
Frédéric Druart

CLAMART
Pierre Crespi
Yves Sérié

CLICHY-LA-GARENNE
Sébastien Renault
Adrien Deudon

COLOMBES
Nagète Maatougui
Perrine Tricard

COURBEVOIE
Éric Cesari
Stéphanie Soares

LA COURNEUVE
Bacar Soilihi
Dalila Aoudia

COURTRY
Abdelouabe Chentouf
Dominique Davion

CRÉTEIL
Jean-François Dufeu
Alain Dukan

CROISSY-SUR-SEINE
Thierry Bonnet
Hanane Bengualou

DEUIL-LA-BARRE
Béatrice Bringer
Alain Chabanel

DOMONT
Jérôme Stemplewski
Éric Ponchard

DRANCY
Jean-Luc Millard
Odette Mendes

DUGNY
Dominique Gaulon
Paola Melica

EAUBONNE
Quentin Dufour
Sylvaine Boussuard-Le Cren

ENGHIEN-LES-BAINS
Georges Joly
Samuel Elong Ndame

ÉPINAY-SOUS-SÉNART
Emmanuel Gauvry
Khellaf Benidjer

ÉPINAY-SUR-SEINE
Denis Redon
Ramej Kassamaly

ERMONT
Didier Ledeur
Olivier Clément

FONTENAY-AUX-ROSES
Despina Bekiari
Arnaud Bouclier

FONTENAY-EN-PARISIS
Jack Auzannet
Jean-Yves Trottier

FONTENAY-LE-FLEURY
Alain Sanson
Bruno Gaultier

FONTENAY-SOUS-BOIS
Philippe Cornelis
Yoann Rispal

FRESNES (1)
Marie Chavanon
Marie Leclerc-Bruant

GAGNY
Michel Martinet
Jean-François Sambou

GARCHES
Béatrice Bodin
Thierry Mari

LA GARENNE-COLOMBES
Jean-François Dransart
Lauriane Teyssier (3)

GARGES-LÈS-GONESSE
Ramzi Zinaoui
Panhavuth Hy

GENNEVILLIERS
Jacques Briffault
Isabelle Massar

GENTILLY (1)
Sébastien Leroux
Nadine Herrati

GONESSE
Patrice Richard
Jean-Baptiste Barfety

GOUSSAINVILLE
Pierre Recco
Sonia Yembou

GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT)
Florence de Pampelonne
Tiphaine Bonnier

GROSLAY
Michaël Cavalieri
Célia Jousserand

L'HAŸ-LES-ROSES (1)
Daniel Aubert
Pascal Lesselingue

IGNY
Denis Privé
Olivier Jouhannet

L'ÎLE-SAINT-DENIS
Séverine Delbosq
Stephen Lecourt

ISSY-LES-MOULINEAUX
Arthur Khandjian
Tiphaine Bonnier

IVRY-SUR-SEINE (1)
Clément Pecqueux
Nawel Hallaf Isambert

JOINVILLE-LE-PONT
Laurent Ottavi
Corinne Fiorentino

JOUY-EN-JOSAS
Jean-François Poursin
François Brejoux

LE KREMLIN-BICÊTRE (1)
Catherine Fourcade
Geneviève Étienne

LEVALLOIS-PERRET
Sophie Deschiens
Isabelle Coville

LES LILAS
Christophe Paquis
Sander Cisinski

LIMEIL-BRÉVANNES
Manuel Albuquerque
Kamel Nebbache

LINAS
Patrice Langlois
Dominique David

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LIVRY-GARGAN
Jean-Claude Lafargue
Henri Carratala

LES-LOGES-EN-JOSAS
Sylvie Perraud
Jean-Marie Gérard

LONGJUMEAU (2)
Stéphane Delagneau
Bernard Xavier

LOUVRES
Eddy Thoreau
Liliane Bouy

MAISONS-ALFORT
Michel Herbillon
Thierry Barnoyer

MAISONS-LAFFITTE
Claude Kopelianskis
Yann Quenot

MALAKOFF
Dominique Trichet-Allaire
Martin Vernant

MANDRES-LES-ROSES
Yves Thoreau
Philippe Boyadjian

MARCOUSSIS (2)
Olivier Thomas
Arlette Bourdelot
Sonia Roisin (représente Paris-Saclay)

MARGENCY
Florence Ville-Vallée
Bernard Glenat

MARNES-LA-COQUETTE
Jacques D'Allemagne
Liam Perrier

MAROLLES-EN-BRIE
François Elie
Pauline Bohnert-Bisquert

MASSY (2)
Hakim Soltani
Elisabeth Phlippoteau

MEUDON
Christophe Scheuer
Pierre Gentilhomme

MITRY-MORY
Guy Daragon
Benoit Penez

MOISSELLES
Guy Chemama
Annie Clemot

MONTESSON
Pascal Giraud
Jean-Baptiste Baroni

MONTFERMEIL
Malgorzata Dudek
Alain Schumacher

MONTLIGNON
Alain Tsorba
Frédérick Beauvais

MONTMAGNY
Mireille Benattar
Marie-Noëlle Floterrer

MONTMORENCY
Jean-Pierre Daux
Émilie Angelo

MONTREUIL
Yann Leroy
Dominique Attia

MONTROUGE
Gwénola Rabier
Thomas Briet

MONTSOULT
Joël Grisey
Jean-Paul Arnau

MORANGIS (1)
Robert Ally
Quynh Ngo

NANTERRE
Clémence Lacot
Imed Azzouz

NEUILLY-PLAISANCE
Mouhamet Touré
Serge Vallée

NEUILLY-SUR-SEINE
Éric Schindler
Marc Warnod

NOGENT-SUR-MARNE
Christophe Ippolito
Sébastien Eychenne

NOISY-LE-GRAND
Walid Ben M'Henni
Antoine Pirolli

NOISY-LE-SEC
Baptiste Gerbier
Jean-Luc Le Coroller

NOZAY (2)
Christian Fournès
Catherine Marlière

ORLY (1)
Frank-Éric Baum
Jean-François Chazottes

ORMESSON-SUR-MARNE
Marie-Christine Ségui
Guy Martin

ORSAY (2)
Pierre Chazan
Philippe Escande

PANTIN
Christine Lehembre
En cours de désignation (4)

LES-PAVILLONS-SOUS-BOIS
Serge Carbonnelle
Thérèse Houet

PÉRIGNY-SUR-YERRES
Gérard Brun
Gilles Trouvé

LE PERREUX-SUR-MARNE
Éric Couture
Marie Branes

PIERREFITTE-SUR-SEINE
Dominique Carré
Franck Petrose

PISCOP
Dominique Tintillier
Elias Sempere

LE PLESSIS-ROBINSON
Bernard Foisy
Benoît Blot

LE PRÉ-SAINT-GERVAIS
Jean-Abel Pecault
Clauthilde Choffrut

PUISEUX-EN-FRANCE
Jean-Jacques Perchat
Georges Birba

PUTEAUX
Joëlle Ceccaldi-Raynaud
Bernard Gahnassia

LE RAINCY
Jean-Michel Genestier
Didier Belot

ROISSY-EN-FRANCE
Pierre Cottin
François Carrette

ROMAINVILLE
Marc Elfassy
Lennie Nicollet

ROSNY-SOUS-BOIS
Patricia Vavassori
Khadija Chajid

RUEIL-MALMAISON
Philippe Langlois
D'Estaintot
Michelle Garry

RUNGIS (1)
Patrick Leroy
Antoine Morelli

SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT
Isaac Barchichat
Pierre Lapert

SAINT-CLOUD
Éric Berdoati
Olivier Berthet

SAINT-CYR-L'ÉCOLE
Isidro Dantas
Jessica Bullier

SAINT-DENIS
Laurent Monnet
Antoine Mokrane

SAINT-GRATIEN
Claude Briquet
Patricia Louise

SAINT-MANDÉ
Tiffany Culang
Frédéric Bianchi

SAINT-MARTIN-DU-TERTRE
Thierry Pichery
David Deleage

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS
Philippe Cipriano
Henri Petteni

SAINT-MAURICE
Robert Archambault
Michel Budakci

SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Sabrina Decanton
Florent Sevin

SANNOIS
Claude Williot
François Fabre

SARCELLES
Saïd Rahmani
Anissat Djounaid

SAULX-LES-CHARTREUX (2)
Robert Collignon
Christian Auger

SCEAUX
Philippe Tastes
Théophile Touny

SERVON
Marcel Villaça
Joël Bigot

SEVRAN
Najat Mabchour
Ludovic Jacquart

SÈVRES
Jean-Pierre Fortin
Frank-Éric Morel

SOISY-SOUS-MONTMORENCY
François About
Michel Verna

STAINS
Abdelhak Ali Khodja
Abdelkarim Zeggar

SURESNES
Amirouche Laïdi
Jean-Marc Lembert

THIAIS (1)
Sébastien Curlier-Andrade
Alexandre Caussignac

LE THILLAY
Christian Chochois
Daniel Charpentier

TREMBLAY-EN-FRANCE
Mohamed Ghodbane
Michel Bodart

VAIRES-SUR-MARNE
François Broché
Jean-Luc Cochez

VAL PARISIS (CA)
Sandra Billet
Yannick Boëdec

VALLÉE DE L'OISE ET DES 3 FORÊTS (CC)
Sébastien Poniatowski
Didier Dagonet

VANVES
Bernard Gauducheau
Rami Daoudi

VAUCRESSON
Laurent Preel
Catherine Bloch

VAUJOURS
Dominique Bailly
El Ouahhab Arbaoui

VÉLIZY-VILLACOUBLAY
Pascal Thévenot
Pierre Testu

VERRIÈRES-LE-BUISSON (2)
Jean-Louis Delort
Christine Lagorce

VERSAILLES
Martine Schmit
François Darchis

LE VÉSINET
Bernard Mandagaran
Patrick Vidal

VILLAINES-SOUS-BOIS
François Volovik
Philippe Dupe

VILLE-D'AVRAY
Pierre Chevalier
Jean-Hervé Léger

VILLEBON-SUR-YVETTE (2)
Jacques Fantou
Monique Bert

VILLEJUIF (1)
Natalie Gandais
Kevin Parra-Ramirez

VILLEMOMBLE
Alain Fitamant
Guy Rolland

VILLENEUVE-LA-GARENNE
Frédéric Rarchaert
Mohamed Amaghar

VILLEPARISIS
Gabriel Greze
Stéphane Pavillon

VILLEPINTE
Robert Beaudeau
Jacques Pourpoint

VILLETANEUSE
Hassanatou Bah
Majide Ammad

VILLIERS-ADAM
Guillaume Léger
Chrystelle Lelong

VILLIERS-LE-BEL
Daniel Auguste
Pierre Lalisse

VINCENNES
Mathieu Beaufrère
Alexis Micon

VIROFLAY
Jane-Marie Hermann
Jean-Michel Issakidis

VITRY-SUR-SEINE (1)
Kaled Ben-Mohamed
Ludovic Lecomte

WISSOUS (2)
Jean-Luc Touly
Régis Champ

(1) L'EPT Grand-Orly Seine Bièvre est adhérent au Sigeif, pour la compétence gaz, sur les territoires des communes d'Arcueil, de Cachan, de Chevilly-Larue, de Choisy-le-Roi, de Fresnes, de Gentilly, de L'Haÿ-les-Roses, d'Ivry-sur-Seine, du Kremlin-Bicêtre, d'Orly, de Rungis, de Thiais, de Villejuif, de Vitry-sur-Seine, et pour la compétence gaz et électricité, sur le territoire de la commune de Morangis.

(2) La CA Paris-Saclay représente les communes de Ballainvilliers, Champlan, Longjumeau, Marcoussis, Massy, Nozay, Orsay, Saulx-les-Chartreux, Verrières-le-Buisson, Villebon-sur-Yvette, Wissous, au sein du Comité d'administration du Sigeif pour la compétence électricité.

(3) Remplacée par Amanda Houisse le 27/03/2023.

(4) Nacime Amimar élu le 16/03/2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉLECTRICITÉ

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31.12.2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)					
				2022			2021		
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	DONT OFFRES DE MARCHÉ **	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	DONT OFFRES DE MARCHÉ **
SEINE-ET-MARNE									
BROU-SUR-CHANTEREINE	4 900	25 236	24 519	2 446	12	8	2 356	12,6	8,3
CHELLES	54 691	352 951	350 163	26 120	196	136	25 935	206,9	143,7
COURTRY	6 696	60 134	59 007	3 010	22,8	12,1	2 969	24,4	13,1
MITRY-MORY ***	8 285	140 107	139 912	3 749	118,3	110,1	3 742	123,2	114,3
SERVON	3 359	68 508	68 381	1 804	28,1	22,5	1 805	30,2	23,9
VAIRES-SUR-MARNE	13 450	72 845	72 446	6 727	39,4	25,3	6 540	43,1	27,7
VILLEPARISIS	26 797	141 300	140 796	12 460	85,9	56,0	12 252	93,3	60
TOTAL	118 178	861 081	855 223	56 316	502,6	370	55 599	533,8	391
YVELINES									
BOIS-D'ARCY	15 184	118 255	117 353	7 956	65,8	50,7	7 758	70,8	55
CARRIÈRES-SUR-SEINE	15 335	109 798	108 809	7 023	45,6	26,3	6 940	49,6	28,2
LA CELLE-SAINT-CLOUD	20 889	130 019	130 092	10 098	46,7	27,4	10 129	50	28,5
CHATOU	30 190	182 830	181 352	15 966	86,3	51,3	15 840	95	56,3
LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	31 707	163 744	163 057	18 451	128,5	94,9	18 326	134,6	97,6
CROISSY-SUR-SEINE	10 624	81 077	80 462	5 815	61,3	43,8	5 774	68,3	48,7
FONTENAY-LE-FLEURY	13 682	66 909	66 806	7 331	28,9	16	7 253	31,7	19
JOUY-EN-JOSAS	8 149	72 492	72 199	3 415	51	39,4	3 431	48,8	36,3
LES LOGES-EN-JOSAS	1 727	22 111	21 936	770	11,9	8,9	747	12,1	8,9
MAISONS-LAFFITTE	23 700	148 780	148 019	13 930	83,2	51,6	13 698	88,2	54,4
MONTESSON	15 076	112 322	111 893	7 297	59,8	38	7 133	65,7	41,4
SAINT-CYR-L'ÉCOLE	21 244	135 036	131 743	11 547	92,4	73,1	11 098	98,3	77,9
VÉLIZY-VILLACOUBLAY	23 020	178 064	176 565	11 910	299,8	278,9	11 931	303,5	281,8
VERSAILLES	85 474	455 639	458 561	50 155	318	228,8	49 718	335,1	240
LE VÉSINET	16 108	128 659	128 185	8 950	55,4	32,4	8 633	58,6	33,6
VIROFLAY	17 089	77 800	78 286	8 958	46,7	28,1	8 826	49,9	30,1
TOTAL	349 198	2 183 536	2 175 320	189 549	1 481,3	1 089,7	187 235	1 560,4	1137,6
ESSONNE									
BALLAINVILLIERS	4 711	58 660	57 629	2 346	21,6	15,3	2 194	23,2	16,5
BIÈVRES	4 873	63 934	62 946	2 557	36,9	28,7	2 516	37,9	28,6
CHAMPLAN	2 788	50 136	50 007	1 325	30	25,8	1 308	31,4	26,8
ÉPINAY-SOUS-SÉNART	12 280	61 930	61 867	4 840	24,8	18,3	4 895	25,2	18,3
LONGJUMEAU	21 242	126 283	125 142	11 016	76,4	53,6	10 712	83,8	58,5
MARCOUSSIS	8 398	113 702	113 097	4 139	71,4	55,3	4 079	75,3	58
MASSY	50 844	357 369	352 138	28 143	284,5	241,7	27 470	294,4	247,7
MORANGIS	13 215	118 673	116 514	6 821	67,2	48,3	6 587	74,2	54
NOZAY	4 563	41 378	41 184	2 097	14,1	7	2 099	15,5	7,7
ORSAY	15 890	167 119	161 449	9 008	140,1	114,2	8 917	142,2	113,9
SAULX-LES-CHARTREUX	6 650	57 314	56 553	3 294	30,8	19,7	3 164	32,7	20,7
VERRIÈRES-LE-BUISSON	14 931	118 476	117 667	7 411	61,3	31	7 441	67,5	35,1
VILLEBON-SUR-YVETTE	10 573	132 456	132 494	5 762	84,8	69,2	5 700	91,6	74,9
WISSOUS	7 134	97 716	96 354	3 909	106	93,5	3 925	89,3	76,1
TOTAL	178 092	1 565 146	1 545 042	92 668	1 050	821,6	91 007	1 084	836,6

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ÉLECTRICITÉ

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31.12.2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE [EN GWH] 2022			2021		
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	DONT OFFRES DE MARCHÉ **	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	DONT OFFRES DE MARCHÉ **
HAUTS-DE-SEINE									
CHAVILLE	20 830	84 314	84 695	11 337	52,3	29,8	11 215	56,5	32,4
GARCHES	17 960	110 558	109 744	10 197	60,3	35,8	10 052	64,3	37,5
MARNES-LA-COQUETTE	1 815	20 303	20 135	856	10	7,4	849	10,5	7,7
MEUDON	46 517	239 858	238 447	25 850	170,3	123,6	25 448	175,9	125
RUEIL-MALMAISON	79 713	482 852	480 248	45 662	374,4	270,1	43 952	403	288,3
SAINT-CLOUD	30 115	176 889	177 568	17 128	141,8	104	16 997	150,3	108,7
SÈVRES	23 472	112 154	111 285	12 269	84,2	58,4	12 241	90,9	62,9
VAUCRESSON	8 941	75 784	76 678	4 597	30,2	18,2	4 615	32,7	19,7
VILLE-D'AVRAY	11 170	51 972	51 630	6 338	27,6	15,1	6 245	29,9	15,9
TOTAL	**240 533**	**1 354 684**	**1 350 431**	**134 234**	**951,2**	**662,5**	**131 614**	**1 014,0**	**698,2**
SEINE-SAINT-DENIS									
AULNAY-SOUS-BOIS	86 873	468 090	465 698	34 848	302,6	236,6	34 711	310,6	240
LE BLANC-MESNIL	58 116	250 935	247 235	24 931	174,7	130,6	23 798	184,1	137,5
GAGNY	39 817	180 779	178 938	19 102	92,6	52,8	18 451	99,3	57,9
LIVRY-GARGAN	45 818	217 030	214 916	22 883	128,5	82,1	22 346	137,2	86
MONTFERMEIL	28 141	149 684	149 072	11 208	77,5	49	11 002	84,4	54,4
NEUILLY-PLAISANCE	21 059	134 755	134 012	10 882	63,5	37,3	10 688	69	40,2
NOISY-LE-GRAND	69 352	412 778	407 890	36 551	348,7	268,4	35 168	368,3	280,6
LE RAINCY	14 949	78 983	78 276	8 756	49,3	29,8	8 616	53,8	32,5
SEVRAN	51 957	211 744	209 720	19 977	114,9	77,7	19 948	127	87,3
TREMBLAY-EN-FRANCE	36 653	370 855	366 008	17 015	217	180,6	16 696	222,6	183,2
VAUJOURS	7 283	51 168	51 411	3 519	73,1	64,7	3 486	79,4	70,7
VILLEPINTE	38 283	233 663	231 312	15 573	158,6	125,5	15 168	160	124,1
TOTAL	**498 301**	**2 760 465**	**2 734 487**	**225 245**	**1 800,9**	**1 335,2**	**220 078**	**1 895,8**	**1394,5**
VAL-DE-MARNE									
BOISSY-SAINT-LÉGER	17 345	90 412	89 995	8 119	53,9	37,4	8 057	57,7	40,2
CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE	18 115	158 337	156 750	9 857	78,3	55,7	9 720	84,2	60,2
LIMEIL-BRÉVANNES	28 391	148 158	146 061	12 000	87,6	59,5	11 967	94,1	63,5
MANDRES-LES-ROSES	4 836	52 369	52 186	2 200	20,5	11,5	2 189	22,8	12,4
MAROLLES-EN-BRIE	4 844	59 838	59 744	2 094	27,2	12,3	2 088	31,7	14,4
ORMESSON-SUR-MARNE	10 611	90 282	88 891	4 809	35	17,3	4 656	38,3	19,7
PÉRIGNY-SUR-YERRES	2 740	30 866	29 992	1 232	11,7	6,7	1 220	12,6	7,1
TOTAL	**86 882**	**630 263**	**623 620**	**40 311**	**314,2**	**200,5**	**39 897**	**341,4**	**217,4**
VAL-D'OISE									
MARGENCY	2 877	18 969	18 788	1 418	8,7	3,9	1 413	9,8	4,7
TOTAL	**2 877**	**18 969**	**18 788**	**1 418**	**8,7**	**3,9**	**1 413**	**9,8**	**4,7**
TOTAL	**1 474 061**	**9 374 143**	**9 302 911**	**739 764**	**6 109**	**4 483,4**	**726 843**	**6 439,3**	**4 680**

* Le total regroupe l'énergie acheminée pour tous les types de clients : les clients BT ≤ 36 kVA, les clients BT ≥ 36 kVA et les clients HTA (industriels) d'Enedis, et les clients ayant souscrit une offre de marché auprès du fournisseur de leur choix.

** Valeurs calculées par les services du Sigeif.

*** Est exclue la partie du territoire de Mitry-Mory exploitée par la régie municipale de cette commune.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31/12/2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)			
				2022		2021	
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*
SEINE-ET-MARNE							
BROU-SUR-CHANTEREINE	4 900	10 618	10 628	948	22,8	958	28,1
CHELLES	54 691	146 677	146 678	12 591	208	12 808	264,6
COURTRY	6 696	20 472	20 202	1 146	19,6	1 147	24,1
MITRY-MORY	20 713	74 844	74 397	5 085	152,1	5 131	174,3
SERVON	3 359	21 536	21 299	853	44,8	862	40,6
VAIRES-SUR-MARNE	13 450	34 309	34 610	3 348	59,9	3 297	71,8
VILLEPARISIS	26 797	57 918	58 552	5 164	85	5 161	103,6
TOTAL	**130 606**	**366 374**	**366 366**	**29 135**	**592**	**29 364**	**707**
YVELINES							
BOIS-D'ARCY	15 184	39 485	38 886	3 755	77,2	3 712	91,8
CARRIÈRES-SUR-SEINE	15 335	33 262	33 305	3 211	46,1	3 248	61,7
LA CELLE-SAINT-CLOUD	20 889	60 205	59 563	4 801	124,6	4 929	154,5
CHATOU	30 190	67 971	67 511	6 944	125,6	6 973	159,1
LE CHESNAY-ROCQUENCOURT	31 707	57 573	57 538	6 346	117,5	6 472	144,4
CROISSY-SUR-SEINE	10 624	33 752	33 742	2 597	73,5	2 585	89,8
FONTENAY-LE-FLEURY	13 682	23 903	23 921	2 555	94,8	2 597	112,1
JOUY-EN-JOSAS	8 149	23 277	23 278	1 373	55,1	1 398	66,2
LES LOGES-EN-JOSAS	1 727	9 119	9 117	404	13,1	408	17,2
MAISONS-LAFFITTE	23 700	67 266	67 085	5 397	135,3	5 357	165,6
MONTESSON	15 076	41 310	42 244	3 245	58,2	3 255	76,3
SAINT-CYR-L'ÉCOLE	21 244	42 371	42 372	4 081	88,2	4 108	107
VÉLIZY-VILLACOUBLAY	23 020	45 767	45 845	3 427	75,8	3 596	97,4
VERSAILLES	85 474	150 478	150 794	19 294	465,7	19 688	566,4
LE VÉSINET	16 108	67 104	67 232	4 007	117,4	4 006	146,3
VIROFLAY	17 089	36 201	36 115	4 246	84,6	4 223	106,1
TOTAL	**349 198**	**799 042**	**798 548**	**75 693**	**1 753**	**76 555**	**2 162**
ESSONNE							
BALLAINVILLIERS	4 711	19 221	18 833	1 038	21	1 005	26,7
BIÈVRES	4 873	21 813	21 226	1 115	23,3	1 091	31,2
BOUSSY-SAINT-ANTOINE	8 057	20 034	19 645	1 437	38,6	1 458	47,5
CHAMPLAN	2 788	14 177	14 077	559	30,2	564	37,2
CHILLY-MAZARIN	20 050	41 974	41 524	3 482	110	3 550	136,8
ÉPINAY-SOUS-SÉNART	12 280	20 433	20 448	3 000	32,3	3 094	46,9
IGNY	10 487	36 453	35 985	2 695	46,1	2 712	59,4
LINAS	6 913	23 797	23 798	1 127	21,8	1 115	25,4
LONGJUMEAU	21 242	46 387	47 054	5 042	102,5	5 059	125,3
MARCOUSSIS	8 398	31 083	31 088	1 639	62,8	1 638	71,2
MASSY	50 844	72 363	71 793	8 596	164,8	8 873	174,9
MORANGIS	13 215	42 683	42 496	2 744	67,8	2 700	80,4
NOZAY	4 563	18 826	18 826	1 126	25,5	1 126	32,6
ORSAY	15 890	58 721	58 336	3 396	131,7	3 418	160,2
SAULX-LES-CHARTREUX	6 650	21 668	21 643	947	19,2	874	23,1
VERRIÈRES-LE-BUISSON	14 931	47 437	47 671	3 075	67,2	3 092	85,5
VILLEBON-SUR-YVETTE	10 573	38 268	38 000	1 831	59,9	1 836	76,1
WISSOUS	7 134	29 112	29 235	1 284	61,6	1 296	68,3
TOTAL	**223 599**	**604 449**	**601 678**	**44 133**	**1 086**	**44 501**	**1 308**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31/12/2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)			
				2022		2021	
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*
HAUTS-DE-SEINE							
ANTONY	63 639	132 650	131 872	13 573	254,2	13 707	319,6
ASNIÈRES-SUR-SEINE	88 672	91 166	91 582	17 446	315,9	17 724	382
BAGNEUX	42 122	51 502	52 172	10 988	153,7	11 244	196,5
BOIS-COLOMBES	29 817	40 465	40 561	6 766	126,1	6 883	157,8
BOULOGNE-BILLANCOURT	122 162	89 130	89 113	17 457	458,7	17 995	564,5
BOURG-LA-REINE	21 291	34 468	34 073	4 406	93,1	4 415	115,4
CHÂTENAY-MALABRY	34 748	60 899	60 833	8 295	162,8	8 457	204,5
CHÂTILLON	36 688	45 315	45 760	6 981	162,2	7 052	180,9
CHAVILLE	20 830	37 333	37 216	4 393	111,8	4 447	136,4
CLAMART	53 740	10 6143	106 314	15 397	288,4	15 378	352,5
CLICHY	63 166	39 341	39 342	9 195	94,8	9 488	112,7
COLOMBES	87 328	126 060	125 957	20 615	384,7	20 931	475,2
COURBEVOIE	82 701	57 609	59 071	10 493	288,5	10 737	399,8
FONTENAY-AUX-ROSES	25 389	40 157	40 632	5 378	137,5	5 517	172,4
GARCHES	17 960	40 408	40 425	3 523	126,5	3 568	157,4
LA GARENNE-COLOMBES	29 890	34 598	34 687	5 446	101,4	5 544	123,6
GENNEVILLIERS	50 096	82 439	82 697	13 141	275,9	13 310	304,6
ISSY-LES-MOULINEAUX	68 641	62 952	62 953	9 861	178,2	10 058	215,4
LEVALLOIS-PERRET	67 809	35 468	35 716	8 284	114,5	8 466	139,8
MALAKOFF	31 412	44 155	44 252	7 600	130,5	7 793	163,3
MARNES-LA-COQUETTE	1 815	9 774	9 780	512	16,3	514	21,2
MEUDON	46 517	79 240	7 999	10 077	176,5	10 290	220,1
MONTROUGE	48 174	43 221	43 223	9 257	181,1	9 482	222,3
NANTERRE	96 402	127 277	127 312	20 558	536,9	21 083	630,6
NEUILLY-SUR-SEINE	60 411	58 752	59 245	9 948	406,4	10 249	487,8
LE PLESSIS-ROBINSON	29 719	42 929	43 093	5 397	133,7	5 509	168,5
PUTEAUX	44 275	32 357	32 307	6 758	141,2	6 952	171,5
RUEIL-MALMAISON	79 713	147 320	146 559	16 603	382,5	16 849	467,9
SAINT-CLOUD	30 115	57 649	58 090	5 021	186,5	5 158	232,5
SCEAUX	20 721	43 480	43 250	4 300	115,8	4 259	143,9
SÈVRES	23 472	47 197	47 276	4 993	117,9	5 079	151,3
SURESNES	49 992	55 395	55 549	9 268	145,2	9 443	184,9
VANVES	28 157	25 509	26 597	5 032	104,9	5 122	126,2
VAUCRESSON	8 941	30 801	30 811	1 828	67	1 859	82,9
VILLE-D'AVRAY	11 170	21 199	21 277	1965	76,6	2 015	95,1
VILLENEUVE-LA-GARENNE	24 670	33 067	33 013	6 196	109	6 264	138,1
TOTAL	1 642 365	2 107 426	2 111 809	316 951	6 857	322 841	8 419
SEINE-SAINT-DENIS							
AUBERVILLIERS	89 559	84 045	83 975	15 530	300,5	15 855	368,1
AULNAY-SOUS-BOIS	86 873	173 966	173 426	20 950	443,3	21 244	538,9
BAGNOLET	38 571	40 021	39 695	7 956	139,7	8 065	204,8
LE BLANC-MESNIL	58 116	111 167	111 452	14 665	193,1	14 630	237,6
BOBIGNY	55 066	73 969	74 423	10 775	145,2	11 024	187,9
BONDY	53 509	81 414	82 095	13 289	189,7	13 492	229,6
LE BOURGET	15 695	25 955	26 064	2 896	68,8	2 936	79,6
LA COURNEUVE	46 951	55 964	56 080	6 890	195,3	6 985	231,1
DRANCY	71 535	125 924	12 4871	17 331	238,7	17 570	320
DUGNY	11 232	17 823	18 278	2 644	64,5	2 675	72,7

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31/12/2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)			
				2022		2021	
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*
SEINE-SAINT-DENIS (suite)							
ÉPINAY-SUR-SEINE	54 569	71 897	72 071	12 409	200,9	12 706	251,9
GAGNY	39 817	97 961	97 945	10 579	167,2	10 698	210
L'ÎLE-SAINT-DENIS	8 665	9 943	9 800	1 683	25,9	1 702	31,4
LES LILAS	23 396	24 075	24 035	4 738	87	4 854	105
LIVRY-GARGAN	45 818	100 169	100 777	10 281	187,3	10 301	230,8
MONTFERMEIL	28 141	63 506	63 403	5 492	106,7	5 490	134
MONTREUIL	111 954	142 077	142 046	24 373	439,1	24 752	543,1
NEUILLY-PLAISANCE	21 059	46 531	45 956	4 674	85,3	4 693	104,8
NOISY-LE-GRAND	69 352	112 874	112 511	11 420	239,1	11 277	283,8
NOISY-LE-SEC	45 156	68 481	68 117	11 716	186,0	11 872	225,5
PANTIN	60 597	56 026	55 537	12 495	261,7	12 780	306,2
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	24 003	52 635	51 302	5 808	100,1	5 764	124,9
PIERREFITTE-SUR-SEINE	31 393	48 613	48 450	5 871	95,8	5 939	114,8
LE PRÉ-SAINT-GERVAIS	17 342	15 163	15 510	3 683	58,1	3 760	69,3
LE RAINCY	14 949	36 570	36 557	3 795	82,4	3 805	99,7
ROMAINVILLE	31 554	43 462	44 380	6 738	152	6 821	179,7
ROSNY-SOUS-BOIS	45 622	69 605	69 733	9 207	150,9	9 363	187,4
SAINT-DENIS	114 027	120 556	120 732	15 937	266,5	16 185	327,3
SAINT-OUEN-SUR-SEINE	51 656	54 921	55 335	10 160	160,5	10 413	218,9
SEVRAN	51 957	79 688	79 200	9 192	161,7	9 390	204,3
STAINS	39 277	67 549	67 635	8 679	149,1	8 798	193,1
TREMBLAY-EN-FRANCE	36 653	107 407	107 399	6 633	125,5	6 672	163,2
VAUJOURS	7 283	18 162	17 843	1 211	25,2	1 195	31,5
VILLEMOMBLE	30 763	68 959	68 668	7 804	147,3	7 890	183,6
VILLEPINTE	38 283	80 666	80 383	6 337	135,3	6 186	154,6
VILLETANEUSE	13 513	22 712	22 416	3 234	59,6	3 202	71
TOTAL	**1 583 906**	**2 470 457**	**2 468 100**	**327 075**	**5 835**	**330 984**	**7 220**
VAL-DE-MARNE							
ALFORTVILLE	45 317	52 042	52 255	9 316	129,7	9 486	159,5
ARCUEIL	21 962	39 798	40 158	5 695	82,2	5 759	114,6
BOISSY-SAINT-LÉGER	17 345	37 751	37 762	3 256	74,6	3 284	92,7
BONNEUIL-SUR-MARNE	18 488	41 553	41 507	3 952	110,2	4 046	124,4
BRY-SUR-MARNE	17 796	42 589	42 588	3 368	85,1	3 376	100,4
CACHAN	30 492	46 466	46 347	6 753	99,8	6 838	128,1
CHARENTON-LE-PONT	29 842	25 912	25 913	4 909	99,6	5 066	122,5
CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE	18 115	48 641	48 552	4 064	121,6	4 000	150
CHEVILLY-LARUE	20 447	32 014	32 117	3 444	49	3 498	63
CHOISY-LE-ROI	46 466	62 187	62 109	8 867	128,7	9 056	159,4
CRÉTEIL	92 984	115 927	116 213	14 853	326,3	15 176	433
FONTENAY-SOUS-BOIS	51 807	78 258	78 341	10 709	181,7	10 824	227,3
FRESNES	28 679	43 060	43 122	4 809	132,7	4 958	163
GENTILLY	18 950	23 559	23 476	5 174	45,3	5 242	56,7
L'HAŸ-LES-ROSES	31 847	60 309	60 534	7 006	83,8	7 152	109,1
IVRY-SUR-SEINE	64 248	74 481	74 401	12 399	306,4	12 727	397,3
JOINVILLE-LE-PONT	19 278	38 859	38 881	4 297	81,5	4 347	104,4
LE KREMLIN-BICÊTRE	24 642	24 353	24 393	5 063	87,4	5 121	111,8
LIMEIL-BRÉVANNES	28 391	43 027	42 885	3 704	98,8	3773	119,1

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31/12/2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)			
				2022		2021	
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*
VAL-DE-MARNE (suite)							
MAISONS-ALFORT	57 944	84 967	84 733	12 628	173,3	12 921	211,2
MANDRES-LES-ROSES	4 836	19 136	19 136	732	17,4	734	23
MAROLLES-EN-BRIE	4 844	12 254	12 287	249	8,6	252	9,2
NOGENT-SUR-MARNE	33 820	49 528	50 147	6 377	150,4	6 477	183,8
ORLY	24 526	45 977	46 066	4 376	75,5	4 551	109,6
ORMESSON-SUR-MARNE	10 611	33 973	33 759	2 247	40,3	2 133	48,9
PÉRIGNY	2 740	7 531	7 543	424	6,7	423	8,9
LE PERREUX-SUR-MARNE	33 981	75 403	75 573	8 329	147,2	8 387	185,5
RUNGIS	5 673	28 524	28 568	1 219	41,8	1 227	68,2
SAINT-MANDÉ	22 191	20 311	20 395	4 288	96,9	4 400	123,9
SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS	75 449	198 641	198 943	19 423	398,5	19 537	490,9
SAINT-MAURICE	14 673	14 163	14 182	1 809	48,2	1 849	58,8
THIAIS	30 994	53 724	53 683	5 640	99,7	5 773	121,6
VILLEJUIF	56 585	80 179	80 107	14 314	213,9	14 531	261,7
VINCENNES	50 168	40 896	40 998	9 335	179,7	9 592	220,5
VITRY-SUR-SEINE	96 138	136 984	136 827	20 704	256,2	21 116	310,4
TOTAL	**1 152 269**	**1 832 974**	**1 834 501**	**233 732**	**4 279**	**237 632**	**5 372**
VAL-D'OISE							
ANDILLY	2 744	10 980	10 873	591	16,6	551	18,9
ARGENTEUIL	109 058	197 059	197 060	24 674	386,3	24 957	477,2
ARNOUVILLE	14 434	40 600	40 601	3 165	51	3 210	64,9
ATTAINVILLE	1 703	10 372	10 371	284	6,7	282	12
BAILLET-EN-FRANCE	1 908	14 192	14 148	588	12,3	518	15,1
BELLOY-EN-FRANCE	2 227	12 021	11 786	456	7,7	435	9,7
BÉTHEMONT-LA-FORÊT	411	2 734	2 734	91	1,8	91	2,3
BONNEUIL-EN-FRANCE	1 160	5 217	5 215	205	7,7	204	8,2
BOUFFÉMONT	6 654	17 968	17 966	1 053	24,1	1 018	28,8
CHAUVRY	302	1 590	1 590	81	1,6	80	2
DEUIL-LA-BARRE	22 246	49 319	49 188	4 624	82,8	4 613	102,9
DOMONT	15 874	47 459	47 441	4 031	69,4	4 076	83,6
EAUBONNE	25 782	69 191	69 213	6 961	141	7 026	173
ENGHIEN-LES-BAINS	11 574	23 828	23 827	2 880	68,3	2 916	83,7
ERMONT	29 453	60 898	61 440	7 179	142,2	7 226	184,1
FONTENAY-EN-PARISIS	2 091	7 556	7 556	273	4,9	273	6,2
GARGES-LÈS-GONESSE	43 294	56 719	5 6611	9 583	160	9 684	203
GONESSE	25 950	67 322	68 703	6 280	115,9	6 170	140,9
GOUSSAINVILLE	31 052	85 749	85 444	6 721	102,9	6 843	128
GROSLAY	8 519	25 235	25 017	2 025	27,2	1 944	33,8
LOUVRES	11 436	31 262	30 738	2 426	46,1	2 362	52,9

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GAZ

Longueur des canalisations et énergie acheminée dans les communes adhérentes du Sigeif.

	POPULATION AU 31/12/2022	LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN M)		ÉNERGIE ACHEMINÉE (EN GWH)			
				2022		2021	
		2022	2021	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*	NOMBRE DE CLIENTS	ÉNERGIE TOTALE ACHEMINÉE*
VAL-D'OISE (suite)							
MARGENCY	2 877	9 930	9 906	490	15,1	496	19
MOISSELLES	1 267	6648	6 665	291	11,5	294	14,3
MONTLIGNON	2 991	14 319	13 793	744	13,3	735	17,6
MONTMAGNY	14 615	28 588	28 182	2 348	44,2	2 377	55
MONTMORENCY	21 942	64 403	64 502	5 032	120,6	5 118	148
MONTSOULT	3 737	15 249	15 249	921	19	926	24,6
PISCOP	737	5 270	5 081	130	2,9	133	3,8
PUISEUX-EN-FRANCE	3 615	14 450	14 324	1018	13,6	1 025	18,1
ROISSY-EN-FRANCE	2 817	20 501	17 984	431	71,3	440	75,6
SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT	15 182	27 161	27 161	2 076	49,4	2 100	59,4
SAINT-GRATIEN	21 060	41 002	40 982	5 293	92,4	5 360	113,4
SAINT-MARTIN-DU-TERTRE	2 679	7 369	7 368	416	7,7	418	9,9
SANNOIS	26 878	54 335	54 236	5 038	82,5	5 098	103,6
SARCELLES	58 715	83 907	83 505	14 203	121,7	14 191	150,6
SOISY-SOUS-MONTMORENCY	18 228	50 072	50 119	4 467	88,5	4 519	110,4
LE THILLAY	4 617	18075	17 825	788	20,4	793	24,3
VILLAINES-SOUS-BOIS	771	3 541	3 541	162	2,7	163	3,4
VILLIERS-ADAM	873	5 944	5 945	193	3,6	191	4,6
VILLIERS-LE-BEL	28 742	44 768	44 803	6 140	74,9	6 283	95,9
TOTAL	**600 215**	**1 352 804**	**1 348 693**	**134 352**	**2 332**	**135 139**	**2 883**
TOTAL	**5 682 158**	**9 533 526**	**9 529 695**	**1 161 061**	**22 733,7**	**1 177 016**	**28 072,5**

* Le total regroupe tous les types de clients. T1 : usage cuisine. T2 : chauffage domestique, écoles. T3 : PME-PMI, piscines, groupes scolaires. T4 : industriels. TP : très gros consommateurs alimentés par le réseau de distribution.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

GROUPEMENT DE COMMANDES GAZ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE MARCHÉ 2019-2022

LISTE DES MEMBRES AU 31 DÉCEMBRE 2022

Bailleurs sociaux 28

AB Habitat
Alfi
Antin Résidences
Coopérer pour Habiter
Essonne Habitat
IDF Habitat
Logial-OPH
MC Habitat-Office public de l'habitat
Pays de Meaux Habitat
Opaly
OPH d'Aubervilliers
OPH de Bobigny
OPH de Bondy Habitat
OPH de Drancy
OPH montreuillois
OPH de Puteaux
OPH de Romainville
OPH Seine-Ouest Habitat
OPH 77 Seine-et-Marne
SAIEM du Fond des Groux
Sceaux Bourg-la-Reine Habitat
Semiso
Sem La Garenne-Colombes
Val Parisis Habitat
Valophis-Sarépa
Valophis Habitat-OPH
Val-de-Marne
Val-d'Oise Habitat
Valophis La Chaumière IDF

CCAS 19

Chilly-Mazarin
Créteil
Eaubonne
Épinay-sur-Orge
Joinville-le-Pont
Levallois-Perret
Les Lilas
Mandres-les-Roses
Nogent-sur-Marne
Orsay
Pontault-Combault
Rosny-sous-Bois
Saint-Maur-des-Fossés
Savigny-sur-Orge
Sceaux
Versailles
Le Vésinet
Ville-d'Avray
Vitry-sur-Seine
Viry-Châtillon

Caisse des écoles 1

Paris 15e

Établissements publics d'enseignement 62

Aimé Césaire, Villejuif
Albert Camus, Le Plessis-Trévise
Albert Cron, Le Kremlin-Bicêtre
Albert Schweitzer, Créteil
Blaise Cendrars, Boissy-Saint-Léger
Camille Pissarro, La Varenne-Saint-Hilaire
Clément Guyard, Créteil
Daniel Féry, Limeil-Brévannes
Danielle Casanova, Vitry-sur-Seine
Delattre, Le Perreux-sur-Marne
Dorval, Orly
Du Fort, Sucy-en-Brie
Du Parc, Sucy-en-Brie
Dulcie September, Arcueil
Edmond Nocard, Saint-Maurice
Elsa Triolet, Champigny-sur-Marne
Émile Zola, Choisy-le-Roi
Fernande Flagon, Valenton
Francine Fromond, Fresnes
François Rabelais, Saint-Maur-des-Fossés
François Rabelais, Vitry-sur-Seine
Françoise Giroud, Vincennes
Georges Politzer, Ivry-sur-Seine
Gustave Monod, Vitry-sur-Seine
Guy Môquet, Villejuif
Henri Barbusse, Alfortville
Henri Cahn, Bry-sur-Marne
Janusz Korczak, Limeil-Brévannes
Jean Charcot, Fresnes
Jean Lurçat, Villejuif
Jean Moulin, La Queue-en-Brie
Jean Perrin, Le Kremlin-Bicêtre
Jean Perrin, Vitry-sur-Seine
Jules Ferry, Joinville-le-Pont
Jules Ferry, Villeneuve-le-Roi
Jules Vallès, Vitry-sur-Seine
La Cerisaie, Charenton-le-Pont
La Guinette, Villecresnes
Lakanal, Vitry-sur-Seine
Le Parc, Saint-Maur-des-Fossés
Les Prunais, Villiers-sur-Marne
Louis Blanc, La Varenne-Saint-Hilaire
Lucie Aubrac, Champigny-sur-Marne
Molière, Chennevières-sur-Marne
Molière, Ivry-sur-Seine
Pasteur, Créteil
Paul Bert, Cachan
Paul Klee, Thiais
Paul Langevin, Alfortville
Pierre Brossolette, Le Perreux-sur-Marne
Pierre de Ronsard, Saint-Maur-des-Fossés
Pierre et Marie Curie, Villiers-sur- Marne
Plaisance, Créteil
Rol-Tanguy, Champigny-sur-Marne
Roland Garros, Villeneuve-Saint-Georges
Saint-Exupéry, Ormesson-sur-Marne
Simone de Beauvoir, Créteil
Simone Veil, Mandres-les-Roses
Victor Duruy, Fontenay-sous-Bois
Victor Hugo, Créteil
Watteau, Nogent-sur-Marne
Willy Ronis, Champigny-sur-Marne

Établissements publics locaux, communautés d'agglomérations et de communes 20

CA Cergy-Pontoise
CA Paris-Saclay
CA de Saint-Quentin-en-Yvelines
CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart
CA Paris-Vallée de la Marne
CA Plaine Vallée
CA Roissy Pays de France
CA Val d'Europe agglomération
CA Val d'Yerres Val de Seine

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

CA Val Parisis
CC du Pays de Montereaux
CC du Val d'Essonne
CU Grand Paris Seine-et-Oise
EPT Est Ensemble
EPT Grand-Orly Seine Bièvre
EPT Grand Paris Seine Ouest
EPT Grand Paris Sud-Est Avenir
EPT Plaine Commune
EPT Vallée Sud Grand Paris
Rambouillet Territoires

Communes 255

SEINE-ET-MARNE (21)

Bailly-Romainvilliers
Brou-sur-Chantereine
Champs-sur-Marne
Chelles
Chessy
Coupvray
Courtry
La Grande-Paroisse
Magny-le-Hongre
Mitry-Mory
Moissy-Cramayel
Montry
Nemours
Noisiel
Pontault-Combault
Salins
Savigny-le-Temple
Servon
Thomery
Torcy
Vaires-sur-Marne

YVELINES (28)

Andrésy
Bois-d'Arcy
Carrières-sur-Seine
La Celle-Saint-Cloud
Cernay-la-Ville
Chatou
Le Chesnay-Rocquencourt
Conflans-Sainte-Honorine
Croissy-sur-Seine
Fontenay-le-Fleury
Guyancourt
Houilles
Jouy-en-Josas
Les Loges-en-Josas
Maisons-Laffitte
Marly-le-Roi
Maurepas
Montesson
Montigny-le-Bretonneux
Orgeval
Plaisir
Saint-Cyr-l'École
Saint-Germain-en-Laye
Vélizy-Villacoublay
Versailles
Le Vésinet
Villennes-sur-Seine
Viroflay

ESSONNE (64)

Athis-Mons
Avrainville
Ballainvilliers
Boissy-sous-Saint-Yon
Bondoufle
Boussy-Saint-Antoine
Bruyères-le-Châtel
Bures-sur-Yvette
Champlan
Cheptainville
Chilly-Mazarin
Crosne
Épinay-sous-Sénart
Épinay-sur-Orge
Étiolles
Évry-Courcouronnes
Fontenay-les-Briis
Fleury-Mérogis
La Ferté-Alais
Gif-sur-Yvette
Gometz-le-Châtel
Grigny
Igny
Itteville
Janville-sur-Juine
Juvisy-sur-Orge
Lardy
Limours
Linas
Lisses
Longjumeau
Longpont-sur-Orge
Marcoussis
Marolles-en-Hurepoix
Massy
Milly-la-Forêt
Montlhéry
Morangis
Morigny-Champigny
La Norville
Nozay
Ollainville
Orsay
Paray-Vieille-Poste
Quincy-sous-Sénart
Ris-Orangis
Saclay
Saint-Germain-lès-Arpajon
Saint-Pierre-du-Perray
Saint-Yon
Saulx-les-Chartreux
Savigny-sur-Orge
Soisy-sur-Seine
Les Ulis
Varennes-Jarcy
Verrières-le-Buisson
Villabé
La Ville-du-Bois
Villebon-sur-Yvette
Villemoisson-sur-Orge
Villiers-sur-Orge
Viry-Châtillon
Wissous
Yerres

HAUTS-DE-SEINE (35)

Antony
Asnières-sur-Seine
Bagneux
Bois-Colombes
Boulogne-Billancourt
Bourg-la-Reine
Châtenay-Malabry
Châtillon
Chaville
Clamart
Colombes
Courbevoie
Fontenay-aux-Roses
Garches
Gennevilliers
La Garenne-Colombes
Issy-les-Moulineaux
Levallois-Perret
Malakoff
Marnes-la-Coquette
Meudon
Montrouge
Nanterre
Neuilly-sur-Seine
Le Plessis-Robinson
Puteaux
Rueil-Malmaison
Saint-Cloud
Sceaux
Sèvres
Suresnes
Vanves
Vaucresson
Ville-d'Avray
Villeneuve-la-Garenne

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SEINE-SAINT-DENIS (29)

Aubervilliers
Aulnay-sous-Bois
Le Blanc-Mesnil
Le Bourget
Coubron
Clichy-sous-Bois
Drancy
Dugny
Gournay-sur-Marne
L'Île-Saint-Denis
Les Lilas
Livry-Gargan
Montfermeil
Neuilly-Plaisance
Noisy-le-Grand
Noisy-le-Sec
Les Pavillons-sous-Bois
Pierrefitte-sur-Seine
Le Pré-Saint-Gervais
Le Raincy
Romainville
Rosny-sous-Bois
Saint-Denis
Saint-Ouen
Sevran
Stains
Vaujours
Villemomble
Villetaneuse

VAL-DE-MARNE (41)

Ablon-sur-Seine
Alfortville
Arcueil
Boissy-Saint-Léger
Bonneuil-sur-Marne
Bry-sur-Marne
Cachan
Champigny-sur-Marne
Charenton-le-Pont
Chennevières-sur-Marne
Chevilly-Larue
Créteil
Fontenay-sous-Bois
Fresnes
Gentilly
L'Häy-les-Roses
Ivry-sur-Seine
Joinville-le-Pont
Le Kremlin-Bicêtre
Limeil-Brévannes
Maisons-Alfort
Mandres-les-Roses
Marolles-en-Brie
Orly
Ormesson-sur-Marne
Périgny-sur-Yerres
Le Perreux-sur-Marne
Rungis
Saint-Mandé
Saint-Maur-des-Fossés
Saint-Maurice
Santeny
Thiais
Valenton
Villecresnes
Villejuif
Villeneuve-le-Roi
Villeneuve-Saint-Georges
Villiers-sur-Marne
Vincennes
Vitry-sur-Seine

VAL-D'OISE (37)

Andilly
Argenteuil
Baillet-en-France
Belloy-en-France
Bouffémont
Cergy
Cormeilles-en-Parisis
Deuil-la-Barre
Domont
Eaubonne
Écouen
Enghien-les-Bains
Éragny-sur-Oise
Fontenay-en-Parisis
Fosses
Garges-lès-Gonesse
Gonesse
Groslay
Louvres
Margency
Montlignon
Montmagny
Montsoult
Piscop
Puiseux-en-France
Roissy-en-France
Saint-Brice-sous-Forêt
Saint-Martin-du-Tertre
Sannois
Sarcelles
Soisy-sous-Montmorency
Survilliers
Taverny
Le Thillay
Vauréal
Villaines-sous-Bois
Villiers-le-Bel

Conseils départementaux 5

Yvelines
Essonne
Hauts-de-Seine
Val-de-Marne
Val-d'Oise

Conseil régional 1

Île-de-France

EPCI sans fiscalité propre 19

Cimetière intercommunal des Joncherolles
Semaer (groupe Semardel)
Cimetière intercommunal de Valenton
Rived
Sidoresto
Sigeif
Siom de la Vallée de Chevreuse
SIPS 75/93
SIRESCO
Sivom de La Boucle
Sivos des communes de Forges et de La Grande Paroisse
Sivu Co.cli.co
Sivuresc
Syndicat intercommunal de Champlan et Longjumeau
Syndicat intercommunal de Montsoult
Syndicat intercommunal du collège Crosne Yerres
Syndicat intercommunal de la région de Montlhéry
Syndicat intercommunal de la piscine de Saint-Germain-en-Laye
Syndicat mixte de la vallée de l'Orge

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Établissements de santé 47

Blanchisserie inter-hospitalière de Saint-Germain-en-Laye
Cash de Nanterre
Centre de gérontologie Les Aulnettes
Centre départemental Enfants et Familles
Centre hospitalier d'Arpajon
Centre hospitalier de La Mauldre
Centre hospitalier Léon Binet
Centre hospitalier de Plaisir
Centre hospitalier des Quatre Villes
Centre hospitalier de Rambouillet
Centre hospitalier Roger Prévot
Centre hospitalier Stell
Centre hospitalier Sud Essonne
Centre hospitalier Sud francilien
Centre hospitalier de Versailles
Centre hospitalier du Vésinet
Centre hospitalier du Vexin
CHI de Jouarre
CHI de Meulan Les Mureaux
Ehpad Amodru
Ehpad Arthur Vernes
Ehpad Au coin du feu
Ehpad d'Ablis
Ehpad de Crécy-la-Chapelle
Ehpad Gaston Monmousseau
Ehpad Hautefeuille
Ehpad La Forêt de Séquigny
Ehpad La Pie voleuse
Ehpad La Seigneurie
Ehpad Les Abondances
Ehpad Le Marais
Ehpad Lumières d'automne
Ehpad public Richard
Ehpad public Val-de-Marne
Ehpad Sainte-Émilie
Établissement médico-social public La Chocolatière
Établissement public de santé Érasme
Établissement public de santé de Ville-Évrard
Établissement gérontologique de Tournan
Grand Hôpital de l'Est francilien
Groupe hospitalier Carnelle Portes de l'Oise
Hôpital gérontologique de Chevreuse
Hôpital de Houdan
Hôpital de Mantes-la-Jolie
Hôpital de pédiatrie et de rééducation de Bullion
Institut Le Val Mandé
Sega (service public essonnien grand âge)

Établissements publics 16

Centre international d'études pédagogiques
Château de Fontainebleau
Eau de Paris
École nationale supérieure des métiers de l'image et du son (Fémis)
EPCC Théâtre Sénart
Esat Marsoulan
La Ferme du Buisson
La Scène Watteau
SDIS de l'Essonne
SDIS du Val-d'Oise
SDIS des Yvelines
Sivom de la région de Chevreuse
Université Évry Val-d'Essonne
Université de Cergy-Pontoise
Université d'Orsay Paris-Sud
Université Paris-Nanterre

Organismes privés 9

ACPPAV
Aforp
CFA de la pharmacie (ACPPP)
Chambre syndicale des fleuristes
IDF - École de Paris
Faculté des métiers de l'Essonne
FCMB - ECAP IDF
Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)
IFPM
Walter gestion pour la copropriété du 64 bis, rue de Monceau - Paris

Sem 1

SEM Cinéma Les 7 Mares

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Conception graphique : *Unik Studio - Sigeif* **•** ***Réalisation :*** *Sigeif.*
Illustrations : *Pages : 90, 92, 102 : Nando*

Crédits photographiques :
• Pages : 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26, 35, 37, 52, 53, 57, 59, 61, 63, 67, 68, 95, 106, 118, 119, 121, 122, 125, 126, 127, 128, 130, 132, 133 : Shutterstock
• Pages : 29, 30, 32, 33, 36, 38, 39, 41, 48, 49, 54, 55, 56, 58, 64, 65, 95, 96, 106, 113, 117, 125 : DR/Sigeif
• Pages : 40, 42, 46, 95, 141 : Patrice Diaz
• Pages : 69, 70, 71, 72, 77, 78, 79, 84, 86, 87, 88, 90, 91, 93, 111, 113, 114 : GRDF médiathèque
• Pages : 69, 73, 74, 75, 76, 97, 98, 102, 103, 104, 106, 107, 116, 134, 135, 138, 139, 140 : Enedis
• Page : 65 : Engie,TotalEnergies • Page : 125 : Région Île-de-France

ISSN 2551-9158
Imprimé en France sur du papier provenant de forêts gérées selon des principes conformes aux normes environnementales.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RAPPORT ANNUEL 2022

Sigeif

SERVICE PUBLIC
DU GAZ, DE L'ÉLECTRICITÉ
ET DES ÉNERGIES LOCALES
EN ÎLE-DE-FRANCE

64 bis, rue de Monceau
75008 Paris
Téléphone + (0)1 44 13 92 44

www.sigeif.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-147-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-148

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

Secrétaire de séance :
M. TAPA

OBJET MIS EN DELIBERATION :

COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2022 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION (SIPPEREC)

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Madame Geneviève ETIENNE expose au conseil :

Le SIPPEREC accompagne, conseille et assiste les collectivités dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques dans 4 compétences : électricité, énergies renouvelables, réseaux et services numériques et infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Il regroupe actuellement 119 collectivités adhérentes en Ile-de-France, toutes compétences confondues, dont 84 communes pour le service public local de la distribution et de la fourniture d'électricité.

Le rapport d'activités 2022 consultable sur le site www.sipperec.fr met ainsi en avant les actions conduites dans le cadre des compétences susmentionnées.

La ville du Kremlin-Bicêtre est adhérente à SIPPnCO (la centrale d'achat du SIPPEREC) pour le bouquet 1 Performance énergétique du patrimoine bâti. Elle est également adhérente au groupement de commandes pour la fourniture d'électricité permettant de bénéficier de la convention CEE du SIPPEREC. Enfin, le SIPPEREC gère pour la ville le déploiement de la fibre numérique.

Il est à noter que la ville a adhéré en 2022 à la compétence Energies renouvelables, pour conduire une étude en matière d'énergies renouvelables. De plus, elle a bénéficié du marché groupé du SIPPEREC pour une assistance à Maitrise d'Ouvrage sur les performances énergétiques des bâtiments communaux.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Geneviève ETIENNE,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-39,
Vu le rapport d'activité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication pour l'année 2022,
Vu l'avis favorable émis sans réserves et à l'unanimité de la commission consultative des services publics locaux du 8 novembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

DÉCIDE

Article unique : De prendre acte du rapport annuel d'activité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) pour l'année 2022.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

FICHE ADHERENT

MAIRIE DU KREMLIN-BICETRE

(Données disponibles au 19/10/2023)

Le SIPPEREC accompagne, conseille et assiste les collectivités adhérentes dans les domaines des énergies et du numérique. Voici un récapitulatif personnalisé de l'ensemble des services auxquels vous souscrivez auprès du SIPPEREC.

1. VOS DELEGUES ET ESPACE ADHERENTS

CONTACTS COLLECTIVITE

info et contact : secretariat-instances@sipperec.fr

Madame	ETIENNE Geneviève	Déléguée titulaire du SIPPEREC	Maire-adjointe à l'écologie, l'environnement, le développement durable, la transition énergétique, au bien-être animal
Monsieur	HEMERY Jonathan	Délégué suppléant du SIPPEREC	Conseiller municipal délégué au numérique et aux nouvelle technologies

ESPACE ADHERENTS

info et contact : adherents@sipperec.fr

Depuis le 6 septembre 2022, le SIPPEREC vous propose un nouvel espace adhérents. Pour vous connecter, il vous suffit d'accéder à https://adherent.sipperec.fr/. Dans cet espace vous pourrez :

- Découvrir les offres du SIPPEREC auxquelles vous adhérez
- Retrouver vos données personnalisées
- Accéder à vos documents et ressources
- Vous inscrire et participer aux événements
- Gérer les accès des collaborateurs de votre organisation

2. VOS PRESTATIONS ET SERVICES EN COURS

COMPETENCES DELEGUEES PAR VOTRE COLLECTIVITE AU SIPPEREC

Electricité
Réseaux de communications électroniques et services de communication audiovisuelle
Développement des énergies renouvelables

CONVENTIONS SIGNEES AVEC LE SIPPEREC

Gestion de la Taxe sur l'Electricité
Gestion des Fourreaux
Gestion du Système d'Information Géographique
Gestion de la Redevance du Domaine Public (RODP) sur les Télécoms
Gestion de l'Enfouissement
Gestion des Certificat d'Economie d'Energie

3. VOS ADHESIONS A L'OFFRE D'ACHAT MUTUALISE

Le SIPPEREC vous propose une offre de mutualisation de vos achats via des groupements de commande et depuis 2019 via une centrale d'achat. Le syndicat se charge de la passation des marchés et votre collectivité exécute les marchés en fonction de ses propres besoins. Pour toutes questions relatives aux groupements de commandes et à la centrale d'achat SIPP'n'CO, vous pouvez nous contacter à l'adresse *adherents@sipperec.fr* .

GROUPEMENTS DE COMMANDES

Groupement de commande d'achat d'électricité (GCE)

SIPPNCO ET LES BOUQUETS ASSOCIES

SIPP'n'CO propose 8 bouquets de services à la carte, voici ceux auxquels vous avez accès en tant qu'adhérent :

SIPPNCO
BOUQUET 1 : PERFORMANCE ENERGETIQUE
BOUQUET 5 : SOLUTIONS INTELLIGENTES DE SECURITE ET DE SURETE

4. ELECTRICITE

CONCESSION ELECTRICITE

info et contact : concession-electricite@sipperec.fr

Dans le cadre de la convention de partenariat avec Enedis, un fond est alloué à votre collectivité au titre de la transition énergétique et vous permet d'obtenir des subventions du SIPPEREC en faveur de la maîtrise de l'énergie et des mobilités.

Montant de l'enveloppe attribuée cette année à votre collectivité : 270 707 €

Nombre de dossier(s) en cours - déposé(s) par votre collectivité - pour des demandes de subventions : 4

Montant total de subventions accordées en N-1 : 19 694,91 €

Montant total de subventions accordées en N-2 : 11 380,91 €

Le SIPPEREC a créé un guichet unique pour contrôler les permissions de voirie et percevoir la redevance d'occupation du Domaine Public liée aux travaux d'électricité et due aux communes.

Montant de RODP électricité collectée par le SIPPEREC et reversée à la ville en N-1 : 0,00 €

Montant de RODP électricité collectée par le SIPPEREC et reversée à la ville en N-2 : 0,00 €

TAXE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE

info et contact : tccfe@sipperec.fr

Le SIPPEREC collecte, contrôle et reverse aux communes adhérentes la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCCFE).

Montant de TCCFE collecté par le SIPPEREC et reversés à votre collectivité en N-1 : 377 615,98 €

RACCORDEMENT

info et contact : raccordement@sipperec.fr

Le SIPPEREC propose aux collectivités un conseil et un accompagnement face aux demandes de contribution qui leurs sont adressées pour la part « extension » du raccordement à l'électricité des projets d'urbanisme.

	Année N-1	Année en cours
Nbre de dossiers (PTF) reçus	0	0
Nbre de Devis analysés	0	0
Nbre de dossiers (PTF) traitées	0	0

Economies réalisées pour l'ensemble des dossiers traités (montant estimatif) : 0,00 €

ENFOUISSEMENT

info et contact : enfouissement@sipperec.fr

Le SIPPEREC participe à l'objectif « zéro fil aérien » sur votre territoire. Les travaux d'enfouissement des réseaux d'électricité sont intégralement pris en charge par le SIPPEREC sans coût supplémentaire pour la commune.

Nombre de rues pré-étudiées : 0

Nombre de rues en cours d'étude par le SIPPEREC en vue de travaux d'enfouissement : 0

Nombre de rues en cours de travaux d'enfouissement : 0

Nombre de rues avec solde financier à venir : 0

Linéaires de réseau électrique « torsadé » restant à enfouir (hors chantiers débutés) : 1 395,50

Linéaires de réseau électrique "fil nu" restant à enfouir (hors chantiers débutés) : 0,00

5. ENERGIES RENOUVELABLES ET MAITRISE DE L'ENERGIE

SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

info et contact : enr@sipperec.fr

Le SIPPEREC propose un accompagnement à la carte pour installer ou gérer des centrales photovoltaïques sur les bâtiments publics de votre territoire.

Nombre de centrale(s) exploitée(s) par le SIPPEREC sur les équipements de la collectivité : 0

Puissance cumulée de ce(s) centrale(s) : 0,00 kW

Production totale cumulée depuis la mise en service : 0,00 kWh

CHALEUR RENOUVELABLE

info et contact : geothermie@sipperec.fr

Le SIPPEREC porte le montage technique, financier, la mise en œuvre et le suivi d'exploitation de chantier de géothermie pour le compte de 11 villes. Retrouvez l'ensemble des informations sur la page Géothermie du site internet.

Présence d'un réseau de chaleur géothermique du SIPPEREC sur votre territoire : Non

CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE

info et contact : cee@sigeif.sipperec.fr

Le SIPPEREC accompagne les collectivités pour valoriser leurs travaux d'économie d'énergie via l'obtention de certificats d'économies d'énergie (CEE). Pour toutes questions relatives à l'enfouissement des réseaux électriques, vous pouvez nous contacter à l'adresse cee@sigeif.sipperec.fr.

Nombre de dossiers de dépôt de CEE traités par le SIPPEREC : 2

Volume total vendu : 4 463 219,00 kWh CUMAC

Montant reversé à votre organisation : 7 726,35 €

RESEAU D'INFRASTRUCTURES DE CHARGE SUR LE DOMAINE PUBLIC : LA BORNE BLEUE

info et contact : adherents@sipperec.fr

Depuis 2019, le SIPPEREC déploie un réseau de bornes de recharge électrique sur le domaine public pour les collectivités qui ont transféré la compétence (La borne bleue).

Nombre de stations disponibles sur votre territoire : 0

Nombre de points de charge en service sur votre collectivité : 0

6. VOS DONNEES NUMERIQUES

CONCESSION TELECOM

info et contact : rodp-telecom@sipperec.fr

Le SIPPEREC a créé un guichet unique pour contrôler les permissions de voirie et percevoir la redevance d'occupation du Domaine Public liée aux travaux de télécommunications due aux communes.

Montant de RODP télécom collectée par le SIPPEREC et reversée à la ville N-1 : 6 312,75 €
Nombre de permissions de voiries traitées en N-1 pour la gestion de la RODP Télécom :

DSP NUMERIQUE

info et contact : numerique@sipperec.fr

Le SIPPEREC accompagne les collectivités adhérentes pour l'aménagement numérique de leurs territoires. Le syndicat a développé un patrimoine unique de réseaux d'initiative publique très haut débit (THD) qui permet d'adresser le marché professionnel (entreprises, sites publics) et des particuliers.

DSP Câble concession transférée
DSP Irisé
DSP Sequantic
DSP Câble

SEQUANTIC

Linéaire de réseau déployé (ml) : 44 900
Nombre de sites professionnels raccordés : 21
Nombre de sites résidentiels raccordés : 0
Nombre de sites résidentiels raccordables : 0

IRISE

Périmètre Irisé : Oui
Linéaire de réseau déployé (ml): 14 200
Commandes collectivités : Oui

RESEAUX CABLES

Périmètre DSP : Réseau transféré
Taux de câblage du réseau câblé : 81,50 %
Nb de prises sur le réseau câblé : 10 410

Contactez-nous

adherents@sipperec.fr

et suivez-nous sur

SIPPEREC
ÉNERGIES ET NUMÉRIQUE

ENGAGÉS POUR DES TERRITOIRES DURABLES





Rapport d'activité 2022

SIPPEREC

Rapport d'activité 2022
du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication

L'ÉDITO
4

I
LE SIPPEREC
7

II
ÉLECTRICITÉ
21

III
ÉNERGIES RENOUVELABLES
31

IV
AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE
39

V
MOBILITÉ DURABLE
47

VI
ACHATS MUTUALISÉS
51

L'ATLAS
LA LISTE DES DÉLÉGUÉS
57

« Le SIPPEREC, créé en 1924, fêtera prochainement ses 100 ans. Fondée sur sa compétence électricité et dans une visée ouverte et innovante du service public, face aux nouvelles technologies et aux usages qu'elles génèrent, notre belle organisation s'est constamment adaptée aux évolutions des territoires et des nécessités qui sont les leurs. Au fil du temps, le SIPPEREC est devenu un acteur francilien majeur dans les secteurs de l'énergie, du numérique et des mobilités durables.

Nous avons à faire face aujourd'hui, collectivement, à des enjeux inédits. Si la mondialisation et l'émergence de métropoles n'ont eu de cesse de gommer toujours de plus en plus les frontières et les limites, il aura suffi de quelques mois et d'événements majeurs pour ramener sur le devant de la scène une évidence qui avait été gommée elle aussi : l'importance redevenue fondamentale de l'action publique locale.

Le déploiement de la fibre, démarré il y a plusieurs années sur l'ensemble du territoire, est aujourd'hui un enjeu majeur pour l'ensemble des acteurs territoriaux : pour nombre d'entreprises, de services publics, de collectivités et de leurs habitants, les usages liés au numérique représentent désormais un levier utile et fondamental du bon fonctionnement des villes, que la disparition prochaine (voulue sans en avoir analysé les conséquences) du réseau cuivre rendra plus stratégique encore. Dans ce contexte, le SIPPEREC agit pour lutter contre les innombrables dégradations engendrées par une concurrence aveugle de certains sous-traitants des opérateurs commerciaux.

La crise du secteur de l'énergie, doublée des effets du dérèglement climatique, nous a déjà obligés à nous adapter en modifiant par étapes nos usages ; elle nous forcera à changer, et plus particulièrement nos équipements, en accélérant la production de chaleur et d'électricité renouvelable, tout en consommant moins d'énergie. Autant de solutions étudiées et développées depuis plus de 20 ans par le SIPPEREC pour ses collectivités adhérentes ou proches.

Fer de lance de l'action publique intercommunale en Île-de-France, le SIPPEREC s'engage année après année depuis 100 ans pour un développement durable de nos territoires, et propose l'accès à des services publics de qualité et à des prix justes. »



Jacques J.-P. Martin
Président du SIPPEREC,
Maire de Nogent-sur-Marne,
Vice-président de l'Association
des maires de France









I
LE SIPPEREC

Rapport d'activité

2022

Le SIPPEREC défend le service public et s'engage depuis près de 100 ans aux côtés des collectivités d'Île-de-France et de leurs habitants. L'urgence climatique, la flambée des prix de l'énergie et la nécessaire équité sociale entre les territoires nous forcent à inventer de nouvelles solutions, pour garantir un service public de qualité, accessible à tous et à des prix justes. L'action publique, locale et intercommunale impulsée par le SIPPEREC, est une de ces solutions.

4
champs d'action

119
collectivités adhérentes toutes compétences confondues

1
offre d'achats mutualisés pour les besoins de

+ de 500
acteurs publics franciliens

1
Comité syndical

et

1
Bureau

106
collaborateurs

1
SEM, SIPEnR

3
SPL, la Société d'exploitation des énergies renouvelables (SEER), UniGéo et la SPL Géothermie

1
régie, Gényo

Fondé en janvier 1924, le SIPPEREC a eu pour vocation première de contribuer à un développement solidaire et équitable des territoires en périphérie de Paris, en permettant aux premières communes adhérentes d'accéder collectivement à l'électricité et de fournir à leurs habitants un service public de qualité.
Au fil des décennies, le SIPPEREC a sans cesse renforcé cette vocation de service public, en élargissant son périmètre d'action intercommunale au numérique, aux énergies renouvelables, à la mobilité durable, aux achats mutualisés ; en innovant constamment et en apportant des solutions concrètes aux collectivités franciliennes.

Des compétences au service des territoires durables

- **Le SIPPEREC est l'unique acteur régional public** intervenant dans un aussi large éventail de domaines, très complémentaires, guidé par les principes suivants :
  - → **la qualité du service public ;**
  - → **une synergie des compétences ;**
  - → **la capacité à porter des projets innovants.**

- **Porteur de projets agiles et innovants**, le SIPPEREC s'adapte aux besoins des territoires, pour mener des projets spécifiques en matière de production d'énergies renouvelables :
  - → **une société d'économie mixte (SEM) : la SIPEnR ;**
  - → **deux sociétés publiques locales (SPL) : la SEER Grigny Viry et UniGéo ;**
  - → **une régie : Gényo.**

- Les collectivités territoriales peuvent déléguer **4 champs d'actions** au SIPPEREC :
  - → **électricité ;**
  - → **énergies renouvelables ;**
  - → **aménagement numérique ;**
  - → **mobilité durable.**

- Les collectivités peuvent solliciter **l'offre d'achats mutualisés** du SIPPEREC :
  - → une centrale d'achat SIPP'n'CO pour bénéficier de services dans 8 domaines tels que l'énergie, le numérique, la mobilité… ;
  - → un groupement de commandes dédié à l'achat d'électricité.

Les instances SIPPEREC au plus près des réalités des territoires

Le SIPPEREC est administré par **119 délégués titulaires** et autant de suppléants désignés par les collectivités adhérentes et issus de leur assemblée délibérante. Ces élus composent le Comité syndical, l'instance qui délibère sur les décisions engageant l'avenir du SIPPEREC et qui fixe ses orientations, dont la mise en œuvre est pilotée par les équipes du SIPPEREC — une centaine d'agents — et son directeur général. **Le Comité syndical, qui se réunit quatre fois par an,** délibère sur les choix stratégiques, arrête le budget et la politique générale du Syndicat. Les décisions sont prises dans un esprit de consensus, par-delà les clivages partisans, dans le respect des approches de chaque collectivité et de la défense de l'intérêt général. Un Bureau, qui se réunit une fois par mois, prépare les affaires qui sont soumises au Comité.

Quelques enjeux

La hausse du prix de l'énergie

Le marché de l'électricité subit une hausse ininterrompue du prix depuis le début de l'année 2021. Le Gouvernement avait instauré, en 2010, l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique) afin que tous les usagers quel que soit leur fournisseur, puissent bénéficier du nucléaire historique. Or, l'accès à cet ARENH limité à 100 TWh ne correspond plus aux parts de marché gagnées par les fournisseurs dits alternatifs à EDF. Ce plafond conduit à augmenter, de manière artificielle, les prix de l'électricité pour tous.

Dans ce contexte, en tant que coordonnateur d'un groupement de commandes qui compte à ce jour 500 collectivités et établissements publics et une consommation annuelle supérieure à 2 TWh, le SIPPEREC a interpellé le Gouvernement sur la régulation du nucléaire, en appelant à relever le plafond de l'ARENH à 150 TWh.

L'accès de tous au Très Haut Débit (THD)

Aujourd'hui, le déploiement de la fibre entraîne de nombreux échecs de raccordement, dégradations, déconnexions fréquentes d'abonnés... Les difficultés persistantes subies depuis des mois par les réseaux fibres génèrent un accès au Très Haut Débit déplorable pour une partie de la population francilienne. Tout ceci n'est plus acceptable.

Le SIPPEREC a alerté l'ARCEP, avec les Communautés d'agglomération Cœur d'Essonne et Paris-Saclay, sur les méfaits du mode STOC et l'urgence à agir pour obliger les opérateurs à s'engager sur la qualification de leurs sous-traitants et la traçabilité des interventions.



Ressources financières du SIPPEREC

Les ressources financières du Syndicat se sont élevées, en 2022, à près de 235 millions d'euros. Elles proviennent essentiellement de flux financiers perçus et contrôlés par le SIPPEREC, avant de les reverser à ses adhérents, en particulier :

- → la taxe communale sur la consommation finale d'électricité ;
- → les redevances d'occupation du domaine public pour les réseaux de distribution publique d'électricité, les réseaux de communication Très Haut Débit et les réseaux de chaleur à base de géothermie ;
- → les subventions allouées à la transition énergétique comme la rénovation des bâtiments ou les passages au LED de l'éclairage public ;
- → la valorisation des certificats d'économie d'énergie des travaux réalisés sur le patrimoine des adhérents.

Par ailleurs, le SIPPEREC perçoit les recettes associées à ses nombreux contrats de délégation de service public qui lui permettent de :

- → financer ses frais internes ;
- → verser à ses collectivités adhérentes des participations pour leurs actions en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la transition énergétique.

Les cotisations des adhérents aux services d'achat du SIPPEREC permettent de financer la passation de plusieurs centaines de marchés, afin de faire bénéficier les adhérents de la qualité d'une expertise de haut niveau et de la force d'un grand compte.

À cela s'ajoute le budget annexe relatif au réseau de chaleur géothermale Gényo, déployé sur le territoire des communes de Bobigny et Drancy. Les travaux réalisés en maîtrise d'ouvrage directe par le SIPPEREC se sont élevés, en 2022, à 2 millions d'euros, portant ainsi le montant total d'investissements réalisés, depuis le lancement du projet en 2019, à 70 millions d'euros. Une très grande partie du réseau déployé est en exploitation depuis deux ans.

La vie au SIPPEREC



Le SIPPEREC est une organisation centenaire et agile, en constante évolution, dont les collaborateurs sont profondément attachés au service public : lors d'une étude* menée en interne au printemps 2022 par OpinionWay, 92 % des répondants ont indiqué être fiers de travailler pour le SIPPEREC et 90 % ont affirmé être globalement satisfaits de travailler pour le SIPPEREC.

* Taux de réponse : 70 %, échantillon de 73 collaborateurs issus d'un fichier de 106, interrogés par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI.

« Faire collectif, défendre le service public et innover pour des territoires durables »

Le SIPPEREC défend la solidarité et l'équité entre les territoires et, dans une préoccupation constante d'égalité, il s'engage à soutenir la mixité et la diversité au sein même de ses effectifs, actuellement composés de **56 % de femmes et 44 % d'hommes.** Il démontre également l'importance de valoriser aussi bien la vision teintée d'expérience de ses collaborateurs de longue date que l'insertion professionnelle des jeunes, des stagiaires et apprentis avec **10 % de collaborateurs de moins de 30 ans et 22 % de collaborateurs de plus de 50 ans.**

Il existe au SIPPEREC une vraie volonté collective pour mener les projets à terme et améliorer la qualité de vie au travail. La cohésion de groupe et l'esprit d'équipe sont par ailleurs renforcés via l'organisation d'**événements réguliers,** dont chaque année un séminaire réunissant l'ensemble du personnel et permettant à tous les collaborateurs de se retrouver pour une journée d'échanges et de convivialité. Au programme : des interventions de personnalités extérieures qui mettent en regard l'action territoriale menée par le SIPPEREC et des activités de groupes.

Un groupe d'ambassadeurs, créé dans le cadre du travail sur la marque employeur, a permis de réfléchir aux différentes façons de valoriser l'expérience collaborateur et le SIPPEREC en tant qu'employeur. Ce travail collaboratif a notamment permis d'améliorer les délais de recrutement et de valoriser les collaborateurs en leur donnant la parole sur des plateformes telles que LinkedIn, Welcome To The Jungle ou encore Profil Public.

Le bien-être au travail est également une préoccupation permanente : une **association sportive et culturelle** permet d'organiser de nombreuses activités sur la pause du midi, en afterwork ou encore le week-end et propose des séjours, au ski notamment, où de nombreux groupes de collègues sont heureux de se retrouver chaque année.

Enfin, le SIPPEREC propose à ses collaborateurs un programme de formations visant non seulement à permettre aux agents d'exercer avec efficacité les missions qui leur sont confiées, mais également de favoriser le développement de nouvelles compétences et accompagner leur parcours professionnel.

— Groupe SIPPEREC

— SIPPEREC

Arnaud Brunel
Directeur général

Administration générale

Virginie Hébert
Directrice

Finances

Sylvie Dusart
Directrice

Développement et prospectives

Grégoire Fourcade
Directeur général adjoint

Transition énergétique

Marion Lettry
Directrice

Transition numérique

Vincent Fouchard
Directeur

— Sociétés

SEM SIPEnR

Arnaud Brunel
Directeur général

Delphine Bertsch
Directrice générale déléguée

SPL SEER

Martine Flamant
Directrice générale

Concession électricité

Tiphanie Payre
Directrice générale adjointe

Enfouissement des réseaux

Mathieu Caharel
Directeur

Matthieu Maurin
Directeur

Moyens et ressources

Arnaud Wauquier
Directeur général adjoint

Ressources humaines

Isabelle Brun
Directrice

Affaires juridiques

Fanny Beck
Directrice

Commande publique

Romuald Le Quilliec
Directeur

Communication

Émilie Pitard
Directrice

— Régie

SPL UniGéo

Inès Gelu
Directrice générale

Gényo

Rémy Houret
Directeur

Plan stratégique 2022-2026

Le contexte climatique, énergétique et social nécessite de protéger les plus démunis et de garantir, à tous, des conditions de vie décentes.

L'action publique, locale et intercommunale offre de solides solutions pour les territoires et pour leurs habitants. Dans ce contexte, le SIPPEREC souhaite agir avec détermination et conviction. Réussir à innover pour des territoires durables ne pourra se faire que par l'action collective et notre engagement commun pour le service public. Pour cela, les équipes du SIPPEREC ont élaboré le Plan stratégique 2022-2026, qui vise à réaffirmer les fondamentaux de notre organisation et de nos activités.
Trois axes ont été identifiés :



Collectif

Faire collectif

En animant, depuis sa création, un réseau d'élus et de territoires autour d'enjeux forts, le SIPPEREC a fondé toute son action sur une valeur, faire collectif, qui n'a eu de cesse de le guider au fil des décennies et qui, aujourd'hui encore, est le fer de lance de notre collaboration régulière avec les élus, les territoires et leurs habitants.

Ce rôle majeur qu'occupe le SIPPEREC sur le territoire francilien et le caractère incontournable de l'action publique nécessitent d'être renforcés aujourd'hui mais plus encore dans les temps à venir.
Les objectifs sont d'améliorer la relation aux adhérents et la qualité du service rendu, mais aussi de favoriser la coopération entre les collectivités grâce à des rencontres et des projets communs et de renforcer notre présence territoriale en affirmant notre raison d'être et nos valeurs.

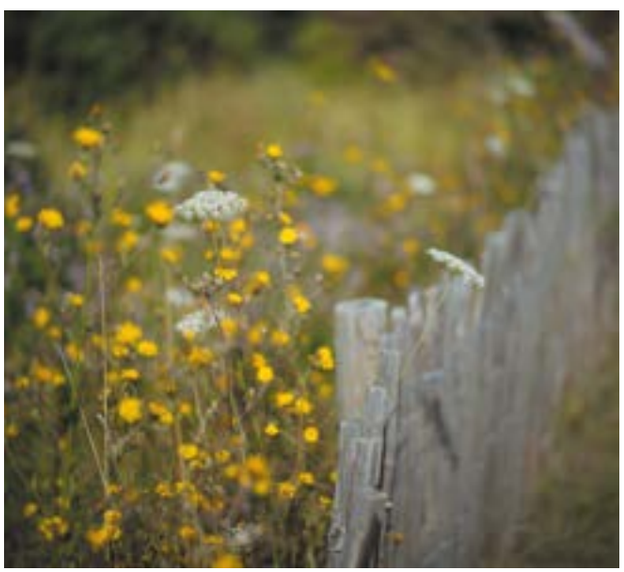
Service public

Défendre le service public

Le SIPPEREC défend le service public et les intérêts de ses adhérents en leur garantissant l'accès à un service de qualité et en contrôlant le respect des engagements pris par les délégataires.

À l'avenir, le SIPPEREC aura vocation à contribuer plus encore à un traitement et à un développement équitable des territoires.

Les objectifs sont de mener notre action sur l'ensemble des territoires, y compris les plus reculés et de garantir une certaine indépendance et une qualité de réseaux. Permettre à tous les habitants d'Île-de-France d'accéder aux énergies propres, au Très Haut Débit et à des solutions de mobilité durable au prix le plus juste pour rendre l'action du SIPPEREC plus solidaire. Cette démarche de solidarité est accentuée par l'inclusion de clauses sociales et environnementales dans les marchés, et par l'insertion professionnelle des jeunes, des stagiaires et apprentis.



« L'action publique, locale et intercommunale constitue l'une des solutions majeures pour mener les transitions à venir et relever les défis qui se posent à nous. »

Philippe Rio
Premier vice-président du SIPPEREC

Territoires durables

Innover pour des territoires durables

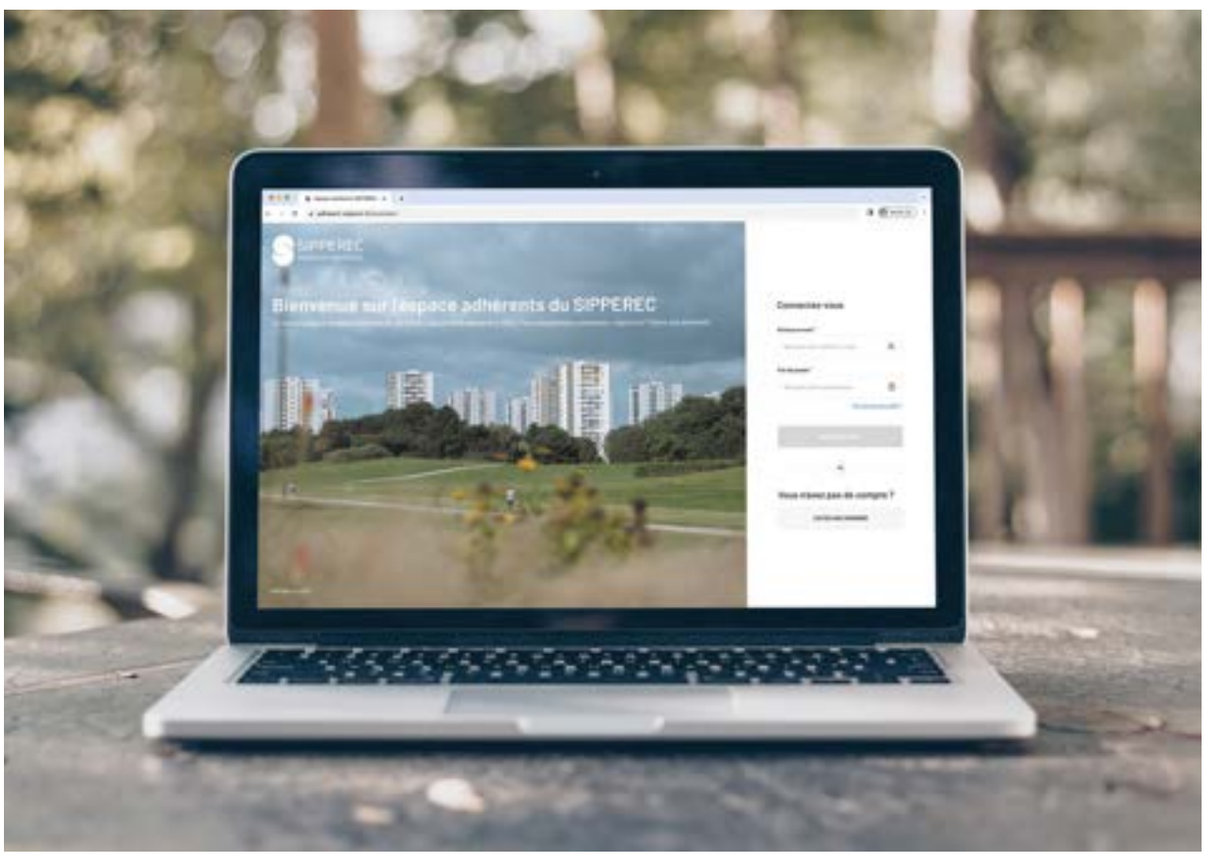
Premier producteur public d'énergies renouvelables en Île-de-France, le SIPPEREC joue un rôle majeur dans la transformation des territoires. Son ancrage centenaire en Île-de-France, son expertise territoriale avérée et son agilité dans le pilotage de projets complexes permettent au SIPPEREC d'initier des projets ambitieux et innovants, de les piloter et de les faire aboutir.

Cette proximité et ce lien quotidien avec les territoires doivent permettre d'anticiper les innovations technologiques et les nouveaux usages, pour favoriser les villes durables.

Les objectifs sont de doubler la production de chaleur et d'électricité et de proposer une offre de maîtrise d'ouvrage déléguée de rénovation énergétique pour les bâtiments des collectivités, mais aussi de valoriser la sobriété énergétique, en accompagnant nos adhérents dans les actions de maîtrise de l'énergie et d'utiliser la donnée pour accélérer le développement de territoires intelligents et durables.

Un nouvel espace adhérents, plus performant

Dans un contexte de crises majeures et multiples, l'action publique se doit d'être plus forte que jamais et l'action locale doit offrir des réponses pérennes et fiables aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui se posent aujourd'hui. Il s'est avéré important, pour l'ensemble des équipes du SIPPEREC, de renforcer et d'optimiser le lien quotidien avec les adhérents.



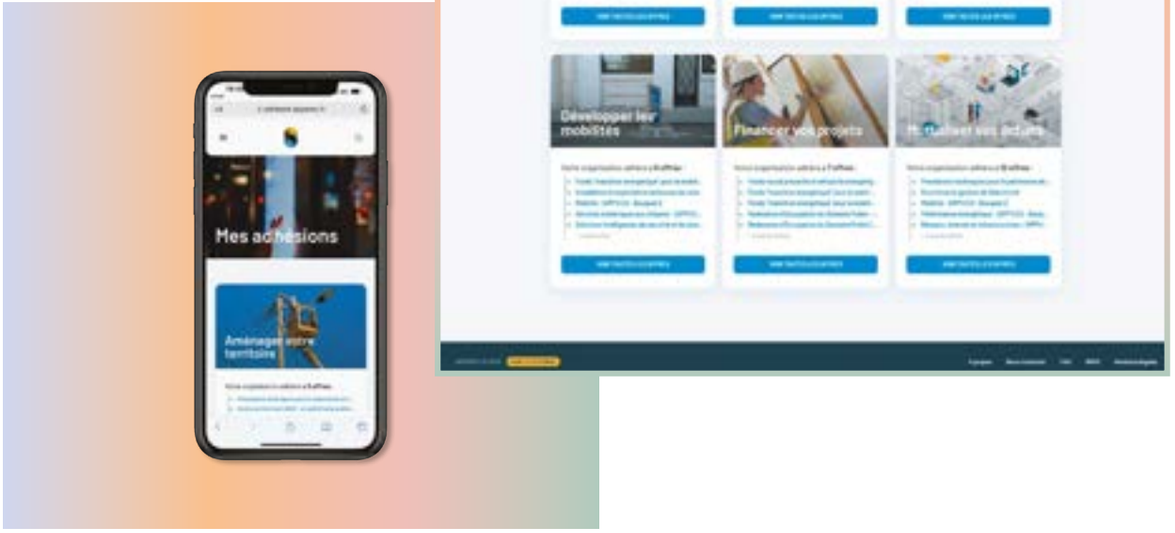
En septembre 2022 a été lancée une version nouvelle de l'espace adhérents dans le but d'être au plus proche de ce qui se joue au sein de nos organisations et nos territoires, au plus proche des besoins, des enjeux et des évolutions. Cette nouvelle version plus intuitive et plus moderne a pour but, enfin, de rendre l'expérience utilisateur plus agile, plus en adéquation avec les besoins: tableaux de bord, chiffres clés, documents utiles permettent une utilisation optimale, plus ergonomique et intuitive. Ainsi, chaque élu et chaque agent de collectivité adhérente peut créer son compte pour consulter les informations propres à sa collectivité :

- **les offres du SIPPEREC auxquelles sa collectivité adhère et leurs actualités ;**
- **ses chiffres clés ;**
- **ses évènements pour s'y inscrire et y participer ;**
- **tous les documents et ressources liés aux offres ;**
- **les accès à l'espace adhérents de ses collègues ;**
- **pour les élus du comité syndical, tous les documents et dates des instances.**

L'espace adhérents compte déjà plus de

1 800

comptes créés.



Le SPASER
pour un modèle économique et social plus responsable

Le SIPPEREC est un acteur public majeur en Île-de-France pour la transformation des territoires. Il pilote 150 marchés publics pluriannuels et 29 délégations de service public. En ce sens, le SIPPEREC est donc un acheteur public incontournable et puissant, susceptible de permettre l'émergence de modèles économiques et sociaux plus responsables.

C'est pourquoi les équipes du SIPPEREC ont souhaité se doter d'un SPASER pour la période 2023-2026, dans l'objectif de maîtriser la dépense publique, de contribuer à l'équité sociale et de favoriser une saine compétitivité entre les acteurs économiques, tout en accompagnant les transitions énergétique et numérique...

L'ensemble des mesures prises en ce sens et détaillées ci-après font l'objet d'une évaluation annuelle qui nous permettra de mesurer les résultats atteints.

SPASER : Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables

La commande publique

◆ 10 FÉVRIER 2020
La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

◆ 9 MARS 2021
Le décret du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

◆ 22 AOÛT 2021
Article 35 de la loi du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi climat et résilience).

◆ 15 NOVEMBRE 2021
La loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France.

◆ 3 MAI 2022
Obligation de vigilance

Possibilité d'exclure de la procédure de passation d'un marché ou d'un contrat de concession les sociétés de plus de 5 000 salariés en France ou 10 000 dans le monde, qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance permettant d'identifier les risques et atteintes graves aux droits humains, à l'environnement, à la santé et à la sécurité (L. 2141-7 et L. 3123-7-1 du CCP).

◆ DEPUIS LE 1er JANVIER 2023
SPASER

Obligation d'élaborer un SPASER lorsque le montant total annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros pour les acheteurs soumis au code de la commande publique (D. 2111-3 du CCP).

◆ AU PLUS TARD LE 1er JANVIER 2024
Données essentielles

Les acheteurs doivent publier sur le portail national des données ouvertes : les données essentielles des marchés ≥ 40 000 € HT et des contrats de concession (R. 2196-1 et R. 3131-1 du CCP).

◆ À COMPTER DU 21 AOÛT 2026
Critère environnemental

Plus possible de définir, dans les marchés publics ou les contrats de concession, un critère d'attribution unique fondé sur le prix : les caractéristiques environnementales de l'offre doivent toujours être prises en compte (R. 2152-7 et R. 3124-4 du CCP).

AXE I

TRANSVERSAL

Optimiser la mutualisation des achats

Amplifier le sourcing et la veille

Renforcer la communication et la transparence

AXE II

SOCIAL

Faciliter l'insertion

Aider les personnes en situation de handicap

Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité

AXE III

ÉCONOMIE RESPONSABLE

Soutenir l'accès des TPE/PME à la commande publique

Encourager le commerce équitable et l'achat éthique

Favoriser l'économie sociale et solidaire (ESS)

AXE IV

ENVIRONNEMENTAL

Continuer la transition écologique

Stimuler la production des déchets

41 800

tonnes de CO_2 évitées par an
(soit l'équivalent de 56 500 voitures retirées de la circulation)

694 M€ HT

montant des **marchés attribués** en 2021

28

Schémas directeurs Énergie
depuis le début du marché actuel d'AMO performance énergétique du patrimoine bâti

100e

centrale photovoltaïque inaugurée par le SIPPEREC fin 2020

Quelques exemples d'actions concrètes

- Former régulièrement des chefs de projet au développement durable dans la commande publique ;
- Partager chaque année la programmation des achats pour identifier les marchés qui pourront faire l'objet d'une clause sociale ;
- Réserver une partie des marchés au secteur adapté et protégé (entreprises adaptées et/ou aux ESAT) ;
- Intensifier les actions de sensibilisation, notamment auprès des réseaux d'entreprises (valoriser le label Diversité et le label Égalité) ;
- Créer des temps de rencontre réguliers entre les acheteurs du SIPPEREC et les acteurs économiques du territoire ;
- Réserver des marchés aux acteurs de l'ESS ;
- Remplacer le critère prix par le coût global d'utilisation ou le coût cycle de vie des produits jusqu'à élimination.

Membres du Bureau



Jacques J.-P. Martin
Président du SIPPEREC,
Maire de Nogent-sur-Marne

Vice-présidents



Philippe RIO
Maire de Grigny,
1er Vice-président



Florence CROCHETON-BOYER
1er Adjointe au maire de Saint-Mandé,
2e Vice-présidente



Samuel BESNARD
Adjoint au maire de Cachan,
3e Vice-président



Marie-Pierre LIMOGE
1er Adjointe au maire de Courbevoie,
4e Vice-présidente



Rodéric AARSSE
Adjoint au maire de Malakoff,
5e Vice-président



Sophie RIGAULT
Maire de Saint-Michel-sur-Orge,
6e Vice-présidente



Fatah AGGOUNE
1er Adjoint au maire de Gentilly,
7e Vice-président



Frédéric SITBON
Adjoint au maire d'Asnières-sur-Seine,
8e Vice-président



Serge FRANCESCHI
Adjoint au maire d'Alfortville,
9e Vice-président



Joëlle CECCALDI -RAYNAUD
Maire de Puteaux,
10e Vice-présidente



Gilles GAUCHE-CAZALIS
Adjoint au maire de Nanterre,
11e Vice-président



Anthony MANGIN
1er Adjoint au maire de Drancy,
12e Vice-président



Mathieu DEFREL
Adjoint au maire de Stains,
13e Vice-président



Thierry BARNOYER
1er Adjoint au maire de Maisons-Alfort,
14e Vice-président



Jean-Pierre RIOTTON
Conseiller municipal délégué de Sceaux
15e Vice-président

Membres du Bureau



Oben AYYILDIZ
Conseiller municipal d'Épinay-sur-Seine



Boris DEROOSE
Conseiller municipal délégué de Saint-Denis



Jean-Baptiste BARFETY
Adjoint au maire de Gonesse



Rachida KABBOURI
Conseillère municipale de Vitry-sur-Seine



Arnaud LETELLIER-DESNOUVRIES
Adjoint au maire de Bonneuil-sur-Marne



Ling LENZI
Adjointe au maire d'Aubervilliers



Jean-Pierre CHAFFAUD
Président de Sud-Eleg

Groupe SIPPEREC



Florence CROCHETON-BOYER
Présidente de la SEM SIPEnR



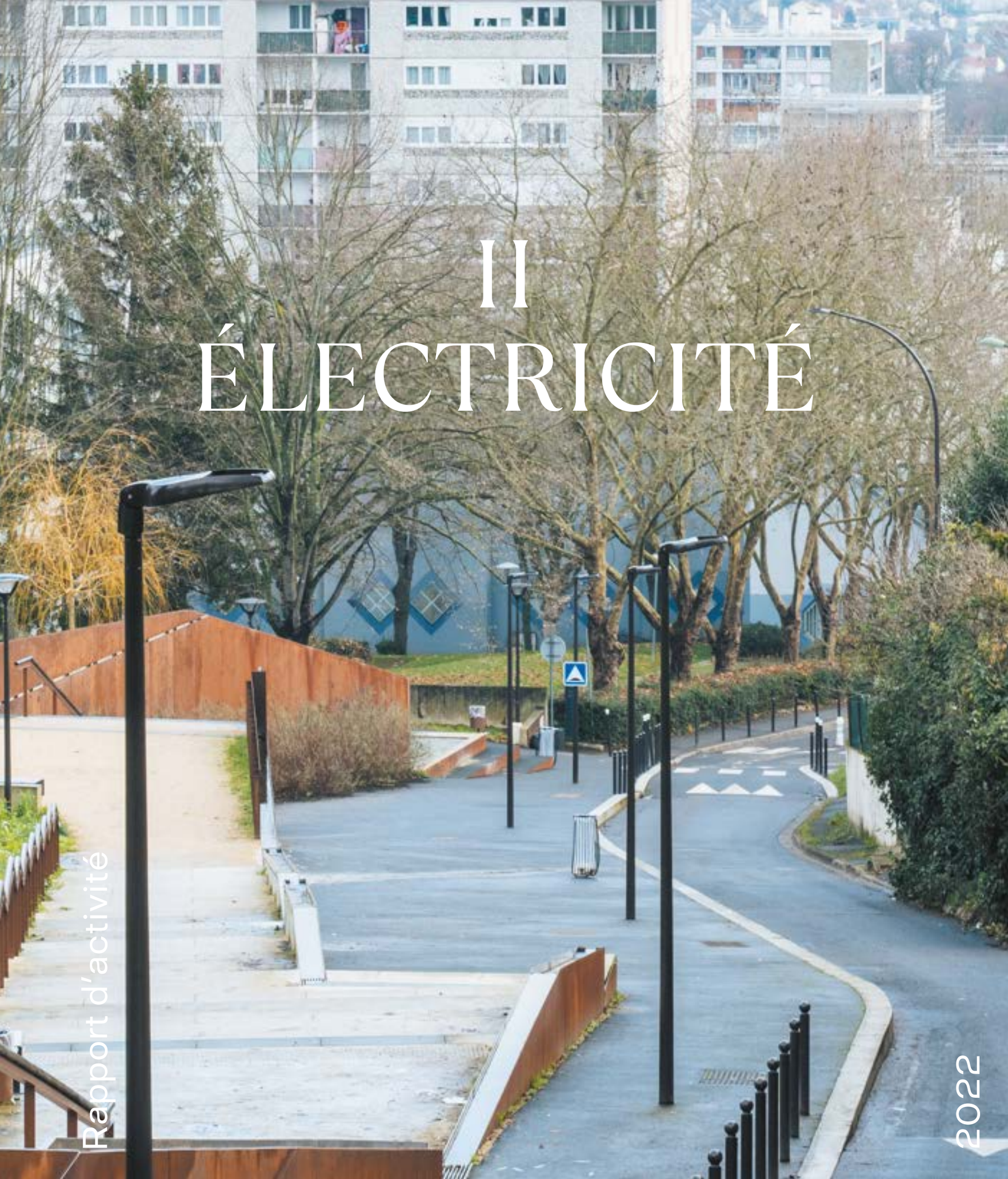
Jean-Marie VILAIN
Président de la SPL SEER



Anthony MANGIN
Président de Gényo



Samuel BESNARD
Président de la SPL Unigéo



II
ÉLECTRICITÉ

Rapport d'activité

2022

Compétence historique et premier levier de mutualisation, l'électricité fait partie intégrante du cœur de mission du SIPPEREC.
Autorité concédante, le Syndicat contrôle la qualité de distribution et fourniture de l'électricité. Il veille également au bon niveau d'investissement sur le réseau, pour le compte des collectivités qu'il représente. Directement lié au contrat de concession, le fonds de partenariat finance les mesures en faveur de la transition énergétique.

1re
concession électricité de France

1,92 M
de points de livraison d'électricité

84
collectivités représentées, défendues et parties prenantes sur les enjeux d'électricité

+ de 13
millions d'euros pour soutenir les actions en faveur de la transition énergétique en 2022

5 %
de la consommation électrique française

La loi de 1906 a créé le régime des concessions et a placé la distribution publique d'électricité sous la responsabilité des collectivités territoriales qui se sont souvent regroupées en syndicats intercommunaux, comme le SIPPEREC pour la gérer. Pour le compte des collectivités qu'il représente, le SIPPEREC a donc pour mission de contrôler le service public de la distribution et de la fourniture d'électricité géré par Enedis et EDF, dans le but de garantir un service public de qualité.

Dans l'exercice des missions que lui ont confié les collectivités territoriales, le SIPPEREC a deux préoccupations essentielles :

- **le prix de l'électricité** payé par le consommateur final ;
- **la qualité du service et du réseau de distribution** qui a tendance à se détériorer depuis plusieurs années, notamment avec l'allongement des temps de coupure et des délais de raccordement.

Par ailleurs, le Syndicat assure également la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux, gère le contrôle ainsi que la perception de la taxe locale pour l'électricité.

Enfin, un fonds de partenariat négocié dans le cadre du contrat de concession met à disposition des collectivités des ressources financières exceptionnelles pour les projets en faveur de la transition énergétique.





— À savoir
En 2016, le SIPPEREC et Enedis ont signé un accord de méthode qui organise la remontée d'informations au Syndicat lors des incidents touchant les postes sources ou le réseau concédé et entraînant des coupures équivalant à plus de 100 000 clients par minute.

Vigilance et exigence de la commission Électricité

La nouvelle gouvernance mise en place en septembre 2020 a décidé de créer une commission Électricité. Cette commission est chargée d'étudier et de préparer les décisions du Comité syndical.

Elle est coprésidée par Rachida KABBOURI (Vitry-sur-Seine) et Jean-Pierre RIOTTON (Sceaux). En sont membres : Daouda KEITA (Bagnolet), Samuel BESNARD (Cachan), Dominique GAULON (Dugny), Despina BEKIARI (Fontenay-aux-Roses), Loïc DAMIANI (Fontenay-sous-Bois), Rachid MAIZA (La Courneuve), Séverine DELBOSQ (L'Île-Saint-Denis), Thierry BARNOYER (Maisons-Alfort), Pierre AUBRY (Neuilly-sur-Seine), Baptiste GERBIER (Noisy-le-Sec), Patrick LEROY (Rungis), Jean-Pierre CHAFFAUD (Sud-Eleg) et Claude LESEUR (Valenton).

En première ligne face à la hausse des prix de l'énergie

Le SIPPEREC est depuis longtemps attentif à l'évolution des prix de l'électricité. Il est en effet autorité concédante de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés pour 1,2 million d'usagers, et acheteur de plus de 2 TWh pour plus de 500 adhérents.

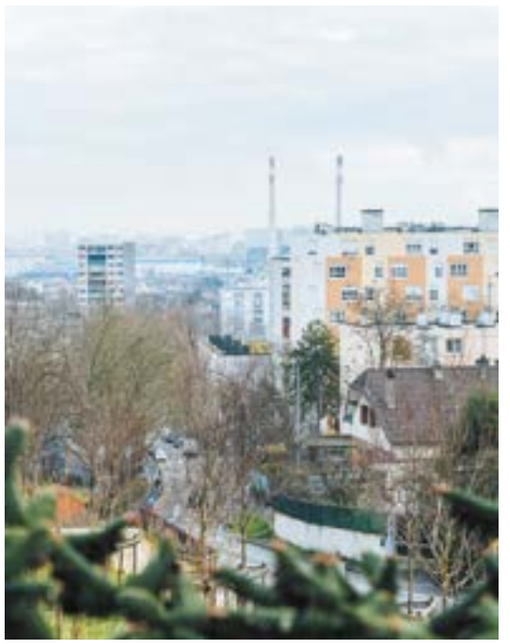
Une hausse des prix sans précédent

Les années 2021 et 2022 ont été marquées par une hausse du prix de marché du gaz et de l'électricité sans précédent qui s'est amplifiée, sous l'effet conjugué de divers évènements parmi lesquels : un déséquilibre offre/demande, la chute de la production nucléaire et de la production hydraulique, un marché d'électricité en forte croissance et les restrictions d'importation de gaz russe.

Afin de limiter la hausse des prix de l'énergie, le Gouvernement a mis en œuvre en 2022 un bouclier tarifaire qui était reconduit en 2023. Celui-ci comprend quatre mesures principales :

- une quasi-suppression de la Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) ;
- une augmentation de 20 TWh (+20 %) du plafond de l'ARENH (Accès régulé au nucléaire historique) pour l'année 2022 à un prix de 46,2 €/MWh ;
- l'attribution aux fournisseurs d'électricité d'une subvention permettant de plafonner la hausse résiduelle subie par les éligibles aux tarifs réglementés d'électricité à 4 % en 2022 puis 15 % en 2023 ;
- un chèque énergie exceptionnel de 200 euros à partir de décembre 2022 aux ménages les plus précaires.

Le SIPPEREC a salué ces mesures d'urgence qui sont les bienvenues mais qui ne résolvent pas les problèmes structurels de la politique énergétique française.



Tout d'abord, car ce dispositif touche principalement les usagers qui souscrivent aux tarifs réglementés de vente, alors que les moyennes et grandes collectivités n'y ont plus accès depuis le 1er janvier 2021. Mais aussi, parce que cette mesure ne permet pas de donner de visibilité au-delà de 2023.

Le SIPPEREC a renouvelé son appel au Gouvernement sur la régulation du nucléaire en appelant à relever le plafond de l'ARENH à 150 TWh, afin que l'investissement de la nation dans le nucléaire puisse profiter à tous, particuliers comme collectivités.

Le SIPPEREC a également rappelé que l'ARENH constitue une option gratuite et asymétrique pour les fournisseurs alternatifs à EDF, ce qui est totalement injuste pour le producteur EDF.



Par ailleurs, le SIPPEREC étant un des principaux acheteurs d'électricité en France, il constitue un solide allié des collectivités. L'expertise et les volumes achetés par le SIPPEREC ont permis aux collectivités d'obtenir les meilleurs prix dans un contexte particulier des prix de gros du marché de l'électricité en très forte hausse.

En somme, cette situation souligne la nécessité pour les collectivités de développer à l'échelle locale une politique énergétique indépendante des énergies fossiles. Depuis maintenant plus d'une décennie, le SIPPEREC agit dans ce sens avec ses collectivités adhérentes et développe le solaire photovoltaïque, notamment en autoconsommation, ainsi que de multiples réseaux de chaleur de géothermie qui permettent, in fine, aux usagers d'accéder à une énergie renouvelable avec des prix maîtrisés.

Le SIPPEREC appelle le Gouvernement à une visibilité sur la régulation nationale du prix du nucléaire après la fin de l'ARENH prévue en 2025.



Limiter les incidents et coupures d'électricité

En sa qualité d'organisateur du service public de l'électricité pour le compte des collectivités, le SIPPEREC contrôle les missions exécutées par le concessionnaire, afin de prévenir et limiter les incidents et coupures en nombre et en temps et ainsi protéger le consommateur final.

Des incidents en hausse

En 2016, le SIPPEREC et Enedis ont signé un accord de méthode qui organise la remontée d'informations au Syndicat lors des incidents touchant les postes sources ou le réseau concédé et entraînant des coupures équivalant à plus de 100 000 clients par minute.

Ainsi, plus de 85 incidents de ce type ont été notifiés par le concessionnaire au SIPPEREC au cours de l'année 2022. Si 88 % des incidents de grande ampleur sont signalés au SIPPEREC, seulement 52 % des incidents sont signalés dans le délai de 24 heures contractuellement prévu et 70 % des rapports détaillés sont envoyés dans un délai de deux mois.

Pour ce qui concerne la qualité et l'exhaustivité des informations communiquées par le concessionnaire, il est notable que le gestionnaire fournit des efforts pour contextualiser son intervention, cependant le contenu des informations partagées dans les rapports reste à affiner. Le SIPPEREC reste vigilant sur la zone des Hauts-de-Seine très touchée, principalement en été, par ces incidents dus aux défaillances des câbles de technologie ancienne et incidentogène, dits CPI (Câble à isolation en papier imprégné).

Enfin, sur l'exercice 2022, le gestionnaire du réseau annonce un critère B toutes causes confondues de 42,6 minutes sur le territoire du SIPPEREC, soit à peine trois minutes de moins que l'exercice précédent (45,5 minutes en 2021). Pour une concession urbaine, ce niveau est élevé. Il contribue à maintenir la tendance déjà haussière du critère B sur les vingt dernières années, à hauteur de 1,1 minute par an. Ce constat pose la question de la pertinence des choix d'investissements d'Enedis.

85

incidents de coupure de l'ordre de 100 000 clients/minute en 2022

42,6

minutes, c'est le temps moyen de coupure d'un usager en 2022, contre un objectif contractuel d'Enedis de 25 minutes d'ici fin 2029



Enfouissement : fiabiliser le réseau de distribution et améliorer le paysage urbain

L'enfouissement des câbles de réseaux aériens recouvre un enjeu de sécurité et de renouvellement des réseaux vétustes. Il améliore la qualité de distribution, car les réseaux souterrains résistent mieux aux intempéries les plus fréquentes (vents, tempêtes…). Il permet d'améliorer le cadre de vie des habitants, en libérant de la place au sol sur les trottoirs et en réduisant la pollution visuelle.

Une prise en charge intégrale pour les réseaux électriques basse tension

Le SIPPEREC accompagne les collectivités dans leurs projets d'enfouissement :

- Il réalise et finance la totalité des études et travaux pour l'enfouissement des réseaux électriques, et propose à la collectivité un programme pluriannuel de travaux.
- Il réalise aussi l'enfouissement des autres réseaux (éclairage public, télécommunications, etc.) mutualisés avec l'enfouissement des réseaux, avec une prise en charge financière des collectivités.

Depuis 2011, plus de 700 kilomètres de réseaux de distribution électrique ont été enfouis, dont la totalité du réseau sur toiture. L'enjeu est de poursuivre ce chantier pour les 360 kilomètres de réseaux aériens basse tension restants, une infrastructure fragile, soumise aux intempéries et qui encombre l'espace public.

Les linéaires de réseaux restants sont variables selon les collectivités, mais le SIPPEREC et les Villes travaillent conjointement pour tendre vers la réalisation de l'enfouissement de l'ensemble des réseaux d'ici 2029.

Durant l'année 2022, le SIPPEREC a lancé 14,5 kilomètres d'enfouissement en étude, 16,5 kilomètres en travaux. Il a également finalisé 29,3 kilomètres de travaux d'enfouissement.

2029 :
objectif « zéro fil aérien »
sur le territoire de la concession

— À savoir
« Le SIPPEREC finance à 100 % l'enfouissement des réseaux électriques basse tension. Ce dispositif unique en France est valable jusqu'en 2029, date de fin du contrat de concession actuel. Il peut également réaliser, pour le compte des villes, l'enfouissement coordonné des autres réseaux. La mutualisation des travaux et les marchés compétitifs du SIPPEREC permettent de réaliser, selon les retours d'expériences des communes adhérentes, 50 % d'économie. »

Raccordements : maîtriser son foncier et ses coûts

Depuis 2009, dans le cadre des demandes de raccordement, le SIPPEREC propose aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme de les assister dans l'instruction des propositions techniques et financières émises par Enedis, afin de vérifier si elles doivent s'acquitter d'une contribution financière.

Une vigilance source d'économies importantes

En 2022, le SIPPEREC a étudié une soixantaine de dossiers de raccordement. Les analyses démontrent que, dans la très grande majorité des cas, les demandes de contributions reçues par les collectivités ne sont pas légitimes. En effet, dans une zone fortement urbanisée comme le territoire du SIPPEREC, le renforcement de réseaux est le cas le plus fréquent et ne doit pas donner lieu à facturation, il est pourtant souvent traité par Enedis comme de l'extension facturée aux collectivités.

Le sujet est important car les contributions financières apportées par des tiers à Enedis pour les raccordements électriques sur le réseau public représentent un enjeu financier fort, à l'échelle du SIPPEREC, estimé entre 10 et 15 M€/an.

Compte tenu de l'ancienneté de son activité et de ses retours d'expériences, le SIPPEREC s'est rapproché de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), dans le cadre d'un groupe de travail national sur la thématique des raccordements électriques, pour faire des propositions afin de compléter et préciser les dispositions réglementaires existantes et pour s'assurer que les collectivités en charge de l'urbanisme ne puissent être appelées à contribution financière que dans les cas d'extension de réseaux et non de renforcement, conformément aux dispositions légales. Une des mesures prises, par la loi sur l'accélération des énergies renouvelables, est la suppression de la contribution due par les collectivités en charge de l'urbanisme d'ici fin septembre 2023.

Un délai moyen, en 2022, de plus de

3 mois

pour la réalisation des raccordements électriques sans extension et de près de 8 mois avec extension.
Dans la majorité des cas, Enedis appelle, à tort, une contribution auprès des villes.

Un fonds de partenariat essentiel pour la relance

Le fonds de partenariat est une particularité du contrat « historique » de distribution d'électricité et de fourniture aux tarifs réglementés de vente conclu avec Enedis et EDF pour 82 communes de la petite couronne parisienne.

La dotation 2022 du fonds de partenariat qui finance les subventions reversées aux villes ainsi que l'enfouissement des réseaux électriques réalisé par le SIPPEREC était de près de 19,8 millions d'euros et a été entièrement consommée :

- → **plus de 13 millions d'euros au titre de l'enveloppe dite de transition énergétique** pour des actions en faveur de la maîtrise de l'énergie (travaux d'éclairage public passage aux LED), de la rénovation énergétique des bâtiments communaux éligibles aux certificats d'économie d'énergie (CEE), de l'achat des véhicules électriques pour atteindre 20 % du parc communal de véhicules et l'installation d'infrastructures de recharge associées ;
- → **près de 290 000 euros au titre de l'enveloppe dédiée aux subventions versées aux villes pour l'enfouissement de leur réseau d'éclairage public ;**
- → **plus de 5,7 millions d'euros au titre de l'enfouissement** du réseau électrique basse tension sous maîtrise d'ouvrage du SIPPEREC.

Afin de soutenir ses adhérents et de favoriser la relance économique, le SIPPEREC a fait le choix depuis 2021 d'augmenter considérablement la dotation disponible pour les communes, effort poursuivi en 2023. **Chaque commune dispose désormais d'une enveloppe allant de 170 k€ à 1,3 M€ pour ses actions en faveur de la transition énergétique.**

Des mesures renforcées contre la précarité énergétique

Par ailleurs, le Fonds social précarité efficacité énergétique (FSPEE), financé par EDF, offre la possibilité aux CCAS qui le sollicitent d'aider à la lutte contre la précarité énergétique, grâce au paiement des factures d'électricité des abonnés EDF au tarif réglementé bleu (qu'ils soient ou non bénéficiaires du chèque énergie), remboursement des achats des ampoules basse consommation LED ou encore réalisation de diagnostic énergétique des logements des clients démunis. Ce fonds est en augmentation avec une dotation pour l'année 2023 s'élevant à 355 302 euros contre 315 947 euros en 2022.

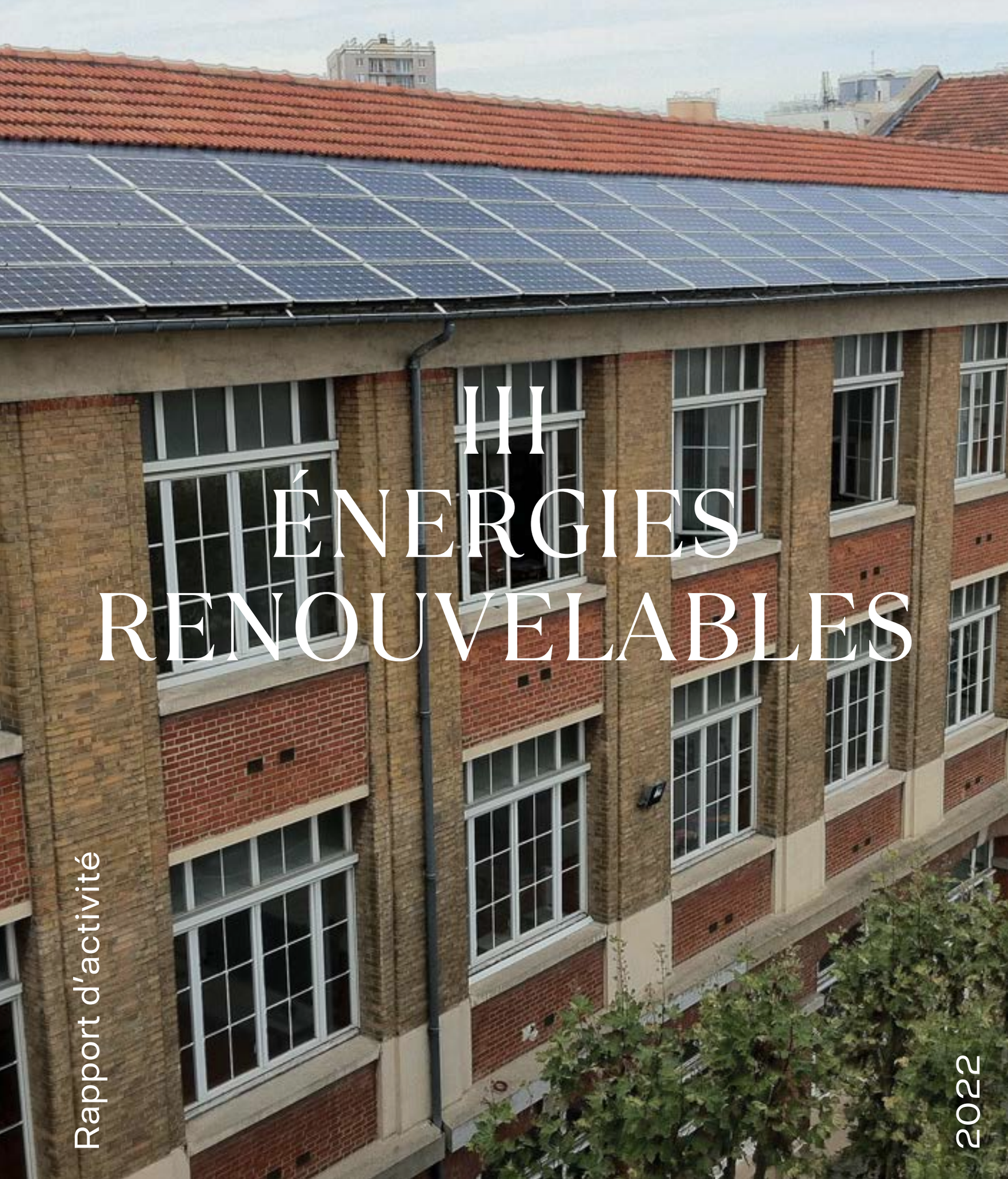
Le SIPPEREC se mobilise pour communiquer et sensibiliser les communes adhérentes. Un groupe de travail a été initié en 2023 en collaboration avec des élus, des CCAS, des bailleurs sociaux et EDF, afin d'optimiser l'utilisation de ce fonds aux bénéfices des usagers en précarité.

Jusqu'à
1,3 M€
d'aides par commune pour les mesures en faveur de la transition énergétique


unigéo
Comprendre
le forage géothermique







III
ÉNERGIES RENOUVELABLES

Rapport d'activité

2022

L'Île-de-France est une région dépendante de l'énergie produite ailleurs : la densité de la population et la pression foncière ne permettent pas de couvrir l'intégralité des besoins avec la seule production régionale. Une situation qui doit et peut changer, notamment avec les solutions proposées par le SIPPEREC, premier producteur public francilien d'énergies renouvelables.

5

réseaux de géothermie répartis sur 14 communes

et

2

réseaux en construction

106

centrales photovoltaïques en toiture dans 51 villes, pour une puissance cumulée de près de 5 MWc

+ de 20

projets solaires en développement pour environ 150 MWe

10

grands parcs au sol solaires pour environ 50 MWe

et

300

toitures solaires développées par la SEM SIPEnR

1

SEM, SIPEnR

3

SPL, la Société d'exploitation des énergies renouvelables (SEER), UniGéo et la SPL Géothermie

1

régie, Gényo

L'Île-de-France est une région dépendante de l'énergie produite ailleurs. Une situation qui doit et peut changer, notamment avec les solutions proposées par le SIPPEREC, premier producteur public francilien d'énergies renouvelables. Le SIPPEREC est à l'écoute et aux côtés de ses collectivités adhérentes pour développer une production d'énergies renouvelables adaptée aux caractéristiques des territoires, ainsi qu'aux souhaits et besoins des acteurs locaux.

« Couteau suisse » des énergies renouvelables

Pour mettre en œuvre ses projets, le SIPPEREC adapte ses modes de gestion en fonction du contexte et des besoins des collectivités.

Par exemple concernant la géothermie, sur les sept réseaux déjà réalisés ou en cours de réalisation, trois le sont en délégation de service public (DSP) attribuée à des opérateurs privés (Dalkia et Engie Solutions), trois réseaux sont en DSP attribuée à une société publique locale (SPL) dont le SIPPEREC et les Villes sont actionnaires, et un réseau est en maîtrise d'ouvrage directe.

Par ailleurs, le SIPPEREC a créé en 2014 une société d'économie mixte SIPEnR pour agir sur des patrimoines privés. L'activité de la SEM se développe largement par des sociétés de projets, en y associant systématiquement les citoyens et les collectivités des territoires concernés. La SEM SIPEnR finance, construit et exploite des projets en Île-de-France mais également dans d'autres régions, toujours en partenariat avec des collectivités.



Acteur de la transition énergétique

Par ses solutions, ses projets et ses financements en faveur des énergies renouvelables, le SIPPEREC est pleinement acteur de la transition énergétique en Île-de-France, en accompagnant les collectivités dans la mise en place de solutions innovantes et génératrices d'une croissance vertueuse et durable.

Activateur d'idées et d'efficacité : la commission Énergies renouvelables

Les statuts du SIPPEREC prévoient la possibilité de créer des commissions de travail thématiques. La commission Énergies renouvelables se réunit deux à trois fois par an pour aborder des sujets d'actualité, étudier et préparer les décisions du comité syndical, contribuer aux travaux du SIPPEREC dans les domaines du solaire et de la chaleur renouvelable et plus largement de la transition énergétique (maîtrise de l'énergie, rénovation, etc.).

Elle est coprésidée par Samuel BESNARD (Cachan) et Marie-Pierre LIMOGE (Courbevoie). En sont membres : Geneviève ÉTIENNE (Le Kremlin-Bicêtre), Oben AYYILDIZ (Épinay-sur-Seine), Rachid MAIZA (La Courneuve), Florence CROCHETON-BOYER (Saint-Mandé), François ÉLIE (Marolles-en-Brie), Rodéric AARSSE (Malakoff), Pierre CRESPI (Clamart), Boris DEROOSE (Saint-Denis), François DARCHY (Versailles), Marie LECLERC-BRUANT (Fresnes), Séverine DELBOSQ (L'Île-Saint-Denis), Mélodie CHALVIN (Châtillon), Jean-Pierre CHAFFAUD (Sud-Eleg), Thierry BARNOYER (Maisons-Alfort), Bertrand VOISINE (Vanves), Nacime AMIMAR (Pantin), Rachida KABBOURI (Vitry-sur-Seine), Paul BENSOUSSAN (Bagneux), Henri PETTENI (Saint-Maur-des-Fossés) et Pascal LESSELINGUE (L'Haÿ-les-Roses).

Accélérer le déploiement du solaire photovoltaïque

Le SIPPEREC accompagne les collectivités d'Île-de-France qui souhaitent produire de l'électricité à partir de l'énergie solaire sur leurs bâtiments publics ou parkings. Il s'agit d'un accompagnement à la carte pour développer, depuis les premières études jusqu'à la mise en service, et/ou exploiter des centrales solaires photovoltaïques en fonction des besoins des collectivités et de la configuration des projets et des sites.

Construction de centrales photovoltaïques au Liban

Dans le cadre d'une convention de coopération internationale entre le SIPPEREC et Électriciens sans frontières, le SIPPEREC a soutenu à hauteur de 100 000 € la construction de centrales photovoltaïques en toiture de 6 écoles au Liban.

Cette action a permis d'améliorer la continuité d'approvisionnement énergétique des établissements et de réduire leur dépendance aux sources de productions utilisées en cas de coupure électrique, qui sont à la fois onéreuses et polluantes.

15
années d'expérience auprès de plus de 60 collectivités

106
centrales photovoltaïques exploitées dans 51 villes

10
grandes centrales photovoltaïques au sol

300
projets en toitures et ombrières réalisés par la SEM SIPEnR

— À savoir

Issu de la loi Elan, le dispositif Éco-énergie tertiaire impose désormais aux collectivités d'améliorer progressivement la performance énergétique de leurs bâtiments de surfaces supérieures à 1 000 m², avec des objectifs chiffrés de réduction des consommations de - 40 % en 2030, - 50 % en 2040 et - 60 % en 2050. En complément des leviers usuels (isolation, sensibilisation et évolution des usages, etc.), les installations photovoltaïques en autoconsommation constituent des leviers supplémentaires permettant aux collectivités d'atteindre leurs objectifs, l'électricité solaire consommée directement étant comptabilisée dans les bilans.

Produire et exploiter la chaleur renouvelable

L'Île-de-France a besoin d'accroître sa production d'énergies renouvelables et bénéficie pour cela d'un important potentiel de géothermie profonde. Un contexte très favorable sur lequel s'appuie le SIPPEREC pour proposer son expertise aux collectivités.
De l'étude d'opportunité à la production, en passant par les financements, le SIPPEREC donne aux collectivités les outils pour décider et mettre en œuvre un réseau de chaleur à base de chaleur renouvelable, et notamment de géothermie profonde.

— À savoir

Classement des réseaux

Afin encourager le développement des réseaux de chaleur existants, la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat rend obligatoire le classement des réseaux de chaleur à compter du 1er janvier 2022. Le classement vise à rendre obligatoire, sous certaines conditions, le raccordement à un réseau de chaleur, existant ou en projet, dans certaines zones géographiques appelées « zones de développement prioritaire », les nouvelles constructions et extensions de plus de 150 m² ou bâtiments existants subissant d'importantes rénovations et dont le système de chauffage est remplacé.

Témoignage

« Le SIPPEREC est le premier producteur francilien de chaleur par géothermie profonde. Il développe massivement depuis plus de 10 ans, l'utilisation de cette chaleur locale qui présente des vertus à la fois écologiques et économiques. Elle est en effet accessible à un prix juste et relativement stable et rend les consommateurs moins tributaires de la volatilité des prix de l'énergie. De plus, la géothermie permet de diminuer massivement nos émissions de gaz à effet de serre. »

Samuel Besnard
3e Vice-président,
Adjoint au maire de Cachan

5
réseaux de chaleur à base de géothermie profonde répartis sur 13 communes

2
réseaux en construction sur 5 communes

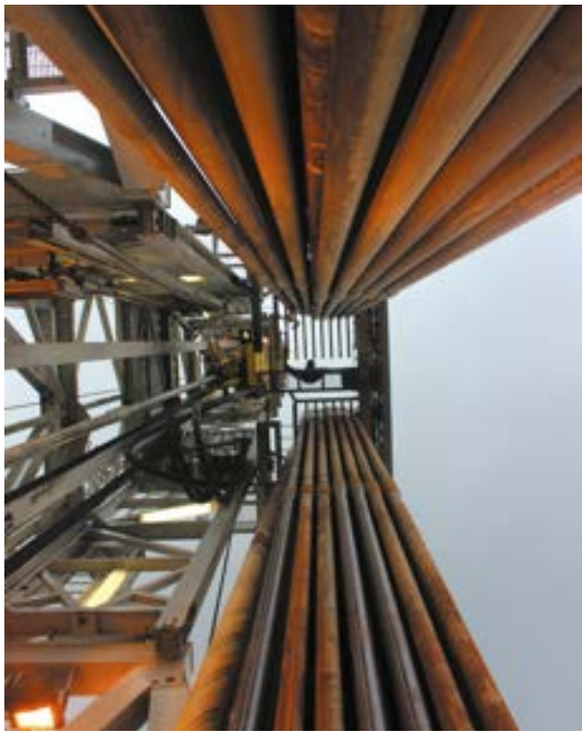
5
nouveaux projets à base de chaleur renouvelable à l'étude

14 %
de la production régionale géothermale est produite par le SIPPEREC et ses filiales à partir de géothermie profonde

— À savoir

En 2022, le Fonds chaleur augmente considérablement

Le Fonds chaleur porté par l'ADEME et les subventions de la Région d'Île-de-France contribuent à accroître le développement des projets de réseaux de chaleur renouvelable sur le territoire francilien. En 2022, le budget du Fonds chaleur a fortement augmenté avec un total de 522 millions d'euros alloués, en hausse de près de 50 % par rapport à 2021. Cette augmentation du budget du Fonds chaleur s'est accompagnée d'une révision des conditions d'attribution des aides telles que la hausse des plafonds pour l'obtention des aides forfaitaires et des aménagements quant à l'éligibilité des projets. Par ailleurs, le cumul des Certificats d'économies d'énergie (CEE) et des aides du Fonds chaleur a été élargi aux projets de raccordement de bâtiments existants à un réseau de chaleur. Le Fonds chaleur est ainsi un levier majeur pour accompagner l'atteinte des objectifs nationaux de neutralité carbone, à décliner au niveau régional.



Pour le compte des communes qui ont un potentiel sur leur territoire et souhaitent s'engager sur un tel projet, le SIPPEREC conseille, apporte son expertise et porte le montage technique et financier des opérations, la mise en œuvre et le suivi d'exploitation sur la durée du contrat, toujours en lien étroit avec les villes qui lui ont délégué leur compétence.

Les réseaux de chaleur géothermique du SIPPEREC couvrent en moyenne plus de 50 % des besoins en chaleur de l'habitat collectif et des équipements publics sur le territoire qu'ils desservent. Ils permettent de bénéficier d'un prix maîtrisé et compétitif de la chaleur sur trente ans, moins soumis aux fluctuations du cours des énergies fossiles car basés sur une énergie locale et renouvelable.

2022 a été l'année de la concrétisation de l'extension du réseau de chaleur renouvelable de Grigny et Viry-Châtillon avec la confirmation de l'obtention des financements et le lancement d'un nouveau forage géothermique visant à développer le réseau sur deux nouvelles villes : Sainte-Geneviève-des-Bois et Fleury-Mérogis. À terme, 21 000 équivalents logements seront alimentés par de la chaleur renouvelable.

2022 a également vu la poursuite des travaux de déploiement du réseau Gényo sur les communes de Bobigny et Drancy. Ce réseau, géré par le SIPPEREC en maîtrise d'ouvrage publique, alimente environ 20 000 équivalents logements.

Enfin, 2022 a vu la création de la SPL Unigéo, attributaire du contrat de délégation de service public lancé par le SIPPEREC pour la création et l'exploitation d'un futur réseau de chaleur renouvelable à base de géothermie profonde sur les communes de Pantin, Les Lilas et du Pré-Saint-Gervais. Les travaux de réalisation des forages sont programmés en 2023. À terme, ce réseau alimentera l'équivalent de 20 000 logements sur le territoire des trois villes.

Le projet de la SPL Géothermie s'est également précisé avec la réalisation future d'un réseau de chaleur vertueux sur la ville de Malakoff.

Produire de l'hydrogène bas carbone pour une mobilité plus propre

L'hydrogène constitue une filière d'avenir pour la Région Île-de-France. Il présente de nombreux intérêts pour développer une économie favorable à l'environnement et pourvoyeuse d'emplois. Cette nouvelle énergie permettrait ainsi de couvrir de nombreux besoins, notamment ceux de la mobilité propre.



Un projet de production locale d'hydrogène bas carbone

Le SIPPEREC, via sa SEM SIPEnR et aux côtés de SUEZ, a créé en 2020 la société « H2 Créteil » pour construire une centrale de production et de distribution d'hydrogène bas carbone à l'aval de l'unité de valorisation énergétique (UVE) du Syndicat mixte de traitement des déchets urbains du Val-de-Marne (SMITDUVM) à Créteil. Cette première en France sera mise en service en 2024. Cette innovation permettra de fournir une solution de mobilité décarbonée.

Ce projet de station hydrogène de Créteil transformera l'électricité produite à partir de la combustion des déchets ménagers en hydrogène, par un procédé d'électrolyse. Produit localement, l'hydrogène vert d'H2 Créteil permettra d'alimenter des véhicules publics, tels que les bus, les bennes à ordures ménagères, les véhicules spéciaux pour les collectivités ou encore les véhicules utilitaires et ce, sur un territoire connu pour des mobilités intensives à proximité d'Orly et de l'A86, et à la lisière de la Zone à Faibles Emissions (ZFE).

L'implantation de cette station, soutenue par l'ADEME, la Région Île-de-France et la Commission européenne, sur le site du SMITDUVM, s'intègre pleinement dans les politiques locales de transition énergétique et écologique et dans la dynamique de la stratégie nationale hydrogène de la France. Ce dernier prévoit de consacrer 7 milliards d'euros d'ici à 2030, dont 2 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance en 2021 et 2022, pour la recherche et le développement d'une filière créatrice d'emplois et bénéfique pour la qualité de l'air et le climat.

— À savoir

Dès 2018, le SIPPEREC avait, aux côtés de l'ADEME, de la Région Île-de-France et de la Ville de Paris, établi des propositions de schémas de déploiement de l'hydrogène sur le territoire francilien. Ces propositions ont été présentées début 2021 à l'ensemble de ses partenaires et sont désormais devenues les références pour les projets franciliens à l'étude.

1 000 kg/j

d'hydrogène : c'est la capacité de production et de distribution du site, qui permettra ainsi de couvrir l'équivalent de la consommation d'environ 50 bus.

Offrir des solutions de maitrise de l'énergie

L'énergie la plus vertueuse est celle non consommée. C'est pourquoi depuis plus de dix ans le SIPPEREC a développé de nombreux outils en faveur de la maîtrise de l'énergie et sait répondre à l'amplification des enjeux dans ce domaine. Il s'agit notamment de marchés d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), de Maîtrise d'œuvre (MOE) et d'une offre nouvelle de Maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD).



Maîtriser l'énergie dans les bâtiments publics

Faire appel aux solutions du SIPPEREC c'est :

- renforcer la performance énergétique et environnementale du patrimoine des collectivités (bâti et éclairage public) pour lequel la réglementation devient de plus en plus exigeante au regard des enjeux climatiques actuels ;
- réaliser des économies financières importantes afin de maîtriser la hausse des prix de l'énergie.

Sur le volet de la rénovation énergétique des bâtiments publics et de l'éclairage, le SIPPEREC propose d'importantes aides financières et services pour soutenir les collectivités dans leurs démarches en faveur de la maîtrise de l'énergie et la lutte contre la précarité énergétique. Des moyens qui ont été renforcés et multipliés en 2021 pour participer à la relance économique et répondre aux enjeux de la transition énergétique.

Plus de 1,3 M€

ont été reversés par le SIPPEREC aux Villes qui ont déposé des Certificats d'économie d'énergie (CEE) pour un volume de plus de 135 GWh cumac.

— À savoir

Grâce à son offre de maitrise d'ouvrage déléguée, le SIPPEREC accompagne également les collectivités adhérentes pour les aider à accélérer le rythme de rénovation du patrimoine bâti et atteindre les objectifs du dispositif Éco-énergie tertiaire en réduisant de 40 à 60 % leur consommation d'énergie.

Ainsi, avec le SIPPEREC, les collectivités adhérentes à la compétence électricité peuvent financer :

- → des études et des travaux de maîtrise de l'énergie (MDE) éligibles aux CEE sur les bâtiments communaux (taux maximum de financement : 30 %) ;
- → l'achat de bornes de recharge ou de véhicules propres (taux maximum de financement : 30 %) ;
- → la mise à disposition de données pour accompagner leur transition énergétique (100 %);
- → des actions d'information, d'animation et de sensibilisation sur la maîtrise de l'énergie (taux maximum de financement : 80 %).

Cela se traduit par des aides financières qui vont de 180 000 euros à près de 1,4 million d'euros, selon la population et la superficie de la ville.

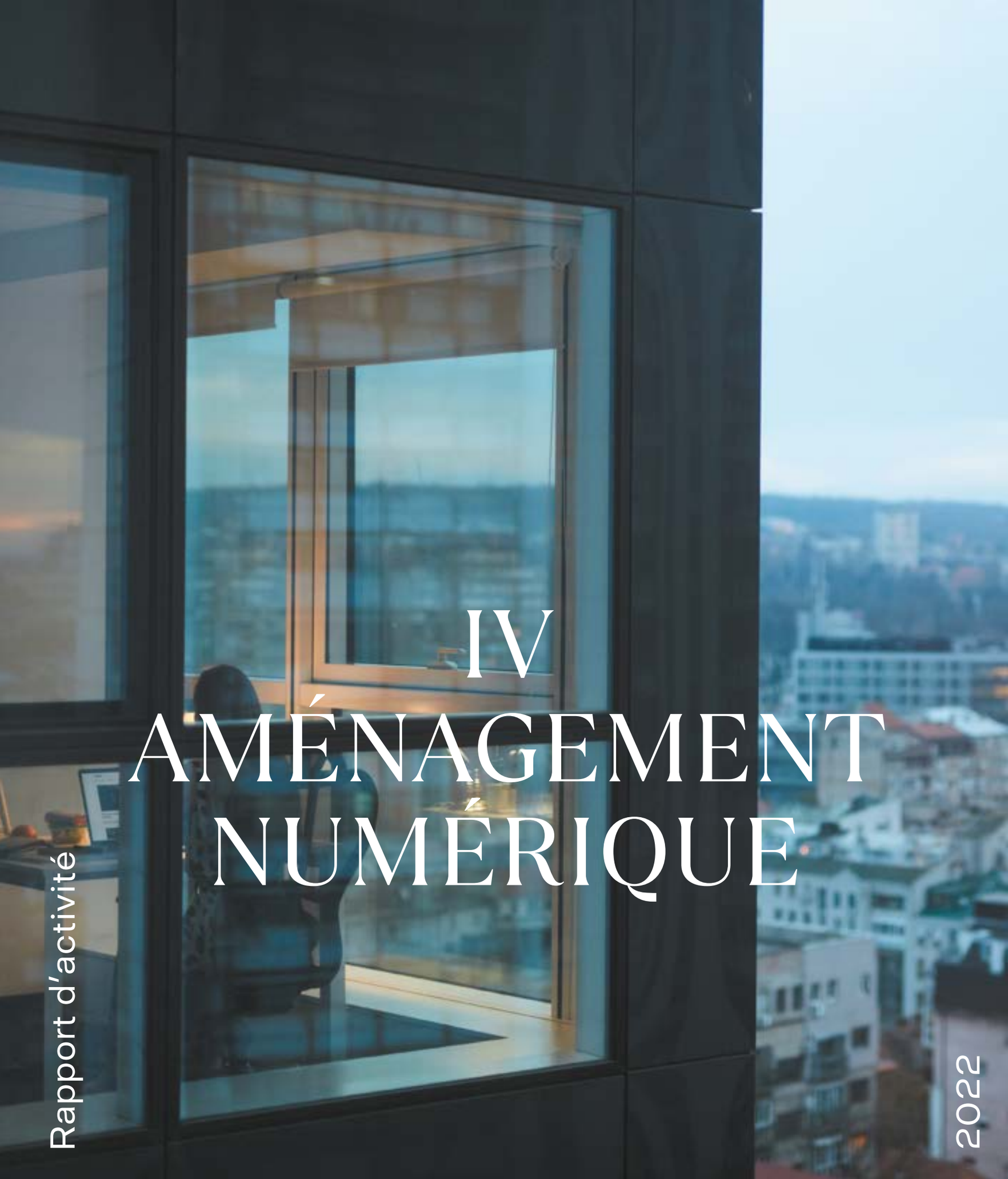
Témoignage

« Le SIPPEREC, précurseur dans la production d'énergies renouvelables en Île-de-France, y joue un rôle clé, en partenariat avec les collectivités et les citoyens. »

Florence Crocheton-Boyer
2e Vice-présidente,
1re Maire-adjointe de Saint-Mandé

— À savoir

Le dispositif Éco-énergie tertiaire demande aux collectivités de réduire la consommation énergétique de leurs bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m². L'objectif est de parvenir à une diminution d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050. En effet, le parc tertiaire, s'il ne représente qu'un quart du parc immobilier français, compte pour un tiers des consommations énergétiques, soit plus de 530 TWh toutes énergies confondues. Pour les collectivités, les bâtiments communaux représentent 75 % de leurs dépenses énergétiques. Afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre du décret, les Villes doivent dorénavant indiquer leurs consommations énergétiques annuelles et leurs évolutions via la plateforme OPERAT.



IV
AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

Rapport d'activité

2022

Le SIPPEREC accompagne les collectivités dans l'aménagement numérique de leur territoire, à l'heure où la dépendance aux usages numériques se fait de plus en plus forte : aujourd'hui, un actif sur deux en Île-de-France est amené à télétravailler de façon pérenne, tandis que la dématérialisation de toutes les procédures se poursuit. Depuis près de vingt-cinq ans, le Syndicat développe, pour ce faire, un patrimoine de réseaux numériques unique, qu'il continue d'enrichir et faire évoluer pour répondre aux nouveaux besoins des territoires.

25
ans d'expertise et de développement d'un patrimoine numérique unique

+ de 6 000 km
de réseaux d'initiative publique en fibre optique déployés en Île-de-France

1
observatoire du Très Haut Débit sur le territoire métropolitain

18
contrats de délégation de service public

3
réseaux d'initiative publique de fibre optique à l'abonné destinés à la desserte du grand public et des professionnels

610 000
logements desservis en Très Haut Débit

+ de 150 000
sites professionnels (entreprises, sites publics) éligibles aux réseaux de fibre optique disponibles sur les réseaux Sequantic et Europ'Essonne répartie sur 115 communes

L'accélération des usages numériques avec la généralisation du télétravail dans de nombreuses entreprises et collectivités s'est poursuivie en 2022 et les Français continuent de plébisciter les solutions d'accès au Très Haut Débit désormais disponibles sur une large partie du territoire. 3,1 millions de foyers supplémentaires ont souscrit un abonnement Très Haut Débit en 2022. Cette accélération de la transition numérique conforte ainsi l'action du SIPPEREC qui œuvre depuis près de vingt-cinq ans pour faciliter l'accès de tous au Très Haut Débit, grâce au développement de réseaux numériques performants au service des entreprises, des administrations et des citoyens.





Veiller à garantir une couverture complète du territoire en Très Haut Débit

Dans le cadre du Plan France Très Haut Débit (PFTHD), le Gouvernement, les collectivités et les opérateurs privés se sont engagés à rendre l'ensemble du territoire national éligible au Très Haut Débit d'ici fin 2022 et tous les foyers français à la fibre optique d'ici 2025. Fin 2022, ce chantier est largement avancé puisque 36,9 millions de locaux étaient raccordables à des réseaux filaires proposant des services Très Haut Débit (réseaux en fibre optique de bout en bout, réseaux câblés à terminaison coaxiale, réseaux cuivre VDSL), même si cet objectif va encore nécessiter une mobilisation forte des opérateurs privés qui ont la charge du déploiement des réseaux de fibre à l'abonné pour le grand public (FTTH) sur une grande partie des communes du SIPPEREC. Sur le périmètre de la Métropole du Grand Paris, 4 228 000 locaux étaient rendus raccordables en FTTH au troisième trimestre 2022, soit un taux de couverture de 94% à trois mois de l'une des premières échéances fixées par le PFTHD. La complétude des déploiements fibre et la densification des réseaux existants afin de pouvoir y raccorder les nouvelles constructions vont donc constituer un enjeu essentiel sur la prochaine période pour qu'aucun foyer ni aucune entreprise ne restent durablement à l'écart du Très Haut Débit. Cet enjeu de l'accès de tous au Très Haut Débit devient d'autant plus essentiel à l'heure où Orange annonce la fin du réseau cuivre à l'horizon 2030.

Fin du réseau cuivre à l'horizon 2030 : une migration accélérée vers les réseaux de fibre à l'abonné

Orange a présenté officiellement son plan de fermeture du réseau cuivre prévu sur l'ensemble du territoire national d'ici la fin 2030. L'opérateur historique projette de fermer progressivement le réseau par lots successifs de communes afin de migrer les abonnés sur les nouveaux réseaux de fibre en cours de déploiement appelés à devenir le nouveau réseau de référence pour tous les usages (voix, accès Internet Très Haut Débit...). Le réseau cuivre sera pour cela fermé tout d'abord commercialement avant d'en arrêter définitivement l'exploitation technique. Les communes et leurs élus vont donc être mobilisés, aux côtés d'Orange et des opérateurs, afin de préparer cette migration des abonnés, particuliers ou entreprises, vers les nouveaux réseaux qui devront être déployés à temps et partout pour que ce calendrier ambitieux puisse être tenu.

Activateur d'idées et d'efficacité : la commission Numérique

Une commission Numérique a été créée pour étudier les questions relatives aux réseaux et services numériques et aux communications électroniques, et notamment les relations avec les concessionnaires Irisé, Sequantic Telecom, Tutor Europ'Essonne et SFR Fibre.

Elle est coprésidée par Frédéric SITBON (Asnières-sur-Seine) et Boris DEROOSE (Saint-Denis). En sont également membres : Nadir SLIFI (Argenteuil), Ling LENZI (Aubervilliers), Ernst COULANGES (Villetaneuse), Patrick DONATH (Bourg-la-Reine), Sophie RIGAULT (Saint-Michel-sur-Orge), Marc LECUYER (Villeneuve-Saint-Georges), Mathieu DEFREL (Stains), Didier RASTOCLE (Pierrefitte-sur-Seine), Cyrille GRANDCLEMENT (Issy-les-Moulineaux), Serge FRANCESCHI (Alfortville), Hélène PECCOLO (Arcueil), Amirouche LAIDI (Suresnes), Gilles GAUCHE-CAZALIS (Nanterre), Henri PETTENI (Saint-Maur-des-Fossés), Claude LESEUR (Valenton), Clément CHASSAIN (Livry-Gargan) et Anthony MANGIN (Drancy).

Déployer le Trés Haut Débit pour tous

Dans le cadre de sa compétence en matière de « réseaux de communication électronique et services de communication audiovisuelle », le SIPPEREC est chargé d'établir, d'exploiter et de mettre à disposition pour le compte de ses adhérents des réseaux et infrastructures de communication électronique destinés à équiper leur territoire.

Ces réseaux mis en œuvre dans le cadre de délégations de service public sont conçus comme complémentaires à ceux déployés par les opérateurs privés. Développés depuis près de vingt-cinq ans, uniques par leur importance, ils contribuent à l'aménagement numérique du territoire francilien en apportant des solutions Très Haut Débit adaptées aux besoins des entreprises, des collectivités et du grand public. Ces réseaux utilisent des technologies diversifiées (réseaux câblés, réseaux de fibre à l'abonné...), mais ont tous en commun d'être constitués de fibre optique et sont donc évolutifs. C'est tout l'enjeu du renouvellement des contrats de délégation de service public en cours ou à venir : le SIPPEREC s'emploie à ce que ces renouvellements constituent une opportunité pour moderniser ces réseaux et faire évoluer l'offre de services afin de pouvoir répondre aux besoins nouveaux qui se font jour sur le territoire des adhérents.



4

millions d'habitants couverts par les **6 000 km** de fibre optique déployée pour l'ensemble de ces réseaux publics Très Haut Débit

610 000

prises raccordables en Très Haut Débit

91

collectivités desservies par les réseaux Très Haut Débit du SIPPEREC



Réseaux câblés plaques Sud et Nord et autres réseaux câblés transférés

Avec plus de 550 000 prises câblées raccordables et plus de 200 000 foyers abonnés à des services individuels ou collectifs, ces réseaux constituent un levier pour l'aménagement numérique des 45 collectivités qu'ils desservent. Ils permettent notamment de garantir à court et moyen terme la continuité des services Très Haut Débit délivrés à toutes les catégories d'usagers sur les territoires où les réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH, en anglais Fiber To The Home) ne sont pas encore totalement déployés.

Le renouvellement des contrats de concession pour ces réseaux câblés que le Syndicat a engagé fournit l'occasion d'interroger le rôle de ces réseaux publics Très Haut Débit et de démontrer qu'investir dans leur modernisation peut constituer un levier utile pour l'aménagement numérique des territoires, en complément de l'offre de services des autres réseaux de fibre à l'abonné déployés par les opérateurs privés.

Réseaux Sequantic et Europ'Essonne

Les deux réseaux publics FTTH desservent aujourd'hui un ensemble de plus de 60 000 foyers sur les territoires des deux communautés d'agglomération de Paris-Saclay et Cœur d'Essonne Agglomération. Le réseau Sequantic dessert également l'ensemble des sites professionnels avec des offres de fibre à débit garanti (FTTO), soit un parc adressable de plus de 150 000 entreprises et établissements publics. Les deux réseaux sont déployés et exploités dans le cadre de deux délégations de service public, et confiés aux filiales du groupe Altitude Infra.

L'année 2022 a été marquée par un important programme de remise en état des deux réseaux qui ont subi d'importantes dégradations en raison des dysfonctionnements et dégradations générés par les opérations de raccordement des abonnés confiées aux sous-traitants des opérateurs commerciaux dans le cadre du mode STOC. Dans le cadre du programme SPRING, le délégataire Altitude Infra a repris et remis en état 25 % des ouvrages (armoires et points de branchement optique) sur les deux réseaux.

Réseau Irisé

IRISÉ est un réseau d'initiative publique initié en 2001 par le SIPPEREC, qui a confié à la société du même nom, filiale du groupe SFR/ALTICE, la mission de développer et d'exploiter une infrastructure en Très Haut Débit au service des opérateurs et des collectivités.

Grâce au réseau Irisé, les 84 collectivités desservies peuvent ainsi développer des projets structurants et pérennes :

- 437 grands comptes entreprises déjà raccordés ;
- plus de 700 commandes de collectivités sur le réseau.

Le réseau Irisé propose des services de location de fibre noire (FON) ou activée à destination des opérateurs commerciaux, des entreprises ou des collectivités qui peuvent recourir à ces fibres pour interconnecter leurs bâtiments et constituer leurs réseaux en propre, dans le cadre de Groupes fermés d'utilisateurs (GFU).

Au cours de l'année 2022, les travaux d'extension du réseau visant à créer 300 nouveaux points d'interconnexion au plus près des besoins des entreprises et des sites publics ont été achevés, avec la pose de 94 kilomètres de câbles optiques supplémentaires, portant ainsi le linéaire total de l'infrastructure à 1 575 kilomètres, dont 1 325 kilomètres sur le périmètre délégué.

Le SIPPEREC travaille activement à la réversibilité des données de cette concession dont le contrat devra être renouvelé d'ici l'été 2025.

— À savoir

Agir pour améliorer et garantir la qualité des raccordements

L'accélération de la commercialisation sur les réseaux FTTH s'accompagne parfois de dysfonctionnements et de problèmes de plus en plus fréquents sur la qualité des raccordements des abonnés, qui empêchent une partie de la population de pouvoir accéder au Très Haut Débit dans de bonnes conditions.
Le mode de mutualisation des raccordements, désigné sous le terme de « mode STOC », imposé par les grands opérateurs nationaux sur les réseaux de fibre privés et publics, confie l'opération de raccordement final de l'abonné à l'opérateur commercial, qui délègue souvent ces travaux à une « cascade » de sous-traitants insuffisamment formés et contrôlés pour effectuer ces opérations dans de bonnes conditions. Ces difficultés continuent en particulier de pénaliser de nombreux foyers sur le territoire des communes desservies par les réseaux Sequantic et Europ'Essonne, sur lesquels le nombre de raccordements a très fortement augmenté depuis l'arrivée commerciale des grands opérateurs à l'automne 2020. En vue de remédier à ces difficultés, le SIPPEREC, en accord avec les élus des deux communautés d'agglomération Cœur d'Essonne et Paris-Saclay, a multiplié en 2022 les démarches et propositions auprès de l'ARCEP. Le Syndicat soutient la proposition de loi déposée en juillet 2022 par le sénateur de l'Ain et président de l'AVICCA Patrick Chaize visant à garantir la qualité des raccordements et la pérennité réseaux de fibre optique. Le texte a été adopté en première lecture à l'unanimité au Sénat le 2 mai 2023.

L'Observatoire du Très Haut Débit

Afin de répondre à l'objectif du Schéma Métropolitain d'Aménagement Numérique de bâtir une métropole connectée, capable d'assurer un accès universel aux infrastructures numériques, le SIPPEREC, en partenariat avec la Métropole du Grand Paris, met en ligne, depuis 2017, l'Observatoire métropolitain du Très Haut Débit.

Cet outil met à disposition des cartes dynamiques qui fournissent des informations précises et actualisées sur l'évolution du déploiement du Très Haut Débit et permettant ainsi de mesurer chaque trimestre le chemin restant à parcourir pour garantir une couverture complète et homogène du territoire métropolitain. Il constitue un véritable levier d'action pour les communes et les territoires de la Métropole du Grand Paris.

Disposer d'infrastructures de communication de qualité et accessibles à tous constitue en effet un prérequis aux développements des nouveaux usages numériques.

Accompagner les usages numériques

Premier acteur régional de l'aménagement numérique, le SIPPEREC met également à disposition des adhérents, de sa centrale d'achat SIPP'n'CO, un ensemble de solutions performantes et diversifiées pour accompagner leurs projets en matière de transition numérique.

Ces solutions permettent à la fois de fournir aux collectivités tous les outils et services nécessaires au bon fonctionnement de leurs réseaux de communication et de leur système d'information, mais également des solutions orientées « usages » pour les aider à développer et mettre en œuvre leur offre de services à destination des citoyens, des usagers et des acteurs économiques et institutionnels, conformément à leurs choix de politiques publiques.

Une refonte complète du portail SIG en 2022

Entre début 2022 et fin 2023, le portail SIG du SIPPEREC a profondément évolué vers une solution moderne et collaborative de cartographie de ses données géoréférencées, basée sur des composants logiciels open source. Ce nouveau portail offre des possibilités accrues de visualisation, de consultation et d'exploitation de données, répondant en premier lieu à des besoins internes :

- **de contrôle des données liées aux DSP et aux équipements gérés par le SIPPEREC** (déploiement de réseaux THD, enfouissement du réseau de distribution électrique, centrales photovoltaïques, réseaux de chaleur renouvelable…) ;
- **de prospection pour développer de nouveaux projets** liés aux compétences du SIPPEREC et des SEM : solaire photovoltaïque, géothermie notamment ;
- **de gestion et de suivi des données propres au SIPPEREC** liées à ses adhérents, leurs territoires et l'utilisation qu'ils font de la centrale d'achat SIPP'n'CO du SIPPEREC.

En plus de préserver une isofonctionnalité logicielle par rapport à son ancien portail SIG, le SIPPEREC dispose désormais de nouvelles fonctionnalités de **catalogage** et d'exposition de sa base de données, lui permettant de consolider les fondations de futurs projets relatifs **à la gouvernance de la donnée, aux territoires intelligents et durables, et à l'open data.**

À terme, ce nouveau portail SIG devrait également permettre au SIPPEREC de proposer à ses adhérents des fonctionnalités de gestion, de stockage et de visualisation de leurs données géoréférencées.



L'accès au Très Haut Débit plébiscité par les Français

Sur l'ensemble des 34,5 millions de locaux raccordables au FTTH fin décembre 2022, 18,1 millions (soit 52 %) avaient souscrit un abonnement en fibre optique activé.

Le rythme global des déploiements de fibre (FTTH) s'est maintenu à un niveau élevé en 2022 avec 4,7 millions de locaux rendus raccordables sur l'ensemble du territoire national.

En matière de téléphonie mobile, 82,6 millions de cartes SIM étaient en service fin 2022 en France, principalement sur les réseaux 4G. Deux ans après le lancement commercial de la 5G, on observe fin 2022 un premier décollage de cette technologie avec 8,2 millions d'utilisateurs actifs sur les réseaux 5G, soit 10 % des cartes SIM en circulation.

Les utilisateurs actifs sur les réseaux mobiles consomment toujours plus de données : en 2022, le trafic par client actif 4G s'élève à environ 15 Go par mois, soit + 2,4 Go en un an et par abonné.



Réduire l'empreinte carbone du secteur numérique

La loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique (REEN) du 15 novembre 2021 a pour objectif de faire converger transition numérique et transition écologique. Elle vise pour cela à responsabiliser l'ensemble des acteurs du numérique : consommateurs, professionnels du secteur et acteurs publics.

Le secteur du numérique était responsable de 2,5 % des émissions de gaz à effet de serre en France, en 2019, mais son impact environnemental augmente et pourrait atteindre 7 % d'ici 2040, si rien n'est fait pour mettre en place une véritable politique de sobriété numérique.

Œuvrer à la prise de conscience de l'impact environnemental du numérique, limiter le renouvellement des équipements et terminaux, responsables de 70 % de l'empreinte numérique en France, favoriser le réemploi et le recyclage, promouvoir des réseaux et data centers moins énergivores… De nombreuses dispositions de cette nouvelle loi concernent les collectivités territoriales.

Les communes de plus de 50 000 habitants devront notamment définir, au plus tard le 1er janvier 2025 : « une stratégie numérique responsable qui indique notamment les objectifs de réduction de l'empreinte environnementale du numérique et les mesures mises en place pour les atteindre ».

Les usages numériques en 2022

- 56 % des utilisateurs d'Internet sur réseaux fixes disposent de la fibre ou du câble ;
- plus de 9 Français sur 10 connectés à Internet (92 % d'internautes, dont 82 % de façon quotidienne) ;
- 40 % des Français sont équipés d'au moins un objet connecté dans leur foyer (santé, sécurité, domotique…) ;
- 77 % achètent des biens en ligne ;
- 89 % des détenteurs de smartphones utilisent des services de messagerie instantanée ;
- 54 % des Français éprouvent cependant au moins une forme de difficulté qui les empêche d'effectuer des démarches en ligne.



V
MOBILITÉ DURABLE

Rapport d'activité

2022

Le SIPPEREC se positionne comme le partenaire privilégié des collectivités pour la mobilité propre. Au regard de l'enjeu de développement de la mobilité électrique sur le territoire francilien, le Syndicat s'engage depuis 2017 pour le développement d'une offre de mobilité et de recharge sur le domaine privé et, plus récemment, sur le domaine public. Avec « La borne bleue », l'objectif est de garantir un accès équitable au service public de la recharge, tout en contribuant à l'amélioration de la qualité environnementale.

1,037
tonne de CO_2 économisée avec les centaines de bornes bleues déjà déployées à fin 2022

320
charges par jour en moyenne sur le réseau en 2022

+ de 700
points de charge déployés fin 2022

8,2 M
de km parcourus en 2022

Le rythme de déploiement des infrastructures de recharge est décisif pour accompagner le développement de la mobilité électrique, maintenant que l'offre de véhicules s'est élargie et que l'autonomie des batteries a nettement progressé. Le SIPPEREC est au rendez-vous de ce tournant et propose depuis 2019 une solution publique souple pour les collectivités et simple pour les usagers avec le réseau « La borne bleue ». Son objectif : garantir un accès équitable au service public de la recharge tout en contribuant à l'amélioration de la qualité environnementale.

Un réseau clé en main pour et avec les villes

Une fois que la commune a délégué sa compétence au SIPPEREC, c'est une solution clé en main qu'il est proposé de déployer : en concertation avec la Ville, le SIPPEREC définit l'emplacement des stations de recharge, le nombre de bornes et le calendrier de déploiement. Les tarifs définis dès l'automne 2019, en concertation avec les communes adhérentes, se révèlent aujourd'hui être les plus attractifs de la petite couronne parisienne.

+ 700
points de charge déployés fin 2022

76 000
recharges réalisées sur le réseau depuis sa mise en service*

500 000
heures de charge réalisées*

+ 1 300 000
km parcourus

* Au 31 décembre 2022.

Un service conçu pour les usagers

Le réseau « La borne bleue » est facilement identifiable, simple d'utilisation et interopérable. Il se veut accessible à tous les usagers, qu'ils soient particuliers, professionnels, abonnés et non abonnés. Les utilisateurs ont à leur disposition les outils (site Web, application et badge) pour s'abonner, payer, identifier à distance les points de charge disponibles et pouvoir les réserver. Leur badge est interopérable : ils peuvent l'utiliser pour se recharger sur d'autres réseaux en France et en Europe.

Le SIPPEREC continue de développer de nouvelles solutions de mobilité sur le territoire de ses collectivités adhérant à la compétence Infrastructures de charge. C'est dans le cadre d'une expérimentation que cinq stations de la ville d'Asnières-sur-Seine ont été équipées de véhicules en autopartage.



— À savoir

Recommandation au niveau européen : un point de charge pour dix véhicules électriques.

La Loi d'orientation des mobilités (LOM) fixe l'objectif de déployer 100 000 points de charge en France d'ici la fin de l'année 2022.

En 2030 : interdiction des véhicules thermiques dans le périmètre de la ZFE-m.

2035 : interdiction de commercialisation des véhicules thermiques neufs en France.

21% des parts de marché de vente de véhicules neufs en France.

1,037 tonne de CO_2 économisées à fin 2022 grâce au réseau « La borne bleue » déjà déployé.

Témoignage

« Le réseau "La borne bleue" déployé par le SIPPEREC, offre la possibilité aux asnièrois de faire le plein de leur véhicule électrique, et ce à un coût intéressant pour eux et pour la commune. »

Frédéric Sitbon
Vice-président,
adjoint au maire d'Asnières

Moteur d'idées et de coordination : la commission Mobilités

Une commission Mobilités a été créée pour traiter des services apportés aux collectivités pour l'optimisation de leurs mobilités, que ce soit pour l'achat de véhicules propres, les infrastructures de recharge électrique et hydrogène ou les infrastructures et services à déployer pour atteindre leurs objectifs.

Elle est coprésidée par Frédéric Sitbon, délégué titulaire d'Asnières-sur-Seine, et Gilles Gauche-Cazalis, délégué titulaire de Nanterre. En sont membres : Ling LENZI (Aubervilliers), Jérémie RIBEYRE (Bois-Colombes), Pierre AUBRY (Neuilly-sur-Seine), Jean-Baptiste BARFETY (Gonesse), Jean-François DRANSART (La Garenne-Colombes), Patrick LEROY (Rungis), Nadir SLIFI (Argenteuil), Etienne LENGEREAU (Montrouge), Didier RASTOCLE (Pierrefitte-sur-Seine), Robin LOUVIGNE (Vincennes), Anthony MANGIN (Drancy), Marc LECUYER (Villeneuve-Saint-Georges), Pierre LECLERC (Bry-sur-Marne), Daouda KEITA (Bagnolet), Isabelle COVILLE (Levallois-Perret), Hélène PECCOLO (Arcueil), Despina BEKIARI (Fontenay-aux-Roses), Cyrille GRANDCLEMENT (Issy-les-Moulineaux), Amirouche LAIDI (Suresnes), Dominique GAULON (Dugny), François DARCHIS (Versailles), Rodéric AARRSE (Malakoff) et Pascal LESSELINGUE (L'Haÿ-les-Roses).

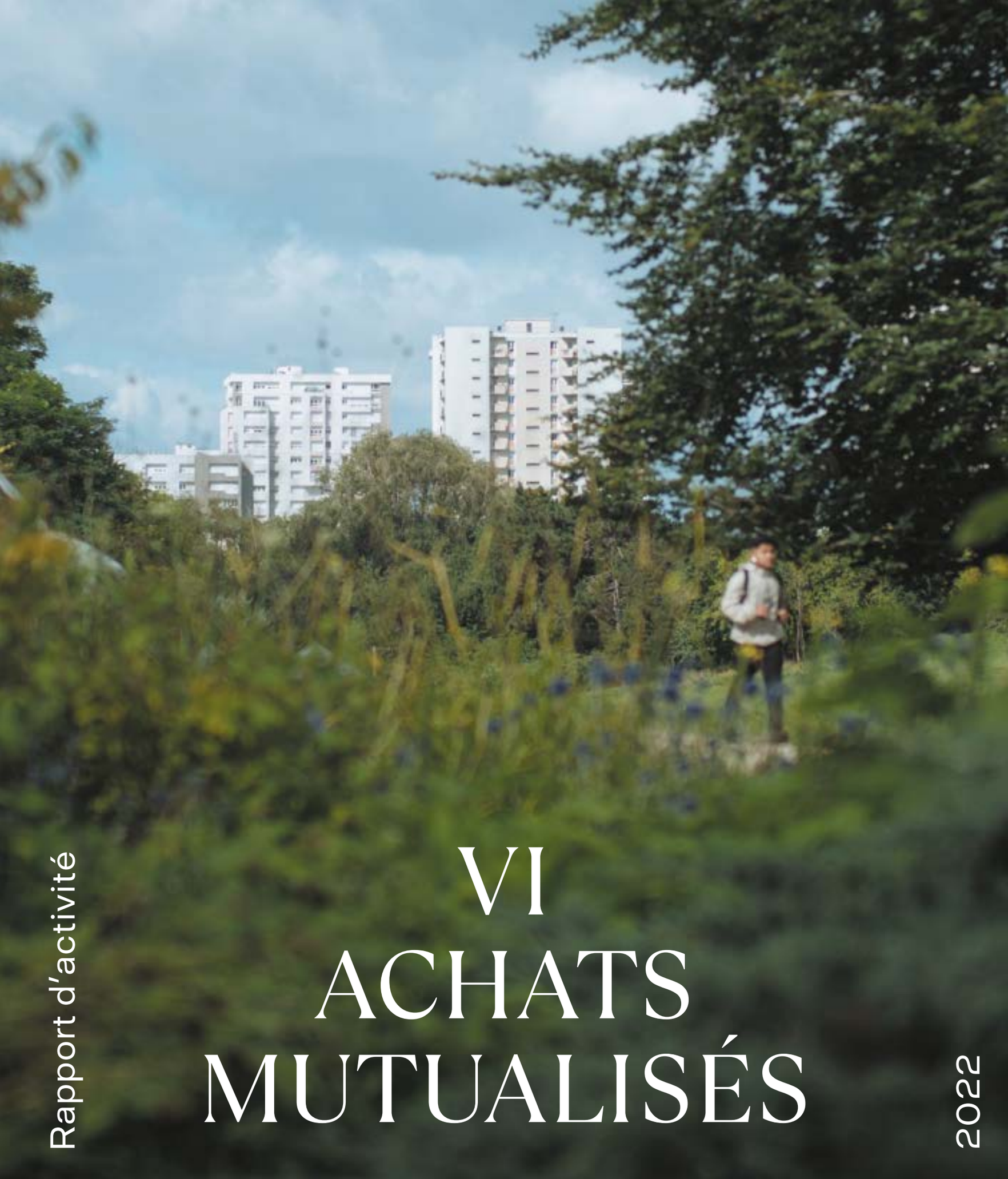


Offre mobilité de SIPP'n'Co

Depuis 2017, le SIPPEREC propose une offre complète pour accompagner les collectivités dans le renouvellement de leur parc de véhicules, l'installation de bornes de recharge ou encore la mise à disposition de prestations d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la réalisation d'études de mobilité.

Le SIPPEREC propose ainsi plusieurs marchés pour répondre aux besoins suivants :

- **la fourniture de véhicules propres (voiture, camionnette, transporteur, véhicules spécifiques métier, balayeuse, scooter et vélo) ;**
- **la fourniture, pose, exploitation et maintenance de bornes de recharge pour le domaine privé ;**
- **une AMO pour la réalisation d'études de mobilité et l'accompagnement pour leur mise en œuvre.**



Rapport d'activité

VI ACHATS MUTUALISÉS

2022

Le SIPPEREC propose un large catalogue de marchés et de services à ses adhérents. Flexible, large et évolutive, cette offre s'adapte à tous les besoins des territoires. En passant par le SIPPEREC, les collectivités et autres organisations publiques bénéficient d'économies d'échelle importantes et d'une forte expertise.

1
guichet unique

866 M€
d'achat mutualisé par an

8
bouquets SIPP'n'Co

88
marchés publics à disposition

1
groupement de commandes d'électricité

14
événements thématiques, webinaires d'informations et ateliers de travail organisés en 2022

Jusqu'à
50 %
d'économie réalisée sur certaines prestations

70
courriers et publications pour informer les adhérents en 2022

Le SIPPEREC propose deux services d'achats mutualisés à ses adhérents : la centrale d'achat SIPP'n'Co qui se décompose en huit bouquets de services et le groupement de commandes d'achat d'électricité.
Adhérer à l'achat mutualisé du SIPPEREC c'est bénéficier :

- d'expertises sur des domaines complexes et concurrentiels ;
- de l'expérience dans la conduite de projets opérationnels en Île-de-France ;
- d'une grande sécurité juridique ;
- de la force de la mutualisation.

Notre volonté : la défense des intérêts des adhérents, l'apport de solutions innovantes et durables face aux enjeux technologiques et aux attentes sociétales et la proximité avec nos adhérents au regard de l'expérience de terrain du SIPPEREC. Cette proximité se traduit par :

→ une équipe dédiée à l'accompagnement de chaque adhérent : services d'intermédiation, de veille, d'accompagnement personnalisé et de conseils par des interlocuteurs spécialisés et dédiés ;
→ la participation des adhérents à la réflexion globale en amont de la publication des marchés, avec les ingénieurs du SIPPEREC et l'équipe d'animation ;
→ un espace adhérents permettant de consulter l'ensemble des informations personnalisées concernant les marchés publics (pièces administratives, information titulaire, évènements SIPPEREC, indicateurs...).

Évolution de l'offre numérique

6 marchés publics renouvelés en 2022 :

- **Les services de téléphonie mobile : 91 000 lignes déployées**

L'offre de téléphonie mobile a été renouvelée et les adhérents de SIPP'n'Co peuvent continuer à souscrire à des forfaits mobiles à destination des agents et des élus ou acquérir des équipement spécifiques (M2M), équipements d'amélioration de la couverture interne, smartphones et accessoires (écrans de protection, chargeurs...).

- **Les services d'interconnexion et d'Internet**

L'architecture des systèmes d'information est un enjeu fort pour les collectivités et établissements publics afin de garantir notamment leur sécurité. Le SIPPEREC a renouvelé une partie de son offre pour accompagner les adhérents dans le déploiement :

→ des liens d'interconnexion permettant la réalisation, l'extension et la maintenance de réseaux Voix-Données-Images à haut/Très Haut Débit (génie-civil, déploiement de fibre optique, bande passante sur lien FTTO - FTTH - FTTE sur des réseaux d'initiative publique ou privés, location/IRU fibre noire, Ethernet) ;

→ des liens d'interconnexion permettant la fourniture, la mise en œuvre, l'exploitation et la maintenance de réseaux étendus de niveau 3 (WAN IPVPN) pour l'interconnexion en IP de vos sites au travers d'accès permanents ;

→ des accès Internet sur toutes technologies et tous supports (FTTO, FTTH, FTTE, ADSL, SDSL, 4G, 5G) s'appuyant sur plusieurs opérateurs ;

→ des marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont proposés pour accompagner les adhérents sur l'ensemble de ces thématiques.

S'engager dans une démarche de territoire intelligent et durable avec le SIPPEREC

Le concept de « territoire intelligent et durable » (TID), succédant à celui de la « smart city », recouvre aujourd'hui des réalités très différentes. En 2022, le SIPPEREC a réalisé un travail important pour recenser et faire le lien entre les offres du SIPPEREC permettant à ses adhérents de s'engager dans cette démarche en apportant :

- Une réponse à un **projet global de territoire intelligent et durable œuvrant pour le progrès et la transition écologique,** en mettant la résilience et le **mieux-vivre des habitants au cœur des politiques publiques.**

- Une réponse à des **projets politiques locaux** qui renforcent **la qualité et l'accessibilité des services aux usagers,** tout en **prenant en compte les priorités politiques et les spécificités de chaque territoire.**

- Une **alternative à la vision techniciste** promue par certains acteurs, qui propose les **moyens adéquats en face des besoins réels et recourt aux technologies numériques et innovantes avec discernement,** privilégiant les solutions locales, sobres et souveraines.

- Une réponse aux problématiques des collectivités territoriales démocratique et inclusive, qui associe les citoyens aux projets et qui veille à ce que le recours au numérique ne crée ni ne renforce de fractures sociales, mais au contraire contribue à les prévenir et à les corriger.

- Une réponse aux enjeux économiques et écologiques des territoires, en optimisant l'utilisation des ressources et en contribuant à leur attractivité, au bénéfice de l'ensemble de ses acteurs.

Pour construire ce territoire intelligent et durable, les adhérents du SIPPEREC et de sa centrale d'achat SIPP'n'Co ont à leur disposition plus d'une vingtaine d'offres dans les domaines suivants :

→ Gouvernance
→ Environnement
→ Mobilité durable/propre
→ E-Administration
→ Espaces de vie
→ Services urbains
→ Société intelligente

Les outils de l'offre maîtrise de l'énergie et performance énergétique évoluent

L'énergie la plus responsable est celle qui n'est pas dépensée. Aussi, le SIPPEREC, via SIPP'n'Co, met à disposition un panel de services et de compétences pour accompagner les collectivités dans leur politique de maîtrise de l'énergie. Focus sur quelques-uns de ces outils.

Des sources d'économies en améliorant la performance de votre éclairage public et de vos bâtiments

Le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la performance énergétique et environnementale de l'éclairage public a pour objet d'assister et d'accompagner les adhérents dans les études, les actions et les travaux destinés pour un usage optimisé de l'éclairage public : sécurité des installations, maîtrise des consommations d'électricité, maîtrise des coûts, confort des usagers, valorisation de la ville, préservation de la biodiversité, etc.

Ce marché, plébiscité par les adhérents du SIPPEREC, a été renouvelé début 2022, ceci a pu être présenté lors d'une matinale dédiée à l'éclairage public durable.

40 %
des infrastructures d'éclairage public ont plus de 40 ans

60 %
de réduction des consommations énergétiques des bâtiments à usage tertiaire d'ici 2050

Améliorer la performance énergétique du bâti

Le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la performance énergétique et environnementale du patrimoine bâti permet aux adhérents de définir une stratégie énergétique, d'initier les outils de mise en œuvre de cette stratégie et de réaliser l'ensemble des missions pour atteindre les objectifs fixés.

Afin d'aider les adhérents à limiter leur consommation de l'hiver 2022-2023, en respectant le confort des usagers tout en réalisant des économies d'énergie, le SIPPEREC a diffusé une plaquette sur la sobriété énergétique.

En complément des offres d'assistance à maîtrise d'ouvrage, la centrale d'achat SIPP'n'Co s'est enrichie d'un nouveau marché de maîtrise d'œuvre spécialisé dans la rénovation énergétique du patrimoine bâti. Cet accord-cadre pluri-attributaires vise à accompagner les maîtres d'ouvrage dans la réalisation des opérations comprenant au moins 50 % de travaux de rénovation énergétique.

Évolution de l'offre mobilité propre

— À savoir

Pour réduire l'impact des transports sur l'environnement et opérer une transition vers une mobilité plus durable, plus sobre et plus propre, le Gouvernement s'engage dans le développement de la mobilité électrique avec un objectif de 7 millions de points de recharge pour les voitures électriques en 2030 et impose aux collectivités territoriales une part minimale de véhicules électriques légers lors du renouvellement de leur flotte : Pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics : jusqu'à fin 2024, au moins 30 % des véhicules renouvelés annuellement doivent être des VFE. À partir de 2025, cette part minimale est de 40 %.

La mobilité propre depuis 2020 :

- 1 126 véhicules et 523 bornes de recharge achetées ;
- montant global de commande : 13 millions d'euros ;
- économie d'échelle directe pour les collectivités de 3,5 millions d'euros.

En complément des marchés d'achat de véhicules propres, le SIPPEREC propose depuis fin 2021 à ses adhérents une nouvelle offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine des mobilités. Ce marché public a pour objectif de faciliter les actions des adhérents en leur permettant de réaliser les études nécessaires à la compréhension et à l'optimisation des mobilités, quelle qu'elles soient, sur leur territoire.



Évolution de l'offre d'achat d'électricité pour limiter l'impact de la crise

L'année 2022 a été une année de crise au niveau de l'électricité en France. L'annonce de mise à l'arrêt de plusieurs réacteurs du parc nucléaire français, ajoutée au conflit russo-ukrainien, a provoqué une hausse sans précédent des prix de l'électricité en France.

Le SIPPEREC ayant attribué ses derniers marchés subséquents en 2021 pour une fin de fourniture en décembre 2024 pour les contrats dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA, et décembre 2025 pour les puissances inférieures à 36 kVA, les 500 adhérents du groupement de commandes ont eu un impact limité sur leurs factures avec une hausse de 15,5 % entre 2021 et 2022.

Face à cette augmentation, le Gouvernement a mis en place des mesures, via un bouclier tarifaire visant à réduire l'impact de la hausse des cours sur les factures d'électricité. Ce bouclier tarifaire comprend deux mesures :

- La baisse de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) de 22,5 €/mégawattheure à 1 €/mégawattheure à compter du 1er février 2022.
- L'augmentation du plafond de l'ARENH de 20 TWH (120 TWH au lieu des 100) à un prix de 46,20 €/MWh, du 1er avril au 31 décembre 2022.

Ces aides ont été répercutées sur les factures d'électricité des adhérents du groupement de commandes, et ont contribué à limiter la hausse des tarifs.

Parmi les autres évènements importants de cette année 2022, on peut noter la bascule de tous les sites au segment C5 Éclairage public dans deux nouveaux marchés qui seront exécutés par chaque adhérent du 01/01/2022 au 31/12/2025.

52 000
points de livraison

2,3
Twh achetés (0,5 % de la consommation française)

1
marché de fourniture d'électricité verte premium

L'ATLAS

Collectivités adhérentes à la compétence électricité

La loi de 1906 a créé le régime des concessions et a placé la distribution publique d'électricité sous la responsabilité des collectivités locales. Les communes se sont souvent regroupées en syndicats intercommunaux, comme le SIPPEREC, pour gérer cette compétence. Depuis fin 2006, la distribution et la fourniture d'électricité pour les clients aux tarifs réglementés sont deux services publics locaux, respectivement concédés à Enedis (ex-ERDF) et EDF (Électricité de France).

84

adhérents à la compétence électricité
dont 83 communes,
1 syndicat de 5 communes

Légende

Commune adhérente à la compétence électricité

Syndicat Sud -Eleg adhérent à la compétence électricité


Pierrefitte-sur-Seine
Épinay-sur-Seine
Stains
Dugny
L'Île-Saint-Denis
Gennevilliers
Villeneuve-la-Garenne
La Courneuve
Colombes
Anières-sur-Seine
Saint-Denis
Drancy
Bois-Colombes
Saint-Ouen
Aubervilliers
La Garenne-Colombes
Clichy
Bobigny
Bondy
Pantin
Nanterre
Courbevoie
Noisy-le-Sec
Puteaux
Neuilly-sur-Seine
Les Lilas
Villemomble
Suresnes
Rosny-sous-Bois
Montreuil
Paris
Fontenay-sous-Bois
Vincennes
Boulogne-Billancourt
Saint-Mandé
Vanves
Issy-les-Moulineaux
Montrouge
Ivry-sur-Seine
Joinville-le-Pont
Malakoff
Gentilly
Maisons-Alfort
Champigny-sur-Marne
Châtillon
Arcueil
Villejuif
Clamart
Alfortville
Saint-Maur-des-Fossés
Bagneux
Cachan
Vitry-sur-Seine
Créteil
Le Plessis-Robinson
Sceaux
L'Haÿ-les-Roses
Chevilly-Larue
Choisy-le-Roi
Bonneuil-sur-Marne
Châtenay-Malabry
Thiais
Sucy-en-Brie
Fresnes
Antony
Rungis
Valenton
Orly
Santeny
Villeneuve-Saint-Georges
SUD-ELEG
Villecresnes
Brunoy

Les centrales photovoltaïques et les réseaux de chaleur géothermale gérés par le SIPPEREC

85 adhérents à la compétence « ENR »
dont 82 communes, 1 Communauté d'agglomération,
1 Conseil départemental, la Région Île-de-France

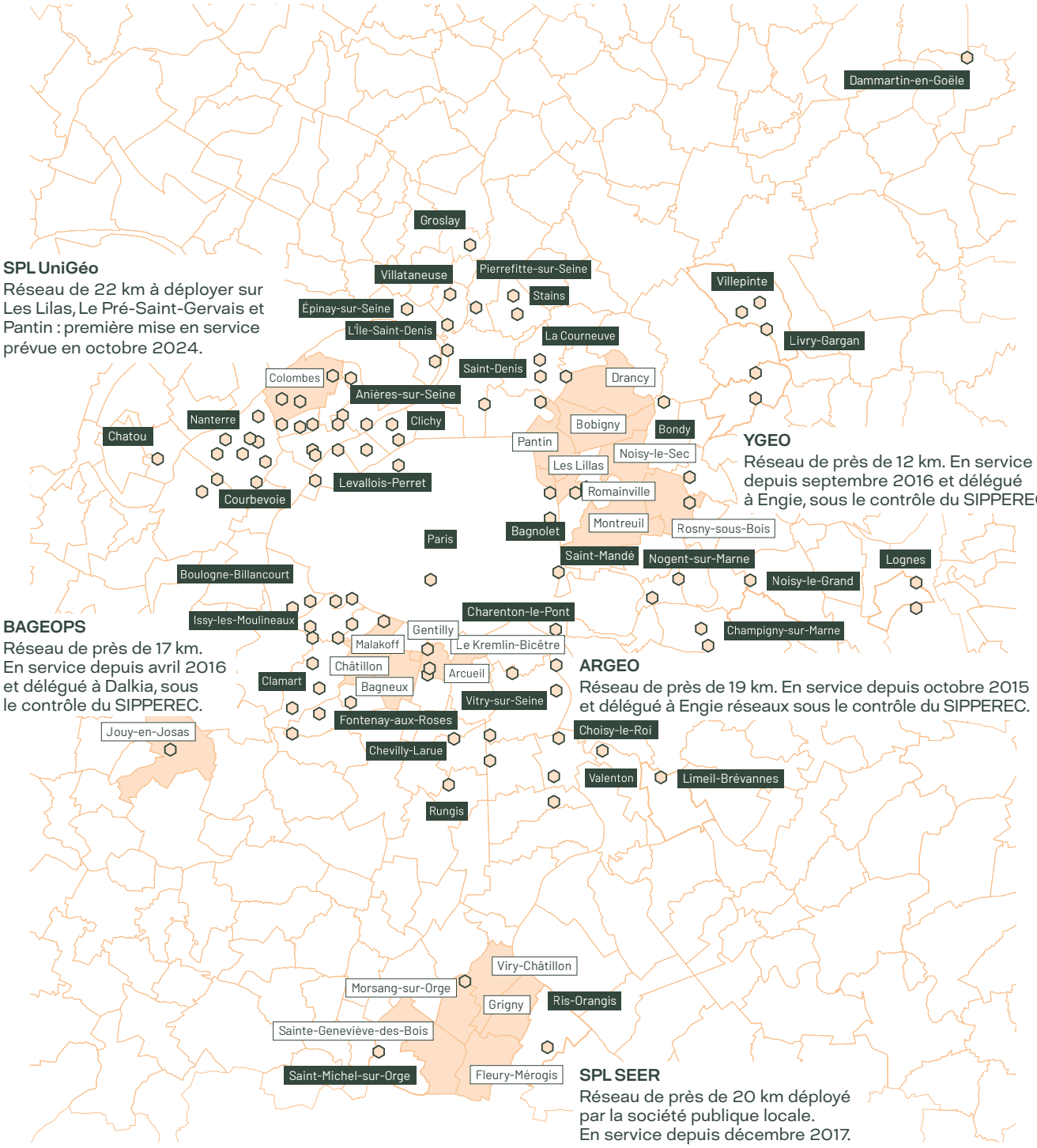
106
centrales photovoltaïques

5
réseaux de chaleur
géothermique + 2 à déployer

Légende

Commune concernée par un réseau de chaleur géothermale existant ou en étude géré par le SIPPEREC

Centrale photovoltaïque exploitée par le SIPPEREC



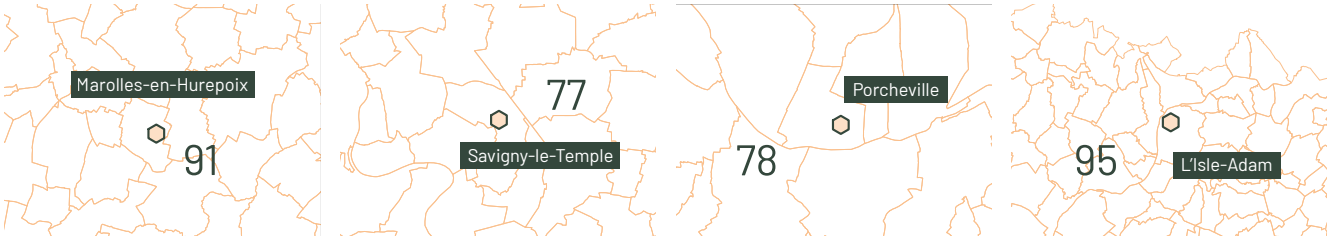
SPL UniGéo
Réseau de 22 km à déployer sur Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais et Pantin : première mise en service prévue en octobre 2024.

YGEO
Réseau de près de 12 km. En service depuis septembre 2016 et délégué à Engie, sous le contrôle du SIPPEREC.

BAGEOPS
Réseau de près de 17 km. En service depuis avril 2016 et délégué à Dalkia, sous le contrôle du SIPPEREC.

ARGEO
Réseau de près de 19 km. En service depuis octobre 2015 et délégué à Engie réseaux sous le contrôle du SIPPEREC.

SPL SEER
Réseau de près de 20 km déployé par la société publique locale. En service depuis décembre 2017.



Collectivités adhérentes à la compétence numérique

Le SIPPEREC développe depuis vingt ans en Île-de-France et sur le territoire métropolitain un patrimoine public de réseaux numériques unique par son importance.
En améliorant considérablement l'offre de services apportée aux citoyens, aux acteurs économiques et institutionnels, l'accès au Très Haut Débit constitue un levier d'attractivité des collectivités territoriales. La réduction de la fracture numérique est aussi l'une des conditions nécessaires au développement économique et à l'égal accès pour tous au service public.

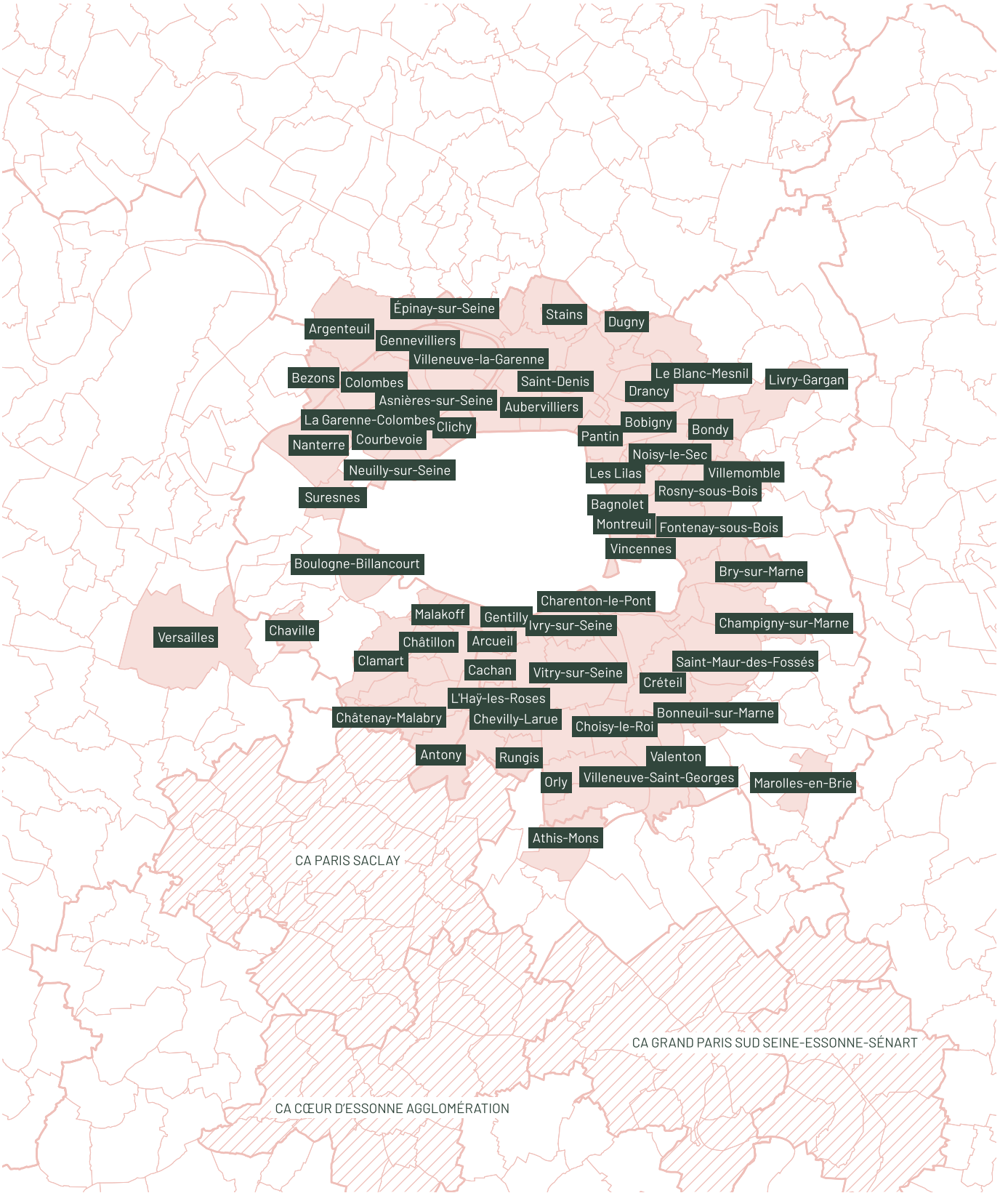
92

adhérents à la compétence numérique
dont 89 communes
+ 3 communautés d'agglomération

Légende

Commune adhérente à la compétence numérique

EPCI adhérent à la compétence numérique


Épinay-sur-Seine
Stains
Dugny
Argenteuil
Gennevilliers
Villeneuve-la-Garenne
Bezons
Colombes
Saint-Denis
Le Blanc-Mesnil
Livry-Gargan
Drancy
Asnières-sur-Seine
Aubervilliers
La Garenne-Colombes
Clichy
Bobigny
Bondy
Pantin
Nanterre
Courbevoie
Noisy-le-Sec
Neuilly-sur-Seine
Les Lilas
Villemomble
Suresnes
Rosny-sous-Bois
Bagnolet
Montreuil
Fontenay-sous-Bois
Vincennes
Boulogne-Billancourt
Bry-sur-Marne
Charenton-le-Pont
Malakoff
Gentilly
Champigny-sur-Marne
Ivry-sur-Seine
Versailles
Chaville
Châtillon
Arcueil
Clamart
Saint-Maur-des-Fossés
Cachan
Vitry-sur-Seine
Créteil
L'Haÿ-les-Roses
Châtenay-Malabry
Chevilly-Larue
Bonneuil-sur-Marne
Choisy-le-Roi
Antony
Rungis
Valenton
Orly
Villeneuve-Saint-Georges
Marolles-en-Brie
Athis-Mons
CA PARIS SACLAY
CA GRAND PARIS SUD SEINE-ESSONNE-SÉNART
CA CŒUR D'ESSONNE AGGLOMÉRATION

Collectivités adhérentes à la compétence infrastructures de charge

Au regard de l'enjeu de développement de la mobilité électrique sur le territoire francilien, le SIPPEREC a affirmé, en 2019, sa volonté de prendre en charge le déploiement d'un réseau d'infrastructures de charge pour véhicules électriques.
Le SIPPEREC assure l'installation, l'exploitation et la maintenance des bornes de charge sur le domaine public pour le compte des collectivités qui le souhaitent et adhérant à cette compétence.

31

adhérents à la compétence « infrastructure de charge » dont 31 communes

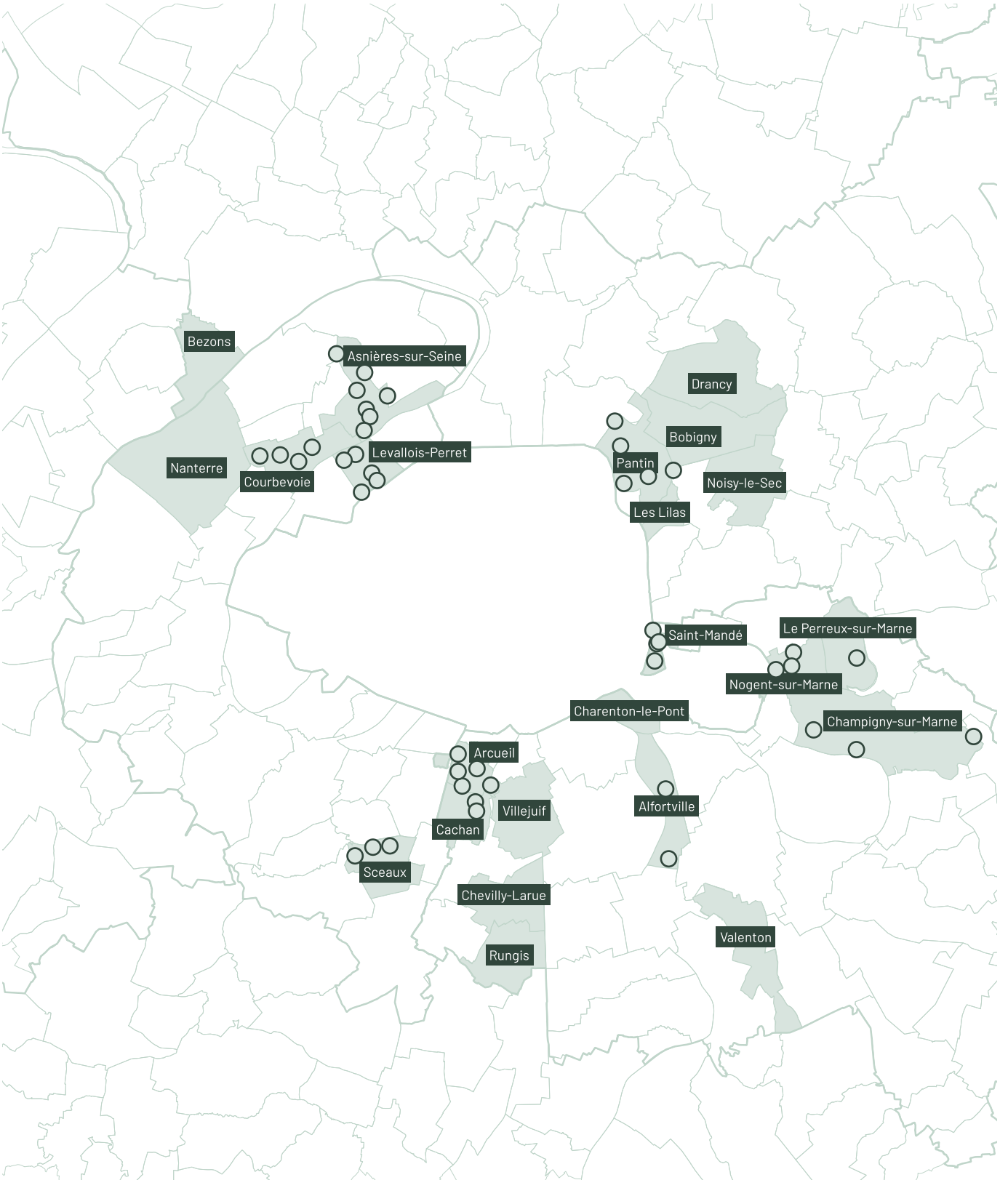
+ 700

points de charge « La borne bleue »

Légende

Commune adhérente à la compétence infrastructures de charge

Station de recharge pour véhicules électriques


Bezons
Asnières-sur-Seine
Drancy
Bobigny
Nanterre
Courbevoie
Levallois-Perret
Pantin
Noisy-le-Sec
Les Lilas
Saint-Mandé
Le Perreux-sur-Marne
Nogent-sur-Marne
Charenton-le-Pont
Champigny-sur-Marne
Arcueil
Villejuif
Alfortville
Cachan
Sceaux
Chevilly-Larue
Valenton
Rungis

Collectivités adhérentes à SIPP'n'Co

Acteurs importants de la transition énergétique et numérique, les collectivités et les organismes d'Île-de-France font face à de nouveaux besoins liés aux mutations de notre société. Pour mieux accompagner ces structures, le SIPPEREC a souhaité faire évoluer l'achat mutualisé avec SIPP'n'Co. L'objectif : proposer plus de services tout en garantissant une relation de proximité.

372

adhérents à SIPP'n'Co
(au moins 1 bouquet)
dont

CA	15
CCAS	14
CD	5
Commune	266
CU	1
Enseignement sup	2
EP	15
EPT	11
OPH	23
Région	1
SEM	1
Syndicat	18

Légende

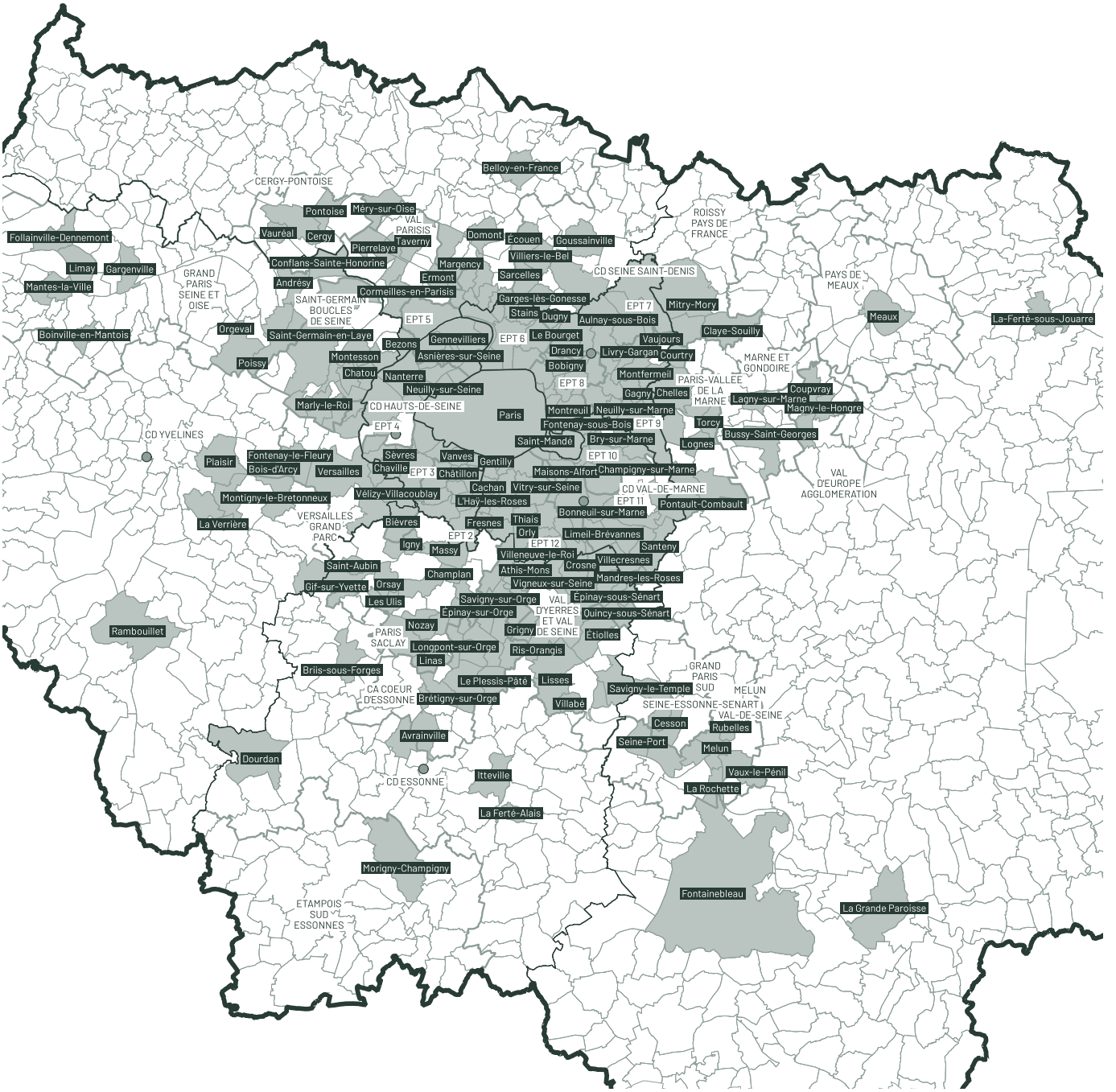
Région adhérente à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

Département adhérent à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

EPCI adhérent à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

Commune adhérente à (au moins) un bouquet SIPP'n'CO

VI
ACHATS MUTUALISÉS



Collectivités adhérentes au Groupement de commandes « électricité » (GCE)

Le SIPPEREC regroupe les besoins de 500 collectivités pour bénéficier de l'achat d'électricité au meilleur rapport qualité-prix.

500

adhérents au GCE
dont

CA/CC/CU/EPT	20
CCAS	30
Conseils départementaux	6
Communes	260
Enseignement sup	4
OPH	19
Région	1
SEM/SPL	9
Syndicat	38
Autres organismes	113

Légende

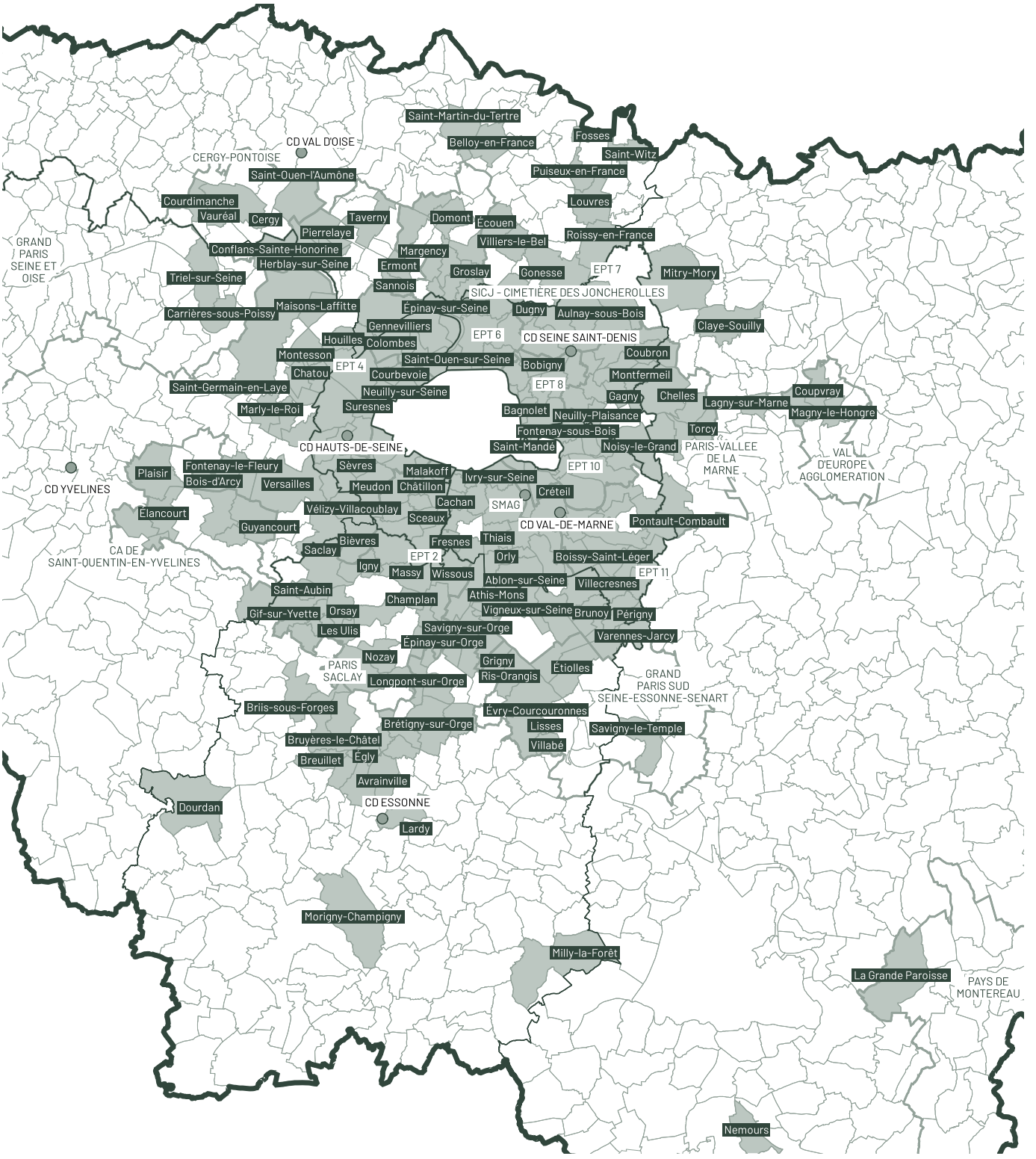
Région adhérente au groupement de commandes « électricité »

Département ou syndicat adhérent au groupement de commandes « électricité »

EPCI adhérent au groupement de commandes « électricité »

Commune adhérente au groupement de commandes « électricité »

VI
ACHATS MUTUALISÉS



LISTE DES DÉLÉGUÉS

Comité syndical

au 1er septembre 2022

→ **Légende : Titulaire** Suppléant

Communes

Alfortville
Serge Franceschi
Vice-président du SIPPEREC
Julien Boudin

Antony
Maryse Lemmet
Bruno Foyer

Arcueil
Hélène Peccolo
Christian Métairie

Argenteuil
Nadir Slifi
Maxime Renault

Asnières-sur-Seine
Frédéric Sitbon
Vice-président du SIPPEREC
Thomas Doublic

Athis-Mons
Patrice Sac
Nadine Ribero

Aubervilliers
Ling Lenzi
Membre du Bureau
Pierre Sack

Aulnay-sous-Bois
Fouad El Kouradi
Olivier Attiori

Bagneux
Paul Bensoussan
Yasmine Boudjenah

Bagnolet
Douada Keita
Frédéric Gabin

Bezons
Pascal Beyria
Nessrine Menhaouara

Bobigny
Abdel Sadi
Sami Boufetta

Bois-Colombes
Jérémie Ribeyre
Sylvie Mariaud

Bondy
Laurent Cotte
Alexandre Amzel

Bonneuil-sur-Marne
Arnaud Letellier- Desnouvries
Membre du Bureau
Gilles Gatineau

Boulogne-Billancourt
Emmanuel Bavière
Nicolas Marguerat

Bourg-la-Reine
Patrick Donath
Joseph Hayar

Brunoy
Jérôme Meunier
François Farez

Bry-sur-Marne
Pierre Leclerc
Augustin Kunga

Cachan
Samuel Besnard
Vice-président du SIPPEREC
David Petiot

Champigny-sur-Marne
Philippe Dubus
Wilfrid Bastin

Charenton-le-Pont
Hervé Gicquel
Fabien Benoît

Chatenay-Malabry
Jean-Louis Ghiglione
Patrick Dessen

Châtillon
Mélodie Chalvin
Nicolas Bost

Chatou
François Schmitt
Laurent Malochet

Chaville
Luc Mauvarin
Marc Girondot

Chevilly-Larue
Laurent Taupin
Philippe Komorowski

Choisy-le-Roi
Vasco Coelho
Marina Brulant

Clamart
Pierre Crespi
Mathieu Caujolle

Clichy-la-Garenne
Georges Roux
Pierre-Marie Gouygou-Vieillefosse

Colombes

Nagète Maatougui
Maxime Charreire

Courbevoie

Marie-Pierre Limoge
Vice-présidente
Jacques Kossowski

Courtry

Grégory Presle
Dominique Civeyrac

Créteil

Alain Dukan
Jean-François Dufeu

Drancy

Anthony Mangin
Vice-président
Jean-Christophe Lagarde

Dugny

Dominique Gaulon
Chérifa Dia

Élancourt

Frédéric Pelegrin
Denis Lemarchand

Épinay-sur-Seine

Oben Ayyildiz
Membre du Bureau
Farid Saidani

Fleury-Mérogis

Marie-Gisèle Belzine
Albert Lavenette

Fontenay-aux-Roses

Despina Bekiari
Jacky Gabriel

Fontenay-lès-Briis

Jean-Paul Jacquet
Francis Frapier

Fontenay-sous-Bois

Loïc Damiani
Clémence Avognon Zonon

Fresnes

Marie Leclerc-Bruant
Julien Baillergeau

Gennevilliers

Isabelle Massard
Laurent Noël

Gentilly

Fatah Aggoune
Vice-président
Nadine Herrati

Gonesse

Jean-Baptiste Barfety
Membre du Bureau
Patrice Richard

Grigny

Philippe Rio
Vice-président
Aurèle Bourgeois

Groslay

Fabien Moinier
Célia Jousserand

Issy-les-Moulineaux

Nathalie Pitrou
Tiphaine Bonnier

Ivry-sur-Seine

Clément Pecqueux
Mehadee Bernard

Joinville-le-Pont

Olivier Dosne
Stephan Silvestre

Jouy-en-Josas

Jean-François Poursin
François Brejoux

La Courneuve

Rachid Maiza
Haroon Qazi Mohammad

La Garenne-Colombes

Jean-François Dransart
Michèle Michelet

Le Blanc-Mesnil

Julien Carré
Jean-Marie Musquet

Le Bourget

Denis Desrumaux
Ingrid Adélaïde Beaubrin

Le Kremlin-Bicêtre

Geneviève Étienne
Jonathan Hemery

Le Perreux-sur-Marne

Hélène Rousselin
Émilie Vasquez

Le Plessis-Robinson

Benoît Blot
Frédéric Touadi

Le Pré-Saint-Gervais

Jean-Abel Pécault
Clauthilde Choffrut

Les Lilas

Sander Cisinski
Christophe Paquis

Les Pavillons-sous-Bois

Marc Sujol
Patricia Chabaud

Levallois-Perret

Isabelle Coville
Jacques Poumette

L'Haÿ-les-Roses

Pascal Lesselingue
Daniel Aubert

L'Île-Saint-Denis

Séverine Delbosq
Stephen Lecourt

Limeil-Brévannes

Manuel Albuquerque
Kamel Nebbache

Livry-Gargan

Clément Chassain
Henri-Louis Carratala

Maisons-Alfort

Thierry Barnoyer
Vice-président
Olivier Capitanio

Malakoff

Rodéric Aarsse
Vice-président
Martin Vernant

Marolles-en-Brie

François Élie
Pauline Bohnert-Bisquer

Montreuil

Yann Leroy
Dominique Glemas

Montrouge

Étienne Lengereau
Camelina de Pablo

Morangis

Quynh Ngo
Serge Houziel

Nanterre

Gilles Gauche-Cazalis
Vice-président
Nadège Magnon

Neuilly-sur-Seine

Pierre Aubry
Éric Schindler

Nogent-sur-Marne

Jacques J.-P. Martin
Président
Christophe Ippolito

Noisy-le-Sec

Baptiste Gerbier
Thimotée Gauthierot

Orly

Franck-Éric Baum
Jean-François Chazottes

Pantin

Nacime Amimar
Rida Bennedjma

Paris

Antoine Guillou
François Vauglin

Périgny-sur-Yerres

Gérard Brun
Gilles Trouve

Pierrefitte-sur-Seine

Didier Rastocle
Dominique Carré

Puteaux

Joëlle Ceccaldi-Raynaud
Vice-présidente
Bernard Gahnassia

Romainville

Hakim Saidj
Marc Elfassy

Rosny-sous-Bois

Fabrice Le Floch
Patricia Vavassori

Rungis

Patrick Leroy
Patrick Attard

Saint-Denis

Boris Deroose
Membre du Bureau
Laurent Monnet

Sainte-Geneviève-des-Bois

Franck Chauveau
Brahim Ouarem

Saint-Mandé

Florence Crocheton-Boyer
Vice-présidente
Matthieu Stencel

Saint-Maur-des-Fossés

Henri Petteni
Philippe Cipriano

Saint-Maurice

Michel Budacki
Robert Archambault

Saint-Michel-sur-Orge

Sophie Rigault
Vice-présidente
Muriel Mosnat

Saint-Ouen-sur-Seine

Sabrina Decanton
Jonathan Caro

Sceaux

Jean-Pierre Riotton
Vice-président
Emmanuel Goujon

Stains

Mathieu Defrel
Vice-président
Jean-Claude de Souza

Sucy-en-Brie

Marie-Carole Ciuntu
Olivier Trayaux

Suresnes

Amirouche Laidi
Fabrice Bulteau

Thiais

Richard Dell'Agnola
Alexandre Caussignac

Valenton

Claude Leseur
Gilles Barges

Vanves

Bertrand Voisine
Ury Israël

Versailles

François Darchis
Martine Schmit

Villejuif

Gilbert Chastagnac
Guillaume Bulcourt

Villemomble

Éric Mallet
Guy Rolland

Villeneuve-la-Garenne

Kiran Gurung
Alain-Xavier François

Villeneuve-le-Roi

Alain Laloe
Roland Maurel

Villeneuve-Saint-Georges

Marc Lecuyer
Catherine Mauvily

Villepinte

Youssef Jiar
Laurent Fernandez

Villetaneuse

Ernst Coulanges
Danielle Marmignon

Villiers-sur-Marne

Jean-Philippe Begat
Cédric Noël

Vincennes

Robin Louvigne
Jean-Pierre Mouly

Viry-Châtillon

Jean-Marie Vilain
Grégory Abidi

Vitry-sur-Seine

Rachida Kabourri
Membre du Bureau
Albertino Ramael

Communautés d'agglomération

Cœur d'Essonne

Gilles Fraysse
Philippe Le Fol

Grand Paris Sud Seine-Essonne

Michel Bisson
Stéphane Beaudet

Paris-Saclay

Igor Trickovski
Christian Lardière

Roissy Pays de France

Jean-Jacques Perchat
Daniel Auguste

Département

Val-de-Marne

Sabine Patoux
Nicolas Tryzna

Syndicat intercommunal

Sud-Eleg

Jean-Pierre Chaffaud
Membre du Bureau
Jérôme Meunier

Région

Île-de-France

Nelly Garnier
Romain Maria

Directeur de la publication
Jacques J.-P. Martin

Comité de rédaction
La direction de la communication du SIPPEREC

Conception-réalisation
Agence 4août

Crédits photo
Avec l'aimable participation des collectivités adhérentes,
Le SIPPEREC, Hugo Lebrun et Julien Pitinome, WEBTVPROD

Imprimé en septembre 2023 par ARTEPRINT by SB,
labellisée Imprim'Vert et certifiée ISO14001.

Ce document est imprimé
avec des encres végétales sur des
papiers issus de sources responsables.

MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC® C021765

Suivez-nous sur LinkedIn

En savoir plus sur : sipperec.fr

SIPPEREC
Tour de Lyon Bercy
173/175 rue de Bercy – CS 10205
75588 Paris cedex 12
Tél. : 01 44 74 32 00

SIPPEREC

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-149

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

PROJET URBAIN – Rapport d'activités pour l'année 2022 de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France sur le territoire communal

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-149-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Frédéric RAYMOND expose au conseil :

La convention tripartite entre la Commune, l'Etablissement public territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF) signée le 17 juillet 2009 et modifiée par avenant le 19 juin 2012, le 15 juillet 2015 et le 22 décembre 2015, définit les modalités d'intervention de l'EPFIF sur le territoire communal.
Cette convention prorogée de 5 ans par avenant devait s'achever mi 2020. Son plafond d'engagement avait été fixé à 30 millions d'euros par avenant n°3.
Cette convention a été de nouveau prorogée de 1 an par avenant n°4 et s'achevait au 30 juin 2021.

Afin de poursuivre l'action de l'EPFIF sur la commune et d'élargir son périmètre, l'Etablissement public Territorial Grand Orly Seine Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre ont sollicité l'EPFIF pour renouveler la convention et l'étendre sur l'ensemble du territoire de la ville.
La nouvelle convention d'intervention foncière tripartite a pris effet au 8 mars 2021 et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2026.
Le montant de l'intervention de l'EPFIF inscrit dans la convention foncière renouvelée est désormais plafonné à 50 millions d'euros HT.

Dans le cadre de cette convention, l'EPFIF communique annuellement un compte-rendu d'activités qui récapitule l'état des dépenses et des recettes engagées par l'EPFIF depuis 2009.

Dans le cadre de la convention foncière initiale de 2009, au 31 décembre 2022, le bilan fait apparaitre un stock foncier détenu par l'EPFIF de 26 111 000 € dont 1 793 000 € ont été acquis et 1 607 000 € ont été cédés au cours de l'année 2022. Le stock foncier correspond au coût total du portage foncier (incluant prix et frais d'acquisition, frais de gestion et prenant en compte les loyers perçus en compensation lorsqu'il y a lieu).

Sur l'année 2022, les acquisitions de l'EPFIF ont porté sur les secteurs suivants pour un montant total de 1 793 000 euros :

Secteur	Nombre d'acquisitions	Montant
Entrée de ville sud-ouest	3	970 000 €
Ilot Rossel Leclerc	1	823 000 €
TOTAL	**3**	1 793 000 €

Sur l'année 2022, les cessions de l'EPFIF ont porté sur les secteurs suivants pour un montant total de 1 607 000 euros :

Secteur	Nombre de cessions	Montant
Entrée de ville sud-ouest	1	190 000 €
Babeuf	2	1 417 000 €
TOTAL	**3**	1 607 000 €

Je vous remercie de bien vouloir prendre acte de ces éléments.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-149-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Après avoir entendu l'exposé de Frédéric RAYMOND
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme,
Vu le Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2005, modifié par délibération du Conseil municipal du 28 mai 2009, du 29 mars 2012, du 16 décembre 2014 et révisé le 17 décembre 2015,
Vu la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre approuvée en Conseil municipal le 28 mai 2009 et signée le 17 juillet 2009,
Vu l'avenant à la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre, approuvé en Conseil municipal du 29 mars 2012 et signé le 19 juin 2012,
Vu l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la Communauté d'agglomération de Val de Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre, approuvé en Conseil municipal du 25 juin 2015 et signé le 15 juillet 2015,
Vu l'avenant n°3 à la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, la communauté d'agglomération de Val de Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre, approuvé en Conseil municipal du 17 décembre 2015 et signé le 22 décembre 2015,
Vu l'avenant n°4 à la convention d'intervention foncière entre l'EPFIF, l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre et la commune du Kremlin-Bicêtre, approuvé en Conseil municipal du 2 juin 2020 et signé le 30 juin 2020,
Vu la convention d'intervention foncière renouvelée entre l'EPFIF, l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB) et la commune du Kremlin-Bicêtre approuvée en Conseil municipal le 17 décembre 2020 et signée le 08 mars 2021,
Vu le compte rendu d'activités au 31 décembre 2022 de la convention susvisée avec le tableau de synthèse de l'année 2022 des acquisitions/cessions par secteur,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 7 voix pour (Mme MUSEUX, Mme BOCABEILLE, Mme GESTIN, M. DELAGE M. TAPA, M. TRAORE, M. CHIAKH)

DÉCIDE

Article Unique De prendre acte du bilan des acquisitions et du bilan financier pour l'année 2022 de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France sur la commune du Kremlin-Bicêtre.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-149-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-149-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

STOCK FONCIER
Commune du KREMLIN BICETRE

Biens propriétés de l'EPFIF au 31.12.2022

	Désignation cadastrale					
Secteur de projet	**Section**	**Numéro**	**Adresse**	**Surface**	**Prix**	**Date acte**
EVSO	L	48	21 rue Robert Schuman	165 m²	230 000 €	**22/04/2021**
EVSO	L	48	21bis rue Robert Schuman	165 m²	690 000 €	**28/09/2022**
Lech Walesa	F	136	125 avenue Fontainebleau	4 300 m²	3 600 000 €	**03/12/2021**
Gabriel Péri	N	N 65	195 rue Gabriel Péri	233 m²	450 000 €	20/02/2020
Gabriel Péri	N	N 69	197 rue Gabriel Péri	346 m²	280 000 €	23/12/2020
Ilot Leclerc	C	C 132	76 rue du Général Leclerc	352 m²	1 000 000 €	25/11/2020
Ilot Leclerc	C	C 124	12 rue Rossel	201 m²	1 060 000 €	26/11/2020
EVSO	M	32	14 rue de l'Avenir	156 m²	282 000 €	18/08/2020
Lech Walesa	F	121	135 av de Fontainebleau	124 m²	675 000 €	17/04/2019
Ilot Leclerc	C	C 126	62/66 rue du Général Leclerc	952 m²	3 658 910 €	dernière acquisition en 03/2022
Ilot Leclerc	C	C 239	68/72 rue du Général Leclerc	795 m²	1 624 587 €	dernière acquisition en 07/2022
Ilot Leclerc	C	C 131	74 rue du Général Leclerc	249 m²	240 000 €	première acquisition en 03/2018
Ilot Leclerc	C	C 130	4 rue Rossel	145 m²	410 000 €	16/12/2011
Ilot Leclerc	C	C 148	10 bis rue Rossel	140 m²	450 000 €	23/03/2017
EVSO	L	149	23B Rue Robert Schuman	253	410 000 €	04/02/2016
EVSO	L	41	5 Rue Robert Schuman	241	315 000 €	15/02/2017
EVSO	L	47	19 Rue Robert Schuman	172	342 000 €	06/09/2017
EVSO	L	49	23 Rue Robert Schuman	217	495 000 €	10/12/2019
EVSO	M	10	4 rue de la Réunion	130 m²	140 000 €	19/10/2011
EVSO	M	11	6 rue de la Réunion	137 m²	348 378 €	11/09/2014
EVSO	M	179	11 rue de l'Avenir	126 m²	280 000 €	08/11/2011
EVSO	M	8	12 rue R. Schuman	240 m²	380 000 €	02/09/2015
EVSO	M	2	2Bis rue R. Schuman	98 m²	245 000 €	20/04/2018
EVSO	M	13	13 rue de l'Avenir	175 m²	380 000 €	29/07/2016
EVSO	M	174	5-7 rue de l'Avenir	683 m²	1 500 000 €	30/01/2012
EVSO	M	175	2-4 rue de l'Avenir	470 m²		
EVSO	M	34	18-20 rue de la Réunion	524 m²	160 844 €	17/12/2009
EVSO	M	140, 34,36, 37 et 38	169 rue Gabriel Péri, 24 rue de la Réunion, 124-126 av Charles Gide	1274 m²	700 000 €	21/12/2010
EVSO	M	45	3 rue du Pr. Bergonié	210 m²	520 255 €	27/11/2009
EVSO	M	46	5 rue du Pr. Bergonié	621 m²	220 000 €	13/04/2010
EVSO	M	49	11 rue du Pr. Bergonié	102 m²	235 000 €	30/01/2012
EVSO	M	50	128 av Charles Gide	83 m²	251 042 €	17/12/2009
EVSO	M	29	8 rue de l'Avenir	216 m²	600 000 €	19/10/2016
EVSO	M	30	10 rue de l'Avenir	228 m²	380 000 €	24/11/2016
EVSO	M	33	16 rue de la Réunion	138 m²	188 700 €	24/03/2022
EVSO	M	31	12 rue de l'Avenir	210 m²	450 000 €	09/04/2019
EVSO	M	142 - 47	3 rue du Pr. Bergonié	204 m²	190 000 €	12/05/2022
EVSO	M	48	9 rue du Pr. Bergonié	102 m²	270 000 €	10/07/2019
EVSO	M	52	19 Rue de la Réunion	185	320 000 €	07/10/2016
EVSO	M	57	11 Rue de la Réunion	171	198 000 €	28/06/2017
EVSO	M	59	7 Rue de la Réunion	170	425 000 €	20/11/2019
EVSO	M	63	20 Rue Robert Schuman	155	280 000 €	13/12/2016
EVSO	M	182	15 Rue de la Réunion	239	540 000 €	17/02/2017
EVSO	N	4	119 av Charles Gide	175 m²	280 000 €	28/04/2010
EVSO	N	6	131 av Charles Gide	372 m²	200 000 €	21/07/2010
EVSO	N	8	173 rue Gabriel Péri	456 m²	216 229 €	17/12/2009

La valeur du stock garanti par la ville au 31/12/2022 est de 26 111 K€

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-149-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-150

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. BANBUCK, M. CHAPPELLIER, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
M. NICOLLE par M. BANBUCK
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 26
Représentés 7
Absents..... 2

OBJET MIS EN DELIBERATION :

COMMUNICATION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE SUR LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU STATIONNEMENT PAYANT

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-150-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Monsieur Sidi CHIAKH expose au conseil :

Par contrat en date du 8 mars 2016, la Ville a confié à la Société Q-Park France, la gestion du stationnement payant sur voirie pour une durée de 7 ans à compter du 15 mars 2016. Ce mode de gestion permet donc à la collectivité de transférer les risques, commercial et d'exploitation, ainsi que leurs conséquences financières, à son délégataire.
De plus, la gestion d'un tel service nécessite des compétences variées et spécifiques, dont le Kremlin Bicêtre ne dispose pas en interne.
L'intervention de professionnels qualifiés et spécialisés est de nature à garantir une souplesse de gestion, ainsi qu'une forte capacité de réactivité et d'adaptation aux attentes des usagers. En effet, ce domaine d'activité nécessite des technicités spécifiques dans les domaines, d'exploitation afin de maintenir dans un bon état de fonctionnement les horodateurs (maintenance, gros entretien, mise aux normes, renouvellement...), dans l'analyse des attentes et des besoins des administrés, création et diffusion des supports d'informations, exploitation organisation du personnel d'entretien et de maintenance
La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui est une instance consultative mise en place par les collectivités territoriales afin de placer les usagers (représentés par le tissu associatif local) au cœur des missions des services publics locaux, aux côtés des élus a été réunie le 8 novembre 2023 et a donné un avis favorable à ce rapport annuel.
En outre, la délégation de service public se caractérise par une forte responsabilisation du délégataire en lui conférant une réelle autonomie de gestion à ses risques et périls dans les domaines relevant de sa responsabilité, et est ainsi propre à favoriser une maîtrise de l'ensemble des dépenses d'exploitation, et une amélioration de la qualité de service.
Ce contrat prévoit le versement à la Ville d'une redevance fixe annuelle et d'une redevance variable qui dépend du chiffre d'affaires de l'année en cours de cette Délégation de Service Public (DSP). Pour assurer l'indispensable lien de solidarité avec les plus fragiles, localement, en matière de politiques publiques de déplacement, la ville du Kremlin-Bicêtre a décider de mettre une politique tarifaire du stationnement répondant aux attentes des administrés sur l'ensemble du territoire communal.

Cette mesure importante a pour objectif d'accompagner le pouvoir d'achat des Kremlinoises et des Kremlinois en période estivale et d'inciter à l'usage de transports en commun et de moyens de transports alternatifs tels que le vélo, le vélo électrique ou la trottinette , elle s'est accompagnée d'une aide financière communale en faveur de l'acquisition de moyens de transports alternatifs qui rencontre un succès certain. En conséquence, le barème tarifaire du stationnement payant est resté à un tarif journalier à 0,70 €, pour la catégorie des usagers des résidents d'une part, et des commerçants et artisans de proximité d'autre part.
Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.
Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2022 sont les suivants :
La poursuite des travaux de prolongement de la ligne 14 ainsi que la construction de la gare Kremlin-Bicêtre / Gentilly : *hôpital Bicêtre* du côté de l'entrée Avenue Gabriel Péri par la RATP a conduit à la neutralisation de places payantes sur différents axes de la Ville :

-Rue Edouard Vaillant ;
-Rue du Docteur Lacroix ;
-Angle Rue du Professeur Bergonié ;
-Angle rue Séverine.

L'innovation technologique optimisant les pratiques de maintenance, appuyée sur le suivi en temps réel du parc horodateur à entretenir, garantissant la continuité du traitement des opérations de maintenance, la traçabilité et la qualité des relations QPARK /Ville. Grace à cette plateforme il est possible de suivre toutes les étapes d'évolution des demandes des administrés et sont informés par mail de la suite donnée à celles-ci.
Depuis Juillet 2021, les fonds de la collecte ne peuvent plus être déposés à la trésorerie municipale d'Ivry sur seine, mission confiée par la ville à la société LOOMIS (transport de fond). Le numéraire représente en termes de sécurité à la fois un risque lié à la fraude et un risque lié aux agressions, sur les lieux des régies.
La sécurité physique des agents est un impératif pour la ville qui justifie les précautions nouvelles en matière de transfert de fonds.

Sur le plan technique l'analyse de ce document fait ressortir, les points suivants :
Le périmètre payant d'une capacité de 2056 places est couvert par 106 horodateurs. En 2022, la régie de la DPMP a enregistré 6992 abonnés, soit 10,2% en plus par rapport à 2021 (6347)
La mise en place de la gestion des droits et des abonnements Extenso qui est un outil simple et intuitif adapté aux usagers et régisseur. Les usagers bénéficient en effet d'un accès sécurisé à une plateforme internet dédiée sur laquelle ils peuvent, en ligne, soumettre leur demande de droits accompagnée

Accusé de réception en préfecture
094-219400438-20231214-2023-150-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Une fois leur droit octroyé par la ville, ils peuvent acheter leur abonnement en payant en ligne grâce à un large choix de moyens de paiement. Sur leur espace personnalisé, un historique de leurs abonnements leur permet également d'accéder et de télécharger leurs factures. De même, ils peuvent y modifier leurs véhicules, ce qui constitue un gain de temps et de flexibilité considérable
En complément des horodateurs, des moyens de paiement dématérialisé *Flowbird*, *PayByPhone* sont mis à disposition des administrés pour leur permettre s'acquitter de leur droit de stationnement.
La part des maintenances préventives reste la part la plus importante des interventions (68%) 514 interventions en cours d'année 2022, avec uniquement 6% de vandalisme mineurs et de dégradation.

Sur le plan financier l'analyse du rapport d'activité fait ressortir les éléments suivants :
Les recettes du contrat qui correspondent aux recettes globales de la voirie diminuée de la redevance fixe sont exclusivement constituées par les « recettes voirie ». Sur l'exercice 2022, celles-ci sont en hausse par rapport à 2021, **528 432 TTC.**
Sur l'exercice 2022 le résultat net comptable **627.458 K€ est en progression 99.7K€** par rapport à 2021. **Soit 18,7% de hausse**.
Malgré cette évolution les recettes générées par le périmètre payant reste en deçà du niveau qu'elles ont atteint en 2019 (année de référence).
Ce chiffre d'affaire se décompose comme suit :
-58,5% des recettes sont générées par la zone rouge, courte durée,
-0,4%des recettes sont générées par la zone orange (longue durée),
-17 ,3% sont générées par la zone verte (longue durée),
-22,3 %représente les abonnements vendus,
-1,3% représente les neutralisations de place payante (déménagement, tournage de films …).
91,4% des paiements sur voiries sont effectués par carte bancaire, seules 8,6%des transactions ont été réalisées en espèces.
Q-Park constate une hausse importante du nombre des abonnés, 2020 (4925) ; 2021 (6347), 2022 (6992), liée à une communication claire et précise des informations vers l'usager par les régisseurs de la DPMP.
Pour rappel, conformément à ce qui est prévu dans la délégation de service public pour l'exploitation du stationnement de surface dans le cadre d'un affermage, Q-Park doit reverser à la ville une redevance d'occupation variable, liée au chiffre d'affaires. Cette redevance variable est versée à la collectivité pour l'année 2022 et son montant s'élève à 52 451€. La redevance fixe est perçue mensuellement à hauteur de **28155 €/mensuel soit 314 114 € fixe annuel.**

Pour conclure, le bilan de l'année 2022 démontre une reprise de l'activité.
Je vous propose de prendre acte de ce rapport annuel 2022 qui a été transmis aux membres du conseil municipal.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de M. Sidi CHIAKH ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-2 et suivants ;
Vu la loi N° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article 5-1 ;
Vu la loi du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;
Vu la délibération du 28 juin 2001 décidant de déléguer la gestion du stationnement payant dans le cadre d'une délégation de service public ;
Vu la délibération du conseil municipal du 26 novembre 2009 approuvant le contrat de concession et désignant la société « Q-Park - Européenne de stationnement SNC » comme concessionnaire de la délégation de service public du stationnement payant en surface pour la ville du Kremlin Bicêtre pour une durée de 6 ans;
Vu la délibération du Conseil municipal du 26 septembre 2013 portant approbation sur le projet d'avenant n°1 de transfert du contrat de service du stationnement suite à la réorganisation juridique du groupe Q-PARK France;
Vu la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2013 portant approbation sur le projet d'avenant n°2 relatif à la mise en place d'un nouveau mode de paiement;
Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juin 2014 portant approbation sur le projet d'avenant n°3 relatif à la mise en place d'une nouvelle zone tarifaire (zone orange);
Vu la délibération du Conseil municipal du 26 novembre 2015 portant approbation sur le projet d'avenant n°4 relatif à la prolongation du contrat jusqu'au 14 mars 2016 inclus ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 18 février 2016 portant approbation de la convention d'affermage confiée à la société Q-PARK, à compter du 15 mars 2016 pour une durée de 7 ans ;
Vu la délibération du Conseil municipal du 26 novembre 2020 portant approbation d'un avenant de prolongation dans le cadre de la crise sanitaire conclu pour une durée de 21 mois, fixant ainsi le terme de la DSP au 31/12/2024 ;
Vu le budget communal ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-150-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vu l'avis favorable émis sans réserves et à l'unanimité de la commission consultative des services publics locaux du 8 novembre 2023,
Vu l'avis favorable de la commission municipale concernée émis par 5 voix pour (M. HEMERY, Mme DEFRANCE, Mme BADOC, Mme AZZOUG, Mme BASSEZ) et 1 ne prenant pas part au vote (Mme CHIBOUB),

Après en avoir délibéré par 32 voix favorables à prendre acte du rapport (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE, M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. CHAPPELLIER, M. NICOLLE, Mme HARTMANN, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU), et 1 refus de prendre acte du rapport (M. BANBUCK),

DÉCIDE

Article unique De prendre acte du rapport d'activité 2022, présenté par la Société « Q-Park» dans le cadre de sa délégation de service public du stationnement payant de surface.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-150-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

RAPPORT D'ACTIVITE 2022
VOIRIE KREMLIN-BICÊTRE



Quality in parking

Rapport d'activité

Kremlin-Bicêtre

Stationnement payant sur voirie

Date : 10 mai 2023

Quality in parking

Rapport d'activité

Table des matières

Préambule 3

1 Cadre général de la Délégation de Service Public 6

1.1 Faits marquants de l'exercice 6

1.2 Composition des équipes 8

1.2.1 Organigramme & équipe d'exploitation 8

1.2.2 Organisation 9

1.2.3 Formation 10

2 Compte-rendu clients-services 11

2.1 Accueil et informations 11

2.2 Démarche QSE 12

2.3 Communication & actions commerciales 2022 14

2.3.1 Q-Park France 2022 en bref 14

2.4 Marketing et Communication locale: 24

3 Compte-rendu technique 28

3.1 Equipements 28

3.2 Travaux & entretiens 29

3.3 Maintenance générale 31

4 Compte-rendu financier 33

4.1 Politique tarifaire & évolution 33

4.2 Fréquentation & recettes 37

4.2.1 Analyse détaillée des recettes de voirie 37

4.3 Compte de résultats 39

5 Annexes 41

Rapport d'activité

Préambule

La loi MAPTAM (Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles) modifiée (n° 2014-58 du 27 janvier 2014) a organisé la dépénalisation et la décentralisation du stationnement payant, dont les collectivités ont eu la pleine maîtrise à compter du 1er janvier 2018.

La réforme du stationnement payant concerne les communes ayant choisi de soumettre à paiement tout ou partie de leur stationnement sur voirie publique. Elle a donné aux élus de nouveaux moyens pour organiser le service public du stationnement. Ils peuvent ainsi fixer le montant du forfait de post-stationnement (FPS) qui est dû en cas de non-paiement ou de paiement partiel de la redevance de stationnement. Le montant du FPS varie d'une commune à l'autre, à la différence de l'amende pénale d'un montant unique. En cas de non-paiement de ce forfait de post-stationnement dans les 3 mois, l'automobiliste est redevable d'un FPS majoré.

Le produit du forfait de post-stationnement est destiné à financer les politiques de transports en commun, respectueuses de l'environnement, les politiques de circulation et de mobilité.

Des modalités de contestation particulières ont par ailleurs été prévues : introduction du RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) et création d'une juridiction administrative spécialisée à Limoges. La réforme et ses objectifs sont présentée plus en détail dans le mémento de la décentralisation du stationnement payant sur voirie, ainsi que dans le guide de recommandations à l'attention des collectivités, publiés par le CEREMA.

Cette réforme offre donc une nouvelle compétence aux collectivités locales, pour la gestion de la politique de stationnement et plus généralement de la politique de mobilité dans les territoires. Il s'agit, pour les élus, d'un outil de pilotage et de gestion de l'espace urbain, avec ses implications environnementales et économiques. Cette nouvelle compétence doit permettre, au niveau local et au plus proche des citoyens, de définir un véritable service public de la mobilité et du stationnement.

- Les élus maîtrisent donc le nouveau processus de manière globale, en ayant compétence :
  - Sur la définition de la stratégie de stationnement ;
  - Sur la fixation des tarifs de la redevance de stationnement et des forfaits de post-stationnement (par délibération du conseil municipal, de l'organe délibérant de l'EPCI ou du syndicat mixte) ;
  - Pour confier, le cas échéant, la surveillance de la voirie publique et l'encaissement du forfait de post-stationnement à un tiers de droit privé.

Comme auparavant, l'usager qui souhaite stationner son véhicule sur un emplacement payant doit s'acquitter immédiatement d'une redevance de stationnement.

Dans le cas contraire, il ne commet plus une infraction passible d'une amende, mais devient redevable d'un Forfait de Post-Stationnement à régler dans les trois mois de la notification de l'avis de paiement correspondant. Cette notification est réalisée soit par apposition de l'avis de paiement de forfait de post-stationnement sur le véhicule concerné, soit par l'envoi postal de cet avis à l'adresse indiquée sur le certificat d'immatriculation de ce véhicule. Dans ce dernier cas, c'est l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) qui procède à l'envoi pour le compte de la collectivité et sur la base d'une convention signée entre la Ville et l'ANTAI.

Si l'usager souhaite contester le forfait de post-stationnement, il doit d'abord déposer un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans le mois suivant la notification du forfait de post-stationnement. Si ce recours est rejeté, l'usager a un mois pour payer son forfait et saisir la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP) qui est la seule juridiction spécialisée au niveau national.

A défaut de paiement de ce forfait de post-stationnement dans les trois mois, la phase de recouvrement forcé débute avec l'émission d'un titre exécutoire. Un avertissement qui mentionne notamment le montant à payer (dont la majoration due à l'État) est alors adressé à l'usager.

Si l'usager souhaite contester le forfait de post-stationnement majoré, il doit saisir la commission du contentieux du stationnement payant dans le délai d'un mois suivant la notification de l'avertissement.

- Trois cas peuvent se présenter:
  - S'agissant du paiement immédiat de la redevance de stationnement, la réforme ne modifie pas les règles de perception et d'affectation des recettes.
  - Concernant le paiement du forfait de post-stationnement, celui-ci doit être réalisé dans un délai de trois mois suivant la notification de l'avis de paiement. La collectivité peut choisir d'instaurer une minoration pour paiement dans des délais réduits. Le forfait de post-stationnement peut être encaissé, selon le choix de la collectivité qui l'a institué, en régie, par un tiers contractant, ou via les moyens de paiement proposés par la DGFiP et l'ANTAI.
  - S'agissant du paiement du forfait de post-stationnement majoré: en cas de défaut de paiement du forfait de post-stationnement dans les trois mois, il subit une majoration (correspondant à 20 % du montant du FPS impayé restant dû sans pouvoir être inférieure à 50 €). Un titre exécutoire est alors émis par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions en qualité d'ordonnateur unique au niveau national.

Ce titre exécutoire mentionne notamment le montant du forfait de post-stationnement et celui de la majoration due à l'État. Sur la base de ce titre, un avertissement est envoyé à l'usager et précise notamment les modes de paiements autorisés (notamment les modes de paiements dématérialisés).

À défaut de paiement spontané, le recouvrement du forfait de post-stationnement majoré est assuré par la direction générale des Finances publiques.

Il incombe à la collectivité de fixer elle-même le barème tarifaire de la redevance, le montant du FPS ainsi que l'externalisation ou non de la surveillance du stationnement payant. Et dans le cas d'un paiement immédiat le montant du FPS minoré et la durée qui permet de payer la minoration. Celle-ci ne doit pas dépasser cinq jours.

La Ville du Kremlin-Bicêtre a fait le choix de fixer le forfait de post-stationnement à 35,00 € en lien avec celui en application à proximité (Paris). Il n'y a pas de minoration. La Ville a également choisi de conserver la mission de contrôle du périmètre du stationnement payant en mettant les moyens humains et matériels nécessaires pour la réussite de cette mission.

L'ensemble de cette réforme a permis une évolution des recettes sur l'exercice 2018 et une progression de la redevance variable versée à la Collectivité. En 2019, les effets de cette politique et du suivi réalisé par la Collectivité a permis à nouveau d'enregistrer une progression des recettes « voirie » mais également d'améliorer la rotation des véhicules en facilitant ainsi l'accès aux commerces de proximité.

L'année 2020 restera une année particulièrement perturbée pour le stationnement payant sur voirie. En effet la crise sanitaire ainsi que les mesures de freinage de l'épidémie ont conduit la collectivité à instaurer la gratuité du stationnement payant au Kremlin-Bicêtre du 17 mars au 1er septembre, puis à nouveau du 30 octobre au 15 décembre. Par ailleurs, le changement de municipalité a également entrainé des modifications tarifaires importantes qui impacteront les recettes prévues au contrat. Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu de mesures de rééquilibrage aux termes de l'avenant n°1 signé le 28 décembre 2020.

L'exercice 2021 a vu une reprise progressive de l'activité au fur et à mesure des levées des restrictions sanitaires. En 2022 la reprise d'activité s'est poursuivie avec une progression du chiffre d'affaires collectés.

Rapport d'activité

1 Cadre général de la Délégation de Service Public

1.1 Faits marquants de l'exercice

- Les principaux faits marquants de l'exercice 2022 sont :

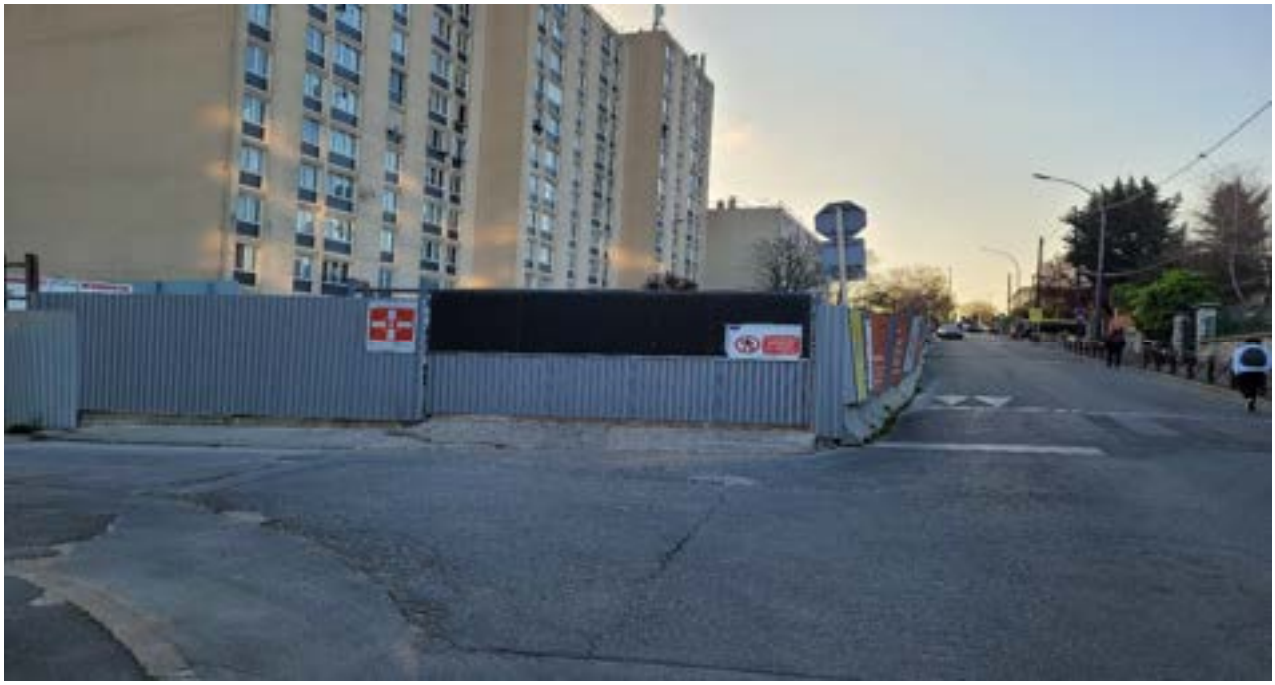
  - Guerre en Ukraine entrainant une inflation forte et brutale des coûts, notamment énergétique
  - La poursuite de la RATP des travaux de prolongement de la ligne 14 impactant la surface :



Travaux RATP : Rue Edouard Vaillant



Travaux RATP : Rue du Dr Lacroix



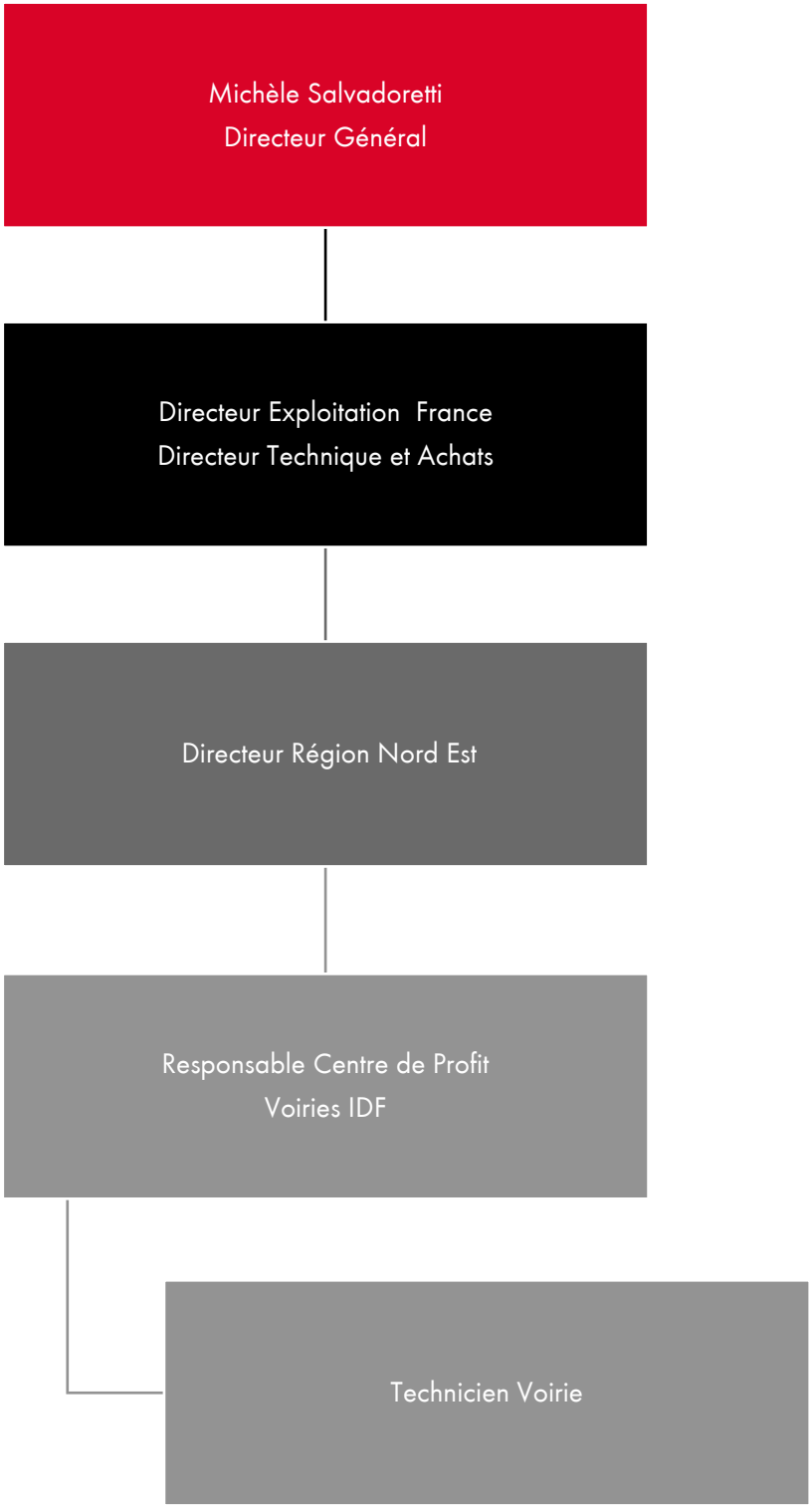
Travaux RATP : Angle rue Séverine et rue du Pr Bergogné



Travaux RATP : Rue du Pr Bergogné

1.2 Composition des équipes

1.2.1 Organigramme & équipe d'exploitation



1.2.2 Organisation

- Responsable Centre de Profit Voirie

Il est responsable du suivi technique de la délégation de Service Public du stationnement du Kremlin-Bicêtre. Par ailleurs son rôle est de faciliter les échanges entre les représentants de la Ville et Q-Park. Il réalise le suivi de l'activité au quotidien.

Par ailleurs il a notamment pour mission la gestion des horodateurs (commande des pièces, relation avec les fournisseurs) et l'élaboration et le suivi des statistiques.

- Technicien Voirie

Accompagné d'un agent du service tranquillité urbaine le Technicien voirie réalise la collecte des horodateurs. Il veille également au bon fonctionnement du parc horodateurs en assurant une maintenance préventive régulière et de qualité pour optimiser la disponibilité des appareils. Il est également en charge du nettoyage des appareils et de la maintenance curative.



1.2.3 Formation

Depuis 2011, Q-Park a fait de sa priorité la formation sur la sécurité. Il s'agit de former l'ensemble de nos collaborateurs à la sécurité incendie (Equipier de 1ère intervention) ; la sécurité des personnes (Sauveteur Secouriste du Travail) ; et la sécurité de nos collaborateurs notamment liés aux dangers électriques (H0V/B0V) au cours d'une semaine. Par ailleurs nous organisons le recyclage de ces formations tous les deux ans.

Les formations proposées par le Groupe Q-Park ont pour objectifs d'apporter des connaissances « techniques » et/ou « d'assistance aux personnes » à nos collaborateurs. Le but recherché est d'offrir à nos clients Qualité et Sécurité tout en améliorant l'environnement dans lequel ils stationnent. Par ailleurs, Q-Park met l'accent sur la transversalité en encourageant les formations internes et le partage des connaissances entre ses équipes.

Nous proposons chaque année des formations personnalisées en fonction des besoins. Pour ce faire, nous évaluons nos collaborateurs et nous faisons un bilan de leurs compétences et connaissances. Ce travail nous permet de faire un suivi pour orienter et aider nos collaborateurs à développer leurs compétences individuelles.

- Formation effectuées sur l'année 2022:

Formations dispensées	Nbre d'heures	Collaborateur Q-Park
Cyber sécurité	5 heures	RCP, Technicien Voirie
Livret de sécurité	2 heures	RCP, Technicien Voirie



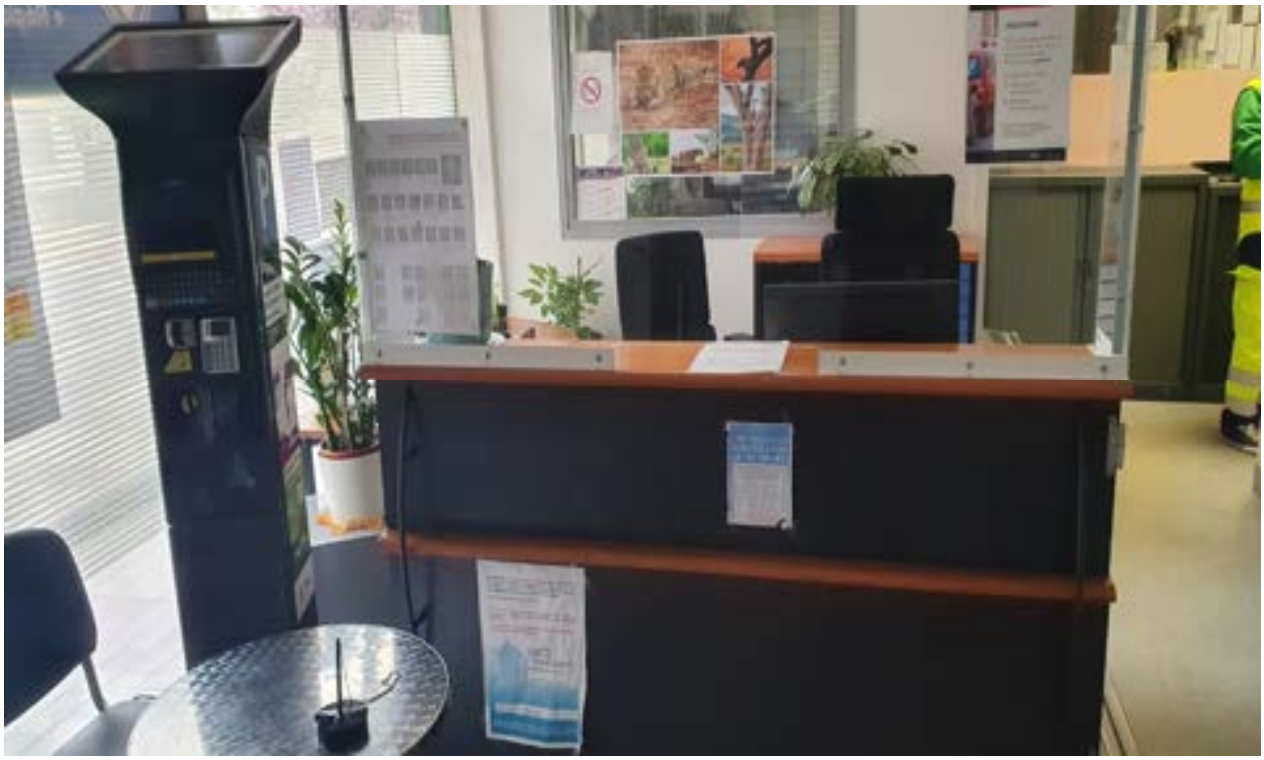
2 Compte-rendu clients-services

2.1 Accueil et informations

L'information et l'accueil des usagers est assuré à la Police Municipale et de Proximité au 3-5 rue Danton.

C'est auprès de ce service que les Kremlinoises et Kremlinois peuvent se rendre s'ils le souhaitent pour faire la demande de leur droit « Résident », « Professionnel » ou « Artisan ». Il est à noter qu'il est possible de réaliser cette démarche en ligne depuis le site internet www.q-park.fr rubrique « Voirie ». Grâce à cette plateforme qui assure un confort à notre clientèle, il est possible de suivre toutes les étapes d'évolution de leurs demandes et sont informés par mail de la suite donnée à celles-ci. Une fois les droits souhaités obtenus, le bénéficiaire accède instantanément à la tarification préférentielle qui lui est réservée.

Pour assister les agents qui y travaillent, un horodateur a été installé à l'accueil. Il permet de montrer aux utilisateurs les différentes étapes à suivre pour acheter leurs tickets horaires de courte durée ou leurs forfaits de longue durée dans le cas d'un résident (y compris l'obtention du temps gratuit qui leur est réservé), commerçant ou Artisan. Cette initiative a eu un échos favorable auprès des Agents et des administrés.



Accueil de la Police Municipale et de la proximité

2.2 Démarche QSE

Opérateur certifié QSE

La qualité est au centre des valeurs du groupe Q-Park dont la devise est « Quality in Parking ». C'est pourquoi, en 2018, nous avons fait le choix de devenir le premier opérateur d'envergure nationale[1] à être triplement certifié Qualité, Santé Sécurité et Environnement en appliquant les exigences et les lignes directrices des 3 référentiels ISO 9001, ISO 45001 et ISO 14001 sur l'intégralité de son périmètre à savoir :

- Le siège de Q-Park France
- Le centre de télé-opération QCR
- L'ensemble des parkings en exploitation

Pour y parvenir, Q-Park a mis en place un système de management intégré QSE. Basé sur une approche processus structurée, il permet de piloter l'organisation selon le principe de l'amélioration continue qui intègre :

- Le suivi de la performance
- L'analyse des risques

Pour valider cette démarche volontaire, Q-Park a fait appel à AFNOR Certification, organisme indépendant en charge de la vérification de la bonne application des exigences des 3 référentiels Q, S et E. Obtenue en 2019, cette certification a été confirmée fin 2022 par des audits sur sites.





[1] Et à ce jour toujours le seul

L'obtention de cette certification démontre l'implication de Q-Park pour la prise en compte des enjeux QSE dans ces modes de fonctionnement et renforce sa volonté de travailler selon les principes de l'amélioration continue.

I Les principaux engagements QSE de Q-Park :

La politique QSE certifiée de l'ensemble de Q-Park France, est une véritable valeur ajoutée de l'organisation à l'échelle du groupe. Elle nous permet d'intégrer dans la démarche QSE chaque nouveau parking dès sa reprise en exploitation

Améliorer sans cesse la qualité de notre organisation pour la satisfaction de tous les clients de Q-Park.

Assurer la Santé et la Sécurité de toutes et tous au sein de l'ensemble des structures de Q-Park.

Limiter notre impact sur l'environnement en adoptant une démarche éco-responsable pour toute l'organisation.

Conscients des enjeux de demain, nous voulons envoyer un message fort et impulser le changement dans l'écosystème dans lequel nous évoluons chaque jour. Ainsi nous cherchons à associer nos partenaires lors de nos appels d'offre afin de les amener à s'inscrire également dans la même démarche responsable et durable.





2.3 Communication & actions commerciales 2022

2.3.1 Q-Park France 2022 en bref

Q-Park France poursuit le déploiement de son service de réservation en ligne avec 122 parkings disponibles à la réservation

I Nouveauté digitale sur Q-Park.fr

I Généralisation de la lecture de plaque d'immatriculation en entrée/sortie

Q-Park continue son déploiement sur l'ensemble des sites en France, 68 sites bénéficient actuellement de cette technologie. Le système de Lecture Automatisée des Plaques d'Immatriculation (LAPI) permet d'entrer et de sortir d'un parking grâce à la lecture de la plaque minéralogique renseignée lors de la réservation. L'accès aux entrées piétons se fait grâce à un digicode, ou l'utilisation d'un QR code. Ce même QR code peut être utiliser pour ouvrir les bornes d'entrée ou de sortie véhicule.

I L'application mobile Q-Park

Fin 2022 Q-Park a lancé son application mobile, grâce à elle le tout nouveau service **Q-Park Connect.**
Q-Park Connect est un service 100% digital. L'utilisateur, après avoir renseigné son véhicule et un moyen de paiement via l'application, peut ainsi entrer et sortir des parkings où le service est éligible au même tarif que le tarif horaire sans payer sur site. La transaction est automatiquement calculée via l'application et prélevée sur sa carte bancaire. Plus de ticket en entrée, plus de paiement sur site l'expérience parking est ainsi toujours plus fluide. Pour les accès piétons, pas de soucis un QR code identifie le client et lui permet de débloquer les accès quand ils sont verrouillés.



Les services digitaux en développement constant

I Des nouveautés pour les abonnés

Pour les parkings éligibles, l'arrivée de l'application mobile fait évoluer le service. Plus besoin de badge, Un client abonné Q-Park peut désormais choisir de garder son badge d'accès au parking ou de télécharger l'application pour utiliser la lecture de plaque d'immatriculation comme moyen d'entrer. Un QR code lui permettant d'utiliser les portes piétons sera également disponible via l'application. Ce QR code pourra également être utilisé en borne d'entrée / sortie s'il vient exceptionnellement avec un autre véhicule.

I Les événements

L'Event parking est une nouveauté qui permet d'organiser l'affichage d'événements datés par pages spécifiques en fonction des lieux. Cet affichage permet une meilleure visibilité pour les utilisateurs.



L'événement privé est une nouveauté pour les entreprises qui souhaitent proposer un moyen de stationnement à leur clients/collaborateurs dans le cadre de l'organisation d'événements privés.



Rapport d'activité

Optimisations Q-Park.fr

Plusieurs projets d'amélioration de l'expérience utilisateur ont été développés durant l'année 2022. Le parcours client sur le site internet a été simplifié, les pages de présentation des villes et des parkings ont été revues. Le contenu est plus adapté et l'objectif du client ainsi plus clair. Des développements d'optimisation de la performance du site internet on été mis en ligne, permettant ainsi d'améliorer la vitesse du site et les temps de réponses.



I Le site internet fait des heureux

I Offres tarifaires

Toujours dans un optique de satisfaction client, un module de prix a été développé pour que le client se voit toujours proposer le meilleur tarif quelque soit sa recherche. Ce nouveau module permet aussi au client de voir les différentes offres s'approchant de sa recherche et de sélectionner la durée qui correspond le mieux à son besoin. Le client identifie mieux les économies qu'il peut faire en choisissant les tarifs de réservations.

Rapport d'activité

Q-Park a connu un développement important en 2022 avec des projets qui ont débuté dès le 1er janvier. De nouvelles ouvertures :

Le début de l'année a été marqué par le démarrage de l'exploitation au 1er janvier 2022 de la **DSP des 14 parkings de la Défense**, plus gros contrat de stationnement en Europe avec plus de 20.000 places à gérer.



Puis, le démarrage de la concession pour 20 ans des parkings du **CHRU de Nancy**. Un projet multisites comme Q-Park les aime et sur lesquels nous avons pu exprimer toute notre expertise et notre flexibilité.



Nous avons également renouvelé le mandat de gestion du parking du centre commercial de la **Vache Noire à Arcueil** (1800 places) pour les 12 prochaines années.

Côté Sud de la France, Q-Park a remporté la **DSP d'Antibes Médiathèque**. Ce parc compte un peu moins de 200 places et nous permet désormais de gérer l'ensemble des parkings délégués du Centre-Ville d'Antibes pour les 10 prochaines années à venir. **A Marseille**, nous avons poursuivi notre développement avec la reprise du **parking Blancarde**, c'est le **17ème parking** que nous gérons sur la ville. Ce parking à proximité de la gare du même nom et du métro, est situé en entrée de ville, c'est un véritable hub de mobilité où Q-Park va proposer de nouveaux services tels que des parcs à vélos sécurisés. Ce contrat est aussi associé au renouvellement de la confiance de la Métropole Aix Marseille pour les parking Timone, Les Docks et Espercieux.

Le deuxième trimestre 2022 a aussi été marqué par la finalisation de l'accord avec les **Galeries Lafayette** pour la gestion du parking de **leur nouvel ensemble commercial à Annecy.** Ce site sera notre première expérience d'exploitation avec un matériel de péage sans ticket, tout sera géré grâce à la lecture de plaques.



A Chartres, la construction du parking Gare Colisée. Ce nouveau parking proposera 1086 places de stationnement supplémentaires réparties sur 2 niveaux, et sera idéalement situé en entrée de ville. Il desservira la gare SNCF de Chartres ainsi que la future gare routière. Cet ouvrage sera un **véritable Hub des Mobilités** avec tous les services associés : bornes de recharge électrique, garage pour les 2 roues etc. En outre, il répondra au besoin d'un autre générateur voisin : le futur complexe sportif & culturel de Chartres qui totalise 6000 places visiteurs. L'esthétique de l'ouvrage a elle aussi été particulièrement soignée par notre Cabinet d'architecture Jacquez Azema, avec une façade exceptionnelle dont la modénature évoquera les vitraux de la cathédrale. Ouverture du parc le 6 mars 2023.



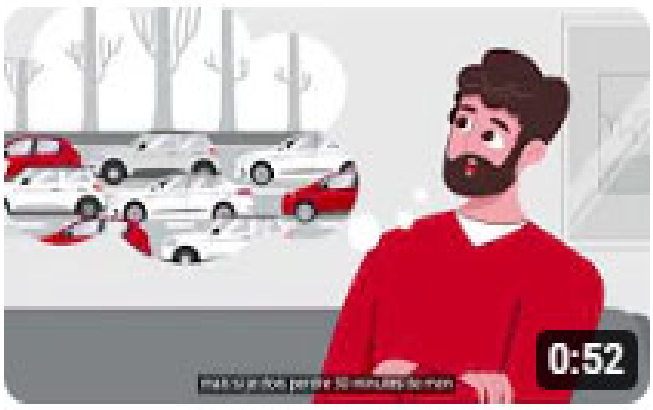


Des nouveaux projets ont été identifiés pour l'année 2023 et nous sommes impatients d'y travailler !

2.3.2 Campagnes institutionnelles et informatives nationales

Favoriser la réservation en ligne – Campagne Mars 2022





Rapport d'activité

Communiquer avec nos partenaires sur les actualités, événements et nouveautés de Q-Park.

- Plusieurs courriers personnalisés ont été envoyés tout au long de l'année 2022. Ces derniers ont complété les échanges réguliers qu'il pouvait y avoir entre nos équipes locales et les services des délégants.



Q-Park France SAS
1 rue Jacques-Henri Lartigue
92130 Issy-les-Moulineaux
Tél : 01 46 09 39 00
Fax : 01 41 41 06 20
www.qpark.fr

Louis Vuitton Malletier
Monsieur François FAVY
Directeur Immobilier
2 rue du Pont Neuf
75001 PARIS

Issy-les-Moulineaux, le 13 décembre 2022

Objet : Certification QSE

Monsieur le Directeur,

La qualité est au cœur des valeurs du groupe Q-Park. C'est pourquoi, en 2
devenir le premier opérateur d'envergure nationale à être triplement certifié
(QSE).

L'AFNOR, organisme indépendant, a certifié Q-Park dès 2019 et a pu,
confinement, confirmer cette certification lors d'audits de suivis.

**J'ai le plaisir de vous informer que l'AFNOR vient de confirmer le re
QSE de Q-Park France.**

Q-Park a pour cela appliqué les lignes directrices des 3 référentiels :

- ISO 9001 : Améliorer sans cesse la qualité de notre organisation pa
de Q-Park,
- ISO 45001 : Assurer la Santé et la Sécurité de toutes et tous au sein
Park,
- ISO 14001 : Limiter notre impact sur l'environnement en adoptant u
toute l'organisation.

Siège Social : 1 rue Jacques-Henri Lartigue – 92130 Issy-les-Moulineaux – Tél. 01 46 09 39 00 / Fax. 01
SAS au capital de 7 067 136 € RCS Nanterre 378 888 224

afaq AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2020/85561.2

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by :

Q-PARK FRANCE

pour les activités suivantes :
for the following activities :

GESTION DE PARKING EN DELEGATION DE SERVICE (PUBLIQUE, PRIVE) OU EN PROPRE EN ASSURANT UNE QUALITE DE SERVICE AUX CLIENTS.
SOURCING ET REPONSE AUX APPELS D'OFFRES ET CONSULTATION PUBLIQUE ET PRIVEE.
MAITRISE D'OUVRAGE POUR LES CONSTRUCTIONS.

MAITRISE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PARKINGS.
MAITRISE DES RISQUES EN MATIERE DE SANTE SECURITE POUR LES COLLABORATEURS DE Q-PARK, LES INTERVENANTS ET LES UTILISATEURS.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of :

ISO 9001 : 2015 - ISO 45001 : 2018 - ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations :

1 RUE JACQUES HENRI LARTIGUE FR 92130 ISSY LES MOULINEAUX
20 RUE JEAN BAPTISTE COROT FR 26800 PORTES LES VALENCE

Le détail des activités et sites certifiés par norme est mentionné sur les certificats suivants :
The description of certified activities and locations per standard is mentioned on the following certificates :

Certificat ISO 9001 : 2015 n° 85533
Certificat ISO 45001 : 2018 n° 85566
Certificat ISO 14001 : 2015 n° 85565

Certificats ISO 9001 et ISO 14001 délivrés sous accréditation n° 4-0001
Certificates ISO 9001 and ISO 14001 issued under accreditation n°4-0001

Le certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)
2023.01.13

jusqu'au
until
2026.01.12

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Pointer le QR Code pour vérifier la validité du certificat

afnor CERTIFICATION

Rapport d'activité

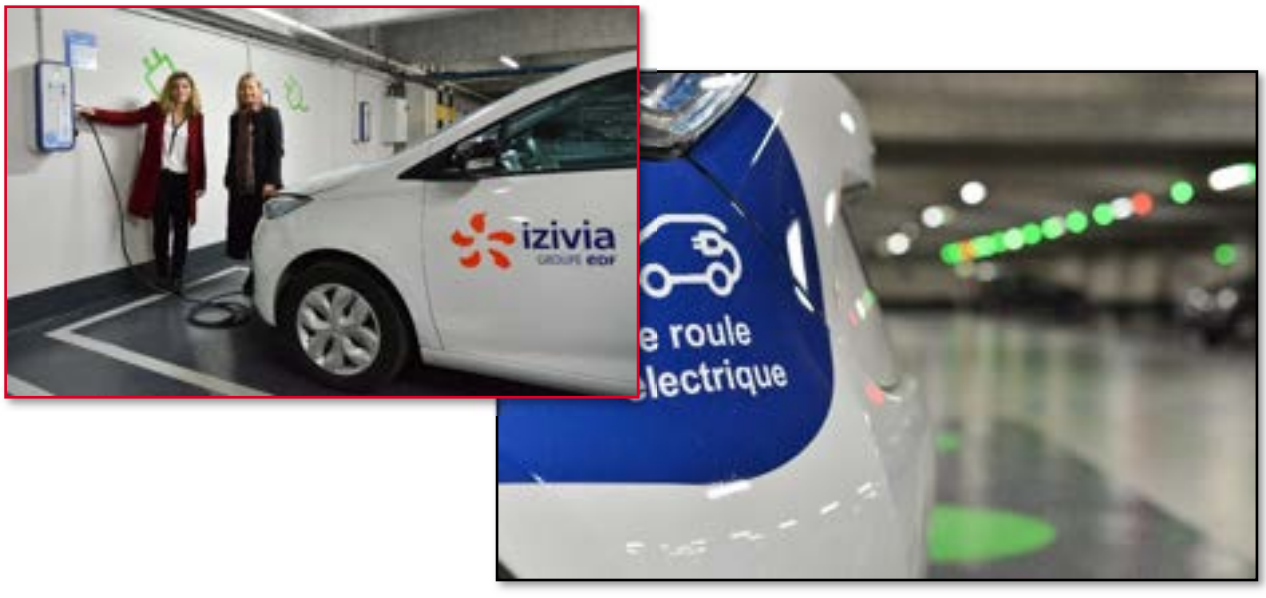
I Participation au Salon des Maires 2022

Q-Park était présent au Salon des Maires en novembre dernier au Parc des Exposition de la Porte de Versailles. Ce salon rassemble l'ensemble des sociétés de services aux collectivités et c'est donc tout naturellement que le stationnement y a été intégré. Au-delà du stand Q-Park, *Michèle Salvadoretti, Directrice Générale Q-Park France*, s'est prêtée au rôle d'animatrice de la table ronde « Stationnement & RSE : une filière engagée pour les villes ». A ses côtés, Monsieur Franck Masselus, Adjoint au Maire de Chartres & Eric Raddaz, Directeur Général de la société Gagnepark. 1 heure d'échanges enrichissants qui ont démontré les synergies entre constructeurs, opérateurs & collectivités en faveur d'une mobilité plus responsable & durable.

Déploiement des bornes électriques

Q-Park a sélectionné pour une durée de 3 ans IZIVIA, filiale d'EDF dédiée à la mobilité électrique. Ce contrat permettra de déployer plus de 4000 nouvelles bornes de charges semi rapides (7/22 kW) en centre-ville sur l'ensemble des 70 villes où Q-Park est présent. Un déploiement unique axé sur le service client, qui permettra à Q-Park de disposer d'un des plus grands parcs de bornes installées en France à ce jour dans les parkings en cœur de ville, équipement aujourd'hui plus qu'attendu en centre-ville.

Le planning prévisionnel prévoit l'équipement de plus de1000 bornes en 2023, puis une accélération du déploiement avec 1500 bornes en 2024. Grâce à ce partenariat ambitieux, Q-Park se positionne comme un acteur essentiel dans le service de la charge des véhicules électriques. En 2022 et pour les années à venir, nous confirmons ainsi nos engagements d'acteur de la mobilité décarbonée, au service de la ville de demain.



2.3.3 Campagnes promotionnelles nationale

I Offres promotionnelles

- Proposer des offres de reprises d'activités aux clients ayant déjà effectués des réservations en ligne
  - Campagne emailing envoyée en octobre à **135 365** clients dans toute la Fance



2.3.4 Les partenariats

Waze

Q-Park a conclu un contrat national avec Waze, avec plus de 20 millions d'utilisateurs actifs par mois en France soit près d'1 automobiliste français sur 2, qui se place comme le média incontournable dans la mobilité. Le principe du partenariat est une publicité « takeover » sur l'application : elle apparaît si le lieu de destination du « Wazer » se trouve à moins de 500m d'un parking Q-Park pour le guider jusqu'à l'entrée de ce parc.

Petit Futé

Petit Futé référence les points d'intérêt à ne pas manquer dans une ville ou un région. Insertion des informations des parkings Q-Park sur les guides Petit Futé digitaux, mise en avant des offres du parking sur tous les points d'intérêts référencés par Petit Futé lorsqu'un parking est accessible dans un périmètre de 500m.

Mappy

Mappy facilite les déplacements des Français en proposant le comparateur de déplacement multimodal, le plus exhaustif du marché. Véritable assistant mobilité, le site et l'application de la marque permettent aux utilisateurs de comparer 13 modes de transport, tant pour leurs trajets du quotidien que pour des trajets touristiques, partout en France.

VIA Michelin

Via Michelin donne accès à plusieurs outils pour faciliter et optimiser vos déplacements.
Le site internet Via Michelin.fr est fait pour faciliter la planification de trajet. Via Michelin réalisera la promotion des services de réservation de parkings Q-Park sur le site de Q-Park.fr.

2.4 Marketing et Communication locale:

Un support de communication décrivant les différentes étapes à suivre pour acheter un ticket de stationnement sur les horodateurs est disponible à l'accueil de la Police Municipale et de la Proximité de la Ville.



Rapport d'activité

Un flyer présentant l'application mobile Flowbird est mis à disposition des administrés pour leur décrire les différentes étapes à suivre pour s'acquitter de leur droit de stationnement en utilisant cette application.





Un second flyer présentant l'application mobile PayByPhone est également remis aux administrés pour les aider à se familiariser avec cette application.





Vous trouverez également au niveau de ce service, un flyer communiquant sur le service de "e-guichet " ou « e-habitant » d'Extenso. Ce flyer a été mis en place pour aider les ayants droits à faire leurs demandes de droit « Résidents », « Professionnels » et « Artisans ».





Dos d'un ticket horodateur promouvant le paiement via les applications mobiles disponible au Kremlin-Bicêtre

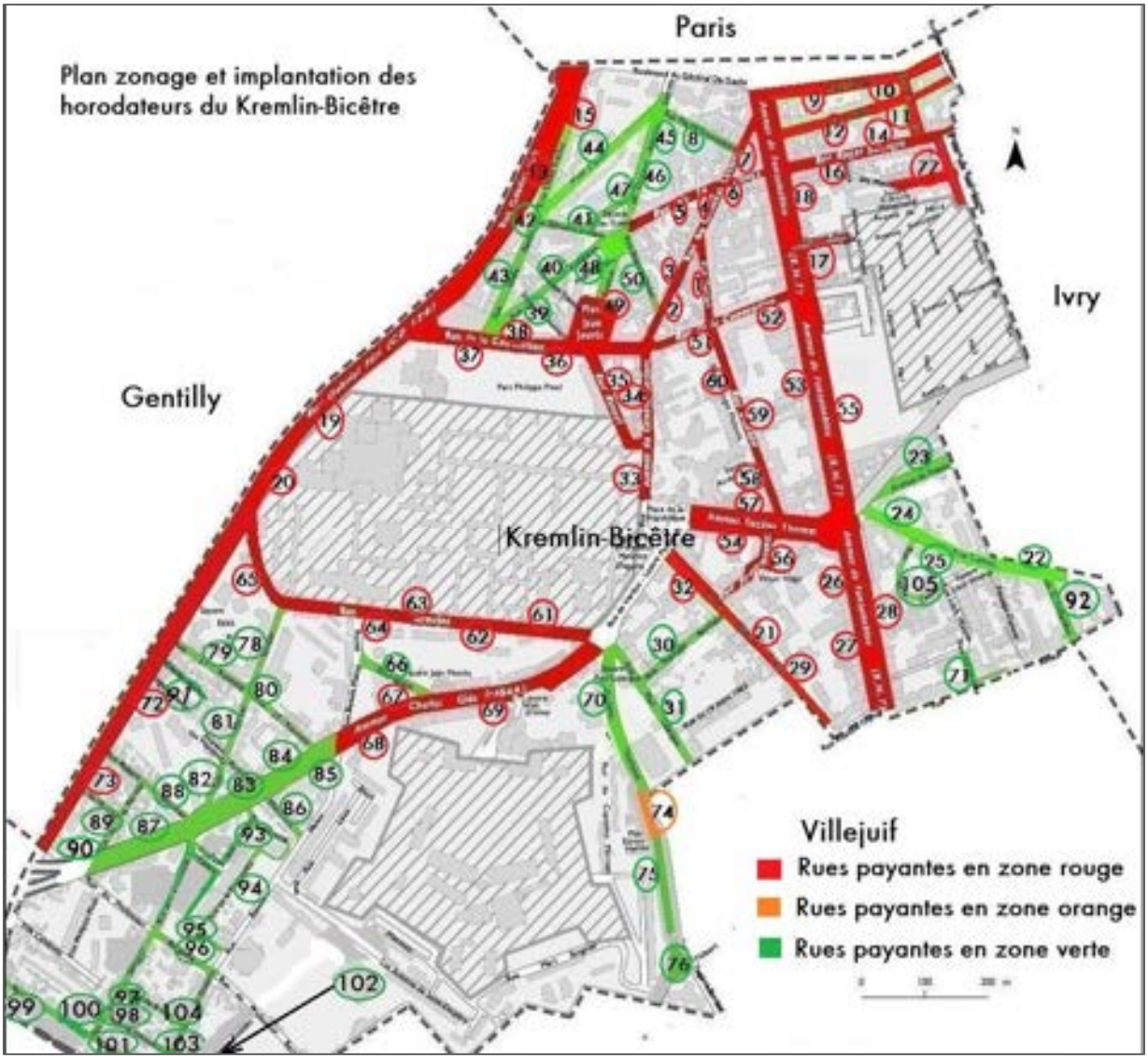


3 Compte-rendu technique

3.1 Equipements

- Le périmètre payant d'une capacité de 2056 places est couvert par 76 horodateur Stelio-Tpal et 30 Strada-Pal. Ce qui fait un parc horodateurs de 106 machines réparties comme suit :
  - Zone Rouge : 54 horodateurs pour 968 places payantes.
  - Zone Orange : 1 horodateur pour 16 places payantes.
  - Zone Verte : 51 horodateurs pour 1072 places payantes.

- Le plan suivant reprend l'implantation des horodateurs par rue et par zone tarifaire :



3.2 Travaux & entretiens

- Une campagne de reprise des marquages au sol places et mots « payant » a été réalisée par notre prestataire courant Novembre-Décembre 2022 sur les axes suivants :

  - Route Stratégique
  - Rue Voltaire
  - Avenue Charles Gide
  - Boulevard Chastenet de Géry
  - Rue Eugène Thomas
  - Rue Anatole France
  - Rue Léo Lagrange
  - Avenue du Cimetière Communal
  - Rue Paul Lafargue
  - Avenue du Repos
  - Rue du 14 Juillet
  - Rue Etienne Dolet
  - Rue Jean Monnet
  - Rue Marcel Sembat
  - Rue Pierre Brossolette
  - Rue Schumann
  - Rue Pasteur
  - Rue du Dr Lacroix
  - Rue Rossel
  - Rue de la Réunion

Un état des lieux de la signalétique horizontale est fait chaque année afin d'identifier les marquages au sol à reprendre selon les détériorations ou l'usure.

Une nouvelle campagne de ce type sera conduite en 2023 sur d'autres axes.

Rapport d'activité

Pour illustrer les travaux réalisés en 2022, voici quelques exemples en photos :



Avenue du Cimetière Communal



Boulevard Chastenet de Géry



Route Stratégique



Rue Etienne Dolet

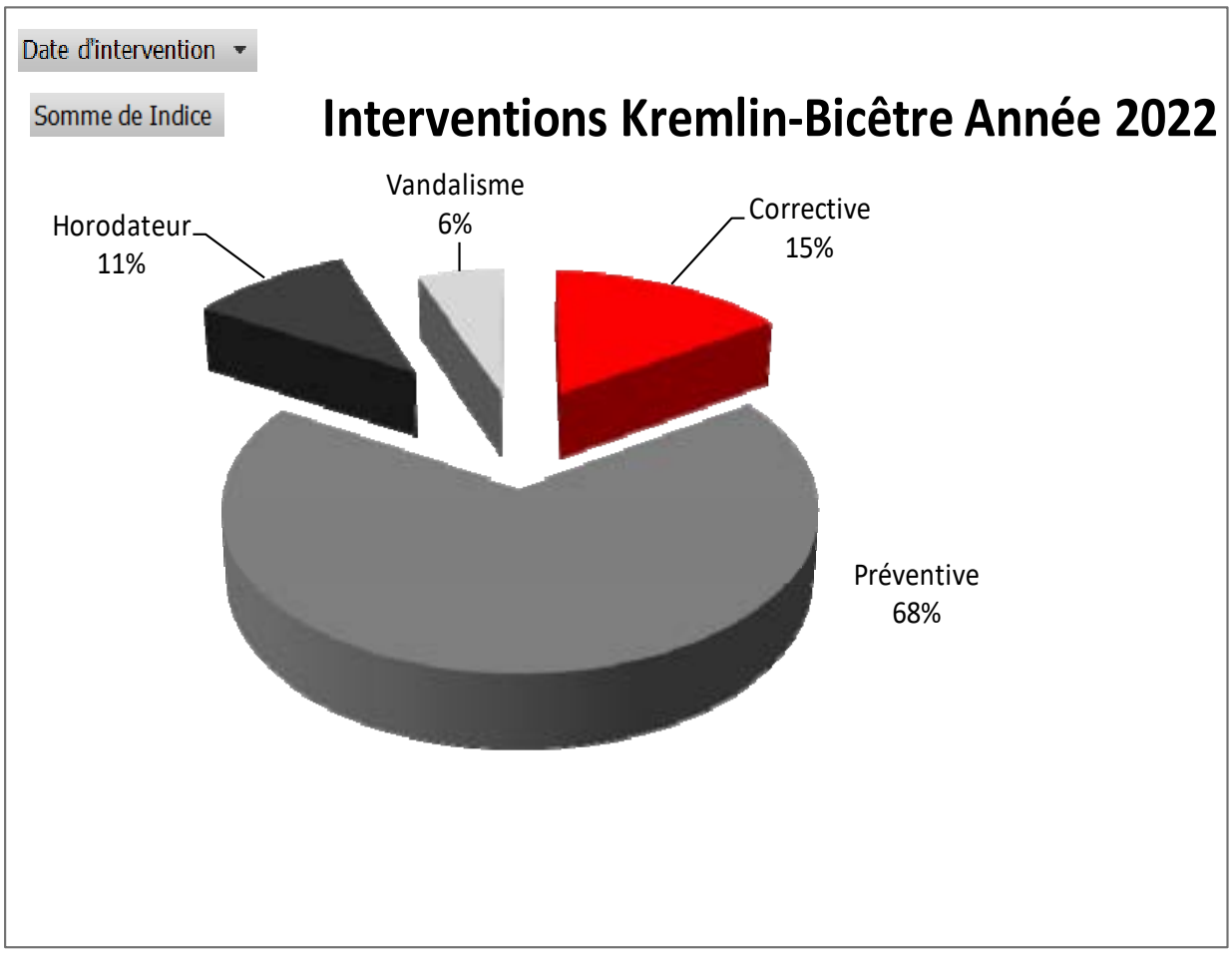
3.3 Maintenance générale

Ci-après la répartition par type des interventions effectuées par notre Technicien courant de l'année 2022.

En annexe, le tableau détaillé de la totalité de ces interventions.

Date d'intervention	(Tous)

Étiquettes de lignes	Somme de Indice
⊞Corrective	80
⊞Préventive	350
⊞Horodateur	55
⊞Vandalisme	29
Total général	514



Rapport d'activité

- Notre technicien voirie a effectué 514 interventions au cours de l'année écoulée réparties comme suit :
  - 80 interventions correctives (15% des interventions effectuées)
  - 350 interventions préventives (68% des interventions effectuées)
  - 55 interventions horodateurs (11% des interventions effectuées)
  - 29 interventions pour des vandalismes mineurs (6% des interventions effectuées)

Les interventions préventives correspondent aux opérations d'entretien courant type remplacement de bobine papier, d'une batterie, le nettoyage d'un panneau solaire, etc.

Les interventions correctives correspondent aux interventions à la suite d'une pannes rendant indisponible une fonction de l'horodateur comme un problème de lecteur bancaire, un clavier hors service, une batterie complètement déchargée, un bourrage papier, etc.

Les intervention « horodateurs » regroupe les nettoyages intérieurs et extérieurs des appareils, la dépose ou la pose d'un ancien ou nouvel horodateur, la mise en service ou hors service d'un appareil.

Enfin la catégorie « vandalisme » regroupe les effractions mais également des actes mineurs correspondant des incivilités (tags, retrait d'un sticker, etc.).



Horodateur Rue Carnot

Sticker Façade arraché



Horodateur Rue Marcel Sembat

Sticker côté détérioré



Horodateur Rue Carnot

Graffiti

4 Compte-rendu financier

4.1 Politique tarifaire & évolution

La tarification appliquée courant 2022 n'a pas évoluée. Elle est identique à celle de l'exercice 2021.

Le stationnement est payant tous les jours de 9h à 18h30, sauf jours fériés, les mois de juillet et août. Le stationnement est gratuit le samedi et dimanche pour les résidants. Par ailleurs il existe une gratuité de 30mn par demi-journée et par véhicule pour les Kremlinoises et Kremlinois.

- Tarifs voirie zone rouge (courte durée) :

Tarifs horaires	Prix
30 mn	1,30 €
1 heures	2,80 €
1 h30mn	4,30 €
2 heures	5,80 €
2 h30mn	17,00 €

Tarifs résidents, commerçants et Artisans	Prix
1 jour	0,70 €
1 semaine	3,70 €
2 semaines	7,50 €
Forfait 1 mois	15,00 €
Forfait 1 an	150,00 €

Tarifs samedi et dimanche	Prix
9 heures	5,00 €
9 h30mn	17,00 €

- Tarifs voirie zone verte (longue durée) :

Tarifs horaires	Prix
30 mn	1,00 €
1 heures	2,20 €
1 h30mn	3,20 €
2 heures	4,30 €
2 h30mn	5,40 €
3 heures	6,50 €
4 heures	8,60 €
4 h30mn	17,00 €

Tarifs résidents, commerçants et artisans	Prix
1 jour	0,70 €
1 semaine	3,70 €
2 semaines	7,50 €
Forfait 1 mois	15,00 €
Forfait 1 an	150,00 €

Tarifs du samedi et dimanche	Prix
9 heures	2,00 €
9 h30mn	17,00 €

- Tarifs Voirie Zone Orange (courte durée) :

Tarifs horaires	Prix
30 mn	Gratuites par 1/2-journée
1 heure	1,80 €
1 h 30 mn	2,70 €
2 heures	3,60 €
2 h30mn	17,00 €

Tarifs du dimanche	Prix
9 heures	2,00 €
9 h30mn	17,00 €

Contrairement à la zone rouge et la zone verte, la zone orange n'accepte pas les abonnements achetés sur les deux zones précitées. En stationnant sur cette zone tout usagers, même s'il est Résident, Commerçant ou Artisan doit s'acquitter du droit de stationnement selon la tarification en vigueur au risque de se voir émettre un FPS.

Une ½ heure gratuite est offerte une fois par demi-journée et par véhicule que vous soyez Visiteur, Résident, Commerçant ou Artisan. Elle s'obtient en saisissant le numéro de la plaque d'immatriculation de son véhicule sur le clavier capacitif équipant chaque horodateur. Cette gratuité n'étant pas réservée à une catégorie spécifique, aucun pré-enregistrement n'est nécessaire pour en bénéficier.



Photo d'un Strada-Pal



Photo d'un Stélio-Tpal

Il est à noter que :

Les tarifs résidents, commerçants et artisans s'obtiennent en s'enregistrant préalablement au bureau de la Police municipale et de Proximité ou en effectuant la démarche en ligne depuis le site internet www.q-park.fr rubrique « Voirie ». Il suffit alors de créer un compte si le client se connecte pour la première fois ou de s'identifier si la personne a déjà un compte actif.

Au-delà des tarifs préférentiels qui leurs sont réservés, les Résidents bénéficient sur les zones rouge et verte d'une gratuité d'une demi-heure par demi-journée. (9h /14h et 14h/18h30)

Interface usagers d'une Stélio-Tpal



Interface usagers d'une Strada-Pal

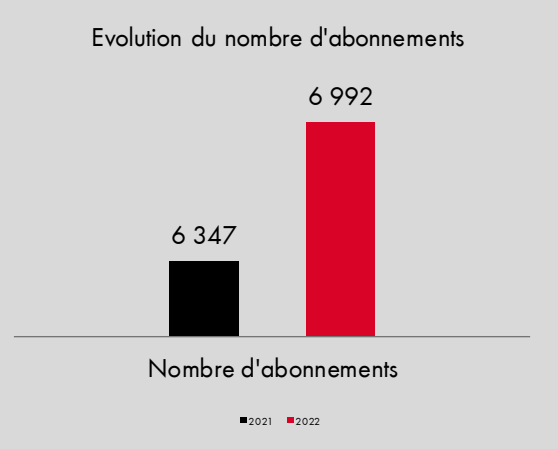


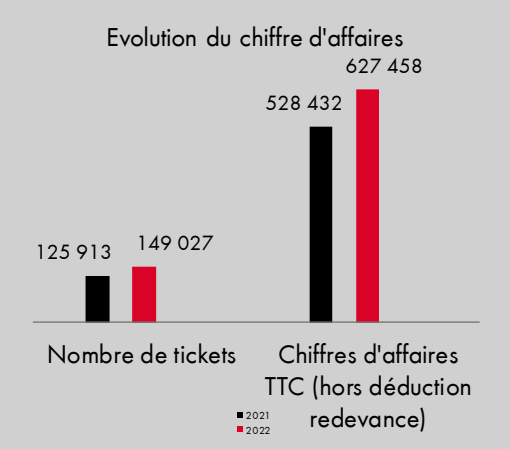


4.2 Fréquentation & recettes

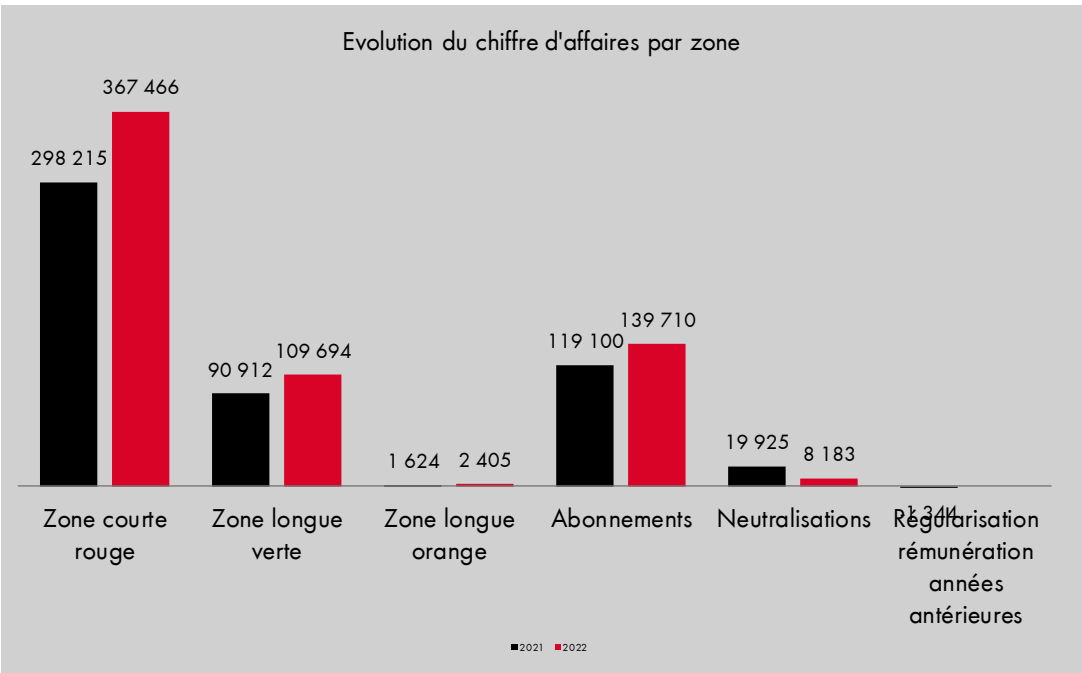
4.2.1 Analyse détaillée des recettes de voirie

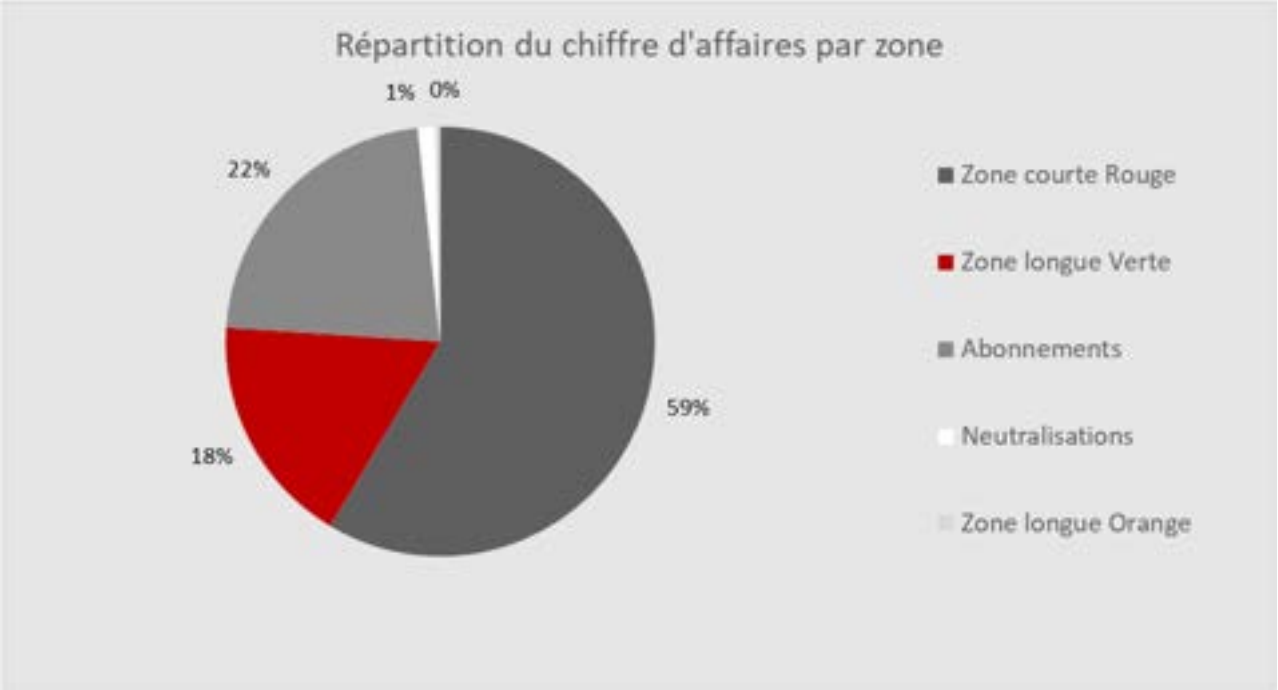
	2021	2022	Evolution
Nombre d'abonnements	6 347	6 992	10,2%
Nombre de tickets	125 913	149 027	18,4%
Chiffres d'affaires TTC (hors déduction redevance)	528 432	627 458	**18,7%**





Chiffre d'affaires TTC par zone	2021	2022	Ecart n-1
Zone courte rouge	298 215	367 466	23,2%
Zone longue verte	90 912	109 694	20,7%
Zone longue orange	1 624	2 405	48,1%
Abonnements	119 100	139 710	17,3%
Neutralisations	19 925	8 183	-58,9%
Régularisation rémunération années antérieures	-1 344		-100,0%





En 2022 la recette collecté sur voirie s'est élevée à 627,5 K€. Elle est en augmentation de +18,7% soit 99 K€. Malgré cette évolution, les recettes générées par le périmètre payant restent en deçà du niveau qu'elles ont atteint en 2019 (année de référence).

- Ce chiffre d'affaires se décompose comme suit :
  - 58,5% des recettes sont générées par la zone rouge (courte durée)
  - 0,4% des recettes sont générées par la zone orange (longue durée)
  - 17,3% des recettes sont générées par la zone verte (longue durée)
  - 22,3% des recettes représentent les abonnements vendus
  - 1,3% des recettes représentent les neutralisations de places payantes

91,4% des paiements horaires sur la voirie du Kremlin-Bicêtre sont effectués par carte bancaire et ce sur les horodateurs et sur les applications mobiles Flowbird et PayByPhone. Seul 8,6% des transactions horaires ont été réalisées en espèce sur les horodateurs.

S'agissant des abonnements 81,7% ont été achetés en cartes bancaires sur les appareils et applications mobiles. Seulement 1,5% ont été payés en numéraire sur les horodateurs. Le reste c'est-à-dire 16,8% a été acheté auprès du Régisseur de la Ville à l'accueil de la Police Municipale et de Proximité

4.3 Compte de résultats

(En Milliers Euros)	2022	2021	Variation en valeur	Variation en %
Recettes horaires & assimilées				
Recettes abonnés				
Prestations de service & Recettes voirie	314,1	219,8	94,3	42,9%
Recettes diverses				
Subvention d'exploitation				
Coûts capitalisés				
Amortissement des amodiataires + Ch. Locatives refact.				
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	**314,1**	**219,8**	**94,3**	**42,9%**
Coûts des travaux refacturés				
Travaux refacturés				
Solde sur travaux refacturés				
Coût du personnel interne	-34,9	-32,3	-2,7	8,2%
Personnel intérimaire				
Personnel de sécurité				
Autres coûts de personnel				
Supports opérationnels	-4,1	-3,0	-1,1	38,1%
Coût main d'œuvre directe	**-39,0**	**-35,3**	**-3,8**	**10,7%**
CET (Contribution Economique Territoriale) (= CFE + CVAE+ Plaft)				
Taxes foncières & Taxes s/ ordures ménagères				
C3S (ex Organic)	-0,4	-0,2	-0,2	75,5%
Autres taxes diverses				
Impôts et Taxes	**-0,4**	**-0,2**	**-0,2**	**75,5%**
Eau & énergie	-0,2	-0,1	-0,1	87,2%
Fournitures de parking/voirie		-0,8	0,8	-100,0%
Entretien de l'ouvrage	-20,0	-15,6	-4,5	28,7%
Maintenance des équipements de parking	-21,4	-19,2	-2,2	11,4%
Location diverses d'exploitation				
Sous traitance Exploit. / Services extérieurs				
Téléphone	-0,5	-0,7	0,2	-34,6%
Télésurveillance & Gestion des abonnés				
Assurance parking	-0,2	-0,4	0,2	-53,3%
Coût de la gestion de l'argent	-7,1	-5,3	-1,9	35,4%
Coût du marketing opérationnel		-0,1	0,1	-100,0%
Coût des véhicules d'exploitation	-6,8	-8,4	1,6	-19,1%
Frais de voyages & mission/réception				
Charges adminsitrative d'exploitation	-1,1	-0,5	-0,7	153,1%
Sous Traitance QPS				
Support informatique exploitation	-11,3	-8,9	-2,5	27,7%
Autres Ch. Dir. Exploit. & Transfert de Ch. Exploit.				
Total charges directes de production	**-108,1**	**-95,3**	**-12,8**	**13,5%**

Loyers des locaux				
Charges locatives	-5,2	-2,3	-3,0	131,4%
Redevances / Loyers locaux - Part Fixe	-9,9	-9,6	-0,3	3,7%
Redevances / Loyers locaux - Part Variable	-52,5	-13,0	-39,5	NS
Total loyers et redevances	**-67,6**	**-24,8**	**-42,8**	**172,5%**
Autres taxes indirectes				
Honoraires CAC				
Honoraires avocats				
Honoraires divers				
Frais de services bancaires				
Assurances (hors exploit, locaux et transport)				
Frais généraux divers				
Supports Services généraux	-16,7	-13,3	-3,4	25,3%
Total charges indirectes	**-84,3**	**-38,1**	**-46,2**	**121,1%**
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**-192,4**	**-133,4**	**-59,0**	**44,2%**
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**121,7**	**86,4**	**35,3**	**40,9%**
Crédit-bail (part capital remboursé)				
Amortissements des biens	-91,2	-89,1	-2,1	2,4%
Amortissement subv équipements				
Amortissements exploitation QPS				
Prov renouvellement des immobilisations				
Résultat s/ cessions & Mises au rebut				
Total Amortissements	**-91,2**	**-89,1**	**-2,1**	**2,4%**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**30,5**	**-2,7**	**33,2**	**NS**
Produits financiers				
Frais financiers capitalisés aux coûts d'investissements				
Charges financières	-0,1	-1,5	1,4	-92,9%
Crédit-bail (part frais financiers)				
RESULTAT FINANCIER	**-0,1**	**-1,5**	**1,4**	**-92,9%**
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnels				
RESULTAT EXCEPTIONNEL				
Impôts sur les sociétés	-7,8		-7,8	
RESULTAT NET COMPTABLE	**22,6**	**-4,2**	**26,8**	**NS**

Sur l'exercice le chiffre d'affaires du contrat a progressé de +42,9% soit +94,3 K€ HT en valeur. Les charges d'exploitation se dégradent de +44,2% soit -59 K€ HT principalement du fait de l'augmentation du poste « redevance versée à la Ville » (-39,5 K€ HT) corrélée à la hausse des recettes. Au global le résultat net comptable de la délégation progresse de +26,8 K€ HT et retrouve un niveau positif.

5 Annexes

Annexe A : Description du Service Clients et du Service Recouvrement

Annexe B : QCR de Valence

Annexe C : Détail des amortissements économiques

Annexe D : Etat des immobilisations et amortissements

Annexe E : Justificatif de la réparation des honoraires de Q-Park France

Annexe F : Modalité de calcul de la Mission de Direction et d'Assistance

Annexe G : Q-Park, 2ème opérateur de stationnement en Europe

Annexe H. Q-Park en Bref

Annexe I : La presse en parle

Annexe J : Toolbox

Annexe K : Détails des interventions de maintenance

Annexe L : Etat périmètre du stationnement payant

Annexe M : Tableau de suivi du Chiffre d'Affaires mensuel

Annexe N : Engagement de la Direction en matière de QSE

Annexe O : La politique QSE de Q-Park

Annexe P : Attestations d'assurances

Annexe Q – Redevance Ville



Annexe A: Description du Service Clients et du Service Recouvrement

Caractéristiques de la plate-forme Q-Park France	
Organisation	Le service clients Q-Park est une plate-forme téléphonique nationale localisée au siège de Q-Park France, composée de 5 personnes.
Contact clients	Par téléphone, du lundi au vendredi de 9h à 18h, grâce à un numéro non surtaxé: 0 8100 77 275 Sur le site www.q-park.fr, et www.q-park-resa.fr, un formulaire en ligne permet de poser des questions : Par mail : service.clients@q-park.fr Une réponse est adressée au client sous 2 jours ouvrés. Par courrier : Q-Park France - Service Clients Q-Park – 1 rue Jacques-Henri Lartigue – 92130 Issy-les-Moulineaux
Missions	Gestion de toute demande de renseignements relative à l'offre Q-Park : ses produits et services. Le service clients apporte des réponses sur les prix, les modalités de souscription/de résiliation d'abonnement, le suivi et gestion des comptes clients, les réclamations... Ce service renseigne et actualise la base abonnés Q-Park : depuis la saisie des nouveaux contrats d'abonnement, jusqu'à la résiliation des contrats. Le service clients transmet quotidiennement la situation des abonnés aux parcs concernés, au QCR et à l'équipe en charge du recouvrement.
Outils de gestion	C2C progiciel pour la gestion des contrats & l'attribution des badges Abonnés Navision (comptabilité client : factures, avoirs, remboursements) Microsoft Dynamic CRM 2011 (fiche client & suivi relation client)

Caractéristiques du Service recouvrement	
Organisation	Le service recouvrement se compose de 2 personnes. Ses gestionnaires de portefeuille contribuent en permanence à la maîtrise de la gestion de la trésorerie du groupe.
Missions	Identification des contentieux (abonnements impayés, factures impayées, prestation et ventes diverses) et des avoirs en cours Relances et recouvrement des créances, Blocage/déblocage des badges d'accès dans les parcs Lancement de procédure juridique/régularisation/résiliation de contrat
Contact clients	Par la plate-forme téléphonique du service Clients : 0 8100 77 275 Par mail : service.recouvrement@q-park.fr Par courrier : Q-Park France - Service Recouvrement Q-Park – 1 rue Jacques-Henri Lartigue – 92130 Issy-les-Moulineaux
Outils utilisés	C2C progiciel pour la gestion des contrats & l'attribution des badges Abonnés Navision (comptabilité client : factures, avoirs, remboursements) Microsoft Dynamic CRM 2011 (fiche client & suivi relation client)

Annexe B : QCR de Valence

	Caractéristiques du Q-Park Control Room
Organisation	Depuis un poste central de contrôle localisé à Valence, une équipe d'opérateurs support clientèle se relaient 24h/24 pour assurer la surveillance au niveau national de tous les parking Q-Park. Le QCR vient en support de nos équipes d'exploitation afin de garantir un niveau de prestation auprès de nos clients, et de veiller au bon fonctionnement du site. Des tests sont organisés mensuellement afin de contrôler que les moyens mis en place sont en parfait état de fonctionnement.
Missions	Garantir un accueil et un service optimum à notre clientèle Assurer la gestion à distance 24h/24 Orienter et informer la clientèle de nos parcs Assurer la sécurité des biens et des personnes (clients/personnel exploitant) Signaler et justifier les ouvertures de barrières effectuées à distance Assurer le suivi des disfonctionnements sur les sites
Un personnel formé	Les opérateurs sont formés en matière de Qualité, Sécurité et Service : H0. B0 (habilitation électrique) S.S.T (Sauveteur Secouriste du Travail) S.S.I.A.P. de niveau 1 (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes).
Moyens techniques	IVPARK : logiciel FlyVision permettant la prise d'appel, la gestion des alarmes et la liaison vidéo en directe. ESI : Ligne téléphonique reliée au système interphonie.
Gestion clients des sites	Le service clients Q-Park transmet quotidiennement au QCR et à tous ses parcs, la situation de ses abonnés pour qu'ils puissent avoir le niveau d'information nécessaire pour le suivi et la régulation des situations.
Sécurité	Radios PTI : Sécurisation des équipes d'exploitation terrain et lors d'interventions sur site. Les alarmes Incendie : Gestion des alarmes, et levée de doute à distance avant l'arrivée du personnel pour un contrôle et une remise en service. Les Alarmes intrusion : Sécurisation des locaux en cas d'intrusion. Gestion à distance des ouvertures de portails, de contrôle d'accès ou de matériel de péage afin de répondre rapidement aux clients en dehors des heures de présence de notre personnel. Gestion des Alarmes Techniques : gestion groupe électrogène, pompes de relevage en cas d'inondation.

Annexe C : Détail des amortissements économiques

Société	Désignation	Nom Parking	Type de Bien	Début amort.	Invest. Cumulés 01/01	Invest. période	Mouv. Internes	Sorties brutes	Invest. Cumulés 31/12	Amort. cumulés 01/01	Amort. Période	Amort. Immos sorties	Amort. Cumulés au 31/12	VNC 01/01	VNC 31/12
QPF Q-Park France	EXTENSO PARTNER Av s/mise en place	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	-	- 2 000	0	0	0	- 2 000	0	0	0	0	- 2 000	- 2 000
QPF Q-Park France	EXTENSO PARTNER Mise en place module	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	-	2 000	0	0	0	2 000	0	0	0	0	2 000	2 000
QPF Q-Park France	CETELEC Rplt rideau métallique bdc L22.3871	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	-	0	4 900	- 4 900	0	0	0	0	0	0	0	0
QPF Q-Park France	ALLIANCE MARQUAGE VOIRIE	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	15/04/2016	5 835	0	0	0	5 835	- 4 761	- 834	0	- 5 594	1 074	241
QPF Q-Park France	QPARK BV INSTAL EASYNET KREMLI	Kremlim Bicetre -	Biens de reprise	15/03/2016	605	0	0	0	605	- 605	0	0	- 605	0	0
QPF Q-Park France	10 HORODATEURS KREMLIN	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	15/03/2016	17 076	0	0	0	17 076	- 17 076	0	0	- 17 076	0	0
QPF Q-Park France	PARKEON HORODATEURS + POSE	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	15/03/2016	423 254	0	0	0	423 254	- 350 361	- 60 465	0	- 410 826	72 894	12 429
QPF Q-Park France	QPS COUTS CAPITALISES 2016	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	01/01/2017	19 740	0	0	0	19 740	- 15 905	- 3 181	0	- 19 086	3 835	654
QPF Q-Park France	GETCOM MARQUAGE VOIRIE	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	28/09/2018	17 800	0	0	0	17 800	- 12 993	- 3 988	0	- 16 980	4 807	820
QPF Q-Park France	FLOWBIRD Conformité horodateurs bdc 19-	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	15/11/2019	62 974	0	0	0	62 974	- 40 198	- 18 892	0	- 59 091	22 776	3 883
QPF Q-Park France	GETCOM Reprise marquage au sol bdc 19-	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	25/06/2019	2 780	0	0	0	2 780	- 1 880	- 747	0	- 2 626	900	154
QPF Q-Park France	FLOWBIRD Paramétrage interface bdc 19-	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	01/01/2020	1 800	0	0	0	1 800	- 1 123	- 562	0	- 1 685	677	115
QPF Q-Park France	GETCOM Rénovation marquage bdc L21.3092	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	30/11/2021	5 320	0	0	0	5 320	- 148	- 1 724	0	- 1 872	5 172	3 448
QPF Q-Park France	CETELEC Rplt rideau métallique bdc L22.3871	Kremlim Bicetre -	Biens de retour	02/10/2022	0	0	4 900	0	4 900	0	- 539	0	- 539	0	4 361
QPFS Q-Park France	AGECOM COPIEUR XEROX	Kremlim Bicetre -	Biens de reprise	23/10/2018	1 490	0	0	0	1 490	- 950	- 298	0	- 1 248	540	242
				TOTAL	**558 675**	4 900	0	0	563 575	- 446 000	- 91 229	0	- 537 229	112 675	26 346

Annexe D : Etat des immobilisations et amortissements

Etat récapitulatif des Immobilisations & Amortissements

Étiquettes de lignes	Type de Bien	Nom Parking	Somme de Invest. Cumulés 01/01	Somme de Invest. période	Somme de Mouv. Internes	Somme de Sorties brutes	Somme de Invest. Cumulés 31/12	Somme de Amort. cumulés 01/01	Somme de Amort. Période	Somme de Amort. Immos sorties	Somme de Amort. Cumulés au 31/12	Somme de VNC 01/01	Somme de VNC 31/12
⊟ QPF Q-Park France	⊟ Biens de retour	Kremlin Bicetre - Voirie -	556 580	4 900	0	0	561 480	- 444 445	- 90 931	0	- 535 376	112 135	26 104
	⊟ Biens de reprise	Kremlin Bicetre - Voirie -	605	0	0	0	605	- 605	0	0	- 605	0	0
Total QPF Q-Park France			**557 185**	**4 900**	**0**	**0**	**562 085**	**- 445 050**	**- 90 931**	**0**	**- 535 980**	**112 135**	**26 104**
⊟ QPFS Q-Park France Services	⊟ Biens de reprise	Kremlin Bicetre - Voirie -	1 490	0	0	0	1 490	- 950	- 298	0	- 1 248	540	242
Total QPFS Q-Park France Services			**1 490**	**0**	**0**	**0**	**1 490**	**- 950**	**- 298**	**0**	**- 1 248**	**540**	**242**
Total général			**558 675**	**4 900**	**0**	**0**	**563 575**	**- 446 000**	**- 91 229**	**0**	**- 537 229**	**112 675**	**26 346**

Annexe E : Justificatif de la réparation des honoraires de Q-Park France

Justificatif de la répartition des honoraires de Q Park France - au titre de la mission de Direction et Assistance			
Total des dépenses Supports Services Généraux		**A**	6 011 042
Total des dépenses Supports Services Opérationnels		**B**	1 477 023
Total des dépenses Supports informatiques		**C**	4 082 884
			11 570 948
Chiffres d'Affaires HT Groupe		**D**	113 284 943
Chiffres d'Affaires HT du contrat		**E**	314 114
Affectation des honoraires :			
- Supports Services Généraux		**A x (E / D)**	16 667
- Supports Services Opérationnels		**B x (E / D)**	4 095
- Dépenses et Supports informatiques		**C x (E / D)**	11 321

Annexe F : Modalité de calcul de la Mission de Direction et d'Assistance

Les nouvelles organisations centralisées des fonctions supports au sein de Q-Park France et de Q-Park Groupe ont entrainé des changements sur la répartition des Missions de Direction et d'Assistances (**MDA**) qui sont reportées dans les Comptes Rendus Financiers (**CRF**).

L'assistance exercée par QPF Services a été ainsi répartie en trois missions :

- **Les Services Supports Centraux** : Direction Générale, Financière, Ressources Humaines, Commerciale, Construction, Marketing, Juridique.
- **Les Services Supports Opérationnels Centralisés** : Exploitation, Achats, Gestion de la maintenance et du patrimoine.
- **Les Services Supports Informatiques Centralisés :** technologies de l'information et des communications.

Les montants des services sont déterminés sur la base des coûts réels ('livre ouvert') + 2% de marge (afin de couvrir les frais financiers et l'impôt sur les sociétés).

La répartition par contrat se fait en fonction du Chiffre d'Affaires (CA contrat concerné / CA total des sociétés du groupe).



Annexe G : Q-Park, 2ème opérateur de stationnement en Europe

Le Groupe Q-Park

Q-Park est une entreprise internationale spécialisée dans l'investissement, la construction et la gestion de parkings de haute qualité à des emplacements stratégiques. Le groupe concentre ses activités dans des parkings multifonctionnels de centre-ville, à proximité des pôles de transports publics et des hôpitaux.



- Présence dans 7 pays européens
- 2nd acteur du marché européen
- 3 076 parkings
- 572 000 places de stationnement
- 674 M€ de CA en 2019
- 280 000 abonnés
- Naissance du groupe en 1998
- 1 837 collaborateurs
- Présence dans les métropole européennes : Londres, Berlin, Amsterdam, Bruxelles, Paris...

Q-Park France

Implanté en France depuis 2002, Q-Park est une entreprise européenne spécialisée dans l'investissement, la construction et la gestion de parkings de haute qualité à des emplacements stratégiques. Le groupe concentre ses activités dans des parkings multifonctionnels de centre-ville, et également à proximité des pôles de transports publics et des hôpitaux. Acteur majeur du marché du stationnement, Q-Park France a pour objectif de développer son activité en assurant à ses clients une gestion et des services de qualité.



- Présence dans 70 villes
- 220 parkings
- 127 000 places de stationnement
- 132 M€ de CA en 2019 (175 M€ 2022)
- Près de 60 000 abonnés
- 420 collaborateurs (au siège et en régions)

Rapport d'activité

Annexe H : Toolbox

Année 2022

Tarif 1ere H	Zone Rouge	2,80
	Zone Verte	2,20
	Zone Orange	1,80

2,27

Statistiques Occupation Voirie **Nombre de Jours exploités** **293**

				SUIVI RECETTES HORAIRES					
Zone	Lieu/rue	Nombre de places payantes	Nb de jours d'exploitation jusqu'à la	CA	nb h payées/pl/j	recette payée/pl/j	Nb tickets émis	Nb horodateurs	N° horodateurs
Zone Rouge	Rue Danton	68	293	1 940,00 €	0,03	0,10 €	782	4	1/58/59/60
	Rue du Général Leclerc	94	293	3 497,30 €	0,05	0,13 €	1413	6	2/3/4/7/33/34
	Rue du 14 juillet	19	293	897,60 €	0,06	0,16 €	386	2	5/6
	Rue Roger Salengro	33	293	550,90 €	0,02	0,06 €	251	2	14/16
	Rue Itzhak Rabin Avenue du Boulodrôme	19	293	194,30 €	0,01	0,03 €	94	1	77
	Avenue de Fontainebleau/Cimetière Communal	89	293	4 226,40 €	0,06	0,16 €	1854	7	17/18/26/27/28/53/55
	Place Jean Jaurès	17	293	529,90 €	0,04	0,11 €	252	1	49
	Rue de la convention	66	293	2 463,90 €	0,05	0,13 €	1130	5	36/37/38/51/52
	Avenue Eugene Thomas	54	293	2 043,70 €	0,05	0,13 €	950	2	54/57
	Rue Rossel	8	293	313,30 €	0,05	0,13 €	115	1	35
	Rue Séverine	181	293	3 358,30 €	0,02	0,06 €	1246	5	61/62/63/64/65
	Avenue Gabriel Péri	132	293	5 483,30 €	0,05	0,14 €	1829	6	13/15/19/20/72/73
	Avenue Charles Gide	71	293	1 440,50 €	0,02	0,07 €	544	3	67/68/69
	Rue Jean Monnet	16	293	274,70 €	0,02	0,06 €	113	1	56
	Rue Voltaire	38	293	1 738,10 €	0,06	0,16 €	661	2	9/10
	Rue Emile Zola	12	293	388,20 €	0,04	0,11 €	146	1	11
	Rue Pasteur	13	293	227,00 €	0,02	0,06 €	72	1	12
	Rue Anatole France	38	293	646,20 €	0,02	0,06 €	287	3	29/21/32
	Bureau STU	0	293	9,50 €	#DIV/0!	#DIV/0!	7	1	106
	Sous-total	**968**	**293**	**30 223,10 €**	**0,04**	**0,11 €**	**12132**	**54**	
Zone	Lieu/rue	Nombre de places payantes	Nb de jours d'exploitation jusqu'à la	CA	nb h payées/pl/j	recette payée/pl/j	Nb tickets émis	Nb horodateurs	N° horodateurs
Zone Verte	Rue Pierre Brossolette	14	293	346,90 €	0,04	0,08 €	175	1	8
	Rue de l'Avenir/Rue de la Réunion	25	293	60,70 €	0,00	0,01 €	32	1	89
	Rue Blaise Pascal	10	293	19,80 €	0,00	0,01 €	7	1	102
	Avenue Charles Gide	32	293	808,70 €	0,04	0,09 €	342	4	83/84/85/87
	Rue de l'Egalité	100	293	0,00 €	0,00	0,00 €	0	1	95
	Rue de la Fraternité	108	293	0,00 €	0,00	0,00 €	0	2	93/94
	Rue JF Kennedy	34	293	375,20 €	0,02	0,04 €	181	2	79/80
	Rue Léo Lagrange/Rue Laurenson	52	293	102,60 €	0,00	0,01 €	65	3	99/100/101
	Rue Pompidou	23	293	301,40 €	0,02	0,04 €	128	1	92
	Parking RATP Avenue Charles Gide	39	293	201,50 €	0,01	0,02 €	81	1	90
	Rue Marcel Sembat	41	293	833,90 €	0,03	0,07 €	379	4	78/81/82/96
	Rue des Martinets	12	293	119,50 €	0,02	0,03 €	43	1	86
	Rue Pierre Sémard/Rue de l'Horizon/Rue du 8 Mai	30	293	184,50 €	0,01	0,02 €	114	2	97/98
	Rue du Pr Einstein/Rue de l'horizon/Rue du 8 Mai	22	293	233,50 €	0,02	0,04 €	140	2	103/104
	Rue René Cassin	10	293	107,40 €	0,02	0,04 €	53	1	105
	Rue Robert Schuman	24	293	107,70 €	0,01	0,02 €	42	1	88
	Avenue du Repos	21	293	314,70 €	0,02	0,05 €	182	1	23
	Rue Carnot/Pompidou	63	293	1 476,60 €	0,04	0,08 €	719	3	22/24/25
	Rue Marcelin Berthelot	14	293	105,10 €	0,01	0,03 €	59	1	30
	Rue Gambetta	30	293	724,30 €	0,04	0,08 €	403	2	39/40
	Rue Edouard Vaillant	45	293	469,20 €	0,02	0,04 €	212	1	41
	Rue Elises Reclus	37	293	660,20 €	0,03	0,06 €	304	2	42/43
	Rue Pierre Curie	24	293	153,00 €	0,01	0,02 €	90	1	44
	Avenue du Docteur Lacroix	43	293	701,10 €	0,03	0,06 €	375	3	45/46/47
	Impasse Etienne Dolet	14	293	353,30 €	0,04	0,09 €	181	1	48
	Rue Etienne Dolet	15	293	646,90 €	0,07	0,15 €	325	1	50
	Route Stratégique	17	293	329,50 €	0,03	0,07 €	189	1	66
	Rue Chastenet de Géry	49	293	571,70 €	0,02	0,04 €	273	3	70/75/76
	Rue Baboeuf/Fusillés	11	293	347,30 €	0,05	0,11 €	151	1	71
	Rue Paul Lafargue	24	293	64,60 €	0,00	0,01 €	30	1	31
	Rue Charles Richet	12	293	73,80 €	0,01	0,02 €	30	1	91
	Sous-total	**995**	**293**	**10 794,60 €**	**0,02**	**0,04 €**	**5305**	**51**	
Zone Orange	Parking Chastenet de Géry	16	293	191,90 €	0,02	0,04 €	92	1	74
	Sous-total	**16**	**293**	**191,90 €**	**0,02**	**0,04 €**	**92**	**1**	
Total		**1 979**	**293**	**41 209,60 €**	**0,03**	**0,07 €**	**17 529**	**106**	

Zone	Lieu/rue	Nombre de places payantes	Nb de jours d'exploitation jusqu'à la	CA	nb h payées/pl/j	recette payée/pl/j	Nb tickets émis	Nb horodateurs
Zone Rouge	Total recettes collectées	968	293	30 223,10 €	0,04	0,11 €	12 132	54
	Total Recettes (Collectées/CB/ Flowbird/PBP/Abonnés/ Neutralisations)			436 949,57 €	0,55	1,54 €		
Zone Verte	Total recettes collectées	1 072	293	10 794,60 €	0,02	0,03 €	5 305	51
	Total Recettes (Collectées/CB /Flowbird/PBP/Abonnés			151 781,16 €	0,22	0,48 €		
Zone Orange	Total recettes collectées	16	293	191,90 €	0,02	0,04 €	92	1
	Total Recettes (Collectées/CB /Flowbird/PBP/Neutralis			2 405,30 €	0,29	0,51 €		
Cumul des recettes voirie		2 056	293	591 136,02 €	0,43	0,98 €	17 529	106

Abonnements par zones	Prix unitaire	Abos STU	Abos pièces	Abos CB	Abos Flowbird	Abos Paybyphone	Sous-total	Total
Zone rouge	15,00 €	0	122	2 266	778	943	61 635,00 €	62 960,05 €
Zone verte	15,00 €	0	14	1 585	903	123	39 375,00 €	40 427,96 €
Abonnements annuels	150,00 €	157	0	0	92	9	38 700,00 €	
Annuels Lissés	15,00 €	2 378					35 670,00 €	
Recettes Abonnements par type de paiement		23 550,00 €	2 040,00 €	57 765,00 €	39 015,00 €	17 340,00 €	139 710,00 €	

Recettes et fréquentation CB	270 478,52 €	61 226	Recettes et fréquentation Flowbird	62 080,40 €	14 866	Recettes et fréquentation PBP	219 916,50 €	62 105

Désignation	Recettes horaires CB	Nbre transaction	Recettes horaires	Nbre transaction	Recettes horaires Paybyphone	Nbre transaction Paybyphone	HPPJ par zone	HPPJ moyen pondéré
Zone rouge	164 436,62 €	41 884	13 360,85 €	7 722	159 444,95 €	46 825	0,55	0,41
Zone orange	1 117,80 €	399	115,30 €	37	980,30 €	426	0,22	
Zone verte	47 159,10 €	15 092	9 589,25 €	5 334	42 151,25 €	13 779	0,29	
Recette neutralisations zone rouge		6 524,00 €	Recette neutralisations zone verte		1 659,00 €	Recette neutralisations zone orange		0,00 €

Recette Horodateurs (en € TTC)

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	7 545,00	7 545,00	8 895,20	8 895,20	3 362,00	3 362,00	3 545,30	3 545,30
Février	8 871,00	16 416,00	7 995,40	16 890,60	3 217,80	6 579,80	3 788,00	7 333,30
Mars	9 042,70	25 458,70	3 535,40	20 426,00	3 755,70	10 335,50	4 181,40	11 514,70
Avril	8 886,60	34 345,30	0,00	20 426,00	3 148,50	13 484,00	3 543,80	15 058,50
Mai	10 495,50	44 840,80	6,00	20 432,00	3 108,90	16 592,90	4 545,20	19 603,70
Juin	4 363,60	49 204,40	22,30	20 454,30	4 017,80	20 610,70	4 943,40	24 547,10
Juillet	13 373,40	62 577,80	0,00	20 454,30	0,00	20 610,70	0,00	24 547,10
Août	0,00	62 577,80	0,00	20 454,30	0,00	20 610,70	0,00	24 547,10
Septembre	2 690,70	65 268,50	3 996,50	24 450,80	4 047,30	24 658,00	5 107,20	29 654,30
Octobre	10 930,40	76 198,90	4 433,20	28 884,00	4 101,30	28 759,30	4 151,20	33 805,50
Novembre	7 518,20	83 717,10	2 314,40	31 198,40	3 636,30	32 395,60	3 729,10	37 534,60
Décembre	7 635,10	91 352,20	3 073,30	34 271,70	3 911,50	36 307,10	3 675,00	41 209,60
	91 352,20		**34 271,70**		**36 307,10**		**41 209,60**	

Nombre de tickets horaires émis

Mois	Tickets 2019	Cumul	Tickets 2020	Cumul	Tickets 2021	Cumul	Tickets 2022	Cumul
Janvier	2 775	2 775	3 450	3 450	1 366	1 366	1 543	1 543
Février	3 460	6 235	3 127	6 577	1 343	2 709	1 588	3 131
Mars	3 511	9 746	1 438	8 015	1 547	4 256	1 847	4 978
Avril	3 450	13 196	0	8 015	1 327	5 583	1 534	6 512
Mai	4 066	17 262	1	8 016	1 329	6 912	1 924	8 436
Juin	1 707	18 969	5	8 021	1 675	8 587	2 048	10 484
Juillet	5 283	24 252	0	8 021	0	8 587	0	10 484
Août	0	24 252	0	8 021	0	8 587	0	10 484
Septembre	1 002	25 254	1 547	9 568	1 746	10 333	2 086	12 570
Octobre	4 250	29 504	1 713	11 281	1 736	12 069	1 747	14 317
Novembre	3 040	32 544	887	12 168	1 586	13 655	1 595	15 912
Décembre	3090	35 634	1263	13 431	1727	15 382	1 617	17 529
	35 634		**13 431**		**15 382**		**17 529**	

Recette abonnés (en € TTC)

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	17 728,00	17 728,00	18 000,00	18 000,00	12 945,00	12 945,00	17 550,00	17 550,00
Février	14 776,00	32 504,00	15 248,00	33 248,00	12 390,00	25 335,00	11 475,00	29 025,00
Mars	19 360,00	51 864,00	8 304,00	41 552,00	10 095,00	35 430,00	14 775,00	43 800,00
Avril	22 560,00	74 424,00	112,00	41 664,00	7 665,00	43 095,00	11 235,00	55 035,00
Mai	18 816,00	93 240,00	736,00	42 400,00	10 110,00	53 205,00	13 110,00	68 145,00
Juin	13 664,00	106 904,00	672,00	43 072,00	8 760,00	61 965,00	8 715,00	76 860,00
Juillet	13 888,00	120 792,00	0,00	43 072,00	0,00	61 965,00	0,00	76 860,00
Août	1 232,00	122 024,00	0,00	43 072,00	0,00	61 965,00	0,00	76 860,00
Septembre	18 464,00	140 488,00	23 145,00	66 217,00	13 845,00	75 810,00	22 410,00	99 270,00
Octobre	17 936,00	158 424,00	18 390,00	84 607,00	16 050,00	91 860,00	14 790,00	114 060,00
Novembre	16 832,00	175 256,00	8 610,00	93 217,00	13 335,00	105 195,00	12 585,00	126 645,00
Décembre	15 184,00	190 440,00	9 630,00	102 847,00	13 905,00	119 100,00	13 065,00	139 710,00
	190 440,00		**102 847,00**		**119 100,00**		**139 710,00**	

Nombre d'abonnements vendus

Mois	Tickets 2019	Cumul	Tickets 2020	Cumul	Tickets 2021	Cumul	Tickets 2022	Cumul
Janvier	828	828	885	885	665	665	774	774
Février	796	1 624	803	1 688	610	1 275	666	1 440
Mars	890	2 514	499	2 187	637	1 912	778	2 218
Avril	850	3 364	7	2 194	466	2 378	659	2 877
Mai	876	4 240	46	2 240	584	2 962	730	3 607
Juin	664	4 904	32	2 272	485	3 447	500	4 107
Juillet	648	5 552	0	2 272	0	3 447	0	4 107
Août	27	5 579	0	2 272	0	3 447	0	4 107
Septembre	924	6 503	841	3 113	797	4 244	882	4 989
Octobre	941	7 444	776	3 889	737	4 981	698	5 687
Novembre	872	8 316	529	4 418	682	5 663	641	6 328
Décembre	829	9 145	507	4 925	684	6 347	664	6 992
	9 145		**4 925**		**6 347**		**6 992**	

Recette CB (en € TTC)

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	36 424,60	36 424,60	33 733,44	33 733,44	18 611,89	18 611,89	20 400,59	20 400,59
Février	35 164,30	71 588,90	28 883,60	62 617,04	16 219,88	34 831,77	21 037,55	41 438,14
Mars	37 419,20	109 008,10	14 402,10	77 019,14	19 396,49	54 228,26	24 083,59	65 521,73
Avril	37 160,89	146 168,99	0,00	77 019,14	16 269,29	70 497,55	21 600,22	87 121,95
Mai	34 277,36	180 446,35	16,80	77 035,94	17 191,07	87 688,62	20 640,10	107 762,05
Juin	34 433,53	214 879,88	80,70	77 116,64	23 685,01	111 373,63	20 208,66	127 970,71
Juillet	35 073,30	249 953,18	0,00	77 116,64	0,00	111 373,63	0,00	127 970,71
Août	23,90	249 977,08	0,00	77 116,64	0,00	111 373,63	0,00	127 970,71
Septembre	35 836,10	285 813,18	24 862,03	101 978,67	22 753,66	134 127,29	21 108,13	149 078,84
Octobre	37 628,60	323 441,78	22 858,49	124 837,16	23 315,45	157 442,74	21 764,81	170 843,65
Novembre	31 632,40	355 074,18	13 961,15	138 798,31	18 997,10	176 439,84	20 437,43	191 281,08
Décembre	29 494,90	384 569,08	16 124,05	154 922,36	20 867,55	197 307,39	21 432,44	212 713,52
	384 569,08		**154 922,36**		**197 307,39**		**212 713,52**	

Nombre de tickets CB émis

Mois	Tickets 2019	Cumul	Tickets 2020	Cumul	Tickets 2021	Cumul	Tickets 2022	Cumul
Janvier	7 709	7 709	7 547	7 547	4 929	4 929	5 492	5 492
Février	7 784	15 493	6 808	14 355	4 424	9 353	5 703	11 195
Mars	8 483	23 976	3 323	17 678	5 187	14 540	6 576	17 771
Avril	8 310	32 286	0	17 678	4 527	19 067	5 822	23 593
Mai	7 921	40 207	4	17 682	4 780	23 847	5 700	29 293
Juin	7 835	48 042	23	17 705	6 309	30 156	5 519	34 812
Juillet	7 950	55 992	0	17 705	0	30 156	0	34 812
Août	3	55 995	0	17 705	0	30 156	0	34 812
Septembre	8 108	64 103	6 032	23 737	6 117	36 273	5 665	40 477
Octobre	8 793	72 896	5 980	29 717	6 292	42 565	5 740	46 217
Novembre	7 274	80 170	3 711	33 428	5 159	47 724	5 424	51 641
Décembre	6863	87 033	4323	37 751	5672	53 396	5 734	57 375
	87 033		**37 751**		**53 396**		**57 375**	

Recettes Flowbird (en € TTC)

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	5 603,20 €	5 603,20	8 548,10 €	8 548,10	2 293,85 €	2 293,85	2 020,80	2 020,80
Février	6 573,50 €	12 176,70	6 125,80 €	14 673,90	2 125,35 €	4 419,20	2 057,05	4 077,85
Mars	6 992,80 €	19 169,50	2 584,50 €	17 258,40	2 689,65 €	7 108,85	2 386,50	6 464,35
Avril	7 134,40 €	26 303,90	4,80 €	17 263,20	1 627,50 €	8 736,35	2 053,90	8 518,25
Mai	6 932,30 €	33 236,20	237,00 €	17 500,20	1 445,75 €	10 182,10	2 381,15	10 899,40
Juin	6 819,90 €	40 056,10	381,10 €	17 881,30	1 871,90 €	12 054,00	2 344,55	13 243,95
Juillet	6 842,10 €	46 898,20	0,00 €	17 881,30	0,00 €	12 054,00	0,00	13 243,95
Août	305,50 €	47 203,70	0,00 €	17 881,30	0,00 €	12 054,00	0,00	13 243,95
Septembre	7 502,50 €	54 706,20	2 804,95 €	20 686,25	3 038,40 €	15 092,40	3 236,55	16 480,50
Octobre	8 459,90 €	63 166,10	2 814,00 €	23 500,25	1 874,50 €	16 966,90	2 217,30	18 697,80
Novembre	7 799,10 €	70 965,20	1 707,80 €	25 208,05	2 015,90 €	18 982,80	2 203,30	20 901,10
Décembre	7 376,97 €	78 342,17	2 129,15 €	27 337,20	2 249,00 €	21 231,80	2 164,30	23 065,40
	78 342,17		**27 337,20**		**21 231,80**		**23 065,40**	

Nombre de transactions Flowbird

Mois	Tickets 2019	Cumul	Tickets 2020	Cumul	Tickets 2021	Cumul	Tickets 2022	Cumul
Janvier	1789	1789	2929	2929	1123	1123	1 255	1255
Février	1904	3693	2330	5259	1081	2204	1 307	2562
Mars	2123	5816	1152	6411	1329	3533	1 401	3963
Avril	2375	8191	2	6413	891	4424	1 252	5215
Mai	2200	10391	84	6497	905	5329	1 351	6566
Juin	2098	12489	142	6639	1042	6371	1 269	7835
Juillet	2201	14690	0	6639	0	6371	0	7835
Août	138	14828	0	6639	0	6371	0	7835
Septembre	2422	17250	1335	7974	1607	7978	1 649	9484
Octobre	2852	20102	1429	9403	1174	9152	1 228	10712
Novembre	2529	22631	873	10276	1286	10438	1 203	11915
Décembre	2433	25064	954	11230	1316	11754	1 178	13093
	25064		**11230**		**11754**		**13093**	

Recettes Paybyphone (en € TTC)

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	0,00 €	0,00	2 962,40 €	2 962,40	11 053,40 €	11 053,40	18 090,00	18 090,00
Février	0,00 €	0,00	9 507,20 €	12 469,60	12 338,75 €	23 392,15	19 102,90	37 192,90
Mars	0,00 €	0,00	6 528,60 €	18 998,20	14 690,90 €	38 083,05	21 265,70	58 458,60
Avril	0,00 €	0,00	163,80 €	19 162,00	11 693,00 €	49 776,05	19 673,70	78 132,30
Mai	0,00 €	0,00	1 758,20 €	20 920,20	11 858,00 €	61 634,05	19 316,60	97 448,90
Juin	0,00 €	0,00	617,40 €	21 537,60	16 541,80 €	78 175,85	20 581,80	118 030,70
Juillet	0,00 €	0,00	0,00 €	21 537,60	0,00 €	78 175,85	0,00	118 030,70
Août	0,00 €	0,00	0,00 €	21 537,60	0,00 €	78 175,85	0,00	118 030,70
Septembre	0,00 €	0,00	14 599,00 €	36 136,60	17 370,50 €	95 546,35	22 203,30	140 234,00
Octobre	0,00 €	0,00	14 478,10 €	50 614,70	17 232,20 €	112 778,55	22 491,40	162 725,40
Novembre	0,00 €	0,00	9 786,00 €	60 400,70	17 487,40 €	130 265,95	20 636,95	183 362,35
Décembre	0,00 €	0,00	9 506,45 €	69 907,15	18 084,40 €	148 350,35	19 214,15	202 576,50
	0,00		**69 907,15**		**148 350,35**		**202 576,50**	

Nombre de transactions Paybyphone

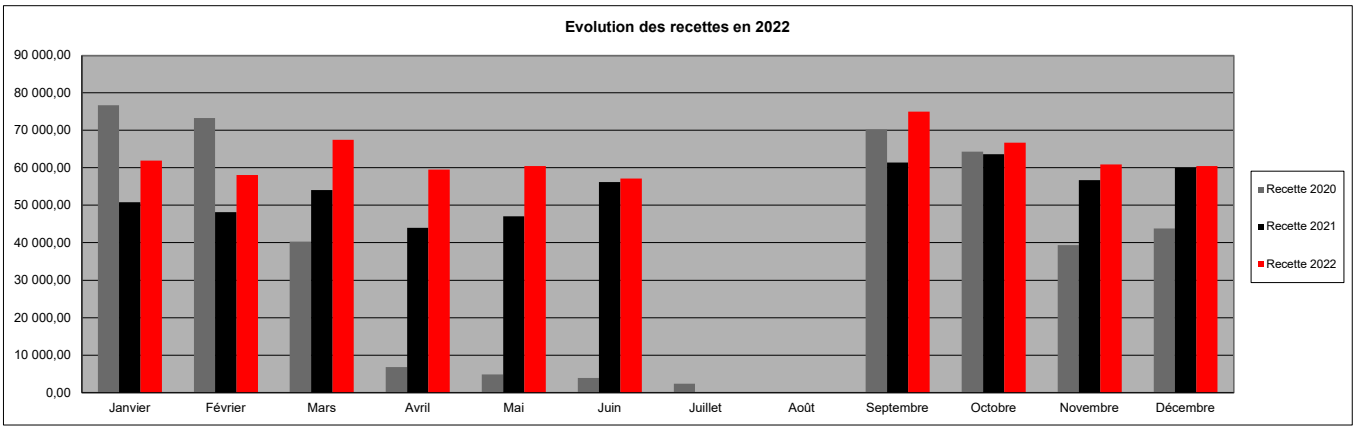
Mois	Tickets 2019	Cumul	Tickets 2020	Cumul	Tickets 2021	Cumul	Tickets 2022	Cumul
Janvier	0	0	758	758	3345	3345	5 450	5450
Février	0	0	2456	3214	3776	7121	5 704	11154
Mars	0	0	1664	4878	4599	11720	6 393	17547
Avril	0	0	56	4934	3755	15475	5 978	23525
Mai	0	0	460	5394	3699	19174	6 026	29551
Juin	0	0	130	5524	4984	24158	6 295	35846
Juillet	0	0	0	5524	0	24158	0	35846
Août	0	0	0	5524	0	24158	0	35846
Septembre	0	0	4190	9714	5185	29343	6 722	42568
Octobre	0	0	4270	13984	5249	34592	6 490	49058
Novembre	0	0	2845	16829	5237	39829	6 094	55152
Décembre	0	0	2780	19609	5552	45381	5 878	61030
	0		**19609**		**45381**		**61030**	

Places neutralisées (en € TTC)

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	9 247,00 €	9 247,00	4 529,00 €	4 529,00	2 576,00 €	2 576,00	322,00	322,00
Février	8 694,00 €	17 941,00	5 488,00 €	10 017,00	1 904,00 €	4 480,00	595,00	917,00
Mars	9 541,00 €	27 482,00	4 928,00 €	14 945,00	3 444,00 €	7 924,00	791,00	1 708,00
Avril	8 953,00 €	36 435,00	6 566,00 €	21 511,00	3 542,00 €	11 466,00	1 414,00	3 122,00
Mai	8 960,00 €	45 395,00	2 079,00 €	23 590,00	3 304,00 €	14 770,00	448,00	3 570,00
Juin	8 911,00 €	54 306,00	2 170,00 €	25 760,00	1 295,00 €	16 065,00	315,00	3 885,00
Juillet	6 790,00 €	61 096,00	2 359,00 €	28 119,00	0,00 €	16 065,00	0,00	3 885,00
Août	0,00 €	61 096,00	0,00 €	28 119,00	0,00 €	16 065,00	0,00	3 885,00
Septembre	6 664,00 €	67 760,00	756,00 €	28 875,00	385,00 €	16 450,00	896,00	4 781,00
Octobre	6 600,00 €	74 360,00	1 288,00 €	30 163,00	1 043,00 €	17 493,00	1 274,00	6 055,00
Novembre	6 600,00 €	80 960,00	2 954,00 €	33 117,00	1 232,00 €	18 725,00	1 260,00	7 315,00
Décembre	6 600,00 €	87 560,00	3 332,00 €	36 449,00	917,00 €	19 642,00	868,00	8 183,00
	87 560,00		**36 449,00**		**19 642,00**		**8 183,00**	

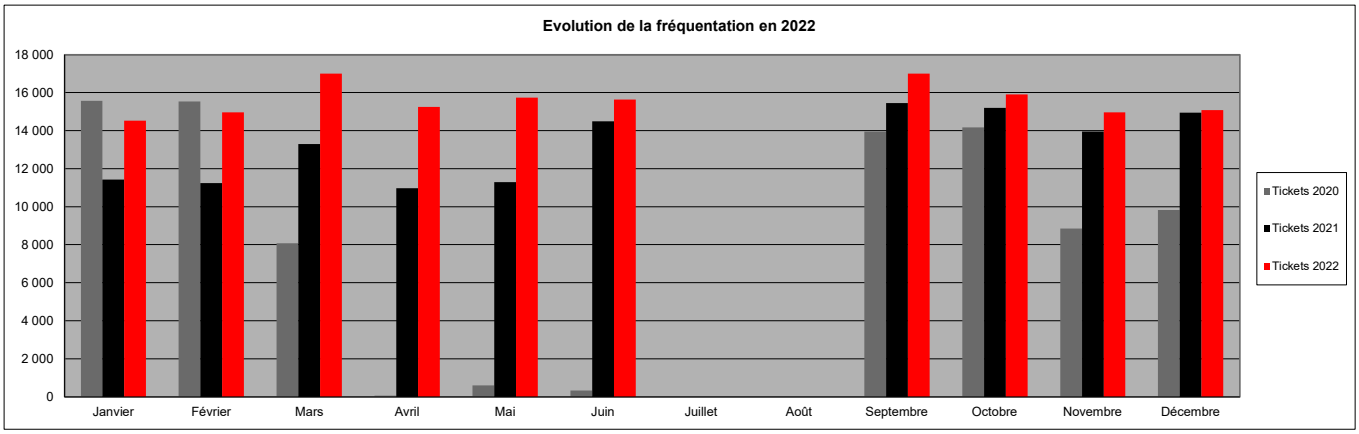
Total CA Voirie en € TTC

Mois	Recette 2019	Cumul	Recette 2020	Cumul	Recette 2021	Cumul	Recette 2022	Cumul
Janvier	76 547,80	76 547,80	76 668,14	76 668,14	50 842,14	50 842,14	61 928,69	61 928,69
Février	74 078,80	150 626,60	73 248,00	149 916,14	48 195,78	99 037,92	58 055,50	119 984,19
Mars	82 355,70	232 982,30	40 282,60	190 198,74	54 071,74	153 109,66	67 483,19	187 467,38
Avril	84 694,89	317 677,19	6 846,60	197 045,34	43 945,29	197 054,95	59 520,62	246 988,00
Mai	79 481,16	397 158,35	4 833,00	201 878,34	47 017,72	244 072,67	60 441,05	307 429,05
Juin	68 192,03	465 350,38	3 943,50	205 821,84	56 171,51	300 244,18	57 108,41	364 537,46
Juillet	75 966,80	541 317,18	2 359,00	208 180,84	0,00	300 244,18	0,00	364 537,46
Août	1 561,40	542 878,58	0,00	208 180,84	0,00	300 244,18	0,00	364 537,46
Septembre	71 157,30	614 035,88	70 163,48	278 344,32	61 439,86	361 684,04	74 961,18	439 498,64
Octobre	81 554,90	695 590,78	64 261,79	342 606,11	63 616,45	425 300,49	66 688,71	506 187,35
Novembre	70 381,70	765 972,48	39 333,35	381 939,46	56 703,70	482 004,19	60 851,78	567 039,13
Décembre	66 290,97	832 263,45	43 794,95	425 734,41	59 934,45	541 938,64	60 418,89	627 458,02
	832 263,45		**425 734,41**		**541 938,64**		**627 458,02**	



Nombre total de tickets émis

Mois	Tickets 2019	Cumul	Tickets 2020	Cumul	Tickets 2021	Cumul	Tickets 2022	Cumul
Janvier	13 101	13 101	15 569	15 569	11 428	11 428	14 514	14 514
Février	13 944	27 045	15 524	31 093	11 234	22 662	14 968	29 482
Mars	15 007	42 052	8 076	39 169	13 299	35 961	16 995	46 477
Avril	14 985	57 037	65	39 234	10 966	46 927	15 245	61 722
Mai	15 063	72 100	595	39 829	11 297	58 224	15 731	77 453
Juin	12 304	84 404	332	40 161	14 495	72 719	15 631	93 084
Juillet	16 082	100 486	0	40 161	0	72 719	0	93 084
Août	168	100 654	0	40 161	0	72 719	0	93 084
Septembre	12 456	113 110	13 945	54 106	15 452	88 171	17 004	110 088
Octobre	16 836	129 946	14 168	68 274	15 188	103 359	15 903	125 991
Novembre	13 715	143 661	8 845	77 119	13 950	117 309	14 957	140 948
Décembre	13 215	156 876	9 827	86 946	14 951	132 260	15 071	156 019
	156 876		**86 946**		**132 260**		**156 019**	



Annexe I : Détails des interventions de maintenance

Interventions effectuées sur le parc horodateurs Ville de Kremlin-Bicêtre 2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
46	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	03/01/2022
39	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	03/01/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	03/01/2022
45	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	04/01/2022
66	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	04/01/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	04/01/2022
44	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	04/01/2022
44	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	04/01/2022
66	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	07/01/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	07/01/2022
12	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	07/01/2022
11	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	07/01/2022
11	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	07/01/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/01/2022
55	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/01/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	11/01/2022
12	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	11/01/2022
55	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	11/01/2022
55	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	11/01/2022
33	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	11/01/2022
33	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	11/01/2022
78	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	13/01/2022
78	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	13/01/2022
81	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	13/01/2022
81	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	13/01/2022
12	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	14/01/2022
12	Corrective	Corrective	Electronique	Carte principale changée	19/01/2022
59	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	19/01/2022
59	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	19/01/2022
9	Corrective	Corrective	Electronique	Carte principale changée	20/01/2022
9	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	20/01/2022
59	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	25/01/2022
59	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	25/01/2022
29	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	25/01/2022
38	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	26/01/2022
37	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	26/01/2022
66	Préventive	Préventive	Chaine carte	Réinitialisation du lecteur CB M1000	31/01/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	01/02/2022
33	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	01/02/2022
31	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	01/02/2022
43	Préventive	Préventive	Chaine carte	Réinitialisation du lecteur CB M1000	02/02/2022
8	Vandalisme	Vandalisme	Affiche	Affiche sauvage retirée	02/02/2022
36	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	02/02/2022
37	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	02/02/2022
38	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	02/02/2022
80	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	03/02/2022
90	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	04/02/2022
90	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	04/02/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
7	Préventive	Préventive	Alimentation	Panneau solaire changé	04/02/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/02/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/02/2022
84	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	11/02/2022
39	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	11/02/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	14/02/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	14/02/2022
23	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	18/02/2022
30	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	18/02/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	23/02/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	23/02/2022
23	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	25/02/2022
23	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	25/02/2022
68	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	28/02/2022
68	Corrective	Corrective	Chaine papier	Imprimante changée	28/02/2022
80	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	28/02/2022
98	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	28/02/2022
20	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	28/02/2022
20	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	28/02/2022
36	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	28/02/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	28/02/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	28/02/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	28/02/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	28/02/2022
42	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	28/02/2022
71	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	01/03/2022
44	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	01/03/2022
36	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	01/03/2022
54	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	02/03/2022
38	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	02/03/2022
38	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	02/03/2022
79	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	03/03/2022
79	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	03/03/2022
31	Vandalisme	Vandalisme	Partie haute	Porte technique changée	03/03/2022
58	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/03/2022
59	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/03/2022
60	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/03/2022
1	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/03/2022
2	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/03/2022
13	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	04/03/2022
6	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	04/03/2022
6	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	04/03/2022
31	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	10/03/2022
74	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	10/03/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/03/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	10/03/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	22/03/2022
2	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022
3	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
4	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022
5	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022
6	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022
7	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/03/2022
7	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	04/04/2022
7	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	04/04/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	04/04/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	04/04/2022
78	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	08/04/2022
78	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	08/04/2022
40	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
44	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
43	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
13	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
15	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
19	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
73	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
72	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	08/04/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	11/04/2022
66	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	11/04/2022
66	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	11/04/2022
31	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	11/04/2022
35	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	13/04/2022
35	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	13/04/2022
76	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	14/04/2022
76	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	21/04/2022
2	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	22/04/2022
17	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	25/04/2022
17	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	25/04/2022
53	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	28/04/2022
53	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	28/04/2022
53	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	28/04/2022
18	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	28/04/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	28/04/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	28/04/2022
85	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	02/05/2022
30	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	02/05/2022
36	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	02/05/2022
8	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	02/05/2022
91	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/05/2022
97	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	03/05/2022
21	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	03/05/2022
33	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	03/05/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	03/05/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	03/05/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	03/05/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	03/05/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	03/05/2022
84	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	03/05/2022
70	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	11/05/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
70	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	11/05/2022
82	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	11/05/2022
83	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	11/05/2022
51	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	11/05/2022
13	Vandalisme	Vandalisme	Affiche	Affiche sauvage retirée	11/05/2022
53	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	11/05/2022
22	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	11/05/2022
91	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	11/05/2022
91	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	11/05/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	12/05/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	12/05/2022
77	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	16/05/2022
32	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	16/05/2022
101	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	16/05/2022
102	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	16/05/2022
97	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage du panneau solaire	16/05/2022
16	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	16/05/2022
16	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	16/05/2022
36	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	16/05/2022
36	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	16/05/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	24/05/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	24/05/2022
61	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	25/05/2022
65	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	25/05/2022
64	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	25/05/2022
66	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	25/05/2022
92	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	25/05/2022
20	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	25/05/2022
20	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	25/05/2022
40	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	25/05/2022
40	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	25/05/2022
4	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	27/05/2022
4	Vandalisme	Vandalisme	Communication	Sticker Flowbird/PBP changés	27/05/2022
7	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	27/05/2022
3	Vandalisme	Vandalisme	Communication	Sticker Flowbird/PBP changés	27/05/2022
98	Vandalisme	Vandalisme	Communication	Sticker Flowbird/PBP changés	27/05/2022
79	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	30/05/2022
79	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	30/05/2022
31	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	30/05/2022
52	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	30/05/2022
73	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	30/05/2022
73	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur de l'horodateur	30/05/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	30/05/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	30/05/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	03/06/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	03/06/2022
15	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	07/06/2022
15	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/06/2022
16	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	07/06/2022
16	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/06/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
8	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/06/2022
13	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/06/2022
51	Vandalisme	Vandalisme	Affiche	Affiche sauvage retirée	07/06/2022
83	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	07/06/2022
68	Préventive	Préventive	Chaine carte	Réinitialisation du lecteur CB M1000	07/06/2022
69	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	07/06/2022
69	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	07/06/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	08/06/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	08/06/2022
39	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	10/06/2022
80	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	10/06/2022
52	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	10/06/2022
20	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/06/2022
20	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	10/06/2022
19	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	10/06/2022
75	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	13/06/2022
75	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	13/06/2022
18	Préventive	Préventive	Chaine monnaie	Activation canaux pièces du sélecteur	13/06/2022
18	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	13/06/2022
53	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	17/06/2022
53	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	17/06/2022
78	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	17/06/2022
78	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	17/06/2022
81	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	17/06/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	17/06/2022
86	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	17/06/2022
86	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	17/06/2022
5	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	17/06/2022
5	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	17/06/2022
100	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	21/06/2022
30	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	21/06/2022
36	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	21/06/2022
2	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	21/06/2022
2	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	21/06/2022
100	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	21/06/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	01/07/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	01/07/2022
32	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	01/07/2022
46	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	01/07/2022
47	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur de l'horodateur	01/07/2022
1	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	01/07/2022
28	Corrective	Corrective	Electronique	Carte principale changée	07/07/2022
28	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	07/07/2022
28	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	07/07/2022
70	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	07/07/2022
30	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	07/07/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	21/07/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	21/07/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	08/08/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	08/08/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
41	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	08/08/2022
41	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	08/08/2022
11	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	17/08/2022
41	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	17/08/2022
41	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	17/08/2022
11	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	17/08/2022
9	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	18/08/2022
9	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	18/08/2022
98	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	18/08/2022
98	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	18/08/2022
20	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	22/08/2022
20	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	22/08/2022
36	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	23/08/2022
37	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	23/08/2022
38	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	23/08/2022
39	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	23/08/2022
66	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	30/08/2022
66	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	30/08/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	30/08/2022
103	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	30/08/2022
103	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	30/08/2022
98	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	02/09/2022
98	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	02/09/2022
79	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	02/09/2022
79	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	02/09/2022
9	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	02/09/2022
9	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	02/09/2022
9	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	02/09/2022
9	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	02/09/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	02/09/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	02/09/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	02/09/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	02/09/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	02/09/2022
13	Préventive	Préventive	Chaine carte	Réinitialisation du lecteur CB M1000	05/09/2022
25	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	05/09/2022
25	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	05/09/2022
25	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	05/09/2022
25	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	05/09/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	05/09/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	05/09/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/09/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/09/2022
31	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
31	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/09/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/09/2022
90	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	07/09/2022
90	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	07/09/2022
31	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	09/09/2022
31	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	09/09/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	09/09/2022
30	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	09/09/2022
90	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	12/09/2022
31	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	12/09/2022
75	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	12/09/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	12/09/2022
79	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	12/09/2022
19	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	12/09/2022
48	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	12/09/2022
50	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	13/09/2022
20	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	13/09/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	13/09/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	13/09/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	13/09/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	13/09/2022
13	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	15/09/2022
18	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	15/09/2022
11	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	15/09/2022
10	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	15/09/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	15/09/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	15/09/2022
10	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	20/09/2022
10	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	20/09/2022
55	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	20/09/2022
57	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	20/09/2022
56	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	26/09/2022
33	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	26/09/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	26/09/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	26/09/2022
71	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	26/09/2022
71	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	26/09/2022
81	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	30/09/2022
82	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	30/09/2022
13	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	04/10/2022
13	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	04/10/2022
13	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	04/10/2022
14	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	04/10/2022
14	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	04/10/2022
14	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage extérieur de l'horodateur	04/10/2022
78	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	04/10/2022
78	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	04/10/2022
78	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	04/10/2022
100	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	04/10/2022
100	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	04/10/2022

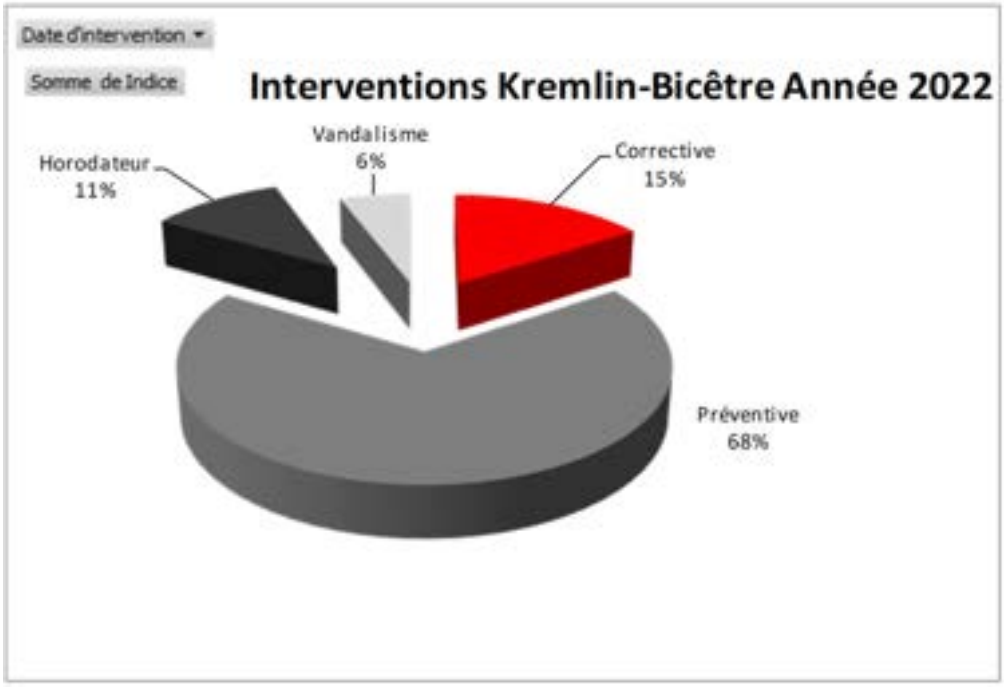
N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
19	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/10/2022
19	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/10/2022
18	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	10/10/2022
17	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	10/10/2022
59	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	10/10/2022
52	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	10/10/2022
52	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	10/10/2022
75	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	11/10/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	11/10/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	11/10/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	12/10/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	12/10/2022
71	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	12/10/2022
41	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	12/10/2022
41	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	12/10/2022
89	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	20/10/2022
89	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	20/10/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	20/10/2022
54	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	20/10/2022
54	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	20/10/2022
58	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	20/10/2022
58	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	20/10/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	21/10/2022
34	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	21/10/2022
34	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	21/10/2022
28	Corrective	Corrective	Electronique	Carte principale changée	21/10/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	21/10/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	21/10/2022
81	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	24/10/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	24/10/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	24/10/2022
72	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	24/10/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	25/10/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	25/10/2022
70	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	28/10/2022
70	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	28/10/2022
86	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	28/10/2022
86	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	28/10/2022
72	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	28/10/2022
72	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	28/10/2022
2	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	31/10/2022
22	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	31/10/2022
99	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	31/10/2022
53	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	31/10/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	31/10/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	31/10/2022
53	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	02/11/2022
60	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	04/11/2022
60	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	04/11/2022
60	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	04/11/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
60	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	04/11/2022
104	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/11/2022
81	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	07/11/2022
81	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	07/11/2022
67	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	07/11/2022
38	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/11/2022
20	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	07/11/2022
9	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	09/11/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	09/11/2022
9	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	09/11/2022
54	Préventive	Préventive	Chaine carte	Réinitialisation du lecteur CB M1000	09/11/2022
83	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	09/11/2022
86	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	09/11/2022
86	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	09/11/2022
28	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/11/2022
27	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/11/2022
26	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	10/11/2022
20	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	10/11/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	14/11/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	14/11/2022
104	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	14/11/2022
104	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	14/11/2022
81	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	14/11/2022
50	Corrective	Corrective	Chaine carte	Lecteur CB M1000 changé	15/11/2022
88	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	15/11/2022
88	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	15/11/2022
38	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	18/11/2022
38	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	18/11/2022
91	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	18/11/2022
39	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	18/11/2022
85	Horodateur	Horodateur	Nettoyage	Nettoyage intérieur et extérieur de l'horodateur	18/11/2022
57	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	21/11/2022
49	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	24/11/2022
49	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	24/11/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	24/11/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	24/11/2022
9	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	25/11/2022
17	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	25/11/2022
18	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	25/11/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	25/11/2022
62	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	25/11/2022
69	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	25/11/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	29/11/2022
22	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	29/11/2022
57	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	29/11/2022
57	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	29/11/2022
72	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	29/11/2022
72	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	29/11/2022
89	Corrective	Corrective	Electronique	Carte principale changée	29/11/2022
63	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	02/12/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
63	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	02/12/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	06/12/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	06/12/2022
105	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/12/2022
105	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/12/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	07/12/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	07/12/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	08/12/2022
12	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	08/12/2022
105	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	08/12/2022
75	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	09/12/2022
75	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Entrée pièces changée	09/12/2022
82	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	09/12/2022
82	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Entrée pièces changée	09/12/2022
13	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	09/12/2022
25	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	12/12/2022
25	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	12/12/2022
71	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	12/12/2022
71	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	12/12/2022
5	Vandalisme	Vandalisme	Affiche	Affiche sauvage retirée	12/12/2022
105	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	16/12/2022
105	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	16/12/2022
22	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	16/12/2022
22	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	16/12/2022
82	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	19/12/2022
82	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Entrée pièces changée	19/12/2022
80	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	19/12/2022
80	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Entrée pièces changée	19/12/2022
80	Corrective	Corrective	Chaine monnaie	Sélecteur pièces changé	19/12/2022
22	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	21/12/2022
9	Préventive	Préventive	Horloge	Remise à l'heure	21/12/2022
55	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	21/12/2022
55	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	21/12/2022
6	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
8	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
8	Préventive	Préventive	Test	Test Carte CB	21/12/2022
37	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
32	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
32	Préventive	Préventive	Test	Test Carte CB	21/12/2022
57	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
24	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
24	Préventive	Préventive	Test	Test Carte CB	21/12/2022
25	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	21/12/2022
25	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	21/12/2022
25	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	21/12/2022
80	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	21/12/2022
80	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	21/12/2022
66	Préventive	Préventive	Test	Test Jeton	21/12/2022
66	Corrective	Corrective	Chaine papier	Débourrage de l'imprimante	21/12/2022
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	23/12/2022

N° Horodateur	Type maintenance	Catégorie	Défaut constaté	Intervention effectuée	Date d'intervention
106	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	23/12/2022
78	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	23/12/2022
78	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	23/12/2022
29	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	26/12/2022
29	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	26/12/2022
80	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	26/12/2022
80	Préventive	Préventive	Alimentation	Batterie changée	26/12/2022
72	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	26/12/2022
57	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	26/12/2022
86	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	27/12/2022
67	Corrective	Corrective	Chaine carte	Clavier Pin Pad P1000 changé	28/12/2022
8	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	28/12/2022
89	Préventive	Préventive	Test	Impression d'un ticket test	29/12/2022
89	Préventive	Préventive	Chaine papier	Bobine papier changée	29/12/2022
51	Vandalisme	Vandalisme	Graffiti	Nettoyage du graffiti	29/12/2022
1	Préventive	Préventive	Alimentation	Nettoyage du panneau solaire	29/12/2022

Étiquettes de ligne	Somme de Indice
Corrective	80
Préventive	350
Horodateur	55
Vandalisme	29
Total général	514



Annexe J : Etat périmètre du stationnement payant

Adresse d'implantation	Zone tarifaire	Numéro de l'horodateur	Nombre de places
Au N°6, Rue Danton	Rouge	1	19
Au N°48, Rue Danton	Rouge	58	15
Au N°29, Rue Danton	Rouge	59	12
Au N°30, Rue Danton	Rouge	60	22
Au N°37 Bis, Rue du Général Leclerc	Rouge	2	16
Au N°38, Rue du Général Leclerc	Rouge	3	19
Au N°22, Rue du Général Leclerc	Rouge	4	16
Au N°5, Rue du Général Leclerc	Rouge	7	16
Vis-à-vis du N°77, Rue du Général Leclerc	Rouge	33	7
Au N°68, Rue du Général Leclerc	Rouge	34	20
Au N°6, Rue Voltaire	Rouge	9	25
Angle Rue Voltaire/Rue Emile Zola	Rouge	10	13
Angle Rue Emile Zola/Rue Pasteur	Rouge	11	12
Au N°14, Rue Pasteur	Rouge	12	13
Au N°17, Rue du 14 juillet	Rouge	5	10
Au N°7, Rue du 14 juillet	Rouge	6	9
Au N°23/25, Rue Roger Salengro	Rouge	14	18
Au N°14, Rue Roger Salengro	Rouge	16	15
Au N°39, Avenue de Fontainebleau	Rouge	17	14
Au N°23, Avenue de Fontainebleau	Rouge	18	10
Au N°67, Avenue de Fontainebleau	Rouge	55	22
Au N°110/112, Avenue de Fontainebleau	Rouge	26	7
Au N°120/122, Avenue de Fontainebleau	Rouge	27	12
Au N°123, Avenue de Fontainebleau	Rouge	28	13
Au N°74, Avenue de Fontainebleau	Rouge	53	11
Place Jean Jaurès	Rouge	49	17
Vis-à-vis du N°50, Rue de la convention	Rouge	36	15
Vis-à-vis du N°54, Rue de la convention	Rouge	37	17
Au N°52 Bis, Rue de la convention	Rouge	38	13
Au N°19, Rue de la convention	Rouge	51	10
Vis-à-vis du N°4 Bis, rue de la convention	Rouge	52	11
Au N°10 Bis, Rue Rossel	Rouge	35	8
Au N°25, Avenue Eugene Thomas	Rouge	54	27
Au N°16, Avenue Eugene Thomas	Rouge	57	27
Au N°5, Rue Jean Monnet	Rouge	56	16
Au N°37 à 39 Bis, Rue Anatole France	Rouge	29	15
Au N°27 Bis, Rue Anatole France	Rouge	21	12
Au N°7, Rue Anatole France	Rouge	32	11
Rue Gabriel Péri	Rouge	13	12
Au N°47 Ter B, Rue Gabriel Péri	Rouge	15	18
Rue Gabriel Péri	Rouge	19	42
Rue Gabriel Péri	Rouge	20	38
Rue Gabriel Péri	Rouge	72	16
Rue Gabriel Péri	Rouge	73	6
Vis-à-vis du N°17, Rue Séverines	Rouge	61	30
Au N°25, Rue Séverines	Rouge	62	65
Vis-à-vis du N°45, Rue Séverines	Rouge	63	32

Adresse d'implantation	Zone tarifaire	Numéro de l'horodateur	Nombre de places
Angle Rue Séverines/Route Stratégique	Rouge	64	44
Au N°71, Rue Séverines	Rouge	65	10
Au N°25 Bis, Avenue Charles Gide	Rouge	67	11
Au N°29, Avenue Charles Gide	Rouge	68	31
Au N°25, Avenue Charles Gide	Rouge	69	29
Au N°05, Rue Itzhak Rabin	Rouge	77	19
Service Tranquilité Urbaine	Rouge	106	0
Parking Chastenet de Géry	Orange	74	16
Au N°10, Rue Pierre Brossolette	Verte	8	14
Au N°5, Avenue du Repos	Verte	23	21
Rue Georges Pompidou	Verte	92	23
Rue Carnot/Pompidou	Verte	22	35
Au N°5, Rue Carnot	Verte	24	8
Au N°12, Rue Carnot	Verte	25	20
Au N°20, Rue Marcelin Berthelot	Verte	30	14
Au N°30, Rue Gambetta	Verte	39	12
Au N°10, Rue Gambetta	Verte	40	18
Au N°3, Rue Edouard Vaillant	Verte	41	45
Au N°52, Rue Elises Reclus	Verte	42	14
Au N°38, Rue Elises Reclus	Verte	43	23
Au N°17, Rue Pierre Curie	Verte	44	24
Angle Avenue du Docteur Lacroix/Rue Curie	Verte	45	18
Vis-à-vis du N°13, Avenue du Dr Lacroix	Verte	46	11
Au N°11, Avenue du Docteur Lacroix	Verte	47	14
Angle Avenue du Dr A. Lacroix/Impasse Etienne Dolet	Verte	48	14
Au N°10, Rue Etienne Dolet	Verte	50	15
Au N°13, Route Stratégique	Verte	66	17
Au N°14, Rue Chastenet de Géry	Verte	70	21
Au N°15, Rue Baboeuf	Verte	71	1
Rue des Fusillés	Verte		10
Au N°29, Rue Paul Lafargue	Verte	31	24
Bld Chastenet de Géry	Verte	75	15
Bld Chastenet de Géry	Verte	76	13
Au N°14, rue de l'Avenir	Verte	89	25
Au N°4, rue Blaise Pascal	Verte	102	10
Au N°78, avenue Charles Gide	Verte	83	8
Au N°64, avenue Charles Gide	Verte	84	8
Au N°45, avenue Charles Gide	Verte	85	8
Au N°112, avenue Charles Gide	Verte	87	8
Au N°4, rue Charles Richet	Verte	91	12
Au N°8, rue de l'Egalité	Verte	95	100
Au N°1, rue de la Fraternité	Verte	93	74
Au N°7, rue de la Fraternité	Verte	94	34
Au N°5, rue John Fitzgerald Kennedy	Verte	79	10
Vis-à-vis du N°9, rue John Fitzgerald Kennedy	Verte	80	24
Au N°6, Rue Léon Lagrange	Verte	99	20

Adresse d'implantation	Zone tarifaire	Numéro de l'horodateur	Nombre de places
Au N°25, Rue Léon Lagrange	Verte	100	17
Vis-à-vis du N°39, Rue Léon Lagrange	Verte	101	15
Au N°1, rue de la Liberté	Verte	Sans	62
Au N°4, rue Marcel Sembat	Verte	78	12
Au N°32/34, rue Marcel Sembat	Verte	81	12
Au N°44, rue Marcel Sembat	Verte	82	17
Parking RATP	Verte	90	39
Vis-à-vis du N°66, rue Marcel Sembat	Verte	96	15
Au N°23, rue des Martinets	Verte	86	12
Au N°14, rue Pierre Sémard	Verte	97	20
Au N°6, rue Pierre Sémard	Verte	98	10
Au N°24, rue du Professeur Einstein	Verte	103	6
Au N°18, rue du Professeur Einstein	Verte	104	16
Au N°3, rue René Cassin	Verte	105	10
Au N°23/23 bis, rue Robert Schuman	Verte	88	24
Total zone rouge		**54**	**968**
Total zone orange		**1**	**16**
Total zone verte		**51**	**1072**
Total voirie Kremlin-Bicêtre		**106**	**2056**

Annexe K : Tableau de suivi du Chiffre d'Affaires mensuel

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Janvier 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	20	421	184	105
Résidant Annuel	25	0	17	2
Recette abonnements	4 050,00 €	6 315,00 €	5 310,00 €	1 875,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-janv.	3 545,30 €	1 543
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		3 545,30 €	
Total tickets mois		1543	

Total Zone Rouge	2 519,80 €	1053
Total Zone Verte	1 011,20 €	483
Total Zone Orange	14,30 €	7

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	26 715,59 €	5913
Recette et fréquentation Flowbird	7 330,80 €	1456
Recette et fréquentation PBP	19 965,00 €	5557

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	3 545,30 €	1 543	61 928,69 €
Neutralisations	322,00 €		
Abonnements	17 550,00 €	774	
CB horaire	20 400,59 €	5 492	
Flowbird horaire	2 020,80 €	1 255	
Paybyphone horaire	18 090,00 €	5 450	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Février 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	13	387	163	92
Résidant Annuel	2	0	6	3
Recette abonnements	495,00 €	5 805,00 €	3 345,00 €	1 830,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	28-févr.	3 788,00 €	1 588
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		3 788,00 €	
Total tickets mois		1588	

Total Zone Rouge	2 744,00 €	1079
Total Zone Verte	1 024,60 €	499
Total Zone Orange	19,40 €	10

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	26 842,55 €	6090
Recette et fréquentation Flowbird	5 402,05 €	1476
Recette et fréquentation PBP	20 932,90 €	5799

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	3 788,00 €	1 588	58 055,50 €
Neutralisations	595,00 €		
Abonnements	11 475,00 €	666	
CB horaire	21 037,55 €	5 703	
Flowbird horaire	2 057,05 €	1 307	
Paybyphone horaire	19 102,90 €	5 704	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Mars 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	11	442	188	114
Résidant Annuel	13	0	8	2
Recette abonnements	2 115,00 €	6 630,00 €	4 020,00 €	2 010,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-mars	4 181,40 €	1 847
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		4 181,40 €	
Total tickets mois		1847	

Total Zone Rouge	2 971,30 €	1248
Total Zone Verte	1 194,30 €	591
Total Zone Orange	15,80 €	8

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	30 713,59 €	7018
Recette et fréquentation Flowbird	6 406,50 €	1597
Recette et fréquentation PBP	23 275,70 €	6509

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	4 181,40 €	1 847	67 483,19 €
Neutralisations	791,00 €		
Abonnements	14 775,00 €	778	
CB horaire	24 083,59 €	6 576	
Flowbird horaire	2 386,50 €	1 401	
Paybyphone horaire	21 265,70 €	6 393	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Avril 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	12	360	166	111
Résidant Annuel	4	0	5	1
Recette abonnements	780,00 €	5 400,00 €	3 240,00 €	1 815,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	30-avr.	3 543,80 €	1 534
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		3 543,80 €	
Total tickets mois		1534	

Total Zone Rouge	2 557,70 €	1044
Total Zone Verte	972,60 €	483
Total Zone Orange	13,50 €	7

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	27 000,22 €	6182
Recette et fréquentation Flowbird	5 293,90 €	1423
Recette et fréquentation PBP	21 488,70 €	6090

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	3 543,80 €	1 534	59 520,62 €
Neutralisations	1 414,00 €		
Abonnements	11 235,00 €	659	
CB horaire	21 600,22 €	5 822	
Flowbird horaire	2 053,90 €	1 252	
Paybyphone horaire	19 673,70 €	5 978	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Mai 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	16	419	177	102
Résidant Annuel	10	0	6	0
Recette abonnements	1 740,00 €	6 285,00 €	3 555,00 €	1 530,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-mai	4 545,20 €	1 924
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		4 545,20 €	
Total tickets mois		1924	

Total Zone Rouge	3 375,80 €	1343
Total Zone Verte	1 151,00 €	572
Total Zone Orange	18,40 €	9

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	26 925,10 €	6119
Recette et fréquentation Flowbird	5 936,15 €	1534
Recette et fréquentation PBP	20 846,60 €	6128

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	4 545,20 €	1 924	60 441,05 €
Neutralisations	448,00 €		
Abonnements	13 110,00 €	730	
CB horaire	20 640,10 €	5 700	
Flowbird horaire	2 381,15 €	1 351	
Paybyphone horaire	19 316,60 €	6 026	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Juin 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	12	298	108	73
Résidant Annuel	4	0	5	0
Recette abonnements	780,00 €	4 470,00 €	2 370,00 €	1 095,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	30-juin	4 943,40 €	2 048
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		4 943,40 €	
Total tickets mois		2048	

Total Zone Rouge	3 812,00 €	1482
Total Zone Verte	1 089,90 €	548
Total Zone Orange	41,50 €	18

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	24 678,66 €	5817
Recette et fréquentation Flowbird	4 714,55 €	1382
Recette et fréquentation PBP	21 676,80 €	6368

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	4 943,40 €	2 048	57 108,41 €
Neutralisations	315,00 €		
Abonnements	8 715,00 €	500	
CB horaire	20 208,66 €	5 519	
Flowbird horaire	2 344,55 €	1 269	
Paybyphone horaire	20 581,80 €	6 295	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Juillet 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	0	0	50	1
Résidant Annuel	0	0	1	0
Recette abonnements	0,00 €	0,00 €	900,00 €	15,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-juil.	0,00 €	0
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		0,00 €	
Total tickets mois		0	

Total Zone Rouge	0,00 €	0
Total Zone Verte	0,00 €	0
Total Zone Orange	0,00 €	0

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	0,00 €	0
Recette et fréquentation Flowbird	1 221,90 €	271
Recette et fréquentation PBP	38,70 €	8

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	0,00 €	0	1 260,60 €
Neutralisations	0,00 €		
Abonnements	915,00 €	52	
CB horaire	0,00 €	0	
Flowbird horaire	321,90 €	220	
Paybyphone horaire	23,70 €	7	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Août 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	0	0	0	5
Résidant Annuel	0	0	0	0
Recette abonnements	0,00 €	0,00 €	0,00 €	75,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-août	0,00 €	0
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		0,00 €	
Total tickets mois		0	

Total Zone Rouge	0,00 €	0
Total Zone Verte	0,00 €	0
Total Zone Orange	0,00 €	0

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	0,00 €	0
Recette et fréquentation Flowbird	0,00 €	0
Recette et fréquentation PBP	110,30 €	22

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	0,00 €	0	110,30 €
Neutralisations	0,00 €		
Abonnements	75,00 €	5	
CB horaire	0,00 €	0	
Flowbird horaire	0,00 €	0	
Paybyphone horaire	35,30 €	17	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Septembre 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	13	440	182	123
Résidant Annuel	50	0	17	0
Recette abonnements	7 695,00 €	6 600,00 €	5 280,00 €	1 845,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	30-sept.	5 107,20 €	2 086
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		5 107,20 €	
Total tickets mois		2086	

Total Zone Rouge	3 865,00 €	1458
Total Zone Verte	1 217,60 €	617
Total Zone Orange	24,60 €	11

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	27 708,13 €	6105
Recette et fréquentation Flowbird	8 194,65 €	1628
Recette et fréquentation PBP	23 989,30 €	6821

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	5 107,20 €	2 086	73 590,28 €
Neutralisations	896,00 €		
Abonnements	21 420,00 €	825	
CB horaire	21 108,13 €	5 665	
Flowbird horaire	2 914,65 €	1 429	
Paybyphone horaire	22 144,30 €	6 698	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Octobre 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	12	373	153	128
Résidant Annuel	22	0	10	0
Recette abonnements	3 480,00 €	5 595,00 €	3 795,00 €	1 920,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-oct.	4 151,20 €	1 747
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		4 151,20 €	
Total tickets mois		1747	

Total Zone Rouge	2 910,20 €	1147
Total Zone Verte	1 219,60 €	590
Total Zone Orange	21,40 €	10

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	27 359,81 €	6113
Recette et fréquentation Flowbird	6 012,30 €	1391
Recette et fréquentation PBP	24 411,40 €	6618

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	4 151,20 €	1 747	66 688,71 €
Neutralisations	1 274,00 €		
Abonnements	14 790,00 €	698	
CB horaire	21 764,81 €	5 740	
Flowbird horaire	2 217,30 €	1 228	
Paybyphone horaire	22 491,40 €	6 490	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Novembre 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	13	353	154	99
Résidant Annuel	14	0	7	1
Recette abonnements	2 295,00 €	5 295,00 €	3 360,00 €	1 635,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	30-nov.	3 729,10 €	1 595
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		3 729,10 €	
Total tickets mois		1595	

Total Zone Rouge	2 704,60 €	1134
Total Zone Verte	1 020,50 €	459
Total Zone Orange	4,00 €	2

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	25 732,43 €	5777
Recette et fréquentation Flowbird	5 563,30 €	1364
Recette et fréquentation PBP	22 271,95 €	6194

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	3 729,10 €	1 595	60 851,78 €
Neutralisations	1 260,00 €		
Abonnements	12 585,00 €	641	
CB horaire	20 437,43 €	5 424	
Flowbird horaire	2 203,30 €	1 203	
Paybyphone horaire	20 636,95 €	6 094	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Décembre 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	14	358	156	113
Résidant Annuel	13	0	10	0
Recette abonnements	2 160,00 €	5 370,00 €	3 840,00 €	1 695,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	31-déc.	3 675,00 €	1 617
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		3 675,00 €	
Total tickets mois		1617	

Total Zone Rouge	2 762,70 €	1144
Total Zone Verte	893,30 €	463
Total Zone Orange	19,00 €	10

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	26 802,44 €	6092
Recette et fréquentation Flowbird	6 004,30 €	1344
Recette et fréquentation PBP	20 909,15 €	5991

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	3 675,00 €	1 617	60 418,89 €
Neutralisations	868,00 €		
Abonnements	13 065,00 €	664	
CB horaire	21 432,44 €	5 734	
Flowbird horaire	2 164,30 €	1 178	
Paybyphone horaire	19 214,15 €	5 878	

VILLE DU KREMLIN-BICETRE
RELEVÉ DES COLLECTES et VENTES De FORFAITS

Année 2022

Types d'abonnements	Tarifs
Zone Rouge et Verte	
Résidant Mensuel	15,00 €
Résidant Annuel	150,00 €

Détail des ventes abonnements du mois

Types d'abonnements	STU	CB	Flowbird	Paybyphone
Résidant Mensuel	136	3851	1681	1066
Résidant Annuel	157	0	92	9
Recette abonnements	25 590,00 €	57 765,00 €	39 015,00 €	17 340,00 €

Détail des collectes par semaine

	Date de Collecte	Montant	Tickets
Semaine N° 1	Année 2022	41 209,60 €	17529
Semaine N° 2	Sans	0,00 €	0
Semaine N° 3	Sans	0,00 €	0
Total Recettes Collectes		41 209,60 €	
Total tickets mois		17529	

Total Zone Rouge	30 223,10 €	12132
Total Zone Verte	10 794,60 €	5305
Total Zone Orange	191,90 €	92

Recettes et fréquentations CB, Flowbird et Paybyphone du mois

Recette et fréquentation CB	270 478,52 €	61226
Recette et fréquentation Flowbird	62 080,40 €	14866
Recette et fréquentation PBP	219 916,50 €	62105

Récapitulatif des recettes et fréquentations du mois

Recettes	Montant		Cumul Recettes du Mois
Collectes	41 209,60 €	17 529	627 458,02 €
Neutralisations	8 183,00 €		
Abonnements	139 710,00 €	6 992	
CB horaire	212 713,52 €	57 375	
Flowbird horaire	23 065,40 €	13 093	
Paybyphone horaire	202 576,50 €	61 030	

VILLE DU KREMLIN -BICETRE

RECAPITULATIF RECETTES ANNEE 2022

Mois	Date collecte	Montant collecte	Montant Zone rouge	Montant Zone verte	Montant Zone Orange	Total tickets	Nombre d'abonnements	Montant abonnements	Montant CB Horaire	Tickets CB Horaire	Montant Flowbird Horaire	Tickets Flowbird Horaire	Montant Paybyphone Horaire	Tickets Paybyphone Horaire	Total Tickets	Total recettes	Neutralisations	Total
Janvier	31-janv	3 545,30 €	2 519,80 €	1 011,20 €	14,30 €	1543	774	17 550,00 €	20 400,59 €	5492	2 020,80 €	1255	18 090,00 €	5450	14514	61 606,69 €	322,00 €	61 928,69 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**3 545,30 €**	**2 519,80 €**	**1 011,20 €**	**14,30 €**	**1543**	**774**	**17 550,00 €**	**20 400,59 €**	**5492**	**2 020,80 €**	**1255**	**18 090,00 €**	**5450**	**14514**	**61 606,69 €**	**322,00 €**	**61 928,69 €**
	Cumul	**3 545,30 €**	**2 519,80 €**	**1 011,20 €**	**14,30 €**	**1 543,00 €**	**774**	**17 550,00 €**	**20 400,59 €**	**5492**	**2 020,80 €**	**1 255,00 €**	**18 090,00 €**	**5 450,00 €**	**14 514,00 €**	**61 606,69 €**	**322,00 €**	**61 928,69 €**
Février	28-févr	3 788,00 €	2 744,00 €	1 024,60 €	19,40 €	1588	666	11 475,00 €	21 037,55 €	5703	2 057,05 €	1307	19 102,90 €	5704	14968	57 460,50 €	595,00 €	58 055,50 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**3 788,00 €**	**2 744,00 €**	**1 024,60 €**	**19,40 €**	**1588**	**666**	**11 475,00 €**	**21 037,55 €**	**5703**	**2 057,05 €**	**1307**	**19 102,90 €**	**5704**	**14968**	**57 460,50 €**	**595,00 €**	**58 055,50 €**
	Cumul	**7 333,30 €**	**5 263,80 €**	**2 035,80 €**	**33,70 €**	**3 131,00 €**	**1440**	**29 025,00 €**	**41 438,14 €**	**11195**	**4 077,85 €**	**2 562,00 €**	**37 192,90 €**	**11 154,00 €**	**29 482,00 €**	**119 067,19 €**	**917,00 €**	**119 984,19 €**
Mars	31-mars	4 181,40 €	2 971,30 €	1 194,30 €	15,80 €	1847	778	14 775,00 €	24 083,59 €	6576	2 386,50 €	1401	21 265,70 €	6393	16995	66 692,19 €	791,00 €	67 483,19 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**4 181,40 €**	**2 971,30 €**	**1 194,30 €**	**15,80 €**	**1847**	**778**	**14 775,00 €**	**24 083,59 €**	**6576**	**2 386,50 €**	**1401**	**21 265,70 €**	**6393**	**16995**	**66 692,19 €**	**791,00 €**	**67 483,19 €**
	Cumul	**11 514,70 €**	**8 235,10 €**	**3 230,10 €**	**49,50 €**	**4 978,00 €**	**2218**	**43 800,00 €**	**65 521,73 €**	**17771**	**6 464,35 €**	**3 963,00 €**	**58 458,60 €**	**17 547,00 €**	**46 477,00 €**	**185 759,38 €**	**1 708,00 €**	**187 467,38 €**
Avril	30-avr	3 543,80 €	2 557,70 €	972,60 €	13,50 €	1534	659	11 235,00 €	21 600,22 €	5822	2 053,90 €	1252	19 673,70 €	5978	15245	58 106,62 €	1 414,00 €	59 520,62 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**3 543,80 €**	**2 557,70 €**	**972,60 €**	**13,50 €**	**1534**	**659**	**11 235,00 €**	**21 600,22 €**	**5822**	**2 053,90 €**	**1252**	**19 673,70 €**	**5978**	**15245**	**58 106,62 €**	**1 414,00 €**	**59 520,62 €**
	Cumul	**15 058,50 €**	**10 792,80 €**	**4 202,70 €**	**63,00 €**	**6512**	**2877**	**55 035,00 €**	**87 121,95 €**	**23593**	**8 518,25 €**	**5215**	**78 132,30 €**	**23525**	**61722**	**243 866,00 €**	**3 122,00 €**	**246 988,00 €**
Mai	31-mai	4 545,20 €	3 375,80 €	1 151,00 €	18,40 €	1924	730	13 110,00 €	20 640,10 €	5700	2 381,15 €	1351	19 316,60 €	6026	15731	59 993,05 €	448,00 €	60 441,05 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**4 545,20 €**	**3 375,80 €**	**1 151,00 €**	**18,40 €**	**1924**	**730**	**13 110,00 €**	**20 640,10 €**	**5700**	**2 381,15 €**	**1351**	**19 316,60 €**	**6026**	**15731**	**59 993,05 €**	**448,00 €**	**60 441,05 €**
	Cumul	**19 603,70 €**	**14 168,60 €**	**5 353,70 €**	**81,40 €**	**8436**	**3607**	**68 145,00 €**	**107 762,05 €**	**29293**	**10 899,40 €**	**6566**	**97 448,90 €**	**29551**	**77453**	**303 859,05 €**	**3 570,00 €**	**307 429,05 €**
juin	30-juin	4 943,40 €	3 812,00 €	1 089,90 €	41,50 €	2048	500	8 715,00 €	20 208,66 €	5519	2 344,55 €	1269	20 581,80 €	6295	15631	56 793,41 €	315,00 €	57 108,41 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**4 943,40 €**	**3 812,00 €**	**1 089,90 €**	**41,50 €**	**2048**	**500**	**8 715,00 €**	**20 208,66 €**	**5519**	**2 344,55 €**	**1269**	**20 581,80 €**	**6295**	**15631**	**56 793,41 €**	**315,00 €**	**57 108,41 €**
	Cumul	**24 547,10 €**	**17 980,60 €**	**6 443,60 €**	**122,90 €**	**10484**	**4107**	**76 860,00 €**	**127 970,71 €**	**34812**	**13 243,95 €**	**7835**	**118 030,70 €**	**35846**	**93084**	**360 652,46 €**	**3 885,00 €**	**364 537,46 €**
Juillet	31-juil	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0	52	915,00 €	0,00 €	0	321,90 €	220	23,70 €	7	279	1 260,60 €	0,00 €	1 260,60 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0**	**52**	**915,00 €**	**0,00 €**	**0**	**321,90 €**	**220**	**23,70 €**	**7**	**279**	**1 260,60 €**	**0,00 €**	**1 260,60 €**
	Cumul	**24 547,10 €**	**17 980,60 €**	**6 443,60 €**	**122,90 €**	**10484**	**4159**	**77 775,00 €**	**127 970,71 €**	**34812**	**13 565,85 €**	**8055**	**118 054,40 €**	**35853**	**93363**	**361 913,06 €**	**3 885,00 €**	**365 798,06 €**
Août	31-août	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0	5	75,00 €	0,00 €	0	0,00 €	0	35,30 €	17	22	110,30 €	0,00 €	110,30 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0**	**5**	**75,00 €**	**0,00 €**	**0**	**0,00 €**	**0**	**35,30 €**	**17**	**22**	**110,30 €**	**0,00 €**	**110,30 €**
	Cumul	**24 547,10 €**	**17 980,60 €**	**6 443,60 €**	**122,90 €**	**10484**	**4164**	**77 850,00 €**	**127 970,71 €**	**34812**	**13 565,85 €**	**8055**	**118 089,70 €**	**35870**	**93385**	**362 023,36 €**	**3 885,00 €**	**365 908,36 €**
Septembre	30-sept	5 107,20 €	3 865,00 €	1 217,60 €	24,60 €	2086	825	21 420,00 €	21 108,13 €	5665	2 914,65 €	1429	22 144,30 €	6698	16703	72 694,28 €	896,00 €	73 590,28 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**5 107,20 €**	**3 865,00 €**	**1 217,60 €**	**24,60 €**	**2086**	**825**	**21420,00**	**21108,13**	**5665**	**2914,65**	**1429**	**22144,30**	**6698**	**16703**	**72694,28**	**896,00**	**73590,28**
	Cumul	**29 654,30 €**	**21 845,60 €**	**7 661,20 €**	**147,50 €**	**12570**	**4989**	**99 270,00 €**	**149 078,84 €**	**40477**	**16 480,50 €**	**9484**	**140 234,00 €**	**42568**	**110088**	**434 717,64 €**	**4 781,00 €**	**439 498,64 €**
Octobre	31-oct	4 151,20 €	2 910,20 €	1 219,60 €	21,40 €	1747	698	14 790,00 €	21 764,81 €	5740	2 217,30 €	1228	22 491,40 €	6490	15903	65 414,71 €	1 274,00 €	66 688,71 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**4 151,20 €**	**2 910,20 €**	**1 219,60 €**	**21,40 €**	**1747**	**698**	**14 790,00 €**	**21 764,81 €**	**5740**	**2 217,30 €**	**1228**	**22 491,40 €**	**6490**	**15903**	**65 414,71 €**	**1 274,00 €**	**66 688,71 €**
	Cumul	**33 805,50 €**	**24 755,80 €**	**8 880,80 €**	**168,90 €**	**14317**	**5687**	**114 060,00 €**	**170 843,65 €**	**46217**	**18 697,80 €**	**10712**	**162 725,40 €**	**49058**	**125991**	**500 132,35 €**	**6 055,00 €**	**506 187,35 €**
Novembre	30-nov	3 729,10 €	2 704,60 €	1 020,50 €	4,00 €	1595	641	12 585,00 €	20 437,43 €	5424	2 203,30 €	1203	20 636,95 €	6094	14957	59 591,78 €	1 260,00 €	60 851,78 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**3 729,10 €**	**2 704,60 €**	**1 020,50 €**	**4,00 €**	**1595**	**641**	**12 585,00 €**	**20 437,43 €**	**5424**	**2 203,30 €**	**1203**	**20 636,95 €**	**6094**	**14957**	**59 591,78 €**	**1 260,00 €**	**60 851,78 €**
	Cumul	**37 534,60 €**	**27 460,40 €**	**9 901,30 €**	**172,90 €**	**15912**	**6328**	**126 645,00 €**	**191 281,08 €**	**51641**	**20 901,10 €**	**11915**	**183 362,35 €**	**55152**	**140948**	**559 724,13 €**	**7 315,00 €**	**567 039,13 €**
Décembre	31-déc	3 675,00 €	2 762,70 €	893,30 €	19,00 €	1617	664	13 065,00 €	21 432,44 €	5734	2 164,30 €	1178	19 214,15 €	5878	15071	59 550,89 €	868,00 €	60 418,89 €
	Sans	0,00 €																
	Total mois	**3 675,00 €**	**2 762,70 €**	**893,30 €**	**19,00 €**	**1617**	**664**	**13 065,00 €**	**21 432,44 €**	**5734**	**2 164,30 €**	**1178**	**19 214,15 €**	**5878**	**15071**	**59 550,89 €**	**868,00 €**	**60 418,89 €**
	Cumul	**41 209,60 €**	**30 223,10 €**	**10 794,60 €**	**191,90 €**	**17529**	**6992**	**139 710,00 €**	**212 713,52 €**	**57375**	**23 065,40 €**	**13093**	**202 576,50 €**	**61030**	**156019**	**619 275,02 €**	**8 183,00 €**	**627 458,02 €**

Annexe L : Engagement de la Direction en matière de QSE

Engagement de la Direction 2019 – 2023

(Extrait du manuel de management QSE version 10/2020)

« *Réinventer notre métier pour créer de la valeur ajoutée sur le marché du stationnement.*

Challengeur du marché, Q-Park France met toute son énergie pour réinventer son métier, bâtir une croissance durable et s'engager toujours plus auprès de ses donneurs d'ordre d'une part, et des utilisateurs finaux d'autre part.

Dans le cadre de cette démarche pour atteindre ce résultat, nous cherchons à créer de la valeur dans une optique socialement responsable. Ainsi :

- Nous créons de la valeur patrimoniale sur le marché en construisant des ouvrages d'exception et en déployant un service de stationnement de haut niveau, contribuant à l'amélioration de la qualité de vie en centre-ville ;
- Nous créons de la valeur d'usage, en proposant des services innovants qui facilitent la vie des consommateurs ;
- Nous créons de la valeur sociétale, en nous positionnant comme les partenaires de la mobilité urbaine.

Avec cette stratégie, Q-Park s'inscrit dans une dynamique fondamentale de croissance et de création de valeur. Notre ambition est de réinventer le métier du stationnement et l'inscrire dans la société actuelle ».

Pour assurer l'efficacité de cette stratégie et atteindre ses objectifs, Q-Park a pris l'engagement de mettre en œuvre et de déployer un système de management intégrant les exigences des référentiels ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001.

C'est avec l'implication et la contribution de tous les Q-Parkers que nous réaliserons ce projet.

Ce management renforcé sur la performance et notre anticipation des besoins à venir nous permettra de réussir sur la voie d'un développement durable et efficace.

La Direction Générale charge le Responsable QSE du pilotage de cette démarche.



Michèle Salvadoretti
Directeur Général
Issy les Moulineaux, le 1er janvier 2023

Annexe M : La politique QSE de Q-Park

Politique de management QSE

(Extrait du manuel de management QSE version 10/2020)

- Garantir la pérennité et le développement de Q-Park, en :
  - Satisfaisant nos clients par des prestations de qualité répondant à leurs besoins
  - Contribuant à l'amélioration des résultats économiques pour une performance financière pérenne
  - Satisfaisant nos collaborateurs par la création d'un environnement de travail dans lequel ils peuvent pleinement s'épanouir
  - Poursuivant l'amélioration de nos offres en y intégrant les évolutions liées à la mobilité.
  - Harmonisant nos pratiques.

- Intégrer la dimension environnementale, en :
  - S'inscrivant dans une démarche ISO 14001 pour réduire nos impacts environnementaux
  - Définissant les règles de gestion des déchets visant à réduire et valoriser ceux-ci
  - Maîtrisant nos dispositifs de surveillance et de réglage de la qualité de l'air
  - Prévenant, traitant et analysant les accidents environnementaux à caractère exceptionnelle
  - Optimisant la performance énergétique de Q-Park par la mise en œuvre de nouvelles technologies aux fins de maîtriser nos consommations d'énergie
  - Assurant la veille règlementaire

- Suivre et accompagner les Q-Parkers, en :
  - Réalisant les entretiens d'évaluation du personnel chaque année
  - Réalisant les entretiens professionnels tous les 2 ans
  - Travaillant avec un système d'information commun
  - Connaissant, appliquant les procédures et en les développant
  - S'inscrivant dans la démarche d'un système de management intégré
  - Maîtrisant et en contribuant à l'évolution et au transfert des savoir-faire.

- Travailler à l'amélioration de la santé et de la sécurité des Q-Parkers en :
  - Promouvant la santé et la sécurité au travers d'une démarche préventive et participative avec le personnel, les intervenants extérieurs et les partenaires institutionnels
  - Veillant à ce que le document unique soit l'outil de gestion des risques sur le terrain en le connectant en permanence aux événements Sécurité et de Santé au travail
  - Développant et intégrant la culture sécurité par la sensibilisation et la formation
  - Gérant les habilitations et les plans de prévention
  - Appliquant la réglementation en vigueur et en réalisant l'état des lieux de la conformité réglementaire

- Surveiller et améliorer l'organisation mise en place :
  - Organisant régulièrement des audits et contrôles
  - Suivant et comparant les bonnes pratiques
  - Appliquant les principes de l'amélioration continue à l'organisation

- Assurer la sécurisation des informations en :
  - Répondant à la réglementation et aux attentes des clients en matière de Sécurité des informations
  - En prenant en compte la RGPD pour la protection des données

Annexe N : La démarche QSE au quotidien chez Q-Park

Les engagements QSE de Q-Park se concrétisent de la conception d'un parking jusqu'à son utilisation au quotidien

Dès la conception que ce soit pour un ouvrage neuf ou une rénovation, nous intégrons la performance environnementale dans les projets en veillant à ce que ceux-ci aient la meilleure intégration possible avec un impact limité sur leur environnement direct :

- Intégration paysagère, murs et toiture végétalisés avec récupération des eaux
- Intégration de dispositifs d'éclairage à faible consommation (LEDS + détection)
- Mise en place de jalonnement dynamique à la place pour limiter le temps de recherche de place
- Utilisation quand cela est possible de la ventilation naturelle
- Utilisation pour les revêtements de sols de résines certifiées A+ et garantissant ainsi une limitation des rejets de COV dans l'air
- Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques
- Création d'espace 2 roues avec prises de recharges pour favoriser les mobilités douces
- ...

Lors de la mise en place des chantiers de construction, nous demandons à ce que les entreprises intervenantes respectent la charte des chantiers propres ce qui permet :

- De maitriser les risques de pollution éventuels liés au chantier
- De suivre et de maitriser les consommations d'eau et d'énergie
- De limiter les déchets et d'en maitriser la gestion.
- De limiter l'impact sur l'environnement direct et les riverains en réduisant les nuisances sonores et visuelles

Nous suivons également les aspects santé et sécurité en nommant des coordinateurs sécurité prévention de la santé (CSPS) chargé de suivre l'intégralité du chantier.

Pour améliorer la mobilité ainsi limiter l'impact environnementale des usagers lors de leurs déplacements, nous optimisons sans cesse le jalonnement dynamique et le guidage vers nos parkings avec les dernières technologies innovantes.

Tous nos sites sont équipés de matériels permettant d'assurer une télégestion à distance, garantissant ainsi la meilleure sécurité et qualité de service 24/7.

Pour garantir notre conformité vis-à-vis de la réglementation et le meilleur niveau de sécurité possible, la maintenance de l'ensemble de nos sites est pilotée par une GMAO (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) et le suivi des dossiers intégré dans une GED (Gestion Electronique des Documents).

Nous équipons nos sites de véhicules électriques, hybrides, pour limiter notre impact lors de nos déplacements intersites.

Rapport d'activité

Au quotidien, pour assurer la meilleure expérience de nos parkings :

Nos collaborateurs sont formés chaque année. En 2021, 5 281 heures de formation dont 4 345 heures consacrées à la santé et la sécurité avec des formations telles que : SSIAP 1&2, Sécurité incendie, Habilitation électriques, Gestes et postures, SST, ...

- Nous avons uniformisé nos process au travers de « book métiers » et nous formons tous nos collaborateurs à leur application pour apporter la meilleure réponse aux usagers et garantir le meilleur niveau de sécurité face aux situations d'urgences.
- Nous utilisons du matériel de nettoyage performant et écologique permettant de limiter l'utilisation de produits chimiques et économique en eau.
- Les produits de nettoyage que nous utilisons sont éco labellisés avec un effet limité sur l'environnement.
- Des capteurs de passage déclenchent l'allumage automatique des lumières permettant ainsi de garantir une sécurité optimale des utilisateurs et des collaborateurs et de diminuer les consommation d'énergie, limitant ainsi l'impact sur l'environnement.
- Nous réalisons des centaines d'audits sur l'ensemble de nos sites, audits de nettoyage, audits matériels, audits techniques de conformité, audits qualité de service, ...
- Nous suivons la satisfaction de nos clients par la réalisation d'enquêtes sur tous nos parkings.
- Nous intégrons la culture et le patrimoine dans nos parkings avec l'insertion d'œuvre d'art, la préservation des découvertes archéologiques ou bien encore le mécénat.
- Nous créons des partenariats locaux gagnant-gagnant avec les entreprises de proximités.
- Nous sommes disponibles 24/7 (présentiel, interphonie et vidéo) pour répondre aux attentes des usagers.







Rapport d'activité

Annexe O : La presse en parle

Janvier 2022 | Paris La Défense



www.defense-92.fr p. 1/4

Visualiser l'article

Avec Q-Park les parkings de La Défense prennent un nouveau départ

Après plus de deux décennies de gestion Indigo, Paris L

C'est un changement qui est passé quasiment inaperçu e même où les cadres de La Défense sont retournés massi quelques 20 000 places de parking de La Défense. Indi pour les huit prochaines années, des parcs de stationnem

Une transition préparée en trois mois seulement qui s'est s'est très bien passée. Nous avions un peu d'appréhensio parti il a coupé ses réseaux et il a fallu que nous connect de Q-Park France qui compte près de 2 000 contrats d'ab en plus gros client qui en loue plus de 2000). Sur l'aspec compte dans ses effectifs de La Défense une équipe d'en

Pour les quatorze parkings que gère désormais Q-Park à pluriannuel de 37 millions d'euros. « C'est un montant d durant les trois premières années, indique Michèle Salva usagers pour changer l'image des parcs de stationnement

Michèle Salvadoretti est la directrice de Q-Park

en France Defense-92.fr

« Nous souhaitons tout d'abord renforcer la qualité de l'expérience clients dans les parkings du territoire. La propreté, la sécurité et la simplicité du parcours sont au coeur de nos préoccupations », glisse Pierre-Yves Gosce le directeur général de Paris La Défense.

Concrètement Q-Park compte offrir une « montée en gamme » en déployant des matériaux « nobles », en passant la totalité de l'éclairage au Led, et en poursuivant la sécurisation des parkings avec le déploiement de nouvelles caméras de surveillance. La signalétique piétonne et routière sera elle revue afin d'être harmonisée à l'ensemble des parkings.

Si les parkings réservés les plus récemment comme ceux de Coeuilles et Iris bénéficieront de petites retouches, certains vont connaitre une grosse modernisation. Le premier à subir une refonte majeure dès cette année, sera le plus ancien du quartier d'affaires, celui du quartier Boieldieu. Q-Park emboîtera le pas par la suite avec les parkings P1 et P2 (les parkings du Westfield Les 4 Temps) puis le parking Centre Grande-Arche.

Q-Park compte aussi s'adapter aux nouveaux besoins des usagers et surtout des mobilités douces et électriques. « Nous allons déployer environ 500 bornes de recharges pour voiture électrique s'ajoutant aux 250 existantes », promet Michèle Salvadoretti. Pour les cyclistes qui souhaitent laisser leur vélo sous la dalle, Q-Park va ajouter 300 arceaux aux 500 actuels.

Janvier 2022 | Bourgoin-Jallieu

300 places gratuites en moins : ce qui va être mis en place par la Ville

Le sujet du stationnement est évidemment pris au sérieux par la municipalité. Notamment parce que tous les élus savent que c'est une thématique brûlante. Ainsi, avec les travaux du conservatoire qui débuteront ce lundi 24 janvier en face de la Maison du Département, sur les 413 places gratuites du parking Frédéric-Dard, 308 seront supprimées. Pendant deux ans et demi, on passera donc de 413 places gratuites à 105. À terme, une centaine seront récupérées lorsque les travaux seront terminés.

Alors, pour combler cette perte, plusieurs dispositions ont été prises. La première a été de créer 80 places de stationnement pour les employés de la Maison du Département à proximité de l'école Notre-Dame afin qu'ils n'utilisent plus le parking Frédéric-Dard. Ensuite, 18 places de stationnement gratuites ont été ajoutées place de la République au cours de l'été, et 31 places, payantes celles-là, seront créées en mars du côté de La Poste. Enfin, un partenariat a été noué entre la Ville de Bourgoin-Jallieu et la société Q-Park, afin de donner la possibilité aux habitants et aux personnes qui ont besoin d'une place de stationnement, par exemple pour aller travailler, de s'offrir un abonnement à des prix raisonnables à La Folatière.



Gael Legay-Bellod, conseiller municipal délégué à la mobilité, et Gabriel Pena, responsable de centre chez Q-Park, ont présenté les solutions mises à disposition des Berjalliens pour stationner en centre-ville et en périphérie. Photo Le DL/Mourad ALLILI

« Nous nous sommes alignés sur ce que nous demandait la commune. On fait même des offres promotionnelles à 28 euros par mois au cours des trois premiers mois d'abonnement, c'est moins d'un euro par jour. Nous, on s'y retrouve car ça va augmenter la fréquentation dans notre parking », détaille Gabriel Pena, responsable de centre chez Q-Park. « Alors oui on bascule du gratuit au payant, mais cela répond aux problématiques des pendulaires, car c'est surtout eux qui vont être touchés, note Gaël Legay-Bellod, conseiller municipal délégué à la mobilité. Il y a aussi des parkings gratuits à la salle polyvalente de Champaret et au quai des Belges, avec des trottinettes et des vélos en libre-service, ça peut être une solution pour certains. » Et d'ajouter que cette perte de places gratuites à proximité immédiate du centre-ville était un souci mais que cela entrait « dans l'évolution normale d'une ville en développement. On a choisi de valoriser ce tènement et d'avoir un magnifique conservatoire pour nos habitants ».

Vincent PROD'HOMME

Janvier 2022 | Chartres

URBANISME | PÔLE GARE

Parking Pôle Gare : en avant pour la connexion !

Depuis novembre, la connexion du futur parking du Pôle Gare avec le passage souterrain d'accès aux quais est en chantier. Un chantier qui devra resptecter les contraintes du calendrier établi.



Nicolas Ducrot, responsable travaux du chantier Q-PARK



L'aiguille du chrono trotte. Le 2 novembre a démarré le percement du tronçon de tunnel qui établira la connexion entre le niveau -2 du futur parking Q-PARK du Pôle Gare, et le souterrain d'accès aux quais. Un chantier chronométré puisque, comme le met en évidence Nicolas Ducrot, responsable travaux du chantier Q-PARK, « *quand une intervention qui concerne le périmètre de voies ferrées nécessite une modification de la circulation des trains, une « ITC », interruption temporaire des circulations ferroviaires, est établie avec des dates de début et de fin strictement définies. Pour ce chantier, l'ITC accordée est de 5 mois* ». Et il est en effet raisonnable que ce chantier se conduise sous ITC, puisqu'il nécessite la dépose de deux fois 20 mètres linéaires de rails, qui concernent l'accès des trains au quai D. Et un train sans rails, ça fonctionne beaucoup moins bien. « *À la date donnée, les rails devront être réinstallés. Le respect du calendrier, au jour près, est la clef de la réussite de cette opération* ».

Comment creuser sous les voies ?

« *On ne creuse pas sous les rails* ». Les rails ayant été déposés, la société Bouygues Travaux Publics Régions France (TP RF), réalise à la pelleteuse l'excavation des 400 m³ de terre

Janvier 2022 | Marseille

Parkings souterrains à Marseille : Q-Park baisse certains de ses tarifs

Q-Park et la Métropole ont renouvelé pour 7 ans leurs contrats d'exploitation des parkings Les Docks Arvieux, Espercieux (2e), La Timone et

Blancarde (5e). Quelque 4,2 millions d'euros seront investis dans la valorisation esthétique des équipements. En outre, ces parkings proposeront 30 min de gratuité dès leur accès. Le tarif horaire de La Timone passera de 2,40 € à 1,70 € et le tarif de nuit (20 h-8 h) sera fixé à un maximum de 5 €.

L'abonnement annuel de Blancarde passe de 1 866 € à 1 200 € ; celui des Docks et d'Espercieux de 2 424 € à 2 000 €. L'abonnement résident annuel pour moto est à 1 € par jour, de même que l'abonnement nuit et week-end résident.



Février 2022 | Paris

www.leparisien.fr

Visualiser l'article

Trouver un parking vélos sécurisé dans le Grand Paris : pourquoi on peut espérer la fin de la galère

Avec le boom des ventes de bicyclettes, de nombreux cyclistes sont en quête de stationnement sécurisé et protégé. Face à cette demande, les opérateurs de parkings souterrains commencent à réaménager leurs espaces. En 2022, plusieurs centaines de places doivent voir le jour dans le Grand Paris.



A Paris et à La Défense, les parkings vélos se développent. Certains ont même des casiers dédiés aux cyclistes. LP/Sébastian Compagnon

Thibault est contrarié. Malgré ses recherches, cet adepte du vélotaf, qui vient d'emménager dans le quartier des Batignolles, à Paris (XVIIe), ne parvient pas à trouver un espace de stationnement sécurisé pour ses trois vélos. « Il n'y a aucun local à vélo dans ma résidence des années 1970, souffle-t-il. Il y a pourtant 50 box pour voitures dans les quatre niveaux du sous-sol ! J'ai écrit au syndic à ce sujet. On m'a répondu sèchement que les propriétaires des box n'en voulaient pas. Au nom de quoi seuls des véhicules encombrants et polluants auraient le droit de se garer dans mon immeuble ? »

Dans le Grand Paris, de nombreuses copropriétés rechignent encore à créer ou étendre les espaces pour garer les vélos. « C'est un sujet de tensions récurrent, alors que des solutions simples et pas très chères sont possibles », regrette Jean-Sébastien Catier, le président de l'association de cyclistes Paris en Selle.

Faute de solution à demeure, Thibault s'est renseigné sur les « vélobox » fermés, aménagés dans la rue par la Ville de Paris. Mais ils sont tous complets ou trop éloignés... Notre vélotafeur est donc allé voir sur le site Velhome.co, une plate-forme en ligne de mise en relation entre propriétaires de local vélo et cyclistes en manque de solutions. Déception là encore : le site ne compte à ce jour qu'une demi-douzaine de propositions dans Paris... Et aucune dans son quartier.

0GWYG4V5rh1VgiiOWH_j0N-JbNbgo6k6aPKEnpYWW_QatT-QLuhO2-oEHRIBPtOM2Xp3YrHG8xud0uTBn0wNOMw

Février 2022 | Partenariat Q-Park et Izivia

TURBO

www.turbo.fr

Famille du média : Médias spécialisés grand public
Audience : 2076321
Sujet du média : Auto-Moto-Cyclo

15 Février 2022
Journalistes : -
Nombre de mots : 6892

p. 1/3

Visualiser l'article

4000 bornes de recharge dans les parkings Q-Park d'ici 2024



Grâce à un grand partenariat entre Q-Park et l'opérateur Izivia, pas moins
parkings publics urbains de France d'ici 2024, dont 1000 rien qu'en 202
charge dans nos villes.

Au 31 décembre dernier, on recensait très exactement 53 667 points de
partenariat que viennent d'officialiser Q-Park et Izivia constitue une nou
débute réellement l'essor des voitures électriques. Nous entre l'un des dé
le leader de l'exploitation des solutions de charge ouvertes au public dan
lui tout seul de 8% les capacités de charge en France par rapport au nou
renforcer des zones d'une importance capitale en la matière.

Renforcer les centres-villes en solutions de ch

Les 240 parkings publics gérés actuellement par Q-Park se situent en eff
villes. Celles qui concentrent le plus de véhicules, donc, et qui doivent
voitures électriques en adaptant leurs infrastructures. Les utilisateurs de
points de charge et le partenariat entre les deux sociétés devrait permett
sont en effet souvent des particuliers qui garent leur automobile 2 à 3 he
stationnent principalement la nuit ou encore, des employés de société qu
définie par Q-Park et Izivia consistera donc à équiper massivement ces
comprise entre 7 et 22 kW, qui paraissent les plus pertinentes et adaptée

Quel prix pour ces futures bornes ?

Q-Park et Izivia donnent déjà des précisions sur le fonctionnement de ces futures bornes de recharge. Elles seront accessibles à tous soit via le pass Izivia, soit via le badge des sociétés concurrentes, ou encore sans badge en payant par carte bancaire à l'aide de son smartphone en flashant un QRcode présent sur la borne. Le tarif sera de 1€ TTC par charge, plus 30 centimes d'euro TTC le kWh. On parle ici du tarif pour les utilisateurs du pass Izivia : si vous vous servez d'un badge d'un autre opérateur de mobilité, ce dernier pourrait ajouter des frais additionnels. Notons par ailleurs que ces tarifs ne concernent que la charge électrique et s'additionnent aux frais de stationnement, que vous soyez abonné du parking ou simple visiteur. Les bornes fonctionneront sans réservation et elles seront nombreuses : après la construction des 1000 premières bornes en 2022 puis de 1500 autres bornes en 2023 et des 1500 bornes restantes en 2024, elles permettront d'arriver à une capacité de recharge pour véhicules électrique dans chacun des parkings de Q-Park (actuellement au nombre de 240 on le rappelle). Celles de 7 kW restitueront environ 50 kilomètres d'autonomie en une heure de charge, contre environ 150 kilomètres pour celles de 22 kW.



Les puissances de charge de ces nouvelles bornes iront de 7 à 22 kW. Et dans un second temps, des bornes de charge rapide pourraient se rajouter sur le réseau

La maintenance des bornes assurée par Izivia

Q-Park confie donc la gestion et la maintenance des bornes à Izivia, filiale d'EDF spécialisée depuis plus de 20 ans sur la recharge électrique automobile, qu'elle soit publique ou privée, en entreprise. L'opérateur garantira le bon fonctionnement des bornes avec une supervision en temps réel de l'état de fonctionnement des bornes, une hotline disponible 24h/24 en cas de problème, ainsi qu'un service d'intervention sur place dans les situations où la réparation à distance sera impossible. Et Izivia prendra également en charge les bornes électriques déjà installées dans les parkings Q-Park avant ce partenariat.

Mars 2022 | Chambéry

VITRAGE CHANTIER

Mise en œuvre du verre fabriqué par Glasfabrik Lamberts et commercialisé par Glass Partners Solutions

Verre coulé en forme de U pour un parking de Chambéry

La miroiterie de Chartreuse vient de terminer le parking aérien Q-Park Ravet, avenue des Ducs de Savoie à Chambéry (73). Au moindre rayon de soleil, la façade entière semble rayonner. Laurent Personnaz, directeur général de la miroiterie de Chartreuse (implantée à Voiron, en Isère), nous a détaillé les nombreuses contraintes auxquelles il a été confronté pour réaliser ce bâtiment sortant de l'ordinaire.



Le bâtiment est construit sur un terrain situé dans un quartier de logements et présente une forme quelque peu biscornue. Il est entouré respectivement, par une avenue, une rue partant de cette dernière et franchissant un pont sur la ligne SNCF de Chambéry à Turin (donc particulièrement fréquentée y compris la nuit par du fret), cette voie ferrée longeant la partie arrière du terrain.

Un an de pose

Le parking lui-même se compose d'une "rue" montante de 15 m de large pour le stationnement en épi des voitures et d'une descente rapide pour la sortie.
Les façades extérieures sont entièrement revêtues de "Linit", ce qui lui donne une belle unité et permet aussi la large pénétration de la lumière naturelle. Le Linit est un verre coulé en forme de U, émaillé sauf sur les ailes et trempé. En fonction de la forme du bâtiment, on trouve 2 200 volumes de différentes hauteurs allant jusqu'à 4,20 m et imposant 1 200 côtes différentes. Durée totale de la pose du Linit : un an.

Les contraintes internes au chantier

La première contrainte est venue d'une demande de l'architecte imposant que les pièces d'accroche des volumes verriers soient de longueur inférieure à 50 mm. Il a donc fallu faire valider un système spécifique avec une pièce plus importante, revêtue d'EPDM pour maintenir le verre. Le contrôle de cette attache a été réalisé par le bureau Alpes Contrôle. Ce dernier a imposé des essais sismiques vu la situation géographique de Chambéry. Ces essais ont été réalisés par le CSTB à Marne-la-Vallée, qui a délivré un ATEX.
Les contraintes météorologiques ont aussi été prises en compte, en effet à Chambéry les températures varient de -15 °C à +35 °C. La deuxième contrainte est issue de la forme très spécifique du bâtiment lui-même qui a imposé, pour répondre à la diversité des côtes, trois jeux de production avant coupe, puis trempage et émaillage. Pour des raisons de fabrication, les lots ont été livrés par palette et ont entraîné une découpe et un stockage chez la miroiterie de Chartreuse. Pour permettre le repérage des volumes, ils ont été identifiés par zones de pose.

8 800 vis de fixation

L'adaptation aux deux matériaux de support : béton ou métal suivant les emplacements a entraîné l'utilisation de deux pièces de fixation différentes, ainsi que la réalisation de gabarits droits ou courbes. Les pattes de fixation sont inclinées car tous les volumes sont posés en biais, souvent les cales de pose sont en "queue de billard".
Il a été nécessaire de trouver le couple de serrage idéal pour régler correctement les vissages. En effet, 2 200 volumes différents représentent 8 800 vis de fixation et 8 800 vis de serrage des contre-plaques, d'où l'intérêt de trouver le bon serrage pour calibrer les vissages.



PANNEAU DE CHANTIER



Avril 2022 | Colombes

QUOI DE NEUF ?

ENTRETIEN

« Assurer la continuité cyclable »

Léopold Michallet, maire adjoint aux Transports, Mobilités et Qualité de l'air, et Lionel Faubeau, conseiller municipal en charge des Mobilités douces reviennent sur les nouvelles mesures.



Quels sont les leviers de développement des mobilités douces ?

Léopold Michallet : Le développement de la pratique du vélo passe par la continuité cyclable. Grâce au réaménagement de la RD 106 et à la piste cyclable à l'étude sur la rue d'Estienne d'Orves, il sera bientôt possible de se rendre au parc Lagravère à bicyclette en toute sécurité et sans rupture. Le parc sera également accessible par l'Est de la ville, depuis la gare du Stade, via les nouvelles voies douces de l'Arc Sportif. La continuité cyclable se joue également à l'échelle intercommunale. Nous travaillons par exemple avec Bois-Colombes sur la rue Victor-Hugo.

Lionel Faubeau : En parallèle, nous accélérons l'installation d'équipements pour les cyclistes. Tout en créant de nouvelles places de stationnement pour les vélos et les trottinettes, nous prévoyons le déploiement de cinq bornes de réparation à des endroits stratégiques de la ville, tels que les gares et les carrefours routiers… Enfin, nous expérimenterons plusieurs concepts : abris sécurisés, arceaux intelligents contre le vol, vélo-école itinérant, rue aux écoles…



Quel premier bilan dressez-vous du passage de Colombes en Ville 30 ?

L. F. : Les cyclistes sont ravis du contre-sens cyclable car cela oblige les automobilistes à ralentir et à mieux partager l'espace public. Les quatre premiers radars pédagogiques installés participent à la sensibilisation et à la baisse de la vitesse. Afin de limiter la vitesse sur les axes les plus fréquentés, un « plan chicanes » a été budgété. En 2022, six rues supplémentaires en seront équipées et les installations se poursuivront jusqu'en 2026. Des zones de trafic limité seront créées afin de réduire la circulation dans certaines rues pavillonnaires surfréquentées.

Quelle est la nouvelle tarification des parkings Q-Park ?

L. M. : À partir du 1er avril, de nouveaux tarifs entrent en vigueur dans les trois parkings Q-Park de la commune : Hôtel de ville, Aragon et Village. Le premier quart d'heure de stationnement est gratuit pour les utilisateurs. À partir de 15 minutes, chaque quart d'heure supplémentaire est facturé 60 centimes d'euros.

Pourquoi ces modifications ?

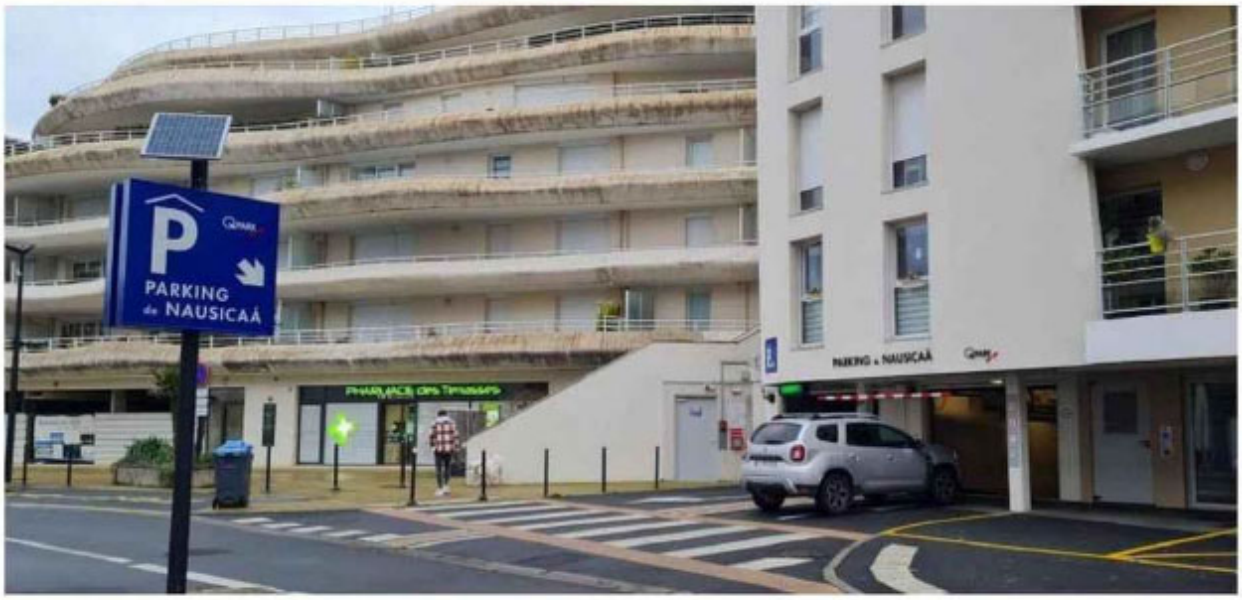
L. M. : Nous avons renégocié les tarifs avec Q-Park pour davantage d'équité. Le premier quart d'heure gratuit est désormais entièrement à la charge de l'opérateur, sans aucune subvention de la municipalité. Auparavant, la première heure était certes gratuite pour les usagers mais financée par la Ville à hauteur de 102 000 € par an.

Avril 2022 | Boulogne sur Mer

STATIONNEMENT

Q-Park choisi pour exploiter le parking de Nausicaá

La communauté d'agglomération a choisi de nouveau Q-Park pour la gestion du parking de Nausicaá.



Une délibération du conseil communautaire désignait la gestion du parking de Nausicaa.

THOMAS DELEGLISE

« *La CAB a décidé de recourir à une procédure de consultation des entreprises par la voie de l'appel d'offres ouvert pour la mise en place d'un marché de prestations de service pour la gestion, l'exploitation et l'entretien du parking public en ouvrage de Nausicaá.* » Lors du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Boulonnais, une délibération concernait la gestion du parking de Nausicaa qui a tant fait polémique ces dernières années puisqu'il a été largement déficitaire. En effet, l'équilibre de gestion n'a jamais été atteint. Le déficit cumulé prévu s'estime à un peu plus d'1,8 million d'euros en quatre années. Un déséquilibre amplifié par la crise du Covid qui a provoqué la fermeture ou l'ouverture limitée de Nausicaá. En décembre dernier, la CAB et Q-Park s'étaient mis d'accord pour mettre fin le 31 décembre à minuit à la délégation de service public (DSP) actuelle. Malgré ce contexte, on apprend par les élus que c'est Q-Park qui a répondu à cet appel d'offres et qui serait le nouveau gestionnaire du parking de 780 places voitures et 14 places moto sur huit niveaux. La délibération a été adoptée malgré l'absention du maire de Dannes Olivier Carton. D'autres informations devraient être détaillées concernant les modalités de ce contrat. ■

Rapport d'activité

Avril 2022 | Chartres

URBANISME | PÔLE GARE

Parking du Pôle Gare : un chantier « en escalier »

Un et deux niveaux de parking émergent déjà face à la gare, pour ce qui constituera en fin d'année le nouveau parking gare. En surface, les prémisses de la dalle intermodale se mettent en place. Un point d'avancée sur cet ouvrage, par son chef de chantier, Raphaël Barré.



Vue drone Bouygues Bâtiment centre-Sud-ouest

Simple comme une lettre à la poste ? C'est l'impression que donne le chantier du parking du Pôle Gare, tant sa progression est fluide. C'est ce qu'ont constaté en délégation Daniel Guéret, sénateur et conseiller municipal en charge du Pôle Gare, Franck Masselus, venu en sa qualité de président de Chartres Aménagement, et Karine Dorange, adjointe aux travaux, à l'occasion d'une visite de terrain sur le chantier en présence de Michèle Salvadoretti, directrice générale de Q-Park France.

L'ouvrage ne comporte certes rien de révolutionnaire dans sa conception, mais la parfaite avancée de sa construction vaut d'être notée. C'est ce que met en évidence Nicolas Ducrot, responsable de chantier chez Bouygues Construction : « une fois que le terrain a



...t prochainement être déposés

...la structure
...tier s'anime
...pour corps
...r secteurs :
...riques et de
...ncent à être
...s entamer le

niveau, sa partie médiane l'entame, tandis que son dernier tiers voit s'achever le premier niveau. Par ailleurs, l'ouvrage fait apparaître ses premières « émergences » : les cages d'ascenseurs et d'escaliers qui déboucheront en surface sur la plateforme intermodale ».

Nouveaux corps d'état

Cette organisation des travaux, bien rôdée, est d'autant plus indispensable que les corps de métiers vont se diversifier dès maintenant, alors que le gros œuvre n'en est « que » à la moitié de son achèvement : « tandis

...débutonnage[1] des parois extérieures, et dès juin nous pourrons procéder à l'étanchéité de la dalle haute, que les curieux verront changer de couleur ».

Côté voies, l'extension du passage souterrain d'accès aux quais est parée, et les rails qui avaient été déposés ont déjà été remis en place.

Accueil des scolaires

Cette fourmilière parfaitement ordonnée est certes un spectacle réjouissant pour qui s'y intéresse, mais aussi une source d'inspiration pour les jeunes : « un chantier comme celui-ci propose une grande diversité de métiers et, outre nos missions de construction, nous avons un vrai rôle à jouer pour les faire découvrir aux scolaires. Les établissements ne s'y trompent pas, qui ne manquent pas de nous envoyer des classes : comme le lycée Johan-de-Beauce ou le lycée professionnel du bâtiment Philibert-de-l'Orme. Nous prenons soin de leur réserver un accueil attentif pour répondre à leur curiosité, leur faire découvrir les différents métiers du BTP et du génie civil, et conforter ou déclencher ainsi des vocations. Les collégiens d'aujourd'hui sont nos collaborateurs de demain ! »

[1]Les butons sont les éléments qui font appui sur les parois béton de pourtour de l'excavation, pour les maintenir le temps que les éléments de structure intérieure de l'ouvrage assurent ce rôle de maintien. Quand cette stabilité est assurée, les butons sont retirés.

Avril 2022 | St Mandé

STATIONNEMENT PAYANT POUR LES 2 ET 3 ROUES MOTORISÉS

Soucieuse de réguler l'espace public et d'en finir avec les engins ventouses qui encombrent nos trottoirs, la Ville opte pour le stationnement payant des 2 et 3 roues motorisés.

Annoncé dans les colonnes de votre magazine en janvier dernier, le stationnement payant pour les 2 et 3 roues motorisés devient effectif ce mois-ci.

RENDRE LES TROTTOIRS AUX PIÉTONS

Charenton-le-Pont et Vincennes ont sauté le pas depuis 2018 : les 2 et 3 roues motorisés paient leur stationnement au même titre que les automobilistes. Et c'est efficace… la mairie de Vincennes en fait le constat : *« les motos ventouses ont quasiment disparu »*. Pour cette raison mais aussi pour assurer la sécurité et un cheminement aisé des piétons sur les trottoirs, la Ville de Saint-Mandé a adopté cette ligne espérant ce même résultat.

LE COÛT DU STATIONNEMENT

La tarification est calquée sur le modèle du stationnement des voitures mais avec des tarifs minorés. Elle s'applique du lundi au samedi de 9h à 19h (sauf dimanche et jours fériés).

Régime de stationnement résidentiel réservé aux Saint-Mandéens

Le paiement s'effectue à l'horodateur ou via l'application mobile PayByPhone qui est directement corrélée à la plaque.

Exemples de tarifs : Journée / 0,80 € - Hebdomadaire / 3 € - Mensuel / 11 € - Trimestriel / 25 € - Annuel / 75 €.

Régime de stationnement professionnel

La redevance de stationnement pour les professionnels justifiant d'une domiciliation de leur société à Saint-Mandé est équivalente au tarif résidentiel. Cela vaut aussi pour les professionnels de santé installés à Saint-Mandé.



Stationnement "visiteur"

Il faut compter 1 € de l'heure sachant que les 30 premières minutes sont gratuites, et un peu plus à partir de la 9e heure (10 €). Un Forfait de Post Stationnement (FPS) de 12 € sera appliqué en cas de défaut de paiement (paiement par Internet https://paiement.usager.tefps.fr ; par application mobile (PaybyPhone ou Flowbird), à la Police municipale ou directement à l'horodateur.

DÉCOUVREZ TOUTES LES SOLUTIONS DE STATIONNEMENT POUR LES RÉSIDENTS, PROFESSIONNELS ET NON-RÉSIDENTS SUR HTTPS://VOIRIE.Q-PARK.FR/SAINT-MANDE/LOGIN

TARIFS ET RENSEIGNEMENTS AU BUREAU D'ACCUEIL DU PARKING CHARLES DIGEON, LE MARDI, ET DU JEUDI AU SAMEDI DE 8H À 15H.
TÉL. 01 58 64 34 60

Mai 2022 | Chartres

URBANISME | PÔLE GARE

Un chantier, «c'est de l'humain et de la cohésion»

Le chantier du parking Q-Park progresse, à vue d'œil. Partout, les ouvriers s'affairent. Nicolas Ducrot, chef de chantier, nous livre son expérience et son regard sur cet univers professionnel.

Il a commencé sa vie professionnelle dans les tranchées d'un chantier chartrain, au début des années 2000. Aujourd'hui, sur le Pôle Gare, il dirige la construction d'un nouveau parking pour le groupe international Q-Park. Avec simplicité et beaucoup d'humanité, Nicolas Ducrot, responsable du chantier du parking Pôle Gare, nous présente son parcours et les opportunités qu'offre le BTP.



Votre Ville : En novembre dernier, lors de la pose de la première pierre de ce chantier, Michèle Salvadoretti, directrice générale France du groupe Q-Park avait évoqué votre parcours, très singulier.

Nicolas Ducrot : Les grands groupes, comme Q-Park, et Bouygues Bâtiment Centre-Ouest qui m'emploie, aiment les histoires « familiales ». C'est sans doute pour cela que la mienne n'est pas restée inconnue. Cette singularité que vous évoquez est que le Mainvillois de naissance que je suis a commencé sa carrière dans le BTP comme étudiant en alternance sur le chantier du parking de Cœur de ville de Chartres, en 2006, et qu'aujourd'hui je dirige celui-ci : le nouveau parking du Pôle Gare. Une similarité à plus de 15 ans d'écart, si ce n'est que, entre les deux, j'ai eu la chance de suivre la « voie royale » de la progression professionnelle.

La voie royale ?

Le domaine de la construction m'a toujours attiré. J'ai commencé par un bac S au Lycée Jehan-de-Beauce, poursuivi avec un DUT en génie civil, puis une licence professionnelle en alternance que j'ai effectuée sur ce fameux chantier de Cœur de ville. C'est cette alternance que je qualifie de voie royale : elle permet à l'étudiant de se familiariser avec son métier et son entreprise, et à l'entreprise de former un futur salarié. C'est un échange gagnant-gagnant qui permet de poser de solides bases de carrières et de collaborations.

Et depuis ?

Depuis, je suis resté très chartrain. J'ai participé à un autre très beau chantier, la transformation de l'ancien hôtel des Postes en grande médiathèque, puis à des créations ou réhabilitations de logements pour Chartres Habitat, sans compter des établissements scolaires, collèges ou lycées, dans la région.

Comment évolue-t-on dans le BTP ?

Ce milieu professionnel est un univers très juste. Avec de la motivation, de la curiosité, en ouvrant grand les yeux et les oreilles, l'évolution professionnelle se fait naturellement. C'est ce qui me place, à 35 ans, à ce poste de directeur de projets, un poste à responsabilités. Entretemps, j'ai passé les étapes de conducteur de travaux second œuvre puis gros œuvre, et enfin patron d'opération. Les péri-

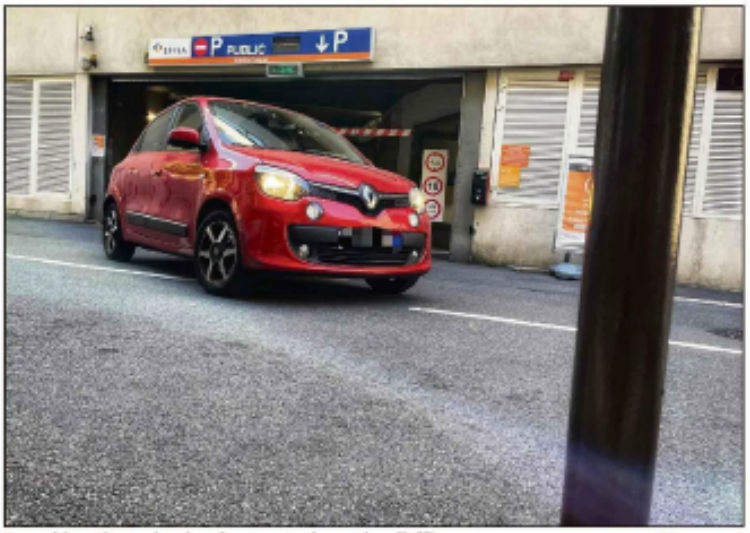
Juin 2022 | Antibes

Antibes-Juan-les-Pins

Q Park récupère le parking de la médiathèque en juin

Conseil municipal Ayant déjà en main plusieurs parkings de la ville, la société va se charger de celui-ci. Elle a remporté le marché face à l'exploitant précédent, Effia stationnement.

Puissance quatre. Dès le mois prochain, Q Park récupère la gestion du parking de la médiathèque. L'opérateur s'apprête ainsi à jouir d'un monopole sur Antibes puisqu'il est déjà lié par un contrat à la Ville pour celui du Pré-des-Pêcheurs, La Poste et les Frères-Olivier. Et ce, jusqu'au 17 novembre 2043 - on compte aussi, dans un autre contrat, le Parking Poirier. Lors du dernier conseil municipal, la majorité a annoncé que la société basée aux Pays-Bas a remporté le marché pour la structure installée sous Albert-Camus. Jusqu'à présent, c'était Effia qui était à la barre via une délégation de service public pour ce site ouvert en 2009 (1). Le contrat arrivant à son terme le 2 juin, une procédure a été lancée pour désigner le nouvel exploitant.
Le sortant a présenté sa candidature, tout comme Interparking et donc Q Park qui a remporté le marché pour la structure de 193 places (dont cinq pour motos).



Le parking vit ses derniers jours entre les mains d'Effia. (Photo M. D.)

« Géré aussi mal que les autres ? »

Un choix qui laisse dubitative Michèle Muratore : « *Si l'on regarde les résultats des enquêtes de satisfaction des sites qu'ils gèrent on retrouve toujours les mêmes problèmes : la propreté, les machines à CB qui ne fonctionnent pas, les ascenseurs souvent en panne, des problèmes d'aération…* » Pointant un « *souci de qualité et sans doute un manque de personnel pour répondre aux demandes des usagers* », l'élue d'opposition se réfère aux chiffres : « *La satisfaction s'élève à 47 % au Pré-des-Pêcheurs, 38 % aux Frères-Olivier et 34 % à La Poste.* » Pas assez pour se réjouir, trop pour ne pas s'inquiéter selon la représentante de La Gauche solidaire, écologique et démocratique : « *Comment sera géré celui de la médiathèque ? Aussi mal que les autres ?* » Selon le maire Jean Leonetti, les prochaines études clients devraient donner de meilleurs chiffres : « *Nous avons tiré des enseignements de nos expériences. La qualité sera plus élevée qu'avant.* » Ce serait d'ailleurs ce critère qui aurait fait pencher la balance en plus de la politique tarifaire selon le premier magistrat qui, aux termes des négociations a obtenu que le délégataire ne demande aucune compensation des gratuités. Alors qu'aujourd'hui, la Ville doit 60 000 euros par an à Effia. Concernant les redevances, elles devraient être de l'ordre de 110 000 euros par an pour la commune (2). Soit cinq fois plus que la somme actuelle : à savoir 20 000 euros par an. Bref, l'opération est gagnante pour la collectivité.

Deuxième heure gratuite mercredi et dimanche

Et pour les clients ? Si depuis son ouverture en 2009 les tarifs ont augmenté (*voir encadré*), l'offre d'abonnement proposée par le nouveau délégataire est à « *tarification équivalente à l'actuelle* ». Sinon, la première heure reste gratuite et la deuxième également (3) le samedi. Nouveauté : le mercredi et le dimanche sont ajoutés à cette offre. Ensuite ? « *Le maintien de la tarification de l'heure de stationnement qui suit la première heure, sans actualisation pendant la durée du contrat* ». Et après, continue la « *tarification progressive au quart d'heure* » avec un plafond de 4,50 euros pour les quinze premières minutes après la deuxième heure gratuite.

MARGOT DASQUE
mdasque@nicematin.fr

1. À l'époque, Effia a réalisé 55 900 euros de travaux d'équipement et a participé à hauteur de 1,1 million d'euros à l'investissement initial du parking : il restait près de 4 millions à la charge de la Ville et quelque 20 millions à la Casa.
2. L'investissement de la société s'élève à 509 000 euros sur les dix ans de contrat.
3. Hors juillet et août.

C'était moins cher avant ?

Tout augmente et n'en finit pas d'augmenter. Bienvenue en 2022. Mais, au final, est-ce que c'était vraiment moins cher avant ? En retrouvant les tarifs du parking de la médiathèque à son ouverture en 2009 on peut se faire une petite idée… De 0 à 30 minutes : 0,50 euro, de 30 mn à 1 heure : 1,60 euro, de 1 h à 2 h : 3 euros, 1 euro par tranche supplémentaire d'une heure : 1 euro, les 12 heures : 13 euros et de 12 heures à 24 heures : 15 euros.
Aujourd'hui, la tarification au quart d'heure s'applique. Donc logiquement, ça grimpe. Si avant 1 h 15 de stationnement c'est gratuit, on atteint directement 2,40 euros. Pour s'acquitter donc de 5,40 euros pour 2 heures 45 contre 4 euros en 2009. Donc techniquement : oui, c'est plus cher si l'on prend la dernière partie de l'heure facturée. Logique.
À noter : à l'ouverture du parking, la demi-heure gratuite a été volontairement supprimée pour cette structure. La croyance d'alors était la suivante pour la municipalité comme indique dans nos colonnes juste avant l'accueil des premiers automobilistes : « *Nous avons pensé qu'il valait mieux étaler le prix dans la durée, compte tenu du fait que très probablement le parking de la médiathèque sera utilisé par les usagers de la médiathèque, et qu'en conséquence la durée de lecture ou de séjour dépasse en règle générale la demi-heure…* »

Juin 2022 | Albi

Albi

Mobilité et stationnement : de nouvelles navettes gratuites

TRANSPORTS La maire d'Albi, Stéphanie Guiraud-Chaumeil, et Jean-Michel Bouat, vice-président de l'Agglomération en charge de la mobilité et maire adjoint en charge de la circulation, présentaient les nouveaux moyens de mobilité.

Deux navettes électriques gratuites vont être mises en place à partir du 4 juillet. Ces navettes feront le tour du centre-ville, et desserviront ses principaux points d'intérêt comme les marchés, les commerces, les sites patrimoniaux ou les gares. « *Il suffira de lever le bras selon l'endroit où l'on se trouve* » selon le maire adjoint. Elles auront une capacité de 20 places et fonctionneront du lundi au samedi. Il y aura 15 minutes entre chaque passage. L'objectif de ces nouveaux moyens de transport est la diversification des moyens de locomotion. Il sera donc désormais possible de visiter le centre-ville ou bien rentrer à son domicile plus rapidement. « *Si vous partez vous promener avec les enfants et qu'ils sont fatigués au retour, les navettes peuvent être utiles* », commente la maire.



La durée de stationnement sur les places bleues sera de 30 minutes par jour et par véhicule. [Maureen Gillet/Le Tarn Libre]

*** 430**

Le nombre de places supplémentaires payantes qui seront ouvertes en zone longue durée.

De nouvelles mesures de stationnement

Des places bleues vont être mises à disposition. Le temps de stationnement sur ces places sera de 30 minutes gratuites par jour et par véhicule. Le stationnement sera toujours gratuit le samedi. Seul le parking du Jardin National et celui du monument aux morts seront payants. Le tarif de stationnement, initialement de 1 € par heure, passera à 1,50 € par heure en zone courte durée, jusqu'à deux heures alors que les tarifs longue durée resteront les mêmes. Un abonnement de 25 € par mois pour les professionnels de la santé sera mis en place, ainsi que pour les professionnels du maintien à domicile. Faciliter l'accès au centre-ville pour des « courses » de courte durée, réduire la présence de « voitures ventouses » à proximité des secteurs payants, moderniser les modes de paiement, étendre le stationnement résident… telles sont les évolutions nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par la Ville d'Albi et la Communauté d'Agglomération de l'Albigeois.

> « *Si vos enfants sont fatigués au retour d'une promenade, les navettes peuvent être utiles* »

En matière de stationnement sur voirie la ville possède aujourd'hui 1533 places payantes, sur un total de 4000 places de stationnement situées à 15 minutes de marche du centre historique, dont 360 de courte durée (2h) en zone orange et 1173 de longue durée (4h) zone verte et bleu ouvertes au stationnement résidents.

Il y aura un forfait journalier pour les artisans effectuant des travaux : 3 € en zone longue durée et 5 € en zone courte durée par jour et par place. Un disque pour les « places bleues » sera mis en place progressivement afin de faciliter la rotation des véhicules. La durée limite de stationnement autorisé sur ces places passera de 15 à 30 minutes. Le parc des horodateurs évolue : QPark s'équipe de 82 nouveaux horodateurs dont 15 kiosques de mobilité permettant la diffusion d'informations. Les horodateurs seront tous équipés de terminal cartes bleues. Ces nouveaux horodateurs permettront de créer des profils d'utilisateur avec des droits dédiés : abonnement résidents, autorisation de stationnement pour travaux, gratuité les jours de pic de pollution… Il y aura la mise en place du paiement par application sur smartphone, avec par exemple possibilité de recharger sa durée de stationnement et achat des abonnements riverains dématérialisés.

Maureen Gillet

Rapport d'activité

Juillet 2022 | Paris La Défense

Visualiser l'article

Les ambitions des centres Westfield Les 4 Temps et le Cnit, vu par Jonathan Toulemonde

Temps et du Cnit, pour parler de l'avenir des centres de shopping de La Défense. Un avenir qu'il espère vert, ouvert vers les villes alentours et l'humain.

Nous avons rencontré Jonathan Toulemonde, directeur du centre Westfield Les 4 Temps et du Cnit, pour parler de l'avenir des centres de shopping de La Défense. Un avenir qu'il espère vert, ouvert vers les villes alentours et l'humain.

Il a rejoint le groupe Unibail-Rodamco-Westfield en 2011. Jonathan Toulemonde, ancien directeur des centres Westfield V2, à Villeneuve d'Ascq, et Parly 2 dans les Yvelines, a posé ses bagages à la Défense en mars 2022. Aujourd'hui directeur des 4 Temps et du Cnit, il veut donner aux deux centres du quartier d'affaires un visage « plus humain ».

« C'est le plus grand centre commercial d'Europe à bien des égards », et « un site à part » qu'il nous avoue être très content de prendre en charge. Ce diplômé de l'École Supérieure de Commerce d'Amiens a pris la place de Thibault Desmidt, à un moment où le Covid semblait derrière nous. Aujourd'hui, il oeuvre à « insuffler une énergie différente que celle connue pendant la pandémie », avec la volonté d'offrir au Westfield Les 4 Temps et au Cnit « une identité propre ».

Dans sa ligne de mire, plusieurs grands axes importants, comme la sécurité, l'écologie, la proximité et le mieux-vivre ensemble. Le communiqué de presse annonçant son arrivée évoquait sa volonté de « continuer à faire rayonner la diversité des enseignes et l'excellence des services proposés » et pour ça, Jonathan Toulemonde en est convaincu, « il faut s'ouvrir sur les villes qui nous entourent ». Puteaux, Nanterre, Neuilly-sur-Seine et Courbevoie... Le nouveau directeur veut, à l'inverse du dicton, unir pour mieux régner.

Côté sécurité, impossible de ne pas évoquer le drame qui a récemment secoué le quartier d'affaires : l'agression d'un vigile prestataire du centre, Youssop Nopadol. « Le suspect a été heureusement interpellé », rappelle Jonathan Toulemonde, évoquant depuis un travail « de fond » fait pour garantir la sécurité dans ses centres. Ainsi, il travaille main dans la main avec la Préfecture et le commissariat de La Défense, pour accompagner au mieux « un flux qui reprogresse fort ». En ce sens, le dispositif PC sécurité s'appuie sur une télésurveillance renforcée.

Les effectifs sont, eux aussi, renforcés « en journée et en soirée », avec « deux rondes de policiers par semaine » et la présence de militaires. Même travail effectué dans les parkings par l'entreprise gestionnaire Q-Park. Ce travail collaboratif sur la sécurité, pour Jonathan Toulemonde, il passe aussi par « un meilleur fléchage des gens dans le besoin ». D'un côté, il y a donc l'aspect sécurité pure, avec des renforts humains et technologiques, mais de l'autre, il y a l'aspect solidaire.

Pour ça, le jeune directeur peut compter sur l'aide apportée par La Maison de l'Amitié, qui depuis dix ans « va à la rencontre des personnes en situation de grande précarité et isolées qui vivent ou passent à la Défense », peut-on lire sur le site internet de l'association. « L'idée, c'est d'orienter les nécessiteux, de leur dire : allez là-bas, il y a telle structure qui peut vous aider », explique Jonathan Toulemonde. En ce sens, La Maison de l'Amitié a ouvert, dans le centre d'affaires, le premier restaurant solidaire et écoresponsable de La Défense. Ce restaurant est un lieu d'échange où les personnes dans le besoin, habitants et salariés peuvent s'installer à la même table.

Juillet 2022 | Toulon

Métropole

TOULON

Où se garer gratuitement vers le centre-ville ?

Se garer gratuitement dans le centre-ville de Toulon, c'est souvent un véritable casse-tête. Nous avons dressé pour vous une liste non exhaustive des lieux où se garer sans se ruiner.

Rares sont les personnes qui peuvent se vanter de se garer gratuitement au cœur de Toulon sans chercher pendant de longues minutes. En effet, à l'exception des dimanches et jours fériés, ainsi que toutes les nuits entre 19 h et 9 h du matin, il est difficile de trouver une place gratuite pour stationner son véhicule dans l'hypercentre toulonnais.

Pour se rendre au cœur de ville, le plus simple semble de s'éloigner un peu des petites ruelles qui entourent la place de la Liberté, et préférer des stationnements dans des quartiers voisins du centre. Cela nécessitera de marcher un peu, mais en quelques poignées de minutes, à vous les rues commerçantes !

Au nord de la voie ferrée

Outre la partie nord du parking des Lices et ses 274 places gratuites, d'autres parkings du même genre sont à proximité. C'est le cas du parking de la Préfecture (98 places), situé boulevard du Commandant Nicolas. Il y a aussi celui du Zénith Omega qui compte 211 places. Attention, ce dernier n'est ouvert qu'en journée de 6 h à 22 h. Pour ces parkings, il faut compter une dizaine de minutes de marche pour se rendre au centre-ville.

Un peu plus loin, pour ceux qui ne sont pas effrayés par les 15 à 20 minutes de marche qui séparent le quartier de Claret et le cœur de ville, de nombreuses places sont aussi disponibles. On les retrouve principalement autour du gymnase des Lices et de l'avenue de la Victoire du 8 mai 1945 (notamment le parking Ilanier et celui du stade des Lices).



Aux Lices, 274 places gratuites sont disponibles.
(Photo Valérie Le Parc)

À l'est du cœur de ville

Les quartiers de la Rode et du Port marchand offrent également de belles possibilités pour stationner gratuitement. Il faut compter une petite dizaine de minutes de marche pour se rendre au centre-ville.

Au Port marchand, un grand parking se situe place Maurel et compte environ 115 places de stationnement. Vous trouverez aussi bon nombre de places autour du pôle administratif de la Rode.

Les bons plans en souterrain

En parallèle de ces parkings de surface gratuits, il existe quelques bons plans à connaître pour se garer gratuitement dans le centre-ville pour quelques heures. La ville offre, dans certains parkings couverts gérés par la société Q-Park, des créneaux où il est possible de stationner sans dépenser un centime. Parmi ces bons plans, on peut citer :

- Le mercredi de 7 h à midi, une heure de parking est offerte par la ville dans les parkings Peiresc et Lafayette ;
- Le samedi de 8 h à 20 h, deux heures sont offertes par la ville dans les parkings Place d'Armes, Facultés et Delaune ;
- Le samedi de 8 h à minuit, deux heures sont gratuites au parking couvert Liberté ;
- Le dimanche matin entre 7 h et 13 h, le stationnement est gratuit dans le parking Porte d'Italie.

CHLOÉ DEMUTH

Août 2022 | CHRU NANCY

GRAND NANCY

Stationnement au CHRU : le parking devenu payant à Brabois

Comme annoncé, le CHRU de Nancy opère un virage en matière de stationnement aux abords de Ses sites, et cela commence à Brabois. Le parking gratuit proche du bâtiment principal est désormais payant au-delà d'une demi-heure. Revue de détails.



Se garer plus de 30 minutes n'est plus gratuit sur ce parking P1. Photo ER /Stéphanie CHEFFER

C'est chose faite : depuis peu, au creux du mois d'août, le stationnement est devenu payant pour les visiteurs de l'hôpital de Brabois utilisant le parking couvert P1, à proximité de l'hôpital d'adultes et de l'Institut de cancérologie. Ils doivent désormais mettre la main au porte-monnaie s'ils y restent garés plus de 30 minutes (ce qui -à moins d'une visite express- est généralement le cas). Explications.

Partenariat.

Comme annoncé en fin d'année dernière, la direction du centre hospitalier régional -qui a attaqué un immense chantier de restructuration et de regroupement de ces sites- a scellé un accord avec la société Q-Park. Laquelle a donc commencé par installer ses bornes et équipements divers au parking P1, soit 380 places réservées aux visiteurs.

Tarifs.

Stationner sur ce parking couvert est gratuit durant les 30 premières minutes. Il en coûte ensuite 0,50 € les 15 mn en deçà d'une durée totale de stationnement d'1 h 15, puis 0,40 € les 15 mn de 1 h 16 à 2 h 15, 0,30 € les 15 mn de 2 h 16 à 5 h 15, et 0,20€ de 5 h 16 à 24 heures (soit un tarif maximal de 21,70 €/24 heures).

Deux forfaits (hebdomadaire à 50 €, et mensuel à 70 €) sont par ailleurs proposés, comme un abonnement annuel (360 €) et des cartes prépayées à 30 € et 50 €, équivalant respectivement à 35 € et 60 € de stationnement.

Et gare aux étourdis : un ticket perdu est facturé 50 €.

Autres parkings

Cette évolution des modalités stationnement sur ce parking, marque le début d'un changement global tournant la page de la gratuité (toujours en vigueur sur le parking P3 de 100 places, côté rue du Morvan, alors que rien ne change pour le parking-relais P2).

Prochainement en effet, les aires de stationnement de la maternité régionale (rue du Dr Heydenreich à Nancy) évolueront, avant les parkings de l'hôpital central, début 2023.

S.C.

Août 2022 | SAINT-MALO

Saint-Malo

La Ville se prépare à la Route du Rhum

Plus de bateaux et des centaines de milliers de visiteurs, cela s'anticipe. Notamment au niveau de la circulation et du stationnement. Dès lundi, les usagers pourront demander leur laissez-passer.

Bis repetita

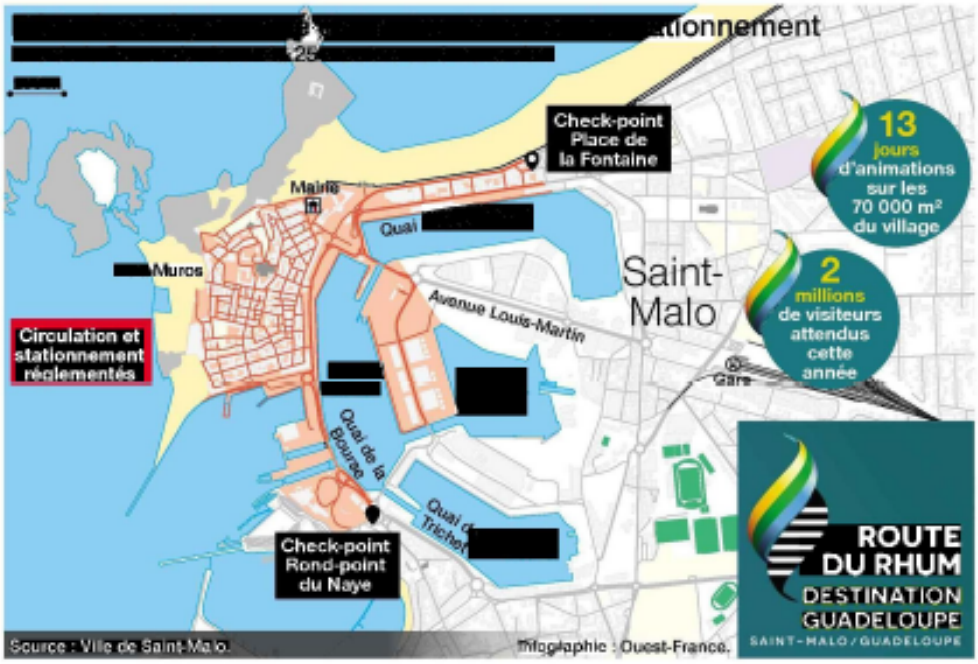
L'édition 2018 de la Route du Rhum avait initié les laissez-passer pour tous véhicules autorisés à pénétrer et stationner autour et dans Intra-Muros. « **Cela avait bien fonctionné** », souligne Gilles Lurton, le maire. Celle de 2022, 41e du nom, du 25 octobre au 6 novembre, reprend l'idée. Sur un périmètre élargi – non plus jusqu'au Palais du Grand large, mais jusqu'à la sous-préfecture, côté Sillon et côté port – avec une procédure simplifiée. Des laissez-passer qui n'avaient pas toujours fait l'unanimité, mais répondent « **à une demande de la préfecture, dans le cadre des grands événements** ».

Dès lundi 8 août

Dès lundi et jusqu'au 19 septembre, les personnes autorisées – résidents, commerçants, hôteliers, professionnels d'Intra-Muros et du Sillon, pêcheurs et usagers du port de commerce – pourront faire leur demande, « **uniquement en ligne (saint-malo.fr) excepté les personnes éloignées d'internet** ». Pour ces dernières, un accueil est prévu « **non pas en mairie, mais à la police municipale où est installé un bureau des laissez-passer, 5, avenue Louis-Martin, uniquement sur rendez-vous, au 02 56 88 03 58, LPRDR22@saint-malo.fr** »

Des laissez-passer qui seront distribués « **sur rendez-vous, avec vérification des justificatifs, du 19 septembre au 23 octobre** ». Une distribution tardive, « **pour éviter au maximum les fraudes** ». **Le laissez-passer, en huit versions en fonction des usages, sera à apposer sur le pare-brise ou deux-roues motorisé. Les contrôles ne seront pas systématiques aux check-points, mais possibles à tout moment. Gare aux véhicules en zone réglementée n'en disposant pas de laissez-passer !** » Tous les véhicules non autorisés auront quitté la zone le 24 octobre, au risque de se retrouver en fourrière.

Attention, urgence



« **Outre les personnes autorisées** – qui auront obligation de stationner **en garage privé si elles en disposent, ce qui sera signifié sur les laissez-passer** – **toutes les personnes devant intervenir en urgence pourront obtenir, sur justificatif, un laissez-passer, durant la Route du Rhum.** » Quant à la clientèle hôtelière ne disposant pas de parking, « **elle disposera d'un arrêt minute, place de la Fontaine, ou pourra arriver en taxi** ».

Plus grand !

Le périmètre élargi – 70 000 m² - « **c'est parce qu'il y aura davantage de bateaux, 138 contre 120 habituellement,** rappelle Gilles Lurton. **Et que les Ultime entreront dans le port, entraînant une concentration supplémentaire autour des bassins, et la nécessité, pour nous, d'être encore plus rigoureux sur les conditions d'accueil de 2 millions de visiteurs, potentiellement sur les 13 jours, en toute sécurité** ».

Les Imoca iront jusqu'au fond du bassin Duguay-Trouin, au niveau des anciens silos, cela permettra aussi de fluidifier les circulations piétonnes. « **Nous avons connu de très fortes concentrations lors de la dernière édition, notamment au niveau du point restauration, quai Duguay-Trouin. Il nous faut assurer un juste équilibre entre l'accueil des visiteurs, le bon déroulement des festivités et la poursuite de la vie quotidienne** », appuie le maire.

Parades

Autre nouveauté susceptible d'attirer toujours plus de visiteurs, « **les parades de bateaux organisées dans la baie. La circulation sera alors impossible à chaque ouverture de l'écluse du Naye, plus fréquente qu'à l'ordinaire.** » Pour cela et pour toute autre information, « **ne pas hésiter à télécharger l'application Le lien malouin, qui délivrera énormément d'informations en temps réel** », souligne Florence Abadie, adjointe.

Plus facile

Cette année encore, le village sera entièrement entouré de barrières. Mais les entrées et sorties passent de quatre à huit, « **avec notamment trois ouvertures supplémentaires pour faciliter les liaisons avec Intra-Muros, une demande forte** ». Les personnes à mobilité réduite auront un passage facilité par les accès VIP. Autres particularités, la prise en charge taxi est déplacée à la Bourse, et les abonnés Q-Park y auront accès, sur justificatif, en dehors des ouvertures du village, avant 10 h et après 20 h ou 22 h.

Brigitte SAVERAT-GUILLARD.

Août 2022 | TOULON

TOULON

Changement de visages à la tête des Vitrines de Toulon

Après quinze ans aux manettes de l'association des commerces du centre-ville, Xavier Taccard s'apprête à passer la main. Valérie Dumaire et Boris Touaty deviennent coprésidents.

Les Vitrines de Toulon fêtent leurs trente ans cette année. L'occasion de renouveler une partie du conseil d'administration de l'association des commerçants du centre-ville. Succèdent aux coprésidents Jean-Luc Dejean (chocolats Thuries) et Xavier Taccard (Strada), qui quittera ses fonctions fin 2022, Valérie Dumaire (Galeries Lafayette) et Boris Touaty (Cafés Maurice). Ce dernier nous explique ses ambitions.

Un coprésident de 31 ans, c'est plutôt rare dans une association de commerçants. Vous entendez dépoussiérer les Vitrines ?
L'idée c'est d'apporter du sang neuf, tout en s'appuyant sur l'expérience des « anciens ». Ce qui a été fait avant a été bien fait, j'insiste. J'ajoute qu'avec Valérie Dumaire, c'est surtout la première fois qu'on a une femme coprésidente. La parité est respectée. Tout comme on est représentatif de l'hétérogénéité des commerces du centre-ville.

Combien de commerces font partie de l'association ?
Nous avons 200 adhérents sur les 600 commerces du centre. Un tiers, c'est bien, mais on a une ambition de développement importante. Pourquoi, à Sanary, ont-ils 180 adhérents sur 200 vitrines ? S'ils y arrivent, on peut y arriver aussi. Nous devons devenir incontournables pour les professionnels.



Le nouveau coprésident des Vitrines de Toulon, Boris Touaty, entouré de deux salariées de l'association, Mélanie Evin et Évelyne Hun. (Photo Ma. D.)

Comment devenir incontournable ?
Déjà, il nous faut dynamiser notre communication. Valoriser nos actions auprès de la population, mais aussi nos compétences auprès des commerçants. Nos trois salariés vont avoir un grand rôle à jouer. Nous avons un centre-ville qui s'embellit, que nous pouvons rendre encore plus attractif. Nous n'avons rien à envier aux centres commerciaux autour de Toulon, qui ont tous les mêmes enseignes. Ici, on a une vraie diversité de boutiques et, pour elles, les Vitrines peuvent aussi être un support précieux et un facilitateur de projets.

À la différence des vrais centres commerciaux, il n'y a pas de parkings gratuits...
Si. Les Vitrines proposent à leurs adhérents de pouvoir offrir du temps de stationnement gratuit à leurs clients dans les parkings Q-Park. Nous œuvrons aussi pour nos adhérents, en leur proposant un quota de places à des tarifs allant jusqu'à -30 %. Luttons contre les préjugés : nous sommes un centre commercial à ciel ouvert, l'un des plus grands et accessibles du Var !

Côté animation, vous voulez mettre le paquet ?
Notre objectif est bien de défendre et animer le centre-ville. La Ville, avec VAD, y contribue avec ses « samedi en fête », chaque 1er samedi du mois. Nous, nous allons continuer nos défilés de mode, deux fois par an. Le prochain a lieu le 1er octobre. Nous comptons aussi mettre en place la semaine du goût en octobre, avec des dégustations et des ateliers cuisine. Pour promouvoir le commerce de proximité, nous offrons aussi des réductions aux clients.

Des réductions ?
Oui, avec notre système de chèques CadoCity, on offre un pouvoir d'achat supplémentaire pendant les soldes, par exemple, avec du -20 % dans 250 magasins. Dans le même ordre d'idées, on lance aussi notre passeport commerce (voir par ailleurs).

Vous tenez à apposer rapidement votre empreinte sur l'association ?
Non, le but n'est pas de chambouler ce qui se faisait. On prend nos marques derrière une équipe qui était en place depuis quinze ans. Disons qu'après les périodes de confinement et les nombreux samedis de manifestations, on espère créer une dynamique positive qui puisse s'inscrire dans la durée.

MATHIEU DALAINE
mdalaine@nicematin.fr

Le nouveau bureau

Coprésidents :
Valérie Dumaire (Galeries Lafayette), Boris Touaty (Cafés Maurice), Xavier Taccard (Strada)
Secrétaires :
Garry Gourdeaux (L'Utilidée), Romain Pappon (Le Petit Biscuitier)
Trésoriers :
Marie Aubert (La Maroquinerie), Loïc L'Haridon (Cavavin)

Le bon plan du « passeport commerce »

Du 22 août au 30 septembre, les Toulonnais sont invités à retirer un « passeport commerce » aux Vitrines (6, place Amiral Senes) ou dans les boutiques partenaires. Le principe : se faire tamponner un carnet à chaque dépense d'au moins dix euros dans certaines enseignes du centre. Les cinquante premiers à avoir complété leur passeport (dix tampons) gagneront un chèque-cadeau de vingt euros. Quatre personnes tirées au sort remporteront également un « gros lot », dont un brunch avec massage pour deux à l'Eautel, d'une valeur de 250 euros. L'opération se répétera plusieurs fois dans l'année.

Du 18 au 21 août, « nos commerçants font leur braderie »

L'événement se déroulera sur le même périmètre que par le passé : autour de la rue Jean-Jaurès, la place de l'Opéra, les rues Hoche, d'Alger, Émile-Zola ou encore Berthelot et Pierre-Sémard. Mais contrairement aux deux éditions précédentes, clients et marchands n'auront pas l'obligation de porter le masque, ce que personne ne devrait déplorer.

Du jeudi 18 août au samedi 21 août, de 9 h à 19 h, la traditionnelle braderie d'été sera organisée dans le centre-ville de la capitale du Var. À la baguette : non pas l'association des Vitrines de Toulon mais la municipalité. Avec toujours cette « *volonté d'accroître l'attractivité commerciale du quartier et la consommation locale* ». Ce n'est pas pour rien que l'événement s'intitule « *Nos commerçants font leur braderie* ».
Des dizaines d'entre eux videront ainsi leurs stocks devant leurs boutiques. Des forains seront également conviés sous le soleil et les papillons colorés. Il y en aura pour tous les goûts et pour tous les budgets. L'événement sera rythmé par des parades musicales.



En plus des commerçants du centre-ville, des forains participeront à la traditionnelle braderie d'été. (Photo doc V.-m.)

Septembre 2022 | CHRU NANCY

GRAND NANCY

Stationnement au CHU : la refonte est lancée

Après les premières retouches à Brabois avec l'arrivée du prestataire Q-Park, travaux et aménagements vont se poursuivre, à Brabois toujours, à la maternité puis sur le site de Central. Ces changements (places payantes et nouveaux emplacements notamment) touchent visiteurs et professionnels.



Le parking P1 de Brabois, a été le premier à faire l'objet d'aménagements. Les autres vont suivre. Photo ER/S.C.

Comme annoncé cet hiver, et dans le cadre de son vaste plan de restructuration, le centre hospitalier régional universitaire revoit sa copie en matière de stationnement sur ses trois principaux sites : Brabois à Vandœuvre (2 700 places), ainsi que la maternité (350 places) et Central (1 000 places) à Nancy. Le CHRU a ainsi signé une convention avec Q-Park, société travaillant déjà avec les hôpitaux de Saint-Quentin, Valenciennes ou encore le CHU Nice.

« Les difficultés de stationnement sont importantes depuis longtemps sur nos sites principaux, il nous fallait un professionnel comme Q-Park pour simplifier et optimiser les flux, dans le contexte des travaux de réorganisation du CHRU », résume Agnès Schreiner, cheffe du département Investissements et logistique.

Places gratuites, places payantes

Déjà payant mais en régie depuis une quinzaine d'années, le parking visiteurs P1 de Brabois (380 places au pied du bâtiment principal et de l'ICL) a été le premier, en août, à basculer dans « l'ère Q-Park ». « La première demi-heure reste gratuite mais la grille tarifaire a été légèrement modifiée, avec un paiement par quart d'heure et système de lecture de plaque, explique Agnès Schreiner. Des travaux ont également été réalisés sur la toiture, les éclairages leds, l'accessibilité personnes à mobilité réduite, ou encore les bornes de recharge électrique. »

La gratuité reste de mise « pour nos personnels et les professionnels "hébergés" au CHU, comme ceux de l'hôtel à projets ».

Les autres parkings fonctionneront tous « selon une grille tarifaire quasi identique. Quelques spécificités concerneront la maternité, notamment un forfait 5 jours à 22 € ».

Modalités diverses

Des places de dépose-minute seront créées devant divers bâtiments de Brabois, avec procédure d'enregistrement spécifique pour les personnes à mobilité réduite. Les places nominatives, réservées à certains professionnels de santé, vont disparaître.

« Elles étaient sous utilisées en raison des absences de certains médecins, qui interviennent souvent sur plusieurs sites, observe Agnès Schreiner. On va désormais fonctionner selon un système de "poches" : des zones identifiées pour certaines catégories d'usagers. »

Par ailleurs, les visiteurs pourront réserver leur stationnement via l'application Q-Park (c'est déjà le cas pour le P1), et au fil des travaux immobiliers, des parkings supplémentaires verront le jour à Brabois. Dans un objectif de fluidifier l'accès au site, les axes routiers menant au CHRU étant engorgés aux heures de pointe, « environ 1 200 places supplémentaires devraient y être créées ».

Le calendrier

Après le parking P1, le P3 de Brabois, actuellement totalement gratuit, va faire l'objet de travaux « fin septembre, voire début octobre » pour s'aligner sur le fonctionnement du P1. Barrières et bornes de paiement seront installées rue du Morvan (côté hôpital d'enfants), pour au final une aire payante de 167 places.

Pour la maternité, « les travaux seront lancés au plus tôt en octobre, et au mieux en février 2023 pour Central. Sur ce site, le parking Marshall, qui n'est qu'un terrain vague à ce jour, sera complètement refait et bitumé ».

Stéphanie CHEFFER

Octobre 2022 | Chartres

Le parking Effia de la gare de Chartres démoli pour laisser la place à un hôtel, des logements et des commerces



Le coût de la démolition du parking Eiffia, près de la gare de Chartres, est estimé à 200.000 € © agence de Chartres

Un nouveau chantier a démarré sur le pôle gare de Chartres, à proximité du bâtiment voyageurs de la SNCF. Le parking Effia va bientôt disparaître du paysage.

Le pôle gare de Chartres poursuit sa métamorphose. Depuis le début du mois d'octobre, des engins de chantier ont commencé à grignoter le parking Effia, situé entre le pont Casanova et la nouvelle passerelle de la gare SNCF.

Le coût du chantier de démolition du parking aérien, qui doit durer quatre mois, s'élève à 200.000 € (hors taxes).

Le terrain de 5.300 m² a été racheté par le groupe Pichet à la SPL (Société publique locale) Chartres Aménagement, concessionnaire de l'opération pôle gare. Le 21 septembre dernier, la Ville de Chartres a accordé un permis de construire au promoteur dont le siège social est basé en Gironde.

Un restaurant en rooftop avec vue sur la cathédrale

Novembre 2022 | Paris La Défense

Q-Park lance deux nouveaux abonnements pour plus de flexibilité !



Q-Park France annonce deux offres commerciales innovantes afin de s'adapter au plus près des attentes des usagers et de leurs nouveaux modes de travail.

Après s'être engagé en faveur des circulations douces et électriques, Q-Park France souhaite maintenant proposer des solutions adaptées aux nouveaux modes de travail des salariés. En effet, dans un contexte où le télétravail se démocratise de plus en plus, Q-Park offre des solutions plus flexibles afin de vous permettre de payer le juste prix pour un abonnement adapté à vos besoins.

Deux nouveaux abonnements

Aux côtés de l'abonnement classique 7x24, Q-Park crée :

- Le Pass Télétravail « 3 jours » : il vous permettra d'accéder au parking 3 jours fixes par semaine. Si vous devez utiliser le parking en dehors de votre abonnement, pas de panique, ce sera possible ! Le temps passé sur la base vous sera simplement facturé en supplément.
- Des « forfaits Flex », avec un nombre d'heures fixe à consommer chaque mois : des offres 120 heures et 140 heures sont ainsi proposées aux salariés qui travaillent à La Défense.

Ces nouveaux produits sont d'abord mis en place à Paris La Défense dans le cadre du marché confié à Q-Park France de gestion du plus grand ensemble de parcs de stationnement d'Europe. Paris La Défense sera ainsi le premier quartier d'affaires en France à proposer des solutions pour le stationnement des salariés adaptées aux nouvelles façons de travailler.

Pour en savoir plus sur l'offre de Q-Park à Paris La Défense : https://www.parkingsparisladefense.fr/fr-fr/

Décembre 2022 | Chambéry

Architecture & technique

Equipement

Une rampe entre ville et montagne

En Savoie, l'agence Hérault-Arnod a fait d'un parking silo un parcours ascensionnel à travers les strates du paysage.


2

Au bout de la voie qui part du château des Ducs de Savoie et passe par la célèbre fontaine des Eléphants, le parking silo Ravet constitue un repère à un endroit où le tissu urbain commence à se déstructurer, et offre une alternative au stationnement en plein air qui défigure le centre-ville de Chambéry (Savoie). Son volume ondulant, habillé de lames de verre opalescent, ressemble, sur fond de paysage montagnard, à un bloc de glace sculpté par le vent. Avec son enveloppe striée de brise-soleil, l'édifice évoque de loin un musée, une bibliothèque ou le siège d'une administration. Il faut se rapprocher pour distinguer les voitures qu'il abrite.



C'est l'effet que les architectes ont recherché pour que ce parking silo de 499 places, au volume nécessairement imposant, s'inscrive dans la ville à la manière d'un équipement public. L'intervention artistique dont il est le support concourt à cet objectif. Co-conçue avec l'artiste néerlandais Krijn de Koning, une boîte rouge et vitrée, en porte-à-faux de cinq mètres sur la façade, constitue un belvédère abrité, ouvert à qui souhaite contempler le grand paysage de Chambéry. « Nous l'avons placé dans l'axe de la voie historique pour qu'il y ait un marqueur d'architecture contemporaine au bout de la séquence patrimoniale », précise l'architecte Isabel Hérault.


1

Par son style constructiviste, jusqu'à la nuance de rouge choisie, l'ouvrage est en filiation directe des fameuses « folies » conçues en 1987 par l'architecte Bernard Tschumi pour le parc de la Villette à Paris. A l'origine, ce belvédère disposé dans l'axe du château des Ducs de Savoie devait être accessible directement depuis l'espace public, sans avoir à passer par le parking. C'était avant que la réglementation incendie n'en décide autrement… Témoin de cette intention première, le petit jardin en gradins qui jouxte le bâtiment, et qui devait au départ se raccorder à l'escalier extérieur. C'est finalement via le deuxième étage du parking qu'on emprunte ce drôle d'escalier greffé à la façade comme une mystérieuse excroissance.

Une balade en pente douce. « L'idée est d'offrir une grande promenade en voiture, très fluide. Elle permet au fur et à mesure de l'avancée de percevoir la ville différemment entre les lames de verre, depuis le rez-de-rue jusqu'à la terrasse, au dernier niveau du parking, où le paysage de Chambéry se dévoile à 360°, entouré de ses collines et de ses montagnes », explique l'architecte. Composées à 6 % de verre recyclé, ces lames sont fixées d'une dalle à l'autre suivant un angle à 45° ; elles ménagent entre elles des vides interstitiels qui équivalent à la moitié de la surface totale de l'enveloppe, afin que le parking soit considéré comme extérieur au regard de la réglementation incendie.

Au lieu d'être horizontal comme c'est souvent le cas, chaque niveau se déploie en pente douce de 5 %, avec paliers aux angles. L'ensemble du bâtiment forme alors une gigantesque rampe qui

Annexe P : Attestations d'assurances

Certificat d'Assurances

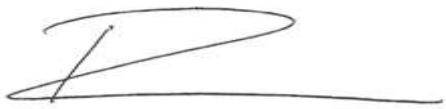
Ce certificat ne reprend pas de manière exhaustive toutes les conditions, clauses, limites et exclusions de la police. En aucune façon, le présent certificat d'assurance n'impacte en aucune façon la couverture telle que décrite dans la police, celle-ci étant contraignante dans tous les cas.

Dans le présent certificat, nous (Marsh BV, courtier en assurances établi à Rotterdam) déclarons que nous avons négocié une assurance pour le bénéfice des assuré(s) mentionnés ci-dessous, laquelle offre, dans le cadre des conditions de cette assurance et pendant la durée de celle-ci, la couverture telle que décrite ci-dessous.

Assuré(s):
Q-Park B.V.
et/ou
Q-Park France Holding
et l'ensemble de ses filiales françaises

Numéro de police d'assurance	:	4391500B0001 (parapluie police)
Assureur(s)	:	45% XL Insurance Company SE 35% Allianz Global Corporate & Speciality SE 20% AIG Europe S.A., Netherlands Branch
Bien assuré	:	Dommages matériels et interruption d'activité
Limite Contractuelle D'Indemnité	:	EUR 70.000.000 par sinistre combinés pour Dommages matériels et interruption d'activité
Type d'assurance	:	Assurance incendie Tous Risques
Franchise d'assurance	:	EUR 50.000 par sinistre pour Dommages matériels et interruption d'activité, toutefois: EUR 100.000 par sinistre pour Tempête EUR 100.000 par sinistre pour Grève, émeutes et agitation civile <u>Tremblement de terre</u> 2% du total des valeurs déclarées combinées de la section I et de la section II à chaque emplacement touché, sous réserve d'un minimum de EUR 250 000 par événement (combiné Dommages matériels et interruption d'activité) en ce qui concerne le tremblement de terre dans les territoires/zones sismiques critiques. <u>Inondation</u> 2% du total des valeurs déclarées combinées de la Section I et de la Section II à chaque emplacement affecté, sous réserve d'un minimum de EUR 250 000 par événement (Dommages matériels et interruption d'activité) en ce qui concerne les inondations dans les territoires/zones critiques d'inondation.
Période de Garantie	:	1 juillet 2022 – 1 juillet 2023

Marsh B.V.
Rotterdam, 4 juillet 2022



ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Souscripteur : **SASU Q PARK France HOLDING**
1 Rue Jacques Henri Lartigue
92130 Issy les Moulineaux

Assuré(s) : Le souscripteur, agissant tant pour son compte que pour celui de sa / ses filiales françaises et/ou de ses intérêts financiers français et notamment **Qpark France Services** et **les Autorités concédantes uniquement dans le cadre des activités de Q Park et dans la limite des montants de garanties de la police en référence.**

Berkshire Hathaway European Insurance Designated Activity Company, opérant sous le nom de Berkshire Hathaway Specialty Insurance, dont la succursale française est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 851 193 094 et établie au 3-5 rue Saint-Georges - 75009 Paris (France), dont l'adresse postale est 60, avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly-sur-Seine.

Atteste garantir au titre de la police d'assurance « Responsabilité Civile » n° **48-ECA-008609-01** la société ci-dessus mentionnée, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait des dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés aux tiers à l'occasion de ses activités déclarées et garanties au titre du présent contrat. Une renonciation à recours du souscripteur et de ses assureurs à l'encontre des autorités concédantes étant accordée au titre du présent contrat.

La garantie est accordée à concurrence des montants suivants :

Responsabilité Civile Exploitation	**Montants des garanties** (par sinistre sauf mention contraire)
Tous dommages confondus corporels, matériels et immatériels : ***DONT***	15 000 000 €
- Dommages matériels et immatériels consécutifs	Inclus
- Faute inexcusable de l'employeur (en cas d'accident du travail et/ou maladie professionnelle)	3 500 000 € Par sinistre et par année d'assurance
- Dommages immatériels non consécutifs (DINC)	5 000 000 € Par sinistre et par année d'assurance
- Dommages résultant d'une atteinte à l'environnement (soudaine et accidentelle) survenant sur le site exploité par l'assuré	1 500 000 € Par sinistre et par année d'assurance
Responsabilité Civile Après livraison / produits / RC Professionnelle	**Montants des garanties** (par sinistre et par année d'assurance)
Tous dommages confondus corporels, matériels et immatériels : ***DONT***	10 000 000 €
- Dommages immatériels non consécutifs (DINC), y compris frais de retrait et frais de dépose / repose engagés par les tiers / RC Professionnelle	5 000 000 €
- Frais de retrait et Frais de Dépose/repose engagés par l'assuré	500 000 €
Garanties annexes	**Montants des garanties** (par sinistre et par année d'assurance)
- Défense pénale et recours	100 000 € par année d'assurance et après un seuil d'intervention de 1.500 € par litige

Berkshire Hathaway European Insurance Designated Activity Company (BHEI), compagnie d'assurance à responsabilité limitée de droit irlandais au capital de 386 032 775 €, sise 7 Grand Canal Street Lower, Dublin, D02 KW81, Irlande. La Compagnie est enregistrée en Irlande, numéro d'enregistrement de la société : 636883. Le siège social de la succursale française est sis 3-5 rue Saint-Georges, 75009 Paris, numéro unique d'identification 851 193 094 RCS Paris. BHEI est soumise au contrôle de la banque centrale irlandaise (Central Bank of Ireland) située New Wapping Street, North Wall Quay, Dublin 1, D01 F7X3, Irlande. **Berkshire Hathaway Specialty Insurance (BHSI) est une marque de BHEI.**

Il est précisé que les montants de garantie prévus au titre du présent contrat forment la limite des engagements de l'Assureur quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré au titre du contrat mentionné ci-avant.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des termes, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.
Sa validité cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ces derniers ne peut être souscrite conformément à la législation locale auprès d'assureurs agréés dans la nation concernée.

Elle est valable pour la période du **1er Juillet 2022** (0h) au **30 Juin 2023** (24h), sous réserve des possibilités de résiliation et/ou suspension du contrat en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les dispositions du présent contrat.

Fait pour valoir ce que de droit, à Neuilly-sur-Seine, le 29 Juin 2022

Pour la Compagnie,



Rapport d'activité

Annexe Q – Redevance Ville

REDEVANCE KREMLIN 2022

Nombre de mois :	12

Formule d'indexation: **K= 0,15 + 0,7*(ICHT-H/ICHT-Ho) + 0,15*(EBIQ/EBIQo)**

Vo = DC au 01/01/2016

ICHT-Ho = 108 Salaires horaires des ouvriers pour la réparation et le commerce automobile.
EBIQo = 104,7 Frais et services divers

Vn = au 01/01/N

ICHT-H = 115,30
EBIQ = 133,74

K = 1,1308745

S1 SEUIL CALCUL DE LA REDEVANCE :	**185 000**
S2 SEUIL CALCUL DE LA REDEVANCE :	**380 000**
S1 SEUIL CALCUL DE LA REDEVANCE ACTUALISE :	**209 212**
S2 SEUIL CALCUL DE LA REDEVANCE ACTUALISE :	**429 732**

CHIFFRES D'AFFAIRES 2022 : 314 114

Hypothèse dépassement seuil S1 :	52 451	*50% de la différence positive entre le CA et le seuil S1*
Hypothèse dépassement seuil S2 :	0	*80% de la différence positive entre le CA et le seuil S2*

REDEVANCE 2022 : 52 451

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DU KREMLIN-BICÊTRE

Registre des Délibérations du Conseil Municipal

Séance du 14 décembre 2023

OBJET MIS EN DELIBERATION

N° 2023-151

Le 14 décembre 2023 à 19h30 les membres du Conseil Municipal de la ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis en l'hôtel de ville dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAURENT, Maire, pour y tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 1er décembre 2023.

Membres présents :
M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, M. EDET, Mme BASSEZ, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. GIBLIN, M. TRAORE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, M. ZINCIROGLU.

Membres représentés :
Mme BOCABEILLE par M. RAYMOND
Mme BADOC par M. HASSIN
Mme BRICOUT par Mme THIAM
M. BOUFRAINE par M. KHIAR
Mme DEFRANCE par Mme FOURCADE
Mme EL KRETE par M. ZINCIROGLU

Membres absents :
M. BANBUCK
M. NICOLLE
M. CHAPPELLIER
Mme HARTMANN
Mme ALESSANDRINI
M. BELAINOUSSI

Secrétaire de séance :
M. TAPA

NOMBRE DE MEMBRES COMPOSANT LE CONSEIL MUNICIPAL 35

Présents..... 23
Représentés 6
Absents..... 6

OBJET MIS EN DELIBERATION :

Vœu : « Un an après l'appel du Kremlin-Bicêtre, rien ne change pour les communes »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-151-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Vœu présenté par les groupes Kremlin-Bicêtre en Commun · Pour une Ville qui nous rassemble, communistes et tous citoyens · Elus socialistes · Génération écologie et sociale

Un an après l'appel du Kremlin-Bicêtre, rien ne change pour les communes

Monsieur Jean-Luc LAURENT expose au conseil :

Il y a un an jour pour jour, nous étions réunis à l'appel de l'Association des maires du Val-de-Marne, avec de nombreux maires, adjoints au maire et conseillers municipaux du Val-de-Marne sur le parvis de la mairie du Kremlin-Bicêtre, par-delà nos appartenances politiques, pour protester contre l'abandon des communes par l'Etat.

L'Etat a compté sur les communes pour lutter contre la crise sanitaire, l'Etat compte sur les communes pour faire vivre les services publics locaux, l'Etat compte sur les communes pour dynamiser l'investissement dans notre pays, l'Etat compte sur les communes pour mener la transition énergétique. Il faut rappeler qu'en 2019, les dépenses d'investissements des communes s'élevaient à 90 milliards d'euros, loin devant les départements, 66 milliards, et les régions, 33 milliards. L'Etat compte aussi sur les communes pour se substituer aux missions qu'il ne veut ou ne peut plus assumer. C'est aux communes de tenir les murs de la République pendant que l'Etat déserte.

Le Président de la République nous place, nous élus locaux, sous le feu des critiques lorsqu'il explique que les citoyens peuvent remercier leur maire si leur taxe foncière augmente. Quel autre choix l'Etat nous laisse-t-il pour continuer à assumer nos missions ? Les communes n'ont pas bénéficié du « quoi qu'il en coûte » et sont soumises à une cure d'austérité qui dure désormais depuis plus dix ans. L'alternative est alors simple : augmenter la fiscalité locale comme nous l'avons fait en 2022 ou renoncer tout bonnement à assumer nos missions et exercer nos compétences.

Un an après notre rassemblement et cet appel, nous constatons, amers, que l'Etat ne nous écoute pas. Les communes sont des guichets uniques indispensables des services publics et les maires sont, eux, « à portée de baffe » de leurs administrés. Ne pas entendre nos demandes, c'est abandonner 35 000 mairies et 500 000 élus locaux aux avant-postes de la République.

Par conséquent, les élus du Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre :

- Considérant que l'Etat est directement responsable de l'abaissement des recettes des communes par la baisse directe de la dotation globale de fonctionnement sur les dix dernières années ;
- Considérant que la dotation globale de fonctionnement n'est, par ailleurs, pas indexée sur l'inflation ;
- Considérant que la compensation de la suppression de la taxe d'habitation n'est pas indexée sur l'inflation et ne prend pas en compte l'accroissement de la population ;
- Considérant que la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires et la mise en place de la prime pouvoir d'achat – laissée au libre choix des communes – n'ont pas fait l'objet d'une compensation financière pour les budgets déjà contraints des communes ;
- Considérant que le projet de loi de finances pour 2024 intègre notamment une disposition permettant l'exonération de taxe foncière sur le bâti pour les logements ayant fait l'objet d'une rénovation énergétique sans compensation financière pour les finances communales ;
- Considérant que, de ce fait, l'Etat fait supporter aux communes le coût de la transition énergétique ;
- Considérant que les villes ont été frontalement et durablement affectées par l'inflation et la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ;
- Considérant que les communes font vivre les services publics locaux et que la baisse de leurs ressources pourrait affecter leur capacité à rendre un service public de qualité aux usagers ;

Demandent à l'Etat :

- De compenser financièrement le dispositif, inscrit dans le projet de loi de finances 2024, d'exonération de taxe foncière sur le bâti pour les logements faisant l'objet d'une rénovation thermique ou, à défaut, de supprimer cette disposition ;
- D'indexer la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation dans le projet de loi de finances et de mettre en place une disposition permettant de prendre en compte l'augmentation de la population des communes ;
- D'indexer la compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur l'inflation dans le projet de loi de finances ;

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-151-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

- D'instaurer une compensation de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires ainsi que des primes proposées pour les agents de la fonction publique territoriale.

LE CONSEIL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-Luc LAURENT,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal,

Après en avoir délibéré par 21 voix pour (M. LAURENT, M. DELAGE, Mme FOURCADE, M. CHIAKH, Mme GESTIN, M. HEMERY, Mme MUSEUX, Mme AZZOUG, M. HASSIN, Mme ETIENNE, M. RAYMOND, Mme BOCABEILLE, M. EDET, Mme BADOC, Mme BASSEZ, Mme BRICOUT, Mme COURDY, Mme THIAM, M. TAPA, M. TRAORE, Mme DEFRANCE), et 8 ne prenant pas part au vote (M. GIBLIN, M. BOUFRAINE, M. KHIAR, M. RUGGIERI, Mme CHIBOUB, Mme COUTO, Mme EL KRETE, M. ZINCIROGLU),

DÉCIDE

Article unique De demander à l'Etat :

De compenser financièrement le dispositif, inscrit dans le projet de loi de finances 2024, d'exonération de taxe foncière sur le bâti pour les logements faisant l'objet d'une rénovation thermique ou, à défaut, de supprimer cette disposition ;

D'indexer la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation dans le projet de loi de finances et de mettre en place une disposition permettant de prendre en compte l'augmentation de la population des communes ;

D'indexer la compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur l'inflation dans le projet de loi de finances ;

D'instaurer une compensation de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires ainsi que des primes proposées pour les agents de la fonction publique territoriale.

Fait et délibéré en les jours, mois et an ci-dessus,
et ont signé au registre les membres présents.
Pour extrait conforme
Le Maire
Jean-Luc LAURENT

Secrétaire de séance
Vry-Narcisse TAPA

Copie du présent vœu sera adressé à :
Mme Elisabeth Borne, Première ministre · Mme Dominique Faure, ministre de la Cohésion des territoires · M. Thomas Cazenave, ministre des Comptes publics · Mme Sophie Thibault, préfète du Val-de-Marne · M. David Lisnard, Président de l'Association des maires de France · M. Stéphane Baudet, Président de l'Association des maires d'Île-de-France · Mme Françoise Lecoufle, Présidente de l'Association des maires du Val-de-Marne

Délais et voies de recours :
le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-151-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-151-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

ENGAGÉS POUR DES TERRITOIRES DURABLES





Rapport d'activité 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SIPPEREC

Rapport d'activité 2022
du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LE SOMMAIRE

L'ÉDITO
4

I
LE SIPPEREC
7

II
ÉLECTRICITÉ
21

III
ÉNERGIES RENOUVELABLES
31

IV
AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE
39

V
MOBILITÉ DURABLE
47

VI
ACHATS MUTUALISÉS
51

L'ATLAS
LA LISTE DES DÉLÉGUÉS
57

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

« Le SIPPEREC, créé en 1924, fêtera prochainement ses 100 ans. Fondée sur sa compétence électricité et dans une visée ouverte et innovante du service public, face aux nouvelles technologies et aux usages qu'elles génèrent, notre belle organisation s'est constamment adaptée aux évolutions des territoires et des nécessités qui sont les leurs. Au fil du temps, le SIPPEREC est devenu un acteur francilien majeur dans les secteurs de l'énergie, du numérique et des mobilités durables.

Nous avons à faire face aujourd'hui, collectivement, à des enjeux inédits. Si la mondialisation et l'émergence de métropoles n'ont eu de cesse de gommer toujours de plus en plus les frontières et les limites, il aura suffi de quelques mois et d'événements majeurs pour ramener sur le devant de la scène une évidence qui avait été gommée elle aussi : l'importance redevenue fondamentale de l'action publique locale.

Le déploiement de la fibre, démarré il y a plusieurs années sur l'ensemble du territoire, est aujourd'hui un enjeu majeur pour l'ensemble des acteurs territoriaux : pour nombre d'entreprises, de services publics, de collectivités et de leurs habitants, les usages liés au numérique représentent désormais un levier utile et fondamental du bon fonctionnement des villes, que la disparition prochaine (voulue sans en avoir analysé les conséquences) du réseau cuivre rendra plus stratégique encore. Dans ce contexte, le SIPPEREC agit pour lutter contre les innombrables dégradations engendrées par une concurrence aveugle de certains sous-traitants des opérateurs commerciaux.

La crise du secteur de l'énergie, doublée des effets du dérèglement climatique, nous a déjà obligés à nous adapter en modifiant par étapes nos usages ; elle nous forcera à changer, et plus particulièrement nos équipements, en accélérant la production de chaleur et d'électricité renouvelable, tout en consommant moins d'énergie. Autant de solutions étudiées et développées depuis plus de 20 ans par le SIPPEREC pour ses collectivités adhérentes ou proches.

Fer de lance de l'action publique intercommunale en Île-de-France, le SIPPEREC s'engage année après année depuis 100 ans pour un développement durable de nos territoires, et propose l'accès à des services publics de qualité et à des prix justes. »



Jacques J.-P. Martin
Président du SIPPEREC,
Maire de Nogent-sur-Marne,
Vice-président de l'Association des maires de France

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023







Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

I
LE SIPPEREC

Rapport d'activité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

2022

Le SIPPEREC défend le service public et s'engage depuis près de 100 ans aux côtés des collectivités d'Île-de-France et de leurs habitants. L'urgence climatique, la flambée des prix de l'énergie et la nécessaire équité sociale entre les territoires nous forcent à inventer de nouvelles solutions, pour garantir un service public de qualité, accessible à tous et à des prix justes. L'action publique, locale et intercommunale impulsée par le SIPPEREC, est une de ces solutions.

4
champs d'action

119
collectivités adhérentes toutes compétences confondues

1
offre d'achats mutualisés pour les besoins de

+ de 500
acteurs publics franciliens

1
Comité syndical

et

1
Bureau

106
collaborateurs

1
SEM, SIPEnR

3
SPL, la Société d'exploitation des énergies renouvelables (SEER), UniGéo et la SPL Géothermie

1
régie, Gényo

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Fondé en janvier 1924, le SIPPEREC a eu pour vocation première de contribuer à un développement solidaire et équitable des territoires en périphérie de Paris, en permettant aux premières communes adhérentes d'accéder collectivement à l'électricité et de fournir à leurs habitants un service public de qualité.
Au fil des décennies, le SIPPEREC a sans cesse renforcé cette vocation de service public, en élargissant son périmètre d'action intercommunale au numérique, aux énergies renouvelables, à la mobilité durable, aux achats mutualisés ; en innovant constamment et en apportant des solutions concrètes aux collectivités franciliennes.

Des compétences au service des territoires durables

- **Le SIPPEREC est l'unique acteur régional public** intervenant dans un aussi large éventail de domaines, très complémentaires, guidé par les principes suivants :
  - → **la qualité du service public ;**
  - → **une synergie des compétences ;**
  - → **la capacité à porter des projets innovants.**

- **Porteur de projets agiles et innovants**, le SIPPEREC s'adapte aux besoins des territoires, pour mener des projets spécifiques en matière de production d'énergies renouvelables :
  - → **une société d'économie mixte (SEM) : la SIPEnR ;**
  - → **deux sociétés publiques locales (SPL) : la SEER Grigny Viry et UniGéo ;**
  - → **une régie : Gényo.**

- Les collectivités territoriales peuvent déléguer **4 champs d'actions** au SIPPEREC :
  - → **électricité ;**
  - → **énergies renouvelables ;**
  - → **aménagement numérique ;**
  - → **mobilité durable.**

- Les collectivités peuvent solliciter **l'offre d'achats mutualisés** du SIPPEREC :
  - → une centrale d'achat SIPP'n'CO pour bénéficier de services dans 8 domaines tels que l'énergie, le numérique, la mobilité… ;
  - → un groupement de commandes dédié à l'achat d'électricité.

Les instances SIPPEREC au plus près des réalités des territoires

Le SIPPEREC est administré par **119 délégués titulaires** et autant de suppléants désignés par les collectivités adhérentes et issus de leur assemblée délibérante. Ces élus composent le Comité syndical, l'instance qui délibère sur les décisions engageant l'avenir du SIPPEREC et qui fixe ses orientations, dont la mise en œuvre est pilotée par les équipes du SIPPEREC — une centaine d'agents — et son directeur général. **Le Comité syndical, qui se réunit quatre fois par an,** délibère sur les choix stratégiques, arrête le budget et la politique générale du Syndicat. Les décisions sont prises dans un esprit de consensus, par-delà les clivages partisans, dans le respect des approches de chaque collectivité et de la défense de l'intérêt général. Un Bureau, qui se réunit une fois par mois, prépare les affaires qui sont soumises au Comité.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Quelques enjeux

La hausse du prix de l'énergie

Le marché de l'électricité subit une hausse ininterrompue du prix depuis le début de l'année 2021. Le Gouvernement avait instauré, en 2010, l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique) afin que tous les usagers quel que soit leur fournisseur, puissent bénéficier du nucléaire historique. Or, l'accès à cet ARENH limité à 100 TWh ne correspond plus aux parts de marché gagnées par les fournisseurs dits alternatifs à EDF. Ce plafond conduit à augmenter, de manière artificielle, les prix de l'électricité pour tous.

Dans ce contexte, en tant que coordonnateur d'un groupement de commandes qui compte à ce jour 500 collectivités et établissements publics et une consommation annuelle supérieure à 2 TWh, le SIPPEREC a interpellé le Gouvernement sur la régulation du nucléaire, en appelant à relever le plafond de l'ARENH à 150 TWh.

L'accès de tous au Très Haut Débit (THD)

Aujourd'hui, le déploiement de la fibre entraîne de nombreux échecs de raccordement, dégradations, déconnexions fréquentes d'abonnés... Les difficultés persistantes subies depuis des mois par les réseaux fibres génèrent un accès au Très Haut Débit déplorable pour une partie de la population francilienne. Tout ceci n'est plus acceptable.

Le SIPPEREC a alerté l'ARCEP, avec les Communautés d'agglomération Cœur d'Essonne et Paris-Saclay, sur les méfaits du mode STOC et l'urgence à agir pour obliger les opérateurs à s'engager sur la qualification de leurs sous-traitants et la traçabilité des interventions.



Ressources financières du SIPPEREC

Les ressources financières du Syndicat se sont élevées, en 2022, à près de 235 millions d'euros. Elles proviennent essentiellement de flux financiers perçus et contrôlés par le SIPPEREC, avant de les reverser à ses adhérents, en particulier :

- → la taxe communale sur la consommation finale d'électricité ;
- → les redevances d'occupation du domaine public pour les réseaux de distribution publique d'électricité, les réseaux de communication Très Haut Débit et les réseaux de chaleur à base de géothermie ;
- → les subventions allouées à la transition énergétique comme la rénovation des bâtiments ou les passages au LED de l'éclairage public ;
- → la valorisation des certificats d'économie d'énergie des travaux réalisés sur le patrimoine des adhérents.

Par ailleurs, le SIPPEREC perçoit les recettes associées à ses nombreux contrats de délégation de service public qui lui permettent de :

- → financer ses frais internes ;
- → verser à ses collectivités adhérentes des participations pour leurs actions en faveur de la maîtrise de l'énergie et de la transition énergétique.

Les cotisations des adhérents aux services d'achat du SIPPEREC permettent de financer la passation de plusieurs centaines de marchés, afin de faire bénéficier les adhérents de la qualité d'une expertise de haut niveau et de la force d'un grand compte.

À cela s'ajoute le budget annexe relatif au réseau de chaleur géothermale Gényo, déployé sur le territoire des communes de Bobigny et Drancy. Les travaux réalisés en maîtrise d'ouvrage directe par le SIPPEREC se sont élevés, en 2022, à 2 millions d'euros, portant ainsi le montant total d'investissements réalisés, depuis le lancement du projet en 2019, à 70 millions d'euros. Une très grande partie du réseau déployé est en exploitation depuis deux ans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La vie au SIPPEREC



Le SIPPEREC est une organisation centenaire et agile, en constante évolution, dont les collaborateurs sont profondément attachés au service public : lors d'une étude* menée en interne au printemps 2022 par OpinionWay, 92 % des répondants ont indiqué être fiers de travailler pour le SIPPEREC et 90 % ont affirmé être globalement satisfaits de travailler pour le SIPPEREC.

* Taux de réponse : 70 %, échantillon de 73 collaborateurs issus d'un fichier de 106, interrogés par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

« Faire collectif, défendre le service public et innover pour des territoires durables »

Le SIPPEREC défend la solidarité et l'équité entre les territoires et, dans une préoccupation constante d'égalité, il s'engage à soutenir la mixité et la diversité au sein même de ses effectifs, actuellement composés de **56 % de femmes et 44 % d'hommes.** Il démontre également l'importance de valoriser aussi bien la vision teintée d'expérience de ses collaborateurs de longue date que l'insertion professionnelle des jeunes, des stagiaires et apprentis avec **10 % de collaborateurs de moins de 30 ans et 22 % de collaborateurs de plus de 50 ans.**

Il existe au SIPPEREC une vraie volonté collective pour mener les projets à terme et améliorer la qualité de vie au travail. La cohésion de groupe et l'esprit d'équipe sont par ailleurs renforcés via l'organisation d'**événements réguliers,** dont chaque année un séminaire réunissant l'ensemble du personnel et permettant à tous les collaborateurs de se retrouver pour une journée d'échanges et de convivialité. Au programme : des interventions de personnalités extérieures qui mettent en regard l'action territoriale menée par le SIPPEREC et des activités de groupes.

Un groupe d'ambassadeurs, créé dans le cadre du travail sur la marque employeur, a permis de réfléchir aux différentes façons de valoriser l'expérience collaborateur et le SIPPEREC en tant qu'employeur. Ce travail collaboratif a notamment permis d'améliorer les délais de recrutement et de valoriser les collaborateurs en leur donnant la parole sur des plateformes telles que LinkedIn, Welcome To The Jungle ou encore Profil Public.

Le bien-être au travail est également une préoccupation permanente : une **association sportive et culturelle** permet d'organiser de nombreuses activités sur la pause du midi, en afterwork ou encore le week-end et propose des séjours, au ski notamment, où de nombreux groupes de collègues sont heureux de se retrouver chaque année.

Enfin, le SIPPEREC propose à ses collaborateurs un programme de formations visant non seulement à permettre aux agents d'exercer avec efficacité les missions qui leur sont confiées, mais également de favoriser le développement de nouvelles compétences et accompagner leur parcours professionnel.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

— Groupe SIPPEREC

— SIPPEREC

Arnaud Brunel
Directeur général

Administration générale

Virginie Hébert
Directrice

Finances

Sylvie Dusart
Directrice

Développement et prospectives

Grégoire Fourcade
Directeur général adjoint

Transition énergétique

Marion Lettry
Directrice

Transition numérique

Vincent Fouchard
Directeur

— Sociétés

SEM SIPEnR

Arnaud Brunel
Directeur général

Delphine Bertsch
Directrice générale déléguée

SPL SEER

Martine Flamant
Directrice générale

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Concession électricité

Tiphanie Payre
Directrice générale adjointe

Enfouissement des réseaux

Mathieu Caharel
Directeur

Matthieu Maurin
Directeur

— Régie

SPL UniGéo

Inès Gelu
Directrice générale

Gényo

Rémy Houret
Directeur

Moyens et ressources

Arnaud Wauquier
Directeur général adjoint

Ressources humaines

Isabelle Brun
Directrice

Affaires juridiques

Fanny Beck
Directrice

Commande publique

Romuald Le Quilliec
Directeur

Communication

Émilie Pitard
Directrice

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Plan stratégique 2022-2026

Le contexte climatique, énergétique et social nécessite de protéger les plus démunis et de garantir, à tous, des conditions de vie décentes.

L'action publique, locale et intercommunale offre de solides solutions pour les territoires et pour leurs habitants. Dans ce contexte, le SIPPEREC souhaite agir avec détermination et conviction. Réussir à innover pour des territoires durables ne pourra se faire que par l'action collective et notre engagement commun pour le service public. Pour cela, les équipes du SIPPEREC ont élaboré le Plan stratégique 2022-2026, qui vise à réaffirmer les fondamentaux de notre organisation et de nos activités.
Trois axes ont été identifiés :



Collectif

Faire collectif

En animant, depuis sa création, un réseau d'élus et de territoires autour d'enjeux forts, le SIPPEREC a fondé toute son action sur une valeur, faire collectif, qui n'a eu de cesse de le guider au fil des décennies et qui, aujourd'hui encore, est le fer de lance de notre collaboration régulière avec les élus, les territoires et leurs habitants.

Ce rôle majeur qu'occupe le SIPPEREC sur le territoire francilien et le caractère incontournable de l'action publique nécessitent d'être renforcés aujourd'hui mais plus encore dans les temps à venir.
Les objectifs sont d'améliorer la relation aux adhérents et la qualité du service rendu, mais aussi de favoriser la coopération entre les collectivités grâce à des rencontres et des projets communs et de renforcer notre présence territoriale en affirmant notre raison d'être et nos valeurs.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

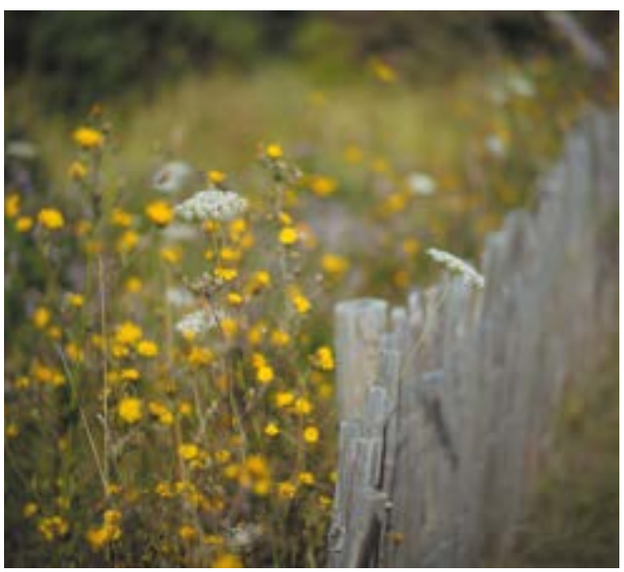
Service public

Défendre le service public

Le SIPPEREC défend le service public et les intérêts de ses adhérents en leur garantissant l'accès à un service de qualité et en contrôlant le respect des engagements pris par les délégataires.

À l'avenir, le SIPPEREC aura vocation à contribuer plus encore à un traitement et à un développement équitable des territoires.

Les objectifs sont de mener notre action sur l'ensemble des territoires, y compris les plus reculés et de garantir une certaine indépendance et une qualité de réseaux. Permettre à tous les habitants d'Île-de-France d'accéder aux énergies propres, au Très Haut Débit et à des solutions de mobilité durable au prix le plus juste pour rendre l'action du SIPPEREC plus solidaire. Cette démarche de solidarité est accentuée par l'inclusion de clauses sociales et environnementales dans les marchés, et par l'insertion professionnelle des jeunes, des stagiaires et apprentis.



« L'action publique, locale et intercommunale constitue l'une des solutions majeures pour mener les transitions à venir et relever les défis qui se posent à nous. »

Philippe Rio
Premier vice-président du SIPPEREC

Territoires durables

Innover pour des territoires durables

Premier producteur public d'énergies renouvelables en Île-de-France, le SIPPEREC joue un rôle majeur dans la transformation des territoires. Son ancrage centenaire en Île-de-France, son expertise territoriale avérée et son agilité dans le pilotage de projets complexes permettent au SIPPEREC d'initier des projets ambitieux et innovants, de les piloter et de les faire aboutir.

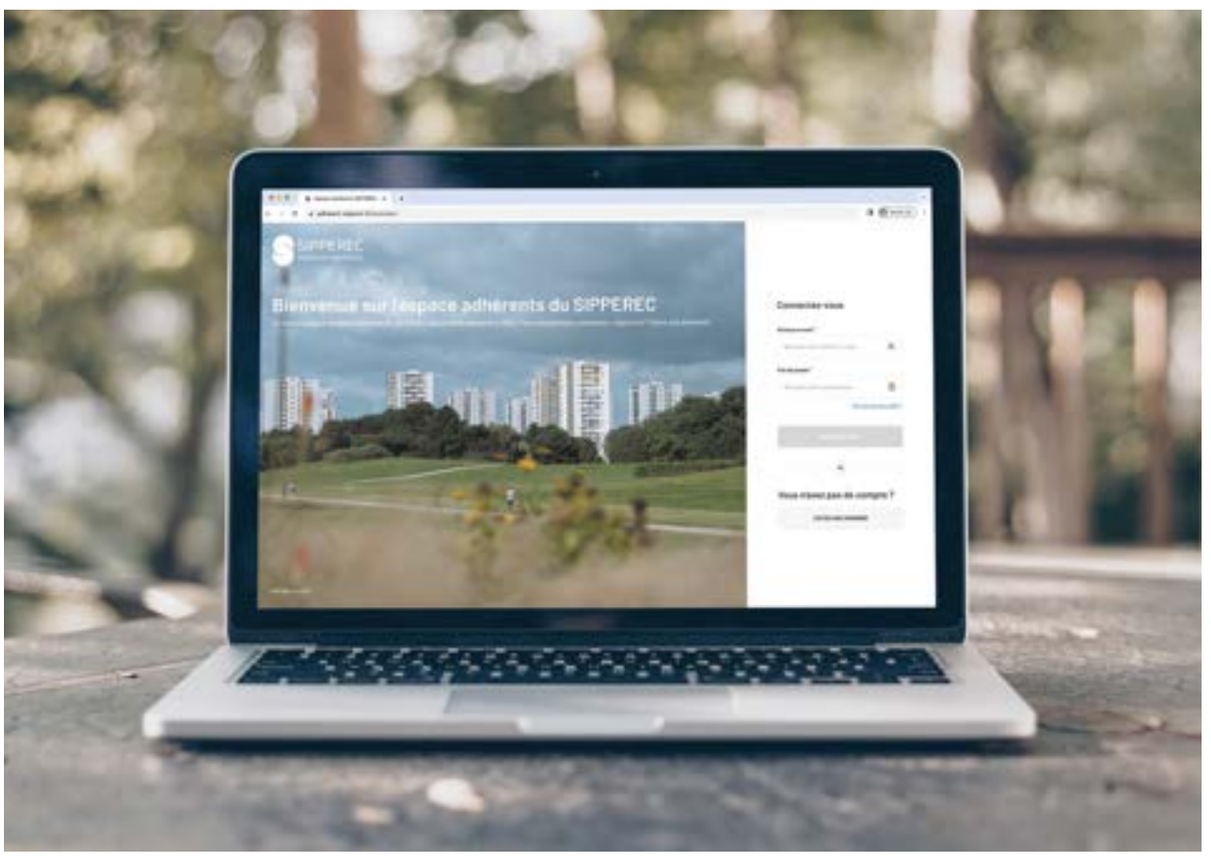
Cette proximité et ce lien quotidien avec les territoires doivent permettre d'anticiper les innovations technologiques et les nouveaux usages, pour favoriser les villes durables.

Les objectifs sont de doubler la production de chaleur et d'électricité et de proposer une offre de maîtrise d'ouvrage déléguée de rénovation énergétique pour les bâtiments des collectivités, mais aussi de valoriser la sobriété énergétique, en accompagnant nos adhérents dans les actions de maîtrise de l'énergie et d'utiliser la donnée pour accélérer le développement de territoires intelligents et durables.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Un nouvel espace adhérents, plus performant

Dans un contexte de crises majeures et multiples, l'action publique se doit d'être plus forte que jamais et l'action locale doit offrir des réponses pérennes et fiables aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux qui se posent aujourd'hui. Il s'est avéré important, pour l'ensemble des équipes du SIPPEREC, de renforcer et d'optimiser le lien quotidien avec les adhérents.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

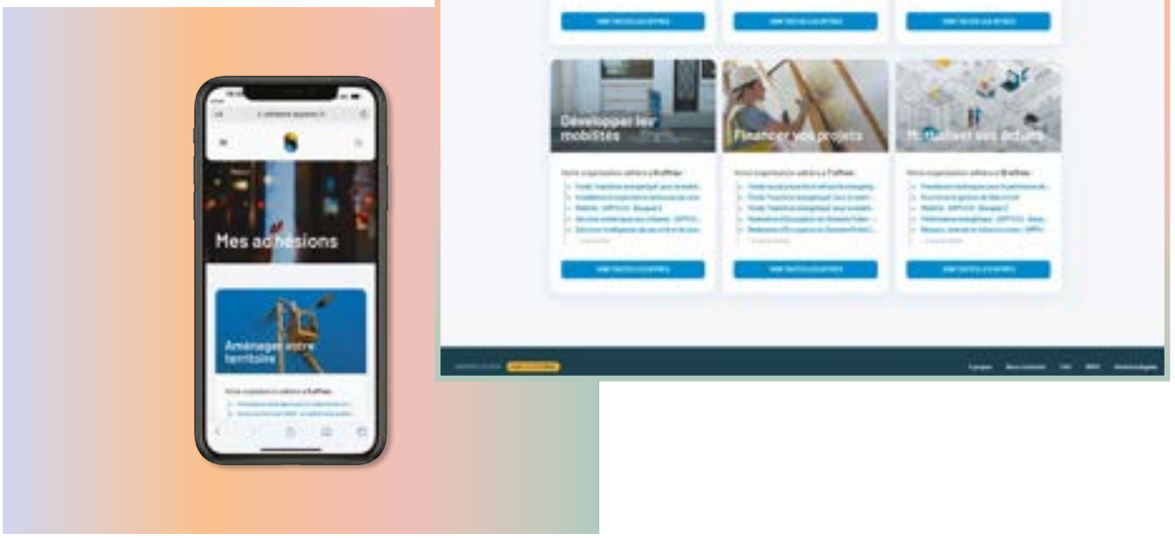
En septembre 2022 a été lancée une version nouvelle de l'espace adhérents dans le but d'être au plus proche de ce qui se joue au sein de nos organisations et nos territoires, au plus proche des besoins, des enjeux et des évolutions. Cette nouvelle version plus intuitive et plus moderne a pour but, enfin, de rendre l'expérience utilisateur plus agile, plus en adéquation avec les besoins: tableaux de bord, chiffres clés, documents utiles permettent une utilisation optimale, plus ergonomique et intuitive. Ainsi, chaque élu et chaque agent de collectivité adhérente peut créer son compte pour consulter les informations propres à sa collectivité :

- **les offres du SIPPEREC auxquelles sa collectivité adhère et leurs actualités ;**
- **ses chiffres clés ;**
- **ses évènements pour s'y inscrire et y participer ;**
- **tous les documents et ressources liés aux offres ;**
- **les accès à l'espace adhérents de ses collègues ;**
- **pour les élus du comité syndical, tous les documents et dates des instances.**

L'espace adhérents compte déjà plus de

1 800

comptes créés.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le SPASER
pour un modèle économique et social plus responsable

Le SIPPEREC est un acteur public majeur en Île-de-France pour la transformation des territoires. Il pilote 150 marchés publics pluriannuels et 29 délégations de service public. En ce sens, le SIPPEREC est donc un acheteur public incontournable et puissant, susceptible de permettre l'émergence de modèles économiques et sociaux plus responsables.

C'est pourquoi les équipes du SIPPEREC ont souhaité se doter d'un SPASER pour la période 2023-2026, dans l'objectif de maîtriser la dépense publique, de contribuer à l'équité sociale et de favoriser une saine compétitivité entre les acteurs économiques, tout en accompagnant les transitions énergétique et numérique...

L'ensemble des mesures prises en ce sens et détaillées ci-après font l'objet d'une évaluation annuelle qui nous permettra de mesurer les résultats atteints.

SPASER : Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables

La commande publique

◆ 10 FÉVRIER 2020
La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

◆ 9 MARS 2021
Le décret du 9 mars 2021 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

◆ 22 AOÛT 2021
Article 35 de la loi du 22 août 2021, portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi climat et résilience).

◆ 15 NOVEMBRE 2021
La loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France.

◆ 3 MAI 2022
Obligation de vigilance

Possibilité d'exclure de la procédure de passation d'un marché ou d'un contrat de concession les sociétés de plus de 5 000 salariés en France ou 10 000 dans le monde, qui ne satisfont pas à l'obligation d'établir un plan de vigilance permettant d'identifier les risques et atteintes graves aux droits humains, à l'environnement, à la santé et à la sécurité (L. 2141-7 et L. 3123-7-1 du CCP).

◆ DEPUIS LE 1er JANVIER 2023
SPASER

Obligation d'élaborer un SPASER lorsque le montant total annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros pour les acheteurs soumis au code de la commande publique (D. 2111-3 du CCP).

◆ AU PLUS TARD LE 1er JANVIER 2024
Données essentielles

Les acheteurs doivent publier sur le portail national des données ouvertes : les données essentielles des marchés ≥ 40 000 € HT et des contrats de concession (R. 2196-1 et R. 3131-1 du CCP).

◆ À COMPTER DU 21 AOÛT 2026
Critère environnemental

Plus possible de définir, dans les marchés publics ou les contrats de concession, un critère d'attribution unique fondé sur le prix : les caractéristiques environnementales de l'offre doivent toujours être prises en compte (R. 2152-7 et R. 3124-4 du CCP).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

AXE I

TRANSVERSAL

Optimiser la mutualisation des achats

Amplifier le sourcing et la veille

Renforcer la communication et la transparence

AXE II

SOCIAL

Faciliter l'insertion

Aider les personnes en situation de handicap

Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité

AXE III

ÉCONOMIE RESPONSABLE

Soutenir l'accès des TPE/PME à la commande publique

Encourager le commerce équitable et l'achat éthique

Favoriser l'économie sociale et solidaire (ESS)

AXE IV

ENVIRONNEMENTAL

Continuer la transition écologique

Stimuler la production des déchets

41 800

tonnes de CO_2 évitées par an
(soit l'équivalent de 56 500 voitures retirées de la circulation)

694 M€ HT

montant des **marchés attribués** en 2021

28

Schémas directeurs Énergie
depuis le début du marché actuel d'AMO performance énergétique du patrimoine bâti

100e

centrale photovoltaïque inaugurée par le SIPPEREC fin 2020

Quelques exemples d'actions concrètes

- Former régulièrement des chefs de projet au développement durable dans la commande publique ;
- Partager chaque année la programmation des achats pour identifier les marchés qui pourront faire l'objet d'une clause sociale ;
- Réserver une partie des marchés au secteur adapté et protégé (entreprises adaptées et/ou aux ESAT) ;
- Intensifier les actions de sensibilisation, notamment auprès des réseaux d'entreprises (valoriser le label Diversité et le label Égalité) ;
- Créer des temps de rencontre réguliers entre les acheteurs du SIPPEREC et les acteurs économiques du territoire ;
- Réserver des marchés aux acteurs de l'ESS ;
- Remplacer le critère prix par le coût global d'utilisation ou le coût cycle de vie des produits jusqu'à élimination.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Membres du Bureau



Jacques J.-P. Martin
Président du SIPPEREC,
Maire de Nogent-sur-Marne

Vice-présidents



Philippe RIO
Maire de Grigny,
1er Vice-président



Florence CROCHETON-BOYER
1er Adjointe au maire
de Saint-Mandé,
2e Vice-présidente



Samuel BESNARD
Adjoint au maire
de Cachan,
3e Vice-président



Marie-Pierre LIMOGE
1er Adjointe au maire
de Courbevoie,
4e Vice-présidente



Rodéric AARSSE
Adjoint au maire
de Malakoff,
5e Vice-président



Sophie RIGAULT
Maire de Saint-Michel-sur-Orge,
6e Vice-présidente



Fatah AGGOUNE
1er Adjoint au maire
de Gentilly,
7e Vice-président



Frédéric SITBON
Adjoint au maire
d'Asnières-sur-Seine,
8e Vice-président



Serge FRANCESCHI
Adjoint au maire
d'Alfortville,
9e Vice-président



Joëlle CECCALDI -RAYNAUD
Maire de Puteaux,
10e Vice-présidente



Gilles GAUCHE-CAZALIS
Adjoint au maire
de Nanterre,
11e Vice-président



Anthony MANGIN
1er Adjoint au maire
de Drancy,
12e Vice-président



Mathieu DEFREL
Adjoint au maire
de Stains,
13e Vice-président



Thierry BARNOYER
1er Adjoint au maire
de Maisons-Alfort,
14e Vice-président



Jean-Pierre RIOTTON
Conseiller municipal
délégué de Sceaux
15e Vice-président

Membres du Bureau



Oben AYYILDIZ
Conseiller municipal
d'Épinay-sur-Seine



Boris DEROOSE
Conseiller municipal
délégué de Saint-Denis



Jean-Baptiste BARFETY
Adjoint au maire
de Gonesse



Rachida KABBOURI
Conseillère municipale
de Vitry-sur-Seine



Arnaud LETELLIER-DESNOUVRIES
Adjoint au maire
de Bonneuil-sur-Marne



Ling LENZI
Adjointe au maire
d'Aubervilliers



Jean-Pierre CHAFFAUD
Président de Sud-Eleg

Groupe SIPPEREC



Florence CROCHETON-BOYER
Présidente
de la SEM SIPEnR



Jean-Marie VILAIN
Président
de la SPL SEER

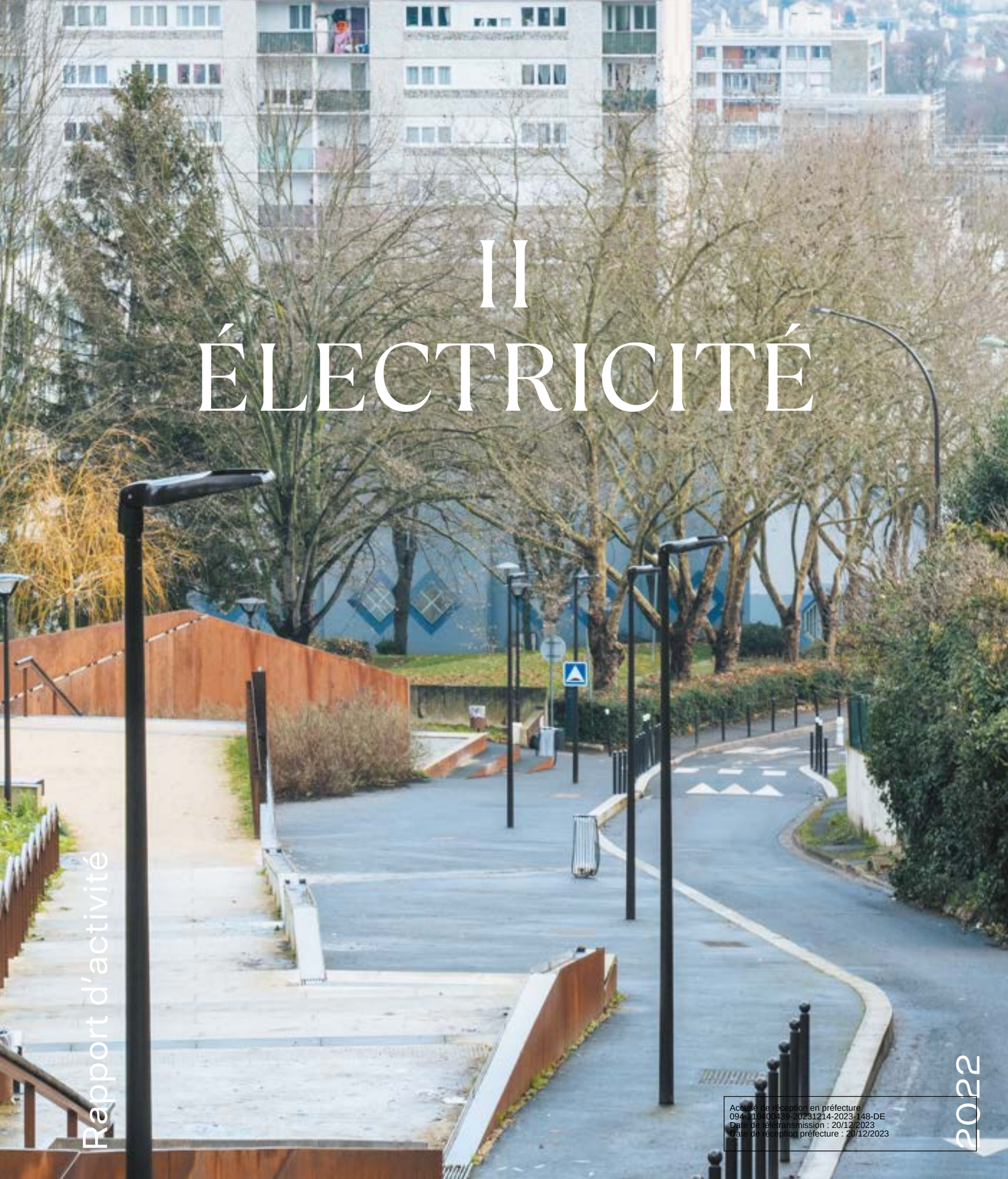


Anthony MANGIN
Président de Gényo



Samuel BESNARD
Président
de la SPL Unigéo

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



II
ÉLECTRICITÉ

Rapport d'activité

2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Compétence historique et premier levier de mutualisation, l'électricité fait partie intégrante du cœur de mission du SIPPEREC.
Autorité concédante, le Syndicat contrôle la qualité de distribution et fourniture de l'électricité. Il veille également au bon niveau d'investissement sur le réseau, pour le compte des collectivités qu'il représente. Directement lié au contrat de concession, le fonds de partenariat finance les mesures en faveur de la transition énergétique.

1re
concession électricité de France

1,92 M
de points de livraison d'électricité

84
collectivités représentées, défendues et parties prenantes sur les enjeux d'électricité

+ de 13
millions d'euros pour soutenir les actions en faveur de la transition énergétique en 2022

5 %
de la consommation électrique française

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La loi de 1906 a créé le régime des concessions et a placé la distribution publique d'électricité sous la responsabilité des collectivités territoriales qui se sont souvent regroupées en syndicats intercommunaux, comme le SIPPEREC pour la gérer. Pour le compte des collectivités qu'il représente, le SIPPEREC a donc pour mission de contrôler le service public de la distribution et de la fourniture d'électricité géré par Enedis et EDF, dans le but de garantir un service public de qualité.

Dans l'exercice des missions que lui ont confié les collectivités territoriales, le SIPPEREC a deux préoccupations essentielles :

- **le prix de l'électricité** payé par le consommateur final ;
- **la qualité du service et du réseau de distribution** qui a tendance à se détériorer depuis plusieurs années, notamment avec l'allongement des temps de coupure et des délais de raccordement.

Par ailleurs, le Syndicat assure également la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux, gère le contrôle ainsi que la perception de la taxe locale pour l'électricité.

Enfin, un fonds de partenariat négocié dans le cadre du contrat de concession met à disposition des collectivités des ressources financières exceptionnelles pour les projets en faveur de la transition énergétique.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



— À savoir
En 2016, le SIPPEREC et Enedis ont signé un accord de méthode qui organise la remontée d'informations au Syndicat lors des incidents touchant les postes sources ou le réseau concédé et entraînant des coupures équivalant à plus de 100 000 clients par minute.

Vigilance et exigence de la commission Électricité

La nouvelle gouvernance mise en place en septembre 2020 a décidé de créer une commission Électricité. Cette commission est chargée d'étudier et de préparer les décisions du Comité syndical.

Elle est coprésidée par Rachida KABBOURI (Vitry-sur-Seine) et Jean-Pierre RIOTTON (Sceaux). En sont membres : Daouda KEITA (Bagnolet), Samuel BESNARD (Cachan), Dominique GAULON (Dugny), Despina BEKIARI (Fontenay-aux-Roses), Loïc DAMIANI (Fontenay-sous-Bois), Rachid MAIZA (La Courneuve), Séverine DELBOSQ (L'Île-Saint-Denis), Thierry BARNOYER (Maisons-Alfort), Pierre AUBRY (Neuilly-sur-Seine), Baptiste GERBIER (Noisy-le-Sec), Patrick LEROY (Rungis), Jean-Pierre CHAFFAUD (Sud-Eleg) et Claude LESEUR (Valenton).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

En première ligne face à la hausse des prix de l'énergie

Le SIPPEREC est depuis longtemps attentif à l'évolution des prix de l'électricité. Il est en effet autorité concédante de la fourniture d'électricité aux tarifs réglementés pour 1,2 million d'usagers, et acheteur de plus de 2 TWh pour plus de 500 adhérents.

Une hausse des prix sans précédent

Les années 2021 et 2022 ont été marquées par une hausse du prix de marché du gaz et de l'électricité sans précédent qui s'est amplifiée, sous l'effet conjugué de divers évènements parmi lesquels : un déséquilibre offre/demande, la chute de la production nucléaire et de la production hydraulique, un marché d'électricité en forte croissance et les restrictions d'importation de gaz russe.

Afin de limiter la hausse des prix de l'énergie, le Gouvernement a mis en œuvre en 2022 un bouclier tarifaire qui était reconduit en 2023. Celui-ci comprend quatre mesures principales :

- une quasi-suppression de la Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) ;
- une augmentation de 20 TWh (+20 %) du plafond de l'ARENH (Accès régulé au nucléaire historique) pour l'année 2022 à un prix de 46,2 €/MWh ;
- l'attribution aux fournisseurs d'électricité d'une subvention permettant de plafonner la hausse résiduelle subie par les éligibles aux tarifs réglementés d'électricité à 4 % en 2022 puis 15 % en 2023 ;
- un chèque énergie exceptionnel de 200 euros à partir de décembre 2022 aux ménages les plus précaires.

Le SIPPEREC a salué ces mesures d'urgence qui sont les bienvenues mais qui ne résolvent pas les problèmes structurels de la politique énergétique française.



Tout d'abord, car ce dispositif touche principalement les usagers qui souscrivent aux tarifs réglementés de vente, alors que les moyennes et grandes collectivités n'y ont plus accès depuis le 1er janvier 2021. Mais aussi, parce que cette mesure ne permet pas de donner de visibilité au-delà de 2023.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le SIPPEREC a renouvelé son appel au Gouvernement sur la régulation du nucléaire en appelant à relever le plafond de l'ARENH à 150 TWh, afin que l'investissement de la nation dans le nucléaire puisse profiter à tous, particuliers comme collectivités.

Le SIPPEREC a également rappelé que l'ARENH constitue une option gratuite et asymétrique pour les fournisseurs alternatifs à EDF, ce qui est totalement injuste pour le producteur EDF.



Par ailleurs, le SIPPEREC étant un des principaux acheteurs d'électricité en France, il constitue un solide allié des collectivités. L'expertise et les volumes achetés par le SIPPEREC ont permis aux collectivités d'obtenir les meilleurs prix dans un contexte particulier des prix de gros du marché de l'électricité en très forte hausse.

En somme, cette situation souligne la nécessité pour les collectivités de développer à l'échelle locale une politique énergétique indépendante des énergies fossiles. Depuis maintenant plus d'une décennie, le SIPPEREC agit dans ce sens avec ses collectivités adhérentes et développe le solaire photovoltaïque, notamment en autoconsommation, ainsi que de multiples réseaux de chaleur de géothermie qui permettent, in fine, aux usagers d'accéder à une énergie renouvelable avec des prix maîtrisés.

Le SIPPEREC appelle le Gouvernement à une visibilité sur la régulation nationale du prix du nucléaire après la fin de l'ARENH prévue en 2025.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Limiter les incidents et coupures d'électricité

En sa qualité d'organisateur du service public de l'électricité pour le compte des collectivités, le SIPPEREC contrôle les missions exécutées par le concessionnaire, afin de prévenir et limiter les incidents et coupures en nombre et en temps et ainsi protéger le consommateur final.

Des incidents en hausse

En 2016, le SIPPEREC et Enedis ont signé un accord de méthode qui organise la remontée d'informations au Syndicat lors des incidents touchant les postes sources ou le réseau concédé et entraînant des coupures équivalant à plus de 100 000 clients par minute.

Ainsi, plus de 85 incidents de ce type ont été notifiés par le concessionnaire au SIPPEREC au cours de l'année 2022. Si 88 % des incidents de grande ampleur sont signalés au SIPPEREC, seulement 52 % des incidents sont signalés dans le délai de 24 heures contractuellement prévu et 70 % des rapports détaillés sont envoyés dans un délai de deux mois.

Pour ce qui concerne la qualité et l'exhaustivité des informations communiquées par le concessionnaire, il est notable que le gestionnaire fournit des efforts pour contextualiser son intervention, cependant le contenu des informations partagées dans les rapports reste à affiner. Le SIPPEREC reste vigilant sur la zone des Hauts-de-Seine très touchée, principalement en été, par ces incidents dus aux défaillances des câbles de technologie ancienne et incidentogène, dits CPI (Câble à isolation en papier imprégné).

Enfin, sur l'exercice 2022, le gestionnaire du réseau annonce un critère B toutes causes confondues de 42,6 minutes sur le territoire du SIPPEREC, soit à peine trois minutes de moins que l'exercice précédent (45,5 minutes en 2021). Pour une concession urbaine, ce niveau est élevé. Il contribue à maintenir la tendance déjà haussière du critère B sur les vingt dernières années, à hauteur de 1,1 minute par an. Ce constat pose la question de la pertinence des choix d'investissements d'Enedis.

85

incidents de coupure de l'ordre de 100 000 clients/minute en 2022

42,6

minutes, c'est le temps moyen de coupure d'un usager en 2022, contre un objectif contractuel d'Enedis de 25 minutes d'ici fin 2029



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Enfouissement : fiabiliser le réseau de distribution et améliorer le paysage urbain

L'enfouissement des câbles de réseaux aériens recouvre un enjeu de sécurité et de renouvellement des réseaux vétustes. Il améliore la qualité de distribution, car les réseaux souterrains résistent mieux aux intempéries les plus fréquentes (vents, tempêtes…). Il permet d'améliorer le cadre de vie des habitants, en libérant de la place au sol sur les trottoirs et en réduisant la pollution visuelle.

Une prise en charge intégrale pour les réseaux électriques basse tension

Le SIPPEREC accompagne les collectivités dans leurs projets d'enfouissement :

- Il réalise et finance la totalité des études et travaux pour l'enfouissement des réseaux électriques, et propose à la collectivité un programme pluriannuel de travaux.
- Il réalise aussi l'enfouissement des autres réseaux (éclairage public, télécommunications, etc.) mutualisés avec l'enfouissement des réseaux, avec une prise en charge financière des collectivités.

Depuis 2011, plus de 700 kilomètres de réseaux de distribution électrique ont été enfouis, dont la totalité du réseau sur toiture. L'enjeu est de poursuivre ce chantier pour les 360 kilomètres de réseaux aériens basse tension restants, une infrastructure fragile, soumise aux intempéries et qui encombre l'espace public.

Les linéaires de réseaux restants sont variables selon les collectivités, mais le SIPPEREC et les Villes travaillent conjointement pour tendre vers la réalisation de l'enfouissement de l'ensemble des réseaux d'ici 2029.

Durant l'année 2022, le SIPPEREC a lancé 14,5 kilomètres d'enfouissement en étude, 16,5 kilomètres en travaux. Il a également finalisé 29,3 kilomètres de travaux d'enfouissement.

2029 :
objectif « zéro fil aérien »
sur le territoire de la concession

— À savoir
« Le SIPPEREC finance à 100 % l'enfouissement des réseaux électriques basse tension. Ce dispositif unique en France est valable jusqu'en 2029, date de fin du contrat de concession actuel. Il peut également réaliser, pour le compte des villes, l'enfouissement coordonné des autres réseaux. La mutualisation des travaux et les marchés compétitifs du SIPPEREC permettent de réaliser, selon les retours d'expériences des communes adhérentes, 50 % d'économie. »

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Raccordements : maîtriser son foncier et ses coûts

Depuis 2009, dans le cadre des demandes de raccordement, le SIPPEREC propose aux collectivités compétentes en matière d'urbanisme de les assister dans l'instruction des propositions techniques et financières émises par Enedis, afin de vérifier si elles doivent s'acquitter d'une contribution financière.

Une vigilance source d'économies importantes

En 2022, le SIPPEREC a étudié une soixantaine de dossiers de raccordement. Les analyses démontrent que, dans la très grande majorité des cas, les demandes de contributions reçues par les collectivités ne sont pas légitimes. En effet, dans une zone fortement urbanisée comme le territoire du SIPPEREC, le renforcement de réseaux est le cas le plus fréquent et ne doit pas donner lieu à facturation, il est pourtant souvent traité par Enedis comme de l'extension facturée aux collectivités.

Le sujet est important car les contributions financières apportées par des tiers à Enedis pour les raccordements électriques sur le réseau public représentent un enjeu financier fort, à l'échelle du SIPPEREC, estimé entre 10 et 15 M€/an.

Compte tenu de l'ancienneté de son activité et de ses retours d'expériences, le SIPPEREC s'est rapproché de la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), dans le cadre d'un groupe de travail national sur la thématique des raccordements électriques, pour faire des propositions afin de compléter et préciser les dispositions réglementaires existantes et pour s'assurer que les collectivités en charge de l'urbanisme ne puissent être appelées à contribution financière que dans les cas d'extension de réseaux et non de renforcement, conformément aux dispositions légales. Une des mesures prises, par la loi sur l'accélération des énergies renouvelables, est la suppression de la contribution due par les collectivités en charge de l'urbanisme d'ici fin septembre 2023.

Un délai moyen, en 2022, de plus de

3 mois

pour la réalisation des raccordements électriques sans extension et de près de 8 mois avec extension.
Dans la majorité des cas, Enedis appelle, à tort, une contribution auprès des villes.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Un fonds de partenariat essentiel pour la relance

Le fonds de partenariat est une particularité du contrat « historique » de distribution d'électricité et de fourniture aux tarifs réglementés de vente conclu avec Enedis et EDF pour 82 communes de la petite couronne parisienne.

La dotation 2022 du fonds de partenariat qui finance les subventions reversées aux villes ainsi que l'enfouissement des réseaux électriques réalisé par le SIPPEREC était de près de 19,8 millions d'euros et a été entièrement consommée :

- → **plus de 13 millions d'euros au titre de l'enveloppe dite de transition énergétique** pour des actions en faveur de la maîtrise de l'énergie (travaux d'éclairage public passage aux LED), de la rénovation énergétique des bâtiments communaux éligibles aux certificats d'économie d'énergie (CEE), de l'achat des véhicules électriques pour atteindre 20 % du parc communal de véhicules et l'installation d'infrastructures de recharge associées ;
- → **près de 290 000 euros au titre de l'enveloppe dédiée aux subventions versées aux villes pour l'enfouissement de leur réseau d'éclairage public ;**
- → **plus de 5,7 millions d'euros au titre de l'enfouissement** du réseau électrique basse tension sous maîtrise d'ouvrage du SIPPEREC.

Afin de soutenir ses adhérents et de favoriser la relance économique, le SIPPEREC a fait le choix depuis 2021 d'augmenter considérablement la dotation disponible pour les communes, effort poursuivi en 2023. **Chaque commune dispose désormais d'une enveloppe allant de 170 k€ à 1,3 M€ pour ses actions en faveur de la transition énergétique.**

Des mesures renforcées contre la précarité énergétique

Par ailleurs, le Fonds social précarité efficacité énergétique (FSPEE), financé par EDF, offre la possibilité aux CCAS qui le sollicitent d'aider à la lutte contre la précarité énergétique, grâce au paiement des factures d'électricité des abonnés EDF au tarif réglementé bleu (qu'ils soient ou non bénéficiaires du chèque énergie), remboursement des achats des ampoules basse consommation LED ou encore réalisation de diagnostic énergétique des logements des clients démunis. Ce fonds est en augmentation avec une dotation pour l'année 2023 s'élevant à 355 302 euros contre 315 947 euros en 2022.

Le SIPPEREC se mobilise pour communiquer et sensibiliser les communes adhérentes. Un groupe de travail a été initié en 2023 en collaboration avec des élus, des CCAS, des bailleurs sociaux et EDF, afin d'optimiser l'utilisation de ce fonds aux bénéfices des usagers en précarité.

Jusqu'à
1,3 M€
d'aides par commune pour les mesures en faveur de la transition énergétique

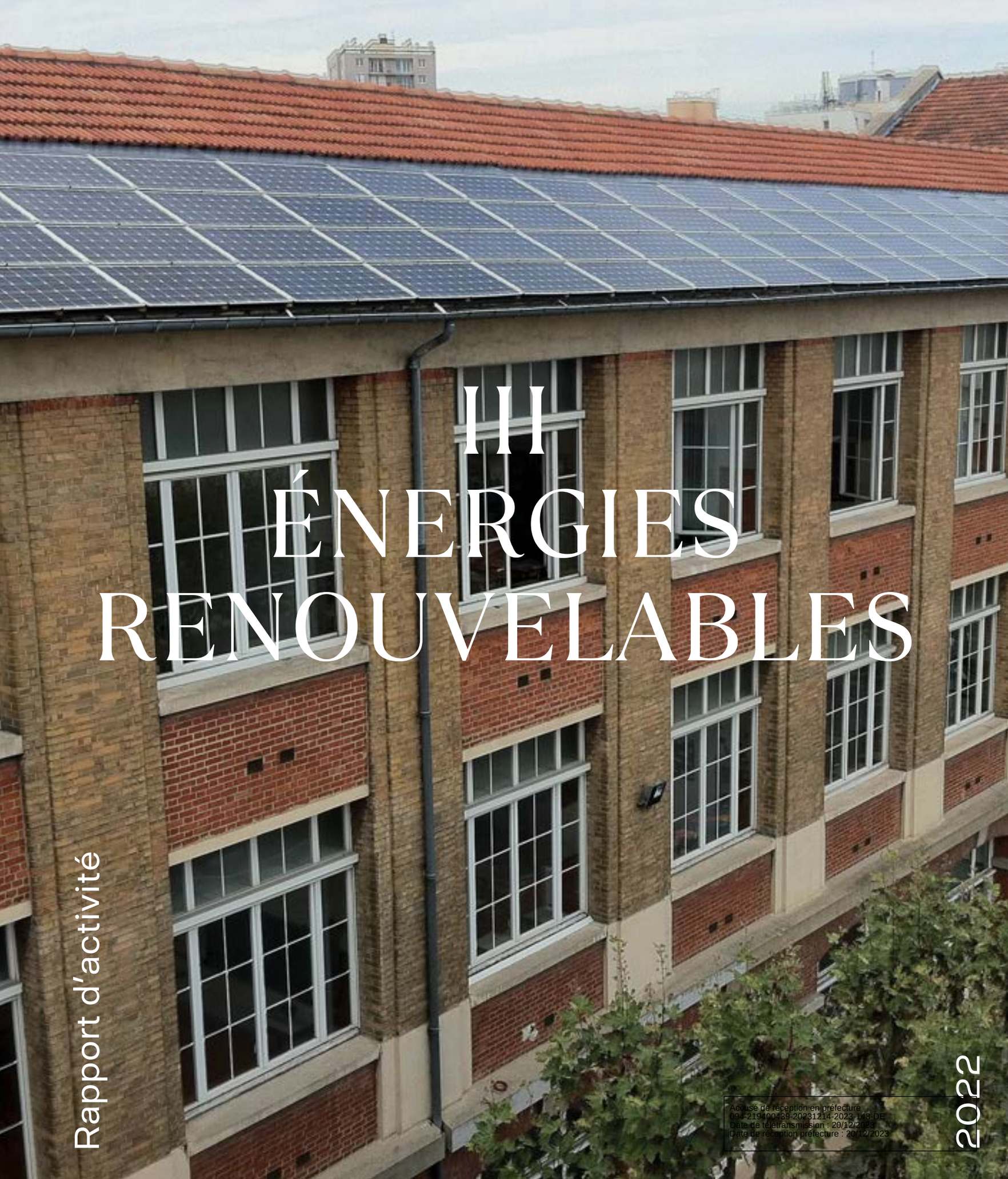
Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023







Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



III
ÉNERGIES RENOUVELABLES

Rapport d'activité

2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'Île-de-France est une région dépendante de l'énergie produite ailleurs : la densité de la population et la pression foncière ne permettent pas de couvrir l'intégralité des besoins avec la seule production régionale. Une situation qui doit et peut changer, notamment avec les solutions proposées par le SIPPEREC, premier producteur public francilien d'énergies renouvelables.

5

réseaux de géothermie répartis sur 14 communes

et

2

réseaux en construction

106

centrales photovoltaïques en toiture dans 51 villes, pour une puissance cumulée de près de 5 MWc

+ de 20

projets solaires en développement pour environ 150 MWe

10

grands parcs au sol solaires pour environ 50 MWe

et

300

toitures solaires développées par la SEM SIPEnR

1

SEM, SIPEnR

3

SPL, la Société d'exploitation des énergies renouvelables (SEER), UniGéo et la SPL Géothermie

1

régie, Gényo

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'Île-de-France est une région dépendante de l'énergie produite ailleurs. Une situation qui doit et peut changer, notamment avec les solutions proposées par le SIPPEREC, premier producteur public francilien d'énergies renouvelables. Le SIPPEREC est à l'écoute et aux côtés de ses collectivités adhérentes pour développer une production d'énergies renouvelables adaptée aux caractéristiques des territoires, ainsi qu'aux souhaits et besoins des acteurs locaux.

« Couteau suisse » des énergies renouvelables

Pour mettre en œuvre ses projets, le SIPPEREC adapte ses modes de gestion en fonction du contexte et des besoins des collectivités.

Par exemple concernant la géothermie, sur les sept réseaux déjà réalisés ou en cours de réalisation, trois le sont en délégation de service public (DSP) attribuée à des opérateurs privés (Dalkia et Engie Solutions), trois réseaux sont en DSP attribuée à une société publique locale (SPL) dont le SIPPEREC et les Villes sont actionnaires, et un réseau est en maîtrise d'ouvrage directe.

Par ailleurs, le SIPPEREC a créé en 2014 une société d'économie mixte SIPEnR pour agir sur des patrimoines privés. L'activité de la SEM se développe largement par des sociétés de projets, en y associant systématiquement les citoyens et les collectivités des territoires concernés. La SEM SIPEnR finance, construit et exploite des projets en Île-de-France mais également dans d'autres régions, toujours en partenariat avec des collectivités.



Acteur de la transition énergétique

Par ses solutions, ses projets et ses financements en faveur des énergies renouvelables, le SIPPEREC est pleinement acteur de la transition énergétique en Île-de-France, en accompagnant les collectivités dans la mise en place de solutions innovantes et génératrices d'une croissance vertueuse et durable.

Activateur d'idées et d'efficacité : la commission Énergies renouvelables

Les statuts du SIPPEREC prévoient la possibilité de créer des commissions de travail thématiques. La commission Énergies renouvelables se réunit deux à trois fois par an pour aborder des sujets d'actualité, étudier et préparer les décisions du comité syndical, contribuer aux travaux du SIPPEREC dans les domaines du solaire et de la chaleur renouvelable et plus largement de la transition énergétique (maîtrise de l'énergie, rénovation, etc.).

Elle est coprésidée par Samuel BESNARD (Cachan) et Marie-Pierre LIMOGE (Courbevoie). En sont membres : Geneviève ÉTIENNE (Le Kremlin-Bicêtre), Oben AYYILDIZ (Épinay-sur-Seine), Rachid MAIZA (La Courneuve), Florence CROCHETON-BOYER (Saint-Mandé), François ÉLIE (Marolles-en-Brie), Rodéric AARSSE (Malakoff), Pierre CRESPI (Clamart), Boris DEROOSE (Saint-Denis), François DARCHY (Versailles), Marie LECLERC-BRUANT (Fresnes), Séverine DELBOSQ (L'Île-Saint-Denis), Mélodie CHALVIN (Châtillon), Jean-Pierre CHAFFAUD (Sud-Eleg), Thierry BARNOYER (Maisons-Alfort), Bertrand VOISINE (Vanves), Nacime AMIMAR (Pantin), Rachida KABBOURI (Vitry-sur-Seine), Paul BENSOUSSAN (Bagneux), Henri PETTENI (Saint-Maur-des-Fossés) et Pascal LESSELINGUE (L'Haÿ-les-Roses).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accélérer le déploiement du solaire photovoltaïque

Le SIPPEREC accompagne les collectivités d'Île-de-France qui souhaitent produire de l'électricité à partir de l'énergie solaire sur leurs bâtiments publics ou parkings. Il s'agit d'un accompagnement à la carte pour développer, depuis les premières études jusqu'à la mise en service, et/ou exploiter des centrales solaires photovoltaïques en fonction des besoins des collectivités et de la configuration des projets et des sites.

Construction de centrales photovoltaïques au Liban

Dans le cadre d'une convention de coopération internationale entre le SIPPEREC et Électriciens sans frontières, le SIPPEREC a soutenu à hauteur de 100 000 € la construction de centrales photovoltaïques en toiture de 6 écoles au Liban.

Cette action a permis d'améliorer la continuité d'approvisionnement énergétique des établissements et de réduire leur dépendance aux sources de productions utilisées en cas de coupure électrique, qui sont à la fois onéreuses et polluantes.

15
années d'expérience auprès de plus de 60 collectivités

106
centrales photovoltaïques exploitées dans 51 villes

10
grandes centrales photovoltaïques au sol

300
projets en toitures et ombrières réalisés par la SEM SIPEnR

— À savoir

Issu de la loi Elan, le dispositif Éco-énergie tertiaire impose désormais aux collectivités d'améliorer progressivement la performance énergétique de leurs bâtiments de surfaces supérieures à 1 000 m², avec des objectifs chiffrés de réduction des consommations de - 40 % en 2030, - 50 % en 2040 et - 60 % en 2050. En complément des leviers usuels (isolation, sensibilisation et évolution des usages, etc.), les installations photovoltaïques en autoconsommation constituent des leviers supplémentaires permettant aux collectivités d'atteindre leurs objectifs, l'électricité solaire consommée directement étant comptabilisée dans les bilans.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Produire et exploiter la chaleur renouvelable

L'Île-de-France a besoin d'accroître sa production d'énergies renouvelables et bénéficie pour cela d'un important potentiel de géothermie profonde. Un contexte très favorable sur lequel s'appuie le SIPPEREC pour proposer son expertise aux collectivités.
De l'étude d'opportunité à la production, en passant par les financements, le SIPPEREC donne aux collectivités les outils pour décider et mettre en œuvre un réseau de chaleur à base de chaleur renouvelable, et notamment de géothermie profonde.

— À savoir

Classement des réseaux

Afin encourager le développement des réseaux de chaleur existants, la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat rend obligatoire le classement des réseaux de chaleur à compter du 1er janvier 2022. Le classement vise à rendre obligatoire, sous certaines conditions, le raccordement à un réseau de chaleur, existant ou en projet, dans certaines zones géographiques appelées « zones de développement prioritaire », les nouvelles constructions et extensions de plus de 150 m² ou bâtiments existants subissant d'importantes rénovations et dont le système de chauffage est remplacé.

Témoignage

« Le SIPPEREC est le premier producteur francilien de chaleur par géothermie profonde. Il développe massivement depuis plus de 10 ans, l'utilisation de cette chaleur locale qui présente des vertus à la fois écologiques et économiques. Elle est en effet accessible à un prix juste et relativement stable et rend les consommateurs moins tributaires de la volatilité des prix de l'énergie. De plus, la géothermie permet de diminuer massivement nos émissions de gaz à effet de serre. »

Samuel Besnard
3e Vice-président,
Adjoint au maire de Cachan

5
réseaux de chaleur à base de géothermie profonde répartis sur 13 communes

2
réseaux en construction sur 5 communes

5
nouveaux projets à base de chaleur renouvelable à l'étude

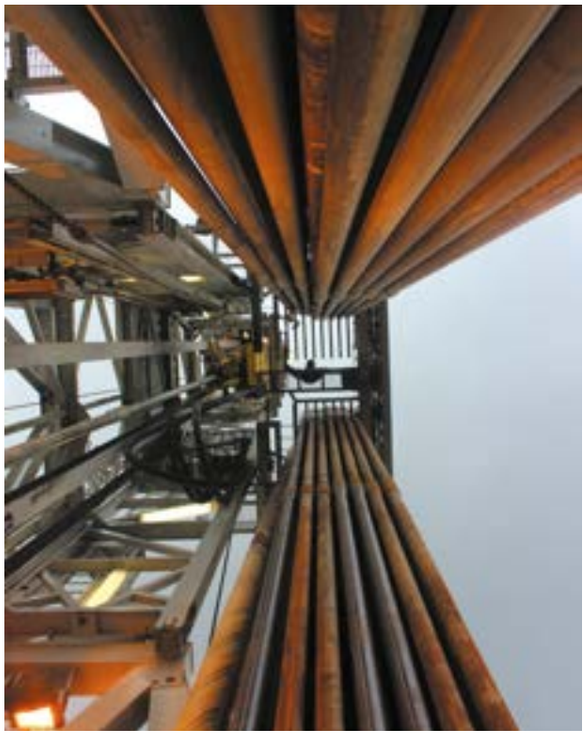
14 %
de la production régionale géothermale est produite par le SIPPEREC et ses filiales à partir de géothermie profonde

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

— À savoir

En 2022, le Fonds chaleur augmente considérablement

Le Fonds chaleur porté par l'ADEME et les subventions de la Région d'Île-de-France contribuent à accroître le développement des projets de réseaux de chaleur renouvelable sur le territoire francilien. En 2022, le budget du Fonds chaleur a fortement augmenté avec un total de 522 millions d'euros alloués, en hausse de près de 50 % par rapport à 2021. Cette augmentation du budget du Fonds chaleur s'est accompagnée d'une révision des conditions d'attribution des aides telles que la hausse des plafonds pour l'obtention des aides forfaitaires et des aménagements quant à l'éligibilité des projets. Par ailleurs, le cumul des Certificats d'économies d'énergie (CEE) et des aides du Fonds chaleur a été élargi aux projets de raccordement de bâtiments existants à un réseau de chaleur. Le Fonds chaleur est ainsi un levier majeur pour accompagner l'atteinte des objectifs nationaux de neutralité carbone, à décliner au niveau régional.



Pour le compte des communes qui ont un potentiel sur leur territoire et souhaitent s'engager sur un tel projet, le SIPPEREC conseille, apporte son expertise et porte le montage technique et financier des opérations, la mise en œuvre et le suivi d'exploitation sur la durée du contrat, toujours en lien étroit avec les villes qui lui ont délégué leur compétence.

Les réseaux de chaleur géothermique du SIPPEREC couvrent en moyenne plus de 50 % des besoins en chaleur de l'habitat collectif et des équipements publics sur le territoire qu'ils desservent. Ils permettent de bénéficier d'un prix maîtrisé et compétitif de la chaleur sur trente ans, moins soumis aux fluctuations du cours des énergies fossiles car basés sur une énergie locale et renouvelable.

2022 a été l'année de la concrétisation de l'extension du réseau de chaleur renouvelable de Grigny et Viry-Châtillon avec la confirmation de l'obtention des financements et le lancement d'un nouveau forage géothermique visant à développer le réseau sur deux nouvelles villes : Sainte-Geneviève-des-Bois et Fleury-Mérogis. À terme, 21 000 équivalents logements seront alimentés par de la chaleur renouvelable.

2022 a également vu la poursuite des travaux de déploiement du réseau Gényo sur les communes de Bobigny et Drancy. Ce réseau, géré par le SIPPEREC en maîtrise d'ouvrage publique, alimente environ 20 000 équivalents logements.

Enfin, 2022 a vu la création de la SPL Unigéo, attributaire du contrat de délégation de service public lancé par le SIPPEREC pour la création et l'exploitation d'un futur réseau de chaleur renouvelable à base de géothermie profonde sur les communes de Pantin, Les Lilas et du Pré-Saint-Gervais. Les travaux de réalisation des forages sont programmés en 2023. À terme, ce réseau alimentera l'équivalent de 20 000 logements sur le territoire des trois villes.

Le projet de la SPL Géothermie s'est également précisé avec la réalisation future d'un réseau de chaleur vertueux sur la ville de Malakoff.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Produire de l'hydrogène bas carbone pour une mobilité plus propre

L'hydrogène constitue une filière d'avenir pour la Région Île-de-France. Il présente de nombreux intérêts pour développer une économie favorable à l'environnement et pourvoyeuse d'emplois. Cette nouvelle énergie permettrait ainsi de couvrir de nombreux besoins, notamment ceux de la mobilité propre.



Un projet de production locale d'hydrogène bas carbone

Le SIPPEREC, via sa SEM SIPEnR et aux côtés de SUEZ, a créé en 2020 la société « H2 Créteil » pour construire une centrale de production et de distribution d'hydrogène bas carbone à l'aval de l'unité de valorisation énergétique (UVE) du Syndicat mixte de traitement des déchets urbains du Val-de-Marne (SMITDUVM) à Créteil. Cette première en France sera mise en service en 2024. Cette innovation permettra de fournir une solution de mobilité décarbonée.

Ce projet de station hydrogène de Créteil transformera l'électricité produite à partir de la combustion des déchets ménagers en hydrogène, par un procédé d'électrolyse. Produit localement, l'hydrogène vert d'H2 Créteil permettra d'alimenter des véhicules publics, tels que les bus, les bennes à ordures ménagères, les véhicules spéciaux pour les collectivités ou encore les véhicules utilitaires et ce, sur un territoire connu pour des mobilités intensives à proximité d'Orly et de l'A86, et à la lisière de la Zone à Faibles Emissions (ZFE).

L'implantation de cette station, soutenue par l'ADEME, la Région Île-de-France et la Commission européenne, sur le site du SMITDUVM, s'intègre pleinement dans les politiques locales de transition énergétique et écologique et dans la dynamique de la stratégie nationale hydrogène de la France. Ce dernier prévoit de consacrer 7 milliards d'euros d'ici à 2030, dont 2 milliards d'euros dans le cadre du plan de relance en 2021 et 2022, pour la recherche et le développement d'une filière créatrice d'emplois et bénéfique pour la qualité de l'air et le climat.

— À savoir

Dès 2018, le SIPPEREC avait, aux côtés de l'ADEME, de la Région Île-de-France et de la Ville de Paris, établi des propositions de schémas de déploiement de l'hydrogène sur le territoire francilien. Ces propositions ont été présentées début 2021 à l'ensemble de ses partenaires et sont désormais devenues les références pour les projets franciliens à l'étude.

1 000 kg/j

d'hydrogène : c'est la capacité de production et de distribution du site, qui permettra ainsi de couvrir l'équivalent de la consommation d'environ 50 bus.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Offrir des solutions de maitrise de l'énergie

L'énergie la plus vertueuse est celle non consommée. C'est pourquoi depuis plus de dix ans le SIPPEREC a développé de nombreux outils en faveur de la maîtrise de l'énergie et sait répondre à l'amplification des enjeux dans ce domaine. Il s'agit notamment de marchés d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), de Maîtrise d'œuvre (MOE) et d'une offre nouvelle de Maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD).



Maîtriser l'énergie dans les bâtiments publics

Faire appel aux solutions du SIPPEREC c'est :

- renforcer la performance énergétique et environnementale du patrimoine des collectivités (bâti et éclairage public) pour lequel la réglementation devient de plus en plus exigeante au regard des enjeux climatiques actuels ;
- réaliser des économies financières importantes afin de maîtriser la hausse des prix de l'énergie.

Sur le volet de la rénovation énergétique des bâtiments publics et de l'éclairage, le SIPPEREC propose d'importantes aides financières et services pour soutenir les collectivités dans leurs démarches en faveur de la maîtrise de l'énergie et la lutte contre la précarité énergétique. Des moyens qui ont été renforcés et multipliés en 2021 pour participer à la relance économique et répondre aux enjeux de la transition énergétique.

— À savoir

Grâce à son offre de maitrise d'ouvrage déléguée, le SIPPEREC accompagne également les collectivités adhérentes pour les aider à accélérer le rythme de rénovation du patrimoine bâti et atteindre les objectifs du dispositif Éco-énergie tertiaire en réduisant de 40 à 60 % leur consommation d'énergie.

Plus de 1,3 M€

ont été reversés par le SIPPEREC aux Villes qui ont déposé des Certificats d'économie d'énergie (CEE) pour un volume de plus de 135 GWh cumac.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Ainsi, avec le SIPPEREC, les collectivités adhérentes à la compétence électricité peuvent financer :

- → des études et des travaux de maîtrise de l'énergie (MDE) éligibles aux CEE sur les bâtiments communaux (taux maximum de financement : 30 %) ;
- → l'achat de bornes de recharge ou de véhicules propres (taux maximum de financement : 30 %) ;
- → la mise à disposition de données pour accompagner leur transition énergétique (100 %);
- → des actions d'information, d'animation et de sensibilisation sur la maîtrise de l'énergie (taux maximum de financement : 80 %).

Cela se traduit par des aides financières qui vont de 180 000 euros à près de 1,4 million d'euros, selon la population et la superficie de la ville.

Témoignage

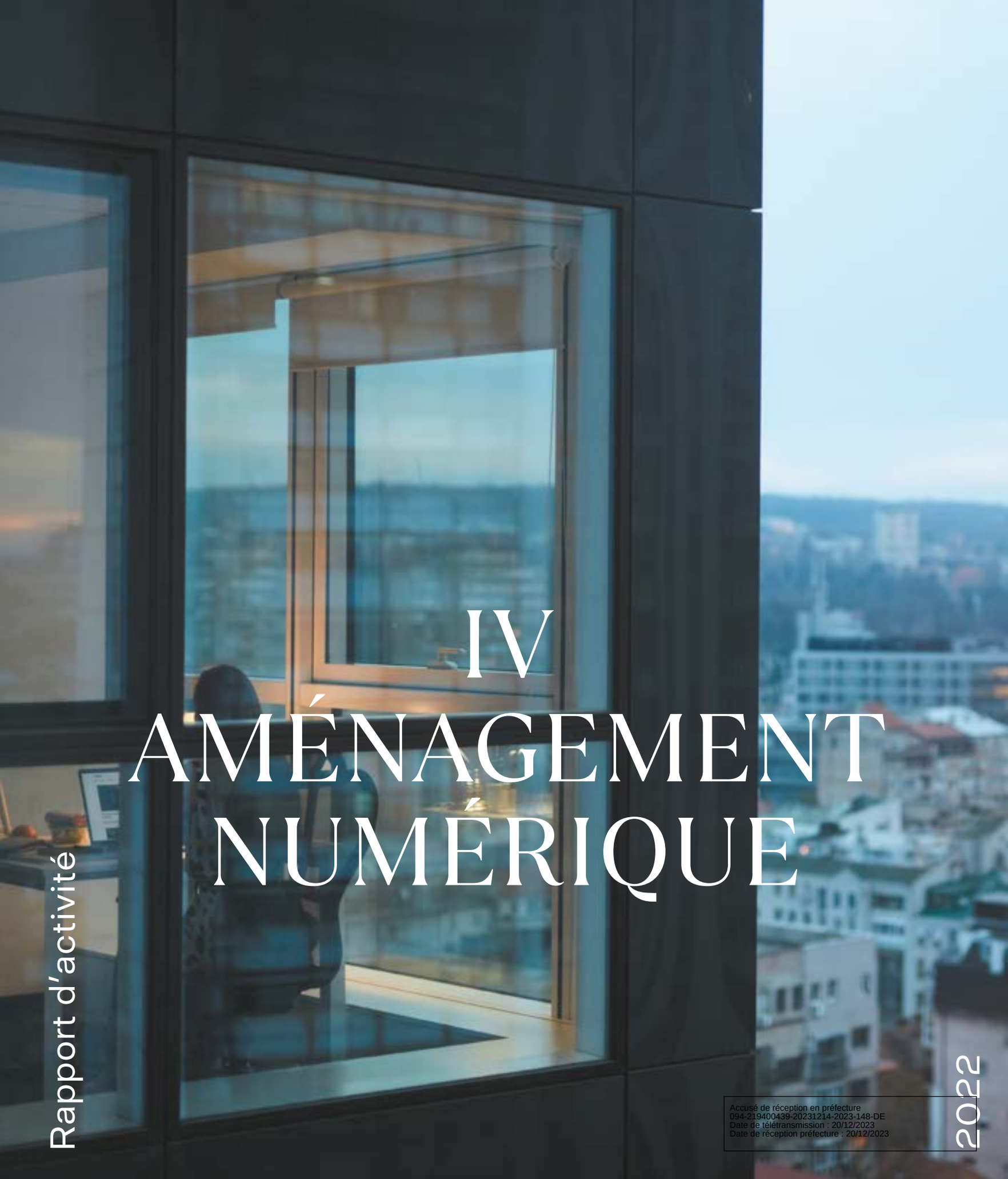
« Le SIPPEREC, précurseur dans la production d'énergies renouvelables en Île-de-France, y joue un rôle clé, en partenariat avec les collectivités et les citoyens. »

Florence Crocheton-Boyer
2e Vice-présidente,
1re Maire-adjointe de Saint-Mandé

— À savoir

Le dispositif Éco-énergie tertiaire demande aux collectivités de réduire la consommation énergétique de leurs bâtiments à usage tertiaire de plus de 1000 m². L'objectif est de parvenir à une diminution d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050. En effet, le parc tertiaire, s'il ne représente qu'un quart du parc immobilier français, compte pour un tiers des consommations énergétiques, soit plus de 530 TWh toutes énergies confondues. Pour les collectivités, les bâtiments communaux représentent 75 % de leurs dépenses énergétiques. Afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre du décret, les Villes doivent dorénavant indiquer leurs consommations énergétiques annuelles et leurs évolutions via la plateforme OPERAT.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



IV
AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE

Rapport d'activité

2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le SIPPEREC accompagne les collectivités dans l'aménagement numérique de leur territoire, à l'heure où la dépendance aux usages numériques se fait de plus en plus forte : aujourd'hui, un actif sur deux en Île-de-France est amené à télétravailler de façon pérenne, tandis que la dématérialisation de toutes les procédures se poursuit. Depuis près de vingt-cinq ans, le Syndicat développe, pour ce faire, un patrimoine de réseaux numériques unique, qu'il continue d'enrichir et faire évoluer pour répondre aux nouveaux besoins des territoires.

25
ans d'expertise
et de développement
d'un patrimoine
numérique unique

+ de 6 000 km
de réseaux d'initiative
publique en fibre optique
déployés en Île-de-France

1
observatoire
du Très Haut Débit
sur le territoire métropolitain

18
contrats de délégation
de service public

3
réseaux d'initiative publique
de fibre optique à l'abonné
destinés à la desserte
du grand public et des
professionnels

610 000
logements desservis
en Très Haut Débit

+ de 150 000
sites professionnels
(entreprises, sites publics)
éligibles aux réseaux de
fibre optique disponibles
sur les réseaux Sequantic
et Europ'Essonne répartie
sur 115 communes

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'accélération des usages numériques avec la généralisation du télétravail dans de nombreuses entreprises et collectivités s'est poursuivie en 2022 et les Français continuent de plébisciter les solutions d'accès au Très Haut Débit désormais disponibles sur une large partie du territoire. 3,1 millions de foyers supplémentaires ont souscrit un abonnement Très Haut Débit en 2022. Cette accélération de la transition numérique conforte ainsi l'action du SIPPEREC qui œuvre depuis près de vingt-cinq ans pour faciliter l'accès de tous au Très Haut Débit, grâce au développement de réseaux numériques performants au service des entreprises, des administrations et des citoyens.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Veiller à garantir une couverture complète du territoire en Très Haut Débit

Dans le cadre du Plan France Très Haut Débit (PFTHD), le Gouvernement, les collectivités et les opérateurs privés se sont engagés à rendre l'ensemble du territoire national éligible au Très Haut Débit d'ici fin 2022 et tous les foyers français à la fibre optique d'ici 2025. Fin 2022, ce chantier est largement avancé puisque 36,9 millions de locaux étaient raccordables à des réseaux filaires proposant des services Très Haut Débit (réseaux en fibre optique de bout en bout, réseaux câblés à terminaison coaxiale, réseaux cuivre VDSL), même si cet objectif va encore nécessiter une mobilisation forte des opérateurs privés qui ont la charge du déploiement des réseaux de fibre à l'abonné pour le grand public (FTTH) sur une grande partie des communes du SIPPEREC. Sur le périmètre de la Métropole du Grand Paris, 4 228 000 locaux étaient rendus raccordables en FTTH au troisième trimestre 2022, soit un taux de couverture de 94% à trois mois de l'une des premières échéances fixées par le PFTHD. La complétude des déploiements fibre et la densification des réseaux existants afin de pouvoir y raccorder les nouvelles constructions vont donc constituer un enjeu essentiel sur la prochaine période pour qu'aucun foyer ni aucune entreprise ne restent durablement à l'écart du Très Haut Débit. Cet enjeu de l'accès de tous au Très Haut Débit devient d'autant plus essentiel à l'heure où Orange annonce la fin du réseau cuivre à l'horizon 2030.

Fin du réseau cuivre à l'horizon 2030 : une migration accélérée vers les réseaux de fibre à l'abonné

Orange a présenté officiellement son plan de fermeture du réseau cuivre prévu sur l'ensemble du territoire national d'ici la fin 2030. L'opérateur historique projette de fermer progressivement le réseau par lots successifs de communes afin de migrer les abonnés sur les nouveaux réseaux de fibre en cours de déploiement appelés à devenir le nouveau réseau de référence pour tous les usages (voix, accès Internet Très Haut Débit...). Le réseau cuivre sera pour cela fermé tout d'abord commercialement avant d'en arrêter définitivement l'exploitation technique. Les communes et leurs élus vont donc être mobilisés, aux côtés d'Orange et des opérateurs, afin de préparer cette migration des abonnés, particuliers ou entreprises, vers les nouveaux réseaux qui devront être déployés à temps et partout pour que ce calendrier ambitieux puisse être tenu.

Activateur d'idées et d'efficacité : la commission Numérique

Une commission Numérique a été créée pour étudier les questions relatives aux réseaux et services numériques et aux communications électroniques, et notamment les relations avec les concessionnaires Irisé, Sequantic Telecom, Tutor Europ'Essonne et SFR Fibre.

Elle est coprésidée par Frédéric SITBON (Asnières-sur-Seine) et Boris DEROOSE (Saint-Denis). En sont également membres : Nadir SLIFI (Argenteuil), Ling LENZI (Aubervilliers), Ernst COULANGES (Villetaneuse), Patrick DONATH (Bourg-la-Reine), Sophie RIGAULT (Saint-Michel-sur-Orge), Marc LECUYER (Villeneuve-Saint-Georges), Mathieu DEFREL (Stains), Didier RASTOCLE (Pierrefitte-sur-Seine), Cyrille GRANDCLEMENT (Issy-les-Moulineaux), Serge FRANCESCHI (Alfortville), Hélène PECCOLO (Arcueil), Amirouche LAIDI (Suresnes), Gilles GAUCHE-CAZALIS (Nanterre), Henri PETTENI (Saint-Maur-des-Fossés), Claude LESEUR (Valenton), Clément CHASSAIN (Livry-Gargan) et Anthony MANGIN (Drancy).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Déployer le Trés Haut Débit pour tous

Dans le cadre de sa compétence en matière de « réseaux de communication électronique et services de communication audiovisuelle », le SIPPEREC est chargé d'établir, d'exploiter et de mettre à disposition pour le compte de ses adhérents des réseaux et infrastructures de communication électronique destinés à équiper leur territoire.

Ces réseaux mis en œuvre dans le cadre de délégations de service public sont conçus comme complémentaires à ceux déployés par les opérateurs privés. Développés depuis près de vingt-cinq ans, uniques par leur importance, ils contribuent à l'aménagement numérique du territoire francilien en apportant des solutions Très Haut Débit adaptées aux besoins des entreprises, des collectivités et du grand public. Ces réseaux utilisent des technologies diversifiées (réseaux câblés, réseaux de fibre à l'abonné...), mais ont tous en commun d'être constitués de fibre optique et sont donc évolutifs. C'est tout l'enjeu du renouvellement des contrats de délégation de service public en cours ou à venir : le SIPPEREC s'emploie à ce que ces renouvellements constituent une opportunité pour moderniser ces réseaux et faire évoluer l'offre de services afin de pouvoir répondre aux besoins nouveaux qui se font jour sur le territoire des adhérents.



4

millions d'habitants couverts par les **6 000 km** de fibre optique déployée pour l'ensemble de ces réseaux publics Très Haut Débit

610 000

prises raccordables en Très Haut Débit

91

collectivités desservies par les réseaux Très Haut Débit du SIPPEREC

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Réseaux câblés plaques Sud et Nord et autres réseaux câblés transférés

Avec plus de 550 000 prises câblées raccordables et plus de 200 000 foyers abonnés à des services individuels ou collectifs, ces réseaux constituent un levier pour l'aménagement numérique des 45 collectivités qu'ils desservent. Ils permettent notamment de garantir à court et moyen terme la continuité des services Très Haut Débit délivrés à toutes les catégories d'usagers sur les territoires où les réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH, en anglais Fiber To The Home) ne sont pas encore totalement déployés.

Le renouvellement des contrats de concession pour ces réseaux câblés que le Syndicat a engagé fournit l'occasion d'interroger le rôle de ces réseaux publics Très Haut Débit et de démontrer qu'investir dans leur modernisation peut constituer un levier utile pour l'aménagement numérique des territoires, en complément de l'offre de services des autres réseaux de fibre à l'abonné déployés par les opérateurs privés.

Réseaux Sequantic et Europ'Essonne

Les deux réseaux publics FTTH desservent aujourd'hui un ensemble de plus de 60 000 foyers sur les territoires des deux communautés d'agglomération de Paris-Saclay et Cœur d'Essonne Agglomération. Le réseau Sequantic dessert également l'ensemble des sites professionnels avec des offres de fibre à débit garanti (FTTO), soit un parc adressable de plus de 150 000 entreprises et établissements publics. Les deux réseaux sont déployés et exploités dans le cadre de deux délégations de service public, et confiés aux filiales du groupe Altitude Infra.

L'année 2022 a été marquée par un important programme de remise en état des deux réseaux qui ont subi d'importantes dégradations en raison des dysfonctionnements et dégradations générés par les opérations de raccordement des abonnés confiées aux sous-traitants des opérateurs commerciaux dans le cadre du mode STOC. Dans le cadre du programme SPRING, le délégataire Altitude Infra a repris et remis en état 25 % des ouvrages (armoires et points de branchement optique) sur les deux réseaux.

Réseau Irisé

IRISÉ est un réseau d'initiative publique initié en 2001 par le SIPPEREC, qui a confié à la société du même nom, filiale du groupe SFR/ALTICE, la mission de développer et d'exploiter une infrastructure en Très Haut Débit au service des opérateurs et des collectivités.

Grâce au réseau Irisé, les 84 collectivités desservies peuvent ainsi développer des projets structurants et pérennes :

- 437 grands comptes entreprises déjà raccordés ;
- plus de 700 commandes de collectivités sur le réseau.

Le réseau Irisé propose des services de location de fibre noire (FON) ou activée à destination des opérateurs commerciaux, des entreprises ou des collectivités qui peuvent recourir à ces fibres pour interconnecter leurs bâtiments et constituer leurs réseaux en propre, dans le cadre de Groupes fermés d'utilisateurs (GFU).

Au cours de l'année 2022, les travaux d'extension du réseau visant à créer 300 nouveaux points d'interconnexion au plus près des besoins des entreprises et des sites publics ont été achevés, avec la pose de 94 kilomètres de câbles optiques supplémentaires, portant ainsi le linéaire total de l'infrastructure à 1 575 kilomètres, dont 1 325 kilomètres sur le périmètre délégué.

Le SIPPEREC travaille activement à la réversibilité des données de cette concession dont le contrat devra être renouvelé d'ici l'été 2025.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

— À savoir

Agir pour améliorer et garantir la qualité des raccordements

L'accélération de la commercialisation sur les réseaux FTTH s'accompagne parfois de dysfonctionnements et de problèmes de plus en plus fréquents sur la qualité des raccordements des abonnés, qui empêchent une partie de la population de pouvoir accéder au Très Haut Débit dans de bonnes conditions.
Le mode de mutualisation des raccordements, désigné sous le terme de « mode STOC », imposé par les grands opérateurs nationaux sur les réseaux de fibre privés et publics, confie l'opération de raccordement final de l'abonné à l'opérateur commercial, qui délègue souvent ces travaux à une « cascade » de sous-traitants insuffisamment formés et contrôlés pour effectuer ces opérations dans de bonnes conditions. Ces difficultés continuent en particulier de pénaliser de nombreux foyers sur le territoire des communes desservies par les réseaux Sequantic et Europ'Essonne, sur lesquels le nombre de raccordements a très fortement augmenté depuis l'arrivée commerciale des grands opérateurs à l'automne 2020. En vue de remédier à ces difficultés, le SIPPEREC, en accord avec les élus des deux communautés d'agglomération Cœur d'Essonne et Paris-Saclay, a multiplié en 2022 les démarches et propositions auprès de l'ARCEP. Le Syndicat soutient la proposition de loi déposée en juillet 2022 par le sénateur de l'Ain et président de l'AVICCA Patrick Chaize visant à garantir la qualité des raccordements et la pérennité réseaux de fibre optique. Le texte a été adopté en première lecture à l'unanimité au Sénat le 2 mai 2023.

L'Observatoire du Très Haut Débit

Afin de répondre à l'objectif du Schéma Métropolitain d'Aménagement Numérique de bâtir une métropole connectée, capable d'assurer un accès universel aux infrastructures numériques, le SIPPEREC, en partenariat avec la Métropole du Grand Paris, met en ligne, depuis 2017, l'Observatoire métropolitain du Très Haut Débit.

Cet outil met à disposition des cartes dynamiques qui fournissent des informations précises et actualisées sur l'évolution du déploiement du Très Haut Débit et permettant ainsi de mesurer chaque trimestre le chemin restant à parcourir pour garantir une couverture complète et homogène du territoire métropolitain. Il constitue un véritable levier d'action pour les communes et les territoires de la Métropole du Grand Paris.

Disposer d'infrastructures de communication de qualité et accessibles à tous constitue en effet un prérequis aux développements des nouveaux usages numériques.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Accompagner les usages numériques

Premier acteur régional de l'aménagement numérique, le SIPPEREC met également à disposition des adhérents, de sa centrale d'achat SIPP'n'CO, un ensemble de solutions performantes et diversifiées pour accompagner leurs projets en matière de transition numérique.

Ces solutions permettent à la fois de fournir aux collectivités tous les outils et services nécessaires au bon fonctionnement de leurs réseaux de communication et de leur système d'information, mais également des solutions orientées « usages » pour les aider à développer et mettre en œuvre leur offre de services à destination des citoyens, des usagers et des acteurs économiques et institutionnels, conformément à leurs choix de politiques publiques.

Une refonte complète du portail SIG en 2022

Entre début 2022 et fin 2023, le portail SIG du SIPPEREC a profondément évolué vers une solution moderne et collaborative de cartographie de ses données géoréférencées, basée sur des composants logiciels open source. Ce nouveau portail offre des possibilités accrues de visualisation, de consultation et d'exploitation de données, répondant en premier lieu à des besoins internes :

- **de contrôle des données liées aux DSP et aux équipements gérés par le SIPPEREC** (déploiement de réseaux THD, enfouissement du réseau de distribution électrique, centrales photovoltaïques, réseaux de chaleur renouvelable…) ;
- **de prospection pour développer de nouveaux projets** liés aux compétences du SIPPEREC et des SEM : solaire photovoltaïque, géothermie notamment ;
- **de gestion et de suivi des données propres au SIPPEREC** liées à ses adhérents, leurs territoires et l'utilisation qu'ils font de la centrale d'achat SIPP'n'CO du SIPPEREC.

En plus de préserver une isofonctionnalité logicielle par rapport à son ancien portail SIG, le SIPPEREC dispose désormais de nouvelles fonctionnalités de **catalogage** et d'exposition de sa base de données, lui permettant de consolider les fondations de futurs projets relatifs **à la gouvernance de la donnée, aux territoires intelligents et durables, et à l'open data.**

À terme, ce nouveau portail SIG devrait également permettre au SIPPEREC de proposer à ses adhérents des fonctionnalités de gestion, de stockage et de visualisation de leurs données géoréférencées.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'accès au Très Haut Débit plébiscité par les Français

Sur l'ensemble des 34,5 millions de locaux raccordables au FTTH fin décembre 2022, 18,1 millions (soit 52 %) avaient souscrit un abonnement en fibre optique activé.

Le rythme global des déploiements de fibre (FTTH) s'est maintenu à un niveau élevé en 2022 avec 4,7 millions de locaux rendus raccordables sur l'ensemble du territoire national.

En matière de téléphonie mobile, 82,6 millions de cartes SIM étaient en service fin 2022 en France, principalement sur les réseaux 4G. Deux ans après le lancement commercial de la 5G, on observe fin 2022 un premier décollage de cette technologie avec 8,2 millions d'utilisateurs actifs sur les réseaux 5G, soit 10 % des cartes SIM en circulation.

Les utilisateurs actifs sur les réseaux mobiles consomment toujours plus de données : en 2022, le trafic par client actif 4G s'élève à environ 15 Go par mois, soit + 2,4 Go en un an et par abonné.



Réduire l'empreinte carbone du secteur numérique

La loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique (REEN) du 15 novembre 2021 a pour objectif de faire converger transition numérique et transition écologique. Elle vise pour cela à responsabiliser l'ensemble des acteurs du numérique : consommateurs, professionnels du secteur et acteurs publics.

Le secteur du numérique était responsable de 2,5 % des émissions de gaz à effet de serre en France, en 2019, mais son impact environnemental augmente et pourrait atteindre 7 % d'ici 2040, si rien n'est fait pour mettre en place une véritable politique de sobriété numérique.

Œuvrer à la prise de conscience de l'impact environnemental du numérique, limiter le renouvellement des équipements et terminaux, responsables de 70 % de l'empreinte numérique en France, favoriser le réemploi et le recyclage, promouvoir des réseaux et data centers moins énergivores… De nombreuses dispositions de cette nouvelle loi concernent les collectivités territoriales.

Les communes de plus de 50 000 habitants devront notamment définir, au plus tard le 1er janvier 2025 : « une stratégie numérique responsable qui indique notamment les objectifs de réduction de l'empreinte environnementale du numérique et les mesures mises en place pour les atteindre ».

Les usages numériques en 2022

- 56 % des utilisateurs d'Internet sur réseaux fixes disposent de la fibre ou du câble ;
- plus de 9 Français sur 10 connectés à Internet (92 % d'internautes, dont 82 % de façon quotidienne) ;
- 40 % des Français sont équipés d'au moins un objet connecté dans leur foyer (santé, sécurité, domotique…) ;
- 77 % achètent des biens en ligne ;
- 89 % des détenteurs de smartphones utilisent des services de messagerie instantanée ;
- 54 % des Français éprouvent cependant au moins une forme de difficulté qui les empêche d'effectuer des démarches en ligne.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



V
MOBILITÉ DURABLE

Rapport d'activité 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le SIPPEREC se positionne comme le partenaire privilégié des collectivités pour la mobilité propre. Au regard de l'enjeu de développement de la mobilité électrique sur le territoire francilien, le Syndicat s'engage depuis 2017 pour le développement d'une offre de mobilité et de recharge sur le domaine privé et, plus récemment, sur le domaine public. Avec « La borne bleue », l'objectif est de garantir un accès équitable au service public de la recharge, tout en contribuant à l'amélioration de la qualité environnementale.

1,037
tonne de CO_2 économisée avec les centaines de bornes bleues déjà déployées à fin 2022

320
charges par jour en moyenne sur le réseau en 2022

+ de 700
points de charge déployés fin 2022

8,2 M
de km parcourus en 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le rythme de déploiement des infrastructures de recharge est décisif pour accompagner le développement de la mobilité électrique, maintenant que l'offre de véhicules s'est élargie et que l'autonomie des batteries a nettement progressé. Le SIPPEREC est au rendez-vous de ce tournant et propose depuis 2019 une solution publique souple pour les collectivités et simple pour les usagers avec le réseau « La borne bleue ». Son objectif : garantir un accès équitable au service public de la recharge tout en contribuant à l'amélioration de la qualité environnementale.

Un réseau clé en main pour et avec les villes

Une fois que la commune a délégué sa compétence au SIPPEREC, c'est une solution clé en main qu'il est proposé de déployer : en concertation avec la Ville, le SIPPEREC définit l'emplacement des stations de recharge, le nombre de bornes et le calendrier de déploiement. Les tarifs définis dès l'automne 2019, en concertation avec les communes adhérentes, se révèlent aujourd'hui être les plus attractifs de la petite couronne parisienne.

+ 700
points de charge déployés fin 2022

76 000
recharges réalisées sur le réseau depuis sa mise en service*

500 000
heures de charge réalisées*

+ 1 300 000
km parcourus

* Au 31 décembre 2022.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Un service conçu pour les usagers

Le réseau « La borne bleue » est facilement identifiable, simple d'utilisation et interopérable. Il se veut accessible à tous les usagers, qu'ils soient particuliers, professionnels, abonnés et non abonnés. Les utilisateurs ont à leur disposition les outils (site Web, application et badge) pour s'abonner, payer, identifier à distance les points de charge disponibles et pouvoir les réserver. Leur badge est interopérable : ils peuvent l'utiliser pour se recharger sur d'autres réseaux en France et en Europe.

Le SIPPEREC continue de développer de nouvelles solutions de mobilité sur le territoire de ses collectivités adhérant à la compétence Infrastructures de charge. C'est dans le cadre d'une expérimentation que cinq stations de la ville d'Asnières-sur-Seine ont été équipées de véhicules en autopartage.



— À savoir

Recommandation au niveau européen : un point de charge pour dix véhicules électriques.

La Loi d'orientation des mobilités (LOM) fixe l'objectif de déployer 100 000 points de charge en France d'ici la fin de l'année 2022.

En 2030 : interdiction des véhicules thermiques dans le périmètre de la ZFE-m.

2035 : interdiction de commercialisation des véhicules thermiques neufs en France.

21% des parts de marché de vente de véhicules neufs en France.

1,037 tonne de CO_2 économisées à fin 2022 grâce au réseau « La borne bleue » déjà déployé.

Témoignage

« Le réseau "La borne bleue" déployé par le SIPPEREC, offre la possibilité aux asnièrois de faire le plein de leur véhicule électrique, et ce à un coût intéressant pour eux et pour la commune. »

Frédéric Sitbon
Vice-président,
adjoint au maire d'Asnières

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Moteur d'idées et de coordination : la commission Mobilités

Une commission Mobilités a été créée pour traiter des services apportés aux collectivités pour l'optimisation de leurs mobilités, que ce soit pour l'achat de véhicules propres, les infrastructures de recharge électrique et hydrogène ou les infrastructures et services à déployer pour atteindre leurs objectifs.

Elle est coprésidée par Frédéric Sitbon, délégué titulaire d'Asnières-sur-Seine, et Gilles Gauche-Cazalis, délégué titulaire de Nanterre. En sont membres : Ling LENZI (Aubervilliers), Jérémie RIBEYRE (Bois-Colombes), Pierre AUBRY (Neuilly-sur-Seine), Jean-Baptiste BARFETY (Gonesse), Jean-François DRANSART (La Garenne-Colombes), Patrick LEROY (Rungis), Nadir SLIFI (Argenteuil), Etienne LENGEREAU (Montrouge), Didier RASTOCLE (Pierrefitte-sur-Seine), Robin LOUVIGNE (Vincennes), Anthony MANGIN (Drancy), Marc LECUYER (Villeneuve-Saint-Georges), Pierre LECLERC (Bry-sur-Marne), Daouda KEITA (Bagnolet), Isabelle COVILLE (Levallois-Perret), Hélène PECCOLO (Arcueil), Despina BEKIARI (Fontenay-aux-Roses), Cyrille GRANDCLEMENT (Issy-les-Moulineaux), Amirouche LAIDI (Suresnes), Dominique GAULON (Dugny), François DARCHIS (Versailles), Rodéric AARRSE (Malakoff) et Pascal LESSELINGUE (L'Haÿ-les-Roses).



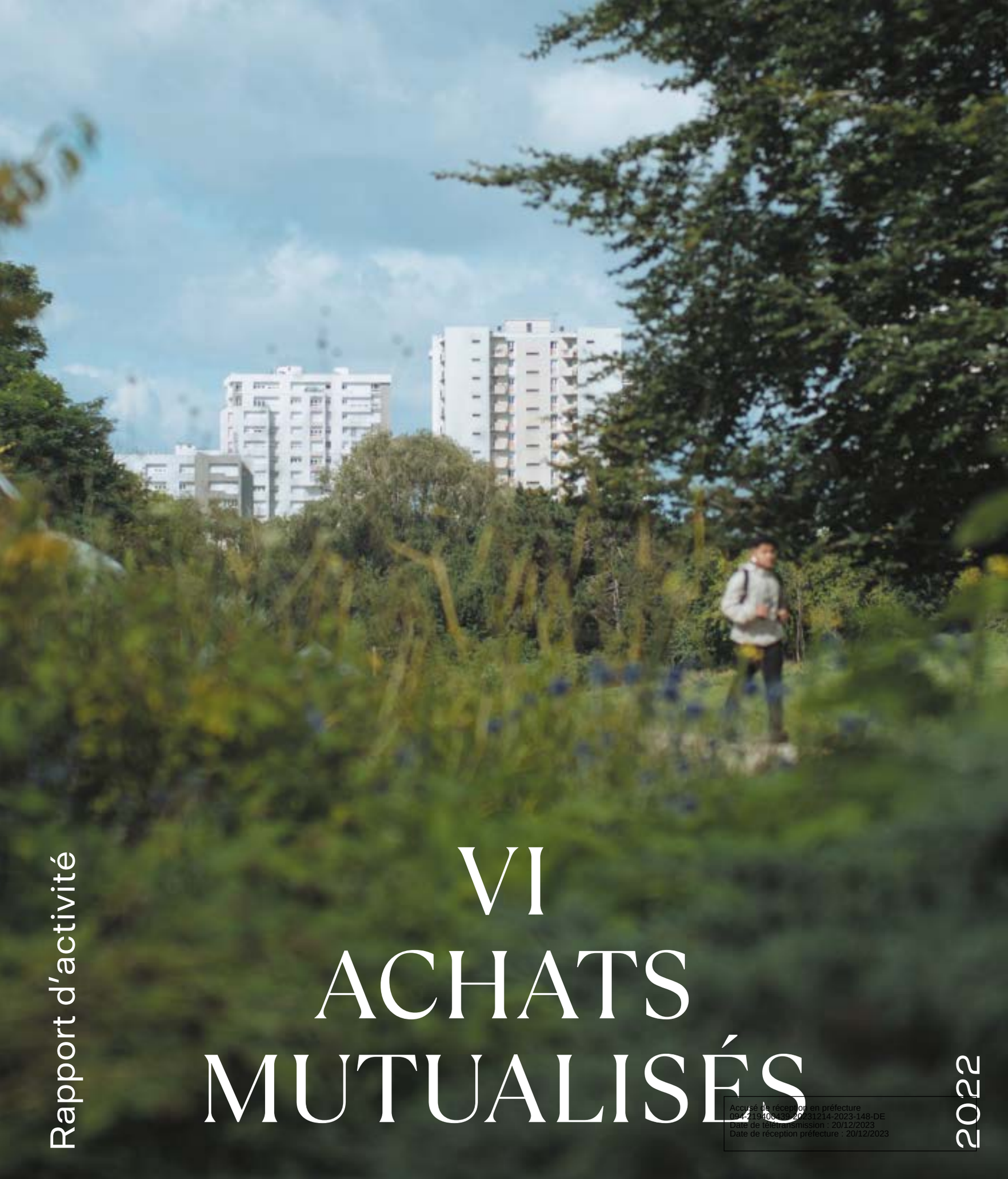
Offre mobilité de SIPP'n'Co

Depuis 2017, le SIPPEREC propose une offre complète pour accompagner les collectivités dans le renouvellement de leur parc de véhicules, l'installation de bornes de recharge ou encore la mise à disposition de prestations d'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la réalisation d'études de mobilité.

Le SIPPEREC propose ainsi plusieurs marchés pour répondre aux besoins suivants :

- **la fourniture de véhicules propres (voiture, camionnette, transporteur, véhicules spécifiques métier, balayeuse, scooter et vélo) ;**
- **la fourniture, pose, exploitation et maintenance de bornes de recharge pour le domaine privé ;**
- **une AMO pour la réalisation d'études de mobilité et l'accompagnement pour leur mise en œuvre.**

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Rapport d'activité

VI ACHATS MUTUALISÉS

2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le SIPPEREC propose un large catalogue de marchés et de services à ses adhérents. Flexible, large et évolutive, cette offre s'adapte à tous les besoins des territoires. En passant par le SIPPEREC, les collectivités et autres organisations publiques bénéficient d'économies d'échelle importantes et d'une forte expertise.

1
guichet unique

866 M€
d'achat mutualisé par an

8
bouquets SIPP'n'Co

88
marchés publics à disposition

1
groupement de commandes d'électricité

14
événements thématiques, webinaires d'informations et ateliers de travail organisés en 2022

Jusqu'à
50 %
d'économie réalisée sur certaines prestations

70
courriers et publications pour informer les adhérents en 2022

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Le SIPPEREC propose deux services d'achats mutualisés à ses adhérents : la centrale d'achat SIPP'n'Co qui se décompose en huit bouquets de services et le groupement de commandes d'achat d'électricité.
Adhérer à l'achat mutualisé du SIPPEREC c'est bénéficier :

- d'expertises sur des domaines complexes et concurrentiels ;
- de l'expérience dans la conduite de projets opérationnels en Île-de-France ;
- d'une grande sécurité juridique ;
- de la force de la mutualisation.

Notre volonté : la défense des intérêts des adhérents, l'apport de solutions innovantes et durables face aux enjeux technologiques et aux attentes sociétales et la proximité avec nos adhérents au regard de l'expérience de terrain du SIPPEREC. Cette proximité se traduit par :

→ une équipe dédiée à l'accompagnement de chaque adhérent : services d'intermédiation, de veille, d'accompagnement personnalisé et de conseils par des interlocuteurs spécialisés et dédiés ;
→ la participation des adhérents à la réflexion globale en amont de la publication des marchés, avec les ingénieurs du SIPPEREC et l'équipe d'animation ;
→ un espace adhérents permettant de consulter l'ensemble des informations personnalisées concernant les marchés publics (pièces administratives, information titulaire, évènements SIPPEREC, indicateurs...).

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Évolution de l'offre numérique

6 marchés publics renouvelés en 2022 :

- **Les services de téléphonie mobile : 91 000 lignes déployées**

L'offre de téléphonie mobile a été renouvelée et les adhérents de SIPP'n'Co peuvent continuer à souscrire à des forfaits mobiles à destination des agents et des élus ou acquérir des équipement spécifiques (M2M), équipements d'amélioration de la couverture interne, smartphones et accessoires (écrans de protection, chargeurs...).

- **Les services d'interconnexion et d'Internet**

L'architecture des systèmes d'information est un enjeu fort pour les collectivités et établissements publics afin de garantir notamment leur sécurité. Le SIPPEREC a renouvelé une partie de son offre pour accompagner les adhérents dans le déploiement :

→ des liens d'interconnexion permettant la réalisation, l'extension et la maintenance de réseaux Voix-Données-Images à haut/Très Haut Débit (génie-civil, déploiement de fibre optique, bande passante sur lien FTTO - FTTH - FTTE sur des réseaux d'initiative publique ou privés, location/IRU fibre noire, Ethernet) ;

→ des liens d'interconnexion permettant la fourniture, la mise en œuvre, l'exploitation et la maintenance de réseaux étendus de niveau 3 (WAN IPVPN) pour l'interconnexion en IP de vos sites au travers d'accès permanents ;

→ des accès Internet sur toutes technologies et tous supports (FTTO, FTTH, FTTE, ADSL, SDSL, 4G, 5G) s'appuyant sur plusieurs opérateurs ;

→ des marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage sont proposés pour accompagner les adhérents sur l'ensemble de ces thématiques.

S'engager dans une démarche de territoire intelligent et durable avec le SIPPEREC

Le concept de « territoire intelligent et durable » (TID), succédant à celui de la « smart city », recouvre aujourd'hui des réalités très différentes. En 2022, le SIPPEREC a réalisé un travail important pour recenser et faire le lien entre les offres du SIPPEREC permettant à ses adhérents de s'engager dans cette démarche en apportant :

- Une réponse à un **projet global de territoire intelligent et durable œuvrant pour le progrès et la transition écologique,** en mettant la résilience et le **mieux-vivre des habitants au cœur des politiques publiques.**

- Une réponse à des **projets politiques locaux** qui renforcent **la qualité et l'accessibilité des services aux usagers,** tout en **prenant en compte les priorités politiques et les spécificités de chaque territoire.**

- Une **alternative à la vision techniciste** promue par certains acteurs, qui propose les **moyens adéquats en face des besoins réels et recourt aux technologies numériques et innovantes avec discernement,** privilégiant les solutions locales, sobres et souveraines.

- Une réponse aux problématiques des collectivités territoriales démocratique et inclusive, qui associe les citoyens aux projets et qui veille à ce que le recours au numérique ne crée ni ne renforce de fractures sociales, mais au contraire contribue à les prévenir et à les corriger.

- Une réponse aux enjeux économiques et écologiques des territoires, en optimisant l'utilisation des ressources et en contribuant à leur attractivité, au bénéfice de l'ensemble de ses acteurs.

Pour construire ce territoire intelligent et durable, les adhérents du SIPPEREC et de sa centrale d'achat SIPP'n'Co ont à leur disposition plus d'une vingtaine d'offres dans les domaines suivants :

→ Gouvernance
→ Environnement
→ Mobilité durable/propre
→ E-Administration
→ Espaces de vie
→ Services urbains
→ Société intelligente

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Les outils de l'offre maîtrise de l'énergie et performance énergétique évoluent

L'énergie la plus responsable est celle qui n'est pas dépensée. Aussi, le SIPPEREC, via SIPP'n'Co, met à disposition un panel de services et de compétences pour accompagner les collectivités dans leur politique de maîtrise de l'énergie. Focus sur quelques-uns de ces outils.

Des sources d'économies en améliorant la performance de votre éclairage public et de vos bâtiments

Le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la performance énergétique et environnementale de l'éclairage public a pour objet d'assister et d'accompagner les adhérents dans les études, les actions et les travaux destinés pour un usage optimisé de l'éclairage public : sécurité des installations, maîtrise des consommations d'électricité, maîtrise des coûts, confort des usagers, valorisation de la ville, préservation de la biodiversité, etc.

Ce marché, plébiscité par les adhérents du SIPPEREC, a été renouvelé début 2022, ceci a pu être présenté lors d'une matinale dédiée à l'éclairage public durable.

40 %
des infrastructures d'éclairage public ont plus de 40 ans

60 %
de réduction des consommations énergétiques des bâtiments à usage tertiaire d'ici 2050

Améliorer la performance énergétique du bâti

Le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la performance énergétique et environnementale du patrimoine bâti permet aux adhérents de définir une stratégie énergétique, d'initier les outils de mise en œuvre de cette stratégie et de réaliser l'ensemble des missions pour atteindre les objectifs fixés.

Afin d'aider les adhérents à limiter leur consommation de l'hiver 2022-2023, en respectant le confort des usagers tout en réalisant des économies d'énergie, le SIPPEREC a diffusé une plaquette sur la sobriété énergétique.

En complément des offres d'assistance à maîtrise d'ouvrage, la centrale d'achat SIPP'n'Co s'est enrichie d'un nouveau marché de maîtrise d'œuvre spécialisé dans la rénovation énergétique du patrimoine bâti. Cet accord-cadre pluri-attributaires vise à accompagner les maîtres d'ouvrage dans la réalisation des opérations comprenant au moins 50 % de travaux de rénovation énergétique.

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Évolution de l'offre mobilité propre

— À savoir

Pour réduire l'impact des transports sur l'environnement et opérer une transition vers une mobilité plus durable, plus sobre et plus propre, le Gouvernement s'engage dans le développement de la mobilité électrique avec un objectif de 7 millions de points de recharge pour les voitures électriques en 2030 et impose aux collectivités territoriales une part minimale de véhicules électriques légers lors du renouvellement de leur flotte : Pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics : jusqu'à fin 2024, au moins 30 % des véhicules renouvelés annuellement doivent être des VFE. À partir de 2025, cette part minimale est de 40 %.

La mobilité propre depuis 2020 :

- 1 126 véhicules et 523 bornes de recharge achetées ;
- montant global de commande : 13 millions d'euros ;
- économie d'échelle directe pour les collectivités de 3,5 millions d'euros.

En complément des marchés d'achat de véhicules propres, le SIPPEREC propose depuis fin 2021 à ses adhérents une nouvelle offre d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine des mobilités. Ce marché public a pour objectif de faciliter les actions des adhérents en leur permettant de réaliser les études nécessaires à la compréhension et à l'optimisation des mobilités, quelle qu'elles soient, sur leur territoire.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Évolution de l'offre d'achat d'électricité pour limiter l'impact de la crise

L'année 2022 a été une année de crise au niveau de l'électricité en France. L'annonce de mise à l'arrêt de plusieurs réacteurs du parc nucléaire français, ajoutée au conflit russo-ukrainien, a provoqué une hausse sans précédent des prix de l'électricité en France.

Le SIPPEREC ayant attribué ses derniers marchés subséquents en 2021 pour une fin de fourniture en décembre 2024 pour les contrats dont la puissance souscrite est supérieure à 36 kVA, et décembre 2025 pour les puissances inférieures à 36 kVA, les 500 adhérents du groupement de commandes ont eu un impact limité sur leurs factures avec une hausse de 15,5 % entre 2021 et 2022.

Face à cette augmentation, le Gouvernement a mis en place des mesures, via un bouclier tarifaire visant à réduire l'impact de la hausse des cours sur les factures d'électricité. Ce bouclier tarifaire comprend deux mesures :

- La baisse de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) de 22,5 €/mégawattheure à 1 €/mégawattheure à compter du 1er février 2022.
- L'augmentation du plafond de l'ARENH de 20 TWH (120 TWH au lieu des 100) à un prix de 46,20 €/MWh, du 1er avril au 31 décembre 2022.

Ces aides ont été répercutées sur les factures d'électricité des adhérents du groupement de commandes, et ont contribué à limiter la hausse des tarifs.

Parmi les autres évènements importants de cette année 2022, on peut noter la bascule de tous les sites au segment C5 Éclairage public dans deux nouveaux marchés qui seront exécutés par chaque adhérent du 01/01/2022 au 31/12/2025.

52 000
points de livraison

2,3
Twh achetés (0,5 % de la consommation française)

1
marché de fourniture d'électricité verte premium

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

L'ATLAS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Collectivités adhérentes à la compétence électricité

La loi de 1906 a créé le régime des concessions et a placé la distribution publique d'électricité sous la responsabilité des collectivités locales. Les communes se sont souvent regroupées en syndicats intercommunaux, comme le SIPPEREC, pour gérer cette compétence. Depuis fin 2006, la distribution et la fourniture d'électricité pour les clients aux tarifs réglementés sont deux services publics locaux, respectivement concédés à Enedis (ex-ERDF) et EDF (Électricité de France).

84

adhérents à la compétence électricité
dont 83 communes,
1 syndicat de 5 communes

Légende

Commune adhérente à la compétence électricité

Syndicat Sud -Eleg adhérent à la compétence électricité

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Les centrales photovoltaïques et les réseaux de chaleur géothermale gérés par le SIPPEREC

85 adhérents à la compétence « ENR »
dont 82 communes, 1 Communauté d'agglomération,
1 Conseil départemental, la Région Île-de-France

106
centrales photovoltaïques

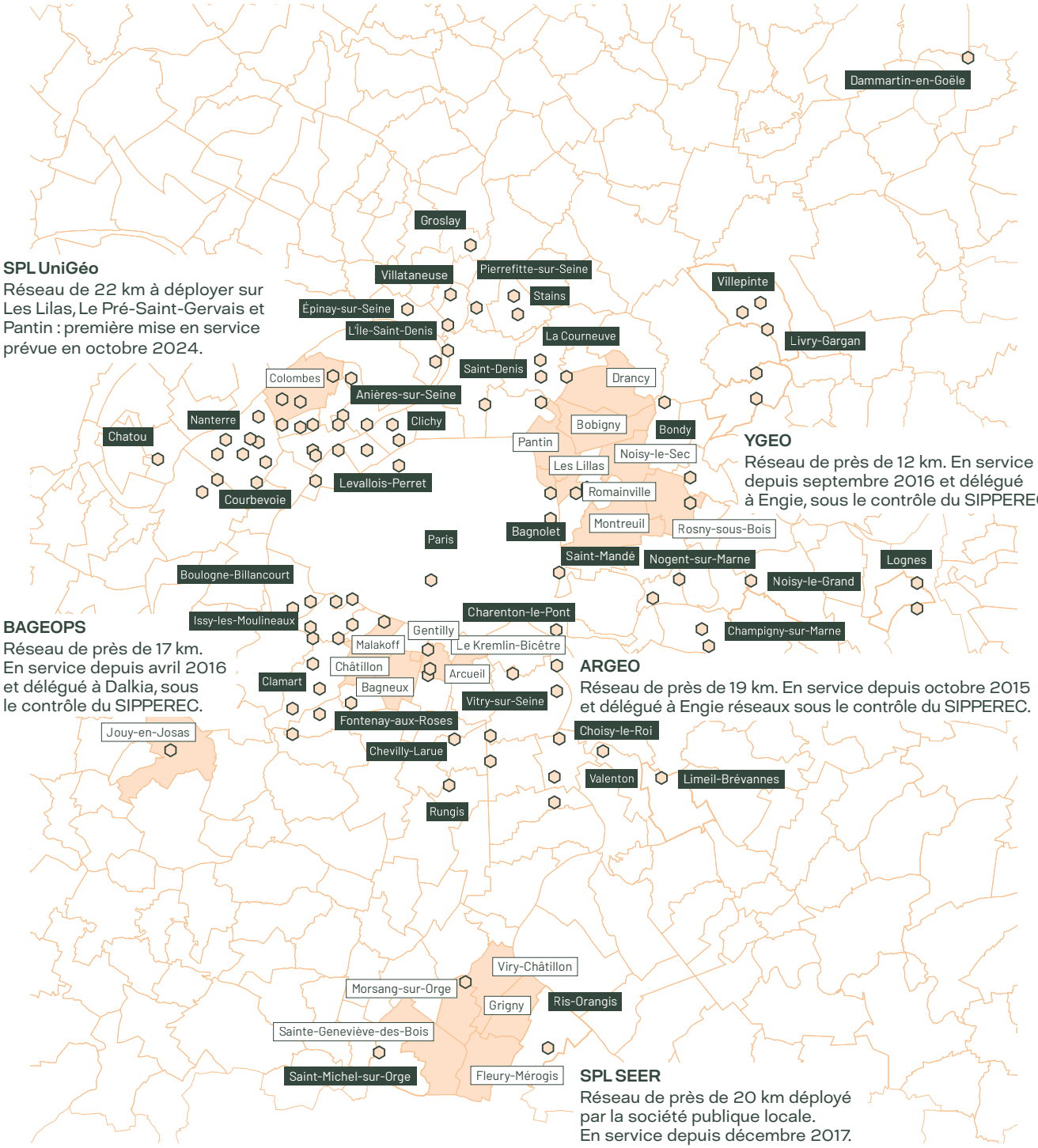
5
réseaux de chaleur
géothermique + 2 à déployer

Légende

Commune concernée par un réseau de chaleur géothermale existant ou en étude géré par le SIPPEREC

Centrale photovoltaïque exploitée par le SIPPEREC

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



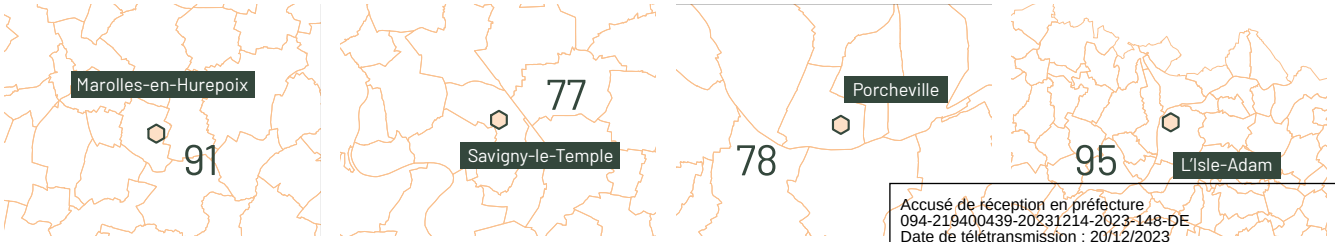
SPL UniGéo
Réseau de 22 km à déployer sur Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais et Pantin : première mise en service prévue en octobre 2024.

YGEO
Réseau de près de 12 km. En service depuis septembre 2016 et délégué à Engie, sous le contrôle du SIPPEREC.

BAGEOPS
Réseau de près de 17 km. En service depuis avril 2016 et délégué à Dalkia, sous le contrôle du SIPPEREC.

ARGEO
Réseau de près de 19 km. En service depuis octobre 2015 et délégué à Engie réseaux sous le contrôle du SIPPEREC.

SPL SEER
Réseau de près de 20 km déployé par la société publique locale. En service depuis décembre 2017.



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Collectivités adhérentes à la compétence numérique

Le SIPPEREC développe depuis vingt ans en Île-de-France et sur le territoire métropolitain un patrimoine public de réseaux numériques unique par son importance.
En améliorant considérablement l'offre de services apportée aux citoyens, aux acteurs économiques et institutionnels, l'accès au Très Haut Débit constitue un levier d'attractivité des collectivités territoriales. La réduction de la fracture numérique est aussi l'une des conditions nécessaires au développement économique et à l'égal accès pour tous au service public.

92

adhérents à la compétence numérique
dont 89 communes
+ 3 communautés d'agglomération

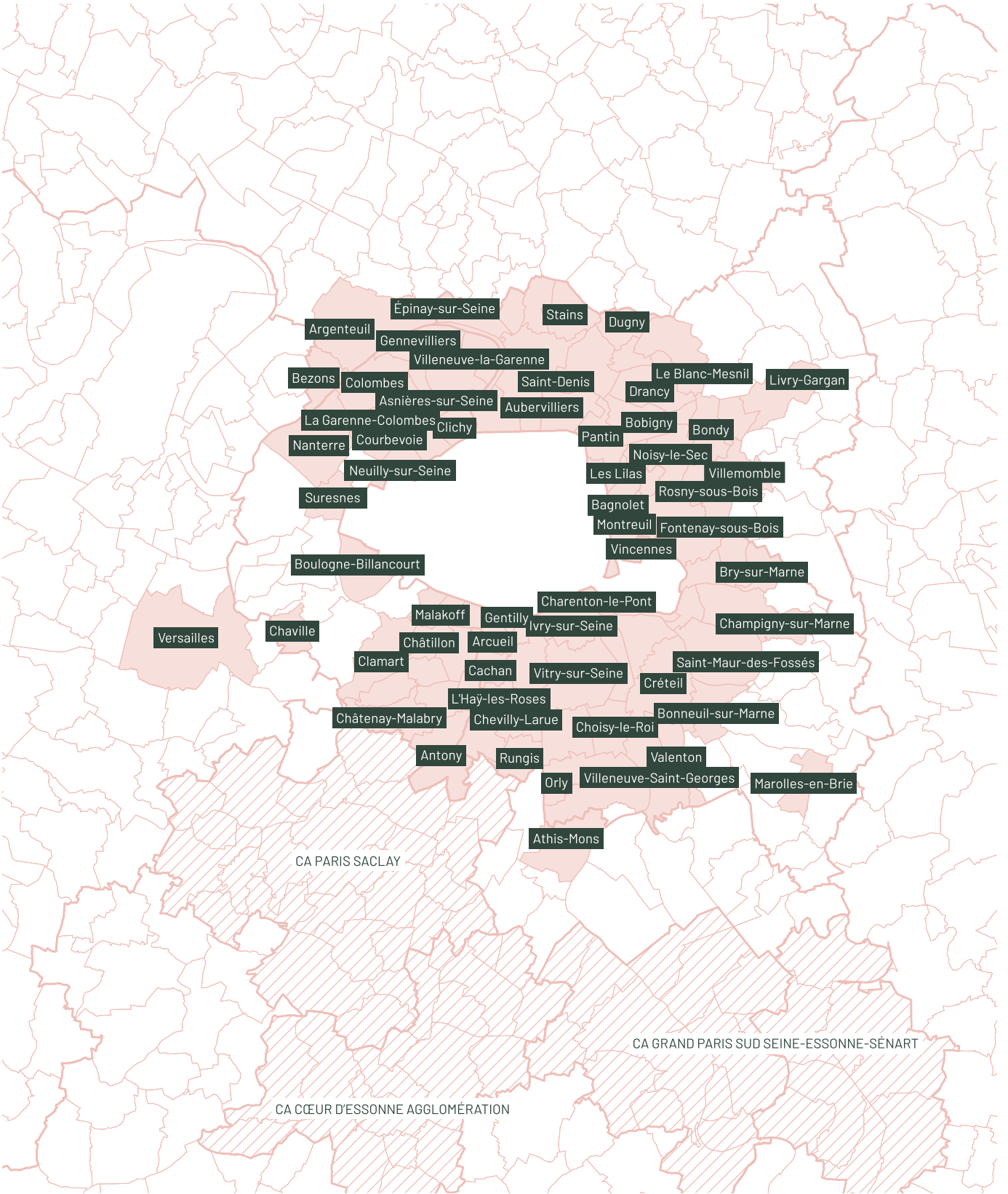
Légende

Commune adhérente à la compétence numérique

EPCI adhérent à la compétence numérique

Accusé de réception en préfecture
094-218400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

IV
AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Collectivités adhérentes à la compétence infrastructures de charge

Au regard de l'enjeu de développement de la mobilité électrique sur le territoire francilien, le SIPPEREC a affirmé, en 2019, sa volonté de prendre en charge le déploiement d'un réseau d'infrastructures de charge pour véhicules électriques.
Le SIPPEREC assure l'installation, l'exploitation et la maintenance des bornes de charge sur le domaine public pour le compte des collectivités qui le souhaitent et adhérant à cette compétence.

31

adhérents à la compétence « infrastructure de charge » dont 31 communes

+ 700

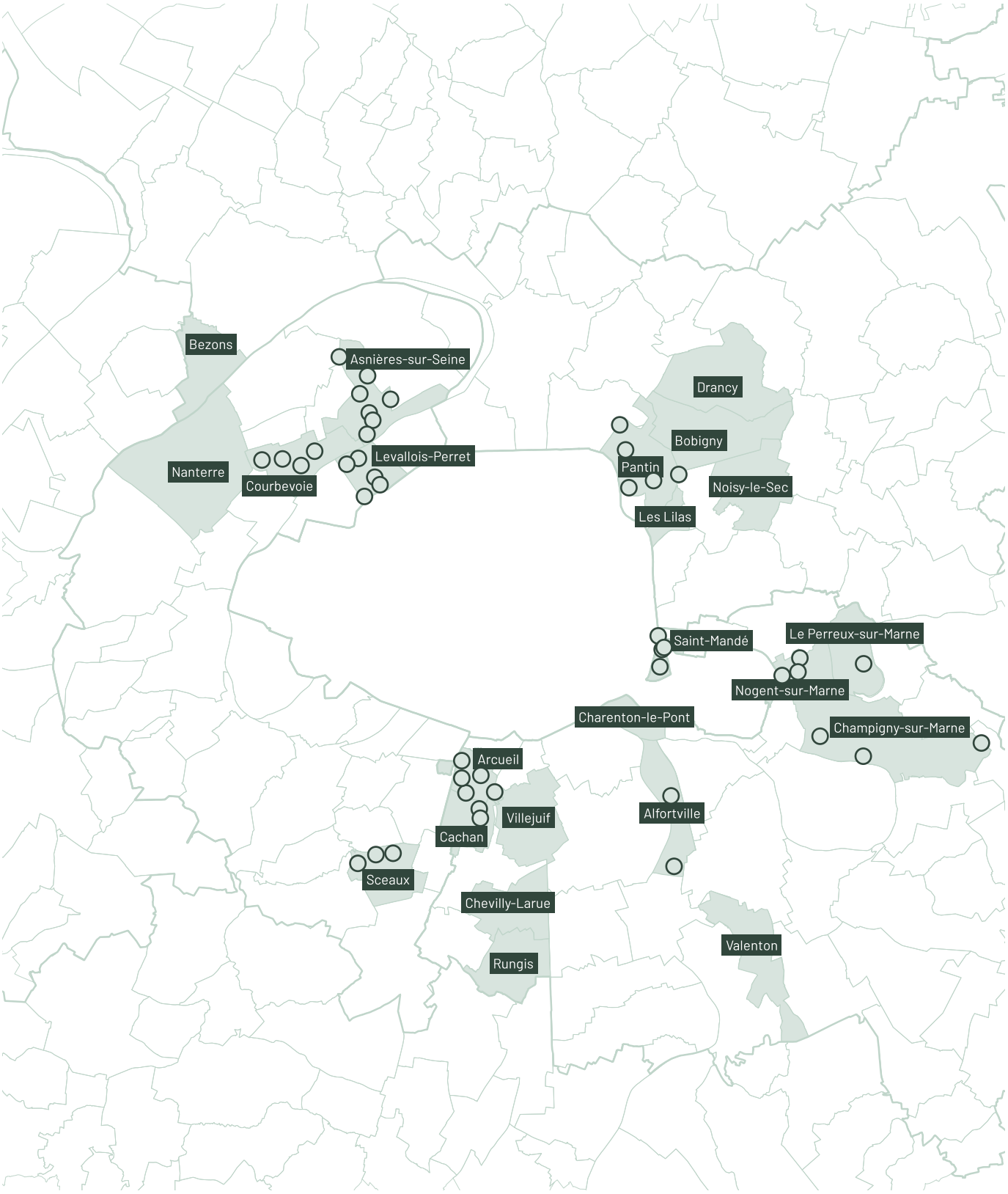
points de charge « La borne bleue »

Légende

Commune adhérente à la compétence infrastructures de charge

Station de recharge pour véhicules électriques

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Collectivités adhérentes à SIPP'n'Co

Acteurs importants de la transition énergétique et numérique, les collectivités et les organismes d'Île-de-France font face à de nouveaux besoins liés aux mutations de notre société. Pour mieux accompagner ces structures, le SIPPEREC a souhaité faire évoluer l'achat mutualisé avec SIPP'n'Co. L'objectif : proposer plus de services tout en garantissant une relation de proximité.

372

adhérents à SIPP'n'Co
(au moins 1 bouquet)
dont

CA	15
CCAS	14
CD	5
Commune	266
CU	1
Enseignement sup	2
EP	15
EPT	11
OPH	23
Région	1
SEM	1
Syndicat	18

Légende

Région adhérente à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

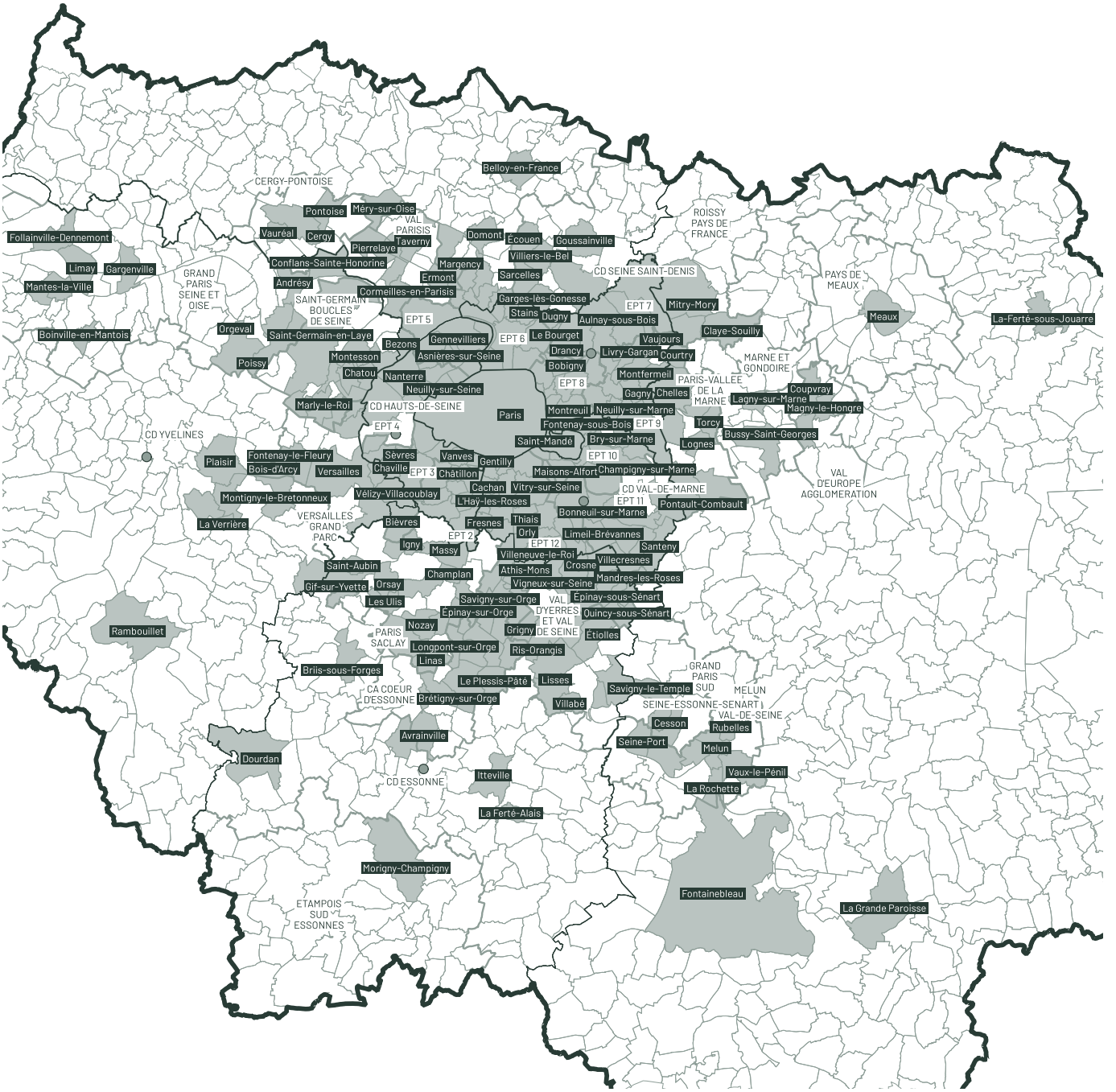
Département adhérent à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

EPCI adhérent à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

Commune adhérente à (au moins) un bouquet SIPP'n'Co

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

VI
ACHATS MUTUALISÉS



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Collectivités adhérentes au Groupement de commandes « électricité » (GCE)

Le SIPPEREC regroupe les besoins de 500 collectivités pour bénéficier de l'achat d'électricité au meilleur rapport qualité-prix.

500

adhérents au GCE
dont

CA/CC/CU/EPT	20
CCAS	30
Conseils départementaux	6
Communes	260
Enseignement sup	4
OPH	19
Région	1
SEM/SPL	9
Syndicat	38
Autres organismes	113

Légende

Région adhérente au groupement de commandes « électricité »

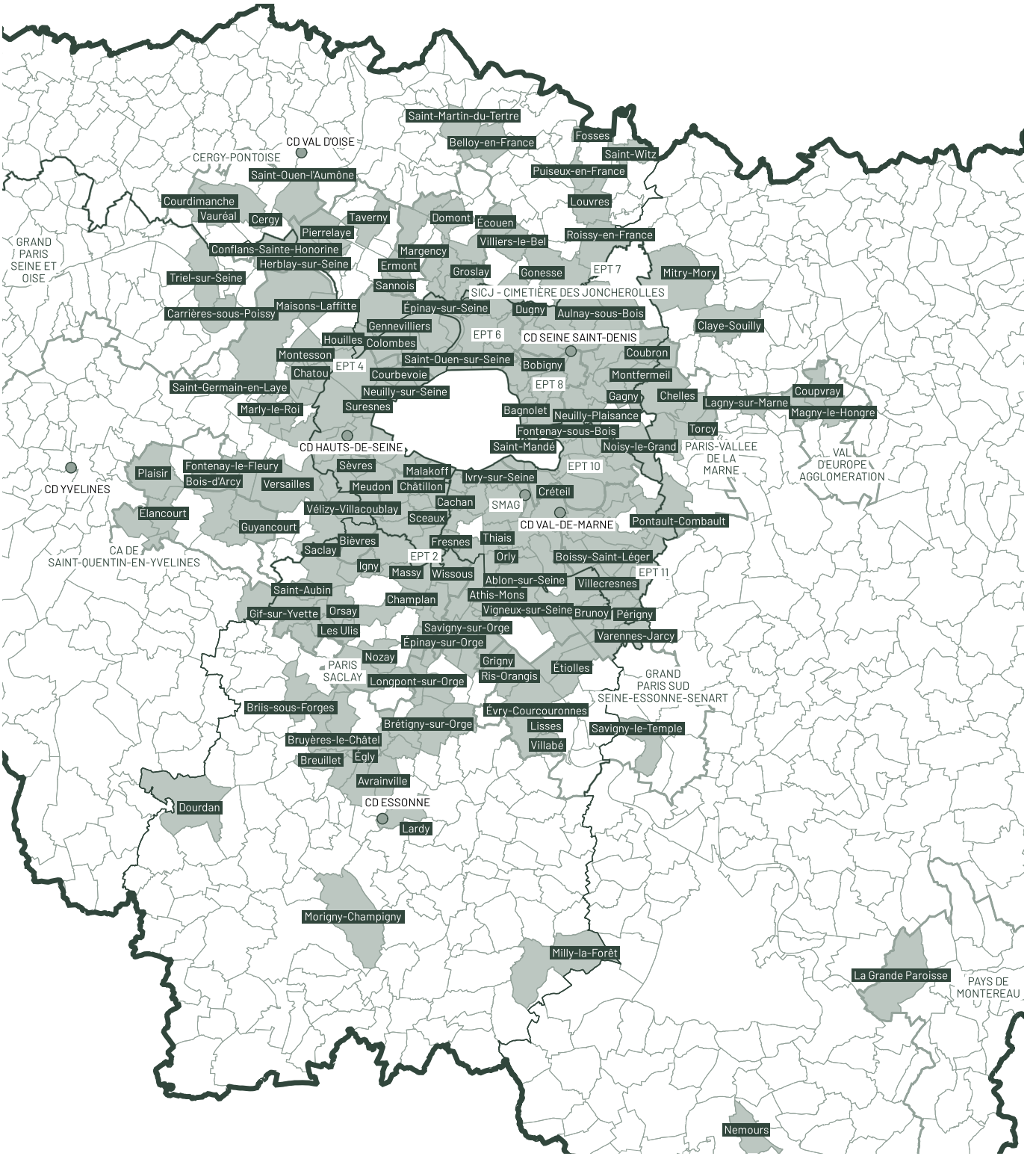
Département ou syndicat adhérent au groupement de commandes « électricité »

EPCI adhérent au groupement de commandes « électricité »

Commune adhérente au groupement de commandes « électricité »

Accusé de réception en préfecture
094219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

VI
ACHATS MUTUALISÉS



Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

LISTE DES DÉLÉGUÉS

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Comité syndical

au 1er septembre 2022

→ **Légende : Titulaire** Suppléant

Communes

Alfortville
Serge Franceschi
Vice-président du SIPPEREC
Julien Boudin

Antony
Maryse Lemmet
Bruno Foyer

Arcueil
Hélène Peccolo
Christian Métairie

Argenteuil
Nadir Slifi
Maxime Renault

Asnières-sur-Seine
Frédéric Sitbon
Vice-président du SIPPEREC
Thomas Doublic

Athis-Mons
Patrice Sac
Nadine Ribero

Aubervilliers
Ling Lenzi
Membre du Bureau
Pierre Sack

Aulnay-sous-Bois
Fouad El Kouradi
Olivier Attiori

Bagneux
Paul Bensoussan
Yasmine Boudjenah

Bagnolet
Douada Keita
Frédéric Gabin

Bezons
Pascal Beyria
Nessrine Menhaouara

Bobigny
Abdel Sadi
Sami Boufetta

Bois-Colombes
Jérémie Ribeyre
Sylvie Mariaud

Bondy
Laurent Cotte
Alexandre Amzel

Bonneuil-sur-Marne
Arnaud Letellier- Desnouvries
Membre du Bureau
Gilles Gatineau

Boulogne-Billancourt
Emmanuel Bavière
Nicolas Marguerat

Bourg-la-Reine
Patrick Donath
Joseph Hayar

Brunoy
Jérôme Meunier
François Farez

Bry-sur-Marne
Pierre Leclerc
Augustin Kunga

Cachan
Samuel Besnard
Vice-président du SIPPEREC
David Petiot

Champigny-sur-Marne
Philippe Dubus
Wilfrid Bastin

Charenton-le-Pont
Hervé Gicquel
Fabien Benoît

Chatenay-Malabry
Jean-Louis Ghiglione
Patrick Dessen

Châtillon
Mélodie Chalvin
Nicolas Bost

Chatou
François Schmitt
Laurent Malochet

Chaville
Luc Mauvarin
Marc Girondot

Chevilly-Larue
Laurent Taupin
Philippe Komorowski

Choisy-le-Roi
Vasco Coelho
Marina Brulant

Clamart
Pierre Crespi
Mathieu Caujolle

Clichy-la-Garenne
Georges Roux
Pierre-Marie Gouygou-Vieillefosse

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Colombes

Nagète Maatougui
Maxime Charreire

Courbevoie

Marie-Pierre Limoge
Vice-présidente
Jacques Kossowski

Courtry

Grégory Presle
Dominique Civeyrac

Créteil

Alain Dukan
Jean-François Dufeu

Drancy

Anthony Mangin
Vice-président
Jean-Christophe Lagarde

Dugny

Dominique Gaulon
Chérifa Dia

Élancourt

Frédéric Pelegrin
Denis Lemarchand

Épinay-sur-Seine

Oben Ayyildiz
Membre du Bureau
Farid Saidani

Fleury-Mérogis

Marie-Gisèle Belzine
Albert Lavenette

Fontenay-aux-Roses

Despina Bekiari
Jacky Gabriel

Fontenay-lès-Briis

Jean-Paul Jacquet
Francis Frapier

Fontenay-sous-Bois

Loïc Damiani
Clémence Avognon Zonon

Fresnes

Marie Leclerc-Bruant
Julien Baillergeau

Gennevilliers

Isabelle Massard
Laurent Noël

Gentilly

Fatah Aggoune
Vice-président
Nadine Herrati

Gonesse

Jean-Baptiste Barfety
Membre du Bureau
Patrice Richard

Grigny

Philippe Rio
Vice-président
Aurèle Bourgeois

Groslay

Fabien Moinier
Célia Jousserand

Issy-les-Moulineaux

Nathalie Pitrou
Tiphaine Bonnier

Ivry-sur-Seine

Clément Pecqueux
Mehadee Bernard

Joinville-le-Pont

Olivier Dosne
Stephan Silvestre

Jouy-en-Josas

Jean-François Poursin
François Brejoux

La Courneuve

Rachid Maiza
Haroon Qazi Mohammad

La Garenne-Colombes

Jean-François Dransart
Michèle Michelet

Le Blanc-Mesnil

Julien Carré
Jean-Marie Musquet

Le Bourget

Denis Desrumaux
Ingrid Adélaïde Beaubrin

Le Kremlin-Bicêtre

Geneviève Étienne
Jonathan Hemery

Le Perreux-sur-Marne

Hélène Rousselin
Émilie Vasquez

Le Plessis-Robinson

Benoît Blot
Frédéric Touadi

Le Pré-Saint-Gervais

Jean-Abel Pécault
Clauthilde Choffrut

Les Lilas

Sander Cisinski
Christophe Paquis

Les Pavillons-sous-Bois

Marc Sujol
Patricia Chabaud

Levallois-Perret

Isabelle Coville
Jacques Poumette

L'Haÿ-les-Roses

Pascal Lesselingue
Daniel Aubert

L'Île-Saint-Denis

Séverine Delbosq
Stephen Lecourt

Limeil-Brévannes

Manuel Albuquerque
Kamel Nebbache

Livry-Gargan

Clément Chassain
Henri-Louis Carratala

Maisons-Alfort

Thierry Barnoyer
Vice-président
Olivier Capitanio

Malakoff

Rodéric Aarsse
Vice-président
Martin Vernant

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Marolles-en-Brie

François Élie
Pauline Bohnert-Bisquer

Montreuil

Yann Leroy
Dominique Glemas

Montrouge

Étienne Lengereau
Camelina de Pablo

Morangis

Quynh Ngo
Serge Houziel

Nanterre

Gilles Gauche-Cazalis
Vice-président
Nadège Magnon

Neuilly-sur-Seine

Pierre Aubry
Éric Schindler

Nogent-sur-Marne

Jacques J.-P. Martin
Président
Christophe Ippolito

Noisy-le-Sec

Baptiste Gerbier
Thimotée Gauthierot

Orly

Franck-Éric Baum
Jean-François Chazottes

Pantin

Nacime Amimar
Rida Bennedjma

Paris

Antoine Guillou
François Vauglin

Périgny-sur-Yerres

Gérard Brun
Gilles Trouve

Pierrefitte-sur-Seine

Didier Rastocle
Dominique Carré

Puteaux

Joëlle Ceccaldi-Raynaud
Vice-présidente
Bernard Gahnassia

Romainville

Hakim Saidj
Marc Elfassy

Rosny-sous-Bois

Fabrice Le Floch
Patricia Vavassori

Rungis

Patrick Leroy
Patrick Attard

Saint-Denis

Boris Deroose
Membre du Bureau
Laurent Monnet

Sainte-Geneviève-des-Bois

Franck Chauveau
Brahim Ouarem

Saint-Mandé

Florence Crocheton-Boyer
Vice-présidente
Matthieu Stencel

Saint-Maur-des-Fossés

Henri Petteni
Philippe Cipriano

Saint-Maurice

Michel Budacki
Robert Archambault

Saint-Michel-sur-Orge

Sophie Rigault
Vice-présidente
Muriel Mosnat

Saint-Ouen-sur-Seine

Sabrina Decanton
Jonathan Caro

Sceaux

Jean-Pierre Riotton
Vice-président
Emmanuel Goujon

Stains

Mathieu Defrel
Vice-président
Jean-Claude de Souza

Sucy-en-Brie

Marie-Carole Ciuntu
Olivier Trayaux

Suresnes

Amirouche Laidi
Fabrice Bulteau

Thiais

Richard Dell'Agnola
Alexandre Caussignac

Valenton

Claude Leseur
Gilles Barges

Vanves

Bertrand Voisine
Ury Israël

Versailles

François Darchis
Martine Schmit

Villejuif

Gilbert Chastagnac
Guillaume Bulcourt

Villemomble

Éric Mallet
Guy Rolland

Villeneuve-la-Garenne

Kiran Gurung
Alain-Xavier François

Villeneuve-le-Roi

Alain Laloe
Roland Maurel

Villeneuve-Saint-Georges

Marc Lecuyer
Catherine Mauvily

Villepinte

Youssef Jiar
Laurent Fernandez

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Villetaneuse

Ernst Coulanges
Danielle Marmignon

Villiers-sur-Marne

Jean-Philippe Begat
Cédric Noël

Vincennes

Robin Louvigne
Jean-Pierre Mouly

Viry-Châtillon

Jean-Marie Vilain
Grégory Abidi

Vitry-sur-Seine

Rachida Kabourri
Membre du Bureau
Albertino Ramael

Communautés d'agglomération

Cœur d'Essonne

Gilles Fraysse
Philippe Le Fol

Grand Paris Sud Seine-Essonne

Michel Bisson
Stéphane Beaudet

Paris-Saclay

Igor Trickovski
Christian Lardière

Roissy Pays de France

Jean-Jacques Perchat
Daniel Auguste

Département

Val-de-Marne

Sabine Patoux
Nicolas Tryzna

Syndicat intercommunal

Sud-Eleg

Jean-Pierre Chaffaud
Membre du Bureau
Jérôme Meunier

Région

Île-de-France

Nelly Garnier
Romain Maria

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Directeur de la publication
Jacques J.-P. Martin

Comité de rédaction
La direction de la communication du SIPPEREC

Conception-réalisation
Agence 4août

Crédits photo
Avec l'aimable participation des collectivités adhérentes,
Le SIPPEREC, Hugo Lebrun et Julien Pitinome, WEBTVPROD

Imprimé en septembre 2023 par ARTEPRINT by SB,
labellisée Imprim'Vert et certifiée ISO14001.

Ce document est imprimé
avec des encres végétales sur des
papiers issus de sources responsables.

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C021765
www.fsc.org

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Suivez-nous sur LinkedIn

En savoir plus sur : sipperec.fr

SIPPEREC
Tour de Lyon Bercy
173/175 rue de Bercy – CS 10205
75588 Paris cedex 12
Tél. : 01 44 74 32 00

Accusé de réception en préfecture
094-219400439-20231214-2023-148-DE
Date de télétransmission : 20/12/2023
Date de réception préfecture : 20/12/2023

SIPPEREC